

DIPLOMATISCHE DOKUMENTE
DER SCHWEIZ

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
SUISSES

DOCUMENTI DIPLOMATICI
SVIZZERI

2

1866–1872

COMMISSION NATIONALE
POUR LA PUBLICATION DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION
FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE
PER LA PUBBLICAZIONE DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

DOCUMENTS DIPLOMATIQUES
SUISSES
DIPLOMATISCHE DOKUMENTE
DER SCHWEIZ
DOCUMENTI DIPLOMATICI
SVIZZERI
1848—1945

VOLUME 2 (1866—1872)

1^{er} janvier 1866—24 décembre 1872

Préparé sous la direction de
Roland Ruffieux
par
Claude Altermatt
Michel Charrière
Markus Holenstein
avec la collaboration de Bernard Prongué

BENTELI VERLAG BERN

Document reproduit sur la jaquette:
Extrait d'un rapport politique du Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer, au Président
de la Confédération, C. Fornerod, du 17 mai 1867.

Dokument auf dem Umschlag:
Auszug aus einem politischen Bericht des schweizerischen Gesandten in Berlin, J. Heer,
an den Präsidenten der Eidgenossenschaft, C. Fornerod, vom 17. Mai 1867.

©
1985 Benteli Verlag, 3011 Bern
Gestaltung, Satz und Druck: Benteli AG, 3018 Bern
Printed in Switzerland

ISBN 3-7165-0496-3

COMMISSION NATIONALE POUR LA PUBLICATION
DE DOCUMENTS DIPLOMATIQUES SUISSES

NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE VERÖFFENTLICHUNG
DIPLOMATISCHER DOKUMENTE DER SCHWEIZ

COMMISSIONE NAZIONALE PER LA PUBBLICAZIONE
DI DOCUMENTI DIPLOMATICI SVIZZERI

Président	Jacques Freymond, Directeur honoraire de l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Vice-président	Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales, Berne
Secrétaire	Antoine Fleury, Chargé de cours à l'Université de Genève

Membres

Jean-François Bergier	Professeur à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich
Jean-Charles Biaudet	Professeur honoraire de l'Université de Lausanne
Daniel Bourgeois	Adjoint scientifique aux Archives fédérales, Berne
Erwin Bucher	Professor an der Universität Zürich
Yves Collart	Professeur à l'Institut universitaire de hautes études internationales, Genève
Alain Dubois	Président de la Société générale suisse d'histoire
Jean-Claude Favez	Professeur à l'Université de Genève
Walther Hofer	Professor an der Universität Bern
Georg Kreis	Privatdozent an der Universität Basel
Herbert Lüthy	Professor em. der Universität Basel
Philippe Marguerat	Professeur à l'Université de Neuchâtel
Beatrix Mesmer	Professor an der Universität Bern
Jean Monnier	Ambassadeur, Jurisconsulte du Département fédéral des Affaires étrangères
Louis-Edouard Roulet	Professeur à l'Université de Neuchâtel, Membre du Conseil national suisse de la recherche
Roland Ruffieux	Professeur aux Universités de Fribourg et Lausanne
Rudolf Stettler	Minister, Stellvertretender Direktor bei der Direktion für Völkerrecht im Eidgenössischen Departement für auswärtige Angelegenheiten

TABLE DES MATIÈRES — INHALTSÜBERSICHT

I.	Avant-propos.	VII
	<i>Vorwort</i>	X
II.	Introduction.	XIII
	<i>Einleitung</i>	XVI
III.	Abréviations	XXI
IV.	Plan de la table méthodique des documents.	XXII
V.	Table méthodique des documents	XXIII
VI.	Documents.	1
VII.	Annexes	
	<i>Cartes</i>	720
	1. Organigramme de l'Administration fédérale concernée par les relations internationales	728
	2. Les postes diplomatiques et consulaires suisses à l'étranger . .	730
	3. Les postes diplomatiques et consulaires étrangers en Suisse . .	733
VIII.	Index	
	1. Noms de personnes.	737
	2. Noms géographiques.	750
IX.	Liste des fonds des Archives fédérales d'où proviennent les documents publiés	759

I. AVANT-PROPOS

L'objectif de la collection de «Documents diplomatiques suisses» est à la fois scientifique et pratique. Il s'agit, dans l'esprit de ceux qui en assument la responsabilité, de mettre à la disposition des chercheurs et des praticiens, les sources officielles utiles pour la reconstitution et pour la compréhension de l'histoire de la politique étrangère de la Suisse, d'un Etat neutre mais profondément impliqué dans le système politique international.

Placée sous le patronage de la Société Générale Suisse d'Histoire, l'entreprise a reçu l'appui du Département fédéral des Affaires étrangères¹ et le soutien financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique. L'Association suisse de politique étrangère lui a apporté le témoignage de son intérêt. Une Commission nationale pour la publication de documents diplomatiques suisses, comprenant des représentants de tous les milieux concernés, assume la responsabilité de la publication. L'édition des 15 volumes prévus pour la période 1848—1945 est assurée par les divers Instituts d'histoire des Universités et Hautes Ecoles suisses: Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Neuchâtel et Zurich, par le Bureau de la commission de publication et par les Archives fédérales. L'ordre de parution des volumes est fonction de l'avancement des travaux au sein de chacune de ces institutions.

Les documents publiés proviennent des Archives fédérales où sont conservés les actes du Parlement, du Gouvernement et des départements fédéraux (ministères). La Suisse ayant un gouvernement collégial, toutes les décisions de quelque portée relèvent du seul Conseil fédéral. De plus, les divers départements et offices sont concernés par l'un ou l'autre aspect de la politique étrangère de la Suisse. Il s'ensuit que les documents publiés ne reproduisent pas uniquement les actes du Département fédéral des Affaires étrangères; une part appréciable des textes provient des actes du gouvernement lui-même — ainsi les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil fédéral — de divers départements ou d'offices spécialisés, ou encore de délégations et de commissions spéciales qui ont transmis des rapports au gouvernement, sans oublier des lettres de personnalités officielles ou exerçant des fonctions semi-officielles, voire de représentants d'institutions privées.

La collection ne vise pas à documenter l'ensemble des événements extérieurs intéressant la Suisse ni à reconstituer toute l'évolution de la politique étrangère de la Confédération. Elle s'attache plutôt à illustrer les traits essentiels de la politique extérieure suisse dans ses diverses dimensions ainsi que les conceptions et les données fondamentales des relations internationales. Ont été retenus pour la publication d'abord des textes qui font saisir l'orientation générale de la politique extérieure suisse ou qui ont pu déterminer, à un moment donné, cette orienta-

¹ Anciennement: Département politique fédéral

tion; ensuite des textes qui montrent le rôle de la Suisse dans la politique internationale ou qui éclairent son attitude face à tel événement ou face à tel problème; des rapports, des analyses de situation qui contiennent des informations originales ou qui reflètent le point de vue du neutre sur des événements importants; enfin, des instructions, des avis, des notices et des correspondances qui sont indispensables à la compréhension de telle ou telle affaire.

Les documents sont présentés dans l'ordre chronologique à l'exception des textes placés en annexe. Afin d'en faciliter la consultation thématique, on a établi une table méthodique et un index. En règle générale, les documents sont publiés intégralement et dans leur langue d'origine. Les passages supprimés sont indiqués par des points de suspension entre crochets; une note en donne parfois l'essentiel. Les formules de salutations ont été supprimées, sauf dans le cas où elles paraissent avoir une signification particulière.

La partie rédactionnelle est écrite dans la langue du directeur du volume. Elle se distingue du texte du document lui-même, reproduit en caractère romain, par l'emploi de l'*italique*. Les passages soulignés ou en caractères espacés du document original sont également rendus par l'*italique*. Les interventions de la rédaction à l'intérieur du document figurent entre crochets. L'orthographe et la ponctuation ont été modifiées sans autre dans les cas de fautes évidentes ou pour unifier l'écriture à l'intérieur du texte.

L'en-tête des documents comprend les éléments suivants: la cote d'archives, le titre rédactionnel — pour les auteurs et les destinataires des documents, on indique soit les noms et les initiales des prénoms des personnes avec leur fonction, soit les administrations et les services concernés —, la qualification du texte (copie, minute) dans le cas où l'on n'a pu reproduire l'original, le genre du document, sa date et son lieu de rédaction. En outre, lorsque ces indications apparaissent sur l'original, l'en-tête peut comprendre encore: le degré de classification (confidentiel, secret) ou d'urgence du document, son numéro d'ordre, les initiales (ou la référence) du rédacteur et du secrétariat, l'objet du texte reproduit. Quand il est repris littéralement, le titre du document lui-même est rendu en PETITES CAPITALES DE CARACTÈRE ROMAIN. Lorsqu'elles sont suffisamment caractérisées dans le texte qui les introduit, les annexes sont reproduites sans nouvel intitulé. Des organigrammes en fin de chaque volume fournissent des renseignements sur la structure administrative et sur la représentation diplomatique de la Suisse à l'étranger et des pays étrangers en Suisse.

L'appareil critique est délibérément limité. Les notes visent avant tout à corriger les inconvénients de l'indispensable sélection, en fournissant notamment des références aux documents non publiés et aux imprimés officiels que le lecteur voudrait pouvoir consulter. Dans la mesure du possible, il est fait renvoi aux documents mentionnés dans les textes publiés, sauf dans les cas où leur contenu ressort suffisamment du document. La formule «non reproduit», sans indication de provenance, signifie que les documents en question figurent dans les mêmes dossiers que le texte reproduit. Lorsqu'un document présumé important a fait l'objet d'une recherche approfondie qui aboutit à un résultat négatif, on l'indique par la formule «non retrouvé».

Ces quelques règles ont pour objet d'assurer l'homogénéité de cette publication de documents qui couvre près d'un siècle tout en laissant aux éditeurs de

chaque volume la liberté nécessaire pour tenir compte de l'esprit d'une époque et de la variété des problèmes qui se sont posés au gouvernement et au peuple suisses.

Genève et Berne, septembre 1979

Commission nationale
pour la publication de documents
diplomatiques suisses:
JACQUES FREYMOND, *Président*
OSCAR GAUYE, *Vice-président*

I. VORWORT

Das Anliegen der Reihe «Diplomatische Dokumente der Schweiz» ist ein wissenschaftliches und praktisches zugleich. Den verantwortlichen Herausgebern geht es darum, der Forschung und Praxis die amtlichen Quellen zur Verfügung zu stellen, die nötig sind für die Rekonstruktion und das Verständnis der aussenpolitischen Geschichte der Schweiz, eines neutralen Staates, der jedoch in sehr hohem Masse Teil des internationalen politischen Systems ist.

Das Unternehmen steht unter dem Patronat der Allgemeinen Geschichtforschenden Gesellschaft der Schweiz; es fand die Unterstützung des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten¹ und die finanzielle Hilfe des Schweizerischen Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung wie auch das Interesse der Schweizerischen Gesellschaft für Aussenpolitik. Die Verantwortung für die Publikation trägt eine nationale Kommission für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente der Schweiz, in der alle betroffenen Kreise vertreten sind. Für die Periode 1848—1945 sind 15 Bände vorgesehen; mit der Bearbeitung sind die Schweizer Universitäten und Hochschulen betraut: Basel, Bern, Freiburg, Genf, Lausanne, Neuenburg und Zürich, sowie das Büro der Publikationskommission und das Schweizerische Bundesarchiv. Die Reihenfolge des Erscheinens hängt ab vom Voranschreiten der Arbeiten innerhalb dieser Institutionen.

Die veröffentlichten Dokumente stammen aus dem Schweizerischen Bundesarchiv, das die Akten von Parlament, Regierung und eidgenössischen Departementen (Ministerien) aufbewahrt. Die Schweiz hat eine Kollegialregierung, und alle Entscheide von irgendwelcher Tragweite fällt der Gesamtbundesrat. Darüber hinaus sind die verschiedenen Departemente und Amtsstellen vom einen oder andern Aspekt der schweizerischen Aussenpolitik betroffen. Demzufolge geben die veröffentlichten Dokumente nicht allein die Akten des Eidgenössischen Departementes für Auswärtige Angelegenheiten wieder; ein beachtlicher Teil der Texte sind Akten der Regierung selbst — so die Sitzungsprotokolle und Entscheide des Bundesrates —, der verschiedenen Departemente und besonderer Ämter oder gar von Delegationen und Spezialmissionen, die der Regierung Berichte zukommen liessen, selbst Briefe von Persönlichkeiten in amtlicher oder halbamtlicher Funktion oder gar von privaten Institutionen waren zu berücksichtigen.

Die Reihe strebt keine lückenlose Dokumentation aussenpolitischer Ereignisse aus schweizerischer Sicht an und kann auch nicht die ganze Entwicklung der eidgenössischen Aussenpolitik vollständig aufzeigen. Vielmehr versucht sie, die Grundzüge, die Leitideen und fundamentalen Gegebenheiten der internationalen Beziehungen der Schweiz in den verschiedenen Sparten zu illustrieren.

¹ vormalig: Eidgenössisches politisches Departement

Abgedruckt werden darum vornehmlich: Texte, die eine generelle Ausrichtung der schweizerischen Aussenpolitik erkennen lassen oder die zu einem gegebenen Zeitpunkt diese Orientierung nachhaltig beeinflussen konnten; ferner Texte, welche die Rolle der Schweiz in der internationalen Politik zeigen oder Erklärungen bieten für die Haltung der Schweiz gegenüber wichtigen Geschehnissen oder Problemen; sodann Berichte und Lageanalysen, die originale Informationen enthalten oder die den neutralen Blickwinkel geben zu wichtigen Vorgängen; schliesslich Instruktionen, Gutachten, Aufzeichnungen und Korrespondenzen, die unerlässlich sind für das Verständnis des jeweiligen Geschehens.

Die Dokumente sind in chronologischer Reihenfolge abgedruckt, ausgenommen die Anhänge. Zur Erleichterung der Benutzung wird jeder Band mit einem thematischen Verzeichnis der Dokumente und einem Register ausgestattet. Im allgemeinen sind die Dokumente vollständig und in der Originalsprache abgedruckt. Gestrichene Abschnitte sind durch Auslassungszeichen in eckiger Klammer gekennzeichnet. Mitunter gibt eine Fussnote eine Zusammenfassung der Tilgung. Anrede- und Grussformeln wurden weggelassen ausser in Fällen, wo sie eine besondere Bedeutung zu haben scheinen.

Der redaktionelle Teil ist in der Sprache des Leiters des Bandes abgefasst und setzt sich deutlich (*kursiv*) vom Text des Dokumentes (aufrecht) ab. Kursivsatz innerhalb des Dokumentes gibt originale Auszeichnungen an (Unterstreichungen, Sperrungen). Eingriffe der Redaktion in die Dokumente sind kursiv in eckiger Klammer gesetzt. Orthographie und Interpunktion wurden nur bei offensichtlichen Fehlern stillschweigend bereinigt und die Schreibweise einzig innerhalb des Textes vereinheitlicht.

Der Kopf der Dokumente enthält folgende Elemente: Archivsignatur, redaktioneller Titel — für Absender und Empfänger werden entweder die Initialen des Vornamens, Name und Funktion angegeben oder die betreffenden Amtsstellen —, Kennzeichnung der Textvorlage (Kopie, Minute), falls nicht das Original abgedruckt werden konnte, Gattungsbestimmung des Dokumentes, Ort und Datum seiner Entstehung. Der Titel enthält ferner, wenn die Angaben auf der Vorlage stehen: Klassifikation (vertraulich, geheim) oder Dringlichkeitsvermerk des Dokumentes, seine Ordnungsnummer, Paragraphen von Autor und Sekretariat und Inhaltsangabe des abgedruckten Textes (Randvermerk). Wörtlich wiedergegebene Titel, die auf dem Dokument selbst stehen, sind in aufrechten KAPITÄLCHEN gesetzt. Bei Anhängen, die im vorangehenden Haupttext hinreichend charakterisiert sind, wird auf eine Wiederholung der Angaben verzichtet. Die Organigramme am Ende jedes Bandes geben Aufschluss über die Struktur der Verwaltung und der diplomatischen Vertretung der Schweiz im Ausland und des Auslandes in der Schweiz.

Der wissenschaftliche Apparat ist bewusst sparsam gehalten. Die Fussnoten wollen vor allem die Unzulänglichkeiten, die jede Auswahl mit sich bringt, beheben, indem sie die Fundstellen nicht veröffentlichter Dokumente angeben und auf amtliche Publikationen verweisen, die den Leser weiterführen können. Soweit möglich, wird auf Dokumente, die in den veröffentlichten Texten erwähnt sind, verwiesen, ausser wenn ihr Inhalt hinreichend aus dem Text hervorgeht. Die Formel «non reproduit / nicht abgedruckt» ohne Angabe der Herkunft heisst, dass sich die betreffenden Dokumente im selben Dossier befinden wie der veröffent-

lichte Text. Wo ein wichtig scheinendes Dokument trotz gründlicher Nachforschungen nicht ermittelt werden konnte, steht die Formel «non retrouvé / nicht ermittelt».

Diese paar Regeln sollen die Einheitlichkeit der Aktenpublikation sichern, die beinahe ein Jahrhundert umspannt; freilich haben die Herausgeber jedes Bandes die nötige Freiheit, um dem Geist der Epoche und der Vielfalt der Probleme, die sich dem Schweizer Volk und seiner Regierung stellten, Rechnung zu tragen.

Genf und Bern im September 1979

Nationale Kommission
für die Veröffentlichung diplomatischer Dokumente
der Schweiz:

JACQUES FREYMOND, *Präsident*

OSCAR GAUYE, *Vize-Präsident*

II. INTRODUCTION

Seul volume antérieur à la Première Guerre mondiale à traiter une période plus brève qu'une décennie, le présent tome doit ce privilège au fait que le plan initial supposait que les perturbations de l'ordre international avaient entraîné *ipso facto* en Suisse un accroissement des activités touchant la politique extérieure du pays. Certainement valable pour le XX^e siècle, ce postulat ne s'est trouvé que partiellement justifié pour les années 1866—1872 qui ont révélé des potentialités de nature diverse.

En effet, d'autres tendances ont contribué à confirmer l'intérêt que cette période troublée présente dans l'édition des Documents diplomatiques. Tout d'abord la phase clôt les débuts de l'Etat fédéral qui ont permis de mettre en place les moyens propres à affirmer l'indépendance nationale face à l'étranger: un gouvernement central et son administration, une armée, une opinion publique nationale. C'est-à-dire les instruments permettant à un petit pays de gérer la paix et la guerre. Mais également de donner à une diplomatie encore faible un champ d'exercice élargi par une organisation originale comme la Croix-Rouge, rivale imprévue de la Première Internationale.

L'expression de «tournant européen» illustre ensuite le phénomène complexe liant alors une mutation structurelle des relations internationales et plusieurs échéances que ménage une conjoncture surprenante. La première consacre l'influence conjointe que prennent sur la vie des Etats, une croissance économique rapide, des nationalismes virulents et l'ébauche d'une solidarité sociale par dessus les frontières. La seconde accumule, en quelques années, deux guerres d'importance européenne, un concile général de l'Eglise catholique, des unifications nationales et diverses tentatives d'organisation internationale. La mutation se concrétise enfin dans le passage de l'ancien ordre continental, issu du Congrès de Vienne, à un nouveau système hégémonique, imposé par le prince de Bismarck, et qui limite pour la Suisse l'effet de domination, exercé sur elle par la France jusqu'alors.

L'incidence d'une telle accélération sur la politique extérieure de la Suisse n'est pas univoque. Au niveau des fondements psychologiques de cette politique, les nouveaux rapports de puissance entraînent un resserrement du lien national qui ancre la neutralité dans la mentalité collective, ce qui, par contrecoup, permet au Conseil fédéral d'insister sur la retenue qu'elle impose désormais à l'opinion publique. Les guerres d'unification et les conflits sociaux qui les accompagnent entre 1866 et 1871 opposent donc beaucoup moins les Suisses entre eux que ne l'ont fait les révolutions européennes de 1848—49.

Les effets sont beaucoup plus limités sur l'instrumentation de la diplomatie. A la veille de la guerre austro-allemande, la Suisse n'a de poste diplomatique permanent qu'à Paris, Vienne et Florence. Six ans plus tard, le réseau englobe Berlin, qui a pris en charge les affaires de toute l'Allemagne, et Rome sur qui pèse la Question romaine. Londres, Washington ou Madrid n'ont que des postes consulaires, alors

que Berne a déjà des légations correspondant à ces capitales, ce qui consacre un déséquilibre durable entre l'envoi et la réception des missions.

A première vue, la rotation annuelle du Département politique, lié à la présidence de la Confédération, accentue encore ce handicap. En fait, le collège gouvernemental s'occupe lui-même de la politique étrangère et la continuité évidente de celle-ci durant la période s'explique d'abord par le fait que le Conseil fédéral de 1872 compte cinq membres déjà présents en 1866.

Dès lors, en sept ans, on voit se succéder cinq noms différents à la tête du Département politique. Que J. Dubs (1868, 1870) et E. Welti (1869, 1872) s'y retrouvent deux fois à des intervalles très courts souligne certainement la volonté de confier les destinées du pays à de véritables hommes d'Etat. Bien plus, le Département politique renforce la continuité de son action par la présence de Kern à Paris. Il n'y est pas seulement le titulaire inamovible de la plus ancienne légation, mais une sorte de ministre *a latere* des affaires étrangères par qui passent les dossiers les plus délicats. Arrivé en 1869 comme secrétaire, Charles Lardy prépare un autre «règne» qui débutera en 1883, au départ de son chef.

Le dynamisme de la politique extérieure durant cette période peut se résumer dans un binôme à peine forcé: un peu de grande politique, beaucoup de diplomatie utile. La grande politique c'est, tour à tour, l'intervention brillante de Kern et Lardy pendant le siège de Paris, l'ouverture téméraire de Dubs en direction de la Savoie du Nord et surtout la réussite exceptionnelle de la Convention du Gothard, œuvre du collègue dans son entier.

La diplomatie utile, elle, se manifeste par la création d'un réseau étendu de traités de commerce et d'établissement. Partant de l'avantage initial obtenu avec la France, l'offensive commerciale exploite les unifications en cours et revendique la clause de la nation la plus favorisée chez les autres voisins, puis au-delà en Europe. Elle se bute momentanément à des difficultés imprévues aux Etats-Unis, dans l'Empire ottoman ou au Japon.

Plus prosaïque, la diplomatie du quotidien s'attache à des corrections de frontières minimales, à l'aménagement des voies de communications qui en souffrent, au sort des Suisses égarés dans les guerres des autres ou aux étrangers pris de passion idéologique. Patience et tolérance dominent certes dans les démarches de ce type, mais également souci d'affirmer une souveraineté encore contestée.

La brièveté de la période et les insuffisances de l'appareil administratif n'ont pas rendu moins difficile pour autant le choix des documents. En effet, la tentation pouvait être réelle de suivre, jusque dans les détails, l'action d'un diplomate très actif tel que Kern, le dossier surchargé de données techniques de la ligne du Gothard ou, chez Dubs, le jeu subtil des compensations territoriales que Napoléon III avait mis à la mode. En fait, le bon sens et la discipline propres à une publication en série ont conseillé de saisir dans ces sept années tout ce qui pouvait devenir essentiel sur le moyen ou long terme sans renoncer pour autant à tel épisode significatif pour l'esprit de la période.

Pour cette phase non seulement d'élargissement des relations extérieures, mais de tâtonnement des pratiques diplomatiques, il convenait de favoriser tout ce qui, de près ou de loin, se rattachait au Département politique et à l'action collective du collège gouvernemental. Sans être réduite à la portion congrue, la place faite aux autres départements s'en est trouvée limitée. En dépit des sacrifices consentis

et des omissions involontaires, notre espoir est que le choix opéré reflète, de façon satisfaisante, les mutations alors en cours dans la diplomatie suisse autant que les éléments de permanence qui la caractérisent déjà.

Il me reste l'agréable devoir de remercier les personnes qui, à des moments différents, ont collaboré à la préparation de ce volume, opération à laquelle certaines circonstances ont donné une longueur imprévue.

Rendue nécessaire par l'aspect des manuscrits, la transcription de textes, de caractère souvent difficile, a été menée à bien par Mesdames Anny et Marie-Thérèse Daniëls et Maria Blanchard.

Jusqu'à sa nomination à la tête de l'Office jurassien du Patrimoine historique, en 1979, Monsieur Bernard Prongué a assuré de concert avec moi la direction de l'équipe scientifique. A des degrés divers, Messieurs Markus Holenstein, Michel Charrière et principalement Claude Altermatt ont prêté leur efficace concours à la constitution du corpus documentaire. Cette entreprise a bénéficié, en outre, dans le cadre de l'Institut d'histoire moderne et contemporaine de l'Université de Fribourg, de l'appui du secrétariat et de ses assistants. Parmi eux, Monsieur Jean-Daniel Dessonnaz s'est spécialement attaché à la relecture des épreuves pour les documents en langue française, tandis qu'à Berne, Messieurs Martin Graf et Christoph Erismann ont préparé l'index et vérifié, sur épreuves, les textes en allemand qui constituent la majeure partie du recueil.

J'exprime également ma gratitude à Messieurs Antoine Fleury, Daniel Bourgeois et Gérald Arlettaz qui ont fait bénéficier l'équipe de l'expérience acquise dans la préparation d'autres volumes ou dans leurs travaux personnels. Mes remerciements s'adressent encore à Messieurs André Wälti, Robert Rösch, Hans Kohler et Hans Walther, des Archives fédérales, qui n'ont jamais ménagé leurs efforts dans la mise à disposition de dossiers parfois difficiles à localiser.

La reconnaissance des chercheurs va tout particulièrement à Monsieur Oscar Gauye, Directeur des Archives fédérales qui, depuis plusieurs années, réussit à réduire au minimum les inconvénients liés à l'extension matérielle de l'institution, confirmant ainsi sa réputation d'accueil et de disponibilité. Enfin, l'entreprise qui aboutit à ce volume n'aurait pas été possible sans l'appui financier du Fonds national suisse de la recherche scientifique, que nous remercions vivement.

Fribourg, juin 1985

ROLAND RUFFIEUX

II. EINLEITUNG

Da der ursprüngliche Plan der Aktenpublikation davon ausging, dass die Strömungen in den internationalen Beziehungen automatisch zu einer Vermehrung aussenpolitischer Aktivitäten der Schweiz führen würden, umfasst der vorliegende Band als einziger vor dem ersten Weltkrieg einen Zeitabschnitt von weniger als zehn Jahren. Diese Annahme, die für das 20. Jahrhundert durchaus ihre Berechtigung hat, gilt für die Zeitspanne von 1866 bis 1872 bloss teilweise, obschon auch diese Jahre Geschäfte verschiedenster Art umfassen.

Gewiss, es haben andere Überlegungen dazu geführt, jener unruhigen Zeit bei der Herausgabe der Diplomatischen Dokumente die gebührende Aufmerksamkeit zu schenken. In erster Linie schliesst jene Epoche die Anfänge des Bundesstaates ab, der sich die passenden und notwendigen Mittel zur Behauptung seiner staatlichen Unabhängigkeit gegenüber dem Ausland geschaffen hatte: eine Zentralregierung mit der entsprechenden Verwaltung, eine Armee, eine nationale öffentliche Meinung; das alles gestattet einem Kleinstaat, sich in Krieg und Frieden zu behaupten. Auch erhält die noch unausgebildete Diplomatie ein erweitertes Tätigkeitsfeld in der einzigartigen Organisation des Roten Kreuzes, einer nicht vorgesehenen Rivalin der Ersten Internationale.

Der Begriff «europäische Wende» betrifft sodann das vielschichtige Phänomen einer strukturellen Veränderung der zwischenstaatlichen Beziehungen, sowie mehrere Verschiebungen im europäischen Machtgefüge, begleitet von einer überraschend günstig verlaufenden Wirtschaftsentwicklung. Hier zeigen sich einmal die gleichzeitigen Einflüsse auf das Leben der Staaten, nämlich ein rühriges Wirtschaftswachstum, ein ausgeprägtes Nationalgefühl und der erste zaghafte Versuch einer grenzüberschreitenden sozialen Solidarität. Im weiteren folgen sich in wenigen Jahren zwei Kriege von europäischer Bedeutung, ein Allgemeines Konzil der katholischen Kirche, nationale Einigungen und verschiedene Versuche, internationale Organisationen zu schaffen. Erkennbar wird der Wechsel schliesslich im Übergang der alten kontinentalen, noch auf dem Wiener Kongress festgelegten Ordnung, hin zu einem neuen, vom Fürsten Bismarck aufgezwungenen Hegemonialsystem; diese Entwicklung schränkt die bisherige Beeinflussung der Schweiz durch Frankreich etwas ein.

Die Auswirkungen einer solchen raschen Wende auf die Aussenpolitik der Schweiz sind nicht einheitlich. Im Bereich der psychologischen Hintergründe dieser Politik führen die neuen Machtverhältnisse zu einer Verstärkung der nationalen Gemeinschaft, welche die Neutralität in ihr kollektives Bewusstsein aufnimmt; das erlaubt anderseits dem Bundesrat, sich auf die Zurückhaltung festzulegen, die er fortan der öffentlichen Meinung empfiehlt. Die Einigungskriege und die sie begleitenden sozialen Konflikte zwischen 1866 und 1871 lösen darum unter den Schweizern bedeutend weniger Spannungen aus, als es während der europäischen Revolutionen der Jahre 1848—49 der Fall gewesen war; ihre Auswirkung auf den diplomatischen Apparat bleibt weit bescheidener. Am Vorabend des deutsch-österreichischen Krieges verfügt die Schweiz bloss in Paris,

Wien und Florenz über ständige diplomatische Vertretungen. Sechs Jahre später umfasst das Netz Berlin, wo die Geschäfte für ganz Deutschland betreut werden, und Rom, wo es gilt, sich mit der Römischen Frage auseinanderzusetzen. In London, Washington und Madrid arbeiten lediglich Generalkonsulate, während sich in Bern bereits die Gesandtschaften der entsprechenden Länder befinden, sodass ein andauerndes Ungleichgewicht im Entsenden und Empfangen diplomatischer Vertretungen entsteht. Es macht den Anschein, dass der jährliche Wechsel in der Leitung des Politischen Departementes, die gleichzeitig mit dem Bundespräsidium verbunden ist, diesen Nachteil noch verstärkt. Tatsächlich beschäftigt sich die Kollegialregierung selbst mit der auswärtigen Politik, und deren offensichtliche Kontinuität während des ganzen Zeitraumes erklärt sich zunächst daraus, dass von den sieben Bundesräten des Jahres 1872 fünf bereits 1866 im Amt waren.

In sieben Jahren lösen sich in der Folge fünf verschiedene Namen an der Spitze des Politischen Departements ab. Dass Jakob Dubs (1868, 1870) und Emil Welti (1869, 1872) sich zweimal innerhalb kurzer Zeit an dessen Spitze befinden, unterstreicht gewiss den Willen, das Schicksal des Landes erprobten Staatsmännern anzuvertrauen. Zusätzlich verstärkt das Politische Departement die Kontinuität seines Handelns durch Kerns Anwesenheit in Paris. Er ist nicht nur der unersetzliche Vorsteher der ältesten Gesandtschaft, er ist auch eine Art von Aussenminister *a latere*, dem die heikelsten Dossiers vorgelegt werden. Der 1869 als Sekretär angekommene Charles Lardy beginnt ein neues «Regime» vorzubereiten, welches 1883, beim Abgang seines Chefs, zum Tragen kommen wird.

Die lebhaft entwickelte Aussenpolitik jener Jahre lässt sich auf eine etwas vereinfachende Formel bringen: ein wenig grosse Politik, viel nützliche Diplomatie. Zur grossen Politik gehören, der Reihe nach aufgezählt, Kerns und Lardys brillante Intervention während der Belagerung von Paris, Dubs' kühne Öffnung gegenüber Nordsavoyen und vor allem der ausserordentliche Erfolg der Gotthardkonvention, die als ein gemeinschaftliches Werk des Gesamtbundesrates betrachtet werden darf.

Was die nützliche Diplomatie betrifft, so bestätigt sie sich in einem weitverzweigten Netz von Handels- und Niederlassungsverträgen. Sie geht vom Anfangserfolg mit Frankreich aus, nützt die laufenden nationalen Einigungen aus und beansprucht die Klausel der meistbegünstigten Nation bei den andern Nachbarn, später sogar ausserhalb Europas. Doch stösst sie bei den Vereinigten Staaten, im Osmanischen Reich und in Japan zeitweise auf unerwartete Schwierigkeiten.

Die Alltagsdiplomatie befasst sich, prosaischer gesagt, mit kleinen Grenzveränderungen, mit dem Ausbau der unvollkommenen Verkehrswege, mit dem Schicksal der in den Kriegen anderer Staaten verschollenen Schweizer, sowie mit Ausländern, die von ideologischer Leidenschaft erfasst sind. Gewiss herrschen in Tätigkeiten dieser Art Geduld und Toleranz vor, doch spürbar ist auch die Sorge, eine noch nicht unbestrittene Souveränität zu bewahren.

Der kurze Zeitabschnitt und der noch ungenügende Verwaltungsapparat haben die Auswahl der Dokumente keineswegs erleichtert. Man hätte in der Tat der Versuchung erliegen können, die Tätigkeit eines so aktiven Diplomaten wie Kern, das mit technischen Daten überladene Dossier der Gotthardbahn oder, wie

bei Dubs, das subtile Spiel der unter Napoleon III. in Mode gekommenen Gebietskompensationen bis in die kleinsten Einzelheiten zu verfolgen. Gesunder Menschenverstand und die für die Herausgabe einer Reihe erforderliche Selbstbeschränkung empfahlen uns, aus den sieben Jahren allein das zu berücksichtigen, was sich mittel- und langfristig als wesentlich erweisen sollte, ohne allerdings auf dieses oder jenes Ereignis zu verzichten, das für den herrschenden Zeitgeist von Bedeutung zu sein schien.

Für jene Zeit der wachsenden Beziehungen zum Ausland und der ersten, zögernden Schritte auf dem Parkett der Diplomatie war es ratsam, alles in die Sammlung aufzunehmen, was irgendeine Beziehung zum Politischen Departement und zur gemeinsamen Arbeit der Kollegialbehörde hatte. Der den andern Departementen eingeräumte Platz ist nicht sehr gross, er braucht sich allerdings nicht bloss auf das Notwendigste zu beschränken.

Trotz bewusster Verzichte und unbeabsichtigter Unterlassungen hoffen wir, die getroffene Auswahl vermöge auf befriedigende Art und Weise die damals erfolgten Veränderungen der Schweizer Diplomatie sowie deren unwandelbare Grundsätze, die sie schon damals kennzeichneten, festzuhalten.

Es bleibt mir die angenehme Aufgabe, all denen zu danken, welche zu unterschiedlichen Zeiten an der Vorbereitung dieses Bandes mitgewirkt haben, dessen Ausführung sich, bedingt durch gewisse Umstände, verzögert hat.

Die heikle Aufgabe der Transkription, welche wegen der handschriftlichen Quellen notwendig war, wurde durch die Damen Anny und Marie-Thérèse Daniëls sowie Frau Maria Blanchard gut bewältigt.

Bis zu seiner Ernennung an die Spitze des jurassischen Kulturamtes im Jahre 1979 hat Herr Bernard Progué gemeinsam mit mir den wissenschaftlichen Mitarbeiterstab geleitet. Im Rahmen dieses Teams haben in unterschiedlichem Umfang die Herren Markus Holenstein, Michel Charrière und vor allem Claude Altermatt ihren wertvollen Beitrag für das Zustandekommen der Aktensammlung geliefert. Das Unternehmen hat zudem von den Einrichtungen des Institutes für moderne und Zeitgeschichte der Universität Freiburg profitieren können, insbesondere erfuhr es die Unterstützung von Seiten des Sekretariates und der Assistenten. Unter ihnen hat sich Herr Jean-Daniel Dessonnaz speziell der Durchsicht der französischen Textabzüge angenommen, während in Bern die Herren Martin Graf und Christoph Erismann den Index vorbereitet und die deutschsprachigen Dokumente, welche den grössten Teil der Sammlung ausmachen, verifiziert haben.

Ebenfalls möchte ich meine Dankbarkeit den Herren Antoine Fleury, Daniel Bourgeois und Gérald Arlettaz aussprechen, von denen bei der Vorbereitung anderer Bände oder ihrer persönlichen Arbeit erworbenen Erfahrung unser Arbeitsteam Nutzen ziehen konnte. Mein Dank richtet sich auch an die Herren André Wälti, Robert Rösch, Hans Kohler und Hans Walther vom Bundesarchiv, die in unermüdlichem Einsatz auch schwer auffindbare Dossiers herbeschafften.

Unser besonderer Dank geht an Herrn Oscar Gauye, Direktor des Bundesarchivs, welchem es seit Jahren gelingt, die Unannehmlichkeiten, welche mit der steten Expansion seines Hauses zusammenhängen, auf ein Minimum zu beschränken und so dessen Ruf, freundlich und hilfsbereit zu sein, bestätigt.

Schliesslich möchte ich mich herzlich beim Schweizerischen Nationalfonds bedanken, ohne dessen finanzielle Unterstützung das Erscheinen dieses Bandes nicht möglich gewesen wäre.

Freiburg i. Ue., Juni 1985

ROLAND RUFFIEUX

III. ABRÉVIATIONS

A	Annexe
AM	Aide-mémoire
An	Annotation
CR	Compte rendu
DDS	Documents diplomatiques suisses
DFCP	Département fédéral du Commerce et des Péages
DFE	Département fédéral des Finances
DFI	Département fédéral de l'Intérieur
DFJP	Département fédéral de Justice et Police
DMF	Département militaire fédéral
DPF	Département politique fédéral
FF	Feuille fédérale
L	Lettre
M	Mémoire/Mémorandum
N	Note
No	Notice
NZZ	Neue Zürcher Zeitung
PV	Procès-verbal
PVCF	Procès-verbal des séances du Conseil fédéral
R	Rapport
RC	Rapport commercial
RO	Recueil officiel
RP	Rapport politique
Riv.	Rivière
T	Télégramme

IV. PLAN DE LA TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I.	Les relations intergouvernementales et la vie des Etats ¹	XXIV
	1. Allemagne	XXIV
	2. Argentine	XXX
	3. Autriche-Hongrie	XXX
	4. Belgique	XXXV
	5. Brésil	XXXV
	6. Chine	XXXVI
	7. Danemark	XXXVI
	8. Empire ottoman	XXXVI
	9. Espagne	XXXVII
	10. Etats pontificaux	XXXVIII
	11. Etats-Unis d'Amérique	XXXVIII
	12. France	XLI
	13. Grande-Bretagne	XLVIII
	14. Italie	XLVIII
	15. Japon	LII
	16. Mexique	LII
	17. Paraguay	LIII
	18. Pays-Bas	LIII
	19. Portugal	LIII
	20. Russie	LIV
II.	Affaires ecclésiastiques	LIV
III.	Anarchisme, réfugiés politiques	LVII
IV.	Croix-Rouge	LVIII
V.	Chemin de fer du Gothard	LIX
VI.	Neutralité, politique de neutralité	LXV
	1. 1866	LXV
	2. 1867	LXVI
	3. 1870	LXVII
	4. Internement de l'Armée de Bourbaki	LXXI
VII.	Projets de remaniements territoriaux et de corrections de frontières	LXXIII
VIII.	Protection des Suisses à l'étranger	LXXV
IX.	Questions monétaires	LXXVI
X.	Questions politiques générales	LXXVII
XI.	Emigration	LXXVIII
XII.	Traités de commerce	LXXVIII

¹ Pour les Etats qui ne font pas l'objet d'une rubrique, on se reportera à l'index.

V. TABLE MÉTHODIQUE DES DOCUMENTS

I. LES RELATIONS INTERGOUVERNEMENTALES ET LA VIE DES ÉTATS

I.1 ALLEMAGNE

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
36	12. 7. 1866 No	Paris (Légation de Saxe) à Paris (Kern)	Les biens appartenant à la Couronne de Saxe pourraient être déposés à Zurich.
44	31. 8. 1866 Proposition	DFCP (Frey-Hérosé) au Conseil fédéral	Conflit avec l'ex-Consul Lindau, sujet prussien qui a représenté la Suisse au Japon. Informations données par le Consul de Suisse à Yokohama concernant les attaques du Consul de Prusse. Propositions du Département.
77	17. 4. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Création d'une Légation suisse à Berlin.
78	20. 4. 1867 L	Glaris (Heer) au DPF (Fornerod)	Conditions posées par le Landammann Heer pour assumer les fonctions de Ministre de Suisse à Berlin. Souhait d'une mission de durée limitée.
80	22. 4. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Notification de la nomination de Heer en qualité de Ministre de Suisse en Prusse, ainsi que dans les trois Etats d'Allemagne du Sud.
87	1. 5. 1867 N	Conseil fédéral au Roi de Prusse	Réponse helvétique à la demande d'accréditation du Ministre de Prusse von Röder.
A	1. 5. 1867 L	Conseil fédéral à Paris, Vienne et Florence (Légations de Suisse)	Remise des lettres de créance du nouveau Ministre de Prusse à Berne.
89	8. 5. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Instructions du Conseil fédéral au nouveau Ministre de Suisse à Berlin. Principes de la politique extérieure helvétique.
92	17. 5. 1867 RP	Berlin (Heer) au DPF (Fornerod)	Arrivée de Heer à Berlin et audience chez Bismarck. Politique de la Prusse envers la France. Probabilité d'une victoire prussienne sur la France.
93	19. 5. 1867 RP	Berlin (Heer) au DPF (Fornerod)	Remise des lettres de créance au Roi. Problèmes touchant les Consulats suisses établis en Allemagne.
94	22. 5. 1867 RP	Berlin (Heer) au DPF (Fornerod)	La Prusse n'a pas l'intention d'adopter un nouveau système monétaire. Reprise possible des négociations en vue d'un traité de commerce.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
95	28. 5. 1867 RP	Berlin (Heer) au DPF (Fornerod)	Entretien avec Philippsborn sur une éventuelle reprise des négociations en vue d'un traité de commerce. Rôle des Etats d'Allemagne du Sud et avenir du Zollverein.
97	12. 6. 1867 RP	Berlin (Heer) au DPF (Fornerod)	Affaire du Consulat suisse de Yokohama: différend avec la Prusse.
99	19. 6. 1867 L	Conseil fédéral à Berlin (Heer)	Conflit avec la Prusse au sujet du terrain du Consulat suisse à Yokohama: nécessité d'une entrevue confidentielle avec Bismarck.
101	30. 6. 1867 R	Colonel Tronchin au Conseil fédéral	Fin d'une mission militaire en Prusse et remise d'un rapport au Conseil fédéral.
107	20. 7. 1867 RP	Stuttgart (Heer) au DPF (Fornerod)	Remise des lettres de créance à Munich, Carlsruhe et Stuttgart. Entretiens avec les Ministres: chemins de fer, fédération postale entre l'Autriche et l'Allemagne, traité d'établissement avec le Wurtemberg, épizootie.
108	21. 7. 1867 L	DPF (Fornerod) à Berlin (Heer)	Affaire du Consulat de Yokohama: position ambiguë de la Suisse; procédés erronés du Consul suisse Brennwald.
118	27. 1. 1868 N	Roi de Prusse au Président de la Confédération	Nomination du Ministre de Prusse à Berne en tant que représentant de la Confédération de l'Allemagne du Nord.
128	28. 3. 1868 R	Berlin (Heer) au DPF (Dubs)	Négociations postales à Berlin, mission de Heer et pourparlers commerciaux, demande de nommer des délégués suisses.
129	11. 4. 1868 L	Conseil fédéral aux Commissaires suisse à Berlin	Envoi des instructions pour les négociations commerciales et nécessité d'y inclure confidentiellement la question du chemin de fer à travers les Alpes.
A	11. 4. 1868 Instructions	Conseil fédéral aux Commissaires suisse à Berlin	Instructions détaillées du Conseil fédéral à l'intention des Commissaires suisses négociant le Traité de commerce avec la Confédération de l'Allemagne du Nord.
131	16. 4. 1868 R	Berlin (Heer) au DPF (Dubs)	Remise des lettres de rappel; entretiens avec le Roi et Bismarck.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
134	20. 4. 1868 R	Berlin (Heer) au DPF (Dubs)	Orientation sur l'état des négociations commerciales et problèmes d'interprétation.
136	7. 5. 1868 R	Berlin (Heer) au DPF (Dubs)	Crise dans les négociations commerciales: rupture imminente et départ du Ministre Heer de Berlin.
139	15. 5. 1868 PVCF	Conseil fédéral	Introduction de rapports directs entre les autorités judiciaires suisses et prussiennes.
142	29. 5. 1868 PVCF	Conseil fédéral	En dépit de la rupture des négociations commerciales entre le Zollverein et la Suisse, la clause de la nation la plus favorisée reste en vigueur.
151	23. 7. 1868 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Entretien avec l'Ambassadeur de Prusse à propos des divergences sur le Traité de commerce prévu entre la Suisse et le Zollverein.
163	8. 11. 1868 RP	Carlsruhe (Hammer) au DPF (Dubs)	Remise des lettres de créance à Carlsruhe et entretiens avec les Ministres badois sur le Traité de commerce et le raccordement ferroviaire.
164	22. 11. 1868 RP	Stuttgart (Hammer) au DPF (Dubs)	Remise des lettres de créance à Stuttgart. Conversations sur la reprise des négociations commerciales et question du raccordement ferroviaire avec le Bade.
172	11. 1. 1869 L	DPF (Welti) à Berlin (Hammer)	Hammer est chargé d'informer le Zollverein de la suppression de la taxe de transit et de sonder Bismarck quant à une éventuelle reprise des négociations bilatérales.
179	8. 3. 1869 R	Berlin (Hammer) au DPF (Welti)	Entretien avec Delbrück concernant le Traité de commerce.
180	10. 3. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Décisions helvétiques concernant le Traité d'établissement avec le Wurtemberg.
181	15. 3. 1869 L	Conseil fédéral à Berlin (Hammer)	Des négociateurs suisses ne seront pas envoyés à Berlin pour conclure le Traité de commerce.
190	12. 4. 1869 L	Conseil fédéral à Berlin (Hammer)	Négociations en cours à Berlin sur le Traité de commerce et la Convention touchant à la propriété intellectuelle.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
195	30. 4. 1869 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Welti)	La Prusse et le Concile en préparation: état des négociations bilatérales. Fin de la Conférence internationale de la Croix-Rouge.
209	6.10. 1869 L	Conseil fédéral à Berlin (Hammer)	Hammer est chargé d'effectuer des démarches en faveur de naturalisés suisses, originaires du Wurtemberg et appelés au service militaire par les autorités de ce pays.
217	22.12. 1869 L	DPF (Welti) à Berlin (Hammer)	Requête en faveur d'une levée des ordres d'expulsion prononcés contre des naturalisés suisses, d'origine allemande.
218	27.12. 1869 R	Berlin (Hammer) au DPF (Welti)	Affaire touchant aux expulsions des ressortissants suisses, d'origine allemande.
219	29.12. 1869 L	Berlin (von Röder) au Président de la Confédération	Mort du Conseiller fédéral V. Ruffy. La question du Gothard vue de Berlin. Audience de Welti et de Hammer à Berlin.
264	28. 7. 1870 RP	Berlin (Mercier) au DPF (Dubs)	Publication du projet Benedetti: le sort réservé aux petits Etats par la France.
269	30. 7. 1870 RP	Berlin (Mercier) au DPF (Dubs)	La question du partage de la Suisse romande dans le projet Benedetti: incertitudes à Berlin sur ce sujet.
296	15.10. 1870 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Dubs)	Visite de Hammer dans l'Alsace occupée, ses impressions sur la bonne discipline des troupes allemandes. A Berlin, irritation contre la Suisse.
308	5.12. 1870 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Opinion négative du Ministre de Bavière à Vienne sur l'unification de l'Allemagne. La Question d'Orient.
311	22.12. 1870 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Dubs)	Questions que pose la neutralité suisse. Le projet du Gothard et l'annexion de l'Alsace-Lorraine par l'Allemagne.
312	23.12. 1870 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Dubs)	Bruits autour d'une possible démarche de la Prusse pour un maintien plus strict de la neutralité helvétique. La presse allemande répand des informations compromettant la Suisse.
316	17. 1. 1871 N	Versailles (Bismarck) à Paris (Kern)	La responsabilité du siège de Paris revient au Gouvernement français qui a fait de la ville une forteresse. Références au droit des gens.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	13.1.1871 N	Paris (Corps diplomatique) à Versailles (Bismarck)	Résolution collective condamnant les violences exercées par les Allemands envers les ressortissants de pays neutres, dans Paris assiégé.
318	23.1.1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Réflexions concernant la réponse de Bismarck à la résolution du Corps diplomatique. Danger de quitter Paris. Position des neutres à Paris; responsabilité du Ministre de Suisse envers ses compatriotes.
329	10.2.1871 N	Conseil fédéral à Stuttgart (Légation du Bade)	Manifestations contre la Suisse à Waldshut. Espoir de voir se rétablir des rapports de bon voisinage entre la Suisse et le Bade.
335	20.2.1871 N	Conseil fédéral à l'Empereur d'Allemagne	Félicitations adressées au nouvel Empereur d'Allemagne.
340	1.3.1871 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Schenk)	Réflexions du Ministre de Hesse à Vienne sur la situation en Allemagne et intérêt de cette dernière quant à l'existence d'une Suisse libre et indépendante.
353	2.4.1871 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Schenk)	Ratification du Traité de raccordement ferroviaire à Constance. Utilité de nouvelles lettres de créance. Evacuation des internés français.
354	3.4.1871 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Schenk)	Incidences de l'émeute de la Tonhalle à Zurich: l'opinion publique allemande est hostile à la Suisse, la presse helvétique pourrait être plus modérée.
361	25.4.1871 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Schenk)	Discussion à Berlin de la question du Gothard. Réactions à l'émeute de la Tonhalle.
362	2.5.1871 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Schenk)	Reconnaissance par Bismarck que la Suisse applique loyalement sa neutralité.
392	29.12.1871 N	Conseil fédéral au Roi du Wurtemberg	Regrets de voir supprimée la Légation du Wurtemberg à Berne.
399	26.2.1872 L	DPF (Welti) à Berlin (Hammer)	Réclamation de la Suisse contre la saisie, par la France, de marchandises helvétiques sur des navires allemands, au cours de la guerre.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
403	3. 4. 1872 L	DPF (Wolti) à Berlin (Hammer)	L'Allemagne est disposée à négocier des traités d'extradition et d'établissement.
415	31. 5. 1872 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Wolti)	Droit d'asile suisse et réaction à l'étranger. Conférence sur la question sociale. Négociations sur les Traités d'extradition et d'établissement.
417	7. 6. 1872 N	Le Président de la Confédération à Berne (Légation d'Allemagne)	Protestation contre des bruits évoquant l'annexion éventuelle de la Suisse par l'Allemagne.
435	4. 11. 1872 PVCF	Conseil fédéral	Traité sur le transport, à travers la Suisse, d'individus à extraditer entre l'Allemagne et l'Italie.

Pour l'Allemagne, cf. aussi:

- I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
 - 3. Autriche-Hongrie, n° 40.
 - 12. France, n°s 28, 42, 73, 143, 280, 358.
- II. Affaires ecclésiastiques, n° 206.
- III. Anarchisme, réfugiés politiques, n°s 393, 397.
- V. Chemin de fer du Gothard, n°s 176, 177, 184, 187, 189, 223, 224, 230, 233, 234, 239, 384, 436, 440.
- VI. Neutralité, politique de neutralité,
 - 1. 1866, n° 34.
 - 2. 1867, n°s 75, 83, 84, 90.
 - 3. 1870, n°s 248, 250, 255, 256, 259, 271, 277.
 - 4. Internement de l'Armée de Bourbaki, n°s 328, 344.
- VII. Projets de remaniements territoriaux et de corrections de frontières, n°s 292, 309, 319, 323, 336, 337, 338, 351, 352.
- VIII. Protection des Suisses à l'étranger, n° 372.
- X. Questions politiques générales, n°s 407, 413, 427.

I.2 ARGENTINE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
437	14.11.1872 Proposition	DPF (Welti) au Conseil fédéral	L'organisation consulaire suisse en Argentine.

I.3 AUTRICHE-HONGRIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
3	18.1.1866 RP	Vienne (Steiger) au DPF (Knüsel)	Pour des raisons financières, le Gouvernement impérial ne peut envisager des travaux publics importants sur la route de Martinsbruck.
15	27.4.1866 RP	Vienne (Steiger) au DPF (Knüsel)	Les espoirs de paix s'amenuisent, malgré de sérieux efforts. La Prusse paraît décidée à vouloir la guerre.
37	31.7.1866 L	DPF (Knüsel) à Vienne (Aepli)	En vue des prochaines négociations pour la paix, résumé de la situation et des possibilités de modifier la frontière entre l'Autriche et la Suisse. Problème du Tessin.
40	16.8.1866 RP	Vienne (Aepli) au DPF (Knüsel)	La Suisse romande est touchée par les tractations germano-françaises.
41	23.8.1866 L	DPF (Knüsel) à Vienne (Aepli)	Point de vue du Département politique sur l'état de la situation à la frontière austro-italienne dans le Tyrol. Souhait de voir l'Autriche sondée, par voie indirecte, sur d'éventuelles corrections de la frontière avec la Suisse.
43	28.8.1866 RP	Vienne (Aepli) au DPF (Knüsel)	Contacts noués et démarches entreprises à Vienne à propos de la paix austro-italienne et de la frontière helvétique avec le Tyrol.
45	8.9.1866 R	Vienne (Aepli) au Conseil fédéral	Aepli demande des informations sur son statut provisoire. Problèmes que soulève celui-ci. Le poste diplomatique de Vienne doit être maintenu.
48	28.9.1866 R	Vienne (Aepli) au DPF (Knüsel)	Rappel des démarches entreprises au sujet de la correction du Rhin et des réponses obtenues du côté autrichien. Situation actuelle du problème et proposition pour relancer la négociation.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
58	19.12.1866 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Knüsel)	Pourparlers commerciaux entre l'Autriche et divers Etats européens. Un traité de commerce avec la Suisse est envisageable. La construction d'un chemin de fer d'Innsbruck au lac de Constance peut influencer directement les échanges commerciaux de la Suisse. La correction du Rhin n'est que momentanément ajournée.
63	3.1.1867 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	Les Etats voisins de la Suisse étant liés par des traités de commerce, le Conseil fédéral devrait prendre position pour un traité de commerce avec l'Autriche.
67	19.1.1867 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	Préliminaires en vue d'un traité de commerce avec l'Autriche. Question de la correction du Rhin.
68	20.1.1867 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	Plaintes de von Tschudi, suite aux indiscretions du <i>Bund</i> touchant à sa correspondance.
71	1.2.1867 L	Conseil fédéral à Vienne (von Tschudi)	Le Conseil fédéral accepte d'entamer des négociations en vue d'un traité de commerce, sur les bases convenues.
82	24.4.1867 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	La construction de la route de Finstermünz est prévue.
96	29.5.1867 PVCF	Conseil fédéral	Première séance des négociations en vue d'un traité de commerce entre la Suisse et l'Autriche.
102	1.7.1867 L	Conseil fédéral à Vienne (von Tschudi)	Rectification de frontière entre la Suisse et l'Autriche, en particulier à Finstermünz: instructions à ce sujet.
103	1.7.1867 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	Nomination de von Beust en qualité de Chancelier. Annonce de l'exécution de Maximilien, Empereur du Mexique.
104	17.7.1867 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	Question de Finstermünz. Informations concernant l'exécution de Maximilien, Empereur du Mexique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
105	17. 7. 1867 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	Entrevue avec von Beust sur le Traité de commerce. La question de Finstermünz et la correction du Rhin.
106	18. 7. 1867 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	Action des opposants à la percée de Fussach, rôle des intérêts personnels.
109	29. 7. 1867 L	Conseil fédéral à Vienne (von Tschudi)	Instructions du Conseil fédéral en vue d'un traité de commerce: envoi possible d'experts suisses aux négociations, question de l'octroi de la clause de la nation la plus favorisée et son obtention aux mêmes conditions que le Zollverein.
122	28. 2. 1868 R	Vienne (von Tschudi) au DFCP (Naeff)	Conclusion du Traité commercial entre l'Autriche et la Prusse, ses conséquences pour la Suisse.
A	22. 2. 1868 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Le tarif conventionnel pourrait entrer en vigueur avant la ratification du Traité commercial.
125	10. 3. 1868 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Retard apporté à la correction du Rhin. Suicide d'un Conseiller national suisse à Vienne.
127	12. 3. 1868 L	DPF (Dubs) à Vienne (von Tschudi)	Problèmes touchant la correction du Rhin. Promotion éventuelle du représentant diplomatique de la Suisse à Vienne au rang de Ministre.
133	30. 4. 1868 N	Vienne (Chancellerie impériale) à Vienne (Légation de Suisse)	Question de Finstermünz. Les conditions autrichiennes: échange de terrains, construction d'une route.
137	15. 5. 1868 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Le nouveau Ministre d'Autriche-Hongrie à Berne. Fin des négociations postales, état des pourparlers commerciaux.
141	18. 5. 1868 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Conséquences de la rupture des négociations commerciales entre Berlin et Berne sur les pourparlers en cours à Vienne. Attitude de la Hongrie sur les traités internationaux signés par la Double Monarchie.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
A	18. 5. 1868 T	Le Vice-président de la Confédé- ration (Wolti) à Vienne (von Tschudi)	Approbation de la conclusion du Traité commercial.
145	15. 6. 1868 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Emigration de servantes romandes en Autriche-Hon- grie, dangers existants pour ces jeunes filles.
146	18. 6. 1868 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Retards apportés à la signature des Traités avec Vienne, dus à l'absence d'une procédure définitive engageant les deux Etats de la Double Monarchie.
150	6. 7. 1868 L	Conseil fédéral à Vienne (von Tschudi)	Dernières instructions avant la conclusion du Traité sur Finstermünz.
154	7. 9. 1868 N	Vienne (Affaires étrangères) à Vienne (von Tschudi)	Refus autrichien d'accorder la clause de la nation la plus favorisée avant la ratification du Traité de com- merce.
155	10. 9. 1868 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Remise des lettres de créance de von Tschudi à l'Empe- reur. Solution des problèmes bilatéraux.
169	6. 1. 1869 L	Conseil fédéral à Vienne (von Tschudi)	Le Ministre de Suisse est chargé de déposer une plainte auprès du Gouvernement austro-hongrois contre l'ex- pulsion de réfugiés polonais vers la Suisse.
171	11. 1. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Echange des instruments de ratification du Traité de commerce, mesures à prendre.
202	9. 8. 1869 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Wolti)	Correction du Rhin: le Ministre d'Autriche-Hongrie à Berne doit agir pour relancer les négociations. Consi- dérations sur la bureaucratie à Vienne.
213	28. 10. 1869 Proposition	DFI (Schenk) au Conseil fédéral	Raccordement des lignes ferroviaires du Vorarlberg avec celles du Rheintal saint-gallois: la Suisse doit se prononcer en faveur des projets autrichiens. Révision du Traité de 1865.
221	14. 2. 1870 L	DPF (Dubs) à Vienne (von Tschudi)	Navires suisses en mer: démarches auprès de l'Autriche pour arborer le pavillon de cette dernière.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
236	1. 6. 1870 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Raccordement des lignes ferroviaires du Bodan et position du Gouvernement autrichien: le Conseil fédéral doit agir.
241	17. 6. 1870 N	Berne (Légation d'Autriche- Hongrie) au DPF (Dubs)	Invitation officielle autrichienne à l'Exposition universelle de Vienne, en 1873.
279	20. 8. 1870 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Bruits autour d'une ligue des pays neutres incluant les grandes Puissances et les petits Etats.
281	1. 9. 1870 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Traité de Bregenz sur le raccordement des lignes ferroviaires entre la Suisse, l'Autriche et la Bavière: dernière phase des négociations.
345	18. 3. 1871 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Schenk)	Le Ministre de l'Intérieur fait obstacle à la solution de la correction du Rhin.
386	18. 11. 1871 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Schenk)	Audience officielle chez le Comte Andrassy: son admiration pour la Suisse.
400	18. 3. 1872 PVCF	Conseil fédéral	Préparatifs helvétiques en vue de l'Exposition universelle de Vienne.
405	13. 4. 1872 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Wolti)	Invitation adressée au Corps diplomatique en poste à Budapest: la Suisse doit être présente. Susceptibilités hongroises.
412	20. 5. 1872 PVCF	Conseil fédéral	Correction du Rhin: la percée doit être exécutée le plus tôt possible.
430	19. 9. 1872 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Wolti)	L'Autriche approuve définitivement la percée supérieure du Rhin.

Pour l'Autriche-Hongrie, cf. aussi:

- I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
14. Italie, n° 23.
- II. Affaires ecclésiastiques, n° 188.
- V. Chemin de fer du Gothard, n° 59.
- VI. Neutralité, politique de neutralité,
1. 1866, n°s 20, 21, 22, 24, 30.
4. Internement de l'Armée de Bourbaki, n° 332.
- IX. Questions monétaires, n° 64.

I.4 BELGIQUE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
47	28.9.1866 N	Conseil fédéral à Berne (Légation de Belgique)	Souhait de la Belgique d'intégrer la protection de la propriété industrielle à la Convention, en cours de négociation, concernant la propriété littéraire et artistique. Approbation, sous conditions, du Conseil fédéral.
72	22.2.1867 N	Conseil fédéral à Berne (Légation de Belgique)	Difficultés dans les pourparlers ayant trait à la propriété industrielle.

Pour la Belgique, cf. aussi:

- III. Anarchisme, réfugiés politiques, n° 365.

I.5 BRÉSIL

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
124	1.3.1868 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Réflexions de von Tschudi sur l'émigration vers le Brésil. Situation intérieure et appréciation donnée par Hermann Blumenau, agent pour l'émigration.

I.6 CHINE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
158	18. 9. 1868 R	Washington (Consulat général de Suisse) au Conseil fédéral	Entretien avec les représentants de la Délégation chinoise et promesses touchant à la conclusion d'un traité de commerce.

I.7 DANEMARK

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
5	16. 2. 1866 PVCF	Conseil fédéral	Approbation de la reprise des négociations avec le Danemark en vue d'un traité d'extradition.
385	6. 11. 1871 PVCF	Conseil fédéral	Instructions adressées à Kern concernant le Traité d'établissement et de commerce avec le Danemark.

I.8 EMPIRE OTTOMAN

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
100	21. 6. 1867 L	DPF (Fornerod) à Florence (Pioda)	Préavis négatif quant à l'établissement d'un Consulat suisse à Tunis.
334	16. 2. 1871 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Schenk)	Discussion touchant à l'implantation d'un Consulat suisse à Bucarest. Problèmes de souveraineté et Traité de commerce avec la Sublime Porte.
395	3. 2. 1872 Proposition	DPF (Welti) au Conseil fédéral	Négociations sur le Traité de commerce et d'établissement avec l'Empire ottoman: degré d'avancement, lieu des pourparlers. Question d'une représentation diplomatique à Constantinople et protection des citoyens helvétiques.
401	19. 3. 1872 R	Vienne (von Tschudi) au DPF (Welti)	La Turquie souhaiterait que la Suisse renonce aux capitulations pour ses ressortissants.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
404	8.4.1872 PVCF	Conseil fédéral	Poursuite des négociations avec Constantinople, uniquement sur la base du Protocole de 1867.
A	19.3.1872 L	Constantinople (des Suisses) au Président de la Confédération	Demande de citoyens suisses d'adhérer au Protocole de 1867 et de créer une représentation helvétique à Constantinople.
411	20.5.1872 PVCF	Conseil fédéral	Impossibilité de conclure un Traité de commerce, solution: ratifier le Protocole de 1867 et demander une déclaration de réciprocité.
<p><i>Pour l'Empire ottoman, cf. aussi:</i></p> <p>III. Anarchisme, réfugiés politiques, n^{os} 232, 243.</p>			

I.9 ESPAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
160	27.10.1868 R	Madrid (Consulat général) au DPF (Dubs)	Question de la reconnaissance du nouveau Gouvernement espagnol; entente avec les Etats-Unis dans cette affaire.
161	2.11.1868 PVCF	Conseil fédéral	Question de la reconnaissance du nouveau Gouvernement de Madrid.
162	2.11.1868 N	Conseil fédéral à Berne (Légation d'Espagne)	Etablissement de rapports officiels avec le Gouvernement provisoire espagnol.
166	30.11.1868 L	Conseil fédéral à Madrid (Consulat général)	Instructions pour la conclusion d'un traité de commerce avec l'Espagne, sur la base de la nation la plus favorisée.
409	30.4.1872 R	Paris (Kern) au DPF (Wolti)	L'Espagne souhaite que la Suisse expulse don Carlos.

Pour l'Espagne, cf. aussi:

- I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
 - 1. France, n^{os} 170, 414.
- X. Questions politiques générales, n^o 413.

I.10 ÉTATS PONTIFICAUX

N ^o	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
123	28. 2. 1868 L	Conseil fédéral à Rome (Consulat général)	Démarches en faveur d'une déclaration du Gouvernement pontifical accordant aux marchandises suisses les avantages de la nation la plus favorisée.
132	17. 4. 1868 L	Conseil fédéral à Rome (Consulat général)	Démarches du Gouvernement pontifical en vue de la conclusion d'un traité d'extradition. Rappel que la Suisse n'accorde aucune extradition pour crimes politiques.
149	1. 7. 1868 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion de la Convention commerciale avec les Etats de l'Eglise.

Pour les Etats pontificaux, cf. aussi:

- II. Affaires ecclésiastiques.
- IX. Questions monétaires, n^o 193.

I.11 ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

N ^o	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
11	23. 3. 1866 R	Washington (Consulat général) au Conseil fédéral	Description de la situation politique américaine, du problème des Noirs et de leurs droits. Souhait que les autorités cantonales helvétiques ne favorisent plus l'émigration des criminels.
14	10. 4. 1866 R	New York (Consulat) au DPF (Knüsel)	Inutilité d'établir à New York une agence pour les émigrants suisses.
54	30.11. 1866 PVCF	Conseil fédéral	Difficultés causées par l'émigration de personnes nécessiteuses en Amérique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
70	1. 2. 1867 RP	Washington (Consulat général) au DPF (Fornerod)	Politique intérieure: accusations à l'adresse du Président des Etats-Unis. Evolution de l'émigration.
119	1. 2. 1868 L	Washington (Secrétaire d'Etat) à Berne (Légation des Etats-Unis)	Satisfaction des Etats-Unis après la reconnaissance par la Suisse de la République mexicaine.
121	28. 2. 1868 PVCF	Conseil fédéral	Nomination du Consul général de Suisse en tant qu'agent politique.
126	10. 3. 1868 R	Washington (Consulat général) au Conseil fédéral	Suppression éventuelle de la Légation des Etats-Unis à Berne.
135	6. 5. 1868 R	Washington (Consulat général) au DPF (Dubs)	Amélioration de la situation économique aux Etats-Unis; nouvelle relance en faveur de l'émigration.
175	8. 2. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Autorisation donnée au Président de la Confédération d'accepter le rôle d'arbitre dans le litige opposant les Etats-Unis à la Grande-Bretagne (Affaire de l'«Alabama»).
191	16. 4. 1869 RP	Washington (Consulat général) au Conseil fédéral	La nouvelle administration du Président Grant, mutation au sein des représentations américaines à l'étranger et nouveau Ministre résident à Berne.
244	1. 7. 1870 R	Washington (Consulat général) au DPF (Dubs)	Le Département d'Etat américain n'accorde pas le statut d'agent politique et les privilèges diplomatiques au Consul général de Suisse.
305	18. 11. 1870 R	Washington (Consulat général) au DPF (Dubs)	Confirmation par l'Administration américaine de ne pas reconnaître au Consul général de Suisse sa qualité d'agent politique. Conséquences pour les intérêts helvétiques.
369	29. 6. 1871 N	Berne (Légation des Etats-Unis) au DPF (Schenk)	Extension de la protection américaine aux ressortissants suisses, là où il n'existe aucune représentation helvétique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	16. 6. 1871 Circulaire	Circulaire du Département d'Etat aux fon- ctionnaires diplo- matiques et con- sulaires américains	Protection américaine accordée aux citoyens suisses ayant recours aux services des fonctionnaires diploma- tiques et consulaires.
373	8. 7. 1871 N	Conseil fédéral à Berne (Légation des Etats-Unis)	Critiques adressées au Consul américain établi à Bâle: celui-ci prétend qu'en Argovie, l'émigration des pau- vres serait favorisée par les autorités cantonales.
378	4. 8. 1871 Proposition	DPF (Schenk) au Conseil fédéral	Demande des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne de nommer un délégué suisse siégeant dans le jury chargé de l'Affaire de l'«Alabama».
A	3. 8. 1871 N	Berne (Légations des Etats-Unis et de Grande-Bretagne) au Président de la Confédération	Texte de la demande.
391	9. 12. 1871 Proposition	DPF (Schenk) au Conseil fédéral	Ajournement de la réorganisation du Consulat de New York et de la nomination d'un agent suisse pour l'émi- gration.
428	15. 9. 1872 L	Délégués améri- cains au Tribunal d'arbitrage sur l'«Alabama» au Président de la Confédération	Reconnaissance pour le rôle joué par la Suisse dans le règlement du conflit de l'«Alabama»: les liens pro- fonds unissant les Etats-Unis à notre pays.
<p><i>Pour les Etats-Unis d'Amérique, cf. aussi:</i></p> <p>VI. Neutralité, politique de neutralité, 3. 1870, n^{os} 274, 282.</p> <p>VIII. Protection des Suisses à l'étranger, n^{os} 372, 380, 387.</p> <p>X. Questions politiques générales, n^o 407.</p>			

I.12 FRANCE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
1	1.1.1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	Réception du Corps diplomatique à l'occasion de l'an nouveau. Napoléon III fait part du bon souvenir qu'il garde de sa visite en Suisse (1865) et souhaite la renouveler.
4	19.1.1866 L	Conseil fédéral à Paris (Kern)	Intervention de Kern auprès du Gouvernement pour faire corriger l'interprétation que donne l'Administration française des douanes à l'article 14 du Traité de commerce concernant les droits <i>ad valorem</i> .
7	12.3.1866 PVCF	Conseil fédéral	Plainte d'une firme suisse. Le système français de paiement des droits de douane ne vise pas particulièrement notre pays; un assouplissement pour la Haute-Savoie est souhaitable. Démarche possible, mais difficile.
25	24.5.1866 R	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	Projet de conférence pour résoudre le conflit vers lequel les Puissances s'acheminent. Rappel de la position de la Suisse.
26	26.5.1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	Renseignements sur la situation et pessimisme quant au projet de conférence. Une démarche officielle auprès du Ministère français des Affaires étrangères pour la reconnaissance de la neutralité serait souhaitable.
27	28.5.1866 PVCF	Conseil fédéral	Décision d'attendre avant de donner suite à la démarche proposée par Kern.
28	7.6.1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	Kern transmet à Drouyn de L'Huys la dépêche du 23 mai. La France entend rester neutre dans le conflit qui se prépare. Le projet de conférence semble compromis, notamment par l'absence de l'Autriche. Le Ministre informe Kern de la position française, suite au bombardement de Valparaíso par une flotille espagnole. L'atmosphère en Prusse serait morose.
31	15.6.1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	De fausses et dangereuses nouvelles circulent à Paris et dans la presse française à propos de l'Armée suisse: nécessité absolue d'y mettre un terme.
33	18.6.1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	A propos du marché des chevaux, la France ne partage pas l'interprétation que donne la Suisse de l'art. 28 du Traité de commerce et ce, malgré la situation régnante. Kern justifie ce point de vue.
35	5.7.1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	Satisfaction devant le dénouement rapide de la guerre. Problèmes des passeports et de la Convention monétaire dans le cadre des relations franco-suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
42	26. 8. 1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	Les relations commerciales franco-italiennes et franco-suissees après le décret du 28. 6. 1866, modifiant le tarif des péages. Situation en Europe: problème des compensations et risques pour la Suisse envers laquelle Bismarck n'éprouve que peu de sympathie.
55	1. 12. 1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	Entretien de Kern avec le Marquis de Banneville sur les relations franco-suissees. Attitude générale de la France en matière de politique étrangère; le cas du Mexique.
66	16. 1. 1867 RP	Paris (Kern) au DPF (Fornerod)	Questions douanières entre la France et la Suisse; situation politique à Paris.
69	30. 1. 1867 RP	Paris (Kern) au DPF (Fornerod)	Réclamations de citoyens suissees résidant à Paysandú, suite à la guerre en Amérique du Sud.
73	8. 4. 1867 RP	Paris (Kern) au DPF (Fornerod)	Question du Luxembourg: entretien confidentiel de Kern avec l'Ambassadeur de Prusse.
88	3. 5. 1867 RP	Paris (Kern) au DPF (Fornerod)	Selon Kern, l'attitude d'une partie de la presse suisse et la sentence d'un tribunal genevois vont à l'encontre de l'esprit du Traité sur la propriété intellectuelle.
117	12. 1. 1868 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Problème d'une conférence sur la Question romaine; les relations entre Berlin et Paris.
130	15. 4. 1868 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Extradition de criminels entre la Suisse et la France. Projet d'une ligne de chemin de fer entre la frontière suisse et Besançon.
143	3. 6. 1868 L	Conseil fédéral à Paris (Kern)	Imposition de la bière: attitude à prendre envers la Prusse et la France.
168	5. 1. 1869 N	Berne (Légation de France) au DPF (Welti)	Difficultés pour l'admission, en franchise douanière, des produits dans les zones neutralisées: protestations de la France en raison de l'inégalité de traitement.
170	8. 1. 1869 RP	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Roth appelé au Secrétariat du DPF à Berne et nomination de Lardy en qualité de secrétaire de Légation. Révision du Traité franco-suisse de 1828. Crise espagnole.
182	17. 3. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Ligne de chemin de fer Annecy-Annemasse. Facilités douanières pour les habitants des zones franches.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
192	17.4.1869 RP	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Remise d'un fusil «Vetterli» à l'Empereur. Conversation entre Kern et Napoléon. Discours de La Valette devant le Corps législatif.
200	6.7.1869 RP	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Communication de la réponse du Ministère français des Affaires étrangères à la demande helvétique de ratifier le projet de chemin de fer entre Jougne et Vallorbe.
A	5.7.1869 N	Paris (Affaires étrangères) à Paris (Légation de Suisse)	Le Ministre des Travaux publics prie la Suisse de ne pas commencer les travaux de la ligne de chemin de fer Jougne-Vallorbe.
201	16.7.1869 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Une conférence se tiendra à Paris sur les zones franches et le raccordement de la ligne de chemin de fer Jougne-Vallorbe.
210	8.10.1869 L	Paris (Lardy) au DPF (Welti)	Ouverture du canal de Suez et présence helvétique à la cérémonie officielle.
215	1.11.1869 RP	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Observations sur l'effervescence protectionniste contre les traités de commerce. Situation extérieure calme.
220	22.1.1870 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Rumeurs autour d'un désarmement partiel des Puissances.
228	22.4.1870 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Paris et la note du Comte Daru. Situation politique en France avant le plébiscite.
235	1.6.1870 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Ligne de chemin de fer Jougne-Vallorbe: démarches contre le projet de la Compagnie Paris-Lyon, audience auprès du Prince Napoléon et entretien particulier avec l'Empereur.
273	12.8.1870 N	Conseil fédéral à Paris (Kern)	Le Conseil fédéral défend ses droits sur la Savoie, sentiment de confusion sur la note de Gramont à ce sujet.
275	14.8.1870 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Confusion autour de la note de Gramont sur la Savoie: la question pourrait être clarifiée lors d'un éventuel congrès européen après la guerre. Emprunt suisse à Paris.
280	1.9.1870 Proposition	DPF (Dubs) au Conseil fédéral	Aide de la Suisse à Strasbourg, asile offert aux habitants de la ville assiégée.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
286	8. 9. 1870 PVCF	Conseil fédéral	La Suisse reconnaît le nouveau Gouvernement de la République française.
287	9. 9. 1870 RP	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Audience chez J. Favre: ses compliments à l'adresse de la Suisse. Le Corps diplomatique et le siège de Paris.
A	8. 9. 1870 N	Paris (Kern) à Paris (Affaires étrangères)	Reconnaissance du nouveau Gouvernement français.
288	9. 9. 1870 T	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Lettre de J. Favre exprimant sa joie, suite à la reconnaissance de la République française par la Suisse.
291	24. 9. 1870 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Le Corps diplomatique et le siège de Paris. Kern se prononce contre l'idée de quitter la ville.
299	1. 11. 1870 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Situation à Paris, désordres provoqués par les communards.
307	29. 11. 1870 RP	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Les Suisses dans Paris assiégé. Négociations avec les Allemands pour les sauf-conduits.
314	9. 1. 1871 Circulaire	Conseil fédéral aux Cantons	Appel à l'aide humanitaire en faveur des Suisses dans Paris assiégé.
339	27. 2. 1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Remise des lettres de créance à M. Thiers. Possibilité d'accorder à la Suisse le libre transit par l'Alsace.
A	26. 2. 1871 Article de presse	—	Publication par le <i>Journal officiel</i> de la remise des lettres de créance de Kern au Président de la République française.
346	19. 3. 1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Situation inquiétante à Paris. Départ du Gouvernement. Entretien avec les autres diplomates: l'opinion dominante est de quitter cette ville.
347	21. 3. 1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Relation des événements liés à la Commune de Paris. Départ de Kern pour Versailles.
349	27. 3. 1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Situation critique à Paris.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
350	28. 3. 1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Victoire de la Commune aux élections. Intentions des partis vainqueurs.
355	5. 4. 1871 N	Paris (Grousset) à Paris (Kern)	Notification de la Commune de Paris.
358	17. 4. 1871 L	DPF (Secretan) à Paris (Lardy)	Le Conseil fédéral et la Commune. Réactions allemandes aux événements de la Tonhalle.
360	18. 4. 1871 L	DPF (Schenk) à Paris (Kern)	Situation difficile de Kern. Modification des frontières françaises. Question de la Savoie. Préjudices causés par la guerre. Mauvaise réputation du Ministre de France à Berne.
368	27. 6. 1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Remplacement du Ministre de France à Berne.
370	4. 7. 1871 N	Berne (Légation de France) au DPF (Schenk)	Les déclarations faites par le représentant français sur la neutralité de la Savoie n'ont pas été publiées correctement dans le Message du Conseil fédéral.
371	6. 7. 1871 R	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Annonce confidentielle de la nomination de Lanfrey au poste de Ministre de France à Berne.
374	10. 7. 1871 Proposition	DPF (Schenk) au Conseil fédéral	Demande d'indemnités de colons suisses établis en Algérie et ruinés par la guerre. Réponse du Gouvernement français.
375	13. 7. 1871 R	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Libre transit entre la Suisse et la France par la Haute-Alsace, annexée à l'Allemagne.
A	7. 7. 1871 L	Francfort (Plénipotentiaires français) à Paris (Affaires étrangères)	Démarches françaises en faveur de la demande suisse sur cet objet.
379	16. 8. 1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Remplacement du Ministre de France à Berne. Projets financiers du Gouvernement qui porteraient atteinte au Traité de commerce. Suisses arrêtés après les événements de la Commune. Entretien avec Thiers.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
383	5.10.1871 L	Neuchâtel (Conseil d'Etat) au Conseil fédéral	Protestations contre les rumeurs répandues à Pontarlier sur la prussophilie de certains Neuchâtelois.
389	30.11.1871 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Entretiens sur le raccordement de la ligne de chemin de fer Annecy-Annemasse. Problèmes douaniers dans les zones franches.
390	8.12.1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Message de Thiers sur la situation intérieure. Bref rappel de la politique extérieure.
396	8.2.1872 RP	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Liste des Suisses détenus après les événements de la Commune. Modifications souhaitées du Traité de commerce.
398	16.2.1872 PVCF	Conseil fédéral	Augmentation des tarifs douaniers en France. Attitude à suivre par la Suisse.
406	16.4.1872 R	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Critiques de la France à l'égard de l'asile accordé aux communards par Genève.
408	25.4.1872 RP	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Question des passeports: mécontentement provoqué par l'inégalité de traitement.
A	23.4.1872 N	Paris (Kern) à Paris (Affaires étrangères)	Liens entre la taxe des passeports et le régime du permis de séjour existant en Suisse. Rétrospective de la question. Demande d'une égalité de traitement entre la Suisse, la Grande-Bretagne et la Belgique.
410	7.5.1872 R	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Question des passeports et frais d'internement de l'Armée de Bourbaki. Attaques de la presse française contre la Suisse: reproche de frais démesurés.
414	25.5.1872 R	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Entretiens avec de Rémusat et Thiers sur la question des passeports, ainsi qu'avec l'Ambassadeur d'Espagne concernant don Carlos. Attaques des journaux français au sujet des frais d'internement de l'Armée de l'Est.
416	1.6.1872 R	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Lien entre la question des passeports et la situation des communards réfugiés en Suisse: demande de la France d'avoir des garanties à ce sujet. Refus de Kern et nouvelles démarches.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	22. 5. 1872 N	Paris (Affaires étrangères) à Paris (Kern)	Réponse française à la note helvétique: le régime appliqué à la Suisse dans le domaine des passeports est spécial et justifie une demande de compensation.
418	14. 6. 1872 R	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Renonciation à de nouvelles démarches en faveur de l'abolition des taxes de passeports. Les convictions personnelles de Kern.
419	6. 7. 1872 RP	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Entretien avec le Ministre des Affaires étrangères sur l'interprétation donnée par Thiers au Traité de commerce franco-suisse, quant au rétablissement du système des certificats d'origine entre les deux pays. Echange de vues sur les propos menaçants de M. Thiers envers la Suisse.
446	24. 12. 1872 RP	Paris (Kern) au DPF (Welti)	Entretiens avec Thiers: questions sur le système parlementaire suisse, négociations commerciales en vue.
<p><i>Pour la France, cf. aussi:</i></p> <p>I. Relations intergouvernementales et la vie des Etats, 1. Allemagne, n^{os} 316, 318. 3. Autriche-Hongrie, n^o 40. 4. Belgique, n^o 47. 14. Italie, n^o 23. 15. Japon, n^o 111.</p> <p>III. Anarchisme, réfugiés politiques, n^{os} 283, 402.</p> <p>V. Chemin de fer du Gothard, n^{os} 197, 240, 242.</p> <p>VI. Neutralité, politique de neutralité, 1. 1866, n^{os} 24, 46. 2. 1867, n^{os} 74, 83. 3. 1870, n^{os} 245, 247, 249, 254, 260, 263, 277. 4. Internement de l'Armée de Bourbaki, n^{os} 315, 317, 320, 321, 322, 324, 325, 327, 328, 376, 381.</p> <p>VII. Projets de remaniements territoriaux et de corrections de frontières (1866 et 1870–1871), n^{os} 289, 292, 297, 298, 300, 301, 310, 323, 336, 337, 356, 359.</p> <p>VIII. Protection des Suisses à l'étranger, n^o 423.</p> <p>IX. Questions monétaires, n^o 56.</p> <p>X. Questions politiques générales, n^{os} 413, 427.</p>			

I.13 GRANDE-BRETAGNE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
261	25. 7. 1870 R	Londres (Consulat général de Suisse) au Conseil fédéral	Attitude des Suisses de Londres envers leur patrie; possibilité d'un rappel pour le service militaire dans leur pays d'origine.
266	29. 7. 1870 L	DPF (Dubs) à Londres (Consulat général de Suisse)	Projet d'un emprunt de 15 à 20 millions de francs à Paris et Londres. Le Conseil fédéral a demandé l'appui du Gouvernement britannique.
267	29. 7. 1870 L	Conseil fédéral à Londres (Consulat général de Suisse)	Le Conseil fédéral ne juge pas encore opportun de rappeler sous les drapeaux les citoyens suisses, établis en Grande-Bretagne.
377	31. 7. 1871 PVCF	Conseil fédéral	Le bruit répandu par le <i>Daily News</i> de l'existence en Suisse de la vérole est infondé.
442	14. 12. 1872 L	Vorort du Commerce et de l'Industrie à Berne (Légation de Grande-Bretagne)	Nécessité de favoriser le commerce entre la Suisse et la Grande-Bretagne, les obstacles existants.
<p><i>Pour la Grande-Bretagne, cf. aussi:</i></p> <p>I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 11. Etats-Unis, n° 378.</p> <p>VI. Neutralité, politique de neutralité, 3. 1870, n° 268.</p>			

I.14 ITALIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
19	9. 5. 1866 RP	Florence (Pioda) au DPF (Knüsel)	L'Italie ne menace pas la Suisse. Situation au Parlement italien; mesures prises et sentiments envers la Prusse et la France.
23	23. 5. 1866 PVCF	Conseil fédéral	L'interdiction d'exporter des chevaux ne vise pas l'Italie; la Suisse tient compte des nécessités de son armée. Notification aux Légations de Florence, Vienne et Paris.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
39	4. 8. 1866 R	Milan (Consulat de Suisse) au Conseil fédéral	Communiqué de presse du Consulat de Suisse à Milan corrigeant les informations contenues dans les journaux milanais et rétablissant les faits à propos de la prétendue violation de frontière dans la Valteline.
A	Article de presse	—	Traduction de l'article de presse.
49	3. 10. 1866 T	DPF (Knüsel) à Florence (Pioda)	Demande de renseignements sur la participation de ressortissants étrangers à un emprunt forcé.
50	17. 10. 1866 L	Conseil fédéral à Florence (Pioda)	La Confédération ne peut ni donner la garantie formelle de réciprocité sur l'exemption d'un emprunt forcé, ni prélever elle-même un tel emprunt.
52	26. 11. 1866 L	Conseil fédéral à Florence (Pioda)	Réponses des cantons concernant une déclaration de réciprocité sur l'exemption d'un emprunt forcé.
60	21. 12. 1866 N	Ministre des Affaires étrangères (Visconti-Venosta) à Florence (Pioda)	La réciprocité étant garantie, l'Italie prendra des mesures pour exempter les ressortissants suisses de l'emprunt forcé italien.
110	31. 7. 1867 N	Conseil fédéral à Berne (Légation d'Italie)	Reprise des négociations sur la conclusion de quatre traités avec l'Italie. Problème du choix d'un lieu pour les pourparlers.
112	20. 10. 1867 N	Florence (Affaires étrangères) à Florence (Pioda)	Refus italien de faire bénéficier la Suisse des avantages commerciaux accordés à l'Autriche. Désir de reprendre des négociations commerciales.
113	31. 10. 1867 L	DPF (Challet- Venel) à Florence (Pioda)	Problèmes techniques dans l'échange de monnaies d'appoint entre la Suisse et l'Italie.
138	15. 5. 1868 PVCF	Conseil fédéral	Conclusion des Traités de commerce, d'établissement, d'extradition et régime consulaire avec l'Italie.
140	17. 5. 1868 N	Berne (Légation d'Italie) au DPF (Dubs)	Demande de l'Italie de lui transmettre les lois, décrets, règlements et statistiques suisses concernant l'émigration.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
147	26. 6. 1868 L	Conseil fédéral à Florence (Pioda)	Instructions complémentaires pour la rédaction du Traité de commerce.
148	30. 6. 1868 R	Florence (Pioda) au Conseil fédéral	Interprétation de l'article 6 du Traité paraphé: l'Au- triche a des conditions différentes de la Suisse.
165	26. 11. 1868 Proposition	D F C P (Naeff) au Conseil fédéral	Modifications apportées au Traité de commerce avec l'Italie. Exportation de blé et de bétail en cas de guerre.
167	31. 12. 1868 L	Conseil fédéral au Conseil d'Etat du Tessin	Problèmes soulevés par la délimitation de la frontière avec l'Italie, désir de reprendre les pourparlers inter- rompus.
173	17. 1. 1869 R	Florence (Pioda) au D P F (Wolti)	Démarches de Pioda contre une loi italienne permet- tant d'inclure dans les registres électoraux les Italiens qui ne font pas encore partie du Royaume.
174	1. 2. 1869 R	Florence (Pioda) au Conseil fédéral	Le Traité de commerce italo-suisse devant la Chambre: son adoption par les députés.
178	8. 3. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Echange des instruments de ratification touchant aux traités entre la Suisse et l'Italie. Instructions à ce sujet.
265	29. 7. 1870 RP	Florence (Pioda) au Conseil fédéral	La nouvelle de la formation d'un corps d'armée dans la haute Italie est infondée. Situation militaire et politi- que.
A	25. 7. 1870 L	D P F (Dubs) à Florence (Pioda)	Instructions: vérifier la rumeur concernant l'envoi pos- sible d'un corps d'armée italien près de la frontière suisse.
285	8. 9. 1870 RP	Florence (Pioda) au Conseil fédéral	La Question romaine: tentatives d'y apporter une solu- tion politique.
290	22. 9. 1870 RP	Florence (Pioda) au Conseil fédéral	Occupation de Rome par les troupes italiennes et ave- nir de la ville.
294	7. 10. 1870 L	Florence (Pioda) à Rome (Consulat général de Suisse)	Nouveau statut du Consul général de Suisse à Rome. Les prisonniers suisses, leur retour au pays et leurs droits à une pension.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
295	9.10.1870 L	Rome (Consulat général de Suisse) à Florence (Pioda)	Etablissement de relations avec les nouvelles autorités de Rome. Démonstrations devant le Consulat général de Suisse.
A	5.10.1870 N	Rome (Junte) à Rome (Consulat général de Suisse)	Remerciements pour la poursuite des rapports diplo- matiques.
348	23.3.1871 N	Florence (Affaires étrangères) à Florence (Légation de Suisse)	Autorisation accordée aux militaires suisses, naguère au service des Etats pontificaux, à faire valoir leurs droits à une pension.
420	22.7.1872 PVCF	Conseil fédéral	Projet d'instructions aux délégués suisses à la Commis- sion chargée de la rectification de la frontière au Tessin et dans les Grisons.
431	11.10.1872 N	Conseil fédéral à Berne (Légation d'Italie)	Informations sur l'état des lois et règlements suisses concernant les grèves ouvrières.
439	17.11.1872 R	Président de la Commission pour la rectification de la frontière au Conseil fédéral	Résultats des négociations sur la rectification de la frontière au Tessin et dans les Grisons.

Pour l'Italie, cf. aussi:

- I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
 - 1. Allemagne, n° 435.
 - 3. Autriche-Hongrie, n°s 41, 43.
 - 12. France, n° 42.
- II. Affaires ecclésiastiques, n°s 51, 306.
- III. Anarchisme, réfugiés politiques, n°s 196, 231, 237, 238.
- V. Chemin de fer du Gothard, n°s 6, 9, 12, 13, 57, 144, 185, 186, 225, 229, 363, 364, 366, 382, 384, 426, 429, 434, 436, 438, 440.
- VI. Neutralité, politique de neutralité,
 - 1. 1866, n°s 16, 22, 24.
 - 3. 1870, n° 251.

I.15 JAPON

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
2	10.1.1866 PVCF	Conseil fédéral	Approbation des démarches entreprises par le Consul général Lindau dans le conflit qui oppose un commerçant suisse à trois Japonais. Ratification par le Mikado des accords en vue de l'ouverture des ports d'Ôsaka et Hiogo.
111	4.8.1867 R	Paris (Kern) au DPF (Fornerod)	Visite de Kern à la Mission extraordinaire japonaise. Impression des Japonais sur leur récente visite en Suisse. Etat de la situation internationale.
394	2.2.1872 L	Conseil fédéral à Yokohama (Consulat général de Suisse)	Satisfaction helvétique, suite à l'envoi en Europe d'une mission japonaise.
424	16.8.1872 R	Washington (Consulat général de Suisse) au DPF (Welti)	Mission extraordinaire japonaise à Washington, entretiens avec le Consul général sur les rapports bilatéraux.
<p><i>Pour le Japon, cf. aussi:</i></p> <p>I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 1. Allemagne, n^{os} 44, 97, 99.</p>			

I.16 MEXIQUE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
116	3.1.1868 L	Conseil fédéral à Mexico (Consulat général de Suisse)	Reprise des relations avec la République du Mexique.
<p><i>Pour le Mexique, cf. aussi:</i></p> <p>I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 3. Autriche-Hongrie, n^{os} 103, 104. 11. Etats-Unis, n° 119.</p>			

I.17 PARAGUAY

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
203	26. 8. 1869 N	Berlin (Légation du Paraguay) à Berlin (Hammer)	Remise d'une note de protestation contre un prétendu Gouvernement provisoire paraguayen.
<p><i>Pour le Paraguay, cf. aussi:</i></p> <p>I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 12. France, n° 69.</p>			

I.18 PAYS-BAS

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
10	21. 3. 1866 PVCF	Conseil fédéral	Nouvelles instructions quant à la poursuite des négocia- tions concernant l'élaboration d'un traité de com- merce entre la Suisse et les Pays-Bas.

I.19 PORTUGAL

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
194	30. 4. 1869 N	Conseil fédéral à Lisbonne (Affaires étrangères)	Demande helvétique relative à la conclusion d'une Convention commerciale avec le Portugal.

I.20 RUSSIE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
98	18.6.1867 Proposition	DPF (Dubs) au Conseil fédéral	Le Tsar gracie un citoyen suisse, condamné à une détention en Sibérie. Activité des exilés polonais en Suisse.
120	27.2.1867 R	Saint-Pétersbourg (Vice-consulat) au DPF (Dubs)	Révision du tarif douanier russe; situation intérieure.
303	11.11.1870 PVCF	Conseil fédéral	Projet de traités avec la Russie: poursuite des négociations.
441	12.12.1872 Proposition	DPF (Welti) au Conseil fédéral	Pourparlers en vue d'un traité d'établissement avec la Russie et problème de l'imposition des ressortissants.
<p><i>Pour la Russie, cf. aussi:</i></p> <p>III. Anarchisme, réfugiés politiques, n^{os} 393, 397, 425.</p> <p>VI. Neutralité, politique de neutralité, 2. 1867, n^{os} 85, 91. 3. 1870, n^o 262.</p>			

II. AFFAIRES ECCLÉSIASTIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
51	14.11.1866 L	Conseil fédéral à Florence (Pioda)	Demande d'intervention auprès du Gouvernement royal visant à soustraire les corporations religieuses helvétiques établies dans la Péninsule ou y possédant des biens, particulièrement le couvent des Ursulines de Poschiavo, des effets de la loi italienne supprimant les dites corporations.
53	30.11.1866 L	Conseil d'Etat du Tessin au Conseil fédéral	Décision du Grand Conseil tessinois concernant la séparation du Tessin des diocèses étrangers, ainsi que les négociations qui s'y rapportent.
62	31.12.1866 L	Conseil fédéral au Conseil d'Etat du Tessin	Approbation de la décision du Grand Conseil tessinois concernant la vente conditionnelle de la mense épiscopale. Demande adressée au Tessin, afin de désigner des représentants aux conférences prévues.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
65	10.1.1867 N	Lucerne (Nonciature) au Conseil fédéral	L'autorisation du Conseil fédéral quant à la vente de la mense épiscopale sur le territoire du Tessin est contraire à l'usage qui prévoit la consultation et l'autorisation préalables du Saint-Siège.
114	20.11.1867 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Entretiens avec les milieux officiels et le Nonce à Vienne, concernant le projet d'une conférence européenne sur la Question romaine.
115	29.11.1867 L	DPF (Dubs) à Paris (Kern)	Note française sur la tenue d'une conférence européenne traitant de la Question romaine. Attitude favorable de la Suisse.
188	31.3.1869 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Welti)	Informations relatives au Concile, demandées par von Tschudi.
199	2.7.1869 N	Lucerne (Nonciature) au DPF (Welti)	Protestations du Saint-Siège contre la nouvelle Constitution du Canton de Thurgovie, en raison des articles anticatholiques qui y sont insérés.
204	27.8.1869 Proposition	DPF (Welti) au Conseil fédéral	Réponses de Légations étrangères à Berne et des Légations de Suisse à la circulaire du Département ayant trait à la question du Concile. Des démarches collectives émanant des Puissances ne sont point nécessaires.
206	6.9.1869 N	Conseil fédéral à Berne (Légation de Bavière)	Réponse à la note du Prince de Hohenlohe: le Conseil fédéral ne protestera nullement d'avance contre les décisions du Concile.
214	1.11.1869 L	DPF (Welti) à Lucerne (Meyer)	Incorporation de Brusio et Poschiavo au diocèse de Coire. Dernières instructions aux délégués suisses.
227	10.4.1870 L	DPF (Dubs) aux Légations à Vienne, Florence et Berlin	Attitude du Conseil fédéral sur la note Daru et sentiments à la veille du Concile.
306	28.11.1870 L	Altdorf (Landammann) au Conseil fédéral	Protestations contre l'occupation italienne de Rome, démarche en faveur des droits du Pape.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
388	25.11.1871 N	Lucerne (Nonciature) au DPF (Schenk)	Le Saint-Siège est prêt à entrer en négociations sur la question diocésaine tessinoise.
421	31.7.1872 PVCF	Conseil fédéral	Selon des nouvelles de presse, Mgr Mermillod aurait été nommé évêque de Genève.
422	5.8.1872 No	Secrétaire du DPF (Secretan)	Entretien de Secretan avec le Chargé d'Affaires du Saint-Siège, Mgr Agnozzi: éventualité d'un évêché tessinois et d'un diocèse de Genève. Position des catholiques genevois.
432	12.10.1872 L	DPF (Welti) au Président du Conseil d'Etat du Tessin	Proposition du Saint-Siège de créer un évêché tessinois.
433	16.10.1872 L	Président du Conseil d'Etat du Tessin au DPF (Welti)	Négociations sur l'organisation épiscopale du Tessin, proposition d'un vicariat apostolique.
443	16.12.1872 N	DPF (Welti) à Lucerne (Nonciature)	Opposition des Cantons du Tessin et de Genève aux propositions du Saint-Siège.
A	Novembre & décembre 1872 No	Lucerne (Nonciature) au DPF (Welti)	Historique des communes catholiques genevoises. Fonctions de Mermillod, vicaire apostolique.

Pour les affaires ecclésiastiques, cf. aussi:

I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
1. Allemagne, n° 195.
10. Etats pontificaux, n°s 123, 132, 149.
12. France, n°s 117, 228.
14. Italie, n°s 285, 290, 294.

X. Questions politiques générales, n° 427.

III. ANARCHISME, RÉFUGIÉS POLITIQUES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
196	10. 5. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Interdiction de résidence pour G. Mazzini dans dix cantons helvétiques.
222	17. 2. 1870 L	DPF (Dubs) au DJP du Canton de Genève (Camperio)	Extradition de Netschajeff; aux yeux du Gouvernement russe, la Suisse est un centre d'anarchisme.
231	18. 5. 1870 N	Berne (Légation d'Italie) au DPF (Dubs)	Des anarchistes italiens tentent d'organiser une expédition pour envahir la Valteline, depuis Bellinzone; démarches pour faire interner ces individus.
232	18. 5. 1870 N	Paris (Ambassade ottomane) au DPF (Dubs)	Protestation contre les agissements de révolutionnaires turcs à Genève.
237	2. 6. 1870 L	DPF (Dubs) à Florence (Pioda)	Les révolutionnaires «mazziniens» au Tessin: ajournement de leur internement. Evénements dans ce canton.
238	3. 6. 1870 R	Florence (Pioda) au DPF (Dubs)	Plaintes du Gouvernement italien contre les menées «mazziniennes» à partir du Tessin.
243	20. 6. 1870 N	Conseil fédéral à Paris (Ambassade ottomane)	Réponse à la note du 18 mai 1870. Appui du Gouvernement fédéral au Conseil d'Etat du Canton de Genève.
283	6. 9. 1870 Proposition	DPF (Dubs) au Conseil fédéral	Pamphlet de l'Internationale en faveur de la République française et saisie de celui-ci.
365	26. 5. 1871 PVCF	Conseil fédéral	La Belgique interdit aux communards de pénétrer sur son territoire.
393	1. 2. 1872 R	Berlin (Hammer) au DPF (Wolti)	Rumeurs à propos d'une possible intervention russo-allemande contre l'Internationale en Suisse.
397	10. 2. 1872 RP	Berlin (Hammer) au DPF (Wolti)	L'Allemagne n'a pas l'intention d'intervenir en Suisse contre l'Internationale. Mission de Gortschakow dans notre pays.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
402	20. 3. 1872 L	Genève (Conseil d'Etat) au Conseil fédéral	Accusations genevoises à l'adresse du Consulat de France à Genève, lequel répand de faux bruits sur les communards réfugiés dans ce canton.
425	23. 8. 1872 PVCF	Conseil fédéral	Arrestation de Netschajeff et accusations portées contre lui.

Pour l'anarchisme et les réfugiés politiques, cf. aussi:

I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
12. France, n^{os} 350, 406, 416.
20. Russie, n^o 98.

IV. CROIX-ROUGE

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
152	12. 8. 1868 N	Conseil fédéral aux Diplomates étrangers à Berne et aux Agents diplomatiques suisses	Révision de la Convention de Genève et convocation d'une conférence dans cette cité.
156	12. 9. 1868 N	Berne (Ambassade de France) au Président de la Confédération	Conditions émises par la France quant à sa participation à la conférence chargée de réviser la Convention de Genève.
157	16. 9. 1868 PVCF	Conseil fédéral	Instructions au Général Dufour, chef de la délégation helvétique à la Conférence de Genève.
159	21. 9. 1868 L	Genève (Général Dufour) au DPF (Dubs)	Réflexions de Dufour sur l'issue possible de la Conférence de Genève.
198	27. 5. 1869 L	Genève (Comité international de Secours aux Mili- taires blessés) au Président de la Confédération	Demande au Conseil fédéral d'adresser une circulaire aux Etats signataires des articles additionnels de la Convention de Genève.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
257	22. 7. 1870 N	Président de la Confédération aux Etats signataires de la Convention de Genève	Acceptation par la France et l'Allemagne de reconnaître et de respecter la Convention de Genève et ses articles additionnels, pendant la durée du conflit.
284	7. 9. 1870 L	Général Dufour au Président de la Confédération	Proposition de Dufour d'accueillir des blessés de guerre en Suisse.
<p><i>Pour la Croix-Rouge, cf. aussi:</i></p> <p>I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 1. Allemagne n° 195.</p>			

V. CHEMIN DE FER DU GOTHARD

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
6	27. 2. 1866 N	Berne (Légation d'Italie au DPF (Knüsel)	Communication de la décision du Gouvernement italien, favorable au passage à travers les Alpes par le Gothard.
A	21. 2. 1866 L	Président du Conseil italien des Ministres à Berne (Légation d'Italie)	Texte de la décision et motifs en faveur de ce choix.
8	16. 3. 1866 M	Lucerne (Comité du Gothard) au Conseil fédéral	Satisfaction suite à la décision italienne favorable au Gothard. Demande de subsides. Transmission à la Légation de Florence du Mémoire du Comité du Gothard, afin d'en donner connaissance au Gouvernement royal et proposition d'une conférence internationale.
9	17. 3. 1866 N	Berne (Légation d'Italie) au DPF (Knüsel)	Engagement du Gouvernement royal en faveur de la ligne du Gothard, dans la mesure où les autres pays intéressés participent également à ce projet. En cas de désaccord, l'Italie réservera à nouveau son choix.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
12	26. 3. 1866 PVCF	Conseil fédéral	Accusé de réception et réponse à la note italienne du 17 mars 1866.
A	26. 3. 1866 N	Conseil fédéral à Berne (Légation d'Italie)	Résumé de la thèse italienne et rappel des droits de la Suisse.
13	26. 3. 1866 PVCF	Conseil fédéral	Accusé de réception et réponse au Mémorandum du Comité du Gothard du 16 mars 1866.
17	7. 5. 1866 M	Conseil d'Etat du Canton de Vaud au Conseil fédéral	Rappel des démarches entreprises par le Canton de Vaud à propos d'un passage à travers les Alpes et justification de celles-ci.
57	19. 12. 1866 L	Conseil fédéral à Florence (Pioda)	Communication de la lettre des Syndics de la Compagnie des chemins de fer de la ligne d'Italie. Demande d'entreprendre une démarche auprès du Gouvernement italien, afin d'obtenir la prorogation des concessions accordées dans la province de l'Ossola.
A	12. 12. 1866 L	Syndics de la Ligne d'Italie au Conseil fédéral	Lettre des Syndics de la Compagnie.
59	20. 12. 1866 RP	Paris (Kern) au DPF (Knüsel)	Démarches faites à propos de la ligne d'Italie. Opinion de Kern sur la possible transformation de la Légation à Vienne, en un Consulat général.
144	5. 6. 1868 PVCF	Conseil fédéral	Insertion dans le Traité avec l'Italie d'un article en faveur d'une ligne de chemin de fer à travers les Alpes.
153	16. 8. 1868 R	Giornico (Pioda) au Conseil fédéral	Malgré des difficultés politiques et financières, ainsi que la concurrence d'autres passages alpins, l'Italie tient à une communication directe avec la Suisse. Reproches italiens à notre pays.
176	27. 2. 1869 R	Berlin (Hammer) au Président de la Confédération	Berlin refuse de s'engager en faveur d'un chemin de fer à travers les Alpes, l'initiative d'un tel projet appartenant à la Suisse.
177	3. 3. 1869 AM	DPF (Welti) à Berne (Légation de la Confédération de l'Allemagne du Nord)	Aperçu sur les projets ferroviaires à travers les Alpes suisses. Ceux-ci ne pourront être réalisés qu'avec l'appui de l'étranger. La Prusse devrait faire une déclaration dans ce sens.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
184	26. 3. 1869 T	Berlin (Bismarck) à Berne (Légation de la Confédération de l'Allemagne du Nord)	Bismarck se prononce en faveur du Gothard.
185	26. 3. 1869 T	Florence (Pioda) au DPF (Wolti)	Participation financière de l'Italie au passage d'une voie ferrée par les Alpes. Popularité du projet dans la Péninsule.
186	31. 3. 1869 N	Berne (Légation d'Italie au DPF (Wolti)	Le Gouvernement italien s'exprime en faveur de la ligne du Gothard. L'initiative appartient au Conseil fédéral.
187	31. 3. 1869 N	Berne (Légation de la Confédération de l'Allemagne du Nord au DPF (Wolti)	Le Gouvernement de Berlin est favorable au Gothard. Le Conseil fédéral est invité à prendre l'initiative de ce projet.
189	7. 4. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Le Gouvernement du Bade se détermine pour le Gothard.
197	19. 5. 1869 R	Paris (Kern) au DPF (Wolti)	La France et le projet du Gothard, entretiens avec le Ministre d'Italie.
205	31. 8. 1869 PVCF	Conseil fédéral	La conférence sur le Gothard aura lieu le 15 septembre 1869. Invitations adressées à l'Italie, au Bade et à la Confédération de l'Allemagne du Nord.
207	8. 9. 1869 L	Conseil fédéral à Lucerne (Comité du Gothard)	Le Comité du Gothard est invité à nommer une délégation pour la conférence prévue.
208	13. 9. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Approbation du projet d'instructions aux délégués suisses à la conférence sur le Gothard.
211	13. 10. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Autorisation de signer le procès-verbal final de la conférence sur le Gothard, ainsi que le Traité avec l'Italie.
A	13. 10. 1869 PV	—	Procès-verbal final des conférences internationales pour la construction du chemin de fer par le Gothard.
212	15. 10. 1869 PVCF	Conseil fédéral	Remise à l'Assemblée fédérale des projets et du Mes- sage concernant le chemin de fer du Gothard.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
A	15.10.1869 Message	Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale	Message concernant le chemin de fer du Gothard.
216	2.11.1869 L	Conseil fédéral à Lucerne (Comité du Gothard)	Subventions helvétiques à la ligne du Gothard et construction du réseau secondaire, rattaché à ce projet.
A	7.2.1870 L	Conseil fédéral aux Gouvernements de Zurich, Schaf- fhouse, Unterwald, Bâle-Campagne et Thurgovie	Raccordement avec les lignes du Bade et participation financière de la Suisse à l'entreprise du Gothard.
223	9.3.1870 L	Conseil fédéral à Berlin (Hammer)	Ratification du Traité par la Confédération de l'Allemagne du Nord. Instauration d'un délai quant au règlement des conditions financières stipulées dans le Traité passé entre l'Italie et la Suisse.
A	9.3.1870 L	Conseil fédéral à Florence (Pioda)	Orientation à l'adresse de la Légation suisse sur la ligne du Gothard.
224	22.3.1870 L	DPF (Dubs) à Paris (Kern)	Bismarck et le projet du Gothard. Rapprochement franco-italien.
225	28.3.1870 L	Florence (Gonzenbach) au DMF (Wolti)	Position de Pioda et attitude des milieux politiques sur la question du Gothard. Démarches de Gonzenbach en faveur du financement de ce projet.
226	2.4.1870 R	Florence (Pioda) au Conseil fédéral	Activité du Comité du Splügen en Italie et regrets de Pioda.
229	27.4.1870 L	Conseil fédéral à Florence (Pioda)	Remise du Mémoire du Comité du Splügen au Gouvernement italien.
230	6.5.1870 R	Berlin (Mercier) au DPF (Dubs)	Le Bundesrat de la Confédération de l'Allemagne du Nord se penchera sur le projet de loi touchant à la construction de la ligne du Gothard. Coopération entre la Suisse et l'Italie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
233	21. 5. 1870 R	Berlin (Hammer) au DPF (Dubs)	Adoption par le Bundesrat du projet de loi sur le Gothard et rappel des délibérations. Propagande favorable au Splügen dans le Wurtemberg.
234	22. 5. 1870 R	Berlin (Weisshaupt) au DMF (Welti)	Bismarck convaincu de la nécessité de la ligne du Gothard; parcimonie prussienne.
239	8. 6. 1870 L	Conseil fédéral à Berlin (Hammer)	Instructions à l'intention du Ministre de Suisse à Berlin quant à l'adhésion de la Confédération de l'Allemagne du Nord au Traité italo-suisse sur le Gothard.
240	14. 6. 1870 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Evocation de la question du Gothard à Paris: attitude de la France et subvention éventuelle de ce pays.
242	20. 6. 1870 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Kern transmet au Ministre des Affaires étrangères des informations sur le projet du Gothard.
313	4. 1. 1871 L	Conseil fédéral aux Légations suisses à Berlin et Florence	Prolongation du délai fixé pour l'obtention des crédits nécessaires à l'entreprise du Gothard et proposition d'une conférence.
357	11. 4. 1871 PVCF	Conseil fédéral	En raison de la guerre, le délai nécessaire à l'obtention des crédits indispensables à la réalisation du Gothard a été prolongé.
363	6. 5. 1871 R	Florence (Pioda) au DPF (Schenk)	Intention de l'Italie d'engager au Gothard le matériel utilisé pour le percement du Mont-Cenis. Critiques de ce pays quant à sa contribution financière.
364	17. 5. 1871 PVCF	Conseil fédéral	L'Italie et le Gothard: discussions sur sa participation financière.
366	26. 5. 1871 PVCF	Conseil fédéral	Déclaration du Conseil fédéral répondant aux vœux italiens d'utiliser le matériel du Mont-Cenis pour le percement du Gothard.
382	24. 9. 1871 R	Florence (Pioda) au DPF (Schenk)	Mesures communes italo-suisse en vue d'activer la participation financière de l'Allemagne à la ligne du Gothard.
384	28. 10. 1871 R	Berlin (Hammer) au DPF (Schenk)	Signature à Berlin du Traité du Gothard entre Bismarck, Hammer et le Ministre d'Italie.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
426	27. 8. 1872 R	Rome (Pioda) au DPF (Welti)	Plainte du Gouvernement italien relative aux délais jugés insuffisants pour remplir ses obligations financières.
429	16. 9. 1872 L	DPF (Welti) à Rome (Pioda)	Malentendu entre le Ministre d'Italie et Welti quant à la Déclaration de 1871.
434	24. 10. 1872 R	Rome (Pioda) au DPF (Welti)	Le Ministre d'Italie en Suisse rappelé à Rome. Contradictions autour des assurances de Welti.
436	9. 11. 1872 R	Berlin (Hammer) au DPF (Welti)	Soutien allemand à l'ingénieur chargé du projet du Gothard, L. Favre. Entretien avec le Ministre d'Italie, tensions avec la Suisse.
438	15. 11. 1872 R	Rome (Pioda) au DPF (Welti)	Conflit entre Croso et Favre. Remise d'une note au Ministère des Affaires étrangères.
A	12. 11. 1872 N	Rome (Pioda) à Rome (Affaires étrangères)	Le Général Menabrea approuve le contrat passé avec l'ingénieur Favre; le Conseil fédéral ne s'y ralliera que sous réserve des négociations passées avec l'Italie sur l'engagement du personnel et du matériel employés au Mont-Cenis.
440	29. 11. 1872 N	Conseil fédéral aux Gouvernements allemand et italien	Début des constructions et devoirs du Conseil fédéral en matière d'information.
A	1872 R	Conseil fédéral aux Gouvernements allemand et italien	Extrait du premier Rapport sur l'état des travaux engagés au Gothard.
444	23. 12. 1872 N	Rome (Pioda) à Rome (Affaires étrangères)	Conflit entre l'Italie et le Président de la Confédération, suite à l'engagement d'ingénieurs pour la réalisation du Gothard.
445	24. 12. 1872 R	Berlin (Hammer) au DPF (Welti)	Satisfaction allemande quant au Rapport du Conseil fédéral sur le Gothard. Appui à Welti dans son différend avec l'Italie.
<i>Pour le chemin de fer du Gothard, cf. aussi:</i>			
I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 1. Allemagne, n ^{os} 129, 219, 311, 361.			

VI. NEUTRALITÉ, POLITIQUE DE NEUTRALITÉ

VI. 1 1866

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
16	6. 5. 1866 L	DPF (Knüsel) à Florence (Pioda)	Menace sur la neutralité helvétique en cas de mouvements de troupes sur la frontière du Tyrol.
18	9. 5. 1866 Proposition	DPF (Knüsel) au Conseil fédéral	Le risque de guerre oblige la Suisse à prendre des mesures énergiques, préférables à une déclaration officielle. Catalogue des mesures à adopter par les Départements et les cantons concernés.
20	13. 5. 1866 R	Vienne (Steiger) au DPF (Knüsel)	L'Autriche apprécie les mesures suisses et garantit qu'elle respectera la neutralité de sa voisine.
21	18. 5. 1866 N	Berne (Légation d'Autriche) au DPF (Knüsel)	Confirmation par une dépêche confidentielle que l'Autriche respectera la position de la Suisse. Demande de renseignements sur les mesures militaires prises par le Gouvernement helvétique pour la protection de sa frontière.
22	20. 5. 1866 RP	Florence (Pioda) au DPF (Knüsel)	La probable interdiction helvétique d'exporter des chevaux inquiète l'Italie. Le respect de la neutralité suisse allant de soi, le Gouvernement italien s'étonne que l'Autriche ait cru nécessaire de le notifier.
24	23. 5. 1866 L	Conseil fédéral à Paris (Kern)	La Suisse a reçu des assurances quant au respect de sa neutralité. Le Ministère des Affaires étrangères doit être informé de la position helvétique.
A	23. 5. 1866 L	Conseil fédéral à Vienne (Steiger) et Florence (Pioda)	Les Ministres des Affaires étrangères doivent être informés de la position de la Suisse.
29	8. 6. 1866 Proposition	DPF (Knüsel) au Conseil fédéral	Proposition concernant la prise d'un décret sur la neutralité de la Suisse et sa défense.
30	9. 6. 1866 N	Berne (Légation d'Autriche) au Conseil fédéral	Garante de la neutralité helvétique, l'Autriche se déclare satisfaite des mesures de défense prises par notre pays.
32	16. 6. 1866 PVCF	Conseil fédéral	Décisions concernant le commerce des armes, l'internement des déserteurs et des réfugiés.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
34	22. 6. 1866 Proposition	DPF (Knüsel) au Conseil fédéral	Malgré la Convention de 1852 avec le Bade, proposition d'observer une stricte neutralité et d'interdire le transit de troupes et de matériel de guerre. La décision sera communiquée aux parties intéressées.
38	1. 8. 1866 L	Conseil fédéral aux Légations de Suisse (Paris, Vienne et Florence)	Demande de renseignements sur les tractations entre les Puissances en guerre.
46	21. 9. 1866 Proposition	DFCP Frey-Hérosé) au Conseil fédéral	Problèmes soulevés par le relèvement des droits de douane pour l'exportation des chevaux et des mulets, mesure que le Conseil fédéral a justifiée par l'état de guerre. Proposition de réponse à une démarche française.

VI. 2 1867

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
74	10. 4. 1867 RP	Paris (Kern) au DPF (Fornerod)	Eventualité d'une guerre, doutes français quant au respect de la neutralité helvétique. Le Conseil fédéral doit prendre les mesures militaires adéquates.
75	12. 4. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Préparation d'une éventuelle proclamation de neutralité. Envoi d'un agent diplomatique auprès de la Confédération de l'Allemagne du Nord.
A	12. 4. 1867 Proposition	DPF (Fornerod) au Conseil fédéral	Proposition concernant une proclamation de neutralité, mesures à prendre et envoi d'un agent diplomatique auprès de la Confédération de l'Allemagne du Nord.
76	15. 4. 1867 L	Conseil fédéral à Florence (Pioda) et Vienne (von Tschudi)	L'affaire du Luxembourg menace la paix européenne; position de la Suisse.
79	22. 4. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Entrevue avec l'Ambassadeur de France: respect de la neutralité suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
81	23. 4. 1867 Proposition	DMF (Welti) au Conseil fédéral	Ravitaillement de l'Armée suisse en cas de guerre.
83	29. 4. 1867 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Détente de la situation internationale, rumeurs autour d'une coopération franco-helvétique. Entrevue avec le Marquis de Moustier, bonne impression laissée par la politique suisse de neutralité.
84	29. 4. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Entretien du Président de la Confédération avec le Ministre de Prusse: intentions pacifiques de son pays et respect de la neutralité helvétique.
85	30. 4. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Discussion du Président de la Confédération avec le Ministre de Russie sur la neutralité suisse.
86	avril 1867 R	Anonyme au Conseil fédéral	Aperçu de la situation internationale et conséquences pour la Suisse: tension avec l'Allemagne et menaces en résultant pour notre pays; rôle de la Russie.
90	15. 5. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Le Ministre de Prusse garantit l'observation de la neutralité de la Suisse par son Gouvernement.
91	15. 5. 1867 PVCF	Conseil fédéral	Le Ministre de Russie confirme les bonnes dispositions de son Gouvernement à l'égard de la Suisse.

VI. 3 1870

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
245	6. 7. 1870 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	La crise européenne, entretien de Kern avec l'Ambassadeur d'Espagne. Différend entre celui-ci et le Maréchal Prim concernant la succession au trône espagnol. Situation à Paris.
246	15. 7. 1870 PVCF	Conseil fédéral	Annnonce d'une déclaration sur la neutralité suisse à l'adresse des puissances européennes.
247	16. 7. 1870 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Entretien de Kern au Ministère des Affaires étrangères et confirmation que la France respectera la position internationale de la Suisse.
A	16. 7. 1870 N	Paris (Kern) à Paris (Affaires étrangères)	Le Conseil fédéral fermement résolu à sauvegarder la neutralité de la Suisse.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
248	16. 7. 1870 T	DPF (Dubs) à Carlsruhe (Affaires étrangères)	Protestation contre l'éventuel transport de troupes badoises à travers le territoire schaffhousois.
249	17. 7. 1870 R	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Remise de la dépêche du Conseil fédéral au Ministère français des Affaires étrangères.
A I	16. 7. 1870 N	Paris (Kern) à Paris (Affaires étrangères)	Proclamation officielle de la neutralité de la Suisse.
A II	17. 7. 1870 N	Paris (Affaires étrangères) à Paris (Kern)	Reconnaissance par la France de la neutralité helvétique.
250	17. 7. 1870 RP	Berlin (Mercier) au DPF (Dubs)	Entretien de Mercier sur la neutralité de la Suisse. Situation politique et militaire en Allemagne.
251	18. 7. 1870 RP	Florence (Pioda) au Conseil fédéral	L'Italie adopte la position d'un observateur attentif, mobilisation d'une partie de ses forces armées.
252	18. 7. 1870 N	Conseil fédéral aux Puissances et aux Cantons	Déclaration de neutralité. Le Conseil fédéral communique la Déclaration aux Puissances et aux Cantons. Il se réserve le droit de garantir la neutralité de la Savoie.
253	20. 7. 1870 Proclamation	Conseil fédéral au Peuple suisse	Proclamation du Gouvernement fédéral au Peuple suisse concernant la situation internationale et la neutralité du pays.
254	21. 7. 1870 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Entretien de Kern avec de Ring au sujet de la partie neutralisée de la Savoie. Remise de la Déclaration de neutralité. La Suisse s'occupe de la protection des ressortissants badois établis en France.
255	21. 7. 1870 R	Berlin (Mercier) au DPF (Dubs)	Remise de la Déclaration de neutralité de la Suisse à Berlin.
A	20. 7. 1870 N	Berlin (Affaires étrangères) à Berlin (Mercier)	Berlin confirme sa reconnaissance de la neutralité helvétique.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
256	21. 7. 1870 RP	Berlin (Mercier) au DPF (Dubs)	Confusion autour de la reconnaissance de la neutralité suisse par le Cabinet de Berlin.
258	23. 7. 1870 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Dubs)	Exportation de blé et de chevaux vers la Suisse.
259	24. 7. 1870 N	Berlin (Bismarck) au Président de la Confédération	La Confédération de l'Allemagne du Nord respectera scrupuleusement la neutralité suisse.
260	25. 7. 1870 N	Paris (Affaires étrangères) au Président de la Confédération	Reconnaissance de la neutralité helvétique par la France, mais réserves à l'égard de la partie neutralisée de la Savoie.
262	26. 7. 1870 L	Saint-Petersbourg (Affaires étran- gères) à Berne (Légation de Russie)	Reconnaissance de la neutralité suisse par la Russie.
263	27. 7. 1870 Circulaire	Paris (Kern) aux Consulats en France et en Algérie	La Suisse s'occupe de la protection des ressortissants badois et bavaois établis en France.
A	27. 7. 1870 Circulaire	Paris (Kern) aux Consulats en France et en Algérie	Instructions pour la protection, par la Suisse, des Badois et des Bavaois en France.
268	29. 7. 1870 N	Londres (Affaires étrangères) au Président de la Confédération	Satisfaction manifestée par le Gouvernement britannique à l'égard de la neutralité helvétique.
270	1. 8. 1870 N	Berne (Légation d'Italie) au Président de la Confédération	Le Gouvernement italien est satisfait de la neutralité de la Suisse.

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
271	7. 8. 1870 PV	DFCP (Naeff) et le Zollverein	Pourparlers avec le Plénipotentiaire du Zollverein, von Lessing, sur l'exportation de produits, livraison de blé et problèmes de transit.
272	9. 8. 1870 PVCF	Conseil fédéral	Crise monétaire, renvoi de la convocation de l'Assemblée fédérale.
274	12. 8. 1870 RP	Washington (Consulat général) au Conseil fédéral	Remise de la Déclaration de neutralité au Département d'Etat américain. Les Etats-Unis et la guerre en Europe.
276	14. 8. 1870 PVCF	Conseil fédéral	Expulsion des ressortissants allemands de France. Organisation de l'accueil des Badois et des Bavaois en Suisse.
A	12. 8. 1870 T	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Décision française d'expulser les Allemands. Les Badois et les Bavaois seront dirigés sur la Suisse.
277	18. 8. 1870 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Situation des Allemands en France: coopération de Kern avec la Légation des Etats-Unis. Négociations avec les Autorités françaises et rapatriement des expulsés.
278	20. 8. 1870 Circulaire	Conseil fédéral aux Cantons	Précautions à prendre contre les tentatives de compromettre la neutralité suisse.
282	3. 9. 1870 N	Berne (Légation des Etats-Unis) au DPF (Dubs)	Les Etats-Unis accusent réception de la Déclaration sur la neutralité de la Suisse.
293	7. 10. 1870 L	Vice-président de la Confédération au Havre (Consulat suisse)	Le drapeau national ne doit pas être arboré par des commerçants suisses établis au Havre.
304	11. 11. 1870 R	DFCP (Naeff) au DPF	Contrôle de l'exportation de matériel de guerre, règles de confiscation.

VI. 4 INTERNEMENT DE L'ARMÉE DE BOURBAKI

N°	Date - Nature du document	Provenance - Destinataire	Objet
315	14.1.1871 PVCF	Conseil fédéral	Menaces sur la frontière suisse, envoi d'une brigade en Ajoie.
317	21.1.1871 PVCF	Conseil fédéral	Le Commandement allemand cherche à repousser l'Armée française en direction de la Suisse. Levée de troupes, coordination avec le Général Herzog.
320	31.1.1871 PVCF	Conseil fédéral	Passage de troupes françaises sur territoire suisse, problèmes de leur ravitaillement.
321	1.2.1871 PVCF	Conseil fédéral	Entrée de l'Armée française du Général Clinchant, accord avec le Général Herzog et répartition des internés français dans les cantons.
A	1.2.1871 Convention	—	Convention entre le Général Herzog et le Général Clinchant, commandant l'Armée de l'Est.
322	1.2.1871 Proposition	DPF (Schenk) au Conseil fédéral	Devoirs et droits de la Suisse envers les internés français. Leur séjour en pays neutre durera jusqu'à la fin des hostilités. Nécessité d'entrer en négociations avec le Gouvernement français et Bismarck.
324	2.2.1871 L	Conseil fédéral à Paris (Kern)	Passage de l'Armée de l'Est en Suisse. Nécessité d'informer le Gouvernement français de la situation, ordre d'engager des négociations avec Paris.
325	3.2.1871 N	Bordeaux (Gambetta) au Président de la Confédération	Envoi d'un délégué du Gouvernement français auprès de l'Armée française internée.
327	8.2.1871 N	Berne (Délégué du Gouvernement français) au Président de la Confédération	Remerciements de la France pour l'hébergement de l'Armée de l'Est en Suisse.
A	7.2.1871 N	Conseil fédéral au Ministre Gambetta	Réception de la missive de Gaiffe; aide à l'Armée française, internée en Suisse.
328	8.2.1871 R	Paris (Kern) au Conseil fédéral	Entretien de Kern avec J. Favre et Bismarck touchant au rapatriement des troupes internées sur sol helvétique. Bismarck s'y oppose. Correction de frontière en faveur de la Suisse, en Haute-Alsace.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
330	10. 2. 1871 PVCF	Conseil fédéral	Refus de Bismarck de s'entendre avec la France en vue du rapatriement des soldats français internés en Suisse.
331	12. 2. 1871 L	Général Clinchant au Président de la Confédération	Protestation contre un ordre du jour du Général Herzog, jugé offensant pour l'Armée française internée.
332	12. 2. 1871 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Schenk)	Réactions à Vienne, suite à l'internement de l'Armée de l'Est en Suisse. Situation intérieure.
333	13. 2. 1871 R	Berlin (Hammer) au DPF (Schenk)	Le Gouvernement badois cherche à interdire le séjour des internés français à Bâle et à Schaffhouse.
342	7. 3. 1871 L	Conseil fédéral à Paris (Kern)	Refus des conditions de Bismarck. La Suisse est libre de prendre une décision quant au départ des internés français de son territoire.
344	10. 3. 1871 PVCF	Conseil fédéral	Emeute de la Tonhalle à Zurich: des officiers français perturbent une fête de la colonie allemande.
376	15. 7. 1871 R	Paris (Kern) au DFF (Cérésole)	Remboursement par la France des frais d'internement de l'Armée de l'Est en Suisse.
381	18. 9. 1871 R	Paris (Lardy) au DFF (Cérésole)	Promesses de Thiers de rembourser les frais d'internement.

Pour la neutralité et la politique de neutralité, cf. aussi:

- I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
 - 1. Allemagne, n° 353.
 - 12. France, n°s 26, 27, 31, 33, 273, 410, 414.
 - 14. Italie, n° 39.
- IV. Croix-Rouge, n° 257.
- VII. Projets de remaniements territoriaux et de corrections de frontières, n° 336.
- X. Questions politiques générales, n° 413.

VII. PROJETS DE REMANIEMENTS TERRITORIAUX ET DE CORRECTIONS DE FRONTIÈRES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
289	21.9.1870 R	Berne (Siegfried) au DMF (Welti)	Réflexions sur la couverture militaire de la frontière helvétique, la question de la Savoie, les forteresses françaises.
292	24.9.1870 Proposition	DPF (Dubs) au Conseil fédéral	Annexion de l'Alsace par l'Allemagne: conséquences pour la Suisse, renonciation souhaitable de l'Allemagne, rapport avec la question de la Savoie.
297	22.10.1870 L	Chambéry (Préfecture) au Président de la Confédération	En cas d'invasion allemande, la Savoie demande que son territoire soit défendu par la Suisse.
298	28.10.1870 L	Conseil fédéral à Chambéry (Préfecture)	Le Conseil fédéral se déclare prêt à entrer en négociations avec le Gouvernement français.
300	4.11.1870 Proposition	DPF (Dubs) au Conseil fédéral	Occupation de la Savoie par la Suisse: les circonstances sont favorables, préparatifs en cours.
A	9.11.1870 PVCF	Conseil fédéral	Le Conseil fédéral approuve certains préparatifs quant à une éventuelle occupation de la Savoie par la troupe, les autres propositions restant en suspens.
301	10.11.1870 Proposition	DPF (Dubs) au Conseil fédéral	Instructions au délégué helvétique envoyé auprès du Gouvernement français à Tours, pour régler l'occupation de la Savoie.
302	10.11.1870 R	Florence (Pioda) au Conseil fédéral	Réflexions de Pioda sur l'éventuelle occupation de la Savoie: la Confédération de l'Allemagne du Nord y est favorable.
309	10.12.1870 R	Berlin (Hammer) au DPF (Dubs)	Des milieux allemands sont favorables à l'idée d'une annexion de la Savoie par la Suisse.
310	17.12.1870 RP	Paris (Kern) au DPF (Dubs)	Le Gouvernement français et l'éventuelle occupation de la Savoie. Résistance des Parisiens assiégés.
319	27.1.1871 R	Berlin (Hammer) au DPF (Schenk)	Attitude allemande envers une occupation éventuelle de la Savoie: le moment est propice. Bruits d'une capitulation française.

LXXIV VII. REMANIEMENTS TERRITORIAUX ET CORRECTIONS DE FRONTIÈRES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
323	2. 2. 1871 Proposition	DPF (Schenk) au Conseil fédéral	Revendications territoriales de la Suisse en Savoie et en Alsace: nécessité d'un arrangement, dangers possibles pour notre pays, attitude à adopter envers la France et l'Allemagne.
326	8. 2. 1871 L	Berne (Conseil d'Etat) au DPF (Schenk)	Corrections de frontières dans le Jura bernois, défense des intérêts cantonaux.
336	24. 2. 1871 R	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Entrevue de Kern avec Bismarck à Versailles. Opposition du Chancelier aux revendications territoriales suisses en Alsace. Question du transit commercial par les territoires occupés. Craintes de Kern de perdre les sympathies de la France. Rapatriement de l'Armée de Bourbaki.
337	25. 2. 1871 R	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	La France ne fera pas de concessions territoriales directes à la Suisse. Entrevue avec Thiers: ses promesses d'agir en faveur de la Suisse.
338	26. 2. 1871 L	DPF (Schenk) à Paris (Kern)	Revendications territoriales de la Suisse et intérêts de la France. Relation d'une entrevue avec von Röder, lequel conseille de renoncer à d'autres démarches. Promesse d'une ligne helvétique directe entre Porrentruy et Bâle.
341	7. 3. 1871 PVCF	Conseil fédéral	Instructions à Kern: liaison directe entre Bâle et la nouvelle frontière française, corrections de cette frontière dans la Haute-Alsace. Il appartient à la France d'entamer des négociations en vue d'une cession de territoire.
343	8. 3. 1871 Proposition	DPF (Schenk) au Conseil fédéral	Entretiens avec le représentant de la France en Suisse: le Conseil fédéral n'entend pas occuper la Savoie, mais réserve ses droits, point de vue français; rumeurs autour de mouvements de troupes à la frontière, nécessité de trouver une solution définitive à la question savoyarde.
351	29. 3. 1871 L	Conseil fédéral à Paris (Kern)	Sort des intérêts helvétiques en cas d'annexion de l'Alsace par l'Allemagne. Liaison ferroviaire entre la France et Bâle. Corrections de frontière en faveur de la Suisse.
352	1. 4. 1871 R	Berlin (Hammer) au DPF (Schenk)	En Allemagne, l'opinion est favorable à une occupation helvétique de la Savoie. Une rectification de la frontière en Alsace au profit de la Suisse est peu probable.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
356	10. 4. 1871 R	Versailles (Kern) au DPF (Schenk)	Entrevue de Kern avec de Goulard sur le libre transit en Alsace et les modifications de frontières, état des négociations de paix.
359	18. 4. 1871 RP	Paris (Kern) au DPF (Schenk)	Entretien de Kern avec le Consul suisse de Mulhouse: notre pays n'a pas l'intention de profiter de la détresse française. Transit par l'Alsace et situation à Paris.
367	27. 5. 1871 L	Bâle (Bourgmestre) au Conseil fédéral	Nouvelle situation de la ville de Bâle; interdiction de construire des fortifications dans la banlieue de la cité rhénane.
<p><i>Pour les projets de remaniements territoriaux et de corrections de frontières, cf. aussi:</i></p> <p>I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 3. Autriche-Hongrie, n^{os} 37, 41, 43, 102, 133, 150. 12. France, n^{os} 360, 370. 14. Italie, n^{os} 167, 420, 439.</p> <p>VI. Neutralité, politique de neutralité, 4. Internement de l'Armée de Bourbaki, n° 328.</p>			

VIII. PROTECTION DES SUISSES À L'ÉTRANGER

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
372	8. 7. 1871 Circulaire	Conseil fédéral aux Cantons et aux Agents diploma- tiques et consulaires suisSES	Protection des citoyens suisses par les Puissances étrangères, là où il n'y a pas de représentants officiels helvétiques.
380	22. 8. 1871 N	Berne (Légation d'Italie) au DPF (Schenk)	Malentendu entre la Suisse et les Etats-Unis, quant à la protection des citoyens helvétiques établis en Italie.
387	20. 11. 1871 PVCF	Conseil fédéral	Difficultés entre la Suisse et les Etats-Unis concernant la protection consulaire. Position helvétique à l'égard des pays proposant leur assistance.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
423	1872 L	Des Suisses enrôlés dans le Service étranger au DPF (Welti)	Demande d'annuler leur engagement militaire et espoir d'un rapatriement en Suisse.
<p><i>Pour la protection des Suisses à l'étranger, cf. aussi:</i></p> <p>I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 3. Autriche-Hongrie, n° 145. 8. Empire ottoman, n° 395. 11. Etats-Unis, n° 369. 12. France, n° 374.</p>			

IX. QUESTIONS MONÉTAIRES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
56	7.12.1866 N	Berne (Ambassade de France) au Président de la Confédération	Dépêche à adresser à divers gouvernements pour leur proposer d'adhérer à la Convention monétaire du 23 décembre 1865: la Suisse approuve le projet de la France et rédigera à cet effet les instructions néces- saires à l'intention de ses agents diplomatiques.
61	24.12.1866 Circulaire	Conseil fédéral aux Agents diploma- tiques et consulaires suisses	Buts de la Convention monétaire et démarches à entre- prendre auprès des gouvernements non encore signa- taires, en vue de leur prochaine adhésion.
64	9.1.1867 RP	Vienne (von Tschudi) au DPF (Fornerod)	Efforts pour susciter l'adhésion de l'Autriche à la Convention monétaire de 1865.
183	19.3.1869 L	DFP (Challet-Venel) à Florence (Pioda)	Unification de la monnaie, démarches de Pioda dans ce sens auprès du Gouvernement italien.

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
193	20. 4. 1869 L	DFP (Challet-Venel) à Rome (Consulat général de Suisse)	La demande d'accession des Etats de l'Eglise à la Convention monétaire internationale ne pourra pas être acceptée: pléthore de la monnaie pontificale.
<p><i>Pour les questions monétaires, cf. aussi:</i></p> <p>I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats, 1. Allemagne, n° 94. 12. France, n° 35.</p>			

X. QUESTIONS POLITIQUES GÉNÉRALES

N°	Date – Nature du document	Provenance – Destinataire	Objet
407	17. 4. 1872 Circulaire	DPF (Welti) aux Agents diploma- tiques suisses	Affaire de l'«Alabama». Désir de l'Allemagne de conclure des traités d'extradition et d'établissement. Donation à la Confédération helvétique de terres en Floride. Le nouveau Ministre de Russie en Suisse et l'Internationale. Révision de la Constitution fédérale.
413	22. 5. 1872 Circulaire	DPF (Welti) aux Agents diploma- tiques suisses	Révision de la Constitution fédérale. Don Carlos et la Suisse. Polémique de la presse française concernant les frais d'internement de l'Armée de l'Est. Affaire des passeports. Nouvelle offre de terrains pour la colonisation. Le Ministre du Honduras en Suisse.
427	31. 8. 1872 Circulaire	DPF (Welti) aux Agents diploma- tiques suisses	Traités en voie d'élaboration avec l'Allemagne, la Russie, l'Empire ottoman, le Danemark et le Japon. Situation de l'Eglise catholique à Genève. Questions douanières avec la France. Le Ministre du Honduras en Suisse.

XI. ÉMIGRATION

Pour l'émigration, cf.:

- I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
 - 2. Argentine, n° 437.
 - 3. Autriche-Hongrie, n° 145.
 - 5. Brésil, n° 124.
 - 11. Etats-Unis, n°s 11, 14, 54, 135, 373, 391.
 - 14. Italie, n° 140.
- X. Questions politiques générales, n°s 407, 413.

XII. TRAITÉS DE COMMERCE

Pour les traités de commerce, cf.:

- I. Les relations intergouvernementales et la vie des Etats,
 - 1. Allemagne, n°s 94, 95, 128, 129, 134, 135, 142, 151, 164, 172, 180, 181, 190, 195.
 - 3. Autriche-Hongrie, n°s 58, 63, 71, 96, 105, 109, 122, 137, 141, 146, 154, 171.
 - 6. Chine, n° 158.
 - 7. Danemark, n° 385.
 - 8. Empire ottoman, n°s 334, 395, 411.
 - 9. Espagne, n° 166.
 - 10. Etats pontificaux, n°s 123, 149.
 - 12. France, n°s 4, 33, 42, 143, 215, 396, 398, 419, 446.
 - 14. Italie, n°s 110, 112, 138, 147, 148, 165, 174, 178.
 - 18. Pays-Bas, n° 10.
 - 19. Portugal, n° 194.
 - 20. Russie, n° 303.
- X. Questions politiques générales, n° 427.

VI. DOCUMENTS

1

E 2300 Paris 19

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Paris, 1. Januar 1866

So eben hat der übliche Empfang, wie er alljährlich geschieht, in den Tuilleries stattgefunden. Das Diplomatische Korps war vollzählig mit Ausschluss von Cowley, der noch in England ist. Der Nuntius brachte namens des Diplomatischen Korps die Beglückwünschungen zum Jahreswechsel dar für den Kaiser, die Kaiserin, den Prince Impérial und für die Wohlfahrt Frankreichs. Der Kaiser sprach seinen lebhaften Dank aus für die ihm dargebrachte Beglückwünschung u. fügte dann im Wesentlichen noch folgendes bei: Es sei natürlich, dass man bei diesem solennen Anlass einen Blick in die Vergangenheit u. einen andern in die Zukunft werfe. Man könne sich nur freuen, dass Schwierigkeiten ausgeglichen worden seyen, welche die Interessen des Friedens hätten gefährden können und dass im Interesse der Völker u. der Souveräne die Situation auch für die Zukunft die Erhaltung des Friedens verspreche. Den ganz genauen Wortlaut werden Sie der Abendausgabe des Moniteurs entnehmen, die Ihnen zweifelsohne gleichzeitig mit diesem Briefe zukommen wird. Nach dieser ersten Begrüssung begab sich dann der Kaiser in den Cercle du Corps diplomatique, hie u. da mit einzelnen Gesandten einige Worte wechselnd. Mir sagte er unter Anderem (was ohne besonderes Interesse ist) auch folgendes: «un de mes plus beaux souvenirs de l'année passée est mon voyage en Suisse¹. J'ai été touché de l'accueil sympathique que j'ai rencontré partout et j'espère pouvoir le renouveler (plus tard) dans l'année.» Der Kaiser hatte sich schon letzte Woche, wo ich am Sonntag & Montag Abends (am ersteren Tage einem Diner & am Montag einer Soirée in den Tuilleries bewohnte) ganz in gleichem Sinne gegen mich geäußert. Eben so auch die Kaiserin. Er wollte aber, wie es scheint, bei diesem offiziellen Anlasse auch noch speziell zu erkennen geben, wie sehr er mit der Aufnahme in der Schweiz zufrieden sei. Ich erwiderte ihm, dass ich während meines letzten Aufenthaltes in der Heimath persönlich Gelegenheit gehabt habe, mich zu überzeugen, dass seine Anwesenheit in der Schweiz einen sehr guten Eindruck zurückgelassen habe. Die Kaiserin ist am Neujahrsempfang niemals anwesend, sondern der Empfang am 2. Januar Abends ist der für die Kaiserin. Derselbe unterbleibt aber dieses Jahr, zweifelsohne wegen der Hoftrauer. Dagegen war der Prinz Napoleon beim heutigen Empfang anwesend.

1. *Concernant le voyage de Napoléon III en Suisse, cf. E 2/721.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 janvier 1866

133. Japan, Prozess zwischen 3 Japanesen und einem Schweizer Alpiger aus Gams, Verletzung eines Lieferungsvertrages.

Justiz- u. Polizeidepartement. Vortrag v. 9. diess.

Bezüglich eines vom *Generalkonsulat in Yokohama* (Japan) dem Handels u. Zolldepartement sub 31. Oktober a. p.¹ einberichteten Prozesses, welchen dasselbe zwischen einem *Schweizer-Kaufmann, E. Alpiger* von Gams, (St. Gallen) und drei Japanesen, wegen *Verletzung eines Lieferungsvertrages von japanesischen Seidenwurmeiern* durch erstern, abgeurtheilt hat, ist nach Einsichtnahme des diessfälligen vom Konsulate und zwei als Assessoren beigezogenen Schweizern ausgefallten Urtheils wider den Beklagten Alpiger nach dem Antrage des Departements beschlossen worden, dem Hrn. Generalkonsul Lindau zu erwidern: der Bundesrath verdanke ihm seine Mittheilung und er erkläre sich ganz einverstanden und befriedigt von dem Prozedere, welches der Hr. Generalkonsul bei Beurtheilung dieser Zivil- u. Polizeiklage beobachtet habe; insbesondere billige er es auch, dass Hr. Lindau zur Beurtheilung der beiden Fälle noch zwei Assessoren aus den dort etablirten Schweizern beigezogen habe.

Was das Materielle des Entscheides betreffe, so stehe dem Bundesrathe darüber kein Urtheil zu; er habe aber das volle Vertrauen, dass das Generalkonsulat dem Rechte gemäss entschieden habe. Der Bundesrath könne nur erklären, dass es in seinen Wünschen liege, dass bei allen solchen Streitigkeiten den Japanesen oder andern Fremden ganz gleiches Recht gehalten werden solle wie dem Schweizer.

Den Kostenpunkt anbelangend, schein die beigelegte Spesenrechnung dem Bundesrathe ganz sachgemäss zu sein. Das Bundesgesetz vom 24. September 1856² sei dermalen noch in Kraft. Mit der ausgesprochenen Busse soll er nach Art. VII des Vertrages verfahren.

Wenn schliesslich das Generalkonsulat verlange, dass die Jurisdiction desselben für die Zukunft reguliert werde, so müsse ihm der Bundesrath bemerken, dass er in Ermangelung eines schweiz. Zivil- u. Polizeistrafgesezbuches diesem Verlangen nicht wohl entsprechen könne. Am zwekmässigsten werde es deshalb sein, wenn es in solchen Fällen nach Billigkeit und nach den auf dortigen Plätzen unter den Europäern waltenden Rechtsanschauungen richte. Sollten sich dabei in der Folge erhebliche Übelstände ergeben, so möge er weiter berichten.

An Hrn. Generalkonsul Dr. Lindau in Yokohama.

1. *Non reproduit.* Cf. E 2/1510.

2. *Loi sur les frais, émoluments de justice et d'avocats, cf. RO V, pp. 368—373.*

149. Japan, Ratifikation der Verträge durch den Mikado.

Handels- u. Zolldepartement. Vortrag v. 9. diess.

Von einer Mittheilung d. Schweiz. *Generalkonsulats in London* an das Departement vom 5. diess³, dahin gehend: dass *der Mikado in Japan seine förmliche Sanktion zu der Ratifikation der Verträge und zur Öffnung der Häfen von Osacca und Hiogo auf 1. l. Mts.* auf Grundlage des Wortlautes des bestehenden Tarifes der übrigen geöffneten Häfen, ertheilt habe, ist Vormerkung genommen worden.

3. *Non retrouvé.*

3

E 20/151

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, L. Steiger,
au Président de la Confédération, J.M. Knüsel*

RP

Wien, 18. Januar 1866

Ich habe die Ehre, Ihnen den Empfang der geehrten Depesche von 10ten diess. M.¹ zu bestätigen, womit Sie mich beauftragen, die Frage der Ausführung der *Martinsbrucker-Strasse* wieder zur Sprache zu bringen und mit allem Nachdruck auf deren Erledigung zu dringen, sobald der Moment günstig erscheine.

Die Regierung von Graubünden schrieb mir unterm 23. v. Ms.², indem sie bemerkte, dass diese Frage in kurzer Zeit zur Verhandlung kommen werde, und sie mich deshalb ersuche, dieselbe zu ihren Gunsten kräftigst zu unterstützen. Bei meinem im Staatsministerium gemachten Nachforschungen erfuhr ich jedoch nichts, was diese Muthmassungen bestätigte und ich erwiederte ihnen daher, dass wenn Baron Mensshengen deshalb Versicherungen gegeben, so könnten sich dieselben nur auf meine Unterredung mit Graf Mensdorff vom 13. Novbr. beziehen, bei welcher sich derselbe sehr zu Gunsten der Schweiz ausgesprochen, jedoch die Verzögerung der Angelegenheit wegen der wichtigen internen Fragen entschuldigt habe. Ich hatte nun vor drei Tagen Gelegenheit, den Herrn Minister zu sprechen und ersuchte ihn auf das Dringenste, diese Frage sowol als auch die der Rhein-Korrektion endlich zu einem Abschluss zu bringen, da man bei dieser ewigen Verzögerung an einem guten Willen Österreichs immer mehr zweifeln müsste. Graf Mensdorff versicherte mich wiederholt, dass diess gewiss nicht der Fall sei, allein leider sei Österreich in einer so schwierigen finanziellen Lage, dass es bei der Frage der öffentlichen Bauten nur mit der grössten Oekonomie zu Werke gehen müsse; jedoch werde er diese beiden Fragen mit dem Herrn Staatsminister neuerdings besprechen. Wie ich bei meinen weiteren Nachforschungen erfahren, ist meine Note vom 18. Oktober³ bereits in Beantwortung, und die

1. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/70.

2. Cf. E 2200 Vienne 1/46.

3. Cf. E 20/151.

k. Regierung erklärt darin ganz offen, dass ihre finanzielle Lage es ihr im gegenwärtigen Augenblicke nicht erlaube, sich mit der Ausführung der Strasse zu befassen, dass sie jedoch an dem Projekte mit gleicher Wärme festhalte wie die Schweiz und der Weiterbau derselben ebenso sehr im Interesse Österreichs liege. Sobald ich die Note erhalten, werde ich sie unverzüglich mittheilen.

4

E 1001 (E) q 1/70

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Paris, J.C. Kern

Copie

L

Berne, 19 janvier 1866

A teneur de l'art. 14 du Traité de Commerce¹ entre la Suisse et la France, les droits à acquitter ad valorem pour les objets importés, doivent être calculés sur la valeur au lieu d'origine ou de fabrication de l'objet importé, augmentée des frais de transport, d'assurance et de commission nécessaires pour l'importation dans l'un des deux pays jusqu'au lieu d'introduction. A cet effet, l'importateur devra, indépendamment du certificat d'origine, joindre à sa déclaration écrite, constatant la valeur de la marchandise importée, une facture indiquant le prix réel, et émanant du fabricant ou du vendeur.

Les art. 15 et 16 et suivants du Traité mentionnent la manière de procéder si la douane n'est pas d'accord avec les déclarations de la valeur qui ont été faites.

Mais l'administration des douanes françaises donne à la disposition prémentionnée du Traité une interprétation qui change le sens et l'esprit proprement dit de cette disposition au grand préjudice des produits suisses, interprétation qui, en tout cas, ne doit pas être acceptée par la Suisse.

A l'art. 565 des instructions données aux fonctionnaires des douanes françaises, il est dit:

«La valeur à déclarer par l'importateur et celle sur laquelle doit porter le droit, est la valeur normale et régulière de la marchandise dans le pays de production, augmentée des frais ordinaires de transport, d'assurance, alors même que la marchandise n'aurait pas été assurée, et de commission jusqu'à son arrivée ou son débarquement, en d'autres termes, la valeur actuelle et réelle en France.»

Dans cette phrase, il existe une contradiction considérable, car la valeur de la marchandise, p. ex. à St-Gall avec augmentation des frais de transport jusqu'à Mulhouse, n'est certainement pas la valeur qu'elle a en France. Il est naturel que les fonctionnaires de la douane française, dans l'intérêt de leur fisc, s'en tiennent à la dernière phrase de ces instructions; en cela, ils laisseraient encore une protection notable aux produits français, au préjudice des produits suisses.

Maintenant, si l'importateur persiste dans sa déclaration de la valeur et demande l'évaluation, l'administration des douanes françaises fait, conformément à l'art. 18 du Traité, évaluer la marchandise par des experts, qui ensuite prennent

1. Cf. RO VIII, p. 211.

pour base le prix qu'elle a dans le pays, de sorte que souvent une plus-value de 10 à 15 pour cent est demandée. Si même l'expert désigné par le déclarant voulait maintenir la valeur déclarée, on peut compter avec certitude que le tiers arbitre serait un industriel français qui se placerait de nouveau au point de vue fiscal, respectivement protecteur des douanes, et pourrait facilement fixer la valeur 5 pour cent plus élevée que le chiffre de la déclaration indiquée, ensuite de quoi le producteur suisse serait encore puni d'une amende qui, comme on le sait, est très forte en France en pareil cas.

Si un tel mode de procéder devait continuer d'exister, il serait très difficile pour nos producteurs des articles dont il s'agit [*sic*] de concourir avec les producteurs français des mêmes articles en France, car il est évident que si lors de l'acquittement l'on prend pour base le prix du marché en France et qu'on y ajoute encore les frais de transport, d'assurance et de commission, cette mesure se qualifie d'exclusion proprement dite ou du moins de rabaissement considérable de nos produits sur le marché français, en faveur des produits français de même espèce.

En présence du texte positif de l'art. 14 du Traité qui ne parle exclusivement que de la valeur *qu'a l'objet à son lieu d'origine ou de fabrication*, augmentée des frais de transport respectifs et qui ne dit rien de la valeur en France, nous estimons que les négociants et industriels suisses qui se plaignent de ce mode de procéder de la douane française ont pleinement raison et qu'il est du devoir des autorités fédérales d'intervenir dans leur sens auprès du Gouvernement Français pour qu'il remédie immédiatement à cet inconvénient, en se fondant sur le texte clair du Traité.

Nous vous chargeons, en conséquence, Monsieur le Ministre, d'intervenir énergiquement auprès du Gouvernement Impérial pour que ce mode d'exécution, contraire au Traité de Commerce, soit convenablement modifié et notamment que l'instruction dont il s'agit aux fonctionnaires des douanes soit changée dans le sens demandé, conformément au Traité.

5

E 1004 1/64

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 16 février 1866*¹

713. Auslieferungs- und Handelsvertrag mit Dänemark.

Justiz- u. Polizeidepartement. Vortrag v. 15. diess.

Auf die Mittheilung des eidg. *Ministers in Paris* vom 13. v. Mts², dass der dänische Gesandte daselbst die Anfrage an ihn gestellt habe, ob er (:Hr. Kern:) ermächtigt sei, auf Unterhandlungen betreffend einen Auslieferungsvertrag einzutreten, worüber früher vorläufige Besprechungen zwischen dem Hrn. Bundes-

1. *Absent: K. Schenk.*

2. *Non reproduite. Cf. E 21/24511.*

präsidenten und Hrn. Staatsrath Fenger³ stattgefunden haben und auf das Gesuch des Hrn. Dr. Kern um Mittheilungen über den gegenwärtigen Stand der Unterhandlungen betreffend den Abschluss eines Handelsvertrages zwischen der Schweiz und Dänemark zu seiner Orientirung, ist nach dem Antrag des Departements beschlossen worden:

1. es sei Hrn. Kern vorläufig eine Abschrift des Berichtes des Hrn. Bundesrath Dubs vom 25. Februar a.p.⁴ über die mit Hrn. Staatsrath Fenger gepflogenen Unterhandlungen, sammt einer Abschrift der Beilagen 2, 7 u. 8 mitzuthemen, mit dem Beifügen, der Bundesrath sei nicht abgeneigt, die *Unterhandlungen mit Dänemark* wieder aufzunehmen, jedoch wünsche er vorher noch den Vertrag mit den Niederlanden⁵ in's Reine zu bringen, was in Bälde stattfinden dürfte. Aus dem beifolgenden Berichte könne Hr. Kern ersehen, auf welchem Punkte die Unterhandlungen mit Dänemark stehen geblieben seien. Es müsste ihm jedoch schon jetzt bemerkt werden, dass auf Vertragsbestimmungen über den Schuz des sogenannten geistigen Eigenthums nicht eingetreten werden könne. Es erscheine dem Bundesrathe auch nicht rathsam, förmlich mit Separatunterhandlungen über einen Auslieferungsvertrag zu beginnen, ehe man über das Ensemble der zu traktirenden Materien im Klaren sei, der Bundesrath gedenke daher, s.z. die Instruktionen im Zusammenhange zu behandeln und ersuche Hrn. Kern, bis dahin den Hrn. Gesandten, Grafen Moltke, zur Geduld zu verweisen.

3. *Conseiller d'Etat du Danemark.*

4. *Non reproduit. Cf. E 21/24511.*

5. *Cf. n° 10.*

6

E 53/126

*Le Ministre d'Italie à Berne, T. Mamiani,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

N¹

Berne, 27 février 1866

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, a reçu du Gouvernement Italien l'ordre de donner communication et de laisser à Son Excellence le Président de la Confédération Suisse, copie de la dépêche ci-jointe², touchant les déterminations, les vues et les intentions du Cabinet Italien sur le percement d'un tunnel à travers les Alpes helvétiques.

Le choix du Gouvernement Italien ayant été fixé sur le mont St-Gothard, le Ministre des travaux publics n'a point tardé à présenter aux Chambres Italiennes un projet de loi, dans le but de pourvoir au paiement des subsides indispensables à la réussite du projet. Le Gouvernement a, le 25 de ce mois, demandé au Parlement l'autorisation de concourir aux subsides, dans le cas où les autres pays intéressés ne refuseront pas d'y apporter aussi leur concours effectif.

1. *Cf. FF 1866/I, pp. 281—283.*

2. *Reproduite en annexe.*

Le soussigné, en exprimant à Son Excellence Monsieur Knüsel toute sa satisfaction pour les résultats favorables que promettent les décisions du Gouvernement Italien, et ne doutant pas d'un autre côté de l'intérêt que la Suisse ne manquera pas de témoigner à cette entreprise, saisit cette occasion de Lui renouveler les assurances de sa plus haute considération.

ANNEXE

*Le Président du Conseil des Ministres d'Italie, A.F. La Marmora,
au Ministre d'Italie à Berne, T. Mamiani*

L

Florence, 21 février 1866

Après vingt ans d'études et de discussions, auxquelles ont pris part, en Italie, en Suisse et en Allemagne, les Gouvernements et les particuliers, le Gouvernement du Roi vient de prendre une détermination finale, en conformité des conclusions d'une Commission compétente, sur le point qu'il convient de choisir pour le percement des Alpes suisses.

Tous les éléments techniques et économiques de la question sont en effet connus aujourd'hui sous toutes leurs faces, et au point où l'on est arrivé, loin d'avoir à craindre que la détermination prise pût être hâtive et peu mûrie, il fallait bien plutôt se préoccuper du tort que devait faire aux intérêts en cause la suspension indéfinie d'une question désormais vidée.

Il ne pouvait être question d'établir à travers les Alpes suisses une double voie, par exemple au Lukmanier et au Simplon, ni d'adopter pour passage unique le Simplon, qui aurait fait, pour ainsi dire, double emploi avec la voie du Mont-Cenis, où les résultats de dépenses et de travaux considérables assurent d'avance l'ouverture d'une communication directe entre le bassin du Pô et celui du Rhône.

C'est entre les passages qui aboutissent à la vallée du Rhin que nous avons à choisir. Ce choix, déterminé par les rapports longuement médités de la Commission spéciale instituée à cet effet en 1864, vient d'être fixé par le Gouvernement du Roi sur le passage du mont St-Gothard, le Splügen venant en seconde ligne, avec très peu de différence il est vrai, et le Lukmanier en troisième ligne. Le Gouvernement ayant pris cette détermination, sauf bien entendu l'approbation du Parlement, et étant décidé à y persister jusqu'à ce que l'inutilité de ces efforts soit démontrée, la question du Splügen est mise de côté. Les études faites au point de vue technique nous ont conduits également à une conclusion arrêtée en faveur de la convenance de ne s'occuper que du percement d'un long tunnel à la base du massif à franchir.

La détermination de ces deux points de départ doit avoir pour effet de concentrer dès à présent sur la réalisation pratique d'un projet de percement du St-Gothard tout ce que les intérêts engagés dans une si grande œuvre peuvent fournir de ressources effectives pour son accomplissement.

Vous devez à cet égard, Monsieur le Ministre, ne laisser aucun doute sur les vues du Gouvernement du Roi, et vous prononcer nettement dans le sens de la présente dépêche avec toutes les personnes qui s'occupent de la question du percement des Alpes helvétiques.

Nous sommes prêts à prendre notre part des charges de l'entreprise, dans la prévision où nous sommes que les autres intéressés en voudront prendre la leur; mais, si cette prévision ne se réalisait pas, nous ne pourrions à nous seuls donner suite à l'exécution d'une entreprise qui, par ses difficultés, comme par la grandeur des résultats qu'elle promet, appelle le concours de chacun des pays dont les communications s'en trouveraient améliorées.

Vous devez donc déclarer, en toute circonstance opportune, que nous verrions avec une véritable satisfaction le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, et le pays lui-même où vous résidez, prendre le plus tôt possible des résolutions, qui, je ne veux pas en douter, seront entièrement favorables, sur les subsides qui sont indispensables de leur part pour que le percement du St-Gothard vienne ouvrir enfin une communication entre l'Italie et les régions situées au Nord des Alpes suisses.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 12 mars 1866*¹

1085. Beschwerde i. S. des Handelsvertrages mit Frankreich.

Handels- u. Zolldepartement. Vortrag v. 9. diess.

Unterm 31. Januar a.c.² erhebt die Firma *Stahel u. Jäggli* in Winterthur Beschwerde über den in *Frankreich bestehenden Verzollungsmodus für Baumwollgarn*.

Auf Grundlage der vom schweiz. Minister in Paris in dieser Angelegenheit ertheilten Aufschlüsse ist nach angehörtem Bericht des Departements beschlossen worden, den Petenten eröffnen zu lassen:

Die Formalitäten, über welche man sich beschwere, hätten schon vor dem Abschlusse des Handelsvertrages zwischen der Schweiz u. Frankreich in ganz gleicher Weise wie jetzt bestanden. Damals sei aber nur die Einfuhr einiger weniger Garnsorten in Frankreich gestattet gewesen, während in Folge des Vertrages nunmehr alle Garnsorten nach Frankreich eingeführt werden können u. zwar zu Zollansätzen, welche, nach dem eigenen Zugeständniss der Petenten, den Handel nach Frankreich mit diesem Artikel ermöglichen. Freilich habe in den Verhandlungen über den Vertrag die lästige Einrichtung nicht beseitigt werden können, dass die Garnsendungen nur über gewisse Douanebüreaux eingeführt werden dürfen, deren Zahl eine sehr beschränkte sei; allein diese Einrichtung bestehe nicht etwa bloss gegenüber der Schweiz, sondern längs der ganzen Gränze von Frankreich.

Der Bundesrath befinde sich übrigens schon seit längerer Zeit in Unterhandlung mit der französischen Regierung, um zu erwirken, dass für den Handel nach Ober-Savoyen erweiterte Zolleinrichtungen getroffen werden möchten, und er hoffe, dass seine Bemühungen schliesslich von befriedigendem Erfolge sein werden.

Es sei übrigens die Eingabe der Petenten dem schweiz. Minister in Paris mitgetheilt worden als Beitrag zu den andern ähnlichen Beschwerden, in Folge welcher die Verwendung des Bundesrathes bei der französischen Regierung eingetreten sei.

Diese Verwendung könne indessen nur auf eine Vermehrung derjenigen Büreaux abzielen, auf welche die Befugniss zur Abfertigung gewisser Artikel, wie Garn und Gewebe, beschränkt sei. Die Anstrengung dieser Befugnisserteilung an sämtliche Douanebüreaux wäre absolut fruchtlos, weil nach den französischen Zolleinrichtungen unmöglich.

Der französische Zolltarif sei nämlich für die Garne, wie für die nach dem Werthe verzollbaren Gewebe so überaus komplizirt, dass zu diesen Verzollungen öfters Sachverständige beigezogen werden müssen. Die französische Zollverwal-

1. *Absent: C. Fornerod.*

2. *Non retrouvé.*

tung sei dadurch genöthigt, die Ertheilung der Abfertigungsbefugniss für diese Artikel auf solche Bureaux zu beschränken, die sich in Ortschaften befinden.

8

E 53/126

Le Comité du Gothard, à Lucerne, au Conseil fédéral

M

Luzern, 16. März 1866

Sie haben uns unter dem 5. d. die Abschrift einer Note¹ zustellen lassen, welche der Italienische Minister der auswärtigen Angelegenheiten unter dem 21. vor. Mts. an die Italienische Gesandtschaft der Schweiz zu Händen des Hohen Bundesrathes in Sachen der Alpenbahnfrage gerichtet hat. Indem wir uns zum Empfange dieser Mittheilung bekennen, ersuchen wir Ihre Hohe Behörde gemäss der Anleitung, welche Sie uns vermittelt Ihrer Schlussnahme vom 2. April 1864² gegeben haben, die nachfolgenden Eröffnungen an das Italienische Ministerium gefälligst gelangen lassen zu wollen:

«Die Schweizerische Gotthardvereinigung habe aus der Note des Italienischen Ministeriums vom 21. Februar l. J. mit grosser Befriedigung vernommen, dass die Königliche Regierung sich abschliesslich dahin entschieden habe, es könne vom Bau zweier Schweizerischer Alpenbahnen nicht die Rede sein u. ebensowenig könne der Simplon als die einzige Alpenbahn gewählt werden; es sei vielmehr die Verbindung des Po mit dem Rheinbecken anzustreben u. zu diesem Zwecke habe sich die Königliche Regierung für den Gotthard mit langem Tunnel entschieden, auf dessen Verwirklichung von nun an die Anstrengungen aller bei dem grossen Werke interessierten Theile zu concentriren seien; die Königliche Regierung sei bereit, ihren Theil zur Unterstützung der Unternehmung zu übernehmen, wenn dasselbe auch von Seiten der übrigen Beteiligten geschehe, u. sie sei entschlossen, auf diesem Entscheide zu Gunsten des Gotthard, durch welchen der Splügen und Lukmanier ausser Frage gestellt werden, zu beharren, so lange als nicht die Erfolglosigkeit ihrer Bestrebungen dargethan sein werde.»

«Die Gotthardvereinigung habe im Fernern Kenntniss erhalten von der Gesetzesvorlage des Italienischen Bauministeriums vom 25. Februar l. J., worin die Subsidien, welche Italien dem Gotthard im Belaufe von 56—57 Millionen Franken zuwenden will, genau bezeichnet u. an die Bedingungen geknüpft sind, dass von Seiten der ausseritalienischen Staaten u. Beteiligten ebenfalls Subsidien im Betrage von mindestens 35 Millionen Franken für den Gotthard decretirt werden.

Indem die Gotthardvereinigung ihre lebhafteste Freude über die Entscheidung der Königl. Italienischen Regierung u. die dadurch gewonnene Grundlage für die Verwirklichung der grossen internationalen Aufgabe ausdrücke, erlaube sich dieselbe, zu Händen des Italienischen Ministeriums die Gegeneröffnung zu machen,

1. Cf. n° 6, annexe.

2. Cf. E 1001 (E) q 1/63.

dass die Gotthardvereinigung sich in der Lage befinde, ihrerseits Subventionen für die Ausführung des Gotthardprojectes im Betrage von Fr. 15,050,000 anzubieten, unter der Voraussetzung, dass das im commerziellen Gutachten zu Grunde gelegte Tracé zur Ausführung gebracht u. dass ab Seiten einer Baugesellschaft hinlängliche Garantien für gehörige Durchführung des Unternehmens geboten werde. Von der Subsidiensumme von 15,050,000 Frkn. seien einzig 1,300,000 Fr. an Bedingungen geknüpft, bezüglich welcher jedoch, nach dem bisherigen Verlaufe der im Gange befindlichen sachbezüglichen Unterhandlungen zu schliessen, mit Zuversicht erwartet werden dürfe, dass dieselben in Bälde zur Erfüllung kommen werden. Die Gotthardvereinigung mache sich übrigens verbindlich, ihre Anstrengungen fortzusetzen, um noch weitere Subsidien in der Schweiz erhältlich zu machen.

Die Gotthardvereinigung erkläre sich endlich bereit, an internationalen Conferenzverhandlungen Theil zu nehmen, die den Zweck haben, auf den oben erwähnten Grundlagen eine Verständigung über die weitem Schritte, welche Behufs Verwirklichung des Gotthardprojectes im allgemeinen oder Behufs Festsetzung der Stellung der Subsidienbeiträge zu dem Unternehmen im Besondern zu thun sind, herbeizuführen u. es gewärtige die Gotthardvereinigung die diessfällige Einleitung ab Seiten des Italienischen Ministeriums in dem ihm hiezu geeignet scheinenden Zeitpunkte».

Indem wir Sie, Hochgeachteter Herr Bundespräsident, Hochgeachtete Herren Bundesräthe, noch ersuchen, die vorstehende Eröffnung dem Italienischen Ministerium mit möglichster Beförderung zur Kenntniss bringen zu wollen, benutzen wir den Anlass, Sie unserer vollkommensten Hochachtung zu versichern.³

3. *Note en marge du Chef du Département de l'Intérieur, K. Schenk, faite le 21 mars 1866:* «Das unterfertigte Departement stellt den Antrag an Herrn Minister Pioda in Florenz ein Schreiben nach folgendem Entwurfe zu erlassen: Die Königl. Italienische Gesandtschaft in Bern hat uns unterm 27. vor. Mts. die Abschrift einer Note des Ministers der auswärtigen Angelegenheiten zugestellt, in welcher dieselbe die von der Königlichen Regierung in Sachen der Alpenbahnen gefassten Entschliessungen eröffnet. Wir haben nicht ermangelt, diese Eröffnungen den Regierungen der Schweiz. Kantone und insbesondere auch dem Gotthardt Comite zur Kenntniss zu bringen und sind nun im Falle, Ihnen beiliegend eine Abschrift der der Antwort mitzutheilen, welche die schweiz. Gotthardtvereinigung uns hat zugehen lassen. Wir laden Sie ein, diese Antwort der Königlich italienischen Regierung mit möglichster Beförderung zur Kenntnis zu bringen und zugleich beizufügen, dass der Bundesrath gerne seiner Zeit die Entschliessungen der italienischen Regierung betreffend der schweizerischerseits für wünschbar und nothwendig erachtete internationale Konferenz entgegennehmen werde und auch bereit sei, an einer solchen sich vertreten zu lassen.» *Pour la décision du Conseil fédéral, cf. n° 13.*

*Le Ministre d'Italie à Berne, T. Mamiani,
au Président de la Confédération, J.M. Knüsel*

N

Berne, 17 mars 1866

Le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S. M. le Roi d'Italie, à l'honneur, d'après les ordres que le Gouvernement Italien lui a envoyés le 6 de ce mois, d'adresser la déclaration qui suit à Son Excellence Monsieur Knüsel, Président de la Confédération Suisse.

Le Gouvernement du Roi, en fixant son choix sur le Saint-Gothard comme le point le plus convenable pour le percement des Alpes Helvétiques, ainsi qu'il en a été fait part au Conseil Fédéral par la note de cette Légation du 27 Février passé¹, et en laissant de côté le Splügen jusqu'à ce que l'entreprise du Saint-Gothard soit jugée moins réalisable, n'a point été amené à cette détermination par la question préjudicielle soulevée autrefois contre ce passage par le Gouvernement fédéral, question, au contraire sur laquelle le Gouvernement du Roi juge opportun de faire les plus amples réserves.

Ce n'est pas que par la considération des avantages qui en résulteraient pour lui, selon les conclusions de l'enquête récemment instituée et dernièrement conclue, que le Gouvernement du Roi a été engagé à se prononcer pour le Saint-Gothard et à présenter au Parlement un projet de loi destiné à donner de l'impulsion à l'établissement d'un chemin de fer dans cette direction, dans le cas bien entendu où les autres pays intéressés voudront y concourir d'une manière efficace.

Mais si dès le commencement il sera démontré impossible [*sic*] d'obtenir le concours efficace de la part des pays transalpins, (sans que le Gouvernement du Roi doive s'intéresser, quant à la Suisse, si ce concours lui est offert par les Gouvernements des Cantons et par des corps moraux plutôt que par le Gouvernement fédéral), ou si après un certain temps on n'avait point atteint la somme de concours demandée par le Gouvernement Italien, dans ces cas, celui-ci réserve toute sa liberté d'action sur la question d'un chemin de fer destiné à relier les deux versants des Alpes, soit quant aux moyens les plus propres à protéger les intérêts italiens, soit quant au choix du passage.

1. Cf. n° 6.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 mars 1866

1234. Handelsvertrag mit den Niederlanden.

Handels- u. Zolldepartement. Vortrag v. 14. Dezember a. p.

Unter Bezugnahme auf den bundesrätlichen Beschluss vom 28. Juni a. p.¹ wodurch Hr. Bundesrath Frey-Herosé zum diesseitigen Abgeordneten zu den vom Niederländischen Generalkonsulate wieder eröffneten neuen Unterhandlungen über einen *Handelsvertrag zwischen der Schweiz und Holland* bezeichnet u. mit den nöthigen Instruktionen zu diesem Zwecke versehen wurde, erstattet der Hr. Abgeordnete Bericht über die Erfolge der seither zwischen den beiderseitigen Delegirten, stattgehabten zwei Konferenzen vom 4. Juli und 24. Oktober a. p. und der noch bestehenden Anstände, nämlich:

1. freie Ausübung des Cultus in Artikel 1;
2. Ausnahmsverhältniss der asiatischen Nationen;
3. Weglassung des Militärartikels.

Nach angehörtem Vorschlage des Departements und nach obgewalteter Diskussion ist als neue Instruktion für den diesseitigen Hrn. Abgeordneten beschlossen worden:

ad 1. sei der Artikel 1 des vorgelegten Vertragsentwurfes ähnlich zu fassen wie der betreffende Artikel im Vertrage mit Nordamerika², den Sinn ausdrückend, dass der Cultus innerhalb der bestehenden Landesgesetze und Übungen ausgeübt werden könne;

ad 2. sei der Artikel 4 des Entwurfes entsprechend demjenigen zu redigiren, der im belgisch-niederländischen Vertrag über diesen Gegenstand enthalten ist.

ad 3. sei der Militärartikel wegzulassen³.

1. Cf. PVCF E 1004 1/61, 2662.

2. Du 25 novembre 1850. Cf. RO V, pp. 189—213.

3. *Les négociations n'aboutirent à aucun résultat. Extrait d'une notice du Département du Commerce et des Péages, du 25 mai 1867: «Von Seite der Niederlande ist aber noch keine Antwort erfolgt, also auch keine Entscheidung getroffen worden. Es scheint um so weniger in der Stellung der Eidgenossen zu liegen, von einer solchen Entscheidung irgendeinen fernern Schritt zu thun, als der frühere Vertrag vom Jahre 1863 von der Bundesversammlung ratifizirt, dagegen von der niederländischen Kammer verworfen worden ist — ein Verfahren, dem man sich nicht zum zweiten Mal aussetzen darf. Aus den bei den Konferenzen gefallenen Äusserungen scheint hervorzu- gehen, dass die Niederlande gegenwärtig noch Bedenken tragen, einen Vertrag mit der Schweiz abzuschliessen, worin von der gegenseitigen Niederlassung die Rede sei, und worin nicht den Isrealiten die freie Ausübung ihres Gottesdienstes an jedem beliebigen Orte der Schweiz ausdrücklich garantirt wurde.» (E 21/24579).*

11

E 2300 Washington 3

*Le Consul général de Suisse à Washington, J. Hitz,
au Conseil fédéral*

R

Washington, 23. März 1866

Die Agitation über die Wiederherstellung des hiesigen StaatenBundes dauert unaufhörlich fort. Die Radikalen der Radikalen behaupten, die Sonderbundstaaten wären wirklich nicht im Bunde und irgend welche Bedingungen seien zum Wiedereintritt unausweichlich. Die alten Demokraten loben die Sonderbündler, reichen ihnen die Hand, hassen den Neger & wollen, dass nur der Weisse ein freier Mann sein solle. Die Conservativen, zu denen der Präsident zum Theil gerechnet werden kann, scheinen leider noch keine klare Politik zu befolgen. Sie behaupten wohl mit Recht, die südlichen Staaten wären immer als dem Bunde angehörend zu betrachten, aber wenn es dazu kommt, dem freigewordenen Neger auf Civil und politische Gleichheit mit den Weissen zu stellen, so theilt sich die Meinung auf die mannigfaltigste Weise. Ungeachtet es klar zu ersehen ist, dass dieses Land als Republik der Negerfrage nie wirklich ledig werden kann, bis das diesem hier nun einheimisch gewordene afrikanische Elemente, politisch & civilrechtlich mit der kaukasischen Race, auf ächt republikanische Weise, auf gleichen Fuss gestellt wird. Beilagen A geben einige Erläuterungen über hiesige Vorgänge in dieser Hinsicht. Die mit B. bezeichneten Beilagen beziehen sich auf eine Angelegenheit, die sich der Cantons-Rath von Baselland zu Schulden hat kommen lassen, und welcher dadurch der gesammten Schweiz hier bedeutenden Schaden zugefügt hat, & ist dem Schreiber dieses als Vaterlands Vertreter manches zu Ohren & zu Augen gebracht worden in letzter Zeit, das ihm höchst unangenehm & widerlich war. Nachdem man sich alles mögliche hat gefallen lassen, wirklich in finanzieller Hinsicht sich bedeutenden Nachtheil aussetzte, um dem Vaterlande in dieser Riesen-Republik Achtung zu verschaffen, auf die mannigfaltigste Weise suchte den Amerikaner für die Schweiz zu interessieren, so kommt auf einmal eine solche Verletzung aller Achtung von Seite einer schweizerischen Cantonsbehörde, die alles über den Haufen wirft, & man sich vor einem jeden Amerikaner schämen muss, ein Basler genannt zu werden. Ich habe leider die Erfahrung machen müssen, dass von schweizerischen Behörden Taugenichtse in Menge nach diesem Lande spedirt werden, ich hoffte jedoch, dass wirkliche Verbrecher, ja Mörder, mir wenigstens nicht durch Cantonsrätlichen Beschluss zur Obhut zugeschiedt würden. Die hiesige Presse und namentlich die deutsche macht grossen Lärm über solche Vorgänge wie die von *Martin Bader*¹; zudem ist der amerikanische Consul in Basel Herr A.L. Wolff kein besonderer Freund der Schweiz & als Zeitungscorrespondent wird er die Sache auch auszuposaunen wissen. Es war immerhin mein Wunsch, dahin zu wirken, Herrn Wolff irgendwo andershin versetzt zu sehen; jetzt wird dieses während den nächsten vier Jahren schwerlich geschehen können. Ich bedaure das Verfahren der basellandschaftlichen Can-

1. *Concernant le forçat Bader, cf. PVCF E 1004 1/65, 1574.*

tonsbehörde in dieser Sache, werde mir jedoch alle Mühe geben, den nachtheiligen Eindruck, den dasselbe gemacht hat, wieder zu verwischen, & hoffe die schweizerische Bundesregierung werde dafür sorgen, dass zukünftig wenigstens keine Verbrecher durch Behördenbeschluss nach dieser grossen Schwesterrepublik gesandt werden möchten. Die Masse der Schweizer hier, wenn selbst nicht die Amerikaner, sind jedenfalls einer solchen Beachtung werth.

12

E 1004 1/64

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 mars 1866¹

1292. Italienische Gesandtschaft, zweite Note betr. die Gotthardeisenbahn.

Departement des Innern. Randantrag.

Unter Berufung auf ihre Note vom 27. v. Mts.² betreffend die *Wahl des Gotthard für eine Alpeneisenbahn von Seite der italienischen Regierung*, mit Umgehung des Splügen, gibt die *italienische Gesandtschaft* sub 17. diess Namens ihrer Regierung die Erklärung³ ab, dass dieselbe bei fraglicher Wahl des Gotthard, mit Ausschluss des Splügen, für so lange bis der Gotthard-Pass für weniger ausführbar gehalten würde, nicht durch die früher von Seite der eidg. Bundesbehörde gegen diesen Pass erhobene präjudizirliche Frage, über welche die italienische Regierung vielmehr die gemessensten Vorbehalte mache, bestimmt worden sei, sondern sie sei nur durch die Rücksicht auf die Vortheile, welche ihr nach den Schlüssen aus der stattgehabten und nunmehr abgeschlossenen Untersuchung erwachsen dürften, dahin gekommen, sich für den Gotthard zu erklären und dem Parlament einen Gesetzesvorschlag zu unterbreiten zum Zwecke der Förderung einer Eisenbahn in dieser Richtung, für den wohlverstandenen Fall, dass die übrigen dabei beteiligten Staaten auf wirksame Weise dazu mitbeitragen würden. Wenn es sich aber von Anfang an ergeben sollte, dass es unmöglich wäre, von den transalpinischen Ländern eine kräftige Betheiligung zu erhalten (: wobei die Regierung keine Bedeutung darauf lege, ob diese Betheiligung von den Kantonsregierungen, moralischen Korporationen oder der Bundesregierung herflüsse :), oder wenn dieselbe nach einer gewissen Zeit den von der italienischen Regierung verlangten Betrag nicht erreichen würde, dieselbe sich alsdann die Frage über die Verbindung der beiderseitigen Alpenabhänge bezüglich der dafür geeignetesten Mittel zur Wahrung der italienischen Interessen durch die Wahl des Übergangspasses offen behalten müsste.

Nach Antrag des Departements wurde beschlossen: es sei der Gesandtschaft der Empfang dieser Note unter Resümirung des wesentlichen Inhalts derselben

1. *Absent: F. Frey-Hérosé.*

2. *Cf. n° 6.*

3. *Cf. n° 9.*

anzuzeigen, mit dem Beifügen, der Bundesrath anerkenne vollständig das freie Entschliessungsrecht der italienischen Regierung bezüglich der Frage, ob und unter welchen Bedingungen sie einem schweizerischen Alpenpasse Subsidien zuwenden wolle. Nachdem sie sich in erster Linie für den Gotthard erklärt, sei vorderhand für den Bundesrath auch keinerlei Grund vorhanden, in weitere Erörterungen über die Bedeutung des von ihr durch Artikel 8 des Vertrages zwischen der Schweiz und Sardinien vom 8. Juni 1851⁴, durch nachträgliche Erklärungen ausgedehnt auf das ganze Königreich Italien, übernommenen Engagements einzutreten. Immerhin erachte es der Bundesrath für seine Pflicht, der Erklärung der italienischen Regierung gegenüber auch die Rechte der Schweiz eventuell zu verwahren, damit ein diessfälliges Stillschweigen nicht zu irrigen Folgerungen Anlass gebe.

An die italienische Gesandtschaft⁵.

Mitteilung dieser Note, wie die erste, an die Kantone pr. Kreisschreiben⁶.

An das Gotthard-Komite in Luzern.

An St. Gallen zuhanden des Lukmanier-Komite.

4. Cf. RO II, pp. 411—413.

5. Reproduite en annexe.

6. Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/70.

ANNEXE

E 1001 (E) q 1/70

Le Conseil fédéral au Ministre d'Italie à Berne, T. Mamiani

N⁵

Berne, 26 mars 1866

Le Conseil fédéral a l'honneur d'accuser à Monsieur le Ministre d'Italie la réception de Sa note du 17 courant⁶, par laquelle Son Excellence, conformément aux ordres qu'Elle a reçus du Gouvernement Royal, a adressé au Conseil fédéral la déclaration que le Gouvernement du Roi, en fixant son choix sur le *Saint Gothard* comme le point le plus convenable pour le percement des Alpes helvétiques et en laissant de côté le Splügen jusqu'à ce que l'entreprise du Saint Gothard soit jugée moins réalisable, n'a point été amené à cette détermination par la question préjudicielle soulevée autrefois contre ce passage par le Gouvernement fédéral, question sur laquelle le Gouvernement du Roi juge opportun de faire les plus amples réserves. Que ce n'est que par la considération des avantages qui en résulteraient pour lui, selon les conclusions de l'enquête récemment entreprise et dernièrement close, que le Gouvernement du Roi a été engagé à se prononcer pour le Saint Gothard et à présenter au Parlement un projet de loi destiné à donner de l'impulsion à l'établissement d'un chemin de fer dans cette direction, dans le cas, bien entendu, où les autres pays intéressés voudront y concourir d'une manière efficace. Mais que si, dès le commencement il était démontré impossible d'obtenir le concours efficace de la part des pays transalpins, sans que le Gouvernement du Roi attache aucune importance, quant à la Suisse, à ce que le concours lui soit offert par les Gouvernements des Cantons et par des corps moraux plutôt que par le Gouvernement fédéral, ou que si après un certain temps on n'avait point atteint la somme de concours demandée par le Gouvernement italien, celui-ci se

5. Cf. FF 1866/I, pp. 395—396.

6. Cf. n° 9.

réserve, dans ces cas, toute sa liberté d'action sur la question d'un chemin de fer destiné à relier les deux versants des Alpes, soit quant aux moyens les plus propres à protéger les intérêts italiens, soit quant au choix du passage.

Le Conseil fédéral reconnaît complètement le droit de libre résolution du Gouvernement italien quant à la question de savoir si et à quelles conditions il veut appliquer des subsides à un passage à travers les Alpes suisses.

Le Gouvernement Royal s'étant déclaré en première ligne pour le Saint-Gothard, il n'existe pour le Conseil fédéral aucune espèce de motif d'entrer dans des discussions ultérieures sur la portée des engagements stipulés à l'article VIII du Traité du 8 Juin 1851 et étendus par des déclarations subséquentes à tout le Royaume d'Italie.

Quoi qu'il en soit, le Conseil fédéral croit de son devoir, en présence de la déclaration du Gouvernement italien, de réserver aussi éventuellement les droits de la Suisse, afin qu'un silence à ce sujet ne donne pas lieu à des déductions erronées.

13

E 1004 1/64

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 26 mars 1866*¹

1293. Gotthardkomite in Luzern, Eröffnung an die italienische Regierung
p^o. Gotthard-Eisenbahn.

Das *Gotthard-Komite in Luzern* bestätigt mit Zuschrift vom 16. I. Mts.² den Empfang des Hierseitigen vom 5. diess³ resp. der Abschrift einer Note der italienischen Gesandtschaft vom 21. v. Mts. betreffend die *auf den Gotthardpass gefallene Wahl eines Eisenbahnüberganges* über schweizerische Alpen und stellt mit Rücksicht auf die Bestimmungen der herwärtigen Schlussnahme vom 2. April 1864⁴, das Gesuch um Mittheilung seiner diessfälligen Eröffnungen an das italienische Ministerium.

Nach angehörtem Entwurfe des Departements betreffend ein diessfälliges Schreiben an die eidg. Gesandtschaft in Florenz, und nach obgewalteter Diskussion ist beschlossen worden:

1. es sei, entgegen dem Departementsentwurfe, resp. der Zusendung einer Abschrift von der Antwort des Gotthard-Komite, eine Zuschrift in eigener Redaktion des Bundesrathes an den schweiz. Minister in Florenz zu erlassen;

2. sei die Geneigtheit des Bundesrathes auszusprechen, dass er sich bei Konferenzverhandlungen, welche zwischen der Gotthardvereinigung und der italienischen Regierung für wünschenswerth erachtet werden sollten, vertreten lassen werde;

3. sei von dem Ausdrücke «international» und, dass «insbesondere» dem Gotthard-Komite von der Note Kenntniss gegeben werde, Umgang zu nehmen;

1. *Absent: F. Frey-Hérosé.*

2. *Cf. n° 8.*

3. *Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/70.*

4. *Cf. PVCF E 1004 1/57, 1290.*

4. sei die Redaktion der an Hrn. Pioda zu erlassenden Mittheilung dem Bundesrathe nochmals vorzulegen.

Endlich wurde noch beschlossen:

5. es sei die Frage an's Departement des Innern zur Begutachtung überwiesen, ob nicht die Kantone Tessin, Wallis, Graubünden u. Uri einzuladen seien, von allfälligen Konzessionen, die sie in Eisenbahnsachen zu ertheilen in den Fall kämen, dem Bundesrath Anzeige zu machen, damit letzterer sich bei den diessfälligen Unterhandlungen vertreten lassen könne.

Eine Zuschrift der Regierung von St. Gallen vom 23. diess⁵, womit sie das Verlangen stellt, der Bundesrath wolle jede Übermittlung der Kommunikationen des Gotthard-Komitee an die italienische Regierung so lange verschieben, bis auch sie sich in den Stand gesetzt sehe, ihrerseitige Mittheilungen zu machen, welche die Wahrung dortiger Interessen ihr zur Pflicht machen, wird dem Departement des Innern zur Vorlage einer zu ertheilenden Antwort überwiesen.

5. *Non reproduite.* Cf. E 53/126.

14

E 2/2074

*Le Consul de Suisse à New York, L. P. de Luze,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

Copie

R

New York, 10 avril 1866

J'ai reçu le 6 courant l'estimée lettre que vous avez bien voulu m'adresser le 14 Mars¹ dernier et m'empresse d'avoir l'honneur d'y répondre.

Par cette lettre, vous voulez bien me demander mon opinion s'il y aurait avantage et nécessité d'établir à New York une agence spéciale pour protéger les intérêts des émigrants suisses à leur arrivée, pour empêcher qu'ils soient trompés.

Je m'empresse de répondre avec franchise que je ne vois aucune nécessité à un établissement de ce genre à New York.

Lorsque les émigrants arrivent à New York, ils sont obligés de débarquer à un endroit nommé Castle Garden (un ancien fort), occupé par Messieurs les Commissaires d'Emigration, nommés par l'Etat de New York et dirigés par Mr. Bend Casserly — agent général de Messieurs les Commissaires — un homme expérimenté et qui je crois est un honnête homme. Le capitaine des navires important les émigrants est obligé de délivrer à Messieurs les Commissaires d'Emigration une liste de ses passagers désignant leur âge, profession et nationalité et de leur donner un rapport de ce qui s'est passé à bord de son navire, mentionnant les cas de naissance et de mort etc.

Les bagages des émigrants doivent être débarqués à Castle Garden, on les y examine, la douane devant être assurée que ces bagages ne contiennent pas des

1. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/70.

marchandises ou objets sujets à des droits de douane, et quand on y trouve de ces marchandises, l'émigrant doit payer les droits de douane. On met sur chaque objet de bagage une plaque en cuivre portant un numéro et on donne un double à l'émigrant qu'il doit délivrer en recevant sa propriété.

Ces bagages sont à Castle Garden *au risque* des émigrants et il est arrivé quelques fois qu'il y eût des vols ou de fausses délivrances et Messieurs les Commissaires d'Emigration prétendent qu'ils n'en sont pas responsables, ce qui est une *injustice*. Notre Société suisse de bienfaisance a une fois réclamé *juridiquement* paiement d'une somme assez forte, il s'agissait d'environ 4 à 500 \$ pour les objets volés ou perdus appartenant à un émigrant et *pas* délivrés à lui. Nous avons perdu le procès, mais ces cas sont rares.

Il existe à Castle Garden des agents des principales lignes de chemin de fer où les émigrants peuvent en toute sécurité prendre leurs billets de voyage pour l'intérieur du pays et de plus, ils y trouvent les moyens pour obtenir de nombreuses informations.

A Castle Garden, on permet à des maîtres d'auberges (reconnus honorables) d'entrer et de solliciter les émigrants d'aller à leurs hôtels à New York, mais tous les maîtres d'auberges n'ont pas ce privilège.

Dans les auberges pour émigrants, par ordre du maire de la ville de New York, il y a dans les salons un imprimé indiquant le prix des frais de pension, etc. — ordonné par le maire — de sorte que l'émigrant n'est plus à la merci des maîtres de ces auberges.

De plus, le Gouvernement des Etats-Unis a établi à New York un bureau spécial pour protéger les émigrants et pour leur procurer de l'ouvrage. Il est sûr que ce bureau peut souvent protéger les émigrants, mais quant à l'ouvrage à procurer, il ne remplit pas *entièrement* le but désiré et depuis quelque temps, il s'est contenté d'envoyer les émigrants dans les Etats du Sud où, on m'assure, ils sont mal traités et où du moins ils n'y sont pas contents, y étant traités un peu comme l'étaient autrefois les nègres et l'on les y paye irrégulièrement, mais ce défaut s'arrangera avec le temps. Il faut aussi avouer que si nous recevons beaucoup de braves gens parmi les émigrants, beaucoup aussi ne le sont pas et seront mécontents partout — et il n'y a pas grand mal que ces gens souffrent un peu et par là soient corrigés.

La plupart de nos émigrants suisses se dirigent dans l'intérieur du pays où ils ont des parents et des amis et quand ils viennent à mon bureau, je leur recommande toujours de partir de suite afin de ne pas dépenser leurs petits moyens dans les auberges à New York, où souvent ils aiment à rester pour s'y reposer des fatigues de quelquefois longs voyages de mer [*sic*].

Il en reste aussi à New York pour y exercer leur profession ou pour y être placés comme domestiques.

Mais généralement parlant, nos émigrants suisses ne conviennent pas pour être domestiques à New York, surtout dans nos familles respectables, ne connaissant pas l'anglais, ni le service requis ici.

Toutes les fois que les émigrants suisses viennent à mon bureau, je m'empresse naturellement de leur donner toute l'assistance en mon pouvoir, les aidant de mes conseils et si nécessaire les faisant accompagner par mon secrétaire pour le bien de leurs intérêts. *Mon bureau est souvent plein*, mais je voudrais qu'ils viennent plus souvent me demander conseil. Je regrette de devoir dire que souvent, ils viennent

à mon bureau seulement pour me demander assistance et argent, étant souvent expédiés par leurs communes pour s'en débarrasser, surtout des hommes *âgés* et *souvent des filles en état de grossesse*, ce qui est mal; naturellement, il n'est pas à supposer que tous ces pauvres gens, expédiés depuis la Suisse pour s'en débarrasser, puissent être assistés *pécuniairement* par notre Société suisse de bienfaisance ou par le Consulat et alors ils sont forcément envoyés dans nos hôpitaux quand ils sont malades ou dans la maison des pauvres jusqu'à ce qu'on puisse leur trouver de l'ouvrage.

Autrefois, il est souvent arrivé que beaucoup d'émigrants ont été trompés par des escrocs qui leur vendaient des faux billets de voyage pour l'intérieur du pays; c'était venu à un tel point que pour les protéger, les Présidents des principales sociétés de bienfaisance se sont réunis et ont pris conjointement un avocat pour faire punir ces escrocs; cela eut un tel bon effet que ce genre d'escroquerie n'existe plus.

Dans ce pays, tout se fait légalement et quand un homme est trompé, il faut faire un procès au fripon; cela est coûteux et de plus peut obliger le trompé de rester à New York pour être témoin, *[et]* cela est souvent impossible. Souvent quand on vient se plaindre à mon bureau, j'envoie la personne trompée au bureau du maire de New York qui peut dans de certains cas faire rendre justice de suite sans délai — mais moi *comme consul*, je n'ai *aucun pouvoir* à cet égard.

Enfin, Monsieur, je puis vous assurer que rarement nos émigrants sont trompés et quand ils sont trompés, c'est par leur faute et le seraient en Suisse aussi bien qu'à New York.

Les personnes qui peuvent avoir écrit pour recommander des bureaux d'agences suisses à New York l'ont probablement fait dans *leur intérêt personnel* pour obtenir une position et un salaire et peut-être par des gens que je nommerai des *Busy Bodies*, savoir des gens qui aiment faire du bruit et pour se mêler des choses qui ne les regardent *pas du tout*.

Mais je voudrais qu'on recommande en Suisse aux émigrants de venir *plus souvent* à mon bureau qui leur est toujours ouvert et où ils seront toujours amicalement reçus comme des *Landsman [sic]* et où ils trouveront toute assistance raisonnable et conseil amical.

Je finirai cette longue lettre en vous réitérant que je ne considère pas nécessaire d'établir à New York une agence spéciale pour nos émigrants suisses.

15

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, L. Steiger,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Wien, 27. April 1866

In meiner Depesche vom 22. d. M.¹ habe ich die Befürchtung ausgesprochen, dass wenig Hoffnung mehr zur Erhaltung des Friedens sei und als ich diese Zeilen geschrieben, war die Ansicht vollkommen richtig, denn meine Berichterstatter, die aus dem Staatsministerium kamen, zweifelten vollkommen an dem guten Willen Preussens, zu entwaffnen. Die von dem Kaiser direkt unternommenen Versuche haben bis jetzt zu keinem Resultate geführt, denn Preussen wird die besten Versicherungen geben, allein, es wird nicht entwaffnen. Österreich hat in den 2 Tagen an die Aufrichtigkeit dieser Versicherungen geglaubt, allein ich glaube nicht, dass man hier mit grosser Energie bei der Entwaffnung vorgehen wird, und die heute Telegr. Depesche der norddeutschen allgemeinen Zeitung, dass Preussen eine Armirung gegen Italien als Kriegsfall ansehen müsste, dürfte doch dem Blindesten endlich die Augen öffnen. Preussen ist zu weit gegangen, es will den Krieg und wird Österreich früher oder später dazu treiben. Die schwankende unhaltbare Politik, welche Graf Mensdorff seit 3 Wochen befolgt, kann Österreich vor Ausbruch des Krieges in eine unheilvolle Krisis bringen. Dass Baron Werther wegen der Bewaffnung in Italien eine Note an Graf Mensdorff übergeben habe, ist bis jetzt in den dipl. Kreisen nicht bekannt.

1. Non reproduite.

16

E 2200 Florence 1/7

*Le Président de la Confédération, J. M. Knüsel,
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda*

L

Bern, 6. Mai 1866

Der Bundesrath hat mit Interesse von Ihren letzten Berichten über die kritische politische Situation Kenntniss genommen u. ich kann Sie nur ersuchen, uns recht fleissig von allem Bericht zu geben, was Sie an geeigneter Quelle erfahren können. Die schweizerische Neutralität könnte bei einem Ausbruch der Feindseligkeiten zwischen Italien und Österreich leichter in Gefahr kommen, als Sie sich vorzustellen scheinen. Die Benutzung schweizerischen Gebietes zu einem Einfall ins Welschtyrol von Seite italienischer Streitkräfte oder umgekehrt v. österreichischem Militär auf italienisches Gebiet behufs Umgehung der feindlichen Positionen liegt gar nicht ausser dem Bereich der Möglichkeit, wovon Sie bei näherer Besichtigung der Karte sich überzeugen werden. Es können uns daher Truppenaufstellungen und Bewegungen nicht gleichgültig sein. Diese wenigen Andeutun-

gen mögen Ihnen genügen, um Ihr Augenmerk auch nach dieser Seite zu richten. Ihren fernern fleissigen Berichten mit Vergnügen entgegensehend [...].

17

E 53/126

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud au Conseil fédéral

M

Lausanne, 7 mai 1866

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 23 avril¹ dernier, par laquelle, à l'occasion de la publication d'une note que nous aurions adressée, de concert avec le Haut Etat du Valais, à Monsieur le Général La Marmora, Président du Conseil des Ministres de sa Majesté le Roi d'Italie, au sujet de la question du passage des Alpes par un chemin de fer, vous nous rappelez les dispositions de l'article 10 de la Constitution fédérale et vous nous invitez à vous renseigner au plus tôt sur la réalité du fait de l'envoi de ladite note et sur les motifs qui nous ont engagés à faire cette démarche.

Cette lettre nous met dans l'obligation de rappeler quelques faits, que vous semblez avoir perdus de vue, en nous invitant à nous conformer à l'article 10 de la Constitution fédérale.

Ensuite des conférences tenues à Lucerne, les 8 Août et 28 Septembre 1863, entre les délégués des Cantons intéressés au passage des Alpes par le St. Gothard et de deux Compagnies de chemins de fer, un concordat fut conclu entre ces Etats et les Compagnies, et un Comité fut formé pour représenter les Cantons et les Compagnies concordataires dans les démarches à faire en faveur du passage du Gothard.

A cette occasion, les Gouvernements des Etats de Glaris, Appenzell, St. Gall, Grisons, Vaud, Valais et Genève crurent devoir, dans un mémoire² rédigé à la suite d'une conférence tenue à St. Gall le 14 Septembre 1863, attirer l'attention du Haut Conseil Fédéral sur les conséquences que pourrait avoir pour la Confédération la ligne de conduite adoptée par les Cantons partisans du St. Gothard, mais le Conseil Fédéral décida que la Convention du 28 Septembre 1863 n'avait rien de contraire aux droits de la Confédération et des autres Cantons, et il s'empessa de notifier cette décision aux Gouvernements des Royaumes d'Italie, de Baden, de Wurtemberg, de Bavière et d'Angleterre.

Les prévisions exprimées par les Etats exclus de la conférence de Lucerne ne tardèrent cependant pas à se réaliser.

On apprit bientôt, en effet, que le Comité du St. Gothard était entré en négociation directe, au nom des Cantons qu'il représentait, avec des Gouvernements et des Ministres d'Etats Etrangers, en vue d'obtenir des subsides pour le passage des Alpes.

1. Non reproduite, cf. E 1001 (E) q 1/71.

2. Cf. E 53/125 Band I.

Ces démarches étaient-elles conformes aux dispositions de la Constitution fédérale? C'est ce que nous n'avons pas à examiner en ce moment, mais ce que nous tenons à constater, c'est qu'alors que les journaux favorables à l'entreprise du Gothard enregistraient les succès obtenus dans ces négociations à Florence, à Carlsruhe et même à Berlin, nous n'avons point appris que le Conseil Fédéral ait rappelé les Etats, au nom et au profit desquels elles avaient lieu, au respect de l'article 10 de la Constitution.

Cependant ces démarches du Comité du St. Gothard prirent bientôt un caractère tel, que les Etats intéressés à d'autres passages des Alpes se virent aussi dans l'obligation d'agir de leur côté.

En effet, dans des mémoires publiés par ce Comité et remis aux Gouvernements, dont il réclamait des subsides, ainsi qu'à la Commission chargée par celui de S. M. le Roi d'Italie de préavis sur la question du passage des Alpes, on alléguait que le St. Gothard était le seul passage possible, le seul qui pût donner satisfaction aux intérêts et aux besoins de l'ensemble de la Confédération et qu'à ce titre il pouvait seul prétendre à une subvention fédérale, que la zone à laquelle il devait profiter comprenait non seulement les Cantons concordataires, mais encore ceux de la Suisse Occidentale, partisans d'un passage par le Simplon; que ce dernier passage devant nécessairement être éliminé du débat, ces Etats donneraient leur concours au passage du St. Gothard, de préférence à celui du Lukmanier, etc.

Nous crûmes devoir, pour ce qui nous concerne, réfuter ces assertions. Nous fîmes, en conséquence, publier, avec l'approbation de notre Grand Conseil, un écrit sur le passage des Alpes dans lequel étaient exposés les avantages d'un passage par le Simplon, combiné avec un passage au travers des Alpes Grisonnes, sur le passage unique du St. Gothard, et nous décidâmes de faire remettre cet écrit au Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, alors occupé de l'examen de la question du passage des Alpes, avec un mémoire destiné à combattre les allégations concernant l'intérêt, et le concours possible du Canton de Vaud à l'entreprise du Gothard.

Nous aurions pu sans doute, à l'exemple des Cantons partisans du St. Gothard, faire remettre directement ces documents au Gouvernement Italien par les soins d'un Comité ad hoc, ou par des délégués spéciaux, mais il nous parut plus conforme à l'esprit, si ce n'est à la lettre de la Constitution fédérale, de réclamer à cet effet les bons offices du Haut Conseil Fédéral.

Nous lui demandâmes, puisqu'il s'agissait d'une communication à un Gouvernement étranger sur un objet que l'article 9 de la Constitution a réservé à la souveraineté Cantonale, de nous prêter son entremise, à teneur de l'article 10 de la Constitution, pour faire parvenir les pièces dont il s'agit au Gouvernement Italien.

Cette demande fut adressée au Conseil Fédéral le 8 Décembre 1865³.

Le mois de Décembre tout entier s'écoula sans qu'aucune nouvelle officielle nous parvînt au sujet de cette affaire; nous apprîmes seulement par les feuilles publiques que sur une interpellation du Comité du St. Gothard, le Conseil Fédéral

3. Cf. E 53/126.

avait jugé à propos de lui donner connaissance, sinon du texte même de notre mémoire au Gouvernement Italien, du moins de la substance de cette communication.

Enfin le 5 Janvier 1866, alors que nous devons croire notre mémoire parvenu depuis longtemps à sa destination, nous reçûmes votre réponse datée du 29 Décembre 1865⁴, à notre demande du 8 du même mois. Cette réponse consistait en un refus de transmettre à Florence l'écrit pour le passage des Alpes imprimé par ordre du Gouvernement Vaudois, en nous laissant le soin de la faire parvenir nous-mêmes, et en véritable fin de non-recevoir pour ce qui concernait le mémoire adressé par nous au Gouvernement Italien.

Sur notre nouvelle demande du 10 Janvier 1866⁵, de vouloir bien transmettre ce mémoire à son adresse, ou de nous le retourner, le Haut Conseil Fédéral, en nous le renvoyant par son office⁶, reçu le 9 Février suivant, prétendit que l'article 9 de la Constitution fédérale, qui réserve aux Cantons le droit de négocier avec les Etats Etrangers sur les questions purement économiques, n'était pas applicable au cas dont il s'agit, et qu'il estimait d'ailleurs avoir le droit de formuler, suivant ses convenances, les communications pour lesquelles ses bons offices étaient requis à teneur de l'article 10.

Après vous avoir fait observer que cette interprétation de l'article 10 de la Constitution fédérale ne tendait à rien moins qu'à donner à l'Autorité exécutive de la Confédération le pouvoir d'annihiler, cas échéant, les droits attribués aux Cantons par l'article 9 de la Constitution, nous dûmes protester contre la manière de voir du Haut Conseil Fédéral et déclarer vouloir maintenir en cette affaire pour le Canton de Vaud les droits que les Etats confédérés se sont réservés aux articles 3 et 5 de la Constitution.

Mais pendant ce temps, la question du passage des Alpes avait marché en Italie grâce aux efforts du Comité du St. Gothard, qui continuait à agir directement à Florence au nom des Cantons Confédérés, réunis en conférence à Lucerne; la Commission instituée à cet effet par le Gouvernement Italien avait présenté son rapport et le Gouvernement venait de se décider à soumettre au Parlement des propositions favorables à l'entreprise du St. Gothard. Nos observations sur cette question qui auraient pu parvenir à Florence avant cette décision, si elles eussent été transmises immédiatement par le Conseil Fédéral, risquaient d'arriver trop tard. Nous jugeâmes donc qu'il n'y avait pas de temps à perdre, et, après nous être mis d'accord à cet effet avec le Gouvernement du Haut Etat du Valais, nous fîmes remettre par un délégué:

1. à MM. les Présidents du Sénat, de la Chambre des Députés du Royaume d'Italie, un certain nombre d'exemplaires de l'Écrit imprimé sur le passage des Alpes, pour être distribués aux Membres du Parlement avant la discussion sur les propositions du Gouvernement Italien;

2. à son Excellence le Général La Marmora un mémoire, dont nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint un exemplaire imprimé pour copie.

Nous avons choisi le Général La Marmora comme étant la personne la mieux

4. Cf. E 1001 (E) q 1/69.

5. *Non reproduite.*

6. *Du 29 janvier/7 février, non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/70.*

placée pour recevoir cette communication concernant le passage des Alpes par une voie ferrée.

Nous ajoutons que par notre office du 7 Avril⁷ écoulé, resté jusqu'à ce jour sans réponse, nous vous avons adressé une nouvelle communication destinée à être transmise par voie diplomatique au Gouvernement de sa Majesté le Roi d'Italie et que nous avons toujours fait appel à votre intermédiaire pour nos rapports officiels avec ce Gouvernement.

Nous osons espérer que les explications que nous venons d'avoir l'honneur de vous donner, vous paraîtront complètes, satisfaisantes et nous prions le Haut Conseil Fédéral de recevoir l'assurance que le Conseil d'Etat du Canton de Vaud a toujours pris pour règle de conduite le respect de la Constitution fédérale et qu'il s'abstiendra dans l'avenir, comme il l'a fait jusqu'à ce jour, de toute démarche, qui ne serait pas justifiée par les dispositions précises de cet acte constitutionnel, pour lequel le peuple Vaudois a récemment témoigné le plus ferme attachement.

7. Non reproduit. Cf. E 53/126.

18

E 2/463

Proposition du Président de la Confédération, J. M. Knüsel, au Conseil fédéral

Bern, 9. Mai 1866

Die Verwicklungen zwischen Österreich, Preussen & Italien haben einen solchen Grad erreicht, dass eine friedliche Ausgleichung, trotz den noch fortdauernden Vermittlungsversuchen, kaum mehr zu hoffen ist. Ja, die Verhältnisse entwickeln sich der Art, dass eine grosse Wahrscheinlichkeit vorliegt, der Krieg werde in nächster Zeit ausbrechen, ob im Norden Deutschlands oder an der österreichisch-italienischen Grenze die ersten kriegerischen Aktionen vor sich gehen werden, ist schwer vorauszusehen, da dieses von Verabredungen abzuhängen scheint, die uns nicht näher bekannt sind. Ist der Krieg aber einmal losgebrochen, so werden voraussichtlich die deutschen Bundesstaaten sofort in denselben verwickelt & Frankreich wird kaum lange müssiger Zuschauer bleiben.

In dieser ernstesten Lage der Dinge tritt an uns die Frage heran, welche Haltung & Stellung die Schweiz einzunehmen habe. Vor allem uns liegt es ausser Zweifel, dass die Schweiz vermöge ihrer politischen Stellung & der Bedürfnisse & Anschauungen des Schweizervolkes auf eine strenge & loyale Neutralität hingewiesen wird, welche wir auch bei Ausbruch eines Krieges nebst der Integrität unseres Landes mit allen zu Gebote stehenden Kräften vertheidigen sollen. Im Jahr 1859 bei dem damals zwischen Italien & Frankreich einerseits u. Österreich andererseits bevorstehenden Kriege hat der Bundesrath diese Neutralität feierlich proklamiert¹ & hievon den Character der Wiener Verträge, den süddeutschen Staaten & Sardinien mittelst diplomatischer Notifikationen Kenntniss gegeben.

1. FF 1859/I, pp. 520—521.

Die Bundesversammlung hat dieses Vorgehen sehr am Platze gefunden & ausdrücklich gutgeheissen. Damals stund ein voraussichtlich zu lokalisierender Krieg vor der Thüre, während jetzt Kriegseignisse in Aussicht stehen, die einen weit ausgedehnten & allgemeinen Character anzunehmen drohen & bei welchen die Stellung der Schweiz eine ausgesetztere & schwierigere werden dürfte.

Es muss nun die Frage aufgeworfen werden, ob der Bundesrath wie im Jahr 1859 eine feierliche Neutralitaetserklärung erlassen soll. Das politische Departement verneint diese Frage aus folgenden Gründen. Alle Staaten wissen, dass die Schweiz in solche Kriege sich nicht mischt & man wird sie auch diesmal nicht im Verdacht haben, dass sie irgend ein geheimes Bündniss mit einer andern Macht eingegangen habe. Aber nicht nur hat die Schweiz, wie jeder andere selbständige Staat, das Recht gegenüber den Kämpfen anderer sich neutral zu verhalten, sondern die Urkunde der Mächte vom 20. November 1815 enthält neben der Anerkennung der Neutralitaet auch die Gewährleistung der Integrität & Unverletzbarkeit des schweizerischen Gebiets, was eine Gewährleistung der Neutralitaet selbst in sich schliesst. So lange die Schweiz also in dieser neutralen Stellung verfahren will, braucht sie keine besondern Erklärungen zu erlassen. Wichtiger als die Garantie der Mächte & eine blossе Proklamation der Neutralitaet unter Anrufung der Wienerverträge ist die Kundgebung eines kräftigen & entschlossenen Willens, die Nichteinmischung & die Unverletzlichkeit unseres Gebietes mit allen uns zu Gebot stehenden Mitteln aufrecht zu erhalten. Eine nöthigenfalls eintretende & den Umständen angemessene Grenzbesetzung wird den kriegführenden Mächten unsern Entschluss der Wahrung einer strengen Neutralitaet weiter besser zeigen & unsern Ernst beurkunden als eine diplomatische Notifikation. Im Jahr 1859 scheint man zu einer Notifikation an die Garantie Mächte vorzüglich deswegen gekommen zu sein, weil man in der Neutralitaetserklärung den Mächten zur Kenntniss bringen wollte, dass die Eidgenossenschaft auch von dem ihr nach den europäischen Traktaten zustehenden Rechte der Besetzung der neutralisierten Gebietstheile von Savoyen Gebrauch machen wolle. Die darauf eingelangten Antworten sprachen sich sehr befriedigt über die Erklärungen des Bundesrathes aus, der König von Sardinien bezeugte namentlich seine Freude, dass die Eidgenossenschaft nöthigenfalls die durch internationale Stipulationen ihr auferlegten Verpflichtungen in den neutralisierten Provinzen erfüllen wolle & war zu dem sofortigen Zusammentritt beidseitiger Commissarien zur Regelung einiger Punkte bereit. In dieser Zusammenkunft suchte der sardische Abgeordnete durch allerlei Schwierigkeiten eine Regelung zu verhindern. Warum? Hat sich bald hernach gezeigt & es ist hier nicht der Ort weiter darauf einzutreten.

In diesem Moment ist aber keine Veranlassung vorhanden, auf die Savoyer Frage zurückzukommen & auch andere Gründe zu einer feierlichen Neutralitaetserklärung liegen, wenigstens in diesem Augenblick, nicht vor. Das politische Departement schlägt Ihnen daher vor, dermalen v. einer solchen Erklärung an die Mächte Umgang zu nehmen.

Dagegen sieht es sich veranlasst, Ihnen folgende Anträge zu stellen.

1. Es sei dem Militärdepartement der Auftrag zu ertheilen, mit den angemessenen Vorbereitungen einer Truppenaufstellung, soweit dieses noch nicht geschehen sein sollte, sich ernstlich zu beschäftigen & diessfalls nöthige Anträge jeweiligen d. B. R. rechtzeitig vorzulegen.

2. Das Finanzdepartement soll dem Bundesrathe einen Bericht abstaten über den Bestand der für diese ausserordentlichen Zweke verfügbaren Gelder & einen Vorschlag hinterbringen, wie die allfällig weiter erforderlichen Geldmittel nöthigenfalls am besten beschafft werden könnten.

3. Das Finanzdepartement soll im fernern beförderlichst über die vorhandenen Vorräthe von Schiesspulver & von Rohmaterial für die Pulverfabrikation Bericht erstatten.

4. Die Kantone Tessin & Graubünden sind einzuladen, über ihre Massnahmen an der Grenze den Bundesrath fortwährend unterrichtet zu halten².

Das sind die Vorschläge, die das politische Departement Ihnen heute vorzulegen hat. Bei weiterer Entwicklung der Verhältnisse wird das Departement Ihnen jeweilen die durch die Umstände gebotenen Vorlagen machen, soweit dieselben vom politischen Departement auszugehen haben.

2. *Adoptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 9 mai 1866. Cf. PVCF E 1004 1/65, 1933.*

19

E 2300 Florence 1

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Florence, 9 mai 1866

J'ai reçu, ce matin, votre lettre du 6¹, qui s'est croisée avec mon rapport du 5². J'ai été immédiatement chez le Ministre de la Guerre lui exposer comme quoi des mouvements de troupes aussi formidables ayant lieu à notre frontière, il ne pouvait pas m'être indifférent d'être renseigné sur les dispositions qui, sans aucun doute, ont été données pour éviter tout inconvénient à notre frontière.

Le Général Pettinengo m'a déclaré qu'il ne voyait aucun danger, si la guerre éclatait, pour la frontière suisse. Au reste, il n'y aura dans cette guerre que des troupes régulières, les volontaires — sous le commandement de Garibaldi étant assimilés en toutes choses à l'armée — et surtout pour la discipline. Le Ministre ajouta que la troupe avait plutôt été éloignée de la frontière ces jours-ci.

On ne peut guère mettre en doute la loyauté de ces déclarations. Mais, à côté de cela, je conçois que la guerre a des nécessités et des entraînements qui dominent les volontés même les plus droites et les plus fermes.

Aussi, je crois qu'au moment donné, l'Autorité fédérale prendra ses précautions.

Le décret pour la formation des bataillons de volontaires a paru. Ils sont assimilés aux militaires de l'armée régulière, sauf la durée du service qui est limitée à une année. Aucun individu devant faire partie de l'armée ne peut s'engager parmi les

1. Cf. n° 16.

2. *Non reproduit.*

volontaires. Il y aura, dit-on, un dépôt à Côme, et l'autre à Ancône. Le Parlement a voté, ce soir, la loi donnant au Gouvt le droit de supprimer les journaux qui, malgré un premier avertissement, publieraient les mouvements des troupes, et d'imposer un domicile forcé aux individus contre lesquels il y aurait des motifs fondés pour admettre qu'ils sont dangereux à la sécurité de l'Etat. Crispi a été le rapporteur de la Commission, et a emporté la moitié de la gauche de manière que la minorité se réduisit à 48 voix, sur 251. La Chambre sanctionna ensuite, presque sans discussion, la défense d'exportation — à la frontière autrichienne — de foin, de la paille, de l'avoine, du salpêtre et des chevaux. Il n'y eut que 11 boules noires.

Il y a un temps de répit. Il est évident qu'on parle d'un congrès, auquel l'Italie ne se refuse point, à la condition de ne pas désarmer.

On évalue à 400'000 les hommes sous les armes.

La séance du Corps législatif français, dans laquelle Mr. Thiers semblait avoir entraîné tous les esprits dans sa haine contre la Prusse et contre l'Italie, avait naturellement produit une désagréable impression; elle a été effacée par le discours de l'Empereur au Maire d'Auxerre.

Ce n'est pas qu'ici on désire le concours de la France. Au contraire, on a l'ambition et l'espoir de réussir par la seule entente avec la Prusse, mais on serait alarmé de ne pas avoir les sympathies du Gouvt Français.

20

E 2/463

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, L. Steiger, au Président de la Confédération, J. M. Knüsel

R

Wien, 13. Mai 1866

Ich bin im Besitze Ihrer geehrten Zuschrift vom 7ten¹ dieses Monates, worin Sie mich auf die Gefahren aufmerksam machen, welche für die Schweiz erwachsen können, wenn deren Neutralität von den Kriegführenden Mächten nicht respectirt werden sollte. Ich bemerkte Herrn Grafen Mensdorff, den ich zu einer Besprechung bitten liess, dass die Schweiz sich nunmehr bezüglich ihrer Neutralität sicher stellen müsse; sie werde wie bisher an der Aufrechthaltung derselben auf das strengste fest halten, hoffe jedoch auf Reciprocität von Seiten der Grossmächte. Graf Mensdorff erwiederte «ich bitte Sie Herrn Bundespräsidenten zu sagen wie sehr er über die loyalen Ansichten desselben erfreut sei übrigens sei ihm die herrliche Haltung welche Österreich im Jahre 1859 an der Schweiz bewundern konnte noch im besten Gedächtniss.»

Was nun die verschiedenen Corps, welche und was für Gränzen dieselben besetzen werden, anbetrifft, so ist dies zu bestimmen von Seite der Corps Comandanten und das Ministerium werde nicht in der Lage sein, darüber eine entscheidende Auskunft ertheilen zu können. Eines könne jedoch Österreich in vorhinein versi-

1. *Non retrouvée.*

chern, dass es die Neutralität der Schweiz streng respectiren werde. Ich glaube, hochgeachteter Herr, dass die Antwort des Grafen Mensdorff vollkommen befriedigen dürfte.

21

E 2/463

*Le Ministre d'Autriche à Berne, F. von Mensshengen,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

N

Vertraulich

Villa Seebühl, [Thoune], 18. Mai 1866

Über die vertrauliche Unterredung¹, welche der Schweizerische Geschäftsträger zu Wien, in Euer Excellenz Auftrag, kürzlich in Betreff der Stellung des österr. Kaiserthumes gegenüber der drohenden Kriegs Gefahr mit Seiner Excellenz dem Kaiserlichen Herrn Minister des Äussern gepflogen hatte, unter der gleichzeitigen Zusage der strengsten Neutralität Seitens der Eidgenossenschaft, so wie über die ihm hierauf mündlich ertheilte Erwiderung hat der Herr Graf Mensdorff unterm 14. d. M. ein Reskript an mich erlasen, damit ich in gleichem Sinne mich äussern könne.

Bei der Wichtigkeit des Gegenstandes wird es dem hohen Bundes Rathe erwünscht sein, den Wortlaut dieser Depesche² zu vernehmen. Ich gebe mir deshalb die Ehre, das Original als *confidentielle* Mittheilung hier anzuschliessen, indem ich Euer Excellenz ersuche, es mir baldthunlichst hierher nach Thun zurückzuschicken. Der Inhalt dieses Schriftstückes ist ein neuer Beleg des Vertrauens, womit das kais. österr. Cabinet gerne jederzeit dem hohen Bundes Rathe entgegenkömmt.

Ich würde es ganz besonders verdanken, wenn Euer Excellenz die Gewogenheit haben wollten, mich zu unterrichten, ob und in wiefern die gestern in den öffentlichen Blättern besprochenen eventuellen Vorsichts-Massregeln des hohen Bundesrathes zur Sicherstellung der Schweizer Grenzen wirklich beabsichtigt werden. Meine Allerhöchste Regierung würde dieselben mit Vergnügen getroffen sehen.

1. Cf. n° 20.

2. *Extrait de la dépêche, envoyée de Vienne en Suisse*: « Vos derniers rapports m'informent qu'on commence à se préoccuper en Suisse des éventualités de guerre et de mesures de précaution que le Gouvernement pourrait se trouver appelé à prendre, afin de préserver la neutralité du territoire helvétique. M. le Chargé d'Affaires de Suisse a été chargé par le Président de la Confédération de m'entretenir confidentiellement du même sujet. D'après ce que m'a dit M. Steiger, son Gouvernement se montre fort désireux de remplir strictement ses obligations internationales, ainsi qu'il l'a déjà fait en 1859. »

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Florence, 20 mai 1866

Causant ce matin au Ministère des Affaires étrangères avec le secrétaire général Cerrutti, l'on m'apprit que des avis de Berne faisaient supposer imminente la prohibition de la sortie des chevaux, en ajoutant que cette mesure serait prise ici en très mauvaise part. Le secrétaire général fit appeler le secrétaire particulier du Général La Marmora, qui confirma le dire de Mr. Cerrutti. Je fis observer que si le Conseil fédéral jugeait à propos de décréter la défense en question, le motif ne pourrait être puisé dans un sentiment d'hostilité ou de partialité, mais tout simplement dans les besoins de service de notre armée. Mais que, d'après les nouvelles données par les feuilles publiques, le Conseil fédéral a cru que jusqu'à présent la mesure invoquée n'est pas justifiée et a, par conséquent, refusé de la prendre.

Le discours tomba ensuite sur la déclaration faite par le Ministre des Affaires étrangères de l'Empereur d'Autriche à notre Chargé d'Affaires à Vienne¹, portant que la neutralité de la Suisse serait respectée par le Gouvernement autrichien, et l'on eut l'air de s'étonner d'un pareil acte, vu que la neutralité de la Suisse est hors de cause.

L'on me donna sur ce point les plus grandes assurances surtout en ce qui regarde le canton du Tessin.

Je passai, sur leur invitation, une heure après (d'autres personnes se trouvant chez lui dans ce moment) chez le Général La Marmora, qui me confirma que la neutralité de la Suisse s'entendait de soi-même et que le Gouvernement italien la respectait sans aucun doute, pourvu, ajouta-t-il, que tout le monde en fasse autant.

Je le priai de m'expliquer cette dernière phrase, attendu que si quelqu'un violait la neutralité de la Suisse, je ne pouvais y voir un droit pour les autres d'en faire autant. Il répliqua: «Je ne dis pas que si quelqu'un violait la neutralité, nous la violerions aussi; je dis seulement qu'on ne sait pas alors ce qui pourrait arriver.» Avant de finir sur ce chapitre, je crus devoir ajouter que la Suisse entendait bien que l'on respectât sa neutralité, mais qu'elle entendait aussi la faire respecter elle-même. Le Général répondit qu'il n'en doutait pas.

Il aborda alors le chapitre de la défense de la sortie des chevaux en montrant beaucoup d'humeur. Je répétais ce que j'avais dit au secrétaire général, sans qu'il parut être bien persuadé.

L'impression de ces pourparlers est que rien ne fait présager qu'on ne veuille pas respecter notre neutralité, mais qu'on serait très irrité d'une défense ou aggravation du commerce des chevaux. Comme l'Autriche ne s'approvisionne pas en Suisse, m'a-t-on dit, la défense ne peut être dirigée que contre l'Italie. Si vous pou-

1. Cf. n° 20.

viez me donner quelques enseignements et explications sur ce point, cela pourrait être très utile.

Le Capitaine de vaisseau d'Amico a quitté le secrétariat général du Ministère de la Marine pour rejoindre à Tarente l'Amiral Persano, en qualité de Chef de l'Etat-major général.

23

E 1004 1/65

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 23 mai 1866

2171. Florenz, Minister, Telegramm, Pferdeausfuhrzollerhöhung betr.

Mit Telegramm von 21. diess.¹ meldet der eidg. *Minister in Florenz*: der erhöhte *Pferdeausfuhrzoll* in der Schweiz habe beim Ministerium und Publikum Aufregung erzeugt, da derselbe noch vor der Kriegserklärung erfolgt sei, obschon abgeschlossene Käufe ausgenommen seien. Die vom Präsidium hierauf ertheilte telegraphische Rückantwort², dahin lautend: Mehrere Kantonsregierungen und höhere Offiziere haben dem Bundesrath erklärt, dass wenn dem Austritt der Pferde nicht Einhalt geboten werde, die Kantone die nöthige Anzahl Pferde zur Armee nicht mehr stellen können, dieses der Grund der Massregel, welche eine allgemeine ist. Alle Pferde, welche vor Erlass der Schlussnahme gekauft waren, können noch ausgeführt werden. Man habe in Italien keinen Grund, sich über diese Massregel zu beklagen, die einzig im Interesse unserer Armee gefasst wurde und nothwendig war. Wollen Sie die gehörigen Aufklärungen geben — ist genehmigt worden.

2172. Florenz, Minister, Pferdeausfuhrzoll, Neutralität der Schweiz betr.

Mit Depesche vom 20.³ diess berichtet der eidgenössische *Minister in Florenz* 1. von einer Unterredung mit dem Ministerpräsidenten General Lamarmora über die *Pferdeausfuhrzollerhöhung*, welche grossen Unwillen erregt habe und worauf Herr Pioda Auskunft ertheilte;

2. betreffend die *Neutralität der Schweiz*, so verstehe sich diese von selbst und die italienische Regierung werde sie ausser allem Zweifel respektiren, sofern dies allseitig geschehe. Diesen Ausdruck habe er auf Befragen dahin erläutert, es wolle nicht gesagt sein, dass wenn die schweizerische Neutralität verletzt würde, dies von Italien auch geschähe, sondern nur, dass man nicht wissen könne, was dannzumal begegnen könnte. Herr Pioda habe erwidert: die Schweiz erwarte allerdings, dass ihre Neutralität respektirt werde, sie gedenke dieselbe aber auch selbst respektiren zu machen.

1. *Non reproduit. Cf. E 2/463.*

2. *Du 21 mai 1866, non reproduite. Cf. E 2 /463.*

3. *Cf. n° 22.*

Es ist hievon Vormerkung genommen und beschlossen worden, den schweizerischen Repräsentanten mitzuthemen, dass man von der Neutralitätszusicherung Notiz nehme; sie möchten jedoch zu verstehen geben, dass den betreffenden Armeeführern diesfällige Ordre ertheilt werde.

An die schweiz. Repräsentanten in Florenz, Wien u. Paris.

24

E 1001 (E) q 1/71

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern

Copie

L

Bern, 23. Mai 1866

Unsere diplomatischen Vertreter in Österreich und Italien, als den gegenwärtigen politischen Konjunkturen zunächst mitbetheiligten Staaten haben in jüngster Zeit mit den betreffenden Herrn Ministern der auswärtigen Angelegenheiten die Stellung der Schweiz gegenüber den in Aussicht stehenden Eventualitäten besprochen¹ und dabei, wie sich von selbst versteht, die unbedingte Aufrechterhaltung der schweizerischen Neutralität in den Vordergrund gerückt.

Von beiden Ministern wurden die beruhigendsten Zusicherungen ertheilt, indem ausdrücklich erklärt ward, dass die Neutralität der Eidgenossenschaft in loyaler Weise solle beachtet werden. Wir haben darauf unsere Vertreter zur Abgabe derjenigen Erklärung² eingeladen, die wir hier in Abschrift folgen lassen, mit der Direktion, davon auch dem französischen Herrn Minister des Äusseren Kenntniss zu geben und ihm an der Hand derselben die Gesichtspunkte zu entwickeln, von denen aus wir das Wesen der schweizerischen Neutralität auffassen, die wir unsererseits unter waltenden Umständen in loyalster Weise aufrecht zu erhalten entschlossen sind.

ANNEXE

E 1001 (E) q 1/71

Le Conseil fédéral aux Légations de Suisse à Vienne et Florence

Copie

L

Bern, 23. Mai 1866

[...] Wir laden Sie ein, dem Herrn Minister zu eröffnen, dass wir von dieser loyalen Erklärung Vormerkung genommen haben und die zuversichtliche Erwartung hegen, es werden im Hinblick auf diese Kundgebung an die Armeekommandanten diejenigen Weisungen erlassen werden, die mit jener Erklärung im Einklange stehen und welche die Sicherung der Integrität des schweizerischen Gebietes zum Zwecke haben. Hinwieder werde die Schweiz eine ebenso loyale und aufrichtige Neutralität zu beobachten und gegen Jedermann festzuhalten mit aller Entschiedenheit und mit allen ihr zu Gebote stehenden Mitteln in guten Treuen bestrebt sein, und die Behauptung dieses Standpunktes unter den jezigen politischen Konstellationen als ihre eigenste Aufgabe erfassen.

1. Cf. n° 20 et n° 22.

2. Reproduite en annexe.

Indem der Schweizerische Bundesrath diese Anschauungen und Absichten mit allem Freimuth darzulegen sich beeile, müsste er sich anderseits nicht minder volle Freiheit des Handelns vorbehalten, wenn das schweizerische Gebiet irgend verletzt, wenn überhaupt die feierlich proklamirte und ebenso bestimmt zugesicherte Neutralität der Eidgenossenschaft verkümmert oder missachtet werden wollte.

25

E 2/463

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

R

Confidentiell

Paris, 24. Mai 1866

Bei der Wichtigkeit, welche die gegenwärtige politische Situation speziell auch für die Schweiz hat (mit ihrem an die kriegsbereiten Mächte angrenzenden Gebiete), fand ich mich bewogen, heute als an dem gewöhnlichen Audienztag mich auf das Cabinet des Ministers des Äussern zu begeben. Unter Hinweisung auf dieses Interesse der Schweiz ersuchte ich Herrn Drouyn de l'Huys mir bezüglich der Frage des Kongresses u. der Situation überhaupt, diejenigen renseignements zu geben, welche mir immer mit der Diskretion vereinbar seyen. Ich bemerkte ihm einleitend «ich mache es mir um so mehr zur Pflicht, von Zeit zu Zeit meiner Regierung über die Lage der Dinge Bericht zu erstellen, als je nach Umständen die Schweiz im Fall seyn werde, alle diejenigen militärischen Massregeln zu treffen, welche sie zu Wahrung ihrer völkerrechtlichen Stellung für nothwendig u. zweckmässig erachte. Ich wisse, dass gerade gegenwärtig eine besondere Commission für Vorbereitung allfällig nothwendig werdender Massregeln nach Bern einberufen sey u. es liege hierin für mich ein Grund mehr, meine Regierung *so zuverlässig als möglich* über die Situation zu unterrichten.» Solche renseignements zu erhalten, sey der einzige Zweck meines heutigen Besuches. Drouyn de l'Huys antwortete mir im Wesentlichen folgendes: «Er sey mit Vergnügen bereit, meinem Wunsche zu entsprechen. Nachdem im Jahr 1863 der vom Kaiser gemachte Vorschlag zu einem Kongress verworfen worden, sey es nicht in der Aufgabe der französ. Regierung gewesen, zu einem Congresse die Initiative zu ergreifen. Bei der *allgemeinen* Stimmung zu Gunsten des Friedens, die vielfach laut geworden, habe aber die franz. Regierung nicht ermangelt, jeden Anlass zu benutzen, um zu Gunsten der Erhaltung desselben ihren Einfluss geltend zu machen; u. nachdem sowohl England als Russland Geneigtheit geäußert haben, an Conferenzenberathungen im Interesse der Erhaltung des Friedens theilzunehmen, habe auch die französische Regierung ihre Bereitwilligkeit zu solchen Verhandlungen zu erkennen gegeben. Man habe sich nach dem Vorschlag einer von ihm entworfenen Note unter England, Russland & Frankreich verständigt, diejenigen Mächte, welche zum Kriege sich vorbereiten, zu einer solchen Konferenz nach Paris einzuladen. Die Form sey folgende: Eine identische Note, hier vereinbart, werde von den Kabinetten von London, Petersburg & Paris ihren politischen Agenten in Florenz, Berlin, Wien u. Frankfurt übermittelt werden. Die Leztern werden bei dem betreffenden Minister des Äussern gemeinsam eine Audienz ver-

langen, diese identische Note mittheilen u. in dieser Weise Italien, Östreich, Preussen u. den Deutschen Bund einladen, an solchen Conferenzberathungen Theil zu nehmen. Die Fragen, welche in der Note, die gewissermassen das Programm zur Conferenz bilde, bezeichnet seyen, seyen folgende: Venetien, die Elbherzogthümer u. die Reform des Deutschen Bundes. Wenn drei Grossmächte solche Vorschläge machen, so dürfe man annehmen, dass es ihnen mit Erhaltung des Friedens Ernst sey, u. dass die zum Kriege rüstenden Mächte sich daher wohl besinnen werden, ihren Vorschlägen einen «refus» entgegen zu setzen. Auch habe er allen Grund zu glauben, dass die Conferenz wirklich zu Stande komme. Ob es ihr denn wirklich gelingen werden, die im Konflikte liegenden gewichtigen Interessen auszugleichen, darüber kann u. dürfe er sich natürlich kein Urtheil anmassen. Man dürfe aber jedenfalls nicht übersehen, dass die Wünsche für Erhaltung des Friedens in Europa *so allgemein u. so entschieden* sich geltend machen, dass es schon ein grosser Schritt zur Erhaltung desselben sey, Zeit zu gewinnen, wie diess das Zustandekommen der Konferenz nothwendig mit sich bringe. Jeder Tag, welcher den Ausbruch der Feindseligkeiten hinausschiebe, sey ein Gewinn für die Friedenspolitik, welche die drei Mächte bei ihrem Vorschlag geleitet habe. Er begreife es sehr wohl, wenn auch die Schweiz sich für alle Eventualitäten bereit halte, glaube aber nicht im entferntesten, dass ihrer Neutralität von irgend einer Seite her Gefahr drohe. Was speziell die Stellung Frankreichs zur Schweiz betreffe, so kann er nur bestätigen, was von der kaiserlichen Regierung wiederholt schon der Schweiz gegenüber erklärt worden sey; dass Frankreich die schweizerisch. Neutralität nicht nur selbst achten werden; sondern dass Frankreich nie zugeben könnte, dass sie von irgend einer Macht je gefährdet würde. Er sey aber fest überzeugt, dass der Schweiz von keiner Seite Gefahr drohe.»

Ich verdankte Herrn Drouyn de l'Huys diese mir gemachten Mittheilungen & fügte noch bei: «Ich theile zwar ebenfalls die Ansicht, dass der Schweiz zur Zeit von keiner Seite Gefahr drohe. Unter allen Umständen aber würde die Schweiz mit der grössten Entschiedenheit u. Opferbereitschaft ihre Stellung, ihre völkerrechtliche Position nach jeder Seite hin zu wahren entschlossen seyn. In Berücksichtigung ihrer geographischen Lage sey es daher die Bundesregierung sowohl den Interessen des Landes als auch der öffentlichen Meinung schuldig, für alle Eventualitäten rechtzeitig die nöthigen Vorbereitungen zu treffen. Ich sey überzeugt, dass sie, ohne durch präzipitirtes Versprechen allzufrühe unsere Finanzkräfte zu compromittiren, immerhin zur rechten Zeit diejenigen Massregeln vorbereiten werde, welche den jeweiligen Umständen angemessen seyen.» Es blieb mir gerade noch die erforderliche Zeit übrig (in dem ich der erste war der heute ins Kabinet trat, da noch kein Ambassador eingetroffen war), Ihnen gedrängt über diese Unterredung mit dem Minister des Äussern, der gerade aus den Tuilerien gekommen war, noch mit *heutiger* Post berichten zu können. Wenn auch, was ich voraus annehmen konnte, Drouyn de l'Huys über die Stellung, welche Frankreich je nach Umständen einnehmen werde, gänzlich hinweg gegliitten ist, so war mir doch lieb, von ihm selbst zu erfahren, ob das Zustandekommen des Kongresses (da aber keine Souveräne erscheinen werden, so ist es eigentlich nur eine *Konferenz*) wirklich so ziemlich als gescheitert angesehen werden könne. *Offiziell* hat man natürlich von den kriegsbereiten Mächten noch keine Zusage, da ja die identische Note von Paris erst heute, von London morgen, und von

Petersburg (wie Drouyn beiläufig sagte) vermuthlich erst übermorgen abgehen wird. Aus den Äusserungen v. Drouyn war aber doch der Schluss zu ziehen, dass die drei Mächte nach officiösen Mittheilungen annehmen, dass der Einladung zur Conferenz werde entsprochen werden.

Im Vorzimmer traf ich mit Nigra zusammen. Er ist, wie es ihm seine Stellung gebietet, begreiflich, sehr rükhaltend. Doch erklärte er sehr bestimmt: «ohne Venetien zu erhalten, könne u. werde Italien nicht entwaffnen.» Überhaupt scheint man einverstanden zu seyn, dass während der Conferenz die Mächte ihre Bewaffnung festhalten, od. nach Umständen noch ergänzen können.

Wenn auch die Conferenz zu Stande kommt, so bezweifle ich in hohem Grade, dass sie zum Ziele, dh. zur Erhaltung des Friedens führe. Welches ist die Compensation, die man Östreich für Venetien sichern kann? Immerhin ist es aber nicht ausser Acht zu lassen, dass Zeitgewinn unter Umständen doch in so fern auf die Situation influiren kann, als nach allen Berichten im preussischen Volke zu Stadt u. Land die Stimmung *gegen* den Krieg, wie sie längst da war, immer mehr zu manifestiren sich wagt. Was anfänglich mehr glimmte, trit allmählich klarer hervor. Wenn irgend wo noch ein Element liegt, dass der Erhaltung des Friedens förderlich ist, so scheint diess gerade dort, in der Stimmung des preussischen Volkes gesucht werden zu müssen. Noch füge ich bei, dass keine Rede davon ist, dass die drei neutralen Mächte irgend einen bestimmten Vergleichsvorschlag aufzuzeigen beabsichtigen.

26

E 2/463

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Paris, 26. Mai 1866

Es freut mich, aus Ihrer verehrten, so eben erhaltenen Zuschrift¹, womit Sie mir mittheilen, welche Direktionen Sie den Vertretern der Schweiz in Wien u. Florenz betreffend die künftige Haltung der Eidgenossenschaft ertheilten, entnehmen zu können, dass die Art und Weise wie ich mich in der Audienz bei Drouyn de L'Huys lezten Donnerstag ausgesprochen habe (cf Rapport v. 24. Mai)², im vollständigsten Einklang ist mit den von Ihnen meinen Collegen ertheilten Instruktionen. Ich bemerke noch, dass ich schon 8 Tage früher beabsichtigte, ganz zu gleichem Zwecke u. in gleichem Sinn eine Audienz bei Drouyn de L'Huys zu verlangen u. nur darum dieselbe nicht schon damals ausführen konnte, weil am Donnerstag morgen (den 17ten d. M.) ein Circular vom Chef des Staatrats bei mir eintraf, mit der Anzeige, der Minister des Äusseren könne an diesem Tage keine Audienzen ertheilen. Es fanden damals gerade die Besprechungen statt mit den Ambassadoren v. Wien, London u. Berlin betreffend das Programm zur Confe-

1. Cf. n° 24.

2. Cf. n° 25.

renz. Meine Erklärung gegenüber Drouyn de L'Huys, nachdem ich ihm Anlass gegeben hatte, auch über die Neutralitätsfrage sich vernehmen zu lassen, ist fast wörtlich übereinstimmend mit Ihrer Instruktion v. 23. Mai¹, indem ich nämlich demselben erwiederte nach Entgegennahme seiner Zusicherung: «Unter allen Umständen ist die Schweiz entschlossen, mit der grössten Entschiedenheit u. Opferbereitwilligkeit ihre völkerrechtliche Position *nach jeder Seite* hin zu wahren.»

Ich werde nun nicht ermangeln, Ihre seit Abgabe dieser Erklärung mir zugekommene Depesche³ an Steiger und Pioda ihrem ganzen Inhalte nach am ersten ordentlichen Audienztag Herrn Drouyn de L'Huys zur Kenntniss zu bringen. Ich halte es für sehr wichtig, auch Frankreich gegenüber von seiner mir gemachten Erklärung, dass es die Neutralität achten werde, etc gehörig Akt zu nehmen. Eine solche Zusicherung jezt, vor dem Ausbruche des Krieges, hat für uns um so mehr Bedeutung, weil sie von einer Macht kommt, deren Chef laut u. bei jedem Anlasse sich dahin ausspricht: «Les traités de 1815 sont déchirés, je les déteste» u. dgl.

Es schiene mir daher zweckmässig, wenn Sie mir eine Depesche schreiben würden, wesentlich dahin lautend: dass Sie mit Befriedigung von diesen Äusserungen (Zusicherungen) des Herr Drouyn de L'Huys betreffend die Achtung der Neutralität der Schweiz Kenntniss genommen haben u. eben so einverstanden seyen betreffend der Erwiederung bezüglich der Haltung, welche die Eidgenossenschaft im Fall eines Krieges einzunehmen entschlossen sey etc.. Die Depesche wäre so zu halten, dass ich solche Herrn Drouyn de L'Huys in ihrem ganzen Inhalte vorlesen könnte. Die Zusicherung von Drouyn de L'Huys in *offizieller* Stellung erhält durch ein solches auf eine Depesche der Bundesregierung basirtes Aktnehmen von derselben eine erhöhte Bedeutung, als wenn nur ein wörtlicher Austausch zwischen ihm u. mir statt findet. In einer so kritischen Zeit, am Vorabend eines Krieges, dessen Folgen kein Sterblicher zu ermessen vermag, scheint mir, sei ein solches Aktnehmen von der gegebenen Zusicherung nicht zu unterlassen, gegenüber dem mächtigsten unserer Nachbarn, der wohl nicht sehr lange nur eine beobachtende Stellung nach begonnenem Kampfe innehalten wird.

Wenn Sie diese Ansicht theilen, so möchte ich Sie bitten, eine solche Depesche so frühzeitig an mich abgehen zu lassen, dass ich am nächsten ordentlichen Audienztag davon Gebrauch machen kann, in dem die Mittheilung Ihrer Depesche vom 23sten Mai hiezu einen sehr guten Anlass bietet. Sie sollte daher am *Dienstag* oder spätestens am Mittwoch v. Bern abgehen. (Zuweilen erhalte ich Ihre Briefe erst am Nachmittag.)

In Ergänzung meines am Audienztag noch abgefassten Rapportes v. 24. d. M. füge ich heute noch bei: dass obwohl Drouyn, wie begreiflich, doch sich den Anschein geben musste, als halte er etwas auf den bevorstehenden Conferenzverhandlungen, ich denn doch aus seiner ganzen Haltung den Schluss ziehen durfte, dass seine Äusserungen mehr einer gewissen diplomatischen Convenienz, als einer bestimmten Überzeugung zuzuschreiben seyen. Offenbar hegt auch er grosse Zweifel über einen wirklichen Erfolg dieser diplomatischen Démarche in extremis. Ich war vorgestern Abend in einer Soirée bei Lord Cowley u. konnte sowohl aus seinen Äusserungen wie aus denjenigen verschiedener Collegen mich

3. Cf. n° 24, annexe.

überzeugen, dass die Zweifel, die ich über die Möglichkeit eines glücklichen Erfolges der Conferenz in meinem letzten Berichte geäußert habe, fast überall getheilt werden. Ja, nicht selten lassen sich Stimmen hören, die sehr bezweifeln, dass höchsten Ortes eigentlich ein solcher Erfolg ganz aufrichtig angestrebt werde!

Noch füge ich zum gleichen Rapporte ferner bei, dass wenn ich ihn als «confidentiell» überschrieben habe, ich damit mehr andeuten wollte, dass ich nicht wünsche, dass die Mittheilungen, wie sie mir Drouyn de L'Huys machte, in die Öffentlichkeit übergehen, indem er sonst nur rükhaltender würde bei künftigen Audienzen. Dagegen kommt mir nun doch vor, nachdem die Neutralitätszusicherungen wie sie in Unterredungen mit den Ministern in Wien u. in Florenz erfolgten, aus dem Bundesrathe bereits auch in die öffentlichen Blätter übergegangen sind, so dürfte in gleicher Weise eine kurze Erwähnung der auch v. Frankreich erhaltenen Zusicherung nicht ausser Wege seyn. Doch stelle ich diess ganz Ihrem Ermessen anheim. Es ist die Lage Frankreichs in so fern *nicht die gleich* wie diese v. Oesterreich u. Italien, weil ja Frankreich sich selbst auch als *neutrale* Macht erklärt. Aus diesem Grunde ist vielleicht besser noch zuzuwarten, bis ich Herrn Drouyn Ihre für Wien u. Florenz bestimmte Depesche werde zur Kenntniss gebracht haben, wo er sich nochmals zu erklären geeigneten Anlass findet. Ich rathe daher, letzteren Zeitpunkt noch abzuwarten; so ferne Sie nämlich überhaupt eine Depesche im oben angegebenen Sinn an mich abgehen zu lassen für angemessen erachten.

Ein angesehener Industrieller aus der Schweiz, der in den letzten Wochen ganz Deutschland u. einen Theil Oesterreichs bereiste, bestätigte mir heute vollkommen die Stimmung, wie sie von verschiedenen Seiten geschildert wird. In *Oesterreich* überall grosse Begeisterung für den Krieg, unsäglicher Hass gegen Preussen. In Sachsen sei die Stimmung etwas getheilt; sehr entschieden für die Beustsche Politik in der Masse des Volkes; mehr für Friedenspolitik u. für mögliche Vermittlung bei den Industriellen u. bei den höhern Classen.

In *Preussen* *durchgängig* sehr gedrückt; grosser Missmuth gegen die Bismarcksche Politik u. gegen König. Nicht bloss hie u. da, sondern an sehr vielen *Orten* Ausbrüche des Unwillens der Zurückgebliebenen, wenn die Wehrpflichtigen in den Bahnhöfen nach den Dépôts abgeführt werden. Ganz zuverlässige Männer haben ihm erklärt, die erste Niederlage, welche ein preussisches Korps von den Oesterreichern erleiden würde, könnte gar leicht zum offenen Ausbruch der so stark vorherrschenden Missstimmung führen. Er selbst habe wiederholt aus Reihen v. preussischen Wehrpflichtigen den Ruf «Es lebe Oesterreich» angehört.

Ich wollte nicht ermangeln, als Beitrag zur Stimmung über diese heute morgen erhaltenen Privatmittheilungen diese Notizen dem obigen Rapporte noch beizufügen.

Die Zustimmung auch Oesterreichs zur Conferenz ist als gesichert anzusehen. Auch versicherte man mich gestern Abends des Bestimmtesten, im ersten Entwurf des Programms von Drouyn sey auch das *pouvoir temporel* des Papstes aufgenommen gewesen, auf Begehren Englands und Russlands aber gestrichen worden. Auch der Punkt wegen Venedig wurde im Sinn von Oesterreich milder redigirt.

27

E 1004 1/65

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 mai 1866

2238. Neutralitätsfrage.

Mit Depesche vom 26. diess¹ berichtet der eidg. *Minister in Paris* unter Bezugnahme auf Hierseitiges vom 23. diess², betreffend die *Neutralitätsfrage der Schweiz* in den gegenwärtigen politischen Verhältnissen, dass ihm von Hrn. Drouyn de L'Huys die Zusicherung gegeben worden sei, dass Frankreich die Neutralität der Schweiz achten werde, Hr. Kern halte aber dafür, dass ihm der Bundesrath eine Depesche zustellen sollte, welche er dem Hrn. Minister ihrem ganzen Inhalte nach vorlesen könnte, um eine förmliche offizielle Erklärung resp. Zusicherung von Seite Frankreichs zu erhalten; die Depesche müsste wesentlich dahin lauten: der Bundesrath habe mit Befriedigung von diesen Äusserungen (Zusicherung des Hrn. Drouyn de L'Huys betreffend die Achtung der Neutralität der Schweiz) Kenntniss genommen und er sei mit Erwidern seines Gesandten bezüglich der Haltung, welche die Eidgenossenschaft im Falle eines Krieges einzunehmen entschlossen sei usw., einverstanden. Wenn der Bundesrath dieser Ansicht beitrete, so müsste die Depesche spätestens nächsten Mittwoch von Bern abgehen, damit in der nächsten Audienz beim Minister davon Gebrauch gemacht werden könnte.

Es ist beschlossen worden, für einmal mit einer diessfälligen Erwidern an Hrn. Dr. Kern noch zuzuwarten.

1. Cf. n° 26.

2. Cf. n° 24.

28

E 2300 Paris 19

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel

RP

Paris, 7. Juni 1866

Ich komme so eben aus dem Ministerium des Äussern u. beeile mich, noch heute über die Audienz, die ich bei Drouyn de L'Huys hatte, Bericht zu erstatten.

Ihrem Auftrage gemäss gab ich dem Herrn Minister Kenntniss von derjenigen Depesche, welche Sie unterm 23. Mai¹ an Herrn Pioda u. an Herrn Steiger adressirt haben betreffend Beobachtung stricter *Neutralität* bei dem in Aussicht stehenden Kriege.

Ich las Herrn Drouyn de L'Huys eine französische Übersetzung jener Depesche

1. Cf. n° 24, *annexe*.

vor. Hr. Drouyn de L'Huys verdankte mir diese Mittheilung unter Bezugnahme auf dasjenige, was er mir schon in letzter Audienz gesagt habe, worüber ich Ihnen in meiner Depesche vom 24sten Mai² umständlich relatirt habe. Er fügte nun auch bei, Frankreich sey gegenwärtig selbst gegenüber dem bevorstehenden Krieg ganz neutral, u. er wolle hoffen, dass es in dieser Stellung verbleiben könne.

Ich fragte ihn, ob wirklich neu eingegangene Depeschen einen sehr baldigen Ausbruch der Feindseligkeiten ankündigen, wie gestern hier allgemein verbreitet wurde? Obwohl bis jetzt der Moniteur nur von einer «*Verzögerung*» der Conferenz gesprochen hat, welche in Folge der bekannten Vorbehalte der Antwort des österreichischen Cabinets eingetreten sey, so nimmt doch auch Drouyn de L'Huys für bekannt an, dass die Conferenz gar nicht zusammentreten werde. Das Objekt für Conferenzverhandlungen sey von vornherein ausgeschlossen, theils durch den Vorbehalt, dass von keinen Territorialveränderungen die Rede seyn soll; (nach dem Begehren Österreichs) theils aber auch dadurch, dass Österreich die Frage der Elbherzogthümer nun dem Entscheide des deutschen Bundes anheimstelle «man könne nicht die *gleiche* Frage [...]»³ zwei ganz verschiedenen Jurisdictionen unterwerfen.»

Die Gerüchte, als ob bereits Feindseligkeiten ausgebrochen oder die Eröffnung derselben positiv angekündigt seyen, haben keinen Grund. Allerdings könne jezt, da die Conferenz als beseitigt angesehen werden müsse, der Ausbruch der Feindseligkeiten nicht mehr vermieden werden; es müsste denn Österreich seine Vorbehalte, welche den Zusammentritt der Conferenz verhindern, in der letzten Stunde noch zurückziehen, was aber keineswegs wahrscheinlich sey. Die französische Regierung sey auch jezt und jederzeit zur Eröffnung von Friedensverhandlungen bereit».

Offenbar nimmt also auch Drouyn de L'Huys für bekannt an, dass die waltenden Konflikte dem Entscheide durch die Waffen unterliegen müssen, wie diess auch die Ansicht ist, welche in politischen wie in finanziellen Kreisen gegenwärtig *allgemein* getheilt wird. Die Börse, die alle Werthpapiere so bedeutend reduziert hat und nachträglich reduziert, folgt dieser gleichen Strömung.

Ich benutzte sodann diese Audienz auch dazu, um im Sinne Ihres Auftrages vom 23ten Mai⁴ darüber Aufschluss zu erhalten: was bisher von Seite der französischen Regierung geschehen sey, betreffend den Schaden, welcher dem französischen Handelsstande in *Valparaiso* durch das neuliche Bombardement jener Stadt von Seite einer spanischen Flottille zugefügt wurde. Hr. Drouyn de L'Huys antwortete mir Folgendes:

Allerdings haben auch Franzosen bei diesem Ereigniss bedeutenden Schaden gelitten. Die Sache sey aber sehr delikater Natur. Nach dem Völkerrechte könne es einer Macht nicht verwehrt werden, nach ausgebrochenem Kriege eine Stadt oder einen Hafen des Feindes anzugreifen u. zu beschiessen; wenn auch allerdings in neuerer Zeit die Praxis milder geworden sey. So haben z.B. England u. Frankreich gerade aus Schonung für den Handelsstand im Krim-Kriege die Beschiesung von Odessa, die ein sehr Leichtes gewesen wäre, unterlassen. Es sey übrigens

2. Cf. n° 25.

3. *Illisible*.

4. *Nonreproduit*. Cf. E 1001 (E) q 1/71.

bei Anlass des Bombardements von Valparaiso von den Neutralen auch gefehlt worden. Längere Zeit *vor* diesem Bombardement sey dasselbe vom spanischen Admiral angedroht; und einige Tage vor Beginn desselben *ganz bestimmt* angekündigt worden, so dass die Neutralen alle Zeit gehabt hätten, ihre Waaren in Sicherheit zu bringen. Sie haben es unterlassen, weil sie glaubten, es werde nicht zur Ausführung der Drohung kommen. Vielleicht hat auch die Haltung des englischen u. namentlich des nordamerikanischen Konsuls dazu beigetragen, dieselben in diesem irrigen Glauben zu unterhalten u. zu bestärken. Die spanische Regierung werde darauf ganz besonderen Werth setzen, dass völkerrechtlichem Usus gemäss die Neutralen rechtzeitig von den Folgen des Bombardements gewarnt, und somit in die Möglichkeit versetzt worden seyen, ihre Waaren und andere Habseligkeiten gegen Gefahr und Schaden in Sicherheit zu bringen, was sie zum grössten Theile unterlassen haben. Ich konnte aus Allem entnehmen, dass Drouyn de L'Huys wenig Erfolg von diessfälligen Reklamationen erwartet. Doch fügte er bei: «Nous n'avons pas encore pris un parti décisif; la question est très difficile, très délicate, elle est encore à l'étude.»

Diess die Auskunft, welche ich Ihnen über die eben berührte Frage zu ertheilen im Falle bin.

Zur Situation: Ich traf im Vorzimmer mit dem russischen Gesandten Baron de Budberg zusammen. Auch er betrachtet die Conferenz nicht bloss als «retardée» wie der Moniteur ankündigt, sondern «comme échouée». Aber auch er hegt die gleiche Ansicht, die ich in den letzten Depeschen wiederholt geäussert habe, dass, wenn auch ein wirklicher Zusammentritt der Conferenz möglich geworden wäre, dieselbe dennoch zu keinem befriedigenden Resultate hätte führen können. Italien hätte ohne Abtretung von Venedig nie entwaffnet, Oestreich aber könne nun einmal ohne entsprechenden territorialen Ersatz auf Venetien nicht verzichten. Das Objekt zu einer entsprechenden Compensation liege nicht vor, u. könnte ohne neue Verwicklungen nicht erzielt werden. Die französische Regierung giebt in offiziellen u. officiösen Journal-Artikeln einem gewissen Missmuth (?) darüber, dass die Conferenz in Folge der Vorbehalte Oestreichs vereitelt worden sey, ziemlich bitteren Ausdruck, so dass es fast den Anschein hat, als sollte dadurch jezt schon die Stimmung für ein Annähern an Italien u. Preussen vorbereitet werden. Man hört darum in den diplomatischen Kreisen allgemein die Ansicht äussern, es wäre klüger, diplomatischer gewesen, wenn das Kabinet in Wien seinen Minister des Äussern hieher zur Conferenz gesandt hätte, wäre es auch nur gewesen, um wenigstens seinen Gegnern die Waffe aus der Hand zu nehmen, mit welcher man nun die für den Frieden gestimmte öffentliche Meinung gegen Oestreich bearbeitet. Der diplomatische Vertreter Oestreichs hätte den Grundgedanken der bekannten Vorbehalte in der Conferenz geltend machen können. Die Conferenz hätte sich nach wenigen Tagen allerdings unverrichteter Dinge auflösen müssen, aber die Stellung Oestreichs wäre eine bessere gewesen als sie jezt sei, wo man das Scheitern der Conferenz nur Oestreich zu Lasten legt, obwohl es eigentlich eine Folge der ganzen Situation ist.

Ich hatte vorgestern den Besuch unsers ehemaligen Geschäftsträgers in Wien Hrn. von Effinger. Er hat erst vor ein Paar Tagen Wien verlassen u. versicherte mich, die Stimmung in der Masse des Volkes zu Stadt & Land sey in Oestreich eigentlich kriegerischer als im Kabinet selbst. Die besten Truppen u. die besten

Generale seyen gegen Preussen aufgestellt, theils weil man nach einem Siege über die Preussen bei den vortheilhaften Positionen über die Italiener desto leichter Meister zu werden hoffe. In Preussen ist nach allen Berichten die Stimmung *sehr gedrückt*. Budberg hat ähnliche Berichte wie die, welche ich Ihnen neulich meldete. Eine Niederlage gegen Östreich könnte gar leicht Ausbrüche von Insurrektionen zur Folge haben.

29

E 2/463

*Proposition du Président de la Confédération, J. M. Knüsel,
au Conseil fédéral*

Bern, 8. Juni 1866

Das Departement beehrt sich, dem Bundesrath eine Verordnung¹ betreffend Handhabung der Neutralität der Schweiz während dem wahrscheinlich nächstens ausbrechenden Kriege vorzulegen. Dieselbe enthält nur die nothwendigsten allgemeinen Bestimmungen u. ist wesentlich derjenigen nachgebildet, welche im Jahr 1859² erlassen wurde. Selbstverständlich muss die jetzige Verordnung mehr den allgemeinen Verhältnissen angepasst werden, während der Bundesrath im Jahre 1859 durch einzelne Vorfälle und mit Bezug auf spezielle Verhältnisse zum Erlass einer solchen Verordnung gedrängt wurde. Das Militärdepartement wird sich veranlasst sehen, eine Instruktion für die eidgenössischen Militärcommandos zur Berathung vorzulegen. Da diese Verordnung u. die erwähnte Instruktion in einander greifen u. sich gegenseitig ergänzen sollen, so wird eine gleichzeitige Berathung dieser Gegenstände ganz am Platze sein³.

1. Cf. n° 32.

2. FF 1859/I, pp. 520–521.

3. Approuvée par le Conseil fédéral, lors de sa séance du 16 juin 1866. Cf. PVCF E 1004 1/65, 2569.

30

E 2/463

*Le Ministre d'Autriche à Berne, F. von Mensshengen,
au Conseil fédéral*

N

Bern, 9. Juni 1866

Gemäss erhaltenem Auftrage hat der Unterzeichnete Kaiserlich österreichische Ausserordentliche Gesandte und Bevollmächtigte Minister die Ehre, Namens Seiner Allerhöchsten Regierung, ihre völlige Übereinstimmung mit den Grundsätzen zu erklären, welche der Schweizerische Herr Geschäftsträger zu Wien, gemäss einer Weisung des hohen Schweizerischen Bundes Rathes¹ bezüglich der Neutralität der Eidgenossenschaft schriftlich ausgesprochen hat.

1. Cf. n° 24, annexe.

Zugleich hat der Unterfertigte beizufügen, dass Seine K.K. Apostolische Majestät von Seite der Schweiz eventuell die Ergreifung energischer Massregeln behufs der Verhinderung eines gewaltsamen Einfalles auf österr. Gebiet durch die schweizerischen Gebirgs-Pässe erwarten zu dürfen glauben.

Der Unterzeichnete würde eine geneigte Andeutung der in dieser Richtung von dem hohen Bundesrathe ausgehenden Verfügungen mit dem lebhaftesten Danke entgegennehmen; er benützt zugleich etc².

2. *Décision du Conseil fédéral quant à la demande de l'Autriche*: «Es ist einwillen hievon Vormerkung genommen worden.» Cf. *PVCF* E 1004 1/65, 2477.

31

E 2300 Paris 19

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Paris, 15. Juni 1866

Die Nachricht in der Patrie, dass die Schweiz zwei Occupationscorps (in Genf u. Basel) — offenbar gegen Frankreich — aufstelle, habe ich sofort in Übereinstimmung mit Ihrem erhaltenen Telegramm dementiert sowohl bei der Redaction der Patrie als bei dem Central-Bureau Havas, von welchem die Berichte täglich in alle Theile der Welt per Telegramm expediert werden. Da jene falsche Angabe heute Abend ohne allen Zweifel in verschiedenen andern Journalen von Frankreich sowohl als in andern Staaten erscheinen würde, so war mir natürlich daran gelegen, dass die Widerlegung an die verschiedenen Blätter schon heute Mittag abgehe, was mir Hr. Havas auch zugesichert hat. Es ist jedenfalls zu bedauern, wenn von Bern nun solche *falsche* Berichte, welche die Schweiz in ein schiefes Licht stellen und ihr unter Umständen Verlegenheiten zuziehen könnten, verbreitet werden, u. es wäre gut, wenn diess künftig *möglichst verhindert würde*. Die ganz gleiche Nachricht findet sich, u. zwar mit Detailangaben, in der Allgemeinen Zeitung vom 14. Juni unter «Schweiz + Bern 11. Juni». Sie ist vermuthlich aus der gleichen Quelle auch hierher geschickt worden. Wir konnten schon bisher sehen, wie weit zuweilen solche Berichte über Bewaffnung zwischen einzelnen Staaten führen können. Man erinnere sich nur an die Vorgänge zwischen Osterreich u. Preussen so wie zwischen Italien u. Osterreich. Aufstellung von Armeecorps in Basel & Genf *im gegenwärtigen Zeitpunkt*, gewissermassen als Antwort auf die vom Minister des Aussen ausgegebene Zusicherung, dass Frankreich nicht nur unsere Neutralität anerkenne u. achte, sondern auch nicht zugeben würde, dass sie von irgend anderer Seite her verletzt würde, hätte gar leicht Aufstellung französischer Truppen vor unseren Grenzen zur Folge haben können, und wie leicht es weiter kommt, wenn einmal Truppen gegenseitig an die Grenze vorgeschoben werden, ist sattsam bekannt. Genfer, die zufällig mich besuchten, als ich im Besiz der Patrie jene Stelle gelesen hatte (Chenevière, Vizepräsident des Staatsrathes u. der Eidg. Oberst Favre), theilten *in vollem Maasse das Befremden* über jene

Nachricht, die leicht als eine Art von Provokation hätte angesehen werden können, nachdem Frankreich erst vor ein Paar Tagen vor aller Welt erklärte, dass es (ohne sich für die Zukunft zu binden) zur Zeit auch fest entschlossen sey, die Stellung eines neutralen Staates inne zu halten. Ich halte mit aller Entschiedenheit fest an der schon früher ausgesprochenen Ansicht, Vorbereitungen, um nöthigenfalls mit allen nur zu Gebote stehenden Mitteln unsere Neutralität u. unser Gebiet nach jeder Seite hin mit aller Entschlossenheit vertheidigen zu können, aber sorgfältiger Vermeidung alles dessen, was als Provokation angesehen u. Gefahren eher herbeizuführen als abzuwenden geeignet seyn könnte. Ich zweifle nicht, dass auch der Bundesrath dieser Ansicht huldigt; aber desto fataler ist es, wenn unberufene u. oft unüberlegte Äusserungen aus der Bundesstadt dem ungeachtet die schweiz. Regierung in ein so falsches Licht stellen. Ich machte mir deshalb auch zur Pflicht, Sie *ungesäumt* von dieser vielleicht tendenziösen falschen Nachricht in Kenntniss zu setzen, um in den Stand gesetzt zu werden, dieselbe ohne Verzug berichtigen zu können.

32

E 1004 1/65

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 juin 1866

2569. Verordnung über die Handhabung der schweiz. Neutralität.

Politisches Departement. Vortrag v. 8. diess.

Der vom Departement vorgelegte Entwurf einer *Verordnung betreffend die Handhabung der Neutralität während des bevorstehenden, wahrscheinlich bald ausbrechenden Krieges*, wurde in Berathung gezogen und nach obgewalteter Diskussion in folgender Fassung genehmigt:

VERORDNUNG¹
betreffend
HANDHABUNG DER NEUTRALITÄT DER SCHWEIZ

Der schweizerische Bundesrath
hat

in der Absicht, die Ordnung in den Grenzgebieten des Kriegsschauplazes auf alle Fälle hin zu sichern, und allen Handlungen vorzubeugen, welche mit der neutralen Stellung der Schweiz nicht verträglich sind,
gestützt auf Art. 90. Ziff. 9 der Bundesverfassung
folgende Verfügungen erlassen,
die zu Jedermann Verhalt hiemit öffentlich bekannt gemacht werden:

1. *FF 1866/II, pp. 220—221.*

Art. 2. Die Ausfuhr von Waffen und Kriegsmaterial überhaupt in die angrenzenden kriegführenden Staaten, sowie jede Ansammlung solcher Gegenstände in der Nähe der betreffenden Grenze ist untersagt.

Im Falle des Widerhandelns die Waaren mit Beschlag belegt.

Art. 3. Waffen und Kriegsmaterial, welche aus den kriegführenden Staaten auf Schweizergebiet gebracht werden, sei es von Flüchtigen oder Deserteuren, oder in anderer Weise, sind ebenfalls in Beschlag zu nehmen.

Ausgenommen sind die Waffen von Reisenden, die sich über ihre Person und den Zweck der Reise genügend ausweisen, oder von Flüchtlingen, die sich sofort nach dem Innern der Schweiz begeben.

Art. 4. Der Ankauf oder überhaupt die Anhandnahme von Waffen und Kriegsmaterial und Ausrüstungsgegenständen, die von Deserteuren über die Grenze hereingebracht werden, ist untersagt, und es sind solche Gegenstände, auch wenn sie sich im Besitze dritter Personen befinden, mit Beschlag zu belegen.

Art. 5. Die auf Schweizergebiet anlangenden Flüchtlinge oder Deserteure sind auf angemessene Entfernung zu interniren. Sollte die Zahl derselben bedeutend sein, so ist davon sofort dem Bundesrathe Kenntniss zu geben, welcher die nöthigen Verfügungen erlassen wird.

Ausgenommen sind Greise, Frauen, Kinder, Kranke und solche Personen, von denen ein ruhiges Verhalten mit hinreichendem Grunde vorausgesetzt werden kann.

Fluchtlinge oder Deserteure, die sich den Anordnungen der Behörden nicht fügen, oder sonst Grund zu Beschwerden geben, werden sofort ausgewiesen.

Art. 6. Der Durchzug von waffenfähigen Leuten über Schweizerboden, um sich vom Gebiete der einen kriegführenden Macht in dasjenige der andern zu begeben, ist untersagt. Solche Leute sind, wenn sie nicht vorziehen, zurückzugehen, nach dem Innern der Schweiz zu verweisen.

Art. 7. Die betreffenden Regierungen der Grenzkantone u. die aufgestellten eidgen. Militärkommandos sind mit der Vollziehung dieser Verordnung beauftragt; ebenso das Handels- und Zolldepartement mit Bezug auf den verbotenen Verkehr mit Waffen und Kriegsmaterial an der Grenze.

33

E 2300 Paris 19

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Paris, 18. Juni 1866

Ich las in öffentlichen Blättern, dass sich zwischen dem Bundesrath u. der Regierung von Frankreich ein Anstand erhob über die Frage: ob der neueingeführte *Ausgangszoll auf Pferden* mit den Bestimmungen des französisch.-schweizerisch. Handelsvertrages vereinbar sey? Herbet, mit dem ich wegen hinzuziehenden Informationen über eine ganz andere Frage letzte Woche zusammentrat,

fragte mich, ob ich den Stand der diessfälligen Correspondenz kenne. Ich werde wohl wissen; dass die französische Regierung keineswegs einverstanden sey mit der Auslegung, welche der Bundesrath dem Art. 28¹ des Handelsvertrages gebe. Nach dieser Auslegung, so fuhr er fort, könnte ja jeder Staat zu jeder Zeit den Conventionaltarif bald über diesen, bald über jenen Artikel ändern, man brauche nur diese Änderung gegenüber allen Staaten einzuführen. Es könnte diess z.B. der Schweiz unter Umständen gar nicht zusagen, indem man bei seinem für ihre Industrie wichtigen Artikel, der aber für andere Staaten wenig Bedeutung hätte, einen erhöhten Eingangszoll festsetzen würde. Nach der französ. Ansicht sei diess gegenseitig zulässig bei Artikeln, welche im tarif conventionel aufgezählt seyen — Art. 28 beziehe sich nur auf im Tarif nicht genannte Artikel — diess das Räsonnement von Herbet. Da er das Gutachten abzufassen hatte, so wird wohl auch die Correspondenz französischer Seits vom gleichen Gesichtspunkt ausgehen. Ich erwiederte ihm natürlich, dass mir die ganze Correspondenz unbekannt sey und dass ich daher auch nicht näher auf die Frage eingehen könne.

Mir scheint — beiläufig bemerkt — ein anderer Standpunkt einfacher u. geeigneter, jeden Interpretationsstreit zu beseitigen.

Pferde werden bekanntlich bei Kriegszeiten als Kriegscontrebände angesehen. Die Schweiz hat also das Recht u. als neutraler Staat, der nach speziellen völkerrechtlichen Bestimmungen — die Neutralitätsgarantie ist auch — die Pflicht, die Ausfuhr von Kriegscontrebände zu untersagen. Mir hätte daher ein eigentliches Ausfuhrverbot von diesem Standpunkt aus, wie es ja jezt in Bezug auf Waffen angeordnet worden ist (laut Zeitungsberichten), zweckmässiger geschienen als eine Erhöhung des Ausfuhrzolles. Wie mir vorkam, würde dieses Procedere hier weit weniger Anstoss gefunden haben. Man darf, wo es sich um solche Fragen bei Kriegszeiten handelt, Pferde wohl mit Waffen auf die gleiche Linie stellen. Sie sind für Kriegszwecke nicht selten ebenso wichtig. [...] ²

1. Cf. RO VIII, p. 201.

2. Suivent des informations sur les réactions à la politique de Napoléon.

34

E 2/463

Proposition du Président de la Confédération, J. M. Knüsel, au Conseil fédéral

Bern, 22. Juni 1866

Nachdem gestern Abend von Schaffhausen u. Basel beifolgende zwei Depeschen¹ betreffend Durchmarsch badischer Truppen eingelangt, [...] langte heute Morgen folgende Zuschrift der Regierung von Baselstadt ein. [...] ²

Es kann keinem Zweifel unterliegen, dass es an der zeit ist, diese Frage grund-

1. Télégrammes non reproduits.

2. Non reproduit.

sätzlich zu regeln. Der § 32 des Vertrages betreffend die Weiterführung der badischen Eisenbahnen v. 27. Juli 1852³ normiert für Friedenszeiten den Durchtransport von badischen Truppen über schweizerisches Gebiet genau. Als daher am 18. Juni abhin von Schaffhausen die telegraphische Einfrage⁴ gestellt wurde, was bezüglich des angesagten Truppendurchmarsches vorzukehren sei, konnte an diesem Stand u. an Baselstadt die Antwort einfach dahin gegeben werden, dass nach Vorschrift des Vertrages zu verfahren sei. Laut Anzeige des Truppenkommandos sollte das fragliche Regiment von Konstanz nach Durlach gebracht werden. Damals war noch nicht bekannt, dass Baden, welches am Bundestage für eine neutrale Haltung sich ausgesprochen, an den kriegerischen Operationen gegen Preussen Theil nehmen werde. Auch seither erst ist von der preussischen Gesandtschaft dem Bundesrathe die offizielle Mittheilung⁵ vom Austritt Preussens aus dem Deutschen Bunde u. von der feindlichen Stellung zu demselben gemacht worden, bis aber diese Communication erfolgt war, war für den Bundesrath keine Veranlassung da, bei seinen Schlussnahmen auf aussergewöhnliche Verhältnisse abzustellen, die ihm nicht nach allgemeiner völkerrechtlicher Übung vorher zur Kenntniss zu bringen waren. Seither hat sich aber die Sachlage geändert. Die aktive Theilnahme Badens an den Feindseligkeiten gegen Preussen ist zur notorischen Thatsache geworden, der Bruch Preussens mit dem deutschen Bunde ist dem Bundesrathe amtlich ratifiziert worden. Wenn früher eine Verweigerung des Durchpasses von den süddeutschen Staaten u. namentlich von Baden mit Recht als eine gehässige u. nicht nothwendige Massregel hätte gedeutet werden können, so stellt sich die Frage jetzt ganz anderst, nämlich ob nach Schlussatz des oben zitierten Artikels 32 der fernere Durchmarsch badischer Truppen auf die Kriegsdauer u. gestützt auf unsere neutrale Stellung untersagt werden soll. Der Art. 32 lautet in seinem Schlussatz also: «Der Transport von Truppen über die Bahnstrecken auf schweizerischem, beziehungsweise grossherzoglichem Gebiete kann von der schweizerischen in gleicher Weise wie von der grossherzoglichen Regierung untersagt werden, wenn dadurch die Neutralität der Schweiz, oder des Grossherzogthums Badens gefährdet würde.» Nach diesem Artikel hat also die Schweiz das Recht die Benützung von Bahnstrecken auf schweizerischem Gebiet fremden Truppenkörpern zu untersagen, sie kann deren Durchmarsch verhindern, wenn sie dieses im Interesse ihrer Neutralität hält. Es fragt sich also nur, würde durch eine fernere Gestattung des Durchmarsches nicht schweizerischer Truppen unsere neutrale Stellung wirklich gefährdet? Diese Frage kann nicht unbedingt bejaht werden. Der berühmte Rechtslehrer Dr. Bluntschli legt in seinem Werke über das moderne Kriegsrecht, dass im Allgemeinen der neutrale Staat keiner Kriegspartei den Durchmarsch gestatten soll, auch wenn dieses auf sonst regelmässigem Wege geschehe. In dem folgenden Artikel 251 fügt er aber bei: «Wenn jedoch eine Verfassungspflicht oder eine Staatsservitut oder eine Vertragspflicht der neutralen Staaten besteht, den Durchzug von Truppen dem anderen Staate zu gestatten, der nun Kriegspartei ist, so ist die *gewachsene* Erfüllung dieser Pflicht nicht als eine Unterstützung dieser Kriegspartei zu

3. *RO III*, pp. 444—446.

4. *Non reproduite.*

5. *Non reproduite.*

betrachten u. es liegt darin keine Verletzung der Neutralitätspflicht.» Wenn aber das politische Departement doch zu der Ansicht kommt, es solle fernerhin der Durchmarsch nicht mehr gestattet werden, so lässt es sich von folgender Anschauung leiten. Die Schweiz als kleiner Staat wird immer gut thun, den Begriff der Neutralität nicht laxe sondern strikt zu nehmen, die übrigen Staaten, die uns das Recht der Neutralität anerkennen u. respektieren, erwarten auch strikte Handhabung. Bei dem grossen Brande, der zu entstehen droht, könnte sonst leicht eine Macht, der ein Einbruch in unsere Neutralität zweckdienlich wäre, davon Veranlassung nehmen, unser Gebiet nicht zu achten: Es soll aber möglichst vermieden werden, Jemandem solche Vorwände zu leihen. Aus dem Bericht der Regierung von Basel geht ferner hervor, dass solche Durchzüge leicht zu allerlei Ausschreitungen Anlass geben, die nur zu leicht einen Charakter annehmen könnten, der die Grenzverhältnisse bedenklich bedrohen würde. Schliesslich ist nicht ausser Acht zu lassen, dass die Bahnstrecke Konstanz—Basel bei weiterer Entwicklung des Krieges eine weit grössere militärische Bedeutung erlangen könnte, als sie gegenwärtig hat. Würde man aber erst dann von dem im Schlusssatz des allegierten Artikel 32 der Schweiz zugestandenen Rechte Gebrauch machen wollen, so müsste dieses viel schwieriger werden, als wenn man den Anfängen wehrt. Gestützt auf diese Betrachtungen stellt das politische Depart. folgende Anträge: 1. Es sei von nun an auf die Zeit der Kriegsdauer in den benachbarten Ländern, gestützt auf Schlusssatz des Art. 32 des zwischen der Schweiz u. Baden bestehenden Vertrages vom 27. Juli 1852, der Durchmarsch fremder Truppenkörper u. der Transport von Kriegsmaterial auf den Bahnstrecken des schweizerischen Gebiets der Eisenbahn Basel—Konstanz untersagt.

2. Diese Schlussnahme ist der grossherzoglich badischen Regierung in angemessener Weise mitzutheilen.

3. Den Regierungen v. Baselstadt u. Schaffhausen ist sofort telegraphisch Kenntniss hievon zu geben.

4. Den genannten beiden Regierungen ist brieflich die Schlussnahme textuell unter Begründung der Handlungsweise des Bundesrathes mitzutheilen⁶.

6. *Adoptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 22 juin 1866. Cf. PVCF E 1004 1/65, 2685.*

35

E 2300 Paris 19

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Paris, 5. Juli 1866

Die Depesche, die ich aus dem Moniteur entnommen, Ihnen heute morgen um 9 Uhr adressirt habe¹, wird ohne Zweifel auch in der Schweiz freudige Überraschung hervorgerufen haben. Sie ist der Vorläufer eines in sichrer Aussicht ste-

1. *Non reproduite. Cf. PVCF du 6 juillet 1866, E 1004 1/66, 2965.*

henden Friedensschlusses. Auch hier herrscht allgemeine Freude über diesen so unerwartet raschen Verlauf der Dinge, wenn man auch lebhaft bedauert, dass der Krieg schon in so kurzer Zeit so enorme Verluste gebracht hat. Es wird nun höchst wahrscheinlich zu einem Kongresse kommen, dessen Siz kaum anderer als in Paris seyn wird. Diess sind die Ansichten, die sich vorläufig hier äussern. Welch ein Glücksstern für den Kaiser; ohne ein einziges Bataillon in Bewegung zu sezen, eine solche Stellung einzunehmen, wie sie ihm durch Cession von Venetien nun als Vermittler gemacht worden ist!!

So eben sprach ich mit Herbet, um mich zu versichern, dass die von Genf u. Neuenburg gemachten Conzessionen puncto Aufenthaltsgebühren die Aufhebung der Pässe od. mindestens die Abschaffung der Visa Taxen in *naher* Zukunft zur Folge haben. Ich konnte vorläufig offiziös erfahren, dass Turgot nächstens in letzterem Sinne Eröffnungen zu machen autorisirt werden wird. Dagegen soll der Minister des Innern sich mit Rücksicht auf die jezige Situation in Europa entschieden dahin erklärt haben, dass *zur Zeit* von *Abschaffung* der Pässe keine Rede sey. Herbet fügte aber bei: bezieht man einmal keine Taxen mehr für die Visa, so wird man es denn auch mit der Handhabung dieser Formalität nicht mehr genau nehmen.

Ich freue mich aufrichtig darüber, dass die offiziösen Schritte, welche ich durch Herr Chenevière beim Genfer Staatsrath gethan habe, nicht erfolglos geblieben sind; nicht bloss wegen damit zusammenhängender Beseitigung der Passvisataxen für die ganze Schweiz, sondern insbesondere auch wegen den Erleichterungen, die dadurch zugleich für alle schweizerischen Aufenthalter im C. Genf erzielt worden sind. Die nachträgliche befriedigende Lösung der in Schlusserklärungen zum Handelsvertrage enthaltenen Fragen (Musikdosen u. Passwesen)² sind jedenfalls als eine sehr wohlthätige Ergänzung zu den Verträgen vom Jahr 1864 anzusehen.

Betreffend die *Convention monétaire*, so sagte mir so eben Herbet, Belgien seze *grossen* Werth darauf, dass dieselbe *sobald wie nur möglich* in Wirksamkeit trete. Der Senat werde morgen die Zustimmung ertheilen, u. innert der nächsten 8 Tage könne also gar wohl die Auswechslung der Ratifikationen Statt finden, so dass es nach seiner Ansicht doch gar wohl angehe, den Anfangstermin auf den 1. Aug. anzusezen; um so mehr da es sich ja nicht darum handle mit den neuen Prägungen sofort zu beginnen; sondern vorläufig die Hauptsache sey, dass die Münzen in allen 4 Staaten gleichmässige Anerkennung finden. Lezterer Umstand macht allerdings einen möglichst nahen Anfangstermin auch für uns wünschbar.

Ich habe vorstehende Zeilen im Vorsaale des Ministeriums des Äussern geschrieben. Da alle Ambassadoren nebst dem Nuntius heute im Vorsaale sind, so ist sehr zu bezweifeln, dass die Reihe der Audienzen auch noch an die Minister komme. Aus Obigem ersehen Sie aber schon, dass man hier puncto Ansezung des Anfangstermin für die Münzconvention mit Rücksicht auf die *baldest* bevorstehende Auswechslung der Ratifikation keinen Hinderungsgrund findet.

2. Cf. RO VIII, pp. 331–333.

36

E 2300 Paris 19

*Le Ministre de Saxe à Paris, A. L. de Seebach,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

No
Copie¹

Paris, 12. Juli 1866

Im Auftrage meiner Regierung erlaube ich mir, Ihre freundschaftliche Vermittlung in Anspruch zu nehmen, um an die hohe Bundesregierung der Eidgenossenschaft nachstehendes Telegramm chiffriert mit der Bitte um möglichst umgehende Beantwortung in gleicher Form geneigtest abgehen zu lassen:

Geheim

Würde Regierung in Zürich eventuell ermächtigt werden, der Krone Sachsen gehörige Deposita in Verwahrung zu nehmen oder nehmen zu lassen².

1. *Annexe du RP de Kern, du 13 juillet 1866. Cf. E 2300 Paris 19.*

2. «Seebach, ministre saxon, me prie officiellement de vous soumettre la question suivante: secret gouvernement Zurich serait-il éventuellement autorisé d'accepter au dépôt objets appartenant à la couronne de Saxe ou les faire accepter par une banque à Zurich. Réponse chiffrée demain si possible avant midi. Jeudi sept heures.» (*Du 12 juillet 1866, cf. E 2300 Paris 19*).
Réponse du Conseil fédéral: «Es ist geantwortet worden: Zürich sei zur Aufbewahrung der fraglichen Gegenstände bereit.» (*Cf. PVCF E 1004 1/66, 3098.*)

37

E 2200 Vienne 1/47

*Le Président de la Confédération, J. M. Knüsel,
au Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, A. O. Aepli*

L

Bern, [...] ¹ 1866

In den nächsten Tagen werden also die Verhandlungen über die Friedensbedingungen beginnen. Obwohl es der Schweiz für die Zukunft nicht ganz gleichgültig sein kann, wie sich die Neugestaltung Deutschlands u. Italiens vollzieht, so liegt es doch weder in unserm Berufe, noch in unserer Macht, ein Wort mitzusprechen. Und dennoch erlaube ich mir, Sie auf einen Punkt aufmerksam zu machen. Wie man annehmen kann, wird Österreich bedeutende Landesabtretungen machen müssen, Venedig ist so gut wie von Österreich abgetrennt und dem Königreich Italien einverleibt, letzteres verlangt auch noch die Abtretung Welschtyrols. Sollte Österreich auch zu dieser Abtretung sich bequemen müssen, was mir aber nicht wahrscheinlich ist, so bleibt in erster Linie das übrige Tyrol stets von Italien

1. *Date illisible, vraisemblablement le 31 juillet.*

gefährdet. Ähnlich verhält es sich am Stelvio, so lange das Veltlin und namentlich der obere Theil von Tirano aufwärts in den Händen von Italien sich befinden. Es könnte daher leicht der Fall sein, dass Österreich gerne Hand dazu bieten würde, auf letztem Punkte seine Gränze sicher zu stellen. Das geeignetste Mittel dazu wäre, wenn das Veltlin, namentlich eben der obere Theil, einem neutralen Staate, d.h. der Schweiz, einverleibt würde. Sollte daher Österreich dazu gebracht werden, im Etschthale die Gränzen von Deutschtyrol bloss zu legen, so sollte es ihm so mehr daran gelegen sein, wenigstens am Stelvio die Gränzen dieses Landes theils sicher zu stellen. Es könnte daher, den Fall von Abtretungen im Welschtyrol vorausgesetzt, leicht möglich sein, dass Österreich sehr geneigt wäre, auf die ange deutete Idee einzugehen und zu erklären: soll ich an dem einten Orte eine Landes gränze militärisch schwächen, so soll man wenigstens dazu Hand bieten, dieselbe an einem andern Orte um so sicherer zu machen; dass die Schweiz einige mate rielle Opfer für Erwerbung von Landeszuwachs sich gefallen lassen müsste, versteht sich von selbst, gegenüber von Österreich würden sich hiefür schikliche Anlässe bieten.

Ich wollte mit obigen Andeutungen Ihre Aufmerksamkeit nur auf einen Punkt hinlenken, der wenigstens einiger Beachtung werth ist, der aber mit aller Vorsicht behandelt werden muss. Die Schweiz wird keine Gelegenheit erhalten, an einem Kongresse dermalen zu erscheinen, auch würde es schwer sein, mit solchen Begehren aufzutreten, da Italien bekanntlich lieber noch den Kanton Tessin annexiren würde, als dass es gesonnen ist, von seinem Gebiete an uns abzutreten. Es könnte daher bei den bevorstehenden Verhandlungen nur Österreich diese Frage zur Besprechung zu bringen. Sie werden wahrscheinlich Gelegenheit finden, einen «Fühler» auszuwerfen; es versteht sich aber von selbst, dass dieses nicht auf schriftlichem Wege zu geschehen hat, noch ist der Bundesrath irgendwie in Mitleidenheit zu ziehen, dem ich auch von diesem Schritte noch keine Mittheilung gemacht habe, da es sich dermalen noch um nichts weiteres handelt, als eine sorgfältige Sondirung oder mit andern Worten, um eine Anregung am geeigneten Orte und in geeigneter Weise anzubringen. Italien selbst dürfte bei reiflicher Überlegung es auch nicht unpassend finden, sein Land an diesem verwundbaren Flek am Stelvio sicher zu stellen, aber bei dem Bestreben, die welsche Erde unter seine Herrschaft zu bringen und bei der gegenwärtigen unerklärlichen üblen Stimmung gegen die Schweiz kann gar nicht die Rede davon sein, nach dieser Seite nur etwas verlauten zu wollen.

Ich empfehle Ihnen diese Anregung, wiederholte aber, dass mit aller Vorsicht vorzugehen ist.

P.S. Ich habe eine geschichtliche Arbeit über das Veltlin anfertigen lassen², sollten Sie dieselbe zur Einsicht wünschen, so steht sie zur Verfügung³.

2. *Du professeur Vogt, non reproduite. Cf. E 2/463.*

3. *Remarque manuscrite d'A. O. Aepli: «Am 3. Aug. geantwortet — Die Opportunität einer bezügl. Anregung bezweifelt, weil Öster. Welschtyrol überhaupt nicht aufgabe, daher die fakt. [...] zutrefte u. weil es den Anschein hätte, als ob die Schweiz aus den Kriegen dritter Staaten, an denen sie nicht Theil genommen, für sich Vortheile ziehen möchte, die man ihr wohl weder von der einen noch der anderen Krieg führender Parteien einzuräumen geneigt wäre.»*

38

E 1001 (E) q 1/72

Le Conseil fédéral aux Légations de Suisse à Paris, Vienne et Florence

Copie

L

Bern, 1. August 1866

Es wäre uns schon im Hinblick auf unsere Gränzbesezung sehr erwünscht, über den Inhalt des zwischen den Krieg führenden Mächten abgeschlossenen Waffenstillstandes, beziehungsweise der Friedenseinleitungen, möglichst zuverlässige Angaben in thunlicher Bälde zu erhalten, zumal die öffentlichen Blätter diessfalls entweder sich nicht näher auslassen oder wenigstens theilweise sich widersprechen.

Wir laden Sie ein, sich geeigneten Ortes näher zu erkundigen und das Ergebniss Ihrer Nachforschung so beförderlich, als es sich thun lässt, hieher mitzuthellen.

39

E 2/464

Le Consul de Suisse à Milan, K. Schennis, au Conseil fédéral

R

Mailand, 4. August 1866

Ihre verehrliche Zuschrift vom 25ten July¹ empfang ich am 30ten, u. deren Vorschrift gemäss beeilte ich mich, die mir übersandte Erwiederung auf die Correspondenz von Bormio 18. Juli in der Mailänder Zeitung in's Italienische übersetzen und einrücken zu lassen, und beehre mich, Ihnen unter Hand ein Exemplar bereits unter gestrigem Datum erschienen einzusenden.

Die Direktion war ganz bereitwillig, diesen Artikel aufzunehmen, u. fand ich es für überflüssig, weil nicht verlangt, solchem durch meine Unterschrift einen officiellen Character zu geben. Es wurde indessen über diese soit-disant Grenz-Verletzung jedenfalls im Veltlin aus ganz richtig bezeichneten Gründen mehr gesprochen als hier, wo auch Niemand mit Ausnahme der Zeitungen, die solche Anekdoten brauchen, die Sache erwähnt hat.

Die allgemeine Stimmung gegen die Schweiz ist bei den gegenwärtigen Ereignissen eher eine bessere als bei frühern, ohne sie jedoch eine herzliche zu nennen, was indessen bei Durchlesung gewisser Schweizer Blätter auch zu viel verlangt wäre.

1. *Non reproduit.* Cf. E 1001 (E) q 1/72.

ANNEXE

*Traduction de l'article du Consul de Suisse à Milan, K. Schennis**Copie*

Ein Korrespondent der Mailänder Zeitung nimmt sich heraus, mit Bericht aus Bormio v. 18. Juli eine Beleuchtung der Handhabung der schweizerischen Neutralität geben zu wollen. Nach dieser Beleuchtung wären die Österreicher als sie die auch Sta. Maria genannte IVa Cantoniera² einnahmen, wirklich über Schweizergebiet, ja sogar durch das Dorf Sta Maria im Münsterthal gekommen, da es nach der Bodenbeschaffenheit bei IVa Cantoniera, ohne schweizerisches Gebiet zu benutzen, nicht möglich gewesen wäre, diese so zu umstellen, wie es geschehen sei, u. ferner glaubwürdige Personen es gesehen haben wollen, wie die Österreicher von weitem schon auf schweizerischem Boden gegen die Stellung der Veltliner vorgerückt seien; es sollen sogar schweizerische Milizen mit den Österreichischen Soldaten fraternisirt u. mit ihnen aus einem Fass getrunken haben, das der Wirt der Cantoniera beim schleunigen Rückzug der tapfern Nationalgardisten zurücklassen musste, während sie einer früheren freundlichen Einladung Italienischer Bürger keine Folge gegeben hätten. Endlich glaubt der freilich seinen eigenen Namen nicht nennende getreue Berichtersteller sich auf die Behörden u. auf den Umstand berufen zu sollen, dass mit dem 24. Juni die Sonnenstrahlen bereits eine solche Wirkung auf die Schneedecke, die er zwar ganz abzustreiten nicht die Frechheit hat, ausüben mussten, dass Spuren im Schnee nicht mehr hätten sichtbar bleiben können, u. um der Sache die Krone aufzusetzen, schliesst der Anonymus mit der Behauptung, dass von den Bädern von Bormio, diesem schweizerischen Eigentume aus die freie Spionage, die von den Österreichern während ihres Dortseins getrieben worden, eigentlich gefördert u. begünstigt worden sei.

Es braucht wirklich eine eigenthümliche Sicherheit, um einen solchen Bericht einem geachteten Blatt zuzuschicken; und nur die Rücksicht auf die Stellung dieses Blattes, so wie die Pflicht, den guten Namen ehrenwerter Männer zu wahren, an deren Zuverlässigkeit u. Aufrichtigkeit kein Makel haftet, kann den Einsender bewegen, den Masslosen, sich selbst in den Augen des unbefangenen Lesers verurtheilenden Anklagen durch die Darstellung des wahren Sachverhaltes, ohne irgend welchen Zusatz noch Abbruch, entgegenzutreten, in der sichern Erwartung, dass auch in Italien so gut als in der Schweiz ein freies wahres Wort die ihm gebührende Aufnahme, ruhige Würdigung u. guten Glauben zu finden vermöge.

Der schweizerische Gesandte in Florenz erhielt am 1. Juli von der angeblichen Gebietsverletzung durch die Österreicher von Seite des kön. Ministeriums des Äussern Kenntnis u. machte davon sofort Anzeige an den Schweiz. Bundesrat, der seinerseits schon am 2. gl. Mts.³ den Divisionskommandanten im Engadin, Poschiavo u. Münsterthal zu strenger Untersuchung u. Berichterstattung einlud. Oberst v. Salis aber, der wie die ihm untergebenen Offiziere u. Soldaten seine Pflicht genau kennt, ihr volles Gewicht u. die auf ihr ruhende Verantwortlichkeit zu würdigen u. seine Stellung ohne Ansehen der Person zu wahren weiss, hatte noch bevor ihn die Einladung des Bundesrathes zukommen konnte, nämlich schon am 2. Juli eine Ortsbesichtigung u. Untersuchung durch einen ebenso umsichtigen als zuverlässigen Oberoffizier, Herrn Oberst Escher angeordnet, sobald er von dem in Tirano herum gebotenen Gerüchte von einer Gebietsverletzung die erste Nachricht erhalten hatte. Hr. Escher telegraphirte noch gleichen Tages, also nur zwei Tage, nach dem die behauptete Umgehung hätte stattgefunden haben sollen, an den Divisionskommandanten zurück, die Patrouillen, welche *tagtäglich* bis zum Gränzstein bei der IVa Cantoniera gingen, hätten durchaus keine Spuren gefunden, was bei dem liegenden Schnee, namentlich bei irgendwelchem Durchzug bewaffneter Mannschaft, der Fall hätte sein *müssen*, wenn irgend eine Überschreitung der Gränze, sei es italienischer- sei es österreichischerseits, erfolgt wäre. Obschon indessen bei der grossen Nähe der Stelviostrasse das Übertreten einzelner Soldaten noch keineswegs als Neutralitätsverletzung zu betrachten gewesen, so wurde doch so scharfe Aufsicht geführt, dass Herr Oberst von Salis die feste Überzeugung und Zusicherung aussprechen konnte, dass bei dem Übergang des Stelvio nicht *ein* österreichischer Fuss auf Schweizerboden gestanden hat. Gestützt auf diese Ergebnisse begab sich

2. *Douane entre le col du Stelvio et celui de l'Umbrail.*

3. *Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/72.*

Oberst von Salis schon am 27. Juni nach Campocologno, liess den Kommandanten des Italienischen Zollpostens auf die Gränze rufen, u. ersuchte ihn, der zuständigen Behörde in Tirano die Anzeige zu machen, dass das umlaufende Gerücht wegen einer Gränzverletzung ganz unbegründet sei. Der Postenkommandant verdankte die gemachte Mittheilung u. versprach, darüber sofort nach Tirano zu berichten.

Aus dem Gesagten geht unzweifelhaft hervor, dass auf schweizerischer Seite nichts versäumt worden ist, um den Neutralitätsbeschluss des Bundesraths ganz im Sinne der obersten Vollziehungsbehörde der Eidgenossenschaft geträulich und ohne Ansehen der Personen oder Staaten auszuführen und zu handhaben. Ob von Seite der Behörde in Tirano, falls der Postenkommandant von Madonna di Tirano wirklich Bericht erstattet hat, in gleicher Weise gehandelt worden sei, mag der beurtheilen, der dem Veltlin resp. Tirano näher steht. Jedenfalls hätte es in ihrer Pflicht u. im Interesse der Forterhaltung der [...] freundschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Ländern gelegen, die Bevölkerung über den wahren Sachverhalt aufzuklären. Was endlich die gelinde gesagt kühnen Behauptungen des Korrespondenten aus Bormio anbelangt, so richten sich diese nach ruhiger unbefangener Prüfung des hievorigen Gesagten vollständig durch sich selbst u. können höchstens den Eindruck zurücklassen, dass der leitende Gedanke dabei der gewesen, die Schuld eines überstürzten Rückzugs von den Schultern des oder der Fehlbaren abzuwälzen, geschehe es auch auf Kosten eines Volkes, über das Italien u. insbesondere Veltlin sich wahrlich nicht zu beklagen haben u. das seine neutrale Stellung im gegenwärtigen Kampfe ungeschmälert zu wahren nicht nur den aufrichtigen Willen, sondern auch die Kraft hat.

4. *Illisible.*

40

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, A. O. Aepli,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Wien, 16. August 1866

Es ist mir von höchst zuverlässiger Seite, übrigens in ganz konfidenteller Weise, mitgetheilt worden — und ich muss daher auch verlangen, dass diese Mittheilung von Ihnen als eine ganz konfidentielle angenommen werde, — dass bei den v. J. zwischen dem Grafen Bismark und dem Kaiser Napoleon in Biarritz stattgefundenen Besprechungen, deren Gegenstand die eben in Sinne gesetzte Umwälzung des deutschen Bundes war, auch die Frankreich zu gewährenden Compensationen berührt wurden und dass damals Bismark von Abtretung deutscher Territorien abzulenken suchte, dagegen dem Kaiser die französisch sprechenden, nicht mit Frankreich verbundenen Länder u. Landestheile, namentlich Belgien und die *französische Schweiz* zur Verfügung stellte.

Obschon nicht anzunehmen ist, dass der Kaiser auf solche Offerten eingegangen sei, od. sich mit denselben begnügt habe, so geht daraus immerhin hervor, was wir für uns von der Politik Bismarks zu gewärtigen hätten.

Dass man in Berlin hoffte, sich durch das Überlassen anderer Staaten an Frankreich mit diesem abfinden zu können, und dass man dort glaubte Frankreich werde von diesem Anerbieten bei erster Gelegenheit Gebrauch machen, scheint mir daraus hervor zu gehen, dass Anfangs Dezember v. J., als der alte König von Belgien im Sterben lag, in dem Hof nahe stehenden Kreisen in Berlin die Meinung

verbreitet war, Napoleon werde unmittelbar nach dem Ableben des Königs von Belgien dieses Land besetzen. Von der Schweiz habe ich damals allerdings nicht reden gehört.

Auch ist bekannt, dass in neuester Zeit wiederholt in norddeutschen Blättern davon die Rede war, Frankreich werde seine Entschädigung in Belgien u. der *französischen Schweiz* suchen.

Ich muss übrigens, wie bereits Eingangs bemerkt, wünschen, dass diese Mittheilungen nicht etwa an die grosse Glocke gehängt, oder zu einer Interpellation an den preussischen Gesandten in der Schweiz benutzt werden, glaube aber, dass sie zur Aufklärung dessen, was die Schweiz allfällig von der preussischen Politik zu gewärtigen hätte, dienen könnte.

41

E 2200 Vienne 1/47

*Le Président de la Confédération, J. M. Knüsel,
au Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, A. O. Aepli*

L

Bern, 23. August 1866

Mit Zuschrift vom 31. Juli¹ abhin habe ich Ihre Aufmerksamkeit auf die Frage der Grenzregulirung zwischen Österreich und Italien hingelenkt, welche in Folge des damals vorausgesehenen und seither wirklich eingetretenen Waffenstillstandes in ernstliche Behandlung genommen wird. Mit Zuschrift vom 3. August² geben Sie die Gründe an, welche es Ihnen nicht opportun erscheinen liessen, auf die angeregte Idee einzugehen, was mich veranlasst, nochmals auf die Eingangs erwähnte Zuschrift zurückzukommen.

Die Abtretung von Südtirol an Italien scheint, wie ich schon am 31. Juli, entgegen einer vielfach verbreiteten Meinung, angenommen habe, nicht mehr ernstlich in Frage zu kommen. Ich betrachte dieses als ein glückliches Ereignis für die Schweiz. Würde alles österreichische Land welscher Zunge vom mittelländischen u. adriatischen Meere an bis in die Tyroler Alpen hinein zu Italien kommen, so wäre der Kanton Tessin u. die ausgesetzten ennetbergischen, italienisch redenden Gemeinden des Kantons Graubünden weit mehr der Gefahr preisgegeben, die sehnsüchtigen Blicke Italiens auf sich zu lenken. Ich kann die optimistischen Anschauungen derjenigen nicht theilen, die da glauben, es würde Italien gar nichts daran gelegen sein, in nordwestlicher Richtung noch die letzten Reste desjenigen Gebietes, auf welchem die welsche Zunge herrscht, seinem Reiche einverleibt zu sehen. Ebenso wenig könnte ich zu der Ansicht kommen, dass, wenn einmal Welschtyrol von Österreich an Italien abgetreten wäre, zwischen diesern beiden Staaten dann das Zeitalter des ewigen Friedens anbrechen würde. Es ist möglich u. sogar wahrscheinlich, dass nach dem nun zu erwartenden Friedensabschlusse für einige Zeit zwischen beiden Staaten ein gutes Verhältniss eintreten

1. Cf. n° 37.

2. Non reproduit. Cf. E 2300 Vienne 18; cf. aussi n° 37, note 3.

werde. Aber die Verhältnisse sind nicht dazu angethan, eine dauernde u. aufrichtige Freundschaft zwischen diesen beiden Staaten vorauszusetzen. Kann nicht schon die römische Frage möglicherweise die beiden Staaten früher od. später in Konflikte bringen? Und sollte einmal ein europäischer Krieg zwischen den Staaten des alten Systems und denjenigen der neuern Staatsideen ausbrechen, so würden Östreich u. Italien schwerlich in dem gleichen Lager zu finden sein. Es ist natürlich nicht möglich vorauszusagen, wie sich die Dinge in der Zukunft gestalten werden, aber so viel ist doch sicher, dass ein Krieg zwischen Österreich u. Italien für die Zukunft keineswegs zu den Unmöglichkeiten gehört, auch selbst dann nicht, wenn Welschtyrol an Italien abgetreten würde.

Österreich selbst scheint solche Stellungen zu Italien ins Auge zu fassen; denn wie man vernimmt, soll man sich auf dem Ministerium des Äussern ernstlich mit der Grenzregulierungsfrage beschäftigen. Wir halten zwar nicht alle Wienerblätter, aber die Nummer der «neuen freien Presse» vom 18. August bringt unter der Aufschrift «die Grenzregulierung im Süden» einen Artikel, der offenbar aus amtlichen Kreisen stammt. In demselben findet sich unter anderm folgende Stelle: «An der Südwestgrenze, von der Schweizergrenzmarke an bis zur Etsch sind besonders drei Punkte ins Auge zu fassen: der oberste Winkel des Veltlins, der oberste Theil des Camonica Thales und des Felsen-Fort Rocca d'Anfo. Der oberste Winkel des Veltlin, etwa von Bormio an (Linie von Dos Dé — Ceppina) bis hinauf zur Stilfser-Höhe, ist unerlässlich, wenn das Stilfser-Joch selbst u. mit ihm das Einfallthor in das Vintschgau u. das obere Etschthal endgültig gesichert werden soll. Gegenwärtig läuft dort die politische Gränze so, dass die Höhen auf der italienischen Seite die auf deutscher dominiren u. dass bei einer richtigen Benutzung dieser Terrain-Vortheile u. bei gleichen Streitkräften die Italiener schliesslich den Übergang erzwingen können u.s.w.»

Wenn nun Österreich selbst findet, dass am Stelvio eine Grenzregulierung stattfinden sollte, so darf man füglich das Bedenken fallen lassen, eine solche Anregung würde bei der dort waltenden Verbitterung dahin gedeutet werden, man wolle einen Friedensabschluss erschweren und eigennützig Gebietsweiterungen anstreben. Die Anregung Seitens Österreichs ist so natürlich u. in den Verhältnissen begründet, dass es mich gewundert hätte, wenn es nicht von selbst darauf gefallen wäre; denn in der That können die jetzigen Grenzen keinem Staate dienen. Sowohl Österreich als Italien sind bei jedem Konflikte genöthigt, dort Truppen aufzustellen, um nicht vom Gegner im eigenen Lande plötzlich überfallen zu werden, u. die Schweiz hat bei solchen Anlässen immer die Last, das Münsterthal besetzen zu müssen. Italien wird nun allerdings höchst ungerne einen auch noch so kleinen Theil italienischen Bodens abtreten, aber wenn es nur unter dieser Bedingung anderwärts einen ebenso grossen, od. vielleicht, wo keine strategische Rücksichten entgegenstehen, noch grössern Ersatz erhält, so ist ein solcher Austausch keineswegs etwas Unmögliches. Sollte aber Italien geneigt gemacht werden können, auf diese Ansicht einzugehen, so würde es gewiss diesen Zipfel lieber in den Händen der Schweiz sehen, als in denjenigen Österreichs, das wahrscheinlich mit der Cession der Landesstrecke auch die Verpflichtung der Übertragung an die Schweiz übernehmen würde, wenn ihm dafür materielle Entschädigung von unserer Seite geboten würde, wozu sich bei den zwischen uns u. Österreich hängenden Fragen Gelegenheit genug finden würde.

Ich möchte ihnen, Herr Geschäftsträger, diese Anregung nochmals in reifliche Überlegung geben. Die Schweiz hat leider an vielen Orten militärisch so unvortheilhafte Grenzen, dass man keine Gelegenheit, die irgend wie günstig scheint, sollte vorbeigehen lassen, auf bessere Änderungen hinzuwirken. Für unser Land wäre natürlich der Erwerb der Landschaft Cleven³ weit erwünschter, aber einerseits handelt es sich nicht um Vergrößerungspläne und andererseits wird dermalen von diesem Landstriche keine Rede sein können. Aber die Grenzregulirung am Stelvio kann vielleicht erreicht werden. Wie ich Ihnen lezthin schon andeutete, handelt es sich auch nicht darum, Sie zu einem bestimmten, offenen Auftreten zu veranlassen, aber bei der in Wien gegenwärtig günstigen Stimmung dürfte es doch am Plaze sein, zu sondiren. Auf welche Weise dieses am besten ohne alles und jedes Aufsehen geschehen kann, müsste ihrer Beurtheilung anheimgestellt bleiben, da Sie Personen und Verhältnisse doch einigermassen kennen gelernt haben. Vielleicht wäre Hr. Direktor Brunner eine solche geeignete Mittelsperson, er hat gute Verbindungen in massgebenden Kreisen, ist gewandt und vorsichtig; er dürfte einen solchen Gedanken, als ob er von ihm ausginge, ohne alles Bedenken im Gespräch mit geeigneten Personen hinwerfen. Sollte sich dann Aussicht zeigen, so könnten Sie ihr ferneres Verhalten darnach einrichten. Natürlich müsste dieses mit aller Beförderung geschehen, da die Unterhandlungen mit Italien nunmehr beginnen sollen.

Von einem Kongresse ist dermalen ernstlich keine Rede. Zudem würde die Schweiz an einem solchen schwerlich Theil nehmen, wenn man sie nicht einladen, oder Gegenstände behandelt würden, die unser Land angehen. Und auf welchen Titel gestützt wollte die Schweiz, die allen Kämpfen als unbetheiligter Zuschauer fern geblieben ist, an einem Kongresse auftreten, um sich der Gefahr auszusezen, dass man dadurch Veranlassung gäbe, dass an uns Forderungen gestellt würden, und zwar von solchen Staaten, die an einem Kongresse gewichtigere Stimmen hätten, als wir. Zudem wird diese kleine Grenzabrundung in allen Beziehungen weit besser bei den Verhandlungen zwischen Italien u. Osterreich zur Sprache gebracht, als an einem Kongresse.

Schliesslich erlaube ich mir, Ihnen eine historische Arbeit⁴ über die Landschaften Veltlin, Worms⁵ und Cleven zur Einsicht zu übermitteln, die Sie gewiss gerne lesen werden. Sie werden sich aus derselben überzeugen, welchen Werth man immer auf die Landschaften Worms und Cleven als militärische Schlüsselpunkte legte.⁶

3. *Chiavenna en Valteline.*

4. *Cf. n° 37, note 2.*

5. *Bormio en Valteline.*

6. *Pour la réponse, cf. n° 43.*

E 2300 Paris 19

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Paris, 26. August 1866

Im Sinn Ihres Auftrages vom 20sten d. M.¹ begab ich mich gestern auf das Ministerium des Äussern, um bei der Division des affaires commerciales Erkundigungen einzuziehen darüber, was von der französisch. Regierung bezüglich der von Ihnen erwähnten Dekrete² der Regierung v. Italien bisher geschehen sei. Da Hr. Herbet für einige Wochen Urlaub erhalten hat, so wandte ich mich an seine beiden Stellvertreter Jägerschmidt u. Meurand. Sie erklärten mir, dass ihnen weder durch die französisch. Consulate in Italien, noch durch Reklamationen des Handelsstandes von diesen Dekreten irgend etwas zur Kenntniss gekommen sey. Sie nahmen von meinen Mittheilungen Notiz u. bemerkten mir, sie werden in Florenz u. Genua hierüber Nachfrage halten. Ich ersuchte sie, dabei nicht zu erwähnen, dass Ihnen die *erste* Kunde *durch mich* zugekommen sey, u. mir seiner Zeit zu berichten, was das Ergebniss ihrer Nachforschungen seyn werde. Sie dürfen indessen, fügte ich bei, die Thatsache *als wichtig* ansehen, indem unser Vertreter in Florenz die bezüglichen Dekrete nach Bern eingesandt habe.

Herr Meurand u. Hr. Jägerschmidt erklärten mir, wenn die Zollerhöhungen Artikel beschlage, welche im Tarif conventionnel speziell genannt seyen, so werde die französische Regierung dagegen reclamiren. Sey diess aber nicht der Fall, sondern beziehen sich die Erhöhungen auf Artikel, welche im Tarif zum Handelsvertrag *nicht* erwähnt seyen, so sey Italien nach Art. 28 des Vertrags, der gleichlautend sey im italienisch-französisch. wie im französisch-schweizerisch. Vertrag, hiezu befugt, u. es habe nun alle Staaten *gleich* zu behandeln. Jägerschmidt benutzte dann diesen Anlass, um beizufügen, da könne die schweizerisch. Regierung nun sehen, wozu man komme mit derjenigen Interpretation, welche dieselbe gegenüber Frankreich bei Anlass der Reclamation³ wegen Erhöhung des Ausfuhrzolles auf Pferden vertheidigt u. festgehalten habe. Der Bundesrath habe nämlich nicht etwa die Ausfuhr v. Pferden als Kriegscontrebande untersagt, sondern die Erhöhung des Ausfuhrzolles *auf Art. 28⁴ des Handelsvertrages gestützt*, während Frankreich erwiedert habe, bei dieser Interpretation könnte ja jeder contrahirende Staat jederzeit die Tarifansätze abändern, er brauche sie nur gegen alle Staaten gleichmässig zu erhöhen. Wenn also Italien nun dieser gleichen Theorie huldige, so erhalte die schweizerische Regierung mit Bezug auf die von ihr festgehaltene Auffassung des Art. 28 eine etwas schwierige Stellung. Sie erinnern sich, dass ich schon in einem früheren Rapporte meine persönliche Ansicht bei Anlass von Äusserungen v. Herbet über die damals bereits getroffene Verfügung

1. *Non reproduit.* Cf. E 1001 (E) q 1/72.

2. *Décret du 28 juin 1866 concernant la modification du tarif des péages.*

3. Cf. n° 33.

4. Cf. *RO VIII*, p. 215.

dahin ausgesprochen habe, dass mir eine solche Auffassung des Art. 28 für unsere Interessen unter Umständen als gefährlich vorkomme und der Gesichtspunkt der Kriegscontrebande keinen Anstand fände. Da mir aber die hierüber mit der französischen Regierung geführte Korrespondenz niemals zur Kenntniss gekommen ist, so konnte ich mich auf diese Äusserungen von Jägerschmidt auch nicht näher einlassen. Es wird mir aber erwünscht seyn, die Gesichtspunkte zu kennen, welche Sie der französischen Interpretation entgegengestellt haben, um Herrn Jägerschmidt bei nächstem Zusammentreffen einlässlicher antworten zu können. Könnten wir z. B. zugeben, dass Frankreich den Zoll auf Seidenbänder von 4 auf 8 erhöhe pr. Kilog., gestützt auf Art. 28, wenn es sich nur damit rechtfertigen wollte, es finde diese Erhöhung gegen *alle* contrahirenden Staaten *gleichmässig* statt? — Ich glaube, Nein, weil Seidenbänder ein im Tarif conventionel genannter Artikel sind. Ich muss daher annehmen, es sey v. Hr. Jägerschmidt Ihrer Interpretation vermuthlich eine unrichtige Deutung gegeben worden.

Zur Situation. Seit meinem letzten Rapporte vom 18ten d. M.⁵ ist die Situation nach Aussen, namentlich mit Bezug auf die sogenannte *Compensationsfrage* ganz die gleiche geblieben, wie ich Ihnen solche schon geschildert habe. Frankreich wird zur Zeit den Compensationsanstrengungen wie solche in mündlichen Pourparlers hier u. in Berlin zur Erörterung gekommen sind, keine weitere Folge geben, u. damit ist also für einige Zeit der europäische Friede gesichert; was auch immer bald da, bald dort, hiegegen vorgebracht werden mag. Die Mittheilung von Hr. Aepli⁶ betreffend gewisse auf die Schweiz bezügliche Äusserungen von Bismarck betrachte ich mit Ihnen mehr als ein «Curiosum» denn als etwas für mich Beunruhigendes.

Es ist vorgestern im *Journal des Débats* in der Form, in welcher öfters von dem Ministerium des Äussern adressierte Artikel erscheinen (nämlich unterzeichnet vom Secrétaire de la Rédaction), ein sehr einlässlicher Artikel über die Compensationsfrage erschienen, den ich in allen Hauptpunkten für richtig halte, u. der auch ganz in Einklang ist mit dem, was ich Ihnen unterm 4ten, 11ten u. 18 d. M.⁷ über die gleiche Frage aus bekannter Quelle geschrieben habe. Es wird darin ferner insbesondere betont, dass der Kaiser nichts hören wollte von Compensationen, auf welche ihn Bismarck in Belgien habe anweisen wollen, weil er es für ungerrecht gehalten hätte, von einem neutralen Staate zu verlangen, was *Preussen* schuldig sei als diejenige Macht, welche auf Unkosten des europäischen Gleichgewichts ihr Gebiet so bedeutend vergrössere. Aber von einer Verweisung auf die Schweiz habe ich hier wenigstens nichts gehört. In Frankreich muss man denn doch wissen, dass die Schweiz ohne Krieg sich nicht weder ganz noch theilweise annexiren liesse! Dabei will ich nicht bestreiten, dass Bismarck für uns Schweizer keine besondern Sympathien haben mag! Man muss diess wenigstens vermuthen, wenn wahr ist, dass als Grund für Anexion der freien Stadt Frankfurt von ihm angeführt worden seyn soll: es sei zur allgemeinen Sicherheit nöthig, dass dieser Sitz des Demokratenpaks unter eine kräftige Regierung komme! *Die grosse Lehre* dürfen wir mit Andern neuerdings und jedenfalls aus den letzten Ereignissen zie-

5. Non reproduit.

6. Cf. n° 40.

7. Non reproduits.

hen, dass die Schweiz nichts versäumen darf, um unter allen Umständen ihre Unabhängigkeit mit aller Macht selbst vertheidigen zu können. Das positive europäische Völkerrecht ist in Brüche gegangen und «Vae victis», wenn sie nur auch in Berufung auf dasselbe ihr Heil suchen wollen!

Nachdem der Friede zwischen Preussen und Österreich unterzeichnet, vielleicht gegenwärtig schon ratifizirt ist, wird nun wohl auch der Friede zwischen Italien und Österreich in nicht ferner Zukunft und zwar in Wien zum Abschluss gelangen. Menabrea hat sich hier so ziemlich versichert, wie weit die Ansprüche auf Unterstützung des Kaisers rechnen können. Mehr als die Fixirung des Antheils an der Staatsschuld wird die Fixirung der Grenzen zwischen Italien u. Österreich Zeit fordern. Da aber Italien seine Ansprüche auf das Italienische Tyrol im Ganzen aufgeben muss, wird es doch nicht so schwer seyn, sich zu verständigen. Der Unterhalt der Truppen sollte bei beyden Staaten auf beförderliche Verständigung einwirken.

Die *Kaiserin v. Mexico* mag einige finanzielle Zugeständnisse ausgewirkt haben, aber in der Hauptsache, Zurückziehung der Truppen aus Mexico, *konnte* die französische Regierung nichts Erhebliches zugestehen. Damit sind die Tage dieses ephemeren Kaiserthums gezählt.

Nach allen Berichten bessert sich der Gesundheitszustand des Kaisers. Die letzte Bestätigung dieser Berichte dürfte darin liegen, wenn der Kaiser wirklich, wie man sagt, innert den ersten 10 Tagen September mit der Kaiserin nach Biarritz reisen kann.

43

E 2/463

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, A. O. Aepli,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Wien, 28. August 1866

Nachdem Sie mit Schreiben vom 23. ds¹. Mts. neuerdings auf den Gedanken zurückgekommen sind, hier sondiren zu lassen, ob bei dem zwischen Österreich u. Italien abzuschliessenden Friedensvertrag nicht allfällig die Neutralisirung u. Abtretung des Veltlins oder wenigstens des obern Theils desselben an die Schweiz stipulirt werden könnte, habe ich nicht ermangelt, den Versuch zu machen, Ihrem Wunsche gerecht zu werden, ohne dass es mir indessen möglich geworden wäre, über die Opportunität der Sache eine andere, als die früher geäusserte Ansicht zu gewinnen.

Ihrer Andeutung folgend habe ich zunächst den Herrn Telegraphendirektor Brunner zu veranlassen gesucht, diessfalls seine bons offices walten zu lassen. Es sagte mir derselbe jedoch, dass er erst kürzlich mit einem höher gestellten österreichischen Staatsmanne über die Abtretung des Veltlins an die Schweiz gespro-

1. Cf. n° 41.

chen, dass derselbe aber bemerkt habe, z.Z. als die Lombardie von Österreich an Italien abgetreten wurde, hätte davon wohl die Rede sein können; jetzt sey keine Veranlassung mehr dazu vorhanden. Herr Brunner lehnte es auch ab, sich weiter in dieser Angelegenheit zu bethätigen.

Ich suchte darauf die Sache beim Ministerium des Äussern selbst beiläufig zu einer unmassgeblichen Erörterung zu bringen u. begab mich zu diesem Zweck zu dem Unterstaatssekretär von Meysenbug, mit dem ich ohne hin einige Gegenstände zu besprechen hatte. Ich wählte als Ausgangspunkt den Artikel der «freien Presse», auf den Sie verwiesen hatten u. dem Sie einen so grossen Werth beizulegen scheinen, u. stellte die Frage: ob es wohl richtig sey, dass Österreich bei Regulierung der Grenzen auf eine Abtretung des obern Theils des Veltlins reflektiren werde. Herr von Meysenbug antwortete mir, dass die Friedensverhandlungen noch gar nicht begonnen haben, dass er aber nicht glaube, dass ein solches Begehren gestellt werde. Österreich sey jetzt nicht im Falle, Vortheile dieser Art für sich in Anspruch zu nehmen, da es Italien gegenüber, das von Preussen u. Frankreich unterstützt werde, ganz isolirt dastehe. Das österreichische Interesse erheische einen möglichst raschen Abschluss des Friedens u. es werden daher österreichischer Seits alle Fragen vermieden werden, welche die Erreichung dieses Zieles verzögern könnten. Übrigens betrachte er Alles, was jetzt geschehe nur als provisorisch, indem er der Überzeugung lebe, dass in nicht gar ferner Zeit neue Verwickelungen auftauchen werden. Er belobte dann sehr die Thätigkeit der Schweiz, sich in möglichst vertheidigungsfähigen Zustand zu setzen u. sprach mit mehr Wärme als je von dem Interesse Österreichs an der Erhaltung der Schweiz. Fast muss ich glauben, dass auf letzteres die neulich in den Blättern enthaltene Nachricht von der Errichtung eines diplomatischen Postens in Berlin od. die Befürchtung, dass der hiesige Posten aufgegeben werde, nicht ohne Einfluss gewesen sey.

Von einem mit der öster. Politik sonst wohl vertrauten, gewiegten deutschen Diplomaten wurde mir gestern gesprächsweise über die österr.-italienischen Friedensverhandlungen bemerkt: die Bestrebungen Österreichs werden darauf gerichtet sein, in den Grenzverhältnissen möglichst wenig zu ändern, dagegen Italien zur Übernahme einer möglichst hohen Summe der Staatsschuld zu veranlassen. Reflektirte Österreich auf eine Abtretung des Veltlins od. eines Theiles desselben von Seiten Italiens, so würde es das abgetretene Gebiet jedenfalls für sich behalten.

Da sich aus dem Vorgebrachten der Schluss nicht ziehen liess, dass von weiteren Erörterungen dieser Frage irgend ein günstigeres Resultat gehofft werden dürfte u. ich mich ohnehin nur auf das Sondiren zu verlegen hatte, so verfolgte ich die Sache nicht weiter. Wenn Sie übrigens von der Voraussetzung ausgehen, dass im Falle Österreich gleichwohl die Abtretung des obern Theiles von Veltlin begehren sollte, Italien diesen Theil seines Gebietes lieber an die Schweiz als an Österreich abgeben würde, so dürfte wohl der schweizerische Minister in Florenz besser als der Geschäftsträger in Wien im Falle sein, darauf hinzuwirken, dass eine Abtretung zu Gunsten der Schweiz erfolge.

Für die Mittheilung der historischen Abhandlung des Herrn Professors Vogt²

2. *Non reproduite. Cf. n° 37, note 2.*

bin ich Ihnen sehr dankbar. Ich habe sie, namentlich die so sehr lehrreichen Verhandlungen des Wiener Kongresses über die Veltlinerfrage, mit dem grössten Interesse gelesen.

44

E 6/39

*Proposition du Chef du Département du Commerce et des Péages,
F. Frey-Hérosé, au Conseil fédéral*

Gegenstand:

Konflikt mit Dr. Lindau,

betreffend das Konsulargrundstück.

Bern, 31. August 1866

Der schweiz. Generalkonsul in Japan, Hr. C. Brennwald, mit Schreiben vom 14. Juni¹ aus Yokohama, übermittelt dem Bundesrath unter Duplikatertheilung seines vorherigen Schreibens vom 11. Juni² sammt Beilagen, die Abschrift einer ihm kurz vor Postschluss vom preussischen Konsul a.i., Herrn D. de Graeff van Polsbroek in Yokohama, zugegangenen und vom 13. Juni datirten Schreibens.

Hr. Brennwald bemerkt dazu, dass ihm von der Ersetzung des preussischen Konsuls weder durch den früheren Konsul, Herrn von Brandt, noch durch den neuen Konsul a.i., Hrn. van Polsbroek, Anzeige gemacht worden sei, und er werde erst mit der nächsten Post über die Angelegenheit dieses Schreibens berichten können.

Das fragliche Schreiben des preussischen Konsuls ad interim enthält ungebührliche Beschuldigungen des Hrn. Brennwald über dessen Veröffentlichungen zweier Aktenstücke, den Conflict mit Hrn. Dr. Lindau betreffend. Hr. Brennwald habe damit den Vertreter S. M. des Königs von Preussens in Japan angegriffen; es wäre den freundschaftlichen Beziehungen zwischen den Regierungen Preussens und der Schweiz entsprechender gewesen, wenn Hr. Brennwald sich mit dem preussischen Vertreter in Correspondenz gesetzt hätte. Der preussische Vertreter werde von diesem bedenklichen Vorfall seiner Regierung Bericht machen, inzwischen fordere er Hrn. Brennwald auf, die Veröffentlichung öffentlich zurückzuziehen. Hr. Lindau sei preussischer Unterthan und Einer der Geachttesten unter den Niedergelassenen in Yokohama, es stehe nur der preussischen Gerichtsbarkeit zu, über dessen Begangenheiten zu urtheilen.

Mit Schreiben vom 27. Juni³ macht dann Hr. Brennwald dem Bundesrath seine Mittheilungen über diese neue Angelegenheit, indem er erwähnt, er habe jenen Brief des preussischen Konsuls a.i. dem englischen und dem französischen Vertreter gezeigt, und diese seien höchst erstaunt gewesen über eine solche Sprache und hätten gar keinen Angriff in jener Veröffentlichung ersehen. Er habe dem englischen Minister auch die Korrespondenz zwischen dem preussischen Konsul und dem Gouverneur gezeigt, und derselbe habe die Sache so deutlich und klar

1. *Non reproduit.*

2. *Non reproduit.*

3. *Non reproduit.*

gefunden, dass er ganz erstaunt gewesen wäre, wie sich Hr. van Polsbroek demassen von Hrn. Lindau habe beeinflussen lassen, um jenen Brief zu schreiben. Auf den Wunsch des französischen Ministers habe er demselben eine Copie des Briefes von Herrn Polsbroek gegeben, und Ersterer werde seiner Regierung ausführlichen Bericht über diese Konsulatsterrainfrage einschicken, nicht aus partheilichem Interesse, sondern weil ein Unrecht gegen die Schweiz begangen würde und Frankreich dieselbe in dieser Frage unterstützen sollte. Hr. Brennwald bemerkt hiezu, dass wenn der Bundesrath für zweckmässig erachten würde, den Sachverhalt dem schweiz. Minister in Paris mitzutheilen, Letzterer dann die weitem Schritte thun könnte.

Hr. Brennwald gibt dem Bundesrath Abschrift seiner Erwiderung an den preussischen Konsul a.i., in welcher er jede weitere Korrespondenz mit diesem über die Konsulatsterrainfrage ablehnt, bis er die nöthigen Instruktionen vom Bundesrath erhalten haben werde.

Im Fernern berichtet Hr. Brennwald, es sei das ursprünglich zum holländischen Konsulat bestimmte und nachher der holländischen Gesellschaft «Matschappy» übertragene Grundstück, worauf letztere bereits steinerne Magazine erbaut hätte, wieder den japanesischen Behörden zum Kostenpreise zurückerstattet worden, woraus zu ersehen sei, wie Hr. van Polsbroek im Grunde die Konsulatskonzession betrachte.

Die Veranlassung zu dem fraglichen Schreiben des preussischen Konsuls a.i. an Hrn. Brennwald war die Veröffentlichung zweier Aktenstücke, den Konflikt mit Hrn. Lindau über das Konsulatsgrundstück betreffend; das eine war eine auf Anrathen des englischen Ministers durch Hrn. Brennwald erlassene öffentliche Warnung vor dem Ankauf des schweiz. Konsulatsgrundstücks, das andere ein Schreiben des Gouverneurs von Kanagawa an den preussischen Konsul. Die Veröffentlichung dieses letztern Aktenstücks war erfolgt, um die frühere notifikatorische Warnung zu bestärken, weil diese letztere durch einen in der Zwischenzeit erschienenen Gegenartikel des preussischen Konsulats aufgehoben werden sollte.

Hr. Brennwald hatte mit Schreiben vom 29. Mai⁴ dem Bundesrath von dieser Veröffentlichung Anzeige gemacht und die Begründung davon in richtiger Weise dargestellt, dass weitere Schwierigkeiten durch allfälliges Übergehen des streitigen Grundstücks in andere Hände verhindert werden müssten. Der schweiz. Generalkonsul hat in ganz einfacher Weise öffentlich die fremden Residenten in Japan vor Ankauf des schweiz. Konsulargrundstücks, in welcher Art es sei, gewarnt. Wenn dann der preussische Konsularagent, Hr. Gildemeister, sich veranlasst sah, dieser Notifikation entgegenzutreten durch eine Gegennotifikation, um jene Warnung als grundlos und unberechtigt darzustellen, so war Hr. Brennwald der Sache selbst es schuldig, durch die Veröffentlichung eines Schreibens des Gouverneurs von Kanagawa, in welchem dieser gegen die Besitznahme oder den Verkauf des schweiz. Konsulargrundstücks durch Hrn. Lindau, sich beim preussischen Konsulat verwarnt, seine Notifikation und deren Berechtigung aufrechtzuerhalten. Hr. Brennwald hätte in dieser Lage nicht wohl etwas anderes thun können, ohne die schweiz. Interessen in Bezug auf das strittige Konsular-

4. *Non reproduit.*

grundstück zu gefährden. Es ist kaum ein genügender Grund zu finden, dass der preussische Konsul a.i. sich in Folge dieses Verfahrens in solcher Weise gegenüber dem schweiz. Generalkonsul auslassen konnte. Es muss als offenbaren Irrthum angesehen werden, dass die preussischen Konsularbehörden in Japan darauf bestehen möchten, die Frage des schweiz. Konsulargrundstücks unter die preussische Gerichtsbarkeit zu ziehen, aus dem unstichhaltigen Grund, weil Hr. Lindau dasselbe beim preussischen Konsulat hat einschreiben lassen, entgegen der ausdrücklichen Bedingung in der Schenkungsurkunde, dass diese Konsulargrundstücke niemals Privatzwecken dienstbar werden dürfen. Das Verfahren des schweiz. Generalkonsuls in dieser Angelegenheit kann in allen Beziehungen als richtig und anstandsgemäss gebilligt und gutgeheissen werden. Hr. Brennwald findet sich durch die sachbezüglichen Ansichten von Seiten der Vertreter von England, Frankreich und Nordamerika sowohl, als auch von den japanesischen Behörden unterstützt und wurde in seinen Schritten durch die Billigung derselben geleitet. Der französische Minister hat sogar Anlass genommen, die Angelegenheit, wie oben gesagt, in Schutz zu nehmen, indem er den Sachverhalt an seine Regierung berichten will.

Es muss daher um so auffallender erscheinen, dass die preussischen Konsularbehörden in Japan nicht davon ablassen, eine so ungerechtfertigte Partheinahme zu führen in einer Frage, die grundsätzlich ohne den geringsten Zweifel geblieben ist, und dass Hr. van Polsbroek als preussischer Konsul a.i. ein in so heftigem und wenig würdigem Tone gehaltenes Schreiben an Hrn. Brennwald abgehen lassen konnte und damit alle schuldigen Rücksichten gegen den Vertreter einer befreundeten Nation hintansetzen und vergessen durfte, dass wenn der Vertreter eines Staates durch die Publikation eines andern angegriffen und gekränkt wurde, diess der schweizerische war, gegen welchen der preussische Konsulatsverweser, Hr. Gildemeister, mit seiner Bekanntmachung vom 22. Mai 1866 zuerst auftrat. Ein solches Entgentreten muss eine Empfindlichkeit erregen und sollte nicht stillschweigend hingenommen werden. Das Departement erachtet es als zweckmässig, dass der Bundesrath für seinen Vertreter einstehe und dafür die erforderlichen Massnahmen ergreife.

Das Departement beantragt daher:

1. Es sei der Regierung von Preussen der Sachverhalt des Konfliktes mit Dr. Lindau in Übersicht darzustellen und von dem sonderbaren Auftreten des preussischen Konsulats in Yokohama durch Ertheilung der Abschriften der drei bezüglichen im Japan Herald veröffentlichten Notifikationen, sowie des Schreibens des preussischen Konsuls a.i., Hrn. van Polsbroek, an den schweiz. Generalkonsul Hrn. Brennwald, vom 13. Juni 1866 Kenntniss zu geben; bei genannter Regierung über das Verhalten des preussischen Konsulates Beschwerde zu führen und dieselbe einzuladen, dem preussischen Konsul a.i. über die in seiner amtlichen Stellung geführte Sprache das Befremden auszudrücken und ihn zu ersuchen, sich mässiger zu halten und ernstlich zu erwägen, ob überhaupt eine Einmischung der preussischen Amtsthätigkeit in die Streitsache des Hrn. Dr. Lindau sich rechtfertigen lasse.

2. Es sei der Sachverhalt des fraglichen Konflikts nach der beifolgenden Darstellung in einer Abschrift dem schweiz. Minister in Paris mitzutheilen und dieser Letztere zu beauftragen, über diese Angelegenheit in geeigneter Weise mit dem

französischen Ministerium Rücksprache zu pflegen und sich dessen guter Mitwirkung in dieser Sache zu versichern.

3. Es sei dem Generalkonsul in Japan, Hrn. Brennwald, die Billigung und Genehmigung seines Verfahrens in Sachen des Konflikts mit Dr. Lindau und so auch seines Verhaltens gegenüber dem preussischen Konsulat in Yokohama auszusprechen und ihm gleichzeitig Abschrift der Verfügungen N. 1. & 2. zu ertheilen⁵.

5. *Approuvées par le Conseil fédéral dans sa séance du 12 septembre 1866. Cf. PVCF E 1004 1/66, 3967.*

45

E 2/574

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, A. O. Aepli,
au Conseil fédéral*

R

Wien, 8. September 1866

Nachdem ich, wie Ihnen bekannt ist, die mir übertragene Stelle eines schweizerischen Geschäftsträgers in Wien *provisorisch* übernommen hatte, sah ich mich bei der Ungewissheit, wie lange dieses Provisorium dauern würde, veranlasst, dem Regierungsrathe meines Heimathkantons zu eröffnen, dass ich die bisher bekleidete Stelle eines Mitgliedes desselben niederlege. Der Regierungsrath trat jedoch auf dieses Demissionsbegehren nicht ein, sondern ertheilte mir unterm 25. Juli Urlaub bis zum 1. *October*, in der Meinung, dass ich bis dahin im Falle sein werde, mich über die definitive Annahme jener Stelle zu entschliessen. Ich zögerte nicht, den mir in dieser Weise angebotenen Urlaub dankend anzunehmen. Damit ist nun aber auch der Zeitpunkt herangerückt, in welchem ich mich über mein ferneres Verbleiben an dem mir von Ihnen anvertrauten Posten auszusprechen habe.

Ohne mich in weitläufige Erörterung der Gründe einzulassen, welche es für mich wünschbar machen, unter gegebenen Verhältnissen wieder in mein Vaterland zurückzukehren, erlaube ich mir, nur beiläufig zu bemerken, dass neben Familienrücksichten mich auch die Befürchtungen hiezu bestimmen, dass eine erfolgreiche Wirksamkeit in wichtigern Angelegenheiten wohl für längere Zeit kaum möglich sein wird und daher nur die Menge jener untergeordneten Geschäfte übrig bleiben, die, ich gestehe es, für mich nicht sehr anziehend sind u. von jedem Andern ebenso gut od. besser erledigt werden können.

Bezüglich der mir durch die Instruktion vom 4. Juli¹ überwiesenen speziellen Geschäfte erlaube ich mir, bei dieser Gelegenheit folgenden kurzen Bericht zu erstatten, indem ich den Ziffern der Instruktion folge.

[...]²

1. *Non reproduite. Cf. E 1001 (E) t 1/1.*

2. *Suivent les réponses d'A. O. Aepli aux instructions du Conseil fédéral.*

7. Was die Massregeln zur *Sicherstellung schweizerischer Angehörigen u. ihres Eigenthums während dem Kriege* anbelangt, so hatte ich dieselben, soweit es die Verhältnisse erforderten, getroffen. Mein zeitiges Eintreffen in Wien machte es denjenigen Schweizern, welche mit gehörig visirten Pässen verreisen wollten, möglich, noch vor dem Eintreten der befürchteten Katastrophe ihr Vorhaben auszuführen. Dem Wunsche anderer, ihre Kostbarkeiten bei der Gesandtschaft zu deponiren, konnte ebenfalls entsprochen werden. Glücklicher Weise machte der Anfang August abgeschlossene Waffenstillstand weitere Massregeln überflüssig.

Noch bleibt mir übrig, den in Ziff. 4 der Instruktion enthaltenen Auftrag speziell zu berichten, nämlich den Auftrag, «den Intentionen des Bundesrathes wo immer Ausdruck zu geben, welche dahin gerichtet sind, die bestehenden freundschaftlichen Beziehungen zwischen beiden Staaten noch fernerhin zu pflegen u. zu vervielfältigen.» Ich war um so mehr bestrebt, demselben gerecht zu werden, als ich die Überzeugung hege, dass die Schweiz, seit die ihre Neutralität garantirenden Verträge nun völlig zerrissen und an die Stelle derselben Convenienz u. Gewalt — sans cérémonie — getreten sind, mehr als je Ursache hat, sich mit den mächtigen Nachbarstaaten u. zumal mit demjenigen unter ihnen in gutes Einvernehmen zu setzen, welcher bisher weder direkte noch indirekte die Integrität ihres Gebietes angetastet hat, vielmehr ein grosses Interesse an der Aufrechthaltung u. Vertheidigungsfähigkeit der schweizerischen Neutralität besitzt. Man darf sich nicht verhehlen, dass die verschiedenen Friedenstraktate, welche in jüngster Zeit zwischen den Krieg führenden Mächten abgeschlossen worden sind od. sich im Stadium des Abschlusses befinden, weder hier, noch in Deutschland, noch in Frankreich die Überzeugung erwecken konnten, dass ein dauernder Friede gewonnen worden sey. Es können, vielleicht in nicht gar ferner Zeit, neue Feindseligkeiten auftauchen, die für die Schweiz verhängnissvoller werden dürften, als es die letztern gewesen sind. Lege ich auch kein besonders grosses Gewicht auf die jüngst in einigen hiesigen offiziösen Zeitungen verbreitete Nachricht aus Berlin, man betrachte dort (in Berlin) die Annektirung des deutschen Gebietstheils der Schweiz nur als eine Frage der Zeit, die französischen u. italienischen Kantone würde man an Frankreich u. Italien überlassen. Es lässt sich doch nicht leugnen, dass das Übergewicht Preussens in Deutschland für die Schweiz weniger vortheilhaft sein wird, als der bisherige Zustand es war, u. dass ein Krieg zwischen Frankreich u. Deutschland für die Schweiz grosse Gefahren birgt. Ein gutes Einvernehmen mit Österreich, das doch immer als Grossmacht zählt u. eine gewichtige Stimme bei der schliesslich doch nothwendig werdenden Aufstellung neuer völkerrechtlicher Grundlagen für die Beziehungen der europäischen Staaten unter sich, die nicht immer im Kriegszustand sich gegenüber stehen können, besitzen wird, kann daher für die Schweiz nur vortheilhaft sein. Zur Pflege eines solchen Einvernehmens ist eine ständige Vertretung der Schweiz in Österreich ohne Zweifel ein vortreffliches Mittel, obgleich man von demselben auch nicht zu grosse Erwartungen hegen darf. Denn am Ende sind es doch nur die eigenen Interessen, welche im Verkehr der Staaten unter sich den Ausschlag geben u. diese Interessen fallen um so schwerer ins Gewicht, je grösser die Macht ist, welche sie stützt. Während der Vertreter eines grossen Staates gehört werden muss, wird derjenige eines kleinen stets Mühe haben, einigen Einfluss zu üben. Seine

Verrichtungen werden daher, wenn nicht ganz besonders günstige äussere Umstände hinzutreten, selten über das Niveau einer diplomatie d'antichambre hinausreichen, mit der sich selbst Männer von anerkannter Tüchtigkeit u. wahren Verdienst begnügen müssten. Aber auch diese Stellung, wenn sie mit Klugheit, Festigkeit u. Fleiss versehen wird, ist immer nützlich u. jedenfalls der Beseitigung jeder diplomatischen Vertretung weit vorzuziehen.

Entschuldigen Sie diese Abweichung von meinem Thema. Ich konnte mich derselben nicht enthalten, weil bekanntlich schon von Aufhebung des hiesigen diplomatischen Postens die Rede war u. ich es für einen entschiedenen Fehler halten müsste, wenn diesem Gedanken Folge gegeben werden wollte. Ich hielt es für meine Pflicht, bei dieser Gelegenheit hierauf aufmerksam zu machen.

Ich schliesse sonach mit dem Gesuche, mich der Stelle eines Geschäftsträgers der Eidgenossenschaft bei der hiesigen Regierung wieder zu entheben u. mir einen Nachfolger zu geben, dem ich auf *Ende des laufenden Monats September meine Geschäfte* abtreten kann, damit ich in den Stand gesetzt werde, Anfangs nächsten Monats October in meine frühere Stellung zurückzutreten.

46

E 6/38

*Proposition du Chef du Département du Commerce et des Péages,
F. Frey-Hérosé, au Conseil fédéral*

Bern, 21. September 1866

Gegenstand: Schweiz. Minister in Paris. Interpretation des Handelsvertrages in Bezug auf Tariferhöhungen in Italien & den erhöhten schw. Pferdezzoll.

Dem Handels- und Zolldepartement ist unter'm 3. dss. ein Auszug einer Depesche des schweiz. Ministers in Paris vom 26. v. M.¹ überwiesen worden, auf dessen Inhalt es demselben Folgendes zu erwiedern beantragt:

Durch Ihre geehrte Depesche vom 26. v. M. haben wir unter Anderm Kenntniss von denjenigen Mittheilungen erhalten, die zwischen Ihnen und dem Vorstande der Division des Affaires commerciales beim Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten in Bezug auf die *in Italien eingetretenen Tariferhöhungen* gewechselt worden sind.

Wir haben den schweizerischen Handelsstand mit diesen Tarifabänderungen, durch deren Veröffentlichung im Bundesblatt, nach den uns durch H. Minister Pioda in Florenz übermittelten einschlägigen Dekreten der italienischen Regierung, bekannt gemacht und gewärtigen im Übrigen, ob sich Veranlassung finde, mit der italienischen Regierung darüber in Verhandlung zu treten. Für einmal und bevor Einsprache von Seite anderer Staaten erfolgt, welchen der Konventionaltarif Italiens ebenfalls zu gut kommt, sehen wir uns zu keinem Schritte veranlasst. Sollte zu Ihrer Kenntniss gelangen, dass deshalb von Seite der französischen

1. Cf. n° 42.

Regierung bei der itälienischen reklamirt würde, so ersuchen wir Sie, uns davon unterrichten zu wollen.

Aus Ihrer erwähnten Depesche ersahen wir ferner, dass, anlässlich Ihrer Besprechungen über die Tarifabänderungen in Italien, auch nachträgliche Erörterungen zwischen Ihnen und dem Vorstande der obgenannten franz. Behörde über die bei Beginn des diessjährigen Krieges von uns verfügte *Erhöhung des Ausfuhrzolles für Pferde und Maulthiere* stattgefunden haben.

Um Sie, nach Ihrem Wunsche, in den Stand zu setzen, bei wiederkehrender Gelegenheit den Gesichtspunkt darzulegen, von welchem aus die Einwendungen der französischen Regierung gegen jene Massregel von uns bestritten worden sind, theilen wir Ihnen mit, dass wir hierüber folgende Erklärungen an den französischen Botschafter, durch Note vom 3. Juli² zu erlassen im Falle waren.

«Par sa honorée note du 15 Juin courant, Monsieur le Baron de Reinach, Chargé d’Affaires de France, présente diverses observations au sujet de l’arrêté du Conseil Fédéral, qui a porté à fr. 400 par tête le droit perçu à la sortie de Suisse des chevaux et mulets. En réponse, le Conseil Fédéral a l’honneur de communiquer à ce sujet les explications suivantes à Son Excellence, Monsieur le Marquis Turgot, Ambassadeur de S. M. l’Empereur des Français, en Le priant de bien vouloir les transmettre à la connaissance de son haut Gouvernement.

L’élévation à fr. 400 par tête du droit de sortie sur les chevaux et les mulets a été provoquée par la demande de plusieurs Gouvernements cantonaux, qui se voyaient menacés par l’augmentation considérable de l’exportation de ces animaux, provenant du danger de guerre de ne pouvoir trouver l’effectif des chevaux nécessaire à leur contingent militaire. S’étant convaincu de l’urgence de cette demande, le Conseil Fédéral a résolu d’adopter la disposition sus-mentionnée. Par là, il a d’un côté satisfait les Cantons, de l’autre rempli le devoir, qui incombait à la Confédération, de rendre possible l’acquisition des animaux nécessaires à des buts militaires, que les Cantons sont astreints à fournir; car sans une entrave bien prononcée de leur exportation, ceci serait devenu fort difficile et même en partie impossible, si l’exportation des chevaux avait continué de s’opérer dans la proportion exceptionnellement grande dans laquelle elle venait de se faire.

Divers motifs importants ont engagé le Conseil Fédéral à se borner à une augmentation du droit de sortie, plutôt qu’à émettre une prohibition de sortie pour les chevaux et les mulets. Tout d’abord, il n’était intervenu encore de la part d’aucune des Puissances en présence de déclaration de guerre, qui eût autorisé la Suisse à prohiber l’exportation desdits animaux comme appartenant à la contrebande de guerre. D’ailleurs la forme qui a été choisie permettait, davantage qu’une prohibition de sortie, de traiter avec douceur le trafic de frontière et d’accorder des demandes d’exception. Cette différence mérite une attention toute spéciale.

Si l’on s’en tient à la teneur claire de l’article 28 du traité de commerce³, l’on ne trouve pas qu’il ait été violé par l’augmentation du droit. En effet, comme l’exige l’article du traité, cette dernière est applicable sur toute la frontière de la Confédération. Puis les motifs qui ont amené la mesure sont de nature telle que l’antécé-

2. Cf. E 1001 (E) q 1/72.

3. Cf. RO VIII, p. 215.

dent ne saurait excuser des inférences mentionnées dans la note de Monsieur le Chargé d'Affaires. Si par des considérations fiscales, la Suisse augmentait le droit d'entrée sur un produit tel que le vin, dont l'exportation de France en Suisse a une grande importance, alors sans doute, elle devrait s'attendre à voir la France se plaindre avec raison d'une violation du traité et élever à son tour par le même motif les droits sur des produits essentiels de l'industrie suisse, dont l'écoulement en France a de l'importance pour celle-là. — Le cas actuel de l'augmentation par la Suisse du droit de sortie sur les chevaux et mulets est tout-à-fait différent et ne peut pas servir de base à un procédé comme il est décrit ci-dessus, déjà par le motif que l'exportation de ces animaux de Suisse en France est à peu près nulle, tandis que la première tire de France beaucoup de chevaux.

Dans l'honorée note de Monsieur le Chargé d'Affaires, il est reconnu que la mesure du Conseil Fédéral atteint un article compris dans l'idée de contrebande de guerre et dont par conséquent l'exportation peut être interdite en cas de guerre. Maintenant un Etat, qui veut maintenir et faire respecter sa neutralité, a évidemment le droit et le devoir de s'assurer des moyens de défense, alors que les Etats voisins se préparent à une grande guerre. On ne peut le blâmer d'empêcher la sortie d'objets militaires, qui lui sont absolument nécessaires et que des étrangers cherchent sérieusement à lui enlever. Cependant, le Conseil Fédéral a choisi le procédé le plus doux. Il estimait qu'on lui tiendrait compte de n'avoir pas émis une prohibition absolue d'exportation, mais une disposition qui laissait le trafic de frontière avec les voisins au bénéfice de tous les allègements possibles. Dès lors la guerre est survenue, mais aussitôt que les motifs exceptionnels auront disparu et que la situation le permettra, le droit de sortie sur les chevaux et mulets sera ramené derechef au taux ordinaire, fixé par le tarif des péages.

Le Conseil Fédéral croit pouvoir attendre que le haut Gouvernement impérial se trouvera satisfait par ces renseignements sur le but et le caractère de la mesure, qui a donné lieu aux observations contenues dans la note de Monsieur le Chargé d'Affaires, et cela d'autant plus que la survenance effective de la guerre a dès lors substitué à l'augmentation de droit, qui avait été d'abord prescrite, une prohibition absolue de l'exportation de la contrebande de guerre.»

Bei diesen Eröffnungen an den französischen Botschafter sind die Verhandlungen mit der französischen Regierung stehen geblieben, indem letztere sich nicht weiter darüber hat vernehmen lassen.

Die Massregel selber wurde seiner Zeit, und nachdem wir solange als möglich zögerten, sie zu ergreifen, auf das bestimmte Andringen mehrerer Kantone ergriffen, welche erklärten, dass die Pferde, deren sie selber zur Erfüllung ihrer in Aussicht stehenden Kriegspflicht bedürfen, ausgeführt werden, wenn der Bundesrath nicht Einhaltung thue, und sie sich jeder Verantwortlichkeit entschlagen, wenn sie ihre Batterien nicht bespannen können. Da aber damals noch von keiner Macht der Krieg erklärt war, konnte der Bundesrath nicht wohl die Massregel damit rechtfertigen, dass er die Kriegscontrebande hindern wolle, oder sich selber zum Krieg rüste.

Den in der vorstehend mitgetheilten Note an den französischen Botschafter angeführten Gründen mag ferner noch beigefügt werden, dass die Zollerhöhung für die Ausfuhr von Pferden und Maulthieren, deren Export zu Kriegszwecken nach Italien damals bereits begonnen hatte, ihren Zweck verfehlt hätte, wenn die

Massregel nicht auch an der Grenze gegen Frankreich zur Anwendung gebracht worden wäre; denn ohne diese Ausdehnung der Massregel hätten die Lieferanten von Pferden und Maulthieren für die italienische Armee deren Ausfuhr einfach über die französische Grenze bewerkstelligt. Die Thatsache sodann, dass von französischen Privaten keinerlei Reklamation gegen die fragliche Zollerhöhung eingelangt ist, was mit dem Umstande zusammenhängt, dass Frankreich für sich keine Pferde aus der Schweiz bezieht, zeigt auf's Evidenteste, dass Frankreich auch in materieller Beziehung durch die hierseits getroffene Anordnung nicht berührt worden ist. Dass die Massregel nur wegen Kriegsursachen ergriffen wurde, beweist deren sofortige Aufhebung, als man das Aufhören weiterer Kriegsoperationen voraussah⁴.

4. *Ce projet de réponse a été approuvé par le Conseil fédéral dans sa séance du 24 septembre 1866. Cf. E 1004 1/66, 4111.*

47

E 1001 (E) q 1/72

Le Conseil fédéral à la Légation de Belgique à Berne

Copie
N

Berne, 28 septembre 1866

Le Conseil fédéral suisse a vu avec satisfaction par la note que Monsieur le Baron Greindl lui a fait l'honneur de lui adresser le 19 Juillet dernier¹, que le Gouvernement Belge est disposé à déclarer qu'il ne considérera point la reproduction des compositions musicales par les boîtes à musique comme une contrefaçon. Dans de pareilles conjonctures, il n'existerait plus d'obstacle à la conclusion d'une Convention concernant la protection de la propriété littéraire et artistique.

Toutefois, le Conseil fédéral a en même temps appris par la même note, que le Gouvernement Royal attache du prix à ce que la protection de la propriété industrielle soit aussi admise dans cette Convention. Le Conseil fédéral aurait préféré que ce point fût resté en dehors des tractations.

Cependant, si le Gouvernement Belge met une grande importance sur ce point, le Conseil fédéral ne refusera pas absolument d'entrer en matière pour le régulariser; mais il doit déclarer d'avance qu'il ne pourrait satisfaire à la demande présentée que si certaines compositions étaient accordées par le Gouvernement Royal.

Dans toutes les négociations conventionnelles qui ont eu lieu jusqu'ici, ce n'est qu'à contrecœur que la Suisse a consenti à s'occuper de cette protection de la propriété des œuvres d'esprit [*sic*] et elle n'a jamais elle-même présenté des demandes de cette espèce à d'autres Etats. Elle a toujours considéré les Conventions de cette nature comme des contre-prestations onéreuses en retour d'autres avantages qui lui ont été accordés. C'est aussi ce point de vue que le Conseil fédéral doit maintenir à présent et il n'est nullement dans le cas de faire de prime abord à chaque autre Etat les concessions qu'il a accordées à la France.

1. *Non retrouvée.*

Lors de la conclusion du traité de commerce avec la Belgique, la Suisse a dû accorder diverses faveurs extraordinaires en matière de péage, sans recevoir des compensations correspondantes. Elle a aussi considéré comme telle l'engagement pris dans la déclaration du 11 Décembre 1862².

Si maintenant le Gouvernement Belge revendique encore une extension ultérieure de cet engagement, il trouvera sans doute lui-même équitable que le Conseil fédéral fasse dépendre son consentement à de nouvelles concessions de quelques contre-concessions dans des articles qui ont un plus grand intérêt pour les relations du commerce suisse. Cela conduira à animer le trafic entre la Suisse et la Belgique et à resserrer plus étroitement les liens d'amitié entre les deux pays.

Les points que le Conseil fédéral voudrait régler de cette manière sont les suivants:

Traitement plus favorable des tissus de coton et de soie suisses, tant des étoffes que des rubans de soie, et facilité pour les fabricants de montres et de boîtes à musique suisses, de pouvoir acquitter à la pièce le droit d'entrée de leurs produits, d'une manière analogue aux faveurs accordées aussi par la France à la Suisse.

Le Conseil fédéral attend maintenant la contre-déclaration du Gouvernement Royal de Belgique et il est prêt, dans le cas d'une adhésion en principe, à accepter pour base de négociations ultérieures la Convention entre la Suisse et la France touchant la protection de la propriété artistique, littéraire et industrielle³, avec le protocole final explicatif qui y fait suite, et à nommer un plénipotentiaire pour ces négociations.

2. *RO VII*, pp. 476—477.

3. *RO VIII*, pp. 305—323.

48

E 20/80

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, A. O. Aepli,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

R

Wien, 28. September 1866

Nachdem ich das Schreiben des hohen Bundesrathes vom 17. I. Ms.¹, welchem eine Abschrift desjenigen der Regierung von St. Gallen vom 4. September² beigelegt war, empfangen hatte, säumte ich nicht, die in diesen Mittheilungen berührte wichtige Angelegenheit der *Rhein correction* in Behandlung zu nehmen.

Ich bin glücklich, Ihnen anzeigen zu können, dass ich sie wenigstens in Fluss gebracht habe. Findet, was in neuester Zeit wieder angenommen werden darf, im Staatsministerium kein Ministerwechsel statt, so hoffe ich sogar, dass sie in nicht zu ferner Zeit zu einer befriedigenden Lösung gebracht werde, wozu die Eröffnungen, die ich im Namen des hohen Bundesrathes zu machen beauftragt war, allerdings wesentlich beitragen.

1. *Non reproduit*. Cf. E 1001 (E) q 1/72.

2. *Non reproduit*.

Nachdem ich die Frage bei den untern Instanzen des Ministeriums des Äussern und des Staatsministeriums besprochen hatte, wandte ich mich an die Minister selbst, um sie vorläufig von dem Inhalte der zu machenden Eröffnungen zu unterrichten, und um zu erfahren, ob dieselbe geeignet seien, die Sache in Wahrheit zu fördern.

Graf Mensdorff gab unverholen zu verstehen, dass wir Grund haben, uns über die Verschleppung der bekannten materiellen Fragen zu beschweren, verwies mich übrigens an den Staatsminister, dem das entscheidende Votum in der Rhein-correctionsangelegenheit zusteht. Graf Belcredi empfing mich mit der grössten Zuvorkommenheit, trat einlässlich auf die Angelegenheit ein, erklärte, dass die Verzichtleistung auf die in der Innsbrucker Conferenz³ gemachten Vorbehalte und der Antrag bezüglich der Ordnung des finanziellen Punktes sehr geeignet seien, die Sache ihrem Abschlusse entgegen zu führen und behielt sich nur vor, den Gegenstand noch mit Herrn Passetti — der leider schon längere Zeit von hier abwesend ist, und mit dem ich daher nicht selbst verhandeln konnte, — zu besprechen und den Landtag von Vorarlberg zu hören. Bezüglich des letzteren von welchem Graf Belcredi heftige Opposition gegen das Fussacherprojekt erwartet, erlaubte ich mir schon mündlich aufmerksam zu machen, dass man schweizerischer Seits den Lokalbehörden durchaus keinen irgend massgebenden Einfluss auf die Entscheidungen eingeräumt habe, und sprach die bestimmte Erwartung aus, dass auch in Österreich die Frage frei und endgültig von der höchsten Staatsbehörde entschieden werde. Der vorarlbergische Landtag wird übrigens schon im November zusammentreten und soll bei diesem Anlasse sein Votum über die Correctionsangelegenheit abgeben. Eine von St. Gallen aus zu pflegende Besprechung der letztern mit einflussreichen Mitgliedern des Landtages dürfte sehr zu empfehlen sein.

Nach diesen Vorbereitungen gab ich die Note ein, deren Abschrift ich mir beizulegen erlaube⁴. Ich werde die Zeit, die ich noch hier zuzubringen habe, und die sich voraussichtlich bis gegen Ende der nächsten Woche ausdehnen wird, noch dazu benützen, so weit nöthig, weitere mündliche Aufschlüsse und Erinnerungen an massgebender Stelle anzubringen.

Noch habe ich mein Bedauern auszusprechen, dass mir keine Gelegenheit geboten war, auch die Graubündtner Strassenangelegenheit wieder kräftig in Anregung zu bringen. Da aber seit Übermittlung der bezüglichlichen ablehnenden Note das hiesige Ministerium vom letzten Januar⁵ keinerlei bestimmte neue Aufträge an die Gesandtschaft gelangt sind, so war letztere nicht im Fall, irgend neue wirksame Schritte unternehmen zu können. Indessen darf ich immerhin anführen, dass Graf Belcredi selbst auf diesen Gegenstand als eine leidige Pendenz zu sprechen kam, und dabei hervorhob, dass ihre Erledigung eben wieder nicht unerhebliche finanzielle Leistungen Österreichs in Anspruch nehmen würde. Ich vermuthete, wenn in Bezug auf letztere in ähnlicher Weise wie bei der Rheinkorrectionsangelegenheit vorgegangen werden könnte, auf diese Frage Aussicht auf endliche Lösung hätte.

3. *Cette conférence eut lieu en 1858.*

4. *Non reproduite.*

5. *Du 19 janvier 1866. Cf. E 2200 Vienne 1/47.*

49

E 2200 Florence 1/7

*Le Président de la Confédération, J. M. Knüsel,
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda*

T

Berne, octobre 1866

Vu importance de la question de participation des Suisses à emprunt national, faites rapport motivé. Celui qui a paru avant décret, insuffisant. Faites connaître dispositions des traités avec Angleterre et Russie. Comment sont traités ressortissants ayant conventions comme Suisse avec Italie à ce sujet ou qui n'en ont point.

Réponse la plus prompte possible¹.

1. Cf. n° 50, note 1.

50

E 2200 Florence 1/7

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda

L

Berne, 17 octobre 1866

Nous avons reçu en son temps votre rapport du 6 courant¹ avec les pièces qui y étaient jointes, concernant l'exemption de l'emprunt national en faveur des Suisses établis en Italie; nous nous sommes occupés dans notre séance d'aujourd'hui² de cette affaire, et, après avoir pris connaissance d'un rapport très détaillé de notre Département Politique³ à ce sujet, nous sommes dans le cas de vous faire savoir que des difficultés constitutionnelles s'opposent à la délivrance d'une garantie formelle de réciprocité telle que vous nous demandez à être autorisé à la donner de notre part au Gouvernement Italien. En revanche, vous pouvez attirer l'attention du Gouvernement Royal sur la circonstance que l'art. 39 de la Constitution fédérale ne donnerait pas à la Confédération le droit de prélever un emprunt forcé de ses propres citoyens, que par conséquent, il n'y a pas lieu de penser que la Confédération fasse jamais participer les Italiens établis en Suisse à de tels emprunts.

Nous espérons que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie voudra bien se déclarer satisfait par cette déclaration que vous lui donnerez dans la forme que vous jugerez la plus convenable et [...].

1. Dans cette lettre, Pioda précisait: «Vous verrez par ce document que l'exemption de l'emprunt forcé est assurée à nos nationaux à la condition que Vous assuriez, par une déclaration officielle, la réciprocité aux Italiens domiciliés en Suisse, cas échéant. Cette déclaration n'entraînera probablement pas de conséquences, le cas d'une guerre de la part de [...] étant assez improbable.» (E 2/150.)

2. Non reproduit. Cf. E 1004 1/67, 4402.

3. Du 12 octobre 1866, non reproduit. Cf. E 2/150.

Le Conseil fédéral
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda

Copie
L

Berne, 14 novembre 1866

Le couvent de femmes à Poschiavo possède des propriétés immobilières dans la Valteline dont nous ne sommes pas dans le cas, actuellement, d'indiquer l'étendue et la valeur.

Ensuite de la loi promulguée par le Parlement italien, concernant la suppression des corporations religieuses, l'administrateur des biens de ce couvent de femmes, à Tirano, a reçu la sommation officielle de présenter l'état des biens de ce dernier pour l'incamération, ce qu'il a fait pour éviter une forte amende, tout en faisant les réserves nécessaires et en en donnant en même temps connaissance à la Supérieure du couvent. Celle-ci a ensuite, de son côté, sur le conseil d'un jurisconsulte à Tirano, présenté la demande à la Direction des Domaines à Morbegno, de différer provisoirement l'exécution de cette loi relativement aux biens dont il s'agit et a maintenant invoqué l'intervention du Gouvernement du canton des Grisons en faveur du couvent.

L'administrateur des biens du couvent à Tirano a, en outre, informé ledit Gouvernement que la Supérieure recevra prochainement du Magistrat de Tirano, la sommation de présenter un état du personnel et du temporel du couvent. Le Gouvernement des Grisons a donné pour instruction à la Supérieure, eu égard à la question pendante entre la Suisse et l'Italie sur l'admissibilité de procéder ainsi contre le couvent, de ne pas donner suite jusqu'à nouvel ordre à cette sommation.

Le Gouvernement des Grisons part de l'opinion que des biens situés en Italie et qui appartiennent à des corporations religieuses en Suisse ne sont pas soumis à l'incamération; c'est pourquoi il invoque notre intervention auprès du Gouvernement italien pour empêcher la séquestration des immeubles dont il s'agit et cela d'autant plus que non seulement ce serait un dommage très sensible pour le couvent, qui n'est d'ailleurs pas riche, mais aussi pour la commune catholique de Poschiavo, où le couvent a déjà depuis une série d'années été tenu d'ouvrir une école de filles sous la surveillance de l'autorité d'éducation cantonale et qu'il satisfait de son mieux à cet engagement.

Nous vous chargeons donc, M. le Ministre, de faire les démarches les plus énergiques auprès du Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie pour que la loi précitée ne soit pas appliquée aux biens appartenant à des corporations religieuses suisses situées en Italie et spécialement pas à ceux du couvent de femmes à Poschiavo qui font le sujet de cette lettre.

E 1001 (E) q 1/73

*Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda**Copie**L*

Berne, 26 novembre 1866

En nous référant à notre lettre du 2 courant¹, nous croyons devoir vous informer en substance du contenu des réponses² que nous avons reçues jusqu'à présent des Gouvernements cantonaux à notre circulaire³, leur demandant de nous autoriser à donner au Gouvernement italien la Déclaration de réciprocité pour le cas d'un *emprunt forcé*, soit l'assurance que les Italiens domiciliés sur leur territoire en seraient exemptés.

Se sont prononcés affirmativement pour donner cette déclaration: les Gouvernements de Lucerne, Uri, Soleure, Bâle-Ville, Schaffhouse, Appenzell (les deux Rhodes), Grisons, Argovie, Neuchâtel et Genève. Ont répondu négativement:

1) Le Gouvernement de Glaris fait observer qu'un emprunt forcé est une chose tellement étrangère et antipathique au peuple glaronnais, qu'on n'aura jamais recours à ce moyen; que ce n'est toutefois qu'à la Landsgemeinde qu'il appartient de donner une déclaration obligatoire à ce sujet et que si tous les autres cantons répondent affirmativement, le Gouvernement proposera au triple Landrath de soumettre immédiatement la chose à la décision de la Landsgemeinde.

2) Le Gouvernement de Vaud à cause du principe d'une entière souveraineté des autorités et du peuple vaudois et pour maintenir la plus complète égalité de droits et de position entre les étrangers et les nationaux et quoique la situation financière du canton ne fasse pas présumer qu'il faille jamais recourir à l'expédient déplorable d'un emprunt forcé.

Les Landammann et Conseil d'Unterwald-Le-Bas ont renvoyé la chose au Landrath, mais n'ont pas encore fait connaître la décision qui a été prise.

1. *Non reproduite.*

2. *Les réponses des cantons se trouvent dans le fonds E 2/150.*

3. *Non reproduite.*

Le Conseil d'Etat du Canton du Tessin au Conseil fédéral

L

Lugano, 30 novembre 1866

Nel corso della sessione autunnale, il Gran Consiglio ha fatto argomento di sue considerazioni e discussioni la situazione del Ticino nei rapporti *spirituali* in dipendenza della sua separazione dalle Diocesi straniere.

L'attenzione del Gran Consiglio si è specialmente formata sulla vostra lettera 24 aprile 1865¹ colla quale ci mettevate in cognizione della risposta da voi data appunto allora a trentatre membri del Gran Consiglio medesimo che si erano a voi rivolti, la quale risposta, in sostanza, conchiude in ciò che i tentativi fatti per intendersi colla Santa Sede non avevano avuto assolutamente nessun successo, e che non potrebbero essere rinnovati se non quando la Corte Pontificia avrebbe manifestato disposizioni tali per nuove negoziazioni che potessero far isperare un risultato decisamente soddisfacente.

Questa comunicazione fa anche il fondamento del rescritto che nel luglio del 1865, noi mandammo ad un atto d'intervento officioso dei Prelati Svizzeri, facendo loro intendere come la via da percorrere nello scopo delle loro premure era quella delle Signori Vostre non soltanto, ma anche della Santa Sede, dal che dovevano arguire, e avranno certamente arguito, come primo mezzo di intendersi era che la Santa Sede ponesse innanzi delle proposizioni meglio anettevoli. Non sappiamo poi se la Veneranda Prelatura Svizzera siasi indirizzata al Sommo Pontefice per giungere a quel risultamento che dichiarava necessario alla pace delle coscienze.

E'sopra questa separazione spirituale del Cantone, che il Gran Consiglio ha, in data 30 novembre ultimo, preso la seguente determinazione:

«Visto che le Conferenze diocesane *quo allo spirituale* furono interrotte sia per mancanza d'accordo, sia par dar luogo alla liquidazione e sistemazione *quo al temporale*,

Vista la risposta già data dal Consiglio federale sotto il 24 aprile 1865,

Abbiamo risolto di dichiarare all'Autorità federale:

Il Cantone Ticino è nel desiderio:

Che non siano differite le negoziazioni allo scopo di ottenere la liquidazione e la sistemazione delle residue pendenze *quo al temporale*, state riservate nella Convenzione di Torino;

E che quindi possa essere ripreso il negoziato anche circa alla pendenza spirituale, sì tosto che le circostanze saranno credute opportune dal Consiglio federale.»

Per parte sua, lo scrivente Consiglio di Stato scioglie l'obbligo che ha di comunicarvi, oo.ss., il testo letterale della risoluzione presa dal Gran Consiglio per quel seguito che la saggezza vostra suggerirà di darle.

1. Cf. E 1001 (E) q 1/67.

54

E 1004 1/67

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 30 novembre 1866

5021. Abschiebung armer Personen nach Amerika.

In Antwort auf diesseitiges vom 20. August¹ a.c. betreffend die *Abschiebung armer Familien nach Nordamerika* berichtet der *Konsul in New-York* sub 15. v. Mts.², dass die dortige Hilfsgesellschaft kein eigenes Verzeichniss über die von ihren Gemeinden spedirten Armen geführt und auch keine weitem Beweise dafür habe, als was diese Leute selbst aussagen. Inzwischen bezeichnet er einige solche Fälle aus den Kantonen Bern, Aargau, Schaffhausen u. Basellandschaft. Dann bedauert er im Weitem die Abschiebung schwangerer, unverheiratheter Weibspersonen, die in Amerika einem viel bösern Schiksale ausgesetzt seien, als in der alten Heimath usw.

Mittheilung an Glarus, dass in lezter Zeit keine dortigen Armen mit Gemein-
deunterstützung in New-York angekommen seien.

1. *Non reproduit.* Cf. E 1004 1/66, 3667.

2. *Non retrouvé.*

55

E 2300 Paris 19

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel

RP

Confidentiell

Paris, 1. Dezember 1866

Ich hatte mir vorgenommen, Ihnen den ersten politisch. Rapport nach meiner Rückkehr auf meinen Posten zu erstatten, nachdem ich die erste Audienz beim neuernannten Minister des Auswärtigen werde erhalten haben. Nun hat aber Hr. Moustier lezten Donnerstag das diplomatische Korps nicht empfangen, weil er in Compiègne war, u. von da ist er für einige Tage nach seiner Heimath gereist (im Départ. du Doubs), so dass es noch unsicher ist, ob er nächsten Donnerstag die ordentlichen Audienzen ertheilen wird.

Heute besuchte ich den neu ernannten Ambassador für die Schweiz, Marquis de Banneville, der diesen Abend abreisen u. morgen Nachmittags 2 Uhr in Bern eintreffen wird. Da ich vorausseze, es dürfte Ihnen erwünscht seyn, vor seiner Creditivüberreichung zu erfahren, wie er sich aussprechen werde betreffend die Beziehungen Frankreichs zur Schweiz, so will ich nicht säumen, Ihnen noch mit heutiger Post zu melden, wie er sich diessfalls gegen mich geäußert hat.

Wie natürlich hatte er vor seiner Abreise noch eine Audienz beim Kaiser in

Compiègne. Banneville sagte mir, der Kaiser habe sich dahin ausgesprochen, er wünsche, dass die guten Beziehungen, wie solche gegenwärtig zwischen den Regierungen beider Staaten bestehen, fortgesetzt u. bestens unterhalten werden, wie diess auch unter seinem Amtsvorgänger geschehen sey. Sodann habe der Kaiser noch beigefügt, es sei ein Punkt, «il y a un point», wo Dinge vorgehen, die sehr zu bedauern sind, u. diess sei Genf, ohne Zweifel in Anspielung auf die Skandale, die wiederholt bei Anlass von Wahlen zu Tage getreten sind, vielleicht auch auf die Propagation skandalöser Pamphlete. Endlich habe er auch bemerkt: man habe in der Schweiz Anstoss genommen an einer Stelle, welche sich in seinem bekannten Schreiben an Lavalette enthalten finde, u. die auf die Lage der kleinen Staaten gegenüber den grossen, ihre Verschmelzung mit letztern etc. Bezug habe. Er ermächtigte ihn, bei gegebenem Anlasse zu erklären, dass diese Stelle in keiner Weise auf die Schweiz Bezug habe; deren Unabhängigkeit u. Selbständigkeit er von allen Staaten geachtet zu sehen wünsche.

De Banneville versicherte mich dann, er werde sein Möglichstes thun, stets freundschaftliche Beziehungen mit der Schweiz zu pflegen. Ich benutzte dann den gegebenen Anlass, ihm einen Wink zu geben, den ich — ihn schon längere Zeit kennend — mir in ganz freundschaftlichem Tone wohl erlauben durfte, u. den ich mit Rücksicht auf seine künftige Stellung zum Bundesrath am Plaze fand. Ich sagte ihm nämlich: die Stellung eines diplomatischen Vertreters bei unsern republikanischen Institutionen sey nicht ganz die gleiche wie anderwärts. Es würde ihm dieselbe z. T. sehr erschwert werden, wenn sofort jede Reklamation zum Gegenstand einer offiziellen Note gemacht werden wollte, anstatt vor Allem in offiziöser Weise u. mündlich nähern *renseignements über den wirklichen Sachverhalt* einzuziehen, wo dann sehr oft der Grund zu offizieller Beschwerdeführung wegfallt. So habe seiner Zeit Fénelon¹ durch ein «trop de zèle», womit er jede ihm zukommende Klage zum Gegenstand eines Notenwechsels machte, sich sehr unbeliebt gemacht, u. dabei gleichzeitig oft weniger ausgerichtet, als es bei einem offenen u. freundschaftlichen Verkehr mit den schweizerisch. Behörden der Fall gewesen wäre. Man habe es sehr gerne gesehen, dass Turgot² weniger zèle in solcher Richtung bethätigt habe.

Es kam mir nämlich vor, eine solche wohlgemeinte u. namentlich auch in unserm Interesse liegende Mahnung könnte ihm natürlich von Ihrer Seite nicht wohl ertheilt werden, od. wenigstens er könnte es eher übel aufnehmen, während es in meiner Stellung eher möglich war, ihn wohlmeinend als guter Bekannter auf solche Dinge aufmerksam zu machen, die ihm seine künftige Stellung erleichtern, statt solche zu erschweren. Banneville hat es auch sehr gut aufgenommen, u. erklärte sich mit den von mir geäusserten Ansichten ganz einverstanden. Er gedenkt für einmal nur ein Paar Wochen in Bern zu bleiben, u. dann für einige Zeit wieder nach Paris zurückzukehren. Es dürfte übrigens nach meinen unmassgeblichen Ansichten doch sehr am Plaze seyn, wenn das bei Accredittirung eines Botschafters übliche Empfangs-Diner bei seinem *jezigen* Aufenthalte u. nicht erst wenn er gegen das Frühjahr wieder nach Bern kommt, zu seinen Ehren gegeben

1. *J. R. de Salignac-Fénelon, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de France à Berne, de 1852 à 1858.*

2. *Ambassadeur de France à Berne, de 1858 à 1866, prédécesseur du Marquis de Banneville.*

würde. Die Herrn Ambassadoren sind über solche Aufmerksamkeit in Berücksichtigung ihres höhern Ranges als solche nicht ganz indifferent u. für den eidgenöss. Fiskus kommt es auf das Gleiche heraus, ein Paar Monate früher od. später die üblichen Representationskosten zu bestreiten.

Wie ich von Banneville vernahm, *war er es selbst*, der dem Herrn Moustier sagte, man möchte vorher beim Bundesrathe anfragen, ob seine Person eine *persona grata* sey.

Über die politische Situation im Allgemeinen für heute nur noch Folgendes:

Allüberall traf ich nur *Eine* Stimme darüber an, dass für nächstes Jahr der Weltfrieden als gesichert anzusehen sey. Wie es aber im Jahr 1868 stehen werde, darüber will niemand mit gleicher Zuversicht sich äussern. Vielfach hört man vielmehr die Ansicht äussern, dann dürfte vielleicht die Zeit gekommen seyn, wo der Kaiser revanche nehmen wolle für die politische Niederlage, welche als Folge des Krieges in Deutschland für Frankreich sich herausstelle. Doch wer weiss, ob dann nicht eben so gewichtige Gründe ihn vom Kriege zurückhalten als im Laufe dieses Jahres. Wer vermag zu ahnen, wie bis 1868 sich die Allianz-Beziehungen unter den Grossmächten gestalten können?! Nur Conjekturnalpolitiker können sich auf so weit hinaus erkühnen, schon ein Urtheil zu haben!

Ein Missbehagen über den Gang der Politik im Jahre 1866 giebt sich vielfach kund, wie kann es anders seyn? Die Folgen des Krieges zwisch. Preussen & Osterreich, der *jämmerliche* Ausgang der Mexikanisch. Expedition, die Unsicherheit welche bezüglich Roms die Vollziehung der September Convention mit sich bringt, sind alles Faktoren, welche für den Schluss des Jahres 1866 eine *ungünstige* Bilanz für Frankreich zum unabweisbaren Resultate haben, u. die man nicht leicht weg-demonstriren kann.

Was die Gesundheit des Kaisers betrifft, so höre ich von verschiedenen Seiten dass solche *völlig hergestellt* sey. Dagegen drücken die oben erwähnten politischen Dinge nicht selten seine Stimmung. Über die wirkliche Abreise v. Maximilian von Vera Cruz hatte man heute Nachmittag im ministère des affair. étrang. noch keinen positiven Bericht, aber alle Welt betrachtet seine Abreise u. abdication als etwas Unvermeidliches & ganz Nahes.

56

E 12/26

*L'Ambassadeur de France à Berne, le Marquis de Banneville,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

N

Berne, 7 décembre 1866

L'article 12 de la *Convention monétaire* conclue le 23 Décembre 1865¹ donne, Votre Excellence ne l'ignore pas, le droit d'accession à cet acte international.

1. «Le droit d'accession à la présente convention est réservé à tout autre Etat qui en accepterait les obligations et qui adopterait le système monétaire de l'Union, en ce qui concerne les espèces d'or et d'argent.» *RO VIII, p. 766.*

Dans la séance de clôture des Conférences de Paris, au sein desquelles ont été discutées, l'année dernière, les clauses de cet arrangement, le Gouvernement de l'Empereur s'est chargé de le notifier aux autres Gouvernements non contractants, en leur offrant de profiter de la faculté d'accession qui leur était réservée, et M. M. les Commissaires de Belgique, d'Italie et de Suisse ont déclaré que cette démarche serait certainement secondée par leurs Gouvernements respectifs. La Convention monétaire étant actuellement en vigueur dans les quatre Etats, le moment semble être venu de la notifier aux divers Etats de l'Europe, ainsi qu'aux Etats-Unis d'Amérique, par l'entremise des agents diplomatiques de l'Empereur.

J'ai, en conséquence, l'honneur de communiquer au Gouvernement Fédéral le texte de la dépêche préparée à cet effet, à laquelle, je me plais à l'espérer, il voudra bien donner son assentiment. En pareil cas, il serait à désirer que le Haut Conseil Fédéral prît la résolution d'adresser des instructions dans le même sens aux agents qui le représentent dans les Etats dont la liste est ci-annexée.

M. M. les Ministres de l'Empereur à Bruxelles et à Florence ont reçu l'ordre de faire une démarche semblable auprès des Gouvernements Belge et Italien, afin d'obtenir que l'action des Etats signataires de la Convention du 23 Décembre s'exerce simultanément en faveur du grand intérêt auquel se rattache la clause d'accession insérée dans cet acte diplomatique.

Je vous serai fort obligé, Monsieur le Président, de vouloir bien me faire savoir le plus tôt possible si le Gouvernement Fédéral est disposé à seconder le Gouvernement Impérial dans les vues qui sont développées dans la dépêche ci-jointe [...]².

2. *Note en marge du Chef du Département des Finances, J. J. Challet-Venel (du 10 décembre):*

«Le Département des Finances propose:

1. Répondre à M. l'Ambassadeur et informer M. le Ministre Kern que le Conseil fédéral donne son assentiment au projet de dépêche à adresser par l'entremise des Agents diplomatiques du Gouvernement Impérial aux divers Etats auxquels a été réservée la faculté d'accession à la Convention monétaire conclue le 23 Décembre 1865 entre la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie. Le Conseil fédéral prendra les mesures nécessaires pour que les Agents qui représentent la Suisse dans les divers Etats soient avertis de cette démarche.

2. Le Département des Finances est chargé de rédiger les instructions explicatives à transmettre sur le sujet aux Agents qui représentent la Suisse dans les Etats dont la liste est ci-annexée.

3. Renvoi des actes au Département des Finances.»

Adoptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 12 décembre 1866. Cf. PVCF E 1004 1/67, 5181. Pour les mesures prises par le Conseil fédéral, cf. n° 61.

E 1001 (E) q 1/73

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda

Copie

L

Berne, 19 décembre 1866

Nous nous empressons de vous transmettre ci-joint copie d'une lettre¹, datée du 12 courant, que nous ont adressée les Syndics de la Compagnie des Chemins de fer de la *Ligne d'Italie*, actuellement en faillite, en vous invitant à faire immédiatement les démarches nécessaires auprès du Gouvernement italien pour en obtenir que les mesures qu'il avait annoncées, relativement à la déchéance des concessions accordées dans la province de l'Ossola à ladite Compagnie, soient encore ajournées de 6 mois, en vous fondant sur les faits et motifs énoncés dans la lettre du Syndicat.

En attendant le résultat de ces nouvelles démarches dans une affaire si importante pour les deux pays et que nous recommandons encore à toute votre sollicitude, [...].

1. Reproduite en annexe.

ANNEXE

E 53/40 Bd 1

*Les Syndics de la Compagnie des Chemins de fer de la Ligne d'Italie au Conseil fédéral*L²

Genève, 12 décembre 1866

Nous avons déjà été dans le cas de recourir à votre bienveillance pour obtenir du gouvernement de S. M. le Roi d'Italie qu'il voulût bien ajourner les mesures qu'il avait annoncées, relativement à la déchéance des concessions accordées dans la province de l'Ossola à la Compagnie du Chemin de fer de la Ligne d'Italie, actuellement en faillite.

Grâce à votre haute intervention par l'intermédiaire de Monsieur le Ministre de la Confédération à Florence, le gouvernement italien consentit à accorder un nouveau délai jusqu'au 31 décembre, pendant lequel soit la faillite soit les nouveaux acquéreurs substitués à l'ancienne compagnie devaient reprendre les travaux et se mettre en mesure de satisfaire aux engagements résultant de la concession.

Il va sans dire, Monsieur le Président et Messieurs, que la faillite ne peut en aucune façon satisfaire à ces engagements puisque, dans ce cas-là, la C[ompagn]ie ne serait point tombée en déconfiture; ce ne sont que de nouveaux propriétaires nantis de ressources suffisantes qui pourront reprendre ces travaux et les conduire à bonne fin. Nous n'avons rien négligé pour obtenir cet heureux résultat en temps utile et nous avons l'espoir fondé que, sans des circonstances auxquelles nous sommes étrangers, la propriété de la Ligne d'Italie serait actuellement entre les mains de personnes en état de remplir toutes les conditions des concessions. Ces circonstances sont la succession de procès qui nous ont été intentés par Mr. de La Valette et consorts, au moyen desquels l'adjudication qui devait avoir lieu le 29 novembre a été entravée et qui viennent enfin de se vider par un arrêt de la

2. Note en marge de J. M. Knüsel: «An d. Depart. d. Innern, welches früher in Sachen gehandelt hat. Bern, 13. XII. 66.»

Cour d'Appel qui, en déboutant ces Messieurs de leurs prétentions, fixe de nouvelles enchères au 29 décembre courant.

Mais cette date est si rapprochée du délai fatal qu'il est impossible que de nouveaux acquéreurs puissent faire auprès du gouvernement italien les démarches nécessaires pour conserver leurs droits dans les limites fixées; nous devons donc de nouveau recourir à vous, Monsieur le Président et Messieurs, pour qu'il vous plaise de vouloir bien nous accorder encore une fois votre appui auprès du ministère de Florence et d'obtenir que le délai fixé au 31 décembre soit de nouveau prorogé d'un laps de temps suffisant pour sauvegarder tous les intérêts.

Puisque des amateurs paraissent disposés à se présenter aux enchères le 29 novembre dernier, nous avons tout lieu de croire qu'il en sera de même pour la prochaine adjudication et d'autre part les désirs du gouvernement italien de voir construire les chemins de fer d'Ossola ne seront jamais aussi assurés que par la continuation de la Ligne d'Italie, et ses véritables intérêts sont de ne rien négliger pour lui permettre de se remettre en état. Le gouvernement italien a exprimé la pensée de se débarrasser des engagements des concessions, afin de permettre l'exécution des chemins [*de fer*] locaux de l'Ossola qui ne peut avoir lieu aussi longtemps que ces liens existent. Sans doute, il faudra en venir là si personne ne se présente pour continuer les engagements de la Ligne d'Italie; mais les véritables intérêts du gouvernement italien sont d'être bien certain que cette continuation est devenue absolument impossible, car ces chemins [*de fer*] ne peuvent être construits que par une compagnie importante et à la condition de faire partie d'une grande ligne; il est peu probable que dans d'autres conditions ils soient jamais établis, ils seraient trop peu productifs.

En vous priant donc Monsieur le Président et Messieurs de vouloir bien faire valoir ces considérations auprès du gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, nous nous permettons de vous faire observer que nous n'avons qu'un temps bien limité devant nous et qu'il serait urgent qu'une détermination fût prise avec quelque promptitude.

Nous nous confions du reste entièrement dans votre haute sollicitude.

58

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Wien, 19. Dezember 1866

Gestern Mittags um 2 Uhr wurden auf dem Ministerium des Äussern die Ratifikationen des österreichisch.-französischen Handelsvertrages gewechselt. Die kleine Rede, die Baron Beust vor einigen Tagen bei Unterzeichnung dieses Vertrages hielt, ist vielfach entstellt in die Tagespresse übergegangen und hat nicht ermangelt, in der entstellten Form allgemein bedeutendes Aufsehen zu machen. Wie ich jedoch mit Bestimmtheit weiss, hat Baron Beust allerdings seiner Ansprache eine vielleicht nicht ganz passende erheiternde Wendung gegeben, aber besonders jener Passus über die Friedensverträge, die auf ewige Zeiten abgeschlossen werden, während schon bei der Unterzeichnung daran gedacht werde, sie nicht zu halten, ist total erfunden.

Es circuliren, besonders in den ausländischen Blättern, vielfache Gerüchte von einer bevorstehenden Entlassung des Ministers von Beust. Es sind dieselben bis jetzt wenigstens durchaus als müssige Erfindungen zu bezeichnen. So wenig die bisherige Politik des k.k. Ministers des Äussern die Nation befriedigt, um so angenehmer ist sie in den höchsten Regierungskreisen.

Die Rinderpest grassirt noch immer in Niederösterreich, Mähren und Ungarn; nach dem letzten Ausweise herrschte sie in letzterem Kronlande noch in 32 Ortschaften, in denen 286 Stück seuchekrankes Rindvieh nachgewiesen wurden.

In wenigen Tagen wird der neue Fahrposttarif ins Leben treten; er ist bei grösseren Sendungen durchschnittlich um $\frac{1}{4}$ des bisherigen ermässigt; bei Kleineren sind die Tarife niedriger als im Zollverein.

Gestern sind die beiden Ministerialdirektoren Delbrück u. von Philippsborn hier angekommen, um mit dem hiesigen Handelsminister eine Revision des unterm 11. April 1866 zwischen Österreich und Preussen abgeschlossenen Handelsvertrages vorzunehmen. Preussen bestrebt sich, dem norddeutschen Parla- mente abgeschlossene Stipulationen vorlegen zu können, u. wünscht auch, womöglich die süddeutsche Staatengruppe, namentlich durch einen Vertreter Baierns, zu den Verhandlungen beizuziehen. Ob Baiern darauf eintreten wird, ist noch ungewiss. Der baierische Gesandte Graf Braida [*sic*] sagte mir, er erwarte morgen Nachrichten, ob die Regierung sich durch einen Vertreter betheiligen werde, glaube es auch, da Baiern auch schon den früheren Verhandlungen Theil genommen habe. Der Handelsminister Baron Wüllersdorff, mit dem ich heute Abend eine längere Unterredung hatte, sagte mir hingegen, dass er morgen mit den preussischen Abgeordneten die Arbeit beginnen und täglich 4—5 Stunden lang fortsetzen werde; in 14 Tagen müsse der Vertrag vorliegen, Baiern könne sich dann einerseits mit Preussen, anderseits mit Österreich verständigen. Nach dem Abschlusse des Handelsvertrages mit Preussen werde er den mit Italien vornehmen.

Auf meine Frage wegen eines allfälligen Handelsvertrages mit der Schweiz erwiederte er mir, er habe einen solchen ohnehin schon ins Auge gefasst und sei nach Abschluss des italienischen Vertrages bereit, mit der Schweiz in Unterhandlungen zu treten; er meinte, der Vertrag könne sehr einfach und kurz sein, da Österreich der Schweiz die niedrigsten Zollansätze der am meisten begünstigten Nationen bewilligen werde.

In Bezug auf den vom Tirolerlandtage einstimmig angenommenen Vorschlag des Baues einer Eisenbahn von Innsbruck durch das Vorarlberg an den Bodensee, bemerkte der Hr. Minister Wüllersdorff, dass er bei dem Baue der Eisenbahn sehr auf die Mitwirkung der Schweiz rechne; denn durch den Bau dieser Bahn werde der Schweiz einerseits das ununterbrochene Schienennez nach dem Banate, der Kornkammer Österreichs, anderseits die kürzere Verbindung mit Triest eröffnet. Im nächsten Jahr werde sowohl mit dem Baue der Strecke Gross-Kaniza-Fünfkirchen, als mit dem der Strecke Villach-Brixen begonnen, so dass, wenn die Vorarlberger Bahn gebaut sei, die kürzesten Schienenstränge von der Schweiz nach dem Banate und nach Triest schon vollendet seien. Er fügte bei, dass er dann gern gestatten würde, dass die schweizer. Kaufleute ein Dok oder eine Factorei in Triest errichten.

Bezüglich der Gürtelbahn sagte mir der H. Minister, er habe heute einen Brief an die Concessionäre unterzeichnet, worin er sie zur bestimmten Erklärung auffordere, wann sie mit dem Baue beginnen werden; er sei schon seit dem Monate März ohne Äusserung von ihnen.

Ich sprach auch mit dem Herrn Minister über die Rheincorrection. Er theilte mir mit, dass bestimmt war, dass von Januar 1867 an die Flusscorrectionen und

drgl. in das Ressort des Handelsministeriums übergehen sollten, da aber die Handelsverträge jezt noch die geringen Arbeitskräfte dieses Ministeriums fast gänzlich absorbiren, so sei diese Übertragung noch für einige Monate sistirt worden. Er selbst sei von der Wichtigkeit des Unternehmens vollständig durchdrungen und glaube, es werden sich Mittel und Wege finden lassen, um es auszuführen.

Ich würde es für ein grosses Glück erachten, wenn die ganze Frage dem Staatsministerium entzogen würde, da es dieselbe bis jezt immer nur sehr lau betrieben hat; Freiherr v. Wüllersdorff ist dagegen ein aufgeklärter, energischer Mann, der sich mit wichtigen Fragen persönlich und eingehend beschäftigt und sie nicht, wie das beim Staatsminister der Fall ist, verknöcherten Bureaucraten zum Ausarbeiten und Referiren übergibt. Ich hoffe indessen doch, dass binnen kurzer Zeit ein entscheidender Schritt in dieser Angelegenheit gethan wird.

59

E 2300 Paris 19

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. M. Knüsel*

RP

Paris, 20. Dezember 1866

1. Da die Frist für die *Ligne d'Italie schon mit dem 29. diess. Monats abläuft* u. ich dem Gesuche von Hr. Staatsrath Richard in Genf, mich an Minister Nigra für Verlängerung dieser Frist zu wenden, nicht entsprechen kann, ehe ich Antwort erhalte auf meine, an den Bundesrath diessfalls gerichtete Anfrage vom 15. Décemb.¹, so muss ich Sie ersuchen, mir diese Antwort telegraphisch zu melden. Ich schreibe heute nach Genf, dass meine *Démarche* von Ihrer Antwort abhängig sey, die ganz kurz lauten kann; einverstanden oder nicht einverstanden².

2. Es wird Ihnen nicht entgangen seyn, dass das, was ich gestern³ über die *General-Consulate* berichtet habe, namentlich auch auf die wiederholt in den eidgen. Räthen manifestirte Ansicht, als ob ein Generalconsulat in Wien an die Stelle des Geschäftsträgers treten könnte, Bezug hat u. das Irrige dieser Ansicht darthut. Da vermuthlich die gleiche Frage auch im Ständerath zur Sprache kommt, so finde ich mich veranlasst, meinem gestrigen Rapporte nachträglich beizufügen, dass ich gar kein Bedenken habe, wenn Sie es angemessen finden, bei gegebenem Anlasse vom Inhalt der hierauf bezüglichen Aufschlüsse dem Ständerath Kenntniss zu geben. Es ist immerhin gut, wenn *vor* einem Beschluss die Rätthe auch die wirklichen Folgen desselben kennen u. sich nicht von irrigen Voraussetzungen leiten lassen.

1. *Non reproduite*. Cf. E 53/40 Bd. 1.

2. *Extrait du PVCF du 24 décembre 1866*: «Es ist dem Hrn. Kern telegraphisch geantwortet worden: der Bundesrath habe Hrn. Pioda eine dem Gesuche aus Genf entsprechende Instruktion ertheilt.» (E 1004 1/67, 5384).

3. *Non reproduite*. Cf. E 2/532.

60

E 2200 Florence 1/7

*Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie, E. Visconti-Venosta,
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda*

N

Florence, 21 décembre 1866

J'ai reçu les dépêches que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en date du 14 et du 15¹ de ce mois, relativement à l'exemption des citoyens Suisses domiciliés en Italie de l'obligation de concourir à l'Emprunt National.

Je vous remercie de l'empressement avec lequel vous avez bien voulu soumettre au Conseil Fédéral les doutes du Gouv. du Roi au sujet de l'art. 39 de la Constitution Suisse², dont les dispositions ne lui paraissaient pas écarter le danger de l'imposition éventuelle d'un emprunt forcé de la part des cantons.

Il résulte des dépêches sus-énoncées que le Gouvernement Fédéral ayant demandé à chacun des cantons suisses l'autorisation d'émettre en son nom la déclaration de réciprocité qui était désirée par le Gouv. du Roi, toutes les Autorités Cantonales ont adhéré successivement à cette demande.³

Vous avez été par conséquent autorisé, Monsieur le Ministre, à déclarer que les sujets Italiens domiciliés ou possédant dans le territoire de la Confédération seraient, le cas échéant, exemptés sans aucune réserve de toute participation à un emprunt forcé ordonné soit par le Gouv. Fédéral, soit par des autorités cantonales.

En prenant acte de cette déclaration, qui est conforme en tout point au désir du Gouvernement du Roi, je m'empresse de vous annoncer, Monsieur le Ministre, que des dispositions vont être adressées sans retard aux autorités compétentes, pour dispenser de l'Emprunt National les Suisses résidant dans le royaume, qui prouveront leur nationalité.

1. *Non reproduites. Cf. E 2200 Florence 1/7.*

2. *RO I, pp. 15—16.*

3. *Pour les réponses des cantons, cf. E 2/150.*

61

E 1001 (E) q 1/73

*Le Conseil fédéral
aux Agents diplomatiques et consulaires¹ de la Suisse*

Circulaire

Berne, 24 décembre 1866

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint, en double exemplaire, le texte de la convention monétaire qui a été conclue le 23 Décembre 1865² entre la Suisse, la Belgique, la France et l'Italie.

1. *A la Légation de Suisse à Vienne, ainsi qu'aux Consulats généraux et Consulats établis à Londres, Madrid, Rome, Lisbonne, St-Petersbourg, Washington, Amsterdam, Leipzig et Hambourg.*

2. *RO VIII, pp. 760—771.*

Ainsi que vous le verrez, Monsieur, cet acte qui est entré en vigueur le 1^{er} Août dernier, a reconstitué sous la garantie d'un contrat international une union monétaire qui avait existé de fait entre ces quatre Etats, mais que diverses mesures adoptées sans entente préalable avaient rompue dans ces dernières années.

Ces mesures prises d'abord par la Suisse, qui comprit la première les exigences de la situation, puis par l'Italie et la France, avaient un même but, celui de faire cesser la disparition anormale de la monnaie divisionnaire d'argent ou monnaie d'appoint, indispensable pour les paiements de peu d'importance. Au mal, ces mesures opposaient le même remède, l'abaissement du titre des monnaies d'appoint, mais en suivant malheureusement des règles et des proportions différentes.

Les pièces suisses frappées au titre de 800 millièmes de fin furent refusées dans les caisses publiques de France et d'Italie, pays dans lesquels le titre de 835 avait été adopté de préférence à celui de 800. Les inconvénients de cet état de choses ne tardèrent pas à se manifester et à faire apprécier plus vivement peut-être que par le passé, aux populations des quatre Etats limitrophes, les avantages de la communauté monétaire dont elles avaient antérieurement profité.

C'est en vue de satisfaire à de justes réclamations et aux intérêts pressants du commerce que, l'année dernière, des commissaires délégués par la Suisse, la Belgique, la France et l'Italie se sont réunis à Paris dans le but d'arrêter les clauses de la convention du 23 Décembre et ils ont pleinement atteint le but immédiat qui était assigné à leurs travaux; cet acte comporte en effet dans son ensemble, sauf l'unité d'étalon, un système monétaire complet pour les monnaies proprement dites, à l'exclusion du billon.

Aujourd'hui, les espèces d'or et d'argent des quatre Etats sont fabriquées dans des conditions identiques. En ce qui concerne particulièrement les monnaies d'argent fractionnaires de la pièce de 5 francs, véritables monnaies d'appoint qui peuvent seules pourvoir aux besoins des petites transactions, le titre de 835 millièmes a été définitivement adopté; c'est ce chiffre qui, déjà consacré en France et en Italie, a paru satisfaire le mieux aux conditions du problème qu'il s'agissait de résoudre, c'est-à-dire de donner aux pièces divisionnaires de l'union la valeur intrinsèque la plus élevée et les qualités d'un bon alliage, tout en supprimant la prime qu'elles obtenaient depuis la dépréciation relative de l'or et qui permettait à la spéculation de les refondre et de les exporter avec bénéfice.

Des dispositions expresses limitent d'ailleurs l'émission et le cours légal de ces monnaies d'appoint et servent ainsi de correctif à l'abaissement du titre.

Des règles précises réduisent à des chiffres aussi faibles que possible les tolérances de fabrication et de frais, de manière à maintenir les pièces de l'union dans des conditions constamment normales.

Enfin, Monsieur, vous remarquerez une clause qui se détache de l'ensemble des stipulations exclusivement destinées à déterminer le régime monétaire des quatre pays, nous voulons parler de la faculté d'accession que l'art. 12 garantit à tout autre Etat. Cette clause peut être considérée comme la manifestation d'un vœu, qui s'est produit au sein de la conférence internationale et qui n'a pas été sans influence sur l'heureuse issue de la négociation. Après avoir fait disparaître les divergences dont ils avaient reconnu les inconvénients, les délégués de la Suisse, de la Belgique, de la France et de l'Italie, voyant une population de 70 millions d'habitants désormais dotée du même système monétaire, devaient être tout

naturellement amenés à se préoccuper d'un intérêt plus général et ils exprimèrent au nom de leurs gouvernements le désir de voir l'union, encore restreinte à quatre pays, devenir le germe d'une union plus vaste et favoriser l'établissement d'une circulation monétaire uniforme entre tous les états civilisés.

C'est en vue de ce grand intérêt que le Gouvernement français, avec le consentement des autres Etats contractants, vient de transmettre la convention ci-jointe aux Etats qui sont invités à accéder à la convention monétaire du 23 Décembre 1865. Le Conseil fédéral désire, Monsieur, que vous fassiez de votre côté les démarches que vous croirez les plus propres à appuyer l'initiative prise par la France au nom des états signataires du traité.

On ne saurait se dissimuler les objections que cette proposition devra rencontrer, mais d'autre part il est certain que les vues qui ont inspiré la convention monétaire répondent à des nécessités, qui s'imposent dès à présent à la sollicitude des gouvernements.

A mesure que la solidarité qui existe entre les intérêts économiques devient de plus en plus étroite, chaque peuple en présence des avantages déjà réalisés comprend mieux l'importance de supprimer les entraves que rencontrent encore les relations internationales; l'une des plus onéreuses et des plus gênantes résulte assurément de la diversité des monnaies qui multiplie les variations du change.

L'idée de l'unification des systèmes monétaires fait donc chaque jour de nouveaux progrès. C'est sous son influence qu'a été conclu, dès le 24 Janvier 1857, le traité qui a si notablement simplifié le régime des Etats compris dans l'ancienne Confédération germanique; plus récemment, en 1865, la même tendance s'est manifestée dans les discussions et dans les votes de la diète commerciale allemande; enfin la convention même du 23 Décembre a été spontanément l'objet de la part de plusieurs gouvernements étrangers d'un examen qui témoignait assez de leur sollicitude pour les intérêts qui s'y rattachent; une nouvelle loi monétaire a déjà introduit dans les Etats romains le régime stipulé par la convention de Paris et aux Etats-Unis l'opinion publique a été appelée sur cette question par les délibérations même du congrès.

Nous vous laissons le soin, Monsieur, de faire usage des considérations qui précèdent et de leur donner tous les développements que vous jugerez de nature à les compléter, afin d'appuyer efficacement la démarche de la France auprès du Gouvernement de [...]³.

Si, pour le moment, ce gouvernement était arrêté par des objections graves, nous attacherions un prix tout particulier à être informés par vous de ces obstacles et à connaître les observations auxquelles aurait donné lieu l'examen de cet acte. A défaut d'un résultat plus satisfaisant et plus immédiat, il y aurait un profit incontestable à pouvoir apprécier exactement la nature et l'étendue des difficultés qu'il s'agirait d'écartier pour aboutir à l'uniformité monétaire.

3. *Gouvernement auprès duquel l'Agent suisse est accrédité.*

E 1001 (E) q 1/73

Le Conseil fédéral au Conseil d'Etat du Canton du Tessin

Copie

L

Berne, 31 décembre 1866

Nous nous sommes occupés dans notre séance d'aujourd'hui¹ de la question de la liquidation des points non encore terminés dans l'affaire des diocèses tessinois, et après avoir pris connaissance d'un rapport² de notre Département politique, nous sommes dans le cas de vous faire savoir, en ce qui concerne le décret de votre Grand Conseil du 26 Novembre 1866, relatif à la vente des biens de la mense épiscopale, que nous n'avons rien à objecter contre cette vente, pour autant qu'elle occasionne une augmentation réelle de la fortune. Nous nous permettons seulement de vous rendre attentifs à ce que, suivant la tournure que prendront plus tard les affaires diocésaines du canton, il pourrait facilement arriver que l'on fût mécontent de ne plus trouver certains bâtiments. Toutefois, nous voulons laisser cette observation à la libre appréciation des autorités tessinoises. Par contre, nous devons présenter des demandes positives dans deux points, savoir:

a. que le produit résultant de la vente des immeubles soit conservé intact et inattaquable comme l'autre fortune de la mense épiscopale de Côme échue au Canton du Tessin, sous le titre de *fonds diocésain*, jusqu'à ce que nous ayons donné notre consentement à son emploi éventuel pour d'autres buts correspondants; c'est pourquoi la loi prévue à l'art. 3 du décret du 26 Novembre 1866 sur l'emploi du produit de la vente desdits biens, devra être soumise à l'approbation du Conseil fédéral avant sa mise à exécution. Nous sommes obligés de faire cette réserve par les déclarations que nous avons données à l'Italie lors des négociations sur la séparation des biens;

b. que par la vente projetée des immeubles de la mense épiscopale de Côme, il ne soit préjudicié en aucune manière aux droits que peuvent faire valoir les communes de Poschiavo et de Brusio, par suite de leur démembrement et de leur réunion au diocèse de Coire.

Quant au partage des biens provenant de la mense épiscopale entre votre canton et celui des Grisons, nous vous invitons à bien vouloir désigner jusqu'à la fin du mois de Janvier vos Délégués à une conférence qui aura lieu sous la présidence de M. Hungerbuhler, Conseiller National, notre Délégué, dans l'endroit et à l'époque qu'il déterminera et dont il vous donnera directement connaissance.

Enfin, nous avons désigné comme notre Délégué à une conférence avec le Chargé d'Affaires du St-Siège à Lucerne et les Délégués du Canton des Grisons, en vue de l'incorporation des communes de Poschiavo et de Brusio au diocèse de Coire, M. Rennward Meyer, membre du Conseil des Etats, en lui laissant le soin de fixer l'époque de la réunion de la conférence et de convoquer directement les Délégués des Cantons intéressés. Veuillez donc désigner aussi les vôtres jusqu'à la fin du mois de Janvier.

1. PVCF non reproduit. Cf. E 1004 1/67, 5465.

2. Du 30 décembre 1866. Non reproduit. Cf. E 22/1663.

En attendant de votre part l'indication des noms des personnes que vous aurez choisies pour vous représenter à ces conférences, nous saisissons [...].

P.S. Nous avons donné à M. Pioda les pouvoirs nécessaires pour le règlement des points réservés à l'art. X de la Convention du 30 Novembre 1862³.

3. RO VII, pp. 579—600.

63

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Wien, 3. Januar 1867

In meinem Berichte vom 19. Dezember v. J.¹ an Herrn Bundespräsident Knüsel hatte ich die Ehre, eine Unterredung zu erwähnen, die ich an jenem Tage mit S. Ex. dem Hr. Handelsminister Freiherr von Wüllerstorff hatte und hervorzuheben, dass ich eine vorläufige Anfrage an denselben bezüglich eines *Handelsvertrages zwischen der Schweiz und Österreich* richtete, sowie, dass der Minister sich zum Abschlusse eines solchen durchaus geneigt zeigte.

Ich erlaube mir nun die Anfrage, ob der hohe Bundesrath der Ansicht ist, dass ich meiner nicht officiellen vorläufigen Sondirung eine bestimmtere officielle Form directe beim Hr. Handelsminister geben solle und ob der hohe Bundesrath irgend einen Termin bestimme, bis zu dem er wünsche, dass Verhandlungen über diesen Gegenstand beginnen sollen? Gestern sagte mir der Leiter der hiesigen italienischen Gesandtschaft Graf Rati Opizzoni, dass er vom Hr. Handelsminister die bestimmte Zusage habe, dass der italienisch-österreichische Handelsvertrag noch im Laufe dieses Monates in Angriff genommen werde.

Da nach Abschluss dieses Vertrags die Gränzländer der Schweiz (da, wie es scheint, der preussisch-österreichische Handelsvertrag auch für die süddeutsche Staatengruppe massgebend sein wird) ihre Handelsbeziehungen zu dem Kaiserreiche geregelt haben werden, so wäre dann nach meiner unmassgeblichen Ansicht der richtige Zeitpunkt auch für die Schweiz eingetreten, den Abschluss eines Handelsvertrages mit Österreich *abzuschliessen*.

Sämmtliche Wienerzeitungen haben heute ein kaiserliches Manifest vom gestrigen Datum gebracht, welches 1. sämmtliche cisleithanische Landtage auflöst; 2. Neuwahlen für diese Landtage anordnet; 3. die neugewählten Landtage auf den 11. Februar einberuft; 4. befiehlt, dass die Wahl für einen *ausserordentlichen Reichsrath* der einzige Gegenstand der Wirksamkeit der Landtage sei; 5. den ausserordentlichen Reichsrath auf den 25. Februar nach Wien einberuft; 6. bestimmt, dass die Berathung der Verfassungsfrage den alleinigen Gegenstand der Thätigkeit des ausserordentlichen Reichsrathes bilde.

1. Cf. n° 58.

64

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Wien, 9. Januar 1867

In Folge Ihrer geehrten, heute empfangenen Depesche vom 4. Januar¹, beeile ich mich, Ihnen die gewünschte Denkschrift des Hr. Prof. G. Vogt² über Veltlin, Cleven und Worms pr. Post zu übersenden.

Am vorigen Samstag theilte mir der französische Botschafter Herzog von Gramont mündlich mit, dass er binnen wenigen Tagen eine Depesche an mich richten werde, um mich einzuladen, seine in Namen des kais. französischen Cabinetes eingeleiteten Schritte, um Österreich zum Beitritte zur Münz-Convention zu veranlassen, beim k.k. Ministerium des Äussern zu unterstützen, und bemerkte, er werde auch die nämliche Einladung an die Gesandten von Belgien und Italien richten. Es war mir daher doppelt angenehm, heute die nämliche Aufforderung directe vom Bundesrathe vom 24. Dezember³, so wie zwei Exemplare des Münzvertrages⁴ zu erhalten. Binnen kurzem werde ich die Ehre haben, Ihnen die Antwort des kais. Cabinetes mitzutheilen⁵.

1. *Non reproduite*. Cf. E 2200 Vienne 1/48.

2. Cf. n° 37, note 2.

3. Cf. n° 61.

4. RO VIII, pp. 760—767.

5. Cf. n° 68.

65

E 22/1663

*Le Chargé d'Affaires du Saint-Siège à Lucerne, A. Bianchi,
au Conseil fédéral*

N

Lucerne, 10 janvier 1867

D'après les rapports des feuilles publiques, le Haut Conseil Fédéral aurait, dans sa séance du 31 Décembre dernier¹, décidé d'autoriser le Gouvernement du Tessin à vendre les biens de la Mense épiscopale situés sur son territoire, à condition que le prix en soit capitalisé, le revenu devant recevoir la même destination que précédemment.

Le Soussigné ignore si cette nouvelle donnée par les journaux est conforme à la vérité, mais pour le cas où elle le serait, il se croit en devoir, eu égard à l'importance de l'objet, de présenter au Haut Conseil Fédéral quelques observations qu'il a confiance de voir favorablement accueillies.

1. *Non reproduit*. Cf. E 1004 1/67, 5465. Cf. également n° 62.

Il est bien connu au Soussigné que le St-Siège, en consentant à l'ouverture de négociations pour la séparation diocésaine du Tessin et de Poschiavo et Brusio des Evêchés de Milan et de Côme, a déclaré que toute question entre ces Evêchés et les Autorités Suisses au sujet des intérêts matériels, ne pourrait être traitée et réglée sans son concours, et que cette liquidation des intérêts matériels devait même être fixée avant tout, afin qu'il n'y ait pas lieu ensuite à des contestations. Mais, ainsi que le Haut Conseil Fédéral le sait, le St-Siège, tout en faisant ces déclarations, y a joint la clause expresse que l'on devrait laisser intacts ses droits dans ces questions et que son assentiment devrait être réservé pour tout ce qui dépend de son autorité. C'est ce qui résulte des communications faites précédemment au Haut Conseil Fédéral par le Représentant du St-Siège, par une note du 11 Septembre 1860².

Or il semble d'abord au Soussigné qu'une vente, comme celle qu'on dit projetée, pourrait fort difficilement être envisagée comme une des questions d'intérêts matériels qui étaient à régler préalablement, mais qu'elle serait plutôt une opération faite en dehors de ces questions par la seule partie suisse. En tout cas, une semblable opération doit tout au moins être considérée comme exigeant le consentement préalable du St-Siège.

C'est en effet une règle générale dans l'Eglise que les biens ecclésiastiques, tels que sont évidemment ceux dont il s'agit, ne peuvent être aliénés sans l'autorisation du St-Siège.

Le Soussigné croit donc devoir appeler l'attention du Haut Conseil Fédéral sur ce point. En le faisant, il n'entend pas énoncer ici un jugement quelconque sur l'opportunité ou l'inopportunité d'une telle vente considérée en elle-même, mais son intention est de sauvegarder les droits du St-Siège et de prévenir des difficultés. Au reste, le Soussigné est disposé à communiquer au St-Siège les vœux que le Haut Conseil Fédéral pourrait avoir.

2. Cf. E 22/1658.

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Paris, 16. Januar 1867

Ich lese so eben in einem Schweizerblatt, dass Sie verfügt haben, es soll die Erleichterung im Verkehr mit Waaren aus andern Staaten, die ebenfalls Handelsverträge mit der Schweiz abgeschlossen haben, wie solche im Schreiben des Ministers des Äussern v. 15. Dezemb. 66 mitgetheilt worden ist¹, im Bundesblatt veröffentlicht werden. Ich habe Ihnen schon in meinem Berichte vom 19. Dezemb.²

1. Non reproduite. Cf. E 2200 Paris 1/67.

2. Non reproduit.

bei Anlass der erwähnten Mittheilung gleichzeitig gemeldet, dass laut von der Generalzolldirektion mir mündlich gemachter Eröffnung die Vollziehungsverordnung für die fraglichen Abänderungen noch nicht festgestellt sey, und dass ich Ihnen solche zusenden werde, sobald sie erschienen seyn werde. Schon vor einigen Tagen habe ich mich auf das Bureau der Centraldirektion begeben, um mich zu informiren, ob jene Vollziehungsverordnung *noch nicht* erschienen sey. Ich erhielt zur Antwort: es seien noch ein Paar Fragen, welche bei diesem Anlass gleichzeitig vom Ministerium auf einen Bericht der Generalzolldirektion zu regliren seyen. Man hoffe mir *nächstens* von der Vollziehungsverordnung ein Exemplar zusenden zu können. Die Generalzolldirektion ist unsrer Anschauungsweise günstig u. wäre gerade noch *etwas weiter* gegangen, wie ich *confidentiell* erfuhr. Béhic ist mir weniger günstig als seine Angestellten im Hauptbureau. Unter diesen Umständen hätte mir *zweckmässig* geschienen, wenn die Bekanntmachung im Bundesblatte verschoben würde, bis jene Vollziehungsverordnung bekannt gemacht ist. Da die Grenzzollstationen noch keinerlei Weisungen erhalten haben, so könnte leicht zu Reklamationen Stoff gegeben werden, wenn Sendungen nach Frankreich erfolgen, ehe das betreffende Dekret publizirt ist. Diess war auch der Grund, warum ich Ihnen ausdrücklich von den auf dem Bureau der Centralzolldirektion mir gemachten Eröffnungen Kenntniss gegeben habe. (Cf. 1866. Nr. 217, Bericht v. 12. Dezemb.³ pag. 4)⁴

Die politische Situation bietet zur Zeit zu keinen besondern Mittheilungen Stoff. Die Gerüchte, welche in französisch. u. deutschen Blättern fast täglich auftauchen, bald über eine Allianz zwischen Preussen, Russland u. England, bald dann aber auch über eine solche zwischen Frankreich, Italien u. Oestreich sind mit dem allergrössten Misstrauen aufzunehmen, u. verdienen keiner besondern Erwähnung; wenigstens *jezt nicht*. Es genügt, dass Herr Marquis de Moustier ein Paar Conferenzbesprechungen bald mit diesem, bald mit jenem Botschafter einer Grossmacht hält über Fragen, wie solche der laufende diplomatische Verkehr mit sich bringt, um gewissen oft an Mittheilung von Stoff verlegenen Journalcorrespondenzen Anlass zu bieten, mit geheimnissvoller Wichtigthuerei Artikel über Offensiv- u. Defensivallianzen an die Journale zu senden, von welchen sie bezahlt sind. Sie haben dann ein Paar Tage nachher abermals Stoff, ihre *eigenen* Correspondenzen zu widerrufen!! Mit mehr Spannung als nach Aussen richten sich hier die Blicke der nachdenkenden Politiker gegenwärtig nach *Innen*, indem die nahe bevorstehende Eröffnung der Kammern der Opposition offiziellen Anlass bieten wird, der Missstimmung, welche die Expedition nach Mexico u. der Ausgang des Krieges in Deutschland hervorgerufen haben, Ausdruck zu geben. Sie wird hiezu die Adressdebatten mit gewohntem Talente benutzen, wenn nicht letztere — wie neuerdings Manche in Aussicht stellen — durch ein beschränktes Interpellationsrecht von vornherein beseitigt werden. Im letztern Falle würde man wohl die Budget-Berathungen benutzen, um doch die politischen Fragen auf das Tapet zu bringen. Ja auch der nächstens erscheinende bedeutend gemilderte Entwurf der Militärreform gäbe hiezu Veranlassung.

3. *La date est fausse, le rapport étant du 19 décembre 1866.*

4. *Non reproduit.*

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Wien, 19. Januar 1867

Ich habe mich in Erfüllung Ihres geehrten Auftrages vom 15. Januar¹ heute zu Sr. Excellenz dem Hr. Minister v. Beust begeben, um mit ihm eine Unterredung bezüglich eines zwischen der Schweiz und Österreich abzuschliessenden *Handelsvertrages* zu pflegen. Der Hr. Minister, durch das Schreiben des k.k. Gesandten in Bern schon darauf vorbereitet, hat erklärt, dass die kais. Regierung mit der grössten Bereitwilligkeit zum Abschlusse eines solchen Vertrages Hand bieten werde, und hat ebenfalls die Ansicht ausgedrückt, dass der Vertrag einfach und auf der gegenseitigen Bewilligung der niedrigsten Tarifsätze der am meisten begünstigten Nationen beruhen könne.

Der Hr. Minister las mir die Antwort des Ministeriums an den k.k. österreich. Gesandten in Bern vor, die wahrscheinlich morgen dahin abgehen wird. Er fügte ausserdem noch bei, dass, falls die Schweiz Wünsche in Bezug auf Verkehrserleichterungen habe, ich dieselben ihm schriftlich mittheilen möge, damit sie so viel wie möglich berücksichtigt werden können.

Hinsichtlich der Zeit des Beginnes der Unterhandlungen glaubte Hr. v. Beust, es wäre gut, wenn der Abschluss der Verhandlungen mit Italien abgewartet würde, ehe der schweizerische Vertrag in Angriff genommen würde. Auf meine Bemerkung jedoch, dass die Verhandlungen mit Italien einerseits und der Schweiz andererseits gleichzeitig stattfinden könnten, da es sich beim Vertrage mit der Schweiz ja nicht um Festsetzung bestimmter Tarifsätze handle, glaubte der Hr. Minister, dass ein solches Vorgehen wohl möglich wäre, worüber man sich indessen mit dem Herrn Handelsminister verständigen müsste. Als Unterhandlungsort würde die Kais. Regierung Wien vorschlagen, da alle Handelsverträge der jüngsten Zeit daselbst abgeschlossen wurden. Hr. v. Beust verwies mich zu näheren Besprechungen an den Hr. Hofrath v. Gagern, dem die Handelsangelegenheiten im Ministerium des Äusseren speciell unterstehen. Ich traf Hr. v. Gagern nicht auf seinem Bureau, da er jetzt täglich den Verhandlungen mit Preussen auf dem Handelsministerium beiwohnen muss. Ich werde jedoch sobald als nur möglich mit ihm Rücksprache nehmen.

Ich benutzte diesen Anlass, um mit dem Hr. Minister v. Beust die Frage der *Rhein correction* eingehends zu erörtern. Hr. v. Beust sagte mir, dass der Entscheid des Voralberger Landtages noch nicht an das Ministerium des Äusseren gelangt sei, dass dasselbe aber in jüngster Zeit wiederholt sich in dieser Angelegenheit an das Staatsministerium gewendet habe und noch vor Kurzem demselben gegenüber mit allem Nachdrucke betont habe, dass das Ministerium des Äusseren, da die Rhein correction gewissermassen eine *Gränzangelegenheit* sei, dem Voralberger Landtage höchstens ein *consultatives*, aber durchaus nicht ein *ent-*

1. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/48.

scheidendes Votum zugestehen könne und dass das Ministerium des Äusseren den endgültigen Entscheid als eine Staats- und nicht als eine Landtagsangelegenheit betrachte.

Ich fragte nun den Herrn Minister, ob im Falle die Entscheidung des Staatsministeriums divergirend von den Ansichten des Bregenzerprotocolls am 5. Aug. 1865² und folglich von dem von der St. Galler Regierung gutgeheissenen Projecte des rechtseitigen Fussacher Durchstiches ausfallen würde, das Ministerium des Äusseren geneigt wäre, darauf einzugehen, dass von den beiderseitigen Regierungen an das Urtheil irgend eines ausgezeichneten fremdländischen (englischen oder holländischen) Experten appellirt würde? Der Hr. Minister meinte, dass das allerdings ein Weg wäre, zu einem endlichen Einverständniss in dieser Angelegenheit zu gelangen.

Ich kann nicht umhin, hervor zu heben, dass ich seit einiger Zeit stets das grösste Entgegenkommen von Seite des Ministeriums des Äusseren finde und dass, wenn es sich um irgend eine Verschleppung einer Frage handelt, die Ursache davon immer in der traditionellen Unschlüssigkeit und Langsamkeit des Staatsministeriums liegt.

Ich habe heute auf der Staatskanzlei auch Baron Werther getroffen und mit ihm über den Artikel des «Wanderers» aus dem *Corriere d'Emilia*, den ich Ihnen vor einigen Tagen die Ehre hatte zuzusenden³, gesprochen. Er erklärte den ganzen Artikel als eine böswillige Erfindung, jeder Wahrheit oder thatsächlicher Grundlage entbehrend.

Ihre Maj. die Kaiserin wird künftigen Mittwoch Abend von hier abreisen und Donnerstag Nachmittag in Zürich zum Besuche ihrer Schwester der Gräfin Trani eintreffen. Sie wird das strengste Incognito beobachten.

2. Cf. E 20/112.

3. *Non reproduit.* Cf. RP du 16 janvier 1867, E 2300 Vienne 18. *Le Corriere dell'Emilia prétendit dans cet article que le Général prussien von Moltke et son Etat-major se trouveraient en Suisse, en civil, avec mission de faire des photographies topographiques. Le Conseil fédéral aurait été alerté par le Gouvernement français.*

68

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

R

Wien, 20. Januar 1867

Der heute hier eingetroffene «Bund» vom 19. Januar bringt unter der Rubrik «aus dem Bundesrathe» eine Nachricht, die wieder in totalen Widerspruch mit meinem Berichte von 16. Januar¹ steht, *denn ich habe nicht den Empfang einer österreichischen Note betreffend den Anschluss Österreichs an die Münzconvention gemeldet*, sondern nur die Mittheilung gemacht, dass ich (meinen Instruktio-

1. *Non reproduit.*

nen gemäss) ähnlich wie die Vertreter Frankreichs, Belgiens und Italiens in Wien, in einer Note² an das k.k. Ministerium, die kais. Regierung zum Beitritte zur Münzconvention eingeladen habe. Ebenso wenig als ich haben auch die Vertreter Frankreichs, Belgiens und Italiens bis jetzt in dieser Frage Antwortsnoten vom k.k. Ministerium des Äussern erhalten.

Da man nicht nur in Wien, sondern auch in ganz Deutschland in der Meinung ist, der «Bund» sei das Organ des Bundesrathes und dass alle Artikel unter der Unterschrift «aus dem Bundesrathe» directe von der hohen Behörde der Redaction übergeben werden, so muss die hiesige Regierung der Ansicht sein, dass ich diese unwahren Angaben wirklich gemacht habe, was mich natürlich derselben gegenüber in eine schiefe Stellung bringt. Es ist nun seit Wochen das zweite Mal, dass so ganz unwahre Angaben über Berichte von mir an den hohen Bundesrathe die Runde durch die Zeitungen machen. Es wäre mir daher sehr wichtig, wenn Sie, hochgeachteter Herr Bundespräsident, einen Einfluss darauf nehmen würden, dass meine Mittheilungen, soweit sie im Auszuge der Öffentlichkeit übergeben werden, wenigstens im «Bunde» nur der Wahrheit gemäss dargestellt werden möchten.

2. *Non reproduite. Cette note est du 12 janvier 1867. Cf. E 2200 Vienne 1/48; cf. aussi n° 64.*

69

E 2300 Paris 20

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Paris, 30. Januar 1867

Der Umstand, dass die Direktion du Contentieux au Ministère des Affaires étrangères in folge Beförderung des bisherigen Direktors Noël gewechselt hat, u. an Geofroy übergegangen ist, ist Ursache, dass ich auf die schon vor einiger Zeit verlangten Informationen betreffend die in Ihren zwey Schreiben vom 26. Dezemb. 66¹ berührten Fragen erst gestern Auskunft erhalten konnte, die ich Ihnen mit Gegenwärtigem mitzuthemen die Ehre habe.

1. *Betreffend Reklamationen von Schweizern in Paysandu.*²

Wie Ihnen seiner Zeit (unterm 28 Aug. letzten Jahres) Marquis de Turgot mitgetheilt hat³, fand die französische Regierung für zweckmässig, diessfalls auch über die Ansichten anderer Mächte sich zu erkundigen. Die betreffenden Antworten der Regierungen, an welche man sich gewendet hat, sind seither beim französischen Ministerium des Äussern eingetroffen, u. gehen dahin: «Die Regierung Englands habe auf das Bestimmteste erklärt, dass sie zum voraus von der Erfolg-

1. *Non reproduits. Cf. E 1001 (E) q 1/73.*

2. *En Uruguay. Ils'agissait de réclimations pour les dégâts subis par les étrangers durant le siège et la prise de la ville de Paysandú par les troupes brésiliennes, le 2 janvier 1865.*

3. *Du 28 août 1865. Cf. E 2/279.*

losigkeit diessfälliger Reklamationen überzeugt, vollständig u. ganz positiv darauf verzichte, solche geltend zu machen. Die Regierung von Italien habe die Ansicht geäußert, man hätte solche Reklamationen eher gegenüber Brasilien als gegenüber von Uruguay zu erheben, es schein aber nicht, dass sie wirkliche Reklamationen geltend zu machen beabsichtige. Das gleiche schein der Fall zu seyn von Seite Preussens, obwohl letzterer Regierung grundsätzlich der Ansicht huldige, dass Uruguay eigentlich zu Entschädigung verpflichtet wäre. Unter solchen Umständen habe die französische Regierung beschlossen, den Reklamationen beteiligter Franzosen in dieser Sache keine Folge zu geben, sondern solche auf sich beruhen zu lassen.»

2. Reklamationen, veranlasst durch den Schaden, welchen ein *Armeekorps von Paraguay* in der Provinz Rio Grande verursacht hat.

Die Regierung von Frankreich habe keine Reklamationen von Franzosen erhalten u. finde sich daher auch nicht veranlasst, diessfalls solche zu erheben. Der Direktor du Contentieux (der mehrere Jahre als Consul in diesen Gegenden gelebt hat) fügte noch als seine persönliche Ansicht bei: «so lange die Eingewanderten nicht in grösserer Zahl eine Art Colonie bilden, sondern mehr isolirt unter den Eingeborenen leben, so haben sie das Schicksal der letztern zu theilen, u. Reklamationen für Entschädigung, da wo die Eingeborenen keine erhalten, haben wenig Aussicht auf irgend einen Erfolg.»

Indem ich Ihnen von diesen auf dem Bureau de la Direction du Contentieux persönlich erhaltenen renseignements Kenntniss gebe, sende ich dem im Postskript ausgedrückten Wunsche gemäss, die Beilagen wieder zurück. [...]⁴

4. *Dans la seconde partie de son rapport, J. C. Kern traite de la politique intérieure française.*

Le Consul général de Suisse à Washington, J. Hitz, au Conseil fédéral

RP

Washington, 1. Februar 1867

Wieder eine Woche entschwunden, und immer noch dieselbe trübe Aussicht in Politik, in der Natur, auf Handel und Gewerbe. Ja, letztere zwei Faktoren haben sich noch bedeutend verschlimmert. Der anhaltend strenge Winter, ferner die Vernachlässigung der nöthigen finanziellen Gesetzgebung von Seite des Congresses üben ihre Wirkungen in sehr bedauerlichem Masse aus. Die Wahrheit dieser Angabe über Abnahme des Verkehrs und der gewerblichen Thätigkeit erklärt sich nicht blos durch die Arbeitslosigkeit vieler tausend sonst fleissiger Menschenhände, sondern sie wird besonders auffallend bestätigt durch die entscheidende Abnahme der Inlandsteuer, deren *tägliches* Ergebniss von einer Million Dollars (im Herbst 1866) auf circa 4—500 000 Dollars gefallen ist!

Augenscheinlich ist auch der Congress auf diese unangenehmen Thatsachen aufmerksam geworden, oder ist von seinen Freunden und Anhängern überall im

Lande, durch die Presse und auf andere Weise aufmerksam gemacht worden; denn die Verhandlungen zeigen, dass viele der extremen Ansichten & Pläne der Leiter durch diese Umstände nicht ausgeführt werden können. So hat Hr. Stevens, der beiläufig erwähnt, im Heimatstaat Pennsylvanien dem bekannten Hr. Cameron, sr. Zt. Kriegsminister unter Präsident Lincoln, im Kampf um die Senatorenstelle erlegen ist, im Hause mit seinem Gesetzesvorschlage, die südlichen Staaten gänzlich in Territorien umzuwandeln und dem Congress unterzuordnen, eine gefährliche Niederlage erlitten, & die Bill wurde an das Rekonstruktions Comité verwiesen.

Der Justizausschuss hat die Untersuchungen in Betreff der Anklage noch nicht an die Hand genommen, und mittler weile andere Aufträge erhalten, die seine Zeit mehr als genügend in Anspruch nehmen werden. Die Richtigkeit der Vermuthung, dass es während der Dauer dieses Congresses zu einer Anklage wider den Präsidenten nicht kommen werde, unterliegt kaum noch dem geringsten Zweifel. Es zeigt sich überhaupt zur Zeit eine Art Abspannung im politischen Leben, und wohl werden dazu die materiellen Übelstände des Landes, Nord wie Süd, gewirkt haben. In einem meiner letzten politischen Berichte erwähnte ich des vorgeschlagenen Zolltarifs; auch dieser erleidet im Senate, wo gegenwärtig darüber berathen wird, heftigen Widerstand; die Protektionisten mit ihrer unersättlichen Habgier, mit welcher sie, ohne Rücksicht auf die Lähmung gewisser wichtiger Industriezweige, unter anderem der Schiffbauer, bloss ihren eigenen Vortheil zu wahren trachten und noch über die vom Steuer Commissär Wells angerathenen, gewiss hoch genug berechneten Ansätze zu gehen suchen, werden wahrscheinlich ebenfalls eine Niederlage erleiden; denn allgemein *ohne Unterschied der Parthei*, sind die Reklamationen gegen solche ungerechte Gesetzgebung zu Gunsten einiger Weniger, zum Nachtheil und ungeheuren Schaden hingegen des Ganzen.

Präsident Johnson, während er dem Gesetze über Versammlung des Congresses (des 40sten) und der nachfolgenden, seine Genehmigung ertheilt hat, hat hingegen in zwei Botschaften die Gesetze über die Aufnahme der Staaten Nebraska und Colorado dem Senate ohne seine Unterschrift zurückgesandt; und ich muss die in meinem Lezten¹ ausgesprochene Ansicht, dass diese Vetos ohne Effekt sein werden, dieses Mal zurücknehmen! Es ist höchst zweifelhaft, dass, irgend eines dieser Gesetze die nöthige Zweidrittel-Mehrheit im Senat oder Haus erhalten wird, so ändern sich plötzlich die Ansichten!

Die Einwände des Präsidenten, obwohl sie allerdings würdig dargelegt & nicht ohne ihren richtigen Werth sind, würden dieses Resultat nicht hervorgebracht haben, aber die öffentliche Meinung ist dagegen, dass der Bewilligung jener Territorien vom *Congresse* gewisse Bedingungen vorgeschrieben werden, welche sonst den Staaten und ihrer Bevölkerung reservirt waren. Vielen der Senatoren & Repräsentanten sind aber selbst diese Bedingungen noch nicht umfassend genug, und so wird sich aus diesen verschiedenen Gründen, eine genügend starke Minderheit bilden, dem Veto des Präsidenten Bestätigung zu verschaffen. Die Debatten werden übrigens häufig im Hause mit grosser, gegenseitiger Erbitterung geführt und die parlamentarische Ordnung ist hier zu Lande der Art, dass sie nicht selten zu empörendster Unordnung und ungemüthlichster Anarchie ausartet. So

1. Du 18 janvier 1867, non reproduit.

bot auch der Senat einen nichts weniger als erfreulichen Anblick, als Herr Sumner den Präsidenten für einen Feind des Vaterlandes erklärte und von Anhängern desselben dafür zur Ordnung gerufen wurde.

Mit den gedrückten Handels- und Gewerbe-Verhältnissen geht Hand in Hand auch die Abnahme der Einwanderung, im Vergleiche mit Januar 1866 um die Hälfte, es ist dies jedoch ein negativer Vortheil aller Partheien; denn die Verhältnisse sind der Art, dass Einwanderer, sollten solche ohne Mittel anlangen, dem Lande unwillkürlich zur Last fallen würden, indem ja nicht genug Beschäftigung für hier wohnende Arbeiter vorhanden ist. Vielleicht dass mit Beginn des Frühlings, der jedenfalls uns nahe rückt, die Zustände besser werden. Augenblicklich sieht die Zukunft sehr düster aus. Wir leben hier und leiden an den Folgen der Rebellion und der damals herbeigeführten Zerrüttung der Nationalfinanzen und Überschwemmung mit papiernen Zahlungsmitteln. Es sind Zustände, die früher oder später hereinbrechen mussten und welche durch congressionelle Gesetzgebung allerdings sehr gemildert, aber nicht verhindert werden konnten.

Die Einwanderung von 1866 vertheilt sich auf folgende Nationalitäten: Deutsche 108'840; Irländer 84212; Engländer 24017; Schotten 2420; Walliser 320; Franzosen 4560; Schweizer 4712; Schweden 3619; Verschiedene Nationen 1017 Personen.

E 1001 (E) q 1/74

71

Le Conseil fédéral au Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi

Copie

L

Bern, 1. Februar 1867

Ihren Depeschen vom 19.¹ u. 21.² Januar haben wir mit Vergnügen entnommen, dass das Kaiserliche Ministerium bereit ist, mit der Schweiz wegen Abschluss eines Handelsvertrages in Unterhandlung zu treten; dass Hochdasselbe aber die Verhandlungen ausschliesslich auf einen Handelsvertrag u. auf solche Punkte, die sich direkt auf den Handel beziehen, beschränken möchte, allfällig unter Beifügung einzelner Bestimmungen zur Erleichterung des gegenseitigen Gränzverkehrs.

Diese im höchsten Grade aner kennenswerthe Geneigtheit haben wir durchaus bestätigt gefunden in einer Note, welche von Sr. Exzellenz dem Herrn Staatsminister Baron von Beust unterm 19. Januar³ an die k.k. Gesandtschaft in Bern gerichtet und von letzterer zur Einsichtnahme uns abgetreten worden ist.

Gestützt auf diese Eröffnungen laden wir Sie ein, die Mittheilung an das kais. Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten gelangen zu lassen, dass der Bundesrath damit einverstanden sei, sich in der zu treffenden Vereinbarung auf

1. Cf. n° 67.

2. Non reproduite. Cf. E 13 (B) 235.

3. Non reproduite. Cf. E 13 (B) 235.

gewisse Hauptpunkte einfach zu beschränken, welche wesentlich dahin giengen, in Handels- u. Zollsachen sich gegenseitig auf dem Fusse der am meisten begünstigten Staaten zu behandeln, unter Anfügung einzelner Bestimmungen über Erleichterungen im Gränzverkehr. Sie werden beifügen, dass Ihnen die nöthigen Vollmachten und weitem Instruktionen zugehen sollen, um die Verhandlungen mit thunlicher Beförderung in Wien selbst eröffnen zu können. Die Form der zu treffenden Vereinbarung wird durch die in dieselbe aufzunehmenden Punkte bedingt und es sind die Gränzkantone zur Mittheilung ihrer daherigen Wünsche eingeladen worden. Nach Empfang derselben werden wir nicht ermangeln, uns über die Sache selbst näher auszusprechen.

Wenn wir nicht irren, so haben bereits Bayern und Sachsen gewisse Punkte über den Gränzverkehr mit Österreich vereinbart oder wenigstens entworfen und zur Besprechung vorbereitet. Es wäre uns nun sehr erwünscht, diese Stipulationen kennen zu lernen, sofern solche, wie wir übrigens nicht zweifeln, zur Mittheilung in Drittmannshand sich eignen, worüber wir Ihren beförderlichen Bericht gewärtigen.

72

E 1001 (E) q 1/74

Le Conseil fédéral au Chargé d'Affaires de Belgique en Suisse, J. Greindl

Copie

N

Berne, 22 février 1867

Le Conseil fédéral a appris avec regret par la note que Monsieur le Chargé d'Affaires de Belgique lui a adressée le 9 Janvier dernier¹, que le Gouvernement belge n'est pas disposé à satisfaire à sa demande de certaines compensations pour l'extension de la protection de la propriété industrielle, considérée comme une concession faite à la Belgique, mais bien plus, qu'il a exprimé l'attente que la Suisse se contentera de la réciprocité de la protection dont il s'agit, cette protection ayant au moins autant, sinon plus, de valeur pour la Suisse que pour la Belgique.

Le Conseil fédéral se permet à cet égard de faire observer que cette dernière supposition est absolument erronée, ainsi qu'il l'a déjà donné à entendre dans sa note du 28 Septembre 1866²; que la Suisse, dans toutes les négociations de traités, n'a consenti qu'à contrecœur à y admettre des dispositions pour la protection de la propriété industrielle et qu'elle-même n'a jamais adressé de demandes de cette espèce à d'autres Etats; enfin qu'elle a toujours considéré des traités de cette nature comme des compensations onéreuses pour d'autres avantages.

Le Conseil fédéral aurait donc préféré qu'on eût fait abstraction de ce point dans les négociations.

1. Non retrouvée.

2. Cf. n°47.

En présence du préavis des Cantons, spécialement consultés pour les négociations dont il s'agit, le Conseil fédéral ne peut pas aller plus loin qu'il ne s'est déjà engagé, quelle que grande que fût la satisfaction qu'il éprouverait d'accorder à la Belgique les avantages les plus étendus.

Toutefois, le Gouvernement belge se voyant, pour le moment, dans l'impossibilité d'accorder les compensations demandées qui justifieraient, en quelque sorte, une obligation relative à la protection de la propriété industrielle, le Conseil fédéral désire aussi, de son côté, faire pour le moment abstraction de ce point, jusqu'à ce que le Gouvernement royal juge convenable d'écarter la difficulté mentionnée pour la réduction de son tarif dans la mesure demandée en faveur de la Suisse.

73

E 2/466

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Confidentiell

Paris, 8. April 1867

Ich hatte gestern während eines Diner im Palais de Luxemburg an der Seite des Senatspräsidenten Troplong u. nach demselben durch eine lange Unterredung mit dem neuen Präsidenten des Corps-législatif Schneider so wie mit Graf v. Golz, dem preussischen Botschafter, erwünschte Gelegenheit gefunden, über die neueste politische Situation die bisher Ihnen mitgetheilten Renseignements zu vervollständigen. Um desto sicherer zu gehen, u. zu erfahren, ob vielleicht neue Berichte eingegangen seyen, begab ich [*mich*] diesen Vormittag noch zu Golz, der sich über eine halbe Stunde mit grosser Offenheit über die Sache mit mir unterhalten hat. Ich kann Ihnen daher folgendes mittheilen, *ganz vertraulich*. Troplong & Schneider würden es *sehr* bedauern, wenn diese Luxemburgerfrage Anlass zum Ausbruch eines Krieges werden sollte. Aber, nachdem sie einmal aufgenommen worden u. ganz in die Öffentlichkeit übergegangen sey, *kann* der Kaiser nicht zum zweitenmale Preussen nachgeben, ohne seine ganze Stellung zu compromittiren. Auf meine Erwiederung, dass mir der einzige Ausweg der zu seyn scheine, wenn man für jezt die Cession des Grossherzogthums Luxemburg ganz bei Seite liesse, wenn die Mächte, welche die 1839er Verträge unterzeichnet haben, jezt wo die Sachlage in Folge Auflösung des deutschen Bundes *sich ganz geändert* habe, sich aussprechen würden, ob denn doch das Besatzungsrecht noch fortbestehen könne für Preussen. Wie sie sich auch aussprechen (wahrscheinlich verneinend), so wäre eine Unterordnung unter einen solchen Entscheid für den Nationalstolz der einen od. andern Nation eher annehmbar als ein Zurüktreten von gestellten Forderungen direkte unter den Mächten selbst. Mir kam vor, dass die beyden obengenannten einflussreichen Magistraten dieser Ansicht durchaus nicht entgegen seyen, ohne dass sie aber sich darüber vernehmen liessen, ob das Gleiche auch der Fall seyn werde bei der Kaiserl. Regierung.

Graf Golz war gestern in sehr aufgeregter Stimmung u. beschwerte sich mir gegenüber bitter darüber, dass Moustier den Depeschen v. Benedetti immer mehr Glauben beymesse als *seinen* (des Grafen Golz) amtlichen Erklärungen. Zudem sei die ganze Geschichte aus den hiesigen ministeriellen in höchst ungeschikter Weise in die officiösen öffentl. Blätter übergegangen. Wenn die Franzosen sagen, sie hätten 3/4 Stimmen in Luxemburg bei allfälliger Abstimmung in dem Herzogthum Luxemburg, so sey diess in so fern ganz falsch, als man dabei folgendermassen zu operiren gedenke: Man würde erklären, der König v. Holland verzichte auf seine Souveränität über Luxemburg u. es handle sich *nur noch* darum, ob die Luxemburger Frankreich od. Deutschland anexirt werden sollen. Ja bei einer solchen Abstimmung wäre es wohl möglich, fügte er bei, dass die Mehrheit für Anschluss an Frankreich sich erklären würde. Würde dagegen die Frage so gestellt: Will Luxemburg sich an einen andern Staat anschliessen, od. aber seine Autonomie behalten, sich selbst od. aber wie bisher dem König v. Holland angehören; so würde letztere Frage beinahe mit Einmuth bejahend entschieden werden. Auf meine Anfrage: ob Preussen nicht zu einer Conferenz der Mächte, welche die 1839er Verträge unterzeichneten, Hand bieten würde, antwortete mir Golz; er wolle nicht unbedingt «Nein» sagen. Persönlich sey er sogar dieser Idee durchaus nicht abgeneigt; denn er fühle wohl, die Rechtstitel auf Fortdauer der Besezung einer ehemaligen Bundesfestung seien allerdings schwach. Von der Regierung habe er über eine solche Frage bis jezt noch keine Weisung erhalten. Man dürfe nicht vergessen, es sei in Preussen eine starke Parthei, die folgendermassen rännire: «Weil Frankreich wegen dieser Luxemburger Frage die Sache auf die Spitze treibe, so liegt hierin ein schlagender Beweis, dass Frankreich nun einmal die neueste Machtentwicklung Deutschlands nicht dulden will. Es wird u. muss daher etwas früher od. später doch zum Kriege kommen. Preussen & ganz Deutschland ist gegenwärtig besser zum Krieg vorbereitet als Frankreich. Darum lieber jezt losschlagen als Frankreich noch mehrere Monate einräumen, um seine Bewaffnung zu verbessern u. seine Kriegsrüstungen überhaupt zu vervollständigen.» Diess das raisonnement der Kriegsparthei in Berlin.

So viel ist sicher, dass Frankreich eine sehr grosse Zahl v. Tornistern u. Schuhen für die Armee in neuester Zeit bestellt hat. «Je mehr die Überzeugung Boden gewinne, dass ein Krieg mit Frankreich doch nicht zu vermeiden seyn werde, desto weniger sei man geneigt, in der Luxemburgerfrage nachzugeben.» Immerhin aber sey es doch noch möglich, dass eine Conferenz der 1839er Mächte den Ausbruch des Krieges zur Zeit verhindern könnte. Der König sei nicht abgeneigt, der schwierigen Stellung, in welcher der Kaiser der Franzosen durch die Entwicklung der Dinge in Deutschland u. sein ruhiges Zusehen gebracht worden sey, Rechnung zu tragen.» Der Gesamteindruck, den meine gestrigen Unterredungen u. die heutige mit Golz in mir zurückgelassen haben, ist *der*, dass denn doch noch Wahrscheinlichkeit vorhanden ist, dass der Frieden wenigstens für einige Zeit noch erhalten werden könnte. Aber es wird immerhin ein *prekärer* Friede seyn, die Missstimmung der Franzosen über die Machtentwicklung von Deutschland in Folge der Ereignisse des letzten Jahres ist so allgemein u. so gross, u. die Elemente der Unzufriedenheit im Innern haben sich in dem Maasse angehäuft, dass man immer wieder zum Schlusse gelangen wird, es werde der Kaiser, wenn ihm auch das Gewagte des Unternehmens kaum entgehen kann, dazu gedrängt

werden, für alle diese Elemente eine Ableitung durch Aufruf zu einem Kampfe mit Preussen, die bei den Franzosen nun einmal immer noch verhasst sind, eine Ableitung zu verschaffen.

Die Schweiz wird daher wohl thun, der jezigen Situation die verdiente Aufmerksamkeit zuzuwenden, um jederzeit für Vertheidigung ihrer Neutralität u. Unabhängigkeit gerüstet zu seyn, wobei jedoch die gewöhnlichsten Klugheitsrücksichten gebieten, möglichst wenig Aufsehens zu machen; sondern im Stillen auf Ergänzung des Mangelnden, insbesondere auf rasche Umwandlung unsrer Waffen in Hinterlader bedacht zu seyn. Ich bezweifle nicht im mindesten, dass Sie gewiss in diesem Sinn die nöthigen Vorkehrungen geschaffen haben od. soweit nöthig noch treffen werden.

74

E 2/466

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Ganz konfidentiell und pressant

Paris, 10. April 1867

Ich meldete Ihnen letzten Montag per Telegramm¹ die neue Phase, in welche die Luxemburgerfrage in Folge der Mittheilungen, die Moustier den Kammern gemacht hat, getreten ist. Der Entscheid hiezu erfolgte nach einer an den Kaiser gerichteten Depesche v. Benedetti in der Nacht vom Sonntag u. Golz erhielt ein chiffirtes Telegramm, als ich ihn am Montag Vormittag verliess. Am gleichen Vormittag trat der Ministerrath zusammen, u. da wurde die Eröffnung, die Moustier zu machen hatte, festgestellt. Was ich Ihnen *als sehr unwahrscheinlich* berichtete, dass nämlich Frankreich sich für Berathung der Mächte, welche die 1839^{er} Verträge garantirten, erklären werde, ist nun zur offiziellen Thatsache geworden. Aber ich fügte im gleichen Rapport vom 8ten April² hinzu: «Wenn auch der Ausbruch des Krieges für einmal unterbleibe, *so werde der Friede ein sehr prekärer seyn*; u. empfahl Ihnen zugleich dafür zu sorgen, dass die Schweiz auf *alle Eventualitäten* gehörig gerüstet u. insbesondere, dass die Armee mit Hinterladungsgewehren, so viel wie möglich versehen werde.» Neue Erkundigungen *an ganz sichrer, ganz zuverlässiger Quelle*, die ich aber zu verschweigen mich verpflichtet habe, autorisiren mich, Ihnen das Gesagte heute *in allen Theilen zu bekräftigen*. Die Berathung der Mächte, sei es im Correspondenzwege, sei es in einer Conferenz, *ist ein Mittel Zeit zu gewinnen*. Aber der Krieg zwischen Frankreich u. Deutschland ist hier an massgebender Stelle, als eine ausgemachte Sache betrachtet; *u. könnte höchstens durch unvorhergesehene Gestaltung gewisser Allianzen noch abgewendet werden, was man aber nicht für wahrscheinlich hält*. Inzwischen wird hier *nichts versäumt*, um die Rüstungen zu vervollständigen. Die

1. Du 8 avril 1867. Non reproduit.

2. Cf. n° 73.

Chassepot-Gewehre sollen schon in sehr grosser Zahl fertig seyn. Die Uebungen nach dem neuen Exercitium, das sie fordern, werden eifrig betrieben. Betreffend *den Zeitpunkt*, wo der Krieg ausbrechen soll, so glaubt man durchaus nicht, dass diess bis zum nächsten Frühjahr dauern *könne*; sondern schon im Spätsommer werde höchst wahrscheinlich die Campagne u. zwar mit aller Macht eröffnet werden, zu Land u. zur See. Von gleichen Quellen vernehme ich dann gestern ebenfalls, dass man die Sozialistischen Manifestationen in Mühlhausen etc. entschieden desavouiren werde, u. der Umstand, dass ich ein solches désaveu diesen Morgen wirklich im Moniteur lesen konnte — s. Moniteur von heute 10ten April — ist ein neuer Beleg, wie zuverlässig die Quelle ist, welcher ich meine Mittheilungen über die Kriegsfrage entnehme. Es ist bei einer Versammlung von den höchsten Vertretern des Kaisers aus dem Civil- u. Militärstande (nicht im offiziellen Conseil des Ministres!) auch von der Schweiz die Rede gewesen. Ja es wurden Zweifel geäussert, ob man wirklich ganz sicher auf eine energische Vertheidigung der Schweizergrenze gegenüber Deutschland werde zählen können. Wäre diess nicht der Fall, so würde vermuthlich unsere militärischen Positionen, welche Frankreich für eine Vertheidigung gegen Deutschland für besonders wichtig ansieht, zum Gegenstand der militärischen Operationen der französisch. Armee gemacht werden! Daraus darf man sich kein Hehl machen. Die *kriegerische* Vertheidigung unsrer Neutralität kann allein hindern, dass nicht die Schweiz ein Kriegsschauplatz wird. Die Franzosen sind in ihrem Urtheile noch von den Vorgängen des Jahres 1815 influenzirt. Ich bedaure es. Aber es ist Thatsache. Ich habe natürlich nicht ermangelt, bei jedem Anlass mich in dem Sinn zu äussern: die Schweiz werde mit aller ihr zu Gebot stehenden Macht nach *jeder Seite* hin *energisch & loyal* die Neutralität vertheidigen. Das sei nach meiner Überzeugung die feste entschlossene Stimmung der Behörden, das auch die Stimmung des Schweizervolkes. Es wird diese meine persönliche Äusserung hier wohl auch an massgebender Stelle bekannt werden. Ja ich hielt es für in unsern höchsten Interessen liegend, waltenden Zweifeln *gleich von Anfang* an entgegenzutreten, noch ehe die militärischen Operationspläne, die in Berathung sind, festgestellt werden. Ist letzteres einmal geschehen, so findet man weit schwerer Gehör. Ich habe zwar nicht den mindesten Zweifel, dass meine als persönlich ausgedrückte Überzeugung auch diejenige des h. Bundesrathes & der Bundesversammlung seyn werde. Aber die Lage ist so ernst, dass es mir doch erwünscht seyn würde, wenn auch von Ihrer Seite mir Konfidentiell berichtet würde, wie *Sie* die Situation u. speziell die Politik auffassen, welche die Schweiz von sich aus treu u. fest ohne Markten gegen Frankreich wie gegen Deutschland innehalten werde. Ich kann dann noch mit mehr Autorität den waltenden Zweifeln entgegenreten. Wie Sie sehen, ich theile Ihnen — wie es Pflicht gebietet — ohne allen Rückhalt mit, *was ich immer* über die Situation erfahre. Es ist unserer Stellung nur nützlich, wenn ich von Zeit zu Zeit erfahre, was etwa auch Ihnen zur Kenntniss kommen kann.

So wird in neuester Zeit hier das Gerücht verbreitet, Preussen habe der Schweiz eine Defensiv- u. Offensivallianz angetragen, ohne dass man aber dabei sagt, was die Schweiz hierauf geantwortet habe! Solche Dinge erweken hier Misstrauen u. es ist daher gut, wenn ich *auf Ihre Mittheilungen gestützt* sagen kann, entweder: es ist reine Erdichtung. Oder aber, die Schweiz würde nie ein solches Bündniss eingehen, weil sie ja dadurch ihre völkerrechtliche Stellung compromittiren würde.

Lezten Sonntag fragte mich ein sehr angesehener Senator so: «Nicht wahr, wenn es losgeht, so können wir auf die Schweiz zählen.» Ich antwortete: «Ja auf *entschiedene* Vertheidigung der schweizerisch. Neutralität kann Frankreich zählen. Mehr kann u. soll es nicht erwarten! Wer unsere Neutralität verletzt, ist unser Feind, u. wird als solcher bekämpft werden; sei es, dass der Deutsche, od. sey es der Franzose durch Verletzung unsrer Neutralität uns zuerst zwingt, sein Feind zu werden.» Es sind diess freilich nur Privatgespräche, aber schon ein allzubedenkliches Schweigen auf solche Fragen würde hier Misstrauen wecken.

Ich empfehle *neuerdings*, die neue Bewaffnung doch ja mit Entschlossenheit u. Raschheit durchzuführen. Ich hoffe, man sei bei uns verfahren, wie Frankreich es gethan hat. Es prüft immer noch neue sich darbietende Inventionen, um zum Besten zu gelangen, hat aber dermalen nicht unterlassen, fort u. fort massenhaft Chassepot-Gewehre anzuschaffen. Man sagte mir gestern, 180'000 Stük seyen fertig u. die Zahl nehme in rascher Progression wöchentlich zu. So hoffe ich, habe auch der Bundesrath dafür gesorgt, dass schon jezt eine grosse Zahl Millhart-Amsler Gewehre den Schweizer Truppen zur Verfügung gestellt werden könne. Sollte es nicht der Fall seyn, so ist die Frage neuerdings in Erwägung zu ziehen: ob nicht eine ansehnliche Zahl schon fertiger guter Hinterladungsgewehre in Amerika od. wo man solche zu finden glaubt, anzukaufen sey. Es würde auf unsere Truppen einen *höchst fatalen* Eindruck machen, wenn sie nach der einen od. andern Seite hin gegenüber Hinterladern nur mit dem alten Ordonnanz-Gewehr sich zu vertheidigen hätten. An das «Caveant consules! Ne quid respublica detrimenti capiat» darf man bei so drohender Situation wohl erinnern. Ich habe Ihnen schon in einem der lezten Rapporte gesagt, «Frankreich zähle ganz besonders auf gewisse Überlegenheit der Artillerie.» Dabei ist nicht bloss an die canons rayés zu denken, die ja auch Preussen hat. Man versicherte mich, es seien noch weitere Erfindungen, die mit Erfolg werden benutzt werden, die man aber *auf das strengste geheimhalte*. Für gewisse Positionen habe Frankreich auch ganz kleine stählerne ziemlich lange u. weittragende Kanonen, die nur von zwei Mann getragen werden können u. eine Art von Kartätschengeschosse auf bedeutende Entfernungen werfen. Sie sollen weit mehr wirken u. weit leichter transportabel seyn als unsre Gebirgsbatterien. Aber auch hierüber herrscht das grösste Geheimniss, u. ich verdanke diese Mittheilung nur besonders freundschaftlichen Beziehungen.

Dass meine Mittheilungen über die Situation u. die Kriegsgefahr richtig sind, mögen Sie auch der Haltung der Finanzwelt entnehmen, indem die Mittheilungen, welche Moustier in den Kammern machte, nicht von ferne den beruhigenden Eindruck machten, den man von denselben erwartet hatte. Es ist natürlich auch möglich, dass die Situation sich ändern kann, je nachdem etwa die Haltung der übrigen Grossmächte sich gestalten wird. *Aber jezt ist sie so, wie ich Sie Ihnen schildere*. Sie wissen, ich gehöre nicht zu denen, die leichthin Lärm u. Besorgniss hervorrufen. Ich bin mir der ganzen Verantwortlichkeit klar bewusst, wenn ich so schreibe wie vorgestern u. heute wieder. Ich kann & darf es *nur* thun, weil ich der vollen Zuverlässigkeit meiner renseignements *ganz sicher bin*.

Man darf nicht versäumen, unsere Truppen mit den Übungen der neuen Hinterladungsgewehre rechtzeitig vertraut zu machen, indem es mit Gefahren verbunden sei, diess zu unterlassen.

Es kommt uns *sehr* viel darauf an, ob Preussen eben so sicher erfährt, was *hier*

unter allen Umständen nicht bloss wegen Luxemburgs, sondern wegen der grossen Machtentwicklung Deutschlands, nebst den Verhältnissen im Innern, im Plane liegt. Wäre diess der Fall, so wäre dann sehr wohl möglich, dass die Kriegspartei in Berlin, von der ich schon im letzten Rapporte spreche, den Sieg davon trüge, u. in diesem Falle könnte der Krieg noch früher losbrechen, als ich eben angedeutet habe.

So weit für heute. Ich habe Ihnen nun *offen*, wie es mir die Pflicht gebietet, die Situation noch näher bezeichnet, wie ich solche nach letztem Wissen & Gewissen auffasse, nichts anderes im Auge haltend als die Intressen des theuren Vaterlandes, das möglicherweise diessmal in den Fall kommen könnte, die Neutralität mit den Waffen, nicht mehr bloss mit der Feder vertheidigen zu müssen. Diese Gefahr liegt *weit näher* als im letzten Kriege zwischen Italien u. Frankreich einerseits, u. Oestreich andererseits; aus dem ganz einfachen Grunde, weil das Schweizergebiet für die eine wie für die andere Macht in einem Kriege zwischen Deutschland & Frankreich militärisch eine ganz andere Bedeutung u. je nachdem es von einem od. andern Heere zuerst besezt würde, auch ganz andere Folgen hätte.

So lange ich von Ihnen nicht andere Weisung erhalte, werde ich mich in gleichem Sinne äussern wie bisher. Wollen Sie mir einen Brief indirekte zukommen lassen, so könnte es auch durch Vermittlung des Commissariates geschehen. Ich empfehle neuerdings die *grösste Diskretion*, indem mir sonst die Quelle, aus der ich schöpfe, sich verschliessen könnte. Sagen Sie also namentlich auch nichts hiervon gegenüber dem französischen Geschäftsträger.

75

E 1004 1/69

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 12 avril 1867

1507. Politische Situation betr.

Politisches Departement, Vortrag v. 12. diess.¹

Unter Bezugnahme auf die, die *gegenwärtige politische Lage* betreffenden, aus der Zirkulation zurückgekehrten Depeschen

a. des eidgenössischen *Ministers in Paris* v. 5., 7.², 8.³ u. 10.⁴ 1. Mts und der Telegramme v. 8.².

b. des eidgenössischen *Geschäftsträgers in Wien* v. 4.⁵ diess, beantragt das politische Departement:

1. *Reproduit en annexe.*

2. *Non reproduits.* Cf. E 2/466.

3. *Cf. n° 73.*

4. *Cf. n° 74.*

5. *Non reproduite.* Cf. E 2/466.

1. Im Falle des Ausbruchs eines Krieges zwischen Frankreich und Deutschland beobachtet die Schweiz gegen alle streitenden Mächte eine strikte und loyal gehaltene Neutralität.

2. Diese Neutralität muss, theils um der Schweiz selbst die nötige Sicherheit zu gewähren, theils den streitenden Mächten die Garantie zu bieten, dass dieselbe eine wirksame sei und mit allen zu Gebote stehenden Mitteln aufrecht erhalten werde, eine bewaffnete sein, um die Integrität und Unabhängigkeit des schweizerischen Gebietes gegen Alle zu wahren und den streitenden Mächten jeden Vorwand zur Benetzung derselben für ihre militärischen Operationen abzuschneiden;

3. sei, wenn die Situation unwiderruflich gemacht und ein Conflict notorisch ist, — oder auch schon vorher, falls es angemessen gefunden würde, eine feierliche Neutralitätserklärung an die Mächte zu erlassen wie diess mit Vortheil anno 1859 geschah;

4. sei dem Herrn Kern in Paris auf seine obigen Mittheilungen zu erwidern: der Bundesrath sei mit ihm über die Haltung, welche er (der Bundesrath) einzunehmen habe, einverstanden; noch sei aber von keiner Macht irgend welche Eröffnung an ihn gelangt, welche eine Abweichung von seiner bisherigen Politik verlangt. Es dürfte daher gut sein, wenn Herr Kern auf die grossen Opfer hinweise, welche seit einigen Jahren von der Schweiz zur Verbesserung ihrer militärischen Kräfte gebracht und sie in den Stand gesetzt haben, die Unabhängigkeit ihres Gebietes respektiren zu machen. Die Schweiz werde daher nicht säumen, zur rechten Zeit die nötigen Massregeln zu ergreifen, um nach Umständen zu handeln.

5. sei das Militärdepartement zu beauftragen, einen Bericht und Antrag darüber zu hinterbringen, welche Massnahmen zu treffen seien, um das Personelle und Materielle unserer Armee in Fortsetzung der 1866 getroffenen Massregeln⁶ in möglichsten Stand zustellen, und besonders darüber, was nach seiner Ansicht zu thun sei, um unverzüglich zu einer Anzahl von Hinterladungsgewehren und zur Beschleunigung der Erstellung der neuen Artillerie zu gelangen;

6. bezüglich der finanziellen Fragen enthalte sich das Departement für einmal bestimmter Vorschläge;

7. sei Herr Minister Pioda in Florenz einzuladen, dem Bundesrath auf möglichst verlässliche Weise über die politische Situation des Landes, bei welchem er akkreditirt, sowie darüber, was er bezüglich der Ereignisse, die sich vorzubereiten scheinen, erfahre, Bericht zu erstatten;

8. endlich regt das Departement die Frage an, ob es nicht an der Zeit wäre, ohne weiteres Zuwarten einen diplomatischen Agenten nach Berlin zu senden.

Nach obgewalteter Diskussion wurde beschlossen:

1. Der Bundesrath bestätige die Ansicht des politischen Departements, und es seien nach Antrag 4 u. 7 die angetragenen Schreiben an die Herren Kern in Paris und Pioda in Florenz zu erlassen;

2. sei der sub 6 beantragte Bericht vom Militärdepartement zu verlangen;

3. sei ad 8 ein schriftlicher Bericht des politischen Departements einzubringen; An die eidgenössischen Minister in Paris u. Florenz.

Geheimhalten.

6. Cf. n° 32.

ANNEXE

E 2/466

Proposition du Président de la Confédération, C. Fornerod, au Conseil fédéral

Berne, 12 avril 1867

Confidentiel

Le Président de la Confédération Suisse croit devoir, à propos des dépêches parvenues au Conseil fédéral, de Vienne et de Paris⁷, sur la situation politique générale en Europe et de la dépêche reçue de M. Kern hier dans l'après-midi et datée du 10⁸, présenter les observations et propositions suivantes:

1. L'attitude à prendre par la Suisse dans le cas où une guerre viendrait à éclater entre la France et l'Allemagne est celle d'une neutralité stricte et loyalement observée envers les Etats en cause.

2. Mais cette neutralité doit, pour donner à la Suisse d'abord la sécurité nécessaire et aux puissances en cause la garantie que la neutralité sera effective, être armée et soutenue par toutes les forces dont on dispose. Si donc les circonstances le réclamaient, la Confédération suisse défendra et maintiendra par tous les moyens en son pouvoir l'intégrité et l'indépendance de son territoire, de façon à ôter à l'un ou à l'autre des belligérants tout prétexte d'élever des doutes à son égard, ou toute pensée d'utiliser notre territoire pour des opérations militaires.

3. Il y aura lieu, de l'avis du Département politique, au moment où la situation sera invariablement dessinée et où un conflit s'annoncera d'une manière notoire, si la chose ne paraissait pas ouvertement déjà auparavant, de faire une déclaration solennelle de neutralité qui serait communiquée aux puissances, ainsi que cela eut lieu avec avantage en 1859.

4. En attendant, le Département propose en réponse à la lettre de M. Kern, de lui faire connaître que le Conseil fédéral envisage, comme lui, l'attitude à prendre pour la Suisse et que d'ailleurs, il n'a été fait, de la part d'aucune puissance, aucune ouverture en vue d'engager la Suisse à entrer dans une autre politique. Il sera bon que M. Kern rende attentif aux grands sacrifices qui ont été faits depuis quelques années par la Suisse en vue de développer ses forces militaires et qui l'ont mise en mesure de pouvoir faire respecter l'indépendance de son territoire. Elle ne manquera pas de prendre à temps les mesures nécessaires à cet effet, pour agir suivant que les circonstances l'exigeront.

5. Le Département politique propose, en outre, de charger le Département militaire de présenter au Conseil fédéral un rapport sur les mesures qu'il estime devoir être prises pour mettre notre personnel et notre matériel aussi en état que possible, en continuant les mesures prises en 1866; et en particulier sur ce qu'il y aurait à faire, dans son idée, pour se procurer immédiatement une partie de fusils et chargeurs par la culasse et pour activer l'établissement de la nouvelle artillerie.

6. Moyens financiers, le Département ne propose rien pour le moment.

7. Il propose d'inviter M. Pioda, Ministre suisse à Florence, à renseigner, d'une manière aussi sûre que possible et suivie, le Conseil fédéral sur la politique du pays où il est accrédité et sur ce qu'il pense apprendre relativement aux événements qui semblent se préparer.

8. Le Département soulève la question de savoir si le moment serait peut-être jugé opportun d'envoyer un agent diplomatique suisse à Berlin, sans attendre à plus tard⁹.

7. Cf. n° 75, notes 2, 3 et 4.

8. Cf. n° 74.

9. Pour la décision du Conseil fédéral, cf. n° 75. Concernant la représentation diplomatique suisse en général, C. Fornerod s'exprima le 15 avril 1867 de la manière suivante: «Une certaine convention politique voudrait peut-être que la Suisse allât plus loin et qu'appliquant la réciprocité, elle se fit représenter auprès de la plupart des Etats qui entretiennent chez elle des missions. Ce serait assurément bien vu; mais l'on sait généralement qu'eu égard à ses ressources modestes et à l'organisation de son administration politique, elle n'est pas dans la possibilité de faire pour sa représentation des sacrifices qui seraient hors de proportion avec ceux qu'elle fait en dedans. (...) Il nous paraît donc en résumé, au point de vue politique, et sans parler des avantages qu'elle offre, en tout état de cause, une représentation capable, intelligente et dévouée à son devoir, que la Suisse ne saurait se passer, aujourd'hui moins que jamais, d'organes diplomatiques auprès des grandes puissances appelées à jouer le principal rôle dans la situation présente.» (E 2/532).

E 1001 (E) q 1/75

*Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda, et au Chargé
d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi*

Copie

L

Bern, 15. April 1867

Die politische Lage Europas hat sich in der jüngsten Zeit so gestaltet, dass der Friede leider neuerdings ernstlich in Frage gestellt zu sein scheint und dass man jedenfalls mit Besorgnis der Zukunft entgegenblicken kann.

Eine Unterbrechung der ruhigen Völkerentwicklung, die nach den Kriegsdrangsalen jenseits und diesseits des Ozeans einen neuen Anlauf zu nehmen im Begriffe war, muss in Folge des Anstandes, der wegen der Luxemburgerfrage zunächst zu Tage getreten ist, abermals besorgt werden und diese Thatsache erheischt gebieterisch die Aufmerksamkeit aller Regierungen, zumal derjenigen, welche aus der Nachbarschaft mit den zwistigen Parteien ein spezielles Interesse an der Verwicklung abzuleiten in der Lage sind. Allerdings hat der Konflikt die Bahn der Unterhandlungen noch nicht verlassen und sprechen die Betheiligten die Hoffnung aus, dass die Differenz noch in Minne werde ausgetragen werden können; nichts desto weniger aber ist es ein Gebot der Klugheit, auch die andere Möglichkeit ins Auge zu fassen und sich die Stellung klar zu machen, welche man für den Fall einzunehmen gedenkt, dass die Unterhandlungen nicht zum Ziele führen und die Entscheidung den Waffen übergeben werden sollte. Die Haltung, welche die Schweiz bei dieser zweiten Voraussetzung zu beobachten hat, ist ihr durch ihre Geschichte, ihre politische Stellung im europäischen Konzerte, sowie durch ihre jüngste Vergangenheit in unverkennbarer Weise vorgezeichnet. Getreu dem Grundsatz: sich nicht in die Angelegenheiten Anderer einzudrängen, wie keine Einmischung in die ihrigen anzuerkennen, wird die Schweiz auch bei den Ereignissen, die gegenwärtig am politischen Horizonte drohen, eine ebenso loyale und unzweideutige als entschiedene und feste Neutralität zur Geltung bringen, entschlossen diese Unabhängigkeit unter allen Umständen und mit dem Aufgebote aller Mittel sich zu sichern.

Wir haben keinen Grund, bezüglich dieser Anschauungen und Absichten irgend Jemanden in Zweifel zu lassen, wesshalb wir Sie ermächtigen und beauftragen, dieselben bei jeder schicklichen Gelegenheit ebenfalls mit aller Bestimmtheit zu vertreten, damit man wisse, wessen man sich von der Eidgenossenschaft zu versehen hat. Dabei wolle man gerne der Hoffnung Raum geben, dass die Regierung, bei welcher Sie beglaubigt sind, nicht anstehen werde, diesen unsern Standpunkt als einen wohlberechtigten zu würdigen, wie diess, wir zweifeln nicht daran, von anderer und zunächst betheiligter Seite nicht minder der Fall sein wird.

77

E 1004 1/69

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 avril 1867

1583. Aufstellung eines schweiz. diplomatischen Agenten in Berlin.

Politisches Departement, Vortrag v. 15. diess.

Bezüglich der Frage über die Nothwendigkeit der *Aufstellung einer schweizerischen diplomatischen Vertretung in Berlin*, mit Rücksicht auf die neuste Umgestaltung Deutschlands in eine starke Föderativmacht, ist nach Anhörung des einlässlichen Berichts des politischen Departements und seiner Anträge¹ und nach stattgehabter allseitiger Berathung in Sachen beschlossen worden:

es seien die Vorschläge des politischen Departements in nachfolgend spezialisirter Weise genehmigt:

a. Es ist provisorisch ein schweizerischer diplomatischer Posten für Deutschland zu erstellen;

b. der Gesandte ist in Berlin zu akkreditiren unter dem Vorbehalte, denselben auch bei dem deutschen Bunde zu beglaubigen, wenn letzterer sich konstituiert haben wird. Der nemliche Gesandte ist auch bei den süddeutschen Staaten zu akkreditiren.

c. er führt den Titel «ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister»;

d. Die Jahresbesoldung des Gesandten beträgt fs 22'000 — nebst Entschädigung für amtliche Reisen.

e. Das Militärdepartement sei beauftragt, Bericht und Antrag darüber zu hinterbringen, ob nicht dem Gesandten ein schweiz. Offizier beizugeben sei, welchem insbesondere die Berichterstattung in Militärsachen obläge.

1. *Non reproduite. Cf. E 2/579.*

78

E 2/579

Le Landammann du Canton de Glaris, J. Heer,
au Président de la Confédération, C. Fornerod

L

Glarus, 20. April 1867

Anstatt Ihrem [...] ¹ ein kurzes Telegramm ein einfaches Ja oder Nein zu melden, halte ich es für schicklicher, wenn ich Ihnen brieflich, zu Händen des h. Bundesrathes, diejenigen Gesichtspunkte darlege, welche mich bei meinen Entschliessungen in der bewussten Angelegenheit leiten. Ich möchte namentlich das hohe u. unverdiente Zutrauen, welches der h. Bundesrath mir zuzuwenden die

1. *Illisible.*

Geneigtheit gehabt hat, nicht durch eine trockene, ohne Begründung dastehende Ablehnung vergelten.

Wie ich am letzten Donnerstag Abends Ihnen mündlich zu eröffnen die Ehre hatte, ist das oberste u. wichtigste Bedenken, welches sich mir dargeboten hat, die Besorgniss, dass ich der mir zgedachten Stellung in mehr als Einer Beziehung nicht gewachsen sei, namentlich nicht in der kritischen Zeit, in welcher die Thätigkeit ihren Anfang zu nehmen hätte. Ich will u. kann mich über diese Seite der Frage nicht verbreiten: es entzieht sich dieselbe, ihrer Natur nach, jeder Diskussion u. gehört in das Gebiet derjenigen Dinge, die Jeder nur mit sich selbst in genauer u. gewissenhafter Selbstprüfung abzumachen hat. Das schmeichelhafte Zutrauen des h. Bundesrathes, worin ich allerdings das Zeugniß erblicke, dass Derselbe jene Besorgniss nicht theilt, kann mich in meiner eigenen Ansicht deshalb nicht wankend machen, weil ich mich selber am besten kennen muss, u. gewisse Seiten meines Wesens, die mir für eine diplomatische Thätigkeit in schwieriger, drangvoller Zeit am meisten Bange machen würden, den Mitgliedern des h. Bundesrathes kaum bekannt sein können.

Es wäre allerdings dieses Motiv allein schon vollständig ausreichend, um die Ablehnung zu begründen: eben deshalb habe ich in der mündlichen Unterredung auch nur dieses benannt. Heute indessen erlaube ich mir, auch noch einen andern Punkt zu berühren. Sie belieben sich zu erinnern, dass meine erste Frage, nach Anhörung ihrer Eröffnungen, die war: ob der Antrag dahin gemeint sei, dass ich den diplomatischen Posten in Berlin als eine dauernde Anstellung zu übernehmen hätte, oder ob es sich nur um eine zeitlich abgegränzte, mehr den Character einer Spezialmission an sich tragende Verwendung handeln würde. Diese Frage müsste auch jetzt, wenn ich alle anderen Bedenken zum Schweigen zu bringen vermöchte, in den Vordergrund meiner Erwägungen treten. Eine dauernde Anstellung, auch wenn dabei der — übrigens selbstverständliche — Vorbehalt beliebigen Rücktrittes gemacht würde, zieht mit voller Nothwendigkeit das sofortige Aufgeben aller meiner hiesigen Beamtungen nach sich, u. ich habe also jedenfalls in [...] ² zu prüfen, ob ich mich dieser Konsequenz unterwerfen will oder nicht. Diese Vorträge nun habe ich bereits mündlich in Bern entschieden verneint u. ich muss es nachträglich schriftlich nochmals thun. So interessant u. wichtig in besonders gearteten, ausserordentlichen Zeitläufen eine diplomatische Thätigkeit in Berlin sein möchte: in gewöhnlichen, normalen Zeiten, die hoffentlich doch auch wieder kommen werden, erachte ich die Stellung u. die Wirksamkeit des Gesandten eines kleinen Staates für nichts weniger als beneidenswerth u. habe ganz ernstlich die Ansicht, dass ich der Welt in meiner bescheidenen Stellung im hiesigen Kanton mehr nütze, denn als Minister der schw. Eidgenossenschaft in Berlin — gar nicht zu reden von dem Masse eigener Befriedigung, die mir aus der einen oder aus der andern dieser Stellungen erwachsen würde.

Was ich also im letzten Falle übernehmen *könnte*, das ist eine Verwendung auf kurze, wenigstens in einem gewissen Sinne *limitirte* Zeit. Dabei weiss ich sehr wohl, dass man mir nicht dafür garantiren könnte, mich in drei oder auch in vier Monaten unbedingt zu entlassen; allein *die* Sicherheit müsste ich haben, dass ich nach Beseitigung derjenigen Conjunctionen, unter denen der Posten mir übertra-

2. Illisible.

gen würde u. *allerlängstens* nach dem Ablauf von 6 Monaten in meine Heimath u. meinen dortigen Pflichtenkreis zurückkehren könnte. Nun aber erlaube ich mir die Ansicht auszusprechen, dass die Übertragung der Stelle in einem solchen Sinne sich vom Standpunkt des öffentlichen Interesses aus schwerlich als angemessen erweisen dürfte. Ein rascher Wechsel des Personals kann weder der Regierung, bei welcher eine Gesandtschaft accreditirt ist, angenehm, noch auch für eine tüchtige Leitung der Geschäfte erspriesslich sein, indem alle Kenntniss des Terrains, der Menschen u. Dinge, sowie auch alle die persönlichen Anknüpfungspunkte, die der Vorgänger allfällig sich erworben hat, für den Nachfolger sofort grossentheils verloren sind u. erst wieder frisch gewonnen werden müssen. Schon von diesem Standpunkte aus halte ich es für sehr wichtig, dass der h. Bundesrath daran festhalte, die Stelle, die ja dazu bestimmt sein soll, eine dauernde zu sein, mit keinem Mann zu besetzen, der nicht wenigstens die Absicht u. den Willen mitbringt, sie gewünschten Falles auch dauernd zu bekleiden. Ich stelle mir übrigens vor, dass diese Auffassungsweise auch beim h. Bundesrath prävalirt, dass aber vielleicht die Schwierigkeit, eine geeignete Persönlichkeit zu finden, das Bedenkliche eines Provisoriums weniger ins Gewicht fallen lassen könnte. Indessen bitte ich zu erwägen, dass die Personenfrage in That u. Wahrheit durch die Gestattung eines Provisoriums durchaus nicht erleichtert oder vereinfacht wird. Wenn sie beispielsweise *mich* nach Berlin senden wollten, in der bestimmten Voraussicht, dass ich im Spätjahr jedenfalls wieder von dem Posten zurücktrete, so schaffen Sie sich damit die Nothwendigkeit, nach Ablauf einiger Monate auf die Wahl neuerdings zurückkommen zu müssen, u. da alle Diejenigen, die etwa im Herbst in Betracht fallen können, heute schon vorhanden u. den h. Bundesrathe gerade so gut jezt als künftig bekannt sind, so wird die Schwierigkeit genau gleich gross oder gleich gering sein, ob im gegenwärtigen Augenblick ein Candidat an meiner Stelle aufgesucht oder im Herbst ein Nachfolger für mich gesucht werden muss. Bloss ist mit vieler Wahrscheinlichkeit zu vermuthen, dass der rasche Rücktritt des ersten Titulars abschreckend wirken u. Mancher eine Zurücksetzung darin erblicken würde, dass man nicht in der ersten Linie u. für die interessanteste Zeit an ihn gedacht hat.

Sie sehen also, hochgeachteter Herr Bundespräsident! dass hier ein Dilemma besteht, aus welchem nicht leicht herauszukommen sein würde. Das Äusserste, wozu ich mich u. auch dazu mit schwerem Herzen entschliessen könnte, wäre die Übernahme einer Mission von verhältnissmässig kurzer Dauer, in der *bestimmten u. unabänderlichen Meinung*, dass ich nach Verfluss von 3—4 Monaten, wieder nach Hause entlassen u. also nicht genöthigt würde, bei Übernahme der Stelle meine hiesigen Verhältnisse zu ändern. Eine Anstellung auf solche Bedingung kann aber hiewieder ohne Zweifel dem Bundesrathe nicht conveniren u. es stellt sich also, auf den einfachsten Ausdruck gebracht, die Sachlage so dar: was die Wahlbehörde haben sollte, kann ich nicht gewähren; was ich gewähren könnte, kann jene nicht befriedigen. Es bleibt sonach meines Erachtens gar nichts Andres übrig, als sofort den Blick auf eine andere Persönlichkeit zu lenken u. von mir gänzlich Umgang zu nehmen. Es kommt dabei auch noch — um nichts unberührt zu lassen — ein an sich geringfügiger, aber unter gegenwärtigen Umständen doch nicht ganz gleichgültiger Punkt in Betracht. Der Bundesrath wünscht — u. mit gutem Grunde — dass der neu zu ernennende Gesandte mit möglichster Beförde-

nung sich an seinen Posten begeben. Nun ist aber auf den 5. May unsere Lands-
 gemeinde² ausgekündet u. bei der massenhaften Arbeit, welche dieselbe zu bewälti-
 gen hat, könnte ich die grosse körperliche u. geistige Fatigue der Führung der
 Gemeinde unmöglich meinem alternden Stellvertreter zumuthen. Ich müsste also
 jedenfalls über den 5. May hier bleiben u. könnte vor dem 7. May kaum abreisen,
 da Derjenige, der eine 4—5-stündige Landsgemeinde geleitet hat, am ersten Tage
 hernach in der Regel ein halber Invalid ist.

Ich hoffe, durch das Vorstehende Ihnen den Nachweis geleistet zu haben, dass
 es nicht ein Mangel an Hingebung an die Interessen des Vaterlands, sondern das
 Ergebniss einer nüchternen u. richtigen Abwägung aller in Betracht fallenden
 Verhältnisse gewesen ist, was mich bewogen hat u. bewegen musste, die mir zuge-
 dachte Mission unter bester Verdankung abzulehnen, u. ich vertraue, dass der
 h. Bundesrath, bei Würdigung der Sachlage, meinen Entschluss nicht bloß begrei-
 fen, sondern auch billigen wird³.

2. *De Glaris.*

3. *Réponse télégraphique du 21 avril 1867 de C. Fornerod, Président de la Confédération:* «Reçu
 votre lettre, je considère votre déclaration comme une acceptation sous la réserve des conditions
 posées par vous.»

79

E 1004 1/69

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 22 avril 1867¹

1648. Audienz des Hrn. Ambassadeur v. Banneville.

Politisches Departement, Vortrag v. 20. diess.

Das politische Departement berichtet sub 20. diess², dass es dem *französischen*
Botschafter v. Banneville am gleichen Tage Audienz ertheilt habe, welcher im
 Namen des Ministeriums des Auswärtigen (:Hr. v. Moustier:) die positive Erklä-
 rung abgegeben habe, dass Frankreich die *Neutralität der Schweiz in einem mög-*
lichen Konflikte zwischen Frankreich und Preussen achten werde. Noch sei Hoff-
 nung vorhanden, dass dem Konflikt ausgewichen werden könne, — aber auch das
 Gegentheil. Im letztern Falle zähle die französische Regierung darauf, dass die
 Schweiz ihre Neutralität mit allen ihr möglichen Mitteln aufrecht erhalten werde,
 was sie auch nach der Entwiklung ihres Militärwesens zu thun im Stande sei. Der
 Hr. Botschafter habe im Uebrigen weder eine weitere Frage, noch eine spezielle
 Forderung irgend welcher Art gemacht; jedoch habe er die Abänderung des
 Art. 32 des Vertrages mit Baden vom Jahr 1852³, betreffend den Truppenein-
 gang berührt und die Absendung einer schweizerischen Gesandtschaft nach Ber-
 lin sehr natürlich gefunden.

Es ist hievon Vormerkung genommen worden.

1. *Absents: K. Schenk, J. J. Challet-Venel.*

2. *Non reproduit. Cf. E 2/466.*

3. *Cf. RO III, pp. 444—446.*

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 22 avril 1867*¹

1650. Gesandtschaft nach Preussen u. die süddeutschen Staaten.

Politisches Departement, Vortrag v. 22. diess.

Mit Rücksicht auf die von *Hrn. Nationalrath Dr. J. Heer* dem Bundespräsidenten sub. 20. diess². mitgetheilten Bedingungen, unter welchen er sich zur temporären *Übernahme des Postens eines schweizerischen Gesandten in Berlin und bei den drei süddeutschen Staaten* entschliessen könnte, ist vom Bundesrathe beschlossen worden:

1. Es sei dem Hrn. Landammann Heer auf obige Zuschrift zu erwidern, der Bundesrath genehmige die von ihm gestellten Bedingungen und erkenne darin die Annahme der Mission auf unbestimmte Dauer, jedoch immerhin nicht über 6 Monate hinaus, auf welche Zeit Hr. Dr. Heers Resignation angenommen werden müsse, sofern nicht vorher die Motive, welche zur Erstellung der Gesandtschaft Veranlassung gegeben, wegfallen. Was den Antritt seiner Funktionen betreffe, so sei der Bundesrath vollkommen damit einverstanden, dass Hr. Heer wenigstens bis zum 5. Mai a. c. in Glarus noch verbleiben könne zur Abhaltung der Landesgemeinde und zur Vorbereitung auf seine Abreise.

2. seien die Notifikationen von der Ernennung des H. Landammann Dr. Heer, als eidg. ausserordentlicher Gesandter u. bevollmächtigter Minister bei Preussen und den drei an die Schweiz gränzenden süddeutschen Staaten, überallhin, wo es nöthig ist, zu machen, jedoch ohne Erwähnung der Bedingungen, unter welchen Hr. Heer die Sendung übernommen hat.

3. Anzeige an die preuss. Gesandtschaft zuhanden ihrer Regierung mit dem Bemerken, der Bundesrath hege die Hoffnung, dass sein Repräsentant in Berlin günstig aufgenommen werde und es ihm gelinge, die guten Beziehungen zwischen beiden Staaten noch weiter auszudehnen.

4. vorläufige telegraphische Anzeige an das badische Ministerium, den badischen Gesandten in Stuttgart, hernach die gleiche Anzeige an dieselben schriftlich.

5. Mittheilung an die Gesandtschaften von Bayern u. Württemberg.

6. Mittheilung an die schweiz. Gesandten in Paris, Florenz u. Wien.

7. Kreisschreiben an die Kantone.

1. Absents: K. Schenk, J. J. Challet-Venel.

2. Cf. n° 78.

*Proposition du Chef du Département militaire, E. Welti,
au Conseil fédéral*

Armeebereitschaft.
Lebensmittelankäufe.

Bern, 23. April 1867

Wenn zwischen Frankreich und Preussen Krieg ausbricht, so läuft die Schweiz Gefahr, dass die Verbindungen, auf welchen sie bisher den weitaus grössten Theil ihrer Cerealien bezogen hat, unterbrochen werden. In diesem Falle sind wir einzig auf die Einfuhr aus Italien und Oestreich angewiesen. Wenn der Bedarf auf diesem Weg gedeckt werden muss, so werden sich schon die Transportkosten gegenüber den bisherigen wesentlich vermehren. Sollte aber die Ausfuhr aus dem einen oder andern dieser Staaten untersagt werden, so wäre die Schweiz in einen Nothstand versetzt, welcher möglicherweise auch zu den grössten Opfern zwingen könnte. Es ist daher Pflicht des Bundesrathes, diese Verhältnisse ins Auge zu fassen, und zwar um so mehr, als die Erträgnisse der eigenen vorjährigen bekanntlich sehr schlechten Erndte ohne allen Zweifel ganz erschöpft sind.

Das unterzeichnete Departement hat vor Allem die militärischen Bedürfnisse ins Auge zu fassen.

Diese stellen sich folgendermassen:

Der Mehlbedarf für 100'000 Mann für ebensoviele Rationen Brod à 1½ \mathfrak{u} gleich 150'000 \mathfrak{u} Brod beträgt täglich circa 1200 Centner, demnach *per Monat 36000 Centner Mehl.*

Der Pferdebestand für obige Armeestärke beträgt 12000. Diese erfordern an Hafer bei einer Ration von 10 \mathfrak{u} täglich 1200 Centner oder *im Monat 36000 Centner Hafer.*

Es sind diess Quantitäten, welche sogar in gewöhnlichen Zeiten bei allseitig offenen Grenzen im Falle eines plötzlichen Aufgebotes nicht sofort beschafft werden könnten; unter den obigen Voraussetzungen aber gar nicht mehr erhältlich wären.

Das Oberkriegskommissariat, welches um seine Vorschläge angegangen worden ist, hält dafür, «es wäre dafür zu sorgen, dass von einer Anzahl Lieferanten unter ausreichender Cautionsstellung die Verpflichtung übernommen würde, sich in der Art vorzusehen, dass von ihnen nach vorausgegangener 24 stündiger Anzeige die tägliche Lieferung von 120 bis 180'000 Rationen Brod gemacht werden könnte. Für den Fall, dass die Lieferung nicht erfolgt, wäre eine Entschädigung zu vereinbaren.»

Es ist einleuchtend, dass auf diesem Wege nicht vorgesorgt wäre. Mit vertragsmässigen Verpflichtungen, auch wenn sie verbürgt sind, lassen sich weder Menschen noch Pferde ernähren. Die Garantie hiefür liegt einzig in dem wirklichen Besitz der Lebensmittel, für welche die Armee für wenigstens 2 Monate sicher gestellt sein sollte. Hiefür wäre nach obiger Berechnung eine Anschaffung von 72'000 Centnern Mehl nothwendig. An Hafer hat die Eidgenossenschaft gegenwärtig einen Vorrath von 24'000 Centnern, so dass noch 48'000 Centner zu kaufen wären.

Die Geldauslage wäre nach den heutigen Preisen folgende

72'000 Centner Mehl à fs. 24.—	= fs. 1'728'000.—
24'000 Doppelcentner Hafer à fs. 22.—	= fs. 528'000.—
	<u>fs. 2'256'000.—</u>

Es ist nicht zu übersehen, dass in den letzten Wochen diese Preise wesentlich in die Höhe gegangen sind und bei einem Kriegausbruche sich noch mehr steigern werden. Nach eingezogenen Erkundigungen sind besonders in den nördlichen Kantonen von französischen Händlern grosse Haferankäufe gemacht worden. Es ist allerdings nicht zu bestreiten, dass für den Fall, als eidg. Vorräthe nicht gebraucht und später wieder verkauft werden müssten, eine Einbusse vorauszu- sehen wäre, welche sich möglicherweise bis auf 10 % des Ankaufspreises steigern könnte.

Diess darf aber den Bundesrath nicht hindern, die Ausgabe zu machen, weil ohne Brod die Armee so wenig kampffähig ist, als ohne Waffen.

Bei diesem Anlasse will das Departement nicht unterlassen, Ihnen eine Berechnung der Gesamtauslagen vorzulegen, welche bei einer Armee-Aufstellung täglich entstehen. Eine aus 10'383 Mann bestehende Armee-Division mit 890 Pferden braucht täglich:

a. an Sold	fs. 7'509.90
b. Mundportionen	
10603 à fs. 1.—	10'603.—
c. 890 Pferderationen	
à fs. 1.80	<u>1'602.—</u>
	fs. 19'714.90

oder in runder Summe fs. 20'000.—. Neun Divisionen erfordern täglich fs. 180'000.— oder in einem Monat fs. 5'400'000.—. Hievon würde sich nun der Werth der Brod- und Haferrationen abziehen, wenn diese aus eidgenöss. Magazinen geliefert würden.

Antrag:

Es wolle der Bundesrath dem Militärdepartement den Auftrag ertheilen, die nöthigen Einleitungen zum Ankauf von 72'000 Centnern Mehl und 48'000 Centnern Hafer zu treffen und für den Abschluss der Verträge weitere Vollmachten einzuholen¹.

1. *Décision du Conseil fédéral, lors de sa séance du 3 juin 1867. Cf. PVCF E 1004 1/69, 2342.*

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

R

Wien, 24. April 1867

Ich erhielt gestern vom hohen k.k. Ministerium des Aeussern ein Promemoria¹, in dem mir Baron Beust mittheilt, dass die kais. Regierung bisher noch nicht in der Lage war, für den Beginn der Bauführung der *Strasse zwischen Martinsbruk und Finstermünz* einen bestimmten Zeitpunkt zu bezeichnen, weil dessen offizielle Bekanntmachung als eine positive Zusage hätte aufgefasst werden müssen, und daher die k.k. Administration dem Vorwurfe der Nichterfüllung einer übernommenen Verbindlichkeit ausgesetzt gewesen wäre, wenn andere nothwendigere Arbeiten es ihr unmöglich gemacht hätten, den bestimmten Termin einzuhalten.

Aus eben diesem Grunde vermöge die k.k. Regierung auch jetzt noch keine bindende Zusage bezüglich des Termins zu geben, innerhalb dessen der Bau dieser Strassenstrecke begonnen und vollendet werden soll.

Um mich jedoch über den Stand der Angelegenheit vollkommen zu informiren, nehme das k.k. Ministerium des Aeussern keinen Anstand, mir mitzutheilen, dass allerdings *vorläufig das Jahr 1868 für den Beginn des Baues in Aussicht genommen und die Aufnahme eines entsprechenden Theilbetrages der auf 231'795 fl. Oe. W. veranschlagten Baukosten in das Budget des künftigen Jahres angeordnet worden sei*. Es dürfe aber nicht unerwähnt bleiben, dass die fragliche Strassenbauangelegenheit auch mit der Austragung der uralten Gränzdifferenzen zwischen der Schweiz und Tirol in engem Zusammenhange stehe, deren Verzögerung zum Theile auch den Schwierigkeiten zuzuschreiben sei, welche seitens der Schweiz den österreichischen Vorschlägen zur endlichen Begleichung der Gränz-Differenz bei Hochfinstermünz entgegengestellt worden seien.

Bei der strategischen Wichtigkeit der Finstermünzerstrasse müsse nämlich deren Richtung vor Allem von der Beschaffenheit des Gränzzuges in jener Gegend abhängig gemacht werden, daher ein bereitwilliges Entgegenkommen in der Gränzregulierungsfrage von wesentlichem Einflusse auf die raschere Erledigung der Strassenbauangelegenheiten bleiben würde.

Es seien übrigens eben wegen abermaliger eindringlicher Prüfung der strategischen Momente Verhandlungen mit der kompetenten Militärbehörde eingeleitet worden, deren Resultat unverzüglich zu meiner Kenntniss werde gebracht werden.

Ich erlaube mir, bei dieser Gelegenheit in Erinnerung zu bringen, dass ich bis jetzt noch keine Rückäusserung von Seite des hohen Bundesrathes auf meine Depesche vom 26. October vorigen Jahres² erhalten habe, mit der ich das Promemoria des k.k. Ministeriums über die Finstermünzgränzangelegenheit, das Hr. Steiger aus unbekanntem Gründen nie einsandte, begleitete. Ich halte aber

1. *Non reproduit. Cf. E 2200 Vienne 1/48.*

2. *Non reproduite. Cf. E 2/1839.*

dafür, dass vor der Hand die oben versprochenen Mittheilungen der competenten Militärbehörden von der kais. Regierung abgewartet werden sollen, ehe vom hohen Bundesrath auf jenes Promemoria geantwortet wird.

83

E 2/466

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Conseil fédéral*

R

Paris, 29. April 1867

Ich habe Ihnen schon vor 8 Tagen, in meinen Depeschen vom 22. d. M (N. 58) und vom 23ten d. M.¹ auf ganz zuverlässige Informationen gestützt, mitgetheilt, dass die Situation in eine bedeutend weniger bedrohliche Phase eingetreten sey. Ich meldete Ihnen zugleich, dass die Mächte als Basis einer Ausgleichung vorschlagen werden: 1. Preussen soll auf Occupationsrechte in Luxemburg verzichten u. 2. Frankreich hinwieder habe Verzicht zu leisten auf Anexirung des Grossherzogthums Luxemburg; 3. eine Einverleibung mit Belgien, wie Oestreich proponire, sei unwahrscheinlich, da weder Belgien solche Wünsche [*habe*], noch das Herzogthum selbst. Auf eine Vergrösserung Frankreichs durch Marienburg & Philippeville habe der Kaiser im vornherein Verzicht geleistet, und eben so unterliege keinem Zweifel, dass Frankreich die oben bezeichneten Grundlagen einer Verständigung annehmen werde. Es handle sich also wesentlich nur noch darum, die Antwort des Kabinetts v. Berlin zu erwarten. Alles, was seither bekannt geworden ist, bestätigte die Richtigkeit der Ihnen mitgetheilten Informationen. Lezten Samstag ist zwar noch nicht eine offizielle Mittheilung einer Antwort hier eingelangt, aber doch Depeschen theils v. Berlin, theils durch Talleyrand von Petersburg, berichtend, dass Preussen sich geneigt finde, auf obiger Grundlage, an einer Conferenz in London Theil zu nehmen, wo namentlich über Neutralisirung v. Luxemburg das Nähere noch festgesetzt werden soll. Sie kennen die bedeutende Steigerung aller Werthpapiere, welche obige Nachrichten auf der Börse hier hervorgerufen haben.

Um ganz *sicher* zu gehen, begab ich mich gestern zur Preussischen Ambassade, u. erfuhr dann v. Golz folgendes Nähere. Obige Berichte seyen *in der Hauptsache* richtig, obwohl er noch keinen *offiziellen* Auftrag zu Eröffnungen an Moustier erhalten habe, der aber ohne Verzug folgen werde. Dabei fügte er aber noch hinzu: 1. Es sei ganz *falsch*, wenn man bereits das Gerücht verbreite, Preussen verstehe sich zu *einer sofortigen* Evacuation der Festung. Im Gegentheile dieselbe werde nur in Folge der Regelung der Verhältnisse Luxemburgs u. der Verständigung über seine Neutralisirung unter dem Schutze der Grossmächte erfolgen; 2. Preussen werde auch die Demolirung der Festung verlangen, was Frankreich nicht wohl verweigern könne, nachdem es ja die Neutralisirung zugebe; 3. Preussen werde aber die Evacuation ausdrücklich nur als eine den Grossmächten im

1. *Non reproduites. Cf. n° 79 et n° 81.*

Intresse der Erhaltung des Friedens gewährte Conzession zugeben. Er setzte ferner hinzu: «Der König, der Kronprinz u. auch Bismark seyen aufrichtig für Erhaltung des Friedens gestimmt». Dagegen habe man ihm besonders empfohlen, hier zu verlangen, dass man der aufreizenden Sprache der officiösen Blätter ein Ende machen soll. Die bekannte unter dem Einfluss des Ministeriums des Innern von der Agence Havas an die Departementalblätter gerichtete Correspondenz habe in Berlin sehr böses Blut gemacht, um so mehr, als sie im grellsten Widerspruch stehe mit einem friedliche Gesinnungen betheurenden Artikel im Constitutionnel, der am gleichen Tage erschienen war. Auch nach seinen Aeusserungen ist es Rouher, der am thätigsten auf Erhaltung des Friedens hinarbeite, während Moustier u. Andere gerne an der Annexion v. Luxemburg festgehalten hätten; der Kaiser trat aber im Conseil des Ministres entschieden der Ansicht von Rouher bei. Preussen wird *möglichst schnellen* Zusammentritt der Conferenz verlangen; nach Aeusserungen v. Golz. Offenbar hat Russland, das anfänglich zögerte, dann aber den vermittelnden Démarchen der übrigen Mächte sich entschieden angeschlossen hat, in Verbindung mit der *von Anfang an ganz entschieden vermittelnden Haltung* des *englischen* Cabinets wesentlich zur jezigen friedlichen Wendung der Dinge beigetragen. Ich weiss, dass Budberg hier anfänglich ziemlich rükhaltend war, dann aber ernstlich mit Cowley zusammenarbeitete. Es musste diese Haltung v. England & Russland bei Preussen wie bei Frankreich nicht ohne bedeutende Einwirkung auf die Entschliessungen der Cabinete seyn.

Nachdem mir v. Golz über die jezige Situation die gewünschten Mittheilungen gemacht hatte, bemerkte er dann noch Folgendes:

Man habe ihm von Seite seiner Regierung geschrieben, sie habe aus der Schweiz von achtungswerther Seite eine Mittheilung erhalten, wonach die Schweiz Frankreich gegenüber bereit seyn soll, die Besetzung der schweizerischen Grenze auf ihrem Gebiete zwischen Basel & Genf französischen Truppen zu überlassen. Überdiess soll die Eisenbahn zur Verbindung zwischen dieser Grenze u. der Nordgrenze der Schweiz französisch. Truppen zur Verfügung gestellt werden!! Graf Golz bemerkte dann noch, er könne an die Richtigkeit dieser Berichte schon deshalb nicht glauben, weil ich in allen unsern bisherigen Unterredungen mich dahin erklärt habe, die Schweiz werde bei der Eventualität eines Kriegausbruchs *eine ganz loyale, aber energische* Neutralitätsstellung einnehmen. Ich erwiederte dem Grafen v. Golz wesentlich folgendes: Er habe ganz recht, wenn er derartigen Berichten keinerlei Glauben beimesse. Ich könne ihn des bestimmtesten versichern, dass, welches auch immer die Quelle derartiger offenbar tendentiöser Mittheilungen seyn möge, dieselben *rein auf Erdichtung beruhen*. Ich habe mich gegenüber dem Minister des Aeussern, Hrn. Moustier, sobald als die Situation zwisch. Frankreich u. Preussen einen besorglichen Charakter annahm, noch ehe der Bundesrath Instruktionen ertheilen konnte, sofort dahin ausgesprochen: die Schweiz könne u. werde schon in ihrem eigenen Intresse nur die Politik einer ganz loyalen, aber auch ganz energischen Neutralität befolgen. Bald nachher habe ich dann vom Bundesrath eine Depesche erhalten, in welcher sich derselbe auf das entschiedenste mit den eben erwähnten Herrn Moustier gemachten Eröffnungen einverstanden erklärt u. mich angewiesen habe, bei jedem Anlasse mich in gleichem Sinne auszusprechen. Ich fügte ferner bei: ich habe Herrn Moustier geradezu erklärt, diejenige der beyden kriegführenden Mächte, welche zuerst unsere

Neutralität verletzen [und] unser Gebiet angreifen würde, würde uns zwingen, sie als unsern Feind zu behandeln u. alle unsere Intressen entsprechenden Massregeln in diesem Sinn zu nehmen, u. zwar mit allen Mitteln, welche uns unsre vervollkomneten militärischen Einrichtungen zur Verfügung stellen. Was ich Moustier gesagt habe, sage ich fast wesentlich in den gleichen Worten nun auch ihm. Es sei früher ein andres Gerücht verbreitet worden, das nämlich: es sey der Schweiz v. Preussen eine Offensiv- u. Defensiv-Allianz angetragen worden. Dieses Gerücht sei aber so grundlos gewesen als die Berichte, welche — mir in ganz unbegreiflicher Weise — laut seinen Mittheilungen aus der Schweiz nach Berlin erstattet worden seyen. Ich habe übrigens Herrn Moustier von der Grundlosigkeit dieses Gerüchtes überzeugt u. ihm gesagt, dass wenn wirklich ein solcher Antrag von Preussen erfolgt wäre, die Schweiz ihn nur in abweisendem Sinne hätte beantworten können, wie das gleiche der Fall gewesen wäre, wenn eine solche Proposition je von Frankreich erfolgt wäre. Ein Verfahren, wie es grundlos der Schweiz in oben bezeichneter Weise in nach Berlin gelangten Berichten angedichtet würde, wäre ja ein offenes Partheinehmen, wäre ja ein völliges Heraustreten aus unsrer neutralen Stellung, u. würde voraussichtlich die Schweiz zum Kriegsschauplatz, machen. Es wäre nicht bloss im Widerspruch mit unsrer ganz entschiedenen Neutralitätspolitik; sondern mit den nächsten u. wichtigsten Intressen unsres eigenen Landes. Er könne der Regierung u. dem ganzen Schweizervolk vertrauen, dass sie zu viel Einsicht u. zugleich zu viel Loyalität besizen, um nicht mit der grössten Entschiedenheit jede derartige Proposition, wenn sie nur je gemacht werden wollte, was ich aber durchaus nicht voraussehen könne, auf das Entschiedenste von der Hand zu weisen. Hr. v. Golz erwiederte mir, wenn er auch gleich anfänglich diesen Mittheilungen, obwohl man ihm geschrieben habe, sie kommen aus achtungswerther Quelle, keinen Glauben habe beimessen können, schon mit Rücksicht auf frühere Aeusserungen von meiner Seite, die er nach Berlin mitgetheilt habe, so habe es ihn doch sehr gefreut, neuerdings eine so entschiedene u. so loyale Sprache zu hören. Ich schloss diese Unterredung damit, dass ich bemerkte, ich autorisire ihn nicht nur, sondern ich *ersuche ihn geradezu*, seiner Regierung zu berichten, was ich ihm auf seine v. Berlin erhaltenen u. mir confidentiell eröffneten Mittheilungen geantwortet habe; worauf er erwiederte, er thue diess mit Vergnügen. Dann setzte ich noch hinzu, ich wünsche diess um so mehr, als der vom Bundesrath ernannte schweizerische Minister Hr. Landammann Dr. Heer erst etwa um den 6ten Mai nach Berlin abreisen werde. Es sei mir sehr erwünscht, ihm bei diesem Anlasse zugleich bemerken zu können, dass die Wahl eines Repräsentanten der Schweiz in Berlin u. für Süddeutschland auf einen Mann gefallen sey, der sowohl bei der Bundesversammlung als beim ganzen Schweizervolk sich *eines wohlverdienten allgemeinen Zutrauens* zu erfreuen habe, u. daher gewiss auch bei der Regierung in Berlin auf wohlwollende Aufnahme zählen dürfe. Hr. v. Golz äusserte sich sehr befriedigt auch über diese letztere Mittheilung. Ich kann Ihnen bei diesem Anlass nur noch wiederholen, dass während andere meiner Collegen nicht selten umsonst an seiner Thüre anklopfen, ich ihm das Zeugniß geben kann, dass er mir gegenüber — wie Sie auch aus meinen Mittheilungen entnehmen können — sich stets mit freundschaftlichem Entgegenkommen benimmt u. Alles mittheilt, was nur irgend seine amtliche Stellung ihm erlaubt.

Sodann freut mich noch Ihnen melden zu können, dass ich letzten Samstag

Abend (bei Anlass eines brillanten Balles, den Rouher gegeben hat) von zwei verschiedenen, ganz zuverlässigen Seiten u. ganz übereinstimmend erfahren habe, es habe die Sprache einer entschiedenen loyalen Neutralitätspolitik, die ich gleich anfänglich geführt & die Übereinstimmung damit, welche Banneville von Seite des Hr. Bundespräsidenten² einberichtet habe, in den höchsten Regionen sowohl als auch beim Ministerium einen sehr guten Eindruck gemacht. Ich weiss ferner, dass auch der Prinz Napoleon, der vor seiner Abreise wieder häufig mit dem Kaiser conferirte, einem dritten gegenüber sich ganz in gleich günstigem Sinn geäußert hat. Eben so ist mir bekannt, dass Moustier Herrn Banneville in einer letzten Tage abgegangenen Depesche angewiesen hatte, über diese loyale Haltung der Schweiz sich in *anerkenndem* Sinne auszusprechen. Noch habe ich (nach Durchlesung meines Rapportes) meine Unterredung mit Golz in einem Punkte zu ergänzen, nämlich in folgendem: Ich sagte beim Weggehen noch zu Golz: «Hr. Graf, Sie haben, nicht bloss um Ihr Land, sondern um die Intressen des europäischen Friedens sich verdient gemacht, indem Sie bei Ihrem Cabinet entschieden angerathen haben, auf die Vermittlung der Grossmächte einzugehen, wie Sie schon bei meinem letzten Besuche mich versicherten, es thun zu wollen. Ich habe nun doch Hoffnung, dass der Friede erhalten werden könnte. Sollte es nicht möglich werden, nun, so zähle ich darauf, dass jede der kriegführenden Mächte unser kleines Land, das aber entschlossen ist, nöthigenfalls mit einem Heer von 100,000 Mann u. im äussersten Falle mit einer eben so starken Landwehr gegen *jeden* Angriff zu vertheidigen, in seiner neutralen Stellung achten u. sich im eigenen Interesse wohl hüten werde, die Schweiz, die neutral bleiben *will*, durch Verletzung ihrer Neutralität zum Feinde zu machen. Golz antwortete mir: «Sie haben ganz recht. Was uns betrifft, so gehen unsre Operationspläne *nicht durch die Schweiz*. Da gieng es uns zu langsam vorwärts. Wir hätten andere Wege». Es sind diese in der *Lebhaftigkeit* seines Gespräches gefallenen Worte immerhin beachtungswerth, um so mehr da gerüchteweise mir gesagt wurde, man soll sich von dieser Seite her etwas in Acht nehmen. Ich fasse das Schlussresultat der von mir über die *jezige* Situation an verschiedenen deutschen u. französischen Quellen eingezogenen neuesten Information folgendermassen zusammen:

1. Das Zustandekommen einer Conferenz darf als *sehr wahrscheinlich* angesehen werden u. wird hoffentlich bald offiziell als gesichert gemeldet werden. Damit ist so viel gesichert, dass es jedenfalls in den nächsten Monaten nicht zum Ausbruch des Krieges kommen wird, wenn nicht ein ganz unvorhergesehener Inzidenzpunkt dazwischen tritt, was nicht wahrscheinlich ist.

2. Der Kaiser der Franzosen (das habe ich von ihm ganz nahestehender sein ganzes Vertrauen geniessender Seite erfahren) wünscht ganz entschieden — wenigstens in nächster Zeit — dem Krieg auszuweichen, sonst hätte er nicht von vornherein für Negotiationen auf Basis der Vermittlung der Mächte einzugehen sich bereit erklärt, unter Verzichtleistung nicht bloss auf Anexion v. Luxemburg, sondern auf Anexion der belgischen Plätze Marienburg & Philippeville wie solche Oestreich zuerst proponirte.

3. Zuerst die Haltung *von England*, dann aber auch diejenige v. Russland u. die Gewissheit, dass Oestreich in keine Allianz mit Frankreich sich einlassen könnte

2. Cf. n° 79.

(schon mit Rücksicht auf die 8 Millionen Deutsche, die noch zu Oestreich gehören) haben *wesentlich* zur friedlichen Gestaltung der Dinge beigetragen. Ob nicht die Machtvergrößerung Deutschlands u. die Situation Frankreichs *nach Innen* etwas stärker doch den Keim zu einem Kriege bildet ist eine andere Frage. *Für jetzt* ist schon viel gewonnen, dass der Ausbruch des Krieges verhindert werden kann.

4. Es ist eine beachtenswerthe Erscheinung, dass in Deutschland u. in letzter Zeit auch hier Manifestationen durch Adressen von Handwerkern & Kaufleuten erfolgen, in welchen der Abscheu gegen den Krieg als für Civilisation & Freiheit gleich gefährlich dargestellt wird.

Die Haltung der Grossmächte wird auch später auf das Verhalten Frankreichs nicht ohne Einfluss bleiben, u. die öffentl. Meinung in Europa ist auch eine Macht, die man nicht ungestraft missachten kann.

Damit schliesse ich meinen heutigen Rapport, zu dem Sie meine Depeschen vom 22ten, 23- u. 25ten³ l. M. bereits vorbereitet haben, da dieselben gerade diejenige Wendung der Dinge als wahrscheinlich bezeichneten, die nun als faktisch eingetreten anzusehen ist.

Nachschrift

Wenn ich zuweilen in meinem Rapporte etwas an anderer Stelle nachtrage, was schon früher hätte passender erwähnt werden können, so mögen Sie es damit entschuldigen, dass ich Ihnen meine Depeschen & Rapporte (nach Copienahme durch die Presse) immer gleich *so* sende, wie sie mir aus der Feder fliessen. Eine Umschreibung würde *in der Regel* die Absendung um einen Tag verspäten, u. ich glaube voraussetzen zu dürfen, es sey Ihnen lieber, auch wenn es zuweilen auf Kosten der Form geschehen muss, meine politischen Berichte *so schnell als möglich* zu erhalten. Betreffend die Interpretationserklärung zur Consularconvention mit Brasilien, wird morgen ein Bericht abgehen in Folge einer Unterredung, die ich mit dem Brasilianischen Geschäftsträger Hrn. v. Villeneuve gepflogen habe. Über die zu erwartenden Eröffnungen des preussisch. Gesandten Röderer⁴ ersuche ich, mich ebenfalls zu berichten.

3. *Non reproduites.*

4. *Le patronyme exact est von Röder.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 avril 1867¹

1746. Unterredung mit Hrn. General v. Röder.

Politisches Departement. Vortrag v. 27. diess.

Von der *Unterredung des Bundespräsidenten mit dem neuen preussischen Gesandten Hrn. General v. Röder* vom 27. April², wie sie vom politischen Departement mit Nachstehendem zur Kenntniss des Bundesrathes gebracht wurde, ist Vormerkung genommen worden.

Auf die Frage über die Dispositionen der preussischen Regierung habe Hr. General v. Röder erwidert: der König, wie sein Minister, hätten die besten Absichten zur Erhaltung des Friedens, sofern ein ehrenhaftes Mittel zur Erledigung der Luxemburg-Frage sich finden lasse. In den offiziellen Kreisen bestehe weder Feindschaft, noch aggressive Tendenz, noch Widerwillen gegen Frankreich, eher wäre dieses in Süddeutschland der Fall. Als Hr. v. Röder Preussen verlassen habe, sei daselbst alles auf dem vollkommensten Friedensfuss gestanden. Die preussischen Generäle wünschen den Krieg nicht, weil sie dessen Schwierigkeiten und Folgen kennen. In Berlin bestehe kein Ehrgeiz nach neuer Vergrösserung; Preussen sei hinlänglich vergrössert und könnte fürderhin nur auf Kosten von Verbündeten oder auf eine wenig haltbare andere Weise sich vergrössern; es begnüge sich mit dem, wie es sei und suche nichts weiteres. Auf der andern Seite dagegen sei es der Gegenstand einer Art Überwachung und es gebe Manche, welche darauf warten, zu erfahren, ob es nur einer preussischen Interessen-Politik huldige und nicht auch zugleich diejenigen von Deutschland vertheidigen, sondern lediglich für sich selbst handeln werde. Darum könne Preussen Luxemburg nicht aufgeben, oder gar in dessen Annektirung an Belgien willigen. Luxemburg müsste auf diese oder jene Art mit Deutschland verbunden bleiben. Dessen ungeachtet gäbe es immerhin ein ehrenhaftes Mittel, diesen Spezialfall zu erledigen, wenn Preussen nicht zu befürchten hätte, dass die Frage nur ein Vorwand sei, auf welchen dann weitere Begehren folgen würden, aus denen neue Schwierigkeiten entstünden. Preussen fürchte, dass man einen Konflikt suche, denn es kenne die innere Situation Frankreichs und den Stand der Parteien, welche das Staatsoberhaupt auf eine abentheurerliche Politik hindrängen. Lezterer habe allein die Luxemburger Frage gerade in dem Augenblicke heraufbeschworen, wo Deutschland aller seiner Kräfte zur Sammlung und Konstituierung bedürfe. Preussen kenne die Rüstungen Frankreichs, die Bewegungen seiner Mannschaft, die Beischaffung von Material und Pferden, sogar von Ungarn herauf, die durch die Schweiz transitiren sollen; wenn dieses fort dauern würde, so dürfte in kurzer Zeit (:einigen Wochen:) eine Erklä-

1. *Absent: K. Schenk.*

2. *Non reproduit. Cf. E 2/466.*

rung hierüber von Frankreich verlangt werden. Dieser Zustand könne nicht lange fortbestehen. Preussen rüste, um besser unterhandeln zu können, aber die preussischen Generäle zögen vor, dass der Krieg früher oder später komme.

Auf die Frage über die Dispositionen und Absichten der preussischen Regierung gegenüber der schweizerischen Neutralitätshaltung, so hegen der König und der Minister die besten Absichten und er (:Hr. v. Röder:) sei beauftragt, zu erklären, sie werden die Schweiz respektiren, vorausgesetzt, dass dieselbe auf loyale Weise neutral bleibe und ihr Gebiet vertheidige.

Diese Erklärung habe der Hr. General bei Anlass der Übergabe seines Kreditivs sodann wiederholt.³

3. Cf. n° 87.

85

E 1004 1/69

CONSEIL FÉDÉRAL Décision présidentielle du 30 avril 1867

1789. Unterredung mit dem russischen Gesandten betr. die schweiz. Neutralität.

Politisches Departement. Vortrag v. 30. diess.

Das politische Departement eröffnet¹, dass *Hr. Ozeroff, k. russischer Minister* auf seine Einladung zur Audienz im Bundesrathhaus erschienen sei, woselbst ihm der Bundespräsident eröffnet habe, dass der Bundesrath fest entschlossen sei, in einem eventuellen, bevorstehenden Kriege seine *Neutralität* zu behaupten, und dass er dem russischen Repräsentanten diese Eröffnung mache, wie es gegenüber den andern Grossmächten geschehen sei, worauf Hr. Ozeroff entgegnet habe, seine Regierung werde bei allen Gelegenheiten die schweizerische Neutralität respektiren und respektiren machen, da sie diese Neutralität als eine Nothwendigkeit für Europa ansehe.

Hr. Ozeroff habe übrigens eine Kommunikation über die soeben stattgefundene Conversation in Aussicht gestellt.

Es ist von dieser Mittheilung des politischen Departements Vormerkung genommen worden.

1. Non reproduit. Cf. E 2/466.

*Rapport anonyme adressé au Département militaire*¹

R

Bern, im April 1867

In einem Augenblick, wo sich der politische Himmel in unserer unmittelbaren Nähe umdüstert, wo unsere nächsten Nachbarn in längst vorhergesehene Verwickelungen gerathen, deren Lösung kaum anders zu erwarten ist, als durch einen Kampf, dessen Tragweite unabsehbar, dessen Ausgang mehr als zweifelhaft ist, wird der Blick jedes wahren Vaterlandsfreundes unwillkürlich auf die Verhältnisse hingeworfen, welche auf die Zukunft, und zwar die nächste Zukunft unserer Heimath einen entscheidenden Einfluss ausüben müssen. Unter diesen Verhältnissen ist das wichtigste, die bisher anerkannte und aufrechtgehaltene Neutralität der Schweiz. Welche Wichtigkeit dieselbe für uns, sowie für die benachbarten Mächte hat, dafür zeugt die Anerkennung derselben, bis sogar über ihr Gebiet hinaus durch die contrahirenden Mächte des Wiener Vertrags, zu einer Zeit, wo die Schweiz erschöpft und ausgesogen durch lange Kriegsjahre, in denen sie, ohne zuletzt Kriegsschauplatz gewesen zu sein, doch durch die ihr auferlegten Opfer nicht im Stande gewesen wäre, ihre Unabhängigkeit und Neutralität mit Erfolg zu erkämpfen, wenn die sie umgebenden Mächte es nicht ihrem eigenen Vortheil angemessen erachtet hätten, ihr dieselbe zu zusichern. Das Jahr 1814 hatte in letzter Linie gelehrt und das Ende des vorigen, sowie der Anfang dieses Jahrhunderts hatten bewiesen, welchen Werth der Besitz der Schweiz, oder auch nur die Eröffnung der Communication durch dieselbe für die kriegführenden Nationalitäten deutscher und französischer Zunge in sich schliesse. Um diese gegenseitig auszugleichen, und um nicht einen neuen Zankapfel zwischen die von den letzten Riesenkämpfen erschöpften Mächte zu werfen, wurde ihr bis über ihre Landesgränzen hinaus die Neutralität zuerkannt, der wir noch vor einigen Jahren unsere Ruhe verdankten, während unsere Nachbarn im Osten, Süden und Westen im Kriege begriffen waren. Noch einmal wurden die obwaltenden Verträge geachtet, noch einmal blieben wir verschont. War es Achtung vor den Rechten, die wir besaßen? Oder war es Klugheit, welche damals demjenigen, welcher Oesterreichs Macht gebrochen hat, gebot, nicht durch weitere Verwickelungen den ganzen deutschen Bund zum Kampfe gegen sich zu zwingen, das möge dahin gestellt bleiben. Wird es aber bei dem gegenwärtig drohenden Kriege wieder so sein? Hierüber einige Vermuthungen auszusprechen ist die Aufgabe dieser Zeilen.

Der Wienervertrag, auf den wir nebst Selbsthülfe einzig und allein unsere Rechte in dieser Beziehung stützen können, ist thatsächlich so gründlich vernichtet, dass es ins Reich der Absurditäten gehörte, wollte man noch irgend etwas von demselben erwarten.

Proteste gegen die Verletzung desselben gegen uns, die nicht durch Waffengewalt versagt, und durchgeführt werden könnten, würde uns bei demjenigen

1. *L'auteur pourrait être R.-E. von Wurstemberger, Intendant fédéral du matériel de guerre; cf. E 27/869, Z-d/902, 1749.*

unserer kriegführenden Nachbarn Geltung finden, in dessen Interesse es ohnehin läge, die neutrale Schweiz als ein schützendes Bollwerk vor sich zu haben.

Der Charakter der Leiter der beiden Gegner bürgt aber dafür, dass es jedem derselben nicht schon [*ge*]fallen möchte, sobald es sein Vorthail erheischte, Verwickelungen herbei zu führen, die ihm den Vorwand in die Hand geben würden, sich über jedes Bedenken hinweg zu setzen. Allein ein Eingriff des Einen würde uns nothwendig in die Lage versetzen, uns an den andern anzuschliessen, ohne uns nur auch die Freiheit zu gewähren, weder unsre etwaigen Sympathien, noch auch unsern Vorthail dabei zu Rathe zu ziehen; und der Ausgang des Kampfes, der hier durchaus nicht vorherzusehen ist, würde, je nachdem wir zu einer Wahl gezwungen worden wären, für uns die schwersten und entscheidensten Folgen mit sich bringen. Es wird wohl keiner leugnen, dass es daher für uns von unberechenbarem Werthe sein würde, wenn es uns gelingen könnte, in dem bevorstehenden Kampfe unsere Neutralität aufrecht zu erhalten; und ganz besonders, wenn dieses auf diplomatischem Wege erzielt werden könnte, da jeder Kampf mit den Waffen, so rühmlich und ehrenhaft er auch wäre, in sich selbst den Gegenstand zur Verwicklung mit der Einen und den Grund zur Abhängigkeit von der andern Parthei gäbe.

Um nun aber darüber ins Klare zu kommen, was zu thun sei, um dieses Ziel zu erreichen, und welche Mittel und Wege dazu einzuschlagen seien, müssen wir untersuchen, von welcher Seite uns voraussichtlich die grösste Gefahr droht und hiezu ist es unerlässlich, die strategischen Verhältnisse beider Gegner ins Auge zu fassen.

Dass jede der beiden Mächte, von dem Augenblick an, wo der Krieg erklärt sein wird, ihr ganzes Bestreben dahin richten muss, die Initiative des Angriffs, das Vorgehen auf feindliches Gebiet für sich zu haben, daran wird Niemand zweifeln, der den letzten Kriegen einige Aufmerksamkeit gewidmet hat. Der Charakter beider Nationen, so wie die Persönlichkeit ihrer Leiter bringt es mit sich, und vollends die letzten gemachten Erfahrungen haben es gerade diesen zwei Gegnern bewiesen, welche Kraft im raschen Vorgehen liegt. Nun aber gränzt jeder derselben auf eine, für uns verhältnissmässig lange Streke an unser Vaterland. Denn bei einem Kriege gegen die Franzosen müssen wir die Staaten des pseudo-süddeutschen Bundes durchaus als Eins mit Preussen betrachten. Nicht allein die eigens hiezu geschlossene Militärconvention, die gewiss nicht so schnell zu Stande gekommen wäre, wenn nicht eine nahe bevorstehende Ursache dazu gewesen wäre, deren Zustandekommen vom Leiter der preussischen Monarchie gesucht, und eingeleitet wird, sondern ebenso sehr die von Tag zu Tag zunehmende Hineigung der Bevölkerungen der Südstaaten zu Preussen, veranlasst durch die Unfähigkeit derjenigen ihrer Fürsten, die nicht schon aus eigener Sympathie und durch verwandtschaftliche Beziehungen dahin gezogen werden, lassen keinen Zweifel mehr übrig, dass der Augenblick sehr nahe ist, wo auch dieser Theil Deutschlands in Preussen aufgehen wird. So können wir mit Recht behaupten, dass vom Bodensee an bis Basel der preussische, von Basel bis Genf der französische Adler herrscht.

Auf den ersten Blick wird es, zumal bei der Wichtigkeit, die der Besiz unserer Eisenbahndiagonale dem ersten Besizer darbieten würde, scheinen, dass beide sofort suchen werden, einander in der Besetzung unseres Landes zuvorzukom-

men. Allein bei genauerer Prüfung der geographischen Lage, so wie der topographischen Verhältnisse bricht sich die Überzeugung durch, dass für Frankreich ein wesentlicher Vortheil darin liegt, wenn die Schweiz neutral bleibt und dass es dadurch weit mehr gewinnt, als es durch den strategischen Besiz derselben gewinnen könnte. Für Preussen dagegen ist der Fall gerade umgekehrt. Natürlich immer unter der Voraussetzung des aggressiven Vorgehens der bezüglichen Macht zeigt schon ein Blick auf die Karte, und die Erfahrung der Jahre 1813 u. 1814 hat gelehrt, dass bei einem Angriffskrieg deutscher Völker gegen Frankreich die südliche Hälfte dieses Landes ein ebenso wichtiges Operationsobject darbietet, als die Hauptstadt selbst. Schwarzenbergs Zug durch die Schweiz und sein Vorgehen in der Richtung des Loirethales war es hauptsächlich trotz seiner so mangelhaften Thätigkeit, welche den Sieg der Blücherschen Armee im Norden ermöglichte und erleichterte. So lange Frankreich in seinem ganzen Süden frei und ungefährdet ist, wird ein Angriff auf die ganze Streke vom Plateau von Langres bis an die belgische Gränze auf enorme Schwierigkeiten stossen, die Natur und Kunst dem Angreifer neben einer concentrirten Machtstellung entgegenstellen. Eine Reihe von Festungen von Bedeutung, die unwegsamen Gegenden der Vogesen, des Ardenenwaldes, der Champagne haben schon im vorigen, und wieder in diesem Jahrhundert den Sieg der Deutschen aufgehalten und erschwert. Die blutigen Kämpfe an der Marne und Seine geben Zeugniß von der Kraft, welche der Vertheidiger dieser Gegenden zu entwickeln vermag. Die zahlreichen Eisenbahnen Frankreichs gestatten ihm jeder Zeit aus allen Theilen des Landes Hülfsmittel jeder Art auf den Schauplaz zu bringen, und sich concentrisch auf den Angreifer dieser Gegenden zu werfen. Eine Operation, die nur von Basel aus, ohne Betreten des schweizerischen Gebiets von Deutschland aus gegen den Süden Frankreichs versucht würde, ist gar nicht zu denken. Das Thal des Doubs und der Saone kann leicht vertheidigt werden. Festungen, wenn auch von geringerer Bedeutung, viele enge Defilées im Jura und vor allem Bedrohung der Flanken einer in dieser Richtung vorgehenden Armee, machen einen solchen Versuch zur Unmöglichkeit. So wichtig ist aber als Operationsobject der offenere freiere Theil Südfrankreichs, das Abschneiden seiner Eisenbahnen, der Besiz des Loirethales, des Burgund und Theilen seiner Kraft am Rhein, dass der Angreifer genöthigt ist, wenn er grosse Erfolge erzielen will, diesem Theil seiner Thätigkeit den grösstmöglichen Nachdruck zu geben. Hiezu hat er kein anderes Mittel, als seinen Weg durch die Schweiz zu nehmen, und um dieses auszuführen und nutzbar zu machen, wird er Kräfte verwenden, deren wohl niemand annehmen wird, dass wir ihnen mit Hoffnung auf Erfolg widerstehen könnten. Durch den Besiz der Schweiz würde Preussen ausserdem seine Operationsbasis im Süden bis ins Donauthal vorschieben, wodurch ihm ein ungeheurer Spielraum eröffnet würde, und zu dem das Vorgehen der Franzosen auf ihrer natürlichsten Operationslinie gegen die Elbe, dem historischen Object aller Zeiten, lähmen.

Fassen wir dagegen ins Auge, welchen Vortheil Frankreich durch Operationen gegen Süddeutschland in einem Kriege gegen Preussen erzielen würde, bevor es im Norden, in Thüringen und Sachsen weit genug vorgegangen wäre, um seiner Sache sicher zu sein, so tritt in erster Linie schon der Umstand hervor, dass durch ein Erzwingen des Durchmarsches in die Gegend des oberen Donauthales durch die Schweiz diese schon nothgedrungen in die Reihe der Feinde Frankreichs tre-

ten, und dadurch gerade das Thor in den Süden eröffnet werden müsste. Wie oben bemerkt, müsste die Schweiz, durch den Bruch der Neutralität auf der einen Seite, sich nothwendig der andern zuwenden, da sie allein nicht auf allen Seiten Front zu machen vermag. Die nothwendige Folge davon wären Kämpfe auf unserem Gebiet, die jedenfalls dem Vorgehen Frankreichs auf seiner eigentlichen Operationslinie hinderlich wären. Gesezt aber dann, Frankreich hätte den Durchpass erzwungen, so wäre dann doch wieder das nächste Operationsobject für dasselbe, nämlich das Donauthal, die Festungen Ulm und Ingolstadt ein schon zu erkämpfendes, und dabei, wegen der grossen Entfernung vom nördlichen Kriegsschauplatz wenig fruchtbares Ziel. Freilich käme es hier ganz auf die Haltung Östreichs an. Denn wenn eine Allianz zwischen Östreich und Frankreich gegen Preussen zu Stande kommen sollte, so treten ganz andere Verhältnisse ein. Dann aber wird auch jedes Vorgehen Frankreichs im Süden überflüssig, indem dann Östreich naturgemäss diese Aufgabe von Tyrol und Salzburg, wie auch von Böhmen aus überwachen kann. Für Frankreich ist es daher in jedem Fall das wünschenswerthe, wenn es seine Streitkräfte ungehindert nur am Rhein concentriren, und ungefährdet auf allen andern Punkten, nur geradeaus vorgehen kann; und dieses kann nur geschehen, wenn die Neutralitätsstellung der Schweiz gesichert ist. Der Kaiser wird daher nicht ermangeln, dieselbe zu achten, so lange er nicht gezwungen wird, zum Zweck der Selbsterhaltung dieselbe anzutasten; Er wird auch nicht ermangeln, dasjenige, was sein grösster Vortheil ist, als einen Act der Loyalität und des Wohlwollens gegen die Schweiz, deren Bürger er ist, darzustellen, wäre es auch nur, um sich auf jede Eventualität hin die Sympathien derselben zuzusichern.

Von Preussen dagegen haben wir nicht viel Beruhigendes zu erwarten, wenn nicht äussere Einflüsse auf seine Handlungsweise einwirken. Einen Anschluss von unserer Seite an Frankreich würde es wenig fürchten, denn dieser gäbe ihm die erwünschteste Gelegenheit, angriffsweise dahin vorzugehen, wo es durch Theilung von Frankreichs Macht, seinen Widerstand im Norden schwächen könnte. Der Umstand, dass unser armes Land für einige Zeit zum Kampfplatz würde, wäre ihm gewiss kein Abhaltungsgrund, und im Fall von Missgeschick bliebe ihm immer eine starke Basis auf einem Gebiet, das es erst noch im vorigen Jahre feindlich ansah und behandelt hat, und es dem weiteren Vordringen eines siegreichen Gegners ein mächtiges «Halt» entgegen rufen könnte. Die Erinnerung an das Jahr 1857 ist übrigens in der preussischen Armee noch nicht ganz erloschen, und das damalige Zeitungsgeschrei hat nicht eben dazu beigetragen, die Preussen sehr günstig für uns zu stimmen. Ihre Eitelkeit wurde damals vielfach verletzt, und nun, in dem frischen Bewusstsein ihrer Kraft möchte es nicht schwer fallen, sie zu bestimmen, in der Verfolgung eines grösseren Zweckes beiläufig auch uns eine Lehre darüber geben zu wollen, dass wir ihnen damals nicht imponirt haben, wie leider so viel und oft gesagt und geschrieben wurde.

Um nun aber nichts zu versäumen, was dazu dienen könnte, den Schlag, der uns bedroht, abzuwenden, ehe und bevor wir zu den äussersten Mitteln greifen müssen, um unsere Unabhängigkeit und Neutralität, im schlimmsten Falle unsere Ehre wenigstens zu retten, wären nach unserer unmassgeblichen Ansicht, ohne Verzug diejenigen Maassregeln zu ergreifen, welche unsere Neutralität zu schützen im Stande wären. Dahin gehört vor allem aus die Anerkennung und erneuerte

Garantie unserer Neutralität durch die anderen Grossmächte, welche nicht bei dem voraussichtlichen Krieg betheilt sind. Besonders ist es Russland, welches hier ins Auge gefasst werden muss. Russland, der Nachbar Preussens im Osten, kann, wenn es will, ein mächtiges Wort zu unsern Gunsten reden, und so vielleicht ganz, vielleicht aber nur auf einige Zeit das Unglück von uns abwenden, das unvermeidlich jeder Eingriff in unsre Neutralität über uns bringen müsste. Wird ein Angriff auf unser Gebiet auch nur um einige Zeit verschoben, so können, zumal bei dem raschen Verlauf, den die Kriege in der Gegenwart nehmen, Umstände eintreten, welche später jeden weiteren Eingriff unnöthig machen. Was vor der Hand am Meisten zu befürchten wäre, ist ein primäres rasches Vorgehen, namentlich von preussischer Seite, dem wir mit den Waffen zu widerstehen schon gar nicht vermögen, weil wir keineswegs gerüstet sind. Das Einzige was dieses daher hemmen könnte, wäre ein energischer Protest von Seiten Russlands; diesen zu erzielen, dürfen wir aber weder Zeit verlieren, noch Geld und Thätigkeit sparen. Rüstung und Kampf wird zu spät kommen, und jedenfalls weit mehr Geld, aber auch Blut kosten, als diplomatische Unterhandlungen. Um aber zum Ziele zu gelangen, ist es nothwendig, dass in Petersburg selbst gearbeitet werde. Am russischen Hofe und im russischen Cabinet kommt es alles darauf an, gewisse Persönlichkeiten zu gewinnen, und diese Persönlichkeiten zu finden, hält nicht eben sehr schwer. Allein persönliches Arbeiten, Geldspenden, gute Worte, Anregung der Eitelkeit, jeder Einfluss gewisser Damen muss ins Spiel treten, will man nicht nur mit schönen Worten abgespiesen werden. Wir besitzen in der nächsten Umgebung des Kaisers einige mächtige Freunde, deren Einfluss von ungemeiner Tragweite für uns werden könnte; Männer, die von jeher eine besondere Sympathie für die Schweiz an den Tag gelegt haben, und die gewiss nicht ermangeln würden, ihren Einfluss hier geltend zu machen.

So wäre dann schliesslich unsere Ansicht, dass so bald als immer möglich wieder, wie im Jahr 1856 ein ausserordentlicher Gesandter nach Petersburg geschickt werden sollte, der dort daraufhin arbeiten würde, von der russischen Regierung eine erneuerte förmliche Erklärung der Anerkennung unserer Neutralität zu erlangen und der dahin wirken müsste, die russische Regierung zu vermögen, dass sie im Falle des Ausbruchs des Krieges zwischen Preussen und Frankreich, an beide Mächte Noten abgehen lässt, welche dieselben energisch vor jeder Verletzung unserer Neutralität vorwarnten, wo möglich unter Androhung weiterer Maassregeln. Bei der Stellung, die Russland in der orientalischen Frage immer mehr einnimmt, wäre es nicht unmöglich, dass das russische Cabinet gerade jetzt nicht ungerne auf einen solchen Schritt einging, indem es dadurch einen Schritt gegenüber von Frankreich thäte, welcher ihm in späteren Eventualitäten möglicher Weise von Nutzen sein könnte.

Ähnlich wie in Russland, möchten wohl gleichzeitig in England und in den Vereinigten Staaten von Nordamerica Schritte geschehen und vielleicht auch beim Königreich Italien, was übrigens in letzterem Lande durch unseren ordentlichen Gesandten gewiss ohnehin geschehen wird. Jedoch erwarten wir weder von England noch von Nordamerica den Einfluss eventuell erwirkter Noten an die kriegführenden Mächte, den eine russische Note auf ihre Handlungsweise gegen uns auszuüben vermöchte. Wenn gleich der Erfolg der Bemühungen eines damit betrauten und beauftragten Gesandten nicht als sicher angesehen werden kann,

so würde doch durch die grösseren oder geringeren Schwierigkeiten, sowie durch den Grad des guten Willens, den er finden würde, ein Fingerzeig gegeben, auf was wir uns gefasst zu machen haben, und es wäre daher eine solche Sendung jedenfalls keine unfruchtbare.

Eine Verweigerung der angestrebten Anerkennung und Garantie wäre ein sicherer Beweis des Einverständnisses Russlands mit Preussen, und die Absichten des letzteren würden sich dadurch deutlich kundgeben, während ein freundliches Entgegenkommen und Eingehen auf das Gewünschte ein deutlicher Beweis wäre, dass entweder Russland lieber hemmend in diesen Krieg eingreifen will, oder dass Preussen es nicht für seinen Vortheil erachtet, unsere Neutralität anzutasten. Privatstimmen, die mit den Schritten der Cabinette bekannt wären, würden schon zu finden sein, welche über die Stimmung des russischen Cabinets, sowie über die Beweggründe seines Thuns Auskunft ertheilen würden.

Sollten solche oder ähnliche Schritte fruchtlos bleiben, oder durch sie die Gefahr an den Tag kommen, die über unserem Lande schwebt, und die nicht anders als mit den Waffen bekämpft und abgewendet werden kann, dann wird jeder Schweizer seine Pflicht treulich erfüllen, und für die Unabhängigkeit und Ehre seines Vaterlandes Gut und Blut in die Schanze schlagen. Möchte aber, ehe es zu diesem Aeussersten kommt, nichts versäumt werden, was die drohende Gefahr von uns abzuwenden vermöchte. Ausser Gefahr sind wir nicht, wenn es zum Krieg kommt, und dieser wird von Tag zu Tag wahrscheinlicher. Auch hat gewiss voriges Jahr der preussische General Moltke seine Badecur in Ragaz und Saxon nicht ungenutzt vorübergehen lassen, und alle Anzeichen deuten darauf hin, dass von preussischer Seite grosse Pläne vorbereitet werden. Daher thut die grösste Wachsamkeit Noth. Schweres Elend kann vielleicht verhütet werden, wenn rechtzeitig Schritte gethan werden, um allen Eventualitäten zuvorzukommen, und hiezu ein schwaches Scherflein beizutragen, ist der Zweck vorstehender Zeilen. Mögen sie als ein Beweis der Liebe eines Schweizers zu seinem Vaterlande angesehen werden, der sie einzig entsprossen sind.

87

E 1001 (E) q 1/75

*Le Conseil fédéral à Guillaume I^{er}, Roi de Prusse**Copie**L*

Bern, 1. Mai 1867

Der K. Generallieutenant Herr von Roeder hat der Schweizerischen Bundesbehörde das k. Schreiben vom 23. März 1867¹ übergeben, durch welches ihn Ew. K. Majestät als Allerhöchstderselben ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft zu beglaubigen geruht haben.

1. *Non reproduit. Cf. E 2/669.*

Der Schweizerische Bundesrath hat mit lebhafter Befriedigung sowohl von dieser Ernennung, als von den freundschaftlichen Gesinnungen, denen Herr von Roeder im Namen Ew. K. Majestät Ausdruck gegeben, Kenntniss genommen und erblickt darin ein neues Pfand für die Forterhaltung und weitere gedeihliche Entwicklung der zwischen den beiderseitigen Staaten glücklicherweise bestehenden guten Beziehungen, wozu er soviel immer möglich beizutragen bestrebt sein wird.

Der Schweizerische Bundesrath wird dem Herrn Generallieutenant von Roeder in Allem, was er im Namen Ew. K. Majestät zu eröffnen haben wird, vollen Glauben schenken und sich angelegen sein lassen, Ew. Majestät Gesandten die Erfüllung seiner Sendung, insoweit die herwärtigen Behörden dabei in Frage kommen, best thunlich zu erleichtern.

Indem der Schweizerische Bundesrath diese ergebenste Rückäusserung mit dem Wunsche zu schliessen sich erlaubt, dass die mannigfachen gegenseitigen Beziehungen zum Segen der respectiven Völker immer enger geknüpft werden mögen, ersucht er Ew. K. M. die Versicherung etc.

ANNEXE

Le Conseil fédéral aux Légations de Suisse à Paris, Vienne et Florence

Copie

L

Bern, 1. Mai 1867

Der neue preussische Gesandte bei der Eidgenossenschaft, General von Roeder, hat dem Bundespräsidenten am 29. vor. Mts. mit dem üblichen Ceremoniell sein Beglaubigungsschreiben überreicht. Hr. von Roeder gab bei diesem Anlasse dem Wunsche des Königs von Preussen, mit der Schweiz gute, freundschaftliche Beziehungen zu unterhalten, sowie der Erwartung Ausdruck, dass der Frieden nicht gebrochen werde, für den Fall, dass dem aber nicht so sein sollte, erklärte er im Namen seines Herrn, dass die Neutralität der Schweiz gewissenhaft geachtet würde. In seiner Antwort äusserte sich der Bundespräsident, neben den üblichen Freundschaftsbezeugungen, im Sinne der Ihnen bereits bekannten herwärtigen Auffassung der politischen Verhältnisse.

88

E 2300 Paris 20

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Paris, 3. Mai 1867

Die Art und Weise, wie ein Theil der schweizerischen Presse betreffend die Frage der Verbindlichkeit der zwischen der Schweiz u. Frankreich im Jahre 1864 abgeschlossenen Übereinkunft über den Schuz des intellektuellen Eigenthums¹

1. Cf. RO VIII, pp. 305—323.

sich ausgesprochen hat, u. die Äusserungen vor dem erstinstanzlichen Gerichte des C. Genf in einem noch hängenden hierauf bezüglichen Prozesse, sind so sehr in Widerspruch mit dem Sinn u. Geist des betreffenden Staatsvertrages u. mit den Akten, dass ich es mir zur Aufgabe gemacht habe, denselben durch Publikation einer Broschüre, auf die offiziellen Dokumente gestützt, entgegenzutreten.

Absicht u. Zweck dieser Publikation sind theils im Vorwort, theils im Texte der Broschüre so bestimmt ausgedrückt, dass mir diessfalls nichts beizufügen bleibt, als meine Arbeit Ihrer wohlwollenden Aufnahme zu empfehlen. Ich habe die Buchhandlung Joël Cherbuliez in Genf angewiesen, Ihnen 10 Exemplare der Broschüre *comme hommage respectueux des Verfassers* zuzusenden; je eines für jedes Mitglied des Bundesrathes nebst der Herren Kanzler u. Vizekanzler u. das zehnte für die Bundesbibliothek.

Der Titel ist: «La Convention pour la propriété littéraire artistique et industrielle du 30 juin 1864 entre la Suisse et la France, et son application en Suisse. Avec le texte du traité et d'autres documents officiels².»

Ich bitte Sie, in dieser Publikation einen Beweis erkennen zu wollen, dass ich es nicht mit Indifferentismus hinnehmen kann, wenn einestheils die Bestimmungen eines von der Schweiz abgeschlossenen Staatsvertrages missdeutet, andererseits die Haltung des H. Bundesrathes in einer Weise dargestellt wird, welche mit mir bekannten offiziellen Akten in offenbarem Widerspruch steht. Ich glaubte, eine aktenmässige Beleuchtung der bezüglichen Fragen um so weniger unterlassen zu sollen, als ich weiss, dass man in Frankreich bezüglich der Haltung der Schweiz in dieser Angelegenheit *keineswegs gleichgültig* ist.

Je loyaler die Schweiz selbst internationalen Verpflichtungen nachkommt, desto besser stellt sie sich, das Gleiche auch ihrerseits von einem mitcontrahirenden Staate verlangen zu können.

Die gerichtliche Verhandlung vor Appellationsinstanz über zwei hierauf bezügliche Prozesse wird — wie ich vernehme — um Mitte dieses Monats stattfinden.

2. Genève/Paris, 1867, 22 p.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 8 mai 1867*¹

1930. Instruktion für Hrn. Minister Heer.

Politisches Departement. Randantrag.

Nach Kenntnissnahme der Bemerkungen des *Hrn. Minister Heer* über den Entwurf der ihm zu ertheilenden *Instruktion* betreffend

1. den allgemeinen Theil der Instruktion und seine Besoldung;
2. die Konsulatsverhältnisse;
3. die Unterhandlungen über einen Handelsvertrag;
4. den militärischen Attaché;

ist nach obgewalteter Diskussion beschlossen worden:

Ad 1, es seien dem Hrn. Heer die Akten betreffend die politische Situation zuzustellen zur Kenntnissnahme von dem, was in den Conversationen sowol in Paris als Bern gewechselt wurde; bezüglich seiner Besoldung, so laufe dieselbe vom Montag den 6. l. Mts. an, zudem sei Hr. Heer ermächtigt, die Auslagen für seine erste Reise nach Bern in Rechnung zu bringen.

ad 3. sei die Instruktion im Sinne des Vorschlages von Hrn. Heer zu modifizieren.

ad 4. sei, bevor ein bestimmter Beschluss über einen Attaché oder Sekretär gefasst werde, nach dem Vorschlage des Hrn. Heer noch ein Bericht von letzterm abzuwarten.

Im Übrigen sei die Instruktion mit den bezeichneten Modifikationen in folgender Fassung genehmigt:

Le Conseil fédéral suisse donne par les présentes à son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire en Allemagne, M. le Dr. Heer, les *Instructions suivantes*:

I. Instructions générales et politiques.

1. L'Envoyé suisse se rendra, d'abord, à Berlin, où il remettra ses lettres de créance, puis à Munich, Stuttgart et Carlsruhe, pour y remplir la même formalité. Après quoi, il regagnera Berlin où il fixera sa résidence habituelle.

2. En tout ce qui concerne la manière de procéder dans la présentation de ses lettres de créance, dans ses rapports avec les Gouvernements auprès desquels il est accrédité et avec les membres du Corps diplomatique, de même que dans le cours de l'exercice de ses fonctions, il observera les formes et les règles introduites par le droit des gens et sanctionnées par les usages.

Il veillera, en particulier, à ce que les droits et les prérogatives, accordés aux Envoyés diplomatiques du même rang que lui, lui soient également reconnus

1. *Absent: K. Schenk.*

comme au Représentant d'un Etat indépendant qui possède vis-à-vis des autres une entière égalité dans les relations internationales.

3. Il s'efforcera de cultiver entre la Suisse et les Etats auprès desquels il est accrédité les anciennes relations d'amitié et se prêtera, pour autant qu'il peut dépendre de lui, à leur développement et à leur extension. Il se fera, en toute occasion opportune, à cet égard, l'interprète des intentions du Conseil fédéral. Il maintiendra également de bonnes relations avec les Représentants diplomatiques des autres pays.

4. Il prendra toujours pour principe dirigeant dans ses conversations, dans ses écrits et dans ses actes, les notions fondamentales de la politique extérieure de la Suisse, à savoir son entière indépendance de toute influence étrangère et sa neutralité absolue.

En regard des circonstances actuelles, il sera bon de faire d'une manière convenable, au sujet de la politique de neutralité de la Suisse, les déclarations les plus catégoriques, à savoir que: cette neutralité ne repose pas uniquement sur des arrangements diplomatiques, mais sur les intérêts essentiels et les droits de notre pays, sur son histoire, sa situation géographique et ses institutions. Etat indépendant, la Suisse veut se développer librement, en dehors des luttes qui peuvent diviser les autres peuples. Cette neutralité est dans l'intérêt éminent des grandes puissances elles-mêmes, qui ont solennellement reconnu cela et qui l'ont aussi respectée, dès l'Acte du Congrès de Vienne jusqu'à nos jours, dans toutes les occasions qui se sont présentées.

Cette neutralité sera observée par la Suisse avec loyauté et impartialité, vis-à-vis de tous également, sans favoriser aucun Etat; cette neutralité sera armée et la Suisse est prête à tout sacrifier pour la défendre.

L'Envoyé rendra attentif au développement que la Suisse a donné à ses forces militaires en personnel et en matériel, ce qui la met en mesure de repousser les tentatives qui seraient faites pour se servir de son territoire dans des vues stratégiques ou politiques, et ce qui doit donner toute garantie, alors qu'elle assure vouloir garder son indépendance, qu'aucune des parties ne pourra user de son territoire au préjudice de l'autre.

Il rendra attentif à la grandeur des sacrifices que sa position européenne peut imposer à la Suisse, en regard d'un état de choses qu'elle n'a point provoqué, ce qui doit être une raison de plus d'entourer son indépendance de toutes les garanties possibles. En conséquence, il n'aura pas de peine à obtenir en faveur du respect de l'indépendance et de la neutralité suisses des déclarations claires et positives.

5. L'Envoyé suisse se fera, en général, un devoir de défendre, d'une manière convenable et suivant ce que les circonstances pourront réclamer, les droits et les intérêts de son pays, dans les sphères officielles et autres; il ne négligera pas les moyens de faire, à l'occasion, connaître et apprécier les institutions de son pays et de lui gagner des sympathies.

6. Eu égard à la situation actuelle, il tâchera de se tenir au courant, pour autant que les circonstances le permettront, des projets ultérieurs des Gouvernements où il est accrédité et il ne manquera pas de communiquer au Conseil fédéral tous les faits de l'ordre politique, administratif ou militaire qui peuvent avoir de l'importance pour la Suisse.

En ce qui concerne les affaires militaires, il recevra des instructions spéciales. (Voir ci-après le § 13).

7. Si, la guerre venant à éclater, la sûreté des Suisses établis en Allemagne lui paraissait menacée, il devra, après s'être préalablement entendu avec ses collègues du Corps diplomatique, prendre, dans l'intérêt de ses concitoyens, les mêmes mesures et réclamer pour eux les mêmes avantages et la même protection que ce sera le cas de la part des Représentants des autres Etats en faveur de leurs nationaux.

8. L'Envoyé suisse devant être plus tard accrédité auprès de l'Autorité fédérale allemande, il devra faire à cet effet les propositions nécessaires au Conseil fédéral, dès que le moment en sera venu.

9. Il est autorisé à correspondre avec ses collègues suisses de Paris, Florence et Vienne, si les affaires le rendent désirable, pour des informations à leur communiquer ou à en recevoir.

10. Pour le surplus et d'une manière générale, le Conseil fédéral s'en remet au tact et au patriotisme de son Envoyé, qui aura à se diriger suivant les circonstances et à demander des instructions particulières, chaque fois qu'il le jugera nécessaire.

II. *Gestion des affaires ordinaires.*

11. Dans la gestion des affaires ordinaires, comme réclamations et communications aux autorités en faveur d'intérêts suisses, notifications d'actes judiciaires ou administratifs, informations à recueillir, rapports à faire au Conseil fédéral, e. a., l'Envoyé s'efforcera d'accomplir promptement son mandat. Il exécutera les instructions reçues à cet effet du Conseil fédéral et agira même sans instructions spéciales lorsqu'il s'agira de protéger et de sauvegarder les droits de citoyens suisses, pour autant que les lois du pays le permettent. Il assistera ses concitoyens de ses conseils et il ne négligera rien pour se rendre utile aux Suisses, en procurant la protection de l'Etat en leur faveur et en appuyant les justes réclamations qu'ils sont dans le cas de former.

Les articles 7, 8, 9, 10 et 11 du Règlement pour les Consuls suisses du 1^{er} mai 1851² sont, sauf pour ce qui se rapporte purement aux affaires commerciales, applicables autant que faire se peut, à l'Envoyé suisse.

12. L'article 15 du Règlement pour les Consuls suisses du 1^{er} mai 1851 est aussi applicable, autant que faire se peut, à la tenue des livres et registres destinés aux affaires officielles de la Légation.

Les articles 22 à 26 du même Règlement, concernant les législations et les articles 28 à 32, concernant les passeports, sont aussi applicables à la sphère d'action de l'Envoyé.

13. Le Conseil fédéral se réserve, après avoir entendu l'Envoyé, d'adjoindre temporairement à la mission, spécialement pour les affaires militaires, un attaché ou un secrétaire et de donner des instructions y relatives.

L'Envoyé est, d'ailleurs, autorisé à placer dans sa Chancellerie le personnel nécessaire à sa charge, sous sa responsabilité et sous sa direction.

14. L'Envoyé ne pourra, sans l'autorisation du Conseil fédéral, s'absenter des

2. Cf. RO II, pp. 285–296.

pays où il est accrédité. Il devra même prévenir le Conseil fédéral chaque fois qu'il aura l'intention de se rendre de sa résidence au siège des autres Gouvernements auprès desquels il est accrédité.

Il devra, en cas d'absence, soumettre, s'il estime un remplacement nécessaire, à l'approbation du Conseil fédéral, le choix d'une personne à qui il remettra, pendant la durée de son absence, la gestion des affaires courantes de la Légation.

15. Il devra, avant de partir pour sa mission, se munir à la Chancellerie fédérale des collections officielles du droit public suisse ancien et nouveau, des recueils des Traités conclus par la Suisse, des instructions diverses délivrées sur les visas de passeports, e.a; ces actes doivent demeurer aux archives de la Légation.

16. Le traitement de l'Envoyé sera réglé par le Département politique tous les 3 mois au chiffre préalablement fixé par le Conseil fédéral. La Chancellerie fédérale lui ouvrira un compte courant pour ses déboursements divers, comme ports de lettres e.a. et pour ses avoirs en Suisse. Il transmettra au Département politique ses comptes de voyage pour se transporter d'une résidence à une autre.

17. Il est autorisé à percevoir les émoluments qui sont fixés dans le tarif révisé du 18 août 1852, pour les Consuls suisses.

III. *Représentation consulaire.*

18. L'Envoyé prendra connaissance du dossier des actes préparatoires sur la Représentation consulaire suisse en Allemagne et il fera au Conseil fédéral un rapport et des propositions sur une distribution rationnelle des Consulats suisses en Allemagne, d'après l'importance des différents pays, la population suisse qui y est fixée et les relations commerciales et industrielles avec ces pays, en tenant juste compte des changements survenus en Allemagne.

IV. *Reprise des négociations commerciales.*

19. L'Envoyé vouera tout son soin à renouer, dès qu'il sera possible, avec l'Allemagne, les négociations pour la conclusion d'un Traité de commerce, le Conseil fédéral se réservant de lui donner des instructions ultérieures dès le moment que les négociations pourront être reprises. Le dossier des actes lui est provisoirement remis.

Ferner sei von der Wahl des Hrn. Heer als schweizerischer Gesandter in Berlin und Süddeutschland Mittheilung zu machen an die schweiz. Konsulate in Hamburg & Bremen. [...] Hiedurch erledigt sich ein Vortrag des Militärdepartements vom 23. v. Mts.³ betreffend den militärischen Attaché.

3. *Non retrouvé.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 mai 1867

2037. Preussische Gesandtschaft, die Neutralität der Schweiz.

Politisches Departement, Vortrag v. 14. diess.

Von der Eröffnung des Präsidiums, welche hier nachfolgt, ist zu den Akten Vormerkung genommen worden.

Der *preussische Gesandte, Hr. von Röder* habe seiner Regierung von den bei Anlass der Übergabe seines Kreditivs in der Audienz¹ mit dem schweizerischen Bundespräsidenten gewechselten Reden Mittheilung gemacht und seither von jener eine Depesche erhalten, welche über die schweizerische *Neutralität* sich folgendermassen vernehmen lasse: «bei einer energischen Aufrechterhaltung der Neutralität werde die Schweiz immer mit Sicherheit auf Preussen zählen können. Wir halten diese Neutralität und überhaupt die gesicherte und unabhängige Existenz der Schweiz für ein wichtiges und bedeutungsvolles Moment der europäischen politischen Verhältnisse und ich bitte Sie, dieser Auffassung in ihrer ganzen Haltung geeigneten Ausdruck zu geben und den Werth, welchen wir auf die Unabhängigkeit und Integrität der Schweiz legen, erkennen zu lassen.»

1. Cf. n° 84.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 mai 1867

2038. Russische Gesandtschaft, die Neutralität der Schweiz.

Politisches Departement, Vortrag v. 13. diess.

Von der nachfolgenden Mittheilung des politischen Departementes ist Vormerkung genommen worden:

Der *russische Gesandte Hr. Ozeroff* fand sich heute beim Präsidium ein. Er begann damit, die volle Befriedigung seiner Regierung über das Ergebniss der Konferenzen auszusprechen. Die Situation sei von derjenigen verschieden, welche vorhanden war, als sie bei der ersten Besprechung¹ mit dem Bundespräsidenten

1. Cf. n° 85.

ten gewesen sei, indem man dannzumal sich in Zweifel befand und sich fragen musste, ob nicht ein furchtbarer Krieg ausbrechen werde. Hr. Ozeroff las dem Bundespräsidenten eine Depesche seiner Regierung vor, in welcher dieselbe die Sprache, welche Hr. Ozeroff am 30. April a.c. geführt und die Versicherungen, die er bezüglich des guten Willens der russischen Regierung hinsichtlich der von ihr respektierten Neutralität der Schweiz gegeben hatte, billige. Wenn die vereinigten Bemühungen der Mächte den Frieden nicht herbeizuführen vermocht hätten, oder wenn die Umstände später sich ändern sollten, so werde Russland seinen Einfluss immer aufbieten zur Vertheidigung der schweiz. Neutralität, welche nicht nur im Interesse des Landes selbst, sondern auch in demjenigen von ganz Europa, dessen Frieden und Gleichgewicht liege. Da die Schweiz den festen Willen habe, ihre Neutralität zu vertheidigen und ihre diessfälligen Pflichten genau zu erfüllen, so erkläre Russland, dass es diese Haltung vollkommen billige usw.

Hr. Ozeroff habe sich nicht für ermächtigt gehalten, eine Abschrift dieser Note zu hinterlassen. Da zudem alle Umstände auf den Frieden abzielen, so ziehe er vor, dasselbe in einem anderen Zeitpunkt zu thun.

Die offene, loyale und sympathische Sprache dieser Note habe beim Bundespräsidenten einen angenehmen Eindruck hinterlassen.

92

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Berlin, 17. May 1867

Ogleich in der That zur Stunde noch jeder Stoff zu amtlichen Mittheilungen aus sofort anzugebenden Gründen mir abgeht, halte ich es dennoch für meine Pflicht, Ihnen wenigstens mit einigen Worten zu sagen, dass ich auf meinem Posten angelangt bin. Vorgestern Mittwoch Abends traf ich in Berlin ein & versäumte nicht, gleich am folgenden Tage, gestern Mittags, dem Ministerpräsidenten & Minister der auswärtigen Angelegenheiten, Hrn. Grafen v. Bismarck, die Copia meines Beglaubigungsschreibens einzusenden, mit der Bitte, mich zu benachrichtigen, wann ich das Original in die Hände des Königs niederlegen könne. Ich fügte bei, dass es mir sehr angenehm wäre, die Antwort persönlich abholen zu können & dabei in einer kurzen Unterredung mir über einige formelle Punkte den Rath des Ministers zu erbitten. Umgehend erhielt ich den Bescheid, dass Graf v. Bismarck mich heute, Freitags Nachmittags 1½ Uhr bei sich erwarte, & ich wollte also diese erste Audienz vorübergehen lassen, bevor ich Ihnen schriebe. Nun aber geht mir in diesem Augenblick — 11½ Uhr Vormittags — ein Billet zu, worin Hr. v. Bismarck «zu seinem Bedauern» erklärt, dass er mich um 1½ Uhr nicht sehen könne & mir verspricht, mir über den Tag des Empfanges nachher Mittheilung machen zu wollen. Die Sache lässt sich also etwas langfädig

an & ich kann nicht verhehlen, dass mir die Absagung der Audienz, bei aller Höflichkeit der eingehaltenen Form, einen unangenehmen Eindruck gemacht hat. Geht es so lange, bis ich nun den Ministerpräsidenten zu Gesicht bekomme, wie lang wird es erst dauern, bis ich den König selbst sprechen kann². Bis ich aber meine Creditive abgegeben habe, existire ich für die diplomatische Welt überhaupt nicht & kann also auch meine Besuche nicht machen. So wenig erheblicher Schaden daraus, bei gegenwärtiger Gestaltung der Verhältnisse, erwachsen wird, so ist es mir doch unangenehm, mehrere Tage auf solche Weise zwischen Himmel & Erde zu hängen.

Sobald ich den Ministerpräsidenten gesprochen habe, werde ich mir die Ehre geben, Ihnen über die Audienz Bericht zu erstatten. Für heute beschränke ich mich auf das Vorstehende & füge nur noch hinzu, dass das Paket, das ich von der Bundeskanzlei erhalten soll, noch nicht eingegangen ist; baldiger Empfang desselben wäre mir um so erwünschter, als auch das Gesandtschafts-Sigill damit einlangen wird.

N.S. Die Audienz hat nun doch stattgehabt & ich erbreche den schon geschlossenen Brief nochmals, um Ihnen von dem Inhalte derselben einige Nachricht zu geben: ich hoffe, Sie verzeihen mir unter solchen Umständen die Unschicklichkeit, die darin liegt, dass nun das Beste und Interessanteste in eine «Nachschrift» zu stehen kommt. Nach 12 Uhr kam die Botschaft, ein am Morgen plötzlich angesagter Conseil sei eben so plötzlich abgesagt worden & Hr. v. Bismarck erwarte mich also um die früher angesetzte Stunde.

Ich ging also hin & wurde nach kurzem Warten vorgelassen. Bismarck trug die Interims-Uniform eines preussischen Generals, in welcher er sich sehr stattlich ausnimmt: er ist ein Mann von wahrhaft athletischer Gestalt, mit grosser Glatze u. dünnem, kurz geschorenem blondem Haar, der Ausdruck seines Gesichtes, auf Abbildungen gewöhnlich streng u. fast grimmig, ist in Wahrheit eher sanft, wie er denn auch im Sprechen einen durchaus sanften, liebenswürdigen, fast möchte ich sagen bescheidenen Ton anschlägt. Dass er aber unter Umständen auch anders aussehen u. auftreten kann, glaube ich wohl. Der Empfang war sehr freundlich u. nach wenigen, einleitenden Worten waren wir mitten in sehr lebhaftem politischem Gespräch. Er sprach sich dabei mit der bekannten, ihm eigenen Offenheit aus, u. ich notire Ihnen die Hauptsachen, obgleich es bei dem sprudelnden Wesen des Ministers nicht leicht ist, den Faden seiner Bemerkungen stetsfort im Gedächtniss festzuhalten. Zunächst sprach er seine Freude darüber aus, dass, wie er höre, die Schweiz entschlossen gewesen wäre, im Falle des Krieges ihre Neutralität ernsthaft u. nach allen Seiten hin aufrecht zu erhalten; Preussen könne nichts Besseres verlangen. Es versteht sich, dass ich hierauf in bündiger u. bestimmter Form diejenigen Gesichtspunkte eröffnete, die mir die Instruktionen¹ des h. Bundesrathes an die Hand geben. Auf meine Bemerkung, dass indessen nun wohl die Kriegsgefahr für längere Zeit vorbei sei, zuckte er die Achseln u. meinte: dass Preussen keinen Krieg wünsche, sei klar; es verlange nichts u. habe im eigenen Hause mehr als genug zu thun; aber die Thatsache, dass die französischen Rüstun-

1. Cf. n° 89.

gen *auch jetzt noch* fort dauern, lasse die Lage immer noch als eine beunruhigende erscheinen. Die Pferdeankäufe nach Frankreich seien nicht sistirt & zwischen Paris u. der Ostgrenze stehe eine unverhältnissmässige Zahl von Truppenkörpern; allerdings seien sie nicht auf Kriegsstärke, aber die Urlauber u. Reservisten könnten mit grösster Raschheit & sehr unvermerkt jeden Augenblick herbeigezogen werden. Unter diesen Umständen & wenn das nicht bald anders werde, sei Preussen genöthigt, auch mit Rüstungen zu beginnen. Denn so wenig es den Krieg suche, so wenig werde es ihm aus dem Wege gehen. Frankreich steht im Grunde doch isolirt da: die allgemeine Lage ist so, dass keine Macht in Europa einen Sieg Frankreichs, der mit völliger Niederwerfung Preussens endigen würde, *ertragen* könnte: von Belgien u. der Schweiz ganz abgesehen, was wäre Oestreich oder Italien, einem so allmächtig gewordenen Frankreich gegenüber? Selbst Russland hat ein sehr entschiedenes Interesse im gleichen Sinn: es kann keine französischen Soldaten in Posen brauchen u. England ist vitaliter interessirt dabei, dass nicht auch die grossen Elemente maritimer Macht, welche die norddeutsche Küste enthält, die französische Seemacht verstärken. Frankreich wird daher zu einem Entscheidungskampfe gegen Preussen schwerlich Alliirte finden: auch Italien, trotz der Ratazzi'schen Velleitäten, knirscht im Grunde in die Zügel, die ihm Frankreich angelegt hat & wird sich wohl hüten, nach Abentheuern auszugehen. «Italien ist eigentlich unser ganz natürlicher Bundesgenosse; denn wir haben die nämlichen Mächte zu fürchten: Frankreich u. Oestreich.» Geht es aber zwischen Frankreich & Preussen *allein* los, so sollte der Sieg nicht zweifelhaft sein. Frankreich kann *jetzt* 280,000 oder — setzen wir runde Zahlen — 300,000 Mann offensiv gegen Deutschland ausrücken lassen; vielleicht in 6 bis 12 Monaten 400,000; mehr haben sie nicht (über Besatzungstruppen & algerische Armee hinaus). Preussen dagegen stellte im J. 1866 bei einer Bevölkerung von 20 Millionen Seelen 650,000 Mann effektiv in's Feld; in Norddeutschland ist jetzt alles auf preussischen Fuss eingerichtet, u. da der Bund 30 Millionen Seelen hat, so könnten 900,000 Mann bloss von ihm geliefert werden; setzen wir aber, da manches noch etwas unfertig ist, bloss 800 M., dazu 100,000 M., die Süddeutschland, anstatt der 300,000, welche es nach der Bevölkerung träfe, jedenfalls in sehr guter Beschaffenheit hinstellen würde, gibt 900,000 M. disponible Truppen. Davon rechne man ab, 200,000 M. für Festungen «u. dgl.» (Observationscorps gegen Oestreich?) u. 100,000 für Deckung der Küste («in 3 Corps, 60,000 an der Ostsee, 30,000 M. an der Nordsee»), so bleiben immerhin 600,000 M. bester Truppen, welche wir der französischen Invasionsarmee entgegenwerfen können. Da nun ohnedem der Angreifer immer der stärkere sein sollte, wenn er Chancen haben will, im fremden, feindlich gestimmten Lande definitiv zu reüssiren, so ist klar, dass wir dem Angriff mit grosser Seelenruhe entgegensehen können. Zu statten kommt uns dabei freilich, *dass unsere Verhältnisse zu Russland uns gestatten, die östliche Grenze vollständig zu degarniren.* (Wörtlich.) Trotz dieser glänzenden Aussichten, fügte der Minister hiezu, suchen wir wahrlich den Krieg nicht; wir sind nach dem letzten Jahr, um mich so auszudrücken, satt u. verlangen nichts weiter. Zudem ist es keine Kleinigkeit, einen Krieg heraufzubeschwören u. wieder etwa 30,000 brave Jungens todt oder zu Krüppeln schiessen zu lassen. Darum freue ich mich des Arrangements wegen Luxemburg: das Ländchen u. auch die Festung hatten freilich an sich wenig Bedeutung. Die Festung wird auf 1,500

Schritte Distanz beherrscht, & da die ganze Stadt nur 2,000 Schritte breit ist, so kann man mit gezogenen Geschützen von den beherrschenden Höhen aus bis in die Kehlen der Verschanzungen auf der entgegengesetzten Seite reichen. Zudem war unser Besitztitel schwach: wäre Holland mit seinen Urkunden früher oder später gekommen und hätte uns gehen heissen, ja ich weiss wahrhaftig nicht, was wir hätten sagen können. Aber als nun Holland unbegreiflicher Weise sich hinter Frankreich stekkte, nahm die ganze Frage einen andern Charakter an: «vor holländischen Papieren hätten wir uns ganz füglich zurückziehen können: vor französischen Kanonen geht das nicht an.» Die Holländer hegten die thörichte Besorgniss, wir wollten sie verschlingen, woran auch kein wahres Wort war; ein Staat wie Holland, der eine grosse Geschichte hinter sich u. sich durchaus ehrenhafte Selbständigkeit gewahrt hat, der zudem von uns nichts wissen will, ist kein Zielpunkt unserer Vergrösserungssucht. Der einzige Gegenstand über den wir mit Holland uneinig sind, sind die Zölle & zur Beseitigung dieses Punktes brauchen wir wahrlich keinen Krieg: wir haben nach dem Meere zu auch noch den Weg durch Belgien & jetzt dazu den im eigenen Lande, über die Ems.

Diess ungefähr der Inhalt der höchst anziehenden Unterredung; ich denke, es ist genug, wenn ich meinen interlocuteur habe sprechen lassen & meine eigenen Zwischenbemerkungen in der Feder behalte, sie würden, gegenüber dem Angebrachten, wenig Interesse in Anspruch zu nehmen im Falle sein.

Nachdem ich fast $\frac{3}{4}$ Std. da gesessen, fand ich es doch am Orte, mich zu empfehlen; Graf Bismarck liess mich aber auch stehend nicht sogleich los: er kam auf den Sonderbundskrieg zu reden: 1847 im September sei er durch Luzern gekommen, gerade als man dort & in Alpnach Schanzen aufgeworfen habe. Es schien mir, er verbinde mit diesen Reminiscenzen einen etwas spöttischen Rückblick auf die damalige schweiz. Armee & ergriff daher die Gelegenheit zu erklären, dass seither sehr vieles geschehen sei, dass die Armee von 1847 mit der heutigen in keiner Weise verglichen werden dürfe. «Es sind freilich nur Milizen, & ich begreife, dass ein kgl. preussischer General von Milizen einen sehr geringen Begriff habe, aber ich hege auch die Überzeugung, dass im gegebenen Fall manches Vorurtheil durch die Thatsachen widerlegt würde.» «Nein, wirklich,» entgegnete Gf. B., «ich habe vor gut geführten Milizen allen Respect; die bayerischen Truppen von 1866 waren gewissermassen auch nur Milizen: sie sind im Jahre nur wenige Wochen präsent u. Offiziere u. Mannschaften sind gar nicht zusammengewachsen, dennoch haben sie sich ganz vortrefflich geschlagen, besser als manche Theile der österreichischen Armee. Es fehlte in Baiern wirklich nichts anderes als die obere Leitung, & die Befähigung der höhern Offiziere.» Ebenso freundlich, wie ich empfangen worden, wurde ich dann endlich entlassen. Wann ich Audienz beim König haben werde, weiss ich noch nicht bestimmt, vielleicht morgen, vielleicht auch erst Montags: der alte Herr hat alle Tage Paraden abzunehmen u. ist also stark beschäftigt.

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Berlin, 19. May 1867

Heute Morgen ist mir Ihre, resp. des h. Bundesrathes Zuschrift vom 15. May¹ richtig zugegangen & ich werde trachten dem darin ertheilten Auftrage, so weit möglich, ohne Zögern Folge zu leisten.

Gestern erhielt ich die Nachricht, dass der König wünsche, mich Nachmittags 4 Uhr zu empfangen & mein Creditiv entgegenzunehmen. Da Graf Bismarck für 2—3 Tage abwesend ist, so wurde ich durch den Unterstaatssecretär v. Thiele & den ersten Ceremonienmeister, Kammerherrn v. Röder (den Bruder des Gesandten in Bern) eingeführt. Ich übergab das Schreiben des h. BR. mit wenigen Worten, worin ich betonte, dass die Schweiz den aufrichtigen Wunsch hege, mit Preussen in freundschaftlichen Beziehungen zu stehen & dass der BR. geglaubt habe, diesem Wunsche keinen entsprechenderen Ausdruck verleihen zu können, als durch die Entsendung eines besondern diplomatischen Agenten nach Berlin. Der König antwortete darauf ebenfalls mit wenigen, sehr freundlichen Worten & sagte u. A., es freue ihn ausserordentlich, dass die Schweiz ihm einen Gesandten schicke; er wolle es nicht verhehlen, dass er schon lange gewünscht habe, die Schweiz möchte in dieser Hinsicht Reciprocität üben. Dann begann eine Conversation über allerlei sehr unschuldige Dinge, & nach etwa 10 Minuten war ich entlassen. Der Empfang war ein durchaus freundlicher u. der alte Herr war über die Massen liebenswürdig & gesprächig. Er sieht für seine 70 Jahre noch merkwürdig frisch & rüstig aus & soll sich auch aus langen Touren zu Pferde gar nichts machen. Nachdem nun die Vorstellung allerhöchsten Ortes vorüber ist, kann ich meine Visiten-Rundfahrt bei den Ministern u. beim diplomatischen Corps antreten u. ich gedenke damit wirklich morgen zu beginnen.

Die erforderlichen formellen Belehrungen, soweit ich solche, nach den Mittheilungen des Generals v. Röder noch bedurfte, hat mir heute dessen Bruder, der schon genannte Ceremonienmeister, ertheilt u. zwar mit einer Freundlichkeit u. Dienstbereitwilligkeit, die mich wirklich zu hohem Danke verpflichtet. Auch er betonte, dass man die Aufstellung eines schw. Gesandtschaftspostens für Berlin hier sehr gut aufgenommen habe, besonders auch Angesichts der vielfachen preussenfeindlichen Ausfälle der schweizerischen, insbesondere der französisch-schweizerischen Presse. Preussen wolle durchaus nichts als gute Nachbarschaft mit der Schweiz halten u. glaube, durch seine bisherige Haltung keinen Anlass zu einer feindseligen Stimmung des schweiz. Volkes gegeben zu haben. Es wäre mir lieb, wenn Sie gelegentlich dem Gesandten v. Röder andeuten wollten, dass ich mit meinem Empfang in Berlin überhaupt sehr zufrieden sei & insbesondere die Gefälligkeit seines Bruders nicht genug zu rühmen wisse.

1. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/75.

Heute Vormittag erhielt ich den Besuch des Hrn. Conrad Hirzel, provisor. schweiz. Consuls in Leipzig. Er beschwerte sich bitter darüber, dass er vom BR. nicht entlassen werde u. keinen Bescheid erhalte, wohin er das Consuls-Archiv hinthun solle. Er könne absolut nicht länger in Leipzig bleiben, als höchstens bis 31. Mai, indem er in London eine Anstellung angenommen habe, die er zu Anfang Juny antreten müsse. Ich versprach ihm, hierüber sofort an Sie zu schreiben & bitte Sie, dem jungen Mann wenigstens dahin zu entsprechen, dass Sie ihm wegen des Archivs Weisung ertheilen. Er sagte, da er mit dem engl. Consul wohl befreundet sei, so könnte er die Schriften — natürlich versiegelt — bei diesem deponiren, was vielleicht das Einfachste wäre. Eventuell, meinte er, würde wohl auch sein Oheim, der Buchhändler Salomon Hirzel, die Sachen bei sich aufnehmen. Da der letztere jedenfalls nicht etwa auf das Consulat aspirirt, so könnte auch zu diesem Auskunftsmittel unbedenklich geschritten werden; aber irgend eine Weisung muss natürlich ungesäumt ertheilt werden.

Die Frage wegen der Consulate in Deutschland überhaupt habe ich noch nicht Zeit gefunden, ernsthaft an die Hand zu nehmen; es soll aber nächstens, sobald ich einmal über die Fluth des Visiten-Gebens u. -Empfangens hinaus bin, geschehen. Was Leipzig speziell angeht, so scheint die Personenfrage grosse Schwierigkeiten zu bereiten; Sal. Hirzel & Buchhändler Weber, wahrscheinlich die geachteten Schweizer in Leipzig, sind als [...] ² & nicht zur Übernahme geneigt; ein Kaufmann Werder (?) v. Zürich, den Hr. Hirzel früher einmal empfahl, befindet sich, wie ich höre, in einer so untergeordneten socialen Lage, das ernstlich kaum von ihm die Rede sein kann; er würde sich auch ohne Besoldung nicht gebrauchen lassen. Hormann, der von Hrn. Philippin Empfohlene, befindet sich das halbe Jahr oder mehr ausserhalb Leipzig auf Geschäftstouren. Ohne die Hauptfrage präjudiciren zu wollen, glaube ich, dürfte es bei solcher Sachlage ganz passend sein, Hrn. Hirzel zu entlassen & einstweilen eine Sedisvacanz eintreten zu lassen; gerade eine solche wird dann am ehesten zeigen, ob die Wiederbesetzung der Stelle als lebhaftes Bedürfniss empfunden wird. Hr. Hirzel glaubte, wenn der diplomatische Posten in Berlin fort dauere, so werde das Consulat in Leipzig eine ziemlich überflüssige Sache werden & ich meines Ortes bin vorläufig geneigt, diese Ansicht für richtig zu halten. Jedenfalls wird eine kurze Vacanz zwischen Jubilate- & Herbstmesse (erste ist so gut als zu Ende) keinerlei erhebliche Nachtheile im Gefolge haben.

Schliesslich noch die Nachricht, dass ich die Sendung der Bundeskanzlei mit bestem Dank empfangen habe; wozu die *zwei* Gesandtschaftssiegel dienen sollen, ist mir nicht ganz klar oder soll das Eine als nasser Stempel dienen? In diesem Falle hätte ich gern gleich auch ein Farbekissen nebst Apparat erhalten. Einen Chiffrir-Apparat vermisste ich auch, obgleich jetzt schwerlich die Zeit zu chiffrirten Depeschen ist.

Nach meiner Rechnung müssen Sie heute (Sonntags) meine Depesche N° 1 von letztem Freitag³ empfangen haben.

2. *Passage omis par J. Heer.*

3. *Du 17 mai 1867. Cf. n° 92.*

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Berlin, 22. May 1867

Indem ich voraussetze, dass mein Brief N^o 2, dd. 19. I. Ms.¹, bereits in Ihren Händen sei, bin ich heute veranlasst, Ihnen schon wieder zu schreiben, da ich gestern Gelegenheit fand, in derjenigen Angelegenheit, welche Sie mit Schrb. v. 15. I. Ms.² mir zur Berücksichtigung empfohlen haben, mit dem Finanzminister v. d. Heydt zu sprechen. Derselbe sagte, dass die preussische Regierung allerdings bereit & geneigt sei, die auf den 17. Juny nächstkünftig nach Paris ausgeschriebene *Münz-Conferenz* zu beschikken, dass aber die Haltung, welche ihr Abgeordneter einzunehmen angewiesen sei, vielleicht manchen Erwartungen, die an sein Erscheinen geknüpft werden, nicht entsprechen dürfte. Zwar habe derselbe keine bestimmten Instructionen, sondern werde sich darauf beschränken, in freier Weise sich an der Diskussion zu betheiligen und im Übrigen anzuhören & zu berichten; aber schon von heute aus könne er mir sagen, dass Preussen durchaus nicht geneigt sei u. niemals geneigt sein werde, das französische System mit seinem doppelten Standard (Gold u. Silber neben einander) zu adoptiren: man halte dieses in Berlin für theoretisch & praktisch fehlerhaft. Preussen habe an sich gar kein Bedürfniss, zu ändern: es befinde sich gut bei seinem System, habe mehr als hinlänglich Silbergeld & trete also in Änderungen nur ein, sofern etwas wirklich gutes & zugleich etwas gewissermassen Universelles könne geschaffen werden; könne man sich über ein System verständigen, dem auch England & Nord-Amerika beitreten, so werde Preussen auch dabei sein, sonst aber schwerlich; jedenfalls sollte man sich keine Hoffnung darauf machen, dass dasselbe einfach der Münzconvention von 1866 sich anschliesse, da es diese nicht als Fortschritt, sondern als eine Verschlechterung seiner jetzigen Münz-Zustände betrachten müsse. Diese Äusserungen wurden in sehr bestimmter Weise abgegeben & es macht mir den Eindruck, dass die Regierung sich in diesem Sinne bereits vollständig schlüssig gemacht hat. Ich hatte keinen Auftrag, den Versuch einer Sinnes-Änderung zu wagen; er würde aber auch kaum etwas gefruchtet haben & in der Hauptsache, — d. h. in der Ansicht, dass ein doppelter Standard eigentlich eine *contradictio in adjecto* sei — stimme ich ohnehin persönlich durchaus — & zwar schon seit Jahren — mit der Auffassung des preuss. Ministers überein. Ich müsste mich also darauf beschränken, von der Eröffnung Notiz zu nehmen u. Ihnen dieselbe einfach mitzuthemen, gewärtigend, ob der h. Bundesrath im Falle sein wird, mir weitere sachbezügliche Aufträge zu ertheilen.

Die gleiche Unterredung benutzte ich dazu, um wegen der Wiederanknüpfung der *Verhandlungen über den Handels- u. Zollvertrag* ein Wort fallen zu lassen: der Minister war aber offenbar über die Vorgänge im J. 1865 (wo er nicht im Amte

1. Cf. n^o 93.

2. *Non reproduite*. Cf. E 1001 (E) q 1/75.

war) gänzlich ununterrichtet, so dass er mich auf eine künftige Besprechung verträgen musste; immerhin bemerkte er, die neue Einrichtung des Zollvereins werde vorausgehen müssen, bevor jene Verhandlungen wieder aufgenommen werden können, u. wenn auch, nach der bevorstehenden definitiven Constituirung des norddeutschen Bundes, die Herstellung der neuen Zollvereins-Verfassung schwerlich auf grosse Schwierigkeiten stossen dürfte, so müsse immerhin ein Zeitraum von einigen Monaten für Lösung aller bezüglichen Fragen in Aussicht genommen werden: lauter Eröffnungen, die ich nicht anders erwartet hatte, wie ich bereits die Ehre hatte, Ihnen in Bern zu bemerken.

Hr. v. d. Heydt war durchaus artig & höflich, aber er machte mir den Eindruck, dass er eigentlich nicht recht gut auf die Schweiz zu sprechen sei; er sagte u. A., er sei letztes Jahr einige Zeit in Ouchy (Beaurivage) gewesen & habe sich zu seinem Befremden überzeugt, dass man in der Schweiz nicht freundlich gegen Preussen gestimmt sei; preussische Zeitungen halte man nicht, sondern nur die «schlechten» süddeutschen Blätter, aus denen die schweiz. Journale ausschliesslich schöpfen; man scheine zu glauben, die Preussen seien steife Zöpfe, die nicht mit der Zeit vorwärts marschiren; es sei recht, dass einmal Jemand nach Berlin komme, um sich an der Quelle vom Gegentheil zu überzeugen & das Preussen, wie es wirklich sei, kennen zu lernen & dgl. m. Ich machte natürlich die erforderlichen Gegenbemerkungen; ob mit wesentlichem Erfolg, bezweifle ich. Was die allgemeinen Welthandel anbelangt, so ist darüber begreiflicher Weise zur Stunde nichts zu melden: die brennende Tagesfrage ist glücklich gelöst & die Hoffnung darf wohl gehegt werden, dass ein deutsch-französischer Krieg für die nächste Zukunft nicht mehr zu befürchten steht. Allerdings wird die Verstimmung zwischen den beiden grossen Nachbarn — trotz des Londoner Friedens & trotz des Königsbesuches in Paris — ohne Zweifel noch lange fortdauern; es ist auch wohl gedenkbar, dass dieselbe früher oder später in einen ernstern Conflict ausgeht; aber für das Jahr 1867 darf man wohl ziemlich unbesorgt sein. Der französ. Botschafter dahier (Benedetti) sagte, als ich ihm meine Aufwartung machte, es sei lächerlich, wenn die Preussen fortwährend über französische Rüstungen schreien: was Frankreich in dieser Beziehung thue (also etwas geschieht doch!), sei nur von dem Wunsche eingegeben, *einigermassen* das Gleichgewicht gegen die preussische Kriegsbereitschaft herzustellen. «La campagne de 1866 était une révélation». Jedermann kannte die preuss. Heeresorganisation, aber Niemand glaubte daran, dass in diesem Staate ein so furchtbares Mass von Kraft, Elasticität & Bereitschaft vorhanden wäre. Nach dieser *révélation* sei es doch gewiss begreiflich, wenn Frankreich die Hände nicht in den Schoss lege.

Ist nun die Kriegsfrage — wenigstens für einmal & wahrscheinlich für längere Zeit — zur Ruhe eingegangen & ist auf der andern Seite für Monate hinaus an die Unterhandlungen wegen des Handelsvertrages nicht zu denken, so bleibt für die hiesige Legation in der That sehr wenig oder so gut wie kein Stoff zur Entfaltung einer Thätigkeit übrig. Zudem ist die ganze Diplomatie, die höhere Beamtenwelt & der Hof am Einpakken oder schon verweist.[...]³

3. Dans la seconde partie de son rapport, J. Heer informe le Conseil fédéral de la remise prévue de ses lettres de créance aux Cours d'Allemagne du Sud et termine avec le problème des Consulats suisses en Allemagne.

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Berlin, 28. May 1867

Ich bin im Besitze Ihrer zwei Missiven vom 22., sowie derjenigen vom 24. May¹ u. hoffe, dass Sie inzwischen auch in den Besitz meiner Dep. N° 3 (v. 22.)² gekommen sein werden. Von Leipzig habe ich zur Stunde noch nichts erhalten. Veranlassung zum heutigen Schreiben bietet mir eine lange Unterredung, welche ich gestern mit den Geh. Rath v. Philippsborn, Director im ausw. Ministerium hatte. Dieser Mann hat das ganze Handels- u. Zollwesen, insoweit es zu Berührungen mit dem Auslande führt, unter seiner Direction & er, nebst einem Rathe des Handelsamtes (Delbrück) war es, der s. Zt. die ganze weitschichtige Verhandlung in Betreff des franz.-deutschen Handelsvertrages & was sich daran anknüpfte, geführt hat. Er war mir als sehr bedeutend geschildert worden u. den Eindruck, den ich gestern empfangen, stimmt damit ganz überein. Ich wollte von ihm einmal etwas Genaueres erfahren, einmal über die Gründe, welche Preussen veranlasst hätten, s. Zt. dem Entwurf eines Handelsvertrags mit der Schweiz die Genehmigung zu versagen, sodann über das Stadium, in welchem sich die Reconstruction des Zollv. befände, bez. Weise über die Gesichtspunkte, welche die kgl. Regierung dabei als massgebend betrachte. Hr. v. Philippsborn gab mir in allen diesen Beziehungen ganz offenen Aufschluss, & da ich voraussetze, dass es Sie interessieren werde, zu erfahren, wie diese Dinge z. Z. liegen, so nehme ich mir die Freiheit, Ihnen das Wesentliche mitzutheilen. Nur muss ich bemerken, dass Hr. v. Ph. ausdrücklich seine Mittheilungen als durchaus *vertrauliche* bezeichnet & dass ich daher verlangen muss, dass auch in Bern dieser Character respectirt werde. Was zunächst den Schweiz. Handelsvertrag anbelangt, so erklärte Ph., dass Preussen in der That nur einzelne kleine Ausstellungen zu machen hatte (in Betreff des Zollsatzes auf Kirschwasser, Absynthe, grünen Käse), dass aber die Erwartung in Berlin vorgewaltet habe, die Süddeutschen Regierungen werden noch im Herbst 1865, nach Kenntnissnahme der Monita der verschiedenen Regierungen des Zollv., die Verhandlungen mit der Schweiz wieder eröffnen u. — bei der Unbedeutendheit der Divergenzen — rasch zu Ende bringen. Er zeigte mir das Concept eines Schreibens an den Württemberg. Gesandten v. Linden aus dem October 1865, worin wirklich diese Erwartung ausdrücklich ausgesprochen war. Ich gestehe, dass mir, nach dieser Mittheilung, die Haltung der süddeutschen Regierungen, die bekanntlich seit July 1865 offiziell gar nichts mehr von sich hören liessen, ganz räthselhaft erscheint. Jedenfalls aber dürfte angenommen werden, dass, wenn jetzt früher oder später die Unterhandlungen wieder aufgenommen werden, grosse u. ernsthafte Schwierigkeiten sich nicht ergeben werden. Was nun die

1. *Non reproduites.* Cf. E 1001 (E) q 1/75.

2. Cf. n° 94.

Reconstruction des Zollvereins anbelangt, so wird diese Frage unmittelbar an die Hand genommen werden & voraussichtlich noch im Laufe des kommenden Monats Juny eine Conferenz v. Abgeordneten sämmtlicher Zollvereinsregierungen hier in Berlin zusammentreten. Die Stellung der süddeutschen Staaten wird dabei eine sehr einfache, aber wenig erfreuliche sein: Preussen wird in Namen des norddeutschen Bundes, der bekanntlich nun, seiner Verfassung gemäss, ein Zollgebiet bildet, seine Propositionen machen u. sich lediglich auf den Standpunkt stellen: *c'est à prendre ou à laisser*. In vorderster Linie steht dabei — ich möchte sagen selbstverständlich — das Postulat, dass hiefort im Z.V.³ das liberum Veto der einzelnen Staaten wegfallt u. dass ein Organ geschaffen werde, dessen *durch Mehrheit* gefasste Beschlüsse massgebend seien für alle einzelnen Glieder des Verbandes. Wie ich durch vertrauliche Besprechungen mit den Vertretern der süddeutschen Staaten erfahren habe, sind Baden, Hessen & ohne Zweifel auch Württemberg bereit, diese Consequenz der neuen Verhältnisse ohne Weiteres anzunehmen, dagegen wird Bayern Schwierigkeiten machen: man kann sich dort, wie es scheint, durchaus noch nicht in die Lage schicken, nicht mehr ein selbstständiges «Reich» zu sein. Ob Bayern es deshalb zu einer Sprengung des Zollvereins wird kommen lassen, steht dahin; ich glaube es nicht, aber zäh werden sie sicherlich sein. Preussen scheint indessen durchaus entschlossen, keine lange Zögerung zuzulassen; es will binnen kurzer Frist wissen, ob auf 1. Jan. 1868 der Z.V.³ auf neuer Basis wieder hergestellt oder aber definitiv aufgelöst ist.

Was nun die Modalität anbelangt, die Preussen für die neue Verfassung des Vereins in Aussicht nimmt, so ist es nach Hrn. v. Ph.'s *höchstvertraulicher* Mittheilung einfach diese: die süddeutschen Staaten hätten dem Bundesrathe & eben so dem Reichstage des Norddeutschen Bundes für diejenigen Fragen, welche das Zollwesen beschlagen, eine, ihrer Bevölkerung entsprechende Zahl von Vertretern ad hoc hinzuzufügen; sie hätten also eine Anzahl von Zoll-Bundesräthen u. von Zoll-Parlamentariern zu ernennen, die weiter nichts zu thun hätten, als alle Jahre, wenn bezügliche Geschäfte in den bezügl. Körperschaften des Norddeutschen Bundes zur Verhandlung kämen, nach Berlin zu gehen u. sich an denselben zu betheiligen. Ein besonderes — *neben* dem Norddeutschen Reichstage bestehendes — Zollparlament wird Preussen *nicht* zugeben; die Süddeutschen werden sich also gefallen lassen müssen, als Appendix im norddeutschen BR. u. Parlament zu erscheinen, oder aber auf den Zollverein zu verzichten. Ich glaube, dass diese Modalität noch grosse Schwierigkeiten hervorrufen wird, wahrscheinlich auch bei Württemberg, das sonst in neuester Zeit sich ziemlich entgegenkommend gezeigt hat. Ob neben den Zollangelegenheiten auch noch andere Dinge bei den Conferenzen zur Sprache kommen werden, ob der Versuch gemacht wird, gewissermassen einen *weiteren Bund* zu gründen, der für gewisse Materien ein *staatliches* Ganzes aus Nord- u. Süddeutschland herstellte, vermag ich nicht zu beurtheilen; wahrscheinlich wird man, um der grossen Schwierigkeiten willen für einmal bei den Zollsachen stehen bleiben u. es der *Zeit* überlassen, an diese nächste Basis weiter für andere Materien anzuknüpfen. Bemühend ist die Wahrnehmung, wie unter den Süddeutschen selbst jede Übereinstimmung der Ansichten

3. Zollverein.

mangelt, ja wie misstrauisch & feindselig sie sich gegenüberstehen. Baden & Hessen träten wohl am liebsten nude crude dem norddeutschen Bunde bei: sie haben Glauben & Vertrauen auf eine selbständige, staatliche Existenz verloren u. dafür ernten sie nun geradezu die Verachtung der grössern Schikksalsgenossen; der württemberg. Gesandte sagte mir dieser Tage: mit den Badensern könne doch ein honeter Mensch nicht mehr gehen; die liegen ja permanent auf den Knien u. flehen Preussen an: um Himmels willen, so friss uns doch! Baiern steift sich auf seine 5 Millionen Seelen & will möglichst wenig Concessionen machen; der Fürst Hohenlohe — übrigens ein nicht sehr bedeutender & in den Geschäften wenig bewandeter Mann — habe eine äusserst schwere Stellung, den Ultramontanen & einer mächtigen Hofparthei gegenüber, & darf also wahrscheinlich kaum wagen, Dasjenige durchzuführen, was er vielleicht im Innern wünschen mag. Württemberg hält eine Mitte zwischen seinen Nachbarn, von der mir nur scheinen will, sie sei zu wenig von klaren u. bestimmt ausgeprägten politischen Gedanken getragen. Diesen schwankenden u. widerspruchsvollen Dispositionen Süddeutschlands gegenüber scheint Preussen eine sehr reservirte & abwartende Stellung einzunehmen; Bismarck hat letzter Tage zu einem süddeutschen Diplomaten gesagt: wenn ein deutscher Staat komme und sich dem Nordbunde zugesellen wolle, so dürfe man natürlich nicht wohl Nein sagen; aber zur Zeit *wünsche* er nicht, dass es geschehe. Ich begreife diese Sprache; denn im Nordbunde selber ist es für einmal noch eine sehr schwere Aufgabe, die Dinge zu festem Halt zu bringen & einen innern Kitt von nachhaltiger Kraft herzustellen. Gf. Bismarck zeigt überhaupt, wie mir scheint, in seinem Wesen die Vereinigung zweier Eigenschaften, die sonst selten bei einander sind: grosse Kühnheit in der Conception und ausserordentliche Vorsicht bei der Durchführung seiner Ideen. Es interessirte mich, gestern von Philippsborn zu hören, dass Bismarck ein leidenschaftlicher Verehrer Shakespeares sei: seine Mussestunden gehören fast ausschliesslich der Lectüre dieses Dichters; Anderes lese er äusserst wenig.

Sehr unangenehm berührte mich ein Telegramm v. Bern, 22. May, das sich in No. 143 der Allg. Ztg. fand u. worin gesagt war, der König hätte mir bei der Audienz v. 18. May, die «bestimmte Zusicherung» ertheilt, man werde die Neutralität der Schweiz respectiren. Man musste natürlich hier glauben, ich hätte das nach Bern geschrieben, & um nicht Zweifel an meiner Wahrhaftigkeit hier aufkommen zu lassen, schickte ich eine kurze berichtigende Notiz an die Redaction ein, die — zu meinem Befremden — in der gestern hier ankommenden Nummer noch nicht stand; wahrscheinlich erscheint sie nun in der Montags-Nummer. Ich hoffe, Sie werden diese Reklamation — die ich mir selber schuldig zu sein glaubte — nicht missbilligen. Ich bemerke übrigens, dass ich in meinen Briefen mich immer so offen über Alles, was ich höre & erfahre, ausspreche, weil ich das Vertrauen hege, dass ich *lediglich* an den Bundesrath schreibe & dass also von meinen Mittheilungen nur ein ganz discreter Gebrauch gemacht werde⁴. Könnte ich nicht

4. *Note en marge de C. Fornerod*: «Approuver la rectification qu'il a faite dans la *Gazette d'Augsbourg* et le prier de vouloir bien, à l'avenir, réserver à des lettres confidentielles distinctes de la dépêche officielle proprement dite, toutes les communications qu'il estimera ne pas devoir devenir publiques, afin que dans chaque cas particulier il puisse être pourvu au nécessaire.» *Approuvée par le PVCF du 3 juin 1867*. Cf. E 1004 1/69, 2527.

mit voller Sicherheit darauf zählen, so versteht es sich von selbst, dass ich mir eine Zurückhaltung auferlegen müsste, die — wie ich glaube — dem öffentlichen Dienste nicht förderlich wäre.

[...]⁵

5. *La dernière partie du rapport concerne une affaire de passeports.*

96

E 1004 1/69

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 29 mai 1867

2249. Konferenz i. S. des Handelsvertrages zwischen der Schweiz u. Österreich.

Mit Zuschrift vom 26.¹ diess berichtet der *Geschäftsträger in Wien*, dass die erste Konferenz zum Abschluss eines *Handels- und Zollvertrages zwischen Österreich und der Schweiz* am 25. diess stattgefunden habe. Die Vollmacht zum Abschluss dieses Vertrages laute zwar auf den Minister Beust, wegen seiner überhäuftten Geschäfte seien jedoch an seiner Stelle der Sektionschef des Handelsministeriums Hr. von Pretis und der Ministerialrath von Gagern erschienen. In dieser 1. Konferenz sei denselben der ausgearbeitete Entwurf des Vertrages mit den nöthigen Erläuterungen vorgelegt worden. In Bezug auf die diesseits gewünschten Erleichterungen des Gränzverkehrs müssen die österreichischen Delegirten erst Erkündigungen an Ort und Stelle einholen. Hr. v. Pretis habe nicht verhehlt, dass diese Erleichterungen des Markt- und Veredlungsverkehrs sehr wenig Aussicht auf Erfolg haben, da sich die Vorarlberger Handelskammer mit aller Macht gegen solche Konzessionen sträube und sich entschieden gegen einen Vertrag mit der Schweiz ausgesprochen habe, während diejenige von Innsbruk sich günstig darüber äusserte. Die heftigsten Gegner gegen diesen Vertrag, sowie auch gegen die Rheinkorrektion seien die in Vorarlberg niedergelassenen Schweizer.

1. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 235.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Berlin, 12. Juny 1867

Indem ich mich auf mein Ergebenes vom 7. I. Mts.¹ beziehe, habe ich Ihnen den Empfang der bundesräthl. Zuschrift v. 7. Juny² nebst Beilagen zu bescheinigen. Ich ermangelte nicht, mit Note vom heutigen Tag die Einladung zum thierärztl. Congress in Zürich dem hiesigen Ministerium zu überreichen, ihm dabei den Wunsch ausdrückend, es möchte auch die preussische Regierung die wichtige u. in gegenwärtigen Zeiten besonders bedeutsame Versammlung beschikken.

Der Grund meines heutigen Schreibens liegt in einer längern Unterredung mit dem Stellvertreter des abwesenden Grafen Bismarck, dem Unterstaatssekretär v. Thile, aus welcher ich soeben nach Hause komme & deren Gegenstand ein ziemlich unangenehmes Geschäft bildete. Herr v. Thile liess mich gestern Abend bitten, mich heute im Ministerium einzufinden u. ich folgte dieser Einladung, welche dann damit entschuldigt wurde, dass der Unterstaatssekretär gewünscht habe, bei der Besprechung auch den betreffenden vortragenden Rath — Geh. Rath König — zugegen zu haben. Wie aus den Eröffnungen der beiden Herren hervorgeht, ist in fernen ostasiatischen Gewässern zwischen Preussen u. der Schweiz eine Art Kriegszustand eingetreten u. es ist sehr wohl möglich, dass zur Stunde dort bereits Gewaltsamkeiten vorgekommen sind, welche im beidseitigen Interesse höchlich zu bedauern wären. Die Sache beschlägt, wie Sie sofort errathen haben werden, die alte Geschichte betreffs das der Schweiz geschenkte Grundstück bei Yokohama. Leider ist mir, was in dieser Sache bis jetzt vorgegangen ist, nur sehr obenhin bekannt u. ich konnte daher in der heutigen Unterredung so ziemlich nur den stummen Zuhörer spielen. Die hiesige Darstellung geht dahin, Dr. Lindau habe als preussischer Vertreter das, angeblich *ihm* geschenkte Grundstück beim preussischen Consulat einschreiben lassen u. es sei hiedurch die preussische Consularjurisdiction für den über das rechtmässige Eigenthum an dem fragl. Grundstücke ausgebrochenen Rechtsstreit begründet worden. Allerdings scheine der Bundesrath hierüber abweichende Ansichten zu hegen: allein die Frage sei um so mehr wenigstens als eine schwebende u. unausgetragene zu betrachten, als eine einlässliche Depesche der hiesigen Regierung aus dem December des vorigen Jahres zur Stunde vom B.R. noch nicht beantwortet sei. Bei dieser Lage der Dinge habe es daher hier ausserordentlich überraschen müssen, vor einigen Tagen von dem preussischen Vertreter in Japan die Nachricht zu erhalten, dass der Schweiz. Generalconsul Brennwald, ohne die Austragung der Vorfrage über die Competenz abzuwarten, *via facti* vorgegangen, die Zäune des fragl. Grundstückes niedergelassen u. die Schweiz. Flagge auf demselben aufge-

1. *Non retrouvé.*

2. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/75.

pflanzt habe. Der preussische Vertreter habe hierauf beschlossen, Gewalt mit Gewalt abzutreiben u. sofort das in Shanghai stationirte preuss. Kriegsschiff Vineta nach Yokohama kommen lassen in der unzweifelhaften Absicht, sofern gütliche Vorstellung nicht fruchte, *durch preussische Seesoldaten die schweizerische Flagge wegschaffen*, vielleicht durch die preussische ersetzen zu lassen. Was nun seither wirklich geschehen ist, weiss man nicht; immerhin ist damit ein Conflict geschaffen, der einen sehr unangenehmen Character hat u. wo es nur mit beidseitigem gutem Willen möglich sein wird, ohne Schaden für irgend einen Theil herauszukommen. Hr. von Thile sagt mir, dass preussischer Seits, wie übrigens begreiflich, auf die *Materie* des Streites gar kein Werth gelegt werde u. dass man geneigt sei, zur Austragung des Falles in freundlichster Weise Hand zu bieten; dass sie dagegen ein Vorgehen, wie dasjenige des Hrn. Brennwald, schon deshalb nicht hinnehmen könnte, weil dadurch ihre Autorität bei den japanesischen Behörden in bedenklicher Weise compromittirt würde. Übrigens wird in diesen Tagen eine neue Note durch Hr. v. Röder beim Bundesrath eingehen u. ich denke mir, es wird dieselbe in einem Tone gehalten sein, welcher eine weitere, ruhige u. freundliche Erörterung nicht erschwert. Mir persönlich aber muss es, da nun einmal der Gegenstand auch direct mit mir besprochen wurde, ausserordentlich erwünscht sein, denjenigen Standpunkt genau zu kennen, auf welchen der h. Bundesrath sich gestellt hat & ferner hin zu stellen gedenkt; namentlich auch wie Hochderselbe das thatsächliche Vorgehen des Generalconsuls Brennwald — wenn nämlich die Sache sich so verhält, wie sie hier dargestellt wird — beurtheilt. Ich möchte Sie daher dringend bitten, *mir mit der thunlichsten Beförderung* sachbezügliche Mittheilungen zugehen zu lassen & Instructionen zu ertheilen.

Heute Morgen hatte ich den Besuch des schweiz. Consuls in Hamburg, Herr Mercier, der sehr wünschte, dass man ihm einen Viceconsul bestimmte: der frühere Viceconsul (Hr. Ruch Sohn) ist von Hamburg weggegangen u. soll auch formell beim h. B. R. seine Entlassung eingereicht haben. Seither hat ihn thatsächlich in Behinderungsfällen sein Bruder, Hr. Charles Mercier, vertreten; derselbe wohnt zwar in Berlin, aber da er Associé des Bruders ist, muss er, wenn derselbe krank oder abwesend ist, jedenfalls nach Hamburg gehen. Ich habe den jungen Mann hier kennen gelernt u. glaube, ihn ganz guten Gewissens empfehlen zu dürfen. Ich bin so frei, denselben auch für die Zeit meiner Abwesenheit von Berlin als Besorger der laufenden Gesandtschaftsgeschäfte vorzuschlagen: ich habe vorläufig mit ihm gesprochen u. er wäre bereit, mir diesen Dienst zu leisten.

Indem ich meine Bitte wiederhole, in Betreff des japanesischen Geschäftes mir *sobald als möglich* Bescheid ertheilen zu wollen, ergreife ich etc.

*Proposition du Vice-président de la Confédération, J. Dubs,
au Conseil fédéral*

Bern, 18. Juni 1867

Hr. Minister d'Ozeroff erschien diesen Morgen beim Präsidenten u. theilte mit 1. dass S.M. der Kaiser von Russland, den er auftragsgemäss in Stuttgart begrüsst, ihm befohlen habe, dem Bundesrathe für seine Theilnahme bei dem Attentate noch seinen besondern Dank auszusprechen. Er habe die Gelegenheit ergriffen, dem Kaiser von der Begnadigung eines Bongard¹ von Freiburg, der sr. Zeit in Warschau verurtheilt worden, zu sprechen u. der Kaiser habe einen günstigen Entscheid hoffen lassen, ihn beauftragend, ihm das Nähere über den Fall mitzutheilen. Hr. d'Ozeroff erklärte, dass er die günstige Stimmung des Kaisers benutzen wolle, um auch die übrigen Schweizer, welche etwa noch verurtheilt worden sein möchten, zur Begnadigung zu empfehlen. Er ersuche, ihm durch die B. Kanzlei die Namen derjenigen mittheilen zu wollen, für welche sich der Bundesrath früher verwendet habe. Der Unterzeichnete verdankte die wohlwollende Gesinnung & versprach Lieferung des Materials.

2. Hr. Ozeroff ergriff dann die Gelegenheit, um sich über die Wirkung des Attentats auszusprechen. Der Kaiser wäre geneigt gewesen, Polen Conzessionen zu machen; jetzt sei diess der öffentl. Meinung Russlands gegenüber ganz unmöglich geworden. Er beklagte sich sodann über das Treiben der Polen in Zürich, wo eine förmliche Organisation bestehe, wie sie doch sonst in keinem Lande geduldet werden, auch nicht einmal in England. Mieroslawski sei nun auch in Zürich. Die dortigen Polen haben sich in eine aristokratische u. eine demokrat. Parthei gespalten u. befehden sich so, dass einer in Folge von Misshandlungen seiner Landsleute im Spital liege. Sie befassen sich mit Verfertigung falscher Assignaten; es sei ein Depot in Zürich und eines in Neuenburg. Sie haben ihren früheren Buchdrucker (Hiller) gewechselt, da sie mit ihm uneins geworden. Hiller sei bei dem Diebstahl der Noten der Warschauer Bank betheiligt gewesen. Ohne ein bestimmtes Verlangen zu stellen, glaubte Hr. Ozeroff doch, es sollte gegen dieses Treiben in Zürich eingeschritten werden.

Schliesslich bemerkte Hr. Ozeroff, dass die Zusammenkunft der Monarchen in Paris zu einer Annäherung geführt habe und dass dabei die Frage etwelcher gemeinschaftlicher Entwaffnung besprochen und günstig aufgenommen worden sei.

1. *Edouard Bongard avait été condamné à 12 ans de détention en Sibérie. Cf. E 2/2376.*

ANNEXE

Proposition du Président de la Confédération, C. Fornerod, au Conseil fédéral

Confidentiel:

Berne, 19 juin 1867

1° A la Chancellerie pour rechercher toutes les précédentes demandes de grâce & les remettre au Département politique.

2° Au Département de Justice & Police pour proposition en ce qui concerne les Polonais.²

2. Cf. séance du Conseil fédéral du 19 juin 1867, E 1004 1/69 2606.

99

E 2200 Berlin 1/1

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer

L

Bern, 19. Juni 1867

In Ihrer Depesche vom 12. I. Mts.¹ geben Sie uns Kenntniss von einer Unterredung, die Sie mit dem H. Unterstaatssekretär von Thile gehabt und worin der Konflikt besprochen worden sei, welcher seit längerer Zeit zwischen dem gewesenen Konsul Dr. Lindau und unserm jezigen Generalkonsul Brennwald in Yokohama besteht und bei dem es sich darum handelt, ob das im Jahre 1865 von der japanesischen Regierung unserm Konsul abgetretene Land zu *Konsulatszwecken* oder als *Eigenthum* des Hrn. Lindau abgetreten worden sei.

Um Ihnen die in dieser Angelegenheit wünschenswerthen Aufschlüsse so schnell als möglich zu geben, erlauben wir uns, einen Bericht hier anzuschliessen², welchen das Handelsdepartement uns eben heute erstattet hat, & welchem, sowie den darin angeführten abschriftlich beiliegenden Beilagen Sie die Thatsachen entnehmen wollen, deren Sie zu Ihrer Orientirung über diesen Gegenstand, so weit er bis jezt uns selbst bekannt ist, bedürfen möchten.

Eine Erwiderung an die Königliche Regierung wird erfolgen so bald die in Aussicht gestellte Note hierher gelangt sein wird.

*Confidentiel*³:

P.S. M. de Röder a reçu la note qu'il doit nous remettre: elle est très vive; elle demande satisfaction pour le procédé de Brennwald et le rétablissement du *status ab ante*. M. de Röder ne veut pas encore remettre la note en question et s'attend de voir si l'on ne lui donnera pas de Berlin de nouvelles instructions, à la suite de nos communications verbales, parce que les MM. de Berlin sont décidément présents

1. Cf. n° 97.

2. Du 18 juin 1867, non reproduit.

3. Remarques manuscrites du Président de la Confédération, C. Fornerod.

et mal informés. Les procédés de Brennwald sont assurément injustifiables, mais, d'un autre côté, on donne à cette affaire trop d'importance à Berlin et nous ne pourrions accepter la juridiction du Consul prussien pour un immeuble suisse. Au reste, l'affaire est peu claire et a été malheureusement menée par le Départ. du Commerce et Péages, dès l'origine.

M. de Röder vous engage à aller directement chez M. de Bismarck lui parler de cette affaire; il espère qu'il l'envisagera d'un point de vue plus élevé et plus impartial.

100

E 1001 (E) q 1/75

*Le Président de la Confédération, C. Fornerod,
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda*

Copie

L

Berne, 21 Juin 1867

Nous avons examiné attentivement le mémoire de la maison Suisse *Lequin et Yersin* à Turin et à Fleurier, ainsi que les autres documents qu'accompagnait votre dépêche du 14 courant¹ et la question de la convenance et de l'opportunité de l'érection d'un Consulat Suisse à Tunis.

Après avoir pris connaissance d'un rapport y relatif² de notre Département du Commerce et des Péages et considérant qu'un Traité international existe aussi peu entre la Suisse et Tunis qu'entre la Suisse et la Turquie, et que tous les motifs qui s'opposent à la création de Consulats en Turquie sont aussi pleinement valides en ce qui concerne Tunis.

Considérant, en outre, que l'exercice de la juridiction qui incombe aux Consuls dans ces Etats serait une impossibilité matérielle pour les titulaires vu le manque d'une législation unitaire suisse, la protection d'une grande Puissance maritime étant sans doute la plus propre pour sauvegarder les intérêts de nos compatriotes dans ces parages et appuyer leurs désirs avec l'énergie nécessaire.

Quant aux événements politiques mis en perspective, soit l'annexion de l'Etat de Tunis par la France et l'Italie, nous croyons que, malgré cela, l'on doit ajourner l'érection du Consulat, car si l'annexion a effectivement lieu, les difficultés existantes vis-à-vis de la Turquie et des Etats ses vassaux tomberont d'elles-mêmes et une demande du Conseil fédéral tant à la France qu'à l'Italie pour l'établissement d'un Consulat Suisse à Tunis sera favorablement accueillie. Par ces considérations, nous avons écarté la demande des pétitionnaires.

1. Non reproduite. Cf. E 2/1493.

2. Du 20 juin 1867, non reproduit. Cf. E 2/1493.

E 27/11852

Le Colonel L. Tronchin au Président de la Confédération, C. Fornerod

R

Lavigny-près-Aubonne, 30 juin 1867

Au mois de Décembre 1866, devant me rendre pour affaires particulières en Prusse, je voulais profiter de mon séjour probable de quelques semaines en Allemagne, pour visiter, dans un but militaire, divers établissements militaires et étudier l'organisation de l'armée Prussienne. Vous voulûtes bien à ma demande pour en faciliter mon désir, me remettre un Passe-port Fédéral Officiel, et une recommandation auprès de Son Excellence le Ministre de la guerre de Roon. Le Département militaire fédéral me chargea en même temps d'étudier quelques points spéciaux, de quelque intérêt pour notre armée fédérale.

J'ai l'honneur de vous transmettre dans le présent rapport les notes que j'ai pu recueillir dans mon court séjour à l'étranger.

Parti à la fin Décembre 1866, j'ai passé le mois de Janvier et une partie de Février de cette année à Berlin. A mon arrivée, je me présentai chez le Ministre de la guerre de Roon, dont je reçus le plus aimable accueil et qui voulut bien par circulaire de Cabinet au Commandant général de Berlin et ordre du jour aux troupes de la garde, me donner libre entrée auprès du 2^e Régiment de la Garde à pied, du Bataillon de Tirailleurs et du 1^{er} Régiment de Dragons de la Garde, ainsi que dans l'Intendance de ce corps d'armée.

Je fus de même annoncé officiellement dans les Bureaux et Inspection de l'artillerie, du génie, de l'Etat-Major Général et auprès de l'Inspecteur des Instituts et Ecoles militaires. L'entrée de ces divers Etablissements, de l'école de tir de Spandau, de la fonderie de canons me fut ainsi facilitée.

Je me présentai de suite en uniforme auprès du Commandant en chef de la garde, le Prince de Wurtemberg, du Général de Waldersee, Gouverneur de Berlin, du Général de Alvensleben, Commandant de place, ainsi qu'aux divers Commandeurs de Régiments sus-désignés, et aux Chefs de Corps du Génie et de l'Artillerie.

Je me présentai de même avec une lettre particulière chez son Excellence, le Général de Moltke, Chef d'Etat-Major Général de l'armée.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Conseiller fédéral, pour témoigner de la manière aimable et prévenante avec laquelle j'ai été reçu partout en Prusse, eu égard à ma position d'Officier étranger et aux règles strictes qui existent à cet égard dans l'armée Prussienne.

L'accueil que je reçus auprès de S. M. le Roi, de LL. AA. R. le Prince Royal, et le Prince Frédéric-Charles, auprès duquel je crus bien faire de me présenter, ne peut qu'être flatteur pour notre uniforme Suisse.

Je profite de cette occasion pour vous remercier des recommandations que vous avez bien voulu mettre à ma disposition pour mon voyage, et qui l'ont facilité.

J'espère que les quelques notes ci-jointes¹ que j'ai pu recueillir et qui compléte-

1. Non reproduites, 397 p.

ront, sous de certains points de vue, les rapports² si intéressants et si bien étudiés du Colonel Stadler et du Major de Perrot, pourront être de quelque intérêt au Dépôt de la guerre fédéral.

Je prends la liberté de joindre un certain nombre de volumes et brochures militaires, relatifs à l'armée Prussienne dont je fais hommage à la bibliothèque du Dépôt de la guerre fédéral.

2. *Non reproduits. Cf. E 27/11851.*

102

E 1001 (E) q 1/76

Le Conseil fédéral au Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi

Copie
L

Bern, 1. Juli 1867

Wir haben nunmehr die Ehre, Ihnen von demjenigen Berichte¹ eine Abschrift zukommen zu lassen, welcher uns über die Gränzanstände zwischen der Schweiz und Österreich erstattet worden ist.

Gestützt auf diesen Rapport ertheilen wir Ihnen nachstehende Instruktionen.

a. In Beziehung auf die angeblichen Gränzanstände gegen Ischgl und Galtür.

Nach Prüfung der hier waltenden Verhältnisse und vorhandenen Akten, habe der Bundesrath nicht zu der Ansicht gelangen können, dass auf diesem Punkte wirklich ein Gränzstand vorhanden sei, wie diess in dem Promemoria des K. K. Ministeriums vom 21. April 1858 schein angenommen zu werden. Vielmehr dürfte durch die Festhaltung des bisherigen status quo jedem Staate dasjenige zu Theil werden, was derselbe nach Herkommen u. Urkunde ansprechen könne. Sollte aber das kaiserl. Ministerium bei der früher geäußerten Ansicht stehen bleiben wollen, dass auch auf diesem Punkte die Gränze der Bereinigung bedürfte, so müsste um nähern Aufschluss darüber gebeten werden, in wie fern hier nach jenseitigem Dafürhalten wirklich ein Anstand vorläge.

b. In Beziehung auf den Gränzstreit bei Finstermünz.

Der Bundesrath bedaure, hier auch den Mittelvorschlag vom Jahre 1861 nicht annehmen zu können, da er auf der Innlinie von Martinsbruk hinweg bis Alt-Finstermünz seinerseits beharren müsse und zwar gestützt auf diejenigen Gründe, welche in den Konferenzverhandlungen von 1859² und seither wiederholt durch Notenwechsel ausführlich entwickelt worden seien.

Der Bundesrath halte an dem Anerbieten fest, demzufolge das Gebiet des Schalken- oder Schergenhofes von der schweizerischen Landeshoheit ausgenommen und als eine österreichische Enclave behandelt werden sollte. Wenn dieser

1. *Du 18 juin 1867. Cf. E 2/1839.*

2. *Cf. E 2/1838.*

Vorschlag desswegen Bedenken erregen würde, weil nach demselben, wie das Promemoria vom 12. Juni 1861³ erklärt, die Strassenstrecke von der Finstermünzbrücke bis zum Lehnstriche sammt der halben Innbrücke und dem Thurme auf schweizerisches Gebiet fielen, so sei der Bundesrath bereit, auch diese Gegenstände von der schweizer. Landeshoheit auszunehmen und vollkommen wie das Gebiet des Schergenhofes zu behandeln. Er glaube auf eine günstige Beurtheilung dieses Antrages um so mehr rechnen zu dürfen, wenn das kaiserl. Ministerium in Erwägung ziehen wolle, dass vom Graubündner-Bundestag ein fast wörtlich gleicher Vorschlag im Jahre 1600 gemacht und von dem österreichischen Landvogt zu Kastels im Jahre 1604 auch angenommen worden sei, während das Nichtzustandekommen dieser Vereinbarung lediglich dem Umstande zugeschrieben werden müsse, dass Graubünden die österreichische Ratifikation des sogenannten Malser-Vergleiches vom Jahre 1592 mit diesem Gränzstreite in Verbindung gebracht und die Ausgleichung dieses letztern von dem Eintreten der erwähnten Ratifikation abhängig gemacht habe.

Sollte die K. K. Regierung sich zu einer Verständigung auf den hierseitigen Grundlagen bereit finden lassen, so müsste der Bundesrath nach den herwärtigen verfassungsmässigen Verhältnissen sich jedenfalls für einen daherigen Vertrag die Genehmigung der Bundesversammlung vorbehalten.

Wir haben diesen Instruktionen, welche das natürliche Ergebniss der im Berichte entwickelten Thatsachen sind, nur wenige Bemerkungen beizufügen, die sich auf Nachstehendes reduzieren.

1. Es wird in diesem neuesten Berichte wiederholt Bezug genommen auf die Berichterstattung unserer Gränzkommissarien vom Jahre 1859. Dieser letztere Bericht ist Ihrem Vorgänger Hrn. Steiger, soweit der Gränzanstand von Finstermünz in Frage steht, abschriftlich mitgetheilt worden. Sie werden ihn daher im Gesandtschaftsarchive vorfinden.

2. Einen Situationsplan, in welchem unsere und die österreichischen Ansprüche eingezeichnet sind, sollen Sie in den nächsten Tagen erhalten. Der Vorstand des eidgenössischen topographischen Büreaus, welchem diese, eine grosse Aufmerksamkeit erheischende Arbeit übertragen ist, war durch vielfache dienstliche Abwesenheiten verhindert, dem daherigen Auftrage bis anhin Folge zu geben.⁴

3. Die Schlussbemerkung im Berichte, worin davon die Rede ist, dass zur Erledigung der Anstände die Schweiz beziehungsweise Graubünden einen Theil der Kosten für die Strasse von Martinsbruk nach Hochfinstermünz übernehmen sollte, wollen Sie vorderhand lediglich als die individuelle Ansicht des Referenten und keineswegs als die Anschauung des Bundesrathes betrachten, da diese Behörde sich über jene Anregung noch in keiner Weise ausgesprochen hat. Jene Stelle ist also mehr nur eine hingeworfene Meinung, welche auch Sie näher erwägen mögen, wovon Sie aber gegenüber dem kais. Ministerium keinen Gebrauch machen wollen.

Der angedeutete Ausweg hat immerhin 2 Seiten. Es wird sich nämlich fragen, einmal, ob Graubünden sich zu einem solchen finanziellen Opfer herbeilassen

3. Cf. E 2/1838.

4. Cf. E 2/1838 *et carte annexée*, p. 720.

wolle und sodann, ob das Anerbieten eines Beitrages an die Strassenbaukosten Österreich nicht eher verlesen müsste und wir daher unserm Zwecke mehr schaden als nützen würden.

Sollten Sie in der einen oder andern Richtung noch weiterer Aufschlüsse bedürfen, so sind wir natürlich gerne bereit, sie Ihnen nach Möglichkeit zu gewähren.

Bereits jetzt schon hielten wir es aber für angemessen, die Urkunden, auf welche unser Bericht sich fusst, hier zurückzubehalten, weil es immerhin sein Bedenkliches hat, derlei Aktenstücke in die Ferne aushinzugeben. Auch werden wir derselben vielleicht später bedürfen, um an der Hand derselben die Entgegnungen Österreichs prüfen zu können.

103

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Wien, 1. Juli 1867

Ich beehre mich Ihnen beiliegend die *vorläufige* Antwort¹, die Baron Beust im Reichsrathe auf die Interpellationen von Schindler u. Genossen bezüglich des Abschliessens von Handelsverträgen gegeben hat, mitzuthemen. Sie werden aus derselben ersehen, dass Baron Beust das Recht, Verträge abzuschliessen, als ein unbeschränktes Recht der Krone betrachtet und in kurzer Frist weitere, wie er hofft, befriedigende Aufklärungen verspricht.

Durch Handschreiben vom 23. Juni, dass aber erst gestern publicirt wurde, hat S. M. der Kaiser den Baron Beust unter Belassung in seinem Amte als Minister des kais. Hauses und des Äusseren zum *Reichskanzler* ernannt; den Minister des Innern Graf Taaffe zum Stellvertreter des Präsidenten im Ministerrathe, den Ritter von Hye (bekannt durch seine Betheiligung an den Anfängen der Revolution von 1848 und damals Prof. der Rechte an der Wiener Hochschule) zum Justizminister und interimistischen Leiter des Ministeriums für Cultus und Unterricht, während der bisherige Justizminister Ritter von Komers seiner Stelle enthoben wurde.

Nach den in den jüngst verflossenen Tagen eingelaufenen Telegrammen vom k. k. österreich. Geschäftsträger in Mexico an die K. K. Legation in Waschingon, scheint es keinem Zweifel mehr zu unterliegen, dass der Erzherzog Maximilian den 19. Juni Vormittags um 9 Uhr erschossen wurde.

Morgen werde ich die Ehre haben, Ihnen Copie eines soeben erhaltenen Promemoria² des k. k. Ministeriums des Äusseren als Antwort auf mein Promemoria von 16. Juni³ bezüglich der Finstermünzstrasse, zu übersenden.

1. *Non reproduite*. Cf. E 13 (B) 235.

2. *Du 29 juin 1867. Non reproduit*. Cf. E 2200 Vienne 1/48.

3. *Non reproduit*. Cf. E 2200 Vienne 1/48.

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Confidentiell

Wien, 17. Juli 1867

Ich habe die Instructionen¹ bezüglich der Finstermünzangelegenheit zwei Tage nach dem mir übersandten Bericht des Herrn Referenten über diesen Gegenstand erhalten, aber schon nach einer genauern Prüfung jenes Berichtes, so wie der Conferenzverhandlungen von 1859² musste ich zu einem Resultate gelangen, das vollkommen mit den mir ertheilten Instructionen übereinstimmt. Ich habe daher auch in einem längeren Promemoria an das k. k. Ministerium des Äusseren vorzüglich betont, dass die Schweiz mit ihren Ansprüchen sich vollkommen auf dem Rechtsboden bewege und solange an denselben unverbrüchlich festhalten werde, als sie nicht österreichischerseits entkräftet werden. Die militärischen Gründe, die, wie es scheine, Österreich vorzüglich an dem Festhalten seiner Präentionen bewegen, können von der Schweiz um so weniger gelten gelassen werden, als eben auch militärische Gründe ihr auf das strengste gebiethen, ihrer eigenen Sicherheit wegen nicht über ihre Vorschläge von September 1859 hinaus zu gehen; je kleiner ein Staat sei, desto dringender verlange es die Wahrung seiner Existenz, dass er unter allen Verhältnissen an seinem guten Recht festhalte.

Am Schlusse meines Promemoria bemerke ich noch, die Schweiz habe die langandauernden Gränzstreitigkeiten mit Österreich in der Lombardie, nachdem dieselbe in den Besitz Italiens gekommen war, binnen kurzem befriedigend gelöst, ebenso sei der bedenkliche Grenzanstand mit Frankreich im Dappenthale zu beiderseitiger Zufriedenheit entschieden worden; ihre Gränzen seien nun bis auf die Finstermünzfrage allseitig bereinigt; die Schweiz habe sich in allen diesen Fragen stets gegen alle ihre Nachbarn loyal und bis an die Gränze der Möglichkeit nachgiebig gezeigt, wenn sie aber in der Finstermünzfrage den Vorschlag der kais. Regierung vom Jahre 1861³ abzuweisen sich genöthigt sehe, so geschehe es nur, weil es ihre Pflicht sei, an ihrem alten guten Rechte festzuhalten, aber durchaus nicht aus Mangel an freundnachbarlichem Entgegenkommen, was die Kais. Regierung bei neuer Prüfung der ganzen Angelegenheit hoffentlich auch erkennen und die schweiz. Propositionen von September 1859 acceptiren werde.

Dem Situationsplane sehe ich mit Verlangen entgegen.

Die Proposition, dass möglicherweise der Canton Graubünden sich am Strassenbaue betheiligen würde, habe ich nicht berührt. Solche Vorschläge sind so kitzlicher Natur, dass man das Terrain sehr genau sondiren muss, bevor man sie

1. Cf. n^o 102.

2. Cf. n^o 102, note 2.

3. Cf. n^o 102, note 3.

macht, da sie sehr leicht Empfindlichkeit erregen und dann das Gegentheil von dem, was man bezwecken will, bewirken.

Wie Ihnen bekannt ist, hat die preussische Regierung die von der France zuerst veröffentlichte Depesche des Baron Werther, die er über seine Eindrücke in Pesth an Graf Bismark geschrieben haben soll, förmlich dementirt; Baron Werther hat das nämliche hier gethan. Man hält trotzdem in hiesigen Regierungskreisen die Depesche für durchaus echt, hat ihr aber von Anfang an gar keine Bedeutung beigelegt und desshalb hat Baron Beust nach ihrem Erscheinen auch gar keinen Schritt gethan, um ihre Echtheit zu constatiren. Es ist ja eine allbekannte Thatsache, dass die Regierungen die Existenz von Actenstücken, deren indiscrete Veröffentlichung ihnen Unannehmlichkeiten bereiten könnte, einfach in Abrede stellen und dadurch jede weitere Discussion gegenstandlos machen.

Wie ich aus sicherer Quelle erfahre, hat der Erzherzog Maximilian nach seiner Gefangennahme sowohl an seine Mutter als an seinen Bruder den Kaiser Franz Joseph geschrieben und unverholen die Überzeugung ausgesprochen, dass er erschossen werde. Den Kaiser hat er gebeten, das Möglichste zu thun, dass seine Leiche von Juarez ausgeliefert und, wenn diess geschehe, in Lacroma beerdigt werde. Vice Admiral Tegethoff ist auch in Folge dieser Bitte nach Mexico abgereist.

105

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Confidentiel

Wien, 17. Juli 1867

Ich habe so eben mit dem Hr. Reichskanzler Baron Beust, dem es in jüngster Zeit die Sitzungen des Reichsrathes und der reichsräthlichen Ausschüsse, denen er sehr häufig beizuwohnen genöthigt ist, unmöglich machten, die Mitglieder des diplomatischen Corps in den sonst für dasselbe bestimmten Stunden zu empfangen, eine Unterredung gehabt, in der ich vorzüglich folgende Punkte berührte:

1. *Den Handelsvertrag.* Auf meine Anfrage, ob von Seite der kais. Regierung ein Hinderniss dagegen obwalte, dass die Conferenzen über den Handelsvertrag, trotzdem die Principienfrage, ob Handelsverträge als gemeinsame Angelegenheiten zu betrachten seien, oder ob sie dem Reichsrathe und dem ungarischen Landtage zur Ratification vorgelegt werden sollen, noch nicht entschieden sei, ihren Fortgang nehmen, meinte der Hr. Reichskanzler, die Verhandlungen könnten als Vorarbeiten immer hin fortgesetzt werden, vorausgesetzt, dass man sich gegenseitig vor der Hand noch keine bindenden Zusagen mache. Die Unterhandlungen mit dem Zollvereine habe er gänzlich sistirt, da dieselben schon über das

Stadium der Vorarbeiten hinaus seien und es sich nur um bestimmte gegenseitige Zusicherungen handle. Auf meine fernere Frage, bis zu welchem Zeitpunkte ungefähr diese Principienfrage entschieden sein werde, erwiederte mir Baron Beust, dass diess wohl erst im Spätherbste der Fall sein könne, da die beiderseitigen Delegationen, welche einberufen werden «pour couronner l'édifice», darüber zu entscheiden haben werden.

2. *Die Finstermünzangelegenheit.* Ich zeigte dem Hr. Reichskanzler an, dass ich morgen dem Ministerium des Äusseren ein längeres Promemoria¹ über diese Frage übersenden werde, und setzt ihm so klar und gedrängt als möglich die ganze Angelegenheit auseinander, indem ich sie dringendst seiner Aufmerksamkeit empfahl. Baron Beust gestand mir unverhohlen, dass er bisher noch durchaus keine Kenntniss von dieser Frage gehabt habe, dass er sie aber jedenfalls ernstlich in Betracht ziehen werde. Nach diesem Geständniss konnte ich nicht umhin, die Bemerkung fallen zu lassen, dass doch die Note, die wider alles Erwarten die Gränzfrage von den Strassenbauangelegenheiten bei Martinsbruk abhängig gemacht und die nicht verfehlt habe, auf den Bundesrath einen etwas peinlichen Eindruck zu machen, doch von S. Ex. eigenhändig unterzeichnet sei. Baron Beust bemerkte darauf, es sei ihm eben nicht möglich, alle Schriftstücke, die ihm zum Unterzeichnen vorgelegt werden, zu lesen. Ich erwiederte darauf, dass ich gerade deshalb den Gegenstand mündlich in Anregung gebracht habe, damit sich S. Ex. Bericht darüber erstatten lasse, und das mögliche thue, damit eine Angelegenheit, die sich jezt in das hundertste Jahr hinausziehe, endlich einmal einer befriedigenden Lösung entgegengeführt werde. Baron Beust versprach mir dann wiederholt, dass er sich ernstlich damit beschäftigen werde.

3. *Die Rhein correction.* Da mir der Hr. Reichskanzler, wie Tags vorher der Hr. Ministerialrath von Gagern, sagte, dass bisher weder Bericht noch Protocolle über die Constanzerconferenz vom Statthalter von Tirol eingelaufen seien, so beschränkte ich mich darauf, S. Ex. auf die Intriguen der Voralberger Cotterie, denen die kais. Regierung doch unmöglich Rechnung tragen könne, aufmerksam zu machen.

Ich weiss ganz verlässlich, dass Baron Seiffertitz, der Voralberger Reichsrath-Abgeordnete, alles aufgeboten hat, um den vom Reichsrathe niedergesetzten «volkswirtschaftlichen Ausschuss» von 21 auf 36 Mitglieder zu vermehren und es schliesslich durchgesetzt hat, selbst in diesen Ausschuss gewählt zu werden. Er beabsichtigt, dann gelegentlich die Rhein correction (resp. den Fussacherdurchstich) in dem Ausschusse als ein gemeinschädliches Unternehmen darzustellen und womöglich seiner Ansicht bei dem Ausschusse und im Reichsrathe Geltung zu verschaffen. Da ich mit einigen Mitgliedern dieses Ausschusses näher bekannt bin, so wird es dann meine Aufgabe sein, sie von der wahren Sachlage zu unterrichten, wozu mir ein gewichtiges Material zu Gebote steht, und wenigstens in dem Ausschusse selbst auf diese Weise eine Opposition gegen Seiffertitz hervorzurufen, denn sonst wird der Ansicht des Voralberger-Abgeordneten über diese an der äussersten Reichsgränze sich abspinnende und deshalb wenig gekannte Angelegenheit, eine unberechtigt grosse Bedeutung zugeschrieben und die Frage im Schosse des Ausschusses natürlich nur einseitig behandelt.

1. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Vienne 1/48.

Die Äusserungen des Herrn N. R. Staempfli im Nationalrathe über die Monroe-doctrin² sind in hiesigen Regierungskreisen vielfach bemerkt und commentirt worden; auch die Wiener Journalistik hat sich ihrer bemächtigt, fast alle hiesigen Zeitungen haben sie mehr oder minder ausführlich wiedergegeben.

2. *Le 10 juillet 1867, l'ancien Conseiller fédéral J. Stämpfli avait déclaré au Conseil National: «Er glaubt nämlich, Nordamerika sei jetzt an der Grenze der Monroe-Politik angekommen und vielleicht im Begriff, darüber hinauszuschreiten und vorerst wenigstens zur See seine neue Weltmachtstellung anzutreten.» (NZZ du 15 juillet 1867).*

106

E 20/80

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

R

Confidentiel

Wien, 18. Juli 1867

Gestern Abends liess mir Hr. Ministerialrath Ritter von Passetti sagen, dass er sehr bedaure mich jezt noch nicht besuchen zu können, um mir Mittheilungen über die Constanzerconferenz zu machen; er sei jezt noch von den Vorarlberger Agitatoren und ihren Agenten so überwacht, dass er es vorziehe, mir seinen Besuch erst dann abzustatten, wenn er den ausführlichen Bericht über seine Mission dem Ministerium übergeben habe.

Nach den mir durch die Mittelsperson gewordenen Mittheilungen ist Hr. v. Passetti überzeugt, dass das Fussacherproject durchdringen werde. Oberbaurath Kink soll sich bei der Conferenz geradezu lächerlich gemacht haben, mit Hartnäckigkeit an seinem Projecte festgehalten, aber auf das meritorische der verschiedenen Pläne gar nicht eingetreten sein; seine ganze Haltung sei der Art gewesen, dass Jedermann habe erkennen können, dass er nur für das von den Vorarlbergerfabrikanten erhaltene Geld Opposition mache. Hr. v. Passetti kann seinen Bericht erst dann abgeben, wenn der Bericht von der Statthalterei in Innsbruck eingelaufen sein wird, da er ein Superarbitrium über denselben abzustatten hat.

Er glaubt, dass das Referat des Statthaltereirathes, der den Vorsitz bei den Conferenzen hatte, ganz unpartheiisch, also dem Fussacherdurchstiche günstig ausfallen werde; er selbst steht fest, mit allen ihm zu Gebote stehenden Mitteln dafür ein.

Hr. v. Passetti will dem Hr. Reichskanzler geradezu den Vorschlag machen, er solle die drei Hauptagitatoren, nämlich Gysi, dessen Schwiegersohn Baron Seifertitz und Jenni und Schindler einzeln kommen lassen und sie fragen, was sie verlangen, um von ihrer Opposition abzustehen, und die ausgesprochene Forderung ihnen gleich auszubezahlen lassen, dann werde sich in Vorarlberg kaum noch eine ernstliche Stimme gegen den Fussacherdurchstich erheben.

Ich finde dieses Mittel gefährlich und, obgleich diesen Herren gegenüber vielleicht das wirksamste, doch immerhin unmoralisch. Ich bin auch überzeugt, dass Baron Beust auf den Vorschlag nicht eingehen wird, denn wenn er einmal ganz au fait der Motive ist, die diese Leute zur Opposition bewegen, so soll er auch andere Mittel und Wege finden, um dieselbe unschädlich zu machen. Hr. von Passetti macht durchaus keinen Hehl daraus, dass nur der äusserst lucrative Schmuggel der wahre Grund der hartnäckigen Gegnerschaft dieser Fabrikanten ist und er erzählt unverholen und offen folgendes: er habe in Vorarlberg *festgestellt*, dass das Haus Jenni und Schindler bei einem so grossartigen Schleichhandel betroffen wurde, dass es eine Strafe von 56 000 Fl. hätte bezahlen müssen; einer der Herren dieses Hauses sei dann nach Wien gereist und hier «um 10 000 Fl. leichter» geworden (wörtliche Ausdrücke des Herrn v. Passetti) und bald darauf sei aus dem Finanzministerium ein Erlass an das betreffende Zollamt nach Vorarlberg abgeschickt worden, in welchem erklärt wurde, die Anklage gegen das Haus beruhe auf einem Irrthum und die Strafe betrage nur einige um fünfzig Gulden!

Wenn Herr v. Passetti von dieser Thatsache, wie es seine Pflicht ist, richtigen Gebrauch macht, so kann es der Regierung ja ein Leichtes sein, die Vorarlberger Cotterie zu sprengen und unschädlich zu machen.

Ich ersuche Sie diese Mittheilungen vorerst als *confidentiel* zu betrachten. Ich werde die ganze Angelegenheit scharf im Auge behalten und bei passender Gelegenheit im Interesse des Fussacherprojectes, von dem hier Mitgetheilten vorsichtig Gebrauch machen.

107

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

RP

Vertraulich

Stuttgart, 20. Juli 1867

Indem ich mich auf meine kurze Depesche Nr. 10 (v. München 11. July)¹, beziehe, habe ich die Ehre, Ihnen zu melden, dass ich bis zum Ende der vorigen Woche in München blieb, um meine offiziellen & durch die Schicklichkeit gebotenen Besuche (bei dem Prinzen Otto, als dem einzigen anwesenden Mitglied des kgl. Hauses, sowie bei den Ministern & Gesandten) abzustatten od. wenigstens den Versuch dazu zu machen; denn wie Berlin, ist auch München um diese Zeit des Jahres beinahe verlassen & wer irgend kann, hat sich bereits in eine Sommerfrische oder ins Bad zurückgezogen. Am Montag reiste ich ab & zwar, da ich den König von Württemberg noch für einige Tage abwesend wusste, nach Carlsruhe; zwar war ich auch von dorthier durch den Minister v. Freydorff in Kenntniss

1. *Non reproduite.*

gesetzt worden, dass ich den Grossherzog (der nach St. Moritz gegangen ist) nicht treffen würde; allein ich hielt es für schicklich, wenigstens die Minister in Carlsruhe zu begrüßen, da die besonders freundschaftlichen Verhältnisse der Schweiz zu Baden eine solche Aufmerksamkeit wohl rechtfertigen. Ich wurde denn auch ungemein herzlich empfangen & ich konnte wohl sehen, dass mein Erscheinen, trotz der Abwesenheit des Fürsten, sehr angenehm berührte. Hr. von Freydorff theilte mir mit, dass vor etwa 8 Tagen in Form eines Protokolls die Abolition des bekannten Militär-Artikels in dem Vertrage zwischen Baden & der Schweiz über die Basel—Constanzer Linie vereinbart worden sei, & wunderte sich sehr, als ich ihm erklären musste, dass ich, obgleich als Gesandter in Deutschland accredirt, hievon nicht einmal in Kenntniss gesetzt sei; ich belehrte ihn aber, dass eben die Schweiz in jeder Richtung ein durchaus eigenartiges Land sei. Mit dem gegenwärtigen Präsidenten des Ministerrathes, Mathy, habe ich eine lange & sehr interessante Unterredung. Er bekennt sich ganz offen zu der Ansicht, dass die Zeit der kleinen Monarchien vorüber sei u. dass es für die Fürsten dieser Staaten das Beste sein werde, mit Gelegenheit sich zurückzuziehen u. ein schönes Privatleben als grosse Gutsbesitzer, vielleicht als deutsche Peers zu führen. Der Grossherzog sei durch die Ereignisse des letzten Jahres sehr erschüttert worden & habe die Lust am selbstthätigen Eingreifen in die Staatsgeschäfte verloren; er lasse jetzt so ziemlich die Minister machen. Merkwürdig war nur, dass Mathy ein Fürsprecher der Tabak-Regie ist u. sich, trotz aller Einwendungen der Theorie, zu der Meinung bekennt, wenn man Geld brauche, so sei der Tabak das beste Mittel, um es zu schaffen; besteuere man Salz, Bier & Mehl, so sei kein Grund vorhanden, den Tabak nicht auch mitzunehmen. Aber wenn man das wolle, so sei das einzig rationelle & durchgreifende Verfahren die Einführung der Regie: jedes andere bringe schwierige Complicationen in der Erhebungsart u. werde wenig Geld herbeschaffen, während das Geschrei dasselbe sein würde, wie bei einer *ganzen* Massregel. Bei der Regie würde man, mit Hülfe der guten, intelligenten & ehrlichen Administration, die im ausserösterreichischen Deutschland herrsche, mit Leichtigkeit 1 G. pro Kopf ausschlagen; das wäre dann eine gewaltige Finanzquelle, die nachher kein Staat mehr entbehren könne, & so wäre ein neues, unzerreissbares Band, neben dem Zollverein, geschaffen, das ein Auseinanderfallen des neuen deutschen Bundesstaates unmöglich machte. Die Tabaksbauern würden sich gut dabei befinden, weil sie anstatt der Händler, welche sie jetzt ausbeuten, nur mit dem reellsten Käufer, mit dem Staate, zu schaffen hätten. Die Fabrikanten müsste man natürlich entschädigen; das würde voraussichtlich nur durch Contrahierung einer Bundesschuld möglich & auch diese würde wieder ein politisches Band darstellen. Es ist das nun freilich eine Anschauungsweise, die manche Einwendungen zulässt; aber originell ist sie immerhin; Mathy hat auch in Berlin (wo er jüngst zu den Conferenzen in Zollsachen war) den Eindruck erhalten, dass eigentlich alle Regierungen die Regie gerne hätten, aber sie wagen nicht recht, damit hervorzutreten. Was die allgemeinen politischen Verhältnisse Deutschlands anbelangt, so ist die gegenwärtige Regierung Badens zu jedem Opfer an die Gemeinsamkeit bereit & eigentlich ungeduldig, so bald möglich in ein engeres Verhältniss zum Nordbunde zu gelangen. Mathy bestätigt aber, was ich Ihnen schon früher aus anderer Quelle gemeldet, dass Preussen gar nicht drängt, sondern im Gegentheil zurückhält. In Betreff Württembergs bemerkte er spöttisch,

man habe den König in Paris sehr schön «enguirlandirt» & er zweifle gar nicht daran, dass die Zeitungs-Notiz wahr sei, wonach derselbe gesagt haben soll, die Zoll-Einigung sei die letzte Concession, die er den Preussen gemacht habe. «Als ob das eine Concession an Preussen wäre, was alle Einsichtigen, die den Zollver-ein entwickelungs- u. lebensfähig sehen wollen, seit mehr als einem Jahrzehnd für unerlässlich gehalten u. erstrebt haben!» Varnbüler werde dem König den Kopf aber schon wieder zurechtsetzen; er habe einen unbedingten Einfluss auf ihn & wandle jetzt ganz energisch in den neuen Bahnen, wozu wohl beitragen möge, dass er eine gewisse junkerhafte Wahlverwandtschaft mit Gf. Bismarck in sich verspüre. Mathy kam auch auf die thurgauische Seethalbahn zu sprechen, deren Geschichte er in alles Detail hinein kennt, da die Sache in sein Ressort gehört. Er sagte: die Schweiz müsse sich keine Hoffnung darauf machen, dass Baden in Betreff des Anschlusses einer Stein-Singener Bahn sich zu bestimmten Vertragsverpflichtungen herbeiliesse; man habe sich zu einer Subvention der Strecke Constanz—Romanshorn entschlossen, lediglich der Stadt Constanz zu liebe, aber im vollen Bewusstsein, dabei ein schlechtes Geschäft zu machen & reelle Opfer zu bringen. Der Anschluss in Singen für eine Bahn nach Stein habe gegenwärtig gar keine actuelle Bedeutung; kein Mensch bewerbe sich um diese Bahn & es sei sehr unwahrscheinlich, dass jemals die Concession werde verlangt werden; über blosse künftige *Möglichkeiten* schliessen aber die Staaten keine Verträge, sondern über vorliegende Verhältnisse; komme einmal eine Gesellschaft & wolle v. Singen nach Stein bauen, so werde man mit ihr reden & ich glaube sogar, man werde leicht mit ihr einig werden. Jetzt aber sei die Zeit nicht dazu vorhanden & Baden habe überhaupt in der ganzen Angelegenheit nicht mit der Schweiz als Staat, sondern lediglich mit dem Seethalbahn-Comité zu thun. Es machte mir den Eindruck, dass diese Auffassungsweise, mag sie nun ganz begründet sein oder nicht, bei der badischen Regierung durchaus feststeht; beharrt man also schweizerischer Seits auf der Ansicht, die dem neulichen Ständerathsbeschluss² zu Grunde zu liegen scheint, dass nämlich die Concession für Constanz—Romanshorn nur zu ertheilen sei, wenn die Möglichkeit einer Abzweigung Singen—Stein vorher vertragsmässig gesichert sei, so wird der Schluss-Effekt der sein, dass die Seethalbahn überhaupt nicht zu Stande kommt & man wird dann eine sofort mögliche Realität einer höchst unwahrscheinlichen, zukünftigen Möglichkeit zum Opfer gebracht haben. Hoffentlich wird indessen die Angelegenheit durch directe Verständigung zwischen Thurgau und NOB eine anderweitige Regelung finden. Auch die *Alpenbahn* wurde in unserem Gespräche berührt. Mathy sagte mir, es werde zur Stunde für den Lukmanier wieder eifrig gearbeitet, allein die Sache werde wohl in der nächsten Zukunft keine Siebenmeilenstiefel-Schritte machen; Italien sei von internen Fragen zu sehr in Anspruch genommen & finanziell zerrüttet; auch habe seine Stellung durch die Erwerbung von Venetien sich erheblich verändert, für seine Verkehrs-Interessen sei durch Mont-Cenis u. Brenner eigentlich ausreichend gesorgt & es bleibe für die dritte Linie (durch die Schweiz) nur noch ein *politisches* Interesse: Italien habe zwei *böse* Nachbarn — Oesterreich u. Frankreich — u. mit diesen sei es durch Brenner & Mont-Cenis

2. Du 12 juillet 1867, cf. E 1001 (D) d 1/36, 141.

verbunden, mit den einzigen *guten* — Schweiz & Deutschland — würde es dagegen durch die schweiz. Alpenbahn in Verbindung treten.

Eingehend wurde dann noch eine Materie besprochen, über die ich nun besonders eintreten muss, weil ich nicht bloß die Ansicht Mathys, sondern die ganze Lage der Sache darlegen möchte: es sind dies die Verhältnisse des *deutsch-österreichischen Postvereins*. Durch die Centralisation des Postwesens in Norddeutschland, wie sie durch die neue Bundesverfassung eingeleitet u. durch die Übernahme der Thurn- & Thaxischen Post Seitens Preussens seit 1. July bereits zur Thatsache geworden ist, haben sich die *faktischen* Grundlagen des genannten Vereins allerdings erheblich verändert & es ist daher ganz begreiflich, dass Preussen die Initiative ergriff, um den Vereins-Vertrag, diesen neuen Verhältnissen gemäss, umzugestalten. Bekanntlich wurden zu diesem Behufe auf den 8. July Conferenz-Abgeordnete aus allen Vereinsstaaten nach Berlin eingeladen; dann aber der Termin nach Bayerns & Oesterreichs Wunsche auf Anfang August hinausgerückt. Was soll nun das Ergebniss der bevorstehenden Conferenzen sein & namentlich: auf was geht dabei Preussen aus? Es sind offenbar in Hauptsache *zwei* Möglichkeiten gegeben, entweder man behält im Wesen den bisherigen Zustand bei & bringt im Verträge nur diejenigen, an sich wenig bedeutenden Modificationen an, welche durch die neue Lage der Dinge erfordert werden; oder aber: man lässt den bisherigen Vertrag fallen & bildet, unter selbstverständlichem Ausschluss Oesterreichs, einen deutschen Postbund mit preussischer Suprematie & gemeinschaftlicher Kasse, ähnlich wie der neue (reconstruirte) Zollverein. In Berlin, wo ich mich mehrmals zu orientiren suchte, versicherte man mich, Preussens Absicht sei, nur den bisherigen Verein «etwas *besser* zu gestalten», aber ohne ihn dem Wesen nach *umzugestalten*; doch waren einzelne Äusserungen, die gemacht wurden, doch geeignet, den Eindruck zu machen, dass man sich vorstelle, die Sache werde darauf hinauslaufen, dass schliesslich Preussen, als einzige repräsentirende Macht des Postbundes, mit dem Ausland nach allen Seiten hin zu verhandeln hätte, während im jetzigen Verein alle Verträge mit dem Ausland nur von den limitrophen Vereinsstaaten zu Händen des gesammten Vereins, abgeschlossen werden. Ich verliess also Berlin, ohne über die wirklichen Intentionen der preuss. Regierung ins Klare gekommen zu sein. So unangenehm mir dies war, weil ich wusste, dass unser Tit. Postdepartement in Sachen orientirt zu sein wünschte, so tröste ich mich nun mehr doch damit, dass die süddeutschen Regierungen, die doch directer interessirt & auch weit eher in der Lage sind, als ich, in Berlin geradezu bestimmte Anfragen zu stellen, die zudem in wenigen Tagen die Berliner Conferenzen beschikken sollen — gerade so viel, d. h. gerade so wenig wissen & gerade so sehr auf Muthmassungen angewiesen sind, als ich. In München, wo ich den Gegenstand einlässlich mit dem Generaldirector der bayer. Verkehrs-Anstalten Hrn. v. Brück besprach, war man der Ansicht, man gehe in Berlin allerdings auf einen Postbund mit preussischer Spitze u. centralisirter Postkasse («deren Schlüssel natürlich die Preussen in den Taschen hätten») aus & man werde wohl auch dieses Ziel, wenn man es ernstlich verfolge, erreichen: Dank der Unentschlossenheit, Muthlosigkeit u. Zwiespältigkeit der Süddeutschen, denen man nicht verfehlen werde, auch materiell bange zu machen. Hr. v. Brück verhehlte seinen Unmuth darüber nicht, gedachte mit Schmerz der schönen Zeiten vor 1851, wo die Mittelstaaten Alles, was sie wollten, erreichten, indem sie den

Preussen sagten, wenn sie nicht zustimmen, so werde man mit Österreich allein abschliessen, & hinwieder die Österreicher mit dem Schreckbild einer einseitigen Post-Allianz mit Preussen in die Enge treiben, & lege über seine Unzufriedenheit mit der schlappen Nachgiebigkeit seiner gegenwärtigen Regierung nur einen sehr durchsichtigen Schleier. In Carlsruhe klang es nun ganz entgegengesetzt: Mathy sagte, das einzig Vernünftige, was der Idee des Bundesstaates entspräche, wäre ein Postbund mit preussischer Spitze, ganz wie der Zollverein eingerichtet, mit Gesetzgebung durch den erweiterten Reichstag; Baden sei jeden Augenblick bereit, sein ganzes Postwesen vorbehaltlos in diese Gemeinschaft einzuwerfen, aber in Berlin, wo er genau nachgeforscht, wisse man gar nicht, was man wolle; die Frage sei noch gar nicht von staatsmännischen Augen angesehen worden: wollte sich Bismarck eine einzige Stunde damit beschäftigen, so würde er sofort sehen, was Noth thue; so aber sei die Sache bis jetzt blos in den Händen der Fachleute geblieben & diese vergelten, wie gewohnt, am Detail herum, ohne die grossen & dominirenden Gesichtspunkte zu würdigen. Die Conferenzen auf den 8. July seien durchaus ohne festes Programm einberufen worden; man habe gehofft, die Andern werden ein solches bringen u. dgl. m. In Stuttgart endlich, wo ich gestern mit Hrn. v. Varnbüler redete, lautete es wieder völlig anders, nicht wie in München, aber auch gar nicht wie in Carlsruhe: der Minister, der neben dem Auswärtigen auch die Verkehrs-Anstalten unter sich hat & mit besonderer Vorliebe dirigirt, erklärte, dass er zwar ganz Genaues & Positives nicht wisse, dass er zwar glaube, es gebe in Berlin postalische Autoritäten, welche auf einen straffen organisirten Postbund, mit Ausschluss Österreichs, drängen. Dass dagegen in den höhern politischen Kreisen diese Tendenz gar nicht getheilt werde; dass aber, mögen die Absichten & Wünsche Preussens sein, welche sie wollen, Württemberg durchaus seine Posten nicht abtreten & in dieser Frage ebenso bestimmte Front gegen Preussen machen würde, wie es in der Zollsache («deren Regelung durchaus mein Werk ist», fügte er bei!) zu Preussen gestanden ist. Nicht ohne Interesse war es mir, von Hrn. v. Varnbüler zu vernehmen, dass die Franzosen sich ungemein um diese postalische Angelegenheit bekümmern: «wo mich Einer auf der Strasse erwischt, fragt er gleich: eh bien, où en êtes-vous avec vos conférences postales? comment cela finira-t-il etc.?» Es scheint, dass Frankreich also eben auch den preussisch-deutschen Postbund als neues Machtelement Preussens u. neuen Schritt zur Herstellung des eigentlichen deutschen Bundesstaates besorglich voraussieht. Ich gebe Ihnen diese verworrenen & verwirrenden Aussprüche der verschiedenen Leute, mit denen ich gesprochen, einfach als Materialien, Ihnen überlassend, die richtige Conclusion daraus zu ziehen. Mir persönlich scheint, dass Preussen allerdings den Wunsch nach einem engern Postbund mit Zollvereins-ähnlicher Organisation hegt, ja — sage ich — hegen muss, & dass, wenn es diesen Wunsch in einen positiven Plan mit fester Absicht, das Ziel zu erreichen, umsetzt, der Erfolg ihm auch nicht fehlen wird, trotz der tapfern Worte des Hrn. v. Varnbüler. Aber ganz unsicher bin ich über den Punkt: ob Preussen die Sache mit festem Entschlusse in die Hand nehmen wird, m. a. W. ob man die Sache für wichtig genug erachtet, um Österreich & Frankreich zum Trotze, & unter etlichem Widerstreben wenigstens einzelner süddeutscher Staaten, einen Schritt vorwärts zu thun. Die Antwort wird natürlich wesentlich von der Gestaltung der allgemeinen politischen Lage abhängen, bez. Wse. von den Ansichten,

die sich über dieselbe die preussische Regierung gebildet hat. Die nächste Zukunft muss darüber Aufschluss ertheilen. Bei meiner gestrigen, sehr langen Unterredung mit Hrn. v. Varnbüler brachte Derselbe von sich aus zwei Punkte zur Sprache, über die ich nicht in der Lage war, ihm eine bestimmte amtliche Antwort zu ertheilen, von denen ich Ihnen aber hier Kenntniss geben will. Das Erste — was ich auch erwartete — war eine Nachfrage über den, nun auch, gleich dem Handelsvertrage, seit zwei Jahren in der Luft hängenden, projectirten Niederlassungsvertrag zwischen der Schweiz & Württemberg. Ich erwiederte ihm, dass natürlich, unter den veränderten Verhältnissen, der Vertrag in derjenigen Weise, wie er vor 2 Jahren in Aussicht genommen war, nämlich als ein mit dem Handelsvertrag in unzertrennlicher Verbindung gesetztes Annexum desselben nicht mehr bestehen könne; dass es sich vielmehr, wenn man auf den Gegenstand zurückkommen wolle, darum handeln werde, zwischen der Schweiz & Württemberg separate Negotiationen einzuleiten. Hr. v. Varnbüler erklärte sich damit ganz einverstanden, wollte aber von mir wissen, ob die Schweiz wohl geneigt wäre, darauf einzutreten; hierüber konnte ich natürlich amtlich nicht antworten, sprach aber — mit der ausdrücklichen Reserve, dass dies bloß individuelle Ansicht sei — dieselbe dahin aus, dass die Schweiz, nachdem sie einen Vertrag mit Baden habe, nachdem s. Zt. der Entwurf eines solchen mit Württemberg vom BR. gutgeheissen worden, & nachdem die leidige Judenfrage, welche früher die Sache erschwerte, nun ausser Betracht falle, keine Schwierigkeiten machen werde. Der zweite Punkt betrifft die vorsorglichen Massregeln gegen die *Rinderpest*. Hr. v. Varnbüler wünschte sehr, dass die Schweiz der unter den vier süddeutschen Staaten abgeschlossenen Mannheimer-Convention beitreten möchte, deren Grundgedanke bekanntlich dahin geht, dass der Staat den Vieh-Eigenthümern im Falle von Rinderpest möglichst liberale Vergütungen leistet, um dadurch den Grund für Verheimlichungen zu beseitigen & rechtzeitiges Einschreiten zu ermöglichen. Dass er Vorarlberg & Tyrol lieber nicht in der Convention einbegriffen sähe, wie er ihnen bereits durch Hrn. v. Ow zu verstehen gegeben, beruhe lediglich darauf, dass er kein Zutrauen zu einer energischen & rücksichtslosen Durchführung derselben Seitens der dortigen Behörden habe (eine Ansicht, die ich — beiläufig gesagt — vollständig theile) & dafür halte, es sei besser, die Convention bestehe nur zwischen solchen Staaten, die gegenseitig ganz sicher sind, dass Jeder seine übernommenen Pflichten ganz & tüchtig erfüllen wird. Ich erwiederte dem Minister, dass bekanntlich die im September in Zürich zusammentretende Veterinärconferenz diese Materie zum Hauptgegenstande ihrer Berathungen machen & dass, wie ich voraussetze, der BR. zuerst die Ergebnisse dieser Diskussion abwarten werde, bevor er sich über das weiter einzuhaltende Verfahren schlüssig mache.

Den König traf ich hier nicht, er reiste am Mittwoch, von Paris kommend, nur hier durch und ging sofort nach Friedrichshafen, wo er mich empfangen will. Hr. v. Varnbüler sagte mir, der Herr sei von den Strapazen des Aufenthaltes in Paris & der Reise sehr ermüdet & halbkrank gewesen & habe daher gewünscht, man möchte ihm für ein paar Tage volle Ruhe lassen; wahrscheinlich wird meine Audienz Montags oder Dienstags stattfinden. Von Friedrichshafen gedenke ich dann sofort in die Schweiz zu gehen & zwar zunächst nach Bern, wo ich Ihnen voraussichtlich etwa am Mittwoch der kommenden Woche meine Aufwartung machen zu können hoffe.

P.S. Eben, wie ich den Brief zu schliessen im Begriffe stehe, erhalte ich von Friedrichshafen die telegraphische Einladung, Montags Nachmittag dort meinen Brief abzugeben.

108

E 2200 Berlin 1/1

*Le Président de la Confédération, C. Fornerod,
au Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer*

L

Confidentiel

Berne, 21 juin 1867¹ [juillet]

J'ai soumis aujourd'hui au Conseil fédéral la question concernant le Japon et nous avons décidé de faire une réponse² à la note de décembre dernier³ du Gouvernement prussien. Cette note n'exigeait rigoureusement pas de réponse; cependant il aurait mieux valu en faire une, cela aurait, sans doute, épargné le conflit actuel. Notre lettre sera remise à M. de Röder et nous vous en enverrons la copie. En attendant, M. de Röder prend sur lui de suspendre la communication qu'il est chargé de nous adresser. Il vous engage, de nouveau, à vous adresser à M. de Bismarck. Le point de vue du Conseil fédéral est malheureusement ambigu, équivoque: il aurait tout simplement fallu accepter l'immeuble pour la Confédération, au lieu de le refuser pour la Confédération et d'autoriser le Consul à l'accepter en qualité de Consul!⁴

Mais M. Lindau n'a jamais eu de titre de propriété *comme individu* et par conséquent, il ne pourrait faire passer l'immeuble sous la juridiction prussienne. Et nous, nous ne pourrions être tenus de nous adresser comme partie devant le Consul de Prusse. Faire annuler l'ancien titre de propriété par l'autorité de principe et en obtenir un nouveau en faveur du nouveau Consul, c'était la marche à suivre. Seulement, une fois le nouveau titre obtenu, M. Brennwald a procédé comme un enfant et a manqué à toutes les formes. Le Conseil fédéral n'entend pas couvrir entièrement son Consul. Mais, au-delà, il ne pourrait pas aller et il est à espérer que le Gouvernement prussien ne donnera pas trop d'importance à une petite affaire, qui a pris quelques proportions à cause de l'irritation qui règne entre l'ancien et le nouveau Consul Suisse.⁵

1. Cette date ne peut pas être juste, vu la décision du Conseil fédéral du 19 juillet 1867. Cf. note 2.

2. PVCF du 19 juillet 1867. Cf. E 1004 1/70, 3073.

3. Du 31 décembre 1866. Non reproduite. Cf. E 2/39.

4. Note marginale de l'auteur: «confidentiel».

5. Pour l'affaire du Consulat de Yokohama, cf. nos 44, 97 et 99.

E 1001 (E) q 1/76

Le Conseil fédéral au Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi

Copie

L

Bern, 29. Juli 1867

Ihrem Schreiben vom 2. dss.¹ entnehmen wir, dass in Folge einer Interpellation im Reichsrathe die Unterhandlungen mit der Schweiz, England und dem Zollverein über einen Handelsvertrag eine unerwünschte Unterbrechung erlitten haben.

Mit Schreiben vom 3. u. 7.² dss. sodann erstatten Sie unserm Handels- und Zolldepartement einlässlichen Bericht über die am 2. Juli mit den österreichischen Bevollmächtigten gepflogenen Vorbesprechungen, in Folge deren Sie verschiedene weitere Auskünfte und Instruktionen zu verlangen im Falle gewesen sind.

Wir haben die Ehre, Ihnen nach den von Ihnen angedeuteten Richtungen folgende Erwiderung zugehen zu lassen.

In formeller Beziehung müssen wir Sie zunächst einladen, Ihre Korrespondenzen und Anträge nicht zu trennen, sondern sie alle an den *Bundesrath* zu richten, da ja jedenfalls von hier aus die weitem Instruktionen ertheilt werden müssen.

Ferner wünschen wir, dass über die Konferenzen mit den österreichischen Bevollmächtigten ein gutes und klares Protokoll geführt und dass dasselbe mit den darauf sich beziehenden Aktenstücken möglichst rasch hierher geleitet werde.

Wir wissen nicht, in welchem Umfange und mit welcher Einlässlichkeit diese Unterhandlungen gepflogen werden. Wir vermögen daher auch nicht zu beurtheilen, ob die vorhandenen Kräfte unserm Wunsche entsprechen, oder ob Sie, um uns zu genügen, noch etwa einer besondern Aushilfe bedürfen. Sollte letzteres der Fall sein, sollten Sie noch Jemandes bedürfen, der Ihnen, sei es bei Abfassung oder bei Ausarbeitung dieser Protokolle an die Hand ginge, so wären wir bereit, Ihnen dafür eine angemessene Entschädigung zu bewilligen, indem es uns wesentlich darauf ankommt, von den Verhandlungen ein klares und treues Abbild zu gewinnen.

Was nun die Sache selbst betrifft, so bemerken wir zunächst, dass der Handelsvertrag mit dem Zollvereine, wie er gedruckt vorliegt, zwar von allen Abgeordneten unterzeichnet und paraphirt, jedoch noch nicht von den betreffenden Staatsregierungen ratifizirt worden ist.

Das geschäftsleitende königlich württembergische Ministerium bemerkte nämlich seiner Zeit, dass bei Preussen, Sachsen u. Hessen über einige Tarifansätze Bedenken entstanden wären, welche nun zum Gegenstande von Verhandlungen zwischen den Zollvereinsstaaten geworden seien. Inzwischen aber einigte man sich dahin, dass die Schweiz, wie die am meisten begünstigte Nation behandelt, d.h. dass ihr diejenigen Zollansätze gewährt werden sollten, welche mit Frankreich vereinbart worden sind.

1. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 235.

2. *Non reproduits.* Cf. E 13 (B) 235.

Dieses Verfahren ist seit dem 1. Juli 1865 in voller Ausführung und hat unsern provisorischen Zolltarif gleichen Datums zur Folge gehabt, der vom allgemeinen Tarife vom 27. August 1851 vielfach abweicht. Dieser allgemeine Tarif ist, da zwischen der Schweiz und Italien ähnliche Begünstigungen wie mit d. Zollverein bestehen, von allen Grenzstaaten nur noch Österreich gegenüber in Kraft, dem wir zwar schon damals die gegenseitige Gleichstellung mit den am meisten begünstigten Nationen angeboten haben, ohne jedoch zum Ziele zu gelangen.

Ein Verzeichniss dieser Differenzialzölle befindet sich bereits in Ihren Händen. Sie werden nicht ermangeln, davon gegenüber den K.K. Bevollmächtigten angemessenen Gebrauch zu machen.

Auf welche Bedenken unser Handelsvertrag mit dem Zollverein gestossen sei, ist uns nie in ganz bestimmter Weise eröffnet worden. Wir glauben nur annehmen zu dürfen, dass die Ermässigung des Zolles auf Absynth Anstoss erregt habe, weil man besorgen mochte, dass die Ermässigung Frankreich bestimmen dürfte, auf weitere Zollermässigungen für geistige Getränke im Allgemeinen hinzuarbeiten.

Natürlich war das Jahr 1866 nicht geeignet, die Verhandlungen mit dem Zollvereine wieder aufzunehmen und noch in letzter Zeit wurde unserm Gesandten in Berlin eröffnet³, dass vorerst der deutsche Zollverein wieder neu gestaltet sein müsse, bevor mit der Schweiz neuerdings verhandelt werden könne.

Diess ist der Stand, in welchem sich unsere Unterhandlungen mit dem Zollvereine befinden, wobei wir nur noch bemerken, dass in der Zwischenzeit die Weinbau treibenden Kantone mit aller Entschiedenheit darauf gedrungen haben, dass auf eine erhebliche Herabsetzung der deutschen Eingangszölle auf Schweizerweine hingewirkt werde, widrigenfalls sie veranlasst wären, gegen den Vertrag sich in Opposition zu setzen.

Anderseits, und was den Vertrag mit Österreich betrifft, so verlangen die Gränzbewohner, namentlich Landwirthe und Weinbauer, möglichst grosse Erleichterungen im Gränzverkehr.

In dieser Beziehung wollen wir nicht unterlassen, Sie anzufragen, ob es Ihnen vielleicht angenehm und förderlich sein könnte, wenn Ihnen unter dem Namen von Experten einer oder zwei mit den Gränzverhältnissen vertraute Landwirthe beigegeben würden, welche diese speziellen Verhältnisse bei den Unterhandlungen näher entwikkeln und verfechten könnten. Erachten Sie eine solche Unterstützung als erspriesslich, so belieben Sie uns davon in Kenntniss zu setzen.

Indem wir auf die einzelnen Abänderungen des projektirten Vertrages eingehen, so wollen wir nicht verhehlen, dass wir hinsichtlich des ersten Artikels im neuen Vertrage die Vereinbarung, wie Sie solche in Ihrem Schreiben vom 3. Juli mittheilen, allerdings vorgezogen hätten. Der Zusaz I, den Sie im Einverständnisse mit den österreichischen Abgeordneten in den ersten Artikel aufgenommen, lautet nämlich:

«In Bezug auf die Durchfuhr sichern sich die vertragenden Theile in jeder Beziehung die Behandlung der am meisten begünstigten Nationen zu.»

Wir sind nun allerdings bereit, auf die Erhebung von Durchfuhrgebühren zu verzichten, aber nur insofern, als der Vertrag mit dem Zollverein, welcher im

3. Cf. n° 95.

Art. 4 diese Verzichtleistung gleichfalls enthält, wirklich in Kraft tritt. Würde hinwieder diese Befreiung im österreichischen Verträge unbedingt zugesichert, so liesse sich der Fall denken, dass ausnahmsweise nur für Österreich eine Befreiung von Transitgebühren eintreten würde, so dass wir dem österreichischen Verträge erst nach Abschluss des Vertrages mit dem Zollverein die Ratifikation ertheilen könnten.

Die Aufschlüsse über die dem Zusaze I beigefügten Vorschriften *a* u. *b* erachten wir für befriedigend, dagegen wäre der Zusaz II — Verzichtleistung auf Ursprungsscheine — sehr erwünscht.

Ihre Anfrage, ob bei den im Artikel I der Anlage A zum Art. 2. Absatz 2. des Vertrages mit dem Zollverein bezeichneten Artikeln 1—7 die gegenseitige Zollfreiheit auch auf den *Ausfuhrzoll* auszudehnen sei, können wir nur bejahend beantworten, wie diess übrigens aus dem schon Gesagten sich ergeben dürfte.

Die Abtheilung *IIa* und *b* bezieht sich nur auf die Ermässigungen in den Eingangszöllen, die erst nach Ratifikation des Vertrages in Kraft treten werden und in den vorliegenden Unterhandlungen mit Österreich nicht besonders erwähnt zu werden brauchen, weil bereits der Mitgenuss desjenigen, was die am meisten begünstigten Nationen anzusprechen haben, gegenseitig zugesichert ist.

In Betreff der Anlage A I so wünschen die österreichischen Bevollmächtigten die Aufnahme dieser ziemlich weitschweifigen Liste in dem Vertrag zu vermeiden, weil nicht nur die Mehrzahl dieser Gegenstände, sondern überdiess noch viele andere in Österreich bereits Zollfreiheit geniessen.

Hierauf ist den österreichischen HH. Abgeordneten zu erwidern, dass man hierseits mit der Weglassung eines Verzeichnisses der Waaren, die gegenseitig zollfrei eingeführt werden können, einverstanden sei und man überhaupt eine Vereinbarung über eine für beide Staaten gemeinsame Liste zollfreier Waaren nicht für möglich erachte.

Durch den allgemeinen Grundsatz der gegenseitigen Gleichstellung mit den meist begünstigten Staten anerbiete die Schweiz den günstigsten Zolltarif in seiner Gesammtheit mit Inbegriff des Verzeichnisses der gänzlich befreiten Waaren; sie glaube dagegen auch die von Österreich angebotenen Begünstigungen mit vollem Rechte in Anspruch nehmen zu können.

Zur Unterstützung dieser Anschauung wollen Sie geltend machen, dass es uns unmöglich falle, die hierseitige Zollbefreiung über noch weitere Artikel auszu dehnen, nachdem wir bereits beim Abschlusse mit dem Zollverein das nur irgend Mögliche zugestanden haben und bereit sind, das Nämliche auch Österreich zu gewähren.

Bekanntermassen sind die schweizerischen Zölle keine Schuzzölle, sie bilden vielmehr einen einfachen Ersaz für diejenigen Gebühren, welche ehemals unter den Namen von Zöllen, Weg- und Brükengeldern u.s.w. von den Kantonen erhoben worden sind, mit andern Worten: unsere Zölle sind blosser Fiskalabgaben.

Desswegen müssen wir, wenn auch allgemein zu den niedrigsten Ansätzen, *Alles* besteuern und die im Verträge mit dem Zollvereine eingegangenen und nun auch Österreich angebotenen Zollbefreiungen bei der Ein- und Ausfuhr müssen als Ersaz des gegenseitig Errungenen betrachtet werden, was vorzüglich den Gränzbewohnern zu gute kommen wird.

Die Bedenken, welche über einige, in unserer Anlage A I enthaltene Benen-

nungen aufgetaucht sind, können leicht widerlegt werden und dürften die österreichischen Bevollmächtigten sofort beruhigen. So ist es selbstverständlich, dass von den Weintrauben nur die essbaren Zollfreiheit gemessen wie auch bei den Beeren und beim frischen Obste.

Bei den Erden und mineralischen Stoffen schliesst der Vorbehalt der Tarifansätze jeden Missbrauch aus.

Beim Ansätze «edle Metalle» findet ein Bedenken statt, weil nach dem österreichischen Tarife Platina mit einer Einfuhrtaxe von 80 xr. für Sporco-Zentner belegt sei.

Dieser Artikel wird nie von der Schweiz nach den österr. Staaten, namentlich nie zentnerweise ausgeführt werden. Es wäre demnach hier der österr. Reklamation nachzugeben, sofern darauf beharrt wird.

Bei den Abfällen von der Eisenfabrikation ist deutlich gesagt, dass nur Hammerschlag und Eisenspäne darunter begriffen seien.

Die Befürchtung, dass auch Brucheseisen zollfrei zugelassen werden müsse, fällt um so mehr dahin, weil dieses auch im schweizerischen Tarife in der Klasse zu 30 Rappen vom Zentner aufgeführt ist, somit eine gegenseitige Zollbefreiung gar nicht begehrt werden kann.

Wenn bei den Abfällen der Salzsiederei und der Seifensiederei wegen ihrer Analogie mit Salzen und Kalis darauf beharrt wird, sie aus dieser Liste zu entfernen, so nehmen wir keinen Anstand, beizustimmen.

Bei der Weinhefe ist die künstliche in unserm Verzeichnisse gar nicht genannt; es mag daher dieselbe, wenn es so beliebt, im Texte ausgenommen werden.

In Betreff der Ausstattungsgegenstände bei Verheirathungen, so ist ihre zollfreie Ein- oder Ausfuhr an eine erst *einzuholende Erlaubniss* gebunden. Es steht somit jedem Theile frei, diesen oder jenen Artikel auszunehmen; jedenfalls hat es nie hierseits in der Absicht gelegen, Verzehrungsgegenstände wie Vieh u. dgl. als Ausstattungsgegenstände gelten zu lassen, wesshalb auch unsere Liste bestimmt von Effekten spricht.

Nach dieser Erörterung sollte, wie uns scheinen will, Österreich kein Bedenken tragen, den Wortlaut der Anlage A I 1 bis 7 unverändert aufzunehmen.

Noch bleibt uns übrig darzulegen, warum man sich schweizerischerseits nicht zur einfachen Annahme der im österr. Tarife zollfrei erklärten Artikel herbeilassen kann.

Hier fallen in Betracht:

1. Die Bierhefe, die in unserm Tarife dem Bier gleichgestellt ist und einem Eingangszoll von 75 cent. pr. Sporco Zentner unterliegt.

2. Die Lumpen zur Papierfabrikation, die mit 60 Rppn. pr. Zugthierlast (15 Zentner) belegt sind.

3. Dünger u. andere Düngmittel. Bei uns sind die auf chemischem Wege zubereiteten ausgenommen, weil nach dem gesetzlichen Tarife alle im Tarif nicht genannten chemischen Produkte dem allgemeinen Zollansätze von frk. 3,5 für den Zentner unterliegen und eine Ausnahme für solche chemische Düngmittel einen bedeutenden Ausfall herbeiführen würden.

4. Der gebrannte Kalk ist bei uns mit 60 Rappen pr. Zugthierlast belegt.

5. Die in der Schlussbemerkung des H. Ritter Peter aufgeführten, in Österreich zollpflichtigen Gegenstände, wie Schiefertafeln u. dgl. sind ebenfalls im schwei-

zerischen Zolltarife taxirt und es fällt daher die Vermuthung dahin, als werden dieselben zu den zollfreien Steinen und Erden gerechnet.

Bei den allgemein niedern Ansätzen unseres Tarifes und im Hinblike auf unsern ohnehin bescheidenen Staatshaushalt ist es uns nicht möglich, die Zollansätze weiter zu ermässigen, als es gegenüber Frankreich, dem Zollverein und Italien auch geschehen ist.

Diese Staaten können allerdings eine grössere Anzahl von Rohprodukten freigeben, weil sie in ihren Zollansätzen auf den übrigen Waarenartikeln reichlichen Ersatz finden können. Wir hingegen dürfen die Rohstoffe nicht zollfrei eingehen lassen aus dem Grunde, weil wir die Fabrikate nie mit so hohen Zöllen belasten dürfen, um den daherigen Ausfall deken zu können.

In der Verordnung vom 1. Januar 1867, welche Sie uns ebenfalls einbegleiteten, sind eine Reihe von Artikeln aufgeführt, auf denen ausschliesslich für die Einfuhr über die österr. zollvereinsbündische Gränze wesentliche Zollermässigungen gegenüber den Einfuhren aus andern Staaten zugesagt sind.

Hier vermögen wir nicht einzusehen, warum die beiden Gränzgebiete Schweiz und Zollverein in Österreich nicht die gleiche Behandlung geniessen sollen, während die Schweiz diessfalls nicht den mindesten Unterschied macht und alle Staaten völlig gleich behandeln will.

Wir erneuern daher die frühere Instruktion, mit allem Nachdruck dahin zu wirken, dass die Schweiz mit den meist begünstigten Nationen vollkommen gleich gestellt und dass sie namentlich, was den Einfuhrtarif betrifft, dem Zollvereine gleichgehalten werde. Ganz besonders wird Ihnen die Reduktion des Eingangszolles auf Wein, Vieh u. dgl. neuerdings bestimmt empfohlen.

Wäre eine Zollermässigung für alle Schweizerweine durchaus unmöglich, so sollte doch wenigstens eine solche für die sog. Bodenseeweine als Grenzverkehrserleichterung um so mehr bewilliget werden, weil der jezige, scheinbar niedere Ansatz von 5 Gulden pr. Zentner durch verschiedene andere Gebühren bedeutend erhöht wird, wie diess in der Zuschrift der Regierung von St. Gallen vom 23. Februar 1867⁴ näher angegeben ist.

Was die zweite Abtheilung der genannten Verordnung betrifft, so haben wir lediglich daran zu erinnern, dass es bei der jezigen allgemeinen Gleichstellung der Staaten kaum mehr einen Zweck haben kann, den Ursprung der Waaren nicht nur anzugeben, sondern auf Verlangen auch nachzuweisen.

Sie werden desshalb die österr. Bevollmächtigten von der Nuzlosigkeit dieser überaus lästigen und fast durchwegs abgeschafften Formalität zu überzeugen suchen und trachten, den von Ihnen entworfenen Zusatz II zum Artikel I zur Geltung zu bringen.

Darf auch angenommen werden, dass solche Ausweise nur noch selten von den österr. Mauthen werden abverlangt werden, so ist doch immerhin die Möglichkeit vorhanden und es muss der Geschäftsmann, wenn er nicht Hemmungen, Verspätungen oder grosse Unkosten gefahren will, sich diese Zeugnisse zum Voraus verschaffen und sie mit der Waare reisen lassen.

Sobald die Zölle für alle Nationen gleich sind, so haben die Ursprungszeug-

4. *Non reproduite.* Cf. E 13 (B) 235.

nisse höchstens noch einen statistischen Werth, wofür der begleitende Frachtbrief genügen kann.

In zweiter Linie laden wir Sie daher ein, darauf zu wirken, dass der Vorweis des Frachtbriefes gleichzeitig als Zeugniß für den Ursprung der Waare gelten könne.

Endlich erklären wir Ihre Erläuterungen über die Abfassung der Deklarationen für die transitirenden Baumwollenwaaren als befriedigend u. es scheint das kaufmännische Direktorium von St. Gallen sich diessfalls wirklich in einem Irrthum befunden zu haben.

110

E 1001 (E) q 1/76

Le Conseil fédéral à la Légation d'Italie à Berne

Copie

L

Berne, 31 juillet 1867

Par note du 8 juillet 1867,¹ Monsieur le Chevalier de Martino, Chargé d'Affaires de Sa Majesté le Roi d'Italie, a bien voulu faire connaître au Conseil fédéral qu'ensuite des informations données par S.E.M. le Chevalier Cerruti, le Gouvernement royal a résolu de proposer que les négociations entamées au sujet d'un traité de commerce et d'autres conventions aient lieu à Florence où M. Pioda serait revêtu des pleins pouvoirs nécessaires.

Le Conseil fédéral s'empresse de remercier M. le Chevalier Cerruti des démarches qu'il a faites en vue de la reprise des négociations qui ont été suspendues depuis quelque temps. Estimant qu'il serait dans l'intérêt des deux pays que les matières en question fussent réglées par la voie de traités, il déclare pour sa part être disposé à renouer ces négociations.

En ce qui concerne la proposition de transférer le siège des conférences de Berne à Florence, le Conseil fédéral est de l'avis qu'il importe avant toute chose d'être parfaitement d'accord sur l'état de la question.

Il s'agit notoirement de la conclusion de quatre traités. Le traité de commerce préalablement négocié à Berne puis à Florence a déjà été paraphé, tandis que les négociations sur les trois autres traités ont été continuées à Berne, siège primitivement désigné à cet effet.

Au nombre de ces trois derniers, le traité sur l'extradition de malfaiteurs se trouve déjà rédigé et arrêté et il ne manque plus que l'autorisation des deux parties, pour la signature. Un déplacement du siège des négociations sur ce traité n'aurait dès lors plus aucune raison d'être. Le Conseil fédéral croit en conséquence pouvoir admettre que la proposition de la Légation d'Italie ne concerne plus ce traité.

Le second de ces traités a pour objet diverses matières, savoir les rapports d'établissement, puis les rapports consulaires; quant au second de ces objets, l'on est

1. *Non reproduite. Cf. E 21/24556.*

déjà parfaitement d'accord et il en est de même du premier sauf un seul point, la question de juridiction. Le Conseil fédéral pense qu'il ne vaudrait plus guère la peine de changer, pour ce seul but, le siège des négociations relatives à ce traité et cela d'autant moins qu'il n'en résulterait aucune accélération, puisqu'il faudrait donner depuis Berne des instructions précises à M. le Ministre Pioda, auquel cette matière est demeurée étrangère.

Il n'en est pas de même du troisième de ces traités, celui relatif à la garantie de la propriété d'œuvres d'esprit. Le Gouvernement Italien n'ignore pas que c'est en dernière ligne le refus de conclure à nouveau un traité sur cette matière qui a amené la suspension des négociations.

Le Conseil fédéral, voulant prévenir toute idée erronée à ce sujet, doit faire observer que la Confédération est assurément compétente pour conclure un traité semblable, mais qu'en présence de la répugnance qui s'est diversement manifestée en Suisse contre des traités sur cette matière, il ne juge pas qu'il soit très opportun d'en conclure d'autres.

Toutefois, pour venir au devant du Gouvernement royal, le Conseil fédéral serait disposé à s'entendre avec l'Italie sur des stipulations pour la garantie de la propriété littéraire et artistique, de la même manière que cela a eu lieu récemment vis-à-vis de la Belgique. Le Conseil fédéral est disposé à charger son Ministre à Florence de la négociation sur les points de détail, cela afin d'accélérer la conclusion, et pour donner au Gouvernement royal preuve de ses bonnes dispositions, il ne mettra aucun obstacle à ce que la convention soit signée à Florence.

Le Conseil fédéral aime à espérer que ces propositions auront pour effet de faire entrer les négociations dans une voie rationnelle et de les mener à bonne fin.

111

E 2300 Paris 20

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, C. Fornerod*

R

Paris, 4. Aug. 1867

In Folge Ihres Auftrages vom 30. Juli¹ machte ich gestern einen *Besuch bei der Ambassade Japonaise*, welche eine Villa in der Avenue de l'Impératrice ganz nahe beim Bois de Boulogne bezogen hat. Ich suchte zuerst beim Interpret die von Ihnen gewünschten Informationen einzuziehen. Sobald aber meine Anmeldekarte dem Minister vorgelegt wurde, kam letzterer selbst in den Salon u. bald nachher auch der Bruder des Taicun nebst einem attaché u. begleitet von zwei Adjutanten. Sowohl der Bruder des Taicun (erst circa 14 Jahre alt) als der Minister sprachen sofort ihre Freude aus über den überaus freundlichen Empfang, den die

1. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Paris 1/69.

Japanesen, welche dem eidgenössischen Schützenfest in Schwiz beigewohnt haben, in der Schweiz zu Theil geworden sei u. sie ersuchten mich, dem Bundesrath hiefür die Gesinnungen ihrer Erkenntlichkeit auszudrücken, was hiermit geschieht. Es sind übrigens diese Herren, welche in Bern, Schwiz & Zürich waren, nicht Mitglieder der Japanesischen Gesandtschaft, es seyen — wie mich der Interpret versicherte — Söhne aus einer prinzlichen, dem Taicun befreundeten Familie, welche nach Europa gekommen seyen, um europäische Zustände durch eigene Anschauung näher kennen zu lernen, wesshalb sie verschiedene andere Staaten ebenfalls bereisen werden; aber ohne allen offiziellen Charakter. Als ich dann auf die bevorstehende Reise des Japanesischen Ministers nach der Schweiz zu sprechen kam, wurde mir Folgendes erwiedert: Es sei dieselbe noch nicht sicher. Der Minister erwarte in circa 8 od. 10 Tagen eine Depesche von seiner Regierung in Japan, welche ihm mittheilen werde, ob er schon dieses Jahr mit dem Bruder des Taicun die Reise nach der Schweiz machen od. noch länger zuwarten soll. Er werde mich in Kenntniss setzen, sobald diese Depesche angelangt seyn werde. So viel scheint ausgemacht, dass, wenn er kommt, er den Bruder des Taicun mit sich nimmt, einen circa 14 jährigen etwas zarten aber freundlich u. gutmüthig aussehenden Knaben, der Son Altesse titulirt wird, u. hier bei festlichen Anlässen immer in der Loge der Kaiserlichen Familie erschien.

Sobald ich von der erwarteten Depesche Mittheilung erhalte, werde ich Ihnen schreiben u. dann auch die andern von Ihnen berührten auf diesen Besuch bezüglichen Fragen beantworten. Es scheint, die Japanesen, die in der Schweiz waren, haben sehr günstige Berichte über ihre *dortige Aufnahme* hieher gesandt. *Betreffend die politische Situation*, so werden Sie aus der bekannten Note im Moniteur u. den officiösen Erklärungen im Constitutionnel, in der Patrie u. in «la France» sich überzeugt haben, dass man von Seite der Regierung sich eifrig bemüht, gegenüber den Besorgnissen, die allseitig sich kund gaben, zu beruhigen; und ich glaube, man darf diesen Versicherungen wenigstens in sofern Glauben beimessen, dass in naher Zeit keine Störung des europäischen Friedens zu befürchten ist, wie ich schon in meinem letzten Rapport² als höchst wahrscheinlich erklärte, obwohl man vielfach das Gegentheil glauben machen wollte. Wie ich schon vor längerer Zeit bemerkte, so wird die Erhaltung des Friedens wesentlich mit der Gestaltung der Allianzbeziehungen zusammen hängen. Nun scheint aber, dass eine Allianz mit Östreich für Frankreich keineswegs als gesichert angesehen werden kann. So urtheilt man *wenigstens hier*; und ich zweifle, dass Ihnen von Wien aus — wo man näher an der Quelle ist — andere Berichte zukommen. Was *Italien* betrifft, so war wahrhaftig die Mission des Generals Dumont nicht geeignet, die Italiener für eine französisch-italienische Allianz zu gewinnen. Sie hat eher den entgegengesetzten Effekt gehabt. Die französische Diplomatie hat überhaupt in letzter Zeit keine Proben von besonderer Geschicklichkeit abgelegt. Die famose Depesche bezüglich Daenemarks u. diese Mission Dumont waren so unklug, dass man dann genöthigt war, sie auf alle mögliche Weise zu beschönigen, theilweise zu berichtigen; aber es ist eben nicht so leicht, solche Fehler, wenn sie einmal gemacht sind, zu remediren.

2. Du 22 juillet 1867. Non reproduit.

Dass man Herrn Golz sowohl im Kabinete des Kaisers als in demjenigen von Moustier bei seinem Abschiedsbesuche die friedlichsten Versicherungen gab, ist Thatsache. Ich kann Sie bei diesem Anlasse gleichzeitig u. aus direkter Quelle versichern, dass Graf Golz mit dem cunctatorischen Verfahren betreffend Ausführung v. Art. 5 des Prager Friedens³ zu Gunsten von Nord-Schleswig *nicht einverstanden ist* mit Bismark. Golz hätte gewünscht, dass man schon lange die Ausführung dieses Artikels in loyaler Weise eingeleitet hätte, statt Daenemark mit Garantiebegehren hinzuhalten. Ich bin fest überzeugt, dass er in Ems gegenüber dem König sich in gleicher Weise aussprechen wird; u. weiss, dass man hier höchsten Ortes in diesem Punkte mit Golz weit besser zufrieden ist als mit Bismark.

Grosse Sensation machte im diplomatisch. Korps die offizielle Anzeige im Moniteur, dass der Kaiser u. die Kaiserin dem Kaiser v. Östreich einen *Besuch in Salzburg* machen u. so sehr man sich bemüht, denselben nur als einen Condolenzbesuch wegen des tragischen Schicksals von Maximilian darzustellen, so will man darin doch einen neuen Beweis dafür erblicken, dass Frankreich Alles versuche, um in nähere Allianzbeziehungen mit Östreich zu treten. Auch in den finanziellen Regionen ist es so aufgefasst worden. Es ist sich daher nicht zu verwundern, dass ungeachtet aller offiziellen u. offiziösen friedlichen Versicherungen der Regierungspresse, doch noch kein rechtes Vertrauen zurückkehrt. Dass man in Preussen wie in Frankreich nichts unterlässt, um auf alle Eventualitäten kriegsbereit zu seyn, ist auch nicht geeignet, solches Vertrauen zu wecken od. zu fördern. Was mehr als alle Worte noch für Erhaltung des Friedens wirkt, ist wohl der Umstand, dass man auch hier die Macht nicht unterschätzt, welche Preussen durch seine leztjährigen Siege errungen hat, u. sich daher wohl besinnen wird, ohne von Allianzen unterstützt zu seyn, einen höchst gewagten Krieg mit ganz Deutschland herauf zu beschwören. Rouher ist bis jezt immer noch Meister des terrain, obwohl Niel es an nichts fehlen lässt, ihm seine Stellung zu erschweren.

Obwohl schon gestern das «Mémorial diplomatique» als *bestimmte Thatsache* meldete, dass Nigra abberufen sei u. beim Tuilerien-Cabinet durch den Marquis Carracioli di Bella,⁴ bisher Minister v. Italien in Lissabon, ersetzt werde, so hat sowohl der gestrige Abend-Moniteur als der heutige Morgen-Moniteur hierüber völliges Stillschweigen beobachtet; da Nigra am hiesigen Hofe sehr beliebt ist, so würde eine solche Abberufung auf die Verhältnisse zwischen beyden Regierungen einen störenden Einfluss ausüben. Man glaubte diess hier am wenigsten von einem Ministerium Ratazzi erwarten zu müssen, u. ich zweifle nicht, dass man von hier aus das Möglichste that, Nigra auf seinem jezigen Posten zu halten. Muss er weichen, so ist es ein fernerer Beweis, wie unklug die Mission Dumont war, besonders in einem Momente, wo man auf Italien mehr als je zählen zu können wünscht.

3. *Paix entre l'Autriche et la Prusse, du 23 août 1866.*

4. *Le patronyme exact est Caracciolo de Bella.*

*Le Ministre italien des Affaires étrangères, P. Di Campello,
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda.*

N

Florence, 20 octobre 1867

Par la note que vous avez bien voulu m'adresser le 20 Septembre¹ dernier, vous réclamiez du Gouvernement du Roi, au nom de celui de la Confédération, l'application à la Suisse des avantages accordés récemment à l'Autriche par l'Italie, en vertu du Traité de Commerce du 23 Avril 1867; et à l'appui de cette demande, vous avez bien voulu me rappeler les circonstances qui, d'après votre opinion, devraient déterminer mon Gouvernement à lui faire un accueil favorable.

Je regrette, Monsieur le Ministre, de ne pas pouvoir vous donner une réponse conforme aux désirs du Gouvernement Fédéral, ni même être d'accord avec vous sur lesdites circonstances.

En effet, s'il est vrai que par une concession tout à fait exceptionnelle on a accordé à la Suisse, le 30 Juin 1865, l'application provisoire du tarif douanier convenu entre l'Italie et la France par le Traité de Commerce du 17 Janvier 1863, il est positif aussi, d'un autre côté, que cette concession ne s'étendait guère aux stipulations successives que l'Italie aurait pu conclure avec d'autres Puissances en matière commerciale, jusqu'à établir, comme vous le supposez, l'obligation réciproque du traitement des nations les plus favorisées. La pièce qu'accompagne votre note précitée ne peut laisser aucun doute à cet égard, car l'indication précise qu'elle renferme exclut logiquement une interprétation extensive.

Une disposition plus étendue n'aurait su, du reste, être prise ni à cette époque-là, ni plus tard, par le Gouvernement Italien, attendu qu'il aurait dépassé, s'il l'avait fait, les limites de ses attributions constitutionnelles, comme Pouvoir exécutif, en défaut d'une délibération parlementaire spéciale à ce sujet. Ainsi, lors de l'entrée en vigueur du Traité conclu entre l'Italie et le Zollverein, la Suisse n'aurait pu prétendre, ni le Gouvernement du Roi, lui accorder, pour le titre dont il est question, aucune extension en sa faveur des stipulations y contenues; et la seule circonstance de la suppression des Certificats d'origine survenue en même temps vis-à-vis de la Suisse aussi bien que des autres Etats, circonstance à laquelle votre note paraît faire allusion, ne pourrait être invoquée comme un précédent contraire du moment où il s'agissait en ce cas-là d'une disposition générale et de principe, et presque intérieure. Ce n'était pas, d'ailleurs, un simple désir, comme vous aimez à le croire, qui avait amené les Parties contractantes à remettre la signature du Traité de Commerce entre l'Italie et la Suisse à la même époque où l'on aurait signé aussi les autres Conventions dont les négociations se poursuivaient encore, mais bien et uniquement une condition explicite que le Gouvernement du Roi avait cru nécessaire de mettre en avant dans l'intérêt de l'Italie lors de l'ouverture simultanée des négociations pour la stipulation du Traité susdit, aussi

1. Non retrouvée.

bien que de la Convention d'établissement et Consulaire, de celle pour l'extradition des malfaiteurs, et de celle pour la garantie de la propriété littéraire et industrielle. Il est regrettable sans doute que des obstacles indépendants du Gouvernement Italien et concernant plus spécialement la Convention sur la propriété littéraire, aient arrêté inopinément la tractation de cette affaire, et empêché jusqu'à présent la stipulation définitive soit du Traité de Commerce, soit desdites Conventions, en ne permettant ainsi de mettre une fin à une situation irrégulière et partant nuisible aux intérêts des deux Etats. Mais ces inconvénients eux-mêmes ne sauraient pas justifier non plus de la part de l'Italie une disposition extra-légale, ni peut-être aussi la continuation trop prolongée du *modus vivendi* actuellement en vigueur vis-à-vis de la Suisse, d'autant plus qu'il est difficile chez nous de se persuader qu'une Convention qui, après tout, a été stipulée par la Suisse avec la France et avec la Belgique, ne soit pas applicable aussi à l'Italie, et puisse constituer un obstacle insurmontable au règlement de rapports internationaux si importants.

C'est après ces considérations, dans lesquelles, je l'espère, vous voudrez bien convenir, que je dois vous déclarer, Monsieur le Ministre, au nom du Gouvernement du Roi que la demande contenue dans votre note du 20 Septembre dernier, ne peut pas être accueillie. Comme cependant il est dans le désir le plus sincère de mon Gouvernement de pouvoir mettre définitivement la Suisse au plus tôt possible sur le même pied que d'autres Puissances qui ont stipulé ou qui stipuleront de nouveaux Traités de Commerce avec l'Italie, j'ai l'honneur en cette occasion de vous prier, Monsieur le Ministre, de vouloir bien appeler l'attention du Gouvernement Fédéral sur les circonstances que je viens de vous exposer à mon tour, et de le solliciter vivement pour la prompte reprise des négociations dont il s'agit. Je me flatte de croire qu'il sera pénétré aussi bien que moi du besoin de faire cesser un état de choses qui n'est pas avantageux au maintien et au resserrement des liens de bon voisinage existant heureusement entre les deux Etats, ni au développement de leurs intérêts respectifs, et j'espère par la suite qu'il voudra bien donner sans retard les dispositions nécessaires pour parvenir à ce but auquel nous dirigeons également nos efforts.

*Le Chef du Département des Finances, J.J. Challet-Venel,
au Ministre de Suisse à Florence, G.B. Pioda*

L

Berne, 31 octobre 1867

Sous date du 26 octobre¹, vous m'accusez réception de ma lettre du 29 juillet², ainsi que du projet de règlement proposé par nous au Gouvernement italien pour l'exécution de l'art. 8 du traité monétaire³.

Le Conseil fédéral nous a bien communiqué, dans le temps, la copie de la note du 27 juillet⁴ du ministère des affaires étrangères et si nous ne vous en avons pas accusé réception, c'est que nous avons pensé que notre projet de règlement, qui a croisé en route votre missive du 27 juillet⁵, serait trouvé par le Gouvernement italien comme répondant complètement aux conditions pratiques désirables pour l'échange des monnaies d'appoint entre les deux pays, soit que cet échange dût se faire de Caisse publique à Caisse publique, soit qu'il dût s'effectuer de particuliers à Caisses publiques, ainsi que le prescrit textuellement l'art. 8 du traité. Si telle n'est pas la conviction du Ministère italien des finances, il conviendrait de provoquer de sa part la rédaction d'un contre-projet qui répondît mieux que notre projet au but commun que nous nous proposons d'atteindre.

Quant aux trois observations critiques, contenues dans la note du 27 juillet dont vous nous avez remis copie, nous croyons qu'elles ne sont pas de nature à retarder les négociations et la conclusion d'un arrangement.

En ce qui concerne la suppression de la trésorerie provinciale de Sondrio, ce qui réduirait au nombre de trois les places ouvertes à l'échange par l'Italie, nous n'avons aucune objection à présenter; la Suisse ne maintiendra pas moins ses propositions et les 4 bureaux d'échange de Chiasso, Lugano, Magadino et Genève; les 3 premiers bureaux tout à fait voisins, comme on le voit, de la frontière italienne; c'est un égard de notre part dont nous espérons qu'il sera tenu compte.

Quant à l'acceptation *bonafide* des reconnaissances faites de part et d'autre par les Caisses d'échange, nous ne nous expliquons pas bien les objections du Ministère des Finances; nous croyons que l'art. 3 de notre projet de règlement n'aura pas été bien compris. La Caisse ou le particulier qui envoie à l'échange, divise les monnaies par coupures de même sorte, indiquant la coupure, la somme et le poids. La Caisse qui reçoit l'envoi, vérifie, et cette vérification, faite à l'arrivée, est acceptée *bona fide* par la Caisse expéditrice. Il y a donc deux reconnaissances des espèces, la première au départ, la seconde à l'arrivée et c'est cette dernière qui fait règle. Il ne saurait en être autrement; c'est ainsi que nous avons traité avec la France, il n'y a pas d'autre moyen pratique de trancher la question.

1. *Non reproduit.* Cf. E 12/26.

2. *Non reproduite.*

3. *Du 23 décembre 1865.* Cf. RO VIII, pp. 760—767.

4. *Non reproduite.*

5. *Non retrouvée.*

Quant à la répartition des frais de transport d'après laquelle, en vue d'éviter un décompte, chaque Etat ou chaque particulier expéditeur acquitte au départ la portion des frais lui incombant jusqu'à la frontière, laissant à l'autre partie correspondante le soin de payer le supplément à l'arrivée des fonds et agissant de même pour le retour des valeurs échangées, c'est aussi sur cette base que nous avons traité avec la France. En partant d'un autre principe, l'avantage serait évidemment au pays qui indiquerait ses bureaux d'échange sur les places les plus éloignées de la frontière et rendrait ainsi impossible, par les frais qui en résulteraient, l'échange éventuellement prévu par l'art. 8 du traité. Si l'Italie veut déterminer 4 bureaux d'échange à la frontière suisse aussi rapprochés que Como, par exemple, nous n'aurons alors aucune objection à ce que les frais de port des espèces soient mis à la charge de la partie qui réclame l'échange. Mais nous croyons qu'il vaut mieux, à cet égard, adopter entre l'Italie et la Suisse l'arrangement conclu entre la Suisse et la France.

114

E 2/913

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Vice-président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiel

Wien, 20. November 1867

Auch heute war es mir wieder nicht möglich, den Herrn Reichskanzler Beust zu sprechen. Die eine Hälfte der für den diplomatischen Empfang bestimmten Stunden bringt S. Ex. im Reichsrathe zu, in der andern Hälfte empfängt er die Botschafter und Minister, und die übrigen diplomatischen Vertreter müssen sich auf den nächsten Empfangstag vertrösten, der gewöhnlich wieder eben so verläuft wie der vorhergehende.

Ich habe mich indessen auf dem Ministerium des Äusseren und bei meinen Kollegen über die Haltung der verschiedenen Regierungen zur Conferenzfrage erkundigt und bin nun in der Lage, Ihnen folgendes mitzuthemen. Österreich hat ziemlich unumwunden die Geneigtheit gezeigt, an der Conferenz Theil zu nehmen, die Regierung aber hofft, dass sie nicht zu Stande kommen werde. Damit stimmt auch die Haltung der officiellen Wiener Zeitung überein, die bis jezt noch keine Mittheilung über Österreichs Zustimmung brachte, hingegen sehr scrupulös, man möchte sagen mit Behagen, die ablehnenden oder ausweichenden Antworten anderer Mächte verzeichnet. Positiv soll nur Hessen zugestimmt haben. Die hiesigen Diplomaten sind zum grössten Theile ganz ohne bestimmte Nachrichten von ihren Regierungen über diese Frage und können daher nur ihre individuelle Ansicht äussern, die natürlich auch nicht immer der Regierungsausdruck ist; so die Gesandten von Baiern, Württemberg, Spanien, Portugal u.s.f. Die letzteren beiden *glauben*, dass ihre Ministerien die Conferenz beschicken würden. So

viel ist immerhin sicher, dass man in den hiesigen diplomatischen Kreisen nicht im Mindesten an das Zustandekommen der Conferenz glaubt.

Ich hatte gestern eine lange Unterredung mit dem Nuntius Falcinelli; er sagte mir, dass Rom nur unter der Bedingung die Berechtigung einer Conferenz anerkennen würde, wenn von vornherein der Grundsatz der Aufrechthaltung der weltlichen Macht des Pabstes ausgesprochen und der Territorialbestand des heiligen Stuhles vor dem Kriege von 1859 gesichert würde. Er wiederholte mir ein dutzendmal «cuique suum», so lange der Pabst nicht wieder das sämtliche Gebiet besitze, das er vor 1859 besessen habe, so lange werde er sich auch nur der Gewalt fügen und keine Berechtigung irgend einer Seite, über seine Staaten zu verfügen, anerkennen. Die ganze Unterredung trug den Ausdruck des strengsten Non possumus.

Wenn also das Zustandekommen der Conferenz von dem Votum des Pabstes abhängen sollte, so wird sie jedenfalls nicht stattfinden, denn die Bedingungen, die die Curie stellt, werden begreiflicherweise nie angenommen werden. Der Nuntius bemerkte mir ganz unverholen, dass er die ganze Frage für eine Spiegelfechterei Frankreichs ansehe und dass Louis Napoleon sicherlich keine ernste Absicht habe eine Conferenz versammelt zu sehen; er wolle Truppen in Rom haben, um, falls Italien Revanche wegen Garibaldi nehmen oder sich mit Preussen *aliiren* wolle, schon im Centrum der Halbinsel eine feste Position zu haben. Monsignore Falcinelli hegt die Überzeugung, dass Italien mit aller Macht der Republik entgegensteure.

Nach meiner Ansicht dürfte es wohl sehr angemessen sein, wenn sich der hohe Bundesrath mit einer Antwort bezüglich der Beschikung der Conferenz nicht im mindesten beeilen, und falls er dieselbe ertheilt, nur bedingungsweise bejahend abgeben würde; in so ferne nämlich dass das Programm derselben genau bekannt gegeben und die Gränzen desselben nicht überschritten würden. Die Haltung, welche der schweizerische Abgeordnete auf einer solchen Conferenz einzunehmen hätte, hängt natürlich vom Programme ab; ich glaube indessen, dass die Schweiz so ziemlich genau die eventuelle Haltung Preussens befolgen sollte; denn die Interessen beider Staaten sind in dieser Frage identisch. Beide Staaten haben eine katholische Bevölkerung in Minderzahl, beide haben gewisse Rücksichten gegen das Königreich Italien zu beobachten und beiden, als Regierungen, kann die Erhaltung der weltlichen Macht so ziemlich gleichgültig sein.

Ich wiederhole übrigens nochmals, dass, wie die Verhältnisse heute liegen, das Zustandekommen der Conferenz mehr als problematisch ist.

115

E 1001 (E) q 1/77

*Le Vice-président de la Confédération, J. Dubs,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

Copie
L

Berne, 29 novembre 1867

L'Ambassadeur Impérial de France, Monsieur le Marquis de Banneville, a donné lecture au Vice-Président du Conseil fédéral d'une dépêche circulaire dont il lui a laissé copie¹, dépêche dans laquelle Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères adresse au Conseil fédéral l'invitation à se faire représenter à des Conférences qui s'ouvriront prochainement au sujet des affaires d'Italie et de Rome.

A cette invitation, le Conseil fédéral a l'honneur de répondre qu'il est sensible à cette nouvelle et amicale marque d'attention du Gouvernement Impérial envers la Suisse et qu'il n'a pas manqué de vouer toute son attention à l'importante question qui fait l'objet de la circulaire.

Bien que sa position d'Etat neutre impose à la Suisse une réserve toute particulière à l'occasion de la tractation des affaires européennes, le Conseil fédéral n'a nullement l'intention de décliner la part de droits et de devoirs qui est dévolue à la Suisse comme membre de la communauté des nations européennes. Reconnaisant que la question pendante se rapporte à de graves intérêts moraux et politiques, le Conseil fédéral est disposé à se faire représenter aux conférences projetées. Il attache toutefois à cette acceptation une seule réserve: que les conférences aient un caractère européen général, attendu que la présence de la Suisse à des conférences partielles ne saurait, dans le cas dont il s'agit, se concilier avec le rôle neutre et impartial qui est assigné à notre pays.

En donnant cette déclaration, le Conseil fédéral estime toutefois devoir présenter en toute franchise quelques considérations.

Depuis longtemps, deux graves intérêts sont en présence à Rome: d'une part un intérêt de nature religieuse, émanant du besoin de l'indépendance du Chef Suprême de l'Eglise catholique; d'autre part un intérêt de nature politique basé sur les efforts du peuple romain pour déterminer lui-même les formes politiques et gouvernementales qui doivent le régir. On ne saurait équitablement contester la raison d'être de ces deux intérêts ni méconnaître que la solution de la difficulté ne peut être obtenue d'une manière durable que par la reconnaissance et la satisfaction des intérêts de part et d'autre. Le Conseil fédéral n'est pas dans le cas d'apprécier si, pour arriver à ce but, il n'aurait pas été à désirer que le Gouvernement Impérial entamât des négociations préliminaires avec les principaux intéressés. De son côté, il peut accepter en entier la voie, désignée dans l'invitation, d'une libre délibération sans fixation préalable d'un programme. Par contre, le Conseil fédéral estime que ce dernier point de vue implique aussi des conditions et des conséquences particulières.

1. *Non reproduite. Cf. E 2/913.*

Une première condition des libres délibérations est bien sans doute que la Conférence européenne ne se trouve pas en face d'une situation déjà préjugée par l'une des parties.

Eu égard à la prochaine cessation de l'intervention armée dans l'Etat de l'Eglise, annoncée par Sa Majesté l'Empereur lui-même, le Conseil fédéral croit cependant pouvoir se dispenser d'une discussion ultérieure de ce point. Il envisage comme une autre conséquence le principe que des effets en droit ne découlent d'une résolution qu'autant que ces effets soient acceptés par les intéressés eux-mêmes.

Enfin, chacun des Etats intervenants doit avoir sans doute la faculté de se retirer des conférences dès que les délibérations entreraient dans une voie qui ne saurait se concilier avec ses principes politiques. Le Conseil fédéral doit déclarer dès à présent qu'il ne pourra participer qu'à des résolutions conformes aux principes sur lesquels se base le système politique de la Suisse elle-même.

Le Conseil fédéral suppose que le caractère de libre délibération sera conservé sous tous ces rapports à la Conférence. Dans cette supposition, il attend les communications ultérieures du Gouvernement Impérial sur le lieu et l'époque des Conférences, après quoi il ne manquera pas de désigner son représentant.

Vous êtes prié de donner lecture de cette dépêche à Monsieur le Marquis de Moustier et de lui en laisser copie s'il le demande.

116

E 1001 (E) q 1/78

Le Conseil fédéral au Consul général de Suisse à Mexico, A. Sutter

Copie

L

Bern, 3. Januar 1868

In Ihrer Depesche vom 10. Oktober abhin¹ regen Sie u. A. auch die Frage an, ob es nicht am Plaze wäre, schweizerischerseits die jezige Regierung Mexikos ausdrücklich anzuerkennen, schon desshalb, weil eine Nebenregierung nicht bestehe, wie diess zur Zeit des Kaiserreiches der Fall gewesen sei & daher von Seite der Eidgenossenschaft gerathen sein möchte, das in dieser Beziehung von den Vereinigten Staaten gegebene Beispiel nachzuahmen.

Wir müssen Ihnen hierauf erwidern, dass von der mexikanischen Regierung keine Eröffnungen an uns gelangt sind, die uns hätten veranlassen können, uns über die Anerkennung derselben auszusprechen, wesshalb es kaum angemessen gewesen wäre, unsrerseits die Initiative zu ergreifen.

Um jedoch die, wie es scheint, zeither abgebrochenen Beziehungen wieder in Fluss zu bringen, übermachen wir Ihnen ein neues Kreditiv² als Generalkonsul

1. *Non reproduite.* Cf. E 2/1371.

2. *Copie.* Cf. E 1001 (E) q 1/78.

der Eidgenossenschaft & laden Sie ein, bei der dortigen Regierung neuerdings das Exequatur nachzusuchen. Dabei bemerken wir, dass die Schweiz bis jezt immer an dem Saze festgehalten hat: es sei jedes Land berechtigt, sich seine Verfassungs- und Regierungsform selbst zu bestimmen. Demzufolge hat sie sich stets von den sogenannten Legitimitätsstreitigkeiten anderer Staaten fern gehalten & sich mit den thatsächlich bestehenden Regierungen in den nöthigen Verkehr gesezt. Wir haben daher seiner Zeit, als ein Gesandter der kais. Regierung³ uns ein Kreditiv überreichte, denselben den eben dargelegten Grundsätzen gemäss empfangen, wenn auch mit dem Ausdruke des Bedauerns, dass Mexiko aus einer Republik eine Monarchie geworden sei. Da nun aber die republikanische Staatesform wieder die Oberhand gewonnen hat, so nehmen wir unsere frühern Beziehungen zur Republik mit um so grösserer Befriedigung wieder auf, als die Sympathien der republikanischen Schweiz der Natur der Sache nach auch der republikanischen Staatsform in Amerika zugewendet sein müssen.

Indem wir Sie einladen, vom Inhalte gegenwärtiger Depesche dem Herrn Minister der auswärtigen Angelegenheiten in der Ihnen geeignet scheinenden Weise Kenntniss zu geben, benutzen wir [...].

3. *G. Barandiaran en 1864. Cf. E 2/968.*

117

E 2300 Paris 21

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Paris, 12. Januar 1868

Obwohl ich, wie Sie aus frühern Berichten wissen, wenig Glauben an das Zustandekommen einer Conferenz bezüglich der Römischen Frage habe, so wollte ich mich doch vergewissern, wie es gegenwärtig mit diesem Projekte stehe. Ich begab mich gestern zu Deprez, dem Directeur de la section politique auf dem Ministerium des Äussern, um etwas Näheres und Sicheres diessfalls zu erfahren.

Hr. Deprez gab mir sofort im vollständigen Wortinhalt Kenntniss von einer Cirkulardepesche, welche Moustier unterm 24. Dezemb. lezten Jahres an die französischen diplomatischen Agenten adressirt hat. Sie umfasst 4 Folioseiten, enthält aber eigentlich keine *neuen* Gesichtspunkte. Hauptzweck derselben ist offenbar, den Eindruck, den die bekannten Erklärungen von Rouher in der Sitzung des Corps législatif vom 5. Dezember 1867 gemacht hat, womöglich zu mildern. Es sei ja nichts Anders — heisst es darin — als was die französische Regierung schon früher ebenfalls als Ziel ihrer Politik deklariert habe: nur etwas lebhaft («vif») ausgesprochen! Schuz der Rechte des Papstes als Souverän, ohne desswegen der Souveränität Italiens sich feindselig gegenüber zu stellen. Das Nebeneinanderbestehen *beider* Souveränitäten mit Herstellung eines modus vivendi, der Conflikten

vorbeuge, sei nach wie vor als das Ziel dieser Conferenz anzusehen. Die franz. Regierung, gestützt auf die wohlwollenden Antworten, welche von der grossen Mehrheit der Staaten eingetroffen seyen, werde demnach ihre Bemühungen in bisherigem Sinn fortsetzen, u. zu diesem Zwecke pourparlers pflegen mit verschiedenen Mächten, vor Allem mit Italien und Rom etc. etc. Doch ich glaube voraussetzen zu sollen, der französische Geschäftsträger werde Ihnen ebenfalls vom Hauptinhalt jener Depesche Kenntniss gegeben haben. Dass *eine Abschrift* davon gegeben werden solle oder *könne*, davon ist am Schluss der Depesche keine Rede.

Deprez schien mir aber nicht sehr viel Zuversicht in das Gelingen des Projectes zu haben, und der Nuntius glaubt eben sowenig an einen Zusammentritt der Conferenz als Nigra und Lord Lyons, wie ich aus persönlicher Unterhaltung mit allen drei Collegen mich zu überzeugen Anlass hatte. Vor etwa 8 Tagen hat auch Holland eine zustimmende Erklärung zur Conferenz abgegeben. Auf meine Anfrage an den holländischen Gesandten von Nyefeldt, ob es mit Vorbehalten geschehen sei, bemerkte er mir, es sei ohne besondere Vorbehalte zur Abhaltung und Theilnahme an der Conferenz die Zustimmung ertheilt worden, «indem seine Regierung von der Ansicht ausgehe, sich erst in der Conferenz selbst über den Standpunkt zu erklären, den sie in der Römischen Frage einnehme.» Es ist also nur noch die Antwort von Belgien ausstehend, wo diese Conferenzfrage einen Hauptanstoß zur Ministerkrise gegeben hat. Über *die politische Situation im Allgemeinen* äusserte sich Deprez wie früher schon Moustier durchaus in friedlichem Sinn u. erklärte speziell, «die Verhältnisse zu Preussen haben sich in neuester Zeit ganz besonders freundlich gestaltet.» Der provisorische Geschäftsträger v. Preussen, Graf Solms bestätigte mir seinerseits ganz das Gleiche u. fügte bei, «die preussische Regierung u. ganz besonders der König sei fest entschlossen, Alles auszuweichen, was Frankreich irgend Grund zu Unzufriedenheit od. ernster Misstimmung geben könnte.» Der König sowohl als Bismark haben sich *auf das entschiedenste* in diesem Sinn gegenüber Graf Golz während seines letzten Aufenthaltes in Berlin ausgesprochen, so dass letzterer sehr befriedigt aus Berlin zurückgekehrt sei. Graf Golz selbst konnte ich gestern nicht sprechen; er hatte, während ich um 1 Uhr in die Ambassade kam, am *gleichen* Tage um 11 Uhr eine *schwere* Operation durch Nelaton bestanden. Sein Leiden ist nicht (wie öffentl. Blätter meldeten) ein Augenleiden. Er litt vielmehr an einem *bedenklichen*, wahrscheinlich krebsartigen Geschwür unterhalb der Zunge, das Nelaton, nachdem man den Patienten chloroformirt hatte, herausgeschnitten hat. Ich las das eigenhändige Bulletin von Nelaton, das lautete: «die kranke Stelle ist vollständig weggenommen, der Zustand des Patienten so befriedigend, als man es nach einer derartigen Operation erwarten darf.» Was aber *sehr beunruhigend* ist, ist der Umstand, dass der Vater v. Graf Golz ungefähr in gleichem Alter, in dem sich jetzt Golz befindet, am Zungenkrebs gestorben ist. Ich bedaure recht aufrichtig den wackern Collegen. Graf Solms ist sonst *nichts weniger* als optimistisch in Beurtheilung der Zustände & Verhältnisse zwisch. Frankreich u. Preussen. Diessmal aber äusserte er *grosse Zuversicht* in Erhaltung des Friedens zwischen beiden Staaten. «Wir wollen von Annexion der Südstaaten auch für lange *nichts wissen*», sagte er. «Die Hauptsache in internationalen Beziehungen haben wir ja schon durch die Militär-Conventionen u. den Zollverband. Nach der Vermehrung von Oppositionselementen in unserm Parlamente durch die süddeutschen Redner(!) sehnt man sich Berlin gar

nicht»!!! Darin dürfte er nicht ganz Unrecht haben! Wenn ich Ihnen diess melde, so darf ich aber anderseits nicht unterlassen beizufügen, dass diese Zuversicht in Erhaltung des Friedens durchaus nicht allgemein getheilt wird, dass vielmehr häufig u. zwar, wie ich als Ohrenzeuge bestätigen kann, aus dem Munde von der gouvernementalen Seite angehörnden Kammermitgliedern, das Urtheil gehört wird, «diese Lage könne nicht auf die Länge fortdauern; der Kaiser werde nolens volens dahin gedrängt werden, für die im Innern sich kundgebende Missstimmung durch Krieg einen Ableiter nach Aussen zu suchen. An der Spitze der Kriegspartei steht neben dem Kriegsminister auch der Minister der Marine. Beide entwikeln in Fortsetzung von Kriegsrüstungen *beharrliche* Thätigkeit. Wie unpopulär das noch in Berathung liegende Militärgesetz namentlich auch auf dem Lande ist, das haben die neulichen zwei Oppositionswahlen bewiesen, die der Regierung *höchst unerwartet kamen*.

Da auf die gleich nach Empfang Ihres diessfälligen Auftrages an die franz. Regierung gestellte Anfrage betreffend Revision des Staatsvertrages vom Jahr 1828 bisher noch keine Antwort erfolgt ist, so fragte ich Herrn Deprez gestern nach der Ursache dieser Zögerung. Er erwiderte mir, «man habe das Gutachten des Justizministeriums noch nicht erhalten, welches man vor Ertheilung einer Antwort abzuwarten habe.»

118

E 2/720

*Le Roi de Prusse au Président de la Confédération, J. Dubs*N¹

Berlin, 27. Januar 1868

Von dem Wunsche beseelt, den Norddeutschen Bund bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft vertreten zu sehen, um die freundschaftlichen Beziehungen, die bereits zwischen den verbündeten Staaten und der Schweiz bestehen, zu befestigen und zu entwickeln, habe Ich in Übereinstimmung mit dem Artikel XI der Verfassung des Norddeutschen Bundes beschlossen, im Namen desselben einen Gesandten bei der Eidgenossenschaft zu beglaubigen, und zu diesem Behufe Meinen General-Lieutenant von Roeder, welcher bereits die Ehre hat, mich bei Derselben zu vertreten, gewählt.

Indem Ich hiermit den General-Lieutenant von Roeder als Meinen ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister im Namen des Norddeutschen Bundes bei der Schweizerischen Eidgenossenschaft beglaubige, während seine bisherigen Funktionen gleichzeitig fortdauern, empfehle Ich ihn auch in dieser Eigenschaft Ihrem Wohlwollen, von dem er bereits manchen ehrenden und schmeichelhaften Beweis erhalten hat, und zweifle Ich nicht, dass er sich Meinen Intentionen gemäss auch ferner bemühen werde, für die Aufrechthaltung und weitere Ausbildung der zwischen den verbündeten Staaten und der Schweiz in so erfreulicher Weise bestehenden freundschaftlichen Beziehungen zu wirken.

1. *Contresignée par Bismarck.*

119

E 2/967

*Le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, W. Seward,
au Ministre résident des Etats-Unis d'Amérique à Berne, G. Harrington*

Copie¹

L

Washington, 1. Februar 1868

Ihre Depesche vom 4ten Januar ist uns zugekommen. Es ist erfreulich zu hören, wie die Operationen der schweizerischen Regierung still und erfolgreich vor sich gehen. Ebenso freut es uns zu vernehmen, dass die Schweiz der Lage einer Schwesterrepublik dadurch die wichtige Würdigung gezollt hat, dass sie mit der nun triumphirenden und neuerstarkten Republik von Mexico prompt in diplomatische Verbindung getreten ist.²

1. *Remise au Président de la Confédération par G. Harrington, Ministre résident des Etats-Unis d'Amérique à Berne. PVCF du 26 février 1868. Cf. E 1004 1/72, 756.*

2. *Cf. n° 116.*

120

E 6/44

*Le Vice-consul de Suisse à St-Petersbourg, A. Glinz,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Petersburg, 15./27. Februar 68

Die Expertencommission, eingesetzt um den *Zolltarif zu revidiren*, an deren Arbeiten theilzunehmen auch ich berufen worden, hat ihre Aufgabe gelöst & ist auseinandergegangen. Das von dieser Commission aufgehäufte Material geht jezt an eine engere Commission, von da an den Reichsrath. In der Commission der Experten standen sich 2 Ansichten diametral gegenüber, die der Importeure & die der hiesigen Fabricanten. Letztere begriffen ihre Zeit so wenig, dass sie durchwegs sogar höhere als die bisherigen Schutzzölle verlangten, ohne für dieses eigenthümliche Begehren irgend plausible Gründe vorbringen zu können. Ihren Forderungen gegenüber betonten die Importeure & auch die Vertreter der Regierung, dass ja der Zweck gegenwärtiger Zollrevision sei, die jetzigen hohen Sätze zu ermässigen, da doch anzunehmen sei, dass die russische Industrie in 11 Jahren (seit 1857, von wo der jetzige Zolltarif datirt) sich um so viel gehoben habe, um eine Verminderung des Schutzzoll's zu ertragen. Die beiden Partheien brachten es zu keiner Einigung & so stehen bei fast allen §§ die Vorschläge der Importeure neben denen der Fabricanten & wird es die Aufgabe des Reichsrathes sein, einen Ausgleich aufzufinden. Nach der Strömung, die leider in den höchsten Regionen herrscht, & die jedem russischen Begehren, eben & allein weil es ein *russisches* ist,

nur allzufreundlich entgegenkommt, ist kaum zu hoffen, dass der neue Zolltarif ein liberalerer sein wird als der frühere, was aber schon jetzt fest steht, ist, dass er eben so complicirt, ebenso wenig übersichtlich angelegt ist als der alte. Der preussische Handelsminister & der Zolldirektor haben diese wenig erbauliche Überzeugung auch von hier mit nach Hause genommen. Einer der wenigen §§, bei denen Einstimmigkeit zwischen dem betreffenden Fabricanten & den Handelsleuten geherrscht, & der jedenfalls in der Fassung angenommen wird, wie ihn die Expertencommission formulirt hat, ist der § über den Tüll, der für die St. Galler Industrie von Wichtigkeit ist; er lautet:

Tüll für Möbeln, in Mustern gewirkt & gestickt, dessgleichen Tüll Gardines & Mousseline Gardinen jeder Art, zahlt 40 cop pr. £, anstatt bisher R. 4.40 pr. £.

Glatter Tüll für Kleider, in Mustern gewirkt & gestickt zahlt R. 2.— pr. £, anstatt bisher R. 4.40.

Im Ganzen ist die Lage des russischen Reiches eine traurige, der Branntweinverbrauch nimmt in erschreckender Weise zu, so dass die Branntweintaxe in gar keinem Verhältniss zu der nur schwach zunehmenden Bevölkerung wächst, Viehseuchen & Missernten, zum Theil Folge irrationeller Behandlung des Viehes & Bodens, drücken die Landwirtschaft darnieder, eine gewissenlose Verwaltung der Bahnen lähmt den Verkehr, & sollte die altrussische, für eine Verlegung der Hauptstadt nach Moskau & eine aggressive, der Idee des Panslawismus dienenden Politik schwärmende Parthei, noch längere Zeit & in höherem Masse als diess schon leider bis heute der Fall ist, ihren Einfluss behalten, so sieht Russland einer traurigen Zukunft entgegen. Hoffen wir, dass der Herrscher sich soviel klaren Blick bewahrt hat, um noch früh genug einzusehen, wohin ihn seine Umgebung zu leiten gedenkt.

Man spricht von einer dritten inneren Prämien-Anleihe, welche in Loosen von 25 R. im Betrage von R. 200 Millionen in diesem Frühjahr zur Ausgabe kommen soll; auch neues Papiergeld ist in grossen Massen angefertigt worden & soll noch in diesem Jahr das alte ersetzen.

121

E 1004 1/72

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 28 février 1868

790. G. Konsul Hitz in Washington, Ernennung zum politischen Agenten.

Politisches Departement. Vortrag v. 27. diess.

Mit Rücksicht auf zwei Briefe des schweiz. *Generalkonsuls in Washington* N. 6 vom 22. v. Mts. und N. 18 vom 12. diess.¹, worin er sich beschwert, dass ihm von dem Staatsdepartement nicht einmal die den diplomatischen Vertretern zuge-

1. *Non reproduites.* Cf. E 2/1505.

standene Begünstigung der Zollfreiheit für die zu seinem persönlichen Bedarf eingeführten Gegenstände gewährt werden wolle, indem er als Generalkonsul keinen diplomatischen Charakter trage, wird dem gestellten Antrage entsprechend beschlossen:

1. Es sei Hr. Hitz in Washington zum *Generalkonsul und politischen Agenten der schweizerischen Eidgenossenschaft* bei den Vereinigten Staaten von Nordamerika ernannt.

2. Sei ihm im Hinblike auf seine Stellung als politischer Agent ein besonderes Kreditiv zuzufertigen mit dem Auftrage, solches dem Staatssekretär zu überweisen.

3. Sei Hrn. Ministerresident Harrington von dieser Schlussnahme Kenntniss zu geben mit dem Beifügen, dass der Bundesrath durch Ertheilung dieses politischen Charakters an seinen Generalkonsul in Washington der Regierung der Vereinigten Staaten zugleich einen Beweis seiner besondern Achtung zu geben beabsichtige.

122

E 13 (B) 235

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Chef du Département du Commerce et des Péages, W.M. Naeff*

R

Wien, 28. Februar 1868

Binnen zwei oder drei Tagen dürfte, nach hier eingelangten Nachrichten, der Handelsvertrag zwischen Preussen, resp. Zollverein und Österreich unterzeichnet werden. Die neuen getroffenen Bestimmungen werden auch für die Schweiz von sehr grosser Tragweite sein, denn, wie ich vernehme, soll Österreich dahin einwilligen, seinen Zoll auf Baumwoll-, Lein- und Wollwaaren dem des Zollvereins gleichzustellen, Preussen dagegen eine sehr bedeutende Herabminderung (man spricht sogar von einer gänzlichen Aufhebung) der Viehzölle, mit Ausnahme derjenigen auf Schweine, bewilligen: Nach den vereinbarten Bestimmungen unseres Handelsvertrages werden also die oesterreich. Concessionen uns auch zu Gute kommen und wahrscheinlich auch die Zollverein'schen.

Es ist diess eine neue und ernste Mahnung für uns, den Abschluss des Handelsvertrages zu beschleunigen, denn unsere schweiz. Fabricanten würden, nach dem Innslebentretten des neuerdings erniedrigten Zolles für Baumwollwaaren, noch weit weniger mit Frankreich und dem Zollverein in ihrem Handel nach Österreich concurririeren können, als es jetzt schon der Fall ist.

Aus meinen verschiedenen Depeschen an den Hr. Bundespräsidenten werden Sie sich zur Genüge überzeugt haben, dass alle weiteren Verhandlungen über die Weinzölle und den Veredelungsverkehr gänzlich nutzlos wären. Die kais. Regierung hat die *bestimmte* Erklärung dahin abgegeben und dieselbe motivirt, dass sie unter keiner Bedingung mehr in dieser Richtung Concessionen machen könne. Es bleibt uns daher nur übrig, so bald wie möglich den Vertrag zu unterzeichnen,

damit nach dem Abschlusse desselben auch der neue Tarif ins Leben treten kann. Über dieses Verhältniss habe ich mich in meiner Depesche vom 22. Februar¹ an den Hr. Bundespräsidenten ausgesprochen.

Ich erlaube mir noch die Bitte, hochgeehrter Herr Bundesrath, diese Angelegenheit so viel als möglich zu beschleunigen, damit bald nach der Rückkehr des Hr. von Pretis, die zweifelsohne in wenigen Tagen erfolgen wird, der Vertrag unterzeichnet werden kann, und ergreife etc.

1. *Reproduite en annexe.*

ANNEXE

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Vertraulich

Wien, 22. Februar 1868

Ich habe gestern Abends mit dem Ministerialrath Baron Gagern über den mir gewordenen Auftrag: dahin zu wirken, dass die k.k. Regierung der Schweiz den Conventionaltarif schon *vor* dem Abschlusse des Handelsvertrages gestatte, weitläufig Rücksprache genommen. Nachdem Baron Gagern hervorgehoben hatte, dass Österreich bisher vor Abschluss von Handelsverträgen noch nie ein derartiges Zugeständniss gemacht habe, sagte er mir folgendes: Der Handelsvertrag zwischen Österreich und der Schweiz sei nun so weit gediehen, dass derselbe, wenn von schweizerischer Seite dem Abschlusse desselben nicht durch weitere Verhandlungen über die beiden Fragen wegen des freien Veredelungsverkehrs und Weinzolles, die ohnehin fruchtlos sein und zu keinem Ziele führen würden, Schwierigkeiten entgegengesetzt werden, nach der Rückkunft des Hr. v. Pretis von Berlin, welche wohl künftige Woche erfolgen werde, in *einer* Conferenzsitzung vollkommen vereinbart und dann unterzeichnet werden könne. Der Vertrag könnte dann noch im Laufe des Monat März dem Reichsrathe zur Ratification unterbreitet werden und die k.k. Regierung würde dann sicherlich keinen Anstand nehmen, der Schweiz sogleich den Conventionaltarif zu gewähren, also noch *vor* Austausch der Ratificationen. Baron Gagern fügte bei, dass, wenn ich heute an das Ministerium des Äusseren in einer Note das Verlangen um Gewährung des Conventionaltarifs stelle, die Rückäusserung wegen des durch den Dualismus bedingten äusserst schwerfälligen Geschäftsganges (zudem über ein Novum) sicherlich ein Paar Monate auf sich warten lassen würde; jedenfalls könnte die Unterzeichnung des Handelsvertrages und die Ratification desselben durch den Reichsrath *weit früher geschehen*.

Es ist nun natürlich dem Ermessen des hohen Bundesrathes anheimgegeben, den Abschluss des Handelsvertrages zu beschleunigen und die so oft ausgesprochenen Wünsche der schweizerischen Handelswelt zu erfüllen.

[...]

123

E 1001 (E) q 1/78

*Le Conseil fédéral au Consul général de Suisse à Rome, L. Schlatter**Copie*

L

Berne, 28 février 1868

Nous sommes en possession de vos dépêches des 4 et 29 janvier¹ derniers, qui nous informent des démarches que vous avez faites jusqu'ici pour obtenir du Gouvernement Pontifical l'échange de déclarations assurant l'application aux marchandises suisses des avantages accordés à la nation la plus favorisée par le récent traité de commerce avec la France.

Cette communication nous engage à vous inviter, Monsieur le Consul Général, à vous efforcer d'accélérer l'échange des déclarations dont il s'agit entre la Suisse et les Etats de l'Eglise. En même temps, vous rectifierez la manière de voir du Gouvernement Pontifical que les réductions à accorder par lui seraient sans compensations de la part de la Suisse et cela en vous fondant sur les droits de péage de la Suisse qui sont tous très peu élevés et notamment sur les réductions de péages récemment accordées à la France et à l'Italie, dont jouit déjà aussi le Saint-Siège. Vous ferez observer que cette co-jouissance pourrait toutefois cesser si l'assimilation désirée par la Suisse lui était refusée; par contre, le tarif général des péages devrait être appliqué, comme cela a actuellement encore lieu vis-à-vis de l'Autriche, jusqu'à ce que le traité de commerce projeté ait été conclu avec cet Etat.

1. *Non reproduites.* Cf. E 2200 Rome 1/38.

124

E 2/2101

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Wien, 1. März 1868

Ich beeile mich, Ihre geehrte Zuschrift vom 27. Februar¹ bezüglich der Anfrage der k. württemberg'schen Regierung in Hinsicht auf das Ansuchen des Coloniedirectors Dr. Blumenau zu beantworten.

Seit dem Abschlusse meiner brasilianischen Mission im Jahre 1861² habe ich die Colonisationsverhältnisse Brasiliens ununterbrochen mit grosser Aufmerksamkeit verfolgt, was mir auch in soferne erleichtert wurde, als mir alljährlich die

1. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/49.

2. Cf. E 2/1441, 1442, 2102—2105.

officiellen Regierungsberichte über Colonisationsangelegenheiten von brasilianischer Seite übermittelt wurden. Ich bin daher auch in der Lage, hier in gedrängter Kürze Ihnen die einschlägigen Verhältnisse zu characterisiren. Im Jahre 1862 gewann, sowohl im Ministerium, als auch in den Kammern in Rio de Janeiro die *nativistische* Parthei die Oberhand. Sie war jeder auf Begünstigung einer *fremden* Einwanderung hinzielenden Regierungsmassregel abhold, und behauptete, die Regierung würde weit vernünftiger handeln, wenn sie, statt Ausländern Subsidien und gutes Akerland zu verabfolgen, diese Begünstigung Einheimischen zukommen lassen würde; man würde auf diese Weise eine im allgemeinen wohlhabende Bevölkerung heranziehen, die unter den Institutionen ihres eigenen Vaterlandes aufgewachsen, der Regierung die vielfältigen unangenehmen Reclamationen fremder Mächte ersparen würde. Diese Parthei berücksichtigte aber nicht, dass auf diese Weise dem bedenklichen Mangel an Arbeitskräften nicht abgeholfen würde, dass das brasilianische Proletariat zu faul zum Arbeiten ist und es weder Geldsubsidien noch Länderschenkungen bedürfe, wenn ihm überhaupt an der Arbeit gelegen wäre. Einige gänzlich erfolglose Versuche überzeugten schliesslich die Nativisten von dem Irrigen ihrer Projecte.

Nach Vollendung des Bürgerkrieges in Nordamerika zeigten mehrere Pflanzer der Südstaaten Neigung, mit bedeutenden Capitalien, Maschinen, intelligenten Arbeitskräften u.s.f. nach Brasilien überzusiedeln, und sandten einige Abgeordnete nach dem Kaisereich, um sich über die dortigen Verhältnisse zu informiren. Sie wurden von der Regierung mit offenen Armen empfangen, von den Localbehörden im Triumphe durch mehrere Provinzen begleitet, von der Bevölkerung fêirt, von der öffentlichen Presse mit Jubel begrüsst. Die schlaunen Yankees erwiderten diese Ovationen durch das Versprechen, eine massenhafte Einwanderung von ausgezeichneten Colonisten mit grossen Capitalien nach Brasilien zu lenken, und die Brasilianer träumten schon von einer neuen Ära nationalen Wohlstandes. Die Regierung sandte Agenten nach Nordamerika, u. nach ungefähr einem halben Jahr langten auch ein Paar Schiffe mit nordamerikanischen Emigranten in Rio de Janeiro an; es waren mehrere Hundert Köpfe zusammengelaufenes Gesindel, aller möglichen Nationen, der Auswurf einiger nordamerikanischen Hafенplätze. Die Reise der Yankeesabgeordneten enthüllte sich als ein grossartiger Humbug. Die Auswanderung nach Brasilien fand in den Vereinststaaten so wenig Anklang, dass die Dampfer der neu errichteten Postlinie Newyork—Rio de Janeiro ihre ersten Reisen entweder ganz ohne Passagiere, oder nur mit einer kaum nennenswerthen Zahl, unter der sich aber keine Emigranten befanden, machen mussten.

Nachdem die Hoffnung auf eine grosse nordamerikanische Immigration so kläglich gescheitert war, und als die Frage der Emancipation der Sklaven immer ernster in den Vordergrund trat, richtete die kais. Regierung von neuem ihre volle Aufmerksamkeit auf die europäische Einwanderung. Sie scheint zur Einsicht gelangt zu sein, dass nur durch das Herbeiziehen vorzüglich deutscher Arbeitskräfte dem gänzlichen Ruine der Agricultur ein wirksamer Damm entgegengesetzt werden könne und hat daher auf legislatorischem Wege eine Anzahl von Übelständen beseitigt, die früher die bürgerlichen und religiösen Rechte der Einwanderer im hohen Grade beeinträchtigt hatten. Massregeln, die ich in dieser Richtung der kais. Regierung in den Jahren 1860 u. 1861 dringend empfahl, hat

sie endlich ins Leben treten lassen und es lässt sich nicht in Abrede stellen, dass sich die Colonisationsverhältnisse von Jahr zu Jahr günstiger für die Einwanderer gestalten. Es bildete sich im Jahre 1866 zu Rio de Janeiro eine internationale Einwanderungsgesellschaft, an deren Spitze aufgeklärte und tüchtige Männer stehen und die den Hauptzwek hat, die Einwanderung durch moralische u. pecuniäre Mittel zu unterstützen. Der erste Rechenschaftsbericht dieser Gesellschaft, den ich vor Kurzem erhalten habe, weist auch in der That sehr erfreuliche Resultate ihrer Wirksamkeit nach.

Die Regierung hat, wie ich vernehme, den Dr. Hermann Blumenau zu ihrem Generalagenten für Emigration in Europa ernannt. Ich kenne Dr. Blumenau persönlich und kann die ernste Versicherung geben, dass er ein in jeder Beziehung durch u. durch ehrenhafter und achtungsvoller Character ist. Über seine Wirksamkeit als Begründer und Director der gleichnamigen deutschen Colonie in der Provinz Santa Catharina habe ich im dritten Bande meiner Reisen durch Südamerika p. 380 u. ff. ausführlich gesprochen.

Da die südlichen Provinzen Brasiliens durch ihr gesundes subtropisches Clima, ihren meistentheils vortrefflichen Boden, durch zahlreiche, zum Theil sehr prosperirende deutsche Colonien sich ganz vorzüglich für die deutsche Einwanderung eignen, da ferner die kais. brasilianische Regierung sich fortwährend bemüht, durch zwekmässige Gesetze und Verordnungen alle jene Übelstände zu beseitigen, die früher so vielfach Gegenstand für gerechtfertigte Reclamationen europäischer Regierungen waren, da die brasil. Regierung den Inmigranten selbst einige wichtige materielle Vortheile gewährt, da endlich die Einwanderer, wenn sie nach Brasilien kommen, nicht verlassen und auf sich selbst angewiesen oft dem grässlichsten Elende verfallen, wie diess nur zu oft in den Vereinsstaaten vorkommt, sondern bei Fleiss und Nüchternheit in verhältnissmässig kurzer Zeit sich eine befriedigende Existenz schaffen können, so finde ich unter den gegenwärtigen Verhältnissen durchaus keine hinlänglichen Gründe, die irgend eine deutsche Regierung noch veranlassen könnten, die *früher allerdings motivirten* Verfügungen gegen die Auswanderung nach Brasilien auf noch fernerhin aufrecht zu erhalten.

Ich gebe dieses Urtheil nur nach genauer Kenntniss und reiflichster Überlegung der bezüglichen Verhältnisse ab.

125

E 2300 Vienne 18

Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi, au Président de la Confédération, J. Dubs

RP

Vertraulich

Wien, 10. März 1868

Ich war heute auf dem Ministerium des Äusseren bei Baron Gagern, um mich nach dem Stand der Rheincorrection zu erkundigen. Hr. v. Gagern sagte mir, dass vor drei Tagen ein Beamter des Ministeriums des Äusseren zu Ministerialrath

Passetti geschickt wurde, um sich zu erkundigen, wann er seine Arbeiten wieder aufnehmen könne. Der betreffende Beamte habe Hr. v. Passetti zwar noch leidend gefunden, aber doch voll Hoffnung, bald wieder arbeitsfähig zu sein. Passetti, fügte er bei, sei sehr unglücklich darüber, dass er für jezt an der Vollendung einer Arbeit, die er mit sehr grosser Vorliebe ausführe und von deren hoher Wichtigkeit er durchdrungen sei, gehindert sei. Baron Gagern fügte bei, dass er es für eine grosse Calamitaet halten würde, wenn man genöthigt wäre, einem andren Referenten die Arbeit zu übertragen, denn Passetti, da er jezt in Pension sei, habe nach keiner Seite hin mehr eine Rücksicht zu beobachten und könne daher sein Gutachten auf die unabhängigste Weise abgeben. Minister Giskra habe sich auf den vollkommen richtigen Standpunkt gestellt, sich bei seinem Entscheid nur von dem technischen Gutachten leiten zu lassen und da nun von diesem Gutachten alles abhängt, so sei es eben von der grössten Wichtigkeit, dasselbe von einem so entschiedenen Anhänger des Fussacher Durchstiches, wie es Passetti sei, abgeben zu lassen. Ich bin überzeugt, Sie werden dieses Verhältniss vollkommen würdigen und mit mir die Ansicht theilen, dass wir bei dieser Sachlage durch Zuwarten von ein Paar Wochen gewiss weit eher gewinnen als verlieren. Nachdem sich die Frage nun schon durch so viele Decenien hinausgeschleppt hat, und endlich dem Entscheid nahe steht, so wäre es nicht wohl gerechtfertigt, wenn ich durch das Drängen nach einem andren Referenten den jezigen günstigen Stand der Angelegenheit wieder vollkommen in Frage stellen würde.

Der Handelsvertrag zwischen Preussen und Österreich soll gestern abgeschlossen worden sein. Details fehlen noch. Ich hoffe künftige Woche ebenfalls die Schlussconferenz abhalten zu können.

Baron Gagern sagte mir, dass ihm Hr. v. Zulauf vor kurzem geschrieben und weitläufige Explicationen bezüglich der gemeinsamen Behandlung der schwebenden Frage gemacht habe und zwar auf eine Weise, dass er (Baron Gagern) sich veranlasst gesehen habe, Hr. v. Z. zu versichern, dass er von mir nicht verklagt worden sei! Hr. v. G. fügte bei, «Hr. v. Z. sei auf dem Ministerium des Äusseren als ein Faccendone bekannt.» Ich glaube, diese *sehr vertrauliche* Bemerkung ist wohl geeignet, zu einigen Reserven Hr. v. Z. gegenüber zu veranlassen; mir scheint, dass Hr. v. Z. etwas geneigt zu Klatschereien ist und ich erlaube mir daher die Bitte an Sie, hochgeehrter Herr, ihm gegenüber nur mit grosser Vorsicht Gebrauch von meinen Mittheilungen zu machen.

Die Stelle in der Sonntagspost vom 8. März in einer Correspondenz von Appenzell AR, worin es heisst, dass im Canton das Gerücht gehe, Dr. Meier¹ sei in Wien *ermordet* worden, hat hier mit Recht die grösste Entrüstung hervorgerufen. Der Selbstmord ist so evident, so über alle Zweifel erhaben, dass man eben gar nicht begreifen kann, wie der Gedanke einer *Ermordung* auch nur einen Augenblick lang aufkommen konnte. Die Mörder könnten ja nur die besten Freunde Dr. Meiers sein, die ihn in seiner Krankheit mit der grössten Aufopferung gepflegt haben!! Dr. Meier erstach sich in der Mittagsstunde in einem unbewachten Augenblicke und war noch bei voller Besinnung, als einer seiner Freunde zu ihm ins Zimmer trat.

1. Johann Ulrich Meyer, Conseiller national d'Appenzell, qui mit fin à ses jours le 4 février 1868 à Vienne.

Seit zwei Tagen schwirren sonderbare Gerüchte herum, die von nicht weniger, als von einer «Palastrevolution» handeln; man wolle den Kaiser wegen seiner freisinnigen Richtung zum Abdiciren bewegen; Erzherzog Albrecht stehe an der Spitze der revoltirenden Camarilla etc. Man bringt diese Bemühungen mit dem Ehrengesetz in Verbindung, das dieser Tage im Herrenhause zur Verhandlung kommen soll, bei welcher Gelegenheit die Erzbischöffe eine grossartige (bis jezt noch nicht näher characterisirte) Demonstration zu machen beabsichtigen sollen. Diese Gerüchte, die, wie mir versichert wird, jeder thatsächlichen Grundlage entbehren (mit Ausnahme jener der erzbischöflichen Demonstrationen), sind in sofern sehr beachtenswerth, als sie beweisen, wie sehr noch die Bevölkerung einen unglücklichen Einfluss von Seite der ultramontanen Parthei auf das junge Verfassungsleben befürchtet.

126

E 2300 Washington 5

Le Consul général de Suisse à Washington, J. Hitz, au Conseil fédéral

R

Washington, 10. März 1868

Im Laufe der gegenwärtigen Sitzung des Congresses hat Herr Wilson, Senator von Massachusetts, den hier mitfolgenden Antrag gestellt. Es geht daraus hervor, dass man hier auch anfängt sich umzusehen, wie die Vertretung im Auslande und vorzüglich die diplomatische mit geringerm Kostenaufwand bestellt werden könne. Der Antrag des Hr. Wilson lautet u.a. dahin, dass für die Schweiz *kein* Ministerresident ernannt werden solle, sondern dass der nach Oesterreich bevollmächtigte Minister auch für die Schweiz *akreditirt* werde. Nach Bern käme sonach blos ein Legationssekretär desselben mit einem Gehalt von \$ 1500 per Jahr; derselbe würde hingegen berechtigt sein das Exequatur eines Generalkonsuls zu beanspruchen, so wie den Titel Chargé d'Affaires zu führen, dürfte jedoch nicht direkt mit dem Staatsdepartement correspondiren, sondern nur durch die Vermittlung des bevollmächtigten Ministers in Wien. Die Schweiz käme somit in die gleiche Category mit Portugal, Griechenland, Dänemark, Niederlande, Ecuador & Bolivia zu stehen. Ob nun eine derartige Änderung der Repräsentation der Vereinigten Staaten bei der Schweiz der leztern ebenso vortheilhaft sein wird oder durch die Sympathie, welcher ein amerikanischer Minister für die Schweiz haben sollte, bei der österreichischen Regierung dieselbe zum Vortheil der Schwesterrepublik merken lassen würde, ist zu erwägen! Die Grundidee des Herrn Senator Wilson scheint derjenigen der schweizerischen Rätthe gleich zu kommen, nämlich eine möglichst billige Landesvertretung zu erzielen, aber zwar auf eine Weise, welche derselben alle Vortheile einer Diplomatischen zusichern solle. Es ist dieses natürlich nur ein gestellter Antrag, der vorläufig im Comité besprochen und wahrscheinlich erst in der nächsten Sitzung zur Verhandlung reif sein wird; und ist anzunehmen, dass während diesem Jahre keine Änderung statt-

findet. Inzwischen erlaubt sich der Unterzeichnete, um Instruktionen anzufragen, wie er sich in dieser Sache zu verhalten habe, ob stillschweigend für den bisherigen Status, oder für die angeregte Änderung?¹

1. *Réponse du Conseil fédéral du 30 mars 1868*: «... laden wir Sie ein, bei vorkommenden Gelegenheiten, — ohne indess solche zu suchen — sich in dem Sinne aussprechen zu wollen, dass die schweiz. Bundesregierung eine Änderung des bisherigen Verhältnisses in der diplomatischen Vertretung der Vereinigten Staaten nur ungerne sehen würde.» E 1001 (E) q 1/78.

127

E 2200 Vienne 1/49

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
au Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi*

L

Bern, 12. März 1868

Indem ich Ihnen den Empfang Ihrer verehrlichen Schreiben vom 3. u. 8. März¹ bescheinige, fühle ich mich vor Allem aus bewogen, Ihnen die volle Befriedigung auszusprechen über die von Baron Beust bezüglich der Behandlung der hängigen Fragen abgegebenen Erklärungen. Es sind uns dieselben ein Beweis hoher Einsicht und ernstlichen Willens, durch Beseitigung aller Streitigkeiten die Bahn für Entwicklung dauernd freundschaftlicher Beziehungen zwischen der Schweiz und Österreich zu ebnen. Die Österreich. Regierung darf versichert sein, dass sie auf dieser Bahn stets dem aufrichtigsten Entgegenkommen der schweiz. Behörden begeben wird.

Was die Verbindungsstrassen zwischen Graubünden und dem Tyrol anbetrifft, so ist es ganz sicher, dass dieselben längere Zeit vom Tyrol aus Glaubensformalismus mit ungünstigen Augen angesehen worden sind. Gegenwärtig scheint sich aber wenigstens in den nächsten beteiligten Gegenden die Stimmung stark geändert zu haben.

Seit der Einführung der Brennerbahn ist nemlich die Inn-Etschthalstrasse verödet, es haben jene Gegenden den frühern lebhaften Verkehr zum grössten Theil verloren und es wird die österreich. Regierung lebhaften Dank von Seiten jener Bevölkerungen ernten, wenn sie ihnen zum Ersatz wenigstens Verbindungen mit dem Engadin und Münsterthal eröffnet.

In der Rheinkorrektionssache wollen wir Herrn Passetti durchaus weder ungebührlich drängen, noch auf die Seite gesetzt wissen. Es ist Ihnen aber selbst persönlich bekannt, dass wir in der Rheinfrage hauptsächlich die Vorarlbergischen Industriellen zu Gegnern haben. Nachdem man diesen bezüglich des Veredlungsverkehrs Rechnung getragen, dürften sie wohl auch ihrerseits die Opposition gegen die Rheinkorrektion aufgeben. Diess ist oben der Punkt, wo die beiden Fra-

1. *Non retrouvés.*

gen in einander hängen u. warum wir unsererseits gewünscht hätten, es hätten dieselben den gesetzgebenden Körpern der beiden Staaten gleichzeitig vorgelegt werden können. Unsererseits haben wir nemlich das gleiche Interesse, dem Rheinthal, dessen Weinen wir das gewünschte Absatzgebiet nicht eröffnen können, in einer andern wichtigen Frage eine Kompensation zu bieten.

Bezüglich der Engadinerstrasse enthielt mein Schreiben vom 4.² wirklich einen Fehler; es ist nicht das linke, sondern das rechte Ufer als nicht lawinenzüchtig postulirt. Von der Regierung von Graubünden ist noch keine Antwort eingegangen.

In der Gesandtschaftsfrage hat die österreichische Regierung wohl recht, wenn sie Herrn v. Mülinen nicht hieher schickt, da derselbe in schiefe Stellungen sonst nothwendig kommen müsste. Mit Herrn Geschäftsträger Zulauf³ sind wir durchaus in den besten Beziehungen, so dass es uns ganz angenehm sein wird, wenn derselbe noch längere Zeit bei uns gelassen wird.

Was die Stellung des schweizerischen Gesandten in Wien und dessen Repräsentationsgebiet betrifft, so habe ich Ihnen nach genommener Rücksprache mit den Mitgliedern des Bundesrathes mitzutheilen, dass wir in ersterer Beziehung der Bundesversammlung im Laufe dieses Jahres eine Vorlage machen zu können hoffen, welche Ihren Wünschen entsprechen dürfte, während es dagegen nicht rathsam erscheint, in den Repräsentationsverhältnissen dermalen schon Änderungen zu treffen, welche einen fast beleidigenden Charakter gegen den deutschen Nordbund hätten.

2. *Non reproduit.*

3. *Cf. n° 125.*

128

E 13 (B) 151

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Berlin, 28. März 1868

Ihre hochverehrl. Zuschriften (eine vom 23.¹, zwei vom 25.² datirt) sind mir theils gestern, theils heute richtig eingegangen; ebenso gestern ein Telegramm³, womit Sie die Zustimmung des h. Bundesrathes zu dem vorgeschlagenen Reductionsfusse anzeigen. Was nun zunächst die *postalischen Verhandlungen* anbelangt, so hat sich Ihr diesfälliges Schreiben mit meiner letzten ergebnen Depesche gekreuzt u. Sie werden der letzteren entnommen haben, dass wir, Ihrem Wunsche gemäss, die schweiz. Position in der That aufs Äusserste vertheidigt

1. *Non reproduite. Cf. E 1001 (E) q 1/78.*

2. *Non reproduites. Cf. E 1001 (E) q 1/78.*

3. *Non reproduit. Cf. E 13 (B) 110.*

haben, dass aber auf Seite der deutschen Commissarien selbst die Drohung mit Abbruch der Verhandlungen keine Sinnes-Änderung zu bewirken vermochte. Ich sehe nun der endlichen Entschliessung des h. Bundesrathes, in Antwort auf meine Zuschrift vom 26. März⁴ entgegen.

In Betreff des Hrn. Mercier habe ich Nachfolgendes zu berichten: unmittelbar nach Empfang Ihrer bezüglichen Zuschrift sandte ich ihm dieselbe zu, mit der Bitte, mich am Abend zu besuchen u. mir seine Erklärung abzugeben, ob er mit den Propositionen des h. Bundesrathes einverstanden sei. Hr. Mercier erschien dann gestern Abend bei mir u. eröffnete, dass in Bezug auf den Geldpunkt keinerlei Schwierigkeit bestehe: er sei ganz damit einverstanden, dass ihm kein Gehalt zukomme für die Zeit, wo der Gesandte in Berlin anwesend sei u. er also auch die Geschäfte der Legation nicht zu besorgen habe. Dagegen nimmt er an einem anderen Punkt Anstoss: er folgert nämlich aus der Fassung des an ihn gerichteten bundesräthl. Schreibens, er habe die Meinung, dass er jetzt zum Attaché ernannt werde bloß für die Zeit bis zur Ankunft des neuen Gesandten u. dass überhaupt jene Qualification ihm nur zukomme, wenn der Gesandte abwesend sei. Dies nun könnte ihm nicht convenieren: wird er jetzt als Attaché eingeführt u. diese Eigenschaft geht ihm vielleicht in 2—3 Monaten wieder verloren, so fürchtet er, es möchten daraus im hiesigen Publikum irrthümliche Schlüsse gezogen u. die Sache so aufgefasst werden, als würde er wegen mangelhafter Geschäftsbesorgung beseitigt. Sein Wunsch geht deshalb dahin, dass man ihn als Attaché bezeichne in der Meinung, dass er diese Stelle *dauernd*, auch nach dem Eintritt des neuen Gesandten, behalte, immerhin in Betreff der Besoldung in dem vorberichteten Sinne, dass diese ihm nur während der Zeit, wo er die Geschäfte allein zu besorgen hätte, zukäme. Sollte der BR. Nicht geneigt sein, dermalen auf einen derartigen Vorschlag einzutreten, so würde Hr. Mercier vorziehen, einstweilen die Geschäfte in bisheriger Weise fortzuführen, ohne eine feste Stellung mit interimistischem Character zu übernehmen. Tritt dann der neue Gesandte wirklich ein, so würde dazumal die Frage zu erörtern sein, ob er als Attaché im vorbezeichneten Sinne zu ernennen oder einfach seines bisherigen Mandates zu entheben wäre. Ich begreife den Standpunkt, auf welchen sich Hr. Mercier stellt, ganz wohl u. muss gestehen, dass die bloß vorübergehende Wahl zum Attaché mit der Perspective einer Entlassung nach kurzer Zeit nicht recht als annehmbar erscheint. Vielleicht dürfte es wohl, gemäss einer früher von mir gemachten Andeutung, das Beste sein, das jetzige Provisorium für einmal u. bis zum Eintritt des neuen Gesandten einfach fortbestehen zu lassen. Indem ich übrigens Ihren weitem massgebenden Entschliessungen entgegensehe, füge ich hinzu, dass ich bei Sachlage selbstverständlich Ihrem Auftrage, die Ernennung des Hrn. Mercier der hiesigen Regierung zur Kenntniss zu bringen, für einmal keine Folge gebe.

Dass Hr. Stählin-Brunner die Mission in Sachen des *Handelsvertrages mit dem Zollverein* ablehnt, hat er mir selber brieflich angezeigt u. wenn ich auch, ihrem Wunsche gemäss, ihn sofort durch eine Antwort auf jene Mittheilung zu bestimmen versucht habe, seinen diesfälligen Entschluss abzuändern, so fürchte ich (nach der Natur seiner Ablehnungsgründe), dass er schwerlich darauf eingehen

4. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 110.

wird. Gleichwohl habe ich, um ihm über Beginn u. Dauer der Verhandlungen einige Aufklärung geben zu können, nicht unterlassen, mit dem Präsidenten des Bundeskanzleramtes, wirkl. Geh. Rath Delbrück, eingehend Rücksprache zu nehmen. Derselbe sagt mir nun, da zu den betreffenden Unterhandlungen die 3 süddeutschen Regierungen zugezogen werden müssen, so sei allervorderst an diese die Einladung zur Bezeichnung von Commissarien zu erlassen; dies wolle er auf Verlangen gerne telegraphisch besorgen u. da voraussichtlich durchgängig die ohnehin hier anwesenden Zollbundsräthe werden ernannt werden, so könne daraus eine grosse Verzögerung nicht entstehen; vor dem 5. April dürfte es indessen doch kaum möglich sein, mit den Verhandlungen zu beginnen. Was dann die *Dauer* derselben betrifft, so glaubte er, die Sache werde nicht sehr schwierig u. complicirt sein; dennoch müsse er, auf vielfältige Erfahrungen gestützt, voraussetzen (da Anfragen in Bern u. in den süddeutschen Hauptstädten unvermeidlich sein werden), dass Ende April jedenfalls als Schlusstermin ins Auge gefasst werden müsse. Er liess dabei durchblicken, dass deutscher Seits u. A. eine Convention betreffend Schutz des literarischen u. künstlerischen Eigenthums in Anregung kommen werde, u. ich setze meinerseits voraus, dass gerade hierüber die Verhandlung weder ganz leicht noch ganz einfach werden dürfte; denn wenn ich mich nicht täusche, verlangt man von Seite Preussens ein ähnliches, vertraglich festgelegtes Gesetzbuch, wie wir es den Franzosen eingeräumt haben. Ich weiss nun freilich nicht, ob nach dem Volksvotum vom 14. Januar 1866⁵ der BR. geneigt sein wird, auf etwas Derartiges einzutreten: aber im Bejahungs- wie im Verneinungsfalle wird dieses Punctum sicherlich zu längern Verhandlungen Anlass bieten, u. ich darf daher annehmen, dass in der That der von Hrn. Delbrück in Aussicht gestellte *früheste* Endtermin (30. April) in Wirklichkeit wohl erreicht werden wird. Angesichts dieser Perspective muss ich aber meiner Seits den h. Bundesrath dringend bitten, mich des daherigen Auftrages zu entbinden: ich habe vor meiner Abreise von Glarus meiner Regierung, als sie mir den erforderlichen Urlaub ertheilte, die bestimmte Zusage machen müssen u. gemacht, dass ich auf die Landsgemeinde vom 3. May jedenfalls zurück sein werde; dies aber wäre offenbar einfach unmöglich, wenn ich des Handelsvertrages wegen bis zum 30. April u. vielleicht noch darüber hinaus in Berlin zu verweilen hätte. Da hinwieder, wenn nicht das Jahr 1868 wieder ohne Erledigung des Gegenstandes verstreichen soll, nicht allzu lange zugewartet werden darf, zumal bald nach Ostern das Zollparlament zusammentritt u. kaum länger als 5—6 Wochen tagen wird, so möchte ich den h. Bundesrath bitten, mit der Bezeichnung von Delegirten nicht allzu lange zuzuwarten. Zeigt sich Hr. Stählin-Brunner, dem ich heute auch noch schreibe, geneigt, die Mission zu übernehmen, so könnte er sie, da er die Sache am allerbesten kennt, füglich allein durchführen; eventuell dürfte es nicht schwierig sein, ihm innerhalb kurzer Frist noch einen Mitarbeiter an die Seite zu geben. Von meiner Person muss aber, aus den angedeuteten Gründen, entschieden Umgang genommen werden, so leid es mir thut, ein Geschäft, an welchem ich s. Zt. mit Liebe u. Interesse gearbeitet habe, nun, da es zum Abschluss kommen soll, aus der Hand zu geben. Ich hoffe indessen, der h. Bundesrath werde mir diese

5. *Votation populaire du 14 janvier 1866. Un objet de la votation, concernant la propriété intellectuelle, fut rejeté par le peuple et les cantons.*

Bitte um meine Entlassung um so weniger übel nehmen, als ich dabei von zwingenden Umständen u. keineswegs von blosser persönlicher Bequemlichkeit bestimmt werde. Es wird nur, zum Behufe weiterer Mittheilungen an den Kanzler des Nordd. Bundes (dem ich heute schon gesagt habe, dass meine Mitwirkung unter bewandten Umständen dahinfallen müsse), sehr werthvoll sein, die weitem Entschliessungen des h. Bundesrathes mit thunlicher Beförderung zu erfahren.

129

E 1001 (E) q 1/79

*Le Conseil fédéral aux Commissaires suisses
aux négociations commerciales à Berlin*

L

Copie

Bern, 11. April 1868

Um Ihnen den Beginn der Verhandlungen über einen Handelsvertrag mit dem deutschen Zollverein, so viel an uns liegt, sofort zu ermöglichen, ermangeln wir nicht, Ihnen im Anschluss unsere Instruktion nebst den darauf sich beziehenden Beilagen zu übermachen u. daran folgende Bemerkungen zu knüpfen:

1. Die inhaltreiche u. einlässliche Zuschrift vom 9. diess¹ (von Hrn. Dr. Heer) ist uns diesen Morgen zugegangen. Es war natürlich die Zeit zu kurz, um alle darin angeregten Punkte näher zu würdigen, die Anträge darauf vorzubereiten u. darüber unsererseits Schluss zu fassen. Soweit daher jene Zuschrift durch die gegenwärtige Instruktion nicht erledigt ist, werden wir darauf bedacht sein, in einer der nächsten Sitzungen das Rückständige nachzuholen u. damit die Lücke in der Wegleitung zu ergänzen.

2. Es ist in unserer Mitte der Ansicht Ausdruck gegeben worden, es sollte die Alpenbahnfrage bei den Verhandlungen wieder zur Sprache u. mit letztern in Wechselbeziehung gesetzt werden in der Weise, dass die kontrahirenden Theile behufs Herstellung eines die Schweiz u. den deutschen Zollverein mit Italien verbindenden Alpenüberganges zu gemeinschaftlicher Bethätigung sich zu verpflichten hätten.

Wie in der Instruktion angedeutet, müssen wir diese tief eingreifende Frage zur Zeit noch als eine offene betrachten. Sie werden daher vorläufig hievon nichts erwähnen, vielmehr die Mittheilung noch als eine durchaus vertrauliche behandeln, sofern Sie nicht durch zwingende, hier nicht vorherzusehende Umstände, deren Gewicht zu beurtheilen Ihrem Ermessen anheimgegeben wird, sich veranlasst finden, darauf hinzudeuten, dass nach dieser Richtung eine Eröffnung von unserer Seite in Aussicht stehen dürfte. Dieser Fall wird jedoch kaum eintreten, da wir bestrebt sein werden, Ihnen auch in dieser Beziehung rechtzeitig Instruktionen zukommen zu lassen, sofern wir Zeit u. Anlass für passend erachten, um auf die Sache in dieser oder jener Weise einzugehen.

1. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 151.

ANNEXE

E 1001 (E) t 1/1

Instructions du Conseil fédéral aux Négociateurs suisses à Berlin

Bern, 11. April 1868

1. Die Abgeordneten werden den am 27. März 1865 in Stuttgart paraphirten Handels- & Zollvertrag² mit den zugehörigen Anlagen A, B und C, sammt dem Schlussprotokoll als Grundlage der neuen Verhandlungen anempfehlen. Dieser Vertrag liegt bereits im Druke vor, mit dem Entwurfe eines mit dem Königreich Württemberg abgeschlossenen Niederlassungsvertrages mit dem Bericht der schweizerischen Abgeordneten vom 12. Juni 1865 und der Botschaft des Bundesrathes an die Bundesversammlung vom 30. Juni 1865.

Die Vorlage an die Bundesversammlung hat aber nicht stattgefunden, weil mit Note vom 29. Juni³ von dem k. Württembergischen Ministerium die Anzeige anlangte, dass die Regierungen mehrerer deutscher Staaten die Ratifikation des abgeschlossenen Vertrages verweigern, dass man aber bereit sei, gegenrechtlich den neuen Vereinzolltarif gegenüber der Schweiz auf den 1. Juli 1865 einzuführen, was alsdann gegenrechtlich auch von der Schweiz zugestanden wurde, durch Einführung des französisch-schweizerischen Tarifs für Deutschland.

2. Was das erste preussische Begehren betrifft, dass der Zoll von *Absynthe* u. *Kirschwasser* nicht von fl. 10.30 auf fl. 7 herabgesetzt werde, so erscheint dasselbe als begründet. Die Streichung dieser Ausnahme in Anlage A.II. kann daher zugegeben werden.

Es kann aber bei diesem Anlass die Frage aufgeworfen werden, *ob nicht alle diese Begünstigungen in A.II. gestrichen werden sollen*. Der Bundesrath erklärt sich damit einverstanden, für den Fall, dass nicht von deutscher Seite Spezialbegünstigungen von Seiten der Schweiz verlangt werden. Immerhin mögen die Erläuterungen in Ziff. IV des Schlussprotokolls, soweit dieselben nicht durch den deutsch-österreich. Vortrag erledigt sind, in einer passenden Form, entweder im Vertrag oder durch besondere schriftliche Erklärungen festgehalten werden.

Es zeigt sich aber doch, dass die Ermässigung des Zolles von Obstwein von fl. 7 auf fl. 1.45, von Schabziger von fl. 2.20 auf fl. 1.10 und von baumwollenen Blousen von fl. 52.30 auf fl. 17.30—fl. 28 nicht zu verschmähen ist, während die schweizerischen Konzessionen entweder schon gestattet sind, wie der Ansatz für Hohlglas, Bürstenbindenwaaren, oder sonst nicht erheblich sind. Die Ermässigung für Leder, beide Abtheilungen, muss aber weggelassen werden, weil die concedirten Ansätze bereits im Conventionaltarif gleich nieder oder noch mässiger vorhanden sind.

3. Das zweite Begehren Preussens betrifft die Anlage C zu Art. 5 des Vertrages § 1 Ziff. 1, welche eine Befreiung von Abgaben ausspricht für Waaren, die auf Märkte als Muster oder auf Bestellung ein- u. wieder ausgeführt werden. Preussen möchte eine Beschränkung dieses Verkehrs nach Art. 6 des neuen deutsch-österreichischen Vertrags.

Diese Erleichterung des Verkehrs ist bei den ersten Verhandlungen von den deutschen Abgeordneten besonders empfohlen worden und sollte auch beibehalten werden, um so mehr, als in § 3, Seite 30, Kontrollmassregeln vorbehalten sind. Das Gleiche muss auch in Bezug auf die Retourgüter im Veredlungsverkehr nach den Ziffern 6 & 7 der gleichen Anlage C in erster Linie verlangt werden.

Drittes Begehren von Preussen. Wenn indessen bei den Verhandlungen verlangt werden sollte, dass einige Garantien gegen Missbrauch (Kontrollmassregeln), die nach § 3 von den vollziehenden Behörden vorgeschrieben werden könnten, in das Gesetz selbst aufgenommen werden, nach Massgabe des Art. 6 im neuen deutsch-österreichischen Vertrag, so kann hiezu Hand geboten werden; eine Kontrolle der Zollbehörden in öffentlichen Niederlagen als obligatorische Vorschrift, wie sie in litt. a des Art. 6 vorgeschrieben ist, darf jedoch nicht zugegeben werden.

4. In einem 4ten Begehren wird hervorgehoben, dass Preussen die Erläuterung im Schlussprotokoll IV zu Art. 9 des Vertrags nicht zugeben könne, weil eine von der heimathlichen Behörde ausge-

2. Cf. KI 875. *Le Traité, non paraphé, est daté du 27 mai 1865.*

3. Cf. E 13 (B) 149.

stellte Urkunde, während in den Erklärungen vom 24. September 1860, welche Preussen mit der Schweiz ausgewechselt hat, nach § 4 die heimathliche Urkunde allein nicht genügt, sondern durch eine Legitimationsurkunde des Landes, wo der Handelsreisende sein Gewerbe ausüben will, nach dem Formular C ersetzt werden müsse. In erster Linie werden die Abgeordneten auf Beibehaltung der Erläuterung im Schlussprotokoll IX zu Art. 9 (Seite 36) dringen.

5. In einem fünften Weigerungsgrunde bemerkt Preussen, dass die Zusicherung des *Schuzes gegen Nachahmung von Fabrikmarken und Fabrikzeichen* nicht genüge, wenn es in Art. 11 des Vertrags bloss heisse: «Schutz wie die Inländer», weil die eigenen Angehörigen diesen Schutz in ihrem Lande nicht geniessen. Es müsse heissen: «welche die Angehörigen der meistbegünstigten Nationen geniessen». Diese Änderung kann zugegeben werden, insofern sie ausschliesslich nur auf den Schutz der Fabrikmarken und Fabrikzeichen sich bezieht.

6. Wenn, wie vorauszusehen ist, von Seite deutschen Zollvereins Abänderungen des frühern Vertragsprojektes verlangt werden, so erscheint es als gerechtfertigt, dass auch von den schweizerischen Abgeordneten Änderungen oder Ergänzungen in Anregung gebracht werden, die bei den ersten Unterhandlungen keine Anerkennung gefunden haben. Zu diesem Zwecke wird die frühere Instruktion vom 1. Mai 1865 beigelegt und den Abgeordneten anheimgestellt, diejenigen Begehren neuerdings zu begründen, die als erheblich erscheinen und einige Aussicht auf Annahme darbieten.

Die Abgeordneten werden in dieser Beziehung namentlich auch auf den Zoll auf Käse aufmerksam gemacht.

7. Seit dem Schlusse der frühern Verhandlungen sind dem Bundesrath mehrere Petitionen eingegangen, deren Verzeichnis mit den betreffenden Akten hier beigelegt wird. Die Abgeordneten werden sich unter Voraussetzung von Ziff. 6 für Entsprechung verwenden, insofern die Begehren hinlänglich begründet werden können, was bei einzelnen sehr zweifelhaft ist. Anderen, wie den Fleischverkäufern im Grossherzogthum Baden, ist durch Art. 7 des Vertrages bereits entsprochen.

8. Als besonders beachtenswerth erscheinen die Petitionen der Regierungen und Vereine, betreffend die Ermässigung des Weinzolles. Der Bundesrath anerkennt, dass bei frühern Verhandlungen die schweizerischen Abgeordneten bereits ihr Möglichstes gethan haben. Auch hat in neuester Zeit, durch den deutsch-österreichischen Handelsvertrag der Eingangszoll auf Wein eine Ermässigung von fr. 15 auf fr. 10 erlitten, welche auch den Schweizern zu gut kommt. Gleichwohl ist der Unterschied zwischen dem schweizerischen und dem deutschen Eingangszoll so auffallend und unbillig und das Interesse der weinbauenden Kantone so sehr betheiligt, dass den Abgeordneten neuerdings empfohlen wird, sich kräftigst dafür zu verwenden, dass der Weinzoll sowohl im Allgemeinen, als auch für die Grenzgegenden eine weitere Ermässigung erhalte.

9. Der Art. 7 des Vertrages über die innern Verbrauchssteuern steht so entschieden im Widerspruch mit dem Art. 32 litt. c der Bundesverfassung, dass eine Berichtigung desselben unerlässlich erscheint. Der Art. 32 litt. c sagt ausdrücklich «die Erzeugnisse schweizerischen Ursprungs sind mit niedrigeren Gebühren zu belegen, als diejenigen des Auslandes.» Art. 7 des Vertrages dagegen schreibt vor: Die aus dem einen Zollgebiet in das andere eingeführten Waaren jeder Art sollen keinen höhern innern oder Verbrauchssteuern (für Rechnung des Staates, der Kantone oder Gemeinden) unterworfen werden dürfen, als denjenigen, welche die gleichartigen Waaren einheimischer Erzeugung treffen, oder noch treffen könnten, — mit Vorbehalt der Bestimmungen des nachfolgenden Artikels. Dieser nachfolgende Artikel sagt aber im Wesentlichen nur, dass für Wein in Doppelfassern die Gebühren das Minimum derjenigen Ansätze nicht übersteigen sollen, welche für ausländische, in einfachen Fässern eingeführte Weine nach Beilage F zum schweizerisch.-französisch. Vertrag vom 30. Juni 1864⁴ gegenwärtig als kantonale Abgaben erhoben werden. Dass nun aber unter dem Minimum ein Unterschied der Gebühren für einheimische und ausländische Getränke stattfinden dürfe, steht in diesem Vorbehalt nicht und vom Bier ist noch weniger eine Ausnahme gemacht.

Man kann nur sagen, durch Citation der Beilage F sei stillschweigend der Unterschied zwischen den Gebühren für In- u. Ausland anerkannt und man habe es auch beim französischen Vertrag schon so ausgelegt. Allein diese Annahme gegenüber dem bestimmten Wortlaut lässt sich nicht rechtfertigen, um so weniger, als man bei den neuen Unterhandlungen remediren kann.

4. RO VIII, pp. 286—294.

Die Württembergische Regierung hat in ihrem Circularschreiben an die Vereinsstaaten bereits hervorgehoben, dass der Art. 8 vom Bier nichts sage, daher die Regel des Art. 7 gelte. Um daher den Vorwürfen der Verfassungsverletzung u. künftigen Streitigkeiten zu begegnen, muss der Vorbehalt in Art. 8 deutlicher sein und mit der unzweideutigen Erklärung beginnen:

Den Kantonen bleibt der Bezug der innern Verbrauchssteuern nach dem Verzeichnis in der Beilage litt. F zum schweizerisch-französischen Verträge vom 30. Juni 1864 vorbehalten.

10. Im Art. XI des Schlussprotokolls ist schweizerischerseits die Bereitwilligkeit ausgesprochen, mit denjenigen Staaten des deutschen Zollvereins, welche durch ihre Gesetzgebung den Angehörigen der Schweiz ein wirkliches und volles Gegenrecht zu gewähren in der Lage sind, in Unterhandlung zu treten, um auf Grundlage der Bestimmungen der schweizerisch-französischen Übereinkunft vom 30. Juni 1864 über den Schutz des künstlerischen u. literarischen Eigenthums⁵ Vereinbarung zu treffen. Die Begründung dieses Artikels ist in den Berichten der Abgeordneten enthalten. In erster Linie werden die Abgeordneten sich für Weglassung dieses Artikels verwenden, der den schweizerisch-französischen Vertrag als Grundlage der Unterhandlungen anerkennt.

Wenn indessen der deutsche Zollverein sein Verlangen nur auf den Schutz des künstlerischen u. literarischen Eigenthums beschränkt und von dem Schutz des industriellen Eigenthums, sowie vom Musterschutz abstrahirt, und nachdem in dieser Beschränkung in neuester Zeit, 25. April 1867, mit dem Königreich Belgien eine Übereinkunft auch abgeschlossen worden ist, so werden die Abgeordneten ermächtigt, die Bereitwilligkeit zu diessfälligen Unterhandlungen nach Entwurf, jedoch auf Grundlage der schweizerisch-belgischen Übereinkunft vom 25. April 1867⁶ auszusprechen oder auch auf dieser Grundlage in Unterhandlungen über einen Separatvertrag einzutreten, zu welchem Zwecke der mit Belgien abgeschlossene Vertrag beigelegt wird.

11. In Beziehung auf die in der Zuschrift des Hrn. Dr. Heer vom 9. April⁷ näher erörterten Punkte wird, soweit solche nicht durch vorstehende Instruktion ihre Erledigung gefunden haben, eine besondere Wegleitung mit thunlicher Beförderung nachfolgen.

12. Die Anregung: dass bei diesen Unterhandlungen auch auf eine gemeinschaftliche Herstellung eines den Zollverein u. die Schweiz mit Italien verbindenden Alpenüberganges hingewirkt und die daherige Bestätigung im Vertragswege festgestellt werden sollte, bildet vor der Hand noch eine offene Frage. Der Bundesrath behält sich daher vor, seinen Bevollmächtigten eventuell auch nach dieser Richtung bestimmte Instruktionen zugehen zu lassen.

5. RO VIII, pp. 305—323.

6. RO IX, pp. 114—126.

7. Non reproduit. Cf. E 13 (B) 151.

130

E 2300 Paris 21

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Paris, 15. April 1868

[...]¹ Über die bisher statt gehaltenen Verhandlungen betreffend Entwurf eines Vertrages über *gegenseitige Auslieferung der Verbrecher* werde ich Ihnen berichten, sobald die Redaction der Bestimmungen desselben festgestellt seyn wird, so wie solche aus einer *ersten* Berathung hervorgegangen sind. Wir hatten letzte

1. Dans la première partie de son rapport, Kern relate les rumeurs qui courent à Paris.

Woche drei Sitzungen. Von französischer Seite wohnte Hr. Babinet, chef des Affaires criminelles au Ministère de la Justice, und Hr. Guay, Vice-directeur du Contentieux au Ministère des Affaires étrangères, bei. Die Schlussredaction der Ergebnisse der *ersten* Berathungen wird wohl im Laufe dieses Monates expedirt werden, u. ich werde Ihnen solche dann sofort übermitteln; da jedenfalls *vor* der *zweiten* Berathung über verschiedene Punkte neue Instruktionen nöthig werden. Wie ich gestern aus dem Munde v. Hr. Vuitry, Président du Conseil d'Etat, hörte und wie Sie aus den öffentl. Blättern (gestern Abend enthielt die Patrie eine Notiz) entnehmen konnten, ist die *Eisenbahnlinie de Besançon par Morteau* an die Schweizergrenze mit Mehrheit im Staatsrath letzte Woche unter diejenigen Linien aufgenommen worden, welche den Kammern während der diessmaligen Session vorgeschlagen werden. Es fehlte aber nicht an Opposition. Die Abordnung v. Besançon, an deren Spitze der Maire dieser Stadt, war Anfangs letzter Woche bey mir, um mich anzufragen, ob ich im Sinn der Eingaben der bekannten Gemeinden an das französische Ministerium eine Eingabe gerichtet habe, was ich bejahen konnte, da solche bald nach der von Ihnen erhaltenen Mittheilung abgegangen war. Der Maire (Mr. Léon Proud'hon) war in grosser Angst und gab die Sache fast für verloren. Ich theilte *keineswegs* seine Besorgnisse, wie Sie aus meinem letzten Schreiben² schliessen konnten; da mir bekannt war, dass die Regierung entschlossen sei, diessmal vor dem Staatsrath das Projekt *mit Entschiedenheit* zu vertheidigen; was denn auch durch Forcade de la Roquette geschehen ist. Marquis de Moustier (aus dem Départ. du Doubs gebürtig u. President des Conseil général jenes Departements) that auch das Seinige zu Gunsten des Projektes. Viele glauben, die Rücksichten auf die nahe bevorstehenden neuen Wahlen ins Corps législatif haben auch ein Gewicht in die Wagschale der Entscheidung gelegt!

So weit für heute.

2. Non retrouvé.

131

E 13 (B) 151

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Berlin, 16. April 1868

[...] ¹ Vorgestern gab ich mein Recreditiv ab und wurde darauf zur kgl. Tafel gezogen; ich war mit meiner Aufnahme *sehr* zufrieden; sowohl der König als die Königin bezeugten mir soviel Freundlichkeit u. Wohlwollen, dass ich daraus schliessen musste: man wünscht mit der Schweiz in besten Beziehungen zu stehen.

1. La majeure partie du rapport est consacrée au Traité de commerce et aux négociations en cours à Berlin.

Sehr gerne wird es jedenfalls gesehen werden, wenn mein Nachfolger nicht allzulange auf sich warten lässt. König, Königin u. Gf. Bismarck sprachen sich in äusserst *friedenszuversichtlicher* Weise aus; Bismarck machte die auffallende Bemerkung, es gehe aus ganz zuverlässigen Berichten hervor, dass man in Frankreich daran denke, das Chassepot-Gewehr wieder aufzugeben; es habe sich bei Mentana als viel zu complicirt erwiesen und die häufigen Störungen am Mechanismus können von der Mannschaft selbst nicht beseitigt werden, sondern machen jedesmal die Hülfe des Büchsenmachers nöthig. Der König fügte bei: «wir wünschen Ihnen in der Schweiz die beste Waffe in der Welt, sehen Sie nur zu, dass Ihr neues Gewehr nicht auch an dem gerügten Mangel des Chassepot leidet.»

132

E 1001 (E) q 1/79

*Le Conseil fédéral au Consul général de Suisse à Rome, L. Schlatter**Copie*

L

Berne, 17 avril 1868

Par votre dépêche du 7 courant¹, vous nous informez, entr'autres, que M. le Commandeur *Petri* vous a manifesté le désir d'avoir avec la Suisse un traité d'extradition pour les condamnés, prétendant que la Suisse s'est refusée jusqu'à présent de l'avoir avec le Gouvernement de Sa Sainteté. Comme vous demandez des instructions à cet égard, nous vous transmettons ci-joint pour votre information un Extrait du Protocole du Directoire fédéral du 19 Novembre 1829 par lequel vous pouvez vous convaincre que et pourquoi on a alors fait abstraction de la conclusion d'une convention d'extradition avec le Gouvernement Pontifical, quoique de toutes parts on ait exprimé la disposition d'extrader, aussi sans convention, des malfaiteurs pour crimes communs, ce qui est encore le cas actuellement. Des tractations plus récentes relatives à une convention n'ont pas, autant que nous le sachions, eu lieu depuis lors et nous attendons des indications plus précises pour présenter nos observations.

Quant à la proposition qui vous a été faite maintenant pour la conclusion d'une Convention d'extradition, vous y répondrez comme suit:

Si effectivement le Gouvernement Pontifical a l'intention d'entamer de nouvelles négociations, il doit faire cette offre par la voie diplomatique et par son Représentant accrédité en Suisse. Le Conseil fédéral est disposé à entrer en matière, mais il doit faire observer d'ores et déjà que la Suisse n'accorde aucune extradition pour crimes politiques, c'est pourquoi dans toutes les Conventions récentes il a été stipulé qu'un individu dont l'extradition a été accordée ne peut dans aucun cas être poursuivi ou puni pour un délit politique commis avant son extradition, ni pour une action quelconque connexe à un pareil délit, ni d'ailleurs pour un crime ou délit qui n'est pas spécialement prévu dans la Convention.

1. *Non reproduite* Cf. E 2200 Rome 1/38.

E 2200 Vienne 1/49

Le Chancelier d'Autriche, F.F. von Beust, à la Légation de Suisse à Vienne

N

Wien, 20. April 1868

Von dem Wunsche beseelt, die mit schweizerischer Eidgenossenschaft obschwebenden Differenzen über die Grenze zwischen Tirol und der Schweiz, sowie über den zur Bewerkstelligung einer Verkehrsstrasse zwischen dem Unter-Engadin und Tirol auszuführenden Strassenbau, in einer für beide Theile befriedigenden Weise beizulegen, hat die k.k. Regierung die eindringlichsten Verhandlungen und Erhebungen durch die competenten Centralstellen angeordnet, welche sich nunmehr über nachstehende Punkte geeinigt haben, die der Unterzeichnete zur Kenntniss des Herrn schweizerischen Geschäftsträgers von Tschudi hie mit zu bringen sich beeilet.

Es würde die Abtretung des streitigen Gebiethes an die Schweiz, mit Ausnahme des von ihr ohnehin nicht beanspruchten Schalkenhofes und der von diesem bis zur Altfinstermünzen-Brücke führenden Strassenstrecke nebst dieser Brücke und dem Thurme, keinem Anstande mehr unterliegen, unter der Bedingung, dass die Schweiz auf dem überlassenen Gebieth und insbesondere auf dem Novella-Berge keine Befestigungen erbaue.

Hiebei würden sich die beiden Regierungen auch die vollständige durch keinerlei Zölle, Abgaben oder Belästigungen gehemmte Verkehrs-Freiheit auf den als neutrales Gebieth zu erklärenden Grenzwegen, nämlich auf jenem vom Schalkenhofe bis zur Altfinstermünzerbrücke, so wie auf dem vom Schalkenhofe nach Spiess führenden, das Schweizer Gebieth siebenmal berührenden Grenzwege, gegenseitig garantiren.

Was die Ausführung der projektirten Strasse am rechten Inn-Ufer von Martinsbruck über die Felsenhöhen zur Passsperre Nauders [*betrifft*], so müsste diese von der k.k. Regierung abgelehnt werden, und zwar in Anbetracht nicht allein der bedeutenden Kostspieligkeit des Baues, sondern auch wegen der aus der besonderen Beschaffenheit des Gesteins, durch das die Strasse gebrochen werden müsste, zu gewärtigenden fortwährenden und höchst beträchtlichen Erhaltungskosten. Da jedoch die k.k. Regierung die für die Herstellung einer kunstgerechten Strassenverbindung zwischen Unter-Engadin und Tirol sprechenden Gründe vollkommen würdiget, würde sie neuerliche Anträge der Schweiz über eine bessere Strassenverbindung mit aller Willfährigkeit in Erwägung ziehen.

Der Unterzeichnete gibt sich die Ehre, den Herrn Geschäftsträger ergebenst zu ersuchen, gegenwärtige Mittheilung zur Kenntniss des Bundesrathes gelangen [*zu*] lassen, und die dortseitige Erwiderung geneigtest dem k.k. Ministerium des Äussern eröffnen zu wollen, um sodann in Gemässheit derselben das zur definitiven Erledigung der fraglichen Angelegenheit weiters Diensame einzuleiten.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Berlin, 20. April 1868

Ihr gefälliges Telegramm von gestern Mittag¹ ist uns richtig und rechtzeitig eingegangen & wir waren über dessen Empfang um so befriedigter, als leider das darin angekündigte Schreiben auch *jetzt* noch, d. h. Montag Nachmittag 2 Uhr, *nicht* in unsern Händen ist, so dass, hätten wir auch das Telegramm nicht besessen, unsere Position in der heutigen Conferenz in der That eine fast beschämende gewesen wäre. So konnten wir wenigstens über einige Punkte ganz positive Erklärungen abgeben: in Bezug auf andere liess allerdings die bei Telegrammen kaum zu vermeidende Kürze des Ausdrucks eine gewisse Unklarheit bestehen. Wir berichten nunmehr theils über den Stand der Sache überhaupt, theils aber u. insbesondere über die Ursachen, welche unsere Eröffnungen in der heutigen Conferenz gefunden haben:

1. Die erste Stelle des Telegramms von gestern lautete: «ad B. ganz fallen lassen». Wir verstanden dies dahin, dass Sie verlangen, die *ganze* Anlage A zum Stuttgarter Vertrag², also auch die Ziff. I, welche die Zoll*befreiungen* enthält, fallen zu lassen, so dass dann selbstverständlich auch Art. 2 des Vertrags überflüssig würde. In diesem Sinn eröffneten wir die Instruction: Baden insbesondere war damit höchst unzufrieden & erklärte, nun Weisungen einholen zu müssen, da man dortseits im Interesse des Grenzverkehrs auf die Sache grossen Werth lege. Dieses Interesse ist allerdings nicht zu leugnen u. es wird sich also fragen, ob der BR in letzter Linie hier eine Concession machen & die Beil. A., I zulassen will oder ob die Ablehnung als eine peremptorische aufzufassen ist. Consequent ist es allerdings, dass, nachdem man alle Tariff Fragen, so weit es bloss *Ermässigungen* betrifft, beseitigt hat, auch die *Befreiungen* aus dem Vertrag wegbleiben; dagegen ist der Punkt auch nicht von so eminenter Bedeutung, dass man hüben oder drüben eine *Conditio sine qua non* daraus machen sollte. Dürften wir uns vielleicht — nachdem wir die Intentionen d. BRs kennen & an sich theilen, freie Hand ausbitten?

2. In Betreff des *Veredlungsverkehrs* halten wir, Ihrer Weisung gemäss, an dem «Bleichen, Bedrukken & Appretiren» fest & wird es wohl auch Bayern nicht gelingen, seine diesfälligen Bedenken zur Geltung zu bringen. Dagegen erhebt sich nun bei diesem ganzen Kapitel eine andere & viel wichtigere Frage: wir verstehen nämlich die Notiz im Telegramm: «H ganz beibehalten» in dem Sinne, dass die Bestimmung in Anlage C § 5 des Stuttg. Vertrages, wonach nur auf *Erlaubniss der Directivbehörden* der ganze Veredlungsverkehr in den Fällen von § 1

1. *Non reproduit.*

2. *Traité de 1865, non paraphé. Cf. K I 875.*

Ziff. 5+6 stattfinden dürfe, beibehalten werden solle, während die Deutschen vorschlagen, in allen diesen Fällen die Hauptzollämter zur einfachen *Abfertigung* zu ermächtigen. Der Unterschied ist offenbar ein ganz prinzipieller: nach der Fassung des Stuttg. Vertrages hat dieser Veredlungsverkehr eigentlich kein vertragsmässiges *Recht*; sondern es ihm nur die *Aussicht* eröffnet, dass man ihn *zulassen* wolle, u. im Schlussatz von Art. 5 der Anlage C ist ausgedrückt, dass man sich über die Voraussetzungen verständigen wolle, unter welchen man die Erlaubniss aus Rücksichten der *Zollsicherheit* verweigern dürfe. Dass man sie aber aus andern Gründen (zB. um eine Beschädigung einheimischer Gewerbszweige zu verhüten) versagen könnte, ist durch jene Fassung wenigstens nicht ganz ausgeschlossen. Jedenfalls bleibt eine starke arbiträre Befugniss der Zollbehörden übrig u. diese behalten es in ihrer Hand, den ganzen Veredlungsverkehr zu sistiren. Anders dagegen verstehen jetzt die Deutschen die Sache; sie sagen: wenn wir vorn im Vertrage diesen Verkehr ausdrücklich als einen berechtigten erwähnen u. ihm Zollfreiheit zusichern, so können wir im Schlussprotokoll nicht mehr von einer «Erlaubniss» reden, die in einem Falle ertheilt, im andern verweigert werden könnte. Vielmehr ist die Erlaubniss ein- für allemal durch die betreffende Vertragsbestimmung gegeben & es handelt sich im Einzelfall lediglich um ein Abfertigungsverfahren, das den Zweck hat, Defraudationen zu verhüten u. festzustellen, dass die für den Veredlungsverkehr vorgeschriebenen Formen & Cauteln wirklich innegehalten sind. Die Deutschen sind nun geneigt, die Sache ganz in dem letztgedachten Sinne zu erledigen & demgemäss überall nicht von einer Erlaubniss, sondern lediglich von der Abfertigung zu reden; dass dann *diese* ganz wohl von den Hauptzollämtern erfolgen dürfte & demgemäss eine Intervention der Directivbehörde überflüssig wäre, ergibt sich von selbst. Es fragt sich nun, ob Schweiz. Seits gegenwärtig ein Bedenken besteht, den Deutschen auf diesem gegenüber dem Veredlungsverkehr so liberalen Wege zu folgen; bestände prinzipiell keine Opposition, so würde wohl auch die Divergenz: ob Directivbehörde oder Hauptzollamt, ihre Erledigung finden. Entgegengesetzten Falls drohten die Deutschen, dann lieber den ganzen Veredlungsverkehr (Ziff. 6 & 7 jedenfalls) wegfällen zu lassen; denn es widerstrebe ihnen, im Vertrage etwas als statthaft zu erklären & die Zollfreiheit dafür zu proclamiren, während dann im Schlussprotokoll durch das arbitraire, das der Verwaltung eingeräumt, im Grunde Alles wieder zu nichte gemacht werde. Wir können das Richtige dieser Argumentation nicht leugnen & möchten empfehlen, den Widerstand fallen zu lassen, falls nicht grosse Bedenken bestehen, die wir nicht zu übersehen vermögen. Jedenfalls wird deutscher Seits grossen Werth auf die Sache gelegt u. man liess sogar durchblicken, dass möglicher Weise die ganze Frage zur *conditio sine qua non* gemacht werden könnte. Wir müssen sehr wünschen, dass über *diesen* Gegenstand uns sobald wie möglich *telegraphisch* Mittheilung gemacht werde, ob wir der deutschen Auffassung beitreten dürfen oder nicht: wir wiederholen, dass wir annehmen, falls im Prinzip beigepflichtet wird, dürfte man wohl auch kein Bedenken tragen, in Betreff der Behörden die Hauptzollstätten zur *Abfertigung* als competent zu erklären. Eventuell hätten die Deutschen nichts dagegen, wenn gesagt würde: «Die Directivbehörden, *bz. We. die von denselben mit Delegation versehenen Ämter* od. Zollstätten.»

Während ich am Schreiben dieses Berichtes sitze, geht mir das lange ersehnte

Schreiben³ zu ganz ungewohnter Stunde (3 Uhr) zu: da es den Poststempel der Grosshz. Badischen Staatsbahn nicht trägt, so ist es wohl falsch geleitet worden & deshalb verspätet eingetroffen. Es zeigt sich, nach Einsichtnahme desselben, dass im Telegramm von gestern die Buchstaben überall sich auf meinen Brief vom 9. April⁴ beziehen; wir hatten sie irrthümlich auf die Bezeichnungen in der Depesche vom 16. April⁵ bezogen & infolge dessen Mehreres ganz falsch, Anderes gar nicht verstanden. Jetzt sind wir über Alles edificirt u. es zeigt sich, dass fast gar keine sachlichen Differenzen mehr bestehen. Auch der oben sub. Ziff. 1 geäußerte Zweifel, ob wir eventuell Anlage A I zulassen dürfen, hebt sich danach, indem der BR. das Fallenlassen nur eventuell *zugibt*. Setzt also Baden gar hohen Werth auf die Beibehaltung, so sind wir ermächtigt, ihr zuzustimmen. Bloss in Betreff des Veredlungsverkehrs bleibt die Frage, wie sie oben gestellt worden, nach wie vor zu beantworten & gewärtigen wir darüber gfl. Weisung.

Bei Art. 8 (Ohmgelder) ist die Fassung, wie ich sie in meinem Schreiben vom 16. April skizzierte, deutscher Seits heute zugestanden worden: der Status quo, wie er nach Beilage F. zum schweiz.-französ. Handelsvertrag sich herausstellt, ist also formell gewahrt u. auch die Bierfrage durchaus befriedigend gelöst. Ebenso sind bei Art. 1 der Anlage C (Stuttg. Vertr.) die Handelsreisenden sowohl als die Niederlagshäuser fallen gelassen worden. Unsere Forderung ist vollständig zugegeben. Noch habe ich mit Bezug auf den, mir diesfalls gewordenen Spezial-Auftrag zu melden, dass condensirte Milch in nächster Zeit (gelegentlich der im Zuge befindlichen Revision des Waarenverzeichnisses) voraussichtlich *von jedem Zoll befreit*, d.h. gleich der natürlichen Milch behandelt werden wird. Der Umstand, dass neulich auch das Fleisch-Extract dem wirklichen Fleische gleichgestellt wurde, kam dabei wesentlich zustatten.

Über die Literar-Convention werden wir morgen (Dienstag) eine vorläufige Berathung haben; wir gedenken darauf hinzuwirken, dass Art. 1 Schluss. & Art. 3 ganz fallen gelassen werden, weil wir hier (nach wie vor) eine grosse Gefahr für ein effectives Gegenrecht der schweiz. Erzeugnisse erblicken.

Nachschrift. Bei nochmaliger Durchlesung der heutigen Instruction steigt mir noch ein Bedenken auf: wir haben heute in der Conferenz (eine Stelle des Telegramms interpretirend) folgende Erklärung am Schlussprotokoll (die auch genehmigt wurde) vorgeschlagen:

«Die vertragenden Theile behalten s. vor, über die Zollabfertigung des internationalen Verkehrs auf Eisenbahnen eine gesonderte Übereinkunft abzuschliessen & man ist einverstanden, dass dabei die bezügl. Convention v. 1862 zw. Deutschland & Frankreich *zu Grunde gelegt werden soll.*»

Geht dies nach den Aussichten des h.BR zu weit? Ich bitte hierüber ebenfalls um teleg. Bescheid, wo möglich im Laufe des Mittwoch. Noch bemerke ich, dass die schriftl. Instruction (auch wenn man der divergirenden Buchstabenbezeichnung Rechnung trägt) mit dem Telegramm in mehrfachem Widerspruch steht; namentlich scheint das Telegramm zu sagen, man dürfe auf einen Artikel = § 18 Abs. 1 des deutsch-österreichischen Vertrages, selbst mit Erläuterung am Schluss-

3. *Du 17 avril 1868. Non reproduite. Cf. E 1001 (E) q 1/79.*

4. *Non reproduite.*

5. *Non reproduite.*

protokoll, nicht eintreten; die schriftl. Instruction sagt genau das Gegentheil. Wir nehmen, falls nicht Anderes kommt, an, dass die ausführlichere *schriftliche* Meldung gelte. Man scheint auch deutscher Seits auf die fragliche Bestimmung einen sehr hohen Werth zu legen. Im Telegramm heisst es auch: «S. 4 beibehalten», d. h. Tarif-Erläuterungen; im Brief dagegen steht hievon gar nichts, woraus wir glauben schliessen zu dürfen, dass Sie auf diese — auch wirklich sehr werthlosen — Erläuterungen keinen Werth mehr legen.

135

E 2/2107

*Le Consul général de Suisse à Washington, J. Hitz,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Washington, 6. Mai 1868

Der Unterzeichnete fühlte sich unter den in diesem Lande während des verflorenen Winters obwaltenden Umständen gedrunen, allen mittellosen auswanderungslustigen Landsleuten strenge abzurathen, sich nach den Vereinigten Staaten zu wenden. Eine allgemeine Stockung der Geschäfte, Einstellung von vielen Zweigen der mechanischen Industrie und der dadurch entstandene finanzielle Druck gab gerechte Veranlassung dazu.

Die beste Rechtfertigung der Ansichten dieses Consulates bildete der Umstand, dass ungeachtet aller möglichen Anstrengungen der Arbeiter-Börse in Castle Garden in New York, sowie trotz den Bestrebungen der dortigen deutschen und schweizerischen Wohlthätigkeits-Gesellschaften, dennoch auf Ward Island, der Zufluchtsstätte arbeitsloser unbemittelter Einwanderer, in den Wintermonaten beständig nahe an 2000 arbeitsuchende Fremdlinge Aufnahme zu suchen genöthigt waren. Das Intelligenz-Bureau der deutschen Gesellschaft in Baltimore fand es gleichfalls als ein Ding der Unmöglichkeit, auch nur für die Hälfte der Arbeitssuchenden Arbeit und Unterkommen zu finden. Dieser Drang für Arbeit hat natürlich die Löhne bedeutend beeinflusst und dieselben durchgängig erniedrigt (ausgenommen bei solchen Professionen, welche sich einer festen Arbeiter-Organisation erfreuen).

Der Umstand, dass billige Arbeitskräfte zu erlangen sind, hat dann auch allenthalben Capitalien aufgemuntert, mit ihrem Gelde Akerbau, Strassen- und Eisenbahnbauten in Thätigkeit zu setzen, statt das Capital den immer noch leider etwas zweideutig gehaltenen Bundesobligationen anzuvertrauen. Es ist somit im Laufe letzten Monats eine für Einwanderer sehr erfreuliche Änderung eingetreten und es ist *jetzt* der Arbeiterbörse in Castle Garden sowie sonstigen Intelligenz-Bureaus ziemlich unmöglich geworden, allen Gesuchen für Arbeitskräfte zu entsprechen, und zwar ungeachtet, dass Tausende von Einwanderern in New York allein wöchentlich anlangen.

Dieses Consulat fühlt sich daher veranlasst (ohne damit direkt zur Auswanderung aufmuntern zu wollen), durch Vermittlung der hohen schweizerischen Bun-

desbehörden seinen auswanderungslustigen Landsleuten von der nun wieder günstigen Periode, welche sich wohl auf den ganzen Sommer erstrecken wird, Anzeige zu machen, damit nicht etwa solche, welche zur Auswanderung entschlossen sind, eine weniger günstige Richtung einschlagen, als die Ver. Staaten Nordamerikas gegenwärtig darbieten.

Alle von nun an hier anlangenden Leute, welche arbeiten können & wollen und überhaupt physisch geeignet sind, sich irgend einer Beschäftigung anzunehmen, vorzüglich aber Tagelöhner, Feldarbeiter oder auch Professionisten, werden ohne Verzug gewünschte Stellungen finden. Solche jedoch, welche nur in litterarischen und kaufmännischen Fächern bewandert sind, dabei ohne die unumgängliche Kenntniss der hiesigen Landessprache & in solchen Fächern hier übliche Gebräuche zu besitzen [*sic*], werden immerhin ein erschwertes Auskommen finden.

Für Arbeit braucht sich der Ankömmling in New York nur an Herrn Alfred Erbe, Superintendent der Labor Exchange (Arbeiterbörse) Castle Garden, in Baltimore an das Intelligenz-Bureau der dortigen deutschen Gesellschaft, Präsident Herrn A. Schumacher, zu wenden. Der ehemalige Sonderbundsgeneral Imboden, Emigrations-Commissär des Staates Virginien, hat für seinen Staat Einrichtungen getroffen, alle Einwanderer *kostenfrei* von einem Landungsplatze in Virginien an ihren Bestimmungsort im Staate zu spediren und die Dampfer der Linie Bremen — Baltimore werden die Emigranten auf Verlangen in Norfolk Va ausschiffen.

136

E 13 (B) 151

*Le Ministre de Suisse à Berlin, J. Heer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Berlin, 7. Mai 1868

Die gestrige Depesche¹ meines verehrten Herrn Collegen hat Ihnen bereits gesagt, dass & warum wir glaubten, in dem äusserst kritischen Stadium, in welchem seit Tagen unsere Verhandlungen geschwebt hatten, einen letzten Schritt direct beim Grafen Bismarck zu versuchen: dass nicht blos bei den Commissarien des Zollvereins, sondern selbst bei Präsident Delbrück nichts mehr ausgerichtet werden könne, darüber waren wir vollständig im Reinen; die einzige, wenn auch schwache, Hoffnung blieb auch übrig, dass Bismarck durch höhere politische Erwägungen zu dem Entschlusse gebracht werden möchte, den Abbruch der Verhandlungen durch eine entgegenkommende Intervention von seiner Seite zu verhüten. Die Audienz, die wir heute bei ihm hatten, bewies denn auch, dass er den Abbruch sehr ungerne sieht, dass er aber doch das Zugeständniss, das ihm zugemuthet wurde, für zu weit gehend hält & wohl auch Anstand nimmt, dem Präsidenten

1. *Non reproduite.*

Delbrück so ohne Weiteres die ganze Verhandlung über den Kopf weg zu nehmen. So endigte also die Conferenz mit der Gewissheit, dass wir am Ende stehen u. wir erliessen sofort nach derselben unser heutiges Telegramm² an Sie. Der formelle Abbruch wird voraussichtlich im Laufe des morgigen Tages durch Austausch einer letzten Correspondenz stattfinden & ich setze voraus, dass wir, wenn nicht morgen Abends, so doch am Sonnabend früh werden abreisen können. Es ist für uns ein peinliches Gefühl, abermals die Verhandlungen resultatlos liegen lassen zu müssen, & so wenig an sich an dem Vertrage für die Schweiz verloren geht, so ist es doch etwas seltsam, dass wir nun bald mit allen benachbarten Staaten & daneben auch mit den Sandwich-Inseln in Handelsvertragsverhältnissen stehen, mit unserem nächsten & wenigstens zweitwichtigsten Nachbar Deutschland aber nicht. Leider wird es, wenn beiderseits an dem einmal eingenommenen Standpunkt festgehalten wird, auch in Zukunft schwerlich möglich sein, einen Vertrag mit dem Zollverein zu schliessen, solange der französ. Vertrag in Kraft oder das bei dessen Abschluss begangene Versehen nicht durch eine connivierende Erklärung Frankreichs beseitigt ist. Wir haben leider über die Ohmgeldfrage während der ganzen Zeit, wo dieselbe den kritischen Punkt der Verhandlungen gebildet hat, niemals eine *briefliche* Mittheilung des h. Bundesrathes erhalten u. waren daher zuerst im Zweifel darüber, ob derselbe wirklich von der Ansicht ausgehe, dass, auch in dem Falle, wenn Frankreich eine Gleichstellung seiner Biere mit den schweizerischen aus dem 64er Vertrag concedirt werden sollte, den deutschen Bieren die bisherige Behandlung verbleiben müsste. Sobald die letzte telegr. Depesche (vom 4ten May) uns hierüber ins Klare setzte, waren wir auch sicher, dass der Vertragsabschluss unmöglich sein werde. Graf Bismarck sagte uns heute noch: gerade Frankreich gegenüber könne Deutschland sich in der Schweiz eine derartige Zurücksetzung nicht gefallen lassen, nicht weil es dadurch in erheblichen Interessen, sondern weil es in seinem Ehrgefühl verletzt würde; das Ganze sei freilich nur eine question d'amour-propre, aber gerade in derartigen Fragen müsse ein Staat, wie das neue Deutschland, sehr empfindlich sein. Hätte Oestreich od. Italien einen Vorzug, wie es jetzt eventuell Frankreich wolle zuerkannt werden, so könnte man sich das am Ende noch gefallen lassen; aber Frankreich gegenüber gehe es absolut nicht. Übrigens, meinte er, habe ja der BR wohl eine sehr gute Stellung, um Frankreichs etwaige Gelüste nach einer ungünstigen Vertrags-Auslegung zurückzuweisen: er brauche sich nur hinter die Kantonsouveränität & die Bundesverfassung zu verstecken & habe dann auch ein Recht, sich auf die 4 jährige Praxis seit dem Vertragsschlusse zu berufen; zudem, fügte er hinzu, werden *wir* Sie unterstützen & es solte dem BR. gerade dies für den Fall eines Conflictes gar nicht unangenehm sein. Wie erwiederten darauf, dass keine Rede davon sei, den Franzosen eine Gleichstellung ihres Bieres mit dem schweizerischen zuzugestehen, dass auch die Lage der Dinge, wie Gf. B. selbst zugestehe, derart sei, dass wir gar wohl uns allfälliger Zumuthungen werden erwehren können & dass eben deshalb die Fassung von Art. 8 für Deutschland vollkommen genüge, während jede Abweichung davon geeignet wäre, die Stellung der Schweiz zu schwächen. Dies nun wollte B. nicht gelten lassen: «Die Fas-

2. Non reproduit.

sung von Art. 10 des französ.-schweiz. Vertrages³ ist so, dass nun einmal die Controverse möglich ist; wie sie ausfällt, das steht dahin; hat Ihr BR. das volle Zutrauen, sie siegreich durchfechten zu *können*, so darf er uns füglich die Zusage geben, uns jederzeit so zu halten, wie er thatsächlich die Franzosen hält. Weigert er sich des letztern, so muss es mit jener Zuversicht nicht weit her sein u. dann ist unser Begehren gerechtfertigt, im Fall einer *erfolgreichen* Reclamation Frankreichs Garantien für Gleichhaltung in dem Verträge zu verlangen.» Ich gestehe, dass dieses Raisonement nach meinem Urtheil zu denjenigen gehört, denen man wohl Worte, aber nicht Gründe entgegenstellen kann.

Freitag Morgs.: Während ich am Schreiben dieses Briefes beschäftigt war, ist Ihr Telegramm von gestern Abend⁴ in unsere Hand gekommen, dessen Inhalt uns zum ersten Male ganz klar den Standpunkt zeigte, von welchem aus der BR. seine kategorische Ablehnung jeder Fassungs-Änderung auffasst. Ich unterliess nicht, sofort noch in später Abendstunde (es war stark 9 Uhr) dem Geheimrath Henning zu schreiben u. ihm den Wortlaut des Telegramms mitzutheilen, mit dem Ausdruck der Hoffnung begleitet, dass doch wohl eine so positive Erklärung zur Beschwichtigung der waltenden Bedenken beizutragen geeignet sein sollte. Ich muss jedoch bekennen, dass ich innerlich diese Hoffnung nicht hege; man wird ganz einfach das schon oft Gesagte wiederholen: ist dem wirklich so, wie der BR. sagt, nun, so kann er uns um so unbedenklicher die Gleichhaltung auf alle Fälle zusagen. Man wird vielleicht noch ein Zweites hinzufügen: wenn der BR. selbst die *Möglichkeit* nicht zugibt, aus dem französ.-schweiz. Verträge eine Gleichstellung des franz. & des schweiz. Bieres abzuleiten, warum hat er denn bei dem Verträge mit Deutschland so bestimmt eine andere Fassung gewünscht? *Unerschied* wenigstens diese zuversichtliche Sprache in etwelchem Widerspruch mit den Ausführungen der Instruction vom 11. April⁵ (der einzigen *schriftlichen* & also etwas einlässlicher gehaltenen Äusserung des h. BR., die in unsern Händen ligt); denn dort heisst es wörtlich: «dass unter dem Minimum ein Unterschied der Gebühren für einheimische & ausländische Getränke stattfinden dürfe, steht in dem Vorbehalte nicht u. vom Bier ist noch weniger eine Ausnahme gemacht. Man kann nur sagen, durch Citation der Beil. F sei stillschweigend der Unterschied ... anerkannt & man habe es auch beim französ. Verträge schon so ausgelegt. *Allein diese Annahme gegenüber dem bestimmten Wortlaute lässt sich nicht rechtfertigen* u. s. f.» Das war freilich vom Stuttgarter Entw. gesagt; aber da dieser nicht abweicht von dem franz.-schweizerischen Verträge, so muss wohl für diesen das Nämliche gelten.

Indessen die Discussion über die Frage ist jetzt eine müssige geworden; ich habe mir die *formelle* Schluss-Antwort der deutschen Commissäre, die noch aussteht, für den Lauf des heutigen Tages erbeten; wie sie ausfällt, ist nach den gestrigen

3. RO VIII, pp. 206—207.

4. «Bundesrath ist einmüthig fest entschlossen, nie und nimmer auch nur Möglichkeit der bezeichneten Vertragsauslegung zuzugeben. Das Unmögliche aber wollen wir nicht durch zweideutige Redaktionen als möglich in Frage stellen lassen. Wir verneinen daher bestimmt, dass nach unserer Fassung thatsächliche Gleichstellung negirt werde und beharren bei unserm letzten Wort.» (E 13 (B) 151).

5. Cf. n° 129, annexe.

Äusserungen von Bismarck durchaus nicht zweifelhaft; wir werden dann nach Empfang derselben noch eine Zuschrift an die Deutschen erlassen, worin wir erklären, dass unter diesen Umständen von einer Fortsetzung der Verhandlungen ein Ergebniss nicht zu erwarten wäre u. dass wir also Berlin verlassen. Dieses Letztere wird geschehen, sobald die Abschiedsbesuche gemacht sind; wir *hoffen*, dass es heute Abend oder morgen früh sein wird.

Gerne wäre ich von hier aus unmittelbar nach Bern gegangen, um meine schriftlichen Berichterstattungen mündlich zu ergänzen; allein die bevorstehende Landsgemeinde fordert nun zunächst meine Gegenwart in Glarus & so verschiebe ich die Reise nach Bern bis nach derselben. Dannzumal werde ich die Ehre haben, Ihnen in der Bundesstadt meine ergebene Aufwartung zu machen. Hr. Stähelin wird Ihnen jedenfalls von Basel aus seine Ankunft melden & sich zu Ihrer Verfügung stellen.

Fortsetzung, Samstag d. 9. May.

Ich habe den obigen Brief unvollendet liegen gelassen, um ihn erst dann zu expediren, wenn die offizielle Rückäusserung der preussischen Commissäre vorläge. Gestern liess sie den ganzen Tag auf sich warten; heute Morgen begaben wir uns persönlich auf das Finanzministerium, um endlich die letzte Gewissheit (so oder so) zu erlangen: die deutschen Commissarien waren eben zu einer Separat-Conferenz versammelt & discutirten lange & eifrig die Frage, ob sie nicht nachgeben wollten; der Entscheid fiel (zum grossen Ärger namentlich der Württemberger, die nun ihren Niederlassungsvertrag als ins Wasser gefallen betrachten) negativ aus. Wir wurden gebeten, in der Conferenz zu erscheinen & erhielten hier die Mittheilung. Ein Ansinnen, allfällig durch ein Schluss- od. Nebenprotokoll eine beruhigende Erklärung im Sinne der deutschen Auffassung abzugeben, wurde unsererseits — ohne Zweifel im Sinne unserer Instruction — rund abgelehnt. Hierauf wurde gegenseitig mündlich constatirt, dass eine Fortsetzung der Verhandlung als zwecklos erscheine u. man trennte sich unter Ausdrücken des Bedauerns über die viele verlorene Zeit. Der Abschied war übrigens ein beidseitig durchaus freundlicher & ich bin überzeugt, dass wir von Seite des ZV.⁶ durchaus keine Vexationen zu befahren haben, so dass also *praktisch* der Abbruch der Vertragsverhandlungen uns wenig Schaden fügen wird.

Hr. Stähelin verreist diesen Abend; der Schreiber dieser Zeilen (in Folge einer zufälligen Ursache) erst morgen (Sonntag) früh.

6. Zollverein.

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP
Vertraulich

Wien, 15. Mai 1868

Heute Abends wurde mir ganz confidentiell mitgetheilt, Baron Beust habe bestimmt, dass Baron Ottenfels-Gschwind (gegenwärtig, seit Crivellis Tod, Geschäftsträger in Rom) als ausserordentlicher Gesandter und bevollmächtigter Minister nach Bern komme. In circa 3—4 Wochen werde ich officielle Mittheilungen darüber erhalten. Ottenfels wird seine Stelle ungefähr im August antreten. Über die zukünftige Bestimmung des Hrn. v. Zulauf ist vor der Hand noch nichts entschieden, sie soll aber jedenfalls eine für ihn ehrenvolle werden. Ich erlaube mir, Sie zu bitten, Hr. v. Z. nichts davon zu sagen, denn ich bin *ausdrücklich* ersucht worden, bei einer confidentiellen Mittheilung nach Bern, zu veranlassen, dass Hr. v. Z. vorerst noch nichts von dieser Disposition erfahre.

Ich glaube, diese vorläufige Nachricht wird Ihnen insofern wichtig sein, als die in Bern schwebenden Verhandlungen über verschiedene Verträge und Übereinkommen mit Oesterreich jedenfalls nicht mehr von Hr. v. Z zu Ende geführt werden können. Ich habe mich indessen hier directe mit dem Ministerialrathe Baron Vesque, dem factotum in diesen Angelegenheiten, ins Einvernehmen gesetzt und ihn ersucht, mir schriftlich mitzutheilen, welcher Art der Behandlung ein jeder dieser Gegenstände nach dem jezigen dualistischen Geschäftsgange zu unterziehen sei.

Sie werden sich vielleicht gewundert haben, dass wir in zwei Tagen die Verhandlungen über den *Postvertrag* zu Ende geführt haben. Wir hatten uns von den beiden hiesigen Bevollmächtigten des grössten Entgegenkommens zu erfreuen. Der einzige schwierige Punkt betraf die Reduction des Franken zu 40 Neukreuzer. An diesem wird die österr. Regierung aus den Gründen, die ich Ihnen in meiner Depesche vom 12. diess.¹ mittheilte, kein Haar breit weichen und ich möchte wohl dringend anrathen, in demselben nachzugeben, da die Beiträge bei der Saldorechnung sich ohne hin nur auf einige hundert Gulden belaufen, es also kein Gegenstand ist, um dessentwillen man den Abschluss eines so wichtigen Vertrages in Frage stellt.

Nach den noch gestern gemachten Äusserungen des österr. Bevollmächtigten haben wir alle Hoffnung es durchzusetzen, dass bis 1. Februar eine Anzahl österr. Postämter zu Nachnahmen und Postanweisungen ermächtigt wird. Wenn es wirklich geschieht, können wir auf diese Errungenschaft sehr stolz sein, denn den deutschen Postverwaltungen sind von österr. Seite keine bestimmten Zusagen gemacht worden. Morgen wird die Berathung des Executiv-Reglements fertig; der ungarische Bevollmächtigte wird am Sonntag nach Pest zurückkehren, um

1. *Non reproduite.* Cf. E 13 (B) 120.

dem ungar. Handelsminister Vortrag zu halten und die Ermächtigung zur Unterzeichnung einholen; hoffentlich werde ich indessen auch die Schlussinstructionen vom hohen Bundesrathe erhalten.

Heute habe ich an Baron Beust eine drängende Note² wegen der Unterzeichnung des *Handelsvertrages* gerichtet. Ich bin von den österr. Bevollmächtigten eingehend um Erklärungen über den Abbruch der Unterhandlungen in Berlin³ gefragt worden, habe ihnen aber nur soviel darüber mitgetheilt, als ich für nöthig erachtete, um sie nicht misstrauisch zu machen, und es kostete mich viele Überredung, ihnen zu beweisen, dass dieser Abbruch keine nachtheiligen Folgen auf unsere Verhandlungen habe. Ich hoffe noch immer, dass diese Angelegenheit ohne bedauerliche Störung ablaufe, werde aber erst ganz beruhigt sein, wenn der Vertrag einmal unterzeichnet ist.

2. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/49.

3. Cf. n° 136.

138

E 1004 1/73

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 15 mai 1868

2105. Vertrag mit Italien.

Politisches Departement. Vortrag v. 14. diess.

Auf angehörten Bericht und Antrag des Departements darüber, dass die mit den Verhandlungen über einen *schweiz.-italien. Vertrag* (resp. 4 Verträge: *Handelsvertrag, Niederlassungs- und Konsularvertrag, Literarconvention u. Auslieferungsvertrag*) betrauten Delegirten: Hr. Minister Pioda in Florenz einerseits, Hr. alt Bundesrath Frey-Herosé und Hr. Bundespräsident Dr. Dubs andererseits, im Wesentlichen über alle Hauptpunkte einig geworden seien und Hr. Senator Melegari die bald möglichste Unterzeichnung wünsche, ist beschlossen worden:

1. es seien die Vertragsentwürfe über das Niederlassungs- und Konsularwesen und über die Auslieferung von Verbrechern dem Justiz- u. Polizeidepartement zur weitem Prüfung überwiesen;

2. sei Hr. Minister Pioda ermächtigt, eine Literar-Convention, nach Art der mit Belgien¹ vereinbarten mit den in Berlin in Aussicht genommenen Redaktionsverbesserungen, mit der italienischen Regierung zu vereinbaren und zu unterzeichnen und es sei das politische Departement beauftragt, mit Bezug auf das Detail der hienach an der schon entworfenen Konvention anzubringenden Veränderungen dem Hrn. Pioda direkte Weisungen und Erläuterungen zugehen zu lassen.

1. *Il s'agit de la déclaration du 11 décembre 1863.* Cf. RO VII, p. 476.

3. seien die Abgeordneten ermächtigt, in einer passenden Form, z. B. in einem Schlussprotokoll, die Beschränkung der Dauer des Verzichtes auf Herbeiziehung der gegenseitigen Staatsangehörigen zu Zwangsanleihen auf den Zeitraum bis 1873 zu acceptiren.

4. sei die Stelle in obigem Departementsbericht über Alpenbahnangelegenheit dem Departement des Innern zu überweisen.

139

E 1004 1/73

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 mai 1868

2111. Preussische Gesandtschaft, direkter Verkehr zwischen den schweiz. & preussischen Justizbehörden.

Justiz-u. Polizeidepartement. Vortrag v. 13. diess.

Das Departement berichtet mit Rücksicht auf die Antwortnote der *preussischen Gesandtschaft* vom 24. April¹ auf Hierseitiges vom 9. März² a. c. (P. N. 952), betreffend die *Einführung eines direkten Verkehrs zwischen den beiderseitigen Justizbehörden*, welche Antwort dahin lautet, dass die preussische Gesandtschaft glaube, es sei nicht die Vertragsform erforderlich, sondern es genüge eine im Justizministerialblatt zu publizierende Verfügung, dass künftig ein unmittelbarer Schriftenwechsel stattfinden könne, dass ferner die preussischen Justizbehörden und deren Zuständigkeit aus dem amtlich redigirten Jahrbuch, welches im Buchhandel bezogen werden könnte, zu ersehen seien und endlich, dass die Ergänzung des schweiz. Verzeichnisses der Justizbehörden durch Angabe ihrer Kompetenzen dem beabsichtigten Zweck sehr förderlich wäre, — und es wird hierauf nach dessen Antrag beschlossen:

1. Sei der königl. preussischen Gesandtschaft zu antworten, der Bundesrath sei mit der vorgeschlagenen Form der Vollziehung der zu vereinbarenden Übereinkunft einverstanden u. zwar namentlich auch damit, dass es keines förmlichen Vertrages bedürfe, sondern dass es genüge, wenn die vereinbarte Formel in die beidseitigen amtlichen Blätter eingerückt werde. Der Bundesrath müsse diesem Verfahren den Vorzug geben, weil er nicht kompetent sei, den kantonalen Justizbehörden gegenüber Verfügungen zu erlassen, vielmehr hierin nur als Delegirter der Kantone handle. Dagegen müsste der Bundesrath darauf aufmerksam machen, dass er den Kantonen nicht wohl die Anschaffung des Jahrbuches der preussischen Gerichtsverfassung für alle Gerichte vorschlagen könne, dass aber auch das Detail bis zu den untersten Gerichten kaum nöthig sei. In vielen Fällen

1. *Non reproduite.* Cf. E 22/2544.

2. *Non reproduit.* Cf. E 1001 (E) q 1/78.

werden die Gerichte durch die Parteien selbst auf die zu requirirenden zuständigen Gerichte des andern Staates hingewiesen werden. In allen zweifelhaften Fällen aber möge es genügen, wenn preussischer Seits die Appellations- und Kreis- (resp. Stadt- u. Land-) Gerichte und schweizerischer Seits die Obergerichte der Kantone, sowie beiderseits die Staatsanwaltschaften bezeichnet würden, zumal bei der jezigen Entwicklung des Postwesens die weitere Versendung an die kompetente untere Amtsstelle keine empfindlichen Zögerungen hervorrufen würde.

In dieser Weise wäre auch der weitem Anregung um Bezeichnung der Kompetenzen genügt, da von dem betreffenden Gerichte jeweilen die kompetente Amtsstelle ausgewählt werden könne.

Von diesem Gesichtspunkte aus sei hierorts ein Verzeichniss der höhern preussischen Gerichtsstellen angefertigt worden. Dasselbe werde zur Einsicht beigelegt mit dem Wunsche, es möchte, wenn die Anregung des Bundesrathes Beifall finde, angemessen berichtet werden.

2. Seien die Regierungen der Kantone Tessin und Wallis einzuladen, dem Bundesrathe beförderlich Kenntniss zu geben, wenn ihre Grossen Rätthe der projektierten Übereinkunft die Genehmigung ertheilt haben.

140

E 2/2068

*Le Ministre d'Italie à Berne, L. A. Melegari,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

N

Berne, 17 mai 1868

L'émigration de la jeunesse Italienne pour les Etats de la *Plata* a lieu, depuis quelque temps, sur une si grande échelle, que le gouvernement royal se voit forcé de demander au Parlement des moyens légaux qui le mettent à même, non pas d'empêcher l'émigration, mais de prémunir les jeunes gens contre la séduction dont ils sont l'objet, surtout au moment où ils vont être appelés à remplir leurs devoirs militaires, de la part des agents des gouvernements de ces états, et des sociétés commerciales intéressées à les servir.

Mais avant de prendre une pareille initiative, il désire s'entourer des lumières, qu'à cet égard peuvent lui fournir l'expérience et l'exemple des nations amies, chez lesquelles l'émigration *trans-atlantique* a lieu, dans des proportions plus ou moins larges depuis quelque temps, sans que les conditions de l'ordre public en aient jamais été sérieusement troublées.

C'est par conséquent sur l'invitation du gouvernement royal que le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de S.M. le Roi d'Italie, s'adresse à l'obligeance de Son Excellence Monsieur le Président de la Confédération, en le priant de vouloir bien engager le Conseil Fédéral à donner les ordres nécessaires pour qu'on transmette à la Légation Italienne une copie des lois, décrets et règlements qui régissent cette matière en Suisse, surtout en ce qui a trait

aux mesures que les Pouvoirs publics ont pu être dans le cas de prendre pour garantir la puissance paternelle contre les atteintes que peuvent lui porter, par l'embauchage des mineurs, les agents d'émigration.

Les données statistiques, qui peuvent avoir été publiées en Suisse avec l'attache du gouvernement fédéral, sur l'émigration et sur ses conséquences économiques et morales seront également agréées.

141

E 13 (B) 235

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Wien, 18. Mai 1868

Eben als ich von Hr. Sectionschef von Pretis, mit dem ich mich über den Handelsvertrag besprochen hatte, zurückkehrte, empfang ich Ihr heutiges Telegramm¹ und beehre mich, Ihnen dasselbe sogleich schriftlich zu beantworten.

Nachdem ich, schon zwei Tage bevor ich das Telegramm vom 11.² erhalten hatte, und zwar in Folge Ihrer erläuternden Auseinandersetzung des nachfolgenden Telegrammes, die Erklärung abgegeben hatte, dass der hohe Bundesrath wünsche, dass bloß das Alinea 2 des Artikels 2 stehen bleibe und die österreichischen Bevollmächtigten keine weiteren Einwendungen dagegen erhoben hatten, mir auch zugleich die Zusicherung gegeben wurde, dass nun der Generalrapport über die Verhandlungen dem Baron Beust in kürzester Zeit übergeben werden solle, wartete ich einige Tage zu in der Hoffnung, dass nun alle Schwierigkeiten behoben seien und die Angelegenheit einen günstigen Fortgang nehmen werde. Den 14ten begab ich mich auf das Ministerium des Äusseren und erkundigte mich bei Baron Gagern, ob der Vertrag dem Minister Beust schon unterbreitet worden sei, was er mir verneinte, mich zugleich aber auch aufforderte, sobald möglich, eine Note an den Herrn Reichskanzler zu richten, damit er (der Minister des Äusseren) eine Grundlage habe, auf die hin er beim Handelsministerium die Sache betreiben könne. Diese drängende Note übersandte ich Freitags den 15ten, ging aber heute zu Hr. von Pretis, um mich bei ihm zu erkundigen, woran die Verzögerung liege. Herr Sectionschef von Pretis versicherte mich, dass binnen ein Paar Tagen sein Referat dem Herrn Reichskanzler übergeben werde; *der Abbruch der Vertragsverhandlungen zwischen der Schweiz und dem deutschen Zollverein in Berlin³ habe eine theilweise Umarbeitung des Referates nothwendig gemacht.*

Ich gestehe Ihnen, dass dieser Abbruch leider eine höchst nachtheilige Rückwirkung auf unsere hiesigen Verhandlungen hat, indem die österreich. Bevollmäch-

1. Reproduit en annexe.

2. Non reproduit. Cf. E 2200 Vienne 1/49.

3. Cf. n° 136.

tigten, insbesondere Hr. von Pretis, misstrauisch geworden sind und immer noch andere Gründe hinter diesem Abbruche wittern, als in der That vorhanden sind. Ich hatte alle Mühe, dem Herrn Sectionschef die wahre Sachlage begreiflich zu machen und ihn insbesondere über die geringe Bedeutung des von einzelnen Cantonen erhobenen Ohmgeldes aufzuklären. Er meinte nun freilich, es handle sich dabei ja durchaus nicht um den geringen Betrag der Mehrbesteuerung, sondern um das Prinzip. Es frappte mich, dass Hr. von Pretis heute zum ersten Male die Abschliessung eines Vertrages über litterarisches Eigenthum erwähnte; auch auf diesen Gedanken ist er nur durch die Zeitungsreferate über den Abbruch der Verhandlungen in Berlin gekommen. Ob sich der Unterzeichnung unseres Handelsvertrages neue Hindernisse entgegenstellen werden, kann ich Ihnen heute mit Bestimmtheit noch nicht sagen. Wenn Hr. v. Pretis Wort hält und binnen zwei Tagen sein Referat dem Baron Beust übergiebt, so ist der Geschäftsgang folgender: Der Vertrag wird ins ungarische übersetzt und dem Handelsminister nach Pest geschickt, ein deutsches Exemplar wird dem hiesigen Handelsminister zur Begutachtung übergeben. Ich habe den Herrn Landesoberpostdirector Gervey dringend ersucht, er möchte mit dem ung. Handelsminister sprechen, dass er den Vertrag sehr bald wieder zurükleite; Hr. v. Pretis seinerseits hat mich versichert, dass von Seite des Handelsministers keine Einwendungen erhoben werden. Sobald die Gutachten von den beiden Handelsministerien zurückkommen, so wird Baron Beust den Tag der Unterzeichnung bestimmen.

Ich werde begreiflicherweise nicht das Geringste versäumen, um diesen Zeitpunkt so viel als nur thunlich zu beschleunigen; ich dränge nach jeder Richtung hin nach Kräften und hoffe noch immer, dass es mir möglich sein wird, binnen Kurzem ein günstiges Resultat zu erreichen, da ich die Wichtigkeit eines *baldigen* günstigen Abschlusses dieser Frage in ihrem vollen Umfange erkenne und zu würdigen weiss.

Ich kann nur wiederholt mein tiefes Bedauern aussprechen, dass der Abbruch der Berliner Verhandlungen gerade in einen Moment gefallen ist, indem er nur nachtheilig auf die hiesigen Unterhandlungen rückwirken müsse.

Wie Ihnen bekannt ist, haben sowohl das norddeutsche Zollparlament, als auch der österreich. Reichsrath den Handels- und Zollvertrag zwischen Österreich und dem Zollverein ratificirt, der ungarische Landtag denselben verworfen und zwar aus ganz formellen Gründen, weil er nämlich findet, dass in dem in der Eingangsformel und auch im Vertrage selbst vorkommenden Passus, «die Staaten Sr. K. K. apostolischen Majestät», die staatsrechtliche Selbständigkeit des Königreichs Ungarn nicht hinreichend gewahrt werde. Der ungarische Ministerpräsident Graf Andrassy wird daher zum Behufe der Vereinbarung einer *permanenten Formel für die Beziehung Österreichs in internationalen Verträgen in nächsten Tagen hier erwartet*.

Hinsichtlich des *Postvertrages* habe ich die Ehre, Ihnen mitzutheilen, dass Herr Oberpostcontrolleur Fuchs das Ausführungs-Reglement auch schon vereinbart hat, und dass er heute und morgen damit beschäftigt ist, in einem Anhang oder Protocolle, das speciell das schweizerisch-österreichische Postverhältniss vorzüglich mit Berücksichtigung des Gränzrayons betrifft, zu regeln, wodurch die Lindauer Übereinkünfte den gegenwärtigen Verhältnissen angemessen modificirt werden. Es scheint, dass auch bei diesen Verhandlungen eine grössere Ein-

fachheit erzielt werden wird. Hr. Fuchs hat darüber weitläufig an sein Departement referirt und war auch genöthigt, noch in Chur Erhebungen einzuziehen. Bis dieselben eintreffen, werden die Verhandlungen unterbrochen, unterdessen wird aber das Reglement gedruckt und die Gränzkarte angefertigt.

Bis Dienstag den 26. dieses kann wohl alles in Ordnung und zur Unterzeichnung bereit sein. Die beiden hiesigen Bevollmächtigten werden übrigens die Vollmacht zum Unterzeichnen erst dann erhalten, wenn die oben erwähnte, permanente Formel für die Bezeichnung Oesterreichs vereinbart sein wird, was sich möglicherweise auch vierzehn Tage hinausziehen kann. Wenn nun Hr. Fuchs mit seinen Arbeiten fertig ist und bis dahin diese Bezeichnungs-Vereinbarung noch nicht stattgefunden hat, so wird er abreisen und ich werde dann den Vertrag *und* das Ausführungs-Reglement unterzeichnen wie es auch Herr Dr. Heer in Berlin gethan hat. Nur möchte ich jezt schon, für den unvorhergesehenen Fall, die Frage stellen, ob es der hohe Bundesrath für nöthig erachtet, mir für die eventuelle Unterzeichnung des Reglements eine eigene Vollmacht auszustellen oder ob, wie ich glaube, meine jezige Vollmacht genügt, da das Ausführungsreglement strenge genommen ja nur ein Annex zum Vertrag ist.

ANNEXE

E 2200 Vienne 1/49

*Le Vice-président de la Confédération, E. Welte,
au Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi*

T

Bern, 18. Mai 1868 (*arrivée*, 18. Mai 1868, 2h 20)

Nach Ihrem Schreiben vom 9.⁴ und unserem Telegramm vom 11.⁵ nehmen wir an, der Unterzeichnung des Handelsvertrages stehe kein Hinderniss mehr entgegen. Gewärtigen Ihren Bericht.

4. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 235.

5. *Non reproduit.*

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 29 mai 1868*¹

2318. Gesandtschaft des Norddeutschen Bundes; Auszug aus einem Erlass des Bundeskanzlers betr. die gegenseitige Behandlung wie die meistbegünstigte Nation.

Politisches Departement. Randantrag.

Der *Gesandte des norddeutschen Bundes* Hr. v. Roeder übermacht sub 28. diess als Beweis der fortdauernden freundschaftlichen Intentionen Deutschlands gegen die Schweiz, den Auszug aus einer Depesche des Ministeriums vom 25. I. Mts., im Wesentlichen dahin gehend, «dass die gegenseitigen *handelspolitischen Beziehungen, soweit es auf Deutschland ankomme, durch das Misslingen der Unterhandlungen (zwischen dem Zollverein & der Schweiz) keinen Einfluss erleiden*. Der Zollverein werde fortfahren, die Schweiz auf dem Fusse der meistbegünstigsten Nation zu behandeln, so lange die Schweiz Reziprozität gewähre; er werde in den nächsten Tagen Gelegenheit haben, diese seine freundliche Haltung durch die That zu beweisen, indem er die von ihm in dem Handels- & Zollvertrage vom 9. März a. c. an Österreich zugestandenen, zum Theil auch für die Schweiz sehr werthvollen Zollbefreiungen und Zollermässigungen ohne Weiteres auch den schweizer. Erzeugnissen wird zu Theil werden lassen.»

Auf Antrag des Departements ist beschlossen worden, zu erwidern: der Bundesrath habe von der ihm im Auszug mitgetheilten Erklärung des Bundeskanzlers mit Vergnügen Notiz genommen und er erkläre sich auch seinerseits bereit, den Zollverein auf dem Fusse der begünstigsten Nation fortzubehandeln, so lange dortseits ein gleiches Verfahren eingehalten werde. Er hoffe indessen, dass es möglich sein werde, den das Vertragswerk noch hindernden Anstand zu beseitigen, worüber er sich in der Folge weitere Eröffnungen vorbehalte.

1. Absents: E. Welti et V. Ruffy.

E 1001 (E) q 1/79

*Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern**Copie**L*

Bern, 3. Juni 1868

Wir haben mit Interesse von Ihren Berichten vom 15. u. 25.¹ vor. Mts. Nr. 87 u. 2² betreffend die Frage der Konsumgebühren auf Bier gegenüber dem schweizerisch-französischen Handelsvertrage Kenntniss genommen u. aus letzterm unter Anderm mit Befriedigung ersehen, dass Hr. Ozenne, ehemaliges Mitglied der Konferenzen bei den schweizerisch-französischen Vertragsunterhandlungen, der Ansicht ist, es könnte die französische Regierung auf eine etwaige Anfrage der preussischen, wie sie diesen Punkt des Vertrags interpretire, nicht anders als in unserm Sinne antworten.

Mit Rücksicht sodann auf die am Schlusse des zweiten Berichtes gemachte Bemerkung, dass Sie unsere Weisungen gewärtigen *ob* u. in welchem Sinne weiter vorzugehen sei, sind wir im Falle, Ihnen zu eröffnen, dass wir vorerst die Anschauung bestätigen, es habe niemals in unserer Absicht liegen können, bei Abschluss des Handelsvertrages mit Frankreich diesem Staate ein Zugeständniss zu machen, welches mit Art. 32³ der Bundesverfassung im Widerspruche gewesen wäre, u. es lasse die Gesamtfassung des Vertrages mit dem Annex F., welche beide nothwendig als Ganzes im Zusammenhange aufgefasst werden müssen, eine entgegengesetzte Interpretation auch nicht zu. Wir sind daher unter keinen Umständen im Falle, sei es gegenüber Frankreich, sei es gegenüber andern Staaten, Konzessionen zu machen, welche mit dem besagten Artikel der Bundesverfassung im Widerspruche stünden.

Von diesem Gesichtspunkte ausgehend können wir unsererseits auch nicht wohl Erklärungen von der französischen Regierung verlangen, da wir dadurch unser gutes Recht selbst halbwegs in Zweifel ziehen und deshalb gefährden würden.

Anders stellt sich die Sache, wenn ohne förmliche Mitwirkung der schweizerischen Behörden die preussische Regierung sich mit einer Anfrage über die Auffassung des bestehenden Vertrages an die französische Regierung direkt wenden würde. Die Stellung der Schweiz bliebe dabei intakt. Es sind hiebei drei Fälle gedenkbar: erstlich könnte Frankreich einem Dritten die Antwort verweigern oder es könnte die Antwort in einer den Interessen der Schweiz günstigen oder aber in einer ungünstigen Weise ausfallen. Lezteres wäre wohl am wenigsten zu befürchten in Folge der Erklärungen des Hrn. Ozenne, mit denen auch die Anschauungen des hiesigen französischen Gesandten, Marquis von Banneville, übereinzustimmen scheinen.

1. *Non reproduits.* Cf. E 13 (B) 151.

2. *Il s'agit du rapport n° 111.*

3. *Concerne les droits de consommation sur le vin et autres boissons spiritueuses, perçus par les cantons.* Cf. RO I, pp. 12–13.

Es muss zwar immerhin bemerkt werden, dass das Bundespräsidium es bisher vermieden hat, mit dem französischen Gesandten in nähere Erörterungen der Frage einzutreten; indessen hat der letztere gelegentlich aus freien Stücken erklärt, seine Auffassung des Vertrages stimme mit der schweizerischen ganz überein. Dagegen wäre der andere Fall nicht ungedenkbar, dass die französische Regierung erklären würde, sie könne sich mit einem unbetheiligten Dritten auf Interpretation ihrer Verträge mit der Schweiz nicht einlassen; die Schweiz möge, sofern sie ein solches Bedürfniss habe, sich direkt an sie wenden. Gegen die logische Korrektheit dieser Auffassung wird sich nicht viel einwenden lassen u. die Schweiz wäre dann nachträglich doch genöthigt, jenen erstgenannten Weg zu betreten, welcher ihr nicht ganz konvenirt.

Unter diesen Umständen scheint es immerhin rathsam, mit einiger Vorsicht vorzugehen. Sie mögen daher dem Hrn. Grafen Golz mittheilen, in welcher Weise sich Hr. Ozenne ausgesprochen, u. vorerst anhören, ob *[bei]* demselben einige Disposition vorhanden ist, sich über diese Frage mit der französischen Regierung in Verkehr zu setzen. Sie sind ferner ermächtigt, zu erklären, dass wir ein solches Vorgehen Preussens gerne sehen würden, falls bei einer vorläufigen Sondirung sich ergeben sollte, es sei von der französischen Regierung eine günstige Erwiderung zu gewärtigen. Endlich empfehlen wir Ihnen für den Fall, als Graf Golz einen Schritt thun will, denselben in kräftiger Weise zu unterstützen u. der französischen Regierung unter Wahrung des schweizerischen Rechtsstandpunktes zu erkennen zu geben, dass der Bundesrath mit Dank anerkennen würde, wenn die französische Regierung ihm im vorwürfigen Falle einige Beihilfe zur Beseitigung eines Hindernisses des Vertragsabschlusses gewähren wollte.

Über die weitem Verhandlungen werden Sie jeweilen Bericht erstatten, damit auch gegenüber den herwärtigen Vertretern Frankreichs u. Preussens eine mit den Vorgängen in Paris im Einklange stehende Haltung eingenommen werden kann. Übrigens mögen Sie keine besondere Eile in die Sache bringen, da durch den nahe bevorstehenden Abschluss der Handelsverträge mit Oesterreich u. Italien, welche beide Staaten, der schweizerischen Auffassung ganz beipflichtend, Redaktionen acceptiren, die alle fernern Zweifel ausschliessen, die Situation sich noch günstiger gestalten wird.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 5 juin 1868¹

2437. Vertrag mit Italien, Alpenbahnfrage.

Departement des Innern. Vortrag v. 1. diess.

In Vollziehung der herwärtigen Schlussnahme vom 15. v. Mts.² betreffend Überweisung der *Alpenbahnfrage*, welche vom politischen Departement mit Bezug auf den mit *Italien abzuschliessenden Vertrag* angeregt worden ist, begutachtet das Departement die Angelegenheit dahin: es sei die Frage nochmals zur Sprache zu bringen und ein Artikel folgenden Inhalts, sei es im Vertrage selbst, sei es in einer andern geeigneten Form, aufzunehmen:

«Der schweiz. Bundesrath und die K. italienische Regierung, bestrebt, die Verkehrsbeziehungen zwischen der Schweiz und Italien zu vervollkommen und auszudehnen, verpflichten sich, die Erstellung von Verbindungswegen zwischen den beiden Ländern nach Kräften zu fördern und namentlich Unternehmungen zu begünstigen, welche zum Zwecke haben, durch Überschienung der schweiz. Alpen die Eisenbahnneze, südlich und nördlich derselben, in unmittelbare Verbindung zu bringen.»

Nach stattgehabter Diskussion ist dieser Antrag zum Beschlusse erhoben worden, und zwar wie er in der französischen Übersezung ammendirt worden ist.

Das fragliche Ammendement heisst: statt nach Kräften zu fördern:

«so viel als möglich zu begünstigen und namentlich jeder Staat an seinem Orte, alle möglichen Erleichterungen für diejenigen Unternehmungen zuzusichern, welche zum Zwecke haben usw.»

Hr. Bundesrath Naeff erklärt zu Protokoll, dass er zu dieser Schlussnahme nicht gestimmt habe.

An Hrn. Minister Pioda in Florenz, in Ergänzung seiner Instruktion betreffend die Vertragsverhandlungen mit Italien.

1. Absents: V. Ruffy.

2. Non reproduite. Cf. E 1004 1/73, 2105.

E 21/13545

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Wien, 15. Juni 1868

Trotz wiederholter Warnungen von Seite der schweizerischen Gesandtschaft in Wien kommt es fortwährend noch sehr häufig vor, dass Eltern aus den Cantonen Freiburg, Waadt und Neuchâtel ihre Kinder, meistens Mädchen von 8 bis 12 Jahren — über briefliche Aufforderungen von Zwischenhändlerinnen in Wien, oder durch Vermittelung solcher Personen in der Schweiz — nach Österreich, hauptsächlich nach Ungarn und Croatien schicken. Diese Kinder sollen dazu bestimmt sein, als Gespielinnen von Kindern adeliger Familien, gewöhnlich ärmerer, die nicht die Ausgabe für eine französische Gouvernante oder Bonne machen können, zu dienen, damit diese Kinder von jenen spielend französisch lernen. Gewöhnlich wird das Übereinkommen getroffen, dass die betreffende Familie dem Kinde nach drei Jahren die Rückreise nach der Heimath bezahlen werde. An dieses Verhältniss knüpfen sich nun zahlreiche sehr bedauerliche Missbräuche; die armen kleinen Schweizerinnen werden oft misshandelt und müssen am Nötigsten, selbst in Bezug auf Nahrung und Kleider Mangel leiden; es kommen Fälle vor, dass sie geradezu wie Slaven behandelt werden. Andere Familien, um den Kindern die Rückreise nicht bezahlen zu müssen, schicken sie unter irgend einem Vorwande vor Ablauf der drei Jahre aus dem Hause weg, und sie fallen dann der schweizerischen Gesandtschaft zur Last. Heute z. B. wurde mir von der k.k. Polizeidirection die 13jährige Marie Leonie Rauss aus Freiburg übergeben, welche vor circa $\frac{5}{4}$ Jahren die Frau des Grafen Robert Orssich, Hauptmann in der Armee, in Warasdin (Croatien) aus Freiburg kommen liess. Graf Orssich löste vorgestern in Warasdin für das Mädchen ein Eisenbahnbillet und schickte es allein, mit einem Gulden Reisegeld, nach Wien! Andere Familien weigern sich auch nach Ablauf der 3 Jahre, den Kindern die Heimreise zu bezahlen, und wieder andere verweigern auf das Hartnäckigste die Herausgabe der Kinder.

Diplomatische Reclamationen sind in neuerer Zeit fast gänzlich erfolglos; das kk. Ministerium des Äussern erhält, selbst über dringende Aufforderungen, vom ungarischen Ministerium nur äusserst verspätete Antwort, wie es bei wiederholten Reclamationen von meiner Seite, die vom hiesigen Ministerium des Äussern unverzüglich zur Kenntniss des ungarischen Ministeriums gebracht wurden, der Fall war. Gerichtliche Schritte sind sehr kostspielig und bieten in den meisten Fällen keine Aussicht auf Erfolg, da in der Regel die Engagements ohne Contracte brieflich oder mündlich abgeschlossen werden. Ich ersuche Sie daher dringendst, hochgeehrter Herr Bundespräsident, den betreffenden Regierungen den Inhalt dieser Depesche mitzutheilen und dieselben zu veranlassen, durch die öffentlichen Blätter dahin zu wirken, dass dem gewissenlosen Kinderschacher der Eltern Einhalt gethan werde. Am besten wäre es wohl, wenn die respectiven Polizeidirectionen den minderjährigen Kindern keine Pässe ausstellen würden, wenn sich

deren Eltern nicht wenigstens durch Contracte oder sonst auf eine vollkommen genügende Weise legitimiren könnten, dass die Zukunft der Kinder gesichert sei.¹

1. *Décision du Conseil fédéral dans sa séance du 19 juin 1868*: «Nach Antrag des politischen Departements ist beschlossen worden: Kenntnissgabe an die Regierungen von Freiburg, Waadt und Neuenburg zu geeigneten Verfügungen für Verhinderung dieses Missbrauches.» Cf. *PVCF* E 1004 1/73, 2660.

146

E 2300 Vienne 18

*Le Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Wien, 18. Juni 1868

Auf Ihre heute empfangene Depesche vom 15. Juni¹, in der Sie mir den Wunsch ausdrücken, dahin zu wirken, dass die verschiedenen Verträge zwischen der Schweiz und Österreich womöglich noch im Laufe dieses Monats unterzeichnet werden möchten, damit sie rechtzeitig der Bundesversammlung vorgelegt werden können, beehre ich mich, Ihnen folgendes zu erwiedern.

Das Haupthinderniss, welches sich jetzt noch der Unterzeichnung des Post- und Handelsvertrages entgegenstellt, liegt in dem Umstande, dass die Ministerien der beiderseitigen Reichshälften bis jetzt noch nicht dahin gelangt sind, sich über die permanente Formel zu einigen, mit der für die Zukunft bei internationalen Verträgen die Staaten Sr. Majestät des Kaisers von Österreich bezeichnet werden sollen. Es werden bereits seit vier Wochen fortwährend Verhandlungen zwischen den betreffenden Ministerien gepflogen, ohne dass sie *bis heute* den wünschenswerthen Erfolg gehabt hätten. Es wird mir von kompetenter, sowohl österreichischer als ungarischer Seite die bestimmte Versicherung gegeben, dass die Frage in den nächsten Tagen durch ein Kaiserliches Decret entschieden werden soll, da bis zum 1. Juli auch der österreichisch-englische Handelsvertrag unterzeichnet werden soll. Ich kann natürlich weder directe noch indirecte irgend einen Einfluss auf den Gang dieser Verhandlungen nehmen, aber ich bitte Sie, überzeugt zu sein, dass meinerseits gewiss *nicht das Geringste* versäumt werden wird, dass die Unterzeichnung sobald als nur möglich stattfindet.

Bezüglich des Staatsvertrages wegen der *Gränze bei Finstermünz* habe ich mich noch gestern auf kurzem Wege an den Herrn Ministerialrath Baron Vesque gewendet und ihn dringendst ersucht, alles aufzubieten, dass der Vertrag in den nächsten 8 bis 10 Tagen unterzeichnet werden könne.

1. *Non reproduite*. Cf. E 2200 Vienne 1/49.

Was die *Rheincorrection* betrifft, so glaube ich, dass Sie vorkommenden Falles, der Bundesversammlung mittheilen können, dass die Hoffnung vorhanden ist, dass diese Frage von der Kais. Regierung auf eine befriedigende Weise gelöst werden wird, dass sie aber durch die Krankheit des technischen Referenten für einige Zeit ins Stoken gerathen sei, voraussichtlich aber binnen kurzem wieder mit allem Eifer aufgenommen werden könne.

147

E 1001 (E) q 1/79

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda

Copie
L

Berne, 26 juin 1868

Par vos lettres des 18 et 22 courant¹, vous nous faites rapport sur vos démarches pour la conclusion du traité de commerce avec l'Italie et vous nous priez de vous donner des instructions ultérieures sur les points ci-après spécifiés de celles que nous vous avons transmises dernièrement.

I. Le Gouvernement italien désire le maintien de la rédaction primitive de l'art. 4 (concernant les droits de consommation cantonaux) telle qu'elle se trouve au traité franco-suisse du 30 juin 1864², au lieu du texte que nous demandons, tel qu'il existe p.ex. dans le traité austro-suisse déjà négocié à Vienne; c'est pourquoi vous désirez connaître le texte allemand de cet article.

En vous transmettant ci-joint ce texte, nous devons maintenir notre plus récente instruction et nous vous chargeons, Monsieur le Ministre, de démontrer aux négociateurs italiens que par la Constitution fédérale, le Conseil fédéral est lié à la fixation de cette condition et qu'il a déjà été dans le cas de surseoir à la conclusion du traité avec l'Union douanière allemande³, plutôt que de dévier de la voie légale; que le même principe a été maintenu vis-à-vis de l'Autriche et a aussi été préalablement admis par les négociateurs autrichiens. Vous demanderez donc l'insertion de cet article au traité et dans le protocole final une disposition qui garantisse aux Cantons la continuation de la perception des droits de consommation sur les boissons au taux établi dans l'annexe F au traité franco-suisse. La taxe pour le vin en doubles fûts seulement serait exceptée.

II. Vous nous annoncez que la condition renfermée dans nos dernières instructions portant que dans des circonstances extraordinaires, en ce qui concerne les besoins de la guerre, on pourrait promulguer des défenses d'importation, d'exportation et de transit, a fait le plus mauvais effet.

Ce qui a donné lieu à cette condition est, d'un côté, la circonstance que la même

1. *Non reproduites*. Cf. E 13 (B) 208.

2. *RO VIII*, p. 201 ss.

3. Cf. nos 136 et 142.

réserve est contenue dans le traité austro-italien (art. VI) et qu'elle a passé en la même teneur dans le traité austro-suisse et, de l'autre côté, que la Suisse a dû, à répétées fois [*sic*], recourir au moyen exclusif de hausser extraordinairement le droit de sortie sur les chevaux, parce qu'on ne pouvait guère en interdire la sortie.

L'Italie fait observer que la promesse de n'entraver jamais la circulation par de telles défenses est la seule concession d'importance faite par la Suisse à l'Italie et que si elle est retirée, il ne reste que très peu de motifs en Italie de conclure ce traité. Puis, on vous a demandé si la réserve s'entend seulement pour le cas où la Suisse serait elle-même impliquée dans une guerre, ou pour tous les cas de guerre en Europe, et si elle s'applique seulement aux chevaux ou à toute sorte de bétail?

Sur ce point, nous vous donnons pour instruction et nous vous autorisons à annoncer à MM. les négociateurs italiens que nous ne nous sommes guère attendus à une si rigoureuse opposition, l'Italie ayant déjà souscrit à une condition de cette espèce envers l'Autriche, que nous n'y insistons pas absolument et que nous n'avions effectivement en vue par là que de nous assurer pour toute éventualité des chevaux de selle et les bêtes de trait dont nous pourrions nous-mêmes avoir besoin. On pourrait donc convenir d'un texte et consigner dans un protocole final ou dans une déclaration par écrit, que dans les cas seulement où la Suisse elle-même serait engagée à mettre des troupes sur pied pour la défense du pays, il doit lui être permis de promulguer des défenses de cette espèce; ce que, naturellement, aurait aussi le droit de faire l'Italie.

III. En ce qui concerne l'article relatif au chemin de fer à travers les Alpes, nous ne nous trouvons pas engagés, pour le moment, à vous donner d'autre instruction, attendu que les contre-observations que vous nous avez communiquées tomberont évidemment d'elles-mêmes lors d'un examen plus approfondi de l'article proposé. Le traité de paix entre l'Italie et l'Autriche contient aussi un article entièrement semblable. Au reste, nous vous faisons remarquer, Monsieur le Ministre, que l'article se rapporte aussi bien aux routes qu'aux communications de chemins de fer. Enfin, vous demanderez une déclaration sur la question de savoir si, pour le cas où aucun article ne serait admis dans ce traité, celui de 1851⁴ serait considéré comme continuant d'exister.

IV. C'est avec raison qu'on vous a fait observer que le tarif italien des douanes a subi plusieurs modifications depuis le premier projet d'un tarif de douanes comme annexe au traité de commerce et qu'ainsi, le tarif continental franco-italien qui existait en 1865 ne peut plus servir de règle applicable.

Les négociateurs italiens déclarant le plus positivement que le Gouvernement italien ne peut revenir au tarif de 1866, attendu que jamais le Parlement n'y consentirait et considérant la déclaration positive que vous nous donnez dans votre dépêche du 22, qu'une persistance sur des conventions surannées devrait interrompre toute négociation ultérieure, nous vous donnons pour instruction et nous vous autorisons à stipuler dans le traité que la Suisse et l'Italie se traiteront réciproquement en ce qui concerne l'acquittement des péages sur le pied de la nation la plus favorisée et se feront réciproquement jouir de tous et chacun des allègements qu'elles auront accordés ou pourront accorder à une telle nation.

On désire ensuite, pour abrégé l'expédition du traité de commerce, que les

4. *Traité de commerce avec la Sardaigne. Cf. RO II, pp. 403—415.*

tarifs des péages entrés ainsi en vigueur figurent comme annexes au traité. Nous pouvons adopter cette proposition en mentionnant pour le moment les tarifs des péages italo-français et italo-autrichien et le tarif provisoire suisse du 1^{er} juillet 1865 dont vous recevrez deux exemplaires sous bande avec les conventions spéciales entre la Suisse et l'Italie, en se réservant des deux côtés de les refondre et de rédiger un seul tarif, ce qui de la part de la Suisse ne pourra sans doute avoir lieu que lorsque les négociations avec l'Autriche et l'Union douanière allemande seront définitivement terminées. De la part de l'Italie, on pourrait immédiatement s'en occuper et ce serait un grand avantage, tant pour l'administration que pour le commerce. Vous voudrez bien, Monsieur le Ministre, faire votre possible pour accélérer cette besogne de la part de l'Italie.

V. Vous nous dites que le Gouvernement italien tient à mettre les traités de commerce avec les différentes nations, à la même échéance, c'est pourquoi le nôtre devra être réduit à la durée d'environ 8 ans.

Vous n'avez rien à objecter à cela.

148

E 13 (B) 208

Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda, au Conseil fédéral

R

Florence, 30 juin 1868

J'ai l'honneur de vous envoyer copie de la note¹ datée de hier, par laquelle le Ministre des affaires étrangères répond à celle que je lui ai adressée en date du 10 expirant².

Les divergences se réduisent, après votre office du 26³, principalement à deux points, dont l'un se rapporte à l'article 4, mais seulement à la rédaction, et l'autre au dernier membre de l'art. 6 du traité paraphé.

Quant au premier point, j'ai vu par le texte allemand que j'ai reçu ce matin, que l'instruction contenue dans votre office du 20 mai⁴ disait juste le contraire de ce

1. *Non reproduite.*

2. *Non reproduite.*

3. Cf. n° 147.

4. *Extrait de la missive du Conseil fédéral:* «Les art. 1 et 4 du traité convenu avec l'Italie reproduisent mot pour mot les art. 9 et 10 du traité de commerce franco-suisse qui se rapportent aux droits de consommation dans les Cantons. Eu égard aux prétentions et aux déductions qui se sont manifestées lors des négociations avec l'Union douanière allemande au sujet de ces articles pour ce qui concerne la bière, nous estimons qu'il est nécessaire de demander un changement pour être sûr, qu'à l'avenir, une interprétation divergente ne sera plus possible relativement au sens de cette stipulation. Par ce motif, nous demandons l'adoption de la rédaction dont on est convenu avec l'Autriche et le remplacement de l'art. 4 par l'art. 5 du traité austro-suisse qui est de la teneur suivante: «Le principe contenu dans l'article qui précède ne trouve pas son application aux impôts de consommation perçus sur les boissons dans certains Cantons de la Suisse. (...)» (E 1001 (E) q 1/79).

qui était votre intention. Il paraît que le traducteur a lu «findet *«seine»* Anwendung» au lieu de «*keine*» et il a traduit en conséquence.

De là l'obscurité de l'article.

J'ai été immédiatement à la Direction générale du Ministère des affaires étrangères pour expliquer l'erreur et démontrer par vos motifs qu'il est impossible pour nous d'admettre la rédaction primitive du traité paraphé. Le Directeur m'a promis d'aller lui-même au Ministère du Commerce pour obtenir qu'il soit déféré à votre demande.

Sur le second point, les difficultés seront plus grandes. Le général Menabrea, Président du Conseil, aussi bien que le Ministre de la Guerre, tiennent absolument à la rédaction de l'art. 6 du traité paraphé.

Ils ont mis en avant que l'Autriche, comme grande puissance habituée à prendre part à tous les démêlés européens, et à contracter des alliances en vue des guerres auxquelles elle prendrait part, se tient naturellement sur la réserve pour être dans le cas d'accorder ses faveurs aux alliés et de les refuser aux ennemis, tandis que la Suisse neutre par sa nature, par sa constitution et sa volonté aussi bien que par les traités qui la garantissent, a un avantage à prévoir l'inviolabilité de sa neutralité et la continuation de son commerce avec les nations environnantes. Et comme la faveur en question serait commune à toutes les nations et stipulée en temps de paix dans des traités de commerce, personne ne pourrait lui en savoir mauvais gré au moment de l'application.

J'ai bien fait ressortir les nécessités de notre armée propre, et les difficultés de réunir les chevaux proportionnés aux besoins de la guerre quand, comme il arrive dans une armée de milice, on ne peut les garder en temps de paix.

Le traité sur la propriété littéraire n'offrira probablement plus de difficultés. Nous avons convenus de supprimer le premier membre de l'art. 3, ainsi que les mots «*en outre*» dans le second membre.

149

E 1004 1/74

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet 1868

2810. Rom, Gen. Konsulat, Unterzeichnung der Handelsconvention

Eine Depesche des *Generalkonsuls in Rom* vom 25. Juni¹ an's politische Departement als Antwort auf dessen Schreiben vom 15. gl. Mts.², die Mittheilung enthaltend, dass die *Handelsconvention zwischen der Schweiz und dem Kirchenstaat* betreffend Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation vom Ministerrath und dem Papste am 13. Juni a. c. einstimmig genehmigt sei und in den

1. *Non reproduite.* Cf. E 13 (B) 277.

2. *Non reproduite.* Cf. E 13 (B) 277.

nächsten Tagen werde unterzeichnet werden, da alles dazu bereitet sei; — die Convention sei für die Schweiz sehr günstig und der Bundesrath könne seine Vorarbeiten behufs Hinterbringung derselben zur Ratifikation an die Bundesversammlung bereits beginnen, — wird an's Handels- u. Zolldepartement überwiesen. Protokollauszug an's Handels- u. Zolldepartement unter Anschluss obiger Depesche behufs Abfassung und Hinterbringung der bezüglichen Botschaft und des Beschlusentwurfes.

150

E 1001 (E) q 1/80

Le Conseil fédéral au Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi

Copie

L

Bern, 6. Juli 1868

Indem wir Ihre Depesche vom 4. lf. Mts.¹ als richtig eingegangen bestätigen, beziehen wir uns zunächst auf unser heutiges Telegramm², worin gesagt ist, dass wir mit dem Entwurf zum Finstermünzvertrag wesentlich einverstanden seien u. dass Ihre Instruktion die nötige Wegleitung bereits enthalte, für den Fall, dass Österreich auf der Forderung beharre: die Schweiz dürfe auf ihrem Gebiete keinerlei Befestigung anbringen, während es die Übernahme einer ähnlichen Verpflichtung für sein Gebiet ablehne.

In der Anlage erhalten Sie die gewünschte Vollmacht zur Unterzeichnung des Vertrages u. ferner Abschrift³ des im Berichte unserer Kommissäre vom September 1859 vorgelegten Vergleichsentwurfes, der in der Hauptsache mit dem übereinstimmt, was jetzt von Österreich uns geboten wird.

Sie werden immerhin ermächtigt, die von Ihnen hervorgehobene Bedingung, auf die wir kein besonderes Gewicht legen, anzunehmen, indem wir beifügen, dass eine möglichste Beschleunigung des Vertragsabschlusses u. damit die Erledigung eines wahrlich nur zu lange fortgepflanzten Grenzanstandes sehr erwünscht sein würde.

1. *Non reproduite.* Cf. E 2/1839.

2. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Vienne 1/49.

3. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/49.

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Paris, 23. Juli 1868

1. Ich habe Ihnen mit Depesche vom 13 d. M.¹ umständlich die Unterredung mitgetheilt, welche ich im Sinn des v. Bundesrath erhaltenen Auftrages² mit Graf Golz gepflogen habe bezüglich der Differenzen, welche bei der letzten Konferenz in Berlin den Abschluss eines Handelsvertrages mit dem deutschen Zollverein verhindert haben.

Graf Golz hat noch am Tage vor seiner Abreise einen *sehr* einlässlichen Bericht an die Preussische Regierung abgesandt, der, wie mich Graf Solms versicherte, ganz mit den von mir dem Grafen Golz gemachten Eröffnungen in Einklang war u. worin letzterer unsrer Auffassungsweise in Betreff der bekannten Art. 9 u. 10 des schweizerisch-französischen Vertrages beitrug.

Von Graf Solms, der desswegen vor einigen Tagen zu mir kam, konnte ich nun erfahren, dass der Stellvertreter des Grafen Bismark vorziehe, für einmal noch abzuwarten, ehe von preussischer Seite in dieser Angelegenheit Schritte geschehen, um so mehr, da das Zollparlament, welches den Vertrag zu ratifiziren hätte, voraussichtlich vor dem Frühjahr sich nicht wieder versammeln und Graf Bismark aus Gesundheitsrücksichten noch für einige Zeit der Theilnahme an den Ministerialberathungen sich enthalten werde.

Ich erwiederte Herrn Solms, dass ich nicht ermangeln werde, den Bundesrath von seiner konfidentiellen Mittheilung zu benachrichtigen. Im Übrigen werde er aus dem Rapporte von Graf Golz sich überzeugt haben, dass ich keineswegs auf besondere Beförderung gedrungen habe; sondern von der Ansicht ausgegangen sei, es könne ganz wohl ein *gelegener* Zeitpunkt für Erledigung abgewartet werden, da man sich inzwischen über den Modus vivendi verständigt habe.

Hr. Solms las mir dann noch diejenigen schriftlichen Erklärungen vor, welche in dieser Sache von Hr. Dr. Heer abgegeben worden sind, indem ihm alle bezüglichen Akten v. Berlin in Abschrift mitgetheilt worden sind. Er ist persönlich ganz mit unsrer Ansicht einverstanden, und äusserte sich dahin, dass nach seiner Meinung alle Zweifel durch Unterzeichnung des *Tarifs* über Consumogebühren u. durch Promulgation in der französ. Gesezessammlung als widerlegt anzusehen seyen. Ich enthalte mich um so mehr jeder weitem Bemerkung, als ich in nicht ferner Zukunft Gelegenheit zu finden hoffe, persönlich die Sache zu besprechen. Vielleicht kommt *Baden von selbst* dazu, nicht länger der *einzige* Staat bleiben zu wollen, der einen Abschluss unmöglich machte. Gelegenheit zu einer solchen Erklärung könnten ihm *andre* Verhandlungen bieten.

2. Im Laufe nächster Woche kann ich Ihnen den Vertragsentwurf betreffend

1. *Non reproduite.* Cf. E 13 (B) 151.

2. Cf. n° 143.

Vollziehung gerichtlicher Urtheile zusenden. Ich habe zuletzt doch durchgedrungen mit dem Begehren, dass die Gerichte von *Amtswegen* Klagen, welche laut Vertrag nicht vor sie gehören, an d. competenten Gerichte zu weisen haben.

152

E 1001 (E) q 1/80

Le Conseil fédéral aux Diplomates accrédités auprès du Conseil fédéral et aux Agents diplomatiques suisses

Copie

N

Bern, 12. August 1868

Die in Genf unterm 22. August 1864¹ abgeschlossene Übereinkunft zur Verbesserung des Loses verwundeter Militärs ist gegenwärtig in Folge der durch Artikel 5 ermöglichten nachträglichen Beitrittserklärungen von sämtlichen europäischen Staaten angenommen und dadurch zu einem Bestandtheil des allgemeinen europäischen Völkerrechtes geworden.

Die dieser Übereinkunft folgenden kriegerischen Ereignisse des Jahres 1866 setzten insbesondere die Wohlthat der zum Schutze der unglücklichen Verwundeten getroffenen Bestimmungen ins hellste Licht, und verschafften denselben auch die Anerkennung derjenigen Staaten, welche mit ihrer Zustimmung bisher zurückgehalten hatten. Die damals gemachten Erfahrungen erzeugten indess andererseits auch den Wunsch, die Grundsätze dieser Vereinbarung zu ergänzen u. zu erweitern.

Schon im August 1867² wandte sich in dieser Beziehung die Königlich italienische Regierung an den schweizerischen Bundesrath und theilte ihm mit, dass sie insbesondere eine Ausdehnung der stipulirten Grundsätze auch auf den Seekrieg für notwendig erachte. Desgleichen wurde von verschiedenen Seiten eine weitere Ausdehnung der Neutralisation auf das sanitärische Personal und Material befürwortet, von andern Seiten hinwieder auch eine bessere Begränzung einzelner Bestimmungen der Konvention, wie namentlich der in Art. 5 u. 6 behandelten Dispensation von Truppeneinquartierungen und der Neutralisirung der Verwundeten angeregt. Auch wurde in Folge einer Vereinigung von Repräsentanten der verschiedenen Hilfsvereine in Paris, als deren Organ das internationale Comité in Genf sich an den Bundesrath wandte, eine noch weiter gehende Revision der Konvention in Aussicht genommen, deren Zielpunkte hierorts als bekannt vorausgesetzt werden dürfen.

Nachdem der Bundesrath sich durch vorläufige Erkundigungen überzeugt hat, dass bei den hohen Vertragsstaaten Geneigtheit vorhanden sei, zum mindesten die für den Landkrieg festgesetzten Grundsätze zum Schutze der Verwundeten unter

1. *RO VIII*, pp. 480—486.

2. *Note du 15 août. Non reproduite. Cf. E 2/310.*

sichernden Bestimmungen auch auf den Seekrieg auszudehnen und dass eine Diskussion der übrigen angeregten Punkte möglicherweise auch noch zu weiteren Verständigungen führen dürfte, so scheint ihm schon die grosse Wichtigkeit des erstgenannten Punktes den Zusammentritt einer Konferenz von Repräsentanten der Vertragsstaaten zu rechtfertigen. Dem weisen Ermessen der hohen Regierungen mag dabei der Entscheid der Frage anheimgestellt bleiben, ob zu einer förmlichen Revision der bestehenden Konvention geschritten oder aber die Form von Additionalartikeln gewählt werden soll, um ohne Gefährdung des Bestehenden das gut erfundene Neue dem Vorhandenen beizufügen.

Der schweiz. Bundesrath hält sich unter solchen Umständen für verpflichtet, den von verschiedenen Seiten an ihn gestellten Verlangen zur Ergreifung einer erneuerten Initiative zu entsprechen, und er nimmt deshalb die Freiheit, die hohe Regierung einzuladen, an einer solchen Konferenz sich betheiligen zu wollen, für welche er als historisch gegebenen Vereinigungspunkt die Stadt Genf und als Zeitpunkt des Zusammentritts Montag den 5. October lf. Js. in Vorschlag zu bringen sich erlaubt.

Indem der Bundesrath sich der angenehmen Hoffnung hingibt, dass die hohe [...] sich auch fernerhin bei Fortentwicklung dieses schönen Werkes der Humanität betheiligen werde, [...].

3. *Gouvernement concerné.*

153

E 53/126

Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda, au Conseil fédéral

R

Giornico, 16 août 1868

J'ai l'honneur de vous rapporter par écrit au sujet du passage des Alpes par un chemin de fer, comme M. le Président en a exprimé le désir en votre nom, après qu'il vous eût communiqué l'exposé que je lui avais fait de vive voix.

Le Ministère Menabrea, nommé au milieu d'une grande agitation politique et d'embarras financiers encore plus grands, ne pouvait d'abord que concentrer son attention sur les objets de la plus haute urgence.

Lorsque le calme fut quelque peu rétabli, j'en parlai au Comte Cantelli, Ministre des travaux publics, qui tout en montrant les meilleures dispositions, me pria de laisser le Parlement voter le budget, après quoi, disait-il, il pourrait s'occuper avec plus de loisir de cette intéressante question.

Cependant lorsque le budget fut voté, vinrent d'autres questions urgentes, par ex. celle de procurer aux compagnies existantes de chemin de fer qui, à l'exception de celle de la haute Italie, sont dans un état financier déplorable, le moyen de continuer leurs travaux et même l'exercice. Puis celle d'obtenir le passage de la malle des Indes, dans lequel but le Gouvernement améliore les coïncidences *[sic]*

et raccourcit les horaires, soit par le Mont-Cenis et soit par le Brenner. En vue de ce dernier passage, un raccordement entre Mantoue et Modène ou Reggio sera probablement exécuté.

Ces préoccupations et bien d'autres empêchèrent le Ministre des travaux publics de s'occuper sérieusement de la chose, tout en m'affirmant toujours qu'elle lui tenait fortement à cœur. Il m'en parla dans le même sens peu de jours avant mon départ pour mon congé, en ajoutant qu'il serait convenable que j'en parlasse au Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères. Le Général Menabrea était d'autant plus qualifié pour discuter cette question, qu'à part sa qualité de Chef du Génie militaire du Royaume, il s'en était déjà occupé lorsque, faisant partie du Ministère Minghetti, il occupait lui-même le poste de Ministre des travaux publics.

Dans la dernière audience de juillet je le priai donc, en lui notifiant que j'avais obtenu un congé, de vouloir bien me communiquer ses vues sur cette matière, afin que je puisse les rapporter à mes hauts commettants. Voici en substance ce qu'il me répondit:

«Quoique l'intérêt matériel après l'ouverture du Brenner et celle prochaine du Mont-Cenis soit diminué et que l'état de nos finances nous commande de la circonspection, nous tenons encore beaucoup à une communication directe avec la Suisse, et ce n'est pas de nous que sont venues les difficultés. C'est la Suisse qui n'a jamais su s'entendre avec elle-même! Vous-même, M. le Ministre, vous avez à diverses reprises exposé au nom du Cons. féd. au Gouv. italien que tel groupe de cantons désirait le St-Gothard, que tel autre désirait le Lukmanier et le Simplon, mais jamais vous n'avez pu dire quel était le désir du Conseil fédéral. Or, le Gouvernement italien désire être éclairci sur ce point. C'est alors qu'on pourra sérieusement entrer en matière.»

Je ne jugeai pas à propos dans une question si grave et si controversée en Suisse d'engager la discussion et je me bornai à assurer le Général que je vous aurais fait part de ses observations.

Vous verrez si vous avez à me donner quelque direction pour ma rentrée à Florence.

154

E 2200 Vienne 1/49

Le Ministère des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie au Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi

N

Wien, 7. September 1868

Das k.k. Ministerium des Äussern war besorgt, die geschätzte Note vom 26. Juli l.J.¹ worin der Herr ausserordentliche Gesandte und bevollmächtigte Minister der schweizerischen Eidgenossenschaft von Tschudi Namens des hohen Bundes-

1. Non reproduite.

rathes den Antrag stellte, dass schon vor der Ratifikation des österreichisch-schweizerischen Handels-Vertrages vom 14. Juli d. J.² die beiden vertragenden Theile sich in Bezug auf den Tarif³ gegenseitig auf dem Fuss der meistbegünstigten Nation behandeln möchten, den beiden diesseitigen Handels-Ministerien mitzutheilen.

Das k. k. Ministerium des Äussern bedauert, dem Herrn Gesandten nunmehr eröffnen zu müssen, dass beide obgedachte Ministerien übereinstimmend der Ansicht sind, wienach vom konstitutionellen Standpunkte aus es unthunlich erscheine, auf den in Rede stehenden Antrag einzugehen.

2. *RO IX*, pp. 522–540.

3. *Cf. n° 122, annexe.*

155

E 2/574

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiel

Wien, 10. September 1868

Ich beehre mich, Ihnen mitzutheilen, dass ich heute Nachmittags um 1 Uhr S. M. dem Kaiser mein Creditiv überreicht habe. In der Erwiederung auf meine Ansprache bemerkte der Kaiser, dass er hohen Werth darauf lege, dass der Bundesrath die hiesige Geschäftsträgerstelle in einen Gesandtschaftsposten umgewandelt habe, indem er überzeugt sei, dass die guten Beziehungen zwischen beiden Staaten, die besonders in jüngster Zeit einen echt freund-nachbarlichen Character angenommen haben, dadurch immer mehr befestigt werden. Nachdem er noch bemerkt hatte, dass es ihn besonders freue, dass die Wahl des Bundesrathes mich für diesen Posten bestimmt habe, da ich schon durch meine zweijährigen Functionen als Geschäftsträger Gelegenheit gehabt habe, die Beziehungen zwischen Oesterreich u. der Schweiz durch Verträge freundschaftlicher zu gestalten, sagte er wörtlich: «Ich kann mir auch einiges Verdienst zuschreiben, dass der Finstermünzvertrag¹ zu Stande gekommen ist, denn ich habe meine Minister ununterbrochen gedrängt, dass diese Angelegenheit zu einem befriedigenden Abschlusse gelange.» (Diese Bemerkung stimmt genau mit dem überein, was mir im Verlaufe der Verhandlungen der Reichskanzler Baron Beust über den Einfluss des Kaisers auf diese Frage sagte). Ich bemerkte darauf wie wichtig es sei, dass nun auch die Strassenangelegenheit befriedigend gelöst werde u. dass ich hoffe, dass in derselben die kaiserl. Regierung ebenso nachbarlich die Hand bieten werde. Der Kaiser erwiederte, dass er nicht daran zweifle, dass wir auch über diesen Punkt ein zufrieden stellendes Einverständniss erzielen werden. Im ferneren Ver-

1. *Traité entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie du 14 juillet 1868. Cf. RO IX, pp. 516–521.*

laufe des Gespräches sagte der Kaiser, dass ihm sein Aufenthalt in Schaffhausen vor zwei Jahren unvergesslich sei, denn man sei ihm daselbst auf eine überraschend freundliche u. herzliche Weise entgegengekommen. Er sehne sich sehr danach, die Schweiz u. insbesondere die Alpen genauer kennen zu lernen. Schliesslich sprach sich der Kaiser noch mit sehr grosser Anerkennung über das schweizerische Militärwesen, insbesondere die neuen Waffen, über die er sehr genau unterrichtet war, aus.

156

E 2/310

*L'Ambassadeur de France à Berne, le Marquis de Banneville,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

N

Berne, 12 septembre 1868

M. de Hell¹ a porté à la connaissance du Gouvernement de l'Empereur les explications que Votre Excellence a bien voulu lui donner au sujet de la détermination prise par le Conseil Fédéral de provoquer la réunion d'une Conférence diplomatique chargée de procéder à un nouvel examen de la Convention conclue à Genève en 1864². Il résultait de ces explications que le Gouvernement de la Confédération ne désirait point, en ce qui le concerne, la révision de cet arrangement international et qu'il se trouvait d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté sur le caractère et l'étendue des dispositions complémentaires qu'il y aurait lieu d'y ajouter.

Toutefois, dans la circulaire de convocation³ qu'il a adressée aux Puissances signataires pour la prochaine réunion de la Conférence, le Conseil Fédéral indique comme objets éventuels des délibérations de cette assemblée non seulement les articles 5 et 6 de la Convention, dont le Gouvernement Impérial a admis dans une certaine mesure la modification, mais encore la question de la neutralisation du personnel et du matériel militaires, et il va même jusqu'à lui laisser le soin de procéder, si elle le juge convenable, à la révision complète de la Convention.

M. le Maréchal, Ministre de la Guerre, à qui il a été donné connaissance de la teneur de l'invitation adressée par le Conseil Fédéral au Gouvernement de l'Empereur, n'a consenti à y déférer, que sous la condition expresse que les discussions de la Conférence, circonscrites dans les limites précédemment assignées, porteraient exclusivement:

- sur l'extension de la Convention aux armées de mer;
- sur les dispositions relatives aux logements militaires pour les habitants qui auraient recueilli des blessés (article 5);
- sur l'extension de la neutralité des blessés (article 6).

1. *Chargé d'Affaires a.i. de France à Berne.*

2. *Convention du 22 août 1864. Cf. RO VIII, pp. 480—486.*

3. *Cf. n° 152.*

La Convention de 1864 sera, d'ailleurs, intégralement maintenue, sauf le résultat des délibérations sur ces points déterminés, qui sera consacré sous forme d'articles additionnels.

Enfin, aucune mention ne sera faite, dans les procès-verbaux des séances, de propositions étrangères à celles dont la discussion est admise et qui tendraient à se produire en dehors du programme des travaux de la Conférence tel qu'il vient d'être tracé.

Je suis chargé, en conséquence, d'informer le Conseil Fédéral que le Gouvernement de Sa Majesté ne se trouverait en mesure de lui notifier son adhésion à la Conférence convoquée pour le 5 Octobre prochain et le choix de ses délégués, qu'autant qu'il en aurait reçu l'assurance formelle que le Président de la Conférence, investi de la direction des débats, sera expressément chargé de veiller à ce que les délibérations de l'assemblée ne s'écartent pas du cercle qui leur aura été assigné. Je dois ajouter qu'en tout état de cause, les délégués du Gouvernement de l'Empereur ne seront point munis, comme en 1864, des pleins pouvoirs de Sa Majesté; ils seront simplement autorisés à négocier et à signer un projet d'articles additionnels, qui sera communiqué au Conseil Fédéral, pour être soumis par lui à l'approbation de toutes les Puissances signataires de la Convention de 1864 et être consacré, s'il y a lieu, dans la forme diplomatique.

Etant à la veille de quitter Berne, je serai fort obligé à Votre Excellence de vouloir bien faire connaître le plus promptement possible à M. le V^{te} Molitor, chargé par intérim de la gestion de l'Ambassade de Sa Majesté, l'accueil que le Conseil Fédéral aura fait à cette communication. En raison de l'époque rapprochée de la réunion de la Conférence, il importe que mon Gouvernement soit informé sans retard de la réponse du Gouvernement de la Confédération.

157

E 1004 1/74

CONSEIL FÉDÉRAL

*Procès-verbal de la séance du 16 septembre 1868*¹3924. Instruktion für die eidg. Abgeordneten
zur internationalen Konferenz in Genf.

Militärdepartement. Vortrag v. 16. diess.

Nach angehörter mündlicher Motivierung durch den Chef des Militärdepartements ist nachfolgende von demselben vorgelegte *Instruktion für die eidg. Abgeordneten zur internationalen Konferenz in Genf*, betreffend *Erweiterung der Convention von Genf vom Jahr 1864*² über das Schicksal der Verwundeten auf

1. Absents: J. M. Knüsel et J. J. Challet-Venel.

2. RO VIII, pp. 480—486.

dem Schlachtfelde, resp. Ausdehnung derselben auch auf den Seekrieg, genehmigt worden.

Dieselbe lautet:

1. Hr. General Dufour wird ersucht, den Kongress zu eröffnen und so lange den Vorsitz zu führen, bis die Versammlung sich selbst organisirt haben wird.

2. In Bezug auf die innere Organisation des Kongresses wird den Abgeordneten unbedingte Vollmacht ertheilt, nach ihrem Gutfinden zu stimmen.

In Bezug auf die Sache selbst erhalten die Abgeordneten folgende Instruktion:

1. Die Abgeordneten werden nicht dazu Hand bieten, dass der betreffende internationale Vertrag vom Jahr 1864 aufgehoben und durch eine neue Convention ersetzt werde.

2. Sie werden dagegen ermächtigt, unter Ratifikationsvorbehalt Additionalartikel zu vereinbaren, und zwar:

a. über die Ausdehnung der Genfer Convention auf den Seekrieg,

b. über die nähere Erläuterung oder Abänderung der Art. 5 u. 6 der Genferkonvention.

c. über Abänderung anderer Artikel dieser Konvention oder über Zusätze zu derselben, insofern sich für diese Abänderungen oder Zusätze eine entschiedene Mehrheit der grössern Staaten ausspricht und dadurch die Annahme der unter a.u.b. bezeichneten Vorschläge nicht in Frage gestellt wird.

3. Im Allgemeinen bilden die Prinzipien der Konvention von 1864² die Grundlage der Konvention.

Hierauf sind als diesseitige Abgeordnete die nämlichen Herren bezeichnet worden, welche in dieser Eigenschaft im Jahr 1864 als *eidg. Delegirte* fungirt haben, nämlich die Hrn. *General Dufour* in Genf; *Präsident Moynier* in Genf; *Oberfeldarzt Lehmann* in Bern.

Mittheilung hievon an die Ernannten.

158

E 13 (B) 147

Le Consul général de Suisse à Washington, J. Hitz, au Conseil fédéral

R

Washington, 18. Sept. 1868

Ihre geehrte Depesche N. 98 vom 20ten Juli ds. Js.¹ erreichte Washington leider erst nach erfolgter Abreise der Chinesischen Gesandtschaft, und es war mir daher nicht möglich, Gelegenheit zu finden, derselben die wohlwollenden Äusserungen

1. *Dans cette missive, le Conseil fédéral demanda:* «Richten wir die Einladung an Sie, der Chinesischen Gesandtschaft unsere Geneigtheit zur Anknüpfung von Unterhandlungen über einen Handelsvertrag zwischen der Schweiz und China in geeigneter Weise und mit dem Beifügen zu erkennen zu geben, dass es uns freuen könne, wenn die Gesandtschaft auf ihrer Reise nach Europa auch die Schweiz besuchen und bei dieser Gelegenheit die fraglichen Unterhandlungen mit uns aufnehmen werde.» (E 1001 (E) q 1/80).

eines hohen Bundesrathes hier mitzuthemen. Nachdem ich aber vernommen, dieselbe werde im Verlauf der ersten Woche dieses Monats von Boston nach New York zurückkehren, um von letzterer Stadt sich direkt nach Liverpool einzuschiffen, verfügte ich mich nach New York und überreichte Herrn Burlingame und seinen zwei Collegen Chih Taju und Sun Taju die abschriftlich mitfolgende Einladung² auf ihrer Reise nach Europa auch die Schweiz zu besuchen und mit derselben einen Freundschafts- und Handelsvertrag abzuschliessen.

Während der hierauf folgenden halbständigen Unterhaltung verfehlte ich nicht, noch andere Angelegenheiten im Interesse der schweizerischen Eidgenossenschaft zu berühren. Ich erwähnte unter anderem das regsame Interesse, welches das Schweizervolk an dem Gelingen dieser von einem geborenen Republikaner als Führer dieser Expedition geleiteten Mission beurkundet, welches den Beweis liefere, dass China republikanische Grundsätze hochschätze, und Republikanern ihr volles Vertrauen schenkte.

Herr Burlingame scheint so ziemlich eigenmächtig zu verfahren in Allem, was den Zweck seiner Mission befördern möchte. Es dünkte mir, als ob diese Einladung besonders rechtzeitig bei ihm erschienen, indem die englischen Zeitungen gerade eine nicht so sehr günstige Stimmung gegen seinen Vertrag mit der Amerikanischen Union in England merken liessen. Herr Burlingame selber und im Namen seiner Collegen erklärte mir, ich möchte der eidgenössischen Regierung ihren innigsten Dank für das freundliche Entgegenkommen äussern, sowie derselben mittheilen, dass die Einladung angenommen sei, und sich die Gesandtschaft nun jedenfalls auch nach der Schweiz begeben werde, um mit ihrer Regierung einen Handelsvertrag abzuschliessen, zu welchem Zwecke sie sich im Laufe nächsten Sommers noch in Bern einfinden werden.

Herr Burlingame sagte ferner, dass es ihm besonders angenehm sei, dass die grosse Republik America's China so freundlich entgegengekommen, und dass nun in Europa die älteste Republik vor allen anderen Regierungen ein ähnliches gethan; es sei wahrscheinlich ein Fingerzeig, dass Republiken im Fortschrittsgeist und internationaler Verbrüderung der Völker und Racen dieser Erde den Vorrang einnehmen. Es seien wirklich alle grossartigen Wendungen zu Gunsten brüderlichen Weltverkehrs Republiken zu verdanken, und wohl dürfe der Republikaner heutigen Tages stolz darauf sein.

Herr Burlingame äusserte sich noch in mannigfacher Weise auf das freundlichste gegen die Schweiz, erklärte sich wiederholt bereit, alles mögliche thun zu wollen, um einen für die schweizerische Industrie günstigen Vertrag abzuschliessen zu können. China werde sich darin liberal zeigen.

Während einem Gegenbesuch, den Herr Burlingame mir abstattete, erklärte er nochmals, dass das sehr freundliche Auftreten der Schweiz und ihrer Repräsentanten dahier ihn auf eine Weise angesprochen, die ihm immer in angenehmen Gedächtniss bleiben, und wenn er dieses Land seiner frühesten Sehnsucht nun in seiner jetzigen Eigenschaft betrete, die Liebe für dasselbe noch erhöht und seine Achtung für das Schweizervolk noch ferner heben werde.

Er liess mir noch zuletzt durch seinen Sekretär, Herrn Brown, eine sehr gelun-

2. *Non reproduite.*

gene Photographie der Gesandtschaft präsentiren. Dieses interessante Bild nebst einer kurzen Beschreibung der darauf bezeichneten Persönlichkeiten werde *[ich]* ihnen durch Herrn Cavallerie-Hauptmann E. H. Plümacher zu geeigneter Verwendung im Bundespalast übersenden.

159

E 2/310

*Le Délégué de la Suisse à la Conférence de Genève, le Général H. Dufour,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Genève, 21 septembre 1868

Je viens de recevoir par le courrier de ce matin

1) Votre lettre du 16 ct¹ par laquelle vous me faites savoir que le Conseil fédéral a nommé pour Délégués de la Suisse à la Conférence du 5 octobre prochain, MM. Dufour, Moynier et Lehmann.

2) Les pleins pouvoirs donnés à ces Délégués dans les limites de leurs instructions².

3) Ces instructions³.

4) Les copies d'une note de l'Ambassadeur de France⁴ et de la réponse à cette note par le Cons.¹ fédéral⁵.

5) L'autorisation donnée par le C.¹ fédéral au choix que nous avons fait de la personne de M. le Capitaine Plan pour tenir la plume à la Conférence prochaine⁶.

Je ne saurais dissimuler que la lecture des pièces que vous m'avez transmises m'ait profondément attristé en me faisant craindre que la Conférence n'aît aucune issue favorable si le Gouvernement français persiste dans les conditions énoncées dans la note de son Ambassadeur.

D'un autre côté, je ne pense pas que le Président qui sera nommé par l'assemblée elle-même puisse faire autrement que de mettre en délibération générale les vœux énoncés par la Conférence internationale de Paris. Ce serait blesser et indisposer tous les États qui y ont pris part que de ne pas le faire. Il résultera d'ailleurs de cette discussion générale une élimination de certaines idées évidemment inacceptables; mais cela viendra de soi et ne blessera personne.

Quant à la forme de l'acte, si acte il y a, je la regarde comme décidée d'avance. Ce ne peut être qu'un acte sous forme d'articles additionnels, dès qu'un seul des États signataires de la Convention de 1864 s'oppose à ce qu'on en modifie la

1. *Non reproduite.* Cf. E 1001(E)q1/80.

2. *Du 16 septembre.* Cf. E 1001(E)q1/80.

3. *Cf. n° 157.*

4. *Cf. n° 156.*

5. *Du 16 septembre 1868. Non reproduite.* Cf. E 1001(E)q1/80.

6. *Du 18 septembre 1868. Non reproduite.* Cf. E 1001(E)q1/80.

teneur. Mais encore, cela doit être décidé par l'assemblée elle-même, préalablement à toute autre discussion.

P. S. Monsieur Moynier recevra-t-il un avis officiel de sa nomination, ou la lettre du 16 suffit-elle? Il est vrai qu'il est nominativement désigné dans les pleins pouvoirs et qu'en conséquence, il doit se regarder comme suffisamment autorisé.

160

E 2/895

*Le Consul général de Suisse à Madrid, P. Chapuy,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Madrid, 27 octobre 1868

Après avoir pris connaissance de la dépêche que le Conseil Fédéral m'a fait l'honneur de m'adresser à la date du 20 courant¹, je me suis empressé de me renseigner le plus exactement possible sur la position prise par les représentants des grands Etats vis-à-vis du nouveau pouvoir et plus particulièrement sur l'attitude que pouvait avoir observé à cet égard le Ministre des Etats-Unis d'Amérique. J'ai commencé par me rendre au Ministère des Affaires Etrangères où, en l'absence du Ministre, je me suis entretenu assez longtemps avec son Sous-Secrétaire d'Etat, Monsieur Valera, qui est son *alter ego*. Entre beaucoup de détails qui m'ont été fournis sur la politique du jour, Monsieur Valera m'a affirmé que les Etats-Unis d'Amérique et l'Italie avaient déjà reconnu de la manière la plus explicite le Gouvernement Provisoire et par conséquent tous les changements survenus dans ce pays, en se fondant sur le principe du droit qu'avait le peuple Espagnol de choisir librement la forme gouvernementale qui lui plairait le plus. Mon interlocuteur m'a ajouté que les Représentants de la France, de l'Angleterre, de la Prusse et du Portugal avaient eu des conférences ces jours derniers avec le Ministre, Monsieur Lorenzana, auquel ils avaient donné l'assurance que leurs gouvernements respectifs, non seulement ne songeaient pas à une intervention quelconque dans les affaires de la Péninsule, mais qu'au contraire ils étaient bien disposés pour l'Espagne à cause de l'extrême modération et des sages mesures prises par les principaux auteurs de la révolution, en ajoutant qu'ils comptaient recevoir d'un instant à l'autre la reconnaissance formelle du Gouvernement Provisoire.

En sortant du Ministère des Affaires Etrangères, je suis allé à la Légation des Etats-Unis où l'on m'a confirmé les faits qui précèdent.

Dans cette situation, et sans préjuger l'attitude que prendra V.E. au sujet d'une reconnaissance officielle des pouvoirs actuels dans ce pays, telle que la lui conseillait la Société de l'Union libérale de la Ville de Berne, je crois pourtant devoir lui manifester que le Gouvernement Provisoire Espagnol, aussi bien que tous nos Suisses en Espagne, verraient avec une grande satisfaction le Conseil Fédéral se

1. Non reproduite.

déterminer dans un bref délai à reconnaître officiellement le nouvel ordre de choses et ne pas être l'une des dernières Nations qui donnerait à l'Espagne régénérée une preuve de sympathie et d'amitié.

161

E 1004 1/75

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal la séance du 2 novembre 1868

4602. Spanische Gesandtschaft. Die Anerkennung der neuen dortigen
Verhältnisse prov. Regierung betreffend.

Politisches Departement. Vortrag vom 30. v. Mts.

Nach angehörtem Bericht und Antrag des Departements über einen mündlichen Vortrag des spanischen Gesandten¹ Herrn v. Cortina am 30. diess an den Bundespräsidenten, in welchem der letztere ein Zirkular der provisorischen Regierung in Spanien an ihre Agenten im Auslande (mit Hinterlassung einer Abschrift²) vorlas, dahin gehend, dass die Schweiz die neue Ära, welche nach dem Volkswillen über Spanien eintreten soll, anerkennen möchte, sowie sie dies auch von Seite der übrigen Staaten anstreben werde usw.

Nach Anhörung ferner der Antwort, welche das Bundespräsidium dem Gesandten hierauf erteilte, mit der Ermächtigung an die Gesandtschaft, auf telegraphischem Wege der Regierung die Hauptpunkte der erhaltenen anerkennenden Antwort mittheilen zu dürfen;

nach Einsichtnahme ferner von einer Depesche des Generalkonsuls in Madrid vom 27. v. Mts.³, woraus sich unter anderm ergibt, dass die Schweizer in Spanien eine baldige Anerkennung von Seite der Schweiz wünschen, ist beschlossen worden:

es sei auf die erfolgte Notifikation der Gesandtschaft gegenüber der provisorischen Regierung im Sinne der gegebenen vorläufigen Präsidialantwort zu schreiben, jedoch mit Vermeidung des Ausdrucks der Anerkennung.

1. *En réalité Chargé d'Affaires.*

2. *Non reproduite. Cf. E2/895.*

3. *Cf. n° 160.*

162

E 1001 (E) q 1/81

*Le Conseil fédéral au Chargé d'Affaires d'Espagne à Berne, M. Cortina**Copie**L*

Berne, 2 novembre 1868

Sous la date du 29¹ du mois dernier, vous avez eu l'obligeance de donner lecture à Monsieur le Président de la Confédération suisse d'une circulaire du Gouvernement provisoire d'Espagne, adressée le 19 octobre 1868 aux agents diplomatiques espagnols à l'étranger et signée Juan Alvarez de Lorenzana, en lui laissant une copie² de cette circulaire.

Le Gouvernement provisoire dépeint, dans ce document, la situation du régime actuel en Espagne, et explique que la volonté nationale exprimée par la voie du suffrage universel ouvrira une nouvelle ère pour ce pays, qui, dès lors, peut espérer que les autres Etats reconnaîtront de fait le nouvel ordre de choses.

Le Conseil fédéral, en vous remerciant pour cette communication, ne peut, Monsieur le Chargé d'Affaires, que vous confirmer ce qui vous a été communiqué verbalement par M. le Président de la Confédération. La Suisse, dont les institutions émanent de la volonté populaire, reconnaît naturellement à toute autre nation le droit de s'organiser d'après le même principe.

Appuyée sur des précédents analogues, la Suisse se fera un devoir de conserver vis-à-vis de l'Espagne la position qu'elle a prise à l'égard d'autres Etats. C'est du reste avec une vive satisfaction qu'elle reprendra et poursuivra ses relations diplomatiques avec l'Espagne, revendiquant les principes exprimés dans la circulaire.

Quant au Gouvernement provisoire espagnol, le Conseil fédéral a tout lieu de le considérer comme étant la véritable expression de la situation actuelle; il hésite d'autant moins à entrer en rapports officiels avec lui, qu'en proclamant la liberté de conscience dans sa circulaire, ce Gouvernement s'est assuré l'estime du monde civilisé, et que la Suisse sera dès lors heureuse d'entretenir des relations diplomatiques avec l'Espagne, reconstituée sur une base libérale.

A cette occasion, le Conseil fédéral ne peut que féliciter sincèrement l'Espagne de la transformation si prompte qu'elle a accomplie avec tant de modération.

Il aime à espérer que la nouvelle ère qui s'est ouverte pour votre pays répandra d'une manière permanente ses bienfaits sur cette noble Espagne, si riche de beaux souvenirs historiques.

1. *En réalité, le 30 du mois. Cf. n° 161.*

2. *Non reproduite. Cf. E2/895.*

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Karlsruhe, 8. November 1868

Freitag Nachmittags kam ich hier an u. konnte denselben Tag noch meine Kreditie überreichen. Der Empfang hier war sehr zuvorkommend.

Gestern Morgens machte ich Besuche bei den Ministern, besprach bei diesem Anlass die Wiederaufnahme der Unterhandlungen über den *Handelsvertrag* u. kam mit dem hiefür zuständigen Minister der Finanzen (Ellstätter) überein, dass im Laufe des Winters von schweizerischer u. badischer Seite die Wiederaufnahme der Unterhandlungen in *identischer* Weise beim Bundeskanzleramt angeregt werde. Das Zollparlament werde sich voraussichtlich etwa im Frühjahr oder Vorkommer besammeln. Von preussischer Seite besorgt Hr. Ellstätter keine Hindernisse. Mit der von Ihnen vorgeschlagenen Fassung des streitigen § erklärt man sich hier einverstanden.

Gestern Nachmittags conferirte ich mit dem Handelsministerium hinsichtlich des *Eisenbahnanschlusses*. Wir besprachen vorläufig confidentiell die verschiedenen Vertragspunkte. Der Anschlussvertrag wird voraussichtlich weniger Schwierigkeiten darbieten als die Fassung der Erklärung hinsichtlich des eventuellen Anschlusses einer ostschweizerischen Bahn bei Singen. In dieser Hinsicht sträubt sich der H. Minister gegen die schweizerische Redaktion, weil dieselbe auch einer Bahn Kreuzlingen—Stekborn—Stein (linksseitige Uferbahn) den Anschluss bei Singen gestatten würde, — diese Bahn aber die reinste Concurrenzbahn der bestehenden Rechtseitigen Uferbahn wäre. Ich lud ihn ein, eine Redaktion nach seinem Sinn vorzuschlagen, um zusehen, ob eine Vermittelung der beidseitigen Wünsche möglich.

Heute langen die schweizerischen Abgeordneten an. Behufs der Unterhandlung bitte ich Sie, die erhaltenen Akten durch folgendes Seitens der Bundeskanzlei sofort completiren zu lassen:

1. das schweizerische Eisenbahnbau-Gesetz¹.
2. die 2 badisch-schweizerischen Staatsverträge² über die Bahn Basel-Waldshut-Schaffhausen-Konstanz.

1. Du 28 juillet 1852. RO III, pp. 170—176.

2. Du 27 juillet 1852. RO III, pp. 434—451, et du 30 décembre 1858. RO VI, p. 189.

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Stuttgart, 22. November 1868

Heute habe ich meine Kreditive hier in Stuttgart übergeben, u. einen gleich zuvorkommenden Empfang wie in Carlsruhe, gefunden. Zur Abstattung der hier nothwendigen Besuche bedarf ich 4 Tage u. wäre ich daher sehr verbunden, wenn die Conferenz in Basel nicht vor dem 27. oder 28. Nov. abgehalten würde. Falls dieselbe gar nicht, oder später abgehalten werden sollte, möchte ich um Anzeige bitten, indem ich dann von hier aus direkt nach Darmstadt gehen würde. Hier kamen sowohl der König als auch Minister Varnbüler sofort auf die Wiederaufnahme der Unterhandlung über den Handelsvertrag zu sprechen; der württembergische Gesandte Hr v. Spitzemberg in Berlin ist beauftragt, dort die Wiederaufnahme möglichst zu fördern. Ueber die zum Ausgleich vorgeschlagene Fassung ist man hier einverstanden. Der Niederlassungsvertrag mit der Schweiz wird hier sehr ersehnt, u. Minister Varnbüler fragte mich an, ob er in der Kammer erklären dürfe, dass nach Abschluss des Handelsvertrages Seitens der Schweiz gegen den Niederlassungsvertrag keine materiellen Hindernisse entgegenstehen oder zu gewärtigen seien. Ich gab ihm zur Antwort, dass er, soviel ich hierüber unterrichtet sey u. zu beurtheilen vermöge, fragliche Erklärung unbedenklich abgeben könne. Nach Mittheilung Spitzemberg's anher, sowie auch nach Notizen, die mir der hier u. in Bern akkreditirte badische Minister v. Dusch gab, scheint Preussen den ausgesprochenen Wünschen Badens u. Württembergs hinsichtlich der Wiederaufnahme der Handelsvertragsunterhandlung keine Schwierigkeiten bereiten zu wollen u. die Äusserung Hr. Delbrüks, die er mir gegenüber gethan, wirklich auf dem mir mitgetheilten Grunde sowie auf dem Wunsche zu beruhen, den Anfang des Winters für umfangreiche u. grossartige Arbeiten frei zu halten.

Wenn ich in meinem vorletzten Brief¹ die Unterhandlungen mit Baden mühevoll u. oft peinlich nannte, so muss ich beifügen, dass meine Beziehungen zu den Ministern immer die allerbesten waren u. dass namentlich Hr. v. Freydorff sich sehr angelegen sein liess, von seinen Collegen, die vielleicht bedenklicher waren, Zugeständnisse zu erhalten.

Der in Beilage (B) meiner früheren Sendung enthaltene in letzter Stunde abgegebene badische Vorschlag über Redaktion des Art. 18 des Staatsvertrages² gewährt der thurgauischen Seethalbahn allerdings die von uns hartnäckig angestrebte Bestimmung, dass für Benützung des für den gemeinsamen Bedarf zu erweiternden Constanzer Bahnhofs Seitens der Seethalbahn nur eine jährliche Rente zu zahlen sey. Allein das unbillige liegt immer noch darin, dass nach der Fassung Baden berechtigt wäre, behufs Ausmittelung dieser jährlichen Rente

1. *Vraisemblablement la lettre du 8 novembre 1868. Cf. n° 163.*

2. *Le projet du traité se trouve dans E 13 (B) 88.*

auch die bisherigen Anlagkosten des alten Bahnhofs in Anschlag zu bringen. Auch ist es unbillig, wenn die Seethalbahn mit ihrem Tracé von nur 4 Stunden u. die badische Bahn mit ihren langen Tracés nach dem Verhältniss des beidseitigen Gebrauchs des Bahnhofes belastet werden sollten, indem dieser Gebrauch vielleicht auf beiden Seiten gleich, der beidseitige Nutzen aus diesem Verbindungsbahnhof dagegen voraussichtlich *sehr* ungleich werden würde.

Es scheint mir daher, es wäre die Forderung zu stellen:

1. Die Seethal participirt nur an den *Erweiterungskosten* des Bahnhofs.
2. Sey bei Berechnung der jährlichen Vergütung auch der beidseitig *entfallende Nutzen* in Betracht zu ziehen.
3. Sey die Jahresrente nicht ein für Allemal, sondern mit Vorbehalt der Veränderlichkeit der Factoren jeweilen auszumitteln.

Ich füge bei, dass schon die bisherigen Anlage-Kosten des Constanzerbahnhofs nach zuverlässiger Mittheilung schon jetzt sehr bedeutend sind, dass aber die Kosten der Erweiterung wegen grosser Erdbewegung zur Herstellung des Planums noch viel bedeutender werden müssen. Da wäre also vorzusehen, dass das kleine Seethalunternehmen nicht durch unverhältnissmässige Bahnhofskosten erdrückt werde.

In Betreff der Erklärung über den Anschluss bei Singen habe ich anmerkungsweise im Entwurf bereits eine präcisere Fassung des badischen Versprechens u. eine *vorläufige* Ablehnung des badischen Betriebsrechts auf unserem Territorium vorgeschlagen. Württemberg legt im Interesse seiner im Bau begriffenen Bahn nach Singen einen grossen Werth auf eine direkte Verbindung mit Winterthur.

Sie werden seit meiner Abreise aus der Schweiz zweifelsohne in Erfahrung gebracht haben, dass die Verbindung zwischen der französischen Ostbahn u. der badischen Staatsbahn durch eine Rheinbrücke zwischen Leopoldshöhe u. St. Louis nun eine festbeschlossene fertige u. baldigst zur Ausführung gelangende Sache ist.

165

E 13 (B) 209

Proposition du Chef du Département du Commerce et des Péages, W. M. Naeff, au Conseil fédéral

Bern, 26. November 1868

Handelsvertrag mit Italien.
Redaktionsabänderung

Wie es dem Bundesrathe bereits bekannt sein wird, gab die Redaktion des Schlusssatzes von Art. 6¹ des mit Italien vereinbarten Handelsvertrages in der ständeräthlichen Kommission zu Bedenken Anlass, indem die Befürchtung laut

1. *FF 1868/II, p. 451.*

wurde, Italien könnte diese Bestimmung unter Umständen so interpretiren, als hätte es im Falle eines Krieges mit einer andern Macht das Recht, die Getreideausfuhr zu verbieten.

Da dieser Artikel längere Zeit Gegenstand besonderer Verhandlung war, aus der daherigen Korrespondenz aber mit Gewissheit hervorgeht, dass dieser Schlusssatz nicht auf Getreide, sondern bloss auf die Viehausfuhr Bezug haben solle, so hat das unterzeichnete Departement den schweizerischen Minister in Florenz ersucht, sich bei der italienischen Regierung ausseramtlich zu erkundigen, ob dieselbe geneigt wäre, auf eine hierseitige offizielle Anfrage eine entsprechende Erklärung über den Sinn dieser fraglichen Bestimmung abzugeben. Mittlerweise war aber der Herr Minister Pioda, durch eine Interpellation des Herrn Ständerats Stoppani auf die fragliche mangelhafte Redaktion aufmerksam gemacht, dem hierseitigen Begehren zuvorgekommen.

Aus seiner Zuschrift vom 21. diess² geht hervor, dass er bereits eine offizielle Anfrage darüber an den italienischen Minister-Präsidenten erlassen hat, auf welche Lezterer in ganz entsprechendem Sinne antwortete³, so dass wir mit Italien über die Tragweite der fraglichen Bestimmung vollständig einig gehen. Herr Pioda übermittelt gleichzeitig eine vom Minister Menabrea ausgehende Redaktionsveränderung, nach dem Worte «sauf» in Paranthese beizusetzen «pour ces derniers, c.a.d. pour les bestiaux et animaux» und hält damit die Sache für geordnet. Das Handels- und Zolldepartement muss aber finden, dass mit einer solchen Redaktionsabänderung noch nicht alle Zweifel gelöst, sondern im Gegentheil der letzte Satz des fraglichen Absatzes immer noch auf Getreide bezogen werden könnte, während es im Grunde nur auf die Ausfuhr von Pferden Bezug haben soll.

Die von Herrn Pioda angeführte Redaktionsveränderung in Art. 13 hält das Departement für richtig.

Um in dieser Beziehung alle Bedenken zu heben, schlägt das Departement den Erlass folgenden Schreibens an Herrn Minister Pioda vor:

Aus Ihrem verehrlichen Schreiben nebst Einschlüssen d. d. 21. diess haben wir mit Vergnügen entnommen, dass Sie bereits von Ihnen aus die nöthigen Schritte gethan, um eine Erläuterung der Bestimmung des Schlusssatzes von Art. 6 des Handelsvertrages mit Italien zu erhalten und dass die italienische Regierung bereits sich in einem mit den hierseitigen Anschauungen einiggehenden Sinne ausgesprochen hat. Die von Ihnen übermittelte Redaktionsverbesserung erläutert zwar die fragliche Stelle, dass die Epizotie nicht auf Getreide Bezug habe, erscheint aber dem Bundesrath noch nicht genügend, um jeden Zweifel zu heben, dass der Schlusssatz des fraglichen Artikels 6 nicht auch auf Getreide, sondern bloss auf die Pferdeausfuhr Bezug haben solle, indem wir hierseits voraussetzen müssen, dass nach Ihrer und Herrn Minister Menabrea's Ansicht der Satz nach den Worten «dans le cas bien constaté d'épizootie» etc. unverändert beibehalten bleiben sollte. In diesem Falle aber müsste dieser Nachsatz, nämlich: «Ne sera cependant pas tenu» etc. offenbar auf den ganzen Vertragsartikel, also auch auf das Getreide, bezogen werden, während er nur noch von der Pferdeausfuhr

2. Non reproduit.

3. Du 19 novembre. Non reproduite.

sprechen soll. Mit der vorgeschlagenen Redaktionsveränderung in Betreff des Artikels 13 sind wir dagegen einverstanden.

Um nun den Sinn der Bestimmung des Art. 6 ganz ins Klare zu setzen, erhalten Sie den Auftrag, noch den Vorschlag zu machen, den fraglichen Vertrag neu auszufertigen zu lassen und in dieser neuen Ausfertigung im Schlusssatz des Art. 6 nach den Worten «Ne sera cependant pas tenu à se conformer à cette disposition» die Worte beizufügen «en ce qui concerne l'exportation des chevaux» und dann auch die Veränderung im Art. 13 aufzunehmen.

Sollte eine neue Ausfertigung des Vertrages auf formelle Schwierigkeiten stossen, so könnte sich der Bundesrath auch begnügen, mit einer Erklärung der italienischen Regierung, in welcher sie sich über die fraglichen, oben berührten Abänderungen in beiden Art. 6 und Art. 13 zustimmend ausspricht.

Der Bundesrath ersucht Sie um möglichst beförderlichen Bericht, damit er das Ergebniss Ihrer Bemühungen den Räthen noch rechtzeitig mittheilen kann.⁴

4. *Approuvé avec modifications par le Conseil fédéral dans sa séance du 27 novembre 1868. Cf. E 10041/75, 4972.*

166

E 1001 (E) q 1/81

Le Conseil fédéral au Consul général de Suisse à Madrid, P. Chapuy

Copie

L

Berne, 30 novembre 1868

Nous nous sommes occupés dans notre séance d'aujourd'hui¹ de la question relative à la conclusion d'un traité de commerce avec l'Espagne que vous avez soulevée dans vos dépêches des 3 et 21 courant² et après avoir pris connaissance d'un rapport y relatif de notre Département du commerce et des péages³, nous vous donnons les instructions suivantes:

Nous sommes d'accord avec la proposition que vous aviez faite dans le temps dans le projet communiqué à notre dit Département et conçue comme suit:

«Pour tout ce qui concerne l'importation, l'exportation et le transit de leurs produits respectifs, l'Espagne et la Confédération Suisse se traiteront réciproquement comme la nation la plus favorisée. Aucune ne pourra exiger pour l'importation, l'exportation ou le transit des produits naturels ou industriels de l'autre des droits plus élevés ni d'autres droits que ceux qui sont ou seront imposés sur les mêmes articles provenant de tout autre pays en dehors de ses limites actuelles. De plus, chacune des parties contractantes s'engage à n'accorder à aucune autre

1. Cf. E 10041/75, 5006.

2. *Non reproduites. Cf. E 13(B) 253.*

3. *Du 29/30 novembre 1868. Cf. E 13(B) 253.*

nation, Etat ou société que ce soit, des faveurs en fait de commerce sans en faire aussitôt jouir l'autre partie.»

Cependant comme il ne peut être question ici de concessions de tarifs spéciales, soit de concessions en matière de péages, non plus que d'allègements dans le trafic frontière, nous estimons qu'une déclaration réciproque de vouloir se traiter pendant la durée du traité sur le même pied que la nation la plus favorisée est parfaitement suffisante. C'est pourquoi nous proposons à cet effet la rédaction suivante qui est celle de l'art. 1 du traité⁴ conclu avec l'Autriche, conçu comme suit:

«Les deux parties contractantes déclarent que quant aux droits d'entrée et de sortie, elles se traiteront réciproquement sur le pied de la nation la plus favorisée.

En conséquence, chacune des deux parties s'engage à faire profiter l'autre, sans exiger aucune compensation, de toute faveur, de tout privilège et de tout allègement relatifs auxdits droits, qu'elle aurait concédés à un autre Etat ou qu'elle pourrait concéder plus tard.»

Nous vous chargeons donc, Monsieur le Consul Général, de faire les démarches nécessaires auprès du Gouvernement Espagnol pour apprendre officiellement s'il est disposé à conclure avec nous un arrangement de cette nature et dans le cas de l'affirmative, d'entamer immédiatement les négociations.

Si eu égard à sa position provisoire actuelle, le Gouvernement Espagnol vous donnait une réponse tendant à ajourner les tractations jusqu'à la constitution définitive des autorités de ce pays, nous vous chargeons de vous employer auprès dudit Gouvernement pour en obtenir qu'au moins préalablement et jusqu'à la conclusion définitive d'un traité de commerce on s'entende pour se traiter réciproquement sur le même pied que la nation la plus favorisée.

Nous croyons vous faire observer en passant, qu'en présence de la simplicité de la position à s'accorder réciproquement en matière de péages et de commerce, la conclusion d'un traité de commerce proprement dit est au fond aussi peu nécessaire qu'avec le Gouvernement Pontifical, avec lequel l'arrangement y relatif a été conclu au moyen de l'échange d'une déclaration réciproque⁵ pour s'assurer le même traitement que celui de la nation la plus favorisée. Si la chose pouvait se régler par la même voie avec l'Espagne, nous vous autorisons à procéder de la même manière.

Quant aux autres points mentionnés dans le projet de traité que vous nous avez communiqué concernant l'établissement, l'extradition des malfaiteurs et les rapports consulaires, nous les avons renvoyés au rapport et préavis de nos Départements politique et de Justice et Police.

4. *RO IX*, p. 523.

5. *Des 15 et 16 juillet 1868. RO IX.*, pp. 378—379.

167

E 1001 (E) q 1/81

*Le Conseil fédéral au Conseil d'Etat du Canton du Tessin**Copie*
L

Bern, 31 décembre 1868

En nous référant à la lettre que nous avons eu l'honneur de vous adresser le 17 Août 1868¹, concernant la barrière qu'auraient établie les habitants de la commune italienne de Credo au-delà des bornes fixées par le compromis de 1850 pour le règlement provisoire des questions pendantes entre votre Canton et le Royaume d'Italie, nous sommes maintenant dans le cas de vous communiquer ci-joint copie de la réponse que le Ministère Royal des Affaires Etrangères a faite le 29 Novembre dernier à notre Légation à Florence et que celle-ci nous a transmise le 3 courant².

Vous verrez par cette réponse que le Gouvernement Italien accède à notre désir que les négociations interrompues en 1865 soient reprises et qu'il propose, pour accélérer la solution, de désigner les commissaires qui s'occupent de la délimitation entre l'Italie et le Canton des Grisons, dans les environs de Poschiavo.

Nous vous prions de bien vouloir nous faire savoir si vous êtes d'accord avec la proposition ci-dessus du Gouvernement Italien. Nous ajoutons que les commissaires suisses chargés de la rectification de la frontière près de Poschiavo sont MM. le Colonel fédéral Delarageaz, Conseiller national, et Planta, Conseiller des Etats.

1. *Non reproduite.*

2. *Non reproduite. Cf. E2/1878.*

168

E 13 (B) 89

*Le Ministre de France à Berne, R. de Comminges-Guitaud,
au Président de la Confédération, E. Welti*

N

Berne, 5 janvier 1869

J'ai eu l'honneur d'écrire à M. Dubs le 18 Novembre¹ dernier pour lui donner connaissance des concessions que j'étais chargé de réclamer du Conseil Fédéral, en échange d'une modification du tracé des chemins de fer de la Savoie. En faisant

1. *Non reproduit.*

cette communication à votre prédécesseur, je lui ai annoncé que le Gouvernement de l'Empereur se réservait de se prononcer ultérieurement sur la question de la suppression, antérieurement demandée par lui, des inégalités douanières qui existeraient à l'importation des produits naturels de la Haute-Savoie sur le territoire de la Confédération. Les informations recueillies par le Gouvernement de S.M. Impériale lui ont permis de constater que les observations, par lesquelles le Conseil Fédéral a cru devoir écarter cette demande, reposaient sur un malentendu.

En effet, l'admission en franchise de droits de tous les produits naturels de la zone neutralisée, qui a été stipulée par l'art. 1er de la Convention du 30 Juin 1864 sur les rapports de bon voisinage², etc., ne s'étend en réalité qu'à un certain nombre de produits *bruts* énumérés dans cet article. Le Gouvernement de l'Empereur ne doute pas que l'Administration des Péages fédéraux ne respecte cet engagement international; aussi n'est-ce pas sur ces produits spéciaux que portent les réclamations des populations Savoyennes dont il a cru devoir se faire l'interprète, mais bien sur quelques-uns des articles d'exportation les plus importants de la zone, tels que les vins, les fromages, les eaux-de-vie de cerise, etc., qui ne se trouvent pas mentionnés dans la Convention, et qui, soumis aux droits du tarif fédéral quand ils proviennent de biens-fonds appartenant à des Savoyens, en sont exempts lorsque les propriétaires sont citoyens du Canton de Genève.

Cette inégalité de traitement, occasionnant aux propriétaires français un préjudice considérable, ne s'accorde pas avec les dispositions établies en France et en vertu desquelles les produits de la Suisse sont admis, sans aucune distinction de nationalité, au même traitement douanier. Il ne saurait échapper, d'ailleurs, au Gouvernement de la Confédération que le régime privilégié établi en faveur des propriétaires Suisses possédant des biens-fonds dans la Haute-Savoie, constitue pour eux une sorte de prime dont le Trésor fédéral supporte les frais et qu'en même temps les consommateurs du Canton de Genève se trouvent privés d'une partie des approvisionnements qui devraient affluer sur ce marché et dont la plus grande abondance aurait nécessairement pour effet d'amener un abaissement des prix de vente.

Je serai fort obligé à Votre Excellence de vouloir bien présenter au Conseil Fédéral ces observations et me faire connaître l'accueil dont elles auront été l'objet.

2. Cf. RO VIII, p. 325.

169

E 1001 (E) q 1/82

*Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi*Copie
L

Bern, 6. Januar 1869

In der hier abschriftlich folgenden Eingabe¹ beklagt sich die Regierung von St. Gallen darüber, dass in neuerer Zeit wiederholt polnische Flüchtlinge von Österreich ausgewiesen und der Schweiz zugeschoben worden seien.

Wir laden Sie ein, gestützt auf die in jener Zuschrift enthaltenen Thatsachen bei dem k. k. Ministerium eine Beschwerde einzureichen und zu bemerken, dass wenn auch die kais. Polizeibehörden Gründe haben mögen, diese oder jene Flüchtlinge zu entfernen, diess keinen Grund abgeben könne, dieselben vorzugsweise nach der Schweiz zu instradiren. Auch seien hierorts keinerlei Motive bekannt, die eine Ausweisung der polnischen Flüchtlinge im allgemeinen oder auch eine Fortschaffung der speziell hier in Frage kommenden rechtfertigen könnten. Die Schweiz habe stets das bis jezt auch von allen Staaten anerkannte System beobachtet, demzufolge den polnischen Flüchtlingen freie Circulation und Duldung gewährt werde, sofern sie ihr Auskommen finden und eines ordentlichen Lebens sich befeissen. Im eigenen Interesse müsste die Schweiz jeden ihr zugeschobenen Polen künftig zurückweisen, wenn das eben angedeutete Verfahren künftig von einem andern Staate ferner nicht beobachtet werden wollte. Damit die Schweiz je nach Umständen die geeigneten Verfügungen treffen könne, müsse der Bundesrath um gefällige beförderliche Rückäusserung ersuchen, sowie um entsprechende Abhilfe, wenn in den angezeigten Fällen von den Lokalbehörden ein mit den Absichten der kais. Regierung nicht übereinstimmendes Verfahren eingeschlagen worden wäre.

1. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/50.

170

E 2300 Paris 22

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Paris, 8. Januar 1869

Mit verehrl. Schreiben dd. 29. Décemb.¹ erhielt ich die Mittheilung, dass mein bisheriger erster Sekretär Hr. Dr. Arnold Roth zum Sekretär des Eidgenössischen Politischen Departementes ernannt sey u. dass ihm der Bundesrath zugleich den

1. *Non retrouvée.* Cf. *décision du Conseil fédéral* E 1004 1/75, 5350.

erforderlichen Urlaub bewilligt habe, um sich mit mir betreffend Ersetzung durch einen Nachfolger in solcher Weise in Einverständniss zu setzen, dass die Geschäftsübergabe an den Letztern in einer Weise geschehen kann, welche sich für den Gang der Geschäfte als passend herausstellt. Ich habe mich rechtzeitig um einen Nachfolger für Hr. Roth umgesehen und, da die Ernennung und Besoldung der Kanzleiangestellten nach bisherigem usus Sache des Chefs der Legation ist, als ersten Sekretär für die erledigte Stelle berufen Herrn C. Lardy, docteur en droit, gegenwärtig Advokat in Neuchâtel, seinem Heimathort. Hr. Lardy, der vollständige Studien als Jurist in Deutschland durchgemacht, dort ein ausgezeichnetes Doktorexamen (in Heidelberg) bestanden hat, machte nachher einen Aufenthalt von einigen Monaten in Paris, so dass ich Anlass hatte, ihn schon vor zwei Jahren persönlich näher kennen zu lernen. Dr. Blunschli [!], bei dem er Vorlesungen gehört hat, hat ihm die Übersetzung seines neuesten Werkes über Kriegerrecht ins Deutsche² anvertraut. Er verbindet somit vollständige Kenntniss der deutschen Sprache mit seiner Muttersprache und (was bei der stets zunehmenden Zahl von Geschäften ebenfalls von Wichtigkeit ist) gründliche Rechtskenntnisse, die besonders bei den häufig auf meinem Bureau vorkommenden Informationen über Behandlung u. Gültigkeit von Rechtsgeschäften einem ersten Sekretär wohl zu statten kommen.

Ich bedaure sehr, meinen bisherigen mit dem Geschäftsgang nun völlig vertrauten vortrefflichen Sekretär zu verlieren, hoffe nun aber in Herrn Lardy einen ganz tüchtigen Nachfolger gefunden zu haben. Es war mir besonders daran gelegen, einen solchen aus der *französischen* Schweiz zu finden. Ich zweifle nicht, dass auch Sie, so wie der h. Bundesrath, mit dieser Wahl sehr einverstanden seyn werden. Es ist immerhin gut, dass Hr. Lardy einige Zeit auf meiner Kanzlei arbeiten kann, ehe Hr. Roth dieselbe verlässt, u. nach mit letzterem getroffener Verständigung wird derselbe seine neue Stelle Ende Merz od. jedenfalls Anfangs Aprill antreten. Hr. Lardy kömmt Anfangs Februar nach Paris.

Lezten Mittwoch hatte ich eine abermalige Konferenzsitzung *bezüglich der Revision des Staatsvertrages von 1828* in Civilsachen, welcher nun statt Herrn Guy de Turis Hr. Villefort beigewohnt hat. Hr. Greffier hat es übernommen, die Redaktion der neuen Modifikationen, die verabredet wurden, zu besorgen, was sich aber etwas verzögern wird, da er nächste Woche für circa 8—10 Tage zu einer Session des Conseil Général in sein Departement reisen muss. Ich ziehe vor, über die letzten Verhandlungen erst dann zu berichten, wenn die Redaktion derselben mitgetheilt werden kann. *Vorläufig* nur soviel, dass ich hoffe, der Bundesrath werde die Sache zum Abschluss reif finden.

Die europäische Konferenz tritt also am 9ten für den *Conflict greco-turc* zusammen, u. Alles, was ich seit meinen letzten Berichten erfahren konnte, bestärkt mich in der Ihnen schon mitgetheilten Ansicht, dass die Sache ihre gütliche Erledigung finden u. die grosse orientalische Frage für einmal wieder verkleistert werden wird.

2. *Une tierce personne a ajouté, à la main, «französische».*

Postscript:

Aus einer längeren Unterredung, welche ich am letzten Tuilerien-Ball den 6ten mit Olozaga gepflogen habe, musste ich mich überzeugen, dass er *sehr* besorgt auf die künftige Entwicklung der Dinge in Spanien schaut. «Wir haben es in Spanien nicht mit Republikanern zu thun, wie Ihr Schweizer seid, sagte er mir, sondern mit Sozialisten, da ist die *Hauptgefahr!*»

171

E 1004 1/76

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 11 janvier 1869¹

108. Handelsvertrag mit Österreich, Ratifikation u. Promulgation.

Handels- u. Zolldepartement. Vortrag v. 9. diess.

Unter Bezugnahme auf ein Telegramm der eidgenöss. *Gesandtschaft in Wien* vom 31. v. Mts.² und eines Schreibens derselben vom 5. diess³, betreffend die stattgefundene *Auswechslung der Ratifikationsurkunde zum Handelsvertrag zwischen der Schweiz und Österreich*, welcher letztererseits mit 1. diess in Kraft gesetzt wurde, legt das Departement die inzwischen eingelangte österr. Ratifikationsurkunde vor, worauf nach dem Antrag des Departements beschlossen wurde:

1. dem Hrn. v. Tschudi den Empfang seiner vorerwähnten Mittheilungen und der österreichischen Ratifikationsurkunde anzuzeigen und ihn zu beauftragen, von letzterer Empfangsanzeige dem k.k. Ministerium des Äussern Mittheilung zu machen, mit dem Beifügen, dass hierseits der Vertrag alsogleich nach Eingang der telegraphischen Nachricht vom 31. v. Mts. ebenfalls in Vollzug gesetzt worden sei.

2. den Vertrag nebst der Ratifikationsurkunde in die eidgenössische Gesezesammlung aufzunehmen und die Originalien in das eidg. Archiv⁴ niederzulegen.

3. die schweiz. Gesandten in Paris, Berlin und Florenz von dem mit dem 1. diess erfolgten Inkrafttreten des Handelsvertrages mit Österreich zu benachrichtigen und dieselben anzuweisen, dem ihnen unterm 23. Dezember lezthin zugefertigten Auftrage⁵ — dessen Vollziehung dann telegraphisch sistirt wurde — nunmehr Folge zu geben und die auf diesen Vertragsabschluss bezügliche Mittheilung an die Regierungen, bei denen sie accreditirt sind, ergehen zu lassen.

1. *Absent: J. Dubs.*

2. *Non retrouvé.*

3. *Non reproduit. Cf. E 13 (B) 235.*

4. *Non reproduite. Cf. K179.*

5. *Non reproduite. Cf. E 1001 (E) q1/81.*

4. den diplomatischen Vertretern von Nord-Amerika, Grossbritannien und Belgien, zuhanden ihrer Regierungen, sowie dem schweiz. Generalkonsul in Rom zuhanden der Regierung des Kirchenstaats anzuzeigen, dass in Folge Vertrages mit Österreich, welches dadurch in den Mitgenuss des schweiz. Konventionaltarifs von 1865 getreten sei, der schweiz. Transitzoll seit dem 1. diess zu bestehen aufgehört habe, welche Zollerleichterung daher auch den übrigen im Genuss des schweiz. Konventionaltarifs stehenden Staaten zu theil geworden sei.

172

E 2200 Berlin 1/1

*Le Président de la Confédération, E. Welti,
au Ministre de Suisse à Berlin¹, B. Hammer*

L

Bern, 11. Januar 1869

Durch Schreiben vom 23. v. Mts.² ist Ihnen davon Kenntnis gegeben worden, dass in dem kürzlich abgeschlossenen Handelsvertrag mit Österreich die Transitgebühren aufgehoben worden seien und dass der Bundesrath beschlossen habe, diese Aufhebung als freiwillige Vergünstigung auch gegenüber dem Zollverein anzuordnen.

Sie werden durch Schreiben des Bundesrathes vom heutigen Tage — das direkt nach Berlin abgeht — den Auftrag erhalten, diesen Beschluss der Königl. Regierung nunmehr zur Kenntnis zu bringen.

Die gegenwärtige Mittheilung hat den Zweck, Sie daran zu erinnern, dass es angemessen wäre, bei Ihrer ersten Audienz bei dem Grafen Bismark auf diese freiwillige Ausdehnung der Transitfreiheit besonders aufmerksam zu machen und daran die Hoffnung zu knüpfen, dass die dem Abschlusse des Handelsvertrages bis anhin entgegen gestandenen Hindernisse bei den neu aufzunehmenden Verhandlungen beseitigt werden möchten.

Dabei bleibt Ihnen selbstverständlich die Form ganz überlassen, in welcher Sie diesen Wunsch ausdrücken wollen.

1. *Se trouvant à Soleure.*

2. *Non reproduite. Cf. E 1001 (E)q 1/81.*

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, E. Welti*

Copie

R

Florence, 17 janvier 1869

La Chambre a pris en considération le 1^{er} Juin 1868 une proposition ainsi conçue: «Tous les Italiens des provinces qui ne font pas encore partie du royaume d'Italie sont parifiés *[sic]* dans l'exercice des droits civils et politiques aux citoyens de l'Etat, pourvu qu'ils se fassent inscrire sur les registres d'une commune de leur choix, moyennant présentation du certificat de naissance et accomplissement des autres formalités exigées par la loi.»

Je ne manquai pas ainsi que d'autres collègues, en première ligne le ministre d'Autriche, de faire remarquer au Président du Conseil que cet article de loi pourrait provoquer des observations de la part de mon Gouvernement. Il me répondit que le Gouvernement Italien ne voyait pas avec faveur cette proposition qui, d'après son opinion, n'aboutirait point. Ce projet paraissait en effet abandonné lorsque l'exécution de Monti et Tognetti à Rome vint le réveiller, et la Chambre l'adopta dans sa séance du 1^{er} Décembre en la forme suivante: «Les personnes comprises dans l'art. 1^{er}, 1^{er} alinéa, de la loi électorale du 17 Décembre 1860 seront admises à l'exercice des droits politiques dans le Royaume, à la charge par elles

a) de s'inscrire sur les registres de l'Etat civil d'une commune de leur choix;
b) de présenter un certificat de naissance;
c) de justifier légalement qu'elles ne se trouvent pas dans un des cas d'incapacité prévus dans l'art. 104 de la loi électorale du 17 Décembre 1860.»

Je réitérai mes observations au Président du Conseil en faisant les réserves que pourrait invoquer mon Gouvernement. Il me répondit cette fois de la manière suivante: «Vous n'avez aucune réserve à faire, attendu que cette loi est une affaire intérieure et qu'aucun Gouvernement étranger ne peut en empêcher un autre de faciliter les conditions de naturalisation. L'art. 1^{er} de la loi électorale du 17 Déc. 1860 contient d'ailleurs déjà le principe de la proposition adoptée le 1^{er} Décembre.»

Je répliquai que quoique la loi ne me parût pas dangereuse au point de vue de la pratique, vu que la naturalisation s'acquiert individuellement et non point collectivement, je trouvais cependant qu'en théorie il y avait quelque chose à redire en ce que la rédaction adoptée faisait une distinction entre les citoyens d'une même nation étrangère.

La conversation en resta là. Le projet a été envoyé au Sénat où il rencontre, dit-on, de l'opposition au point de vue des difficultés internationales qui pourraient surgir.

En lisant le rapport de la commission du 27 Novembre, que je vous envoie, vous verrez qu'il y est toujours parlé de proscrits et d'émigrés et que la loi paraît faite principalement en vue des sujets du Pape. Cependant il est indubitable qu'un res-

sortissant de la Suisse Italienne, du Tyrol Italien et de l'Istrie, de la Corse et de Malte, pourrait tout aussi bien l'invoquer.

Dans la réalité toutefois on ne voit pas que l'art. 1^{er} de la loi électorale précitée et que je vous ai transcrit avec l'art. 104 à la fin du rapport ait donné lieu à beaucoup de demandes de cette espèce, quoique le nouveau projet ne présente d'autre facilitation [*sic*] que la suppression du décret royal qui ne souffrait guère de difficultés.

174

E 13 (B) 209

Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda, au Conseil fédéral

R

Florence, 1^{er} février 1869

Je vous ai envoyé le 27 écoulé¹ le Rapport de la Commission de la Chambre des Députés sur le traité de commerce.

Le traité a été discuté Jeudi et Vendredi; il a été adopté au scrutin ouvert à la fin de la séance de Vendredi, après une discussion très vive où les attaques sont parties principalement des députés de Gênes et de Turin. Mais pour la votation au scrutin secret, la Chambre fut trouvée n'être pas en nombre ni ce jour-là ni le lendemain Samedi; ce n'est qu'aujourd'hui qu'on pût y procéder, vers les trois heures de relevée. 199 membres étaient présents, 164 ont voté pour l'adoption, 33 contre, 2 se sont abstenus.

Il est douteux que le Sénat puisse s'en occuper au premier jour, une convocation pendant ces derniers jours de Carnaval étant d'un résultat problématique.

J'ai conféré aujourd'hui même avec le Directeur Général des Affaires Etrangères concernant les corrections aux articles 6 et 13, et voilà ce qu'il m'a dit: «Les traités doivent être insérés tout au long dans l'acte de ratification, moi je les ferai copier et insérer d'après le texte corrigé; si la Chancellerie fédérale en fait autant de son côté, la publication pourra se faire de même et il n'y paraîtra ni errata ni corrections.» Cette affaire est donc arrangée.

Vous aurez remarqué le ton amical qui domine dans le Rapport de la Commission. On peut dire que le même ton a également dominé la discussion, même chez les adversaires du traité. J'ai l'honneur de vous envoyer le compte rendu des séances des 28 et 29 Janvier de la *Gazette officielle* dans lequel les discours sont littéralement rapportés, afin que, s'il y a lieu, le Département du Commerce et des Péages puisse me faire parvenir des rectifications ou des informations pour la discussion qui doit encore avoir lieu au Sénat.

Le Comité de la Société Industrielle de Turin, entre autres, avait fait distribuer à la Chambre une brochure contre le traité que je n'ai pu me procurer.

1. *Non retrouvé.*

175

E 1004 1/76

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 février 1869

494. Nordamerikan. Gesandtsch. Schiedsrichteramt des schweiz. Bundespräsidenten in einer Streitfrage zwischen der nordamerikan. Union und England.

Politisches Departement, mündlich. Vortrag.

Das Präsidium eröffnet, dass es von der *nordamerikanischen Gesandtschaftskanzlei* Namens der Gesandtschaft sub 3. Februar die Abschrift einer Depesche des nordamerikanischen Staatssekretärs W. Seward an die nordamerikanische Gesandtschaft in der Schweiz, d.d. Washington 16. Januar 1869 erhalten habe, des Inhalts: der schweiz. Bundespräsident sei zu benachrichtigen, dass zwischen den Bevollmächtigten der Vereinigten Staaten und Englands ein Vertrag unterzeichnet worden sei, laut welchem die beiden Parteien übereinkommen seien, *dem schweiz. Bundespräsidenten eine wichtige Streitfrage, die aus einem frühern, zwischen Nordamerika und England abgeschlossenen Verträge betreffend die Grenzen an der nördlichen Küste des stillen Ozeans entstanden ist, zum schiedsrichterlichen Entscheid zu unterbreiten*. Nach der nordamerikanischen Verfassung werden solche auf Anordnung des Präsidenten abgeschlossene Verträge dem Senat zur Gutheissung überwiesen, ehe dieselben ratifizirt werden. Der fragliche Vertrag liege gegenwärtig dem Senat vor und die schweizer. Regierung werde ehestens davon in Kenntniss gesetzt werden, ob demselben die Ratifikation ertheilt worden sei. Der Bundespräsident hält es für seine Pflicht, hievon dem Bundesrath Kenntniss zu geben und demselben den Antrag zu unterbreiten, sich darüber auszusprechen, ob der Bundesrath damit einverstanden sei, dass der schweiz. Bundespräsident ein solches Schiedsrichteramt zwischen zwei auswärtigen Staaten übernehmen könne.

Nach obgewalteter Diskussion hat der Bundesrath,
in Erwägung:

dass es zwar Sache des Bundesrathes sei, in jedem Falle zu prüfen, ob mit der Übernahme einer solchen Mission im Allgemeinen oder Speziellen Inkonvenienzen verbunden oder Besorgungen zu hegen seien, — dass dies aber in der vorliegenden Angelegenheit nicht der Fall sei, wesshalb kein Grund vorhanden ist, den ehrenvollen, von schätzbarem Vertrauen zweier, der Schweiz nahe befreundeter Staaten zeugenden Antrag abzulehnen,

beschlossen:

der schweiz. Bundespräsident sei ermächtigt, eventuell das von Nordamerika vorläufig angekündigte Schiedsrichteramt anzunehmen.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Berlin, 27. Februar 1869

Mein Freund!

Von meinem Unwohlsein, das mich mehrere Tage ans Bett fesselte, wieder hergestellt, will ich nicht mehr länger zögern, Deinen Privatbrief vom 11. diess¹. zu beantworten. Vorerst erkläre ich mich mit Deiner Auffassung unserer Eisenbahnverhältnisse u. Deiner und meiner Stellung zu denselben ganz einverstanden. Doch, fürchte ich, wird dieser Versuch, Preussen selbst zur Initiative zu veranlassen, den gewünschten und wünschbaren Erfolg nicht haben. Ich glaube fest, Preussen halte, solange Süddeutschland noch ausserhalb dem norddeutschen Bunde steht, seine Interessen bei unserer Alpenbahnfrage nicht für engagirt genug, um sich zu Initiative u. zu Opfern bestimmen zu lassen, umso weniger, als seine Finanzlage eine sehr gespannte zu werden beginnt.

Gleich nach Erhalt Deines Briefes wollte ich beim Italienischen Gesandten Grafen de Launey in Erfahrung zu bringen suchen, ob er bereits hierauf bezügliche Instruktionen erhalten; es gelang mir aber nicht, ihn zu treffen. Dagegen hatte ich an einem Hofballe eine Unterhaltung mit dem Finanzminister v. der Heydt, der, ohne durch mich veranlasst zu sein, mit mir über dieser Alpenbahnfrage sich in ein Gespräch einliess, dessen Inhalt kurz folgender war: *Die Schweiz müsse zur Alpenüberschienenung selbst entschieden die Initiative ergreifen. Wenn einmal das Land selbst durch seine Regierung die Sache an die Hand genommen, die Wahl des Passes getroffen, so werde das Capital für die Unternehmung leicht zu gewinnen sein. Übrigens werde die Frequenz so gross sein, dass sich das Unternehmen selbst rentiren müsse.*

Ich war über diese Auffassung der Dinge allerdings nicht wenig erstaunt u. suchte ihm, in finanzieller, politischer u. legislatorischer Beziehung, die uns besser bekannten Schwierigkeiten der Sache klar zu machen. Er wurde aber dann durch andere Gespräche in Anspruch genommen u. sprach sich über eine ange deutete Beteiligung Preussens noch in folgendem Sinn aus:

Er glaube nicht, dass Preussen zu einer materiellen Beteiligung sich herbeilassen werde, in dem es auch seine Bahnen ganz aus eigenen Mitteln gebaut habe usw.

Ich werde nächster Tage vielleicht Anlass haben, die abgebrochene Unterhaltung wieder aufzunehmen. Ich schloss aus der Art u. Weise, wie Minister v. d. Heydt die Unterhaltung führte, folgendes:

1. dass er einen *äusseren* Anlass hatte, etwa bereits eingelangte Mittheilungen des Hr. v. Röder, diese Unterhaltung mit mir zu suchen.

2. dass er noch nicht dazu gelangt, der Frage für Preussen auch eine politische Seite abzugewinnen.

1. *Non retrouvée.*

3. dass er offenbar über die Sache nicht genügend unterrichtet ist.

V. d. Heydt ist auch vorwiegend Finanzfachminister, u. in politischen Angelegenheiten wohl zumeist der Leitung Bismarks folgend. Dieser aber ist, abgesehen von seinem körperlichen Befinden, das ihn immer noch nöthigt, nur wenig Besuche anzunehmen, schwer zugänglich, den Diplomaten nur für wichtige bestimmte Geschäfte u. Tagesfragen, *gar nicht* für sog. blosse politische Conversationen. Alle bisherigen geschäftlichen Abmachungen meinerseits geschahen mit Hr. v. Thile (auswärtiges Amt) u. Hr. Delbrück (Bundeskanzleramt). Mit Bismark selbst conversirte ich erst einige Male in Gesellschaften. Ich werde aber nicht ermangeln, sobald ich bestimmten Auftrag von Dir erhalte, oder ich aus sonstigen Gründen den Zeitpunkt für passend erachte, bei Bismark eine Audienz zu verlangen, um die Angelegenheit in dem von Dir angedeuteten Sinne mit ihm gründlich zu besprechen. Inzwischen werde ich mich mit den italienischen u. badischen Gesandten, soweit es die mir vorgezeichnete private Stellung erlaubt, ins Benehmen setzen, um zu erfahren, inwieweit die betreffenden Regierungen in der von Dir angedeuteten Richtung vorgehen.

Was den zweiten Punkt Deines Briefes betrifft, so habe ich hierüber eine Unterredung mit Hr. v. Thile gehabt. Obgleich derselbe früher nicht gerade als ein besonderer Freund des Hr. v. R. galt, so sprach er sich doch dahin aus: *der König sey mit Hr. v. R's Geschäftsführung so sehr zufrieden, zudem wünsche Hr. v. R. ja selbst auch, an seinem jetzigen Posten zu bleiben, und auch von Schweizerischer Seite werde ja immer die Beibehaltung dieses Gesandten befürwortet, dass von einer Versetzung gar nicht die Rede sey.*

Hr. v. Thile ersuchte mich auch, diese seine Eröffnung als ganz zuverlässig Dir mitzutheilen. Hr. v. Röder hat übrigens durch seinen Schwiegersohn in dieser Beziehung aus dem auswärtigen Amt bereits schon vollständige Beruhigung erhalten.

Herr v. Winterfeld habe ich bereits dreimal besucht, davon 2 mal schon vor Erhalt Deines Briefes. Leider konnte er mich nie empfangen oder war ausgegangen. Dagegen hat er mich selbst besucht u. sahen wir uns wiederholt in Gesellschaft. Er war sehr artig u. verbindlich gegen mich, u. trachtete ich auch meinerseits ihm solches zu sein u. hoffe auch, wenn einmal der erste Taumel der Besuche u. Einladungen vorbei ist, in ein recht freundschaftliches Verhältniss zu seiner Familie zu treten.

Habe die Güte, mich bei Hr. G. v. R. u. seiner Familie in freundliche Erinnerung zu bringen. Ich lasse ihn herzlich für all' das Freundschaftliche danken, das er mir gethan. Seine Empfehlungsschreiben an Militärs werde ich im Verlaufe nächster Woche abgeben. Ich arbeite gegenwärtig auch am politischen Bericht u. denke denselben morgen abgeben lassen zu können.

Empfanget Du und Dubs meine herzlichsten Grüsse.

Dein B. Hammer

Grüss auch H. Oberst Hofstetter & Feiss.

*Le Président de la Confédération, E. Welti,
au Ministre de Prusse en Suisse, le Général von Röder.*

*Copie
Aide-Mémoire¹*

Bern, 3. März 1869

Durch das Bundesgesetz vom 28. Juli 1852² ist der Bau und Betrieb der Eisenbahnen im Gebiete der Eidgenossenschaft den Kantonen und der Privatthätigkeit überlassen worden. Demgemäss haben die Kantone auch allein das Recht, auf ihrem Territorium Concessionen zu ertheilen. (§§ 1 u. 2 des genannten Gesetzes)

Der Bund als solcher darf weder Eisenbahnen bauen noch solche besitzen und betreiben.

Es steht ihm auch bei den Concessionsertheilungen durch die Kantone keinerlei Einfluss zu; er kann keine Concession verhindern, weil sie nicht im allgemeinen Interesse liegt und ebensowenig darf er aus irgend welchen Gründen von zwei oder mehreren Concurrentlinien die eine ausschliessen.

Der Bund hat gegenüber den cantonalen Concessionen nur eine einzige und zwar negative Befugniss, die darin besteht, den Bau einer Linie dann zu verhindern, wenn sie die militärischen Interessen der Eidgenossenschaft verletzt. (§ 7)

Es ist leicht einzusehen, dass bei diesen staatsrechtlichen Verhältnissen dem Bunde eine initiative Haltung bezüglich der Alpeneisenbahnen verunmöglicht ist. Die Bundesbehörden dürfen sowenig selbst bauen, als sie berechtigt sind, die Richtung der Bahn vorzuschreiben. Der Bau und Betrieb der Alpenbahn ist wie derjenige jeder andern Bahn der Privatthätigkeit und den Cantonen überlassen.

Deshalb haben sich denn auch zwei Vereinigungen gebildet, welche aus Cantonen und Eisenbahngesellschaften bestehen, von denen die eine den Bau des Gotthard, die andere den des Lukmanier anstrebt. Beide haben seit Jahren die Vorarbeiten so gefördert, dass dieselben namentlich in Verbindung mit der italienischen Enquête als abgeschlossen betrachtet werden können.

Keines der beiden Projecte wird aber ohne die Mitwirkung des Auslandes möglich sein und darum wird sich auch nicht einmal eine Ausführungsgesellschaft bilden können, so lange sich nicht die auswärtigen Regierungen für den einen oder den andern Pass ausgesprochen haben.

Wenn daher eine auswärtige Regierung den Bau einer schweizerischen Alpenbahn in ihrem eigenen Vortheil erachtet und wenn sie überdiess die eine Richtung der andern vorzieht, so darf sie nicht eine staatsrechtlich unmögliche vorgängige Entschliessung der schweizerischen Behörden abwarten, sondern sie wird am besten thun, ihr Interesse durch eigene Initiative sicher zu stellen.

Diesen Zweck kann Preussen durch die blosser Erklärung an den schweiz. Bundesrath erreichen: dass es bereit sei über den Bau einer schweiz. Alpenbahn in

1. *Note en-tête du document*: «Als Notiz Herrn v. Röder zugestellt am 3. März 1869.»

2. *RO III*, pp. 170—175.

Unterhandlungen zu treten, dass es aber eine eventuelle Theilnahme ausschliesslich dem Gotthard zuwenden werde.

Eine solche Erklärung würde die schweiz. Alpenbahnfrage sofort auf einen neuen fruchtbaren Boden stellen u. nothwendig sofort folgende Wirkungen haben:

a. Alle andern Concurrenzprojecte würden verschwinden, sobald ihnen die Unterstützung des Auslandes entzogen ist; die sämtlichen Interessen würden sich dem Gotthard zuwenden und die Bildung einer Ausführungsgesellschaft wäre gesichert.

b. Der Schweiz. Bundesrath würde in die Lage versetzt, in der Sache activ aufzutreten, weil nach der Bundesverfassung (art. ...) ³ nur ihm die Unterhandlung über Propositionen des Auslandes zukommt. Eine solche Erklärung von Seite des Auslandes und nur diese allein kann ihm die Freiheit der Action verschaffen, die ihm sonst durch die Gesetzgebung geradezu untersagt ist.

3. *Laissé libre par Welti. Il s'agit vraisemblablement de l'article 10 de la Constitution de 1848.*

178

E 1004 1/76

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 8 mars 1869¹

872. Hr. Bundesrath Dr. Dubs, Spezialdelegirter i. S. der schweiz.-ital. Verträge; Protokoll der Ratifikationsauswechslungen p^o litterar. u. künstl. Eigenthum.

Der bisherige Spezialdelegirte in Sachen der italienischen Verträge, Hr. Bundesrath Dr. Dubs, legt den Entwurf eines Protokolls vor, welches bei Anlass der *Auswechslung der Ratifikationen der Verträge zwischen der schweiz. Eidgenossenschaft und dem Königreiche Italien* vom 22. Juli 1868² abgefasst werden soll und welches folgende Erklärungen enthalten und von den beiderseitigen Abgeordneten unterzeichnet werden soll.

1. Zur Beseitigung eines von der Regierung des Kantons Graubünden erhobenen Zweifels über die Auslegung des Art. 19 des Handelsvertrages wird erklärt, dass dieser Artikel nicht die Wirkung haben soll, um auch die zwischen dem Kanton Graubünden und S. M. dem König von Sardinien unterm 9. Januar und 12. Juli 1818 abgefasste Konvention über den Bau und Unterhalt der Bernhardinerstrasse und die zwischen dem Kanton Graubünden und dem Gubernium Sr. k.k. apostolischen Majestät in der Lombardei unterm 1. August 1818 abge-

1. *Absent: V. Ruffy.*

2. *RO IX, pp. 610—653.*

schlossene Übereinkunft über den Bau und Unterhalt der Splügenstrasse aufzuheben.

2. In Erläuterung der Art. 3 u. 12 der Übereinkunft über den gegenseitigen Schutz des litterarischen und künstlerischen Eigenthums wird bestimmt, dass die Frist von drei Monaten für Einregistrirung derjenigen Werke, welche den Schutz dieses Vertrages beanspruchen, für die schon vor Abschluss dieses Vertrages publizirten Werke mit demjenigen Tage zu laufen beginnen soll, an welchem in jedem der beiden Länder die Verträge publizirt werden.

3. Die h. kontrahirenden Staaten erklären sich mit Bezug auf die Bestimmung des Art. 4 des Vertrages über die Niederlassungs- und Konsularverhältnisse darüber einverstanden, dass die unterm 10./21. Dezember 1866³ zwischen den Regierungen der beiden Staaten getroffene Übereinkunft betreffend beiderseitige Befreiung der Angehörigen des andern Staates von Zwangsanleihen mit dem 29. Oktober 1873 ausser Kraft treten soll, in der Meinung jedoch, dass immerhin auch von diesem Zeitpunkte an die beiden Staaten sich gegenseitig auf dem Fusse der meistbegünstigten Nation fortbehandeln werden.

4. Gemäss einer von der h. schweiz. Bundesversammlung gefassten Schlussnahme wird schweizerischerseits das letzte Lemma des Art. 17 des Niederlassungs- und Konsularvertrages so ausgelegt werden, dass Streitigkeiten, welche zwischen den Erben eines in Italien verstorbenen Schweizers hinsichtlich seines Nachlasses entstehen könnten, vor den Richter des Heimatortes des Erblassers gebracht werden sollen, mit welcher Auslegung die italienische Regierung sich völlig einverstanden erklärt.

Die Regierungen der h. kontrahirenden Staaten sind einverstanden, dass dieses Protokoll als ein integrierender Bestandtheil des Vertragswerkes mitangesehen und gleich demselben vollzogen werden soll.

So geschehen in Bern den ...

Der Entwurf wurde genehmigt.

Ferner ist nach Anhörung des Berichts des Hrn. Spezialabgeordneten vom 26. Februar a. c. über die Mittheilung des Hrn. Minister Pioda in Florenz vom 23. Februar⁴, nach welchem Hr. Ständerath Stoppani die Frage in Florenz zur Sprache gebracht habe, ob der Nachdruck von litterarischen und künstlerischen Werken, die vor der Publikation der Verträge mit Italien publizirt wurden, auch in Zukunft freigestellt bleibe, beschlossen worden:

es sei Hr. Bundesrath Dubs ermächtigt, unter den von ihm näher bezeichneten Voraussetzungen in dem beim Austausch der Ratifikationen aufzustellenden Protokoll zu stipuliren, dass die Frist von drei Monaten zur Einregistrirung für die früher publizirten Werke mit dem Datum der Veröffentlichung des Vertrages beginnen soll und dass alsdann je nach dem Ergebnisse die beiden Regierungen sich über die Sicherung der Rechte älterer Nachbildungen weiter verständigen werden.

Die Regierungen beider Staaten werden jedoch im gemeinsamen Einverständniss nach Ablauf obiger Frist die geeigneten Verfügungen treffen, um die unge-

3. *Non reproduit.* Cf. E 2/150. Cf. n^{os} 49, 50, 52.

4. *Non retrouvée.*

hinderte Zirkulation der schon gedruckten oder anderweitig reproduzierten Exemplare derjenigen Werke zu sichern, deren Reproduktion für die Zukunft untersagt ist.

179

13 (B) 151

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Berlin, 8. März 1869

Den Handelsvertrag betreffend habe ich jüngst mit Herrn Delbrück wieder eine Besprechung gehabt, als deren Resultat ich Ihnen folgendes mitzutheilen die Ehre habe.

Durch eine bezügliche Zeitungsnotiz aus der Schweiz veranlasst, wollte ich mir darüber Gewissheit verschaffen, ob eine Erklärung von analogem Inhalt, wie Art. 17 des Ital.-schweiz. Handelsvertrages¹, preussischer Seites ins Schlussprotokoll zugelassen werden würde und stellte, mich auf obigen Zeitungsartikel berufend, an Herrn Delbrück eine hierauf bezügliche nicht offizielle Anfrage. Herr Delbrück erwiderte mir sofort, dass nach seiner persönlichen Auffassung ein allfälliges Begehren um Aufnahme einer solchen Erklärung nur geeignet wäre, den Abschluss des Handelsvertrages zu verzögern — beziehungsweise zu vereiteln. Schon bei den letztjährigen Unterhandlungen wäre die Aufnahme einer solchen Erklärung bei Preussen auf einen entschiedenen Widerstand gestossen und es sei ihm über eine Änderung der Ansichten preussischerseits nichts bekannt.

Es ist kein Zweifel, dass Preussen, obgleich für eine Überschienung der Schweizeralpen sich interessirend, dennoch vorläufig in dieser Beziehung die sog. Politik der «freien Hand» noch bewahren will. Ich halte es für angemessen, Ihnen hiervon Mittheilung zu machen.

Von den süddeutschen Regierungen hat bereits Württemberg seine Zustimmung zu der von uns vorgeschlagenen Fassung des Artikels 8 erklärt.

Das Bundeskanzleramt wünscht auch zu wissen, welchen Vollzugstermin die Schweiz dem Handelsvertrag zu geben wünsche. Vorbehältlich bundesrätthlicher Genehmigung äusserte ich meine Ansicht dahin, dass der Zusammentritt der schweiz. Bundesversammlung im July es ermöglichen werde, den Vertrag schon auf 1. August oder spätestens 1. Sept. in Kraft treten zu lassen, und erbitte in dieser Hinsicht bestimmte Weisung.

[...]²

1. RO IX, pp. 603—604. *Concernait la liaison ferroviaire à travers les Alpes suisses.*

2. *Dans la dernière partie du rapport, Hammer demande des instructions.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 mars 1869

915. Niederlassungsvertrag mit Württemberg, Unterzeichnung betr.

Politisches Departement. Vorträge v. 3. u. 4. diess.

Nach angehörtem Berichte des Departements über die Eröffnung der *Württembergischen Gesandtschaft* vom 25. v. Mts.¹ betreffend den *schweizerisch-württembergischen Niederlassungsvertrag* ist beschlossen worden:

1. es sei der Vertrag, welcher am 27. Mai 1865² in Stuttgart vereinbart und paraphirt wurde, nunmehr zu unterzeichnen und es habe diese Unterzeichnung durch den Vorsteher des politischen Departements zu geschehen;

2. seien vor der Unterzeichnung folgende Redaktionsveränderungen im Texte des fraglichen Vertrages vorzunehmen:

a. seien in Artikel 1 die Worte «ohne Unterschied des Religionsbekenntnisses» zu streichen,

b. sei in Artikel 8 Lemma 1 zu sagen: «Der gegenwärtige Vertrag soll zugleich mit dem demnächst zwischen dem deutschen Zollverein und der Schweiz abgeschlossenen Handels- und Zollvertrag in Kraft treten und so lange dauern, als dieser Handels- u. Zollvertrag in Kraft bleibt.»

Im 3. Alinea des nämlichen Artikels soll gesagt werden:

«Die Ratifikationsurkunden über gegenwärtigen Vertrag sollen sofort nach beiderseits erfolgter Ratifikation des Handels- u. Zollvertrages zwischen dem Zollverein und der Schweiz zu Bern ausgetauscht werden.»

1. *Non reproduit.* Cf. E 21/24531.

2. *RO IX, pp. 814–819.*

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer

Copie

L

Bern, 15. März 1869

In der Depesche vom 12. lauf. Mts.¹ melden Sie uns, dass Ihnen Herr v. Delbrück neulich mitgeteilt habe, es seien, ausser von Württemberg, auch von Preussen und Baden Zustimmungserklärungen zum Handelsvertrage eingegangen, u. die-

1. *Non reproduite.* Cf. E 13(B) 151.

jenige von Bayern werde erwartet, so dass voraussichtlich einer baldigen Unterzeichnung des Vertrages kein Hinderniss mehr im Wege stehe.

Dabei beantragen Sie, die noch beizuziehenden vorjährigen Deputirten hievon zu benachrichtigen, damit diese auf den ersten Ruf zur Reise nach Berlin sich bereit halten können.

Dieser Ihr Vorschlag veranlasst uns zur Bemerkung, dass es, wenigstens vor der Hand, keineswegs in unserer Absicht liegt, auch noch die vorjährigen Unterhändler nach Berlin zu senden, da der Vertragsabschluss ohne Bedenken Ihnen allein überlassen werden kann. Nach unserer Ansicht nämlich bleibt es in allen wesentlichen Punkten bei den fernigen Vereinbarungen u. ist hauptsächlich nur Art. 8, u. zwar nach unserm Vorschlage, noch festzustellen. Ist diese Anschauung richtig, so wäre es in der That überflüssig, die vorjährigen Abgeordneten noch einmal nach Berlin zu bemühen, u. letztere wären ohne Zweifel auch nicht sehr geneigt, zur Erfüllung einer blossen Förmlichkeit die Reise anzutreten.

Indessen wollen wir gerne von Ihnen vernehmen, ob und warum etwa von deutscher Seite neue Anträge zu gewärtigen seien, welche weitere u. einlässlichere Verhandlungen zur Folge haben möchten u. die den Beirath der Herren Heer u. Stähelin als wünschenswerth u. nothwendig erscheinen lassen dürften.

182

E 1004 1/76

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 mars 1869

1010. Französische Gesandtschaft, Annecy-Annemasse-Bahn, Port-franc in Genf.

Departement des Innern. Vortrag v. 8. diess.

Nach vernommenem Bericht und Antrag des Departements über die Zuschrift der *französischen Gesandtschaft* vom 18. November a. p.¹, betreffend die von derselben im Auftrag ihrer Regierung anher kundgegebenen Bedingungen, welche letztere an die definitive *Linie Annecy-Annemasse* knüpfte, und auf die nachgefolgte Ergänzungsnote vom 5. Januar a. c.², welche neben den bereits verlangten Konzessionen im weitern die Abbestellung gewisser Ungleichheiten in der zollamtlichen Behandlung der Gränzbewohner diess- und jenseits der schweizerisch-französischen Gränze verlangt, und nach Einsicht einer Zuschrift des eidg. Handels- u. Zolldepartements an das referirende Departement vom 5. I. M.³, welches den Antrag stellt, es wolle der Regierung von Genf als Gegenlei-

1. *Non reproduite.* Cf. E 13 (B) 89.

2. Cf. n° 168.

3. *Non reproduite.* Cf. E 13 (B) 89.

stung für die Zollerleichterungen an der Genfergränze, welche die eidg. Zollverwaltung bei Ausführung des in Frage stehenden Eisenbahnprojektes einzuräumen in die Lage kommen werde, die Reorganisation des Port-franc in Genf zur Bedingung gemacht werden, ist nach obgewalteter Diskussion beschlossen worden:

1. Der Standpunkt, welchen das Handels- u. Zolldepartement in seiner erwähnten Zuschrift einnehme, werde gebilligt, jedoch die Frage betreffend den Freihafen in Genf ad separatum verwiesen und es werden diessfällige Anträge vom Departement gewärtigt.

2. Behufs der mit Genf zu veranstaltenden Konferenz sei das politische Departement eingeladen, diese Besprechung zu pflegen und zu diesem Zwecke eventuell auch die Vorsteher der Departemente des Innern und des Handels u. Zolles beizuziehen und weitere Anträge zu hinterbringen.

183

E 2200 Florence 1/4

*Le Chef du Département des Finances, J. J. Challet-Venel,
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda*

Berne, 19 mars 1869

Vous aurez probablement lu les divers articles publiés par M. de Parien dans le *Journal des Economistes* concernant la question du rapprochement des Nations dans le système des monnaies.

L'établissement de l'étalon d'or unique, avec la réduction de l'argent au rôle de monnaie divisionnaire est le point de départ du dogme défendu par le Vice-Président du Conseil d'Etat. Déjà dans les Conférences de 1865 l'Italie, la Belgique et la Suisse avaient proposé d'adopter le principe de l'étalon d'or; ces trois Etats n'ont cédé à l'opinion de minorité de la France que pour laisser le temps au Gouvernement de ce pays de recueillir les renseignements qui semblaient lui manquer alors. Aujourd'hui, la question a été scrutée avec soin; toutes les enquêtes, tous les rapports concluent par recommander l'abandon du système établi par la loi de Germinal an XI. Je regarderais donc comme très opportun que les trois pays sus-nommés fissent une démarche collective pour décider le Gouvernement français à franchir le dernier pas. Il s'agirait de réunir, en Conférence restreinte, les délégués des Etats signataires de l'Acte de 1865, afin d'introduire dans la convention un amendement dans le sens de l'adoption de l'étalon d'or unique.

J'ai déjà consulté M. Frère-Orban sur ce sujet et je me suis assuré que le Gouvernement Belge s'associerait à une telle démarche. M. le Chevalier Artom doit avoir écrit à M. Menabrea dans ce sens. L'Italie devrait prendre l'initiative auprès de la Suisse et de la Belgique. Si vous trouviez l'occasion de donner aussi un peu de mouvement à la question, je crois que tout irait au mieux.

Les résistances qu'il s'agit d'achever de vaincre en France tiennent surtout aux

influences de la haute banque, qui s'occupe du commerce des métaux et qui trouve dans la substitution facultative et légale de l'or et de l'argent un élément pour des opérations rémunératrices, qu'elle s'attend à voir disparaître à la suite de l'adoption de l'étalon d'or unique. Je ne pense pas que cette considération doive nous arrêter.

Je vous serai reconnaissant des renseignements que vous pourrez me fournir sur les dispositions du Gouvernement Italien en ce qui touche à ce sujet.

184

J.I. 2/6

*Le Chancelier de la Confédération d'Allemagne du Nord, O. von Bismarck,
au Ministre de Prusse à Berne, le Général von Röder*

Copie¹

T

Berlin, 26. März 1869, 4 U. 40 M.

Vor 3 Tagen hat Italien den Wunsch ausgesprochen, sich mit uns über eine gleichzeitige Action in Bern wegen der Alpenbahn zu verständigen. Ich bin hiezu bereit u. zwar zunächst zu dem Zweck, die Entscheidung über die Linie herbeizuführen. Ich werde für den Gotthard stimmen. Näheres per Post schriftlich.

1. Autographe de von Röder.

185

E 53/126

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Florence, 26 mars 1869

Un article remarquable a paru ces jours-ci dans le N° 77 de «La Correspondance italienne» du 19 courant. Comme ce journal est rédigé dans les bureaux du Ministère des affaires étrangères, je crus de mon devoir de Vous en donner connaissance, après toutefois m'être assuré que l'article contient réellement la pensée du Gouvernement, ce qui me fut affirmé par le Directeur général au Ministère des affaires étrangères et aujourd'hui même par le Ministre des travaux publics, en ajoutant que les Ministres d'Italie à Berne, à Berlin, à Carlsruhe, à Stuttgart et à Munich ont reçu des instructions analogues.

Le Président du Conseil ne m'avait pas parlé du passage des Alpes depuis quelque temps. Il y a quelques mois, il était revenu à la charge sur les difficultés de s'entendre avec la Suisse, en ajoutant que S. A. R. le G. Duc de Baden, qui avait séjourné ici quelques semaines au commencement de l'hiver, avait également exprimé ses regrets qu'il fût si difficile de s'entendre avec la Suisse sur ce sujet.

Je lui répondis que je Vous avais fidèlement rapporté la conversation du mois de juillet (voir mon rapport daté de Giornico du 16 août)¹ mais que Vous n'aviez pas cru à propos de me donner des instructions ultérieures. Quant au G. Duc de Baden, je lui dis qu'il m'avait bien parlé avec intérêt du passage des Alpes, mais qu'il ne s'était aucunement plaint.

D'après les idées du Ministère, le prix pour l'anticipation de la percée du Mont-Cenis à payer par la France n'étant plus disponible, sa contribution à l'entreprise de la voie ferrée du St-Gothard ne saurait dépasser la moitié des 90 millions nécessaires; avec l'aide des provinces et des villes intéressées au passage des Alpes suisses, on pourrait arriver en Italie à un chiffre d'à peu près 46 millions de subsides. Dans ce chiffre sont comprises les sommes votées par Gênes et par Milan et les 10 millions imposés à la Société de la haute Italie. Mais celle-ci, en possession du Semmering, du Brenner et du Mont-Cenis, ne les donnera qu'à son corps défendant, tout passage suisse étant considéré comme une concurrence. Ce sera un obstacle redoutable à surmonter, car cette compagnie est puissante et ajoute à toute occasion des lignes à son réseau. Récemment, elle a obtenu la cession de la ligne de Turin à Savone, et de Pistoie à Florence, de Pistoie à La Spezia, à Gênes et à Nice. Son réseau embrasse maintenant toutes les lignes au nord de Florence avec station dans la Capitale. Et bientôt une nouvelle ligne viendra s'ajouter de Modène à Mantoue. Cette dernière est en rapport avec le tronçon que l'on propose d'établir au-delà des Alpes entre Rosenheim et Waldshut et avec les améliorations que l'on introduira dans les courses, de Brindisi par le Brenner à Ostende et à Berlin.

La conférence qui devait se réunir le 3 avril entre les délégués de l'Italie et des Etats Allemands à Florence a été dédite, l'Angleterre ayant craint de froisser les intérêts français en promettant sa valise *[sic]* des Indes; mais il est probable qu'elle n'est que remise. En attendant, une conférence préliminaire aura prochainement lieu à Stuttgart entre les délégués des Etats Allemands.

Revenant au passage des Alpes, vous aurez vu que la Commission du budget militaire (voir le rapport imprimé de la Commission de la Chambre que je Vous ai récemment envoyé) y faisait allusion en encourageant le Gouvernement à mettre la main à cette affaire. Les Commissions des deux Chambres qui ont examiné nos traités ont fait des allusions pareilles. L'idée d'avoir un passage neutre par la Suisse est populaire en Italie sous tous les rapports; on espère aussi que ce passage contribuera à diminuer l'énorme subside de 55 millions prévu au budget pour les lignes qui sont au-dessous du rendement garanti par l'Etat.

1. Cf. n° 153.

186

J.I.2/6

*Le Ministre d'Italie à Berne, L. A. Melegari,
au Président de la Confédération, E. Welti*

Copie
N

Berne, 31 mars 1869

L'Italie et la Suisse se sont réciproquement engagées, par de récentes stipulations, à favoriser les entreprises qui auraient pour but de mettre en rapport direct, au moyen de la locomotion à vapeur, à travers les Alpes Helvétiques, les réseaux de chemins de fer qui se trouvent au Sud et au Nord de ces montagnes; mais, pour que de tels engagements puissent avoir un résultat pratique, il est nécessaire que les deux Gouvernements se mettent au préalable d'accord sur la ligne dont ils entendent assurer l'exécution, de concert avec les autres nations intéressées. A ces fins, le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, a maintenant dans ses instructions de proposer au Conseil fédéral l'adoption de la ligne du Gothard; laquelle, d'après les études faites sur les différents passages Alpines entre la Suisse et l'Italie, par des commissions composées d'hommes très autorisés, réunit seule, soit qu'on l'envisage sous le rapport technique, soit qu'on la considère sous celui des grands intérêts qu'elle est appelée à servir, les conditions qui en rendent l'exécution possible dans un temps relativement limité, et en feront une des principales voies commerciales du monde.

Le Gouvernement Royal auquel l'expérience acquise dans l'exécution d'une œuvre analogue doit avoir conféré une certaine autorité à cet égard, aime à croire que la Haute Administration fédérale, se plaçant au point de vue des intérêts généraux de la Suisse, voudra accéder à cette proposition, et cela d'autant plus que dans le cas contraire, il lui serait impossible de promettre à aucune autre ligne le concours que, sauf l'approbation du Parlement, il croit pouvoir déjà assurer à celle du Gothard.

Dans l'espoir qu'il ne saurait y avoir de dissentiment entre les deux nations sur ce point capital, le Soussigné est chargé de solliciter d'avance le Conseil fédéral de prendre à ce sujet l'initiative qui lui appartient, et de formuler un projet définitif qui puisse servir de base aux accords à établir entre tous les Etats intéressés à l'exécution de cette grande entreprise.

J.I. 2/6

Le Ministre de la Confédération d'Allemagne du Nord à Berne, le Général von Röder, au Président de la Confédération, E. Welti

Copie

N

Bern, 31. März 1869

Durchdrungen von der Überzeugung, dass die Erstellung einer Alpenbahn durch das Centrum der Schweiz, im Hinblick auf die des Mont Cenis und Brenner, für Preussen und den Norddeutschen Bund zu einer commercionellen Nothwendigkeit geworden sei, ist des Unterzeichneten Gesandten des Norddeutschen Bundes unausgesetztes Streben dahin gerichtet gewesen, diese seine Auffassung auch bei seiner hohen Regierung zur Geltung zu bringen.

Wenn die Letztere prinzipiell dieselbe auch vollkommen theilte, so waltete dennoch stets die berechtigt scheinende Ansicht vor, dass bei einem Unternehmen, welches die Schweiz vor Allem berühre und interessire, die Initiative dafür auch zunächst von dieser ausgehen müsse.

Nachdem der Unterzeichnete durch mehrfache eingehende Berichte dargethan, dass diese Erwartung sich nicht realisiren dürfte, stand der Bundeskanzler Graf von Bismarck im Begriff, die erforderlichen Instructionen über diesen Gegenstand zu erlassen, als Italien ebenfalls erklärte, dass es den Augenblick gekommen glaube, sich unmittelbar mit Preussen und Baden in Verbindung zu setzen, um durch eine förmliche Erklärung zu Gunsten der Gotthard-Linie, die in der Schweiz noch vorhandenen Zweifel über die Richtung der Bahn zu lösen, und damit für die weitere Entwicklung der Frage eine feste Grundlage zu finden.

Durch die geographische Lage und die Gestaltung des Eisenbahnnetzes sind die östlichen Theile des Gebietes des Norddeutschen Bundes auf den Brenner, die westlichen und Baden dagegen auf einen Übergang der Central-Alpen angewiesen.

Da somit die Interessen der erstbenannten Theile durch die Brenner-Linie wenigstens theilweise befriedigt sind, so glaubt des Unterzeichneten Hohe Regierung, mit Rücksicht auf die westlichen Partien, und in Erwägung der ihr vorliegenden motivirten Berichte und Gutachten, sich im Verein von Italien *definitiv* und *exclusiv* zu Gunsten des St. Gotthard aussprechen zu sollen.

Indem der Unterzeichnete dies, als hierzu bevollmächtigt, thut, beehrt er sich, zugleich im Namen seiner hohen Regierung den hohen Schweizerischen Bundesrath ganz ergebenst zu ersuchen, die ihm nunmehr gebührende Initiative ergreifen, und ein bestimmtes Project formuliren zu wollen, welches als Basis zu den Verhandlungen der beteiligten Staaten dienen könne.

Indem der Unterzeichnete Gesandte des Norddeutschen Bundes einer hochgelegenen Rückäußerung entgegensieht, beehrt er sich [...].

E 22/1622

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Confidentiell

Wien, 31. März 1869

Ich habe gezögert, Ihre geehrte Depesche vom 14. März¹, in der Sie Auskunft über gewisse Fragen bezüglich des im Laufe dieses Jahres in Rom abzuhaltenden Concils wünschen, zu beantworten, da ich mich nicht nur bei der k.k. Regierung, sondern auch bei meinen hiesigen Collegen über diese Punkte genauer informiren wollte. Ich habe mich daher in erster Linie an den mir schon von Brasilien her befreundeten apost. Nuntius Msgr. Falcinelli Antoniaci gewendet, um von ihm zu erfahren, wann das Concilium eröffnet werden wird u. ob von Seite der römischen Curie von der Abhaltung des Concils den verschiedenen Staaten Kenntniss gegeben u. dieselben zu dessen Beschikung eingeladen werden? Was nun den ersten Punkt anbelangt, so bemerkte mir Mr. Falcinelli, dass die Eröffnung des Concils wohl unabänderlich für den 8. December l. J. bestimmt sei; über die beiden anderen Fragen war er aber nicht im Stande, mir eine definitive Antwort zu geben; er bezweifelte indessen, dass die Staaten eingeladen werden, die Versammlung zu beschiken, und glaubte, dass auch hinsichtlich einer Notification von der Abhaltung der Synode an die Regierungen in Rom noch kein bestimmter Entschluss gefasst worden sei.

Die hiesigen Vertreter der fremden Regierungen sind noch ausnahmslos ohne Mittheilungen von Seite ihrer Ministerien über den Werth, den dieselben den Beschlüssen des Concils beilegen werden. Fast einstimmig meinten sie, dass wenn die Curie die Staaten zur Beschikung des Concils hätte einladen wollen, es die Schiklichkeit verlangt hätte, dass diese Einladungen unmittelbar nach der Veröffentlichung der betreffenden Bulle hätten erfolgen müssen, oder dass doch schon längst confidentiell Anfragen hätten geschehen sollen, ob die Regierungen einer derartigen Einladung Folge leisten würden.

So viel ich aus den Äusserungen der hiesigen Diplomaten entnehmen kann, wird ein sehr geringes Gewicht auf das Concil gelegt, u. die ganze Angelegenheit, wenigstens bisher noch, mit der grössten Indifferenz behandelt.

Graf Beust, mit dem ich heute eingehends darüber gesprochen habe, sagte mir, dass die Concilfrage bislang noch nicht von der Regierung in Berathung gezogen worden sei; er bemerkte mir ferner, ich werde wohl begreifen, dass *er* ihr solange

1. *Dans cette lettre adressée aux Ministres de Suisse à Berlin, Florence, Paris et Vienne, Welti indiquait: «Die Frage, ob das allgemeine Concil im Laufe dieses Jahres zusammentreten werde, ist auch für die Schweiz von so grosser Wichtigkeit, dass es für uns sehr erwünscht sein muss, hierüber möglichst genaue Nachrichten zu erhalten. [...] In letzterer Beziehung wäre es namentlich von Interesse zu wissen, ob der heilige Stuhl den Staaten von der Abhaltung der Synode Kenntnisse geben und sie zur Beschikung derselben einladen werde. Sehr wahrscheinlich wird letzteres nicht geschehen.» Concernant les réponses envoyées à Berne, cf. n° 204.*

als nur möglich ausweichen werde, er habe sogar noch nicht mit dem Minister von Hasner (Unterrichts- u. Cultusminister) darüber gesprochen, der doch in erster Linie die betreffenden Anträge einzubringen habe. Graf Beust glaubt, man werde sich hier entsetzlich dagegen sträuben, die Concilsbeschlüsse als bindend anzuerkennen, er fügte aber bei, dass es ihm gegenwärtig noch durchaus unmöglich sei, irgend eine bestimmte Vermuthung über die Haltung der Regierung zur Concilsfrage auszusprechen; er würde es indessen für das Vernünftigste halten, dass sie sich darüber mit Frankreich verständigen würde, denn wenn auch der Kaiser Napoleon persönlich, als Protector des römischen Stuhles, vielleicht mehr als zweckmässig concediren würde, so werde doch die gallicanische Kirche jedenfalls eine freisinnigere Haltung einnehmen u. sich jeder Präponderanz roemischen Curie widersetzen. Graf Beust versprach mir übrigens, sobald die Regierung bestimmte Beschlüsse gefasst habe, mir Mittheilung davon zu machen.

In den heutigen Zeitungen ist die Nachricht enthalten, dass in Rom schon die Einladungsschreiben an die verschiedenen Regierungen, das Concil durch Bischöffe zu beschiken, bereit liegen sollen. Graf Beust bemerkte mir, dass er von der k.k. Botschaft in Rom noch keine Andeutung darüber erhalten habe.

189

E 1004 1/77

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 avril 1869

1329. Badische Gesandtschaft, Gotthardbahn.

Mit Schreiben vom 5. diess¹ macht die *badische Gesandtschaft* Namens ihrer Regierung die Mittheilung, dass gleich wie die italienische Regierung und diejenige des norddeutschen Bundes auch die grossherz. Regierung einer *Alpenbahn über den St. Gotthard* den Vorzug gebe und allein diesem Übergangspunkte die Unterstützung zuwenden könne, deren Beantragung bei den Ständen des Grossherzogthums sie eventuell sich vorbehalte. Die badische Regierung erwarte demnach ein von der Schweiz aufzustellendes, bestimmtes Projekt, welches als Grundlage bei den diessfälligen Verhandlungen der beteiligten Staaten dienen könne.

Empfangsanzeige an die badische Gesandtschaft. Kreisschreiben an die Kantone. Kenntnissgabe an's Gottardcomite in Luzern.

Protokollauszug an's politische Departement und an's Departement des Innern zur Kenntnissnahme.

Zugleich sind die Noten² der norddeutschen Gesandtschaft vom 31. März und der italienischen Gesandtschaft vom 31. März verdankt worden.

1. *Non reproduite. Cf. J. I. 2/6.*

2. *Cf. nos 186 et 187.*

E 1001 (E) q 1/83

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer

Copie

L

Bern, 12. April 1869

Wir beehren uns, Ihnen in Folgendem die Beschlüsse mitzuthemen, die von uns in Beziehung auf die jenseits schwebenden Vertragsunterhandlungen gefasst worden sind. Danach werden Sie ermächtigt und beauftragt:

1. Mit dem Vertreter des Norddeutschen Bundes zur Unterzeichnung der Übereinkunft wegen gegenseitigen Schutzes des literarischen Eigenthums zu schreiten und zwar in derjenigen Fassung, wie solche in der bei den Akten liegenden gedruckten und von Ihnen unterm 27. März eingesandten Ausfertigung¹ enthalten ist;

2. Werden Sie zur Unterzeichnung des Handelsvertrages mit dem Zollverein ermächtigt, wie derselbe gedruckt hieher übermacht worden ist. Dabei ist aber der Art. 8 (Schweizer Fassung) in der Weise zu modifiziren, dass im ersten Saze das Wort *ausländisch* vor Getränke gestrichen wird. In das Schlussprotokoll ist sodann der in Ihrer Depesche vom 18. v. Mts.² aufgeführte Saz aufzunehmen, also lautend: Schweizerischerseits wird dabei verstanden und erklärt, dass der im Art. 1 des Vertrags aufgestellte Grundsatz der wechselseitigen Behandlung auf dem Fusse der meistbegünstigten Nationen auch hinsichtlich der im Art. 8 berührten Verbrauchsteuer Giltigkeit haben solle.

3. Was die gegenseitige Behandlung der Aktiengesellschaften betrifft, so ermächtigen wir Sie, zur Aufnahme einer Erklärung in das Schlussprotokoll mitzuwirken, die mit Art. 16 im schweizerisch-italienischen Handelsvertrage³ — der hier beiliegt — wesentlich übereinstimmen würde. Unsererseits hätten wir die Aufnahme eines solchen Artikels in den Vertrag selbst, wie diess Italien gegenüber geschehen ist, ohne weiteres vorgezogen. Als Termin, mit dem der Vertrag in Kraft zu treten hat, erlauben wir uns, den 1. Herbstmonat nächsthin vorzuschlagen.

Wenn Sie endlich in der Depesche vom 8. v. Mts.⁴ ein Exemplar des deutschen Zollvereinstarif von uns zu erhalten wünschen, so müssen wir Sie denn doch in dieser Beziehung um so mehr an das dortige Handelsministerium verweisen, als hier allen Gesandtschaften die gewünschten diesseitigen Druksachen jederzeit bereitwilligst zur Verfügung gestellt zu werden pflegen.

1. *Non reproduit.* Cf. E 13(B) 151.

2. *Non reproduite.* Cf. E 13(B) 151.

3. *ROIX*, p. 603.

4. Cf. n° 179.

E 2300 Washington 6

*Le Chef de la Chancellerie du Consulat général de Suisse à Washington,
J. Wermuth, au Conseil fédéral*

RP

Washington, 16. April 1869

Die erste Sitzung des 41. Congresses wurde letzten Samstag den 10. April geschlossen und die Mitglieder des Repräsentantenhauses haben sich bereits nach Hause begeben, während der Senat noch für einige Tage in Sitzung ist, im Exekutiv-Geschäfte, d. h. Bestätigung von Verträgen und Vorschlägen zu neuen Beamtungen, zu erledigen.

Der Jackson'schen Ansicht «Dem Sieger gehört die Beute» wird von General, nun Präsident Grant in entschiedenster Weise gehuldigt; nicht nur Demokraten, sondern auch alle Anhänger des früheren Präsidenten Johnson werden aus allen und jeden Stellen entfernt und an deren Platz Leute der radikalsten Gesinnung gesetzt. Dass unter solchen Umständen zahllose Umänderungen, und dazu in Folge von Bestrebungen, die Ausgaben die Regierung in aller möglicher Weise zu beschränken, sehr viele Entlassungen erfolgen, ist sehr begreiflich.

Washington bietet gegenwärtig ein eigenthümliches Schauspiel dar: Neue Männer, welche sich in ihre Positionen erst einarbeiten müssen, in Hülle und Fülle; dazu eine bedeutende Zahl Ämterjäger, die immer noch auf die Brote und Fische warten, welche von der Herrn Tische fallen; endlich die grosse Zahl der entlassenen Beamten, vom höchsten Grade bis zum letzten Tagelöhner, welche sich wohl oder übel in ihr Schicksal fügen müssen, und wovon eine ziemliche Anzahl sich von hier entfernt, um entweder in deren Heimat oder sonstwo einem neuen Geschäfte nachzugehen: Es ist ein spezifisch amerikanisches Bild!

Für auswärtige Verhältnisse sind wohl die wichtigsten Nachrichten diejenigen, welche über die vom Präsident Grant beschlossenen Besetzungen von diplomatischen und Consular-Stellen Auskunft geben. Der Präsident scheint in dieser Hinsicht zu ziemlich allgemeiner Befriedigung gehandelt zu haben. H. L. Motley in London, E. B. Washburne in Paris, A. G. Curtin in Petersburg & J. Jay in Wien sind gediegene Männer & werden der Nation, welche sie vertreten, Ehre machen. In Bezug auf die Neu-Besetzung der amerikanischen Gesandtschaft in der Schweiz hat Herr Generalkonsul Hitz sich bei Audienzen beim Präsidenten sowohl als beim Staatssekretär, sowie bei hervorragenden Senatoren, insbesondere bei Herrn Senator Sumner, dem Vorsitz der Comité für auswärtige Angelegenheiten, bemüht, dass eine passende Persönlichkeit, wie z. B. Herr Fay¹ gewesen, erwählt werde.

Herr Sumner, insbesondere, drückte sich in einer Besprechung mit Herrn Hitz dahin aus, dass er dessen Ansicht in dieser Angelegenheit vernehmen möchte; er schien mit dem bisherigen Verhalten des Gesandten Harrington nicht besonders einverstanden zu sein. — Unter denjenigen, welche sich um die nun bereits verge-

1. *Ministre résident de 1853 à 1863.*

bene Stellung beworben, befanden sich u. a. General Franz Sigel, eine anerkannt tüchtige Persönlichkeit, ferner Hr. Cramer, gegenwärtig amerik. Consul in Leipzig, welcher ein Schweizer von Geburt ist und Schwager des Präsidenten sein soll, usw. Herr Hitz sprach sich dahin aus, dass es für schweizerische wie amerikanische Verhältnisse wohl das Beste sein möchte, dass ein geborener, gründlich gebildeter & einsichtsvoller Amerikaner, ein solcher, welcher mit der herrschenden Progressiven Partei identifizirt sei, dafür auserlesen werde. Es sollte ein Mann sein, welcher Willens und fähig sei, auch das Gute in der Schweiz zu erkennen, es seiner Nation mittheilen und zu Nutzen kommen lassen würde, welcher sich aber auch seinerseits mit schweizerischen Staatsmännern & dem Volke zu identifiziren verstünde, so dass es ihm möglich sein würde, den Fortschrittsgeist dieses Landes auch unserem Volke & dessen Staatsmännern zu Nutzen kommen zu lassen. Herr Sumner war mit den Ansichten des Hr. Hitz im Allgemeinen vollkommen einverstanden.

Der Präsident hat nun Herrn Horace Rublee von Wisconsin dem Senate zu dieser Stellung vorgeschlagen. Herr Rublee, ca. 45 Jahre alt, im Staate Vermont geboren, wanderte aber frühzeitig nach dem Westen aus und war in letzter Zeit Chefredacteur des Wisconsin State Journal, welches in der Hauptstadt des Staates, Madison, erscheint. Derselbe hat hauptsächlich zu dem günstigen Wahlergebnisse Wisconsins beigetragen und scheint nach allen Aussagen ein tüchtiger, kenntnisreicher und sehr achtungswerther Mann zu sein. Dem Vernehmen nach soll er von einer schweizerischen Familie Ruppli abstammen.

In Betreff der Consulatsstellen in Genf, Basel und Zürich wurde in oberwähnter Unterredung mit Senator Summer ebenfalls gesprochen. Hr. Hitz glaubte, dass füglich die jetzigen Consuln in Genf & Zürich bleiben sollten, dass der Basler Consul jedoch durch einen tüchtigen Amerikaner oder einen in Amerika eingebürgerten Schweitzer ersetzt werden möchte. Der Präsident hat auch für Basel den Herrn Professor Henry Erni aus Zürich, gegenwärtig Assistent Examiner in dem hiesigen Patent Office, nominirt, aber es scheint schwerlich, dass er vom Senate bestätigt wird, indem von Seite mehrerer Senatoren demselben ausserordentliche Opposition aus, wie man sagt, politischen Gründen gemacht wird.

Der Mittheilung werth ist auch, dass Hr. Generalkonsul Hitz am 1. April abhin sein gesamntes Consulatspersonal dem Staatssekretär Herrn Hamilton Fish vorstellte. Herr Fish, eine sehr ansprechende Persönlichkeit, empfing die schweizerische Delegation in recht freundlicher entgegenkommender Weise & schien die Beziehungen mit der Schweiz grosser Wichtigkeit zu würdigen.

Es verbleibt schliesslich blos noch mitzutheilen, dass die Rede, mit welcher Senator Summer die Verwerfung der Johnson-Clarendon-Convention in Bezug auf die Alabama-Entschädigungen usw. motivirte, ein meisterhaftes Staatspapier ist, welches frei von unnöthigen diplomatischen Floskeln die Sachlage und die Gerechtigkeit der amerikanischen Ansprüche klar darlegt! Der Senat bestätigte die Verwerfung mit 54 gegen 1 Stimme, alle Parteischattirungen stimmten überein und demokratische Mitglieder wie Sherman von Ohio und Casserly von California dankten dem beredten Senator für dieses Manifest!

E 2300 Paris 22

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Confidentielle

Paris, 17 avril 1869

Vous m'avez laissé libre de choisir la manière qui me paraîtrait la meilleure pour faire parvenir à l'Empereur le fusil de guerre construit d'après le nouveau système Vetterli, et que le Conseil fédéral lui avait destiné.

Revenant d'une première idée que j'avais de lui transmettre cette arme par l'intermédiaire de M. Conti, Chef du Cabinet, et surtout afin d'éviter les susceptibilités du Ministre des Affaires Etrangères qui n'aime pas que les membres du Corps diplomatique s'adressent à l'Empereur par l'intermédiaire du Chef du Cabinet, je me suis décidé à écrire à M. de Lavalette pour l'informer que mon gouvernement m'avait chargé d'offrir cette arme à l'Empereur; cette lettre n'était pas officielle et était désignée comme «confidentielle» afin qu'elle ne passât pas par les Bureaux du Ministère. J'ai ajouté dans cette lettre que je serais tout prêt à remettre ce don personnellement à l'Empereur, si ses nombreuses affaires lui permettaient de me recevoir.

Je me suis rendu avant-hier soir à l'Hôtel du Ministère des Affaires Etrangères où l'huissier m'a immédiatement informé que Lavalette ne pouvait plus recevoir ce soir, ayant reçu l'ordre de se rendre sur le champ chez l'Empereur, aux Tuileries. Je me suis donc borné à charger l'huissier de remettre ma lettre à M. de Lavalette.

J'ai été tout étonné de recevoir le même soir, deux heures après que j'avais quitté l'Hôtel du Ministère des Affaires Etrangères, une lettre de M. de Lavalette qui m'informait que l'Empereur m'attendait déjà le lendemain matin à dix heures, à son cabinet aux Tuileries.

Lorsque j'arrivai hier dans la salle d'attente qui précède le cabinet de l'Empereur, et où se trouvaient déjà plusieurs personnes, entre autres le Préfet de Police, auxquelles l'Empereur avait également accordé une audience, j'ai été immédiatement appelé à entrer dans le cabinet de l'Empereur.

Il m'a reçu de la manière la plus amicale, je pourrais presque dire la plus cordiale, en s'informant avec intérêt de ma santé et en exprimant très gracieusement le plaisir que lui causait cette marque d'attention de la part du Conseil fédéral, ajoutant qu'il prend le plus grand intérêt à cette arme perfectionnée, et qu'il la fera examiner et essayer avec tous les soins que mérite l'importante question de l'armement.

Ne trouvant pas, dans les documents que j'ai reçus, tous les renseignements nécessaires pour pouvoir expliquer à l'Empereur les modifications apportées au nouveau système Vetterli, en comparaison de l'ancien, j'avais invité M. Gastine, l'armurier de confiance de l'Empereur, à venir avec moi aux Tuileries, parce que je savais que M. Gastine est tout à fait au courant de tous ces détails, par suite des entretiens qu'il a eus il y a quelques semaines avec le Colonel Burnand de Neu-

haus, qui a passé quelque temps ici pour offrir un modèle de mousqueton de cavalerie pour l'armée française.

Après avoir remis l'arme et les documents que vous m'avez envoyés, entre les mains de l'Empereur, je lui ai demandé s'il n'avait pas d'objection à ce que je fisse entrer dans le cabinet M. Gastine, qui pourrait lui expliquer mieux que moi la différence entre l'ancien et le nouveau système Vetterli. L'Empereur a pleinement approuvé ma proposition, et M. Gastine a exposé en détail les grands avantages du nouveau système, en chargeant et déchargeant des douilles de cartouches vides. Il a en outre démonté le coffret, et l'Empereur a été étonné de la simplicité du mécanisme et de la facilité avec laquelle ce fusil se monte et se démonte.

La seule observation qu'il a opposée, c'est que l'arme devait être un peu lourde, lorsqu'elle contiendrait 13 cartouches à balles dans le magasin.

Il m'a demandé si cette arme était destinée à des corps d'élite ou à toute l'armée. Je lui ai répondu «à toute l'armée», ajoutant que le Conseil fédéral avait commandé la fabrication de 80 000 de ces fusils, quoique la Suisse possédât déjà, à la fin de l'année 1868, 126 000 fusils se chargeant par la culasse, transformés d'après le système Milbank-Amsler, 15 000 fusils Peabody étant cependant compris dans ce chiffre. Il ne m'a pas échappé que l'Empereur a été un peu étonné de ce grand nombre de fusils déjà fabriqués ou commandés.

J'ai profité de l'occasion pour lui remettre aussi le projet sur la nouvelle organisation militaire de l'armée fédérale, ajoutant que je serais heureux de lui procurer de nouveaux renseignements sur le fusil Vetterli, s'il devait plus tard les trouver nécessaires. L'Empereur a répété combien ce don lui avait été précieux et m'a prié d'exprimer à mon gouvernement ses plus vifs remerciements. La conversation s'est continuée, après ces pourparlers sur le but véritable de ma visite, entre l'Empereur et moi, mais sur des questions qui ne présentent pas d'intérêt politique. Je l'ai trouvé très bien portant, très gai et de très bonne humeur, de sorte que je l'ai quitté avec la pleine conviction que l'offre faite par le Conseil fédéral a fait la meilleure impression sur lui, ce qui du reste était déjà certain pour moi par suite du fait qu'il m'a reçu avec une promptitude si inaccoutumée, tandis que les audiences se font en général attendre plus de huit jours.

Si je devais recevoir de votre part, par suite du vœu exprimé dans ma dernière lettre, un document ou un renseignement ultérieur, je les transmettrais immédiatement à l'Empereur par l'intermédiaire de M. Lavalette.

M. Huber-Saladin s'est informé à plusieurs reprises si je n'avais pas encore reçu de vous une réponse à sa lettre confidentielle. Hier, il m'a ajouté qu'il irait dans tous les cas à Berlin comme l'un des délégués du comité français de la Société de secours, et qu'il partirait lundi soir. Une réponse ne lui parviendra donc ici à Paris, que si je la recevais lundi matin au plus tard.

Quant à la situation politique, il ne me reste rien à ajouter à ce qui est constaté par le dernier discours de M. Lavalette au Corps législatif. Il s'y est prononcé sur la question allemande, dans un sens pacifique, d'une manière plus explicite que cela n'a jamais eu lieu jusqu'à présent de la part du Gouvernement et de ses orateurs. Je ne mets pas en doute que cette manifestation n'exerce une influence très favorable sur les élections prochaines, car non seulement l'attitude qu'ont prise à cette occasion toute la Chambre et toutes les nuances politiques, mais aussi tout ce qu'on apprend des hommes qui connaissent les dispositions des départe-

ments, confirme à l'unisson combien la nation française désire le maintien de la paix.

Dans le Corps diplomatique, l'impression de ce discours a été des plus favorables et Lavalette, par le résultat de la conférence gréco-turque et par son premier discours politique, a eu évidemment au début de ses fonctions comme Ministre des Affaires Etrangères, un grand succès.

P. S. L'incident franco-belge concernant les traités sur les chemins de fer est aujourd'hui aussi éloigné de sa solution qu'au commencement lorsqu'il s'est soulevé. M. Frère-Orban avait cru pouvoir conjurer l'orage par une espèce de convention sur le trafic à diriger par la Direction de l'Est français sur le territoire belge. On m'a assuré que le Gouvernement français est très décidé à ne pas se contenter de cette solution, tandis que le Ministre belge s'est opposé positivement à une reconnaissance des traités conclus. Les prédictions des journaux officieux ont été aussi, à cette occasion, aussi prématurées qu'imprudentes, car plus on a chanté victoire à l'avance, plus il devient difficile de se contenter à présent des propositions de M. Frère-Orban, ce qui ne manquerait pas d'être interprété par l'opposition comme une véritable défaite de la diplomatie française.

193

E 2200 Rome 1/60

*Le Chef du Département des Finances, J.J. Challet-Venel,
au Consul Général de Suisse à Rome, L. Schlatter*

L

Berne, 20 avril 1869

Vous n'ignorez pas que le Gouvernement Pontifical a réclamé l'accession à la Convention monétaire internationale conclue le 23 Décembre 1865 entre la France, la Belgique, la Suisse et l'Italie.

Cette demande n'a pas pu être accordée par la raison que les Etats Pontificaux se trouvent placés dans des conditions monétaires anormales, incompatibles avec les conditions précises du traité. Le Gouvernement papal, en effet, a procédé à des frappes de monnaies d'appoint avec une telle exagération, qu'il en a émis pour six à sept fois plus que ne le comporte le maximum de fi. par habitant, imposé comme limite aux Etats concordataires.

Avant même que la réponse à Sa demande d'accession eût pu être transmise au Gouvernement, les monnaies d'appoint romaines inondaient déjà la France et la Suisse de la manière la plus gênante pour la circulation monétaire de ces pays.

Il nous importerait de porter promptement remède à cet état de choses, qui fait refluer nos propres monnaies dans les Caisses fédérales et les condamne à une immobilité très préjudiciable à nos intérêts. Nous ne pouvons pas renvoyer les monnaies en question à Rome, pour les échanger contre de la monnaie courante (or ou Ecus de fi. en argent), nous n'avons pas de convention avec Rome comme

avec les Etats, nos cosignataires du Traité monétaire, qui nous permette de recourir à ce moyen.

Mais nous pourrions peut-être faire refluer les monnaies romaines vers leur lieu d'origine, en les employant pour les paiements que des maisons Suisses pourraient avoir à effectuer à Rome.

Existe-t-il des maisons Suisses dans des relations d'affaires avec Rome qui permettent une telle combinaison, c'est ce que j'ignore et ce que je désirerais savoir par vous, Monsieur le Consul Général.

Si ce moyen ne vous paraissait pas pouvoir être facilement employé, je vous prierais de me conseiller tel autre procédé, au moyen duquel le but pourrait être également atteint.

194

E 1001 (E) q 1/83

Le Conseil fédéral au Ministère des Affaires étrangères du Portugal

N¹

Berne, 30 avril 1869

Le Conseil fédéral s'est déjà, l'année dernière, trouvé engagé à charger son Consul Général à Lisbonne² de s'enquérir auprès du Ministère Royal de Portugal s'il serait disposé à s'entendre, par voie de convention avec la Confédération, pour que les envois de marchandises à destination du Portugal et de ses colonies fussent admis aux concessions en matière de douane dont jouissent les produits français, en retour de quoi la Suisse accorderait au Royaume de Portugal les mêmes avantages commerciaux qu'elle a stipulés vis-à-vis de la France. Diverses circonstances vinrent alors à la traverse d'une convention semblable et le Conseil fédéral jugea qu'il convenait de ne pas donner suite pour le moment à ses propositions, mais d'attendre une occasion plus opportune.

Les circonstances ayant pris, comme l'on croit du moins pouvoir le supposer, un aspect plus favorable pour de telles opérations, le Conseil fédéral suisse a l'honneur de renouveler auprès du Ministère royal ses ouvertures de l'année dernière tendant à ce qu'en ce qui concerne les rapports commerciaux et douaniers, la Suisse soit placée à l'égard du Royaume de Portugal dans la même position qu'elle occupe vis-à-vis de la France depuis 1864³ et cela, comme on peut l'admettre pour le plus grand avantage des deux Etats. Pour le cas où, comme on aime à le croire, il existerait des dispositions favorables à ce sujet, il suffirait d'une simple déclaration réciproque que les deux Etats entendent se traiter à l'avenir sur le pied de la nation la plus favorisée. Si le Ministère royal se trouvait par un motif quelconque empêché de conclure un arrangement semblable pour la totalité du Royaume, le Conseil fédéral se contenterait de ce que ces rapports fussent limités pour le

1. A remettre au Ministère par le Consul de Suisse à Lisbonne.

2. Non reproduit. Séance du Conseil fédéral du 6 avril 1868. Cf. PVCF E 1004 1/73, 1459.

3. Traité de commerce du 30 juin 1864. RO VIII, pp. 201—216.

moment aux colonies et que les produits suisses expédiés pour les colonies portugaises fussent admis aux tarifs qui sont déjà actuellement accordés à la France en particulier.

La Confédération Suisse ayant, cela soit dit sans jactance, inauguré sur le continent européen le principe de la liberté commerciale, qui sans aucun doute a l'avenir pour elle, peut bien se livrer à l'espoir que cette ouverture sera favorablement accueillie par le Ministère royal, et cela d'autant plus que la Suisse, de son côté, est disposée à venir de la manière la plus loyale au-devant du Royaume de Portugal et à lui assurer sans restriction tous les avantages commerciaux qu'elle offre déjà aux nations les plus favorisées ou qui le seront à l'avenir.

195

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Berlin, 30. April 1869

Concil: Ihre geehrte Depesche vom 21. April¹ nebst der Copia der bayrischen Circulardepesche ist in meinem Besitz und beschränke ich mich für heute darauf, Ihnen mitzutheilen, dass ich hierauf bezüglich mit Hr. v. Thile eine Unterredung gehabt, aus welcher ich entnehmen konnte,

1. dass das hiesige Ministerium sich in Sachen noch gar nicht ausgesprochen, sondern sich vom Fürsten v. Hohenlohe noch nähere Aufschlüsse über seine Anschauungen u. Intentionen erbeten habe.

2. dass Preussen in dieser, wie in allen Angelegenheiten, die das Verhältniss zur katholischen Kirche betreffen, behutsam und schonend vorzugehen u. daher auch nicht im Vordertreffen Stellung zu nehmen wünscht.

Ich werde später die Unterhaltung mit Hr. v. Thile über diesen Gegenstand wieder aufnehmen, u. auch von Stuttgart u. Carlsruhe die nöthigen Aufschlüsse zu erlangen suchen, um Ihnen dann eine allgemeinere Besprechung der Sache zugehen zu lassen.

Staatsverträge: Die Verzögerung des förmlichen Abschlusses derselben hat durchaus nichts befremdliches u. erklärt sich durch die ganz ausserordentliche, anderweitige Inanspruchnahme des Hr. Delbrück, u. durch den Umstand, dass er das Projekt des Handelsvertrages zuerst noch dem Zollbundesrath vorlegen wollte, der am 28. April hier zusammentrat, sowie er auch den Entwurf der Litterarconvention durch den norddeutschen Bundesrath zum Voraus hat erörtern und genehmigen lassen. Am 25. April abhin liess Hr. Delbrück mich zu sich bitten, um mir die Gründe mitzutheilen, welche das Bundeskanzleramt bestimmt haben, die Erklärungen über die gegenseitige Behandlung der Aktiengesellschaften ins

1. *Non reproduite.*

Schlussprotokoll und nicht in den Vertrag selbst niederzulegen. Der Grund besteht darin, dass eine bezügliche Vereinbarung eigentlich das Civilrecht resp. Handelsrecht beschlage u. daher streng genommen nicht in die Competenz des Zollvereins, folglich auch nicht in einen Vertrag mit diesem Zollverein gehöre. Dagegen könne eine gegenseitige Erklärung über den beidseitigen Rechtsstandpunkt in dieser Materie ins Schlussprotokoll füglich aufgenommen werden u. sei geeignet, wechselseitig jede wünschbare Beruhigung zu geben. Ich erwiederte Herrn Delbrück auf Grund meiner mit Ihnen hierüber geführten Correspondenz, dass die Schweiz gegen Aufnahme dieser Erklärung ins Schlussprotokoll nichts einzuwenden habe. Ich erwarte nun täglich die Einladung zur Unterzeichnung der Verträge.

Internationale Conferenz: Dieselbe hat am 27. April ihre Schlussitzung gehalten. Einen einlässlichen Bericht werde ich Ihnen erst zugehen lassen können, wenn ich in den Besitz der gedruckten Verhandlungen gelangt sein werde. Vorläufig kann ich Ihnen mittheilen, dass die meisten Verhandlungsgegenstände im Sinn Ihrer Instruktionen erledigt wurden. Der Antrag auf Neutralisirung der für Vereinszwecke gesammelten Mittel u. Stiftungsgelder konnte aus Mangel an Zeit und Unterstützung nicht eingebracht werden, wurde aber auch von vielen für überflüssig gehalten, weil die Respektirung wohlthätiger Fonds u. Stiftungen schon im bisherigen Völkerrechte begründet sey. Der Ihnen bereits durch die Zeitungen bekannt gewordene, von der Conferenz angenommene, von uns bekämpfte Antrag Langenbek's bezweckt im wesentlichen folgende Vereinbarung durch die Staaten als Additionel-Artikel zur Genfer-Convention annehmen zulassen:

«Im Fall eines Krieges stellen die am Kriege nicht betheiligten Mächte eine entsprechende Zahl von Militärärzten zum Dienst in den Kriegslazarethen den Kriegführenden zur Verfügung u.s.w.»

Mein Antrag, den ich mit Rücksicht auf unsre bestehenden Verhältnisse u. im Geist Ihrer Instruktionen stellen zu sollen glaubte, gieng dahin, eine Resolution zu fassen des Inhaltes, dass im Interesse eines ausreichenden Sanitätsdienstes durch die Conferenz die (vorgeschlagene) gegenseitige Aushülfe mit Militärärzten als wünschenswerth bezeichnet werde.

Politische Situation: Ein Bericht über die immer noch friedlicher sich gestaltende allgemeine Situation folgt nächstens.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 mai 1869

1811. Angelegenheit Mazzini.

Justiz.- & Polizeidepartement. Vortrag v. 7./10. diess.

In Vollziehung der herwärtigen Schlussnahme vom 7. diess (P. N. 1784)¹ legt das Departement den nach der Berathung ergänzten Beschluss in Sachen des Italieners *Jos. Mazzini*, z. Zt. in Lugano, vor, welcher nunmehr in folgender Fassung genehmigt wurde:

Der schweizerische Bundesrath

hat, nach Anhörung der bezüglichen Berichte des schweiz. Justiz- und Polizeidepartements, in Betracht gezogen:

1. dass der Italiener Joseph Mazzini notorisch schon seit vielen Jahren eine der gegenwärtigen politischen Organisation von Italien feindliche Politik verfolgt und ebenso notorisch schon wiederholt auf gewaltsame Weise seine politische Anschauung dem Königreich Italien gegenüber zur Geltung zu bringen suchte;

2. dass J. Mazzini, der wegen dieser fortwährenden Agitation schon früher aus der Schweiz ausgewiesen wurde, nach vorliegenden gewichtigen Inzichten [*sic*] auch in neuerer Zeit während seines Aufenthaltes in Lugano wieder in ähnlicher Weise gegen das Königreich Italien konspirirte und als Anstifter eines auf den 18. April abhin angesetzt gewesenen Aufstandsversuches in Mailand erscheint;

3. dass die Ehre des Landes, und die politischen Rücksichten, die ein jeder Staat, welcher die freundschaftlichen Beziehungen zu einem Nachbarstaate in loyaler Weise pflegen will, nicht übersehen darf, die Entfernung Mazzinis und aller derjenigen kompromittirten Personen, welche in Folge des letzten Aufstandsversuches sich aus Italien geflüchtet haben, von den Gränzen jenes Staates, gegen welchen die politisch-feindlichen Bestrebungen gerichtet sind, gebieterisch fordern;

4. dass frühere Vorgänge einen Aufenthalt Mazzinis auch in den an Frankreich gränzenden Kantonen nicht als zulässig erscheinen lassen;

und gestützt auf Art. 57 und Art. 90 Ziff. 8, 9 & 10 der schweiz. Bundesverfassung

beschlossen:

I. Sei dem Joseph Mazzini jeder Aufenthalt in den Kantonen Graubünden, Tessin, Wallis, Waadt, Genf, Neuenburg, Bern, Solothurn, Basel-Stadt & Basel-Landschaft untersagt.

II. Ebenso ist den oben erwähnten Mitbetheiligten der Aufenthalt in den Kantonen Tessin, Graubünden und Wallis nicht zu gestatten.

III. Sei im Speziellen die Regierung des Kantons Tessin eingeladen, den Joseph Mazzini und die übrigen Aufstandsbetheiligten sofort vom Gebiete dieses Kan-

1. *Non reproduite.*

tons wegzuweisen, ihre Abreise zu überwachen und über die Vollziehung beförderlich Bericht zu erstatten.

IV. Sei dieser Beschluss mittels Kreisschreiben sämtlichen Kantonen mitzuthemen und in das Bundesblatt² aufzunehmen. Es ist auch dem Hrn. Minister Pioda Kenntniss von diesem Beschlusse zu geben.

2. *FF 1869/II, pp. 15–16.*

197

J.I. 2/6

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R
Confidentielle

Paris, 19 mai 1869

J'avais promis, avant ma dernière audience chez Monsieur Rouher, au Ministre d'Italie, M. Nigra, de l'informer dès que j'aurais reçu de votre part des directions plus positives concernant la question qui a fait l'objet d'une dépêche du Ministère de Florence et dont je vous ai parlé dans mon rapport du 15 Mai¹.

Après avoir pris connaissance de la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser hier² et qui m'est parvenue aujourd'hui, je me suis rendu immédiatement chez M. Nigra, et je lui ai dit ce qui suit:

«Par suite des directions que je viens de recevoir, je vous prie de ne pas faire usage du tout de la dépêche en question. Le Gouvernement fédéral ne trouve pas compatible avec la position qu'il a prise jusqu'à présent, de faire la moindre démarche pour engager le Gouvernement français à participer à l'entreprise du Gothard. Ce n'est pas lui qui a provoqué les offres faites à la fin du Mois de Mars par la Prusse, l'Italie et le Grand Duché de Bade. Si des démarches ont été faites dans ce but, ça été plutôt par des délégués du Comité du St-Gothard, siégeant à Lucerne, mais nullement par les autorités fédérales. Il ne serait donc pas convenable de la part du Conseil Fédéral de prendre l'initiative pour obtenir une participation de la France dans cette entreprise. Du reste le Conseil Fédéral sait bien que, de la part de l'Italie, on ne rencontrerait pas la moindre opposition contre des démarches de ce genre, mais il ne peut pas savoir si ce serait encore le cas de la part de la Prusse, et le Gouvernement Suisse ne voudrait nullement se charger de la responsabilité qu'impliquerait une autre conduite que celle que je viens d'exposer vis-à-vis de ceux qui sont prêts à engager leurs finances pour l'exécution de ce passage alpestre.»

1. *Il s'agit vraisemblablement du rapport du 14 mai 1869, non reproduit.*

2. *Non reproduite. Cf. E 2200 Paris 1/93.*

Telle est l'essence de ce que j'ai exposé à M. Nigra. Je n'ai pas trouvé prudent de lui indiquer ce que vous m'écrivez dans votre lettre d'hier sur les dispositions qui paraissent prévaloir à ce sujet à Berlin, et cela d'autant moins que le motif allégué par moi me paraît suffisamment justifier l'attitude de la Suisse dans la question dont il s'agit.

M. Nigra m'a immédiatement assuré qu'il ne ferait pas le moindre usage de la dépêche qu'il a reçue, ni officiellement, ni officieusement, et qu'il n'agirait dans cette affaire que d'accord avec moi, vu que nous avons les mêmes intérêts à défendre. Il a ajouté qu'il ne manquerait pas d'informer immédiatement son Gouvernement des ouvertures que je lui ai faites.

Je l'ai prié d'observer sur le mandat qu'il avait reçu à cet égard de son Gouvernement, le plus grand secret, attendu que dans des questions qui paraissent marcher avec entrain, il faut soigneusement éviter de provoquer des difficultés.

J'ai profité de cette occasion pour lui demander s'il avait déjà appris jusqu'à présent, dans les régions gouvernementales, quelque chose sur l'affaire du St-Gothard, et qui peut être d'un certain intérêt pour mon Gouvernement. Il m'a répondu qu'il en aurait parlé il y a environ trois ans officieusement à M. Béhic, alors Ministre du Commerce, en le rendant attentif à l'intérêt qu'auraient l'industrie et le commerce de l'Alsace à la construction d'une ligne de chemin de fer par le St-Gothard. M. Béhic lui aurait répondu comme suit: «Je conçois parfaitement l'intérêt qu'ont l'Italie et la Suisse à l'exécution de cette entreprise, et nous ne pourrions pas l'empêcher. Mais la même entreprise serait au grand préjudice du port de Marseille et de la ligne Paris-Lyon-Méditerranée, de sorte que les intérêts de l'Alsace seraient tout à fait secondaires, et ne pourraient en aucune manière compenser le préjudice qu'elle porterait sous d'autres rapports à la France; demander une subvention à la France pour le St-Gothard serait tout simplement absurde.»

Sur ma demande si M. Nigra n'avait pas peut-être appris quelque chose au sujet des dispositions *actuelles* du Gouvernement français, il m'a répondu qu'il avait dit quelques mots avant-hier soir sur cette affaire à M. Rouher, en demandant brièvement, sans entrer dans aucun détail: «Qu'est-ce que vous dites du passage du St-Gothard?» M. Rouher lui aurait répliqué: «Le Ministre de Suisse m'a parlé de cette affaire Jeudi dernier, et je vais l'étudier. Dans tous les cas, nous ne pourrions pas admettre que la Direction de cette entreprise fut jamais fusionnée avec la Direction des chemins de fer allemands.» Cette réponse de M. Rouher n'est pas sans intérêt, car elle fait supposer que M. Rouher lui-même admet que la France n'a aucun droit de s'opposer à l'exécution de cette entreprise et qu'elle se bornera probablement à insister pour qu'on évite tout ce qui pourrait compromettre la position internationale de la Suisse et sa neutralité.

J'ai pensé que vous apprendriez avec intérêt les communications qui précèdent, et c'est pour cela que je me suis empressé de vous les transmettre immédiatement.

E 2/310

*Le Président du Comité international de Secours aux Militaires blessés,
G. Moynier, au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Genève, 27 mai 1869

Vous avez sans doute été informé par Messieurs les délégués du Conseil fédéral à la récente Conférence de Berlin, que cette assemblée a déclaré très désirable la ratification par tous les Gouvernements des articles additionnels à la Convention de Genève. Nous n'ignorons pas que le Conseil fédéral est du même avis et s'efforce de recueillir les adhésions des diverses Puissances, mais le Comité international a été tout particulièrement mis en demeure, par ses commettants, de faire son possible pour amener le résultat désiré.

Nous sommes d'autant plus disposés à obtempérer à ce désir, qu'il n'en est pas des articles additionnels comme de la Convention primitive. En effet, tandis qu'à l'expiration d'un délai déterminé, celle-ci a pu devenir exécutoire pour ses premiers adhérents, le protocole restant ouvert pour l'adhésion des autres Etats, l'acte du 20 octobre 1868¹ n'aura aucune valeur tant qu'il n'aura pas été adopté par les 20 signataires de la Convention de 1864; aucun terme d'ailleurs n'a été fixé pour cette acceptation. Dans ces circonstances et en présence du petit nombre des ratifications déjà obtenues, il nous semble convenable de ne rien négliger pour hâter l'heureuse issue des négociations entamées.

Aussi, tandis que le Conseil fédéral sollicite des réponses des divers Cabinets par la voie diplomatique, serions-nous heureux de pouvoir le seconder dans une sphère plus modeste. Nous croyons qu'en invitant les Comités de Secours des divers pays à solliciter une adhésion de la part de leurs Gouvernements respectifs, nous ne ferions pas une démarche vaine, car nous pouvons compter sur le zèle de nos Correspondants pour s'entremettre avec empressement dans cette affaire et, d'autre part, l'influence dont jouissent la plupart des Comités de Secours nous fait bien augurer de leur intervention officieuse.

Nous nous proposons donc de leur adresser prochainement une circulaire pour cet objet. Mais nous ne pouvons le faire sans avoir été préalablement renseignés par vous, Monsieur le Président, sur l'état actuel des négociations et sans connaître la liste exacte des Puissances qui ont ou qui n'ont pas encore adhéré aux articles additionnels, notre appel ne devant concerner que ces dernières.

J'ose donc vous prier, Monsieur le Président, de vouloir bien faire droit à cette requête et nous fournir les renseignements dont nous avons besoin. La bienveillance avec laquelle le Conseil fédéral a toujours daigné nous tenir au courant de ses actes relativement à la Convention de Genève, nous permet d'espérer que vous ne trouverez pas notre demande indiscrete. Veuillez n'y voir que le désir bien légitime de travailler de tout notre pouvoir à l'achèvement d'une oeuvre qui nous tient à coeur et à laquelle nous savons que les sympathies de l'Autorité fédérale sont acquises depuis longtemps.

1. *FF 1868/III, pp. 1063–1070.*

*Le Chargé d'Affaires du Saint-Siège à Lucerne, G.B. Agnozzi,
au Président de la Confédération, E. Welti*

N

Lucerne, 2 juillet 1869

Le Soussigné, Chargé d'Affaires du Saint-Siège Apostolique près la Confédération Suisse, lorsqu'une nouvelle Constitution pour le Canton de Thurgovie était encore en état de projet, eut l'honneur de s'adresser, par Note du 15 Janvier de cette année¹, au Haut Conseil fédéral et de Le prier de vouloir bien interposer ses bons offices auprès des Membres de l'Assemblée constituante pour la suppression, dans ledit projet, des articles contraires aux droits de l'Eglise catholique en Suisse. Pour constater en quoi les droits de l'Eglise catholique étaient méconnus dans le projet de la nouvelle loi constitutionnelle, le Soussigné s'empressa de faire parvenir au Haut Conseil fédéral la copie d'un mémoire adressé par Sa Grandeur Monseigneur Lachat, Evêque de Bâle, à Messieurs le Président et les Membres de ladite Constituante. Malheureusement le Haut Conseil fédéral, par Note du 18 Janvier², crut devoir répondre qu'Il regrettait de ne pas pouvoir être agréable au Soussigné et satisfaire au désir exprimé dans sa Note du 15 Janvier. Plus tard, le projet de la nouvelle Constitution fut admis et approuvé, nonobstant une protestation de l'Evêque diocésain.

Il n'est pas nécessaire au Soussigné de faire connaître au Haut Conseil fédéral combien le Souverain Pontife a été peiné de la nouvelle loi constitutionnelle dans le Canton de Thurgovie; mais ayant reçu l'ordre de protester contre ladite Constitution auprès des Autorités fédérales, en vue de sauvegarder les droits de l'Eglise catholique, le Soussigné accomplit cet acte de son devoir par la présente Note et prie le Haut Conseil fédéral de vouloir en donner connaissance aux Autorités cantonales thurgoviennes.³

1. *Non reproduite.*

2. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/82.

3. *Remarque manuscrite du Département politique du 3 juillet 1869:* «Das politische Departement beantragt:

1. Es sei dem päpstlichen Geschäftsträger einfach der Empfang dieser Note anzuzeigen, unter Bestätigung des Inhalts der bundesrätlichen Note vom 18. Januar 1869, nach beigelegtem Entwurf.

2. Sei dieselbe zu den Akten betreffend die Verfassung Thurgaus, die an die Bundesversammlung gehen, zu legen.

3. Sei diese Note der Regierung von Thurgau zur Kenntniss zu bringen, unter Mittheilung der an den päpstlichen Geschäftsträger gerichteten Empfangsanzeige.»

Adoptée par le Conseil fédéral, lors de sa séance du 7 juillet 1869. Cf. PVCF E 1004 1/78, 2668.

200

E 53/7

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

L

Paris, 6 juillet 1869

Conformément à l'office que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser en dernier lieu¹ au sujet de la *ligne de Jougne*, je me suis empressé d'informer, le 21 Juin, M. le Ministre des Affaires Etrangères que le Gouvernement du Canton de Vaud venait d'accorder son approbation au tracé qui lui a été présenté par la Compagnie du chemin de fer de Jougne, pour le tronçon situé entre la gare de Vallorbe et la frontière française, en prenant pour base la convention de Dijon. Je demandais en conséquence que M. le Ministre des Travaux publics ratifiât de son côté le projet, en ce qui concerne le point de raccordement à la frontière.

Je vous envoie sous ce pli copie de la réponse du Ministre des Affaires Etrangères. Cette dépêche m'est parvenue hier soir, avec la suscription «urgente». A cette occasion, je me demande si le fait que cette réponse m'a été remise la veille de l'ouverture des conférences sur les chemins de fer de la Savoie, n'est pas une nouvelle preuve de la tactique dont la France a cherché à user contre nous, en tendant à établir une connexité entre ces deux questions.

En vous priant de vouloir bien porter cette réponse à la connaissance du Gouvernement de Vaud, dans le plus bref délai possible, je saisis cette occasion pour vous prier d'agréer, [...].

ANNEXE

E 2200 Paris 1/78

*Le Ministre français des Affaires étrangères, C. J. La Valette,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

Copie

N

Paris, 5 juillet 1869

J'ai donné connaissance à M. le Ministre des Travaux Publics du contenu des lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire les 1^{er} Avril et 21 Juin derniers², relativement à l'état avancé des travaux en cours d'exécution dans le Canton de Vaud, pour la jonction des chemins de fer français et suisses par Jougne, et à l'approbation récemment donnée par le Conseil d'Etat de ce Canton au projet de raccordement qui lui a été présenté par la Compagnie des chemins de fer suisses.

En réponse à ces deux communications, M. Gressier vient de me faire savoir que l'administration française n'a pas encore donné son adhésion aux propositions de la Conférence internationale, tenue à Dijon, le 2 Xbre dernier, par les ingénieurs français et suisses, chargés de fixer le tracé du raccordement de la section française avec la section suisse, dont les trois derniers kilomètres ont été réservés. Après avoir examiné le projet de la Compagnie du chemin de fer de la Méditerranée, en Conseil des Ponts et Chaussées, et discuté les points litigieux, notamment la question du maximum des pentes, question qui a provoqué, de la part de la Compagnie suisse, de vives réclamations, M. le

1. Du 18 juin 1869. Cf. E 2200 Paris 1/78.

2. Non retrouvées.

Ministre des Travaux Publics a invité la Compagnie française à présenter, dans le plus court délai possible, un nouveau projet complet d'après les bases adoptées par le Conseil général des Ponts et Chaussées.

Dans ces circonstances, M. Gressier exprime instamment le désir que les travaux, sur la section réservée du côté de la Suisse, ne soient pas commencés avant que l'administration française ait pu donner une réponse définitive, dans la crainte que des mesures prématurées ne puissent faire naître de graves difficultés et retarder encore la décision d'une question à la solution de laquelle le Gouvernement du Canton de Vaud semble attacher une si grande importance.

201

E 13 (B) 89

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

R

Paris, 16 juillet 1869

Tout en me référant au procès-verbal qui vous parviendra plus tard, je m'empresse de vous donner un résumé des délibérations de notre conférence d'hier, Jeudi 15 Juillet.

Nous avons en première ligne ouvert vos instructions et écarté complètement la question de l'établissement d'un bureau de contrôle français à Genève. Il est du reste fort probable que ce bureau n'aurait jamais été concédé ni à Genève ni à Neuchâtel. Les industriels genevois intéressés, d'après des renseignements parvenus à M. Chenevière, n'attachent pas une grande valeur à cette concession.

Nous avons déclaré ensuite, en ce qui concerne le pays de Gex, que le Conseil Fédéral maintient ses instructions et refuse d'accorder des facilités pour les vins, en sus de celles stipulées dans le règlement annexé au traité de commerce de 1864.¹

Enfin, nous avons maintenu l'offre faite précédemment de doubler le chiffre de 5000 hectolitres accordés en franchise pour le Chablais, le Genevois et le Faucigny, prévu par le traité de 1851 avec la Sardaigne,² et de le porter à 10 000 hectolitres.

L'ouverture qui a fait la plus fâcheuse impression sur les délégués français est celle qui concerne le pays de Gex.

M. Ozenne a immédiatement répondu que sur cette base, il ne croyait pas qu'une entente devînt possible. Il a surtout contesté l'argument que cette question devrait être complètement écartée des délibérations de la Conférence, attendu qu'il s'agit de questions douanières, et que différentes parties de la France s'y trouvent intéressées, le pays de Gex aussi bien que la Savoie.

Une première conséquence de l'ouverture de ces instructions a été, entre autres, la suivante: tandis que, lors de la première séance, nous avons pu espérer que les facilités accordées pour l'importation de toutes les marchandises par la douane

1. RO VIII, pp. 295—299.

2. RO II, pp. 403—415.

d'Annecy pourraient entrer en vigueur immédiatement après la ratification de la convention, M. Ozenne a déclaré hier que ces facilités seraient accordées seulement lorsque les faveurs relatives à l'importation des vins savoisiens entreraient en vigueur. Cela nous reporte donc à l'époque de la mise en exploitation de la ligne d'Annecy.

M. Ozenne a ajouté qu'il pourrait d'autant moins recommander un arrangement sur les bases proposées par le Conseil Fédéral que, dans sa conviction, cette convention provoquerait de vives réclamations au sein du Corps Législatif.

Nous n'avons point omis de donner connaissance de votre déclaration finale, portant que la convention ne pourrait être ratifiée par les autorités fédérales avant que les difficultés soulevées par le raccordement de la ligne de Jougne n'eussent reçu une solution satisfaisante.

M. Meurand s'est réservé immédiatement d'insérer une déclaration contre cette clause, qu'il a qualifiée de comminatoire. Il a ajouté que cette question était, officiellement du moins, tout à fait étrangère à l'objet des conférences et que, si le Conseil Fédéral repousse l'immixtion de questions étrangères, celle-ci a bien moins de connexité encore avec celle dont la conférence s'occupe, que les facilités douanières réclamées en faveur du pays de Gex. M. Meurand s'est réservé de formuler ultérieurement cette déclaration.

Il n'est pas nécessaire d'exposer ici les réponses que nous avons opposées aux délégués français; vous les trouverez plus tard en détail, dans les procès-verbaux de la conférence.

Ce résumé vous prouvera combien le refus de toute concession en faveur du pays de Gex paraît exercer un fâcheux effet sur la marche des négociations. Les délégués français ont immédiatement déclaré devoir en référer à leur Gouvernement, et réserver à celui-ci de prendre une détermination ultérieure.

Les propositions que nous avons faites dans les deux lettres des 7 et 10 Juillet (N^{os} 137 et 143),³ de porter à 2400, ou du moins à 2000 quintaux, le chiffre de 1200 quintaux stipulé dans le «Règlement du 30 Juin 1864 concernant le pays de Gex», ayant été écartées, nous ne nous permettrons pas de les renouveler. Mais il est de notre devoir de vous communiquer sans réserve l'effet que vos dernières instructions,⁴ refusant toute concession sur ce point, paraissent avoir produit sur les délégués français; cet effet n'est certainement pas de nature à accélérer la solution ni de la question du chemin de fer d'Annecy ni de la question de la ligne de Jougne, que les autorités françaises paraissent, de fait sinon officiellement, rattacher à l'issue de ces conférences.

Si l'on considère la concession réclamée en faveur du pays de Gex au point de vue purement fiscal, il ne résulterait de l'adoption du chiffre de 2000 quintaux au quart du droit qu'une diminution de recettes de 900 fr. par an. La différence entre 1200 et 2000 quintaux étant de 800 quintaux, et le droit d'entrée en Suisse de 1,50 le quintal, 800 multiplié par Fr. 1,50 et divisé par quatre, puisque les vins du pays de Gex paieraient le quart du droit, donnent en effet le résultat sus-indiqué. On ne pourrait donc que regretter si, pour une différence aussi minime, le but de la conférence ne pouvait être atteint.

3. Non reproduites.

4. Du 13 juillet, non reproduites. Cf. E 1001 (E) q 1/84.

M. Chenevière, d'après des communications qu'il a reçues de Berne, croit savoir que ce n'est pas la question fiscale qui aurait engagé le Conseil Fédéral à maintenir ses instructions primitives à l'égard du pays de Gex, mais plutôt des considérations d'un autre ordre, et qu'on chercherait, en refusant les concessions demandées en faveur du pays de Gex, à éviter de mettre sur la même ligne la zone du pays de Gex et les provinces savoisiennes du Chablais, du Faucigny et du Genevois.

Si cette supposition devait être exacte, il me paraîtrait que toute conclusion ou déduction préjudiciable aurait pu être écartée par l'insertion au procès-verbal d'une déclaration destinée à sauvegarder les droits que la Suisse a toujours maintenus sur les provinces neutralisées de la Savoie. Bien que les instructions que j'ai reçues ne contiennent pas de directions à ce sujet, j'ai cependant jugé utile, déjà lors de la seconde conférence du 9 Juillet, de me référer expressément aux déclarations contenues dans le procès-verbal de la XI^{ème} séance de la Conférence réunie pour préparer le traité de commerce (25 Mars 1863).⁵ Le procès-verbal autographié que vous recevrez et qui a été lu à l'ouverture de la séance d'hier, mentionne du reste ce fait. Une déclaration formelle aurait pu être ajoutée dans le cas où le Conseil Fédéral se serait décidé à concéder quelques facilités au pays de Gex, afin de sauvegarder les droits que nous basons sur les traités.

Malgré les assurances publiées par divers journaux que le Gouvernement français serait aujourd'hui d'accord avec le Gouvernement du Canton de Vaud sur le raccordement de la ligne de Jougne, je crois devoir maintenir l'opinion que les articles publiés se rapportent plutôt à un rapport favorable du Conseil des Ponts et Chaussées, mais que le Ministre des Travaux Publics attend encore les plans de la Compagnie Paris—Lyon, avant de se prononcer définitivement sur les difficultés suscitées par cette compagnie. C'est du reste ce qui résulte de la lettre de M. de Lavalette, en date du 5 Juillet,⁶ dont je vous ai transmis copie. Si cependant le Conseil Fédéral ou le Gouvernement de Vaud avaient reçu, depuis le 5 Juillet, une communication quelconque fixant d'une manière définitive le tracé sur territoire français ou le point de raccordement à la frontière, je vous prierais de vouloir bien m'en informer. Dans ce cas en effet, la rupture des négociations sur la question de la ligne d'Annecy aurait des inconvénients moins considérables que si, comme je le crains, les difficultés concernant la ligne de Jougne ne sont pas encore écartées d'une manière définitive et officielle par l'administration française.

M. Ozenne pense comme moi, que ces difficultés ne sont point encore résolues, et nous avons pu observer facilement que, dans l'opinion de celui-ci, les instructions communiquées relativement au pays de Gex, seraient plutôt de nature à prolonger les difficultés qu'à les écarter.

La prochaine séance, qui sera sans doute la dernière, a été fixée à Mercredi prochain 21 Juillet, à une heure, au Ministère des Affaires Etrangères. Si je ne reçois pas de nouvelles directions de votre part, je pense qu'il ne nous restera seulement à donner, en ce qui nous concerne, la même déclaration que les délégués français,

5. Cf. E 2200 Paris 1/61.

6. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Paris 1/78.

à formuler les points sur lesquels les parties sont tombées d'accord, à désigner ceux sur lesquels l'entente n'a pu avoir lieu, et à prendre toute la question *ad referendum*.

202

E 20/81

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Confidentiel

Wien, 9. August 1869

Ich hatte heute mit Baron Gagern, dem Referenten der Rheincorrection im Ministerium des Äussern, in dieser Angelegenheit wiederum eine Unterredung. Vom Ministerium des Innern ist dort bis jetzt noch keine Antwort in Folge der Conferenz des Hr. Landammann Häfliger u. mir mit dem Minister Giskra, eingelangt, sie wird aber täglich erwartet. Die Schuld der Verzögerung liegt an der Statthalterei in Innsbruck.

Ich erlaube mir nun, Sie zu ersuchen, die Frage der Rheincorrection auch mit dem k.k. Gesandten in Bern, Baron Ottenfels, auf das ernstlichste zu erörtern und demselben zu sagen, dass ich mich bei Ihnen darüber beklagt habe, dass ich auf mein ausführliches Promemoira über die Rheincorrection, welches ich den 28. December 1868¹ dem k.k. Ministerium des Äussern übergeben und in welchem dasselbe *dringend* ersucht habe, einen baldigen Entscheid herbeizuführen, ausser einer einfachen Empfangsbescheinigung bis heute, also nach fast *acht* Monaten, keine Antwort erhalten habe; dass ich unter dem 10. Juli² in einer Note wiederum dem k.k. Ministerium auf das *eindringlichste* vorgestellt habe, dass die Schweiz, angesichts der drohenden Gefahr für beide Rheinufer, nun nicht mehr die Zeit mit müssigem Zuwarten verlieren könne und daher die k.k. Regierung auf das ernstlichste ersuche, einen Entscheid zu treffen, u. dass auch diese Note bisher ohne Antwort geblieben sei. Es wäre gewiss *sehr zweckmässig*, wenn Sie dem k.k. Gesandten Ihr Befremden darüber ausdrücken würden, dass in dieser wichtigen Frage, die nun durch Decennien Gegenstand der Verhandlungen zwischen Österreich und der Schweiz gewesen, und die von den Technikern in wiederholten Expertisen entschieden sei, die kaisl. Regierung immer nicht zu einem bestimmten Entschlusse gelange. Es wäre daher auch gut, wenn Sie dem k.k. Gesandten bei dieser Gelegenheit bemerken würden, dass keine andere Regierung der Schweiz gegenüber hochwichtige Fragen so hinausschleppe wie die österreichische und dass insbesondere alle Angelegenheiten, die zwischen Tirol-Vorarlberg u. der Schweiz zu verhandeln seien, fast unqualificirbare Zögerungen erleiden.

1. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Vienne 1/49.

2. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/50.

Ich würde besonders deshalb grossen Werth darauf legen, dass Sie in diesem Sinne mit dem k.k. Gesandten sprechen und ihn ersuchen würden, dem Ministerium des Äusseren darüber zu berichten, *weil der Kaiser mit grosser Gewissenhaftigkeit sämtliche Berichte des k.k. Gesandten liest; und da S. M. schon einmal* (bei der Grenzregulierungsfrage³) so bestimmt auf die Erledigung einer lang schwebenden Frage mit der Schweiz gedungen hat, so hoffe ich, dass der Kaiser, wenn er den Bericht des Baron Ottenfels liest, ein gewichtiges Wort in der Rhein-correction sprechen werde.

Ich theile Ihnen *ganz confidentiel* mit, dass auch Baron Gagern der Ansicht ist, dass eine Unterredung Ihrerseits mit dem k.k. Gesandten in dem angedeuteten Sinne ein mächtiger Hebel zur Beschleunigung der Verhandlungen sein werde. Ich wiederhole nochmals, dass die ganze Verzögerung nur durch den lahmen Geschäftsgang und vielleicht auch einigen bösen Willen in Innsbruk hervorgerufen ist und dass die Dispositionen sowohl beim Ministerium des Äusseren, als bei dem des Innern für den Fussacherdurchstich durchaus günstig sind.

Ich erlaube mir noch Sie zu bitten, mir es mitzutheilen, sobald Sie mit dem k.k. Gesandten gesprochen haben, damit ich dann auch meinerseits hier wieder drängen kann.

3. Cf. n° 155.

203

E 2200 Berlin 1/1

*Le Chargé d'Affaires du Paraguay à Berlin, A. du Graty,
au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer*

L

Berlin, 26 août 1869

Confiant dans la pensée que le Gouvernement du Paraguay ne peut trouver que des sentiments de bienveillance dans le Gouvernement de la Confédération Helvétique et, agissant en cette circonstance au nom de mon Gouvernement, j'ai l'honneur, en l'absence d'un Agent Paraguayen accrédité auprès du Gouvernement de Votre Excellence, de Lui remettre copie¹ de l'office que je viens d'adresser à Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté, le Roi de Prusse, au sujet d'un incident de la guerre que soutient le Paraguay contre le Brésil, la République Argentine et celle de l'Uruguay, incident qui ne saurait manquer d'arriver à la connaissance du Gouvernement de Votre Excellence et d'appeler Son attention.

Je me permets cette communication dans l'espoir que Votre Excellence voudra bien transmettre ce document à Son Gouvernement, en daignant Lui exprimer toute la confiance que le Gouvernement de Son Excellence, Monsieur le Maré-

1. Non reproduite. Cf. E 2/1019.

chal Lopez, Président du Paraguay, a dans les principes de justice et d'équité du Gouvernement de la Confédération Helvétique, principes qui, de même que ceux qu'établit le Droit international, doivent nécessairement faire échouer les tentatives que feraient les Gouvernements alliés contre le Paraguay pour obtenir, des Puissances qui ont conservé la neutralité dans cette guerre, la reconnaissance du prétendu gouvernement paraguayen provisoire que les susdits Etats alliés viennent d'établir, à l'Assomption, dans les circonstances signalées dans le document ci-annexé.

204

E 22/1622

*Proposition du Président de la Confédération, E. Welti,
au Conseil fédéral*

Bern, 27. August 1869

Mit Circular-Depeche vom 14. März 1. J.¹ hat das politische Departement die schweizerischen Gesandtschaften in Paris, Berlin, Wien und Florenz beauftragt, ihm über den damaligen Stand der Concils-Angelegenheit im Allgemeinen und im Speciellen über folgende Fragen Bericht zu erstatten:

1. Ob und wann das ökumenische Concil zusammentreten wird?
2. Wer dazu Einladungen erhalten wird?
3. Ob der heilige Stuhl den Staaten von der Abhaltung des Concils Kenntniss geben und sie zur Beschikung desselben einladen wird?
4. Welche Stellung wird in diesem Falle die betreffende Regierung einnehmen?
5. Welche Bedeutung wird die fragl. Regierung den Beschlüssen des Concils, welche ohne Zustimmung der Staaten zu Stande gekommen sind, zuerkennen?

Als Antwort auf diese an die genannten Gesandtschaften, sowie auch an andere gutunterrichtete Amts- oder Privat-Personen gerichteten Anfragen hat das politische Departement nachstehende Berichte erhalten:

Preussen. (Depeche des Grafen Bismark an den Gl. von Röder, vom 23. März 69.) Die Königl. preussische Regierung hat bis jetzt keine Veranlassung gefunden, sich mit dem Gegenstande zu beschäftigen. Im Allgemeinen kann Graf Bismark nur sagen, dass seiner Regierung weder die übermässigen Hoffnungen noch die Befürchtungen, die man von verschiedenen Seiten daran knüpft, gegründet erscheinen. Gegen eine etwa überwiegende, extreme oder hierarchische Tendenz, glaubt die preuss. Regierung, werde sich das Heilmittel in der natürlichen Reaktion innerhalb der katholischen Welt finden, sie sieht daher ohne alle Beunruhigung dem Zusammentritt des Concils entgegen, dessen Deliberationen die staatlichen Interessen Preussens wenig berühren werden. Die Theilnahme der preussischen Bischöffe wird eine freiwillige und durch die Regierung ungehinderte sein. Von einer Betheiligung der Regierung als solcher, kann keine Rede

1. Non reproduite. Cf. n° 188, note 1. Tous les rapports cités se trouvent dans le même fonds.

sein. Wenn, was nicht zu befürchten ist, Ausschreitungen stattfinden sollten, welche in das staatliche Gebiet übergreifen, so wird die Regierung die Rechte des Staates zu wahren wissen, sie sieht aber keine Veranlassung im Voraus Fürsorge dagegen zu treffen.

(Schreiben von H. Minister Hammer vom 27. März 69) H. Hammer spricht sich in gleicher Weise über die Arbeiten der preuss. Regierung aus und fügt bei, dieselbe habe noch keine das Concil betreffende Mittheilung von dem heil. Stuhl erhalten und glaube auch nicht, dass ihr eine Einladung zur Theilnahme zukommen werde.

Östreich. (Schreiben von H. Tschudi vom 31. März 69²). Laut Mittheilungen des päpstlichen Nuntius in Wien, dürfte die Eröffnung des Concils wohl unabänderlich für den 8. Dezember l. J. bestimmt sein; er zweifelt daran, dass die Staaten eingeladen werden, die Versammlung zu beschicken und glaubt, dass auch hinsichtlich einer Notification von der Abhaltung des Concils an die Regierungen in Rom noch kein bestimmter Beschluss gefasst worden sei.

Nach den Äusserungen der verschiedenen diplomatischen Vertreter in Wien wird im Ganzen von den verschiedenen Regierungen ein sehr geringes Gewicht auf das Concil gelegt. Graf Beust berichtet H. Tschudi, dass die Concilsfrage bis jetzt von der kaiserl. Regierung noch nicht in Berathung gezogen worden sei, er sprach aber die Ansicht aus, man werde sich in Wien entsetzlich dagegen sträuben, die Concilsbeschlüsse als bindend anzuerkennen. Er fügte bei, er würde es für das Vernünftigste halten, dass seine Regierung sich über die von dem Concil einzunehmende Haltung mit Frankreich verständigen würde, denn wenn auch der Kaiser von Frankreich persönlich als Protector des römischen Stuhles vielleicht mehr als zweckmässig concediren würde, so werde doch die gallicanische Kirche jedenfalls eine freisinnigere Haltung einnehmen und sich jeder Präponderanz der römischen Kirche widersetzen.

Frankreich. (Schreiben von H. Minister Kern, vom 24. April 69) H. Kern macht auf die Interpellation aufmerksam, die H. Emil Olivier den 9. April 69 im Corps législatif an die Regierung richtete (vide Journal officiel vom 10.) sowie auf die Antwort des H. Baroche, Cultus- und Unterrichts-Minister. Was die Frage betrifft, ob sich die franz. Regierung am Concil vertreten lassen werde, so scheint es, dass noch kein bezüglicher Entschluss gefasst worden ist und dass man sich im Allgemeinen über die Concils-Angelegenheit erst nach den Wahlen aussprechen wird.

Gegen Mitte April hat sich das politische Departement neuerdings an die schweizerischen Gesandtschaften gewandt, um Auskunft zu erhalten über die Absichten der verschiedenen Regierungen, betreffend eine Circular-Depesche, die der Fürst von Hohenlohe, bairischer Minister des Äussern, an die bairischen diplomatischen Vertreter im Auslande betreffend das Concil gerichtet hat. In dieser Depesche, von welcher der bairische Geschäftsträger H. von Bibra dem Bundespräsidenten eine Abschrift übermacht hat, stellt H. von Hohenlohe folgende Fragen auf:

1. Ob u. in welcher Form die Regierungen theils die ihnen untergebenen Bischöffe, theils später das Concil selbst hinzuweisen hätten auf die bedenklichen

2. Cf. n° 188.

Folgen, welche die mit dem Concil bezwekte, berechnete und principielle Zerrüttung der bisherigen Beziehungen von Staat und Kirche herbeiführen müssten?

2. Ob es nicht zweckmässig erscheine, dass die Regierungen gemeinschaftlich, etwa durch ihre in Bern befindlichen Vertreter, eine Verwahrung oder Protestation gegen solche Beschlüsse einlegten, welche einseitig, ohne Zuziehung der Vertreter der Staatsgewalt, ohne jede vorhergehende Mittheilung über staatskirchliche Fragen oder Gegenstände gemischter Natur von dem Concilium gefasst werden möchten?

H. von Hohenlohe beauftragt seine polit. Agenten, sich über die Gesinnungen und Anschauungen der verschiedenen Regierungen zu erkundigen und denselben.

3. auch die Frage zu unterstellen, ob nicht eine gemeinsame, wenn auch nicht collective Massnahme der europäischen Staaten in einer mehr oder minder identischen Form zu ergreifen wäre, um den Römischen Hof über die dem Concil gegenüber von ihnen einzunehmende Haltung im Voraus nicht im Ungewissen zu lassen und ob nicht etwa eine Conferenz von Vertretern sämtlicher beteiligter Regierungen als das geeignetste Mittel erachtet werden könnte, jene gemeinsame Haltung einer eingehenden Berathung zu unterziehen.

Über diese verschiedenen Fragen und betreffend die Hohenloh'sische Circulardepeche im Allgemeinen sind dem politischen Departement folgende Berichte eingegangen:

Preussen. (Depesche von H. Thiele an den Gl. Röder vom 23. April 69) Wenn gleich die preussische Regierung nicht so erhebliche Befürchtungen an die Berufung des Concils knüpft, dass sie sich hätte zu irgend welchen besondern Schritten in Betreff einer Angelegenheit veranlasst finden können, welche sie zunächst als eine innere Angelegenheit der Katholischen Kirche ansehen durfte, bei welcher die Heilmittel gegen etwaige Gefahren zunächst auf dem kirchlichen Gebiete zu suchen sein würden, so hat man doch in Berlin die Bedeutung der von der königl. bairischen Regierung geltend gemachten Erwägungen nicht verkennen können und hat man keine Veranlassung, den Wünschen derselben entgegenzutreten. Die preussische Regierung hat daher in München ihre Bereitwilligkeit im Allgemeinen ansprechen lassen, an einer Verständigung der Regierungen unter einander, sei es der deutschen oder auch über die Grenzen Deutschlands hinaus, Theil zu nehmen und erklärt, auch gegen die von der königl.-bairischen Regierung angedeutete Form einer freien Conferenz zu Berathung des Gegenstandes kein Bedenken zu haben. Die königl. preussische Regierung hat aber zugleich darauf aufmerksam gemacht, dass es wünschenswerth sei, behufs einer festern Grundlage für diese Berathung noch eine nähere Kenntniss der in Rom bereits vorbereiteten oder beabsichtigten Vorlagen zu erlangen, sie sieht daher zunächst einer weitem Mittheilung der bairischen Regierung entgegen.

Österreich. (Depesche von H. Minister Tschudi, vom 26. April 69). Das K.K. Ministerium hat diese Angelegenheit noch gar nicht in den Bereich seiner Berathungen gezogen. Graf Beust äusserte sich indess dahin, dass nach seiner persönlichen Ansicht das Zweckmässigste wäre, dass man noch längere Zeit ganz ruhig zuwarte und nur die Entwicklung der Frage in Rom ins Auge fasse. Er halte Schritte, wie sie Fürst Hohenlohe zu proponiren scheine, für jetzt noch ganz unzweckmässig, indem sie höchst wahrscheinlich gerade das Gegentheil von dem, was man

bezwecken wolle, hervorbringen und in Rom zu einem grossen Widerstand reizen würden; den Beschlüssen eines Conciliums, wie des von Pio nono vorbereiteten, könne man offenbar in politischer Beziehung keine bindende Kraft zuschreiben, denn dieses Concilium sei principaliter von denen des Mittelalters verschieden. Während jene nämlich meistens von römischen Kaisern einberufen und präsidirt wurden, immer aber unter Mitwirkung der Staatsgewalt getagt und beschlossen haben, werde das nächste Concil einen einseitigen kirchlichen Charakter tragen, trotzdem man sich wahrscheinlich bemühen werde, auch wichtige politische Fragen mit demselben zu verflechten. Ein vorläufiger Protest gegen allfällig zu fassende Beschlüsse des Concils ohne Zuziehung der Vertreter der Staatsgewalt könnte nur in vollständiger Übereinstimmung der europäischen Mächte stattfinden und wirksam sein, und eine solche halte er, Graf Beust, für gar nicht erzielbar; besonders werden England und Russland höchst wahrscheinlich sich daran gar nicht betheiligen wollen, da sie alle einseitigen Beschlüsse des Concils selbstverständlich ganz ignoriren würden, überhaupt halte er, nach seiner persönlichen Anschauung, einen solchen Protest bei der gegenwärtigen Sachlage für unzuweckmässig, zum Wenigsten verfrüht.

Graf Beust hob noch hervor, dass eine sehr einflussreiche Parthei in Rom (die Jesuiten) mit aller Macht darauf hinarbeite, die päpstliche Gewalt noch mehr in Rom zu concentriren, dass sie aber nicht nur in Frankreich, sondern auch in andern Ländern eine mächtige Opposition an den Bischöffen finden werde und sich daher wahrscheinlich sogar die Vorarbeiten zum Concil im Laufe der nächsten Monate ganz anders gestalten werden, als man jetzt annehme.

Graf Bray, früher mehrere Jahre Minister in Baiern, ist der Ansicht, dass Fürst Hohenlohe die Angelegenheit etwas zu lebhaft betreibe und in seinen Befürchtungen offenbar zu weit gehe.

H. v. Hasner, K.K. Unterrichtsminister, äusserte sich confidentiell dahin, bis jetzt wisse man noch rein nichts über die Gegenstände, die im Concil verhandelt werden sollen, man könne daher unmöglich gegen etwas Unbekanntes zum Vorhin eine Verwahrung einlegen, vor der Hand sei absolut nichts anderes zu thun, als ruhig die Entwicklung der Frage abzuwarten, Zeit zum Protestiren sei immer noch hinreichend, wenn die Fragen authentisch genau praecisirt seien; er selber sei der Ansicht, man solle gar nicht gegen die allfälligen Beschlüsse protestiren, sondern eventualiter erst, wenn sie einmal gefasst seien, einfach erklären, man betrachte sie durchaus nicht als bindend.

Über eine specielle Einladung, — fügte H. von Hasner bei — die aber noch sehr problematisch sei, werde sich die kaiserl. Regierung vielleicht entschliessen, wie in frühern Zeiten, einen orator principis an das Concil zu schicken. Er, H. v. Hasner, glaube nicht, dass Einladungen erfolgen werden, denn solche müssten allen katholischen Mächten übermacht werden und Rom werde sich sicherlich nicht entschliessen, auch Italien dazu einzuladen; Italien werde aber seinerseits politische Beschlüsse des Concils energisch abweisen; er glaube, dass wenn nur ein Theil der katholischen Mächte eingeladen würde, diese höchst wahrscheinlich die Theilnahme am Concil ablehnen würden. Das Concil könne nach seiner Ansicht durchaus nur einen kirchlichen Character an sich tragen. Beschlüssen, die das Staatsleben betreffen, die einen allgemein politischen Character haben, müsse nöthigenfalls entschieden entgegengetreten werden, aber um diess zu thun, müsse

man abwarten, bis sie gefasst seien. In diesem Sinne wird der Unterrichtsminister im Ministerrathe referiren.

Frankreich. (Depesche von H. Kern, vom 24. April 69). Die Kaiserl. franz. Regierung hat die Hohenloh'sche Circular-Depesche ebenfalls mitgetheilt erhalten, es scheint aber, der Minister der äussern Angelegenheiten habe sich über deren Absichten bezügl. der bairischen Vorschläge noch keineswegs ausgesprochen, und vielmehr sich darauf beschränkt, dem bairischen Minister zu erwidern, diese wichtigen Fragen verlangen, ernsthaft geprüft zu werden, und es könne ein Entscheid erst nach reifer Überlegung erfolgen, so dass er sich also für den Augenblick nicht im Falle sehe, eine bestimmte Antwort zu ertheilen.

Man glaubt indess, die franz. Regierung werde in dieser oder jener Form alle Rechte des Staates gegen Beschlüsse, die das Concil in der Absicht, sich in die Rechte des Staates einzumischen oder dieselben zu bestreiten, allfällig fassen dürfte, wahren, denn sie könnte unmöglich die organischen Grundsätze der gallikanischen Kirche bezüglich der Beziehungen zwischen Kirche und Staat in Frage stellen lassen, ohne den intelligentern Theil der französischen Nation in einer den Interessen des Staates höchst nachtheiligen Weise zu verletzen.

Preussen. (Depesche von H. Hammer vom 30. April 69). Das preussische Ministerium hat sich über die Hohenloh'sche Circular-Depesche noch nicht ausgesprochen, sondern diesem letztern nähere Auskunft über seine Anschauung und seine Absichten verlangt. Die Preussische Regierung wünscht in dieser, wie in allen Angelegenheiten, die überhaupt das Verhältniss zur Katholischen Kirche betreffen, behutsam und schonend vorzugehen und daher auch nicht im Vorder-treffen Stellung zu nehmen.

Italien. (Depesche von H. Pioda, vom 1. Mai 69). Das öcumenische Concil beschäftigt die italienische Regierung sehr, indem sie überzeugt ist, dass der Hauptzwek desselben dahin geht, die Unfehlbarkeit des Pabstes und folgeweise gerade die Unterordnung des Concils gegenüber ihm, seine, des Pabstes, absolute Macht, die Nothwendigkeit seiner weltlichen Macht und die Verurtheilung der Principien des Staatskirchenrechts, die die modernen Staaten leiten, zu erklären. Die Regierung konnte indess bis jetzt nicht zu einer Entschliessung kommen; die Einen waren der Ansicht, man solle sich jeder Einmischung in diese Frage enthalten, indem man auf diesem Wege vollkommen freie Hand behalte; Andere arbeiteten im Sinne der Intervention, indem sie geltend machten, es sei besser, man beuge hiemit allfälligen, zu Differenzen führenden Beschlüssen des Concils vor oder schwäche sie wenigstens. Während man so im Zweifel war über die Haltung, die die italienische Regierung in dieser Frage einnehmen soll, langte die Hohenloh'sche Circular-Depesche an und zog das Ministerium aus der Verlegenheit. Die italienische Regierung wird die Einladung Baiern's unbedingt annehmen.

Die französische und die österreichische Gesandtschaft neigen sich mehr der Ansicht zu, man solle nicht interveniren. Während einiger Zeit gab man sich der Hoffnung hin, das Concil dürfte verschoben werden, allein wenn man die Entschiedenheit des Pabstes Pius IX. ins Auge fasst, so kann man nicht leicht an eine Verschiebung glauben. Jetzt ist man auch allgemein der Ansicht, dass, ganz ausserordentliche Ereignisse ausgenommen, das Concil an dem angegebenen Tage der unbefleckten Empfängniss eröffnet werde.

Wenn man die «Civiltà catholica», officielles Organ der römischen Curie, liest

und die Handlungen und Worte des vollkommen von den Jesuiten beeinflussten Pabstes Pius IX. näher prüft, so wird man über das Ergebniss des Concils keinen Zweifel haben können. Die Jesuiten sind in den 5 Congregationen, die die dem Concil zu unterbreitenden Fragen vorzubereiten haben, in der Majorität und, was bis jetzt nicht erlebt wurde, vier derselben, worunter der General, haben in dem Staats-Secretariat (Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten) eine amtliche Stellung.

Es steht daher zu erwarten, dass das Programm des Concils hauptsächlich die Bestätigung des Sylabus, d. h. der Encyclica von Pius IX. vom 8. December 1864, enthalte und dass die Allmacht des Pabstes, seine Erhabenheit über die Fürsten und selbst über das Concil und die persönliche Unfehlbarkeit der Päbste sowie die Nothwendigkeit ihrer weltlichen Herrschaft in dem Concil proklamirt werden.

Wird sich das Concil hiezu hergeben? Man ist veranlasst es zu glauben, denn die Geistlichkeit der verschiedenen Nationen hat bereits, um sich gegen die Principien der Neuzeit aufzulehnen, auf jedes Vorrecht verzichtet sowie auch auf alle und jede Opposition gegen die Römische Curie. Diese letztere hat zudem eine zahlreiche Reserve in den Bischöffen in partibus infidelium und in den den religiösen Instituten vorstehenden Geistlichen, welchen sie nöthigenfalls Stimmrecht geben kann.

Preussen. (Depesche von H. Minister Hammer vom 19. Mai 69). Man beobachtet in Rom immer das grösste Stillschweigen betreffend die Vorarbeiten zum Concil und man vernimmt absolut nichts über die Frage, ob die Staaten dazu eingeladen werden sollen.

Die Antworten der verschiedenen Regierungen auf die Circular-Depesche des Fürsten von Hohenlohe sprechen, mit Ausnahme derjenigen von Florenz, wenig Neigung und viel Rükhaltung aus; einen Abschlag enthalten sie indess nicht. Benedetti hat in Berlin erklärt, Frankreich werde die Unfehlbarkeit des Pabstes nie anerkennen.

Im Allgemeinen ist man geneigt, einer gemeinsamen Besprechung der verschiedenen Staaten alle Beschlüsse des Concils zu unterbreiten, die auf das politische Gebiet übergreifen würden, in Frankreich trifft man sogar Geneigtheit, den heiligen Stuhl zu veranlassen, über die Gegenstände, welche das Concil zu behandeln hat, sich zum Voraus auszusprechen. Durch vorzeitige Stellungnahme besorge man vielerorts provocirend zu wirken. In einer Depesche, die das österreichische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten an den Grafen Ingelheim, östr. Minister in München unterm 15. Mai 1869 adressirt hat, spricht sich Graf Beust ungefähr folgendermassen aus:

Eine Regierung, die wie die österreichisch-ungarische die Cultusfreiheit grundsätzlich anerkennt, wäre nicht consequent, wenn sie in einer Angelegenheit interveniren wollte, die, gestützt auf die Constitution der catholischen Kirche, in der Competenz dieser letztern liegt und wenn sie derselben mit einem Preventiv-System und beschränkenden Maassregeln entgegentreten wollte. Wir glauben hierauf bezüglich darauf aufmerksam machen zu müssen, dass in keinem Staate, der das Princip «der freien Kirche im freien Staate» anerkennt und in dem dieses Princip ernstlich in die öffentliche Meinung übergegangen ist, sich irgendwelche Befürchtungen wegen der Beschlüsse des Concils geltend gemacht haben und dass man in keinem dieser Staaten daran gedacht habe, hierauf bezüglich Vor-

sichtsmaassregeln zu treffen. Und, indem die Kaiserl. Königl. Regierung den Grundsatz anerkennt, dass die Religions-Genossenschaften der ausgedehntesten Freiheit theilhaftig sein sollen, so lange sie nicht mit den Rechten des Staates in Collision kommen, findet sie auch in dem gegenwärtigen Stande der Dinge keine rechtlichen oder irgendwie dringlichen Motive, um sofort dem Vorschlage der bairischen Regierung Folge zu geben, obschon sie die Wichtigkeit dieses Vorschlages keineswegs verkennt.

Was die von dem Concil zu erwartenden Ergebnisse betrifft, so kann man jetzt hierüber nur Vermuthungen haben, denn man weiss über die in demselben zur Behandlung kommenden Fragen nur, was man durch die allgemeinen Angaben der Convocations-Bulle erfahren hat. Jedenfalls könnte man dem Concil seine Handlungsfreiheit auf dem Gebiete der rein dogmatischen Fragen nicht bestreiten. Mit Bezug auf die die Staatskirche betreffenden Fragen und diejenigen, die zugleich die Religion und die bürgerlichen Rechte berühren, wäre jetzt schwer zu entscheiden, ob wirklich zu befürchten ist, dass die Differenzen, die bis jetzt auf diesem Gebiete zu Tage getreten sind, durch die Berathungen und Beschlüsse des Concils noch gesteigert werden und für die Sicherheit des Staates noch gefahrbringender werden dürften. Wir können das Vorhandensein einer solchen Gefahr weder bestreiten noch bestätigen, wir nehmen aber an, die Bischöffe der katholischen Welt, die in ihrer Mehrzahl Ländern angehören, deren Gesetzgebungen vollständig säcularisirt sind, werden mit genauen Kenntnissen über die politischen Nothwendigkeiten unseres Jahrhunderts ausgerüstet in Rom eintreffen. Wir glauben im Weitern, es werden sich genug Prälaten finden, die aufrichtig dahin wirken werden, dass der Friede zwischen Kirche und Staat aufrechterhalten werde, und es scheint uns daher nicht im Interesse der Regierungen zu liegen, diese Ideen von Staatswegen zu patronisiren und so deren Bedeutung zu vermindern. Man kann übrigens noch nicht sagen, wie der heilige Stuhl, der bei der gegenwärtigen politischen Situation der Welt jedenfalls die Vorgänge der frühern Jahrhunderte betreffend die Theilnahme der weltlichen Fürsten am Concil weder erneuern will noch kann, wir sagen, wie der heilige Stuhl unter solchen Umständen sich gegenüber den Regierungen mit Bezug *[auf]* diejenigen Fragen benehmen wird, betreffend welcher die Beschlüsse des Concils ohne die Anerkennung durch den Staat nicht vollzogen werden könnten. Jedenfalls sind aber die Regierungen, nach unserer Ansicht, in einer Lage, die ihnen erlaubt mit allfällig in Sachen zu thuenen Schritten noch zuzuwarten.

Wenn das Concil wirklich versuchen sollte, in das Gebiet der Rechte des Staates überzugreifen, und wenn man zuverlässige Anzeichen für derartige Absichten wahrgenommen hätte, so wäre die kaiserl. königl. Regierung der Ansicht, dass es nützlich und sogar nothwendig wäre, dass neben den Schritten, die die einzelnen Staaten thun würden, um diese Übergriffe zu verhindern oder von denselben abzurathen, die Regierungen gemeinsam handeln und sich über die zum Schutze der Rechte des Staates zu treffenden Maassregeln verständigen.

Wir glauben aber, man solle, so lang es sich nur um Vermuthungen handelt, keine diplomatische Conferenz provociren, denn eine solche Conferenz würde vor allem die Schwierigkeit darbieten, dass es in Ermanglung aller genauer Auskunft sehr schwierig wäre, in derselben zu einem definitiven Einverständniss zu gelangen, und dass dieselbe (die Conferenz) leicht glauben machen könnte, man

beabsichtige, die Freiheit der katholischen Kirche zu controliren und zu vermindern, welche Vermuthung unausweichbar die Gemüther sehr aufregen würde, ohne auf der andern [*Seite*], von irgend welchem Nutzen zu sein.

Die kaiserl. königl. Regierung anerkennt immerhin das Interesse und die Bedeutung der von H. von Hohenlohe zum Zwecke eines auf diese Frage bezüglichen Gedankenaustausches unter den verschiedenen Regierungen gethanen Schritte.

Das unterzeichnete Departement war im Weitem im Falle, von den Berichten, die die österreichische Gesandtschaft in Rom zu verschiedenen Zeitpunkten an das Ministerium der Auswärtigen Angelegenheiten in Wien das Concil betreffend adressirt hat, Kenntniss und Abschrift zu nehmen. (Die bezügl. Abschriften, resp. Auszüge finden sich nachfolgend als Beilagen vor.)

Florenz. (Depesche von H. Minister Pioda vom 26. Mai 1869.) Mittheilung der Broschüre «Le Concile œcuménique et les droits de l'Etat. Paris. E. Denton 69». Es ist diese Broschüre, die der Feder eines hochgestellten geistlichen Würdenträgers zugeschrieben wird, ganz mit den Ansichten der Ital. Regierung übereinstimmend, wie sie dieselben in dem an ihre diplomatischen Agenten gerichteten Circular vom 30. Avril l. J. kundgegeben hat.

Man versichert, die präparatorischen Congregationen in Rom beschäftigen sich damit, dieselbe zu widerlegen und die Motife für deren Verurtheilung zu sammeln.

Die Antworten auf das ital. Circular sind noch nicht bekannt. Die katholischen Regierungen scheinen vorerst die Initiative von Seite Frankreichs abzuwarten.

Frankreich. (Depesche von H. Minister Kern, in Paris, vom 24. Juni 69.) H. Lavalette hat sich dahin erklärt, selbst bis jetzt habe die kaiserl. Regierung keinen Entschluss gefasst, er glaube aber nicht, dass Frankreich sich bei dem Concile durch einen Abgeordneten der weltlichen Macht werde vertreten lassen, ebensowenig schein ihm wahrscheinlich, dass Frankreich für Abhaltung einer Conference im Sinne des Vorschlages von Hohenlohe sich aussprechen werde; ihm schein vorläufig das Angemessenste, wenn jede Regierung ihre Staatsrechte wahre, insofern wirklich in Rom dieselben gefährdende Schlussnahmen gefasst werden sollten. Offenbar sieht Lavalette und wohl die französische Regierung überhaupt den Zusammentritt dieses Concils nicht gerne, wenigstens scheute er sich nicht, diess für sich persönlich deutlich zu verstehen zu geben.

Seither sind dem politischen Departement keine direkten Berichte mehr zugekommen, nach den allgemein bekannten Nachrichten ist es aber unzweifelhaft, dass die grosse Mehrzahl der verschiedenen Staaten die Einladung des Fürsten von Hohenlohe nicht angenommen hat, wenigstens für so lange nicht, als man über die von dem Concil zu fassenden Beschlüsse nicht genauere Auskunft erlangt und man also nicht weiss, ob wirklich Beschlüsse in Aussicht stehen, gegen welche zu protestiren die Regierungen sich veranlasst sehen dürften.

II

Nachdem wir nun die Anschauungen und Entschliessungen der verschiedenen auswärtigen Regierungen näher dargelegt haben, wird es am Platze sein zu erörtern, welche Schritte von Seiten des Bundesrathes gegenüber dem bevorstehenden Concil und speciell gegenüber der Hohenloh'schen Circulardepesche zu

geschehen haben. Es wird die Frage absichtlich ganz allgemein gestellt, weil, abgesehen von der Eröffnung des bairischen Minister-Präsidenten, diese Angelegenheit eine nicht zu unterschätzende Bedeutung für die Eidgenossenschaft in sich trägt.

Die Stellung, welche der Bund eventuell zu nehmen hat, ist vor Allem durch seine Competenz bestimmt. Dieselbe ist ihm ausschliesslich durch Art. 44, Lemma 2 der Bundesverfassung vorgezeichnet, welches folgendermassen lautet:

Den Cantonen, sowie dem Bunde, bleibt vorbehalten, für Handhabung der öffentlichen Ordnung und des Friedens unter den Confessionen die geeigneten Maassnahmen zu treffen.

Ist dieser Frieden verletzt? Das ist die Frage, von welcher die Beurtheilung aller andern abhängt.

Indem wir sie beantworten, glauben wir, derselben keinen zu engen Sinn unterlegen zu sollen. Es unterliegt keinem Zweifel, dass die Intervention des Bundes nicht erst die vollendete Friedensstörung abzuwarten braucht, sondern dass auch die blossen *Gefährdung* die eidg. Dazwischenkunft begründen würde, sobald diese letztere als Folge bestimmt ermittelter Thatsachen wahrscheinlich ist.

Es ist das der Standpunkt, auf welchen sich mit vollem Rechte auch die Note des Fürsten Hohenlohe stellt.

Eine unbefangene Prüfung der Verhältnisse muss nun offenbar zu dem Schlusse führen, dass von einer Verletzung des Friedens oder auch nur von einer Gefährdung desselben durch die bis jetzt wegen des Concils durch den römischen Stuhl angeordneten Maassnahmen nicht die Rede sein kann.

Gewiss ist es nicht zweifelhaft, dass auf dem Concil dogmatische Grundsätze aufgestellt werden, die in geradem Widerspruch mit der heutigen Cultur sich befinden und die dem Fortschritte dieser letztern grosse Hindernisse in den Weg legen werden. Nicht weniger klar liegt aber vor, dass diese Betrachtung den Bund noch nicht berechtigt, solchen Befürchtungen gegenüber präventive Maassregeln zu treffen, abgesehen davon, dass solche wohl schwerlich in ausgiebiger Weise gefunden werden könnten.

Einschneidender als die dogmatischen Beschlüsse, welche übrigens den jetzigen Stand der Dinge schwerlich zu überbieten im Falle sein werden, können die Dekrete und Verordnungen ausfallen, die sich auf gemischte staatskirchliche Verhältnisse beziehen. In erster Linie kommt hier die Ehe in Betracht. Das Concil kann übrigens auch auf diesem Gebiete kaum etwas Neues bringen. Die Kirche nimmt schon nach ihrer heutigen Gesetzgebung alles in Anspruch, was sich auf das Eherecht bezieht und verdammt die gemischten Ehen in einer Weise, dass sich von den Concil wohl eine Wiederholung, kaum aber eine Verschärfung der betreffenden Vorschriften und Strafandrohungen denken lässt. Ganz dasselbe gilt für alle andern Fragen, bei denen das Gebiet zwischen Kirche und Staat streitig ist: Civilstand, religiöser Schulunterricht, Beerdigungsplätze etc.

In allen diesen Beziehungen wird das Concil die Gegensätze zwischen den Confessionen aufs Neue schärfen, es wird die bisherigen Lehren der Kirche mit dem Glanze seiner Autorität umgeben und die Rückwirkungen werden sich in den Beziehungen zwischen Staat und Kirche, sowie zwischen den einzelnen Individuen rasch genug bemerkbar machen. Trotzdem ist aber nichts zu befürchten, was

nicht aus dem jetzigen Gegensatz der Confessionen heute schon als Gefahr hervorgehen könnte.

Ganz besondere Wichtigkeit legt die bairische Depesche dem Umstand zu, dass auf dem Concil die Unfehlbarkeit des Pabstes als Glaubenssatz ausgesprochen werden soll. Diese Frage, sagt Fürst Hohenlohe, reiche weit über das rein religiöse Gebiet hinaus und sei hoch politischer Natur, da hiemit auch die Gewalt der Pabste über alle Fürsten und Völker (auch die getrennten) in weltlichen Dingen entschieden und zum Glaubenssatz erhoben werde. Es ist nicht zu verkennen, dass diese Anschauung für monarchische Staaten ihre Berechtigung hat. Der Fürst von Gottes Gnaden, der sein Recht für sich und seine Nachfolger nur aus der Verwandtschaft mit seinem Vorgänger ableitet, dessen Person sogar in constitutionellen Staaten als heilig, unverletzlich und unverantwortlich erklärt wird, muss mit einiger Besorgniss erfüllt werden, wenn der geistliche Mitregent, der ohnediess mit Beziehung auf «Heiligkeit» voransteht, auch noch die Unfehlbarkeit für sich in Anspruch nimmt. Für die Republik aber kann «die Unfehlbarkeit» des Pabstes ebensowenig politische Folgen haben, als «die unbefleckte Empfängniss Mariae».

Zudem besteht noch keinerlei Gewissheit, ob dieses Dogma nur zur Annahme vorgeschlagen werden wird, wie denn überhaupt aus den, im ersten Theil dieses Berichtes enthaltenen Nachrichten hervorgeht, dass die sämtlichen Traktanden des Concils zur Zeit noch völlig unbekannt sind.

Schon darum erscheinen präventive Schritte der Staaten völlig ungerechtfertigt und es würden collective Maassnahmen gegen bloss mögliche, nur in der Vorstellung existirende Gefahren weit eher Furcht des Staates gegenüber der Kirche als Stärke bekrunden.

Die innere Lebenskraft des schweizerischen Staates und seiner Cultur ist stark genug, um allen Gefahren zu begegnen, die uns aus dem Concil erwachsen könnten; die letzte innere Revolution der Eidgenossenschaft hat diess hinlänglich bewiesen, indem sie einen gefährlicheren Feind als die jesuitischen Dogmen, nämlich die Jesuiten selbst besiegte und ungefährlich machte.

Wir dürfen aber getrost der Kirche ihre volle Freiheit lassen, sich im Concil zu vereinigen und dort nach Gutfinden ihre Angelegenheiten zu ordnen. Den Missbrauch der Freiheit dürfen wir auf diesem Gebiete so wenig als auf andern präsumiren; jedenfalls werden wir um so berechtigter und um so fester gegen ihn auftreten können, je liberaler unsere Haltung vorher gewesen ist.

Wenn daher der Bundesrath auf die bairische Depesche eine Antwort ertheilen will, so wird er die vorgeschlagenen collectiven Maassregeln, sowie die eventuelle Conferenz der europäischen Staaten abzulehnen im Falle sein.

Soviel in Erfahrung gebracht wurde, hat sich denn auch mit Ausnahme der italienischen, keine einzige Regierung unbedingt und rükhaltlos für den Antrag ausgesprochen und es ist in dieser Beziehung namentlich von Interesse, die confidentielle Depesche Bismarks an den hiesigen preussischen Gesandten mit der Antwort Preussens auf die Hohenloh'sche Note zu vergleichen.

Dagegen lässt sich auf der andern Seite keineswegs verkennen, dass der Schritt des bairischen Ministerpräsidenten den europäischen Regierungen den Anlass geboten hat, sich offen gegen die Tendenzen des Ultramontanismus auszusprechen und den bestimmten Willen der weltlichen Macht zu constatiren, alle Ein-

griffe, welche das Concil in seinem Gefolge haben könnte, mit Festigkeit zurückzuweisen.

Diesen Erfolg hat die Hohenloh'sche Depesche bereits erzielt und sie ist insofern keineswegs wirkungslos geblieben.

Das politische Departement beantragt Ihnen, die Note des bairischen Ministerpräsidenten nach beiliegendem Entwurfe zu beantworten.³

3. *Approuvée par le Conseil fédéral dans sa séance du 6 septembre 1869. Cf. PVCF E 1004 1/78, 3436. Pour la note du Conseil fédéral, cf. n° 206.*

205

E 1004 1/78

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 31 août 1869¹*

3370. Norddeutsche Gesandtschaft, Gotthardbahn betreff.

Die Veranlassung zu dieser Sitzung ist der Einlauf einer Note des Kanzlers des Norddeutschen Bundes an die Norddeutsche Gesandtschaft in Bern vom 27. lf. Mts.² über die Konferenz der betreffenden Staaten in Sachen der Gotthardbahnangelegenheit, welche dem Bundespräsidium durch Herrn General von Roeder sofort zur Kenntnis gebracht wurde und im Wesentlichen Folgendes enthält:

«Es würde schon früher Instruktion an die Gesandtschaft erfolgt sein, wenn man geglaubt hätte, dass der Zeitpunkt schon gekommen sei, um eine bestimmte Stellung in der Frage einzunehmen, ob an einer mittel- oder unmittelbaren Subventionierung Theil genommen werden soll. Auch jetzt noch halte man den Zeitpunkt nicht gekommen, da aus den Plänen und Vorlagen noch kein sicheres Urtheil über den Kostenaufwand und die Mittel, welche die Schweiz zur Ausführung des Unternehmens beitragen könne, zu gewinnen sei. Im Hinblike jedoch auf die nächste Herbstsitzung der schweizerischen Räthe, erkläre sich der Norddeutsche Bund bereit, an der beabsichtigten Konferenz Theil zu nehmen, um zur Vervollständigung der Vorlagen zu gelangen. Das Eingehen in Verhandlungen über die Geldfrage könne jedoch ohne die Genehmigung des Reichstages nicht stattfinden, welchem die gepflogene Korrespondenz vorzulegen sei.»

Der Bundesrath hat hierauf beschlossen:

1. Es sei die Konferenz auf den 15. September nächsthin nach Bern einzuladen.
2. Seien das politische Departement und das Departement des Innern beauftragt, Anträge zu hinterbringen:

1. *Absent: J.J. Challet-Venel.*

2. *Non reproduite. Cf. E 13 (B) 71.*

- a. über die vom Bundesrath zu dieser Konferenz zu ernennenden Abgeordneten.
 - b. über die der diesseitigen Abordnung zu ertheilenden Instruktionen.
- Anzeige ad 1 an die Gesandtschaften von Italien, Grossherzogthum Baden und Preussen, beziehungsweise Norddeutschen Bund.

206

E 1001 (E) q 1/84

Le Conseil fédéral au Chargé d'Affaires de Bavière à Berne, A. von Bibra

Copie
N

Bern, 6. September 1869

Ew. Hochwohlgeboren haben dem Bundespräsidenten die Abschrift einer Note¹ mitgetheilt, welche Seine Durchlaucht der Fürst von Hohenlohe in Betreff des abzuhaltenden ökumenischen Concils unterm 9. April d. Js. an Sie gerichtet hat und worin die Frage unserer Erwägung anheimgegeben wird, ob nicht eine gemeinsame Massnahme der europäischen Staaten zu ergreifen wäre, um den Römischen Hof über die gegen das Concil einzunehmende Haltung im voraus nicht im Ungewissen zu lassen und ob nicht etwa eine Konferenz von Vertretern sämtlicher beteiligter Regierungen als das geeignetste Mittel erachtet werden könnte, jene gemeinsame Haltung einer eingehenden Berathung zu unterziehen.

Indem wir Ew. Hochwohlgeboren diese Mittheilung bestens verdanken, beehren wir uns, dem Herrn Minister-Präsidenten unsere Genugthuung darüber kund zu geben, dass Hochderselbe den Regierungen die Gelegenheit geboten hat, sich über die ohne Zweifel sehr wichtige Angelegenheit in einer Weise auszusprechen, die ihre Wirkung nicht verfehlen wird.

Wir nehmen unsererseits keinen Anstand zu erklären, dass wir die in der Circularnote ausgesprochenen Grundsätze über die Pflichten der Staaten gegenüber den befürchteten Ausschreitungen des Concils vollkommen theilen und vorkommenden Falles nicht anstehen werden, denselben nachzukommen.

Da aber die Bundesbehörden der Eidgenossenschaft nach ihrer konstitutionellen Stellung nicht berufen sind, die Beziehungen zwischen dem Staat und der Kirche gesetzgeberisch zu ordnen, ihnen vielmehr nur ein allgemeines Aufsichtsrecht zur Wahrung des staatlichen Friedens zusteht, so befindet sich der Bundesrath nicht in der Lage, gegen eventuelle Beschlüsse, welche das Concil ohne Zustimmung der Vertreter der Staatsgewalt über Gegenstände gemischter Natur einseitig fassen könnte, zum Voraus Verwahrung einzulegen oder sonstige präventive Vorkehren zu treffen.

Gegenüber den geistlichen Behörden der Eidgenossenschaft dürfen wir uns solcher Massregeln um so eher enthalten, als denselben die verfassungsmässigen Mittel schon hinlänglich bekannt sind, welche die Bundesbehörden in den Stand

1. Non reproduite. Cf. E 22/1622; pour l'affaire traitée par le Conseil fédéral, cf. n° 204.

sezen, solchen Beschlüssen des Conciliums zu begegnen, die sich mit den Prinzipien unserer Staatsordnung in Widerspruch setzen oder den Frieden unter den Konfessionen gefährden würden.

Immerhin glauben wir uns der Hoffnung hingeben zu können, durch diese unsere Erklärung die Absicht der k. Bayerischen Regierung thatsächlich gefördert zu haben und bitten wir Ew. Hochwohlgeboren, diese Note zur Kenntniss S. Durchlaucht des Fürsten von Hohenlohe bringen zu wollen.

207

E 1001 (E) q 1/84

Le Conseil fédéral au Comité du Gothard, à Lucerne

Copie

L

Bern, 8. September 1869

Am 5. April d. Js.¹ hatten wir die Ehre, Ihnen Abschrift von denjenigen Noten mitzutheilen, welche in Beziehung auf eine schweizerische Alpenbahn beziehungsweise auf das Gotthardunternehmen unterm 31. März an die Gesandtschaften des Norddeutschen Bundes und des Königreiches Italien von uns erlassen worden sind.

Nachdem nun sowohl von obigen Staaten, als auch von der grossh. badischen Regierung² die Bereitwilligkeit ausgesprochen worden ist, an sachfälligen, jedenfalls unerlässlichen Konferenzverhandlungen theilzunehmen, so haben wir den Beginn dieser Unterhandlung auf künftigen Mittwoch den 15. diess anberaumt, an welchem Tage Morgens 10 Uhr die Konferenzen im Bundesrathhause dahier eröffnet werden.

Wir richten nun an Sie das Gesuch, unsern Bevollmächtigten, bestehend in dem Bundespräsidium und den Herren Bundesrathen Schenk und Dubs, Ihrerseits eine Abordnung beizugeben, welche namentlich über alle technischen und finanziellen Fragen des Unternehmens Auskunft zu geben im Falle wäre. Diese Experten hätten während der Dauer der Konferenzen sich unserer Abordnung zur Verfügung zu halten und würden, so oft letztere es wünschen sollte, an den Verhandlungen, die technischer oder finanzieller Natur sind, mit berathender Stimme theilzunehmen haben.

1. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/83. Cf. aussi nos 186 et 187.

2. Cf. n° 189.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 13 septembre 1869¹

3530. Bundesrätliche Abordnung zur internationalen Konferenz i. S. der
Gotthardbahn.

Der von den diesseitigen Delegirten zu der internationalen *Konferenz in Sachen der Gotthard-Bahn* vom 15. diess vorgelegte Entwurf² einer *bundesrätlichen Instruktion* für diese Berathungen wurde genehmigt.

Es lautet dieselbe also:

1. Der Bundespräsident wird die Konferenz eröffnen und dieselbe zu ihrer Konstituierung veranlassen. Er wird den Wunsch aussprechen, dass über die Verhandlungen ein Protokoll geführt werde, und hiefür den Sekretär des politischen Departements in Vorschlag bringen. Desgleichen wird er die Beiziehung eines Übersetzers beantragen.

2. Die Abgeordneten werden dem Bundesrathe über den Gang der Verhandlungen regelmässig Bericht erstatten und weitere Instruktionen schriftlich begründen und begutachten.

3. Die schweiz. Abordnung hat als oberste Richtschnur für die Verhandlungen im Auge zu behalten, dass die politische Stellung der Schweiz, ihre Unabhängigkeit und Neutralität absolut intakt bleiben soll. Sie wird verlangen, dass die zu bildende Unternehmung ohne ausdrückliche Genehmigung der Bundesbehörden keinerlei Fusionen mit in- oder ausländischen Eisenbahngesellschaften eingehen dürfe, und dazu wirken, dass diese Unternehmung überhaupt auch in der Art der Bestellung der Gesellschaftsbeförden eine freie und selbständige Stellung erhalte.

4. Die Abgeordneten werden das von der Gotthard-Vereinigung vorgelegte Projekt als Basis der Unterhandlungen in Vorschlag bringen. Sollten die vorgeschlagenen Linien beanstandet oder bezüglich der Anlage der Bahn, des Tunnels, der Zufahrtlinien etc. abweichende Ansichten in der Konferenz eröffnet werden, so werden die Abgeordneten nach vorläufiger Besprechung dieser Fragen mit den Delegirten der Gotthard-Vereinigung dem Bundesrath darüber Vorlage machen.

Im Besondern wird denselben aufgetragen, bei der Feststellung des Tracé dafür mitzuwirken, dass die in den Plan aufgenommene Monte-Cenere-Linie festgehalten werde.

5. Über die der Unternehmung zuzuweisenden Subsidien hat die Abordnung zunächst nur die Erklärungen der übrigen Delegationen entgegenzunehmen und dem Bundesrath zu berichten, an welche Bedingungen diese Subsidienzusagen geknüpft werden und speziell auch, welche Stellung für die Repräsentanten des

1. Absents: V. Ruffy, J.J. Challet-Venel.

2. *Vraisemblablement du 13 septembre. Cf. E 13 (B) 71.*

Subsidienkapitals gegenüber dem Aktienkapital verlangt werde. Der Bundesrath behält sich vor, diese Frage einer speziellen Prüfung zu unterwerfen.

6. Insofern von den subventionirenden Staaten gewisse Aufsichtsrechte hinsichtlich der Bedingungen für den Beginn der Arbeiten, den Bau und Betrieb der Bahn beansprucht werden wollen, so wird den Abgeordneten in dieser Beziehung eine möglichst reservirte Stellung empfohlen und es haben dieselben hierüber zu weiterer Beschlussfassung dem Bundesrathe Bericht zu erstatten.

7. Die Abgeordneten werden ermächtigt, sich Namens der Eidgenossenschaft für den Betrag derjenigen Subsidien zu verpflichten, welche von den Kantonen und schweizer. Eisenbahngesellschaften zugesagt worden sind, immerhin unter Vorbehalt der endgiltigen Ratifikation der Contribuenten.

Die Übernahme einer selbständigen Subvention von Seiten des Bundes oder die Übernahme einer finanziellen Opfer in sich schliessenden Garantie für die Vollendung der Unternehmung werden die Abgeordneten dagegen ablehnen, wenn sie zur Sprache gebracht werden sollte.

8. Die Abgeordneten haben dem Bundesrath einen speziellen Bericht über die Frage zu erstatten, ob dem Unternehmen eine indirekte Unterstützung von Seite der Eidgenossenschaft in folgender Weise zugewendet werden soll:

a. durch Gewährung zollfreier Einfuhr der Eisenbahnbestandtheile im Sinne des bestehenden Gesetzes für die Dauer einer gewissen Anzahl Jahre.

b. durch Erweiterung dieser Konzession auch auf die für den Bau nothwendigen Maschinen und Arbeitsgeräte.

c. durch Überlassung des erforderlichen Sprengpulvers zum Kostenpreise.

d. durch Verabfolgung der jährlichen Schneebruchkosten am Gotthard gegen entsprechende Verpflichtung der Gesellschaft zu ganzer oder theilweiser Offenhaltung der Strasse, eventuell durch Ablösung derselben durch eine entsprechende Kapitalsumme.

9. Die schweiz. Delegation wird sich mit der Abordnung der Gotthard-Vereinigung in Verbindung setzen und dieselbe namentlich über alle Fragen technischer und finanzieller Natur zu Rathe ziehen. Insofern in wesentlichen Punkten ein Einverständnis mit dieser Abordnung nicht erzielt werden kann, haben die Delegirten bei dem Bundesrathe neue Instruktionen einzuholen.

So oft in der Konferenz die Mitwirkung der Abordnung der Gotthard-Vereinigung wünschenswerth erscheint, ist dieselbe zu den Verhandlungen beizuziehen.

10. Die Delegirten haben für alle ihre Zusagen die Ratifikation des Bundesrathes, resp. der Bundesversammlung vorzubehalten und vor Unterzeichnung eines Vertrages besondere Vollmacht des Bundesrathes einzuholen.

209

E 2200 Berlin 1/1

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer

L

Bern, 6. Oktober 1869

In der hier abschriftlich folgenden Eingabe¹ übermacht uns die Regierung des Kantons St. Gallen die Reklamationen zweier im genannten Kantone eingebürgerter, ehemaliger Württemberger, nämlich:

des Kaufmanns Joseph Fidel Durner, früher von Ravensburg, jetzt Bürgers von Steinach, &

des Bäckers Joseph Patriz Diemer, früher von Ellwangen, jetzt Bürgers von Degersheim,

welche sich beschweren, dass sie, ihrer diesseitigen Naturalisation ungeachtet, von den württembergischen Behörden selbst unter Androhung der erheblichsten Rechtsnachtheile, wie Vermögensentzug u. dgl. zum Militärdienste verhalten werden wollen.

Verhält sich die Sache durchwegs so, wie die Reklamanten angeben, so muss diess natürlich ein sofortiges energisches Einschreiten von unserer Seite zur gerechten Folge haben. Indessen gestehen wir, dass es uns fast unbegreiflich erscheint, wie Württemberg zu Forderungen sollte gelangen können, die ebenso sehr mit der wegen gegenseitiger Militärdienstbefreiung unterm 10. Februar/4. März 1859 abgeschlossenen Übereinkunft², als mit dem unterm 18 März d. J. vereinbarten Niederlassungsvertrage³ im grellen Widerspruche stünden.

Wir laden Sie daher ein, über das Sachverhältnis bei der Kön. württembergischen Regierung die nötigen Erkundigungen einzuziehen; eventuell wären Sie beauftragt, auf Rücknahme der in Frage stehenden Massregeln zu dringen & für die Zukunft gegen ähnliche Verfügungen Verwahrung einzulegen.

1. Du 27 septembre 1869. Non reproduite.

2. RO VI, p. 218.

3. RO IX, p. 814.

210

E 2/97

*Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Paris, C. Lardy,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Paris, 8 octobre 1869

J'ai reçu ce matin seulement, 8 octobre, l'office¹ que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 5 de ce mois, relativement à la représentation de la Suisse à la cérémonie de l'ouverture du Canal de Suez. Ce retard, indépendant de ma volonté, m'a empêché de répondre plus promptement à votre office.

1. Non reproduit. Cf. E 2200 Paris 1/75.

Comme vous demandiez une réponse télégraphique, je vous confirme le télégramme que je vous ai adressé aujourd'hui à 3 heures, et qui est conçu comme suit: «Suezcanal Secretäre und Attachés durchaus nicht erforderlich, können aber beigegeben werden. Keine Geschenke. Brief folgt.» Je m'empresse de vous communiquer le résultat des démarches faites dans le sens de votre office.

Je me suis rendu chez le chef du cabinet du Ministre des Affaires Etrangères, M. Armand. Ce dernier m'a fait observer qu'il lui était fort difficile de me répondre, attendu que la France est représentée à l'ouverture du Canal de Suez par l'Impératrice. Comme il s'agit uniquement d'une mission de courtoisie, la suite de l'Impératrice se compose de chambellans, etc.; il ne lui a été adjoint aucun fonctionnaire politique ou commercial. Quant à la question des présents, la France n'en a jamais faits, ni au Sultan ni au Khédive d'Egypte, et n'en fera pas à l'occasion de l'inauguration du Canal.

Le Ministre des Pays-Bas, auquel je me suis ensuite adressé, m'a également répondu que son gouvernement ne ferait pas de présents; le prince Henri de Hollande, qui assistera à l'ouverture, étant vice-amiral, est accompagné de deux adjoints, mais il n'a point de secrétaire.

Il m'a paru utile de consulter aussi le représentant d'un pays essentiellement continental, et je me suis adressé encore au Ministre de Bavière à Paris. La Bavière n'a pas de traités avec la Porte ou avec le Khédive d'Egypte. Aussi le gouvernement bavarois ne se fera-t-il probablement pas représenter. En aucun cas, le gouvernement bavarois ne fera de présents, et s'il envoyait une mission, il déléguerait plutôt un agent commercial, par exemple un employé du Ministère du Commerce; cet agent ne serait pas, dans l'opinion du représentant de la Bavière à Paris, accompagné de secrétaires ou attachés.

La plupart des autres gouvernements se faisant représenter par des membres des familles régnantes, la suite sera essentiellement personnelle, comme c'est le cas pour l'Impératrice des Français et le prince Henri de Hollande.

211

E 1004 1/79

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 13 octobre 1869¹

3891. Schweiz. Delegation zur internationalen Konferenz in Sachen der Gotthardbahn. Ermächtigung zur Unterzeichnung des Schlussprotokolls u. eines Vertrages mit Italien.

Mündlicher Vortrag.

Das Präsidium eröffnet, dass die Unterhandlungen der internationalen Konferenz in Sachen der *Gotthard-Eisenbahn* dahin gediehen seien, dass ein Schluss-

1. Absents: V. Ruffy, W.M. Naeff.

protokoll vereinigt und zum unterzeichnen bereit sei. Dass jedoch auf Grundlage desselben ein Vertrag mit Italien abgeschlossen werden müsse mit der Bestimmung, dass bis zu einer näher zu bezeichnenden Frist über die Subventionssumme feste Erklärung abgegeben werden und auch den übrigen Konferenzstaaten der Zutritt zu diesem Vertrage offen behalten bleiben müsse.

Nach obgewalteter Diskussion ist beschlossen worden: es seien die diesseitigen Delegirten ermächtigt:

1. zur Unterzeichnung des erwähnten Schlussprotokolls.²

2. zum Abschluss eines, auf Grundlage dieses Schlussprotokolls beruhenden Vertrages mit Italien³.

Protokollauszug an die herwärtige Delegation (Hr. Bundespräsident Welti und Mitabgeordnete) zur Vollziehung unter Anschluss der betreffenden Vollmachten.

(Im übrigen konfidentiell zu behalten.)

2. *Reproduit en annexe.*

3. *RO X, pp. 528—539.*

ANNEXE

K I 439

Protocole final
des
Conférences internationales
qui ont eu lieu à Berne en Septembre et Octobre 1869,
entre
la Confédération de l'Allemagne du Nord, le Grand-Duché de Bade, le Royaume d'Italie,
la Confédération suisse et le Royaume de Wurtemberg
pour la
construction du chemin de fer par le St-Gothard.
Du 13 Octobre 1869.

La Conférence s'est réunie aujourd'hui en séance de clôture pour constater que ses membres sont tombés d'accord sur les points suivants:

Article premier.

Les Etats qui ont pris part aux Conférences s'unissent pour assurer la jonction entre les chemins de fer allemands et les chemins de fer italiens par le moyen d'un chemin de fer suisse à travers le St-Gothard.

Le réseau du St-Gothard à construire pour atteindre ce but comprend les lignes suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Immensee-Goldau,

Zoug-St-Adrien-Goldau,

Goldau-Fluelen-Biasca-Bellinzone,

Bellinzone-Lugano-Chiasso,

Bellinzone-Magadino-Frontière italienne vers Luino,

Bellinzone-Locarno.

Dans le but de faciliter l'exécution de ces lignes, les Etats qui ont pris part à la Conférence accorderont en commun une subvention à la société qui se formera pour la construction et l'exploitation

du chemin de fer du St-Gothard. Cette subvention sera fournie par l'intermédiaire de la Confédération suisse et d'après les dispositions plus précises du traité.

Dans l'organisation de cette Société, le Conseil fédéral prendra les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de l'entreprise et de tous les engagements qu'il a contractés dans le présent traité. A cet effet, les statuts de la Société devront être soumis à l'approbation du Gouvernement fédéral.

Art. 2.

Pour que le chemin de fer du St-Gothard puisse remplir les conditions d'une grande ligne internationale, il ne doit pas, à son point culminant, avoir plus de 1162 $\frac{1}{2}$ mètres de hauteur au-dessus du niveau de la mer; le rayon minimum des courbes ne devra pas être inférieur à 300 mètres et le maximum des pentes ne devra pas excéder 25‰. Pour le cas où il serait nécessaire de dépasser le 25‰ entre Biasca et Lavordo, on demandera à cet effet l'autorisation du Conseil fédéral, qui, sur ce tronçon, pourra accorder une augmentation jusqu'à 26‰.

La durée de la construction du tunnel à établir en ligne droite entre Gæschenen et Airolo est présumée être de 9 années. Le commencement des travaux sera fixé par le Conseil fédéral.

La ligne de Fluelen à Biasca sera construite à double voie. Sur le reste de la ligne Goldau-Bellinzone les tunnels seront construits pour une double voie, mais les travaux d'art et de terrassement pourront être exécutés pour une seule voie.

Toutes les autres lignes pourront n'être établies que pour une simple voie.

Art. 3.

Les lignes du réseau du St-Gothard seront construites dans l'ordre suivant, et la durée de la construction est pour chacune d'elles fixée comme suit:

Les lignes de Biasca au Lac Majeur et de Lugano à Chiasso devront être achevées 3 ans après la constitution de la société.

L'Italie s'engage à ce que pour la même époque le tronçon de raccordement de Chiasso à Camerlata soit construit et mis en exploitation.

Les travaux sur les autres lignes du réseau devront être entrepris en temps nécessaire pour qu'ils puissent être achevés et que ces lignes soient ouvertes simultanément avec la grande galerie de Gæschenen à Airolo.

Les lignes dont la construction est supposée de 2 $\frac{1}{2}$ années sont les suivantes:

Lucerne-Kussnacht-Goldau,
Zoug-St-Adrien-Goldau,
Biasca-Bellinzone,
Lugano-Chiasso,
Bellinzone-Frontière suisse (Pino),
Bellinzone-Locarno.

Les lignes dont la construction est supposée de 4 $\frac{1}{2}$ années sont les suivantes:

Goldau-Fluelen,
Fluelen-Gæschenen,
Airolo-Biasca,
Bellinzone-Lugano.

Art. 4.

La Confédération suisse pourvoira à ce que, par un passage sur le Rhin près de Bâle, le chemin de fer Central suisse soit relié au réseau du Grand-Duché de Bade.

L'Italie construira un chemin de fer sur la rive gauche du Lac Majeur, rejoignant le chemin [*de fer*] suisse sur la frontière près de Pino à un des points du réseau italien situé sur la route directe de Gènes.

Les parties contractantes s'engagent d'une manière générale à faire leur possible pour que les lignes d'accès au réseau du St-Gothard soient corrigées dans le sens d'un raccourcissement, et en particulier la Confédération s'engage à faire ses efforts pour obtenir la construction d'un tronçon qui permette d'éviter le détour sur la station d'Altstätten.

Au cas où cette ligne de raccourcissement ne serait pas construite au moment de la mise en exploitation de la ligne du St-Gothard, il serait procédé à une réduction équivalente du tarif des transports.

Art. 5.

La Suisse s'engage à ce que toutes les parties de la ligne telles qu'elles devront être construites en vertu du traité soient livrées le plus tôt possible à l'exploitation, lorsqu'elles seront terminées.

Dès que toute la ligne sera achevée, l'exploitation en devra être organisée. L'organisation du service de l'exploitation sera soumise à l'approbation du Conseil fédéral.

Art. 6.

Les cas de force majeure réservés, l'exploitation du chemin de fer du St-Gothard devra être assurée contre toute interruption et elle devra dans toutes ses parties répondre à ce qu'on est en droit d'exiger d'une grande ligne internationale.

Toutefois, la Suisse se réserve de prendre les mesures nécessaires pour le maintien de la neutralité et pour la défense du pays.

Art. 7.

Les Gouvernements qui ont pris part aux conférences feront leurs efforts pour faciliter le plus possible, en vue de l'intérêt commun, le trafic entre l'Allemagne et l'Italie, et à cet effet, ils chercheront à provoquer sur le chemin de fer du St-Gothard un transport des personnes, des marchandises et des objets postaux le plus régulier, le plus commode, le plus rapide et le meilleur marché possible.

La Compagnie du chemin de fer du St-Gothard organisera, avec les chemins de fer des Etats subventionnants de l'Allemagne et du Royaume d'Italie, sur la demande des administrations de ces chemins de fer, un service direct (cumulatif), pour le transit sur le St-Gothard.

La Suisse s'engage à prendre les mesures nécessaires pour que les trains soient organisés de telle manière qu'autant que possible ils coïncident sans interruption avec les chemins de fer de l'Allemagne et de l'Italie.

Elle s'engage aussi à faire établir sur la ligne du St-Gothard en été au moins trois trains de voyageurs par jour dans les deux directions et en hiver au moins deux. Ces trains chemineront sans interruption et l'un d'eux sera un train express.

Art. 8.

Pour ce qui concerne le trafic transitant d'Allemagne en Italie et *vice versa*, on a fixé comme suit les taxes maximales de transports:

Voyageurs.

I^{re} classe 50 centimes par lieue suisse; II^{me} classe 35 centimes, et III^{me} classe 25 centimes. Toutefois, pour les parties de la ligne ayant une pente de 15‰ et plus, l'entreprise du St-Gothard pourra exiger une surtaxe de 50%.

Marchandises.

Grande vitesse: 45 cent. par tonne et par kilomètre, sans aucun supplément de taxe.

Petite vitesse: 1° pour les matières brutes, telles que le charbon, le coke, le minerai, les terres, les engrais, le soufre, les pierres, le bois, etc., de même que pour le fer et les marchandises brutes en fer, en tant que ces objets sont expédiés en wagons complets, la taxe ne pourra excéder 5 centimes par tonne et par kilomètre, avec une surtaxe de 3 centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne qui offrent des pentes de 15‰ et au-dessus. 2° Pour toutes les autres marchandises, la taxe ne pourra excéder 14½ centimes par tonne et par kilomètre, ou 19½ centimes par tonne et par kilomètre pour les parties de la ligne ayant des pentes de 15‰ et au-dessus, tout autre supplément de taxe étant exclu.

Art. 9.

Quand l'intérêt du capital-actions excédera le 9%, la Compagnie sera tenue de procéder à la réduction des taxes, et en première ligne à celle des surtaxes.

Art. 10.

La Société du chemin de fer du St-Gothard est tenue de faire jouir, pour le transport des personnes et des marchandises d'Italie, pour l'Italie et à travers l'Italie, les chemins de fer des Etats subventionnants au moins des mêmes avantages et des mêmes facilités qu'elle aura accordés soit à d'autres chemins de fer en dehors de la Suisse, soit à des parties et à des stations particulières de ces chemins de fer, soit enfin aux stations frontières suisses. Elle ne peut entrer dans aucune combinaison avec d'autres chemins de fer suisses par laquelle ce principe se trouverait violé.

En particulier, les réductions de tarifs que voudrait accorder le chemin de fer du St-Gothard en vue d'activer le trafic pour l'Italie, de l'Italie et à travers l'Italie, devront, avant leur mise en vigueur, être communiquées à temps aux Gouvernements des Etats subventionnants, et, sur leur demande, les réductions de tarifs dont il s'agit devront être accordées à partir de la même époque pour les chemins de fer et les districts concurrents.

Art. 11.

Les Etats qui ont pris part aux Conférences sont tombés d'accord pour fixer à 85 millions de francs le chiffre de la subvention nécessaire pour rendre possible l'établissement du chemin de fer par le St-Gothard.

Art. 12.

Un tiers des subsides sera payé en neuf annuités égales. Relativement au paiement des deux autres tiers, les dispositions suivantes feront règle:

a) Pour chaque exercice il sera transmis, en temps opportun, aux Etats subventionnants, un programme et un devis des travaux à opérer dans la grande galerie du St-Gothard.

b) Le Conseil fédéral fixera l'époque du commencement du premier exercice, et à la fin de chaque exercice il fera connaître aux autres Etats le montant de la somme qui a été réellement dépensé.

Le paiement de cette somme s'effectuera après la vérification des travaux, faite en conformité de l'art. 16. Toutefois ces paiements ne pourront excéder la somme portée au budget de l'exercice.

Le paiement des annuités égales et celui des sommes consacrées chaque année à la construction du tunnel s'effectueront en espèces entre les mains du Gouvernement fédéral, un mois après la vérification des travaux de construction dudit tunnel.

On liquidera, lors du dernier versement, le solde éventuel de la subvention totale.

Art. 13.

Les Etats se réservent un droit de participation aux résultats financiers de l'entreprise, en ce sens qu'aussitôt que l'intérêt annuel des actions dépassera le 7%, la moitié de l'excédent sera partagée entre les Etats subventionnants, dans la proportion de leurs subsides.

Art. 14.

Les subsides seront mis à la disposition du Gouvernement fédéral suisse, d'après les prescriptions de l'art. 12 ci-dessus. Ce Gouvernement fera parvenir ces subsides en même temps que ceux de la Suisse à la Compagnie, avec laquelle il aura à s'entendre sur la construction et l'exploitation du chemin de fer du St-Gothard.

Art. 15.

La Confédération suisse prendra l'engagement général de faire exécuter les prescriptions du traité, relatives à la construction du chemin du St-Gothard.

En particulier, elle devra exiger de la Société un cautionnement correspondant d'une manière suffisante aux obligations contractées par elle. Ce cautionnement consistera en un dépôt d'espèces ou de bonnes valeurs et il ne sera restitué que lorsque la Société aura rempli ses obligations ou qu'elle aura fourni les garanties nécessaires sous une autre forme.

Le Conseil fédéral se prononcera sur toutes les questions qui ont trait à la construction de la grande galerie.

Il s'engage à présenter aux Etats contractants des rapports périodiques sur la marche et l'état des travaux, de même que sur le résultat de l'exploitation.

Art. 16.

Chaque Etat contractant aura le droit de prendre, sur les lieux, connaissance de l'état des travaux après avoir désigné au Gouvernement suisse les personnes qu'il chargera de cette inspection.

Chaque année à une époque déterminée on procédera à la vérification des travaux des deux grandes galeries du St-Gothard et du Monte-Cenere. Le Conseil fédéral invitera les Etats contractants à envoyer des délégués pour assister à cette opération: un procès-verbal sera dressé et signé par les délégués présents.

Art. 17.

S'il existe dans les concessions cantonales des dispositions contraires à celles du présent traité, ces dispositions seront abrogées par la publication de ce dernier.

Si un Canton suisse entravait d'une manière quelconque l'établissement ou l'exploitation de la ligne du St-Gothard, la Confédération évoquerait à elle l'affaire et prendrait l'initiative des mesures nécessaires.

Art. 18.

La Société peut être actionnée à son siège social.

S'il survient des contestations en matière de droit civil entre la Confédération et l'entreprise du St-Gothard, elles seront réglées par le Tribunal fédéral.

Art. 19.

Au cas où la concession du chemin du St-Gothard viendrait à être transmise à une autre société, cette transmission devra être approuvée par le Conseil fédéral, qui prend l'engagement de pourvoir à ce que toutes les stipulations du présent traité restent entièrement en vigueur.

Dans le cas où une fusion viendrait plus tard à être opérée entre des chemins de fer suisses et le chemin de fer du St-Gothard, ou si la Société du St-Gothard construisait de nouvelles lignes, les obligations incombant à cette dernière passeraient à l'entreprise plus étendue, en tant qu'elles se rapportent à l'exploitation.

Relativement à la participation des Etats au subside de 85 millions, mentionné à l'art. 11, les Délégations font les déclarations suivantes:

L'*Allemagne du Nord*: «La mission des délégués de la Confédération de l'Allemagne du Nord était d'étudier sous toutes ses faces la possibilité de réaliser le projet du St-Gothard et de rapporter une idée exacte quant aux fonds sur lesquels on pourrait compter de la part des Etats les plus intéressés à cette entreprise.

C'est basé sur ce rapport que le Chancelier de la Confédération, M. le comte de Bismark, se proposerait de porter les actes provisoirement stipulés par la haute Conférence à la connaissance et à la décision du Conseil fédéral et de la Diète de l'Allemagne du Nord. Du reste, les délégués de la Confédération du Nord doivent mentionner ici le fait que toute subvention à fournir de sa part ne pourrait être destinée qu'à l'établissement du chemin de fer du St-Gothard, à l'exclusion de tout autre passage par les Alpes.»

La *Délégation badoise* déclare que le Gouvernement grand-ducal, après avoir déjà porté à la connaissance du Gouvernement suisse, par une note officielle datée du 5 Avril dernier, que ce serait au passage du St-Gothard seul qu'il serait en état de fournir des subsides, et considérant le résultat final des Conférences internationales, est disposé à participer à la subvention de 85 millions de francs à fournir à l'entreprise du chemin de fer du St-Gothard par la somme de trois millions de francs, le consentement des États du Grand-Duché restant réservé.

L'*Italie* concourra à l'œuvre du St-Gothard pour une somme de 45 millions de francs. Elle prend en outre l'engagement de faire les raccordements nécessaires entre Chiasso et Camerlata, comme aussi entre la frontière suisse, sur la rive gauche du lac Majeur, et un point à son choix du réseau italien.

La *Délégation suisse* déclare que la Suisse fournira un subside de 20 millions de francs.

Le *Royaume de Wurtemberg*. En décidant de prendre part aux travaux de la Conférence internationale, le Gouvernement du Wurtemberg est parti de la supposition que, relativement au trafic

entre le Wurtemberg et l'Allemagne d'une part, et l'Italie (par le St-Gothard) de l'autre, on reconnaît le principe de l'acheminement sur les lignes les plus courtes.

Comme cet espoir ne s'est pas réalisé dans les négociations qui ont eu lieu jusqu'à présent, le Wurtemberg doit faire dépendre d'une entente ultérieure avec Bade, sur leurs rapports réciproques de concurrence pour le service des transports entre l'Allemagne et l'Italie, la question d'une subvention à accorder à l'entreprise du St-Gothard en général et la question plus spéciale du chiffre de cette subvention.

Dans ce sens, les représentants du Wurtemberg ne peuvent qu'en référer à leur Gouvernement sur toute proposition relative aux subventions.

212

E 1004 1/79

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 15 octobre 1869¹

3907. Gotthardbahn, Modifikation der Konzession, Vorlage an die Bundesversammlung.

Departement des Innern. Vortrag mündlich.

Das Departement macht darauf aufmerksam, dass, nachdem nun die Verhandlungen der internationalen Konferenz i. S. der *Gotthardbahn* durch ein Schlussprotokoll² und einen Vertrag mit Italien³ beendet seien, in Folge der Ergebnisse dieser Unterhandlungen eine Abänderung des Beschlussentwurfes betreffend die Konzessionen für den Bau und Betrieb der Gotthardbahn sich als Nothwendigkeit ergebe und nachdem es seine diessfälligen Anträge begründet hat, ist nach obgewalteter Diskussion beschlossen worden: es seien die diessfälligen Vorlagen an die gesetzgebenden Räte in folgender Fassung vorzulegen:

Eingang und Art. 1 wie in den bereits gedruckten Beschlussentwürfen.

Artikel 2, 3^{tes} Alinea, lit. a sei so zu fassen:

a. im Falle des Rückkaufes im 30., 45. und 60. Jahre ist der 25fache Werth des durchschnittlichen Reinertrages derjenigen zehn Jahre, die dem Zeitpunkt, in welchem der Bund den Rückkauf erklärt, unmittelbar vorangehen; im Falle des Rückkaufes im 75. Jahre der 22 $\frac{1}{2}$ fache, im Falle des Rückkaufes im 90. Jahre der 20fache und im Falle des Rückkaufes im 99. Jahre der 18fache Werth dieses Reinertrages zu bezahlen, immerhin in der Meinung, dass dabei die durch den Staatsvertrag begründeten Rechte der Subventionen vorbehalten bleiben und die Entschädigungssumme in keinem Falle weniger als das über die Subventionen hinaus verwendete Anlagekapital betragen darf.

b. diese Litera wurde gestrichen; litera c dagegen als lit. b beibehalten.

Weitere Abänderungen an dem ehemaligen Entwurf sind nicht vorgenommen worden.

An die gesetzgebenden Räte mit nachträglicher Botschaft.

1. *Absent: V. Ruffy.*

2. *Cf. n° 211, annexe.*

3. *Cf. RO X, pp. 528—539.*

3908. Bericht an die Bundesversammlung über die internationalen
Konferenzverhandlungen.

Im Weitern ist beschlossen worden: es sei der Bundesversammlung ein kurzer Bericht⁴ über die stattgehabten *Verhandlungen der internationalen Konferenz* unter Anschluss des Schlussprotokolls und Vertrages mit Italien zur Notifikation, unter gleichzeitiger Motivirung darüber, warum der Vertrag nicht zur Ratifikation in gegenwärtiger Session vorgelegt werden könne, zu übermitteln.

4. *Reproduit en annexe.*

ANNEXE

Message

du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale concernant le chemin de fer du St-Gothard.⁵

Berne, 15 octobre 1869

Dans notre message du 19 Juillet dernier⁶, par lequel nous avons eu l'honneur de vous demander la concession pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer à travers le St-Gothard et d'un autre chemin de fer par le Splügen, nous vous avons informés que les Gouvernements de l'Allemagne du Nord, du Royaume d'Italie et du Grand-Duché de Bade, qui, par note du 31 Mars⁷ et du 5 Avril 1869⁸, ont ensemble assuré leur coopération à la construction d'un chemin de fer à travers le St-Gothard, en nous demandant la présentation d'un plan destiné à servir aux délibérations, avaient été invités à envoyer leurs délégués à une Conférence convoquée à Berne.

Cette Conférence internationale, à laquelle le Royaume de Wurtemberg s'est décidé à prendre part après l'ouverture des négociations, a, le 13 Octobre courant, terminé ses travaux et inséré ses résolutions en un Protocole final⁹, signé le même jour par tous les Etats représentés.

Ce Protocole final fixe toutes les conditions des subventions à fournir éventuellement par les Etats intéressés à l'entreprise du St-Gothard, et si l'on n'en a pas fait l'objet d'un Traité formel entre tous les Etats, cela provient de ce que deux des Etats représentés à la Conférence ne se trouvaient pas encore en position de prendre une obligation quant à la subvention que lesdits Etats auraient à fournir.

Les Plénipotentiaires de l'Italie ayant déclaré que, de leur côté, ils étaient prêts à conclure dès à présent, sur la base du Protocole final, un Traité obligatoire avec le Gouvernement fédéral suisse, nous avons cru devoir d'autant plus prêter les mains à la réalisation de cette idée, que les délégués des autres Etats non seulement n'ont pas fait d'objection, mais qu'en outre plusieurs d'entre eux ont même formulé le désir que la Convention à conclure forme la base du Traité auquel les autres Etats pourraient adhérer plus tard.

Nos Plénipotentiaires ont donc signé, le 14 de ce mois, une Convention avec l'Italie¹⁰, qui, sauf quelques changements de rédaction, est identique au Protocole final de la Conférence et ne diffère

5. Cf. FF 1869/III, pp. 57—60.

6. FF 1869/II, pp. 570—585.

7. Cf. n° 186 et 187.

8. Cf. n° 189.

9. Cf. n° 211, annexe.

10. Cf. RO X, pp. 528—541.

de ce Protocole qu'en ce sens que la Suisse et l'Italie, dans la supposition que l'Allemagne du Nord contribuera aux subsides pour 20 millions de francs, s'engagent formellement à participer à l'entreprise, la première pour 20 millions et la seconde pour 45 millions.

Bien que dès maintenant nous ne soyons pas encore en position de soumettre cette Convention à votre ratification, ce qui ne pourra avoir lieu que lorsque les Cantons suisses et les Compagnies de chemins de fer suisses auront pris des engagements formels quant aux 20 millions de subvention assurés par nous au nom de la Suisse, et lorsque le Canton du Tessin aura concédé la ligne de raccordement Bellinzone-Magadino-Frontière italienne, nous avons cru néanmoins qu'au moment où nous soumettons à vos délibérations et à votre approbation la ratification de la concession du chemin de fer par le St-Gothard, il était de notre devoir de vous soumettre aussi les actes qui se trouvent en relation intime avec cette question, savoir: le Protocole final et la Convention avec l'Italie.

En ajournant un examen plus approfondi de ces deux actes jusqu'à ce qu'il nous soit permis de vous demander de ratifier la Convention avec l'Italie, nous devons maintenir les propositions que nous vous avons faites le 19 Juillet dernier, relativement à la ratification des concessions présentées, en en exceptant l'article 2, alinéa 4, du projet d'arrêté sur les concessions pour le chemin de fer du St-Gothard, au sujet duquel nous avons décidé de vous proposer la rédaction suivante:

«Dans le cas du rachat à l'expiration de la 30^e, 45^e et 60^e année, on paiera 25 fois la valeur de la moyenne du produit net pendant les dix ans précédant immédiatement l'époque à laquelle la Confédération a annoncé le rachat; dans le cas du rachat à l'expiration de la 75^e année, il sera payé 22¹/₂ fois, à l'expiration de la 90^e année, 20 fois, et à l'expiration de la 99^e année, 18 fois la valeur de ce produit net; il est bien entendu toutefois que les droits stipulés par le Traité restent réservés aux subventions et qu'en aucun cas le chiffre de l'indemnité ne pourra être inférieur aux sommes qui, abstraction faite des subventions, constitueront le capital social. Du produit net qui doit être pris pour base de ce calcul, seront défalquées les autres sommes qui sont portées sur le compte d'exploitation ou attribuées à un fonds de réserve.»

La lettre *b* est supprimée.

La lettre *c* devient la lettre *b*.

Si nous vous proposons ces modifications, c'est que, d'après les stipulations du Protocole final et de la Convention avec l'Italie, il ne peut plus être question de «*sommes données sans aucune prétention à des intérêts ou au remboursement,*» parce que les subventions doivent prendre part aux bénéfices si le revenu net atteint une certaine somme, et qu'il paraît nécessaire de ne pas laisser de doute sur le fait que ces droits attribués aux subventions resteraient intacts, alors même qu'aurait lieu le rachat des chemins de fer par la Confédération.

Nous n'avons pas soustrait du revenu net les sommes qui seront attribuées non point à la Société, mais aux subventions. Nous nous sommes surtout laissé guider à cet égard par la considération que le premier terme de rachat expire déjà, d'après nos propositions, dès l'année 1903, époque à laquelle le réseau sera livré à l'exploitation depuis 20 ans à peine, et où, par conséquent, il ne reviendra aux subventions qu'un intérêt très faible ou pas d'intérêt du tout.

Quant aux conditions du rachat après la 99^e année, on ne peut pas les déterminer comme cela a eu lieu jusqu'à présent, parce que ce calcul donnerait un résultat tout à fait anormal. S'il peut être question d'un rachat après la 99^e année, nous proposons pour cette opération un changement aux dispositions adoptées jusqu'ici, en ce sens qu'on prendrait pour base le produit net, et cela en le multipliant par 18 après avoir opéré une dépréciation convenable, ou, éventuellement, en adoptant pour point de départ le capital, déduction faite des subventions.

Avec ces modifications, nous avons l'honneur de vous recommander les projets de décrets qui vous ont été soumis, en vous faisant observer qu'au chiffre 2 de l'introduction accompagnant le message du 19 Juillet 1869, il y aura lieu de tenir compte des observations faites dans le présent message.

*Proposition du Chef du Département de l'Intérieur, K. Schenk,
au Conseil fédéral*

Anschluss der Vorarlbergerbahn

Bern, 28. Oktober 1869

Der zwischen der Schweiz, Bayern und Österreich am 5. August 1865¹ abgeschlossene Staatsvertrag über die Herstellung einer Bodenseegürtelbahn ist bekanntlich bis jetzt ohne Vollzug geblieben und gleichwohl nicht ausser Kraft getreten.

Der Grund dieses auffallenden Verhältnisses liegt darin, dass der Vertrag den einzelnen Staaten für Ertheilung der erforderlichen Konzessionen keinen Termin setzte und von Österreich die bei dem Vertragsschluss in Aussicht gestellte Konzession bis dahin nicht ertheilt worden ist. In der Folge dessen wurden selbstverständlich auch die auf bayerischem und schweizerischem Gebiete liegenden Theile der Bahn nicht ausgeführt und konnten auch, ohne den Vertrag zu zerstören, unausgeführt bleiben, da der Art. 6 des Vertrages die Baufrist von 3 Jahren ausdrücklich erst von der Ertheilung der Konzession für die österreichische Bahnstrecke an datirt. Diese fragliche Konzession wurde laut den Eröffnungen der österreichischen Gesandtschaft vom 1. März 1868² deshalb nicht ertheilt, weil die Gewährung der von den Konzessionsbewerbern nachträglich angesprochenen Begünstigungen finanzielle Opfer erheischten, welche der österreichischen Staatsverwaltung nur dann hätten zulässig erscheinen können, wenn sie die Realisirung eines grössern, die Eisenbahn-Verbindung Vorarlbergs mit dem gesammten österreichischen Bahnnetze umfassenden Unternehmens bezweckt hätten.

In neuester Zeit ist nun die Angelegenheit dadurch in ein neues Stadium getreten, dass österreichischer Seits die Erstellung einer Eisenbahn von Bludenz über Feldkirch und Bregenz an die österreichisch-bayerische Grenze bei Loiblach mit Zweigbahnen von Lautrach an die österreichisch-schweizerische Grenze bei St. Margarethen und von Feldkirch an die Rheingrenze bei Buchs in bestimmte Aussicht genommen und deren Ausführung durch das Gesetz vom 20. Mai d. J. ausser Zweifel gesetzt ist.

Dieses Projekt entspricht nach der einen Seite hin, d. h. so weit es die eigentliche Gürtelbahn betrifft, den Stipulationen des Vertrags vom 5. August 1865, weicht aber von denselben darin ab, dass an die Stelle der in dem Vertrag vorgesehenen Zweigbahn Feldkirch—Rüthi eine solche Feldkirch—Buchs gesetzt werden will.

Mit Note vom 26. August³ hat uns die österreichische Gesandtschaft von diesen neusten Entschliessungen der österreichischen Regierung Kenntniss gegeben und damit den Antrag verbunden, es möchte schweizerischerseits zu dieser

1. Cf. *RO VIII*, pp. 599—609.

2. *Non reproduit*. Cf. *PVCF E 1004 1/72*, 896.

3. *Non reproduite*.

Abänderung die Zustimmung erteilt, beziehungsweise zu einer Revision des Vertrags von 1865 bezüglich dieses Punktes Hand geboten werden.

Da es sich zunächst um Anschlüsse auf dem Gebiete des Kantons St. Gallen handelt, so wurde der dortigen Regierung die fragliche Note zur Vernehmlassung mitgeteilt. Der Inhalt derselben kam bald zur öffentlichen Kenntniss und rief im Rheinthal eine bedeutende Bewegung hervor, indem das mittlere Rheinthal den ursprünglich angenommenen Anschluss in Rüthi durchaus festgehalten wissen wollte, während das obere Rheinthal das neue österreichische Projekt, respektive den Anschluss in Buchs als durchaus rationell und im allgemeinen Interesse liegend lebhaft befürwortete.

Die Regierung von St. Gallen sprach sich in ihrer Vernehmlassung vom 27. September⁴ dahin aus, dass sie ihrerseits von dem durch Staatsvertrag vom 5. August 1865 vereinbarten Anschluss bei Rüthi abgehen und einem südlicher gelegenen beipflichten könne, jedoch nur unter der ausdrücklichen Verwahrung, dass nachfolgenden Bedingungen Rechnung getragen und solche in den Staatsvertrag aufgenommen werden:

1. Als Anschlusspunkt wird Haag empfohlen, jedoch der Anschluss in Buchs nicht unbedingt abgelehnt.

2. Bezüglich des Betriebs wird verlangt, dass der Bahnstrecke Lindau—St. Margarethen ein durchgehender, mit den bayerischen und schweizerischen Bahnzügen in genauer Verbindung stehender Betrieb gesichert werde.

3. In den Verkehrsbeziehungen des vorarlbergisch-tyrolischen Bahnnetzes zu den schweizerischen Linien und umgekehrt soll als allgemeiner Grundsatz anerkannt werden, dass der gegenseitige Verkehr nicht durch künstliche Tarifkombinationen von der kürzesten Linie abgelenkt werde.

4. Es soll die Zusicherung gegeben werden, dass aller über und von Lindau, beziehungsweise Lautrach nach Buchs und weiter, sowie aller über Buchs nach Lautrach und Lindau und weiter gehender Verkehr zwischen den österreichischen Bahnen und den Vereinigten Schweizerbahnen getheilt werde.

5. Es soll von Österreich die Zusicherung verlangt werden, dass es die Erstellung einer Lokomotiv- oder Pferdebahn, welche früher oder später von Oberriet in der Richtung nach Feldkirch, beziehungsweise zum Anschluss an die Feldkirch—Bregenzer-Bahnabtheilung gebaut werden wollte, gestatten werde, sobald es schweizerischerseits verlangt werde.

Abgesehen von diesen Hauptpunkten erheische die veränderte Sachlage Abänderungen auch bei andern Artikeln und es erscheine daher eine Revision des genannten Vertrages nicht nur in dem von Österreich gewünschten Punkte unerlässlich.

Die Eingabe der Regierung von St. Gallen schliesst mit dem Ansuchen, es wolle der Bundesrath:

1. an die österreichische und bayerische Regierung die Einladung richten, zur Revision des sogenannten Gürtelbahnvertrages vom 5. August 1865 Hand zu bieten, zu diesem Zwecke Abgeordnete zu bezeichnen und dieselben mit den erforderlichen Instruktionen zu versehen;

2. ihr Gelegenheit zu verschaffen, in einer Konferenz mit uns, respektive

⁴ *Non reproduite.*

unsern Abgeordneten über die den herwärtigen Vertretern für die Verhandlungen zu ertheilende Instruktion nähere Erörterung zu pflegen.

Zu diesen Akten ist in den letzten Tagen noch eine Petition aus dem obern Rheinthale gekommen (datirt Werdenberg, den 22. Oktober)⁵, in welcher die Anschlussfrage erörtert und das Eingehen auf das Begehren von Österreich empfohlen wird.

Was nun zunächst die allgemeine Frage betrifft, ob Seitens der Schweiz auf das Begehren Österreichs überhaupt eingetreten, respektive zur Revision des Vertrages vom 5. August Hand geboten werden solle, so kann der Entscheid nicht zweifelhaft sein. Mag auch die projektirte österreichische Linie einzelnen Interessen schweizerischer Bahnunternehmungen Gefahr und Nachtheil bringen, so sind andererseits die bedeutenden Vortheile, welche durch die Realisirung des Projektes für den allgemeinen Verkehr in Aussicht stehen — die direkte Eisenbahnverbindung mit Lindau, später mit Friedrichshafen und den von diesen Plätzen ausgehenden wichtigen Transitbahnen, das doppelte Debouché nach Feldkirch, beziehungsweise Innsbruck und von dort einerseits nach den österreichisch-ungarischen Gebieten, andererseits über den Brenner nach Italien usw. so einleuchtend, dass es Seitens der Schweiz Thorheit wäre, nicht dazu Hand zu bieten, und zwar um so mehr, als eine Ablehnung zu einer die schweizerischen Verkehrsinteressen im höchsten Grade benachtheiligenden Gestaltung der Dinge führen müsste.

Hinwieder wird auf eine ausschliesslich auf die Ersetzung der Linie Rüthi—Feldkirch durch eine Linie Buchs—Feldkirch beschränkte Revision des Vertrags, wie diess Österreich zu beanspruchen scheint, nicht eingetreten werden können.

Bei dem damaligen Vertrage handelte es sich im Wesentlichen um die Erstellung einer Verbindungsbahn zwischen dem Endpunkte der bayerischen Bahn und Lindau mit St. Margarethen, dem vorgeschobensten Punkte des schweizerischen Eisenbahnnetzes, und gleichzeitig um die Herstellung einer Verbindung zwischen den österreichischen Städten Bregenz und Feldkirch über schweizerisches Gebiet. Jetzt dagegen haben wir in der projektirten Linie Bludenz—Feldkirch—Bregenz das äusserste Stück einer wichtigen Transitlinie nach Osten und Süden vor uns, welche allerdings gleichzeitig durch eine Zweigbahn nach St. Margarethen, aber mehr nur accessorisch, die Gürtelbahn zur Realisirung bringt. Die Gesichtspunkte, von denen aus der frühere Vertrag geschlossen wurde, sind jetzt nicht mehr ganz dieselben, und auch die Lage der Interessen ist gegenüber dem neuen Projekte theilweise eine andere, als sie bei dem alten Projekte war. Bestimmungen des frühern Vertrages, auch solche, die nicht direkt die Linie Rüthi—Feldkirch betreffen, können ihre Bedeutung jetzt verloren haben, und andererseits kann die veränderte Sachlage jetzt Vereinbarungen erheischen, welche in dem frühern Vertrag nicht enthalten gewesen sind, wie diess die verschiedenen Postulate beweisen, welche von der Regierung von St. Gallen in ihrer Vernehmlassung bereits gestellt worden sind. Soll also die Schweiz zu einer Revision des Vertrages vom 5. Aug. 1865 Hand bieten, so kann sie diess nur unter der Bedingung thun, dass die Revision nicht von vornherein auf Substituierung der Linie

5. *Non reproduite.*

Feldkirch—Rüthi durch die Linie Feldkirch—Buchs (Haag) eingeschränkt werde, sondern eine vollkommen offene und freie sei.

Dieser Standpunkt bringt es im Weitern mit sich, dass die Angelegenheit nicht so behandelt werden kann, wie es der Wunsch der österreichischen Regierung zu sein scheint, nämlich in separater Verhandlung zwischen der Schweiz und Österreich die in dem Vertrage vorzunehmenden Abänderungen festzustellen und sodann erst mit dem dritten Mitkontrahenten des Gürtelbahnvertrags, Bayern, zusammenzutreten, um die vereinbarten Abänderungen förmlich in den Vertrag aufzunehmen.

Abgesehen davon, dass ein solches Verfahren nur dann ziemlich wäre, wenn der dritte Mitkontrahent sich von vornherein damit einverstanden erklärt hätte, würde ein derartiges separates Verhandeln mit Österreich nur diesem letztern zu Gute kommen, welches jedes Zurückkommen auf Bestimmungen, die nicht direkt mit Feldkirch—Rüthi zusammenhängen, vermeiden zu wollen scheint. Wir halten vielmehr dafür, dass bei Revision des Vertrages in gleicher Weise verfahren werden solle, wie bei der Berathung und Feststellung desselben, nämlich durch gemeinsame Verhandlungen zwischen den drei betheiligten Staaten Österreich, Bayern und der Schweiz.

Die Regierung von St. Gallen beantragt, es wolle der Bundesrath an die österreichische und bayerische Regierung die Einladung richten, zur Revision des sogenannten Gürtelbahnvertrages vom 5. August 1865 Hand zu bieten.

Da Österreich in der Angelegenheit die Initiative genommen hat und laut Note der Gesandtschaft von uns nun Eröffnungen darüber wünscht, «ob und in welcher Weise wir gesonnen seien, mit Rücksicht auf den Staatsvertrag vom 5. August 1865 die nachträgliche Modifikation desselben, nämlich die Substituierung der Zweigbahn Feldkirch—Rüthi durch die Zweigbahn Feldkirch—Buchs eintreten zu lassen», so wird es in unserer Stellung sein, die gewünschten Erklärungen hierüber abzugeben und im Übrigen Österreich die weitem Schritte zu überlassen.

In die Frage, welche Ziele bei den Revisionsverhandlungen schweizerischerseits ins Auge gefasst und welche Forderungen dabei geltend gemacht werden sollen, haben wir für heute noch nicht einzutreten. Es wird diess bei Vorlage der Instruktionen an die schweizerischen Abgeordneten zur Sprache kommen. Das Departement wird nicht ermangeln, der Feststellung dieser Vorlage eine Konferenz vorausgehen zu lassen, bei welcher der Regierung von St. Gallen nach ihrem Wunsch Gelegenheit gegeben werden soll, in Gegenwart der schweizerischen Delegirten ihre Wünsche und Vorschläge, bezüglich der zu ertheilenden Instruktion einlässlich auseinander zu setzen und wobei diejenigen Punkte, welche das schweizerische Verkehrswesen überhaupt berühren, unter zu Ratheziehung weiterer Sachverständiger näher erörtert werden sollen.

In Zusammenfassung des Gesagten beehren wir uns zu beantragen:

1. es sei die Note der österreichischen Gesandtschaft vom 26. September durch ein Schreiben nach beiliegendem Projekte zu beantworten;
2. es seien als Delegirte zu den zu gewärtigenden Revisionsverhandlungen zu erwählen die Herren:

Schultheiss Weber von Luzern, Mitglied des schweizerischen Ständerathes, u. Landammann Aepli in St. Gallen, do.

3. es sei das Departement des Innern beauftragt, Bericht und Antrag betreffend die den Abgeordneten zu ertheilenden Instruktionen vorzulegen, und angewiesen, bei deren Vorbereitung sowohl der Regierung von St. Gallen Gelegenheit zu mündlicher Vernehmlassung zu geben, als auch Vertreter der weitem, beteiligten Interessen anzuhören;

4. es sei der Regierung von St. Gallen von diesen Beschlüssen Kenntniss zu geben.⁶

6. Approuvée par le Conseil fédéral dans sa séance du 1^{er} novembre 1869. Cf. PVCF E 1004 1/79, 4124.

214

E 22/1664

*Le Président de la Confédération, E. Welti,
au Délégué suisse à la Conférence de Lucerne avec le Saint-Siège, R. Meyer¹*

Copie
L

1. November 1869

In Beantwortung Ihres geehrten Schreibens vom 25. d. M.² mache ich Ihnen vorerst die Mittheilung, dass Ihr Memorial betreffend die Unterhandlungen für die Einverleibung der Gemeinden Brusio und Poschiavo vollkommen genügt, so dass eine specielle Berichterstattung keineswegs nothwendig ist.

Was dagegen den von H. Agnozzi verlangten Zusatz-Artikel und die Form betrifft, in welcher seinem Verlangen Rechnung getragen werden soll, so bin ich der Ansicht, dass derselbe entschieden nicht in die Übereinkunft³ gehört und dass an dieser letztern nichts geändert, resp. dass zu dem bereits Unterzeichneten nichts hinzugefügt werde. Fraglicher Zusatzartikel ist überhaupt überflüssig, denn es erwächst für den heil. Stuhl aus dem vorliegenden Verträge eo ipso die Verpflichtung, förmlich anzuerkennen, dass die genannten Gemeinden von dem Bisthum Como losgetrennt und in dasjenige von Chur einverleibt sind.

Der Zusatzartikel hat daher, wenigstens für uns, gar keinen Werth und wird jedenfalls von H. Agnozzi nur verlangt, um die «Autorité spirituelle» des Pabstes wieder durch ein Vertragsinstrument durch beide contrahirenden Theile ausdrücklich und feierlich zu proclamiren, was, wie bemerkt, nicht nothwendig ist, indem ja die Thatsache, dass wir mit dem heiligen Stuhl über diesen Gegenstand unterhandeln, zur Genüge beweist, dass wir seine «autorité spirituelle» anerkennen.

Die Vollziehung der Übereinkunft ist Sache der beiden contrahirenden Theile: es soll somit in derselben keine Bestimmung enthalten sein, die wie der vorge-

1. Conseiller d'Etat du Canton de Lucerne.

2. Non reproduit.

3. Cf. la «Convention entre le Conseil fédéral suisse et le St-Siège concernant l'incorporation à l'évêché de Coire des communes grisonnes de Poschiavo et de Brusio, du 29 août 1870,» RO X, pp. 259–261.

schlagene Zusatz-Artikel, eine einseitige Vollziehung stipulirt und des andern contrahirenden Theiles in keiner Weise erwähnt.

Ich ersuche Sie also dahin zu wirken, dass H. Agnozzi von seiner Forderung, die fragliche Bestimmung der abgeschlossenen Übereinkunft als Zusatz-Artikel beizufügen, abstehe, indem ohne allen Zweifel der Bundesrath seine Einwilligung hiezu nicht geben würde. Dagegen steht es dem heiligen Stuhle frei, die genannte Bestimmung in seine, für uns bestimmte Ratifications-Urkunde aufzunehmen, d.h. selbstverständlich nicht in den Text der Übereinkunft, die unverändert, so wie sie unterzeichnet wurde, ratificirt werden muss, wohl aber in die Schlussformel, die jeder contrahirende Theil ohnediess redigiren kann, wie er es für gut findet, insofern seine Redaction der zu ratificirenden Übereinkunft nicht zuwiderläuft. In dieser Beziehung bietet die von H. Agnozzi gewünschte Bestimmung keine Schwierigkeiten, so dass also in der angegebenen Form seinem Verlangen Rechnung getragen werden kann.

[...]

215

E 2300 Paris 22

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Paris, 1. November 1869

[...] ¹ Die protektionische Agitation gegen die Handelsverträge, von der ich Ihnen schon im letzten Rapport meldete, «dass sie der Regierung ernste Verlegenheiten bereite», nimmt immer grössere Dimensionen an u. tritt in der Normandie u. im Depart. du Nord noch weit kecker auf, als es im Elsass der Fall war. Ich verweise z. B. nur auf die Rede, welche der gewandte u. energische, ökonomisch ganz unabhängige Chef der Protektionisten, Pouyer-Quertier letzten Freitag unter allgemeinem Beifall vor einem Meeting von circa 2000 Personen in Rouen gehalten hat, u. die Sie im Journal des Débats von heute reproduzirt finden. Die von ihm geführte Sprache findet um so mehr Anklang, als sie der Opposition eine erwünschte Waffe mehr ist, das pouvoir personnel anzugreifen. Es soll nun eine Versammlung von Gegnern der Handelsverträge, welche die verschiedenen Branchen der Industrie representiren, nach Paris ausgeschrieben werden. Pouyer-Quertier ist gestern bereits in Paris angelangt, um hier die Direktion der concentrirten Opposition gegen die Handelsverträge zu übernehmen, u. einen wahren Sturm gegen dieselben zu organisiren. Dass Rouher u. Forçade de la Roquette politisch alle Popularität eingebüsst haben, erleichtert ihm solches Beginnen u. die unzufriedenen Elemente freuen sich solcher Verstärkung ihrer Opposition gegen die Regierung. Es ist sogar davon die Rede, ihn als Candidaten für eine der zu besetzenden Stellen der Pariser Deputation zu portiren, damit er in

1. Dans la première partie du rapport, Kern traite de la politique intérieure française.

der Kammer für seine Bestrebungen mit seiner unermüdlichen u. oft durchschlagenden Kraft auftreten könne. Es ist wohl möglich, dass diess gelingt. In der letzten Zeit regen sich freilich auch die Elemente, welche der Handelsfreiheit günstig sind, namentlich in Bordeaux u. überhaupt im südlichen Frankreich. Allein die *einflussreichern* Männer in der Kammer sind offenbar *mit der Agitation gegen die Handelsverträge einverstanden*, u. erklären es schon jezt bei Anlass der Meetings u. der Rundreise von Ozenne, der eine schwierige Stellung hat. Pouyer-Quertier wagte sogar, ihn in seiner Rede als einen «agent anglais» (!) zu qualifiziren. Die Handelsverträge sollen durch einen neuen von den Kammern zu genehmigenden allgemeinen Tarif ersetzt werden (!). Was man von einem solchen Tarif erwartet, können Sie daraus schliessen, dass Pouyer-Quertier geradezu erklärt: «Qu'on supprime les prohibitions, c'est bien. Mais qu'on ne vienne pas nous dire aussi qu'il faut détruire les droits protecteurs. *Du moment qu'il n'y a plus de prohibitions, la liberté commerciale existe!!!*» Schöne Aussichten, wenn je Männer mit solchen Ansichten einst zur Leitung der französisch. Administration gelangen sollten!

Was die *Politik nach Aussen* betrifft, so tritt solche bei der jezigen Situation nach Innen ganz in den Hintergrund. Die Vorgänge in *Dalmatien* ziehen allerdings auch hier die Aufmerksamkeit auf sich; aber man zweifelt doch nicht, dass die österreichische Regierung der Bewegung Meister werde.

Wenn die *Spanier* endlich dazu gekommen sind, sich einen König zu geben, der, 15 Jahre alt, jezt noch die Schulen besucht! so will hier niemand in einem solchen Akte eine Garantie für langen Frieden im Innern Spaniens erblicken. Die Reiseberichte, welche über den *Empfang der Kaiserin in Konstantinopel u. in Egypten* die Spalten der offiziellen Blätter füllen, vermögen nicht von ferne den übeln Eindruck zu verwischen, den überhaupt diese Reise der Kaiserin unter jezigen Umständen im Publikum allgemein gemacht hat. Lezterer wird vielmehr neuerdings aufgefrischt durch die gestern verbreiteten Gerüchte, der Kaiser befinde sich abermals unwohl. Es wird sein Leiden zwar als ein einfaches rheumatisches erklärt, aber man ist gegen alle solche Hofberichte — u. zwar gestützt auf Erfahrung — misstrauisch, u. nimmt für bekannt an, dass, wenn das Leiden sein früheres Blasenleiden, ein Rückfall desselben wäre, man es natürlich so lange als immer möglich verheimlichen würde. Alles diess zusammen erhält eine gewisse Unruhe, die nach allen Seiten ihre fatalen Rückwirkungen hat.

E 1001 (E) q 1/85

216

Le Conseil fédéral au Comité du Gothard, à Lucerne

Copie

L

Bern, 2. November 1869

Nachdem die Gesandtschaften von Italien, Norddeutschland und Baden im Auftrage ihrer Regierungen zu Anfang dieses Jahres uns die Eröffnung gemacht¹, dass sie unter den Projekten zur Verbindung der Eisenbahnneze Deutschlands und Italiens demjenigen einer Bahn durch den Gotthard entschieden den Vorzug geben und ausschliesslich zur Verwirklichung dieses Projektes ihre Mitwirkung eintreten zu lassen gesonnen seien, und gleichseitig den Wunsch ausgesprochen hatten, dass schweizerischerseits ihnen bestimmte Vorschläge über die Ausführung des genannten Projektes mitgetheilt werden möchten, welche zur Grundlage weiterer gemeinsamer Verhandlungen dienen könnten, so haben wir nach Einholung der Vernehmlassungen der Kantone und der Gotthardvereinigung den Regierungen der drei Staaten die von Ihnen uns zugestellten technischen und finanziellen Vorlagen übermittelt und dieselben gleichzeitig zur Beschikung einer internationalen Konferenz behufs Berathung des Projektes eingeladen.

Diese Konferenz, an welcher ausser der Schweiz Italien, der Norddeutsche Bund, Baden und später auch Württemberg vertreten waren, trat in Bern den 15. September zusammen und schloss ihre Verhandlungen, an denen auch die auf unsern Wunsch bestellte Delegation der Gotthardvereinigung unausgesetzt mitberathend Antheil nahm, am 13. Oktober mit Unterzeichnung des beiliegenden Schlussprotokolls², welches zwar vor der Hand nur die Bedeutung vereinbarter Punktationen für einen eventuellen Vertrag zwischen den beteiligten Staaten hat, aber auch als solche schon ein Resultat von nicht zu unterschätzender Wichtigkeit ist.

Da die Gründe, welche die Vertreter des Norddeutschen Bundes, Badens und Württembergs hinderten, schon jetzt auf Abschluss eines förmlichen Vertrags einzugehen, für die Delegirten Italiens und uns nicht vorhanden waren, so wurden unmittelbar nach Schluss der Konferenz Unterhandlungen zwischen unsern und den Bevollmächtigten Italiens eröffnet und schon am 15. Oktober der beiliegende Vertrag³ unterzeichnet, welcher, mit geringen formellen Modifikationen, eine genaue Reproduktion des Schlussprotokolls ist und über dasselbe nur darin hinausgeht, dass sich die beiden Staaten zu bestimmten Subventionen verpflichten.

Wir haben von diesem Vertrag der inzwischen zu ausserordentlicher Sizung zusammengetretenen Bundesversammlung Kenntniss gegeben,⁴ denselben aber nicht zur Ratifikation vorgelegt.

Es kann diess erst dann geschehen, wenn der Bund in Betreff gewisser Verpflichtungen, welche er gegenüber Italien in dem Vertrage übernimmt, in voll-

1. Cf. nos 186, 187 et 189.

2. Cf. n° 211, annexe.

3. Cf. RO X, pp. 528—539.

4. Cf. n° 212.

ständig ausreichender Weise gedeckt sein wird, und es muss sich jetzt demgemäss darum handeln, dass für diese Verpflichtungen die erforderlichen Rückgarantien, so beförderlich als diess thunlich ist, beigebracht werden.

Die Punkte, welche hier in Frage kommen, sind folgende:

1. die Sicherung einer Subvention im Betrage von 20 Millionen Franken;
2. die Sicherung des Baues und Betriebes einer von dem Bahnstück Bellinzona—Locarno abzweigenden Linie nach Magadino bis an die schweizerisch-italienische Gränze;
3. die Sicherung einer Eisenbahnverbindung zwischen den Bahnhöfen der Zentralbahn und der badischen Bahn in Basel;
4. Sicherung der den Bestimmungen des Vertrags entsprechenden Betriebseinrichtungen auf den Bahnen der Zentralbahn und Nordostbahn.

1. Subventionen.

Was zunächst den *Betrag* derselben betrifft, so haben wir, gestützt auf die uns von Seite des Ausschusses der Gotthardvereinigung mit Schreiben vom 22. April abgegebene Erklärung, «dass die im Betrag von 15 Millionen fs. in Aussicht genommenen Subventionen der zur Gotthardvereinigung gehörenden Kantone und Eisenbahngesellschaften als gesichert zu betrachten seien», in den Konferenzverhandlungen diese Summe als den Betrag bezeichnet, welchen die Schweiz als Subvention für den Bau der Gotthardbahn zu leisten im Falle sei. Nachdem jedoch diese Quote von den andern Staaten einstimmig als ungenügend erklärt und die Erhöhung derselben auf 20 Millionen als *conditio sine qua non* einer Verständigung bezeichnet worden war, gaben unsere Vertreter, im Einverständniss mit der Delegation des Ausschusses der Gotthardvereinigung, in der Konferenz die Erklärung ab, dass schweizerischerseits eine Subvention von 20 Millionen zugesichert werde, unter der Bedingung, dass Italien 45 Millionen und die deutschen Staaten 20 Millionen übernehmen. In Übereinstimmung hiemit sind in dem Vertrag mit Italien schweizerische Subventionen im Betrage von 20 Millionen bestimmt zugesagt.

Wenn in dem Stande der Subventionen, wie derselbe am 22. April war, keine Änderung eingetreten ist, so sind also von Kantonen und Eisenbahngesellschaften noch 5 weitere Millionen Subventionen zu beschaffen, wofür der Ausschuss der Gotthardvereinigung die erforderlichen Schritte zu thun haben wird.

Was sodann die *Bedingungen* der schweizerischen Subventionen anbetrifft, so glauben wir darauf aufmerksam machen zu sollen, dass dieselben keine andern sein dürfen, als wie sie für die Subventionen überhaupt in dem Verträge mit Italien stipulirt sind, mit Ausnahme der Bestimmungen, welche in Betreff des Stimmrechts der schweizerischen Subventionen in dem Separatprotokoll, welches dem Schlussprotokoll beige druckt ist, niedergelegt sind.

Von den festen Zusicherungen, welche der Ausschuss der Gotthardvereinigung von Kantonen und Eisenbahngesellschaften bis jetzt erhalten hat und noch ferner erhalten wird, wird derselbe unter Vorlage der betreffenden Dokumente uns Kenntniss geben.

*2. Bau und Betrieb der Linie Bellinzona—Magadino,
schweizerisch-italienische Gränze.*

Nach den Beschlüssen der Konferenz und dem Verträge mit Italien bildet diese Linie einen integrierenden Theil des Gotthardnezes und ist die Schweiz verpflichtet, dieselbe auszuführen. Während nun aber für alle übrigen Linien der Bau und Betrieb der Gotthardvereinigung bestimmt übernommen ist und bezügliche Konzessionen von den Kantonen ertheilt sind, ist diess in Betreff des fraglichen Bahnstückes, welches erst in Folge der Konferenzverhandlungen in das Gotthardbahnnetz aufgenommen worden ist, nicht der Fall. Es wird Aufgabe der Gotthardvereinigung sein, hiefür von dem Kanton Tessin eine Konzession zu erwirken und dieselbe nachträglich zur Genehmigung vorzulegen.

*3. Verbindungsbahn zwischen den Bahnhöfen der Zentralbahn
und der badischen Bahn in Basel.*

Wir erwarten, dass die schon seit längerer Zeit eröffneten Verhandlungen betreffend Erstellung dieser Bahnverbindung in Bälde zu einem Abschluss kommen werden und sodann eine Konzession für den Bau und Betrieb derselben, welche vollständige Sicherung für deren Ausführung zu bieten im Stande ist, uns vorgelegt werden wird. Immerhin glauben wir darauf aufmerksam machen zu sollen, dass für den freilich durchaus nicht wahrscheinlichen Fall, dass die Unterhandlungen zu keinem Ziele führen sollten, wir in der Lage wären, von der Gotthardvereinigung ausreichende Garantien für die Ausführung jenes Bahnstückes verlangen zu müssen.

*4. Betriebseinrichtungen auf den an die Gotthardbahn
anschliessenden Bahnen.*

Die richtige Erfüllung derjenigen Verpflichtungen, welche sich auf den Bau und den Betrieb der *Gotthardbahn selbst* beziehen, werden wir seiner Zeit, wo es sich um Anerkennung der Gotthardbahn-Gesellschaft, Genehmigung ihrer Statuten, Zusicherung der Auszahlung der Subventionen an dieselbe etc. handeln wird, sicher stellen, dagegen haben wir auch Verpflichtungen übernommen, welche in das Betriebswesen bereits bestehender konzessionirter Eisenbahnen einschlagen, der Bahnen nämlich, welche die Mittelglieder zwischen der Gotthardbahn und den deutschen Eisenbahnen bilden. Es sind diess die Verpflichtungen, welche sich auf die Sicherung direkten Verkehrs, Abnahme und sofortige Spedition der Gotthardzüge etc. beziehen. Wenn nun auch die jezige Gesetzgebung uns Mittel an die Hand gibt, hiefür Vorsorge zu treffen, so wünschen wir doch jede Schwierigkeit, welche sich einer Intervention des Bundes hierin in den Weg stellen könnte, von vornherein dadurch gehoben zu sehen, dass die Nordostbahn und die Zentralbahn die bündige Verpflichtung übernehmen, den Bestimmungen des Vertrages, so weit es ihre Mitwirkung erheischt, in allen Theilen unbeanstandet nachzukommen und laden zu diesem Zwecke die Gotthardvereinigung ein, die Verwaltungen der beiden Bahnen zur Abgabe einer entsprechenden Erklärung zu veranlassen und dieselbe uns zuzustellen.

Indem wir Ihren Eröffnungen in Bezug auf die behandelten Verhältnisse entgegensehen, sprechen wir zugleich unsere Bereitwilligkeit aus, Sie in der schwierigen Aufgabe, welche Ihnen noch zu lösen obliegt, bevor der Vertrag mit Italien,

welchem, wie wir hoffen, in Bälde auch der Eintritt der andern Staaten folgen wird, zur Ratifikation gebracht werden kann, so weit unsere Stellung es uns erlaubt, bestmöglich zu unterstützen.

ANNEXE

E 1001 (E) q 1/86

*Le Conseil fédéral aux Gouvernements cantonaux de:**Copie**L*

Bern, 7. Februar 1870

a) Zurich.

In der Gotthardbahnkonferenz vom 24. vor. Mts.⁵ hat Ihre Abordnung instruktionsgemäss als Bedingung, welche für die Befürwortung einer Subsidie von bedeutendem Gewicht sein werde, die Forderung gestellt: dass der Bund sich verpflichte, dafür zu sorgen, dass das Grossherzogthum Baden den ungehinderten Anschluss der vom zürcherischen Gebiete aus nach dem Norden zielenden Bahnen an die badischen Bahnen ausdrücklich gestatte und dass es sich verpflichte, sowohl der für den durchgehenden Verkehr passenden Form der Anschlüsse der württembergischen Nekar-Nagold-Bahn, als dem Bau, Betrieb und Anschluss einer Bahn von Schaffhausen in der Richtung nach Donaueschingen auf seinem Gebiete keine Schwierigkeiten entgegenzusetzen.

Die Abordnung von Schaffhausen hat sich diesem Begehren insofern angeschlossen, als auch sie den Bundesrath einladen will, bei der nächsten internationalen Konferenz mit allen Kräften dahin zu wirken, dass der Schweiz in Beziehung auf Anschlussverhältnisse dieselben Rechte eingeräumt werden, welche Baden bereits zugestanden worden sind.

Von letzterer Auffassungsweise hatte die Regierung des Kantons Schaffhausen uns schon unterm 4. Januar Kenntniss⁶ gegeben, worauf von uns mit Zuschrift vom 17. gl. Mts.⁷ — wovon wir eine Abschrift hier anzuschliessen nicht ermangeln — erwidert worden ist, dass wir in diesem Sinne bereits Baden gegenüber die geeigneten Schritte gethan⁸ und dem Grossh. Ministerium angekündigt haben: wir würden bei den Anschlussverhandlungen wegen der Linie Romanshorn—Konstanz die Öffnung des badischen Gebietes für eine Linie Schaffhausen—Donaueschingen verlangen und diese Frage mit allem Nachdruck verfolgen.

Wir werden uns nun Ihren Wünschen gegenüber in ganz ähnlicher Weise verhalten, zumal die Anschlussfrage Andelfingen—Singen schon seit längerer Zeit anhängig ist und bei den bevorstehenden Verhandlungen wieder aufgenommen werden soll. Die Fortsetzung der Bahn Zürich—Bülach über badisches Gebiet nach Schaffhausen nun fällt unter die gleichen Gesichtspunkte und es liegt daher durchaus kein Grund vor, wesshalb wir unsere Verwendung bei Baden auch in dieser Richtung ablehnen sollten.

Was hinwieder das Verhältniss der württembergischen Bahnen zu denen des Grossherzogthums Baden betrifft, so wurde schon in der Konferenz hervorgehoben, dass es der Schweiz nicht zustehen könne, sich in die innern Angelegenheiten fremder Staaten einzumischen, dass es vielmehr Sache der Württembergischen Regierung sei, gegenüber Baden ihre Rechte zu wahren und dass letzteres schon auf der internationalen Konferenz die Bereitwilligkeit habe erklären lassen, sich mit seinem Nachbar, aber auch nur mit diesem, zu benehmen und die Angelegenheit in entgegenkommender Weise zu ordnen.

In der Hoffnung, dass diese Aufschlüsse Ihnen die erforderliche Beruhigung gewähren und dass

5. *Sur cette conférence, cf. E 13 (B) 72.*

6. *Non retrouvé.*

7. *Non reproduite.*

8. *Du 27 décembre 1869, non reproduit; cf. E 1001 (E) q 1/85.*

Sie daraus Veranlassung nehmen werden, nunmehr die Subsidie an das Gotthardunternehmen mit Ihrer ganzen Autorität zu unterstützen, benutzen wir usw.

b) Schaffhouse.

In der Gotthardkonferenz vom 26. vor. Mts.⁵ hat die Abordnung des Kantons Zürich, gleichsam als Bedingung, von welcher die Befürwortung der Subsidie abhängig gemacht werden müsse, u. A. das Begehren gestellt, dass der Bund sich verpflichte, dafür zu sorgen, dass das Grossherzogthum Baden den ungehinderten Anschluss der vom zürcherischen Gebiete nach Norden zielenden Bahnen an die badischen Bahnen gestatte.

Diesem Antrage hat sich Ihre Abordnung insofern angeschlossen, als sie den Bundesrath einladen wollte, bei der nächsten internationalen Konferenz mit allen Kräften dahin zu wirken, dass der Schweiz in Beziehung auf Anschlussverhältnisse dieselben Rechte eingeräumt werden, welche Baden bereits zugestanden worden sind.

Wir können uns in letzterer Beziehung einfach auf das beziehen, was Ihnen auf Ihre Zuschrift vom 4. Januar⁶ unterm 17. gl. Mts.⁷ von uns eröffnet worden ist und wovon wir auch der Regierung von Zürich Kenntniss geben werden. Wir wiederholen also nur, dass wir, wie diess übrigens dem Grossh. Ministerium bereits angekündigt ist, bei den Verhandlungen wegen des Anschlusses der Bahn Romanshorn—Konstanz die Öffnung des badischen Gebietes für eine Linie Schaffhausen—Donaueschingen verlangen und dass wir diese Frage mit allem Nachdrucke verfolgen werden.

Indem wir hoffen, dass diese erneuerte Zusicherung Sie bestimmen werde, die dem dortigen Kantone angemuthete und in der Konferenz unter Umständen auch in Aussicht gestellte Subvention nunmehr kräftig zu befürworten und damit ein grosses Werk seinem Ziele wieder um ein Bedeutendes näher zu führen, benutzen wir auch diesen Anlass usw.

*c) Nidwald et Obwald,
Bâle-Campagne,
Schaffhouse et Thurgovie.*

Die Gotthardkonferenz⁵ hat am 25. vor. Mts. unter anderm beschlossen:

«Diejenigen Kantone, welche an das Unternehmen noch keine Subsidien geleistet haben, werden ersucht, solche zu gewähren.»

«An den Bundesrath wird dabei das Ansuchen gestellt, es möge derselbe diese Einladung der Kantone im Interesse der Erfüllung des schweizerisch-italienischen Staatsvertrages unterstützen.»⁹

Unsererseits stehen wir nicht an, diesem Wunsche der Konferenz mit Rücksicht auf die waltenden Verhältnisse gerne zu entsprechen.

Nach den bis jezt bei uns eingegangenen Berichten darf nämlich die Lage des Gotthardprojektes als eine befriedigende und das gewünschte Ziel verheissende bezeichnet werden. Italien wird, so hoffen wir mit Zuversicht, dem am 15. Oktober vor. Js.¹⁰ abgeschlossenen und Ihnen bekannten Verträge die Genehmigung nicht versagen.

Der Norddeutsche Reichstag, der noch im Laufe dieses Monats zusammentritt, wird ebenfalls über einen entsprechenden Antrag des Bundeskanzleramtes zu entscheiden haben, und nach der Lage der Dinge ist auch hier an einer willfahrenden Aufnahme der Proposition kaum zu zweifeln.

An die für die Schweiz übernommene Beitragsquote sind, wie Sie dem jüngsten Protokoll entnehmen wollen, f. 19,050,000.— in Aussicht gestellt, so dass daran nur noch f. 950,000.— fehlen. An dieser absolut genommen freilich nicht unerheblichen, relativ aber im Verhältniss zur Bedeutung des Unternehmens verschwindend kleinen Summe darf das grosse Werk fürwahr nicht scheitern. Es ist vielmehr eine Ehrensache der Schweiz, Alles zu thun und alle Kräfte anzustrengen, damit der übernommene Beitrag mit thunlichster Beschleunigung sich erfülle.

Wir erlauben uns desshalb auch, das Gesuch der Gotthardkonferenz Ihrer patriotischen Berücksichtigung nachdrucksamst zu empfehlen.

Sie werden, wir zweifeln keinen Augenblick, mit uns die Überzeugung theilen, dass nunmehr der Moment gekommen sei, wo die Schweiz den Beweis zu leisten hat, dass auch ein kleines, mit frei-

9. *Procès-verbal de la séance, p. 12; cf. E 13 (B) 72.*

10. *Cf. n° 212.*

heitlichen Institutionen ausgestattetes Land sich an ein Werk wagen dürfe, das den bedeutendsten seiner Art beizuzählen ist und an das sich die grössten weitanstehendsten Folgen knüpfen werden. Sie werden einig mit uns gehen, dass alle Kantone, welche zu dem Unternehmen in näherer Beziehung stehen, sich berufen fühlen müssen, demselben jede Förderniss nach Kräften entgegenzutragen und einen Riesenbau thatkräftig zu unterstützen, dem die gewaltige Aufgabe geworden ist: die Alpenpforten der Völkerströmung aufzuschliessen und den Weltverkehr zwischen Süd und Nord, den Bedürfnissen und den technischen Fortschritten der Gegenwart entsprechend, ungehemmt u. freundlich zu vermitteln.

217

E 2200 Berlin 1/1

*Le Président de la Confédération, E. Welti,
au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer*

L

Bern, 22. Dezember 1869

Indem ich Ihnen den Empfang der verschiedenen auf die Frankfurter Angelegenheit bezüglichen Schreiben vom 8., 9., 13. u. 19. October, 27. u. 28. November und 6. December l. J.¹ anzeige, beehre ich mich Ihnen die Mittheilung zu machen, dass ich heute mit General v. Röder, der diesen Nachmittag nach Berlin verreist, über diesen Gegenstand eine Besprechung hatte und denselben ersuchte, auch seinerseits dahin zu wirken, dass die Regierung des N. Deutschen Bundes, dem Bundesrathe endlich eine bestimmte Antwort gebe, d. h. seinem Verlangen betreffend Rücknahme der Ausweisungsbefehle gegen diejenigen jungen Leute, deren ganze Familien das schweiz. Bürgerrecht erworben haben, *principiell* entspreche.

Es hindert ein derartiger principieller Bescheid nicht, dass in einem einzelnen Falle, wie z. B. gegenüber den Söhnen Runkel, besonderer Umstände wegen, eine Ausnahme gemacht werde.

Der Bundesrath ist zu der Erwartung berechtigt, dass diesem seinem materiell und formell in jeder Beziehung begründeten Verlangen ohne längern Verzug entsprochen werde und ich ersuche Sie, die Ihnen als zweckmässig erscheinenden Schritte zu thun, um die Regierung des N. Deutschen Bundes zu veranlassen, baldmöglichst im angegebenen Sinne, d. h. *principiell die Ausweisungsbefehle gegen die schweiz. Neubürger, deren ganze Familien unser Bürgerrecht erlangt haben, aufzuheben* und Sie hievon, zu unsern Händen, officiell in Kenntniss zu setzen.

[...]²

Da die Regierung des N. Deutschen Bundes unserm Verlangen bereits materiell zum grössten Theile Rechnung getragen hat, wovon wir mit Befriedigung Kennt-

1. *Non reproduits. Cf. E 2/134.*

2. *Welti traite ici de deux cas spéciaux.*

niss genommen, so hoffe ich zuversichtlich, sie werde sich nicht weigern, diese Angelegenheit durch einen principiellen Bescheid unserm Wunsche gemäss zur Erledigung zu bringen.

218

E 2/134

*Le Ministre de Suisse à Berlin,
B. Hammer, au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Berlin, 27. Dezember 1869

Ihre geehrten Depeschen vom 22. [*die*] Frankfurter Angelegenheit betreffend¹, und vom 23., den Conflict mit Württemberg betreffend², sind gestern in meinen Besitz gelangt und ich werde mir angelegen sein lassen, Ihre Aufträge beförderlichst zu vollziehen, nachdem ich mich von einer 10tägigen Krankheit wieder in so weit erholt habe, dass ich seit heute das Bett verlassen und die Bureau-Geschäfte theilweise wieder aufnehmen konnte. Ich hoffe auch, in einigen Tagen wieder ausgehen zu können, was namentlich in jetziger Zeit sehr nöthig sein wird.

Was nun Ihre Aufträge betrifft, so habe ich mit Bezug auf dieselben, soweit sie die *Frankfurter Angelegenheit* betreffen, einige Bedenken, die ich, bevor ich in Sachen weiter vorgehe, Ihrer Würdigung vorzulegen mir erlaube.

Preussen hat die Frankfurter Angelegenheit von Anfang an als eine rein innere aufgefasst wissen wollen, und diese[r] Auffassung auch durch die Form der Geschäftsbehandlung Ausdruck zu geben sich besonders angelegen sein lassen. Die Ausweisung wurde verfügt, sistirt und wiederaufgehoben immer durch das Ministerium des Innern; das Ministerium des Auswärtigen hat sich in den mündlichen diplomatischen Unterhandlungen immer nur als Vermittler zwischen den Schweizerischen Mittheilungen und dem Ministerium des Innern gerirt; und auch die letzte Zurüknahme eines Ausweisungsbefehles (gegen Saly Posen)³ geschah in der Weise, dass *aus Rücksicht auf die Verwendung des Schweizerischen Bundesrathes* das Ministerium des Auswärtigen dem Ministerium des Innern die Rücknahme des Ausweisungsbefehles empfahl. Ich bemerke auch, dass in einer Unterredung mit Herrn Delbrück über andere Angelegenheiten derselbe äusserte, dass die Frankfurter Angelegenheit eine allfällige Unterhandlung über Abschluss eines Niederlassungsvertrages zwischen Norddeutschland und der Schweiz dormalen störend in den Weg trete.

Aus allem diesem und noch anderm muss ich die Überzeugung schöpfen, dass Preussen die Frankfurter Angelegenheit immerhin unter Rücksichtnahme auf ein-

1. Cf. n° 217.

2. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Berlin 1/1.

3. Cf. *note du Ministère des Affaires étrangères du 5 décembre 1869. Non reproduite.* Cf. E 2200 Berlin 1/1.

tretende Verwendung und besondere Verhältnisse, dennoch im Wesentlichen nur nach seiner Convenienz behandeln wolle; und daher sich kaum bereit finden lassen wird, durch ausdrückliche Anerkennung eines Principis sich die Hände zu binden, welche Anerkennung gewissermassen die Wirkung eines Staatsvertrages oder doch eines bestimmten völkerrechtlichen Modus vivendi haben würde.

Ich fürchte auch, es möchte bei Preussen durch das Schweiz. Begehren auf prinzipielle Entscheidung der Sache ein gewisses Misstrauen erregt werden — als ob man ihm mit Rücksicht auf zukünftig noch bevorstehende Fälle zum voraus sein Zugeständnis ablocken wollte. Auch scheint es mir, als könnte das Schweizerische Begehren auf prinzipielle Rücknahme der betreffenden Ausweisung als dem preussischen Selbstgefühl zu nahe tretend interpretirt werden wollen, indem gerade in der prinzipiellen Anerkennung des vom Schweiz. Bundesrathe allerdings mit Recht geltendgemachten Standpunktes preussischerseits gewissermassen das Zugeständniss eines Missgriffs läge. Ich finde also, es wäre nicht rathsam, in dem Sinne, in welchem ich Ihre Depesche aufgefasst habe, der Sache weiter Folge zu geben — und müsste ich auch befürchten, durch eine ablehnende Antwort Preussens eine Sache wieder wach zu rufen und zu verbittern, die im Begriff war, in befriedigender Weise ad acta gelegt zu werden.

Faktisch und praktisch würden die bisher erzielten Resultate durch eine nachträgliche prinzipielle Anerkennung nichts weiteres gewinnen, und für künftige Fälle hoffe ich von Seite Preussens die nämliche Rücksichtnahme für Schweizerische Vorstellungen zu finden wie bisher.

Sollte ich etwa in der Auffassung Ihrer Depesche irre gegangen sein, so bitte ich um Ihre gefälligen Weisungen und werde jedenfalls in der Sache mich weiterer Schritte enthalten, bis mir Ihre Rückantwort auf gegenwärtiges Schreiben zugegangen.

[...]⁴

4. *A la fin de son rapport, Hammer cite une série de cas particuliers.*

219

J.I. 2/6

*Le Ministre de la Confédération d'Allemagne du Nord à Berne¹,
le Général von Röder, au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Berlin, 29. Dezember 1869

Soeben erhalte ich per Telegram die Trauerbotschaft vom plötzlichen Tode des armen Ruffi², den leider entre nous die waadtländischen Libationen beschleunigt haben mögen. Politisch scheint mir dies sehr bedauerlich, da Sie leider nicht Vizepräsident werden können und *wer* dann? Hammer ist Reconvaleszent, aber gei-

1. *Se trouvant à Berlin.*

2. *V. Ruffy, Président de la Confédération, élu pour l'année 1870.*

stig frisch. In der Frankf. Angelegenheit hat er geschrieben³ u. der Sachlage nach vollkommen recht, da die Verhandlungen stets nur mit dem Ministerium des Innern gepflogen worden sind, u. ein Notenwechsel darüber nirgend stattgefunden hat.

Für unsere Gotthardsache habe ich in 24 Stunden viel gewirkt. Mit Delbrück vortrefflich verständigt, mit Bleichröder heute eine Stunde verhandelt, den Finanzminister bearbeitet u. den Kriegsminister Roon ganz dafür gewonnen. Die Königin erkundigte sich gestern auch nach dem Gotthard, u. Bismarck u. der König sind ganz dafür. Meine bescheidene Erscheinung hat einen guten Impuls gegeben u. bin ich in dieser Beziehung sehr befriedigt. Aber auch in anderer Beziehung bin ich froh, das alte Jahr damit zu schliessen, meinen ehrlichen W. glücklich aus den hochgehenden Wellen der Intrigue gerettet zu haben. Sehr freue ich mich des guten Klanges, den Ihr Name hier überall hat, u. der Stellung von Hammer, die vorzüglich ist. Thätig bin ich Tag und Nacht gewesen. Heute hatte mir Prinz Alexander ein Diner mit Delbrück, Weishaupt, Sybel arrangirt, was sehr heiter war u. wo auch Ihrer viel gedacht wurde. Alles grüsst Sie herzlichst und ich wünsche Ihnen u. den lieben Ihrigen von Herzen Gottes Segen zum neuen Jahre. Mit uns bleibt es auch im neuen Jahr beim Alten!

3. Cf. n° 218.

220

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentielle

Paris, 22 janvier 1870

Il a été question à diverses reprises, pendant les derniers mois, de propositions de désarmement, et d'une réduction de 25 000 hommes sur le contingent annuel de la France.

Ces bruits ont été démentis. Comme cela arrive souvent, ils reposaient cependant sur un certain fond de vérité, et je suis en mesure de vous fournir quelques indications à cet égard. Je tiens ces renseignements d'une source certaine, mais ils m'ont été donnés de la manière la plus confidentielle.

Le nouveau Cabinet désirerait vivement un désarmement partiel, et des pourparlers auraient eu lieu entre le C^{te} Daru, Ministre des Affaires Etrangères, et les représentants de diverses puissances, spécialement avec l'Ambassadeur de Prusse, M. de Werther. En annonçant une réduction de l'effectif de l'armée française, l'Empereur et le Cabinet voudraient pouvoir en même temps annoncer que d'autres Etats, l'Allemagne surtout, vont entrer dans la même voie.

Il paraît que M. de Werther n'était pas autorisé à se prononcer immédiatement, en sorte que, jusqu'à ce jour, on n'est pas encore arrivé à une entente.

L'Ambassadeur de Prusse aurait fait ressortir à cette occasion les difficultés

spéciales que rencontrerait en Prusse un désarmement ou une réduction de l'armée. Il a attiré l'attention de Daru sur le fait qu'en Prusse, chaque citoyen est soldat. Tous les hommes valides devant être sous les drapeaux pendant un certain temps, l'armée de l'Allemagne du Nord est sur le pied de paix. En France, par contre, il existerait encore un certain nombre de mesures exceptionnelles qui placent l'armée française, en partie du moins, sur le pied de guerre. L'Ambassadeur de Prusse a expédié hier à Berlin un rapport sur ces pourparlers, et ce serait aujourd'hui l'affaire de la Prusse d'examiner comment elle pourrait faciliter à la France des ouvertures destinées à amener un désarmement.

La personne de qui je tiens ces renseignements ajoutait que la question risquerait d'éveiller les susceptibilités personnelles du Roi de Prusse. Ce dernier verrait avec peine, paraît-il, toute modification dans l'organisation de l'armée, aux intérêts de laquelle il est extrêmement dévoué, et auxquels il ne craindrait peut-être pas de sacrifier des intérêts d'un autre ordre.

Un certain nombre de membres du nouveau Cabinet paraissent être si décidés à opérer une réduction de l'armée française, qu'ils auraient déclaré que, si une entente avec d'autres gouvernements n'aboutit pas, la France devrait prendre l'initiative, et qu'elle aurait avec elle l'opinion publique de toute l'Europe, parce que, dans l'Europe entière, l'immense majorité désire que les Gouvernements entrent dans une voie résolument pacifique.

La question d'un désarmement est donc à l'étude, et la France attend sans doute une réponse de Berlin avant de prendre une décision. Ce qui est important pour aujourd'hui, c'est que des négociations confidentielles sont entamées sur ce point important.

Les renseignements qui précèdent peuvent être regardés comme entièrement certains, mais ils m'ont été donnés de la manière la plus confidentielle.

[...]¹

1. *Suivent des informations sur la situation intérieure.*

221

E 2200 Vienne 1/51

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
au Ministre de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi*

L

Bern, 14. Februar 1870

Es ist Ihnen vielleicht bekannt, dass im Jahre 1864 die Frage erörtert worden ist¹, ob die Schweiz nicht von ihrem Rechte auf eine nationale Flagge auf dem Meere Gebrauch machen solle. Es wurde ein solches Verlangen namentlich von den Schweizern in Triest sehr lebhaft gestellt. Die österreichische Regierung war

1. *Cf. FF 1864/III, pp. 123—142.*

dem Projekte geneigt, da es offenbar den Interessen Triests förderlich gewesen wäre; (wenn ich nicht irre, so hat auch die Handelskammer von Triest sich sehr dafür verwendet). Indess gerieth die Angelegenheit ins Stoken, namentlich aus dem Grunde, weil der Mangel eines Seehafens allerlei Complicationen verursacht hätte.

Schon damals tauchte eine Idee auf, dass auf einfachere Weise sich der vorgeetzte Zweck realisiren liesse. Der Hauptnachtheil des jetzigen Zustandes der Dinge liegt darin, dass kein Schweizer mit eignem Schiff das Meer befahren kann. Es ist also der Schweizer von einem grossen Arbeitszweige förmlich ausgeschlossen und mindern Rechts in der europäischen Staatenfamilie. Will er Rhederei betreiben, so muss er zu simulirten Geschäften seine Zuflucht nehmen oder sein heimathliches Bürgerrecht aufgeben, was beides ihn in unwürdige Stellungen bringt.

Die einfachste Art, diesen Übelständen wenigstens theilweise zu begegnen, wäre die Assimilirung der in andern Staaten niedergelassenen Schweizer mit den Einheimischen, oder mit andern Worten, die Einräumung des Rechts an dieselben, unter gleichen Bedingungen wie die Einheimischen, die Flagge desjenigen Staates zu benützen, in welchem sie niedergelassen sind.

Es unterliegt keinem Zweifel, dass die Einräumung eines solches Rechts an die dort niedergelassenen Schweizer für Östreich selbst vortheilhaft wäre; denn nicht nur würden die schweizerischen Colonien in den östreichischen Seestädten sich bedeutend verstärken, sondern es würde ohne Zweifel ein grosser Theil des schweizerischen Verkehrs sich nach den nämlichen Häfen hinziehen und dadurch zur Belebung aller dahinführenden Verkehrslinien wesentlich beitragen.

Da es möglicherweise der östreichischen Regierung selbst angenehm sein könnte, der Schweiz ein solches, ihren eigenen Interessen völlig entsprechendes Entgegenkommen zu beweisen, was natürlich in der Schweiz günstig aufgenommen würde, so ersuche ich Sie, den Gegenstand gelegentlich einmal *mündlich* an maassgebender Stelle zur Sprache zu bringen und mir sodann zu berichten, ob es wünschenswerth wäre, demselben weitere Folge zu geben.

Sie wollen wohl bemerken, dass die Einräumung jenes Rechts für Östreich keine weitem Consequenzen hätte, da die Schweiz allein sich in der bezeichneten abnormalen Lage befindet.

Auch füge ich noch ausdrücklich bei, dass diese Anfrage an keinen andern Staat zur Zeit gerichtet wird.

Ich wünsche der östreichischen Regierung in erster Linie Gelegenheit zu geben, sich über den Gedanken auszusprechen, da sie, wie angedeutet, im Jahre 1864, sich günstig über die Sache geäussert hat und die Anregung hauptsächlich von den in Östreich lebenden Schweizern ausgegangen ist.

Da durch die Eröffnung des Kanals von Suez die Frage an Bedeutung erheblich gewonnen hat, so empfehle ich Ihnen dieselbe zu sorgfältiger Behandlung, indem nach Andeutungen, die ich empfangen, ziemlich erhebliche Interessen bei der Lösung betheilt sind.

E 21/3029

*Le Président de la Confédération, J. Dubs, au Chef du Département
de Justice et Police du Canton de Genève, P. Camperio*

*Copie**L*

Très confidentielle

Berne, 17 février 1870

Les journaux annoncent que le Gouvernement de Russie vient de demander au Conseil fédéral l'extradition du né Netschajeff, poursuivi pour meurtre, qui se trouverait en Suisse.

Cette nouvelle est inexacte, attendu qu'une pareille demande ne nous est point parvenue, mais j'ai lieu de croire qu'elle est comme l'ombre précédant un événement qui se prépare.

Il est évident qu'en vertu du principe toujours maintenu par la Suisse de ne pas accorder l'extradition d'un individu poursuivi pour crimes politiques, nous ne pourrions satisfaire à une demande de cette nature et que nous serions obligés d'opposer au Gouvernement russe un refus formel. Je ne vous cache cependant pas qu'au point de vue des intérêts généraux de la Suisse, je redouterais cette attitude du Conseil fédéral comme pouvant à la suite nous devenir très nuisible.

Je sais positivement qu'à St-Pétersbourg, on est de l'avis que toutes les menées révolutionnaires contre le Gouvernement russe ont leur source en Suisse et particulièrement à Genève et que là aboutissent tous les fils des complots contre la vie de la famille au pouvoir, pour l'organisation de l'insurrection, pour la fabrication et l'émission de fausses monnaies, etc. etc. On est évidemment, à St-Pétersbourg, mal disposé à notre égard. Si avec tout cela arrivait encore un refus de la nature indiquée, il serait très à craindre que le Gouvernement de Russie ne se mît en relation avec d'autres Cabinets Européens pour nous amener des réclamations fort désagréables, sans compter que nos rapports directs avec la Russie en souffriraient aussi beaucoup.

Il me paraît donc très désirable que ledit Netschajeff ne soit pas trouvé en Suisse, mais il est fort à craindre qu'il n'y soit déjà, c'est-à-dire à Genève. On a des traces de son passage par la Prusse, dans la direction de la Suisse.

Ces circonstances me semblent être de nature à engager l'administration de police de Genève à opérer des recherches sérieuses pour apprendre si Netschajeff est en effet dans votre Canton et, le cas échéant, à faire, avec la plus scrupuleuse discrétion, les démarches nécessaires pour qu'il quitte immédiatement le territoire suisse.

Il conviendrait, sans doute aussi, que l'émigration russe à Genève fût de votre part rendue attentive sur ce que les Autorités suisses ne toléreraient jamais qu'elle abuse de l'hospitalité suisse, en se livrant sur notre territoire à des conspirations.

Votre patriotisme et le tact avec lequel vous traitez des affaires de ce genre me sont tellement connus, que je puis me borner à vous prier de donner à mes idées la suite que vous jugerez convenable.

Je vous serai très obligé de vouloir bien me communiquer votre manière de voir et les démarches que vous aurez prescrites, en attendant, [...].

E 1001 (E) q 1/86

*Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer**Copie*
L

Bern, 9. März 1870

Sie haben mit Schreiben vom 1. Februar a. c.¹ dem Bundesrathe eine Abschrift der Note, datirt 30. Januar, übermittelt, welche der Kanzler des Norddeutschen Bundes betreffend die Gotthardangelegenheit an Sie gerichtet hat und worin S^e Exzellenz Graf von Bismarck sich am Schlusse dahin ausspricht, dass er Einleitungen getroffen, um die Konferenzbeschlüsse in Übereinstimmung mit der Erklärung der dortseitigen Kommissarien in dem Schlussprotokolle vom 13. Oktober vor. Js.² dem Bundesrathe u. Reichstage des Norddeutschen Bundes zur Entschliessung vorzulegen.

Der Schweizerische Bundesrath hat mit lebhafter Befriedigung von dieser Erklärung Kenntniss genommen und er ist gegenwärtig in der angenehmen Lage, Ihnen mittheilen zu können, dass die seitherigen Verhandlungen der hierseitigen Bundesbehörde mit den zunächst beteiligten Kantonen und Eisenbahngesellschaften³ kaum mehr Zweifel darüber gestatten, dass es möglich sein werde, in kürzester Frist bindende Zusicherungen für die 20 Millionen Subvention zu erhalten, welche in oben erwähntem Schlussprotokolle als Subventionsantheil der Schweiz stipulirt worden sind.

Auf der andern Seite sieht der Schweizerische Bundesrath nicht ohne Besorgniss einen Termin näher heranrücken, welcher in dem auf jenes Schlussprotokoll gebauten Vertrage zwischen der Schweiz und Italien festgesetzt worden ist. Der Art. 21 dieses Vertrages lautet nämlich folgendermassen:

«Cette convention ne sera exécutoire qu'à partir du jour où, par le concours d'autres Etats signataires du protocole final de la conférence de Berne, le total des subsides aura atteint la somme de quatre-vingt-cinq millions de francs.

Si dans le délai de six mois à partir du 1^{er} novembre prochain cette condition ne se trouve pas remplie, la présente convention sera regardée comme non convenue.»⁴

Diesem Artikel gemäss würde der Vertrag zwischen der Schweiz und Italien dahinfallen, wenn nicht spätestens bis zum 1. Mai 1870 von den deutschen Staaten 20 Millionen Subsidien notirt wären.

Da seiner Zeit namentlich die Abgeordneten des Norddeutschen Bundes grossen Werth darauf setzten, dass durch einen solchen Vertrag zwischen der Schweiz und Italien eine festere Basis für das weitere Vorgehen geschaffen werde, so glaubt der Schweizerische Bundesrath voraussetzen zu dürfen, dass es der Regierung des Norddeutschen Bundes nicht angenehm wäre, wenn jener Vertrag

1. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 72.

2. Cf. n^o 211, *annexe.*

3. Cf. n^o 216.

4. *RO X, p. 539.*

wegen Nichteintretens der darin enthaltenen Bedingung dahinfiele. Es liegt indessen ganz in der Hand der deutschen Staaten und insbesondere der Regierung des Norddeutschen Bundes, eine solche allerdings höchst bedauerliche und die gemeinsame Unternehmung gefährdende Eventualität zu verhindern. Umgekehrt würde eine jener Voraussetzung entsprechende baldige Entschliessung des Norddeutschen Bundes und eine daran anschliessende Verständigung mit den süddeutschen Staaten wieder ihre bedeutende Rückwirkung auf die Entschliessungen Italiens üben und der Angelegenheit im Ganzen einen höchst wirksamen neuen Impuls geben.

Indem der Bundesrath nicht ermangeln wollte, Sie auf dieses besondere Verhältniss aufmerksam zu machen, ersucht er Sie, die Regierungen, bei welchen Sie akkreditirt sind, in dem passend scheinenden Zeitpunkt darüber näher zu unterrichten und insbesondere dem Hrn. Bundeskanzler von dem Inhalte gegenwärtiger Note Kenntniss zu geben und ihm auf Verlangen Kopie davon zu lassen.

ANNEXE

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda

Copie

L

Bern, 9 mars 1870

Nous nous empressons de vous communiquer ci-joint⁵, avec l'autorisation d'en faire l'usage que vous jugerez convenable, la copie de la Note que nous avons adressée aujourd'hui à notre Légation en Allemagne concernant l'entreprise de *l'établissement d'un chemin de fer par le St. Gotthard*.

En même temps, nous vous invitons, Monsieur le Ministre, à nous faire, le plus promptement possible, des communications ultérieures sur l'état actuel des choses en Italie concernant cette affaire et nous saisissons [...].

5. Cf. n° 223.

224

E 2200 Paris 1/83

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

L

Confidentiell

Bern, 22. März 1870

Hr. Oberst Hammer meldet von Berlin¹, dass in der Stimmung des Grafen Bismark in Gotthardsachen eine sehr fühlbare Erkältung eingetreten sei. Er vermuthet, dass Rücksichten gegen Frankreich diese Stimmung hervorgebracht haben

1. Du 19 mars 1870, non reproduit. Cf. E 13 (B) 72.

u. will vernommen haben, dass Benedetti² sich sehr angelegentlich mit der Gottthardfrage beschäftige. Auf hiesigem Platze konnten wir zwar schon bemerken, dass eine Gottthardbahn gerade nicht ein Gegenstand besonderer Freude für Frankreich wäre; allein von wirklichen Feindseligkeiten gegen dieselbe war nichts zu bemerken.

Es wurde daher von anderer Seite die Muthmassung ausgesprochen, dass Graf Bismark eher etwas darüber missmuthig sei, dass Italien sich von Preussen entfernt u. wieder mehr Frankreich genähert habe, so dass Preussen fühle, seine Spekulation, mittelst des Gotthard Italien mehr an sich zu fesseln, sei dermalen ohne den gewünschten politischen Erfolg u. etwelche Zurückhaltung daher angezeigt.

Da es uns natürlich daran gelegen ist, über die Gründe dieser sehr unverhofften Wendung in dieser wichtigen Angelegenheit ins Klare zu kommen, so möchte ich Sie ersuchen, darüber in Paris *mit Vorsicht* einige Erkundigungen einzuziehen u. mir alsdann darüber zu berichten.

Ich bemerke Ihnen nur noch, dass wir über die neue Wendung der Dinge nichts in die Öffentlichkeit gelangen lassen, so dass ich auch Ihnen die grösste Discretion i. Sachen empfehlen muss.

2. *Ambassadeur de France à Berlin.*

225

J.I. 2/6

A. Gonzenbach au Chef du Département militaire, E. Welti

L

Florenz, 28. März 1870

Gestern habe ich über die hiesige Lage einlässlich an Herrn Escher geschrieben — und, obschon ich voraussetze, Herr Escher werde Ihnen das Wesentliche aus meinem Bericht mittheilen — so erlaube ich mir doch noch einige ergänzende Worte direct an Sie zu richten, hochgeachteter Herr!

Die Auszeichnung, die mir hier von allen Seiten zu Theil wird, habe ich wohl hauptsächlich Ihrer Einführung beim Minister Correnti zu verdanken, und den wohlwollenden Zeilen, die Herr Mélégarì an den Minister Sella geschrieben; wollen Sie gefälligst dem Herrn Gesandten dafür meinen Dank aussprechen.

Pioda hat mich als alten, vieljährigen Bekannten *sehr zuvorkommend* aufgenommen, und wenn ich reussiere, so gehört das Verdienst namentlich ihm. Pioda hat hier eine *vortreffliche Stellung* in allen Kreisen, er ist *geachtet* und *geliebt*. Selbst seine Schwächen sind, weil nationale, hier sympathisch.

Am 22. d. Mtes hatte ich Ihnen aus Mailand¹ geschrieben, dass ich nach Florenz reisen werde, um das Schleppen Correntis zu überwinden, und ihn zu bestimmen,

1. *Non reproduit.*

nach Mailand zu reisen, um da seinen Vertrag zu vertheidigen — bei den Mitgliedern des Provinzial-Rathes. Correnti, dem Pioda meinen sehr dringenden Brief in originali mitgetheilt hatte, versprach zwar zu verreisen, und Pioda versprach mir, die Abreise des Ministers telegraphisch anzuzeigen. Da ich weder am 23. noch 24. eine derartige Anzeige erhielt, so reiste ich am 24. Nachts nach Florenz — und schätze mich glücklich, diess gethan zu haben! Denn nun erst brachte ich Correnti dazu, am 26. Abends nach Mailand zu reisen und dort auf die Zweifelhaften einzuwirken. Da er selbst unwohl ist — und da überdiess seine Tochter am 26. ernstlich erkrankte, so wäre er ohne mein *mündliches Drängen* kaum abgereist. Und doch hängt davon wahrscheinlich der Entscheid des Provinzialrathes von Mailand ab. Gadda der Bauminister ist krank und konnte nicht mitgehen. Dagegen habe ich im Einverständniss mit dem Minister Correnti dafür gesorgt, dass er den Syndic von Genua in Mailand treffen werde. Beide vereint werden die Zweifelhaften wohl unter die Fahne des Gotthardes führen! So bin ich denn für Mailand voller Hoffnung! Hier stehen die Sachen *viel besser* als ich vermuthet hatte!

Der Minister-Präsident Lanza, den man mir in Mailand als «*lau*» bezeichnet hatte, ist *entschieden für* den Gotthard und wird für die Unterschrift der italienischen Unterhändler eintreten.

Lanza ist ein ganzer Mann, ein Cato, ein Puritaner, ein fester Charakter, dessen Rede: «ja, ja — nein — nein» ist, auf den man sich verlassen kann. Ich hatte eine lange einlässliche Besprechung mit ihm, die mich sehr befriedigte. Er ist durch die Finanzlage Italiens erschreckt und legt darum den grössten Werth darauf, dass nicht mehr als 25 Millionen durch den Staat direct übernommen werden sollen, sondern die 20 andern den oberitalienischen Bahnen (haute Italie Rothschild, laut Vertrag 10 Millionen), Genua-Municipium und Provinz (zugestanden 7 Millionen) und Mailands Municipalität und Provinz (3 Millionen) überbunden werden.

Ich war nun froh, mich einerseits auf das Urtheil Bergenous stützen zu können, den der Minister kennt, um ihm nachzuweisen, dass er in kürzester Zeit die Auslagen für den Gotthard auf den mehr rentierenden italienischen Bahnen, für welche gegenwärtig jährlich 60 Millionen als Zinsengarantie ausgegeben werden, gewinnen werde, und andererseits konnte ich mich auf das Beispiel Berns berufen, das, obschon auch mit einem Normaldeficit sein Budget abschliessend, dennoch einen verhältnissmässig *viel beträchtlicheren* Beitrag an den Gotthard votiert habe, in der Hoffnung, dadurch Ausbau und bessere Rendite der Staatsbahnen zu erzielen.

Lanza versprach mir nun in die Hand, den Vertrag der Kammer zur Ratification zu empfehlen, sobald die deutschen Subventionen gesichert seien, und der Provinzialrath von Mailand sich ausgesprochen haben werde.

Selbst wenn dort die gewünschten 3 Millionen nicht erhältlich wären, wird Lanza den Vertrag doch zur Annahme empfehlen, da das Wort des italienischen Gesandten Geltung behalten soll. Lanza ist ein Mann, der Wort hält, und ich *vertraue* daher *vollkommen* auf seine mir mit einem Handschlag gegebene Zusicherung. Am Zweifelhaftesten war die Haltung des Ministers des Auswärtigen Visconti-Venosta, und seine Vernehmlassung wäre, wenn ich die verlangte Audienz schon am 25. erhalten hätte, kaum so befriedigend gewesen, als sie es am 29. war. Visconti-Venosta hatte vor ein Paar Tagen eine heftige Explication mit Correnti gehabt, allein gestern war er ganz umgestimmt. Zwei Gründe dieser veränderten

Stellung habe ich in den Brief an Herrn Escher niedergelegt, daher ich sie hier nicht wiederhole, der hauptsächlichste lag aber wohl in der am 26. stattgehabten Verhandlung im Senat, der ich mit grossem Interesse beigewohnt habe und mir daher die Reflectionen der Minister leicht vorstellen kann. Conforti (Generalanwalt, gewesener Minister der Justiz), wie alle Neapolitaner sehr beredt, interpellirte das Ministerium über die Ereignisse in Pavia u. Piacenza.

Lanza antwortete, fest und ruhig, nun schlug Menabrea in einem gereizten Ton eine motivierte Tagesordnung vor. Lanza erwiderte heftig, und erklärte, das Ministerium wersetze sich dieser Tagesordnung, da bei deren Begründung mittelbar gegen eine Reduction der Armee protestiert worden sei, welche erforderlich sei, wenn die Finanzlage sich bessern solle. Die allzu weitläufigen Erörterungen Lanzas wiesen den gewesenen Finanzminister Digny in die Schranken. Menabrea antwortete nun auch wieder heftig Lanza sowohl, als Govone, dem Kriegsminister, wer Sieger bleibe, schien zweifelhaft. Als Conforti eine andere Redaction der motivierten Tagesordnung vorschlug, welcher sich nun Lanza und Menabrea — die beide nicht geschlagen sein wollten — anschlossen. Diese Discussion musste bei Visconti-Venosta, der nach seinen Überzeugungen Menabrea näher steht als Lanza, die Besorgniss erwecken, ein Ministerwechsel wäre nicht unmöglich. Da das Gotthard-Project vom Ministerium Menabrea ausgieng, so würde er sich durch Opposition gegen dasselbe nicht nur bei seinen gegenwärtigen Colleggen unangenehm machen, sondern er würde sich auch die Thüre, im Falle das frühere Ministerium wieder auftauchen sollte, verschliessen. Napoleon der erste hatte die Veltliner «les renards des montagnes» genannt!

Ziehen Sie nun selbst daraus die Consequenzen; Visconti ist ein eleganter Mann mit rothem Bakenbart und röthlichem Haar. Beim Empfang sagte er mir, H. Planta sei bei ihm gewesen, «qui est presque mon concitoyen». Als ich ihn nach zwei Stunden verliess, sagte er mir: «Das jetzige Splügenproject mit dem hohen Tunnel könne unmöglich entsprechen, er sei überzeugt, dass die Mehrheit der Kammer, namentlich wenn die Neapolitaner günstig seien, sich entschieden für den Gotthard aussprechen werde, ja er glaube sogar, dass, falls die Provinz Mailand einen Beitrag verweigere, das Ministerium dennoch auf der Ratification bestehen solle» (des Vertrages v. 15. Oct. v. J.).²

Der Herr Minister hatte mich über eine Menge anderer politischer Fragen der Schweiz u. anderer Staaten interpellirt und brach unsere Unterredung erst nach 2 Stunden ab. In Folge derselben bin ich *beruhigt*, zumal ich, wie Sie aus dem Brief an H. Escher ersehen werden, glaube, auf die Neapolitaner zählen zu dürfen, insoweit sie der Rechten angehören. Die der Linken folgen Moncini, der sich bei H. Escher für den Gotthard ausgesprochen hat.

Die Herren der Linken sprechen aber hier in der Kammer nicht immer — «*umsonst*», um mich eines schweizerischen Ausdruckes zu bedienen, der Ihnen meine Gedanken klar machen wird, ohne dass ich *deutlicher* werde.

Dürfen solche Stimmen, wenn es Noth thut, so gewonnen werden, wie es hier Übung ist? Darüber erhielt ich gerne eine Andeutung. Pioda sprach sich für die Affirmative aus. Sie oder Herr Escher lassen mir vielleicht nach Mailand eine Antwort auf diese Andeutung zukommen; ich reise Morgen nach Mailand zurück

2. Cf. n° 212, note 3.

und bleibe dort 3—4 Tage, bis der Provinzialrath entschieden haben wird, komme dann aber wieder hierher, was Lanza namentlich wünscht, da ich den Deputirten manches sagen könne, was ein Minister nicht dürfe. Sagen Sie Mélégari, ich veräume nicht, *sein Verhalten* in der Sache hier ins *rechte Licht* zu stellen.

Dass ich auch die Verwendung des preussischen Gesandten Brassier de St. Simon und des Badischen Schwuger³ in Anspruch nehme, versteht sich von selbst.

Durch Zufall habe ich unter dem hiesigen diplomatischen Corps, wie in der Deputirtenkammer einige gute alte Bekannte gefunden, deren Aufschlüsse über Personen u. Sachen mir von grossem Nutzen waren. Ich wiederhole, dass ich mich Piodas nicht genug rühmen kann, in der Spezialfrage war es etwas geniert, weil er, als Tessiner, *alle* Alpenpässe schon empfohlen hatte und als Gesandter vom Bundesrath jahrelang nothwendigerweise ohne Instruction blieb! Er kam aus der Auffassung nicht recht heraus, als handle es sich um eine politische Frage: soll Italien das ihm von jeher ergebene Veltlin, oder den der Schweiz ergebenden Kanton Tessin in seinen Wünschen unterstützen? Diese politische Auffassung schwächte seine eigene Überzeugung, er war daher froh, wenn ich bei allen Unterredungen, denen er allen beiwohnte, die Frage von dem einfältigen kleinen politischen Localstandpunkt auf den national-öconomischen handelspolitischen-europäischen hinüberzog und nachwies, dass niemand mehr gewinne als Italien.

3. *Nom difficilement lisible.*

226

E 53/127

Le Ministre de Suisse à Florence, G.B. Pioda, au Conseil fédéral

L

Florence, 2 avril 1870

J'ai reçu votre dépêche du 23 Mars¹, ainsi que les deux exemplaires du mémoire du Comité du Splügen avec projet et devis pour la construction d'un chemin de fer entre Coire et Riva di Chiavenna, avec l'invitation de faire parvenir ces deux exemplaires au Gouvernement italien.

Vous avez dû recevoir, en attendant, ma dépêche du 22² vous relatant que le Ministre des travaux publics m'avait montré les six exemplaires que lui avait envoyé le Comité du Splügen siégeant à Coire, ainsi que la demande de prendre le projet en sérieuse considération. Vous avez aussi dû recevoir l'exemplaire que j'ai demandé au Ministre dans le but explicite de vous l'envoyer.

Dans cet état de choses, je n'ai pas cru devoir communiquer au Gouv't. Italien ce que lui-même vous faisait connaître indirectement par mon intermédiaire.

1. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/86.

2. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Rome 1/160.

Mais il y a une raison plus grave. Il ne s'agit plus de choisir un passage: à l'heure qu'il est, le choix est fait. S'il est regrettable que la Suisse n'en ait pas pris l'initiative, elle l'a sanctionné après coup par la convention du 15 Octobre et par l'intérêt qu'y a pris un si grand nombre de cantons.

Le Conseil fédéral m'a, par ses missives, montré le plus grand intérêt à la réussite. J'ai en conséquence agi dans le sens de la ratification du traité et j'ai appuyé les démarches de M. le Dr Gonzenbach³, Délégué du Comité du St-Gothard. Présenter à ce moment le projet du Splügen, c'est évincer le projet du St-Gothard, c'est aider à faire rejeter la convention du 15 Octobre.

Ceci est si vrai que le Ministre des Affaires étrangères m'a lui-même raconté une communication du Chancelier de la Confédération du Nord à sa Légation en Italie, dans laquelle il se plaignait de voir le nom de M. Visconti-Venosta, qu'il croyait celui du Ministre, figurer dans le Comité pour le Splügen.

Que dirait le Ministre, après cette conversation, s'il me voyait arriver avec un projet qui, il n'y a pas à se faire illusion, ne peut être agréé qu'en supplantant le St-Gothard?

Il est certain que ce serait, sinon supprimer la convention du 15 Octobre, y aider puissamment.

Un temps viendra peut-être, soit que le St-Gothard fût assuré, soit qu'il fût définitivement rejeté, où l'on pourra recommander un autre passage sans se contredire, mais pour le moment je ne vois nullement comment la Suisse pourrait le faire sans nuire à ses intérêts et à sa dignité.

La situation est tellement dessinée, qu'il m'est impossible de m'abstenir de vous la signaler sans manquer à mes devoirs envers Vous et envers mon Pays.

Veillez, je vous prie, prendre en considération ces remarques et me donner connaissance de vos délibérations ultérieures.

3. Cf. n° 225.

227

E 2200 Vienne 1/51

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
aux Ministres de Suisse à Vienne, Florence et Berlin*

L

Bern, 10. April 1870

Es ist dem schweizerischen Bundesrathe durch Hrn. Minister Dr. Kern eine Kopie der Note¹ des Grafen Daru, adressirt an den Papst und das Concil vom ..., konfidentiell übermittelt worden, welche der Regierung, bei der Sie akkreditirt sind, ebenfalls schon bekannt ist. Der Inhalt dieses interessanten Aktenstückes ist eine eindringliche Mahnung, den Frieden zwischen Staat und Kirche nicht zu

1. Non reproduite. Cf. E 22/1622.

gefährden durch Schlussnahmen, wie sie das Schema de Ecclesia vorsieht (Infallibilitätserklärung mit inbegriffen) und daher alles daraus zu entfernen, was nicht rein kirchlichen Charakters sei. Graf Daru scheint anzunehmen, dass die übrigen europäischen Regierungen sich in ähnlichem Sinne in Rom vernehmen lassen werden.

Wie Ihnen bekannt, hat der Bundesrath seiner Zeit bei Beantwortung des Circulars des Fürsten Hohenlohe² den Standpunkt eingenommen, dass Präventivmassregeln irgend welcher Art gegenüber dem Concil und dessen Vorlagen nicht angezeigt scheinen und dass insbesondere die schweiz. Eidgenossenschaft gut thue, die förmliche Entschliessung des Concils abzuwarten, ehe sie irgend welche Schlussnahme fasse. Obschon die Note des Grafen Daru ähnlich wie seiner Zeit Fürst Hohenlohe, der diesen Standpunkt noch rechtzeitig eingenommen hatte, diese Politik des Gehenlassens als inconvenabel und unwürdig bekämpft, walten hierorts doch grosse Bedenken, dem Beispiel der französischen Regierung zu folgen. Abgesehen von den Ihnen schon bekannten Gründen möchte ich Sie namentlich auch noch auf folgende Bedenken aufmerksam machen.

Das jezt in Rom tagende Concil entbehrt entgegen dem bei frühern Concilien beobachteten Usus mit der Repräsentation des Laienelements auch der Vertretung der Statsgewalt und hat daher in gewisser Beziehung mehr den Charakter einer Versammlung der höhern geistlichen Beamten und Würdenträger, als denjenigen einer Versammlung der Kirche. Würde sich dieses Concil indessen nur mit geistlichen Dingen befassen, so hätten die Statsregierungen keinen besondern Beruf, sich mit der Frage der legitimatio ad causam dieser Versammlung zu beschäftigen. Ganz anders gestaltet sich aber die Sachlage, wenn eine so ganz einseitig komponirte Versammlung Beschlüsse fassen sollte, deren Tendenzen oder praktische Konsequenzen auf das rein staatliche oder das gemischt staatlich-kirchliche Gebiet hinüberzuragen bestimmt sind; denn zu massgebender Regulirung dieser Verhältnisse u. Beziehungen ist doch offenbar jene Versammlung kirchlicher Würdenträger ebenso wenig legitimirt, als ein politischer Körper es wäre zur Regulirung von rein oder gemischt kirchlichen Fragen. Erscheint es nun aber passend, sich mit einer Versammlung, deren Legitimation und Kompetenz man doch aller Wahrscheinlichkeit nach abschliesslich zu bestreiten in den Fall kommen wird, vorgängig in Diskussionen und Verhandlungen einzulassen, welche mit einigem Grunde als Anerkennung von deren Kompetenz ausgelegt werden dürften? Diese Frage dürfte noch einer sorgfältigen Überlegung werth sein.

Bevor das politische Departement jedoch dem Bundesrathe über diese wichtige Frage eine Vorlage machen will, wünscht es zu wissen, wie diese Angelegenheit von derjenigen Regierungen, bei welcher Sie, Herr Minister, akkreditirt sind, aufgefasst wird, und ersucht Sie daher, mit gefälliger Beförderung ihm mitzutheilen, ob die dortige Regierung sich dem Schritte der französ. Regierung in irgend welcher Weise zu associren gedenke.

2. Cf. n° 206.

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Paris, 22 avril 1870

Le Ministre des Affaires Etrangères par intérim, M. Emile Ollivier, recevait hier, suivant l'usage, les chefs de missions diplomatiques à Paris. Tous les Ambassadeurs et Ministres accrédités à Paris étaient réunis dans la salle des conférences.

L'usage demande aussi qu'il ne soit pas traité d'affaires dans ces audiences de cérémonie, même lors d'un changement définitif de Ministre. A bien plus forte raison devais-je m'abstenir, puisqu'il s'agissait pour le moment d'un simple intérim.

M. Ollivier, auprès duquel je fus introduit, après quelques paroles très bienveillantes pour ma personne et ma position officielle, a immédiatement abordé la question du Concile et de la note du C^{te} Daru¹.

Il m'a déclaré qu'il ne lui restait, à l'égard de cette note, qu'une ligne de conduite à suivre, c'était de la faire remettre officiellement au St-Siège et cela pour deux motifs. D'abord, M. Daru s'était trop avancé vis-à-vis des puissances étrangères; quelques gouvernements ayant formellement déclaré qu'ils s'associeraient à la démarche de la France et l'appuieraient à Rome, il n'était plus possible de revenir en arrière. Un autre motif était celui-ci: lorsque M. Ollivier a pris l'intérim du Ministère des Affaires Etrangères, M. de Banneville avait déjà communiqué officieusement le *Mémorandum* de M. Daru au Cardinal Antonelli, et n'attendait plus que l'audience du St-Père. Dans ces circonstances, M. Ollivier a cru devoir donner suite à l'idée de son prédécesseur, et n'a pas donné de contrordre à l'Ambassadeur de France à Rome.

M. Ollivier m'a dit que cette démarche était appuyée par quatre puissances catholiques, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, le Portugal et la Bavière, et par deux puissances mixtes, l'Angleterre et l'Allemagne du Nord. Il n'y avait pas d'autres adhésions pour le moment. L'Italie et la Belgique s'abstiennent. Bade n'a pas fait parvenir d'instructions à son représentant à Paris, mais d'après ce que j'ai appris, il serait probable que Bade s'abstiendra, ainsi que le Wurtemberg. La Russie, étant en rupture diplomatique avec le Vatican, ne fera naturellement aucune démarche.

J'ai rappelé à M. Ollivier la réponse faite par le Conseil Fédéral à la circulaire du prince Hohenlohe², en ajoutant que la Suisse persisterait probablement dans l'attitude prise par elle à cette époque.

J'ai ajouté, comme opinion personnelle, qu'à mon avis on ne gagne rien vis-à-vis de Rome à l'échange de correspondances. Ce n'est pas par des notes qu'il faut lutter contre les empiétements du Vatican; il faut repousser par des faits et par des

1. Cf. 227, note 1.

2. Cf. n° 206.

actes toute tentative d'immixtion de la Cour de Rome dans les droits des Etats et des Nations.

M. Ollivier a entièrement approuvé cette manière de voir, et a ajouté qu'il la partageait aussi. Il est décidé à ne pas continuer avec le Cardinal Antonelli la correspondance commencée par M. Daru, qu'il reçoive ou non une réponse du Vatican.

L'opinion de tous les ministres qui étaient réunis dans la salle des conférences et dont les gouvernements ne se sont pas encore engagés, était unanime en faveur de l'abstention.

Il y a aussi une question de forme que l'on ne doit pas oublier. Le Gouvernement Français n'a pas donné à la Suisse officiellement connaissance du *Mémorandum* du C^{te} Daru. Je me suis procuré cette note d'une manière officieuse et confidentielle, et dans la pensée qu'il vous serait agréable de connaître ce document à titre de renseignement.

La politique intérieure de la France se concentre exclusivement sur le plébiscite³ et les faits qui s'y rattachent.

Le discours de M. Ollivier, dans la dernière séance du Sénat, a fait une excellente impression et mérite d'être étudié et lu attentivement.

Je n'entrerai pas dans le détail des discussions qui ont eu lieu au Sénat. Vous avez reçu le compte rendu officiel de ces délibérations, et le discours de M. Ollivier mérite seul une mention spéciale et exceptionnelle.

La question très importante qui se pose aujourd'hui est celle de la formule plébiscitaire. Il est évident que la signification et la portée du vote seront très différentes, suivant le sens que l'on donnera au vote, et suivant la manière dont le Gouvernement posera la question devant la Nation. Il m'a paru résulter de la conversation que j'ai eue hier avec M. Ollivier, l'intention de donner au vote le sens suivant: «La France approuve-t-elle les changements apportés à la Constitution de 1852, dans le but d'établir le gouvernement parlementaire?» En d'autres termes, on demanderait à la nation, non pas de se prononcer une fois encore sur les articles de la Constitution de 1852, maintenus dans le Sénatus-consulte, mais seulement de se prononcer sur les changements apportés à la Constitution. On ne demanderait pas aux électeurs de ratifier de nouveau les art. 13 et autres accordant à l'Empereur seul le droit de recourir à la nation et de modifier le droit constitutionnel de la France, parce que ces articles ont déjà été approuvés en 1852 et n'ont pas besoin d'une nouvelle sanction populaire. Le vote porterait sur les dernières modifications libérales faites à l'ordre de choses antérieur. Beaucoup de personnes croient que cette manière de poser la question procurerait au Gouvernement un nombre assez considérable d'adhésions, surtout de la part de celles qui répugnent à consacrer par leur vote les dispositions de l'article 13.

On attend avec impatience la proclamation de l'Empereur et la publication de ce Manifeste au *Journal officiel* est annoncée pour demain ou après-demain.

Une grande activité règne dans les deux camps. Des Comités d'initiative et

3. Plébiscite du 8 mai 1870, introduisant un système d'inspiration parlementaire.

d'exécution ont été fondés à Paris et cherchent à entraîner la province. Le Manifeste de Gambetta et de quelques-uns de ses collègues de la gauche a paru dans les journaux, en sorte que je n'ai pas à insister sur ce document.

Le parti gouvernemental compte toujours sur une grande victoire, par suite de l'influence qu'il exerce sur les populations des campagnes.

J'attirerai aussi votre attention sur un article de M. Michel Chevalier dans le *Journal des Débats* de ce matin. M. Chevalier avait dit quelques mots au Sénat, au sujet de la manière peu impartiale dont l'enquête parlementaire⁴ lui paraissait être dirigée. Dans une des dernières séances de la Commission d'enquête, M. Paulmier, président de la Commission, avait protesté contre les paroles prononcées au Sénat par M. Chevalier. Celui-ci répond dans les *Débats* aux observations de M. Paulmier, et l'accuse de n'avoir pas su sauvegarder d'une manière suffisante l'indépendance des déposants. Comme je vous le signalais dans mes précédents rapports, les filateurs et tisseurs assistaient aux séances de la Commission d'enquête en beaucoup plus grand nombre que leurs adversaires, et ne *[se]* sont pas gênés pour prodiguer des manifestations hostiles envers les déposants libre-échangistes. M. Chevalier signale en particulier dans cet article les «scènes regrettables» qui se sont passées lors de l'audition de M. Feer-Herzog, «que les protectionnistes ont voulu empêcher d'être entendu.»

Je vous envoie aujourd'hui le second fascicule du bulletin des séances de la commission d'enquête.

C'est avec infiniment de regret que j'ai appris la triste nouvelle, mentionnée à la fin de votre office d'hier, et la gravité de la maladie de M. le Colonel Hammer. Espérons que bientôt nous apprendrons une amélioration, et que les tristes sentiments manifestés dans la dépêche⁵ que vous avez reçue de Berlin ne se réaliseront pas.

4. Il s'agit d'une enquête concernant l'établissement des taux de droits de douane.

5. Télégramme du 20 avril 1870, non reproduit. Cf. E 2/580.

229

E 1001 (E) q 1/87

*Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Florence, G.B. Pioda**Copie*
L

Berne, 27 avril 1870

Nous avons bien reçu votre dépêche du 2 courant¹ qui nous expose, d'une manière détaillée, vos scrupules concernant la remise au Gouvernement Italien des deux exemplaires du *Mémoire du Comité du Splügen*, avec projet de devis pour la construction d'un chemin de fer entre Coire et Riva di Chiavenna.

Après en avoir délibéré aujourd'hui², nous devons vous faire savoir, Monsieur le Ministre, que nous ne voyons aucun inconvénient à ce que vous fassiez parvenir au Gouvernement Royal les deux exemplaires du Mémoire dont il s'agit et nous vous prions, en conséquence, Monsieur le Ministre, de les remettre audit Gouvernement *dans le sens de notre mandat primitif* du 23 Mars dernier³.

1. Cf. n° 226.

2. *Non reproduit.* Cf. PVCF E 1004 1/81, 1638.

3. *Non reproduit.* Cf. E 1001 (E) q 1/86.

230

E 13 (B) 72

*Le Secrétaire de la Légation de Suisse à Berlin, C.P. Mercier,
au Président de la Confédération, J. Dubs**R*
Confidentielle

Berlin, 6 mai 1870

J'ai eu l'honneur de vous entretenir hier¹ de la question du St-Gothard et puis aujourd'hui vous dire qu'ayant parlé à un autre membre du Bundesrath je suis à même de confirmer mes précédentes données, à savoir que le projet de loi à soumettre à ce corps est tout prêt. Ce membre, délégué de la Saxe, croit que le retard apporté à la présentation provient du grand travail occasionné à la Chancellerie fédérale par le parlement douanier, et il pense que, dès que le Bundesrath de la Confédération du Nord recommencera à avoir des séances régulières, il s'occupera de cette question. Il ne m'a pas été possible d'apprendre quelque chose sur le projet contenu [dans] ce projet de loi, vu qu'ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de vous le dire, la question est traitée avec le plus grand secret par le Gouvernement d'ici.

1. *Non reproduit.*

Concernant la somme que la Confédération donnera comme subvention, les opinions sont partagées, les uns parlent de 13 millions, les autres de 12 millions; je crois que cette dernière somme est la plus vraisemblable. En ayant parlé à M. Delbrück, il me répondit qu'il ne pouvait rien me dire de positif, mais que si ce n'était cette somme, je ne me trouvais pas éloigné de la vérité.

Ma missive d'hier vous a entretenu de ce que j'ai pu apprendre au sujet des démarches faites par la Chancellerie fédérale auprès des cours de l'Allemagne du Sud; M. le Comte de Launay, que j'ai vu aujourd'hui, n'était point au courant de cela, et je pense que les indications que M. Melegari vous a données lui auront été fournies par M. de Roeder. D'après ce que M. Weisshaupt m'a dit hier, je ne puis mettre en doute qu'on ait fait quelque chose.

Il m'est impossible de vous donner des renseignements au sujet de la nouvelle du désir que, suivant M. Melegari, M. Delbrück a dû faire exprimer concernant l'introduction dans la communication italienne, relative à la prolongation de trois mois, d'un passage insinuant à la Confédération du Nord de se porter garante du total de la subvention de 20 millions et de se concerter ensuite avec les autres gouvernements allemands sur les sommes à attribuer à chacun. Le Cabinet de Florence n'en a touché mot jusqu'ici à M. le Comte de Launay, lequel a donné en même temps que nous communication identique de la prolongation. Monsieur Delbrück n'en a point non plus parlé à M. de Launay; d'où il suit que cette démarche a dû être faite par le ministre de la Confédération à Florence. M. Launay attend journellement des dépêches de son Cabinet concernant le Gothard et s'il recevait l'ordre de faire une démarche dans ce sens, je vous le communiquerais par le télégraphe.

Les Légations de Suisse et d'Italie sont en rapport journalier et considérant l'importance de marcher d'accord en cette occasion, nous nous tenons au courant de nos démarches réciproques. Je vois de plus chaque jour un membre ou l'autre du Bundesrath et je crois que rien de bien important ne peut devenir connu, sans que la Légation en soit informée.

Il me semble que si on posait à M. Delbrück des demandes trop formelles par rapport à sa ligne de conduite vis-à-vis des états du Sud, il y verrait facilement un manque de confiance; il a déjà si souvent répété que la Confédération du Nord aurait réglé la question dans ce mois-ci, qu'il me paraît préférable d'attendre qu'il se soit plus engagé encore, avant de faire une démarche pour savoir de lui ce qu'il compte faire après avoir posé la question au Reichstag.

On continue à agir en faveur du Splügen auprès des membres du parlement du Nord; je crois toutefois que ce sera de peu de résultat. (C'est probablement l'émissaire mentionné dans le temps déjà, [l']avocat H de Coire?²).

Souvent dans le cas de prêter nos «protocoles de la Conférence de Berne»³, je vous prie, Monsieur, de bien vouloir en faire envoyer encore un exemplaire à la Légation.

2. *Vraisemblablement, il doit s'agir de Sebastian Hunger, homme politique et promoteur important des chemins de fer grisons.*

3. *Cf. n° 211, annexe.*

*Le Ministre d'Italie à Berne, L. A. Melegari,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

N

Berne, 18 mai 1870

Les Préfets de Como et de Sondrio ayant informé le Gouvernement Royal qu'il n'est bruit dans leurs provinces que d'une imminente expédition organisée à Bellinzona pour envahir la Valteline, le soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, a été chargé par voie télégraphique de prévenir de ces bruits le Conseil fédéral, et d'insister pour que des mesures énergiques soient prises, afin d'empêcher qu'une pareille expédition puisse avoir lieu.

Les tentatives qui ont eu lieu récemment en Italie expliquent les craintes manifestées par les autorités de la frontière et légitiment en même temps les réclamations du Gouv^t. Royal; et cela d'autant plus que ces mouvements ont été évidemment organisés par Mazzini dans le Tessin, car il est maintenant hors de doute que le grand conspirateur se trouvait à Lugano, lorsque le Gouv^t. local, prévenu de cela, en niait la présence dans le Canton.

Bellinzona est le lieu d'où l'on peut le plus aisément entreprendre de pareilles tentatives.

L'équipée du Val d'Intelvi en 1848 eut lieu de ce côté-là, sans que le Gouvernement tessinois ait rien fait pour l'empêcher.

Le soussigné espère que le Conseil fédéral voudra bien prendre les mesures nécessaires pour qu'on ne porte pas atteinte aux rapports de bon voisinage, heureusement existant entre les deux pays, et pour empêcher que les prévisions manifestées par les autorités de Como et de Sondrio ne se vérifient.

Ce à quoi contribuera le maintien de l'ordonnance fédérale de l'année précédente, relative à l'internement des individus, dont la présence dans le Tessin est redevenue une menace pour l'ordre public dans les provinces limitrophes du Royaume.¹

1. Pour la suite de cette affaire, cf. n° 237.

*L'Ambassadeur de l'Empire ottoman à Paris, Djémil Mehmed Pacha,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

N¹

Paris, 18 mai 1870

Quelques sujets Ottomans, qui se sont enfuis de leur pays, pour échapper à l'action de la justice, se sont réunis et ont entrepris à l'Étranger une propagande révolutionnaire contre le Gouvernement Impérial Ottoman et contre l'état social tout entier. Leurs menées s'étaient manifestées plus particulièrement par la publication successive, à Londres, de deux journaux en langue Turque, sous le nom de «Moukhbir» et de «Hurriet», qui prêchaient ouvertement la révolte et l'assassinat politique. La Justice Britannique s'étant saisie de ces faits et ayant exercé contre les auteurs de ces provocations des poursuites criminelles, ils se sont dérobés par la fuite à la répression qui allait les atteindre et se sont établis à Genève où, fidèles à leur programme, ils ont commencé la publication d'un nouveau journal en langue Turque appelé «Inklab» (révolution), qui attaque avec la dernière violence les institutions de leur pays, outrage indignement le Souverain et fait un appel direct à la rébellion.

Vous en jugerez, Monsieur le Président, par la traduction en Français d'un des exemplaires de ce journal, que je prends la liberté de mettre sous vos yeux², traduction que les éditeurs de cette feuille ont pris soin eux-mêmes de publier.

Les auteurs principaux de ces publications criminelles sont les nommés: Zia Bey, Mehmed Bey et Hussein Pacha. J'ai lieu de croire qu'ils auraient associé à l'exécution de cette entreprise subversive quelques autres personnes.

Le Gouvernement Impérial Ottoman informé de ces tentatives criminelles, que les lois de la Grande-Bretagne, si libérales qu'elles soient, n'ont pu tolérer, m'a chargé de m'adresser directement au Gouvernement de la Confédération Helvétique, pour lui signaler ces attentats au droit des gens et pour lui en demander la répression.

J'accomplis ce devoir en vous priant, Monsieur le Président, de prendre ou de provoquer telles mesures que vous croirez propres à mettre un terme à des actes qui ont un caractère criminel, non seulement au point de vue politique, mais encore et surtout au point de vue du droit commun.

L'hospitalité si large et si généreuse que la Suisse accorde aux réfugiés politiques et dont le Gouvernement du Sultan se fait un honneur de reconnaître et de pratiquer lui-même le noble principe, ne saurait couvrir ni protéger les entreprises des étrangers qui conspirent ouvertement contre le Gouvernement de leur pays et prêchent l'insurrection et l'assassinat comme moyen de faire triompher leurs projets révolutionnaires.

Les rapports amicaux qui n'ont cessé d'exister entre la Turquie et la Suisse, la

1. Remise à la Légation de Suisse à Paris.

2. «La Révolution, organe de la démocratie musulmane», du 1^{er} mai 1870. Cf. E 2/603.

loyauté traditionnelle du Gouvernement Helvétique et les sentiments de haute justice qui vous distinguent, Monsieur le Président, me sont un sûr garant que ma demande recevra l'accueil que la Sublime Porte est en droit d'espérer.

233

E 13 (B) 72

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Confidentiell

Berlin, 21. Mai 1870

Mein heutiges Telegramm¹ brachte Ihnen die Nachricht eines bedeutsamen Schrittes, den die Gotthardangelegenheit in der Richtung nach ihrem Ziel gethan. Der vom Bundesrath angenommene und heute beim Reichstag einzubringende Gesetzesvorschlag lautet, wie Sie aus der Anlage (Kommissionalantrag) ersehen wollen, und lässt die Frage des eventuellen Zuschusses der Köln-Mindener Eisenbahngesellschaft im günstigen Sinne wenigstens als eine offene bestehen, so dass es wohl besser wäre, wenn die Berathung der Frage durch kein Amendement im gestern angedeuteten Sinne durchkreuzt würde.

Die Beschlussfassung des Bundesrathes sollte, wie Ihnen meine gestrige Depeche² richtig meldete, erst heute Morgen stattfinden, fand aber auf das besondere Verlangen d.H. Delbrück noch gestern Abends nach 11 Uhr statt. Die Gefahr, dass der Reichstag zur Gotthardfrage Beschlussunfähigkeit erlangen sollte, hat sich, seitdem heute die Verschiebung der Discussion über die Todesstrafe auf nächsten Montag verschoben worden und noch einige Aussicht auf eine Verständigung des Reichstages mit dem Bundesrath sich erhält, um etwas gemindert, aber noch keineswegs ganz gehoben.

Kommt ein Compromis in der Frage der Todesstrafe zu Stande, so würde die Gotthardfrage, wie ich soeben vernehme, nächsten Dienstag zur Verhandlung kommen.

Aus Württemberg will ich vorläufig melden, dass dort nicht ohne Erfolg ein Schweizerischer Staatsmann für den Splügen wirkt, während ich anderseits auch hörte, dass beim Ministerium Geneigtheit für eine Gotthardsubvention vorhanden sei? Eine bestimmte Richtung wird in der Württembergischen Eisenbahnpolitik wohl erst nach dem Entscheid in Berlin genommen werden. Jedenfalls bitte ich, meine schon früher ausgesprochene Ansicht, dass dort ein Spezialdelegirter des Schweiz. Bundesrathes nützlich wäre, in geneigten Betracht zu ziehen, indem es mir, wegen der mir verordneten Badekuren, kaum möglich sein wird, dort mehr als einen kurzen Besuch zu machen.

1. *Non reproduit.*

2. *Non reproduite.*

Meine Genesung schreitet stufenweise, aber doch langsamer, als ich mir dachte, vor, und werde ich nächstens ein Urlaubsgesuch einreichen, um mir verordnete Badekuren in Vichy und St. Moriz zu machen.

234

J.I.2/6

*Le Directeur en chef des Constructions et Membre du Bundesrat
de la Confédération d'Allemagne du Nord, T. Weisshaupt,
au Chef du Département militaire, E. Welti*

L

Vertraulich

Berlin, 22. Mai 1870

Die ernste, fast düstere Stimmung, welche aus Ihren Zeilen vom 18. d.¹ spricht, ergreift mich tief u. findet in meinem Innern vollen Wiederhall. Lassen Sie uns aber nicht zagen, sondern mit Ernst u. Eifer an dem begonnenen Werke weiterbauen, welche Phasen dasselbe auch durchlaufen mag. Sie erwarten sicherlich von mir keine Darlegung der Schwierigkeiten, welche hier dem Austrag der Sache entgegengetreten sind. Aus voller Überzeugung kann ich Ihnen aber mittheilen, dass das Bundeskanzler-Amt die Gotthardbahn ernstlich will, dass es dem Unternehmen die entschiedenste Förderung angedeihen lässt. Das Bundeskanzler-Amt wollte demgemäss auch eine Unterstützung von 12 Millionen. Die eifrigen Bemühungen scheiterten aber an der preussischen Sparsamkeit, welcher die Erinnerung an das kaum erst überwundene Deficit noch wie ein Schreckbild vorschwebt. Herr Delbrück rettete, was zu retten war u. nahm schliesslich mit 10 Millionen vorlieb. In der letzten Bundesrathssitzung machte er lebhaftige Attaquen auf Hessen. Dennoch scheint er sich mit der Hoffnung zu tragen, etwa 2 Mill. aus diesem Lande u. der Hessischen Ludwigsbahn herauszuschlagen. Bei der bekannten Beharrlichkeit, mit welcher Herr Delbrück seine Pläne zu verfolgen pflegt, vertraue ich immer noch auf ein gutes Ende. Die ausserordentlichen Anstrengungen, mit denen die Schweiz ihre Aufgabe gelöst hat, haben hier volle Anerkennung gefunden; auf Italien blickt man nicht ohne Sorge über die Erfüllung der übernommenen Verpflichtungen.

Von dem beim Reichstag am 20. eingebrachten Gotthardbahngesetz erlaube ich mir ein Exemplar nebst Motiven beizuschliessen. Die von den Eisenbahngesellschaften beschlossenen Subventionen können Sie als sicher ansehen. Wahrscheinlich werden aus dieser Quelle sogar 3 Mill. fliessen, wodurch jedoch der Gesamtbetrag von 10 Mill. keine Erhöhung erfährt. Die Berathung im Reichstage wird schon im Laufe der nächsten Tage Statt finden. Ein bedenklicher Widerspruch wird nicht erhoben werden; für die Splügisten gibt es keine Aussichten auf Erfolg...

1. *Non retrouvée.*

Über dasjenige, was man zu thun gedenkt, wenn die 10 Mill. bewilligt sind, weiss ich nichts, denke mir aber, dass alsbald zu einem Benehmen mit Süd-deutschland wegen Beschaffung der übrigen 10 Mill. geschritten werden wird. In Stuttgart wird leider stark von Chur aus für den Splügen gewählt; das Vorgehen Norddeutschlands dürfte jedoch auch an dieser Stelle seine Wirkung nicht verfehlen.

P.S. Ich stelle anheim, diese im *Übrigen ganz vertraulichen Zeilen* meinem braven General dem Herrn v. Röder zu zeigen.

235

E 53/7

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

R

Confidentiel

Paris, 1^{er} juin 1870

La question de la *ligne de Jougne* a fait dans les derniers jours l'objet de nombreuses démarches, et je m'empresse de Vous rendre compte de l'état actuel de cette affaire importante.

Vous avez vu par ma lettre du 20 Mai¹, n° 650, que M. Plichon, Ministre des Travaux Publics, avait accordé à la Compagnie Paris—Lyon un délai d'un mois pour présenter un projet comparatif de tracé entre le Col de Touillon et la frontière, avec ou sans rebroussement. En cas de tracé direct, le Ministre autorisait la Compagnie à prendre pour base de son projet des pentes de 25 ‰ à ciel ouvert.

Il était urgent de répondre d'une manière énergique à cette communication. J'ai donc cru devoir transmettre au Conseil d'Etat du Canton de Vaud copie de la dépêche de M. Plichon. J'exprimais aussi, dans une lettre adressée le même jour² à M. le Président du Conseil d'Etat du Canton de Vaud, l'opinion qu'il devait être tenté un dernier effort pour écarter les pentes de 25 ‰ et obtenir le tracé direct.

Cette manière de voir était aussi celle du Gouvernement Vaudois. Il m'annonça en outre son intention d'envoyer à Paris des délégués, afin de montrer au Ministre des Travaux Publics l'importance qu'il attache à la question.

D'après des renseignements qui m'étaient parvenus d'une manière indirecte, et dont le Gouvernement Vaudois avait aussi eu connaissance, on pouvait craindre que la Compagnie Paris—Lyon, profitant du changement de Ministère, n'essayât d'obtenir par surprise la ratification du projet de tracé, auquel la Suisse n'a cessé de s'opposer. Certains indices m'avaient en particulier donné lieu de croire que la Compagnie déposerait ses plans comparatifs avant le délai d'un mois fixé par le Ministre des Travaux Publics.

1. *Non reproduite.*

2. *Non retrouvée.*

Je me rendis immédiatement chez M. Plichon, pour lui demander formellement de ne prendre aucune décision avant d'avoir entendu les délégués du Conseil d'Etat du Canton de Vaud. M. Plichon fit droit à ce désir sans difficulté, et m'annonça qu'il recevrait ces Messieurs le dimanche suivant.

En sortant de cette audience chez le Ministre des Travaux Publics, j'ai cru devoir aussi me rendre chez le Prince Napoléon, que son séjour dans le Canton de Vaud a mis à même de connaître de la question et d'y porter un intérêt personnel. Le Prince a vivement désapprouvé la manière d'agir de la Compagnie et m'a promis d'en parler à M. Plichon. J'ai pu me convaincre, par M. Plichon lui-même, que le Prince Napoléon l'avait entretenu de la question de la ligne de Jougne, et lui avait recommandé la prise en considération des demandes de la Suisse.

Le Conseil d'Etat du Canton de Vaud avait, pendant ce temps, rédigé un exposé historique³ de toute l'affaire, et signalé en particulier les retards et les difficultés suscités par le mauvais vouloir du chemin de fer Paris—Lyon. J'ai l'honneur de Vous en transmettre sous ce pli un exemplaire. De plus, MM. Delarageaz, Président du Conseil d'Etat et Chef du Département des Travaux Publics, et Ruchonnet, Conseiller d'Etat, furent délégués par leur Gouvernement pour représenter les intérêts du Canton de Vaud auprès du Ministre des Travaux Publics.

Le lendemain de l'arrivée de ces Messieurs, le dimanche 29 Mai, nous nous sommes rendus ensemble chez M. Plichon. Le Ministre s'est exprimé d'une manière assez favorable à nos vues sur la question du rebroussement; il a dit qu'il attendait encore les projets comparatifs que la Compagnie devait présenter, qu'il ne pouvait se prononcer encore d'une manière définitive, mais qu'il avait lieu de croire fondées les réclamations de la Suisse en faveur du tracé direct. Sur la question des pentes par contre, M. Plichon a fait remarquer que la question n'était plus intacte, puisque son prédécesseur, M. de Talhouet, avait autorisé la Compagnie à présenter un plan basé sur des pentes de 25 ‰ à ciel ouvert.

Le Mémoire du Conseil d'Etat du Canton de Vaud a été aussi remis à Plichon par MM. Delarageaz et Ruchonnet, et appuyé par moi.

La puissance de la Compagnie Paris—Lyon est si considérable, et les moyens d'influence dont elle dispose si exorbitants, que j'ai cru de mon devoir de recourir de mon côté aux mesures les plus énergiques pour combattre le rebroussement. Si les projets de la Compagnie étaient adoptés, il en résulterait une augmentation de trois kilomètres, sur dix-huit que compte la partie française de la ligne de Jougne, et les pentes de 25 ‰ nécessiteraient pour l'exploitation, l'emploi de deux locomotives ou tout au moins l'emploi de machines exceptionnellement fortes.

J'ai donc cherché à profiter d'un dîner auquel je devais assister aux Tuileries le soir même (29 Mai), pour entretenir l'Empereur de la question. J'ai eu avec lui un entretien particulier de plus d'une demi-heure, dans lequel je n'ai pas hésité à lui exposer *avec la plus grande franchise* toutes les manœuvres entreprises par la Compagnie dans un intérêt fiscal, et en contradiction avec les vœux et les intérêts des populations des deux pays. Afin de lui confirmer mes assertions par la production des correspondances échangées entre les deux Gouvernements, je lui ai demandé une audience qu'il a fixée immédiatement au mardi suivant (31 Mai), à

3. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Paris 1/78.

9 heures du matin. J'ai eu de nouveau avec l'Empereur un entretien d'une demi-heure, dans lequel je lui ai reproduit, pièces en mains, toutes les péripéties traversées par la question de la ligne de Jougne; je lui ai remis copie des principaux documents, ainsi qu'un plan du tracé.

Je l'ai trouvé *très bien disposé*, tant dans la première que dans la seconde entrevue. Il m'a même dit qu'il avait, à la suite de notre premier entretien, parlé de la question, le lundi, en Conseil des Ministres. Tous auraient été d'avis que ces retards étaient très regrettables, et il a ajouté en terminant: «Vous pouvez regarder le rebroussement comme écarté. Quant à la pente, je pense que nous maintiendrons un maximum de 20 ‰, ou tout au plus de 23 ‰, concession faite par les délégués Vaudois à la conférence de Lausanne. Cette pente est encore possible sans exiger double traction.»

MM. Delarageaz et Ruchonnet, qui sont encore à Paris en ce moment, m'ont vivement remercié de ces démarches.

J'attends, dans la première partie de ce mois, une décision officielle et définitive, et j'aurai soin de Vous en faire part immédiatement.

Les faits que je viens d'avoir l'honneur de Vous exposer m'ont paru présenter un caractère d'urgence tel, qu'il m'a paru indispensable de me mettre en rapport direct avec le Conseil d'Etat du Canton de Vaud, afin de pouvoir intervenir en temps utile. Il m'a paru que, de cette manière, j'agissais dans le sens de Vos instructions et pour le mieux des intérêts qui m'étaient confiés.

Veillez transmettre confidentiellement copie de ce rapport au Conseil d'Etat du Canton de Vaud, auquel ses délégués rendront, du reste, compte de leur mission d'une manière détaillée.

236

E 13 (B) 97

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R
Confidentiell

Wien, 1. Juni 1870

Sollte ein verfrühtes Telegramm von Wien an die Feldkirchner Zeitung (Absender Herr Karl Ganahl) des Inhaltes, dass der Vertrag des Consortiums der Vorarlbergerbahn mit den Bauunternehmern für die Strecke Bludenz—Bregenz, *sammt* den beiden Anschlusslinien unterzeichnet sei, auch in die Schweizerzeitungen übergehen und zu Ihrer Kenntniss gelangen, so wollen Sie demselben keinen Glauben beimessen, da diese Nachricht nur theilweise richtig ist. Es wurde nämlich allerdings *ein* Exemplar des Vertrages von den sämtlichen Betheiligten unterfertigt, als aber gestern das zweite Exemplar, das nebst Plänen etc. dem Handelsministerium übergeben werden muss, unterzeichnet werden sollte, weigerten sich die Vertreter der Creditanstalt, diess zu thun, indem sie erklärten, dass sie

erst dann zur Unterzeichnung schreiten werden, wenn von der Schweiz die bestimmteste Angabe vorliege, dass sie auf den dritten Anschluss bei *Rüti* verzichte.

In dem Bauvertrage soll ausdrücklich bestimmt sein, dass die Unternehmer nur zu den beiden Anschlüssen verpflichtet seien, nichts destoweniger wollten sie sich für jeden Fall durch eine schweizerische Erklärung sicherstellen u. haben eine solche vom Consortium verlangt. Das Consortium seinerseits soll nun *festentschlossen* sein (wie es scheint die Creditanstalt an der Spitze), im Falle der hohe Bundesrath auf einem dritten Anschluss oder einem Differentialtarife beharren würde, von den *Anschlussbahnen ganz abzusehen*, den Bauvertrag nur für die Linie Bludenz—Bregenz abzuschliessen u. es seiner Zeit der Schweiz zu überlassen, für die Anschlusslinien zu sorgen. Wie ich vernehme, würde sich das Handelsministerium diesem Vorgehen des Consortiums nicht widersetzen. Herr v. Pretis bemerkte mir kürzlich, dass der 1865^{er} Vertrag¹ auf die jezige Bahnstrecke Bludenz—Bregenz keine Anwendung mehr finden könne, da es sich ja eigentlich um eine andere Bahn u. um ein anderes Consortium handle.

Es ist auch schon der Vorschlag gemacht worden, die Anschlussbahnen nur bis an den Rhein zu bauen und sie dort abzubrechen, die Rheinbrückenbaue etc. der Schweiz überlassend. Man ist aber von diesem abentheurlichen Projecte wieder abgegangen.

In der Antwort des Ministeriums des Äussern, die Ihnen der k. u k. Gesandte in Bern heute oder morgen mittheilen wird, nimmt dasselbe auch Bezug auf die in der Schweiz selbst sehr getheilten Interessen, Ansichten u. Wünsche. Zur Erklärung dieser Äusserung kann ich Ihnen mittheilen, dass von Hr. K. Ganahl dem Handelsministerium eine Anzahl Zeitungen der Ostschweiz, insbesondere mehrere Nummern der St. Galler Zeitung u. des freien Rhaetiers, die in bekannter Weise gegen die bundesrätliche Forderung polemisirten, mitgetheilt wurden.

Auf die möglichst genauen Informationen, die ich hier über diese Angelegenheit eingezogen habe, gestützt, erlaube ich mir Ihnen folgende Bemerkungen zu machen. 1^o Weder vom Consortium noch vom Handelsministerium haben wir irgend andere Concessionen zu erwarten, als den Bau der beiden Anschlüsse bei Buchs und bei St. Margarethen. 2^o Die Bauunternehmer biethen alles auf, sich wegen des Brückenbaues über den Rhein dem Baue der Flügelbahnen zu entziehen, u. 3^o, wenn eine befriedigende Rückäusserung des hohen Bundesrathes noch lange auf sich warten lässt, oder neue Bedingungen gestellt werden, so steht zu befürchten, dass es ihrem Einflusse gelingen werde, das Consortium zu bewegen, den Bauvertrag nur für die Linie Bludenz—Bregenz abzuschliessen u. die Flügelbahnen ganz bei Seite zu lassen.

In Anbetracht dieser Verhältnisse halte ich eine möglichst baldige Entscheidung des hohen Bundesrathes für dringend geboten u. bin der festen Überzeugung, dass durch eine Zögerung oder durch das Aufstellen neuer für das Consortium oneröser Bedingung nicht anderes als eine schwere Schädigung schweizerischer Interessen erzielt würde. Der Termin, während dessen der Baucontract abgeschlossen werden muss, ist auf drei Monate, von denen schon ein halber

1. Cf. RO VIII, pp. 599—609.

verstrichen ist, festgesetzt; es wäre daher sehr angezeigt, dass die Conferenz zur Revision des Vertrages wenn immer möglich in der zweiten Hälfte des Juni zusammentreten könnte.

237

E 2200 Florence 1/7

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
au Ministre de Suisse à Florence, G.B. Pioda*

L

Berne, 2 juin 1870

Le 18 Mai dernier, Mr. le Ministre d'Italie à Berne m'a informé¹ de vive voix que son Gouvernement venait de lui mander que des tentatives révolutionnaires étaient projetées pour les provinces de Côme et de la Valteline, qu'une expédition devait partir de Bellinzone comme en 1848, et qu'on avait à Florence des preuves que Mazzini avait de nouveau séjourné dans le Tessin.

Le même jour, Mr. Melegari m'a remis une note confirmant les communications ci-dessus et exprimant le désir du Gouvernement royal que le Conseil fédéral prenne des mesures énergiques pour empêcher tout mouvement et qu'il donne des ordres, afin que les réfugiés soient internés et scrupuleusement surveillés.

Par suite de ces communications, le Conseil fédéral adressa immédiatement au Conseil d'Etat du Tessin un télégramme² l'invitant à exercer la plus scrupuleuse surveillance à l'égard des réfugiés, surveillance qui, du reste, lui avait été déjà recommandée antérieurement, c'est-à-dire dès que le Conseil fédéral avait eu connaissance de la présence de réfugiés dans le Tessin.

Le même jour (18 Mai), le Conseil fédéral décida d'inviter le Conseil d'Etat du Tessin à éloigner sans retard de Lugano les réfugiés et à les interner à Bellinzone; mais Mr. le Ministre d'Italie nous ayant fait observer que d'après de nouvelles communications de son Gouvernement il y avait tout lieu de croire que le mouvement projeté était en effet organisé à Bellinzone et devait partir de là, nous résolûmes, sur le désir manifesté par Mr. Melegari, de ne point donner suite pour le moment à la décision sus-indiquée et de nous borner à laisser provisoirement les réfugiés à Lugano, en les faisant, bien entendu, surveiller dans cette localité avec tout le soin possible.

Ainsi, l'ajournement de l'exécution de notre décision d'interner les réfugiés à Bellinzone doit être attribué exclusivement aux considérations que nous venons de signaler et au désir exprimé à ce sujet par Mr. Melegari.

Le 19 Mai, le Conseil d'Etat du Tessin nous répondit par télégramme³ qu'on n'avait pas d'indices de la présence de Mazzini, et que rien ne dénotait l'existence

1. Cf. n° 231.

2. Cf. n° 231. Texte brouillon de Dubs sur le document.

3. Non reproduit. Cf. E 21/123.

d'un projet quelconque dans le sens indiqué, mais il nous donna en même temps l'assurance qu'il ne négligerait rien pour surveiller rigoureusement les réfugiés et pour empêcher tout mouvement.

Depuis lors, le Conseil d'Etat nous a transmis un rapport confirmant ces communications; puis nous sommes restés quelques jours sans nouvelles, lorsque tout à coup, Mr. le Vice-Président Demarchi nous a annoncé par télégramme⁴ la nouvelle que les réfugiés avaient quitté Lugano, comme pour se rendre de l'autre côté du Monte Ceneri, mais qu'en route ils avaient tourné à droite, qu'ils avaient pu se procurer des armes et qu'ils avaient passé la frontière italienne. Dès l'arrivée de cette nouvelle, le Conseil fédéral invita le Conseil d'Etat du Tessin à rechercher activement les réfugiés⁵, à les faire arrêter, le cas échéant, et à les faire transporter au-delà du St-Gothard, attendu que nous avions décidé en même temps de leur interdire le séjour dans les Cantons du Tessin, des Grisons et du Valais. Les Gouvernements des Grisons et du Valais reçurent des direc[tives] analogues⁶ et toutes les mesures furent immédiatement prises pour poursuivre énergiquement les réfugiés. Mr. Demarchi nous a fait savoir depuis qu'ils avaient été repoussés sur territoire suisse, sans qu'on sût toutefois où ils se trouvaient alors, mais qu'une compagnie du bataillon [de]M[ontagne]⁸ était à leur poursuite dans la direction de Gondo. Une dépêche postérieure⁷ nous apprit qu'on ne pouvait pas affirmer qu'ils eussent été refoulés sur territoire suisse, mais qu'il y avait lieu de croire qu'ils se trouvaient du côté nord du lac de Côme et qu'ils allaient essayer de gagner le Canton des Grisons. On nous parlait aussi d'une rencontre qu'ils auraient eue avec les troupes ou la gendarmerie italiennes.

Dans cet état de choses et comme il n'est pas douteux que les réfugiés ne cherchent à regagner le territoire suisse, le Conseil fédéral a décidé, le 31 Mai⁸, d'envoyer immédiatement un Commissaire fédéral dans le Tessin. Il a confié cette mission à Mr. le Colonel fédéral Hess, de Zurich, qui, après avoir conféré avec moi et avoir reçu les instructions nécessaires, est parti de Berne hier matin par le premier train et doit être arrivé aujourd'hui à Bellinzone. Le Conseil fédéral lui a donné pour mission d'ouvrir une enquête rigoureuse sur toutes les circonstances se rattachant à cette affaire, d'employer tous les moyens pour découvrir les réfugiés et de faire surveiller à cet effet la frontière; dans le cas où l'on parviendrait à les découvrir, il aurait à les arrêter, à les désarmer et à les interner au-delà du St-Gothard, c'est-à-dire du côté nord des Alpes.

Toutes ces mesures ont été prises avant que Mr. le Ministre d'Italie nous eût fait des communications sur les événements dont il s'agit et qu'aucune demande à ce sujet nous eût été adressée par le Gouvernement italien.

Je vous prie de vous prononcer dans vos entretiens avec Mr. le Ministre des Affaires étrangères dans le sens de ce qui précède, et de lui dire que le Conseil fédéral est décidé à poursuivre cette affaire de la manière la plus énergique.

4. *Non reproduit.* Cf. E 21/123.

5. *Du 30 mai 1870. Non reproduit.* Cf. E 1001 (E) q 1/87.

6. *Non reproduites.* Cf. E 1001 (E) q 1/87.

7. *Non reproduite.* Cf. E 21/123.

8. *Non reproduit.* Cf. PVCF E 1004 1/81, 2149.

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Florence, 3 juin 1870

J'ai l'honneur de Vous envoyer les N° 152 et 153 du 2 et 3 courant de «L'Opinion» et le N° 154 du 3 courant du «Diritto».

Dans le N° 152 de «L'Opinion», aux dernières nouvelles, il y a un article qui commence «La banda della repubblica universale» qui mérite toute votre attention, parce que j'ai lieu de croire qu'il a été inspiré.

Il y a quelques semaines, plusieurs Ministres me parlèrent occasionnellement des conspirations mazziniennes permanentes dans le Tessin et de la faveur qu'elles y trouvaient.

Comme ces plaintes devaient naturellement Vous avoir été présentées à Berne par la Légation Italienne¹ et que n'étant pas sur les lieux j'ignorais complètement les faits, je répondis d'une manière générale, qu'il n'était pas à ma connaissance qu'il se passât en Suisse des actes contraires au droit des gens et au bon voisinage, mais que dans tous les cas, le Conseil fédéral et le Gouvernement du Canton sauraient y mettre ordre.

Je vis ensuite par les journaux que Vous vous étiez occupés de l'affaire et que même Vous aviez donné des ordres d'internement des réfugiés italiens séjournant au-dessous du Monteceneri. Il paraît qu'en vertu de cet ordre même, le mouvement ait été précipité par l'irruption d'une bande d'une cinquantaine d'individus qui descendit par le passage de S. Luzio dans le Val Cavargna, aux environs de Porlezza.

Il serait prématuré de préjuger la question de savoir s'il y a eu connivence ou négligence de la part des Autorités locales. Il vaut la peine d'en faire l'objet d'un examen sérieux pour donner à l'Italie, le cas échéant, la satisfaction qu'elle a lieu d'attendre sous le rapport du droit du bon voisinage. Du reste, il est bon que les Tessinois se persuadent autant et plus que les autres Suisses (puisqu'ils sont dans une position plus délicate) que si le peuple Suisse a choisi telle forme de Gouvernement qu'il lui a plu, en vertu de sa souveraineté, les autres peuples ont pu, en vertu du même droit de souveraineté, choisir telle autre forme par eux préférée; que si la Suisse ne veut pas qu'on intervienne chez elle, elle serait coupable d'intervenir chez autrui, et qu'en dehors des considérations de droit et de justice, la prudence la plus ordinaire enseigne d'user de bons procédés vis-à-vis de ceux desquels on les invoque.

Mais si cela est vrai, il l'est également que le Gouvernement Italien ne peut et ne doit pas prendre le ton de la menace pour tout mince événement, comme celui en question. Les Gouvernements Suisses ne sont pas plus responsables de la présence clandestine de Mazzini sur leur territoire que ne l'est le Gouvernement Ita-

1. Cf. n° 231.

lien lui-même, lorsqu'il plaît à l'agitateur de passer à Gênes ou à Florence. Certes, les Gouvernements cantonaux devraient pouvoir empêcher la formation de bandes armées contre un Etat voisin, mais il n'est pas toujours possible de le faire, témoin les bandes de Pavie, de Plaisance, de Grosseto, de Catanzaro, [pour] ne point parler d'événements moins récents, par ex. des bandes sauvages de Septembre 1866 à Palerme.

Si la presse Suisse, et celle du Tessin en particulier, n'est pas toujours empreinte de respect en parlant des hommes et des choses d'Italie, jamais je n'y ai trouvé les phrases irrévérencieuses et inconvenantes de maints journaux italiens que l'on offre à chaque pas.

La contrebande est aussi citée comme grief dans l'article de «L'Opinione», mais à qui la faute si la contrebande existe, sinon aux tarifs élevés? et qui sont les contrebandiers, sinon des ressortissants italiens pour la plupart? S'il s'y glisse par hasard quelque Suisse, qu'il encourt sa peine, les lois répressives, même draconiennes ne manquent pas.

Bloquer le Canton du Tessin serait une mesure autrement grave que du temps des Autrichiens, car alors la frontière de la Sardaigne était dégagée et amie.

Je ne crois pas qu'il faille considérer cet article autrement [que comme] une boutade; cependant, connaissant les attaches, je crois qu'il est de notre dignité de faire sentir qu'on est prêt à donner toutes les satisfactions exigées par la justice et le bon voisinage, mais qu'on n'accepte pas la menace; qu'on est prêt à faire rentrer les Cantons dans l'ordre, si l'un d'eux s'en était écarté, mais que ce serait illusion de croire que l'on pût maltraiter un Canton et être bien avec la Confédération.

La lecture de «L'Opinione» et la situation ont fait surgir ces réflexions; je crois de mon devoir de Vous les communiquer.

239

E 1001 (E) q 1/87

*Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer**Copie*

L

Bern, 8. Juni 1870

Ihren Depeschen vom 1. u. 4. lauf. Mts.¹ haben wir entnommen, einerseits dass der dortige italienische Gesandte, Graf Launay, dem Grafen Bismarck vorgeschlagen hat, den Beitritt Norddeutschlands zum schweizerisch-italienischen Vertrag vom 15. Oktober 1869² durch eine in Berlin abzuschliessende Übereinkunft zwischen dem Bundeskanzler und den Vertretern der Schweiz und Italiens zu vollziehen, — und andererseits, dass Graf Bismarck, beziehungsweise der Hr. Staatsminister Delbrück, diesen Vorschlag günstig aufgenommen habe.

1. *Non reproduites.* Cf. E 13 (B) 72.

2. *RO X, pp. 528—539.*

Eine ähnliche Mittheilung ist uns seither auch von der Gesandtschaft des norddeutschen Bundes unterm 3. laufenden Monats³ zugegangen.

Wir haben die Ehre, Ihnen nun zu eröffnen, dass wir unter Voraussetzung des Einverständnisses von Seite Italiens [mit] dem Antrage des Grafen Bismarck, die fragliche Übereinkunft in Berlin abzuschliessen, vollkommen einverstanden sind, und dass wir in Folge dessen Sie bevollmächtigen, Namens der Schweiz mit dem Bundeskanzler des Norddeutschen Bundes und den Vertretern desselben in Berlin eine Übereinkunft wegen des Beitrittes des Norddeutschen Bundes zum schweizerisch-italienischen Vertrage vom 15. Oktober 1869 zu unterhandeln und zu unterzeichnen.

In dieser Absicht ertheilen wir Ihnen nachstehende Instruktion:

1. Für Kompletirung der deutschen Subvention wäre eine Fristverlängerung in den Vertrag selbst aufzunehmen u. Sie hätten sich bei der nähern Bestimmung derselben dem vom Vertreter Norddeutschlands zu gewärtigenden Antrage anzuschliessen.

2. Ist dahin zu wirken, dass der Norddeutsche Bund womöglich im Vertrage selbst oder in einem besondern Protokolle die Zusage gebe, alle ihm zu Gebote stehenden Mittel anzuwenden, um bis zum Schlusse des nun festzusezenden Termins die Kompletirung der deutschen Subvention sicher zu stellen.

3. Ist dahin zu wirken, dass in dieser oder jener Weise folgender Vorbehalt gemacht werde:

«que ladite convention ne deviendra obligatoire que lorsque les 20 millions qui dans la conférence internationale de Berne ont été assignés aux Etats allemands, signataires du protocole final, seront assurés à l'entreprise du St. Gotthard.»

4. Vor der Unterzeichnung der Übereinkunft ist uns vom Ergebniss der Unterhandlung auf telegraphischem Wege Kenntniss zu geben.

3. *Non reproduite.* Cf. E 13 (B) 72.

240

E 53/137

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Paris, 14 juin 1870

Pour faire suite à mon rapport d'hier¹ sur la question du chemin de fer du St Gothard, je crois pouvoir Vous rendre brièvement compte de l'entretien que j'ai eu hier soir avec le Ministre d'Italie à Paris.

Je lui ai exposé les motifs de ma visite, dans le même sens que vis-à-vis du baron

1. *Non reproduit.*

de Werther. Je ne me suis pas trompé en Vous disant à la fin de ma lettre d'hier que j'étais certain de recevoir de M. Nigra une réponse analogue à celle de l'Ambassadeur de la Confédération de l'Allemagne du Nord.

M. Nigra m'a dit que lui aussi s'était abstenu jusqu'à présent de faire des démarches quelconques auprès du Ministre des Affaires Etrangères, à l'occasion de l'interpellation Morny. Il a ajouté qu'il s'était abstenu dans la conviction que les explications nécessaires seraient fournies par moi, comme représentant du pays le plus directement intéressé dans la question.

Après avoir entendu l'exposé de mes entretiens avec MM. Plichon, de Gramont et de Werther, M. Nigra m'a dit que lui aussi se proposerait de se rendre Jeudi prochain à l'audience ordinaire du Ministre des Affaires Etrangères, pour parler de celui-ci de la question du Gothard dans le même sens que moi.

Je me suis permis à cette occasion de m'expliquer dans ce sens qu'on devrait éviter, dans les pourparlers avec M. de Gramont, même l'apparence de venir justifier la Convention du 15 Octobre 1869². J'ai ajouté qu'à mon avis, les états subventionnants avaient pleinement le droit de conclure une convention de ce genre, dont le but est de servir des intérêts purement économiques, dans le sens étendu de ce terme. Tout ce qu'un gouvernement étranger à cette Convention est autorisé à attendre, c'est que les Gouvernements contractants ne prennent aucun engagement contraire à des traités internationaux en vigueur actuellement. Or dans la Convention du 15 Octobre, il n'existe, non seulement aucune stipulation de cette nature, mais les Etats contractants ont inséré formellement un article réservant à la Suisse le droit de prendre toutes les mesures pour sauvegarder la neutralité qui lui est garantie par le droit international européen. Il me paraît donc utile, dans nos entretiens avec le Ministre des Affaires Etrangères, de maintenir fermement cette attitude.

M. Nigra partage entièrement cette opinion. Lui aussi pense que l'auteur de cette interpellation a essentiellement pour but d'exploiter la Convention du 15 Octobre en faveur d'une subvention à accorder par le Gouvernement Français au passage du Simplon. Il a ajouté, relativement à cette dernière ligne, que son gouvernement serait très heureux si la France, d'accord avec une compagnie, veut faire les sacrifices nécessaires pour l'établissement de cette nouvelle voie ferrée à travers les Alpes. Mais il ne pense pas que le Gouvernement Italien y participerait par une subvention, parce que le Mont-Cenis et le St Gothard suffiront parfaitement aux besoins actuels du commerce de l'Italie avec les pays situés au nord et à l'ouest de ses frontières. M. Nigra espère avec confiance que la majorité du parlement Italien ratifiera la Convention.

La *Patrie* d'hier soir contient un article sur le St Gothard; ce journal reconnaît pleinement le droit des Etats contractants de conclure une convention pour assurer l'établissement de cette ligne de chemin de fer. Mais il dirige tout particulièrement l'attention de ses lecteurs sur les dispositions de loi du traité du 15 Octobre, et soulève la question de savoir quelle sera la position des Etats restés jusqu'ici en dehors de la combinaison du St Gothard. Il est très probable que cette question sera soulevée aussi dans les débats de Lundi prochain, et que par cette raison

2. Cf. *RO X*, pp. 528—539.

aussi, M. de Gramont m'interpellera à mon audience de Vendredi. Il me paraît donc désirable que le Conseil Fédéral me donne des directions sur le sens de la réponse que je devrais faire. Mon opinion personnelle serait de répondre à peu près de la manière suivante:

Je sais qu'un délégué du Comité du St Gothard a consulté en 1867 (M. Feer-Herzog), pendant l'Exposition Universelle, MM. Rouher et de Parieu sur la question de savoir s'ils ne pensaient pas que le Gouvernement Impérial fût disposé à participer par une subvention à l'établissement d'un chemin de fer par le St Gothard. Je sais aussi que le même délégué a sondé les intentions de la Compagnie des Chemins de fer de l'Est français. Ni d'un côté ni de l'autre il n'a reçu de réponse qui lui permit de compter sur un concours financier pour cette entreprise. Sans être autorisé à me prononcer d'une manière définitive sur cette question ni dans un sens ni dans un autre, il me paraît cependant guère possible de revenir, dans l'état actuel des choses, à l'idée d'étendre à d'autres états la Convention du 15 Octobre. Cela amènerait nécessairement des retards considérables pour la conclusion définitive de la convention, et tous les Etats ainsi que la compagnie ont le plus grand intérêt à éviter ces retards.

Quant aux dispositions de l'art. 7³, on pourrait, à mon avis, répondre qu'il est fort naturel de mentionner seulement, dans cet article, les états et compagnies de chemins de fer ayant accordé des subventions, mais que cela n'exclut nullement une entente postérieure avec d'autres Etats ou d'autres compagnies de chemin de fer. Ce serait l'objet de négociations futures entre les gouvernements et les compagnies qui désireraient s'assurer plus tard les avantages prévus à cet article d'un côté et, de l'autre côté, entre le comité ou la direction de la ligne du St Gothard, sans préjudice toutefois des droits qui appartiennent ou appartiendront aux autorités Suisses, en vertu de leur droit de souveraineté sur le territoire du pays où le chemin de fer sera construit.

Veillez me faire connaître *avant l'audience de Vendredi* chez M. de Gramont, si je dois répondre dans le sens ci-dessus, pour le cas très probable où ces questions seraient soulevées dans mon entretien avec le Ministre des Affaires Etrangères. Je Vous prierais de m'indiquer aussi spécialement si, et dans quel sens, le Conseil Fédéral désirerait que cette réponse fût modifiée sur les deux questions soulevées dans ma lettre, savoir: la question d'une subvention éventuelle de la France, et la question d'une entente ultérieure avec les chemins [*de fer*] des Etats qui n'ont pas pris part à la Convention du 15 Octobre 1869.

S'il n'était plus possible de me faire parvenir par lettre les instructions du Conseil Fédéral pour Vendredi matin, je Vous prierais de me les adresser par télégramme.

Je Vous envoie sous bande le numéro du journal la *Patrie*, contenant l'article auquel j'ai fait allusion plus haut.

3. Cf. RO X, p. 533.

241

E 14/16

*Le Ministre d'Autriche-Hongrie à Berne,
M. von Ottenfels, au Président de la Confédération, J. Dubs*

N

Bern, 17. Juni 1870

Seine K.&K. Apostolische Majestät haben über Vortrag des Herrn Handelsministers mit Allerhöchster Entschliessung vom 24. Mai d.J. zu genehmigen geruht, dass im Jahre 1873 in Wien eine *internationale Ausstellung* von Erzeugnissen der *Landwirthschaft*, der *Industrie* und der *bildenden Künste*, welche im Frühjahr eröffnet werden wird, stattfindet.

Da es nun von sehr grossem Werthe für das Gelingen dieses Unternehmens erscheint, dass die fremden Regierungen, auf deren Mithilfe man hiebei rechnen zu können glaubt, hievon rechtzeitig verständigt werden, so wurde der unterzeichnete k.&k. österreichisch-ungarische ausserordentliche Gesandte u. bevollmächtigte Minister beauftragt und hat demnach die Ehre, diese Allerhöchste Entschliessung sofort zur Kenntniss der Schweizerischen Bundes-Regierung zu bringen und dieselbe um ihre wohlwollende Unterstützung zum Zwecke der grösstmöglichen Betheiligung der Schweiz bei dieser projektirten Ausstellung jetzt schon mit dem Beifügen anzugehen, dass die weiteren Eröffnungen über die Details der Ausführung seinerzeit nachfolgen werden.

Indem der Unterfertigte Einen hohen Bundesrath bittet, ihm über die Aufnahme, welche diese Verfügung in den verschiedenen Kantonen der Schweiz gefunden haben wird, sobald wie möglich, eine vorläufige Mittheilung machen zu wollen, benützt er auch diesen Anlass, [...]¹.

1. *Note en marge du Chef du DFI, K. Schenk*: «Departementalantrag v. 20. gl. Ms.: Mittheilung per Kreisschreiben an die Kantone, mit Einladung zur Vernehmlassung über ihre Betheiligung.» *Approuvée par le Conseil fédéral dans sa séance du 22 juin 1870. Cf. PVCFE 1004 1/81, 2485.*

242

E 53/137

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

R

Paris, 20 juin 1870

J'avais lu en allemand à M. le Duc de Gramont, Vendredi passé, la partie de mon Rapport du 14 Mai 1869¹, sur l'audience de M. Rouher, au sujet du *St Gothard*, parce qu'il me disait comprendre parfaitement cette langue. Par suite de

1. *Non reproduit. Cf. J.I. 2/6.*

quelques interruptions, je me suis cependant aperçu qu'il n'était pas très fort dans la langue allemande. Or il est important que les déclarations déjà données au mois de Mai 1869 à M. Rouher, ainsi que les ouvertures qui lui furent faites par M. Feer-Herzog au nom du Comité du St Gothard, pour obtenir de la France une subvention en faveur de la ligne du St Gothard, soient positivement constatées dans les actes concernant cette question. J'ai donc trouvé utile de communiquer *par écrit* à M. de Gramont les passages respectifs de mon Rapport du 14 Mai. J'ai chargé mon secrétaire, M. de Bosset (M. Lardy se trouve en congé à Neuchâtel), d'en faire une traduction que j'ai transmise hier à M. le Duc de Gramont.

En parcourant mes correspondances de 1869 sur cette affaire, il m'est tombé sous les yeux la copie faite à la presse d'une dépêche que j'ai adressée au Président de la Confédération en 1869, dans laquelle je recommandais instamment d'insérer dans une convention avec les puissances subventionnantes une stipulation réservant à la Suisse toutes les mesures qu'elle trouverait nécessaires en cas de guerre pour sauvegarder la neutralité. Me souvenant que M. de Gramont m'avait dit que tout renseignement, constatant que la Suisse avait *dès le début* des négociations l'intention de sauvegarder clairement sa position politique comme pays neutre, lui serait particulièrement «précieux», il m'a paru convenable d'ajouter un extrait de ma lettre susmentionnée, parce qu'elle prouve une fois de plus que nous pensons nous-mêmes aux intérêts de la neutralité de notre pays, sans qu'on ait besoin de nous les rappeler par des interpellations d'un Ministre ou d'un membre des Chambres françaises. Le rapport de la Section politique de la Conférence de Berne et l'art. 6 de la Convention constatent que je ne me suis pas trompé dans ma confiance exprimée dans ce sens dans ma dépêche du 28 Avril 1869².

Je m'empresse de Vous envoyer copie³ de ma lettre d'hier à M. le Duc de Gramont, ainsi que des deux annexes mentionnées sous A et B.

Pour compléter les matériaux nécessaires au dossier du Ministre des Affaires Etrangères sur cette question, j'ai ajouté en même temps deux autres exemplaires de la Convention du 15 Octobre 1869⁴, 2 exemplaires du rapport très intéressant du Comité de Commerce de Mulhouse, ainsi que l'article de M. Feer-Herzog inséré dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 Novembre 1865: «Les Chemins de fer alpestres et le St Gothard».

2. *Non reproduite*. Cf. J.I. 2/6.

3. *Non reproduite*.

4. Cf. *RO X*, pp. 528—539.

E 1001 (E) q 1/87

*Le Conseil fédéral à l'Ambassadeur de l'Empire ottoman à Paris,
Djémil Mehmed Pacha*

Copie

N

Berne, 20 juin 1870

Le Conseil fédéral suisse a eu l'honneur de recevoir la note¹ que Son Excellence, Monsieur l'Ambassadeur de Turquie lui a adressée, le 18 Mai dernier, et il s'est empressé de prendre auprès du Conseil d'Etat de Genève les renseignements nécessaires² sur les circonstances dans lesquelles la publication du journal turc «la Révolution» a eu lieu, ainsi que sur les personnes qui dirigent et éditent ou qui expédieraient cette feuille.

Or l'Autorité sus-indiquée vient de lui mander ce qui suit: «En ce qui touche la publication du journal «la Révolution», son auteur principal, Hussein Pacha, est à Genève sous permis de séjour provisoire; il a fait la déclaration exigée, en qualité d'éditeur de «la Révolution»; sa conduite ne donne lieu à aucune observation; s'il a des collaborateurs, ils ne se sont pas fait connaître.»

«Quant aux doctrines du journal en question, quelque regrettables que puissent être les violences de langage qui lui sont reprochées, la liberté de la presse qui existe chez nous, de la manière la plus complète, ne saurait nous permettre d'intervenir, mais les abus de cette liberté peuvent être réprimés en ce qui concerne les attaques contre les souverains étrangers, par les dispositions de la loi fédérale qui permettent au Conseil fédéral d'exercer des poursuites si le cas paraît rentrer dans les prévisions de la loi.»

«Il convient aussi de remarquer que le Journal «la Révolution» ne paraît pas destiné à une publication bien active; jusqu'ici nous ne connaissons qu'un seul numéro, celui du 1^{er} mai³, qui soit l'objet de la réclamation de l'Ambassade de Turquie à Paris.»

Le Conseil fédéral ne peut, de son côté, que confirmer le bien fondé des observations du Gouvernement de Genève. En effet, le Code pénal fédéral contient les dispositions suivantes:

«Art. 42

L'outrage public envers une nation étrangère ou son souverain ou un Gouvernement étranger sera puni d'une amende qui sera portée à Fr. 2000 et dans des cas graves, être cumulée avec six mois au plus d'emprisonnement. Les poursuites ne peuvent toutefois être exercées que sur la demande du Gouvernement étranger, pour qu'il y ait réciprocité envers la Confédération.

Art. 44

La poursuite et le jugement des cas prévus aux art. 41, 42, et 43 n'ont lieu que

1. Cf. n° 232.

2. Non reproduits. Cf. E 2/603.

3. Non reproduit. Cf. E 2/603.

sur la décision du Conseil fédéral conformément à l'art. 4 de la loi fédérale sur la procédure pénale du 27 août 1851⁴.»

Si le Gouvernement de la Sublime Porte croyait devoir demander la poursuite judiciaire de l'éditeur de «la Révolution», le Conseil fédéral examinerait cette demande et, cas échéant, donnerait l'autorisation nécessaire, à la condition toutefois, que le Gouvernement Ottoman lui assure la réciprocité et que de nouveaux numéros du Journal en question paraissent et que ces écrits contiennent encore des outrages envers le Gouvernement du Sultan.

C'est de quoi l'éditeur de «la Révolution» a déjà été avisé.

Si par contre, par suite de cet avis, les publications de la «Jeune Turquie» devaient cesser, le Conseil fédéral conseillerait au Gouvernement ottoman de renoncer à toutes poursuites judiciaires.

Monsieur l'Ambassadeur de Turquie peut être assuré que le Conseil fédéral désire vivement entretenir avec le Gouvernement ottoman, en tout temps, des relations amicales et qu'il regrette sincèrement les publications dirigées contre S.M. le Sultan. Mais pour des cas de cette nature, les lois fédérales lui tracent sa ligne de conduite de la manière la plus positive et le placent dans l'impossibilité d'agir et d'intervenir autrement.

4. «En cas de délits politiques, la poursuite ne peut être commencée que sur une décision du Conseil fédéral.» *RO II*, p. 736.

244

E 2/1505

Le Consul général et Agent diplomatique de Suisse à Washington, J. Hitz, au Président de la Confédération, J. Dubs

R

Washington, 1. Juli 1870

Das gestrige Eintreffen der beiliegenden Depesche¹ vom hiesigen Staatsdepartement hat mich einigermassen in Erstaunen gesetzt.

Die Verweigerung der letztern Behörde, mir gleich vor Antritt meiner Stellung als Politischer Agent der schweizerischen Eidgenossenschaft diplomatische Privilegien einzuräumen, hätte mich nicht verwundert, denn ich muss gestehen, dass mir keine Autorität bekannt war, die das Staatsdepartement berechtigt hätte, mir solche Privilegien zu gewähren u. ich schrieb das Anerkennen derselben grösstentheils der freundlichen Stimmung, welche der damalige Staatssekretär Hr. Seward für die Schweiz hegte, zu. In einer Unterredung mit den Gesandten von Preussen u. England äusserten sich diese Herren, dass die Stellung eines Politischen Agenten diplomatischen Rang habe u. als solche dem Inhaber die Privilegien des diplomatischen Corps sichern werde.

1. *Non reproduite.*

Der gegenwärtige Staatssekretär Fish scheint nun entschieden anderer Meinung zu sein. Ich hatte ihm gestern wegen verschiedenen Angelegenheiten einen Besuch abzustatten u. benützte den Anlass, mit ihm über die mir angekündigte Verweigerung der zollfreien Einfuhr zu sprechen. Ich stellte u. a. die Frage an ihn, ob die Stellung eines Politischen Agenten dem Inhaber nicht diplomatischen Rang zuerkenne. Hr. Fish erwiderte, er halte entschieden dafür, dass meine Stellung als Politischer Agent keinen diplomatischen Rang einnehme. Der Vertrag von Wien² habe ganz genau bestimmt, welche Vertreter eines Landes völkerrechtlich als diplomatisch anzuerkennen seien u. mein Titel sei nicht darin erwähnt. Ich erwiderte, das möge wohl so sein; ich finde aber nicht, inwiefern der Vertrag von 1815 sich auf die hiesige Regierung ausdehne. Hr. Fish meinte, es haben die darin festgesetzten Grundsätze internationaler Beziehungen in der civilisirten Welt Anerkennung gefunden, worauf ich noch mit der Bemerkung schloss, dass es mir sehr leid thue, dass die hiesige Regierung erst jetzt zu dieser Einsicht gelangt u. sich nicht gleich Anfangs in diesem Sinne geäußert habe!

Herr Fish wiederholte dann wieder die schon oft gemachte Äusserung: «Warum hat die Schweiz keinen Minister hier, denn wir haben ja schon lange Jahre Einen in Bern. Wir haben dadurch die Schweiz beehren wollen und können daher nicht begreifen, warum dieselbe dieses nicht auf übliche Weise anerkennt.» Ich erklärte Hr. Fish abermals die bisherige Praxis der schweiz. Regierung, welche nur in den angrenzenden Grossstaaten Gesandte habe. Dass es ferner bereits in der Nationalversammlung zur Sprache gekommen sei, Gesandte in London, Petersburg und Washington zu haben usw. Dass, da uns England u. Russland schon seit vielen Jahren mit Zusendung von Ministern ersten Ranges beehren, die Schweiz daher in Hinsicht von Reziprozität genöthigt sein würde, in dem Falle Washington eine volle Gesandtschaft erhielte, den vorbenannten Staaten auch eine ähnliche Anerkennung zu Theil werden zu lassen. Dass jedoch eine derartige Vermehrung der Budgetansätze für ausländische Vertretung unzulässig wäre, u. habe sich der Herr Bundespräsident dahin geäußert, dass wenn eine Abweichung von dem bis dahin befolgten Prinzip stattfinden sollte, Washington dann in erster Linie, u. zwar in Anbetracht des ausgedehnten Geschäftskreises des dasigen schweizerischen Generalkonsulates, mit einer Gesandtschaft bedacht werden müsse. Die Regierung der Ver. Staaten dürfe daher das nicht Vorhandensein einer schweizerischen Gesandtschaft dahier nicht etwa einem Mangel von anerkennendem Wohlwollen zuschreiben, sondern einfach der haushälterischen republikanischen Gesinnung der Eidgenossenschaft, welche ihr in den Augen des Amerikaners zur Ehre gereichen sollte.

Individuell bedaure ich diesen Vorgang, denn es reflektiert nach meinem Dafürhalten nicht am Besten auf die Ächtheit republikanischen Geistes in der gegenwärtigen Administration. Dahier, und würde ich den Verhalt der Sache gewissen Congressmitgliedern mittheilen, so könnte dieselbe am Ende rückgängig gemacht werden. Es würde aber höchst wahrscheinlich zu Folge haben, dass der demokratische Sinn der Majorität im Congress Ihre Gesandtschaft in Bern abschaffen würde. Ich werde mich daher jeder weitem Agitation in der Sache ent-

2. *Règlement sur le rang des Agents diplomatiques, approuvé par le Congrès de Vienne (1815).*

halten, bis dass mir von einem hohen Bundesrath sachbezügliche Weisung ein-
geht. Inzwischen erlaube ich mir, die unmassgebliche Ansicht zu äussern, dass
unter den Umständen die Schweiz, wenn sie selber oder ihr Vertreter hier nicht
eine schiefe Stellung einnehmen soll:

1. entweder gegen diesen ihrem Politischen Agenten nicht zuerkannten diplo-
matischen Rang Protest einreichen sollte oder
2. das Generalkonsulat in Washington gänzlich aufzuheben und nach New
York zu verlegen oder
3. für Washington mindestens einen Minister-Resident zu bestimmen.

Diese etwas undelicate Verweigerung von Seite des hiesigen Staatsdeparte-
ments in Anerkennung des diplomatischen Ranges des schweiz. Repräsentanten
kann nicht im Stillen übergangen werden, denn ich würde mich nothgedrungen
veranlasst sehen, insofern eine Hebung der nun in meinen Beziehungen zur hiesi-
gen Regierung eingetretenen schiefen Stellung nicht erfolgen könnte, meinen
Rücktritt von dem sonst so ehrenhaften Posten eines Landesvertreters zu erklä-
ren.

245

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiel

Paris, 6 juillet 1870

La question politique qui, depuis trois jours, occupe tous les esprits, et qui est de
la plus haute importance, non seulement pour la France, mais pour la paix euro-
péenne, c'est l'offre de la couronne d'Espagne au prince de Hohenzollern par le
Maréchal Prim, et l'acceptation de cette offre par le prince.

J'ai pensé qu'il vous serait agréable d'être renseigné d'une manière aussi com-
plète et aussi positive que possible sur l'état actuel de la question.

Pour être en mesure de pouvoir vous fournir des indications certaines, je me suis
rendu ce matin chez M. Olozaga, ambassadeur d'Espagne à Paris, avec lequel je
suis en relations très agréables depuis son arrivée à Paris.

J'ai eu avec celui-ci un entretien qui a duré plus d'une heure, et je m'empresse de
vous communiquer le résumé des informations que j'ai obtenues.

Le fait déjà mentionné dans les journaux, que le Ministère des Affaires Etran-
gères de France ne savait absolument rien de ce qui se passait, est parfaitement
exact. Ni l'ambassadeur de France à Berlin ou son remplaçant, ni l'ambassadeur
de France à Madrid, ne l'avaient prévenu.

Ce n'est que Dimanche que M. Mercier a annoncé ce fait, de Madrid, par un
télégramme adressé au duc de Gramont. Or Dimanche, les journaux de Madrid en
parlaient déjà.

Je puis ajouter que le Maréchal Prim a tenu les offres faites au prince de Hohen-
zollern secrètes, même vis-à-vis de M. Olozaga. C'est hier seulement que ce der-

nier a reçu une dépêche de Prim lui annonçant que le prince Adolphe (*sic*) de Hohenzollern avait déclaré, dans une lettre adressée au Maréchal Prim, qu'il était tout disposé à accepter la couronne d'Espagne, si les Cortès se prononcent en sa faveur.

Cette démarche a provoqué une immense sensation à Paris, et soulève de nouveau toutes les susceptibilités nationales des Français contre la Prusse.

L'opinion générale est que toutes les choses ont été arrangées par M. de Bismark, d'accord avec le roi de Prusse, et il serait difficile de trouver un Français pénétré de l'idée contraire.

Cependant, M. Olozaga m'a dit que lui, personnellement, ne peut pas encore croire à l'intervention du Gouvernement de Berlin dans cette affaire jusqu'à ce jour. Il a ajouté textuellement qu'il envisage M. de Bismark comme un homme trop prudent et trop prévoyant pour ne pas être convaincu d'avance des conséquences très graves de l'appel d'un prince prussien à la tête de la nation espagnole.

L'Empereur et son Gouvernement ont été péniblement frappés par cette nouvelle tout à fait inattendue. Ils ont été surpris par l'événement comme tout le monde.

L'effet déplorable que la réalisation de ce plan exercerait inévitablement en France, s'il devait se réaliser, explique tout naturellement que le Gouvernement Français fasse encore tout son possible pour s'y opposer. L'Empereur a chargé le duc de Gramont de dire à l'ambassadeur de Prusse à Paris, M. de Werther, qu'il désire voir M. de Werther communiquer à son souverain «que l'Empereur regardera comme une preuve éclatante de l'amour de la paix de la part du roi de Prusse, le fait que celui-ci s'opposera à l'acceptation de la couronne d'Espagne par le prince de Hohenzollern. Dans le cas où ce prince devrait maintenir sa résolution, et où les Cortès voudraient réellement lui confier la couronne, il pourrait en résulter des conséquences très graves, et il pourrait ne plus dépendre de l'Empereur, en présence de l'opinion publique en France, de les détourner.»

«Je n'ai pas lieu de douter, a ajouté M. Olozaga, que ces paroles de l'Empereur impliquent un *casus belli*, si le prince de Hohenzollern est élu roi d'Espagne.»

M. Olozaga s'est prononcé dans les termes les plus positifs contre la candidature d'un prince prussien. «Cela provoquera à coup sûr la guerre civile en Espagne, et à cela viendrait encore s'ajouter peut-être la responsabilité d'une guerre entre la France et la Prusse.» M. Olozaga m'a assuré avoir écrit hier dans ce sens au Maréchal Prim, tout en regrettant que les choses fussent déjà aussi avancées.

Un journal de Paris a dit que l'Angleterre verrait d'un assez bon œil l'appel du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne. Ce fait m'a paru dès l'abord très douteux de la part d'un Gouvernement dont la politique est essentiellement dirigée par le désir de maintenir la paix. J'ai demandé à M. Olozaga s'il savait quelque chose de positif à ce sujet.

Il m'a immédiatement répondu que mes doutes n'étaient pas seulement justifiés, mais que d'après ce qu'il avait pu apprendre de très bonne source, le Gouvernement Français était sûr que non seulement l'Angleterre, mais aussi les cabinets de Vienne et de Florence, feraient des démarches auprès du Gouvernement Espagnol pour chercher à obtenir de la part de celui-ci, la renonciation au plan de remettre la couronne à un prince prussien. M. Olozaga désire et espère que des démarches de cette nature ne resteront pas sans effet à Madrid.

M. Olozaga n'a pas encore vu l'Empereur depuis que cette nouvelle est arrivée à Paris; mais il est appelé à St-Cloud, aujourd'hui à deux heures. Je ne crois pas me tromper en supposant que l'Empereur, avec lequel M. Olozaga est en très bonnes relations personnelles, depuis leur séjour commun à Londres sous le règne de Louis-Philippe, exposera à l'Ambassadeur d'Espagne la portée de cet incident dans le même sens que vis-à-vis de l'Ambassadeur de Prusse par l'intermédiaire de M. de Gramont, et qu'il invitera M. Olozaga à user de toute son influence auprès de son Gouvernement pour s'opposer à l'exécution de ce plan.

J'ai dit alors à M. Olozaga: «Dans ce cas, Vous partirez sans doute immédiatement pour Madrid?» — «C'est bien possible, a-t-il répliqué; cela dépendra essentiellement des ouvertures que me fera l'Empereur. Une absence de Paris est cependant très fâcheuse pour moi dans ce moment, parce que j'ai avis que les Carlistes se préparent déjà à ouvrir la campagne sur territoire espagnol.»

Il est un point sur lequel ma conversation avec M. Olozaga a laissé certains doutes dans mon esprit. M. Olozaga m'a dit que, dans son opinion personnelle, les dernières ouvertures faites au prince de Hohenzollern l'auraient été par le Maréchal Prim, sans entente préalable avec le régent Serrano et avec le conseil des Ministres. D'un autre côté, il m'a confié en même temps que, par suite de la lettre reçue hier du Maréchal Prim, il avait reçu l'ordre de faire insérer, dans les journaux de Paris, «que Prim aurait agi dans toute cette affaire, d'accord avec le Régent et avec le Conseil des Ministres», et de rectifier en même temps la première nouvelle, répandue par un télégramme de l'agence Havas, que la couronne serait déférée au prince Hohenzollern, sans votation préalable des Cortès. Une rectification dans ce sens se trouvait hier dans tous les journaux du soir sous forme d'un télégramme adressé de Madrid à l'agence Havas.

Un fait pourrait peut être expliquer cette contradiction: Vous vous souvenez que peu de temps avant la dissolution des Cortès, le Maréchal Prim a fait un rapport sur les négociations qui ont eu lieu avec les différents candidats au trône d'Espagne. A cette occasion, il a aussi été fait mention de négociations avec un membre d'une famille princière allemande. J'ai appris d'une autre source, ordinairement très bien renseignée, que le prince Adolphe (*sic*) v. Hohenzollern possède à Paris un agent de confiance avec lequel des conversations ont eu lieu de la part du Maréchal Prim, «*et cela à deux reprises différentes*». Il paraît que ces négociations n'avaient pas abouti, ce qui expliquerait pourquoi Prim aurait pu déclarer qu'avant trois mois, il espérait que des négociations ultérieures pourraient néanmoins être couronnées de succès. Il est donc possible que ces premières négociations à Paris aient eu lieu par suite d'une entente entre Prim et le Conseil des Ministres Espagnols, et que le Maréchal Prim se soit cru suffisamment autorisé à reprendre les négociations, par l'intermédiaire d'une délégation spéciale, sans demander, pour cette dernière démarche, une nouvelle résolution du Ministère. Quoiqu'il en soit, ce qui est bien positif, c'est que M. Olozaga, à la suite d'une lettre reçue d'un membre du Cabinet dont il est particulièrement l'ami, m'a déclaré, comme son opinion personnelle, que les *dernières* offres faites au prince de Hohenzollern n'ont pas été l'objet d'une décision du Conseil des Ministres.

Un certain nombre de personnes, connaissant les relations qui existent entre M. Olozaga et Prim, ne sont pas disposées à admettre que le premier n'ait rien su de tout ce qui se préparait. M. Olozaga lui-même m'a dit être dans de très bons ter-

mes avec le Maréchal Prim. Mais il m'avait donné si positivement l'assurance qu'il ignorait tout ce qui s'est fait dans les derniers temps, que je ne pense pas partager ces doutes. M. Olozaga m'a exprimé avec beaucoup de franchise et avec une certaine émotion combien il regrette la tournure que prennent les affaires de sa patrie, par suite de la démarche de Prim. Il m'a déclaré comprendre parfaitement que l'Empereur des Français, après l'effet déplorable produit en France par la bataille de Königgrätz, ne pourra pas consentir à ce qu'un prince prussien occupe le trône d'Espagne.

Les communications qui précèdent vous convaincront que la situation politique devient très sérieuse et que la paix de l'Europe peut se voir compromise d'une manière tout à fait inattendue. Tous les Français que j'ai eu l'occasion d'entretenir hier et aujourd'hui m'ont exprimé la même manière de voir que M. Olozaga.

Dans l'intérêt du maintien de la paix, on doit exprimer l'espoir que le Gouvernement Espagnol ne fermera pas l'oreille aux démarches de l'Angleterre, de l'Autriche et de l'Italie, dont j'ai fait mention plus haut.

Le baron de Werther est parti hier soir pour Ems, où se trouve le roi de Prusse. Il est venu me faire une visite hier à deux heures. Il a commencé par m'exprimer sa satisfaction *[sur]* la manière dont j'avais traité la question du St Gothard vis-à-vis du Gouvernement français. Il a ajouté qu'il se rendait à Ems pour voir son souverain, et a soigneusement évité de s'exprimer sur la question espagnole, ce qui s'explique tout naturellement par la nature confidentielle de sa démarche auprès du roi Guillaume. Il m'a dit cependant qu'il venait de quitter M. Ollivier et qu'il l'avait trouvé dans des dispositions très pacifiques à l'égard de l'Allemagne. Avant de me quitter, M. de Werther est revenu sur la question du St Gothard, en exprimant le vif désir que le Gouvernement et le Parlement Italiens ne tardent pas plus longtemps à ratifier la Convention du 15 Octobre 1869.

Il me reste à ajouter en terminant que M. Olozaga s'est exprimé comme suit à la fin de notre entretien: «Les faits que je vous ai communiqués ne l'ont été encore à aucun de nos collègues; je les confie à votre amitié et à votre discrétion.» Vous trouverez donc fort naturel, Monsieur le Président, qu'en raison du vœu formulé par M. Olozaga, les communications qui précèdent soient considérées comme tout à fait confidentielles, afin de pouvoir recourir encore à l'avenir à la source précieuse de laquelle je les tiens.

Je me permettrai, avant de terminer ce rapport, d'ajouter encore un renseignement qui résulte de mon entretien avec l'ambassadeur d'Espagne, et qui est de nature à jeter un jour spécial sur le caractère du Maréchal Prim. M. Olozaga m'a dit que Prim avait une foule de bonnes qualités, mais qu'il ne se rendait nullement compte de l'importance des relations entre les Etats; qu'il n'avait jamais étudié le droit et la politique internationale. Préférant s'occuper de l'armée et des affaires intérieures, il ne lit pas même la partie des journaux consacrée aux nouvelles extérieures, et il ne veut surtout jamais rien entendre de ce qu'on appelle des considérations et des égards diplomatiques! C'est ce qui explique probablement, a ajouté M. Olozaga, que le Maréchal Prim ne se soit pas expliqué l'importance de sa démarche, et ne se soit pas rendu compte des graves éventualités qui pouvaient s'y rattacher. Je n'ai pu m'empêcher de répondre en riant à M. Olozaga: «Il ne faut cependant pas être diplomate, ni être grand lecteur d'articles de journaux pour pouvoir prévoir ce qui arrive actuellement.»

J'ai cru devoir ajouter encore ce détail sur la personnalité même du Maréchal Prim [...].

246

E 1004 1/82

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 15 juillet 1870

2831. Politische Lage, Sicherungsvorkehrungen.

Politisches Departement. Vortrag v. 15. diess.

Das Präsidium hat die heutige Sizung angeordnet zur Entgegennahme und Berathung folgender, vom politischen Departement im Einverständniss mit dem Militärdepartement eingebrachten Anträge:

1. vorläufige Mittheilung an die Bundesversammlung, dass der Bundesrath in der Lage sein werde, ihr nächster Tage eine Vorlage betreffend die *politische Lage* zu machen und Vollmachten zur Aufrechthaltung der Neutralität der Schweiz und der Integrität ihres Gebietes zu verlangen.

2. vorläufige Mittheilungen an die schweiz. Gesandtschaften in Berlin und Paris, dass es Absicht des Bundesrathes sei, im Falle eines Krieges die schweiz. Neutralität mit allem Nachdruck zu wahren.

Hievon haben sie sofort der Regierung, bei der sie akkreditirt, Kenntniss zu geben und zu bemerken, der Bundesrath werde nächstens in diesem Sinne eine öffentliche Kundgebung erlassen.

Die Gesandtschaften mögen bestimmte Erklärungen verlangen und über die ihnen ertheilten Antworten sofort berichten.

3. das politische Departement sei zu beauftragen, die Vorlagen vor die Bundesversammlung beförderlichst vorzubereiten und den Entwurf einer Kundgebung an die Mächte vorzulegen.

4. das Militärdepartement sei zu beauftragen, mit den angemessenen Vorbereitungen für eine Truppenaufstellung sich ernstlich zu beschäftigen und dem Bundesrath die nöthigen Anträge hiefür, sowie die Vorschläge für die Wahl eines Generals und eines Chefs des Generalstabes vorzulegen.

5. das Handels- und Zolldepartement sei zu beauftragen, Erhebungen über die Ausfuhr von Pferden zu veranstalten und ein Ausfuhrverbot vorzubereiten für den hiezu geeigneten Moment.

6. das Finanzdepartement sei zu beauftragen, sich mit der Frage zu beschäftigen, wie die erforderlichen Gelder nöthigenfalls am besten beschafft werden können und auch darauf Bedacht zu nehmen, dass hinlängliches Rohmaterial für Pulverfabrikation etc. rechtzeitig zur Stelle gebracht werde.

7. den Verwaltungen der schweiz. Eisenbahnen sei Kenntniss zu geben, der Bundesrath benachrichtige sie vorläufig, dass er im Falle sein werde, über ihr Material zum Transport einer ansehnlichen Truppenzahl zu disponiren, worauf

sie sich einrichten mögen. Das Militärdepartement werde sich in direkte Beziehungen mit ihnen setzen.

Die Anträge werden vom Präsidium und dem Vorsteher des Militärdepartements mündlich näher begründet und von letzterm wie auch vom Vorsteher des Finanzdepartements durch Auskunft über die zur Wahrung der Stellung der Schweiz zu Gebote stehenden militärischen und finanziellen Mittel ergänzt.

Nach Anhörung dieser Mittheilungen hat der Bundesrath einfach Genehmigung der gestellten Anträge beschlossen.

247

E 2/468

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

R

Paris, 16 juillet 1870

En vous accusant réception de votre office du 15 Juillet¹, je viens vous confirmer mon télégramme de ce matin à onze heures.

Aussitôt après la réception de vos instructions, je me suis rendu au Ministère des Affaires Etrangères pour avoir un entretien avec Mr. de Gramont. Celui-ci venait de partir pour St-Cloud. J'ai demandé alors à voir le Chef de Cabinet, Mr. de Favorney.

J'ai fait part à celui-ci des instructions que j'avais reçues. J'ai ajouté que, de mes entretiens avec le Ministre des Affaires Etrangères et des conversations récentes que j'avais eues en l'absence de ce dernier avec Mr. de Ring, Sous-Chef du Cabinet, il résultait pour moi la conviction que la France était bien décidée à respecter loyalement la neutralité de la Suisse.

J'ai annoncé à Mr. de Favorney que j'adresserais aujourd'hui même une note au Gouvernement Impérial pour demander une déclaration conçue dans ce sens. «Vous n'aurez pas d'objection», ai-je ajouté, «à ce que je transmette préalablement au Conseil fédéral la pleine conviction qui résulte pour moi de ces entretiens que la France respectera la position internationale de la Suisse.»

«Vous pouvez déjà maintenant l'annoncer à votre Gouvernement», a répondu Mr. de Favorney.

Celui-ci a ajouté qu'il avait déjà pris lui-même connaissance du télégramme² que Mr. le Président de la Confédération m'a adressé avant hier pour m'annoncer que les mesures prises par la Suisse pour sauvegarder sa neutralité étaient déjà en voie d'exécution. J'avais communiqué hier matin ce télégramme à Mr. de Ring, Sous-Chef du Cabinet, et Mr. de Favorney m'a dit l'avoir porté à la connaissance de Mr. de Gramont.

1. *Non reproduit.* Cf. E 1001 (E) q 1/88; cf. aussi n° 246.

2. *Non reproduit.* Cf. E 2300 Paris 23.

En quittant le Ministère des Affaires Etrangères, je vous ai immédiatement adressé mon télégramme daté de onze heures du matin. J'ai adressé ensuite à Mr. de Gramont la note³ à laquelle je viens de faire allusion, pour lui annoncer officiellement la ferme résolution de la Suisse de sauvegarder sa neutralité par tous les moyens en son pouvoir et pour demander à la France une déclaration constatant que de son côté elle respectera notre neutralité.

J'ai l'honneur de vous transmettre copie de cette note à laquelle j'espère obtenir une prompt réponse, suivant les assurances qui m'ont été données par Mr. de Favorney.

Aussitôt que la note que vous adressez aux puissances européennes me sera parvenue, je m'empresserai de la transmettre également au Ministre des Affaires Etrangères. Je vous communiquerai par télégramme le contenu de la réponse de Mr. de Gramont.

3. Reproduite en annexe.

ANNEXE

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Ministre français des Affaires étrangères, A. de Gramont*

Copie
N

Paris, 16 juillet 1870

Le Conseil Fédéral me charge de déclarer officiellement à V. Ex^{ce} qu'en présence de la situation actuelle, il est fermement résolu à sauvegarder de toutes ses forces et par tous les moyens dont il dispose la neutralité de la Suisse.

En m'invitant à communiquer préalablement cette résolution au Gouvernement de l'Empereur, le Conseil Fédéral me charge en outre d'annoncer qu'il va adresser aux puissances de l'Europe une note confirmant la présente déclaration.

Le Gouvernement de l'Empereur a manifesté, à différentes occasions, toute l'importance qu'il attache, lui aussi, au maintien et au respect de la neutralité Suisse. J'ai donc lieu d'attendre avec une entière confiance que V. Ex^{ce} me mettra très prochainement en mesure de transmettre au Conseil Fédéral une réponse conçue dans ce sens.

248

E 2/493

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
au Ministre badois des Affaires étrangères, R. von Freydorf*

T
Copie

Bern, 16. Juli 1870

Es soll beabsichtigt sein, badische Bataillone mit der Eisenbahn von Konstanz in der Richtung nach Karlsruhe über Schweizergebiet zu transportiren. Wir ersuchen Sie, sofortige Contreordre zu ertheilen, da wir dieses als Verletzung unserer Neutralität betrachten müssten.

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Paris, 17 juillet 1870

Le télégramme¹ que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser hier Samedi, à 3 heures 50 minutes, m'a été remis à 7 heures 1/2 du soir seulement.

J'ai immédiatement, selon vos instructions, donné communication du contenu de votre dépêche au Ministre des Affaires Etrangères. Vous trouverez sous ce pli copie de la lettre adressée² dans ce but à M. de Gramont. Cette lettre a été remise personnellement au Ministre, hier dans la soirée.

La lettre que vous m'annoncez par votre télégramme ne m'est pas encore parvenue en ce moment.

ANNEXE I

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Ministre français des Affaires étrangères, A. de Gramont*

N

Paris, 16 juillet, 11 h. du soir

J'ai eu l'honneur d'adresser ce matin à V.E. l'information officielle que la Suisse était décidée à maintenir sa neutralité. En me référant à cette communication, je m'empresse de transmettre immédiatement à V. E. copie d'un télégramme que je viens de recevoir de Berne au sujet des mesures militaires prises par la Confédération.

V.Ex. verra avec quelle unanimité et quelle énergie les Chambres fédérales ont mis à la disposition de mon Gouvernement les ressources nécessaires pour défendre contre toute atteinte la neutralité du pays.

Elle pourra constater également que les troupes appelées sous les armes sont déjà en marche.

ANNEXE II

E 2/468

*Le Ministre français des Affaires étrangères, A. de Gramont,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

N³

Paris, 17 juillet 1870

Vous avez bien voulu me faire savoir, au nom du Conseil Fédéral, qu'en présence de la situation actuelle, il est fermement résolu à sauvegarder par tous les moyens en son pouvoir la neutralité de la

1. «Les deux Conseils ont unanimement proclamé neutralité de la Suisse, mis à disposition du Conseil fédéral toute l'armée et crédit illimité pour défense de la neutralité. Conseil fédéral a déjà convoqué cinq divisions qui sont en marche. Général et chef de l'état-major seront nommés mardi par l'Assemblée fédérale. Donnez communication au Gouvernement français. Lettre suit.» (E 2/468).

2. Reproduite en annexe I.

3. FF 1870/III, p. 12.

Suisse et qu'il se dispose à porter cette déclaration à la connaissance de tous les cabinets de l'Europe.

Ainsi que vous le rappelez, le Gouvernement de l'Empereur a saisi toutes les occasions de témoigner l'importance qu'il attache au maintien de la neutralité de la Suisse. Il ne pouvait donc accueillir qu'avec faveur la résolution dont vous avez été chargé de lui donner connaissance. Il apprécie le sentiment qui a porté le Gouvernement de la Confédération à prendre l'initiative de cette communication auprès de lui, et, fermement résolu, en ce qui le concerne, à ne point se départir de ses obligations internationales, il est heureux de pouvoir compter sur l'efficacité des mesures adoptées par le Conseil fédéral, pour assurer de la part de toutes les Puissances, la stricte exécution des stipulations européennes sous la sauvegarde desquelles la Suisse est placée.

250

E 2300 Berlin 1

*Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Berlin, C.P. Mercier,
au Président de la Confédération Suisse, J. Dubs*

RP

Confidentiel

Berlin, 17 juillet 1870

J'ai reçu votre honorée dépêche du 15 courant¹, ainsi que votre télégramme de hier². Je me suis empressé de porter les faits que vous avez bien voulu me communiquer à la connaissance de Monsieur de Thile, et aux Ministres des Cours du Sud de l'Allemagne, ainsi que vous l'aurez appris par mon télégramme d'aujourd'hui³. Je n'ai pas voulu anticiper le projet de note-circulaire que le Conseil fédéral veut adresser aux diverses puissances, aussi, à moins d'instructions contraires, me bornerai-je à la communication que j'ai faite aux représentants à Berlin des Cours de l'Allemagne du Sud, et à laquelle j'ai joint la prière d'en donner communication aux ministères respectifs. J'ai remis à M. de Thile, selon son désir, copie de votre télégramme, laquelle doit être présentée à M. de Bismarck. Durant l'entrevue que j'ai eue avec M. de Thile, ce dernier était radieux; il m'a dit que rien ne saurait être plus agréable à l'Allemagne que cette neutralité de la Suisse, et que les Allemands «seraient bien fous» de violer le territoire Suisse.

Le Ministre de Bade a pris également connaissance de votre décision avec le plus vif plaisir; en m'assurant de son empressement à notifier la neutralité armée de la Suisse à son gouvernement, il m'a affirmé confirmer l'opinion de M. de Thile, ajoutant que la Suisse ne courrait pas la chance de voir une violation de territoire se produire par une mégarde d'officiers ignorants les frontières, vu que, d'après les dernières nouvelles, toutes les troupes badoises voisines de la Suisse ont reçu l'ordre de se replier sur Rastadt.

Le Ministre de Bavière, et le chargé d'affaires ad interim du Wurtemberg se sont également réjouis de la nouvelle que j'étais en mesure de leur communiquer; eux aussi en ont avisé leurs gouvernements.

1. Cf. n° 247, note 1.

2. Cf. n° 249, note 1.

3. Non reproduit. Cf. E 2/469.

Quant au mouvement de l'opinion publique, le gouvernement en est très content. M. de Thile et diverses autres personnes m'ont déclaré que l'unanimité de l'élan des populations en Allemagne surpasse même le mouvement héroïque qui eut lieu en 1813. L'unification de l'Allemagne, ou tout au moins le rapprochement des partis, qui semblaient réclamer des années, s'opèrent en quelques jours, grâce à l'ineptie de la diplomatie française.

Le Bundesrath a tenu *[une]* nouvelle séance de sections aujourd'hui, et a décidé de réclamer 120 millions d'écus au Reichstag. Les sommes seront probablement rassemblées par voie d'emprunt volontaire, toutefois rien de définitif n'a encore été décidé à ce sujet. Les Etats du Sud réclameront également des crédits de leurs Chambres.

Les mouvements de troupes s'opèrent avec célérité: plusieurs convois militaires se sont déjà rendus à la frontière. La nouvelle que je vous donnais ce matin⁴ (importante comme constituant le commencement des hostilités) relativement à la prise par les Français de machines sur le territoire prussien est erronée; M. de Thile avait reçu d'un fonctionnaire subalterne la nouvelle dont il s'agit. Plus tard, elle fut rectifiée par un télégramme adressé à M. Delbrück. Les Prussiens avaient détruit sur leur territoire la voie près de Sarrelouis et avaient négligé de remiser deux locomotives placées sur le rail du côté français; on a réussi à conduire par un détour ces locomotives *[au]* Luxembourg et delà, par la Belgique, en Prusse.

Le Prince de Prusse ne prend pas le commandement en chef de l'armée, mais bien celui des troupes du Sud. On craint que les Français ne cherchent à faire une pointe sur Munich, ce qu'on ne saurait guère leur empêcher actuellement, mais on espère pouvoir leur rendre le retour de cette capitale moins facile que l'allée *(sic)*.

Je vous communique ce dernier détail sous toute réserve; pourtant tiendrez-vous à en faire vérifier l'exactitude d'autre part, cela ayant surtout une importance relativement à la distribution de nos troupes. A cette occasion, je vous prie de vouloir, le cas échéant, me communiquer les numéros des divisions mises sur pied, et les points que ces dernières seront appelées à occuper. *[...]*⁵

4. *Non reproduite. Cf. E 2/469.*

5. *Suit la copie du discours de Bismarck au Bundesrat.*

251

E 2300 Florence 1

*Le Ministre de Suisse à Florence, G.B. Pioda,
au Conseil fédéral*

RP

Florence, 18 juillet 1870

J'ai eu hier une conférence avec le Ministre des Affaires Etrangères.

Je lui ai d'abord communiqué la décision du 14 courant du Conseil des Etats en faveur du S. Gothard¹.

Ensuite j'ai commenté votre décision² supprimant le procès contre Nathan et Consorts et frappant d'expulsion tous les impliqués.

Il a paru recevoir ces communications favorablement.

Je lui ai ensuite communiqué votre télégramme du 16 concernant la proclamation de la neutralité suisse et la levée de 5 divisions³.

Ceci nous amena naturellement sur le sujet de l'attitude de l'Italie vis-à-vis des Puissances belligérantes.

Le Ministre m'a dit que les efforts de l'Italie, de l'Angleterre et de l'Autriche n'ayant pu empêcher la guerre, ces mêmes Puissances s'efforcent maintenant de la localiser, c'est-à-dire d'empêcher que d'autres Puissances que la France et la Prusse y prennent part.

Pour ce qui est de l'Italie en particulier, elle se tiendra dans une *observation attentive*.

Le député La Porta, de la gauche, napolitain, a interrogé aujourd'hui le Ministère qui a répondu par l'organe de M. Visconti-Venosta et de M. Lanza dans le même sens, après quoi la Chambre passa outre sans vote.

Tout le monde a remarqué que M. Visconti-Venosta ne s'est pas servi du mot *neutralité*.

Le Roi est revenu hier, rappelé par le Ministère, de la chasse dans la vallée d'Aoste. On parlait beaucoup, avant son arrivée, d'un changement de ministère, chaque parti croyant pouvoir arriver, mais le Roi ayant conféré avec Lanza et Visconti et ayant entendu, en dehors du Conseil, quelques autres personnages, entre autres M. Minghetti, il paraît que le Ministère restera, que le programme ne sera pas altéré et que la session continuera.

Cependant la marche régulière est nécessairement plus ou moins troublée; ainsi le comité privé n'a pas eu lieu aujourd'hui. Par conséquent, le traité du 15 Octobre n'a pu y être discuté, ni la commission nommée.

Le programme des économies reste, mais on a appelé sous les armes deux classes, ensemble environ 60.000 hommes. On fait aussi quelques apprêts dans la marine. Cependant ces mesures n'ont pas été mentionnées dans la discussion.

1. Procès-verbal du Conseil des Etats, cf. E 1001 (D)d 1/42, 133.

2. Du 11 juillet, PVCF E 1004 1/82, 2796.

3. «Les deux Conseils ont unanimement proclamé neutralité Suisse, mis à la disposition du Conseil fédéral toute l'armée et crédit illimité. Conseil fédéral a déjà appelé cinq divisions.» (E 2200 Florence 1/7).

Je vous ai télégraphié hier⁴ la démonstration de samedi soir; les appréciations varient sur le nombre des participants. Tandis que les journaux officiels parlent d'un millier de personnes, la *Riforma*, journal de la gauche, parle de 3.000. Ce qui n'est pas douteux, c'est que les sentiments de sympathie exprimés devant l'hôtel de la Légation de Prusse, et d'hostilité devant celui de la Légation de France, sont bien ceux de la masse du peuple. Ceci n'exclut pas la possibilité de combinaisons tout à fait contraires dans les régions gouvernementales, tout comme il est arrivé en 1866 avec l'alliance prussienne, qui alors n'était rien moins que populaire; mais il faudrait que comme alors, l'enjeu en valût la peine.

La tranquillité a été parfaite dans la journée d'hier. La Police avait pris ses mesures pour qu'il en fût ainsi et les principaux meneurs ayant été arrêtés, la population paraissait assez contente qu'on la laissât tranquille.

4. *Non reproduit*. Cf. E 2200 Florence 1/9.

252

E 1001 (E) q 1/88

Le Conseil fédéral aux Légations de Grande-Bretagne, de Russie, d'Espagne, de Belgique à Berne, au Consulat général des Pays-Bas en Suisse, aux Légations de Suisse à Florence, Vienne et Berlin, au Consul général de Suisse à Washington et à tous les Cantons

N

Circulaire¹

Berne, 18 juillet 1870

Les traités de 1815 garantissent à la Suisse sa neutralité perpétuelle et l'inviolabilité de son territoire. Ils garantissent aussi la même neutralité à certaines contrées qui faisaient autrefois partie intégrante du Royaume de Sardaigne, mais se trouvent actuellement en la possession de la France par suite du traité de Turin du 24 Mars 1860².

L'espoir en une solution pacifique du conflit survenu entre la France et la Prusse à propos du trône d'Espagne s'étant évanoui et ces deux Etats ayant pris les armes, la Confédération suisse a estimé qu'il était de son devoir de s'exprimer dès l'abord et avec la plus grande franchise sur la position qu'elle compte prendre en prévision de certaines éventualités.

Le Conseil fédéral déclare, en conséquence, en vertu du mandat spécial³ que l'Assemblée fédérale lui a conféré à l'unanimité de ses membres, que la Suisse maintiendra et défendra, pendant la guerre qui se prépare, sa neutralité et l'intégrité de son territoire par tous les moyens dont elle dispose. Elle conservera loyalement vis-à-vis de tous cette position qui lui est dictée par les traités européens et

1. *FF 1870/III*, pp. 11–12.

2. *Traité entre la Sardaigne et la France, provoquant une crise dans la question de Savoie*.

3. *Du 16 juillet 1870*. Cf. *FF 1870/III*, pp. 5-6.

répond aussi bien aux conditions dans lesquelles elle se trouve qu'à ses propres besoins, mais si, contre toute attente, il était porté atteinte à cette neutralité, elle repousserait énergiquement toute agression, pénétrée qu'elle serait de la justice de sa cause.

Relativement aux parties de la Savoie qui, aux termes de la déclaration des grandes Puissances du 29 Mars 1815, de l'acte final de Vienne du 9 Juin 1815, du traité de Paris du 20 Mai 1815, art. III, et de l'acte de reconnaissance et de garantie de la neutralité suisse, portant la même date, doivent jouir d'une neutralité identique à celle de la Suisse, disposition que la France et la Sardaigne ont confirmée à l'art. 2 du traité de Turin précité, du 14 Mars 1860, le Conseil fédéral croit devoir rappeler que la Suisse a le droit d'occuper ce territoire. Le Conseil fédéral ferait usage de ce droit si les circonstances lui paraissaient l'exiger pour la défense de la neutralité suisse et de l'intégrité du territoire de la Confédération; toutefois, il respectera scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit, et il s'entendra à cet égard avec le Gouvernement impérial français.

Le Conseil fédéral exprime l'espoir que ces explications franches sur la position que prendra la Suisse en présence des événements qui se préparent, seront accueillies avec bienveillance soit par les Etats belligérants, soit par les autres grandes Puissances garantes des traités de Vienne, et qu'elles les convaincront que dans les dispositions à prendre, la Suisse entend se placer au point de vue que lui assignent les traités en vigueur.

253

PROCLAMATION¹ du CONSEIL FÉDÉRAL au peuple suisse, concernant la neutralité de la Suisse.

Berne, 20 juillet 1870

Fidèles et chers Confédérés!

La paix qui régnait en Europe paraît tout-à-coup devoir être profondément ébranlée par des événements imprévus.

L'intention du Gouvernement d'Espagne d'appeler au trône de ce pays le prince Léopold de Hohenzollern-Sigmaringen a provoqué des complications qui, paraît-il, ne peuvent être résolues que par une guerre entre la France et l'Allemagne.

L'attitude que la Confédération doit prendre dans ces graves circonstances lui est clairement indiquée par son histoire et par sa politique traditionnelle.

1. *FF 1870/III, pp. 14–16. Aucune décision n'a été retrouvée dans les procès-verbaux du Conseil fédéral ayant trait à cette proclamation.*

Elle a le sentiment que son salut dépend du soin qu'elle prendra de se tenir en dehors des conflits entre les Puissances étrangères, mais de repousser énergiquement toute atteinte portée à ses intérêts et toute violation de son territoire.

Les mesures nécessaires pour la défense de notre neutralité et de l'intégrité de notre sol ont été prises ou préparées avec toute l'activité désirable.

L'Assemblée fédérale, qui siège en ce moment à Berne, a adopté à l'unanimité, dans sa séance du 16 Juillet courant, les dispositions suivantes:

«1. La Confédération suisse, pendant la guerre qui va éclater, défendra sa neutralité et l'intégrité de son territoire par tous les moyens dont elle dispose.

Le Conseil fédéral est invité à communiquer cette déclaration aux Gouvernements des parties belligérantes, ainsi qu'à ceux des Puissances signataires et garantes des traités de 1815.

2. Les levées de troupes ordonnées par le Conseil fédéral sont approuvées.

3. Le Conseil fédéral est en outre autorisé à lever toutes les troupes nécessaires pour maintenir la neutralité de la Suisse et pourvoir à la sûreté de son territoire. Il est pareillement autorisé à prendre toutes les mesures de défense qu'il jugera opportunes.

4. Un crédit illimité est ouvert au Conseil fédéral pour couvrir les frais qu'entraînera l'application des pleins pouvoirs accordés par l'article précédent.

Il est spécialement autorisé à contracter les emprunts qui pourraient devenir nécessaires.

5. L'Assemblée fédérale procédera immédiatement à la nomination du commandant en chef de l'armée suisse, ainsi qu'à celle du chef de l'état-major général.

6. Le Conseil fédéral rendra compte à l'Assemblée fédérale, dans sa prochaine réunion, de l'usage qu'il aura fait des pleins pouvoirs qui lui sont conférés par le présent arrêté.

7. Le Conseil fédéral est chargé de l'exécution de cet arrêté.»

Le 19 de ce mois, Mr. le colonel fédéral Jean *Herzog*, d'Aarau, a été nommé commandant en chef de l'armée suisse, et, le lendemain, Mr. le colonel fédéral Rodolphe *Paravicini*, de Bâle, lui a été adjoint comme chef de l'état-major général.

Nous avons déjà appelé sous les drapeaux l'élite des divisions N^{os} 1, 2, 6, 7 et 9, et nous avons mis de piquet l'élite de toutes les autres divisions, afin de pouvoir faire face à tous les événements qui pourraient nous menacer.

Fidèles et chers Confédérés!

Nous sommes heureux de pouvoir vous donner l'assurance tranquillissante que toutes les parties de l'armée sont à tous égards pourvues de ce dont elles ont besoin pour pouvoir s'acquitter honorablement de leur mission.

Le peuple suisse sera appelé de nouveau à faire de grands sacrifices, mais la voix des Autorités du pays a trouvé constamment un écho sympathique et enthousiaste quand il s'est agi de protéger la patrie et de transmettre intact aux générations futures l'honneur de la nation suisse.

L'histoire et l'expérience nous donnent la ferme conviction qu'aujourd'hui comme toujours vous serez prêts à supporter, avec l'esprit qui animait nos pères, les charges que vous impose la patrie, et que vous appuierez de tous vos efforts les

dispositions prises par vos Autorités qui ne sont que l'expression de votre volonté souveraine.

Soldats suisses! Nous regrettons vivement d'être forcés, par des circonstances indépendantes de notre volonté, de vous arracher à vos foyers, à vos familles, à vos paisibles travaux.

Nous savons, toutefois, que vous suivrez toujours avec joie la bannière chérie qui porte la croix blanche sur champ rouge. Nous savons que le Suisse, à la fois citoyen et soldat, porte avec amour ses regards sur la patrie libre et pure de toute tache, et qu'il a toujours considéré la défense de cette patrie comme le premier des mandats qui puissent lui être confiés.

Nous savons aussi que, vous souvenant que la discipline militaire convient avant tout au républicain, vous verrez dans les populations au milieu desquelles vous serez appelés à séjourner non point des étrangers, mais des Confédérés et des frères.

Recevez d'avance les sentiments de gratitude de la patrie pour le dévouement dont vous donnerez la preuve!

Espérons qu'avec la protection divine notre pays sortira de cette crise d'une manière honorable et digne du nom suisse, certains que nous sommes que chacun de vous est prêt à trouver dans le sentiment du devoir loyalement rempli sa plus belle récompense pour les sacrifices qu'il aura faits!

254

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Paris, 21 juillet 1870

En me référant au télégramme que je vous ai expédié hier soir vers minuit¹, je m'empresse de vous donner quelques détails sur l'entretien que j'ai eu avec M. de Ring, sous-chef du cabinet du Ministre des Affaires Etrangères.

Celui-ci est venu pour me demander des explications sur les bruits répandus dans la journée au sujet de l'attitude de la Suisse à l'égard de la partie neutralisée de la Savoie. Il m'a dit espérer d'autant plus recevoir des explications satisfaisantes, que le Gouvernement français a déclaré, dans les termes les plus positifs, sa ferme résolution de respecter la neutralité de la Suisse, et que, selon toutes les prévisions, la neutralité de la Suisse ne saurait être menacée du côté de la Savoie.

J'ai répondu à M. de Ring ce qui suit, en résumé:

«La question de la Savoie, soulevée en 1859 et en 1860, n'a pas pu trouver à cette époque une solution conforme aux intérêts de la Suisse. La Suisse devait donc à ses propres intérêts, comme aussi aux obligations qui lui sont imposées par

1. *Non retrouvé.*

les traités de 1815, de se réserver le droit de prendre les mesures qui pourraient devenir nécessaires dans certaines éventualités, pour sauvegarder sa neutralité. C'était un acte de loyauté de la part du Gouvernement Fédéral de le déclarer au Gouvernement Français dès l'abord et avant l'ouverture des hostilités. Il agira sans doute de même dans la déclaration de neutralité qu'il adressera aux grandes puissances de l'Europe, et que j'attends d'un jour à l'autre. Quant aux intentions du Gouvernement Fédéral, je puis me référer au message adressé par le Conseil Fédéral aux Chambres de la Confédération, pour motiver sa proposition de lui accorder les pouvoirs nécessaires dans les circonstances actuelles.»

J'ai lu à M. de Ring le passage du message à l'assemblée fédérale², relatif à la Savoie neutralisée. J'ai enfin ajouté que le Président de la Confédération m'avait annoncé, par un office en date du 17 Juillet³, des instructions spéciales sur cette question. Dès que j'aurai reçu ces instructions, je prierai M. le Duc de Gramont de m'accorder une audience. Ne me trouvant pas encore en possession d'un exemplaire français du message du Conseil Fédéral, j'ai remis à M. de Ring qui, comme alsacien, sait très bien l'allemand, un exemplaire allemand de cette pièce.

J'ai prié M. de Ring de donner préalablement ces explications à M. de Gramont.

J'ai bien reçu ce matin la déclaration de neutralité⁴, destinée aux puissances de l'Europe.

Je me suis rendu cet après-midi au Ministère des Affaires Etrangères; M. de Gramont étant à St-Cloud, j'ai prié M. de Ring de remettre ce document entre les mains du Ministre des Affaires Etrangères. Je l'ai rendu attentif à la partie relative à la Savoie neutralisée; j'ai ajouté qu'il la trouverait tout à fait conforme aux explications verbales que je lui avais fournies la veille.

M. de Ring s'est borné à répondre qu'il serait désirable que le Conseil Fédéral se prononçât d'une manière positive sur l'«éventualité» qui motiverait, de la part de la Suisse, l'usage des droits qu'elle réclame.

Je lui ai répliqué que je ne pouvais, sous ce rapport, que me référer, soit au Message du Conseil Fédéral, soit à la déclaration de neutralité du 18 Juillet 1866⁵.

Je me réserve du reste, ai-je ajouté, de donner des explications dans le sens de mes instructions à M. le Ministre des Affaires Etrangères.

J'ai demandé à M. de Ring de prier M. le Duc de Gramont de m'accorder un de ces jours, une audience pour pouvoir lui donner connaissance de mes instructions.

Il m'a paru du reste que M. de Ring était moins préoccupé de cette question aujourd'hui qu'il ne l'était hier soir. Il m'a dit avoir donné connaissance à M. de Gramont des explications que je lui avais fournies.

Après cet entretien, j'ai dit à M. de Ring que mon intention était d'annoncer à M. de Gramont que les Gouvernements du Grand Duché de Bade et de la Bavière, avaient exprimé le désir que la Légation Suisse se chargeât de la protection de leurs ressortissants pendant la guerre. Le Conseil Fédéral a jugé que les rapports

2. *FF 1870/III, pp. 1—4.*

3. *Non reproduit. Cf. E 2300 Paris 23.*

4. *Cf. n° 252.*

5. *Cf. n° 32. La déclaration date du 16 juin 1866.*

de bon voisinage soutenus entre la Suisse et ces deux pays, étaient de nature à l'engager à adhérer à ce vœu⁶. Je suppose que le Ministère des Affaires Etrangères n'y verra aucun inconvénient.

M. de Ring m'a immédiatement répondu savoir que le Ministère ne soulevait sous ce rapport pas la moindre difficulté, et que je ne devais pas hésiter à répondre d'une manière affirmative à ces deux gouvernements.

C'est à la suite de cet entretien que je vous ai adressé à trois heures un télégramme⁷.

Quant au Grand Duché, cette affaire est définitivement réglée. Le Ministre de Bade m'apportera demain matin, avant son départ pour Bruxelles, où il est aussi accrédité, une note par laquelle il me demande officiellement de prendre sous ma protection, pendant toute la durée des hostilités, les ressortissants badois.

Il m'a dit qu'un M. Kahn, qui a fonctionné pendant quelques années comme employé de sa Légation, arriverait ce soir à Paris, et se mettrait à ma disposition.

Quant à la Bavière, j'attends encore une lettre officielle du Gouvernement Bavarois. Le Ministre de Bavière à Paris, M. de Quadt, est parti en congé pour Munich il y a deux jours, sans m'avoir parlé du projet de me charger des intérêts des sujets bavarois. Si vous deviez recevoir du Cabinet de Munich une communication à ce sujet, je vous prie de me la transmettre par télégramme, parce que je sais que le Gouvernement Bavarois a déjà remis ses passeports au Ministre de France à Munich. Il y a donc urgence.

Il y a du reste encore à Paris, par suite du départ de M. de Quadt, un chargé d'affaires de Bavière. Il est peut-être possible, quoique peu probable, que la réponse officielle du Gouvernement Bavarois me soit remise par le chargé d'affaires ad interim de Bavière à Paris.

6. Cf. *PVCF* E 1004 1/82, 2917.

7. *Non retrouvé.*

255

E 2/468

Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Berlin, C. P. Mercier, au Président de la Confédération, J. Dubs

R

Berlin, 21 juillet 1870

Par ma dépêche de hier au soir¹, je vous accusais réception de la note² que par dépêche du 18 courant vous me chargiez de faire parvenir à Monsieur de Bismarck.

Suivant vos instructions j'ai remis votre note à Monsieur de Thile, accompagnée d'une note d'envoi pour Monsieur de Bismarck. A mes instances de me faire parvenir une prompt réponse, Monsieur de Thile estampilla lesdites notes du signe d'urgence, et en me faisant espérer une prochaine réponse, il me communiqua le

1. *Non reproduite.* Cf. E 2300 Berlin 1.

2. Cf. n° 252.

fait que le gouvernement s'était déjà occupé de cette question, mais avait ajourné toute décision jusqu'à l'arrivée de Monsieur de Sydow, lequel, revenant de Suisse, est attendu ici pour ce soir.

En quittant M. de Thile, je reçus votre télégramme de ce matin³ m'instruisant de la décision du cabinet français, relative à cette question; je fus de nouveau chez le Secrétaire d'Etat et lui laissai copie de votre télégramme.

ANNEXE

Le Chef de la section politique des Affaires étrangères de Prusse, H. von Thile, au Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Berlin, C. P. Mercier

Copie
N

Berlin, 20. Juli 1870

Eurer Hochwohlgeboren hatte ich bereits vor einigen Tagen die Ehre, mündlich, aber amtlich zu erklären, dass diesseits die tractatenmässig feststehende Neutralität der Schweiz auch während des gegenwärtigen Krieges unverbrüchlich beobachtet werden würde, und hatte mich der Erwartung hingegeben, dass Eure Hochwohlgeboren hiervon der Bundesregierung Mittheilungen machen würden.

Aus einem eben eingegangenen Berichte des Norddeutschen Gesandten in Bern ersehe ich indessen, dass über unsere diesfälligen Auffassungen die Schweizerische Bundesbehörde noch nicht völlig vergewissert ist. Eure Hochwohlgeboren darf ich hiernach, im speciellen Auftrage des Herrn Bundeskanzlers, ganz ergebenst ersuchen, unsere oben gedachte amtliche, vom Bundeskanzler wiederholte Erklärung nachträglich schleunigst zur Kenntniss Ihrer Regierung bringen zu wollen.

3. *Non retrouvé.*

256

E 2300 Berlin 1

*Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Berlin, C. P. Mercier,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP
Confidentielle

Berlin, 21 juillet 1870

Après avoir reçu votre télégramme du 20 courant, portant:
«Telegraphieren Sie Ministerielle Erklärung»,
je reçus la note de M. de Thile¹ que je vous ai communiquée par le télégraphe, et que je suppose être la pièce à laquelle vous faisiez allusion; je renouvelle ci-joint l'envoi de cette note.

M. de Thile, de chez qui je sors, m'a communiqué son étonnement d'apprendre par M. de Roeder, que le Conseil Fédéral paraissait être inquiet à l'égard de l'ob-

1. Cf. n° 255, annexe.

servation de la neutralité Suisse de la part de l'Allemagne, et cela après la déclaration officielle faite verbalement ici par la Chancellerie fédérale, le dimanche 17 courant².

A cela, j'ai répondu au Secrétaire d'Etat qu'il y a sans doute une méprise que je ne peux expliquer que par la non-expédition du télégramme³ que j'ai eu l'honneur de vous envoyer dimanche dernier. J'ai donné lecture à M. de Thile de la partie de mon télégramme dans laquelle je vous disais que, au nom de son gouvernement, il (M. de Thile) recevait avec une vive satisfaction cette déclaration, et me pria de vous faire part officiellement que la neutralité Suisse serait respectée par l'Allemagne et n'avait rien à craindre de cette dernière, et que le gouvernement était prêt à me notifier sa réponse de ce jour. Après avoir remarqué que mon télégramme contenait exactement le sens de la déclaration qu'il m'avait faite officiellement et verbalement au nom de son gouvernement, en réponse à une communication verbale, M. de Thile m'a prié, en lui accusant réception de sa note de hier, de lui confirmer ses déclarations du 17 courant, ce que je m'empresserai de faire dès que j'aurai la certitude que vous avez reçu mon télégramme du 17, dont copie ci-jointe.

Je regrette que vous ne m'ayez pas chargé, dès l'origine, de réclamer du gouvernement d'ici une déclaration écrite de l'observation de la neutralité de notre pays. Par le télégramme précité, je vous priais de me faire savoir si je devais me borner à la communication verbale déjà faite. Ne recevant aucune réponse, j'ai trouvé dans votre silence l'approbation de ma conduite ultérieure, et j'ai été peiné d'apprendre par la note de Monsieur de Thile que, pour le cas où ma dépêche vous serait parvenue, j'ai mal interprété votre silence.

Votre dépêche d'aujourd'hui vient de me parvenir⁴, et je vois, ce dont je me doutais par votre dépêche du 15⁵, que la notification de la neutralité a été adressée directement aux Cours du Sud.

M. de Thile m'a fait entendre que la forme donnée à la déclaration de l'Allemagne du Nord avait été choisie pour bien faire remarquer que le gouvernement d'ici avait déjà donné une déclaration antérieure à cette note.

M. de Thile n'a aucune nouvelle aujourd'hui; il ne croit pas au bruit assez répandu de l'occupation d'une île hollandaise par la flotte française. Les ministres français auprès des Cours du Sud, s'ils n'ont pas remis la sommation dont je vous ai déjà entretenu, ont du moins, paraît-il, tenu auprès des ministres des pays où ils étaient accrédités, un langage fort énergique.

Le Reichstag a terminé aujourd'hui sa session extraordinaire: les mandats de ses membres sont prolongés jusqu'au 31 Décembre 1871. N'ayant pas assisté aux séances d'aujourd'hui, je me borne à vous envoyer ci-jointes les pièces n° 1—4 et 10—14⁶, recommandant à votre attention particulière le document n° 11.

Un général prussien, très au courant de ce qui se passe auprès de M. de Moltke,

2. Cf. n° 250.

3. Du 17 juillet 1870. Ce télégramme est bien arrivé à Berne, le 17 juillet à 2h30. Cf. E 2/468.

4. «Bundesrath erklärt sich durch Note von Thile befriedigt. Neutralitätsnotifikation ist an süddeutsche Regierungen direkt von hier aus versendet.» E 2/468.

5. Non reproduite. Cf. E 1001 (E) q 1/88.

6. Non reproduites. Cf. E 2/468.

assure qu'il ne saurait entrer dans les convenances des belligérants de violer la neutralité Suisse.

On est inquiet au sujet de l'Italie dont l'attitude très réservée fait craindre qu'elle ne se laisse mener par les promesses de la diplomatie française⁷.

7. *Le Ministre de la Confédération d'Allemagne du Nord à Berne, le Général von Röder, remit au Conseil fédéral, le 21 juillet 1870, une copie d'un télégramme signé par Bismarck: «Die Neutralität der Schweiz steht vertragsmässig fest. Wir haben zur Wahrung derselben durch die Eidgenössischen Streitkräfte volles Vertrauen, und bürgen unsere Vertragstreue und Deutschlands freundnachbarliches Verhältniss zur Schweiz für die Achtung dieser Neutralität durch Deutschland.»* E 2/468.

257

E 1001 (E) q 1/88

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
aux Etats signataires de la Convention de Genève*

Copie
N

Berne, 22 juillet 1870

Par sa note circulaire du 2 Mai dernier¹, le Conseil fédéral a eu l'honneur d'informer le Gouvernement [...] qu'à l'exception de l'Espagne et de Rome, tous les Etats signataires de la Convention de Genève du 22 Août 1864, pour les secours aux militaires blessés, ont adhéré aux articles additionnels adoptés à Genève, le 20 Octobre 1868², modifiés plus tard à la demande de la France (Art. IX) et interprétés par la France et l'Angleterre (Art. X), mais que là Russie, tout en adoptant ces articles additionnels, propose une adjonction à l'art. XIV dans le but de prévenir l'abus du drapeau distinctif de la neutralité. Quoique plusieurs Gouvernements aient déjà fait parvenir au Conseil fédéral leur réponse à la circulaire sus-indiquée, on ne saurait s'attendre à recevoir prochainement les déclarations de tous les Etats contractants, et l'adoption définitive des articles additionnels ne pourra par conséquent avoir lieu que dans un temps plus ou moins éloigné.

Or la situation politique actuelle est si grave qu'elle a imposé au Conseil fédéral le devoir d'user de toute son influence, comme organe intermédiaire entre les Etats contractants, pour que les bienfaits de la Convention de Genève et des articles additionnels puissent avoir leur plein effet pendant la guerre qui vient d'éclater. Afin d'atteindre ce but, il s'est adressé aux Gouvernements de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de la France, en leur proposant et leur recommandant *de reconnaître dès à présent la Convention de Genève* avec ses articles additionnels modifiés à la demande de la France et interprétés par la France et la

1. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/87.

2. *Non reproduits.* Cf. E 2/310.

Grande-Bretagne, *comme devant être observée dans toutes ses parties pendant la guerre, au moins à titre de modus vivendi.*

Aujourd'hui, le Conseil fédéral a la satisfaction de pouvoir annoncer aux hauts Gouvernements des Etats signataires de la Convention de Genève, que les Cabinets de Berlin et de Paris ont accédé avec empressement à cette proposition et qu'ils ont déjà donné les directions nécessaires aux officiers commandant leurs corps d'armée.

Le Conseil fédéral est heureux d'avoir pu, par sa démarche auprès de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de la France, assurer la réalisation immédiate de cette œuvre humanitaire et en faisant les vœux les plus ardents pour qu'elle contribue efficacement à adoucir les maux de la guerre, [...].

258

E 2300 Vienne 19

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiel

Wien, 23. Juli 1870

Ich habe Sie heute früh auf die Bitte einer Deputation von Getreideexporteurs telegraphisch angefragt¹, ob Baiern das Verbot des Getreideexportes nach der Schweiz zurückgezogen habe; einige Stunden später ist auf dem Ministerium des Äussern ein Telegramm von Baron Bruck, dem k. k. Gesandten in München eingetroffen, in welchem er dem Grafen Beust anzeigt, dass Baiern dieses Verbot aufgehoben habe. Ich kann Ihnen *streng confidentiel* mittheilen, dass Baron Bruck durch den englischen Gesandten in München erfuhr, dass die bairische Regierung durchaus nicht daran dachte, den Getreidetransit zu untersagen, dass aber von Berlin der Befehl in München eintraf, dass alle Getreideausfuhr nach der Schweiz strengstens untersagt werde. Die bairische Regierung folgte auch dieser Ordre; nahm dieselbe aber zurück, als durch den k. k. Gesandten in München im Auftrag des Grafen Beust energisch dagegen reclamirt wurde.

Es ist ohne Zweifel zu Ihrer Kenntniss gelangt, dass gestern in Bregenz ein Cra- val stattfand, dessen Zweck war, die Ausfuhr von Getreide nach der Schweiz zu hindern. Der Bezirkshauptmann Schwertling war auch so ungeschickt, auf seine eigene Faust hin ein Getreideausfuhrverbot der Schweiz gegenüber zu erlassen; er fragte indessen doch noch bei der Statthalterei in Innsbruck und diese beim Ministerium in Wien an, worauf von diesem sogleich die strengste Weisung gegeben wurde, das Verbot augenblicklich aufzuheben. Dieser sonderbare Zwischenfall ist also in kürzester Zeit befriedigend beigelegt worden.

Ich war um 1 Uhr beim Grafen Beust, um mich mit ihm wegen des Pferdeausfuhrverbotes zu besprechen. Da aber gerade Conferenz des Reichsministeriums

1. *Non retrouvé.* Cf. *PVCF* E 1004 1/82, 3055.

war, ging ich um 3 Uhr noch einmal auf die Staatskanzlei. Der Fürst Latour d'Auvergne, der gestern hier eintraf, war eben beim Reichskanzler. Graf Beust erklärte mir, so sehr er es bedaure, so müsse er doch ganz bestimmt das Pferdeausfuhrverbot aufrecht erhalten; die kaiserl. Regierung müsse für sich selbst den Bedarf decken, da in den vergangenen Monaten eine sehr grosse Menge von Pferden, besonders nach Frankreich, ausgeführt worden seien, dann wolle sie, weder nach der einen, noch nach der andern Seite hin sich den Anschein geben, als halte sie nicht die stricteste Neutralität aufrecht; er habe auch der italienischen und der rumänischen Regierung gegenüber die nämliche abschlägige Antwort gegeben. Ich bemerkte dem Grafen Beust, dass Pferde ja strenge genommen nicht unter die Kriegsartikel gezählt werden können und dass der Bedarf für die Schweiz ein verhältnissmässig so geringer sei, dass die für dieselbe nöthige Anzahl bei dem Pferdereichthum Ungarns gar nicht in Betracht kommen könne. Ich fügte noch bei, dass, wenn die Regierung Anstand nehmen würde, 800—1000 Stück ausführen zu lassen, es für uns doch wichtig wäre, wenn die Erlaubniss für den Export von etwa 4—500 Stück gegeben würde. Ich drängte den Reichskanzler so lange, bis er mir schliesslich versprach, die Frage bei dem Ministerpräsidenten u. dem Kriegsministerium zu befürworten, aber ich gestehe Ihnen offen, dass ich fast keine Hoffnung habe, ein günstiges Resultat zu erreichen.

Ich traf im Wartesaal mit dem preussischen Gesandten v. Schweinitz zusammen; obgleich nicht gerade sehr vertrauensselig, zählt er doch, in Anbetracht der zähen Ausdauer der deutschen Truppen, auf einen für Preussen schliesslich günstigen Ausgang des Krieges. Er sagte mir, dass in Preussen viele hochgestellte Militär auf die Bundesgenossenschaft der süddeutschen Staaten gar keinen Werth legen und dass ihnen eine bewaffnete Neutralität derselben weit angenehmer wäre. Hier hat die ungemein rasche und energische Gränzbesetzung von Seite der Schweiz Staunen und, ich möchte sagen, Bewunderung erregt; man hatte von einer solchen Schnelligkeit einer Machtentfaltung gar keine Ahnung.

259

E 2/468

*Le Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, O. von Bismarck,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

N

Berlin, 24 juillet 1870

Le soussigné, Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord, a eu l'honneur de recevoir, par l'entremise du Chargé d'Affaires de la Confédération Helvétique, la circulaire adressée par le conseil fédéral suisse en date du 18 juillet cr.¹ aux Etats signataires et garants des traités de 1815.

Il a accueilli avec une vive satisfaction la déclaration du conseil fédéral que la Suisse maintiendra et défendra, pendant la guerre qui se prépare, sa neutralité et

1. Cf. n° 252.

l'intégrité de son territoire; et il n'hésite pas à déclarer que l'Allemagne respectera scrupuleusement la neutralité de la Suisse, garantie par les traités, et qu'elle compte avec une entière confiance sur son maintien par les forces militaires de la Confédération Helvétique. La fidélité aux traités dont l'Allemagne a constamment fait preuve et les relations de bon voisinage qui existent si heureusement entre les deux pays offrent à la Suisse un gage de plus que sa neutralité sera consciencieusement respectée par l'Allemagne.

260

E 2/1641

*Le Ministre français des Affaires étrangères, le Duc de Gramont,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

N¹

Paris, 25 juillet 1870

Le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté l'Empereur des Français, a reçu la note circulaire² que Monsieur le Président de la Confédération Suisse lui a fait l'honneur de lui adresser au nom du Conseil Fédéral et dans laquelle le gouvernement Suisse, prenant en considération l'état de guerre existant entre la France et la Prusse, fait connaître sa ferme résolution de maintenir et défendre la neutralité de son territoire par tous les moyens dont il dispose.

Le Conseil fédéral ajoute que relativement aux parties de la Savoie qui, aux termes des stipulations de 1815, ont été rattachées au système de la neutralité suisse, il croit devoir rappeler qu'il a le droit d'occuper ce territoire, et se réserve d'en faire usage si les circonstances lui paraissent l'exiger pour la défense de la neutralité et l'intégrité du territoire de la Confédération. Il déclare, toutefois, qu'il respectera scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit et qu'il s'entendra, à cet égard, avec le gouvernement Impérial français.

Le gouvernement de l'Empereur a déjà eu l'occasion de faire savoir au gouvernement Suisse, par l'entremise du représentant de la Confédération à Paris, les sentiments dans lesquels il a accueilli la déclaration de neutralité de la Suisse. Il ne peut que s'en référer, à cet égard, à la communication en date du 17 de ce mois³, par laquelle il en a pris acte.

En ce qui touche la situation de certaines parties de l'ancienne province de Savoie, appelées en 1815 à participer au bénéfice de la neutralité suisse, cette question a fait naguère⁴ l'objet d'un échange de vues entre les Puissances, sans qu'un accord ait pu s'établir. Notre intention ne saurait être d'en reprendre la discussion dans les conjonctures actuelles et nous sommes persuadés que telle n'est

1. *FF 1870/III, pp. 861–862.*

2. *Cf. n° 252.*

3. *Non reproduite. Cf. FF 1870/III, p. 13.*

4. *Notice en marge de ce document: «Quid».*

pas non plus la pensée du gouvernement fédéral. Il nous suffit de savoir que si les circonstances qu'il a en vue venaient à se produire, il n'adopterait aucune mesure sans une entente préalable avec le gouvernement de l'Empereur.

Le Ministre des Affaires Etrangères soussigné accueille avec satisfaction ces explications [...].

261

E 2/480

*Le Consul général de Suisse à Londres, A. Streckeisen,
au Conseil fédéral*

R

London, 25. Juli 1870

Seit der Nachricht von dem Ausbruch des verhängnissvollen Krieges, welcher sich zwischen Frankreich u. Deutschland entsponnen hat, bin ich schon mehrfach, theils von hier ansässigen, theils von temporär hier sich befindlichen Schweizern um Auskunft über die Stellung der Schweiz in Bezug auf die kriegführenden Mächte angefragt worden u. ebenso über die allfällige Nothwendigkeit seitens der milizpflichtigen Angehörigen der Schweiz, sich nach ihrem Vaterlande zu verfügen, um sich unter die Fahne der sie betreffenden Corps zu reihen.

Dessgleichen ist schon hie u. da die Anfrage an mich gestellt worden, ob es allenfalls am Platze wäre, an die hiesigen Schweizer einen Aufruf zu erlassen, um durch Beisteuer die Noth der zurückbleibenden Familien dienstthuender unbemittelter Mitbürger zu mildern.

Über den ersten Punkt, die Stellung der Eidgenossenschaft zu den kriegführenden Mächten, können nach den zu meiner Kenntniss gelangten Zeitungsberichten wenig Zweifel obwalten, da die Neutralität der Schweiz, wie es scheint, allgemein anerkannt wurde.

In Bezug auf die beiden andern gestellten Anfragen würden Sie mich dagegen durch eine sachbezügliche Rückäusserung sehr zu Dank verpflichten, um den an mich gestellten Gesuchen Genüge leisten zu können.

In Anbetracht der jetzigen so ernsten Zeit, welche auch unser Gesamtvaterland, wenn gleich in weit minderm Grade als die kriegführenden Partheien, tief berühren muss, erlaube ich mir, Titl., Ihnen wiederholt meine Dienste, insofern dieselben der hohen Behörde oder dem Gesamtvaterlande von irgend welchem Nutzen sein können, aufs ergebnste zur Verfügung zu stellen¹.

1. *Pour la réponse du Conseil fédéral, cf. nos 266 et 267.*

262

E 2/468

*L'Adjoint du Ministre russe des Affaires étrangères, V. I. Vestman,
au Ministre de Russie à Berne, N. de Giers*

Copie

L

St-Pétersbourg, 26 juillet 1870¹

Votre dépêche N° 19 du 9/21 juillet courant nous est parvenue et a été placée sous les yeux de Sa Majesté l'Empereur, ainsi que le pli adressé par le Conseil fédéral au Ministère Impérial² et qui s'y trouvait annexé.

Nous avons pris acte des principes sur lesquels est basée l'attitude adoptée par la Confédération Helvétique dans la lutte actuelle.

Le Cabinet Impérial ne peut qu'apprécier la sagesse avec laquelle le Conseil fédéral se place sur le terrain des traités, sans s'écarter d'un esprit de modération et de conciliation.

Nous ne doutons pas qu'en se maintenant dans cette voie et en remplissant scrupuleusement les obligations de la neutralité la Confédération Helvétique n'assure le respect de la position qui lui est acquise en vertu des Traités.

Vous êtes invité d'ordre de Sa Majesté l'Empereur, à porter ces sentiments à la connaissance de M. le Président de la Confédération dans les formes d'usage³.

1. *Calendrier grégorien.*

2. *Cf. n° 252.*

3. *Le Conseil fédéral prit acte de cette note, le 18 août 1870. Cf. PVCF du 19 août 1870, E 1004 1/82, 3494.*

263

E 2/512

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
aux Consuls de Suisse en France et en Algérie*

Copie

Circulaire

Paris, 27 juillet 1870

Par suite d'une entente¹ intervenue entre le Conseil Fédéral et les Gouvernements du Royaume de Bavière et du Grand Duché de Bade, la protection des ressortissants de ces deux pays, pendant la durée des hostilités, a été confiée à la Légation Suisse à Paris.

L'exequatur a été retiré par le Gouvernement Impérial aux Consuls des Etats avec lesquels la France est en guerre. De son côté, la Légation de Bavière à Paris a

1. *Du 22 juillet. Non reproduite. Cf. PVCFE 1004 1/82, 2971 et 2976.*

informé les Consuls Bavaois que leurs fonctions étaient suspendues jusqu'à nouvel ordre.

Dans ces circonstances, et vu l'urgence, je me suis entendu verbalement avec Mr. le Sous-Chef du Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères de France, et j'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointes des instructions sur la ligne de conduite que vous avez à suivre à l'égard des ressortissants Badois ou Bavaois qui pourraient se présenter à votre Consulat.

Ces instructions ont un caractère provisoire, et je me réserve de les compléter ou de les modifier, lorsque le Conseil Fédéral aura pu me faire parvenir les directions nécessaires.

ANNEXE

Instructions provisoires aux Consuls de la Confédération suisse en France et en Algérie, au sujet de la protection des ressortissants Badois et Bavaois pendant la Guerre entre la France et l'Allemagne.

Paris, 27 juillet 1870

I. Légalisations. Vous êtes autorisés à légaliser les documents bavaois lorsqu'ils seront munis du sceau du Ministère des Affaires Etrangères de Bavière et les documents badois lorsqu'ils seront munis du sceau du Ministère des Affaires Etrangères du Grand Duché de Bade. Vous vous servirez pour cela du sceau ordinaire de votre Consulat et vous procéderez comme s'il s'agissait de pièces Suisses. Vous vous abstenrez jusqu'à nouvel ordre de percevoir aucune taxe.

II. Passeports. Les Bavaois ou Badois qui veulent se rendre dans leur pays devront s'adresser au Préfet du Département qu'ils habitent pour obtenir, soit le visa de leur ancien passeport, soit un nouveau passeport.

Vous aurez donc à vous borner à apposer le visa de votre Consulat sur les passeports anciens, visés auparavant par la Préfecture française compétente, ou sur les passeports nouveaux délivrés par la même Préfecture.

Vous vous servirez dans ce but de la formule suivante: «Vu au Consulat de la Confédération Suisse à chargé provisoirement de protéger les ressortissants bavaois (ou badois) établis en France, pour se rendre en Bavière (ou dans le Grand Duché de Bade).

Délivré à le 1870.

Le Consulat de la Confédération Suisse.
(L.S.) Signature ...»

III. Secours. Vous aurez à vous abstenir de délivrer des secours aux badois ou bavaois, tant que des fonds n'auront pas été mis à votre disposition dans ce but. Vous pourrez demander au Consulat badois ou bavaois le plus rapproché de votre résidence s'il est en mesure de vous remettre des fonds pour secours aux indigents.

IV. Quant aux formalités à remplir pour les mariages et aux diverses questions de détail, vous aurez à vous entendre avec le Consul badois ou bavaois le plus rapproché de vous. La Légation Suisse à Paris s'entendra de son côté avec les Ministères des Affaires Etrangères de Bavière et de Bade pour la remise à votre Consulat des Archives des Consulats respectifs de ces deux pays, dans le cas où cette remise serait indispensable, ce qui pour le moment ne paraît pas nécessaire.

V. Vous vous abstenrez de correspondre directement avec les autorités badoises ou bavaoises, et vous voudrez bien transmettre à la Légation Suisse à Paris les Communications que vous auriez à faire parvenir aux Gouvernements de ces deux états.

E 2300 Berlin 1

*Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Berlin, C.P. Mercier,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Berlin, 28 juillet 1870

[...]¹

Le gouvernement d'ici a, en suite des débats occasionnés dans les Chambres anglaises, publié in *Extensio*, ainsi que vous l'avez vu par mon envoi d'hier², le projet de traité présenté dans le temps par *Benedetti*. Cette pièce qui a été vue par plusieurs diplomates a été reconnue par eux pour avoir été écrite par M. de *Benedetti* lui-même et a été présentée, paraît-il, lors de la question du Luxembourg et plus tard, à l'occasion de la question des chemins de fer belges. Elle jette un jour nouveau et peu rassurant sur le sort qu'auraient à attendre les petits Etats dans le cas d'une victoire de la France. La publication de cette pièce, entièrement inconnue des diplomates du Sud, a fait un grand effet sur eux et on espère qu'elle engagera le gouvernement Anglais à faire observer plus strictement les règles de la neutralité. Reste à savoir si le gouvernement Français n'est pas à même de produire des documents aussi désagréables pour la diplomatie prussienne.

On raconte à cette occasion que M. *Benedetti* doit avoir eu pour mission de conclure avec la Prusse, et avant la guerre de 66, un arrangement assurant pour tous les cas à la France la possession du territoire que cette dernière puissance a dû céder à l'Allemagne par le second traité de Paris. Monsieur de *Benedetti*, dans l'idée que la Prusse serait battue, ne fit aucune démarche à cet effet, voulant se réserver [une] liberté d'action pour demander plus après une défaite. Les prévisions de M. *Benedetti* ne s'étant pas accomplies, il dut, après la victoire des Prussiens, parler des prétentions françaises; *M. de Bismark* lui répondit qu'on ne devait pas songer à pareille chose. La France n'étant pas en mesure de faire la guerre dut se contenter de cette réponse et lors de la question du Luxembourg, proposa le traité en question. Celui-ci ayant été refusé, la France arma et se mit en mesure, attendant le moment propice pour faire la guerre; croyant l'avoir trouvé actuellement, elle se saisit du prétexte de la candidature du prince de Hohenzollern pour amener une rupture, espérant de cette manière n'avoir à combattre que l'Allemagne du Nord.

L'échange de notes que cette publication a occasionné vous sera sans doute connu par les journaux. L'article de fond de la «*Nordd. Allg. Zeitung*» N° 173 qui vient de paraître, sortant du Ministère des Affaires Etrangères, et le télégramme que le comte de *Bismark* a adressé au comte de *Bernsdorf* à Londres servent fort bien à éclaircir la position prise par le gouvernement de l'Allemagne du Nord. Les gens bien renseignés ne connaissent, concernant cet incident, que ce qui a paru dans les journaux. On attend avec une vive curiosité les documents que *Bismark* a dit vouloir encore publier.

1. Dans la première partie du rapport, C.P. Mercier présente la situation militaire.

2. Non retrouvé.

Je n'ai encore rien pu apprendre d'authentique sur l'incident Dalwigk et me réserve de revenir sur ce point.

[NB:] M. de Freydorf notifie sous date du 22 crt. à la Légation: «La France menaçant par ses armements le territoire allemand et ayant déclaré la guerre à la Prusse, le traité d'alliance, conclu le 17 Août 1866 à Berlin entre le Grand Duché et la Prusse, entre en vigueur et le gouvernement Grand Ducal, ayant reçu de la part du Chancelier de la Confédération du Nord les informations officielles sur la déclaration de guerre de la France, doit se considérer comme étant en état de guerre avec la France.

Sur les ordres de son Altesse Royale, le Grand Duc son auguste Souverain, le soussigné a chargé Monsieur le Baron de Schweizer de demander au gouvernement Impérial ses passeports et de quitter immédiatement la France. Le Comte de Mosbourg, informé de la position que le gouvernement Badois a prise vis-à-vis des événements, a demandé également ses passeports et vient de quitter la ville de Carlsruhe pour rentrer en France.»

265

E 2300 Florence 1

*Le Ministre de Suisse à Florence, G.B. Pioda,
au Conseil fédéral*

RP

Florence, 29 juillet 1870

J'ai reçu votre office du 25¹ et aussitôt après sa réception hier, j'allai aux informations au Ministère des Affaires Etrangères; et en suite de la conversation que j'eus avec Monsieur Visconti-Venosta, je pus vous télégraphier² que la nouvelle de la formation d'un corps d'armée de 60 000 hommes dans la Haute Italie n'avait aucun fondement.

Mon rapport, que vous mentionnez, doit être celui du 18 courant³; j'y parle de la levée effective (non pas d'un bruit) de deux classes [d'à] peu près 60 000 hommes, mais non pas de la formation d'un corps d'armée. Vous aurez reçu hier ou aujourd'hui mon rapport du 26 courant⁴, où la situation politique et militaire de l'Italie est exposée, telle qu'elle est encore en ce moment. Pour être mieux renseigné, je me suis rendu ce matin chez le Ministre de la Guerre. Le Général Govone m'a confirmé d'abord ce que m'avait dit hier son collègue. Il entra ensuite dans quelques détails ultérieurs. L'armée sur pied de guerre, me dit-il, est composée de 11 classes; on les avait réduites à 3 à cause de la situation financière; elles sont maintenant portées à 5. Les troupes éparpillées dans la Haute Italie arrivent à peine au chiffre de 60 000 hommes. On n'a pas même eu le Camp de Soma cette

1. Reproduit en annexe.

2. Non reproduit.

3. Cf. n° 251.

4. Non reproduit.

année, mais il est possible qu'on y envoie à tour de rôle quelques troupes, mais pas plus d'une division à la fois. Pour ces deux classes d'armée de terre et pour une classe de marine, le Ministère a demandé un crédit supplémentaire de 16 millions, dont 1 pour la marine.

Ces préparatifs sont sur un pied modeste. Ils sont rendus nécessaires par les tentatives incessantes et en dernier lieu, [*par*] celle de Milan, du Parti Républicain. Le Général Govone me disait: nous achèterons quelques chevaux, nous n'en avons que 40 par batterie, tandis que les Français en temps de paix en ont quatre-vingts. Il ne s'agit pas d'une mobilisation proprement dite, mais des moyens strictement nécessaires pour le transport.

D'après ce que m'en a dit le Ministre des Affaires Etrangères, les Français quittent décidément Civita-Vecchia; il est dès lors évident, comme il me l'a dit d'ailleurs, qu'il faut une force respectable à la frontière Pontificale pour empêcher des invasions de bandes de volontaires. A ce point de vue, le déménagement des Français est plutôt une charge pour l'Italie; mais en agissant de la sorte, le Ministère espère que sa loyauté trouvera, à la fin de la guerre, de manière ou d'autre, une compensation dans cette éternelle question Romaine.

Les remerciements adressés par voie publique par le Comte Brassier de St Simon aux volontaires qui offraient leurs services à la Prusse, ont été jugés [*comme*] un acte insolite en diplomatie et j'ai lieu de croire que le Ministère s'en est plaint. Il paraît du reste que ces enrôlements avaient été grossis et qu'il aurait été très possible de remercier ces volontaires individuellement.

A la suite des désordres qui ont eu lieu, soi-disant pour la Neutralité, et tout en même temps contre la France et en faveur de la Prusse, dans les principales villes du Royaume, les grands journaux commencent à réagir et à être sympathiques à la France. La Gauche parlementaire ainsi que ses journaux continuent [*leurs*] faveurs à la Prusse. Cependant, en serait-il de même si elle parvenait à prendre les rênes du Gouvernement? Pour le moment, cette éventualité n'existe pas. Les journaux de la Gauche persistent à soutenir, et quelques députés ont fait de très claires allusions à la Chambre, que des négociations se poursuivent entre Paris et Florence et peut-être Vienne, en dehors des Cabinets, et que dans des circonstances données un nouveau Ministère inaugurerait cette triple alliance. M. le Comte Vimercati en serait l'intermédiaire; il devrait être actuellement à Vienne. Puisque ce sont des négociations secrètes, en dehors des Cabinets, il est assez difficile d'en savoir quelque chose de positif. Ce que l'on peut dire, c'est que la supposition ne paraît pas tout à fait dénuée de fondement. M. Lanza, Président du Conseil, est, dit-on, très contraire à toutes alliances; c'est pourquoi la Gauche le soutient, et l'on envisage généralement sa présence au Ministère comme une garantie de la neutralité; par contre, comme déjà je vous l'ai dit, une grande partie de la Droite lui est hostile.

ANNEXE

E 2200 Florence 1/7

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda*

L

Berne, 25 juillet 1870

D'après les Journaux et aussi d'après votre dernier rapport, il circulerait des nouvelles d'après lesquelles le Gouvernement Italien aurait l'intention d'envoyer un corps d'armée d'environ 60 mille hommes dans la Haute Italie, près de la frontière suisse.

Veillez faire les démarches nécessaires pour obtenir le plus tôt possible des renseignements exacts sur les intentions du Gouvernement italien à l'égard de son attitude en général et, si les nouvelles en question étaient en effet fondées, c'est-à-dire, si réellement un corps d'armée devait être concentré près de notre frontière, pour en connaître le but et la portée. En un mot, vous êtes prié de vouer à cette question toute votre attention et de nous faire rapport sur toutes les circonstances relatives.

Vous comprendrez facilement qu'une concentration de l'armée italienne près de notre frontière ne saurait nous laisser indifférents et que nous ne méconnaissions point ce qu'il y aurait d'inquiétant pour la Suisse dans la prétendue mesure.

266

E 2/473

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
au Consul général de Suisse à Londres, A. Streckeisen*

Copie

L

Bern, 29. Juli 1870

Ich bin heute schon in der Lage, die von Ihnen anerbötenenen patriotischen Dienste¹ in einer sehr wichtigen Frage in Anspruch zu nehmen.

Um allen Eventualitäten gehörig die Spitze bieten zu können, muss die Schweiz zur Aufnahme eines grösseren Anleihs schreiten und man hat dafür eine Summe von 15—20 Mill. Franken in Aussicht genommen. Wir wären nun zwar kaum in Verlegenheit, diese Summe unter andern Umständen im eigenen Land zu erhalten; allein im jetzigen Augenblicke könnte es nur geschehen durch Entziehung von Kräften, welche unserem Handel u. unserer Industrie in dieser grossen Krisis absolut nothwendig sind. Es muss uns daher gelegen sein, die Cirkulationsmittel eher durch Herbeiziehung fremden Geldes zu vermehren, als eigene Mittel für solche Zwecke zu absorbiren. Wir könnten mit einem bezeichneten Anleihen der Industrie selbst momentan noch etwas zu Hilfe kommen.

Für ein solches Anlehen kommen bei gegenwärtiger Sachlage nur Paris u. London in Betracht. Was Paris anbelangt, so sind uns zu staatlichen Zwecken 4—6 Millionen in etwelche Aussicht gestellt worden, worüber Sie noch nähere mündliche Auskunft erhalten werden. Allein es hat für uns eine missliche Seite, in einer

1. Cf. n° 261.

wenn auch nur indirekten Weise von der französ. Regierung in der gegenwärtigen Situation unterstützt zu werden, u. wir möchten diess, wenn immer thunlich, ausweichen.

Nun wird uns zwar gemeldet in England sei ein Abschluss nur zu schweren Bedingungen möglich. Allein wir glauben wenigstens einen Versuch nicht unterlassen zu sollen, und wir haben unseren in Paris weilenden Spezialabgeordneten Herrn Nationalrath Feer-Herzog den Auftrag gegeben, sich nach London zu begeben, Ihnen über die Sachlage die nähern mündlichen Aufschlüsse zu ertheilen u. möchten Sie nun ersuchen, mit H. Feer-Herzog vereint die nöthigen Schritte zu thun, um auf dortigem Platze das Anlehen zu annehmbaren Bedingungen abzuschliessen. Wir geben Ihnen bezüglich der Bedingungen gänzlich freie Hand, ersuchen Sie aber, vor dem Abschlusse telegraphisch noch unsre letzte Instruktion einzuholen. [...]²

Nach Beschluss des Bundesrathes habe ich dem Englischen Gesandten in Bern von unserm Vorhaben Kenntniss gegeben³ u. ihn ersucht, bei der Engl. Regierung das Ansuchen zu stellen, sie möchte uns für unsere Bemühungen *ihre moralische Unterstützung* gewähren, da wir nichts Weiteres von ihr verlangen. Da es wohl in höchstem Interesse Englands liegt, dass die Schweiz ihre Neutralität wahren könne, was sie mit allen Mitteln zu thun entschlossen ist —, so ist es wohl das Mindeste, was wir von dieser befreundeten Regierung verlangen dürfen, dass sie uns in einer solchen Krise einige moralische Unterstützung leihe.

Wollen Sie in dieser Beziehung mit dem Minister der Auswärt. Angelegenheiten Rücksprache nehmen u. ihm offen unsere Situation u. die Gründe unseres Verlangens mittheilen u. auf seinen Rath hören.

2. *Suit une phrase difficilement lisible.*

3. *Cf. PVCF du 29 juillet 1870. E 1004 1/82, 3141.*

267

E 1001 (E) q 1/88

Le Conseil fédéral
au Consul général de Suisse à Londres, A. Streckeisen

Copie

L

Bern, 29. Juli 1870

Indem wir uns zum richtigen Empfang Ihrer geschätzten Zuschrift vom 25. lauf. Mts.¹ bekennen, haben wir die Ehre, auf die darin enthaltene Frage beziehungsweise Nachfolgendes zu erwidern:

Was die Rückkehr dortiger militärpflichtiger Schweizer betrifft, so wird davon so lange nicht die Rede sein können, als dieselben aus der Heimath noch kein Aufgebot erhalten haben.

1. *Cf. n° 261.*

Von einem Aufruf an die in England lebenden Schweizer zu Gunsten der Familien der im Felde stehenden dürftigen Wehrmänner möchte für einmal wenigstens noch abzusehen sein, da die innern Hilfsgesellschaften in voller Thätigkeit sich befinden und die Gaben von daher wohl zur Zeit ausreichen werden. Sollte es sich aber in der Folge als wünschenswerth und als Bedürfniss herausstellen, die Landsleute im Auslande ebenfalls in Anspruch zu nehmen, so würde man nicht erman- geln, von dem edeln Anerbieten der allezeit in werkthätiger Liebe ihres Vaterlan- des gedenkenden Schweizer in Grossbritannien dankbar Gebrauch zu nehmen.

Empfangen auch Sie, Herr Generalkonsul, für Ihre so freundlich zugesagte Mitwirkung, für Ihre in uneigennützigster Weise angebotenen Dienste unseren besten Dank u. seien Sie überzeugt, dass wir solche Gesinnung nach ihrem ganzen Werthe zu würdigen wissen.

268

E 2/468

Le Secrétaire d'Etat des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, Earl of Granville, au Président de la Confédération, J. Dubs

N

London, July 29th 1870

I have the honour to acknowledge the receipt of the letter¹ which you addressed to me on the 18th instand informing me, on behalf of the Swiss Federal Council, that it is the intention of the Swiss Confederation to preserve an attitude of strict neutrality during the present state of war which has arisen between His Majesty the Emperor of the French and the King of Prussia, as long as such neutrality is respected by other Powers, and also referring to the right of occupation of Savoy by the Federal Government in case of war.

In thanking you for this communication I have the honour to request that you will express to the Federal Government the satisfaction with which Her Majesty's Government have learnt their intention to preserve a neutral attitude during the war.

1. Cf. n^o 252.

*Le Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Berlin, C.P. Mercier,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Berlin, 30 juillet 1870

Je viens de vous télégraphier:

«Zeidlersche Correspondenz, bezugnehmend auf die Benedettischen *Verhandlungen* sagt, dass im Laufe der Unterhandlungen auch von der französischen Schweiz die Rede gewesen ist. Thile nichts wissend hat mich an Bismarck verwiesen. Soll ich deshalb Audienz nachsuchen?»

C'est la réponse de Monsieur de Thile, auprès duquel je cherchais des renseignements sur l'exactitude de cette nouvelle (dont ci-joint l'original)¹, qui m'a engagé à vous expédier le télégramme qui précède. Le diplomate, en m'affirmant ne savoir rien d'authentique à ce sujet, a ajouté tenir d'un diplomate, qu'il ne saurait nommer, le fait d'une conversation entre M. Benedetti et M. Simson, Président du Reichstag, dans laquelle le diplomate français aurait exprimé combien il comprenait la tendance des allemands à voir s'opérer l'unification des races germaniques, mais que ces dernières devaient avoir des égards réciproques envers la France si celle-ci cherchait à acquérir la Belgique, la Suisse Française etc.

Monsieur de Thile n'était pas en état de se porter garant de l'exactitude de cette conversation, et du reste ne savait rien de précis à cet endroit. Aussi m'a-t-il engagé, dans le cas où j'en sentirais le besoin, à m'adresser à Monsieur de Bismarck. En terminant, il ajouta que toutes les conversations entre Bismarck et Benedetti relatives à des changements territoriaux lui étaient inconnues, et que même le fameux projet de traité de Benedetti lui était resté entièrement inconnu jusqu'à il y a quelques jours.

Relativement à la notice ci-jointe, j'ajoute qu'elle a une importance par le fait des inspirations gouvernementales de la feuille qui la publie.

Monsieur de Bismarck n'accordant que difficilement une audience, et cela dans des circonstances graves seulement, j'ai cru devoir prendre vos ordres préalablement par la dépêche-copie ci-derrière.

Le Roi partira demain soir pour le quartier général.

1. Non reproduit.

270

E 2/468

*Le Ministre d'Italie à Berne, L.A. Melegari,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

N

Berne, 1^{er} août 1870

Monsieur Pioda a remis à Monsieur le Chevalier Visconti-Venosta la Note¹ par laquelle le Conseil Fédéral porte à la connaissance du Gouvernement Royal l'attitude que, conformément aux traités, la Suisse estime devoir prendre en présence de la déclaration de guerre de la France à la Prusse et à ses alliés.

Le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, est par conséquent chargé de donner acte de cette communication à Son Excellence Monsieur le Président de la Confédération, et de l'assurer de la véritable satisfaction, avec laquelle le Gouvernement de Sa Majesté a accueilli les franches explications, que le Haut Gouvernement Fédéral a bien voulu lui donner en cette occasion.

1. Cf. n° 252.

271

E 6/23

*Procès-verbal entre le Chef du Département du Commerce et des Péages,
W. M. Naeff, et le Plénipotentiaire du Zollverein, W. von Lessing*

PV

Bern, 7. August 1870

In Veranlassung des zwischen Frankreich und den Nord- und Süddeutschen Staaten ausgebrochenen Kriegs hat die Grossherzogliche Baden'sche Regierung die Ausfuhr von Kriegsbedarf mit Einschluss von Pferden, Schlachtvieh, Getreide und anderem Proviant, sowie von Steinkohlen und Coaks über die Grenzen des Grossherzogthums Baden verboten, doch nachgelassen, dass namentlich Betreffs Getreide, Schlachtvieh und Brennmaterialien, der Schweiz gegenüber, von jenem Verbote Ausnahmen gemacht werden können, wenn darüber kein Zweifel besteht, dass die betreffenden Gegenstände zum Konsum in der Schweiz bestimmt sind.

Hingegen ist von dem Schweizerischen Bundesrathe in dem an die Grossherzoglich Baden'sche Regierung gerichteten Schreiben vom 21. v. Mts.¹, unter Berufung auf die Bestimmung im letzten Absatz des Artikels 1 des zwischen der Schweiz und dem deutschen Zollverein unter dem 13. Mai vorigen Jahres abge-

1. La date est fausse, car il s'agit du 20 juillet 1870. Non reproduite, cf. E 1001 (E) q 1/88.

schlossenen Handels- und Zollvertrags², Einrede erhoben und die unbedingte Erfüllung dieser Bestimmung, dass die unbeschränkte Gewährung von Ausfuhr von Getreide, Schlachtvieh und Brennmaterialien nach der Schweiz als ein vertragsmässiges Recht in Anspruch genommen worden.

Die Grossherzogl. Baden'sche Regierung hat in Folge dessen gegen das Präsidium des Zollvereins den Wunsch ausgesprochen, dieses möge die Erledigung der gegenständlichen Frage mit der Schweizerischen Regierung bewirken, und in Veranlassung dessen hat der Kanzler des Norddeutschen Bundes und Vorsizende des Bundesrathes des deutschen Zollvereins dem Zollvereinsbevollmächtigten, dem Königlich Preussischen Geheimen Regierungsrathe von Lessing, den Auftrag ertheilt, sich nach Bern zu begeben und der Schweizerischen Regierung die Anschauungen des Zollvereins-Präsidii in der fraglichen Angelegenheit darzulegen, und etwaige hierauf Bezug habende Wünsche der Schweizerischen Regierung entgegenzunehmen.

Zu diesem Zwecke hat sich der benannte Zollvereinsbevollmächtigte dem Herrn Bundes-Präsidenten hier vorgestellt, und dieser hat denselben, behufs weiteren Benehmens in der Sache, an das Schweizerische Handels- und Zolldepartement gewiesen.

Von dem Zollvereinsbevollmächtigten Herrn von Lessing ist diesem Departement, vertreten durch seinen Chef, den Herrn Bundesrath Naeff, im Beisein des zu den Verhandlungen zugezogenen Schweizerischen Oberzolldirektors Herrn Meyer, die Anschauung des Präsidii des deutschen Zollvereins Betreffs der fraglichen Vertragsabrede und des ganzen Sachverhalts dahin zu erkennen gegeben worden.

Der zwischen dem Zollverein und der Schweiz abgeschlossene Vertrag vom 13. Mai v. J. ist ein reiner Handelsvertrag, und drückt dies in seinem Eingange unzweifelhaft aus, in welchem sein Zweck dahin bezeichnet wird: «Die Handelsverbindungen zwischen den Angehörigen beider Theile zu verbessern und zu erweitern». Diesem seinem Charakter gemäss muss er ausgelegt und muss insbesondere auch die Bestimmung im letzten Absatze des Artikels 1 aufgefasst werden. Es ist daher nicht anzuerkennen, dass der Vertrag die Absicht gehabt habe und die Wirkung haben könne, die Rechte zu beschränken, welche im Falle eines Krieges den Regierungen der Zollvereinsstaaten als kriegführenden Mächten völkerrechtlich zustehen. Zu diesen Rechten gehört unzweifelhaft die Befugniss zu verhindern, dass dem Feinde aus dem eigenen Lande Proviant und Brennmaterial zugeführt wird. Diese Befugniss würde illusorisch werden, wenn sie auf die unmittelbare Ausfuhr aus dem eigenen in das Gebiet des Feindes beschränkt wäre, und nicht auf die mittelbare Ausfuhr durch neutrales Gebiet ausgedehnt werden könnte. Im vorliegenden Falle bietet die Schweiz für Sendungen aus einem Theile des Zollvereinsgebiets nach Frankreich den natürlichen, aus einem andern Theil dieses Gebiets einen leicht zugänglichen Weg. Die Betretung dieses Weges steht nach der Schweizerischen Gesetzgebung allen solchen Sendungen unbedingt offen; es würde also der von dem schweizerischen Bundesrathe in dem Schreiben vom 21. v. Mts. erhobene Anspruch die Rechte der Zollvereinsstaaten als kriegführender Mächte verneinen.

2. Cf. RO IX, pp. 766—773.

Die Rechte, welche ein Staat als kriegführende Macht, d. h. zur Erhaltung seiner Existenz besitzt, sind bei einem jeden Verträge, welcher sich nicht ausdrücklich auf den Fall eines Krieges bezieht, stillschweigend vorausgesetzt.

Es verstösst daher nicht gegen den Geist der fraglichen Vertragsabrede und gegen die hieraus für die Schweiz herzuleitenden Rechte, wenn die Zollvereinsstaaten als kriegführende Mächte Massregeln, welche sichern, dass die aus den Zollvereinsstaaten nach der Schweiz ausgehenden Gegenstände der bezeichneten Art nicht nach Frankreich geführt werden, treffen, und den dessfallsigen Export nur in solchen Fällen gestatten, in welchen darüber kein Zweifel obwaltet, dass die Gegenstände zum Konsum in der Schweiz bestimmt sind.

Es ist aber der lebhafteste Wunsch des Präsidii des Zollvereins, dass auch unter den gegenwärtigen Umständen der Handelsverkehr zwischen der Schweiz und dem Zollvereine sowenig als möglich belästigt werde, und das Präsidium hat den ernstesten Willen, die von dem Kriege unzertrennlichen Erschwerungen auf das Maas zu beschränken, welches mit seinen Pflichten vereinbar ist. Es wird zu diesem Ende gerne seine Vermittlung eintreten lassen.

Auf diese Eröffnungen erklärte das Schweizerische Handels- und Zolldepartement, dass die Schweiz bei der in ihrer Note vom 20. Juli³ an die Grossherzoglich Badische Regierung ausgesprochenen Anschauung bleibe, also in dieser Beziehung alle ihr aus dem Zoll- und Handelsvertrag mit dem deutschen Zoll- und Handelsverein zukommenden Rechte verwahre. Dagegen finde sie unter gegenwärtigen Verhältnissen nicht zeitgemäss, den daherigen Konflikt rechtlich zu erledigen, da durch die anbotene Berücksichtigung der Schweizerischen Verkehrsinteressen in der Wesenheit ihren Begehren entsprochen wird, indem der deutsche Handels- und Zollverein rücksichtsvolle Behandlung des Verkehrs mit der Schweiz für die im Artikel 1 des Zoll- und Handelsvertrages bezeichneten Waaren verheisst, insofern dieselben für den Verbrauch in der Schweiz bestimmt sind.

Ihrerseits wird die Schweizerische Zollverwaltung Anordnungen treffen, dass die Durchfuhr solcher Artikel nach dem Ausland, soweit es immer nach bestehenden Vertragsverhältnissen zulässig ist, möglichst verhindert werde. Bereits ist die Anordnung getroffen, dass Schweizer, welche Getreide, Schlachtvieh und Brennmaterialien aus dem deutschen Zollverein beziehen wollen, auf dem deutschen Ausgangsamte eine Bescheinigung der Ortsbehörde ihres Wohnortes vorzulegen haben, welche bezeugt, dass die darin bezeichnete Waare zum Verbrauch in der Schweiz bestimmt ist.

Die Zollverwaltung wird auch den drei Hauptzollämtern Rorschach, Romanshorn und Schaffhausen die Befugniss zur Ausstellung von Geleitscheinen für die genannten drei Waarengattungen entziehen.

Im Übrigen aber macht das Handels- und Zolldepartement aufmerksam, dass die Schweiz niemals in der Lage ist, starke Getreidemassen exportiren zu können, weil ihre Erzeugnisse bei Weitem nie ausreichen, ihren eigenen Bedarf zu deken. Die Getreidespekulanten wissen dies ganz gut und richten desshalb ihre Aufmerksamkeit auch niemals hierher.

Zur Dekung ihres jährlichen Bedarfes bezieht die Schweiz laut der beiliegen-

3. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/88.

den Tabelle (Anlage A)⁴ durchschnittlich die Quantität von 3 500 000 Zentnern, davon bezieht sie wenigstens 2 620 000 Zentner aus dem deutschen Zollverein.

Es wäre daher total irrig, wenn man sich durch den starken Verkehr in Getreide auf dem Bodensee namentlich zu der Annahme bewegen liesse, es werde von den nach der Schweiz vermittelten Quantitäten ein erheblicher Theil wieder nach andern Ländern ausgeführt. Nach der oben berührten beiliegenden Tabelle beträgt der gesammte Export der Schweiz durchschnittlich 43 000 Zentner, kommt also im Verhältniss zum Einfuhrbedarf gar nicht in Betracht.

Ebenso verhält es sich mit der Durchfuhr. Einzig wegen der Missernte Frankreichs im Jahre 1867 stieg die Durchfuhr in den letzten Jahren, sonst würde der durchschnittliche Transit weit niedriger stehen, als 392 000 Zentner. Ein Blick auf die Tabelle zeigt, dass im letzten Jahre bloss 149 000 Zentner durchgiengen. In diesem Jahre macht Frankreich nach den neuesten Berichten eine günstige Ernte, bedarf also kaum starker Zufuhren für die ordentlichen Bedürfnisse.

Der beste Beweis für diese Behauptung liegt in den Preisverhältnissen. Auf der beiliegenden Zusammenstellung (Anlage B)⁴ derselben ergibt es sich, dass der Ankaufspreis in Frankreich drei bis drei Franken fünfzig Centimen billiger steht, als auf deutschen Märkten, so dass der Bezug deutschen Getreides höchstens bis Bern conveniren könnte, weiter westwärts aber der Bezug sich schon aus Frankreich macht. Ein weiterer Beweis, dass in letzterem Lande kein Mangel an Lebensmitteln ist, liegt in dem Umstand, dass kein Ausfuhrverbot erlassen ist, trotzdem dass die Exportation an Getreide und Steinkohlen eine bedeutende ist, sogar die Ausfuhr von Schlachtvieh in der Gegend von Basel wird anstandslos gestattet.

Unter solchen Verhältnissen ist es daher gar nicht denkbar, dass ein Bedürfniss zur Wiederausfuhr nach dorthin vorhanden sein könnte, da die Organisation des Bezugs aus Ungarn über Triest aus Odessa und dem Orient hinreichende Vorräthe sichert. Es ist mithin nicht zu befürchten, dass das aus dem Zollverein nach der Schweiz exportirte Getreide wieder nach dem Auslande geführt werde, und muss hier darauf hingewiesen werden, dass zur Dekung unseres gewöhnlichen Jahresbedarfes im ersten Semester des laufenden Jahres erst 1 621 000 Zentner eingeführt worden sind, also immerhin noch 1 900 000 Zentner für den innern Bedarf nöthig sind, ohne von den vermehrten Bedürfnissen bezüglich unserer Armeeaufstellung zu reden.

Es darf also selbst bei erheblich stärkerem Verkehr als gewöhnlich noch durchaus nicht auf stärkere Wiederausfuhr aus der Schweiz geschlossen werden. Zur genauen Überwachung des Getreideverkehrs wird die Schweizerische Zollverwaltung fortfahren, die Ausgabe von fünftägigen Bülletins über die Ein-, Aus- und Durchfuhr von Getreide zu sorgen, welche der Gesandtschaft des Norddeutschen Bundes immer zur Einsichtnahme offen stehen. Aus diesen amtlichen Erhebungen kann man sich mit Leichtigkeit überzeugen, dass die befürchtete Wiederausfuhr nicht stattfindet. Sollten sich die Verhältnisse ändern, so wird die Schweizerische Zollverwaltung nach den dannzumaligen Verhältnissen darauf Bedacht nehmen, dem besorgten Übelstande möglichst zu steuern.

Das Schweizerische Handels- und Zolldepartement ist daher im Falle, folgende Wünsche zu formuliren, deren Erfüllung die hierseitigen Verkehrsinteres-

4. *Non retrouvées.*

sen befriedigen könnte, so weit es unter den obwaltenden Umständen möglich ist.

1. Wenn ein Schweizer aus dem Gebiete des deutschen Zoll- und Handelsvereins Getreide, Schlachtvieh oder Brennmaterialien beziehen will, so hat er ein Zeugnis von der Ortsbehörde seines Wohnortes beizubringen, welches bescheinigt, dass die darin bezeichnete Waare zum Verbrauch im Innern der Schweiz (und zwar gleichgültig, ob zum eigenen Gebrauch oder zum Verschleiss in seinem Handels- oder Gewerbegeschäft) bestimmt ist.

2. Dass den Angehörigen des Zollvereins die Getreidezufuhr zu den drei Märkten Rorschach, Romanshorn und Schaffhausen unbehindert und ohne andern Ausweis gestattet werde, damit die schweizerischen Müller und Händler, welche gewohnt sind, den Bedarf für ihre Kunden dort auszuwählen, nach wie vor ihr Gewerbe unbehindert ausüben können.

3. Dass für den Transitverkehr aus Oesterreich die gleichen Regeln gelten sollten und

4. Dass die eingetretenen Verkehrsbeschränkungen auf dem Grenzverkehr, wie solche in der Anlage B zum Deutsch-Schweizerischen Vertrag bezeichnet sind, nicht angewendet werden, sondern dieser Verkehr gänzlich freigelassen werde.

Der Abgeordnete des Norddeutschen Bundes-Kanzler-Amtes übernimmt es, demselben diese Wünsche zur Kenntniss zu bringen und desselben Antwort an das Schweizerische Handels- und Zolldepartement auszuwirken.

272

E 1004 1/82

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 9 août 1870

3352. Zürich, Geldkrise, Einberufung der Bundesversammlung.

Finanzdepartement. Vortrag mündlich.

Mit Telegramm vom 8. diess und nachgefolgtem Schreiben vom gl. Tage¹ meldet die Regierung von Zürich mit Rücksicht auf die in *Folge des gegenwärtigen Krieges zwischen Frankreich und Deutschland über die Schweiz hereingebrochene Geldkrise*², dass sie das *Begehren um Einberufung der Bundesversammlung*, gemäss Art. 75 der Bundesverfassung, stelle (sofern der Bundesrath von sich aus diesen Schritt nicht thun würde), welcher die Frage zur Entscheidung vorzulegen sein würde: wie dem englischen Sovereign legaler Kurs gegeben wer-

1. *Non reproduits.* Cf. E 9/89.

2. *Le 23 juillet 1870, le Président de la Confédération écrivait à son Ministre à Paris: «La guerre financière qui s'est déclarée en Suisse depuis l'ouverture de la guerre étant due, en grande partie, au fait que les comptoirs de la Banque de France, voisins de notre frontière, n'admettent plus à l'escompte le papier sur Paris provenant de la Suisse.»* (E 9/89).

den könnte und ob nicht im weitem durch Kreirung eines hinreichend fondirten, mit legalem Kurse ausgestatteten Papiers von Bundes wegen der Krisis begegnet werden soll. Die Regierung werde diesen ihren heutigen Beschluss durch Kreisreiben den übrigen Kantonsregierungen mittheilen und sie um Beitritt einladen.

Nach angehörtem mündlichen Bericht und Antrag des Departements und nach obgewalteter Diskussion wurde beschlossen, der Regierung von Zürich telegraphisch zu erwidern: der Bundesrath wünsche, dass die Kantonsregierungen ihren Entscheid über das Begehren von Zürich noch verschieben möchten, da er in wenigen Tagen denselben weitere Mittheilungen³ in Sachen zugehen zu lassen im Falle sein werde.

ANNEXE

E 1001(E)q 1/88

Le Conseil fédéral aux Cantons

Circulaire⁴

Bern, 12. August 1870

Von dem Augenblike an, wo in Folge des Krieges zwischen Frankreich und Deutschland die gegenwärtige Geldkrisis in der Schweiz sich entwikelte, haben wir uns mit den Massnahmen beschäftigt, die auf Seite des Bundes sowohl im eigenen Interesse als in demjenigen des Handels und der Industrie überhaupt für geboten erachtet werden mögen.

Eine erste Versammlung von Abgeordneten verschiedener schweizerischer Bankanstalten, welche auf den 26. Juli⁵ durch das eidg. Finanzdepartement nach Bern einberufen wurde, hat mehrfache Wünsche kund gegeben, denen unsererseits möglichst Rechnung getragen worden ist.

Wir haben vorerst durch zwei Beschlüsse, vom 30. Juli und 10. August abhin⁶, die englischen Goldmünzen und diejenigen der Vereinigten Staaten von Nordamerika tarifirt. Diese Massregel, welche in ihrer Ausführung Anfangs auf einige Schwierigkeiten gestossen ist, scheint nunmehr ihrem Zwecke zu entsprechen. Es hat bereits eine namhafte Einfuhr in englischen Goldmünzen nach der Schweiz stattgefunden.

In zweiter Linie haben wir sodann gemäss der von der Konferenz vom 26. Juli ausgesprochenen Ansicht versucht, im Auslande die Geldmittel zu finden, deren die Eidgenossenschaft bedarf, um den aus der politischen Lage für sie erwachsenden Anforderungen zu genügen. Die diesfalls gemachten Schritte haben bis jetzt nicht zum Ziele geführt; indessen werden wir nichts unterlassen, um Alles zu vermeiden, was die Finanzlage und den Geldmangel im Inlande noch erschweren könnte.

Das Finanzdepartement hat in dritter Linie sich bemüht, unter den verschiedenen schweizerischen Bankanstalten eine Vereinbarung über einen ausgedehnten Umlauf der Banknoten zu erzielen. Es wurde sämmtlichen schweizerischen Banken die Bildung eines *schweizerischen Bankvereins* vorgeschlagen.

Der daherige Entwurf, von dem wir Ihnen beiliegend einen Abzug mitzuthemen die Ehre haben, bildete den Gegenstand der Berathungen einer Versammlung von Abgeordneten einer beträchtlichen Zahl von Banken, welche gestern, den 11. August⁵, in Bern abgehalten worden ist. Diese Versammlung hat nach allgemeiner Besprechung der Sachlage einen Ausschuss beauftragt, über das Ganze der Frage einer neuen Konferenz sein Gutachten abzugeben.

3. Cf. *annexe*.

4. *Publiée dans FF 1870/III, pp. 204—205.*

5. *Sur ces conférences, cf. E 9/89.*

6. *Cf. FF 1870/III, p. 100 et 174.*

Wir halten es nun für angemessen, das Ergebniss der diessfälligen Berathungen abzuwarten, bevor zu anderweitigen Massnahmen geschritten wird. Wenn die der Privat-Initiative entsprungene Bestrebungen sich als erfolglos erweisen sollten, so werden wir mit allem Ernste, den die Lage der Dinge zum Gebote macht, in Erwägung ziehen, ob zu ausserordentlichen Massnahmen zu schreiten sei. In diesem Falle, und wenn die Art der vorgeschlagenen Mittel und Wege es erforderte, würden wir uns beeilen, die Bundesversammlung einzuberufen. Wir haben übrigens bereits das Finanzdepartement beauftragt, Einleitungen für die allfällig nöthig werdenden Vorkehrungen zu treffen.

Indem wir uns die Ehre geben, Ihnen Vorstehendes zur Kenntniss zu bringen und den Grund mitzuthemen, warum wir bisher nicht geglaubt haben, zu einer ausserordentlichen Einberufung der Rätthe zu schreiten, fügen wir bei, dass, wenn obigen Eröffnungen ungeachtet und gemäss Art. 75 der Bundesverfassung 5 Kantone diese Einberufung verlangen würden, ohne den Erfolg der nicht amtlichen, im Gange befindlichen Verhandlungen abzuwarten, wir selbstverständlich einem solchen Begehren unverweilt Folge geben werden.

273

E 2/1641

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern

Copie

L¹

Berne, 12 août 1870

La note de Monsieur le Duc de Gramont, Ministre des Affaires Etrangères de France, datée du 25 Juillet², a été remise par M. le Ministre de France à Berne, le 27 Juillet, au Conseil Fédéral Suisse, en réponse à la déclaration de la neutralité de la Confédération³ et à la question des portions neutralisées de la Savoie du 18 Juillet. Vous exposerez, à ce sujet, dès que l'occasion s'en présentera, à S. Ex. le Ministre des Affaires Etrangères, ce qui suit:

Le Conseil Fédéral regarde aussi de son côté comme inopportun de reprendre la discussion sur cette question.

C'est avec satisfaction qu'il a pris acte du fait que le Gouvernement Impérial ne conteste pas les droits de la Suisse. Mais une erreur qui s'est glissée dans la note de M. le Duc de Gramont, lui paraît devoir être rectifiée. M. de Gramont semble partir de l'idée que le Conseil Fédéral aurait promis de ne prendre aucune mesure sans une entente préalable avec le Gouvernement Français. Le Gouvernement Fédéral n'a cependant nullement exprimé cette pensée dans la déclaration de neutralité et il se réfère pour cela aux termes mêmes de cette déclaration:

«Le Conseil Fédéral ferait usage de ce droit, si les circonstances lui paraissaient l'exiger, pour la défense de la neutralité Suisse et de l'intégrité du Territoire de la Confédération; toutefois, il respectera scrupuleusement les restrictions que les traités apportent à l'exercice du droit dont il s'agit, et il s'entendra à cet égard avec le Gouvernement Français.»

1. Remise par Kern au Ministre des Affaires étrangères de France. Publiée dans FF 1870/III, pp. 863—864.

2. Cf. n° 260.

3. Cf. n° 252.

Ce n'est point sur le droit lui-même ou sur l'usage de ce droit, dans un cas spécial, que le Conseil Fédéral a fait mention d'une entente préalable, mais sur le mode de procéder relatif à l'exécution de ce droit, comme les mots: «à cet égard» le donnent clairement à entendre. S'il en eut été autrement, le Conseil Fédéral aurait placé son droit entre les mains du Gouvernement Français. Le Conseil Fédéral entend se réserver, comme cela est dans la compétence de tout ayant droit, la faculté d'apprécier, suivant les circonstances, s'il y a lieu de faire usage de son droit. Si ce cas devait se présenter, il s'empresserait d'en informer à temps le Gouvernement Français, afin que celui-ci pût éventuellement retirer ses troupes et afin de faciliter une entente sur l'exercice des Pouvoirs civils et militaires, auxquels la Suisse ne saurait prétendre en ce qui la concerne.

Comme le Conseil Fédéral ne saurait se ranger à l'opinion qui paraît ressortir de la réponse de M. le Duc de Gramont, il vous charge de vous exprimer dans ce sens vis-à-vis de S.Ex., le Ministre d.A.E.

Veillez aussi attirer l'attention de M. le Ministre sur le fait que les droits assurés à la Suisse par les traités ne sauraient être modifiés par de simples négociations entre la France et d'autres Puissances et que le Conseil Fédéral croit devoir réserver sa participation et son consentement à toute modification éventuelle de l'état des choses actuellement établi. La nécessité de procéder à une révision de cet état des choses est aussi reconnue par la Suisse. Si l'article II du traité conclu à Paris, le 26 Mars 1860, n'a pas encore été exécuté, cela n'a pas dépendu de la Suisse, et le Conseil Fédéral se déclare prêt à s'associer, dès que les circonstances s'y prêteront, aux démarches qui pourraient être tentées dans le but d'arriver à une entente sur cette question.

274

E 2300 Washington 7

*Le Consul général de Suisse à Washington, J. Hitz,
au Conseil fédéral*

RP

Washington, August 12th 1870

Unterzeichneter bekennt den Empfang Ihrer geehrten Depesche N. 66¹, enthaltend ein Circularschreiben an das hiesige Staatsdepartement, betreffs Aufrechthaltung der schweizerischen durch Vertrag garantirten Neutralität. Es wurde dasselbe sogleich dem fungirenden Staatssekretär Herrn I.C. Bancroft Davis überreicht und der Anlass benutzt, demselben zu sagen, dass die Bestrebungen der Schweiz, ihre Neutralität gewissenhaft zu wahren, jedenfalls die moralische Stütze der Ver. Staaten verdienen. Herr Davis erwiederte die bereits im hiesigen Staatsdepartement sprüchwörtlich gewordenen Ansichten: «Wir lassen uns nie in die politischen Beziehungen Europäischer Mächte ein». Unterzeichneter

1. Cf. n° 252.

erwiederte: «Die Regierung wohl nicht, aber das Volk würde kaum ruhig zusehen wollen, wenn dem republikanischen Prinzip der Schweiz von Monarchien Gewalt angethan würde». Herr Davis wollte aber sich hierüber nicht äussern und es unterblieb in dieser Richtung alle fernere Unterredung. Ich fühle mich gedrungen, nochmals darauf aufmerksam zu machen, dass telegraphisch keine Berichte von der Schweiz eingehen, dass faktisch eine solche Armuth in Bericht und Correspondenz betreffs der Haltung der Schweiz, dass wochenlang in den einflussreichen Zeitungen die Schweiz gar nicht genannt wird. Durch flüchtig gemachte Übersetzungen von Schweizer Zeitungen sucht der Unterzeichnete dieses etwas zu ersetzen, es bleibt ihm aber bei seinem verminderten Personal wenig oder keine Zeit dazu, und dennoch sollte dem Amerikaner in einem derartigen Moment die Schweiz nie ausser Auge gelassen werden.

Die Einnahme von Weissenburg und überhaupt das Eindringen der Preussen über die Grenze Frankreichs, wird von Seite der Americaner als der Todesspruch der Napoleonischen Dynastie beachtet. Man behauptet, dass die französische Armee nicht mit gewohntem Eifer fechte etc. Im Allgemeinen hat der Krieg hier die Waarenpreise wenig affektirt. Mehl ist etwas höher. Sonstige Lebensmittel jedoch haben keine Preiserhöhung erlitten.

Der Präsident befindet sich soeben auf einer Erholungsreise nach dem Westen, während die Chefs des Militair-, Finanz-, Staatsdepartements und der Postverwaltung ebenfalls von Washington abwesend sind, so dass hierorts im Bundesregierungs-kreise alles ungewöhnlich ruhig ist. Der Gesandte des Nord-deutschen Bundes und so auch der französische Minister sind beide hier, hingegen scheinen die übrigen Diplomaten sich ebenfalls nach allen Richtungen zerstreut zu haben.

275

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Paris, 14 août 1870

J'ai bien reçu la lettre que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 9 Août¹, ainsi que la copie de la réponse de M. de Gramont² à la déclaration de neutralité de la Suisse.

Vous m'informez que Vous avez interprété ma lettre du 28 Juillet dernier³ dans ce sens que «j'entendais recevoir du *Ministère des Affaires Etrangères* une copie de cette réponse», et Vous ajoutez «que Vous avez lieu de supposer que cette interprétation est conforme à ma pensée d'alors».

1. *Non retrouvée.*

2. *Cf. n° 260.*

3. *Non reproduite.*

Il ne peut et il ne doit rester le moindre doute sur cette dernière supposition. Il aurait en effet été singulier de ma part de demander du Département politique fédéral la communication de la réponse de Gramont, si j'avais eu lieu de croire qu'elle me parviendrait du Ministère des Affaires Etrangères. Dans ma lettre du 28 Juillet, je disais: «j'espère recevoir demain communication de la réponse du Gouvernement Français à la déclaration de neutralité que j'ai transmise personnellement au Ministre des Affaires Etrangères par l'intermédiaire de M. de Ring». Pour indiquer combien je tenais à recevoir communication de cette pièce, j'ai exprimé le même désir dans un post-scriptum. Si je parlais du lendemain, c'est que j'espérais que le Département politique me communiquerait immédiatement copie de la note de Gramont, remise à Berne le 27 Juillet, sans même attendre une demande de ma part. Partie de Berne le 28 Juillet, cette copie pouvait me parvenir le lendemain 29.

Je ne *pouvais* penser, le 28 Juillet, qu'à une communication venant du Département politique, auquel je m'adressais précisément, et si j'avais eu la pensée d'attendre cette communication du Ministère des Affaires Etrangères, j'en aurais fait mention dans ma lettre. Je pouvais d'autant moins m'attendre à ce que ce document me fût communiqué par le Ministère des Affaires Etrangères, que le fait eût été tout à fait contraire aux usages, et que je n'avais fait aucune démarche ni directe ni indirecte pour obtenir cette copie de cette forme, à cause des motifs que j'ai indiqués dans ma lettre du 6 Août⁴.

Ce fait est confirmé aussi par la circonstance, que j'ai exprimé à plusieurs reprises, à ma Chancellerie, lors de la remise des lettres arrivées de Berne, ma surprise de ce que la copie de la note du duc de Gramont ne s'y trouvât pas. Ma pensée était donc parfaitement *la même* le 28 Juillet que le 6 Août, date de ma seconde dépêche.

J'ai lieu de croire que Vous trouverez tout naturel, par suite de ces explications, que j'aie demandé, dans des termes plus positifs, communication de ce document dans ma lettre du 6 Août.

La réponse de M. de Gramont constate de nouveau à mes yeux que le Conseil Fédéral a été dans le vrai en déclarant, dans le mémoire communiqué⁵ en 1860 aux grandes puissances de l'Europe, que «l'incorporation de la Savoie du Nord à la France sera une épée de Damoclès constamment suspendue sur la Suisse, qui, sans utilité réelle pour la France, deviendra une source incessante de défiances et de complications, au lieu d'être un gage de paix et de bon voisinage».

Espérons qu'à l'occasion d'un congrès européen, qui probablement se réunira après la guerre actuelle, cette question pourra trouver une solution conforme aux intérêts de la Suisse, au lieu de rester un germe de conflits dangereux entre la France et la Confédération.

La plus grande anxiété règne à Paris sur la bataille formidable qu'on attend depuis quelques jours, et qui, d'après un télégramme que je viens de recevoir à l'instant du Ministère de l'Intérieur, n'a pas encore lieu aujourd'hui.

On peut être sûr que des résolutions très graves seront prises par le Corps Législatif, si le sort des armes devait encore être favorable à l'Allemagne.

4. Non reproduite.

5. Du 19 mars 1860. Cf. FF 1860/I, pp. 485—491.

M. Feer-Herzog a fait hier quelques démarches auprès de la direction de la Banque des Pays-Bas à Paris, et auprès de la maison Neutsch, chez lesquelles je l'avais introduit. Il va reprendre les pourparlers mardi prochain. D'après ce qu'il a appris hier, il paraîtrait que des conditions seraient faites pour un emprunt Suisse à Paris, analogues à celles qui ont été faites à Londres. M. Feer-Herzog partira au plus tôt mardi soir; il ne peut pas négocier demain, à cause de la fête du 15 Août.

276

E 1004 1/82

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 14 août 1870

3427. Paris, Minister, Telegramm, Ausweisung der Deutschen aus Frankreich.

Mit zwei Telegrammen vom 12.¹ & 13. diess.² berichtet der eidgenöss. *Minister in Paris* die *Ausweisung der Deutschen aus Frankreich* (einige Ausnahmen gestattet) und verlangt Auswirkung eines erheblichen Kredits zur Ermöglichung der Abreise der zahlreichen Dürftigen unter den Betroffenen. Auch für die schweiz. Konsulate in Frankreich müssen Kredite eröffnet werden. Da das Ausweisungsdekret schon am nächsten Tage in Kraft trete, so sei die Sache sehr dringend und Pässe werden von Morgen an ausgestellt. Im Einverständniss mit der Lyonerbahn werden Eisenbahnbillets zu halbem Preise für diejenigen ausgewiesenen Deutschen ausgestellt, welche durch die Schweiz heimreisen. Hr. Kern gebe ihnen das Reisegeld bis an die deutsche Gränze, die Pässe seien visirt zum Durchpass durch die Schweiz. Er verlangt Absendung von Kommissären nach Pontarlier und Anzeige an die Polizeibehörden von Basel, Friedrichshafen und Lindau.

Nachdem das politische Departement bezüglich des Vorstehenden von sich aus verfügt hat (und zwar im Einverständniss mit dem Justiz- und Polizeidepartement, welches seinerseits ebenfalls in Sachen gehandelt) wie folgt:

a. Anzeige an Hrn. Kern in Paris, dass die badische Gesandtschaft die Verantwortlichkeit des Kredits über sich genommen, sowol für Hrn. Kern, als für die schweiz. Konsulate, jedoch wünsche, dass die aus dem französischen Süden kommenden Badenser soweit möglich über Basel dirigirt werden möchten;

b. an die Regierungen von Genf, Neuenburg und Basel-Stadt, die norddeutschen Ausgewiesenen werden über Belgien abziehen, die süddeutschen dagegen durch die Schweiz; werde gewünscht, dass deutschsprechende Kommissäre in die Bahnhöfe gesendet werden nach Genf, Verrières, Neuenburg und Basel zur Unterstützung dieser Leute, Kredit sei von Baden eröffnet, die Auslagen seien auf Rechnung der badischen Regierung für die Badenser zu stellen. Mitglieder des

1. Reproduit en annexe.

2. Non reproduit. Cf. E 2/517.

deutschen Hilfsvereins werden die Kommissäre unterstützen. Es werde von den Eisenbahnen halber Fahrpreis für die Dürftigen verlangt;

c. an die Direktion der westschweizerischen Bahnen, Gesuch um Gestattung des halben Fahrpreises für die dürftigen Ausgewiesenen —

ist beschlossen worden: Hrn. Kern zu telegraphiren:

1. Bayern und der Gesandte des Norddeutschen Bundes haben den Kredit zugesagt, letzterer auch für diejenigen Norddeutschen, welche aus dem Süden durch die Schweiz heimkehren wollen.

2. seien die betreffenden Kantonsregierungen hievon in Kenntniss zu setzen, mit Gesuch, dem Humanitätsakt ihre Mithilfe soweit nöthig zu gewähren: Zürich, Bern, Freiburg, Solothurn, beide Basel, Schaffhausen, Aargau, Thurgau, St. Gallen, Waadt.

3. sei von der Antwort der Westbahndirektion, dass sie halben Fahrtenpreis zugestehe, Vormerkung zu nehmen.

ANNEXE

E 2/517

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

T

Paris, 12 août 1870

Ministère a décidé que les sujets des Etats belligérants allemands doivent quitter le territoire français à l'exception de certaines catégories qui peuvent rester. Les sujets de la Confédération du Nord seront dirigés par la Belgique, ceux des Etats du midi de l'Allemagne par la Suisse. Les représentants provisoires des Etats belligérants sont unanimes qu'une prompte exécution est même dans l'intérêt des expulsés à cause de l'exaspération croissante en France contre les Allemands. Communiquez immédiatement par télégramme cette décision aux Gouvernements de Bade et de Bavière. Demandez qu'on tienne à ma disposition un crédit considérable pour rendre possible le rapatriement des nombreux indigents expulsés. Ce sacrifice est indispensable dans l'intérêt de l'humanité. Il est nécessaire que les deux Gouvernements ouvrent aussi un crédit à chacun des Consuls suisses en France. Le décret d'expulsion étant exécutoire dès demain, les représentants provisoires des Etats belligérants allemands sont d'accord pour délivrer dès demain des passeports aux expulsés.

Réponse et ouverture de crédit sans aucun retard.

277

E 2300 Paris 23

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

R

Confidentiel

Paris, 18 août 1870

Cet après-midi, j'ai eu la visite de Mr. Washburne, Ministre des Etats-Unis en France, chargé de protéger pendant la guerre les Ressortissants de l'Allemagne du Nord.

Il m'a annoncé qu'il s'était rendu aujourd'hui chez le Prince de La Tour d'Auvergne, nouveau Ministre des Affaires Etrangères, à la suite d'Instructions reçues hier du Cabinet de Washington, et avait demandé que des modifications fussent apportées à la décision du Gouvernement Français, relative à l'expulsion des Allemands.

Mr. de La Tour d'Auvergne aurait demandé qu'il lui fût remis une note écrite sur cette question.

En concluant, Mr. Washburne m'a demandé si je consentirais à me joindre à lui comme chargé de la protection des Badois et des Bavaois et à adresser, de mon côté, une note au Ministre des Affaires Etrangères au sujet de cette question.

J'ai répondu à Mr. Washburne que, si lui avait reçu de son Gouvernement des Instructions formelles, je ne me trouvais pas dans la même position. J'ai ajouté qu'une semblable démarche, dans l'état actuel des choses, me paraissait trop importante pour pouvoir me décider immédiatement, et qu'il ne m'était pas possible de lui répondre encore ni dans un sens ni dans l'autre.

Dans ces circonstances, je crois qu'il est de mon devoir de recourir à vos directions et de vous exposer dans ce but toute la marche de cette affaire, en entrant dans quelques détails.

La position des Allemands résidant en France est devenue fort difficile, aussitôt après la déclaration de la guerre. Comme vous le savez, un décret inséré au *Journal Officiel* interdisait aux Ressortissants de tous les Etats en guerre avec la France, de voyager dans l'Intérieur de l'Empire, sans une autorisation spéciale du Ministre de l'Intérieur. En même temps, des Instructions étaient envoyées à la frontière sans être publiées, pour interdire la sortie du territoire Français à tous les Allemands âgés de 20 à 40 ans, et qui paraîtraient aptes au port d'armes. La plupart des ouvriers Allemands établis en France rentraient dans cette Catégorie. J'ai eu l'occasion de constater que ceux qui avaient essayé de franchir la frontière, avaient été renvoyés dans l'Intérieur. Ils étaient ainsi placés dans une position *déplorable*. A peine les hostilités commencées, les ouvriers Français se sont opposés à ce qu'ils fussent reçus dans les Ateliers. Renvoyés des fabriques, des magasins, des chantiers et même des bureaux, ils ont perdu tout moyen de gagner leur vie. Lorsqu'ils se présentaient dans d'autres fabriques, le travail leur était refusé, et comme la plupart d'entre eux vivent au jour le jour, ils ne savaient littéralement pas comment subvenir à leurs premiers besoins, la sortie du territoire leur étant fermée.

En présence de cet état de choses, j'ai cru devoir m'entendre avec Mr. Washburne, pour un entretien sur la question avec Mr. Chevreau, nouveau Ministre de l'Intérieur. Le 10 Août, j'ai adressé à celui-ci une demande d'audience pour Mr. Washburne et moi. Pour éviter des pertes de temps, et vu l'urgence, j'ai engagé MM. Washburne et Okunev, Chargé d'Affaires de Russie, à se trouver le lendemain 11 Août, à 2 heures, au Corps Législatif, afin de chercher à voir un instant Mr. Chevreau, dont la présence dans la séance était probable. Celui-ci est sorti de la salle à notre demande. Au nom de mes deux Collègues et en mon nom, j'ai réclamé qu'une audience nous fût promptement accordée. Mr. Chevreau a déclaré qu'il nous recevrait le lendemain 12 Août, à 10 heures du matin. A l'heure convenue, Mr. Washburne, Mr. Okunev et moi, nous nous sommes rencontrés à l'Hôtel du Ministre de l'Intérieur. Mr. Chevreau assistait à un Conseil des Minis-

tres aux Tuileries, et son Chef du Cabinet nous a annoncé que le Ministre nous priait de revenir le soir, à 6½h.

Il paraît que dans l'intervalle, Mr. Chevreau avait porté la question devant le Conseil des Ministres, et ce dernier avait décidé que les Allemands devraient quitter la France. Mr. Chevreau, sur une question qui lui fut posée au Corps Législatif, s'était le même jour exprimé dans le même sens.

Aussi, le soir, lorsque nous nous sommes présentés chez lui, s'est-il borné à nous faire part de cette décision, ajoutant cependant qu'il serait tout disposé à apporter des ménagements dans l'exécution. J'ai demandé immédiatement, si on devait trouver impossible de revenir sur cette résolution, qu'il fût fait des catégories d'exception d'une pareille mesure.

Mr. Chevreau consentit à laisser séjourner en France les Allemands qui y auraient un établissement stable, ou toute personne qui se présenterait munie d'une recommandation de ma Légation ou de personnes connues. Il a ajouté que le décret d'expulsion ne s'appliquait évidemment pas aux femmes et aux enfants, mais il a terminé en recommandant *d'agir vite*, en raison de l'excitation des esprits. Il a exprimé l'opinion que même pour les Allemands appartenant aux Catégories exemptées de l'expulsion, il était préférable qu'ils prissent leurs mesures pour quitter le territoire, parce qu'il ne pouvait pas répondre d'une manière absolue de leur sûreté.

A cette occasion, j'ai demandé, pour accélérer l'opération du départ, que le Visa de la Préfecture de Police et l'autorisation du Ministère de l'Intérieur fussent supprimés. Le lendemain matin, le Chef de la Sûreté est venu me déclarer que cette demande était accordée. Il me fit part à cette occasion d'une décision d'après laquelle *tous les Allemands*, même les Ressortissants de la Confédération du Nord, seraient dirigés *par la Suisse*.

J'ai insisté énergiquement pour obtenir le retrait de cette mesure, déjà dans l'intérêt des Allemands du Nord, auxquels on ferait faire un détour considérable. Le soir, cette nouvelle demande me fut accordée. Sur ce point, je me réfère du reste à la lettre identique que j'ai adressée, le 13 Août, aux Ministères des Affaires Etrangères de Bade et de Bavière, et dont j'ai l'honneur de vous remettre Copie¹.

De même qu'on n'avait pas fait de publication au sujet de la défense de sortie de France à tous les Allemands aptes au port d'armes, le décret d'expulsion n'a pas été publié. Le motif en est facile à comprendre. L'animosité qui règne en France contre les Allemands aurait été augmentée encore par cette publication. Il faut plusieurs jours pour exécuter une pareille mesure, et tous ceux qui n'auraient pu être rapatriés un des premiers jours, auraient été exposés à de mauvais traitements.

Aussitôt la déclaration du Ministre de l'Intérieur au Corps Législatif connue dans la Colonie Allemande de Paris, la Légation Suisse était littéralement assiégée. Dès le lendemain matin, 13 Août, près de 300 personnes se sont présentées pour réclamer en faveur de leurs familles, les moyens pécuniaires pour sortir de France. Il a été expliqué à chacun d'eux, avec le plus grand soin, que tous les établis, et que tous ceux qui seraient recommandés par des personnes connues, pouvaient rester. Il a été insisté pour que les familles nombreuses, résidant depuis

1. Non reproduite.

longtemps à Paris, ne quittassent pas immédiatement la Capitale, lors même qu'elles n'y auraient pas d'établissement stable. Je puis dire que parmi tous ceux, auxquels des secours ont été accordés par ma Légation, pour entrer en Allemagne, *il n'en est pas un* qui n'ait formellement et avec insistance demandé à le faire, déclarant qu'ils étaient sans travail, qu'on leur en refusait partout où ils se présentaient, et que leur seule ressource était de regagner leur Patrie.

Bien qu'il se présente chaque jour encore un très grand nombre de Bavaois et de Badois pour réclamer des secours de route, j'ai lieu d'admettre que la majorité des indigents de ces deux pays a quitté Paris. Chacun d'eux a reçu des fonds nécessaires pour se rendre, par Pontarlier et la Suisse, soit à Bâle pour les Badois et les personnes originaires de la Bavière-Rhénane, soit à Romanshorn pour regagner la Bavière par Lindau. Une fois sur territoire Allemand, il appartiendra aux autorités compétentes de l'Allemagne de faire le reste². Il a été remis en sus les frais de chemin de fer, une somme de cinq francs par personne pour la nourriture en route. Jusqu'à aujourd'hui, il a été dépensé par la Légation Suisse environ douze mille francs pour rapatriement de Bavaois, et environ trois mille cinq cents francs pour rapatriement de citoyens Badois. Pour les Allemands du Nord, il a été ouvert à Mr. Washburne un crédit de 50 000 Thalers par le Gouvernement de la Confédération du Nord. En ce qui concerne le rapatriement et les secours pour les Badois et les Bavaois, j'ai l'honneur de vous accuser réception de votre Télégramme d'hier soir³, m'annonçant qu'une somme de 15 000 frs. avait été déposée à la Banque Cantonale de Berne par la Légation de Bavière en Suisse. Mr. de Dusch m'a également informé qu'une somme de 10 000 francs serait mise à ma disposition par le Ministère Badois.

Tel est, très honorés Messieurs, l'exposé des faits, telle que me paraît le nécessiter la démarche faite aujourd'hui auprès de moi par Mr. Washburne.

Il me paraît qu'il sera *difficile* d'obtenir du Gouvernement Français des modifications essentielles à la décision relative à l'expulsion des Allemands. Il me paraît surtout qu'une démarche auprès du Ministère des Aff[aires] Etr[angères] serait tardive, au moins en ce qui concerne les Bavaois et les Badois, puisque ceux-ci ont déjà, pour la plupart, quitté Paris. Il n'en est pas de même à l'égard des Allemands du Nord, pour le départ desquels Mr. Washburne ne me paraît pas encore avoir pu faire le nécessaire.

Je me permettrai d'ajouter qu'à Paris, la population est très favorable à l'expulsion. On s'est déclaré satisfait de la réponse de Mr. Chevreau au Corps Législatif, mais beaucoup de personnes auraient désiré l'expulsion immédiate de tous les Allemands sans exception. La presse parisienne contribue malheureusement à augmenter l'animosité par des articles *extrêmement violents*. On a même osé exploiter dans ce but les assassinats commis à la Villette.

Si l'on devait demander que les Allemands pussent rester à Paris, il deviendrait

2. *Note de Kern*: «J'ai prié dès le premier jour de l'exécution de cette mesure Mr. Dusch, le Ministre résident à Berne, par télégramme (du 14 août 1870. Cf. E 2200 Paris 1/077), de faire des démarches pour que le transport par chemin de fer sur territoire allemand soit accordé *gratis*.»

3. «D'accord avec note écrite. Lettre Feer arrivée, trouvons assez d'argent sans éventualités. Avons licencié deux divisions, irons probablement encore plus loin. Bavière a déposé 15 000 francs banque cantonale Berne pour vos besoins.» E 2/517.

nécessaire d'accorder des sommes considérables pour être distribuées, à titre de secours, aux nombreuses familles qui sont et qui resteraient encore assez longtemps sans travail, de sorte qu'on se verrait plus tard néanmoins forcé de leur remettre des secours pour le rapatriement. Au point de vue financier, j'ai donc lieu de croire qu'il est préférable de favoriser le retour des Allemands dans leur patrie, plutôt que de les laisser à Paris dans la misère, et exposés à de mauvais traitements.

Dans tous les cas, je ne pourrais pas prendre sur moi de réclamer, *dans l'état actuel des choses*, contre la mesure prise par le Gouvernement Français, telle qu'elle a été appliquée par la Légation Suisse, et de m'associer à une démarche de Mr. Washburne, auprès du Ministre des Affaires Etrangères, sans avoir reçu d'instructions formelles de votre part, et cela d'autant moins que les Gouvernements de Bade et de Bavière, immédiatement informés, ont mis les crédits nécessaires à ma disposition.

On doit reconnaître que l'expulsion des Allemands n'est pas compatible avec les principes du droit international moderne, et ne saurait se concilier avec l'idée universellement admise aujourd'hui, que la guerre se fait entre les *Etats* et non contre les *particuliers*. Mais de l'autre côté, on ne peut s'empêcher de reconnaître aussi que cette mesure, fort adoucie dans l'exécution, était pratiquement plutôt favorable aux intérêts des Allemands résidant en France, à cause de l'*extrême* surexcitation des esprits, de l'*impossibilité* de se procurer les ressources nécessaires pour vivre en France et des mauvais traitements, dont ceux-ci sont journellement l'objet de la part des populations françaises.

Je vous prie en conséquence, très honorés Messieurs, de me faire connaître vos directions sur cette importante question.

278

E 1001 (E) q 1/88

*Le Conseil fédéral aux Cantons**Circulaire*¹

Berne, 20 août 1870

«Il est parvenu à notre connaissance un certain nombre de faits qui nous portent à croire que des influences étrangères se produisent dans le but de compromettre la position neutre de la Suisse. On s'attache en même temps à répandre systématiquement à l'étranger le bruit, mensonger et calomnieux, que la population suisse favoriserait telle ou telle des parties belligérantes, et l'on publie en Allemagne que cette population sympathise pour la France, en France qu'elle est pour la Prusse.

Si les Autorités suisses, dans la conscience de remplir fidèlement leur devoir, ont pu, dans les temps ordinaires, opposer le silence du mépris à des menées aussi déloyales, il ne leur serait plus permis de conserver une attitude passive dans des

1. Publiée dans *FF 1870/III*, pp. 245—246.

temps d'agitation. Nous estimons, par conséquent, qu'il est de notre devoir d'engager les h. Gouvernements cantonaux à exercer une surveillance plus active pendant la durée de la guerre et à intervenir avec énergie et immédiatement contre des tentatives de compromettre, soit verbalement, soit par écrit, ou par tout autre acte, la neutralité de la Suisse. Nous devons tout particulièrement insister pour qu'il soit recommandé à la presse de votre Canton de ne pas prendre ostensiblement parti et de refuser l'insertion d'articles qui ne viennent pas de source bien connue, ainsi que celle d'articles provocateurs ou d'insinuations mensongères.

Nous vous engageons pareillement à avoir l'œil sur ce qui se passe dans les établissements publics, en particulier à la frontière, et à recommander au public de se tenir sur la réserve vis-à-vis d'étrangers. Les étrangers suspects devront être surveillés et, suivant les circonstances, renvoyés par-delà la frontière.

L'agitation actuelle des esprits dans tous les Etats qui nous entourent et l'excitation des ressortissants de ces pays qui séjournent parmi nous, exigent pendant la guerre des mesures de précaution qui, d'ailleurs, sont inconnues dans la Suisse libre. Nous avons cependant la conviction que notre population tout entière, de même que notre presse, s'imposeront volontiers une réserve momentanée, justifiée par des considérations de patriotisme.

L'Assemblée fédérale ayant, à l'unanimité et avec l'assentiment de la nation, proclamé la neutralité de la Suisse, il est de notre devoir de l'observer de la manière la plus loyale et d'éviter, en le faisant, même l'apparence du mal.

En vous priant de pourvoir d'une manière convenable à ce qu'il soit donné suite à ces recommandations faites à bonne intention, nous saisissons cette occasion pour vous recommander, fidèles et chers Confédérés, avec nous à la protection divine.»

279

E 2300 Vienne 19

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiel

Wien, 20. August 1870

Ich habe Ihnen in meiner gestrigen Depesche¹ erwähnt, dass zwischen den Cabineten von Florenz, London, Petersburg und Wien ein Ideenaustausch über Friedensvermittlungen statt finde. Es werden aber auch zwischen diesen Cabineten noch Verhandlungen über eine *Neutralitätsliga* gepflogen. Durch Austausch von Noten (nicht durch Vertrag) wollen sich nämlich dieselben verpflichten, die strengste Neutralität in dem gegenwärtigen Kriege zu beobachten; sollten die Verhältnisse das eine oder andere Cabinet zwingen, aus seiner Neutralität zu treten, so wäre es verpflichtet, den übrigen Cabineten acht Tage früher davon Mit-

1. *Non reproduite.*

theilung zu machen. Diese Vereinbarung ist vom Florentiner Cabinet in Anregung gebracht worden u. fand zuerst nur zwischen Florenz u. London statt; später wurde das Petersburger Cabinet beigezogen. Lord Granville, ein persönlicher heftiger Gegner des Grafen Beust, weigerte sich lange, auch Österreich zum Beitritte aufzufordern, da er, offen gestanden, dem Reichskanzler nicht traut, er musste sich aber dem Wunsche der übrigen drei Mächte fügen und gestern ist nun durch den k.k. Botschafter in London, Graf Apponyi, die vorläufige telegraphische Aufforderung zum Beitritte von Österreich hier eingetroffen.

Graf Beust, der natürlich schon früher Kenntniss von den Verhandlungen hatte, wird nun den übrigen Cabineten proponiren, dass auch die kleinen neutralen Staaten, als die Schweiz, Belgien, Holland, Dänemark zum Beitritt aufgefordert werden sollen; dagegen wird insbesondere Italien heftig opponiren. Von einigen Seiten wird nun behauptet, Graf Beust mache nur diese Proposition in der Absicht, damit die ganze «Neutralitätsliga» scheitere, da sie ohne sein Zuthun ins Leben gerufen wurde und er verletzt sei, dass Österreich zuletzt u. so spät zum Beitreten aufgefordert wurde.

Vor vier Wochen hätte diese «Neutralitätsliga» auf achttägige Kündigung(!) einen Sinn gehabt, wie die Kriegsfrage heute liegt u. insbesondere nach den deutschen Waffenerfolgen von vorgestern, ist sie fast gegenstandslos geworden, da es weder Österreich noch Italien einfallen wird, «sich mit einem Cadaver zu alliren» wie sich Louis Napoleon im Jahre 1866 in Bezug auf Österreich ausdrückte; England ohnehin jezt keinen Grund hat, aus seiner Neutralität zu treten, und Russland am allerwenigsten beabsichtigt, Preussen, auf dessen grosse Erfolge es mit Eifersucht blickt, eine Hand, die nicht einmal verlangt wird, zu bieten.

Der hiesige italiänische Geschäftsträger Hr. Curtopassi bezeichnet, wie mir scheint ganz passend, diese Neutralitätsliga als einen Humbug.

Die gestern verbreitete telegr. Nachricht, dass Fürst Orloff beim Könige von Preussen Friedensvorschläge gemacht habe, dürfte sich, wie mir der russische Geschäftsträger mittheilte, darauf reduciren, dass Fürst Orloff seine in Frankreich lebende Gattin besuchte u. bei dieser Gelegenheit im preussischen Hauptquartier war. Eine diplom. Mission soll er dort nicht gehabt haben. Im gestrigen Abendblatte der «Neuen freien Presse» (19. August) war ein ziemlich heftiger Artikel gegen unsern Herrn Gesandten in Paris enthalten. Ich erlaube mir, Ihnen bei dieser Gelegenheit zu bemerken, dass im Jahre 1866 von der hiesigen schweiz. Gesandtschaft dem h. Bundesrath die Mittheilung gemacht wurde², dass Louis Napoleon unter anderen Compensationsobjecten für Frankreich auch Theile der Westschweiz verlangt habe. Unser Herr Minister in Paris, dem diese Nachricht vom h. Bundesrath mitgetheilt wurde, fand sie lächerlich und versicherte, dass niemals davon die Rede gewesen sei. Die neuesten Berlinerenthüllungen³ haben jedoch bewiesen, dass die hiesige schweiz. Gesandtschaft damals vollkommen richtig informirt war.

2. Cf. n^o 40.

3. Cf. n^o 264.

Proposition du Chef du Département politique, J. Dubs, au Conseil fédéral

Bern, 1. September 1870

Das furchtbare Elend der der Schweiz altbefreundeten Stadt Strassburg erregt in der schweizer. Bevölkerung allgemeine Theilnahme und es scheint namentlich in Basel der Wunsch, für die Einwohnerschaft der Rheinischen Schwesterstadt etwas zu thun, rege geworden zu sein. Nach einer vertraulichen Mittheilung von da walten aber Bedenken ob, es möchte diese Theilnahme von deutscher Seite neue Reklamationen gegen Basel hervorrufen und es wird gewünscht, dass die Schweiz in ihrer Gesammtheit den Gedanken einer solchen Hilfe verwirkliche.

Das politische Departement theilt die Ansicht, dass in diesem ganz ausserordentlichen Falle ein solcher Akt humaner Hilfeleistung gerechtfertigt erscheine. Allseitige Berichte lassen keinen Zweifel darüber, dass durch die Beschiessung ein grosser Theil dieser Stadt von ca. 60 000 Einwohner zerstört ist. Ein grosser Theil ihrer Einwohnerschaft wird daher zu einer momentanen Auswanderung genöthigt sein und da sie sich bei jeziger Sachlage nicht wol ins Innere von Frankreich begeben *kann* und nach deutschen Staten sich wol nicht begeben *will*, so bleibt ihr fast nur die Möglichkeit offen, sich in der Schweiz Asyl zu suchen, bis bessere Tage kommen. Insbesondere wird eine Unterkunft während des nächsten Winters am dringendsten sein.

Bei dieser Sachlage dürfte es ein Gebot der Humanität für die Schweiz sein, den Unglücklichen ein *Asylan* zu bieten. Wenn die Schweiz seiner Zeit den Polen und in den letzten Tagen auch den aus Frankreich ausgewiesenen Deutschen Unterstützungen gewährte, so kann sie bei dem hier vorliegenden, viel dringenderen Bedürfnisse unmöglich gleichgültig bleiben und es dürfte sich daher rechtfertigen, in ganz analoger Weise wie in jenen beiden Fällen vorzugehen.

Man könnte freilich einwenden, es können die politischen Behörden der Schweiz dieses Hülfswerk füglich der Privatmildthätigkeit der schweizerischen Bevölkerung und spezieller Vereine, die sich zu diesem Zwecke bilden werden, überlassen. Indess zeigt sich bei näherer Betrachtung, dass wenn auch der Privatthätigkeit Manches anheimgegeben werden kann, dennoch die besondern Verhältnisse des Falles auch eine Reihe statlicher Massregeln erfordern, wie wir des Nähern darlegen werden.

1. In erster Linie muss, um jeder Missdeutung vorzubeugen, die französische Regierung von dem Vorhaben der Schweiz benachrichtigt und ersucht werden, das Anerbieten derselben, soweit möglich selbst zur Kenntnis der Einwohnerschaft von Strassburg zu bringen.

2. Auch den Belagerern muss von diesem Vorhaben Kenntnis gegeben werden. Bekanntlich hat der Bischof von Strassburg bereits erfolglos das Ansuchen an letztere gestellt, der Einwohnerschaft freien Abzug zu gestatten. *Es liegt nicht in der Stellung der Schweiz, sich in diese Frage einzumischen; es dürfte diess selbst den Hauptzweck gefährden. Unser Verlangen kann nur dahin gehen, den Wegzug*

derjenigen Personen Strassburgs, welche die Stadt verlassen haben und sich in die Schweiz zu begeben wünschen, kein Hinderniss in den Weg zu legen und etwaiger Abholung derselben mittelst Eisenbahn eher förderlich zu sein.

3. Um zu verhindern, dass nicht Unberechtigte, vielleicht sogar gefährliches Gesindel, sich mit in die Schweiz eindränge und neue Heimatlosengefahr entstehe, muss an der Eingangsstation Basel ein eidgenössisches Kommissariat errichtet werden, welches die Eintretenden mit einem Ausweispapier versieht und die Vertheilung der Eintretenden auf die Kantone vornimmt.

4. Auf der Eingangsstation sind zugleich einzelne grosse Lokale einzurichten, in welchen die Ankommenden bis zu ihrer Weiterbeförderung Unterkunft und die erste nothwendige Unterstützung finden. Es wird diess mit der Regierung von Basel zu ordnen sein.

5. Für die Fahrhabe, welche die Eintretenden mitbringen, sollte Zollfreiheit bewilligt werden.

6. Der Transport dieser Masse von Personen wird gewisse Schwierigkeiten bieten, da die Eisenbahn von Basel nach Strassburg nur noch theilweise im Gange ist. Am passendsten wäre es wohl, wenn die schweizer. Zentralbahn sich mit der französ. Ostbahn ins Benehmen setzen würde, um mit gemeinsamem Material diese Transporte in möglichster Nähe von Strassburg in Empfang zu nehmen. Der Transport sollte wo möglich für Personen & Habe gratis bewerkstelligt werden, sowohl von Strassburg bis Basel, als im Innern der Schweiz. Hiefür wären die schweizer. Eisenbahnen anzusuchen und es wäre auch die eidgen. Postverwaltung, soweit sie etwa in Betracht kommen kann, hiefür anzuweisen.

7. Die sämmtlichen Kantonsregierungen wären zu ersuchen, diesen Unglücklichen Asyl und Unterkunft zu gewähren und die Bevölkerungen zu ermuntern, dieselben mildthätig mit dem Nöthigsten zu versehen. Der Bund hätte aber dabei nach zwei Richtungen miteinzutreten, erstlich durch einstweilige Übernahme der Verantwortlichkeit der Heimatlosengefahr, welche durch die momentane Schriftenlosigkeit entstehen könnte, und zweitens durch Abgabe eines täglichen Unterstützungsbeitrages für die Bedürftigen. Der Bundesrath hätte dann wohl etwa im nächsten Frühjahr den Zeitpunkt zu fixiren, in welchem diese Unterstützungen zu sistiren wären. Ordentliche Ausweisschriften wären während des Winters wohl an alle ohne Schwierigkeit zu beschaffen.

Das politische Departement glaubt, dass bei einem solchen Zusammenwirken der Stats- und Privatthätigkeit dieses humane Werk sich ohne übermässige Statsbelastung ausführen lassen werde. Es beehrt sich deshalb folgende Anträge zu stellen:

1. Es sei Hr. Minister Kern beauftragt, der franz. Regierung unverweilt mitzutheilen, der Bundesrath anerbiete der Einwohnerschaft von Strassburg bis zum nächsten Frühjahr die Gastfreundschaft der Schweiz & werde es sich zur Pflicht machen, die Bedürftigen bis dahin auf eigene Kosten zu unterhalten. Der Bundesrath wünsche, dass die französ. Regierung der Einwohnerschaft von Strassburg dieses Anerbieten zur Kenntnis bringen möchte.

2. Es sei der Gesandte des Norddeutschen Bundes in Bern, sowie auch der Gesandte des Grossherzogthums Baden unter Kenntnissgabe dieses Vorhabens zu ersuchen, bei ihren resp. Regierungen dahin zu wirken, dass dem Wegzuge derjenigen Einwohner Strassburgs, welche die Stadt verlassen haben & sich in die

Schweiz zu begeben wünschen, kein Hindernis in den Weg gelegt werde. Der Bundesrath bemerke dabei, dass er die Entscheidung der Frage, ob und welche Einwohner von Strassburg die Stadt verlassen dürfen und in welchem Zeitpunkt solches geschehen könne, ganz dem Ermessen der Krieg führenden Theile überlasse und sich in keiner Weise in diese Fragen einzumischen gedenke, wogegen er den Wunsch ausspreche, es möchte der Abzug nach der Schweiz möglichst begünstigt werden.

3. Es sei das Justiz- und Polizeidepartement eingeladen, sich mit der Regierung von Basel über Bestellung eines Kommissariates und Anweisung von Lokalitäten für die erste Unterkunft zu verständigen & dem Kommissariate die nöthigen Instruktionen im Sinne obigen Berichts zu ertheilen. Ferner sei dasselbe eingeladen, sich mit den schweizer. Eisenbahngesellschaften und durch das Mittel der Centralbahn mit der französ. Ostbahn in Rapport zu setzen, um die Transportverhältnisse mit denselben zu regeln und wo möglich Gratistransport zu erwirken.

4. Es sei das Handels- & Zolldepartement eingeladen, die Effekten dieser Flüchtlinge zollfrei in die Schweiz eintreten zu lassen.

5. Es sei das Postdepartement eingeladen, auch seinerseits Gratistransport für jene Personen und deren Effekten zu gewähren, soweit Posttransport in Frage komme.

6. Es sei den sämtlichen Kantonen durch Kreisschreiben von diesen Beschlüssen und ihren Motiven Kenntniss zu geben mit dem Ersuchen, diesen Unglücklichen einstweiliges Asyl und Gastfreundschaft zu gewähren mit der Erklärung, dass der Bund sie von der Verantwortlichkeit entlaste, welche wegen einstweiligen Mangels gehöriger Ausweisschriften dieser Personen erwachsen könnte & dass er für die Bedürftigen einen täglichen Zuschuss aus der Bundeskasse verabfolgen werde und zwar 1 Fr. für jede erwachsene Person und $\frac{1}{2}$ Fr. für jedes Kind unter 14 Jahren¹.

1. *Le Conseil fédéral arrêta dans sa séance du 3 septembre 1870, la décision suivante:* «Das Bundespräsidium sei ermächtigt, dem Hrn. Dr. Bischoff in Basel zu eröffnen, der Bundesrath sehe sich nicht im Falle, hierin die Initiative zu ergreifen; er gewärtige, dass dieses von Aussen geschehe. Dagegen sei er bereit, diessfällige Bestrebungen moralisch und materiell zu unterstützen, auch die nöthig werdende Vermittlung eintreten zu lassen. Sollte sich nach dieser Richtung hin ein Komite bilden, so möge sich dasselbe mit seinen Anträgen und behufs weiterer Verhandlung an das eidg. Departement des Innern wenden.» E 1004 1/82, 3759.

281

E 13 (B) 97

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J.J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Wien, 1. September 1870

Sie werden ohne Zweifel schon durch Hr. Landammann Aepli den Bregenzer Vertrag vom 27. August¹ samt Schlussprotokoll, dann das Conferenzprotocoll u. den Bericht der schweizerischen Abgeordneten an den hohen Bundesrath, empfangen haben.

Die schweizerischen Abgeordneten haben das Möglichste gethan, die Instructionen des hohen Bundesrathes vom 17. August² zur Geltung zu bringen, es ist ihnen jedoch nicht gelungen, diess für alle Punkte durchzusetzen. Im Schlussprotocolle und im Specialberichte sind die Abweichungen genau motivirt u. ich erlaube mir daher hier nur noch einige wenige Bemerkungen.

Die österreichischen Abgeordneten wollten durchaus nicht gestatten, dass die Reciprocität in der Behandlung der dritten Anschlussbahn in dem Sinne aufgefasst werde, wie es in den Instructionen angedeutet ist. Sie hielten fest daran, dass diese Bahn, wie die Vorarlberger Bahn, durchaus den österreichischen Eisenbahngesetzen unterworfen sein müsse u. liessen sich nur zu der Erklärung herbei, dass sie nicht ungünstiger als die Vorarlbergerbahn gestellt werde. Die österreichischen Abgeordneten wurden in dieser Frage von den bairischen lebhaft unterstützt.

Punkt VII ad art. 15 des Münchner Schlussprotocoles wurde in der Conferenzsitzung vom 25. August mit allseitigem Einverständniss gestrichen: den folgenden Tag aber erklärte der Vertreter des k.k. Handelsministeriums, dass er nach reiflicher Überlegung bestimmt darauf bestehen müsse, dass der Punkt aufgenommen werde; er könnte nur nach eingeholter Erlaubniss in das Weglassen desselben willigen. In Folge dieser Erklärung fand sich auch Herr R.B. Aepli, der nur ungerne der Streichung beigestimmt hatte, veranlasst, für dessen Beibehaltung zu plaidiren, es wurde aber über meinem Vorschlag der Zwischensatz «wie solche etc.» gestrichen u. ein anderer, in dem mir von Ihnen in Bern angedeuteten Sinne, aufgenommen.

In Bezug auf den letzten Artikel des Schlussprotocoles erlaube ich mir zu bemerken, dass ich es für passend gefunden hätte, wenn sich die Schweiz auch ausdrücklich dem österreichischen Verlangen angeschlossen hätte; ich hätte es, besonders in der gegenwärtigen Zeit, wo von süddeutscher Seite eine gewisse Animosität gegen die Schweiz geschürt wird, freundnachbarlich gefunden, wenn diess der Fall gewesen wäre, um so mehr als, wie ich vom hiesigen württembergischen Gesandten erfuhr, die k. württembergische Regierung ein gleichlautendes Promemoria über den Anschluss Lindau-Friedrichshafen dem hohen Bundesrath u. der k. u. k. öst. Regierung s.Z. übermitteln liess. Trotzdem ist in der Instruc-

1. Non reproduit. Cf. RO X, pp. 349—368.

2. Non reproduites.

tion dieser Punkt nicht erwähnt u. wir konnten uns daher auch nicht *ausdrücklich* dem österreich. Verlangen anschliessen. Dieser Punkt wurde während meiner Anwesenheit in Bern verhandelt u. ich fand ihn bei meiner Rückkunft in einer schroffen, für Württemberg fast verletzenden Form redigirt; ich bemühte mich daher mit Hofrath v. Gagern von den bayerischen Abgeordneten die mildere, jezige Redaction zu erzielen.

282

E 2/468

*Le Ministre résident des Etats-Unis à Berne, H. Rublee,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

N

Berne, September 3^d 1870

The undersigned, Minister Resident of the United States, is instructed to inform your Excellency that your letter of the 18th of July last, relative to the position taken by Switzerland in the present European complications, was duly received by the Secretary of State of the United States, and was perused with deep interest.

1. Cf. n^o 252.

283

E 2/489

*Proposition du Chef du Département politique, J. Dubs,
au Conseil fédéral*

Bern, 6. September 1870

Dem Unterzeichneten wurde heute von 2 Seiten der inliegende Aufruf¹ an die Sektionen der Internationalen (Supplement zu N^o 22 der Solidarité), von Neuchâtel ausgehend, mitgetheilt u. es kam sodann Herr Staatsrathspräsident Borel hieher, um persönlich mit dem Unterzeichneten über die Sache zu verhandeln. Hr. Borel erklärte, er glaube nicht, dass die Sache i. Kt. Neuenburg irgend welchen Anklang finden werde; nichts desto weniger sei dieser Aufruf zur Bewaffnung u. zur Hilfeleistung für Frankreich ein Akt von Bedeutung für die gesammte Schweiz. Das Neuenburger Gesetz gestatte ein Einschreiten gegen solche Presse-

1. *Extrait du pamphlet*: «La France républicaine représente la liberté de l'Europe; l'Allemagne monarchique représente le despotisme et la réaction. Il faut que de toutes parts les républicains se lèvent, et marchent à la défense de la république française. [...] La cause de la république française, c'est celle de la révolution européenne, et le moment est venu de donner notre sang pour l'affranchissement des travailleurs et de l'humanité, tout entière.» E 2/489.

produkte nicht. Da indess die Angelegenheit einen allgemein schweiz. Charakter habe, so kommen die eidg. Gesetze in Anwendung u. er ersuche den Bundesrath um bezügliche Instruktionen.

Es unterliegt keinem Zweifel, dass der in Frage kommende Aufruf eine völkerrechtswidrige Handlung in Aussicht nimmt u. daher unter den Art. 41 des eidg. Strafgesetzes² fällt.

Nach später eingegangenen Depeschen³ hat der Präfekt von Neuchâtel eine Versammlung der Internationalen, welche diesen Abend das Manifest besprechen wollten, untersagt. Ebenso wurden diejenigen Paquete des Aufrufs, die für Frankreich u. Belgien bestimmt waren, auf der Post in Beschlag genommen, während diejenigen nach Deutschland abgingen.

Der Unterzeichnete hält ein ernstes Einschreiten gegen derartige Vorgänge für umso nothwendiger, als sie sich sonst leicht auf anderen schwierigeren Punkten wiederholen könnten. Er beantragt, das Justiz- u. Polizeidep. einzuladen, unverzüglich die nöthigen bezüglichen Instruktionen zu geben, bzw. dem Bundesrathe weitem Bericht u. Antrag zu hinterbringen⁴.

2. Code pénal fédéral du 4 février 1853, cf. RO III, p. 347.

3. Télégramme du 6 septembre 1870, non reproduit.

4. Approuvée par le Conseil fédéral dans sa séance du 7 septembre 1870, cf. E 1004 1/82, 3809.

284

E 2/498

*Le Général G. H. Dufour¹,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

L

Genève, 7 septembre 1870

Je crois que la Suisse ferait, dans les circonstances actuelles, un acte de sage politique en offrant, à l'exemple de la Belgique neutre comme elle, aux puissances belligérantes de recevoir chez elle un nombre égal de blessés. Cette mesure d'humanité et d'impartialité serait, j'en suis sûr, accueillie avec faveur par nos populations et, en même temps, disposerait en notre faveur les nations européennes.

Si le Haut Conseil fédéral goûtait cette idée, il y aurait quelques démarches préalables à faire auprès des gouvernements cantonaux pour en assurer l'exécution. Si elle n'était pas réalisable, je vous prie, Monsieur le Président, de m'excuser en raison de l'intention.

1. Le Général Dufour présida la Conférence de Genève (1864) au cours de laquelle fut créée la Croix-Rouge et il fut le délégué de la Confédération aux conférences de 1868 (Cf. nos 157, 159).

ANNEXE

*Le Président de la Confédération, J. Dubs,
au Général G. H. Dufour*

Copie

Berne, 9 septembre 1870

L'idée que vous m'exprimez par votre estimée lettre du 7 de ce mois, que la Suisse reçoive, à l'instar de la Belgique, une partie des blessés des deux armées, honore beaucoup vos sentiments philanthropiques bien connus. Mais la réalisation de cette idée rencontre des difficultés tellement considérables, que nous hésitons beaucoup à y donner suite.

1. D'abord, la position de la Suisse n'est pas la même que celle de la Belgique. Les dernières grandes batailles ont été livrées tout près des frontières de ce pays. Il n'y a pas de doute que la Suisse aurait agi à peu près de la même manière, si les blessés se fussent trouvés en aussi grand nombre à sa frontière. Mais transporter ces blessés en Suisse, en leur faisant faire un parcours d'environ 100 lieues, serait presque une impossibilité, surtout en présence de l'interruption que subissent actuellement la plupart des communications par voie ferrée. Dans tous les cas, les blessés eux-mêmes en souffriraient beaucoup.

2. Ensuite, je dois vous faire observer que, déjà à une occasion antérieure, le Conseil fédéral a déclaré de la manière la plus catégorique qu'il ne saurait consentir à ce que des hôpitaux destinés à la réception des blessés de la guerre actuelle fussent établis sur territoire suisse. Dans le cas seul où un pressant et impérieux besoin s'en faisait sentir, le Conseil fédéral pourrait revenir sur cette décision bien méditée et un pareil cas n'existe évidemment pas pour le moment.

3. Il nous serait fort difficile de traiter à cet égard les deux parties belligérantes tout à fait sur le même pied. En réalité, les Français n'ont jusqu'à présent eu qu'un nombre relativement assez peu considérable de blessés à soigner, attendu que les troupes allemandes sont restées maîtres des champs de bataille et que, par conséquent, c'est surtout à elles que le soin des blessés incombe. Or, si on voulait engager les Allemands à nous remettre un nombre égal de blessés allemands et français, nous pourrions rencontrer de nouvelles difficultés et nous risquerions même qu'on nous fit, du côté français, le reproche que nous ne soulageons que les Allemands.

4. Enfin, vous aurez sans doute appris que le Conseil fédéral s'est déclaré disposé à faire quelque chose pour les malheureux habitants de Strasbourg², que le Comité de secours suisse a de son côté déjà fait beaucoup pour les blessés des armées belligérantes et qu'il continue ses efforts, et qu'on a surtout aussi l'intention d'établir en Suisse des stations pour les convalescents. Si à côté de tout cela on voulait encore nous amener des blessés en masse, il pourrait bien arriver que la réalisation ou la continuation des efforts projetés ou des œuvres déjà commencées, qui ont incontestablement aussi leur raison d'être et leur grande importance, fussent paralysées. Je vous dirai aussi, en passant, que, par exemple à Bâle, on redoute beaucoup l'établissement d'hôpitaux pour les blessés, attendu qu'il pourrait en résulter des épidémies.

J'ose espérer que par la communication de ces diverses raisons, j'aurai réussi à vous convaincre qu'il vaut mieux renoncer pour le moment à la proposition en question. Si à proximité de nos frontières des batailles aussi formidables que celles qui ont eu lieu près de la Belgique devaient encore être livrées, ce dont Dieu nous préserve, votre idée ne saurait manquer d'être prise en très sérieuse considération.

2. Cf. n° 280.

E 2300 Florence 1

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Conseil fédéral*

RP

Florence, 8 septembre 1870

J'ai eu l'honneur de vous télégraphier avant-hier¹ le nombre considérable de troupes mises sur pied par le Gouvernement Italien. D'après toutes les apparences, le but n'est pas positif et précis. On appréhende un peu vaguement que la situation ne se complique de plus en plus, et l'on se prépare à tout événement. La médiation des neutres, dit-on, ne peut être efficace que si les médiateurs se présentent avec des forces imposantes. Mais si le Gouvernement partage son activité entre la question de la pacification des Puissances belligérantes et la question romaine, le peuple s'occupe presque exclusivement de cette dernière. Tout le monde est dans l'attente et tous les partis stimulent le Gouvernement à l'envi. Les adresses pleuvent du Comité de la Gauche de la Chambre, des Conseils provinciaux, des Conseils communaux, des meetings des grandes villes etc. Le plus simple serait d'entrer résolument avec la troupe, de se mesurer, s'il le faut, avec l'armée pontificale et de s'emparer de la ville éternelle. Une fois installée, on donnerait au Pape toute garantie pour l'exercice du pouvoir spirituel. Les gouvernements de l'Allemagne, neutres officiellement, semblent officieusement encourager ce projet, et la Convention de Septembre avec la France peut être dénoncée, si elle n'est pas tombée avec le régime qui l'a stipulée.

Cependant, le Ministère a entamé une autre voie. Il se berce de l'espoir que Pie IX, renonçant à son caractère opiniâtre, voudra bien prêter l'oreille à la persuasion et faire de nécessité vertu. Un personnage éminent, le Comte Ponza di San Martino, Sénateur, est député vers S.S. dans ce but. On dit que son frère, l'un des dignitaires dans l'Ordre des Jésuites, sera son aide à Rome. Si le Pape se montrait le moins du monde accommodant, il est évident qu'on lui accorderait beaucoup, et que tout en prenant Rome, on finirait par la lui laisser. Mais il est peu probable qu'on trouve le terrain favorable à une transaction. Le Ministère négocie de plus, préalablement, avec les Puissances, et ici, dit-on, il y a achoppement avec le Gouvernement provisoire à Paris. Le Ministère voudrait de plus un appel direct des populations romaines, un acte semblable à celui des 10 000 signataires de 1862. Enfin, le Gouvernement voudrait bien éviter de répandre le sang, c'est-à-dire le choc de l'armée pontificale. Ce système lent et compliqué, très louable par ces motifs, passe pour être très dangereux aux yeux de l'opinion publique, parce qu'il fait dépendre la solution d'éléments hétérogènes. Il est à présumer que dans cette lutte, le Gouvernement finira par se ranger à l'opinion publique et que l'action sera prompte. Les préparatifs par terre et par mer qui cernent les Etats romains ne peuvent avoir d'autre issue.

1. Non retrouvé.

P.S. Des feux de joie sur les hauteurs de l'Apennin, du Mont Viso à l'Etna, annoncent aux populations la prochaine marche des troupes italiennes dans Rome.

286

E 1004 1/82

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 8 septembre 1870

3836. 1. Anerkennung der franz. Republik.
2. neues Kreditiv für Hrn. Minister Kern.

Politisches Departement. Vortrag v. 8. diess.

Nach angehörtem Bericht und Antrag des Departements, betreffend die von *Hrn. Minister Kern in Paris telegraphisch*¹ verlangte *Anerkennung* der *neuen französischen Regierung*, welche bereits im offiziellen Amtsblatt angezeigt sei, wurde beschlossen: es sei Hr. Minister Kern telegraphisch beauftragt, der französischen Regierung nach dem nähern Antrag des Departements Mittheilung zu machen, also lautend:

«Die Schweiz hat stets das Recht freier Selbstkonstituierung jedes Volkes anerkannt.

Nachdem Frankreich unter allgemeiner Zustimmung des ganzen Landes sich als Republik konstituiert hat, zögert der schweiz. Bundesrath keinen Augenblick, in Anwendung genannten Prinzipes, sich mit der neuen französischen Regierung in offiziellen Verkehr zu setzen.

Der Bundesrath ist überzeugt, dass die seit alten Zeiten zwischen der Schweiz und Frankreich bestehenden guten Beziehungen von der französischen Republik werden festgehalten werden. Die schweizerischen Bundesbehörden werden auch ihrerseits von Herzen dazu mitwirken. Die gemeinsame Liebe zur Freiheit und die Gleichartigkeit der Staatseinrichtungen werden die Bande der Sympathie zwischen den beiden Staaten mächtig zu stärken geeignet sein.

Der Bundesrath spricht den lebhaftesten Wunsch aus, dass die neue, unter schweren Sorgen entstandene Schwesterrepublik dazu gelangen werde, Frankreich einen ehrenvollen Frieden zu verschaffen und sodann das Land mit den Segnungen des Friedens und der Freiheit auf lange Zeiten zu beglücken.»

Ferner sei dem Hrn. Minister Kern ein neues Kreditiv auszustellen, wodurch er in seiner bisherigen Eigenschaft bei der französischen Republik akkreditirt wird, und sei ihm hievon vorläufig telegraphisch Kenntniss zu geben.

1. Du 7 septembre 1870, non retrouvé. Cf. PVCF E 1004 1/82, 3831.

287

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Conseil fédéral*

RP

Confidentiel

Paris, 9 septembre 1870

Votre télégramme daté d'hier matin¹, dix heures 35^m, relatif à la reconnaissance de la République Française par la Suisse, m'est parvenu seulement à six heures du soir.

J'ai immédiatement fait demander par mon 1^{er} Secrétaire une audience de M. Jules Favre, et celui-ci l'a fixée à ce matin à neuf heures. J'ai profité de l'intervalle pour rédiger une note sur les bases de Votre télégramme. Il était indispensable en effet de compléter celui-ci par une introduction, et par une phrase finale destinée, suivant l'usage, à faire mention des rapports personnels que je serai appelé à soutenir avec M. Jules Favre.

Cette introduction et cette conclusion ont pu être simplement copiées d'après un projet de note que j'avais préparé éventuellement, pour le cas où Vous m'auriez autorisé à reconnaître la République Française sur la base de ma proposition chiffrée du 7 Septembre à midi et demi².

Je me permets de Vous donner connaissance de ce projet qui Vous permettra de constater qu'il était, dans les parties essentielles, en complète harmonie avec le texte de votre télégramme (annexe I)³.

Je ne puis que regretter la lenteur apportée dans la transmission de Votre télégramme. Sans ce retard, il m'aurait été possible de remettre hier encore à M. Favre la note par laquelle la Suisse reconnaît la nouvelle République. Cette note aurait pu paraître ce matin au *Journal Officiel*, ainsi que cela avait eu lieu précédemment pour la note du Ministre des Etats-Unis.

Votre télégramme du 7 Septembre 4h.35, par lequel Vous me demandez si j'ai une communication officielle quelconque, me fait presque supposer que Vous n'avez pas reçu mon télégramme du 6 Septembre⁴, entre onze heures et minuit. Je Vous télégraphiais, après quelques renseignements sur l'affaire des céréales, ce qui suit: «Veuillez accélérer autorisation demandée dans lettre d'hier soir. *Circulaire Favre est arrivée*. On craint interruption très prochaine des communications télégraphiques et postales.» Je comprends que mon télégramme du 7 Septembre 4 heures⁵, contenant la phrase «circulaire Favre est conforme aux usages», se soit croisé avec Votre télégramme du même jour 4 h.35. Mais ce que je ne puis concevoir, c'est que [Vous] ne fussiez pas déjà en possession de mon télégramme du 6 au soir, lorsque Vous m'avez adressé le Vôtre, daté du 7 Septembre, 4 h.35^m du soir. Je Vous prie de bien vouloir me renseigner sur ce fait, pour que je puisse faire les réclamations nécessaires auprès de l'administration des lignes télégraphiques.

1. Non retrouvé. Cf. n° 286.

2. Cf. n° 286, note 1.

3. Non reproduite.

4. Non reproduit.

5. Non reproduit.

Ce matin donc, je me suis rendu un peu avant neuf heures chez le Ministre des Affaires Etrangères, et porteur de la note dont je Vous remets ci-joint copie (annexe II)⁶.

M. Favre, après l'avoir lue, a exprimé dans des termes très cordiaux sa satisfaction et sa reconnaissance, tant pour les sentiments d'amitié exprimés dans ce document, que pour l'empressement avec lequel la Suisse a reconnu la nouvelle forme constitutionnelle adoptée par la France.

J'avais évité d'insérer dans la note des compliments trop personnels à l'adresse du nouveau Ministre des Affaires Etrangères. Je n'ai pas manqué d'exprimer verbalement à M. Favre la satisfaction que j'éprouvais d'être appelé à soutenir des relations presque quotidiennes avec l'homme éminent qui a combattu depuis tant d'années et avec tant de persévérance pour les principes de liberté et de progrès.

M. Jules Favre, après quelques mots bienveillants pour ma personne, s'est empressé de me dire combien la situation du nouveau gouvernement est encore difficile. «Les Français n'ont pas malheureusement, a-t-il dit entre autres, le tempérament sage qui distingue vos compatriotes. Ils ont souvent trop d'ardeur et trop d'impatience. Pour réussir, il nous faut beaucoup de sagesse, et aussi de la modération.» M. Favre m'a ensuite exposé avec beaucoup de franchise le résumé des pourparlers qu'il a eus dans les derniers jours avec les représentants de la Russie, de l'Autriche, de l'Angleterre et de l'Italie. «En présence des forces militaires formidables de l'ennemi, le Gouvernement de la défense nationale désire avant tout deux choses: 1^o obtenir un armistice, 2^o l'intervention des puissances pour des négociations destinées à arrêter les préliminaires de la paix. Le Gouvernement, a ajouté M. Favre, ne sera facile [*sic*] en ce qui concerne l'indemnité de guerre. Mais ce qu'il ne pourra jamais admettre, c'est la cession d'une partie du territoire de la France.»

M. Favre s'est plaint un peu du manque d'énergie et d'initiative manifesté par les représentants des grandes puissances, tout en se félicitant des témoignages de sympathie qu'il avait reçus de la part des représentants de ces Etats à Paris. Il aura de nouveaux pourparlers aujourd'hui même, et il a l'espoir que des instructions nouvelles seront de nature à faciliter une entente.

Il m'a prié, tout en reconnaissant que comme représentant d'un Etat auquel la neutralité est imposée par les traités, je ne pouvais agir officiellement, d'appuyer, dans mes pourparlers avec les représentants des puissances, les désirs du Gouvernement Français. Je pouvais d'autant moins m'y refuser que les demandes du Gouvernement Français sont à la fois dans l'intérêt de la Suisse, comme aussi dans celui de tous les Etats qui ont observé jusqu'à ce jour la neutralité.

J'ai profité de cette occasion pour remettre personnellement à M. Favre une lettre rédigée sur la base de Votre télégramme d'hier, et annonçant la formation en Suisse de Comités appelés à venir en aide aux malheureux habitants de Strasbourg. Après avoir pris connaissance de cette communication, qui était la reproduction de Votre télégramme⁷, M. Favre a exprimé sa plus vive reconnaissance pour les sentiments de sympathie et d'humanité dont cette démarche porte l'empreinte.

6. Reproduite en annexe.

7. Cf. PVCFE 1004 1/82, 3837.

J'ai bien reçu Votre télégramme chiffré, daté d'hier 1 h. Il m'est parvenu à six heures du soir en même temps que Votre télégramme, daté de dix heures du matin.

Un entrefilet dans le *Journal Officiel* d'aujourd'hui pourrait faire croire que le Corps diplomatique aurait déjà pris une résolution sur la question de savoir s'il restera à Paris pendant le siège, ou s'il se transportera dans une autre ville.

Il est de fait que les membres du Corps diplomatique n'ont jamais été convoqués, et il est au moins singulier de parler de résolutions du Corps diplomatique avant que celui-ci ne se soit réuni.

Je n'ai pu m'empêcher de me prononcer dans ce sens vis-à-vis de Lord Lyons, qui, comme je Vous l'ai écrit récemment, partage aussi l'opinion que la question doit être traitée dans une réunion de tous les membres du Corps diplomatique. Il a ajouté n'avoir jamais formulé une demande dans le sens de celle dont le *Journal Officiel* fait mention.

Lord Lyons m'a dit très confidentiellement que quelques Légations avaient reçu pour instruction formelle de quitter Paris dès le commencement de l'investissement, entre autres le prince Metternich, et il croit que c'est ce dernier qui aura parlé à M. Favre dans le sens de l'entrefilet du *Journal Officiel*.

Je suppose que la résolution des membres du Corps diplomatique, dépendra essentiellement du fait suivant: le Ministre des Affaires Etrangères quittera-t-il Paris oui ou non? En effet, on peut prévoir que pendant le siège, des pourparlers continueront entre les membres du Corps diplomatique et le Ministre des Affaires Etrangères comme représentant du Gouvernement.

Dans tous les cas, il était très mal à propos de la part de tel ou tel ambassadeur, de parler au nom du Corps diplomatique sans y être autorisé en aucune manière.

D'après tout ce que j'ai pu entendre jusqu'à présent sur la situation de Paris, l'opinion qui me paraît la plus accréditée est que la ville ne saurait opposer une longue résistance aux forces supérieures qui s'approchent de la capitale.

ANNEXE

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Ministre français des Affaires étrangères, J. Favre

Copie

N

Paris, 8 septembre 1870

Annexe II

Monsieur le Ministre, Vous m'avez fait l'honneur de m'informer par Note circulaire en date du 5 Septembre, que le Gouvernement de la défense nationale Vous avait confié la direction du Département des Affaires Etrangères.

Je me suis empressé de transmettre cette communication à mon Gouvernement, et je suis heureux de pouvoir Vous informer, Monsieur le Ministre, que le Conseil Fédéral m'a autorisé à entrer immédiatement en relations officielles avec le Gouvernement de la République Française.

La Suisse a toujours reconnu le droit de libre constitution des peuples. La France s'étant constituée en République, aux acclamations du pays tout entier, le Conseil Fédéral n'hésite pas un instant à appliquer ce principe au nouveau Gouvernement de la France.

Le Conseil Fédéral est persuadé que les bonnes relations établies entre la France et la Suisse seront maintenues par la République Française. De leur côté, les Autorités Fédérales contribueront de tout cœur à développer ces relations. L'amour commun de la liberté et l'analogie des institutions

politiques affermiront, en les renforçant d'une manière puissante, les liens sympathiques qui unissent les deux nations.

Le Conseil Fédéral a la profonde conviction d'être l'interprète des sentiments du peuple Suisse tout entier, en exprimant le vœu sincère que la nouvelle République-Sœur, née au milieu de graves circonstances, parviendra, dans un avenir prochain, à procurer à la France les bienfaits d'une paix honorable, et à consolider à jamais la liberté et les institutions démocratiques.

Je me ferai un devoir, dans les relations personnelles que j'aurai l'honneur de soutenir avec Votre Excellence, de consacrer toute mon activité au maintien et à l'affermissement des liens d'amitié entre deux Nations, unies par tant d'intérêts communs et par tant de souvenirs historiques.

288

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

T

Paris, 9 septembre 1870

Jules Favre vient de m'adresser la lettre suivante: J'ai reçu la dépêche¹ que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser et par laquelle vous m'annoncez que le Conseil fédéral vous a autorisé à entrer immédiatement en relations officielles avec le Gouvernement de la République Française. Cette nouvelle me cause une vive joie. L'étroite amitié qui unit la France et la Suisse ne peut être que fortifiée par la communauté des institutions politiques.

Plus heureux que nous, vous jouissez depuis longtemps d'une liberté fortement assise sur la sagesse des habitudes et la virilité des mœurs. Vos pères l'ont conquise par d'héroïques sacrifices et vous l'avez conservée par vos vertus. Peut-être aussi a-t-elle été protégée par votre admirable sol qui est à la fois le plus magique et le plus redoutable de l'Europe. Mais vous avez eu l'habileté de le peupler de libres citoyens sachant être des héros quand il s'agit de le défendre. Quand la France aura traversé la crise périlleuse que lui vaut l'Empire, elle comprendra qu'il est temps pour elle d'imiter votre exemple. Elle sera libre et guerrière et l'épée qu'elle retiendra dans sa main, vouée désormais à l'agriculture et à l'industrie, sera le symbole du respect du droit et de l'intégrité du sol national.

Je me félicite, Monsieur le Ministre, au milieu des pénibles préoccupations qui m'assiègent, de me consoler par ces patriotiques espérances. Vous les faites naître naturellement par vos sympathies. Je vous en remercie, tant en mon nom qu'au nom de mes collègues, en vous priant d'exprimer à votre Gouvernement et de recevoir pour vous-même l'assurance [...].

1. Cf. n° 287, annexe.

*Le Chef du Bureau de l'Etat-major,
le Colonel H. Siegfried, au Département militaire*

*Copie*¹
R

Bern, 21. September 1870

BERICHT
an das eidgenössische Militärdepartement über Grenzverhältnisse
zwischen Frankreich und der Schweiz.
September 1870

1. Die Savoy'sche Grenze.

Die Neutralität verpflichtet die Schweiz zu verhindern, dass bei einem Krieg der benachbarten Völker unser Land von einem der kriegführenden Theile als Angriffsterrain gegen den Andern benützt werde. Wir haben unter Andern die linke Flanke Süddeutschlands gegen französische Unternehmungen, die durch die Schweiz nach Deutschland gerichtet werden können, sicher zu stellen. Durch die französische Annexion von Savoyen ist aber der südwestliche Theil der Schweiz von Frankreich umklammert, Genf abgeschnitten, eine Armeeaufstellung in dem umfassten Winkel des Waadtlandes von vorneherein umgangen und damit die Vertheidigungsfähigkeit der Schweiz vermindert worden. Unter diesen Verhältnissen sind wir genöthigt, gegen eine Demonstration der Franzosen, die nach dem südwestlichen Theil der Schweiz gerichtet wird, einen grössern Theil unserer Truppen zu verwenden, in Folge dessen die französische Hauptoperation gegen die nordwestliche Schweiz geringen Widerstand findet und leichter in die Flanke Deutschlands eindringt. Wir sind somit weniger im Stand als früher, die Neutralitätsverpflichtung durchzuführen.

Wenn Deutschland durch die Erwerbung des Elsasses die Festung Belfort, Strassburg und die Barriere der Vogesen gewinnt, so steht die Stärke dieser deutschen Fronte in keinem Verhältniss mehr zu der Schwäche der linken Flanke Süddeutschlands.

Es ist dann für die Franzosen der Weg nach Deutschland durch die Schweiz viel mehr angezeigt; die Gefahr einer Verletzung unserer Neutralität ist grösser und die Nothwendigkeit, dass durch die Beseitigung des französischen Übergriffs südlich vom Genfersee die Vertheidigungsfähigkeit der Schweiz gestärkt werde, tritt um so stärker hervor, sobald die süddeutsche Fronte vom Rhein an die Vogesen verlegt wird.

Unsere Neutralität verpflichtet uns ferner, die rechte Flanke Oberitaliens durch die Behauptung der Pönninischen Pässe, des grossen St. Bernhard, des Simplon, sowie auch der Gotthardstrasse, gegen französische Unternehmungen,

1. Remise le 27 septembre 1870 au Président de la Confédération par le Chef du Département militaire, E. Welti.

die durch die Schweiz nach Italien gerichtet werden könnten, zu decken. Der Besitz von Nordsavoyen gibt aber Frankreich die Simplonstrasse in ihrem untern Theil, ferner den Eingang ins Wallis bei St. Gingolph, eine Anzahl Pässe ins Unter-Wallis und einen Weg ins Herz des Rhonethals bei Martinach am Fuss des grossen St. Bernhard.

Das militärische Interesse, welches Deutschland und Italien an unserer Neutralität haben, und die Verpflichtungen, die wir mit der Neutralität übernehmen, verlangen daher, dass Frankreich nicht im Besitz des südlichen Leman-Ufers sei.

Ein noch viel gewichtigeres Motiv als die Verpflichtungen der Neutralität, nemlich die Pflicht der Selbsterhaltung gebietet uns, alle Mittel zu erschöpfen, um Frankreich nicht im Besitz des südlichen Ufers zu belassen.

Die schweizerisch-französische Grenze zwischen Genf und Basel war schon allein durch ihre geographische Lage schwach. Indem sie auf dem linken Flügel weit vorspringt, sind alle unsere Aufstellungen längs der Grenze in der rechten Flanke bedroht und unsere gegen die Ostschweiz gerichteten Verbindungen schon von Anfang an gefährdet. Überdies gehören auf dem seiner Lage nach schwächern linken Flügel nicht allein die Pässe des Jura zu Frankreich, sondern auch noch das Pays de Gex, der äusserste Theil der grossen Schweiz. Ebene. Diese Pässe und dieses Pays de Gex liegen in der Flanke unserer auf einem schmalen Streifen am See zusammengeschnürten Verbindung mit Genf. Wenn wir diese ungünstigen Bedingungen der Grenze acceptiren, weil sie in historischen und rechtlichen Verhältnissen begründet sind, so müssen wir hingegen die neuern französischen Bestrebungen zurückweisen, welche darin bestehen, die missliche Lage Genfs und der südwestlichen Landestheile Schritt für Schritt systematisch zu verschlimmern.

Kaum waren 1815 die annektirten Gebiete von Pruntrut, Genf und Wallis zurückerstattet, so verweigerte Frankreich 1816, die Grenzen im Dappenthal nach den Bestimmungen des Pariser-Vertrages herzustellen. Die Grenzfestungen Fort de l'Ecluse, Fort de Joux wurden durch Erbauung von neuen Forts vergrößert. Wenn letztere Massregel noch als reines defensives Vorkehren betrachtet werden kann, so besitzt hingegen der Bau des grossartig angelegten Fort des Rousses im Schussbereich unserer Grenze und in der Flanke unserer Verbindung mit Genf einen entschieden offensiven Charakter. Nach der Schleifung von Hüningen hatte die Festung Les Rousses die nemliche Funktion in Bezug auf Genf zu übernehmen, die Hüningen früher in Bezug auf Basel hatte, nemlich durch Bedrohung der Stadt einen Einfluss auf die Entschliessungen der schweizerischen Behörden auszuüben, alles unter dem Titel: «pour garantir la neutralité de la Suisse.» Die weitem Fortschritte Frankreichs in diesen Gegenden, nemlich die Annexion von Savoyen bis zur Brücke von St. Gingolph 1860, die Erwerbung der Dappenthalstrasse 1862, können uns keinen Zweifel mehr darüber lassen, dass Frankreich rücksichtslos auch uns gegenüber die Erweiterung seiner Grenzen und als Ziel den Besitz von Genf, der Romanischen Schweiz und des Wallis verfolgt, um dann ferner mit der Simplonstrasse Garantien zu besitzen, welche ihm die nie aufgegebene Politik oder Einmischung und Beherrschung in Italien gestatten. In seinen Annexionstendenzen bleibt sich Frankreich unter allen Staatsformen gleich. Es war die erste Republik, welche Pruntrut, Genf und Wallis annektirte.

Gegenüber diesen Ausschreitungen Frankreichs haben wir die Pflicht, diejenigen Mittel zu ergreifen, welche die Selbsterhaltung gebietet. Es wird für uns eine permanente Existenzfrage bleiben, diesem Vergrößerungswahn der französischen Nation, soweit es unsere Grenzen betrifft, mit allen möglichen Mitteln entgegen zu treten.

Auf den *Besitz* von Nord-Savoyen haben wir zwar keine Rechtsansprüche. Da aber eine Neutralität dieses Landes widersinnig ist, wenn dasselbe zu Frankreich gehört, so ist eben die Abtretung zu erzielen, indem wir unsere Rechte auf die Neutralität geltend machen.

Es fragt sich nun, welche Grenzlinien beim geeigneten Anlasse anzustreben seien.

Die 1815 getroffene Massregel der Neutralisation der savoyischen Gebiete, die nördlich des Parallels von Ugine liegen, hatte den doppelten Zweck:

a. Im Interesse der Schweiz eine Verbindung von Genf nach dem Wallis herzustellen, in Anbetracht der ungenügenden Verbindung Genfs mit der Schweiz auf dem rechten Ufer und um überhaupt der Schweiz eine bessere Militärgrenze im Südwesten zu verschaffen.

b. Im Interesse Sardiniens einen Landestheil zu schützen, den dasselbe in Folge der geographischen Lage gegen Frankreich nicht behaupten konnte, indem einerseits nach einer Einnahme der Festung Montmélian durch die Franzosen der nördlich von Ugine liegende Theil von Savoyen nur durch das Wallis mit Piemont in Verbindung blieb und andererseits beim Eindringen der Franzosen in den nördlichen von Ugine liegenden Theil die Festung Montmélian durch die Strasse über den Col de Faverge umgangen, die Tarentaise und die Maurienne geöffnet waren.

Es herrschte bis jetzt darüber nur eine einstimmige Meinung, dass das militärische Interesse der Schweiz die Ausdehnung des neutralen Gebietes bis zum Parallel von Ugine *nicht* verlange. Die Grenze des für die Vertheidigung der südwestlichen Schweiz nöthigen Gebietes von Savoyen wurde hingegen auf verschiedene Weise bezeichnet.

Pictet de Rochemont bezeichnete folgende Linien: von der Rhone unterhalb Seyssel die Flusslinie des Fier, in der Fortsetzung eine Linie, welche östlich Ugine das Thal des Arly durchschneidet und das Défilé von Pierre d'Héry in die Neutralität einschliesst und dann, dem von West nach Ost streichenden Gebirgszug folgend, den Col de Bonhomme erreicht.

Die von General Finsler vorgeschlagene Grenze folgt von der Rhone an dem Flusse les Usses und setzt sich dann der westlichen Wasserscheide des Arvebakens entlang bis zum Montblanc fort.

Es wurden auch noch weiter rückwärts liegende Linien bezeichnet, um für das Markten etwas bei der Hand zu haben: unter Anderm die Linie des Usses, Viason, der Menoge bis zur Grenze des Chablais und dann dieser folgend bis zum Wallis. Ferner: die Linie Mont Vuache, Mont Sion, Salève und in der Folge die westliche Wasserscheide der Arve.

Eine andere von General Dufour 1860 für die Transactionen vorgeschlagene Linie geht von der Rhone über den Mont Vuache, Mont Sion, Salève bis Mornex, folgt von hier der Arve bis zum Einfluss des Giffre, dann diesem Nebenfluss bis Sixt und erhebt sich von hier über den Buet bis zur Tour Salière auf der Walliser Grenze.

Die von Pictet und W. Humbold vorgeschlagene Grenze des Fier ist in militärischer Beziehung besser als die übrigen, weil sie in Rücksicht der Pässe und Strassen die concentrirteste ist; sie umfasst nahezu das Gebiet des gegenwärtigen Departements der Haute Savoie, lässt jedoch den centralen Punkt von Annecy ausserhalb und würde Landestheile trennen, die zusammen gehören.

Man kommt daher zu der Ansicht, dass es aus militärischen und politischen Gründen das Richtigeste sei, das Departement de la Haute Savoie in seinen gegenwärtigen Grenzen als das Gebiet zu bezeichnen, dessen Besitz die Schweiz anzustreben hat.

Die französisch-schweizerische Grenze von der Rhone zum Rhein.

Die Grenze von Genf bis Basel hat als Militärgrenze betrachtet zwei sehr verschiedene Theile. Der südliche Theil von der Rhone bis Les Brenets besitzt ungünstige und der nördliche Theil bis Basel im Ganzen vortheilhafte Eigenschaften. Auf dem südöstlichen Theil gehört die Jurakette ganz zu Frankreich, alle Pässe von der Perte du Rhône bis Verrières sind durch französische Befestigungen geschlossen und das Waadtland liegt ganz offen an der Grenze, ohne dass bis zu den Alpen und bis zur Aare ein natürliches Hinderniss zu finden wäre. Die für uns nachtheilige Lage des Pays de Gex, verschlimmert durch les Rousses und durch die Abtretung des Dappenthals, wurde schon erwähnt.

Es ist klar, dass die militärische Grenze der südwestlichen Schweiz von der Rhone an dem Flusse der Valserine folgen müsste und dass die Juraübergänge der ersten Kette mit ihren Befestigungen, der Col des Rousses, der Pass von Pontarlier innerhalb dieser Grenze liegen sollten, welche in der Folge sich dem Lauf des Doubs anschliessen würde.

Auf die zwischen dieser militärischen und der jetzigen politischen Grenze liegenden Gebiete besitzen wir keinerlei Rechtstitel. Das Pays de Gex ist die älteste Besizung Frankreichs an unserer Grenze und unsere Titel auf das Dappenthal sind schon in Paris abgegeben worden. Auf dieser Grenze haben wir daher nichts zu verlangen und wir sind angewiesen, nachtheilige Verhältnisse durch anderweitige Mittel auszugleichen.

Die Verbesserung unserer Armee-Organisation, die Vermehrung unserer Bewaffnung und die Benützung der innern strategischen Linien auf Grundlage eines Befestigungssystems dürften wichtigere Gegenstände unserer Bestrebungen sein als die Erlangung von defensiven Grenzlinien, deren Vertheidigung häufig doch nur zur Zersplitterung der Armee führt.

Auf dem nördlichen Theil der französisch-schweizerischen Grenze ist in militärischer Beziehung der Übelstand fühlbar, dass wir nicht einmal den Raum dazu haben, die Stadt Basel *vor derselben zu vertheidigen*.

Auch fehlt uns die gerade Verbindung zwischen Pruntrut und Basel *vor* dem Jura, so dass die zwei Hauptpunkte der Vertheidigung der nordwestlichen Schweiz nur auf dem langen rückwärtigen Bogen durch das Birsthal und über den Repatsch verbunden sind.

Wenn das Elsass zu Deutschland kommt, so fallen diese Übelstände gegenüber Frankreich weg, sind dann aber ebenso fühlbar gegenüber Deutschland. Bei einer Grenzveränderung im Elsass sollte daher das Ziel verfolgt werden, dass die

Strasse von Basel über Pfirt nach Miécourt im Pruntrutischen in unsere Grenzen fällt, indem diese von Bonfol bis unterhalb Hünigen an den Rhein gezogen werden. Natürliche Linien sind hier keine vorhanden.

Eine solche Grenzerweiterung sollte im Fall der Vereinigung des Ober-Elsass mit Deutschland nicht so schwierig zu erhalten sein, weil Deutschland kein Interesse an diesem kleinen Gebiete haben kann und indem es Frankreich genehm sein müsste, seine Verbindung mit Basel nicht durch deutsches Gebiet unterbrochen zu sehen.

Die Verhältnisse der französischen Grenzfestungen.

Die Passsperrern im Jura, wie Fort de l'Ecluse, Fort de Joux, sind defensive Massregeln Frankreichs, welche ihre Berechtigung besitzen. Die grossen Festungen hingegen, die vor unserer Grenze verschanzte Lager- und Vorrathsplätze bilden, wie Belfort, Besançon, Les Rousses, Lyon und die durch ein militärisch berechnetes Eisenbahnsystem untereinander und mit dem Innern Frankreichs verbunden sind, haben einen hervorragend offensiven und bedrohenden Charakter gegen unser Land. Sie bilden eine organisirte Basis für die Agression.

Indem die Schweiz eventuell die Flanke Deutschlands zu decken hat, so haben wir in Bezug auf diese Festungen solidarische Interessen mit Deutschland. Wir haben an dem gegenwärtigen Krieg nicht Theil genommen und sind daher auch zu keinen Forderungen berechtigt. Hingegen ist es klar, dass Alles, was Deutschland zur Schwächung dieses Systems unternehmen wird, in unserem Interesse liegt.

290

E 2300 Florence 1

Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda, au Conseil fédéral

*Copie
RP*

Florence, 22 septembre 1870

Je Vous télégraphiais le 11¹ l'entrée des troupes Italiennes sur le territoire pontifical et neuf jours après², avant-hier, mardi 20, [leur] entrée dans Rome.

L'armée envahissante était composée de 5 divisions (à-peu-près 50 000 hommes) qui entrèrent par des points différents. Il y eut d'abord une petite résistance à Cività-Castellana, où le Général Cadorna eut un mort et 22 blessés. Toutes les autres villes de la province furent occupées sans coup férir. Le Général Bixio alla d'abord à Monte Fiassone, puis à Civitavecchia. Ici on s'attendait à une résistance et la flotte cuirassée, 8 navires, était prête à agir, mais le commandant des Zouaves, Charrette, avait été appelé à Rome et la garnison capitula après 12 heures. L'on trouva un matériel de guerre assez considérable et de bonnes

1. Non retrouvé. Cf. PVCF du 14 sept. 1870, E 1004 1/82, 3919.

2. Non retrouvé. Cf. PVCF du 21 sept. 1870, E 1004 1/82, 4039.

casernes. Toutes les localités occupées se prononçaient au fur et à mesure en faveur de l'annexion et installaient de nouvelles juntas communales et provinciales. Toute l'armée put donc marcher concentriquement et simultanément sur Rome. Le Général Cadorna qui avait le commandement supérieur fit au S. Père une sommation respectueuse, mais militaire; le S. Père résista à la sommation de Cadorna, comme il avait résisté à la prière du Roi apportée par le Comte Ponza di S. Martino. Au moment où les opérations militaires allaient commencer, le Comte d'Arnim, on ne sait pas encore si de son propre chef ou ensuite d'instructions, se présenta au quartier général pour obtenir un sursis, [qui] lui fut accordé dans les limites de 24 heures. Cette condescendance n'eut d'autre résultat que de faire ressortir, par la réponse du Pape, l'incompatibilité des deux qualités réunies dans la personne du Pontife-Roi, car, si en vertu de la première, disait-il, il devait éviter l'effusion de sang, cela ne lui était plus permis lorsqu'il s'agissait de défendre les droits de la royauté. Il fallut donc recourir au canon. Mardi 20, à 5 heures du matin, les batteries commencèrent à tirer contre les murs et après environ 4 heures, une brèche était faite entre Porta Pia et Porta Salara; les troupes s'élan[cèrent] par la brèche et par la Porta Pia, péné[trèrent] dans la ville [tandis que] le Pape faisait arborer le drapeau blanc. Il s'ensuivit une capitulation militaire qui n'est pas encore connue. Mais voici ce qui m'en a été dit au Ministère de la Guerre, où j'allai m'enquérir pour savoir le sort des Suisses au service du Pape. Tous les postes militaires, y compris le Château de S. Ange, sont occupés par les troupes Italiennes. Les étrangers au service du Pape seront renvoyés dans leurs pays par Civitavecchia et Gênes.

Des ordres sévères ont été donnés pour que la discipline soit maintenue à Rome d'une manière exemplaire, pour montrer au Pape qu'il n'a rien à craindre pour ses prérogatives comme Pontife.

Notre Consul me télégraphiait mardi soir³, à 9 heures, que l'ordre était parfait et que la ville était dans l'enthousiasme.

Il paraît que maintenant on procédera vite en besogne. Le 2 Octobre, les Romains devront se prononcer par un plébiscite, le 16, réunion du Parlement à Florence pour en constater le résultat et proclamer Rome capitale. On dit même qu'à la fin d'Octobre, les cabinets et une division de tous les Ministères seront installés à Rome, provisoirement dans les bureaux du Gouvernement pontifical.

Que restera-t-il au Pape? La cité Léonine? et en quoi consiste la cité Léonine, car on n'est pas du tout d'accord là-dessus? C'est sur cela que l'on délibère maintenant; il y a deux courants, l'un favorable au Pape, l'autre au pouvoir civil.

J'ai l'honneur de Vous envoyer le N° 1 de la gazette l'*Italia Nuova* qui a réuni, à la troisième page, cinq des principaux documents dans cette question, c'est-à-dire, les instructions du 8 courant du président du Conseil au Comte Ponza di S. Martino, porteur de la lettre du Roi pour S. S., la lettre du Roi, de même date, les deux circulaires aux agents diplomatiques à l'étranger du Ministre des Affaires Etrangères, du 29 Août et du 7 courant, la circulaire du Garde des Sceaux aux Evêques du Royaume, du 12 courant.

3. Du 20 sept. Non reproduit. Cf. E 2200 Florence 1/7.

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiel

Paris, 24 septembre 1870¹

Ainsi que j'ai eu l'honneur de Vous en informer, les Ambassadeurs d'Autriche, d'Angleterre, et de Turquie, le Ministre d'Italie et le Chargé d'affaires de Russie, ont subitement quitté Paris le Samedi 17 Septembre, sans provoquer une réunion de leurs collègues, sans pourparlers préalables, et sans même informer de leur départ les membres du Corps diplomatique.

Ce mode de procéder a provoqué un mécontentement général. Aussi plusieurs des Ministres restés à Paris m'avaient exprimé le désir qu'en ma qualité de doyen, je m'entendisse avec le Nonce apostolique. Ils me demandaient de m'informer si celui-ci, bien qu'il ne fût pas encore entré en rapport officiel avec le Gouvernement de la République, consentirait néanmoins à convoquer en temps utile le Corps diplomatique, dans le cas où l'armée assiégeante dénoncerait à celui-ci le bombardement de la capitale. Ils me priaient en même temps de les convoquer, dans le cas où le Nonce ne croirait pas pouvoir s'y engager.

Le lendemain du départ des Ambassadeurs, le Dimanche 18 Septembre, je me suis rendu chez le Nonce pour lui faire part de la demande de quelques-uns de mes collègues. Mgr Chigi m'a répondu approuver pleinement l'idée d'agir d'un commun accord, et qu'il n'hésiterait pas à réunir chez lui le Corps diplomatique. Il fut convenu que cette convocation n'aurait lieu que si le bombardement nous était dénoncé.

Néanmoins, le Jeudi soir 22 Septembre, je recevais la circulaire suivante: «Vu la gravité des circonstances, le soussigné, Nonce apostolique, prie MM. les chefs de missions diplomatiques à Paris, de vouloir bien se rendre chez lui demain (23) à 11 heures du matin, à l'effet d'aviser à une règle commune de conduite à suivre. (sig) Flavius Chigi, archevêque de Myre.»

Tous les Ministres et chargés d'affaires présents à Paris assistaient à cette réunion, qui a eu lieu le Jeudi 23 à l'hôtel de la Nonciature apostolique.

Le Nonce a ouvert la séance en annonçant que, sur la demande de quelques collègues, il n'avait pas voulu renvoyer plus longtemps une convocation. Les motifs qui l'avaient principalement guidé étaient la situation intérieure, qui lui paraissait devenir menaçante. Il a fait allusion aux manifestations du parti rouge, qui cherchait à déborder le Gouvernement, et il a ajouté que si ces tentatives devaient réussir, aucun habitant de Paris ne pourrait prévoir quelles en seraient les conséquences. En terminant, il a précisé le but de la réunion en posant, comme objet des délibérations, les trois questions suivantes:

1. En circulation au Conseil fédéral le 14 février 1871 seulement, vraisemblablement en raison du siège de Paris.

«Quels sont les moyens que pourraient adopter les Ministres étrangers pour rester, malgré l'investissement de Paris, en rapport avec leurs Gouvernements?»

«A quel moment convient-il que le Corps diplomatique quitte la capitale?»

«Les Ministres, dans cette circonstance, devront-ils agir collectivement ou séparément?»

Le Nonce a surtout insisté sur le fait que, dans les circonstances actuelles, notre présence à Paris était tout à fait inutile.

Comme je me trouve [*être*] actuellement le doyen des Ministres étrangers, et qu'en outre, aucun des Ambassadeurs n'est à Paris, j'ai cru pouvoir et devoir prendre le premier la parole.

Sur la première question, j'ai cru devoir faire une proposition formelle et demander que l'assemblée voulût bien prier le Nonce de faire, au nom de ses collègues, des démarches auprès du Ministre des Affaires Etrangères, dans le but d'obtenir un courrier neutre.

J'ai ajouté qu'en ce qui concernait la France, j'avais la conviction que cette facilité nous serait accordée, et que M. Jules Favre s'empresserait de faire auprès de qui de droit les démarches nécessaires, si la demande lui en était faite. J'ai exprimé l'espoir que la Prusse ne se refuserait pas à faire droit à une demande qu'autorisaient les usages du droit international. Si, contre toute attente, un refus devait nous être opposé, le blâme en retomberait, non pas sur ceux qui demandent, mais sur ceux qui refusent. Enfin, nous serions justifiés vis-à-vis de nos Gouvernements respectifs, et nous aurions le sentiment de n'avoir rien négligé pour assurer le service de nos correspondances.

Sur la seconde question, j'ai émis l'avis qu'il était préférable de ne pas nous prononcer aujourd'hui ni dans un sens, ni dans l'autre. Il ne me paraît pas exister de motifs d'agir aujourd'hui autrement que lors du départ des Ambassadeurs, et de revenir sur la décision prise à cette époque de rester à Paris. La situation extérieure est en effet la même. Quant à la situation intérieure, je ne saurais nullement partager l'opinion que celle-ci doit nous engager à quitter la capitale. D'abord, nous ne saurions, vis-à-vis du Gouvernement qui seul existe aujourd'hui, alléguer, comme motif de notre départ, le fait que nous craignons de voir son autorité méconnue. Ensuite les craintes exprimées par Mgr le Nonce, de voir le Gouvernement débordé par le parti rouge, n'existent plus aujourd'hui. Les démonstrations tentées par ce parti ont tourné à sa confusion, et au profit du Gouvernement de la défense nationale. Le rapport de M. Jules Favre, qui vient de paraître au *Journal officiel* sur les résultats de sa démarche au quartier général allemand, fera sans doute cesser entièrement les dissentiments qui auraient pu se produire.

Je me suis permis d'ajouter qu'après la publication du rapport du Ministre des Affaires Etrangères, dont tous les membres du Corps diplomatique auront pris connaissance avec un vif intérêt, la résolution de quitter Paris serait envisagée sous un jour très défavorable, et paraîtrait peut-être encore plus inopportune qu'il y a huit jours. Je me prononce donc contre l'idée de quitter la capitale.

J'ai ajouté aussi qu'il me paraîtrait prématuré de décider, aujourd'hui déjà, que le Corps diplomatique quitterait Paris dans le cas où le bombardement lui serait formellement dénoncé. Il y aurait plutôt, à mon avis, lieu d'attendre jusqu'à ce que

cette dénonciation ait lieu effectivement. On pourrait alors convoquer une nouvelle réunion et agir selon les circonstances.

Passant à la troisième question, j'ai émis l'opinion qu'il était plus conforme à la dignité et à la position du Corps diplomatique d'agir collectivement, de prendre des mesures communes, et de marcher de concert, plutôt que d'agir chacun à notre gré et de nous [*nous*] débander. «Je me fais un devoir à cette occasion de déclarer en toute franchise, que je ne saurais approuver la manière en laquelle quelques-uns de nos collègues ont quitté la capitale. Nous ne voulons et nous ne devons pas imiter cet exemple. Les rapports que nous avons chaque jour à soutenir comme collègues, exigent que les résolutions d'un intérêt majeur pour chacun de nous soient prises en commun, que nous nous entendions librement et franchement, et qu'une fois d'accord, nous agissions de concert.»

Trois personnes seulement ont pris la parole après moi.

M. de Moltke, Ministre du Danemark, et M. de Zuylen, Ministre des Pays-Bas, ont déclaré être entièrement d'accord avec mes paroles. Ils ont cependant ajouté qu'à leur avis, le Nonce avait eu raison de ne pas attendre plus longtemps pour provoquer une réunion du Corps diplomatique. Chacun savait la rupture des négociations tentées entre les belligérants, et c'est ce qui avait légitimé et motivé la convocation.

M. Washburne, Ministre des Etats-Unis, a pris ensuite la parole en anglais, en faisant traduire son discours par le 1^{er} Secrétaire de la Légation. Il s'est joint sous tous les rapports à mes conclusions et aux considérations que j'avais développées pour les appuyer. Il a, lui aussi, exprimé formellement le désir qu'une nouvelle réunion ait lieu si le bombardement est dénoncé au Corps diplomatique.

Tous les autres Ministres ont approuvé mes conclusions sans motiver leur vote.

Avant de nous séparer, il fut encore convenu que le Nonce nous réunirait de nouveau dès qu'il connaîtrait le résultat des démarches faites pour obtenir un courrier neutre.

J'ajouterai en terminant que l'opinion qui régnait unanimement dans l'assemblée était le mécontentement au sujet de la manière précipitée dont les Ambassadeurs avaient quitté Paris et s'étaient séparés de leurs collègues.

Je Vous ai communiqué les conclusions et résolutions prises par le Corps diplomatique, en confiant ma lettre à un courrier du Ministère des Affaires Etrangères¹. Je n'ai pas cru devoir entrer dans de plus longs détails sur cette réunion dans une pièce qui pouvait tomber entre les mains de l'un ou l'autre des belligérants. Mais j'ai cru de mon devoir de Vous adresser un rapport succinct sur nos délibérations. Si le courrier neutre nous est accordé, ou si une occasion sûre se présente, je m'empresserai de Vous faire parvenir la présente communication.

Proposition du Chef du Département politique, J. Dubs, au Conseil fédéral

Bern, 24. September 1870

Das politische Departement hält dafür, dass das Projekt, Elsass u. Lothringen (theilweise) an Deutschland zu annexiren, welches gegenwärtig offen zugestanden wird, die schweizer. Interessen sehr nahe berührt.

Augenscheinlich wird dadurch, dass Deutschland sich eine fast undurchbrechbare Mauer als Gränze gegen Frankreich verschafft, die Gefahr sehr gross, dass in Zukunft sich eine französische Invasion zunächst auf die Schweiz richte, zumal da durch die Besiznahme Nordsavoyens durch Frankreich die dortige Gränze blossgelegt ist.

Indem das polit. Departement sich weitere mündliche Mittheilungen vorbehält, stellt es den Antrag¹, eine Note nach beiliegendem Entwurfe an die Regierungen der kriegführenden deutschen Staaten zu richten:

Entwurf

einer Note an die Regierungen der kriegführenden deutschen Staaten, sowie event. an Frankreich.

Das Projekt, Elsass und einen Theil von Lothringen von Frankreich abzutrennen und mit Deutschland zu verbinden, erregt in der öffentlichen Meinung der Schweiz lebhafteste und ernste Besorgnisse. Dass Frankreich zur Sühne angehalten werde für einen Friedensbruch, der gegenwärtig selbst von den französischen Behörden als ein muthwilliger anerkannt wird, findet das schweiz. Volk zwar völlig gerechtfertigt, zumal es von den Folgen dieses Friedensbruchs selbst in empfindlicher Weise mitberührt wurde. Dagegen ist der Wunsch allgemein, dass jetzt diesem verderblichen Kriege ein dauerhafter Frieden zwischen den beiden, der Schweiz gleichmässig befreundeten Nationen folgte und dass deshalb die Bedingungen des Friedens so eingerichtet werden möchten, dass sie auch von den Besiegten mit Ehren angenommen und festgehalten werden können. Von der Verwirklichung des Eingangs genannten Projektes, das auf Doktrinen beruht, die für den Besitzstand aller Europ. Staaten bedrohlich sind, fürchtet die schweiz. Bevölkerung aber den Anstoss zu neuen Kriegen.

Wenn der Bundesrath sich die Freiheit nimmt, diesen Ansichten und Wünschen der schweizer. Bevölkerung gegenüber den hohen kriegführenden deutschen Staaten offiziellen Ausdruck zu verleihen, so veranlassen ihn dazu ausser den angeführten allgemeinen politischen auch noch gewisse näher liegende besondere Interessen, deren Wahrung seiner Obhut speziell anvertraut sind.

Der Übergang jener genannten Provinzen an Deutschland würde nämlich

1. «Nach einlässlicher Diskussion sowol über die einzelnen Anträge, als über den Gesamtentwurf ist beschlossen worden, es sei von weiteren, eingehenden Schritten in dieser Angelegenheit abzusehen. Hr. Bundesrath Welti erklärt zu Protokoll, dass er grundsätzlich den Anträgen des politischen Depts. beigestimmt habe.» *PVCF du 28 septembre 1870, cf. E 1004 1/82, 4158.*

unzweifelhaft grosse und dauernde Rückwirkungen auf die politische Stellung der Schweiz im Ganzen und auf einzelne Theile derselben im Besondern zur nothwendigen Folge haben, wesshalb sich der schweiz. Bundesrath für verpflichtet erachtet, noch rechtzeitig auf diese Verhältnisse aufmerksam zu machen, damit sie bei den Friedensverhandlungen mit in Erwägung gezogen werden können.

Das erste dieser besondern Verhältnisse bezieht sich auf die Stellung von Nordsavoyen. Es ist bekannt, dass im Jahre 1815, als nach dem Falle des ersten Kaiserreiches Savoyen an Sardinien zurückgegeben wurde, die Europäischen Mächte bestimmten, es solle das Gebiet des nördlichen Savoyens mit in die schweiz. Neutralität eingeschlossen werden und der Schweiz das Recht alleiniger und freier militärischer Aktion auf diesem Gebiete in Kriegsfällen gewahrt bleiben. Es war damit der Schweiz gegenüber allfälligen französischen Invasionsversuchen eine gute Militärgränze gesichert. Im Jahr 1860 trat aber Sardinien die savoyischen Provinzen und damit auch jenes neutralisirte Gebiet an Frankreich ab. Um jedoch die Schweiz in ihren Rechten nicht zu schädigen, liess der Kaiser der Franzosen durch den Minister der Auswärt. Angelegenheiten, Hr. von Thouvenel, dem schweizer. Bundesrathe im Laufe der Cessionsverhandlungen eröffnen, dass er für den Fall des Vertragsabschlusses der Schweiz die Provinzen Chablais und Faucigny zu Eigenthum abzutreten gedenke. Diese Zusage blieb jedoch unerfüllt.

In dem Cessionsvertrage vom 14. März 1860 (Art. 2) wurden immerhin die Rechte der Schweiz vorbehalten und von Frankreich die Verpflichtung übernommen, sich bezüglich dieses Verhältnisses mit den Europäischen Mächten zu verständigen. Es steht jedoch auch die Erfüllung dieser Zusage noch aus. Das der Schweiz vertragsmässig zustehende Recht existirt daher zwar der Form nach noch fort und der Bundesrath hat auch bei Ausbruch des gegenwärtigen Krieges nicht versäumt, dasselbe ausdrücklich zu wahren; allein es ist dasselbe unzweifelhaft durch jene Handänderung in seinem innern Wesen verändert und verkümmert worden.

Trotz dieser gewiss mehrfach illoyalen Handlungsweise der k. französischen Regierung gegenüber einem schwächern Nachbarstaate hätte sich der schweizerische Bundesrath nicht veranlasst gefunden, diesen Punkt gegenwärtig zur Sprache zu bringen, in der Hoffnung, dass eine nachfolgende französ. Regierung von sich aus geneigt sein werde, das begangene Unrecht wieder gut zu machen und bei einer ersten Gelegenheit den Verpflichtungen des Turiner Cessions-Vertrages im Einverständnisse mit den Europäischen Mächten nachzukommen, wenn nicht durch die projektirte Gebietsänderung auf ihrer Nordwestgränze die der Schweiz von Savoyen her drohende Gefahr in hohem Grade vermehrt würde.

Wenn nämlich Deutschland seine Gränzen an die Vogesen und die Mosellinie vorrückt, so wächst das Interesse und die Versuchung Frankreichs, diese festen Stellungen zu umgehen in hohem Grade, und da diese Umgehung mittelst der Besitznahme von Nordsavoyen im Grunde schon erfolgt ist, so springt es in die Augen, dass die Schweiz von dieser Seite her nun Alles zu fürchten hat und alle Wahrscheinlichkeit vorhanden ist, dass ein künftiger Krieg Frankreichs gegen Deutschland mit einer Überrumpelung der Schweiz beginnen könnte. Es mag nicht unangemessen sein, darauf zu verweisen, wie die offiziellen Militärschriftsteller Frankreichs dieses Verhältniss schon bisher behandelten.

So sagt die als Lehrbuch in der Militärschule St. Cyr eingeführte *Géographie physique, historique et militaire* von Lavallée pag. 190 «...Cette neutralité est aujourd'hui garantie par la possession de la Savoie, au moyen de laquelle on tourne et menace toute la Suisse, ce qui rassure la frontière du Jura et même la trouée de Belfort.»

Nach Ansicht des schweiz. Bundesrathes erwächst daher der Schweiz aus der beabsichtigten Verbindung von Elsass und Lothringen mit Deutschland eine grosse Gefahr; Frankreich wird fast genöthigt, den ersten Angriff auf sie zu richten, sie wird gewissermassen schutzlos diesem Angriffe blossgestellt. Allein diese Gefahr ist nicht bloss für die Schweiz vorhanden, denn der Angriff auf sie wird nur Mittel sein, nicht Zweck. Letzterer wird Süddeutschland gelten, das in diesem Punkte mit der Schweiz ganz identische Interessen hat.

Man wird es daher der Schweiz nicht missdeuten, wenn sie mit Besorgniss auf die beabsichtigte Territorialänderung blickt und ihrerseits den Wunsch hegt, dass die deutschen Staaten von einer solchen absehen möchten. In diesem Falle könnte die Schweiz die Regulirung der savoyischen Frage füglich einem spätern Zeitpunkte anheimstellen. Dagegen müsste sie auf den Fall, dass jenem Projekte einer Territorialänderung Folge gegeben würde, dringend wünschen, dass die savoyische Frage gleichzeitig zum Austrage gebracht werde. Nichts wäre in dieser Beziehung schlimmer, als eine bloss einseitige und halbe Massregel. Der Übergang des Elsasses an Deutschland hätte aber auch auf der schweizer. Nordwestgränze bei Basel bedeutende Rückwirkungen auf die schweiz. Interessen. Wenn deutscher Seits die Wünschbarkeit einer Erwerbung des Elsasses, abgesehen von den schon berührten strategischen Rücksichten, vornehmlich auf das Verhältniss früherer Zusammengehörigkeit dieses Landestheiles zu Deutschland gestützt wird, so ist jener historische Rechtstitel denn doch für einen sehr wesentlichen Theil des obern Elsasses (des jetzigen Depart. du haut Rhin) nicht begründet. Der Hauptpunkt des obern Elsass ist die Stadt Mühlhausen. Es ist nun allgemein bekannt, dass die Stadt Mühlhausen von der Reformation bis zur französischen Revolution, also während mehrerer Jahrhunderte, ein zugewandter Ort der schweizer. Eidgenossenschaft war und dass dieses Verhältniss nicht etwa gewaltsam gelöst wurde, sondern dass die Stadt Mühlhausen sich dann in freier Entschliessung mit der fränkischen Republik vereinigte. Für den Fall einer Änderung der bestehenden Verhältnisse im Sinne der Rückkehr zu frühern Zuständen hätte somit nicht Deutschland, sondern die Schweiz das nächste Anrecht auf diesen Landestheil. Der schweiz. Bundesrath ist nun aber weit entfernt, einen solchen Anspruch erheben zu wollen, denn es ist ihm wohl bekannt, dass Mühlhausen und das ganze von ihm mit Industrie erfüllte Departement du Haut Rhin mit Frankreich durch politische und namentlich auch durch volkswirtschaftliche Interessen aufs engste verbunden ist, so dass eine Ablösung dieses Landestheiles von Frankreich Nachtheile zur Folge haben wird, welche zum Flächenraume dieses Gebietes und zu den Vortheilen, die dritten Staaten aus dessen Erwerbung zufließen möchten, in gar keinem Verhältnisse stehen.

Aber auch die Schweiz würde durch den Übergang des obern Elsasses an Deutschland nicht unerheblich geschädigt. Die Stadt Basel, deren kommerzielle Bedeutung mit ihrer Gränzstellung wesentlich zusammenhängt, würde durch dazwischen geschobenes deutsches Gebiet von Frankreich abgeschnitten und

könnte den direkten Verkehr mit diesem Lande, welches auch den transatlantischen Verkehr der Schweiz vermittelt, nur noch auf dem grossen Umwege über Delsberg und Pruntrut bewerkstelligen. In Folge der besondern Bodengestaltung des elsässischen Gränzgebietes, welches sich zwischen Basel und Pruntrut buchtartig in das schweiz. Gebiet einsenkt, würde Basel zugleich von allen Seiten, mit Ausnahme von Südosten, ganz vom deutschen Gebiete umgeben und käme dadurch in eine sehr exponirte Lage, ähnlich der jetzigen Lage Genfs.

Bei dieser Sachlage muss der schweizer. Bundesrath lebhaft wünschen, dass zum allermindesten von einer Abtrennung des oberen Elsasses von Frankreich abstrahirt werde, und er glaubt, in diesem Punkte auf ein etwelches Entgegenkommen um so eher hoffen zu dürfen, als es gewiss nicht im Willen der hohen deutschen Staaten liegen kann, gleichzeitig mit Frankreich auch die Schweiz zu schädigen.

Der schweizer. Bundesrath gibt sich der Hoffnung hin, dass seine mit allem Freimuth den hohen deutschen Regierungen eröffneten Bemerkungen und Wünsche bei denselben eine geneigte Aufnahme finden mögen. Er erklärt wiederholt, dass er auf eine dermalige Lösung der savoyischen Frage gerne verzichten will, wenn von deutscher Seite die Annexionsfrage ganz oder zum mindesten betreffend das obere Elsass fallen gelassen wird. Wenn dagegen deutscherseits selbst auf letzterem bestanden wird, so muss er nothgedrungen verlangen, dass man auch den vorbezeichneten berechtigten schweizer. Interessen eine billige Berücksichtigung zu Theil werden lasse. Soll die Schweiz die ihr angewiesene Neutralitätstellung im Europäischen Staatensysteme, — eine Stellung, die im allgemeinen Europäischen Interesse ihr angewiesen wurde, — erfüllen, so darf man sie nicht in eine Lage versetzen, wo solches zur Unmöglichkeit wird. Die Schweiz ist ihren diessfälligen Verpflichtungen bis anhin unverbrüchlich nachgekommen; sie hat mit grossen Opfern *in den ereignissvollen, letzten Jahrzehnten ihre Gränzen stets makellos gewahrt und sie ist auch weiter bereit*, für die Integrität und Neutralität ihres Bodens alle Anstrengungen zu machen, welche ihr irgendwie billiger Weise zugemuthet werden können. Dafür glaubt sie aber zum mindesten erwarten zu dürfen, dass man auch ihre Rechte und Interessen beachte und keine Situation künstlich schaffe, welche den Strom einer fremden Invasion ihrem Gebiete zuweist und sie dazu bestimmt, in allen grössern Kriegen die ersten Streiche zu empfangen. Im entgegengesetzten Falle würde ihr nichts übrig bleiben, als auch ihrerseits in ernste Erwägung zu ziehen, ob die volle Freiheit politischer und militärischer Aktion ihr nicht besser zusage, als eine von Europa geforderte Neutralität, deren Existenzbedingungen ihr doch von Europa versagt werden.

Es ist dem schweiz. Bundesrathe unbekannt, in welcher Weise der Abschluss des Friedens zwischen Deutschland und Frankreich vor sich gehen wird. Würde zu diesem Zweck ein Europäischer Kongress einberufen, so wäre die Schweiz wohl im Falle, ihre Interessen zunächst selbst zu wahren. Sollte indess, wie gegenwärtig versichert wird, der Frieden zwischen Deutschland und Frankreich direkt und ohne Mitwirkung Dritter abgeschlossen werden, so mangelt der Schweiz jede Möglichkeit zur eigenen Vertheidigung ihrer Interessen.

Der Bundesrath kann nicht umhin, den Wunsch auszusprechen, dass ihm Gelegenheit gegeben werden möchte, bei Regulirung der berührten Spezialverhältnisse, die wohl einem besondern Protokolle anheimgegeben werden könnte, mit-

zuwirken. Sollte aber eine solche Mitwirkung unstatthaft erscheinen, so bleibt dem Bundesrathe nur die Möglichkeit offen, an das Gerechtigkeitsgefühl der h. kriegführenden Staaten zu appelliren und ihre Entschliessungen zu gewärtigen. Mit Rücksicht auf die vorhandene Gemeinschaft der Interessen sieht der Bundesrath diesen Entschliessungen mit vollstem Vertrauen entgegen.

Wollen Sie, Herr Minister, den Regierungen der hohen deutschen Staaten, bei denen Sie akkreditirt sind, von dieser Note Kenntniss geben und uns s. Zeit deren gefällige Erwidern zur Kenntniss bringen.

293

E 2200 Le Havre 149

*Le Conseil fédéral
au Consul de Suisse au Havre, E. Wanner*

L

Berne, 7 octobre 1870

Votre dépêche du 20 Septembre dernier¹ avec annexe est arrivée à Berne le 4 courant et, en réponse, nous nous empressons de vous faire savoir que notre Département de l'Intérieur vous écrira directement concernant le paiement des Strasbourgeois².

Quant à votre question sur la convenance d'arborer le drapeau fédéral sur des maisons exclusivement habitées par des Suisses et qui sont leur propriété, nous ne voulons pas précisément nous opposer à l'autorisation que vous avez donnée, mais nous trouvons que les Suisses que cela concerne feraient bien de ne faire usage de cette autorisation que si l'armée allemande devait effectivement occuper Le Havre; car si cela avait lieu auparavant, cela pourrait facilement être mal interprété par les autorités françaises et les habitants du Havre et les mettre, ces Suisses, dans une fausse position vis-à-vis de ces autorités et habitants. *Mais, il faut décidément faire abstraction d'une autorisation d'arborer le drapeau fédéral sur des magasins publics*, car la circonstance que des marchandises suisses y sont conservées ne suffit pas et une pareille autorisation pourrait facilement conduire à des abus.

1. *Non reproduite. Cf. E 2/514.*

2. *Concernant la question des Strasbourgeois assistés par la Suisse, cf. n° 280.*

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Consul général de Suisse à Rome, L. Schlatter*

L

Florence, 7 octobre 1870

J'ai reçu le 3 courant une dépêche du 29 Septembre¹, par laquelle le Conseil Fédéral m'annonce qu'il a, ensuite de la cessation du Gouvernement Papal, l'intention de vous accréditer auprès du Gouvernement Italien dans la forme usitée et en la même qualité que vous l'avez été auprès du St-Siège, dès que, par un décret du Parlement, les Etats Pontificaux auront été incorporés au Royaume d'Italie et que les Autorités royales y auront été installées.

Le Conseil Fédéral me chargeait en outre de faire les démarches nécessaires pour que l'Administration provisoire des Provinces Romaines vous reconnût provisoirement comme Consul Général de la Confédération.

J'envoyai le 3 courant même une Note² dans ce sens au Ministère des Affaires Etrangères, à laquelle je n'ai pas encore de réponse écrite. Cependant, je puis vous communiquer que le Directeur Général audit Ministère, Chef des Consuls, m'a affirmé que ma demande ne souffrait aucune difficulté ni auprès du Gouvernement de S. M. ni auprès de la Junte provisoire de Rome.

Je suppose que cette affirmation aura été confirmée par les faits.

J'ai reçu le 20 Septembre, le soir, le télégramme³ que vous avez bien voulu m'envoyer et je vous en remercie, car j'ai pu en déduire que les inconvénients d'une ville prise par la force seraient réduits à une proportion minime.

J'ai aussi conféré avec le Ministre des Affaires Etrangères et de la Guerre sur le transport des prisonniers appartenant à notre nation, et sur leurs droits éventuels à une pension. J'ai trouvé d'assez bonnes dispositions; maintenant je désirerais savoir en gros s'il y a des militaires Suisses, jadis au service Papal, qui pourraient prétendre à une pension ou à d'autres droits.

Les journaux ont parlé d'une violence exercée sur les armoiries pontificales exposées à côté des armoiries nationales, à la Légation du Portugal et au Consulat Général Suisse.

Voudriez-vous être assez bon pour me renseigner sur la réalité des faits dont il s'agit?

Ici tout s'apprête à recevoir dignement les Délégués Romains, porteurs du Plébiscite.

La ville de Florence et la Toscane se conduisent réellement d'une manière généreuse vis-à-vis d'un acte si peu favorable à leurs intérêts particuliers.

1. *Non reproduite* Cf. E 1001 (E) q 1/88.

2. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Florence 1/4.

3. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Florence 1/7.

295

E 2200 Florence 1/4

*Le Consul général de Suisse à Rome, L. Schlatter,
au Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda*

L

Rome, 9 octobre 1870

J'ai l'honneur de recevoir la dépêche que vous voulez bien m'adresser en date du 7 courant¹. Elle me fait part d'une communication du Conseil fédéral Suisse pour m'accréditer auprès du Gouvernement Italien dans la forme usitée en qualité de Consul Général à Rome.

Le Haut Conseil fédéral, par sa dépêche du 29 Septembre², m'avait également fait part de cette détermination en m'autorisant préalablement d'en donner connaissance à la Junte provisoire de la ville de Rome et Province, pour continuer les mêmes relations que j'avais avec le Gouvernement précédent.

La Junte m'a de suite répondu par la lettre dont je vous remets copie et que j'ai communiquée au Conseil fédéral par ma dépêche du 7 courant³.

Pour ce que vous me demandez des militaires Suisses qui ont servi le Pape, je crois qu'il y en a beaucoup qui par leurs années de service ont droit à une pension, mais je ne saurais leur reconnaître d'autres droits.

Il y a eu au premier moment de l'entrée des troupes italiennes à Rome quelques actes de violence, mais grâce à l'intervention immédiate de la force, tout est vite rentré dans l'ordre. La Légation du Portugal a eu en effet à souffrir d'une violence pour les armoiries pontificales, la populace étant entrée dans l'appartement pour faire tomber lesdites armes dans la rue. Chez moi, l'on a menacé de jeter des pierres et de monter, mais me trouvant justement là avec quelques personnes de connaissance qui connaissaient les meneurs, l'on a pu les persuader de passer outre à cause du Consulat. Cependant pour ne pas avoir à craindre quelque autre démonstration, mon habitation étant au-dessous d'une Présidence ou Juge de Paix, qui a aussi les armoiries du Pape, nous avons cru bien faire, le Président et moi, d'enlever les armes comme l'ont fait d'autres légations et consulats.

Le Commandant militaire, après le troisième jour, a envoyé à toutes les légations et consulats un piquet de soldats, qui est resté une douzaine de jours et comme l'ordre le plus parfait n'a cessé de régner depuis le second jour de l'occupation, j'ai remercié le Commandant militaire en le priant de retirer ledit piquet après la journée du Plébiscite. Tout continue à procéder régulièrement et l'on attend incessamment le Lieutenant-Général du Roi.

1. Cf. n° 294.

2. Non reproduite. Cf. E 1001 (E) q 1/88.

3. Non reproduite. Cf. E 2200 Rome 1/42.

ANNEXE

E 2200 Rome 1/61

Le Vice-président de la Junte de Rome, Tancredi, au Consul général de Suisse, L. Schlatter

N

Roma, 5 ottobre 1870

Con foglio in data 5 del corr. ottobre 1870 N°988⁴ la S. V. annuncia a questa Giunta che l'Alto Consiglio Federale Svizzero l'ha autorizzato a continuare con essa le relazioni che già intratteneva col Governo precedente in qualità di Console Generale della Confederazione Svizzera. Questo atto del Governo Svizzero ispirato al suo abituale liberalismo attira la nostra gratitudine e ci porta a coltivare colla S. V. rapporti i quali, per quanto brevi, saranno improntati per parte nostra della più viva simpatia.

4. «*Par dépêche du 29 Septembre dernier, le Haut Conseil fédéral suisse m'invite à vous communiquer qu'ensuite de l'occupation du Territoire pontifical et de la ville de Rome par les troupes italiennes, il m'autorise à continuer avec la junte provisoire les relations que j'avais avec le Gouvernement précédent, en qualité de Consul Général de la Confédération Suisse.*» (E 2200 Rome 1/42.)

296

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiell

Berlin, 15. Oktober 1870

Letzten Mittwoch, den 12. Octob. morgens früh, bin ich hier aus der Schweiz wieder angelangt, und habe meine Reise durch das badische Land dazu benutzt, von Kehl aus Strassburg zu besuchen, um mich daselbst in militärischer u. politischer Beziehung, soweit möglich, umzusehen. Die Besichtigung der Stadt überzeigte mich, wie wohl motivirt — vom Standpunkt der Humanität aus — die Hülfe war, welche schweizerischer Seits den Strassburgern gewährt wurde¹. Ich hatte auch für mein Vaterland die Genugthuung, wahrzunehmen, wie hoch von Strassburgischen Familien die Schweizerische Dazwischenkunft angeschlagen wird, u. dass auch Seitens der preussischen resp. deutschen Militär- u. Civilbehörden, die ich zu sprechen Gelegenheit hatte, übelwollende Bemerkungen in bezug auf diese oder andere Punkte mir nicht gemacht worden sind.

Da ich mehrere Mitglieder des neuen Generalgouvernements im Elsass, z. B. den Gouverneur Grafen Bismark-Bohlen, den Generalstabschef Obersten v. Hartmann, den Adlatus des Civilkommissärs, Herrn v. Sybel, persönlich kannte, so machte ich denselben meinen Besuch, fand bei denselben die beste Aufnahme,

1. Cf. n° 280.

machte einige ferner werthvolle Bekanntschaften u. empfieng vom Grafen Bismark-Bohlen die Versicherung, dass die Hülfeleistung der Schweizerischen Militärärzte deutscher Seits sehr gewürdigt wurde. Abgesehen von meinen sonstigen militärischen Wahrnehmungen kann ich nicht umhin, Zeugniß abzulegen von dem günstigen Eindrücke, den mir die Deutschen, worunter auch viele Landwehr-Truppen, durch ihr taktvolles, würdiges Benehmen machten, in dem sich sowohl Bildung u. patriotische Gesinnung, als auch feste Mannszucht offenbarten. Andererseits darf ich nicht unerwähnt lassen, dass ich aus den Berichten vieler Ohren- und Augenzeugen zur Schlussfolgerung gelangen musste, es sey die moralische Haltung der französischen Truppen nicht erst durch die letzten Kriegsereignisse erschüttert, sondern schon seit Jahren durch laxe Disciplin untergraben worden.

Wenn auch die Verwaltung v. Elsass-Lothringen vor der Hand noch im Namen der verbündeten deutschen Souveräne, u. auch mit Beiziehung süddeutscher Verwaltungsbeamten geführt wird, so wird sie doch ganz nach preussischem Regulative u. so eingerichtet, dass der Übergang in den unmittelbaren *preussischen* Staatsverband in kürzester Frist sich vollziehen kann. Zu erwähnen ist, dass fast alle französischen höhern Staatsbeamten, wie die Receveurs, Controleurs etc., nachdem sie vorerst ein Verbleiben im Amt in Aussicht gestellt, schliesslich die Fortführung ihrer Funktionen verweigert haben, so dass das Generalgouvernement genöthigt ist, preussische Beamte als Ersatz zu berufen.

Seit meiner Ankunft in Berlin habe ich erst eine kleine Anzahl von Besuchen machen können, u. sind desswegen meine Eindrücke u. Notizen, die ich Ihnen wiedergeben kann, sowohl an Zahl als Inhalt noch sehr beschränkt.

So zweifellos auch die Zuversicht auf die vollständige Besiegung Frankreichs überall einem entgegentritt, so wird doch bereits die längere Dauer des Krieges in Betracht gezogen, u. demgemäss auch die Auflegung einer neuen Bundesanleihe in Aussicht genommen. Der König habe hierher gemeldet, dass er darauf gefasst sey, die Weihnachtszeit in Frankreich zuzubringen, auch Bismark rechne darauf, den Winter über wegzubleiben. Die Verlängerung des Kampfes und die Bitterkeit der bisherigen Opfer verschärft selbstverständlich die Leidenschaft der Gemüther, und es kann hinsichtlich der künftigen Friedensbedingungen das Härteste, hinsichtlich des Schicksals der zu erobernden Stadt Paris das Traurigste zur Verwirklichung gelangen.

Die Stimmung gegen die Neutralen verbittert sich, namentlich ist jetzt — ausser England — Belgien Gegenstand *sehr* übelwollender Beurtheilung. Auch hinsichtlich der Schweiz u. namentlich hinsichtlich der Schweizerischen Presse begegne ich einer nicht zu unterschätzenden Gereiztheit. Selbst Hr. v. Thile sprach mir bei meinem offiziellen Besuch, den ich ihm gestern machte, mit einer gewissen Bitterkeit von feindseligen Gesinnungen, die sich in der Schweiz gegen Preussen kundgäben, obgleich er anerkennen müsse, dass die Bundesregierung eine strikte u. unpartheyische Neutralität bewahre. Nachdem ich ihm über die eigenthümlichen Verhältnisse unseres Landes u. die daraus sich ergebenden Consequenzen meine Gegenbemerkungen gegen eine solche Auffassung gemacht, äusserte er sich noch dahin: die preussische Regierung wolle gerne das Verhalten der Schweizerischen Bundesregierung als den Gesinnungsausdruck des Schweizerischen Volkes hinnehmen, sie hege auch gegen unser Land ein aufrichtiges Wohl-

wollen usw. Trotz dieser endlichen Wendung der Konversation zu einem wohlwollenden Abschluss, so war ich doch von der Verstimmung frappirt, die sich sowohl im Inhalt als im Ton der Unterhaltung unverkennbar aussprach, u. welcher nach meiner Ansicht am wirksamsten durch eine reservirtere Haltung der Schweiz. Presse entgegengewirkt werden könnte.

Herr v. Thile, der in dem vielfachen Verkehr, den ich mit ihm hatte, nicht bloss gegen mich, sondern gegen die Schweiz selbst sich stäts äusserst wohlwollend bewiesen, hatte nicht die Absicht, unserem Lande gegenüber irgend welche Drohung auszusprechen, sondern bezeichnete seine Äusserungen in dieser Hinsicht als eine rein «akademische» Besprechung, zu der er nach meiner Ansicht in gewissen einzelnen u. einseitigen Kundgebungen aus unserem Lande Veranlassung finden mochte.

Ich hielt es für meine Pflicht, Sie von solchen Symptomen in Kenntniss zu setzen, u. bitte Sie, von diesen meinen Andeutungen nur den confidentiellsten Gebrauch gestatten zu wollen.

Über die Verhandlungen mit den Südstaaten verlautet nur soviel Definitives, dass diesselben für ihren Eintritt in den Nordbund noch an der Vorbedingung eines grössern Masses von Autonomie festhalten, u. dass ein formelles Einverständniss mit ihnen (Württemberg & Bayern) noch nicht erzielt worden.

297

E 2/1641

Le Préfet de la Savoie, E. Guiter, au Président de la Confédération, J. Dubs

L

Chambéry, 22 octobre 1870

Notre France fait de suprêmes efforts pour repousser l'invasion d'un ennemi sans merci. La Savoie, que j'ai l'honneur d'administrer, se prépare à faire tout son devoir si l'exécration arrive jusqu'à elle. Elle étudie ses moyens de défense locale et organise ses ressources. Mais pour combiner avec sûreté ses plans de résistance, elle aurait besoin d'être fixée sur une question pour elle d'extrême importance.

Une partie du territoire de la Savoie a été neutralisée par les traités. Cette neutralité, stipulée en faveur de la Suisse, a été mise sous sa protection. Ce qu'il nous importerait de savoir c'est, au cas où les Prussiens arriveraient jusqu'à nous, si la Confédération Helvétique exigerait et au besoin ferait respecter par la force de ses armes la neutralité stipulée par elle et pour elle?

Je prends la liberté, Monsieur le Président, de solliciter respectueusement de vous une réponse qui puisse nous édifier sur une si grave question et nous permettre de donner à nos résolutions et à nos préparatifs une sûre direction. Vous excuserez cette liberté inspirée par des sollicitudes patriotiques, auxquelles la généreuse Suisse ne peut demeurer indifférente.

J'espère que vous consentirez à mettre fin à nos douloureuses et énervantes incertitudes. Au nom de la Savoie comme au nom de la France, j'ose vous en remercier par avance.

298

E 1001 (E) q 1/89

*Le Conseil fédéral au Préfet de la Savoie, E. Guiter**Copie*

L

Berne, 28 octobre 1870

En réponse à la lettre que vous avez écrite le 22 courant¹ à notre Président, nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint un exemplaire de la Déclaration de neutralité que nous avons adressée à toutes les Puissances européennes², par laquelle vous verrez le point de vue auquel nous nous sommes placés dans cette question.

Nous devons réserver à notre propre décision la question de savoir si et quand nous voulons faire usage des droits accordés à la Suisse par les Déclarations des Congrès de Vienne et de Paris, des 29 Mars et 20 Novembre 1815. Mais nous sommes disposés à nous mettre immédiatement en rapport avec le Gouvernement Français sur les points qui font paraître désirable un arrangement à ce sujet.

Nous nous déclarons prêts, eu égard à l'urgence de la situation, à entrer immédiatement en négociations plus détaillées sur cette question avec la Délégation du Gouvernement de la Défense nationale à Tours, ou avec vous, Monsieur le Préfet, pour le cas où elle vous aurait donné des pleins pouvoirs spéciaux à cet effet, et nous attendons les ouvertures ultérieures que vous voudrez bien nous faire à ce sujet.

1. Cf. n° 297.

2. Cf. n° 252.

299

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs**Copie*

RP

Paris, 1^{er} novembre 1870

Aucune occasion sûre ne se présente pour vous faire parvenir des correspondances; je crois donc devoir essayer de vous faire parvenir ces lignes par le ballon, en me bornant à exprimer l'espoir qu'un vent favorable vous les portera.

Paris, qui depuis le commencement d'Octobre continuait avec énergie les pré-

paratifs de défense, et dont l'ordre n'avait jamais cessé d'être parfait, a vu sa physionomie se modifier depuis quelques jours. Un journal du parti rouge, *Le Combat*, avait annoncé le 27 Octobre *au matin*, que Metz avait capitulé et que Bazaine avait traité au nom de Napoléon III. Le Gouvernement n'hésita pas à démentir avec énergie cette nouvelle par une note dans le *Journal officiel*. Néanmoins, comme *Le Combat* persistait à maintenir l'exactitude du fait, et ajoutait le tenir d'un membre du Gouvernement, une certaine inquiétude planait sur la population. Le 30 Octobre, une opération militaire tentée sur le Bourget (village situé à l'orient de Paris) et couronnée d'abord de succès, aboutit à une défaite; les allemands s'emparèrent de la position en faisant subir aux Français d'assez fortes pertes. Le Gouvernement fut aussitôt accusé d'incapacité, et les journaux du parti rouge cherchèrent de toutes leurs forces à exploiter cet incident. En même temps que cette mauvaise nouvelle parvenait à la connaissance du peuple de Paris, le Gouvernement se voyait obligé de confirmer dans le *Journal officiel* le fait de la capitulation de Metz; des affiches portaient ce fait à la connaissance de la population, le Lundi 31 Octobre. En même temps, le Gouvernement annonçait l'arrivée à Paris de M. Thiers, chargé de sonder les intentions sur la question d'un armistice, à la conclusion duquel la Russie, l'Angleterre, l'Italie et l'Autriche auraient donné leur concours.

Le Gouvernement était réuni à l'Hôtel de Ville, lorsque, vers les deux heures de l'après-midi, le 31 Octobre, des groupes hostiles envahirent la salle des délibérations. Plusieurs listes des membres du Gouvernement révolutionnaire furent distribuées à la foule réunie sur la place. Le chef des émeutiers, Flourens, exigea du Gouvernement de la Défense nationale qu'il donnât sa démission immédiate. Le Gouvernement fut retenu prisonnier jusqu'à neuf heures du soir. Le Général Trochu, ayant réussi à s'échapper, organisa la résistance et fut acclamé par l'immense majorité de la population et de la garde nationale. La garde mobile lui est entièrement dévouée. Lorsque la foule se fut un peu écoulée, et qu'ainsi l'effusion de sang put être évitée, le Général Trochu fit occuper l'Hôtel de Ville par la garde mobile, qui pénétra par les égoûts dans l'édifice. Flourens et ses partisans, après avoir été désarmés, se retirèrent pacifiquement, et leurs agents échouèrent partout dans la ville devant le bon sens de la population.

Le Gouvernement de la Défense nationale est donc aujourd'hui rétabli, et se sent soutenu par tous les habitants de Paris qui ont réellement à cœur le salut de leur pays. Les émeutiers, qui marchaient aux cris de: «Vive la Commune! pas d'armistice, levée en masse», sont pour le moment entièrement écartés. Cependant, le maire de Paris, Etienne Arago, avait cédé à leur pression et avait prescrit des élections pour le lendemain 1^{er} Novembre. En même temps, les maires provisoires de Paris exprimaient l'opinion que les électeurs devaient être convoqués pour nommer les municipalités des 20 arrondissements.

Dans ces circonstances, le Gouvernement a fait afficher ce matin un décret convoquant les élections pour demain Jeudi 3 Novembre, à l'effet de se prononcer sur la question suivante: «La population de Paris maintient-elle, oui ou non, les pouvoirs du Gouvernement de la Défense Nationale?» Les Convocations faites par Arago sont déclarées nulles. Enfin, le Samedi 5 Novembre, il sera procédé à l'élection des maires et de trois adjoints pour chacun des arrondissements de Paris.

Le Gouvernement n'a pas fait arrêter Flourens, Blanqui, Félix Pyat et consorts. Il s'est borné à révoquer de leurs fonctions Flourens et les chefs des bataillons de la garde nationale, signalés parmi les émeutiers. Il a décidé en outre aujourd'hui que tout bataillon qui sortirait en armes en dehors des exercices ordinaires et sans convocation régulière, serait immédiatement dissous et désarmé.

Du résultat des démarches faites pour l'armistice, rien n'est encore connu en ce moment. Une partie importante de la population paraît opposée à cette idée et établit entre la défaite du Bourget, et les propositions d'armistice, une connexité qui n'existe nullement. M. Thiers a quitté Paris où il ne pouvait rester que quelques heures. Les événements survenus depuis son départ sont de nature à influencer sur la décision du Gouvernement et sur les négociations.

Le Gouvernement est revenu de la décision dont je vous ai entretenu dans ma dernière lettre du 23 Octobre¹, envoyée par le Chargé d'Affaires du Portugal, de ne pas accorder de sauf-conduits aux étrangers. J'ai obtenu de Bismark des sauf-conduits pour 16 Suisses, entre autres M. Fornerod, anc. Conseiller fédéral. Trochu a consenti de son côté et j'espère que ces Messieurs pourront partir prochainement. Leur départ a été retardé par les événements de Paris, ainsi que celui de quelques Anglais.

Je suis toujours sans aucune nouvelle de Suisse. Je n'ai pas reçu jusqu'à ce jour la lettre que j'ai prié M. Roth de me faire parvenir par l'entremise de B. F. Stevens, Esq. United States Dispatch agent, 17 Henriette Street, Covent Garden, London, et du Ministre Washburne à Paris. Ce dernier n'a rien reçu de son côté de Londres, depuis le 8 Septembre.

La misère est grande à Paris, et la Chancellerie est assiégée d'indigents et de compatriotes sans ressources, malgré les sommes employées pour le départ des indigents avant le siège.

1. *Non reproduite.*

300

E 2/1641

Proposition du Chef du Département politique, J. Dubs, au Conseil fédéral

Bern, 4. November 1870

Wie Ihnen bekannt, wurde von Savoyen aus von zwei Seiten eine Okkupation des neutralisirten Gebiets durch schweiz. Truppen verlangt, nämlich erstens von dem Präfekten von Savoyen in Chambéry¹ u. zweitens von dem Comité républicain von Bonneville², der eine Art von Centralcomité für die Provinz Faucigny bildet u. von letzterer, sowie von der Regierung anerkannt ist. Eine aus den angesehensten Männern dieser Provinz bestehende Deputation hat bei Eröffnung

1. *Cf. n° 297.*

2. *Du 31 octobre 1870. Non reproduit.*

ihres Gesuchs zugleich mitgetheilt, dass in der Provinz Faucigny sozusagen einmüthig u. in derjenigen von Chablais überwiegend eine dauernde Vereinigung mit der Schweiz gewünscht werde u. selbst in der Provinz Genevois sich starke Neigungen dafür zeigen.

Die bisherigen Antworten des Bundesrathes³ auf diese beiden Gesuche lassen seiner Aktion freie Hand, indem beiderseits betont wurde, dass die Schweiz je nach ihrer eigenen Convenienz von dem Besetzungsrechte Gebrauch machen werde.

Das Vordringen der deutschen Armeen nach dem Süden Frankreichs, das in Folge der bei Metz disponibel gewordenen Armee mit verstärkten Kräften erfolgen kann, nöthigt nun aber den Bundesrath zu einem bestimmten Entscheid, ob er von seinem Okkupationsrechte Gebrauch machen wolle oder nicht. Diese Frage ist im Hinblick auf die daran sich knüpfenden Folgen von der allerernstesten Natur, denn man darf sich nicht verhehlen, dass wenn die Schweiz einmal in Nordsavoyen eingetreten ist, ein Rückzug ohne gleichzeitige definitive Erledigung der Savoyerfrage ungedenkbar wird. Wir haben es also nicht mit einer Zwischenfrage zu thun, sondern mit der Hauptsache selbst, denn es kann keinem Zweifel unterliegen, dass die Neigung zum Anschluss an die Schweiz durch die Gewährung des Schutzes in dieser grossen Kalamität sich mächtig verstärken wird.

Anderseits wird man sich gestehen müssen, dass die Savoyerfrage sich diessmal in der allergünstigsten Weise präsentirt u. dass ein gleich vortheilhafter Anlass zu deren Lösung kaum jemals mehr eintreten wird, während der dermalige Nichtgebrauch des Rechtes von Seiten der Schweiz dasselbe unwiederbringlich vernichten wird.

Es ist die Bevölkerung von Savoyen selbst, die gegenwärtig den Schutz der Schweiz anruft. Wenn diese also in Savoyen einrückt, so wird sie als Helfer in der Noth begrüsst u. die Geltendmachung ihres Rechtes stösst auf keinerlei Widerstand. Wenn sie aber umgekehrt in dieser Noth sich von dem Lande abwendet, das ihren Schutz anruft: so wird sich naturgemäss in Letzterem eine solche Missstimmung gegen die Schweiz erzeugen, dass die allernächste Folge die sein wird, dass die Schweiz ihr Recht als begraben betrachten muss.

Das polit. Departement ist bei dieser Sachlage keinen Augenblick im Zweifel, dass die Schweiz, ohne ihrem Rechte u. ihrer Ehre zugleich zu vergeben, den Hilferuf Savoyens nicht unbeachtet lassen kann. Zur weitem Begründung dieser Ansicht will es nur andeutungsweise beifügen, dass der schweizerischer Seits aufgestellte Satz, dass die Schweiz nur Rechte u. keinerlei Pflichten gegenüber dem in die Neutralität der Schweiz eingeschlossenen Gebiete habe, nicht allgemein anerkannt werden dürfte, u. dass im Jahre 1859 z. B. die Schweiz sich veranlasst fand ausdrücklich zu erklären, warum sie den Gebrauch der Mt. Cenisbahn, welche auf einer kleinen Strecke über das neutralisirte Gebiet *[führt]*, nicht als eine Verletzung der schweiz. Neutralität betrachte, woraus zu folgen scheint, dass das Eintreten französischer Truppen auf den übrigen Theil des neutralisirten Gebiets als Neutralitätsverletzung betrachtet worden wäre. Man kann sich nicht verhehlen, dass die Forderung eines Besetzungsrechtes eines fremden Landes, ganz

3. Cf. n° 298.

ohne Rücksichtnahme auf dessen eigene Interessen und ohne Anerkennung irgend welcher Pflichten, etwas höchst Abnormes ist.

Es kann sich nun aber fragen, ob die Fernhaltung der deutschen Armee vom Gebiete des neutralisirten Savoyens nicht durch blosse diplomatische Mittel — ohne Okkupation — bewerkstelligt werden könnte?

In dieser Beziehung ist zu bemerken, dass es sich damit ganz auf gleiche Weise wie mit der schweiz. Neutralität im Ganzen verhält. Wir haben bekanntlich in dieser Beziehung von Seiten der Kriegführenden die schönsten Zusicherungen erhalten, es aber doch für nöthig gefunden, uns selbst noch militärisch zu schützen. Es geschieht diess nicht sowohl aus Misstrauen, dass mit dem gegebenen Wort ein betrügliches Spiel getrieben werde, als mit Rücksicht auf die vielfachen Erfahrungen, dass im Kriege die Umstände sich so gestalten können, dass selbst ein guter Wille genöthigt wird, das in abstracto gegebene Versprechen zu modificiren. Der Selbsterhaltungstrieb dominirt zuletzt alle Interessen Dritter.

Mit Nordsavoyen wird sich die Sache ganz sicher so machen, dass sobald ein Eindringen der deutschen Armee dort nicht mehr zu befürchten wäre, dieser Landestheil benutzt wird, um hier die Mittel des Widerstandes für andere Gebiets-theile zu organisieren. Schon jetzt bewegt sich ja der Waffenschmuggel von der Schweiz aus hauptsächlich über Savoyen. Auch ist nach anderweitigen Mittheilungen, die für zuverlässig gehalten werden dürfen, Chambéry u. Savoyen überhaupt das Gebiet, auf welchem die Zuzüge aus Italien organisirt werden.

Man kann deswegen als sicher annehmen, dass Reklamationen aller Art die unmittelbare Folge einer Nichtbesetzung der fraglichen Gebietstheile wären. Die Schweiz wäre dabei in der schwierigen Lage, gar keine Mittel zu besitzen, um wirklich begründeten Beschwerden abzuhelpfen. Es bleibt daher nach Ansicht des politischen Departements für den Fall, als man der deutschen Armee nicht freie Hand gegenüber Savoyen gewähren will, durchaus nichts Anderes übrig als die Besetzung des Gebiets durch schweizerische Truppen, welche die Rechte u. Pflichten der Neutralität dieses Landestheils gleichmässig schützen.

Für den Fall eines weiteren Vordringens der deutschen Armee nach dem Süden stellt daher das politische Departement folgende Anträge:

1. Es soll das neutralisirte Gebiet Savoyens (mit Ausnahme desjenigen Theils, auf welchem die Mont-Cenis Eisenbahnlinie liegt) durch schweiz. Truppen besetzt werden.

2. Es wird den Besetzungstruppen ein eidgenössischer Kommissär beigegeben, welcher der Bevölkerung des zu besetzenden Gebietes von dem Zwecke der Besetzung Kenntniss gibt, die Neutralität (nach Massgabe der für die Schweiz erlassenen Neutralitätsverordnung) handhabt und die Beziehung des Militärkommandos mit den französischen Civilbehörden vermittelt.

3. Der Bundesrath gibt der Regierung in Tours von seiner Beschliessung durch einen besonderen Delegirten Kenntniss. Es wird derselbe beauftragt, gleichzeitig über den Exekutionsmodus und den Verkehr zwischen Civil- u. Militärbehörden eine Verständigung anzustreben u. zu vereinbaren; immerhin in der Meinung, dass die Schweiz die Ausübung ihres Rechtes nicht von einer vorherigen Verständigung über diese Nebenpunkte abhängig macht.

4. Ebenso gibt der Bundesrath der preuss. Regierung von seiner Beschliessung Kenntniss mit dem Ersuchen, den deutschen Truppen nach Massgabe der Ver-

tragsbestimmungen von 1815 Anweisung zu geben, das neutralisirte Gebiet zu respektiren.

5. Kenntnissgabe an alle Wienervertragspactirenden nach *erfolgtem* Einmarsch.

6. Einladung an das Militärdepartement, dem Bundesrath die nöthigen Vorlagen über den militärischen Theil der Frage zu machen.

7. Zum Delegirten nach Tours wird erwählt ... u. es wird das polit.- u. Militär. Dep. beauftragt, für denselben im Sinne obigen Vortrags die nähern Instruktionen vorzuschlagen.

8. Zum eidg. Kommissar wird erwählt ...⁴

ANNEXE

E 1004 1/83

CONSEIL FÉDÉRAL

Procès-verbal de la séance du 9 novembre 1870

4716. Die Besezung der neutralisirten ehemaligen savoï'schen Provinzen betr.

Politisches Departement. Vortrag v. 4. November

Nach vernommenem Bericht und Antrag des Departements, betreffend die von Savoien aus theils durch den dortigen Präfekten in Chambéry, theils vom Comité républicain in Bonneville sub 31. v. Mts. verlangte Okkupation des neutralisirten Gebietes durch schweizerische Truppen wurde nach obgewalteter Diskussion beschlossen:

1. Der Bundesrath nimmt für den Fall, dass die deutschen Truppen weiter nach dem Süden vorrücken, eine Besezung der neutralisirten Theile Savoïens als wahrscheinlich in Aussicht.

2. Der Bundesrath gibt der französischen Regierung in Tours hievon durch eine besondere Delegation Kenntniss. Dieselbe wird beauftragt, gleichzeitig über den Exekutionsmodus und den Verkehr zwischen Zivil- und Militärbehörden eine Verständigung anzustreben und zu vereinbaren, immerhin in der Meinung, dass die Schweiz die Ausübung ihres Rechtes nicht von einer vorherigen Verständigung über diese Nebenpunkte abhängig macht.

3. Das Militärdepartement ist eingeladen, dem Bundesrath die nöthigen Vorlagen über den militärischen Theil der Frage zu machen.

4. Zum Delegirten in Tours wird ernannt: ...

... und es werden das politische und das Militärdepartement ermächtigt, für denselben im Sinne des Departementsvortrages die nähere Instruktion vorzuschlagen.

Die übrigen Vorschläge des Departements bleiben in suspenso.

Im Übrigen die Schlussnahme geheim zu halten.

4. *Décisions du Conseil fédéral, cf. séance du 9 novembre 1870, reproduites en annexe.*

301

E 2/1641

Proposition du Chef du Département politique, J. Dubs, au Conseil fédéral

Bern, 10. November 1870

Ihrem Auftrage gemäss¹ haben sich das politische & das Militärdepartement auf einen Instruktionsentwurf für den nach Tours in Spezialmission abzusenden- den Delegirten verständigt, wie es in Beilage vorliegt. Als Delegirten schlägt das polit. Departement den Herrn Stabsmajor Dr. Roth, Sekretär des politischen Departements, vor.

Entwurf einer Instruction für den Delegirten nach Tours

1. Der Delegirte wird dem Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten in Tours mittheilen, dass der schweizerische Bundesrath für den Fall, als sich die deutsche Armee weiter nach dem Süden Frankreichs wenden würde, für angemessen erachte, von dem der Schweiz zustehenden Besezungsrechte der neutralisirten Provinzen von Savoyen Gebrauch zu machen.

2. Er wird erklären, dass die Schweiz sich bei dieser Besezung strenge an die Vorschriften der Verträge halten werde. Demgemäss werde man sich schweizerischer Seits in die Civilverwaltung des Landes nicht einmischen. Der Bundesrath werde dem Besazungscorps einen eidgenössischen Kommissär begeben, welcher den Verkehr zwischen dem schweizerischen Militärkommando und der Civilverwaltung des Landes zu vermitteln habe.

3. Das schweizerische Militärkommando wird die Weisung erhalten, die deutschen Truppen² am Betreten des neutralisirten Gebietes zu hindern.

4. Die Anzeige der Occupation des neutralisirten Gebietes geschieht durch den Bundesrath an die französische Regierung und gleichzeitig an den Präfecten von Hoch-Savoyen.

5. Drei Tage nachdem der Präfect von Hoch-Savoyen diese Anzeige erhalten hat, haben die französischen Streitkräfte das neutralisirte Gebiet zu verlassen.

6. Mit dem Momente des Einrückens der schweizerischen Truppen auf savoii-sches Gebiet tritt der gesammte neutralisirte Theil in militärischer Beziehung gegenüber den Kriegführenden in dasselbe Verhältniss, in welchem sich das Gebiet der Eidgenossenschaft befindet.

7. Auf dem neutralisirten Gebiete gelten von dem Augenblicke des Einmarsches an alle Vorschriften, welche die Eidgenossenschaft unterm 16. Juli 1870³ für die Aufrechthaltung der Neutralität des schweiz. Gebietes erlassen hat. Diese Vorschriften werden durch den dem schweizerischen Oberkommandanten begebenen eidgenössischen Kommissär vollzogen.

1. Cf. n° 300, annexe.

2. Dans le texte définitif de l'instruction, le Conseil fédéral remplacera «die deutschen Truppen» par «alle nicht schweizerischen Truppen» (cf. note 5).

3. FF 1870/III, pp. 7–8.

8. Alle militärischen Anordnungen erfolgen während der Occupation ausschliesslich durch den Kommandanten der eidgenössischen Truppen. Die Municipalgarden, welche die französischen Behörden in den einzelnen Gemeinden aufzustellen für gut finden werden, sollen nur zum Polizeidienst und nur in den Grenzen ihrer Gemeinde verwendet werden. Dieselben werden sich unter allen Umständen den militärischen Anordnungen der schweiz. Besatzung unterordnen.

9. Insoweit nicht durch specielle Übereinkunft andere Anordnungen getroffen werden, gelten in dem neutralisirten Gebiete in Bezug auf die Unterkunft, die Verpflegung u. Fuhrleistungen der schweizerischen Truppen die Bestimmungen, welche in dieser Beziehung für die schweiz. Eidgenossenschaft selbst aufgestellt sind. Die Entschädigungen an die Gemeinden und Privaten für Lieferungen und Leistungen aller Art finden nach den gleichen Vorschriften statt und sind von der eidgenössischen Kriegsverwaltung baar zu bezahlen.

Sobald als immer thunlich, wird die Verpflegung der Truppen durch Austheilung aus Magazinen bewerkstelligt. Nur in ausnahmsweisen Fällen soll die Verpflegung durch den Bürger gegen gesetzliche Entschädigung stattfinden.

10. Alle Lieferungen, welche von der Schweiz aus in das neutralisirte Gebiet für Ausrüstung, Bekleidung und Ernährung des Occupationscorps gemacht werden, sind von allen Zöllen und Abgaben des Staates sowohl als der Gemeinden befreit. Dasselbe gilt auch von den Sendungen, welche an einzelne Militärs für ihre persönlichen Bedürfnisse gemacht werden.

11. Für die schweizerischen Truppen wird ein besonderer Feldpostdienst eingerichtet werden. Die schweizerische Feldpost wird indessen keine Briefe der savoischen Bevölkerung befördern.

12. Bezüglich der Jurisdictionsverhältnisse wird festgesetzt, dass alle zur schweiz. Armee gehörenden Personen auch während ihres Aufenthaltes in Savoien unter dem schweizerischen Recht verbleiben und von schweizer. Gerichten zu beurtheilen sind.

13. Der schweizerische Delegirte wird auf einen raschen Abschluss dringen. Mit Rücksicht auf die Schwierigkeiten der Kommunikationen werden ihm noch folgende eventuelle Instructionen ertheilt:

a. für den Fall, als die Regierung in Tours auf eine Regelung der bezeichneten Verhältnisse überhaupt nicht eintreten wollte oder eine kunctatorisch-evasive Haltung entgegensetzen würde, wird der Delegirte bestimmt betonen, dass der Bundesrath diese Verständigung über den Modus der Execution durchaus nicht als eine Bedingung zur Ausübung des Besatzungsrechtes betrachte; sondern dass er sich die freie Befugnis vorbehalte, die Besatzung auch ohne eine solche Verständigung vorzunehmen.

b. Er wird im Falle der Erfolglosigkeit einer letzten Anstrengung der Regierung in einer Note seine Abreise ankündigen und derselben eröffnen, dass der Bundesrath sich auch ohne Verständigung bei der Besezung an die in obigen Instructionen enthaltenen Punkte halten werde.

c. Der Delegirte wird sich auf keine Erörterungen über eine spätere Lösung der Savoierfrage und ebensowenig auf die Frage des Kostenersatzes dieser Besezung einlassen, wohl aber vorkommenden Falls erklären, dass der schweiz. Bundesrath

4. Cf. n° 273.

gemäss der in seiner Note vom 12. August d. J.⁴ abgegebenen Erklärung zu einer Neuregulierung dieses Verhältnisses im Wege einer freundschaftlichen Auseinandersetzung stets geneigt sei, wogegen er eine Vermengung dieser Frage mit der gegenwärtigen Besetzungsfrage nicht für zuträglich erachte.

d. Sollte die Regierung in Tours verlangen, dass die Schweiz sich verpflichte, die Besetzung von Nordsavoien beim Aufhören des Krieges wieder aufzuheben, so wird der Delegirte ermächtigt, eine solche Erklärung in das Instrument aufzunehmen; dagegen ist das Recht der Schweiz, während der Dauer des Krieges von ihrem Besetzungsrechte nach Belieben Gebrauch zu machen, zu wahren.

14. Der Delegirte wird über den Gang der Verhandlungen den Bundesrath möglichst auf dem Laufenden halten, soweit möglich dessen fernere Instruktionen einholen und bei kleinern Modificationen der ihm ertheilten Instruktionen, welche ihm vorbehalten bleiben, stets sorgfältig darüber wachen, dass die der Schweiz zustehenden Rechte in keiner Weise geschwächt werden⁵.

5. Approuvé, après quelques légères modifications, par le Conseil fédéral dans sa séance du 12 novembre 1870. Cf. E 1004 1/83, 4789.

302

E 2/1641

Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda, au Conseil fédéral

R

Florence, 10 novembre 1870

Je vois par les journaux les démarches que fait le Préfet de Chambéry¹, ensuite de l'impulsion des autorités locales, pour obtenir l'occupation de la Savoie neutralisée, par des troupes Suisses. Il est donc opportun que vous sachiez ce qui s'est dit et fait ici par rapport à cette question et qui est arrivé à ma connaissance.

Je crois d'abord qu'il a été fait des démarches auprès du Gouvernement Italien pour obtenir la protection du Roi pour le pays qui fut le berceau de sa dynastie. Ces démarches échouèrent devant la décision de plus en plus arrêtée en faveur de la neutralité.

Le personnel de la Légation de l'Allemagne du Nord fit plus d'une fois allusion à la possibilité d'une annexion de la Savoie à la Suisse. Je ne donnai pas d'importance à ces allusions qui me paraissaient n'avoir d'autre but que de susciter des ennemis à l'ennemi, sinon de mettre un jalon pour certains échanges convoités par les journaux de l'Allemagne du Sud (cession de notre territoire sur la rive droite du Rhin). Cependant, lorsque le Chef de la Légation me dit il y a quelques jours: «Vous n'en avez pas voulu de la Savoie», je lui répondis en le priant de vouloir me dire qui avait fait cette offre et à qui? Sur quoi, il me répliqua: «On vous l'a assez donné à entendre!» Mais sur mon interpellation s'il avait des instructions explicites ou implicites pour parler ainsi, il s'en défendit fort et me déclara de la manière la plus positive qu'il n'en avait aucune.

1. Cf. n° 297.

Si j'ai bien saisi la chose, ces insinuations avaient pour but de pousser la Suisse à faire valoir ses prétentions sur la Savoie, de manière à obtenir une rupture avec la France, ou du moins à semer des germes d'éloignement pour l'avenir. Ici aussi l'on poussait (officieusement) à l'occupation de Rome, que le Comte d'Arnim repoussait à Rome avec chaleur. Laquelle des deux Légations a agi dans le sens de son Gouvernement? C'est ce qui est encore un mystère.

Si maintenant la Suisse occupait la Savoie à la demande du Gouvernement Français, la chose serait-elle toujours du goût du Gouvernement de l'Allemagne? C'est ce que le Conseil fédéral pourra sans doute vérifier.

Quelques personnages italiens aussi m'ont fait allusion à une annexion d'une partie de la Savoie, entre autres le Secrétaire général au Ministère des Affaires étrangères qui vient de cesser ses fonctions. Mais lorsque je tâtai son Chef, le Ministre, ainsi que le Président du Conseil, je vis bien qu'ils n'y étaient pour rien. Mais à cette occasion, comme dans bien d'autres, je vis clairement que s'il dépendait du Gouvernement Italien, la Suisse couvrirait toutes ses frontières, non seulement au Nord, mais à l'Orient et à l'Occident.

Quant à mon attitude dans ces conversations, elle a été celle d'un homme qui représente un pays qui n'a pas la convoitise du territoire d'autrui, mais qui accepterait volontiers l'occasion de mieux couvrir sa frontière, si cela pouvait se faire d'une manière loyale et du consentement des parties intéressées.

Je serais bien aise de savoir si vous avez des directions à me donner.

303

E 1004 1/83

CONSEIL FÉDÉRAL *Procès-verbal de la séance du 11 novembre 1870*

4756. Vertrag mit Russland über Handel, Niederlassung & Konsularwesen.

Politisches Departement. Vortrag v. 21. diess.

Nach angehörtem Bericht des Departements über seine Vollziehung des herwärtigen Auftrages vom 16. Februar h. a.¹ bezüglich der Einziehung der Ansichten und Wünsche der Kantone, betreffend den Abschluss eines *Vertrages mit Russland über Handel, Niederlassung, Konsularwesen* usw., der von den Kantonen hierüber erfolgten Ansichten, der diessfälligen Berichte der Schweizer Konsulate in Russland etc. wurde beschlossen:

es sei das Departement ermächtigt, der russischen Gesandtschaft im Wesentlichen mitzutheilen:

1. Die Abschrift des Vertragsentwurfes², wie er von den schweiz. Konsuln in

1. *Non reproduit. Cf. PVCF E 1004 1/80, 659.*

2. *Du 2/14 mai 1870. Cf. E 21/24592.*

Russland eingesendet wurde, mit dem Zusaze des schweizerisch-deutschen Handelsvertrages.

2. Die Abschrift der Tarifabänderungsvorschläge der Kantone³ nach der Zusammenstellung des Handels- und Zolldepartements mit Weglassung der besonders angedeuteten Stellen und

für den Fall, dass sodann der russische Gesandte in mündliche Unterhandlungen eintreten wollte, in dieselben, unter Festhaltung der im gegenwärtigen Vortrage enthaltenen Gesichtspunkte, einzutreten. Sofern neue Punkte zur Sprache kommen sollten, hätte das politische Departement neue Instruktionen vom Bundesrathe einzuholen.

Hiermit erledigt sich auch eine Depesche des *Generalkonsuls in St. Petersburg* vom 2/14. Mai 1870⁴.

3. *Non reproduite.* Cf. E 21/24592.

4. *Non reproduite.* Cf. E 21/24592.

304

E 2/468

*Le Chef du Département du Commerce et des Péages, W. M. Naeff,
au Chef du Département politique, J. Dubs*

R

Bern, 11. November 1870

Vollziehung des bundesrätlichen Neutralitätsbeschlusses.

In Gemässheit des Bundesrathsbeschlusses vom 7. diess¹ beehrt sich das Handels- und Zolldepartement, Ihnen über die von ihm in Ausführung der Verordnung des Bundes-Rathes betreffend Handhabung der Neutralität der Schweiz vom 16. Juli v. J. getroffenen Massregeln² Bericht zu erstatten.

Die Mitwirkung des Handels- und Zolldepartements zur Vollziehung der Verordnung hatte sich auf den verbotenen Verkehr mit Waffen und Kriegsmaterial an der Grenze zu erstrecken.

Das Departement erliess daher unterm 18. Juli eine Weisung zu Handen sämtlicher Zollstätten sowie des Grenzaufsichtspersonals, wodurch denselben das Verbot der Aus- und Durchfuhr von Waffen und Kriegsmaterial nach den kriegführenden Staaten, sowie der Ansammlung derartiger Gegenstände in der Nähe der betreffenden Landesgrenzen zu thätiger Handhabung empfohlen wurde.

Diese Weisung wurde wiederholt aufgefrischt und namentlich jedes Mal, wenn dem Departement Andeutungen oder Mittheilungen, sei es über angebliche

1. «Einladung an die Departemente zur Einreichung ihrer Berichte über die von ihnen getroffenen Massnahmen i. S. der Neutralitätswahrung.» Cf. *PVCF* E 1004 1/83, 4683.

2. *FF* 1870/III, pp. 7–8.

Ansammlung von Kriegscontrebande an einzelnen speziellen Grenzpunkten, sei es über Transporte von solchen Sendungen zukamen.

Obgleich derartige Berichte sich nicht immer als gegründet erwiesen, hielten dieselben doch die Thätigkeit des Zoll- und Grenzwachtpersonals wach. Das Departement hat sich denn auch wiederholt überzeugt, dass Zollbeamte und Grenzwächter, in richtiger Erfassung des ernstlichen Zweckes ihrer Aufgabe, sich derselben mit lobenswerthem Eifer widmeten, wovon übrigens eine Reihe von ihnen vorgenommener Beschlagnahmen zeugen.

Diese Beschlagnahmen kamen sämmtlich an der französischen Grenze vor, an der deutschen Grenze keine, wie überhaupt längs der Grenze gegen die deutschen Staaten keine Spur von Verkehr mit Kriegscontrebande wahrgenommen worden ist.

Die Überwachung der Ausfuhr von Waffen und Kriegsmaterial war mit bedeutender Schwierigkeit verbunden. Da nämlich alle im Zolltarif für die Ausfuhr nicht besonders genannten Waaren bloss zehn Rappen Ausfuhrzoll zahlen, so findet in der Regel keine zollamtliche Revision derselben statt, weil letztere keinen Zweck hätte und bei der ausserordentlich grossen Menge von Waaren, die alle dem gleichen Ausfuhr-Zollansatze unterworfen sind, die Einrichtungen der Zollverwaltung nicht hinreichen würden, um auch nur einen erheblichen Theil der Ausfuhrwaaren zu untersuchen. Französische Waffenkäufer machten sich diesen Umstand zu Nuze, indem sie ihre Waffenbezüge unter falscher Benennung zu bewerkstelligen suchten. Dessenungeachtet gelang es, solche Expeditionen zu vereiteln, wie namentlich die ansehnlichen jüngsten Beschlagnahmen darthun.

Wenn trotz aller Wachsamkeit einzelne Waffen, oder kleinere Colli mit solchen vielleicht durchschlüpfen, so lässt sich hingegen mit allem Grund annehmen, dass der Zweck der Massregel in der Hauptsache erreicht wurde, und dass die bedeutendsten Sendungen von Waffen und anderem Kriegsmaterial entweder wegen der Schwierigkeit der Ausfuhr unterblieben, oder dass es diejenigen waren, welche in Beschlagnahme fielen.

Es versteht sich, dass auch auf Waffensendungen, die im *Transit* durch die Schweiz einem der kriegführenden Staaten zugeführt werden wollen, die nämliche Wachsamkeit gerichtet wird, wie auf solche, welche direkte aus der Schweiz ausgeführt werden möchten. Es befinden sich denn auch unter den Beschlagnahmen wirklich solche Sendungen, die im *Transit* durch die Schweiz nach Frankreich, trotz der falschen Bezeichnung, unter welcher sie reisten, entdeckt worden sind.

Zu den Massnahmen, welche behufs Handhabung des Waffenausfuhrverbotes vom Handels- und Zolldepartement ergriffen worden sind, gehört ferner die vorübergehende Verstärkung der eidgenössischen Grenzwächtermannschaft im Kanton Genf um 13 Mann. Eine sekundäre Veranlassung dazu war freilich auch die Überwachung der Pferdeausfuhr in Folge der vom Bundesrath verfügten Erhöhung des Ausfuhrzolles für Pferde. Das Departement hat einstweilen die Verstärkungsmannschaft beibehalten, ungeachtet infolge der kürzlich vom Bundesrath beschlossenen Herstellung des normalen Ausfuhrzolles für Pferde die Thätigkeit der Grenzwache in dieser letztern Richtung nicht mehr in Anspruch genommen wird. Desgleichen abstrahirte das Departement einstweilen von einer Verminderung der Mannschaft des eidgenössischen Grenzwächtercorps im Kan-

ton Neuenburg, einzig mit Rücksicht auf die Handhabung des Waffenausfuhrverbotes, während eine Reduktion dieser Mannschaft sonst ohne Nachtheil für den Zolldienst dermalen thunlich wäre, da der Waarenverkehr über dieses Grenzgebiet gegenwärtig beinahe aufgehört hat.

Sollten Sie, Herr Bundespräsident, speziellere Aufschlüsse über die hierseitige Vollziehung der fraglichen Verordnung des Bundesrathes wünschen, so wird sich das Departement beeilen, Ihnen solche über diejenigen Punkte, die Sie ihm gefälligst bezeichnen würden, zukommen zu lassen.

305

E 2/1505

*Le Consul général de Suisse à Washington, J. Hitz,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Washington, 18. November 1870

Mit heutiger Post übersendet der Unterzeichnete die letzterschienene Auflage des Registers oder Staatskalender hiesigen Staatsdepartements. Es ist dieses eine interessante Zusammenstellung der Vertreter der Unions-Regierung im Auslande, deren Rang, Besoldung und Einkünfte, Geburtsherstammung usw. sowie auch Verzeichniss der Berichte des Staatsdepartements an den Congress seit März 4, 1869 und der eingegangenen Verträge. Ebenfalls findet sich vor ein Verzeichniss der Ausländischen Vertreter in den Vereinigten Staaten und auf Seite 38, vermuthlich für spezielle Belehrung des Unterzeichneten, hat Hr. Fish die Acht sich auf diplomatische Vertretung bezügliche Abtheilung des Wienervertrages¹ in englischer Sprache angeführt. Die politische Agentschaft wird, scheint es, ganz ignorirt, jedenfalls erscheint die Schweiz nicht unter den Ländern, welche diplomatische Vertreter hier haben, sondern wird streng unter die Konsulate gehalten. Unter den Umständen compromittirt sich nach unmassgeblicher Anschauung des Unterzeichneten die Schweiz, wenn der Titel hier länger beibehalten wird; und ist derselbe schon längere Zeit nur in Ausnahmefällen beigesetzt worden. Es wird durch diesen Vorgang den kommenden Winter bei allen öffentlichen Anlässen vom Staatsdepartement von dem Vertreter der Schweiz Umgang genommen werden und statt, dass in kritischen Zeiten, wie die jetzigen und die noch in Aussicht stehen, man von rechtswegen irgend eine Zeit beim Präsidenten od. Staatssekretär oder in den Säalen des Congresses ungehinderten Zutritt haben sollte, so ist unter dem jetzigen Verhalten hiesiger Administration es eine reine und peinliche Bettelei, da sich zu präsentiren, wo die Interessen des Vaterlandes und deren Angehörigen es erfordern. Selbst als Chargé d'Affaires würde der Sache wenig geholfen sein, man dürfte nie Umgang vom Staatssekretär nehmen. Hingegen die Minister-Residents werden dem Regenten (Präsident) akkreditirt, und diesen Vortheil anerkennend kommt es, dass die Amerikaner schon

1. Cf. n° 244, note 2.

eine Anzahl von Jahren keine Chargés d'Affaires haben, sondern ihre Vertretung im Ausland einzig auf bevollmächtigte Minister und in Genehmigung Art. VIII Eingangs erwähnten Vertrages «Minister-Resident» beschränken, selbst wenn auch wie bei den zwei Afrikanerregierungen Hayti u. Liberia noch der Titel General-Consul beigegeben wird. So ist denn auch zu ersehen, dass die diplomatische Vertretung der Vereinigten Staaten einzig aus 13 Bevollmächtigten Ministern und 23 Minister-Residenten besteht. Generalkonsulate haben dieselben nur eilf. Es handelt sich hier nun einzig darum, ob, da nun die hiesige Regierung die jetzige angeblich diplomatische Vertretung der Schweiz anhien, gänzlich ignoriert, unter obwaltenden Umständen es nicht, abgesehen Schicklichkeit, die wahren Interessen der Eidgenossenschaft und des schweizerischen Volkes gebieten, dass dem intimen Verkehr des Representanten derselben mit der Regierung des einzig wahrhaft befreundeten Volkes — keine so peinlichen Hindernisse im Wege liegen, wie es derzeit faktisch der Fall ist.

Es bedauert der Unterzeichnete, sich durch die Herausgabe bezeichneten Registers veranlasst gesehen zu haben, nochmals diesen wiederholt² besprochenen Gegenstand berühren zu müssen.

2. Cf. nos 121 et 244.

306

E 2/914

*Le Landammann du Canton d'Uri, D. Epp,
au Conseil fédéral*

L

Altdorf, 28. November 1870

Die gegenwärtigen Zustände des Kirchenstaates und die Lage des Heiligen Vaters ziehen die Aufmerksamkeit der katholischen Welt in hohem Grade auf sich, was auch bei hiesiger Bevölkerung der Fall ist.

Der unterm 24. d. M. versammelte Landrath hat sich daher ebenfalls mit dieser Angelegenheit befasst, und findet durch die gewaltsame Besitzergreifung Roms durch König Viktor Emanuel die Interessen der katholischen Christenheit in hohem Grade verletzt und vermag dieselbe auch in keiner Weise mit den Begriffen des Völkerrechts in Einklang zu bringen.

Es ist nicht nur der Hl. Vater durch die rohe Gewalt als rechtmässiger Souverain aus seinen vielfach verbrieften und unbestreitbaren Rechten auf frevelhafte Weise verdrängt, sondern die gesammte katholische Christenheit, welche ein Anrecht auf den ungestörten Besitz des Patrimoniums Petri durch den Hl. Stuhl hat, in ihren Rechten gekränkt. Das unter der Waffengewalt des Eroberers bewerkstelligte Plebiscit, dessen Berechtigung wir unter den dort bestehenden Verhältnissen weder anerkennen können, noch dessen innere Wahrheit zu glauben vermögen, vermag dem Gewaltakte mit Nichten das Gepräge des Rechtes aufzudrücken.

Die Lage des Hl. Vaters gleicht infolge der jüngsten beklagenswerthen Vorgänge, laut seiner eigenen Erklärung an die Kardinäle der römisch-katholischen Kirche vom 29. September vollständig derjenigen eines Gefangenen, und ist derselbe derjenigen Freiheiten und Rechte in mehr als einer Beziehung beraubt, welche er zur Ausübung seines Oberhirtenamtes bedarf und zu besitzen das unantastbare Recht hat.

Mit Rücksicht auf unsere durch den Bund garantirte Verfassung, welche in § 3 sagt: «Die Religion des Kantons Ury ist die christlich-römisch-katholische», kann dieser Sachverhalt den Behörden dieses Kantons nicht gleichgültig sein, sondern sie erblicken darin eine Beeinträchtigung der Rechte u. Interessen des katholischen Volkes, welches einen unbestreitbaren Anspruch auf den freien Verkehr mit seinem geistlichen Oberhirten, dem Hl. Vater, besitzt und dies als ein ihm verfassungsmässig garantirtes Recht fordern kann. Auch abgesehen hiervon erblickte unser Landrath in der gewaltsamen Besitzergreifung Roms und der Anexion desselben und deren Consequenzen eine grosse Gefahr für die Integrität und Freiheit der Eidgenossenschaft.

Es ist nicht nöthig, Ihnen weiter auseinander zu setzen, wohin es führen muss, wenn die Mächtigen mit Missachtung jeden Rechtes auf Grund des sogenannten Nationalitätsprinzips, oder wohl auch aus einer Convenienz sich der schwächern Nachbarn bemächtigen können. Eine anlässlich in Scene gesetzte Volksabstimmung bietet dann weder Gewähr noch Trost für das niedergetretene Recht.

Von diesen Erwägungen ausgehend stellen wir im Auftrage des hohen Landrathes an Sie Titl. das Ansuchen, auf den Fall der hohe Bundesrath zu allfälligen Verhandlungen über die Sicherstellung der Freiheiten und Rechte des Heiligen Stuhls als Vertreter der schweizerischen Katholiken beigezogen wird, nach Kräften dahin wirken zu wollen, dass der Hl. Stuhl in den Besitz der Kirchenstaaten, auf welche mit ihm die ganze katholische Welt ein unveräusserliches Recht hat, wieder eingesetzt werde.¹

1. *Le Conseil fédéral mit ad acta cette lettre, ainsi qu'une protestation analogue du Piusverein, de février 1871 (E 2/914), lors de sa séance du 20 octobre 1871. Cf. PVCF E 1004 1/87, 4748.*

307

E 2/500

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Conseil fédéral*

RP

Paris, 29 novembre 1870

Malgré les avertissements du Gouvernement de Paris, et les affiches nombreuses engageant les personnes, «hors d'état de prendre part à la défense», à quitter la capitale, un très grand [nombre] de nos compatriotes établis à Paris, ont cru devoir rester dans cette ville pendant le siège.

Les uns cherchèrent à se rendre utiles, sans se mettre en opposition avec les lois de neutralité de la Suisse; ils formèrent des compagnies de pompiers, des compagnies attachées aux ambulances volantes et créèrent une ambulance fixe dans le nouveau collège Chaptal. Mais pour beaucoup, le séjour de Paris devenait peu à peu très difficile, à mesure que l'investissement se prolongeait. La plupart des ateliers et des magasins se fermaient; le travail devenait chaque jour moins rémunérateur; beaucoup de ceux qui étaient occupés aux fortifications furent renvoyés lorsque les travaux tirèrent à leur fin.

Aussi, dès le milieu d'Octobre, plusieurs de nos compatriotes se sont adressés à ma Légation en me demandant de faire auprès des autorités militaires des démarches pour leur permettre de quitter Paris.

Le 25 Octobre, j'adressai à M. le Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord à Versailles une demande¹ de sauf-conduits pour quinze citoyens Suisses, parmi lesquels se trouvaient M. Fornerod, ancien Conseiller Fédéral, et deux jeunes dames. M. de Bismark me répondit en date du 29 Octobre², qu'en ce qui concernait les autorités allemandes, elles ne voyaient aucun inconvénient à ce départ. Il demandait que chacune des personnes désignées sur la liste fut munie d'un passeport de ma Légation et d'un sauf-conduit de la Légation des Etats-Unis en France. Le départ devait s'effectuer par la route de Créteil, au Sud-Est de Paris.

Cette réponse me parvint le 30 Octobre au soir. Le lendemain, l'Hôtel de Ville était envahi, le Gouvernement était gardé à vue pendant plusieurs heures par les partisans de la Commune. Ces faits, malgré l'insuccès des émeutiers, retardèrent de huit jours le départ de nos compatriotes. Après plusieurs démarches personnelles auprès de M. le Général Trochu et de son chef d'Etat-major, M. le Général Schmitz, le moment en fut fixé au 8 Novembre, à 6 heures du matin. Chacune des personnes quittant Paris dut signer une déclaration par laquelle elles s'engageaient à n'emporter aucun journal, lettre ou paquet, excepté leur bagage personnel, sous peine d'être exposées à toute la rigueur des lois militaires.

Un sauf-conduit avait été accordé à M. Lardy pour accompagner ses compatriotes aux avant-postes, et les assister pour la vérification des sauf-conduits. Cette opération se fit sans difficultés, les Suisses ayant été admis à passer avant les Anglais, Américains, Autrichiens, et autres étrangers [qui] faisaient partie du même convoi. Les papiers de nos compatriotes furent visés «pour la Suisse par Strasbourg», sans qu'il fût possible d'apprendre quelle partie du chemin ils seraient obligés de faire à pied avant d'atteindre une voie ferrée. Jusqu'à cette date, je n'ai reçu aucun renseignement sur le voyage de nos compatriotes; les journaux de Paris ont prétendu qu'ils auraient été dévalisés, mais je n'ai aucun motif de croire cette assertion fondée. Je sais seulement que M. Wodehouse, Secrétaire de l'Ambassade Britannique, qui a quitté Paris en même temps que les Suisses et s'est rendu à Versailles, n'est arrivé dans cette ville qu'après trois jours de marche, n'ayant pu trouver en route ni logement ni nourriture.

En moins de trois semaines, plus de quatre cents Suisses se sont fait inscrire à la Chancellerie pour obtenir l'autorisation de quitter Paris. Le 6 Novembre, alors

1. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Paris 1/080.

2. *Non retrouvé.*

que le nombre des inscriptions s'élevait déjà à 170, je crus devoir ne pas attendre plus longtemps et j'écrivis de nouveau³ à M. de Bismark pour lui demander des sauf-conduits pour tous ceux de nos compatriotes qui en avaient, à cette date, exprimé le désir. Je continuai néanmoins à prendre note de tous ceux qui demandaient à quitter Paris, afin d'être prêt à toutes les éventualités. M. le Chancelier de la Confédération de l'Allemagne du Nord m'a répondu le 12 Novembre⁴, par la lettre dont j'ai l'honneur de vous donner copie sous ce pli. Il m'annonçait qu'il suffirait de remettre à nos compatriotes un passeport régulier, visé par la Légation des Etats-Unis, et ajoutait que l'autorité militaire allemande ne pourrait plus, à l'avenir, accorder de nouvelles autorisations pour franchir les lignes de l'armée assiégeante. Cette même restriction fut apportée à toutes les Légations qui avaient fait des demandes analogues.

Je priai immédiatement les 170 Suisses, auxquels l'autorisation de sortir de Paris était accordée par les Allemands, de se réunir à la Légation et dans l'intervalle, je fis les démarches d'usage pour obtenir un sauf-conduit français. M. le Général Schmitz, Chef d'Etat-major, répondit que M. le Gouverneur de Paris s'était décidé à n'autoriser aucun nouveau départ d'étrangers.

Comme M. Jules Favre m'avait assuré verbalement, quelques jours plus tôt, que si j'obtenais des sauf-conduits allemands, la France en accorderait aussi de son côté, j'ai cru devoir me renseigner auprès des représentants des autres nations à Paris. J'avais appris en effet qu'un certain nombre d'Anglais, de Belges, de Hollandais etc., avaient reçu, en même temps que les Suisses, l'autorisation de franchir les lignes allemandes. M. le Colonel Claremont, Attaché militaire à l'Ambassade d'Angleterre, qui soutient depuis longtemps des relations d'amitié avec M. le Général Trochu, répondit qu'il s'était rendu chez le Gouverneur de Paris pour demander la libre sortie de plus de cent de ses compatriotes. M. Trochu ayant, dès l'abord, laissé voir que la chose lui paraissait difficile, M. Claremont l'aurait engagé à ne pas se presser de répondre, à consulter ses collègues, et à lui faire connaître par écrit sa décision. M. Claremont aurait ajouté: «Il doit être bien entendu que votre «oui» sera oui pour tout le monde, ou que votre «non» sera non pour tous aussi. Car je suis bien décidé, si vous me refusez et si des autorisations sont accordées à d'autres, à *vous faire un grand scandale.*» Et réciproquement, si vous faisiez une exception en faveur des Anglais, je suis convaincu que les représentants respectifs vous adresseraient de vives réclamations.» Le lendemain, M. Trochu écrivit au Colonel Claremont qu'après avoir pris l'avis des membres du Gouvernement, il n'accorderait plus à l'avenir aucun sauf-conduit pour quitter Paris. M. Claremont était décidé, ensuite de cette réponse, à ne pas insister d'avantage, tant que le Gouvernement de Paris ne ferait pas de distinctions entre les diverses nationalités étrangères.

J'ai immédiatement communiqué dans une réunion qui eut lieu le soir même à la Légation Suisse, le résultat de ces démarches à tous nos compatriotes autorisés à franchir les lignes allemandes. J'attirai aussi leur attention sur les difficultés du voyage, en engageant les femmes et les petits enfants à y renoncer, s'ils ne pouvaient se procurer une voiture et des chevaux. Je fis préparer les passeports et

3. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Paris 1/080.

4. *Non reproduite.*

demandai à tous ceux qui étaient décidés à entreprendre néanmoins cette expédition, à me le déclarer. Sur 170 personnes, 92 persistèrent dans leur résolution. Les difficultés réelles ou imaginaires du voyage avaient engagé la presque unanimité des Hollandais, auxquels des sauf-conduits allemands avaient été accordés, à renoncer à quitter Paris. En présence du chiffre des Suisses décidés à s'éloigner, je crus devoir adresser une note à M. Jules Favre, le 15 Novembre⁵, et lui demander des sauf-conduits français pour les 92 personnes dont je lui communiquais les noms, «dans le cas où cette faveur serait accordée à des étrangers d'une autre nationalité.»

M. le Ministre des Affaires Etrangères me répondit le 26 Novembre⁶, dans des termes très cordiaux, qu'il aurait vivement désiré faire modifier en faveur des Suisses la décision de M. le Gouverneur de Paris, mais que des démarches n'avaient pu réussir. Je me permets de vous envoyer également copie de cette lettre⁷.

Dans ces circonstances, il est très improbable que nos compatriotes puissent quitter Paris avant la fin du siège. La période des grandes opérations militaires autour de la capitale a commencé, et un convoi d'étrangers ne pourrait matériellement franchir les lignes des armées belligérantes pendant le combat presque continu auquel nous assistons.

En présence des réponses de MM. de Bismark et Trochu, il ne pourrait être question de demander des sauf-conduits pour les Suisses qui s'étaient fait inscrire postérieurement au 6 Novembre, date de ma seconde lettre à M. de Bismark.

J'ai tenu cependant à vous indiquer quelles ont été les démarches faites par moi pour essayer de faciliter le départ de ceux des Suisses qui m'en avaient exprimé le désir. Si je n'ai pu réussir, cela doit être attribué aux nécessités de la défense militaire, et sur ce terrain, tous mes collègues ont été, avec moi, d'avis qu'il n'y avait pas lieu d'insister.

5. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Paris 1/080.

6. *Non reproduit.*

7. *Non reproduite.*

308

E 2300 Vienne 19

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiel

Wien, 5. Dezember 1870

Gestern war der bayer'sche Gesandte, Freiherr von Schrenk, bei mir, um mir mitzutheilen, dass er schon im Besitze der bayer'schen Ratificationsurkunde des Bodenseegürtelbahnvertrages¹ sei. Bei dieser Gelegenheit sprach sich Herr

1. Cf. RO X, pp. 349—359.

v. Schrenk, der, wie Ihnen bekannt ist, wiederholt Minister des Äusseren war, über die Umgestaltung Deutschlands sehr unumwunden aus. Er ist entschiedener Gegner eines engeren Anschlusses Süddeutschlands an den Nordbund u. meint, dass das Verhältniss, wie es seit 1867 zwischen Süd- u. Norddeutschland bestanden, vollkommen hinreichend gewesen wäre, um Deutschland dem Auslande gegenüber mächtig zu machen, dass es dabei im Innern aber die jedem Staate durch Geschichte und Nationalität theueren Institutionen gewahrt hätte, dass der neue Bund aber ein Flickwerk sei, welches unmöglich eine günstige Zukunft haben könne. Er glaubt, dass von dem bayer'schen Abgeordnetenhaus das Versailler-Übereinkommen verworfen werden wird, da sowohl die Fortschrittspartei als die Particularisten dasselbe missbilligen. Unter vielen Gründen, die gegen dieses Bündniss sprechen, meint Hr. von Schrenk, seien es auch insbesondere die Entziehung der Pressdelicta den Geschworenengerichten und die Diätlosigkeit der Abgeordneten, wodurch die Function eines Abgeordneten in das deutsche Parlament nur Privilegium von reichen Leuten würde, welche in den bayerischen Kammern grossen Anstand u. Opposition hervorrufen würden.

Herr von Schrenk sprach sich sehr ernst gegen die preussische Kriegsführung seit September aus u. ist der Ansicht, dass nach Sedan Preussen hätte Frieden schliessen müssen; er ist ebenso gegen die Anectirung von Elsass u. Lothringen u. findet, dass sich Deutschland mit der Schleifung der Gränzfestungen u. einer sehr reichen Geldentschädigung hätte begnügen sollen. Durch alles, was seit Sedan geschehen, werde der Krieg für die Zukunft gewissermassen in Permanenz erklärt.

Die russisch-türkische Frage hat nun jede Schärfe verloren, die allseitig angenommene Conferenz wird dieselbe wohl befriedigend lösen. Herr von Schrenk glaubt auch, dass Fürst Gortschakoff im Einverständniss mit dem Grafen Bismark gehandelt habe, nur glaubt er, dass Bismark von der Zeit und der Form, die Gortschakoff für seine Note wählte, sehr unangenehm berührt wurde.

Die russische Erwiderung auf die Note des Grafen Beust² ist vor drei Tagen eingetroffen; sie soll in einem versöhnlichen, wenn auch nicht gerade freundschaftlichen Tone gehalten sein. Man ist in Petersburg (wie auch bei der hiesigen russischen Gesandtschaft) über den trockenen, ernsten und gemessenen Ton der Beust'schen Note ungehalten u. piquirt.

2. *Le Chancelier de l'Empire russe, Gortschakow, déclara caduque la clause de la Mer Noire, du Traité de Paris (1856). Le Chancelier de la Monarchie austro-hongroise donna à cette note de Gortschakow une réponse très sèche.*

E 2/1641

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

R

Confidentieil

Berlin, 10. Dezember 1870

Ihrer Weisung, Sie über hierseitige Anschauungen der *Savoyerfrage* betreffend im Laufenden zu erhalten, nachkommend, beehre ich mich (unter allem Vorbehalt) Ihnen mitzutheilen, was ich von den in Versailles herrschenden Ansichten in Erfahrung gebracht.

Mein Gewährsmann kam direkt von Versailles, und hat die *Savoyerfrage* betreffend mit den massgebendsten Persönlichkeiten daselbst persönlich gesprochen. Als Resultat seiner Unterredung bezeichnete er mir Folgendes:

Im allgemeinen treffe man in Versailles nicht auf vollständige historische Kenntniss und auch nur auf ein sekundäres Interesse hinsichtlich der *Savoyerfrage*.

An massgebender Stelle sey allerdings eine günstige Stimmung für die schweizerischen Ansprüche vorhanden. Diesselbe werde aber wieder aufgewogen durch die Befürchtung, es möchte die Geltendmachung fraglicher, vorwiegend schweizerischer Interessen bei einem allfälligen Friedensschluss der Erreichung exclusiv deutscher Interessen Abbruch thun, — um so mehr, als die in deutschem Interesse an Frankreich zu stellenden Ansprüche diesem Lande schon sehr schwere Opfer zumuthen.

Auch scheue man sich, an Fragen zu rühren, welche die Einmischung Europa's veranlassen könnten; jedenfalls könnte u. würde Preussen die bewusste Frage nur in Folge Anregung Seitens der Schweiz in Behandlung ziehen.

Zum bessern Verständniss muss ich beifügen dass, aus anderweitigen Mittheilungen zu schliessen, angenommen werden darf, es sey in Versailles auch schon die Frage in Betracht gezogen worden, ob nicht auch die Abtretung Savoyens an Preussen, resp. das deutsche Reich — ähnlich wie diejenige Venetiens an Napoleon — zu erzielen sey.

Was die Stimmung an massgebender Stelle in Berlin hinsichtlich einer möglichen Besetzung Savoyens Seitens der Schweiz in Folge des Wiener u. Pariser Vertrages betrifft, so kann ich aus neuerlichen Wahrnehmungen nur bestätigen, dass eine solche Besetzung hier gebilligt würde.

Aus verschiedenen Unterhaltungen konnte ich hier entnehmen, dass man eine faktische Geltendmachung des Besetzungsrechtes als die sicherste Grundlage für eine definitive Lösung der *Savoyerfrage* ansehe.

Zur Verhütung von Missverständnissen füge ich bei, dass alle hierüber gepflogenen Unterhaltungen vollständige Privatgespräche waren; wogegen ich es für unsern Interessen förderlicher gehalten hätte, wenn sich der hohe Bundesrath seiner Zeit hätte entschliessen könne, die vor 10 Jahren sistirte diplomatische Behandlung der Sache wieder aufzunehmen.

310

E 2300 Paris 23

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, J. Dubs**Copie
RP*

Paris, 17 décembre 1870

Un grand nombre de journaux parisiens continuent à s'occuper de l'*affaire de la Savoie*. La plupart le font dans un sens plutôt hostile, sauf la *Vérité* dont l'article favorable à la Suisse a été reproduit dans le *Journal des Débats*. Un journal d'hier, *Le Réveil*, disait que la Suisse, croyant la France à l'agonie, voulait en profiter pour lui *voler* une partie de son territoire. Cela vous indique le ton adopté par cette presse.

J'ai tenu en conséquence à aller aux informations et à chercher à apprendre si le Gouvernement de la Défense nationale avait reçu avis d'une entrée des troupes suisses en Savoie. Je me suis rendu hier au Ministère des Affaires Etrangères et j'ai eu, sur cette question, un entretien avec Monsieur Jules Favre. En voici le résumé succinct.

M. Jules Favre m'a dit que la seule nouvelle parvenue à ce sujet au Gouvernement était contenue dans une dépêche de Tours, du 7 Décembre; M. Gambetta l'informe du mouvement qui s'est produit dans la Savoie du Nord, pour demander l'occupation, et il ajoute que la Délégation de Tours a blâmé l'opinion émise par le Préfet. Rien de plus. M. Favre suppose que le Préfet aurait été favorable à l'occupation par les troupes suisses et qu'il aurait été désapprouvé par le Ministre de l'Intérieur de la Délégation. Il a ajouté que, quant à lui, il n'avait pas encore suffisamment étudié la question pour se permettre un jugement; que cependant dans son opinion, il envisage que la Suisse n'a pas à craindre la violation de sa neutralité et que sa position est entièrement sauvegardée par les déclarations données au début de la guerre par les Gouvernements des Etats belligérants¹; que dans cet état de choses, il ne voit pas la nécessité de prendre des mesures militaires. En terminant, M. Favre a ajouté qu'il avait du reste chargé la Direction politique de lui présenter un rapport sur l'ensemble de la question.

J'ai exposé aussi brièvement que possible à M. Favre le point de vue de la Suisse, en faisant observer que, d'après des nouvelles particulières datées du 11 Novembre, l'initiative de l'occupation par les troupes avait été réellement prise par les populations de la Savoie du Nord, qui auraient envoyé dans ce but des délégués à Berne. J'ai lieu de douter qu'une occupation ait été décrétée, mais je suis, depuis cette époque, sans aucune nouvelle de la Suisse.

L'occupation de Rouen, d'Amiens, d'Orléans, par les troupes allemandes, connue du public parisien hier seulement, par des dépêches de source française, ne paraît pas avoir découragé M. Jules Favre, et diminuer son intention de continuer la résistance. «Tout cela est bien triste, a-t-il dit. Mais en présence de l'attitude si patriotique de la capitale, en présence des nouvelles que nous recevons des diver-

1. Cf. nos 255, 259 et 260.

ses provinces, et qui constatent que le pays repousse absolument l'idée d'une cession de territoire, il ne nous reste pas autre chose à faire qu'à continuer la lutte. Nous pouvons être écrasés, mais nous ne voulons pas nous déshonorer.»

M. Favre regrette que son opinion, qui était aussi celle de M. Picard, de convoquer une Assemblée nationale, malgré le refus de ravitaillement proportionnel dont la rupture des négociations d'armistice avait été la conséquence, n'ait pas été partagée par la majorité du Gouvernement. M. le Ministre des Affaires Etrangères a exprimé la conviction que l'Assemblée nationale aurait donné une grande force à la défense, parce qu'elle aussi aurait repoussé avec autant d'énergie que le Gouvernement lui-même, l'idée d'un démembrement de la France.

Vous pouvez voir, Monsieur le Président, d'après ces communications très confidentielles, que nous ne paraissions pas encore être parvenus au terme de cette guerre. A Paris, la population paraît décidée à continuer la résistance, aussi longtemps que la famine ne l'obligera pas à céder. Même en cas de reddition de Paris, l'opinion paraît en général se prononcer dans ce sens que la lutte sera continuée dans les Départements. On croit avoir encore ici des vivres pour quelques semaines, mais la misère augmente d'intensité de jour en jour.

La Légation est en mesure d'en constater les douloureux effets dans la colonie suisse. L'absence complète de travail a tellement épuisé toutes les ressources, que bon nombre de nos compatriotes mourraient littéralement de faim si la Légation et la Société de bienfaisance ne faisaient, chacune de leur côté, des sacrifices considérables pour distribuer sur une grande échelle des bons de pain et des bons pour les fourneaux économiques (Sparspeiseanstalten) de la ville de Paris. Je me permettrai de vous transmettre de nouveaux détails sur cette question de l'assistance pendant le siège, après la fin de l'investissement.

J'espère que vous aurez bien reçu, Monsieur le Président, mes trois derniers rapports officiels, N^{os} 1694, 1731 et 1769, expédiés par ballon les 4, 26 Novembre et 8 Décembre², ainsi que mes lettres personnelles expédiées le 19 Novembre et le 16 Décembre³, par le courrier de M. Washburne. Je vous prie de vouloir bien me faire adresser mes correspondances et les lettres expédiées sous mon couvert, régulièrement tous les huit jours, en les envoyant à *Mr. Stevens, 17, Henriet Street, Covent Garden, London*; elles pourront de là m'être adressées fermées par l'entremise de M. Washburne, Ministre des Etats-Unis à Paris. Vous concevez combien est naturel ce sentiment et combien serait vive ma reconnaissance, si vous me faisiez à cette occasion parvenir quelques indications sur ce qui se passe en Suisse de plus important. L'Assemblée fédérale s'est-elle réunie? A quoi en est la question de la Savoie? A quoi en est la lutte des Trans-Cénériens dans le Canton du Tessin? On me demande souvent aussi si la plupart des habitants de Strasbourg ont quitté la Suisse pour rentrer chez eux? Voilà tout autant de points importants sur lesquels des éclaircissements me seraient précieux.

Dans votre office du 11 Novembre⁴, vous mettez à ma disposition Fr. 20 000 pour les blessés français, mais je n'ose pas agir dans cette question d'après ma manière de voir personnelle, sans vous avoir consulté. L'ambulance suisse qui,

2. Non reproduits.

3. Non retrouvées.

4. Non retrouvé.

actuellement, ne donne asile qu'à des blessés *français*, s'est fondée par le produit de souscriptions de la colonie suisse dont le montant a été d'environ vingt mille francs. Vers la fin du mois, notre ambulance sera presque à bout de ressources, parce que le nombre des blessés a été plus considérable qu'on ne l'avait prévu, et que le siège se prolonge au-delà de toute attente. Une nouvelle souscription dans la colonie suisse, si durement frappée elle-même, ne produirait sans doute pas la somme suffisante, et cependant les blessés recueillis ne peuvent être abandonnés. Ne serait-il pas possible d'affecter une partie, la moitié au moins, de cette somme à l'ambulance suisse? Le but de venir en aide aux blessés français serait atteint, mieux encore qu'en la remettant à l'*Internationale*, appelée à soigner de nombreux blessés allemands; le contrôle serait aussi plus efficace, puisque des Suisses seuls seraient appelés à faire usage de ces fonds. Quant au solde, il pourrait être remis à l'intendance française, l'*Internationale* disposant déjà de millions et ne vouant pas ses soins aux Français exclusivement. Vous m'obligeriez en me faisant connaître vos directions sur ces divers points. Si la salle suisse n'a plus de blessés allemands, c'est parce qu'on a trouvé préférable de réunir tous ceux-ci dans une même salle de l'ambulance protestante, située dans le même bâtiment que l'ambulance suisse. J'ignore comment vous avez procédé pour les 20 000 fr., envoyés par vous en Allemagne pour les blessés.

A Paris, parmi les Français et particulièrement parmi les Suisses, l'opinion se prononce très fortement contre l'occupation de la Savoie par nos troupes.

[...]

Aucune lettre de votre part depuis celles des 11 et 18 Novembre.

311

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP
Confidentiell

Berlin, 22. Dezember 1870

Handhabung der Neutralität.

Obgleich mir erst vorgestern noch Hr. v. Thile seine Anerkennung über die loyale Handhabung der Neutralität Seitens der Schweiz aussprach, so will ich doch nicht unterlassen mitzutheilen, dass hie und da Hetzartikel gegen die Schweiz unter dem Vorwand mangelhafter Neutralitätshandhabung in der Tagespresse erscheinen, so namentlich wegen den Pferdeankäufen für französische Rechnung etc. (Belgien hat nun, durch die immerwährende Hetzerei eingeschüchtert, auch die Pferdeausfuhr verboten.) Aus Privatmittheilungen weiss ich auch, dass man hier von Werbebüreaux in Baseler Wirthshäusern u. anderswo spricht, wohin sich die jungen Elsässer wenden, um Verpflegung und Reisegeld nach Frankreich zu erhalten. Ob sich diese Gerede im Zusammenhange mit in Bern schon gemachten oder noch zu machenden Reklamationen befinden, kann

ich nicht beurtheilen. Jedenfalls wird von solchen hier gesprochen u. ich bin über das Stattfinden von solchen schon befragt worden.

Die Neutralitätsbotschaft¹ wurde hier sehr bemerkt u. hat, wie ich annehme, im allgemeinen einen günstigen Eindruck gemacht. Minister Delbrück schien von der Stelle frappirt, dass der Bundesrath mit *Sorge* die Möglichkeit der Abtrennung des Elsasses v. Frankreich in Aussicht genommen. Auch ein einflussreicher Rath des Bundeskanzleramtes nahm Bezug auf die angeführte Stelle. Abgesehen von den für diese Sorge in der Botschaft selbst angeführten Motiven, gab ich den Herrn einige Erläuterungen über die besondern Handels- u. Verkehrs-Interessen Basel's, namentlich seine Beziehungen zu Havre u. Marseille nach dem jetzigen u. künftigen Stand der Dinge.

Gotthardangelegenheit.

Hinsichtlich der Verlängerung des Gotthardvertrages habe ich Herrn Delbrück die Schlussnahme der Bundesversammlung, wie mir solche aus der Tagespresse bekannt wurde, mitgetheilt. Er gewärtigt die offiziellen Mittheilungen u. würde seinerseits zu einem Vertragsabschluss über die Fristverlängerung in Berlin oder Bern Hand bieten. Im Laufe der Unterhaltung besprachen wir auch das erhöhte Interesse, das Deutschland durch Einverleibung v. Elsass u. Lothringen an der Gotthardbahn gewänne; u. von der Förderung des Unternehmens durch die Neuconstituierung Deutschlands.

Die auf den Gotthard bezügliche Stelle im badisch-hessischen Schlussprotokoll zum Bundesvertrag v. 15. Nov. 1870 (Drukfahne N° 6, Seite 6 oben der letzten Reichstagsverhandlungen) werden Sie vielleicht bemerkt haben.

1. Du 8 décembre 1870. Cf. FF 1870/III, pp. 823—861.

312

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, J. Dubs*

RP

Confidentiell

Berlin, 23. Dezember 1870

In Anknüpfung an meine gestrige Depesche¹ melde ich Ihnen, dass ich heute mit Herrn v. Thile eine Unterredung hatte in Betreff des hier kursirenden Gerüchts von einer bereits stattgehabten oder nächstens bevorstehenden «*freundlichen, jedoch eindringlichen*» Vorstellung Preussens in Bern über striktere Handhabung der schweizerischen Neutralität.

Hr. v. Thile versicherte mich neuerdings, dass ihm zur Zeit keine thatsächliche

1. Cf. n° 311.

Beschwerde gegen die Schweiz bekannt sei, u. dass weder er mit Geltendmachung einer solchen beauftragt sey, noch auch irgend welche Kenntniss davon habe, dass direkt von Versailles aus eine solche angebracht worden sey oder werden solle. Sollte irgend etwas einlangen, so würde er mich selbst davon in Kenntniss setzen. Hr v. Thile sprach die Meinung aus, derartigen Zeitungsgerüchten liege vielleicht die Absicht zu Grunde, in der Schweiz die Stimmung gegen Preussen zu verbittern.

Ausser Zweifel ist, dass man im auswärtigen Amt hier dermalen gegen die Schweiz durchaus nicht verstimmt ist. Vielseitig höre ich die Neutralitätsbotschaft² als sehr gut abgefasst loben.

Sicher ist dagegen, dass vor einiger Zeit aus dem Elsass hierher die Meldung gelangte, welche bestimmte Wirthshäuser in Basel als Werbedepots bezeichnete. Es ist möglich, dass diese Meldung Bezug hatte auf gewisse Übelstände in Basel, welche durch die bekannten Massregeln des Bundesraths bereits schon als beseitigt zu betrachten sind, oder dass diese Meldung erst noch ihren Instanzenweg durchläuft, u. doch noch vielleicht schliesslich ans auswärtige Amt gelangen wird.

Die von Schweizerischen Localblättern mit so grossem Eifer verbreiteten Nachrichten über die zahlreichen Pferdeankäufe für Frankreich in der Schweiz, u. das unablässige Durchschlüpfen kleiner Trupps Elsässer u. Lothringer durch unsern Gränzcordon werden in der deutschen Presse mit ebensogrossem Eifer reproduziert und dienen zur thatsächlichen Grundlage für sehr überflüssige Hetzereien.

Sowohl in der Presse, als in den Gesprächen unterrichteter Personen mehrte sich hinsichtlich der Kriegführung eine gewisse Besorgtheit.

2. Cf. n° 311, note 1.

313

E 1001 (E) q 1/90

Le Conseil fédéral aux Légations de Suisse à Berlin et à Florence

Copie

L

Berne, 4 janvier 1871

Le délai fixé dans le traité du 20 Juin 1870¹ entre la Confédération Suisse, la Confédération de l'Allemagne du Nord et le Royaume d'Italie, concernant l'établissement d'un chemin de fer par le St. Gotthard (art. 2) pour procurer 85 millions de subsides, expire le 31 Janvier prochain, sans que la condition posée à l'art. 21 de la convention entre la Suisse et l'Italie, du 15 Oct. 1869², puisse être considérée comme remplie.

1. FF 1870/II, pp. 995—996.

2. Cf. ROX, p. 539.

Nous sommes, il est vrai, dans le cas de pouvoir remplir la condition relativement à la part des subsides imposés à la Suisse. Par note du 22 Décembre 1870³, Monsieur le Ministre d'Italie près la Confédération Suisse a aussi fait espérer qu'à la fin de Janvier 1871, les ratifications de ce traité entre la Suisse et l'Italie pourront être échangées. Par contre, on s'explique facilement que cela ne peut pas avoir lieu de la part de l'Allemagne, attendu que l'état de guerre a croisé et empêché les tractations y relatives.

Dans cet état de choses, il paraît être dans l'intérêt de toutes les parties que, par un arrangement à conclure entre les Etats intéressés, le délai fixé audit art. 2 soit convenablement prolongé, et c'est pourquoi nous croyons devoir proposer une conférence de Délégués des trois Etats principalement intéressés pour régler à nouveau l'affaire par un acte additionnel, encore dans le courant du mois de Janvier actuel.

Les représentants de la Confédération de l'Allemagne du Nord et de l'Italie à Berne étant déjà exactement au courant de l'affaire, nous estimons que le plus convenable serait que cette conférence eût lieu à Berne et nous nous permettons d'en faire la proposition.

3. *Non reproduite. Cf. E 13 (B) 72.*

314

E 1001 (E) q 1/90

Le Conseil fédéral aux Cantons

*Circulaire*¹

Berne, 9 janvier 1871

Aus den neuesten Berichten² unserer Gesantschaft in Paris (welche, beiläufig gesagt, natürlich nur sehr spärlich und unregelmässig hier eingehen können) erhellt, dass die in Paris lebenden Schweizer immer grössern Nothständen entgegen gehen, und dass der Herr Gesante, um dürftige und arbeitslose Landsleute vor dem Schrecklichsten, dem Tode durch Hunger oder Kälte, zu bewahren, sich veranlasst gesehen hat, bereits in den Monaten Oktober, November und Dezember kleinere oder grössere Unterstützungen zu verabreichen, deren Zulässigkeit schon durch unsere Schlussnahme vom 31. August³ abhin anerkannt worden war. Unsererseits haben wir dieses Verfahren durchaus gut geheissen und den Herrn Minister Kern ermächtigt, in wirklichen Nothfällen den in Paris eingeschlossenen Schweizern die unumgänglich erforderliche Hilfe angedeihen zu lassen, in der

1. *Reproduite dans FF 1871/I, pp. 43—44.*

2. *Par exemple nos 307 et 310.*

3. «Mit Telegramm vom 30. diess. ersucht die eidgenöss. Gesandtschaft in Paris um Ertheilung eines Kredits von unbestimmter Summe für die dürftigen Schweizer, welche dort der ganzen Schärfe des Ausweisungsdekretes verfallen. Es ist dem Gesuch des Hrn. Ministers auf dem Zirkulationswege entsprochen worden.» (*PVCF du 31 août 1870, E 1004 1/82, 3714*).

Meinung, dass über die heimatliche Angehörigkeit der Unterstützten und über das Mass der Beiträge angemessen Buch geführt werde, um später mit den einzelnen Kantonen Abrechnung pflegen zu können, sofern die Bundesversammlung es nicht für passend erachten sollte, die daherigen Auslagen auf Rechnung des Bundes zu übernehmen.

Indem wir die Ehre haben, Ihnen hievon Kenntniss zu geben, glauben wir uns der Erwartung hingeben zu können, dass die h. Stände mit Rücksicht auf die ganz ausnahmsweisen Verhältnisse nicht anstehen werden, eine Ersazpflicht für die zu leistenden Vorschüsse anzuerkennen, wie wir ebenso nicht zweifeln, dass die von uns getroffenen Verfügungen einer allseitigen Billigung entgegensehen dürfen.

Im weitem erklären wir uns gerne bereit, freiwillige Gaben zu Gunsten der eingeschlossenen Schweizerkolonie so gut als möglich an ihre Bestimmung zu vermitteln und die erforderlichen Schritte zu thun, welche zu dem gewünschten Ziele zu führen geeignet sein möchten.

315

E 1004 1/84

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 14 janvier 1871*¹

174. Aufgebot der 13. Infanteriebrigade der 5. Division.

Vortrag des Militärdepartementes. Mündlich.

Der Vorsteher des Militärdepartementes bringt ein an denselben eingelangtes Schreiben des *Kommandanten der III. Division Hrn. Oberst Aubert* vom 13. diess² zur Kenntniss, wesentlich folgenden Inhalts: er insistire nochmals auf der Nothwendigkeit einer Schlussfassung über die Massregeln, welche geeignet seien, den verschiedenen Eventualitäten, welche eintreten könnten, zu begegnen. Die Gränzbesezungstruppen, welche bisher aufgestellt seien, haben bis jezt ausgereicht, weil unsere Gränzen von den Preussen respektirt worden seien, sie würden jedoch nicht mehr genügen, wenn ein grösseres französisches Korps von den Deutschen auf Schweizergebiet hinüber gedrückt werden sollte. Auch eine andere Eventualität könnte sich ergeben, wo die Schwäche unseres Besezungskorps bedauert werden müsste, diejenige nämlich, dass ein französischer General, wenn er es möglich finden sollte, einen Sieg über die Deutschen zu erringen, ohne Beachtung der Neutralität schweizerisches Gebiet dazu benutzen würde, um die Belagerung von Belfort aufzuheben und dadurch einen Weg nach dem Elsass und den Vogesen zu gewinnen. In diesem Falle würde das Gebiet zwischen Damvant und Boncourt, bezw. Damvant und Bonfol, von der schwachen Infanteriebrigade,

1. *Absent: P. Cérésolle.*

2. *Non retrouvée. Autres documents, cf. E 27/13324.*

die jetzt an der Gränze stehe, nicht gehalten werden können und die Vorposten würden wegen ihrer Entfernung von einander einzeln aufgehoben werden, ohne dass man im Hauptquartier etwas davon wüsste. Wenn nun die Unverletzbarkeit des schweizer. Gebiets vertheidigt werden müsse, so sei das Vertheidigungskorps um wenigstens eine Division zu verstärken und in kürzester Frist aufzustellen usw.

Mit Rücksicht hierauf u. auf die Wichtigkeit der Sache hat das Militärdepartement beantragt und der Bundesrath beschlossen:

es sei die *13. Infanteriebrigade (Pfyffer) von der V. Armee-Division sofort aufzubieten* und an die betreffende Gränze zu senden, nämlich Brigadestab und die Bataillone N° 9 Zürich, N° 14 Thurgau und N° 71 Schaffhausen nebst der 8. Batterie N° 4 von Zurich und der 4. Batterie N° 49 Aargau.

316

E 2200 Paris 1/83

*Le Chancelier de la Confédération d'Allemagne du Nord, O. von Bismarck,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

N¹

Versailles, 17 janvier 1871

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre du 13 de ce mois², signée par vous et Monsieur le Ministre des Etats-Unis, ainsi que par plusieurs des agents diplomatiques accrédités antérieurement à Paris, par laquelle vous me demandez, en invoquant les principes du droit des gens, d'intervenir auprès des autorités militaires pour que des mesures soient prises qui permettraient aux nationaux, des signataires, de se mettre à l'abri, eux et leurs propriétés, durant le siège de Paris.

Je regrette qu'il me soit impossible de reconnaître que les réclamations, que les signataires de la lettre me font l'honneur de m'adresser, trouvent dans les principes du droit international l'appui nécessaire pour être justifiées.

Il est incontestable que la résolution unique dans l'histoire moderne de transformer en forteresse la capitale d'un grand pays et de faire de ses environs un vaste camp fortifié renfermant presque trois millions d'habitants, a créé pour ces derniers un état de choses pénible et extrêmement regrettable. La responsabilité en retombe exclusivement sur ceux qui ont choisi cette capitale pour en faire une forteresse et un champ de bataille. Dans tous les cas, ceux qui ont élu leur domicile dans une forteresse quelconque et continuent de leur propre gré à y séjourner pendant la guerre, ont dû être préparés aux inconvénients qui en résultent.

Paris étant la forteresse la plus importante en France dans laquelle l'ennemi a concentré ses forces principales qui, de leurs positions fortifiées au milieu de la population, attaquent constamment les armées allemandes par des sorties et par le peu de leur artillerie, aucun motif valable ne peut être allégué pour exiger des

1. Cf. J. C. Kern, *Politische Erinnerungen. Frauenfeld 1877*, pp. 267–272.

2. Reproduite en annexe.

généraux allemands de renoncer à l'attaque de cette position fortifiée, ou de conduire les opérations militaires d'une manière qui serait en contradiction avec le but qu'il s'agit d'atteindre.

Je me permettrai de rappeler ici que, de notre côté, rien n'a été négligé pour préserver la partie paisible de la population appartenant à des pays neutres, des inconvénients et des dangers inséparables d'un siège. Le 26 septembre dr., le Secrétaire d'Etat, Monsieur de Thile, adressa une circulaire à ce sujet aux ministres accrédités à Berlin et je fis observer de mon côté, par une lettre en date du 10 octobre dr., à Son Excellence le Nonce Apostolique et aux autres agents diplomatiques résidant encore à Paris, que les habitants de la ville auraient à supporter désormais les effets des opérations militaires. Une seconde circulaire, en date du 4 octobre dr., s'attachait à faire ressortir les conséquences qui résulteraient pour la population civile de Paris d'une résistance prolongée jusqu'à son extrême limite. Le 29 du même mois, le contenu de cette circulaire fut communiqué par moi à Monsieur le Ministre des Etats-Unis d'Amérique, que je priai en même temps d'en donner connaissance aux membres du Corps diplomatique.

Il résulte, de ce qui précède, que les avertissements et les recommandations de quitter la ville assiégée n'ont pas fait défaut aux nationaux des Puissances neutres, quoique ces avertissements, inspirés par un sentiment d'humanité et par les égards que nous tenons à témoigner aux citoyens appartenant à des nations amies, soient aussi peu prescrits par les principes du droit international que la permission qui leur fût accordée de franchir nos lignes.

Les usages et les principes reconnus du droit des gens exigent encore moins que l'assiégeant avertisse l'assiégé des opérations militaires qu'il croit devoir entreprendre dans le cours du siège, comme j'ai eu l'honneur de le constater, relativement au bombardement, dans une lettre adressée à Monsieur Jules Favre, le 26 septembre dr. Il était évident que le bombardement de Paris devait avoir lieu, si la résistance était prolongée, et on devait, par conséquent, s'y attendre. Quoiqu'un exemple d'une ville fortifiée de cette importance et contenant dans ses murs des armées et des moyens de guerre aussi nombreux fût inconnu à Vattel, il dit à ce sujet :

«Détruire une ville par les bombes et les boulets rouges est une extrémité à laquelle on ne se porte pas sans de grandes raisons. Mais elle est autorisée cependant par les lois de la guerre lorsqu'on n'est pas en état de réduire autrement une place importante de laquelle peut dépendre le succès de la guerre ou qui sert à nous porter des coups dangereux.» Dans le cas actuel, il serait d'autant moins fondé d'élever une objection contre le siège de Paris que notre intention n'est nullement de détruire la ville, ce qui serait pourtant admissible d'après le principe émis par Vattel, mais de rendre intenable la position centrale et fortifiée où l'armée française prépare ses attaques contre les troupes allemandes et qui lui sert de refuge après leur exécution.

Je me permettrai enfin de vous faire remarquer, Monsieur le Ministre, ainsi qu'aux autres signataires de la lettre du 13 de ce mois, qu'après les avertissements que j'ai rappelés, il a été permis pendant des mois entiers aux neutres qui en faisaient la demande, de franchir nos lignes sans autre restriction que de faire constater leur nationalité et leur identité et que jusqu'à ce jour, nos avant-postes mettaient à la disposition des membres du Corps diplomatique et de ceux qui étaient

réclamés par leurs Gouvernements ou par leurs représentants diplomatiques, des sauf-conduits pour continuer leur voyage. Plusieurs des signataires de la lettre du 13 janvier cr. sont avertis, depuis quelques mois, qu'ils peuvent franchir nos lignes et ils ont depuis longtemps l'autorisation de leurs gouvernements respectifs de quitter Paris. Des centaines de nationaux des Puissances neutres, dont les représentants nous avaient adressé la même demande en leur faveur, se trouvent dans une situation analogue. Nous n'avons pas de renseignements authentiques sur les raisons qui les ont empêchés de profiter d'une permission qu'ils possèdent depuis si longtemps. Mais s'il faut en croire des communications particulières, ce sont les autorités françaises qui s'opposent à leur départ et même à celui de leurs représentants diplomatiques. Si cette information est exacte, il n'y aurait qu'à recommander à ceux qui sont forcés contre leur gré de séjourner encore à Paris, d'adresser leurs plaintes et leurs protestations aux représentants du pouvoir actuel. Dans tous les cas, je me crois autorisé d'après ce qui précède à ne pas admettre, en ce qui concerne les autorités allemandes, l'assertion contenue dans la lettre du 13 janvier que les nationaux des signataires auraient été «empêchés de se soustraire au danger par les difficultés opposées à leur départ par les belligérants.»

Nous maintiendrons même aujourd'hui l'autorisation accordée aux membres du Corps diplomatique de franchir nos lignes, que nous considérons comme un devoir de courtoisie internationale, quelque difficile et nuisible que puisse en être l'exécution pour les opérations militaires dans la phase actuelle du siège. Quant à leurs nombreux nationaux, je regrette de ne voir plus, à l'heure qu'il est, d'autre moyen que la reddition de Paris pour les mettre à l'abri des dangers inséparables du siège d'une forteresse. S'il était admissible sous le point de vue militaire d'organiser la sortie de Paris d'une partie de la population, que l'on peut évaluer à 50 000 hommes avec leurs familles et leurs biens, nous n'aurions pas les moyens de pourvoir à leur alimentation ni aux moyens de transport qui seraient nécessaires pour leur faire franchir la zone que les autorités françaises ont fait évacuer et dégarnir de leurs ressources avant l'investissement de la ville. Nous nous trouvons dans la triste situation de ne pas pouvoir subordonner l'action militaire aux sympathies que nous inspirent les souffrances de la population civile de Paris; notre ligne de conduite est rigoureusement tracée par les nécessités de la guerre et par le devoir de préserver nos troupes contre de nouvelles attaques de l'armée ennemie.

Après l'observation consciencieuse de la Convention de Genève dont nous avons fait preuve dans les circonstances les plus difficiles, il serait superflu de donner l'assurance que l'artillerie allemande ne dirige pas son feu avec intention sur des constructions occupées par des femmes, des enfants ou des malades. Par suite de la nature des fortifications de Paris et de la distance à laquelle se trouvent encore nos batteries, il est aussi difficile d'éviter que des bâtiments que nous désirerions épargner, soient endommagés par hasard, que de prévenir des blessures parmi la population civile qui sont à déplorer dans le cours de chaque siège. Si ces accidents pénibles, que nous regrettons sincèrement, se produisent à Paris sur une plus grande échelle que dans d'autres forteresses assiégées, il faut en conclure qu'on aurait dû éviter d'en faire une forteresse ou de prolonger la défense au-delà d'un certain terme. En aucun cas, il ne peut être permis à une nation quelconque, après avoir déclaré la guerre à ses voisins, de préserver sa forteresse principale de la reddition, en invoquant les égards de l'ennemi pour la population inoffensive,

les étrangers qui habitent la forteresse, ou les hôpitaux qui s'y trouvent et au milieu desquels ses troupes cherchent un asile dans lequel, après chacune de leurs attaques, elles pourraient à l'abri des hôpitaux en préparer d'autres.

Je vous prie, Monsieur le Ministre, de vouloir bien porter le contenu de ma réponse à la connaissance des signataires de la lettre du 13 janvier dr.

ANNEXE

E 2200 Paris 1/83

*Les Membres du Corps diplomatique à Paris,
au Chancelier de la Confédération d'Allemagne du Nord, O. von Bismarck*

Copie

N¹

Paris, 13 janvier 1871

Depuis plusieurs jours, des obus en grand nombre, partant des localités occupées par les troupes assiégeantes, ont pénétré jusque dans l'intérieur de la Ville de Paris. Des femmes, des enfants, des malades ont été frappés. Parmi les victimes plusieurs appartiennent aux Etats neutres. La vie et la propriété des personnes de toutes nationalités établies à Paris, se trouvent continuellement mises en péril.

Ces faits sont survenus sans que les soussignés, dont la plupart n'ont en ce moment d'autre mission à Paris que de veiller à la sécurité et aux intérêts de leurs nationaux, n'aient été par une dénonciation préalable mis en mesure de prémunir ceux-ci contre les dangers dont ils sont menacés et auxquels des motifs de force majeure, notamment les difficultés opposées à leur départ par les belligérants, les ont empêchés de se soustraire.

En présence d'événements d'un caractère aussi grave, les Membres du Corps Diplomatique présents à Paris, auxquels se sont joints, en l'absence de leurs Ambassades et Légations respectives, les membres soussignés du Corps Consulaire, ont jugé nécessaire, dans le sentiment de leur responsabilité envers leurs Gouvernements et pénétrés des devoirs qui leur incombent envers leurs nationaux, de se concerter sur les résolutions à prendre.

Ces délibérations ont amené les soussignés à la résolution unanime de demander que, conformément aux principes et aux usages reconnus du droit des gens, des mesures soient prises pour permettre à leurs nationaux de se mettre à l'abri, eux et leurs propriétés.

En exprimant avec confiance l'espoir que Votre Excellence voudra bien intervenir auprès des autorités militaires dans le sens de leur demande, les soussignés saisissent cette occasion pour Vous prier d'agréer, Monsieur le Comte, les assurances de leur très haute considération.

Signé:

Kern, Ministre de la Confédération Suisse.

B^{on} Adelswaerd, Ministre de Suède & Norvège.

C^{te} de Moltke-Hvitfeldt, Ministre du Danemark.

B^{on} Beyens, Ministre de Belgique.

B^{on} de Zuylen de Nijvelt, Ministre des Pays-Bas.

Washburne, Minister of the United States.

Ballivian y Roxas, Ministre de la Bolivie.

Duc d'Acquaviva, Chargé d'affaires de St-Marin & Monaco.

Henriquo Luiz Ratton, Chargé d'affaires de S. M. l'Empereur du Brésil.

Julio Thirion, Chargé d'affaires a. i. de la Rép. Dominicaine.

Attaché militaire et chargé des Affaires de Turquie Husny.

Lopez de Arosemena, Chargé d'affaires de Honduras & du Salvador.

C. Bonifaz, Chargé d'affaires du Pérou.

B^{on} G. de Rothschild, Consul Général d'Autriche-Hongrie.

1. Cf. J. C. Kern, *Politische Erinnerungen. Frauenfeld 1877*, pp. 265—267.

B^{on} Th. de Felkerzam, Consul Général de Russie.
 José M. Calvo y Feruel, Consul d'Espagne.
 L. Cerrutti, Consul Général d'Italie.
 Joaquin Proença Vieira, Consul Général du Portugal.
 Le Vice-Consul géant de Grèce, Georges A. Vuzos.

317

E 1004 1/84

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 21 janvier 1871

296. Antrag des Generals betr. Aufgebot der IV. Division.

Militärdepartement. Vortrag mündlich.

Die heutige Sizung ist auf den Wunsch des Militärdepartements einberufen worden, das sich durch eingegangene Nachrichten veranlasst gefunden, die Abhaltung derselben zu begehren.

Diese Nachrichten bestehen in *Telegrammen des im bernischen Jura kommandirenden Divisionärs Oberst Aubert* über die Ereignisse in der Umgebung von Montbéliard, die jedoch durch die heutigen Zeitungsberichte über den Rückzug der Armee von Bourbaki und das Vorgehen der deutschen Streitkräfte wesentlich berichtigt werden und

in einem Schreiben *des Generals Herzog an das Departement*, d. d. Basel 20. diess.¹

Lezterer findet die Sachlage im grossen Ganzen bedenklich genug, um auf sein *Begehren betreffend das Aufgebot der IV. Division* zurückzukommen, indem ihm die deutsche Kriegsführung dahin zu streben scheine, womöglich die französische Armee ganz oder theilweise in die Schweiz zu werfen; und umgekehrt ein Gleiches dürfte Bourbaki auszuführen beabsichtigen, wofern es ihm gelänge; einem solchen Ereigniss zu begegnen wäre aber die jezige Truppenzahl ungenügend. Werde ihm die IV. Division vom Bundesrathe verweigert, so entschlage er sich all und jeder Folgen, die aus dem Mangel an Truppen entstehen können.

Nach obgewalteter längerer Berathung über die Frage, wobei namentlich die Auffassung sich geltend machte, dass angesichts der neuesten Berichte vom Kriegsschauplaze die sofortige Einberufung der IV. Division nicht als nothwendig erachtet werden könne und deshalb davon Umgang zu nehmen sei, hat der Bundesrath sich schliesslich im Hinblike auf die bestimmte Erklärung des Generals betreffend Ablehnung aller Verantwortlichkeit dahin entschieden:

1. dem Begehren des Generals sei entsprechende Folge zu geben und das Aufgebot dahin zu erlassen, dass die Auszugstruppen der IV. Division in den kantonalen Sammelplätzen zur Verfügung des eidgenöss. Oberbefehlshabers zu halten seien.

1. *Non reproduit.* Cf. E 27/13324.

2. das Militärdepartement zugleich aber zu beauftragen, die Ausführung der Schlussnahme auf so lange zu verschieben, bis der Vorsteher mit dem General persönliche Rücksprache genommen und ihm die Anschauungen des Bundesrathes in der Sache zur Kenntniss gebracht haben wird.

Je nach dem Ergebniss dieser Besprechung ist sodann weiter zu verfahren.

318

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiell

Paris, 23. Januar 1871

Ich benütze den Courier, der die Antwort des diplomatischen Corps vom 23^{ten} Januar¹ auf die Note des Herrn Grafen von Bismark vom 17^{ten} gleichen Monats an letzteren zu übermitteln hat, um Ihnen in Berücksichtigung der Wichtigkeit und Dringlichkeit der Sache offiziell zu übersenden

1. die Note der noch in Paris anwesenden Mitglieder des diplomatischen Corps sowie einer Anzahl von Generalconsuln d. d. 13. Januar a. c.²,

2. die Antwort des Herrn Kanzlers des Norddeutschen Bundes vom 17^{ten} Januar³,

3. eine Abschrift des Schreibens, das ich im Auftrage der Signataires der Note vom 13^{ten} Januar an den Grafen von Bismark zu richten die Ehre hatte, d. d. 23. Januar a. c.

Da es rein unmöglich war, über die in diesen Dokumenten behandelte Frage vorerst Instruktionen einzuholen, so habe ich, wie meine Collegen, auf eigene Verantwortlichkeit so gehandelt, wie ich es den Interessen der meinem Schutze anvertrauten Landsleute und den Grundsätzen des Völkerrechts schuldig zu sein glaubte.

Mir vorbehaltend, über die Verhandlungen, welche unter den Unterzeichnern der Note vom 13^{ten} Januar stattgefunden haben, Ihnen später Bericht zu erstatten, wird es mir zur Pflicht, diese Aktenstücke *schon jetzt* mit ein Paar Bemerkungen zu begleiten, um Ihnen die Beurtheilung meiner Handlungsweise zu erleichtern.

Ich finde dies um so nothwendiger, als nach einstimmigem Beschlusse der Signataires der Note vom 13^{ten} auf verschiedene Punkte der Antwortnote in unserer Erwiderung ein näheres Eintreten unterblieben ist.

Es konnte nicht von ferne in unserer Absicht liegen, das Recht einer kriegführenden Macht zur Bombardirung einer befestigten Stadt zu schreiten, im äusser-

1. *Non reproduit. Cf. E 2300 Paris 24 et J. C. Kern, Politische Erinnerungen. Frauenfeld 1877, pp. 273—276.*

2. *Cf. n° 316, annexe.*

3. *Cf. n° 316.*

sten Falle und wenn die Kriegszwecke auf keinem andern Wege zu erreichen möglich sind, *irgendwie* zu bestreiten. Unser ganzes Bestreben ging dahin, für die bedrohten Interessen der Bevölkerung, die wir in Paris zu schützen berufen sind, diejenigen Rücksichten zu beanspruchen, welche wir glaubten gestützt auf das Völkerrecht und vielfache Precedentien mit allem Grunde geltend machen zu können.

Es liegt viel Wahres in dem, was Graf von Bismark sagt über die Gefahren, die es mit sich bringen müsse, eine Stadt von 2 Millionen Einwohnern zum befestigten Centralpunkt, zur Hauptfestung des Landes zu machen. Die Erfahrung, welche jetzt gemacht wird, zeigt diese Gefahren und Inkonvenienzen im vollsten Maasse. Allein Paris ist nun einmal nicht bloß eine Festung, sondern zugleich eine Stadt von 2 Millionen Einwohnern; und die letzteren, namentlich die Neutralen, können doch nicht wohl desswegen der sonst völkerrechtlich für Kriegsfälle anerkannten Garantien verlustig erklärt werden, weil die französischen Behörden seiner Zeit die Stadt mit Forts zu umgeben beschlossen haben.

Auch gegenüber einer mit Forts umgebenen Stadt muss in Berücksichtigung der Grundsätze des Völkerrechts und vielfacher Antecedentien schon aus Rücksicht auf die nicht Kombattanten und ganz besonders die Neutralen jedem Bombardement ein avertissement mit Fristansetzung vorausgehen.

Wenn in der Antwortnote von Grafen Bismark auf die grosse Anzahl der neutralen Bevölkerung in Paris hingewiesen und dabei von 50 000 solcher Einwohner gesprochen wird, so ist diese Zahl allerdings nicht zu hoch gegriffen; sondern noch beträchtlich *unter* der Wirklichkeit. Allein es wäre ein grosser Irrthum, vorzusetzen, dass viele Tausende von einer vor Beginn des Bombardements fixirten Frist zur Abreise Gebrauch gemacht hätten, während deren Transport und Alimentation unter jetzigen Umständen allerdings schwierig, nahezu unmöglich gewesen wäre.

Es ist allgemein bekannt, dass eine Reise von Paris durch Frankreich in *jeder* Richtung gegenwärtig mit mehr Gefahren verbunden ist, als der Aufenthalt in der Stadt selbst trotz des Bombardements. Nachdem unsere Note veröffentlicht war, kam eine Masse von Landsleuten zu mir, aber eine verhältnismässig *nur ganz kleine* Zahl derselben zeigte Neigung, sich den mit einer Abreise verbundenen Gefahren und Inkonvenienzen jeder Art auszusetzen. Das Gleiche war, wie ich weiss, bei neutralen andern Staaten der Fall.

Immerhin hätte man während der Frist unter ernster Vorstellung der Inkonvenienzen und Gefahren, die eine Reise mit sich bringe, den Betreffenden die Wahl lassen müssen, sich letzterem auszusetzen, wenn sie es dem Bleiben in einer belagerten Stadt vorgezogen haben würden.

Ogleich übrigens die Zahl der Abreisenden voraussichtlich eine mässige gewesen wäre, so hätte doch ein vorausgehendes avertissement mit Festsetzung einer Frist von ein Paar Tagen für die Nichtkombattanten, also namentlich für alle Neutralen, einen grossen Werth gehabt. Sie hätten, auch wenn sie zu bleiben vorgezogen haben würden, die angesetzte Frist benutzt, um für ihr Leben sowie werthvolles leicht transportirbares Eigenthum, sei es in ihren Kellern oder in Wohnungen der dem Bombardement noch nicht ausgesetzten Viertel der Stadt, Schutz und Sicherheit zu suchen. Es hätten z. B. Vorsteher von Erziehungs- oder andern öffentlichen Anstalten für ihre Schutzbefohlenen, wie es die Pflicht

gebot, während dieser Frist in den nicht bombardirten Stadttheilen leicht Sicherheit finden können, und es wäre dann nicht der traurige Fall eingetreten, dass Schutzbefohlene von Erziehungs- und Krankenanstalten durch obus getödet oder verwundet wurden, weil eine Übersiedlung in sichere Quartiere durch das plötzlich eingetretene Bombardement unmöglich gemacht worden ist. Es wäre demnach manches ganz unschuldige Opfer weniger zu beklagen als jetzt.

Dass die Erreichung des Kriegszweckes ausgeschlossen worden wäre, wenn nach mehr als dreimonatlichem Zuwarten noch circa 2 Tage oder auch nur 24 Stunden länger zugewartet worden wäre, um in irgend einer Weise den Nichtkombattanten zu gestatten, vor dem Bombardement Schutz zu suchen, wird wohl niemand behaupten.

Die Unterlassung einer vorherigen Anzeige ist um so mehr zu bedauern, als die allgemeine Ansicht dahin geht, und ohne Rückhalt der Wahrheit gemäss auch in der Öffentlichkeit in diesem Sinne ausgesprochen wird, dass das Bombardement die Übergabe der Stadt selbst nicht um einen einzigen Tag befördert, und dass letztere nur eintreten wird, wenn Mangel an Lebensmitteln und bevorstehende Hungersnoth solche unvermeidlich macht.

Es ist aber noch ein anderer Gesichtspunkt, der auch nach wiederholter und sorgfältiger Prüfung der vom Grafen Bismark gegen unsere Note vorgebrachten Einwendungen es mir zur Pflicht machte, an der unterm 13^{ten} Januar erhobenen Reklamation festzuhalten, und zwar folgender:

Es ist Ihnen aus meinen offiziellen durch Vermittlung des Bundesrathes an die hohen Regierungen von Bayern und Baden gerichteten Rapporten bekannt, dass ich wiederholt die Initiative ergriffen hatte, und dabei von Washburne unterstützt wurde, um gegen das Verfahren, welches von französischen Behörden gegen die unschuldigen deutschen Bewohner von Paris bei Anlass der allgemeinen Expulsion derselben eingeschlagen worden ist, *energisch* zu *reklamiren* und dass ich nachdrücklich und wiederholt sowohl beim Minister des Äussern als dem des Innern darauf drang, die Prinzipien des modernen Kriegsrechtes zu berücksichtigen, welche verlangen, dass ein Staat *den andern Staat*, nicht aber *unschuldige* Nichtkombattanten als seinen Feind behandeln dürfe. Die Regierungen von Baiern und Baden haben dies nicht nur gebilligt; sondern mir für mein energisches Auftreten in dieser Richtung offiziell durch Ihre Vermittlung ihre Anerkennung und ihren Dank ausgesprochen. Wie hätte ich es vor meiner Oberbehörde, vor meinen beteiligten Landsleuten, vor der öffentlichen Meinung und vor mir selbst verantworten können, wenn ich nicht in Berücksichtigung der gleichen Prinzipien des modernen Völkerrechtes bei kompetenter Stelle Schritte gethan hätte, um so weit immer möglich die bedrohten so wichtigen Interessen einer so grossen Zahl von in Paris weilenden *Mitbürgern* in Schutz zu nehmen. Ich glaube voraussetzen zu dürfen, dass selbst die beteiligten Regierungen der Kriegführenden Deutschlands eine solche Inkonsequenz mir nicht zumuthen würden.

Washburne ist in dieser Beziehung in einer ganz ähnlichen Stellung wie ich, weshalb wir auch von Anfang bis zu Ende in allen diesen Fragen ganz einig gingen.

Was die Frage selbst betrifft, ob es den Prinzipien und Gebräuchen des Völkerrechtes entgegen sei, wenn eine befestigte Stadt ohne vorausgehende Anzeige bombardirt wird, so würde es mich zu weit führen, die Belege für unsere Ansicht aus der Litteratur über Völkerrecht und aus der Kriegsgeschichte nachzuweisen.

Ich will mich daher darauf beschränken, nur zwei wohlbekannte Autoritäten zu zitieren:

1. Martens: Précis du droit des gens moderne: «Il est conforme aux lois de la guerre de sommer au moins une fois la place forte assiégée, avant de commencer le bombardement; souvent les sommations se répètent».

2. «Das moderne Völkerrecht der civilisirten Staaten als Rechtsbuch dargestellt von Dr. Bluntschli», Professor an der Universität zu Heidelberg, Seite 310, § 554: «Die gute Kriegssitte verlangt, dass der Belagerer, wenn es thunlich erscheint, vor dem Bombardement eines Platzes die Absicht dazu ankündige, damit die Nichtstreiter, insbesondere Weiber und Kinder entfernt oder sonst in Sicherheit gebracht werden. Indessen kann Überraschung mit einem Bombardement nöthig sein, um den Platz bald zu gewinnen, und *dann* ist die Unterlassung jener Anzeige gerechtfertigt».

Voir Commentar zu diesem Artikel, von Bluntschli, wo sich letzterer folgendermassen ausdrückt: Am. Kr. 19: «Es entspricht diese Sitte dem Wesen des Kriegs als eines Streites zwischen Staat und Staat und nicht mit den Privaten. Möglichste Schonung dieser ist das Kennzeichen der civilisirten Kriegsführung. Um die Bewohner grosser Städte möglichst von den Gefahren des Kriegs zu bewahren, werden daher diese Städte meistens als *offene Plätze* dem Sieger überlassen, und nicht als *feste Plätze* gegen die Belagerung vertheidigt. *Aber auch im letzteren* Falle erfordert es die Menschlichkeit, dass die friedlichen Bewohner gewarnt werden, bevor die Stadt beschossen wird, wenn irgend der Gang des Krieges es gestattet. Nur in den dringendsten Fällen wird ein plötzlicher Überfall, verbunden mit einer raschen Beschiessung sich als militärische Nothwendigkeit vertheidigen lassen».

Dass es im vorliegenden Falle nicht um eine Überraschung sich handelte und dass nach mehr als 3½ monatlicher Belagerung eine Ankündigung mit Frist von ein Paar Tagen oder allerwenigstens 24 Stunden nicht möglich gewesen wäre, wird wohl kaum behauptet werden.

Erlauben Sie mir noch ein Paar spezielle Bemerkungen:

Ich muss vor Allem in Übereinstimmung mit dem in der Note vom 23^{ten} Gesagten erwähnen, dass Graf Bismark den zwei von mir gestellten Gesuchen für saufconduits zuerst für 16 und später für 165 Schweizer mit grösster Zuvorkommenheit entsprochen und unverzüglich die nachgesuchten saufconduits ertheilt hat. Wenn ich von denjenigen für die 2^{te} Liste von Schweizern nicht Gebrauch machen konnte, so ist es ausschliesslich den Umständen zuzuschreiben, dass mir der französische Minister des Äussern auf mein diesfälliges Nachsuchen folgendes geantwortet hat:

«J'ai le regret de vous apprendre que depuis une semaine M. le Gouverneur de Paris, par des raisons impérieuses tirées de la nécessité de la défense, a *suspendu* toutes les sorties. Si j'ai tardé à vous faire connaître cette décision, c'est que j'espérais qu'il serait possible de la modifier en ce qui concerne vos nationaux et qu'il m'eut été infiniment agréable de pouvoir me conformer à votre désir. Je n'oublierai jamais les témoignages de sympathie, que vous voulez bien nous donner par votre courageuse persistance à partager nos épreuves et nos dangers et j'aurais été heureux de vous en prouver ma gratitude en vous mettant à même d'obliger vos nationaux».

Ähnliche Gesuche von andern Gesandten oder von Consulen wurden durch Trochu im November ebenfalls ablehnend beantwortet. Erst unterm 12^{ten} November⁴ bei Anlass der Autorisation für Abreise von 165 Schweizern schrieb mir dann Graf Bismark folgendes:

«Neuere Erfahrungen, durch welche nachgewiesen wird, dass mit der Erlaubniss, unsere Linien zu passiren, auch *von Fremden* Missbrauch getrieben worden ist, haben die Militärbehörden bestimmt, von jetzt an eine solche Erlaubniss überhaupt nicht mehr zu ertheilen».

Mehrere Gesandte und Consuln erhielten um die gleiche Zeit die gleiche Erklärung mit Bezug auf die Zukunft.

Es wird Sie vermuthlich interessiren zu erfahren, auf welche diplomatische Agenten es sich bezieht, wenn in der Antwortnote bemerkt wird:

«Plusieurs des signataires de la lettre du 13 janvier dernier sont avertis depuis quelques mois qu'ils peuvent franchir nos lignes et ils ont depuis longtemps l'autorisation de leurs gouvernements respectifs de quitter Paris».

Es können diese Worte sich *nur* beziehen auf die Minister von Schweden, Dänemark, Belgien und Holland, welche vom Grafen Bismark schon längst saufconduits erhalten, aber aus Rücksicht auf die grossen Inkonvenienzen, welche schon seit einiger Zeit mit einer Reise durch Frankreich verbunden sind, vorzogen, davon keinen Gebrauch zu machen.

Was meine Person betrifft, so betrachtete ich es anfänglich schon als eine Folge Ihrer Instruktionen, welche mich anwiesen, die französische Republik und ihre Regierung anzuerkennen⁵, bis auf spezielle neue Weisung am Sitze der französischen Regierung mich aufzuhalten. Später, unterm 11^{ten} November⁶, schrieb mir Ihr Amtsvorgänger:

«Wir würden einem etwaigen Wunsch von Ihrer Seite, Paris zu verlassen, nichts in den Weg legen, allein es freut uns, dass Sie bleiben».

Obleich ich in Folge dieser Mittheilung einer Zustimmung zu einem allfälligen Gesuche, Paris verlassen zu können, gesichert war, so hielt ich doch für *weit besser*, auf meinem Posten auszuharren, theils weil ich täglich vernehmen konnte, dass die schweizerische Kolonie diess sehr gerne sah, theils weil ich mich selbst überzeuge, dass meine Anwesenheit in Paris mit Rücksicht auf die grosse stets zunehmende Zahl von Rath und Hülfe suchenden Landsleuten durchaus nothwendig und daher meine Pflicht sei. Zudem kam mir immer vor, in schwierigen Zeiten sei ein Beamter und ganz besonders ein republikanischer, seinem Amt und seinem Lande schuldig, *sogar den Schein zu vermeiden*, als wolle er in ängstlicher Sorge für seine persönliche Sicherheit von den Vortheilen seiner bevorzugten Stellung Gebrauch machen. Ich habe daher niemals auch nur für eine eventuelle Abreise einen saufconduit nachgesucht, entschlossen in Paris das Schicksal meiner Landsleute bis zum Schlusse dieser schweren Krisis zu theilen, welches es auch immer sein möge.

Ich hoffe die oben bezüglich der mit dem Grafen Bismark gewechselten Correspondenz enthaltenen Bemerkungen werden mich in Ihren Augen rechtfertigen,

4. *Non reproduit.* Cf. E 2/500.

5. Cf. n° 286.

6. *Non retrouvé.*

wenn ich auch nach ernster Prüfung der in der Antwort vom 17^{ten} Januar erhobenen sehr einlässlichen Einwendungen es dennoch als Pflicht betrachtete, an dem Begehren unserer Note vom 13^{ten} Januar festzuhalten.

Es wird Ihnen bei Prüfung der ausgewechselten Noten nicht entgehen, dass wenn Graf von Bismark und die Vertreter der neutralen Staaten auch weit auseinander gehen in Bezug auf die Auffassung der Prinzipien des Völkerrechts, von beiden Seiten dagegen gleichmässig Alles vermieden wird, was mit den in so aufgeregten Zeiten doppelt zu beachtenden Rücksichten betreffend Ruhe und Mässigung in der Form nicht in Einklang wäre! Ich darf mich auf das Zeugniß meiner Collegen berufen, dass ich von Anfang bis zu Ende Ruhe und Mässigung in der Form und Ausdrucksweise nachdrücklich befürwortet und dadurch wesentlich zur Einstimmigkeit in unseren Entschliessungen mitgewirkt habe.

Wenn erfahrungsgemäss in so aufgeregten Kriegszeiten die Stellung der neutralen Regierungen immer schwierig und nicht selten der Missdeutung ausgesetzt ist, so ist das gleiche der Fall bei ihren diplomatischen Vertretern.

Sorgfältige und gewissenhafte Vermeidung jeder Handlung, welche mit Grund als eine Hintansetzung der Verpflichtung, welche die Neutralitätsstellung auferlegt, betrachtet werden könnte, wird für beide zur doppelten Pflicht bei einem Lande, dessen Neutralität von ganz Europa garantirt ist.

Aber eben so getreu und eben so entschieden haben die Regierungen und ihre diplomatischen Vertreter auch jene Verpflichtungen zu erfüllen, nach welchen ihnen obliegt, Leben und Eigenthum ihrer Mitbürger unter allen Verhältnissen nach besten Kräften in Schutz zu nehmen.

Über die Situation in Paris kann und darf ich mich aus naheliegenden Gründen nicht aussprechen; Eines aber brauche ich Ihnen nicht zu verhehlen, weil ich es schon seit dem 4^{ten} September in offiziellen und nichtoffiziellen Kreisen bei jedem Anlass *ohne allen Rückhalt* als meine persönliche Überzeugung ausgesprochen habe: Die provisorische Regierung hätte schon in der ersten Woche September, wo sie noch alle Zeit hatte, eine Nationalversammlung in eine andere Stadt als Paris einberufen und nur solange die *immense* Verantwortlichkeit, die sie sich vindiziert hat, für sich allein übernehmen sollen, bis die Nation durch Wahlen ihre Stimme hätte abgeben und ihre Repräsentanten eine gesetzliche Regierung hätten bestellen können.

Diese Ansicht ist zwar allerdings auch schon in den ersten Tagen nach dem 4^{ten} September in der Regierung vertheidigt worden, leider aber in der Minderheit geblieben.

Eine Regierung, welche sich auf gesetzliche Wahlen der *sehr weit* überwiegenden Zahl von Departements hätte berufen können, hätte nach Innen und Aussen eine ganz andere Stellung gehabt, als ein Gouvernement, das nur die Vertreter der Hauptstadt in sich schloss, und kein legaler Ausdruck des Nationalwillens war.

Der Umstand, dass einige Departements bereits mit fremden Truppen überzogen waren, schien mir niemals ein hinreichender Grund zu sein, die Ausübung des Suffrage universel für eine Nationalversammlung, die allein über Existenzfragen zu entscheiden hat, *für die gesammte Nation Monate lang zu sistiren*. Wie Sie sich erinnern werden, habe ich mich schon in einer früheren Depesche sehr entschieden in diesem Sinne ausgesprochen, wie das gleiche auch von zwei Mitgliedern der provisorischen Regierung mir gegenüber geschehen ist.

Bezüglich der Situation *der schweizerischen Colonie in Paris*, die noch immer in *sehr grosser* Zahl sich hier aufhält, und des Nothzustandes, den der Krieg auch für sie mit sich brachte, beziehe ich mich auf die Darstellung, welche Sie in dem an die Regierungen von Waadt, Genf und Neuenburg gerichteten Dankschreiben für erhaltene Unterstützungen finden.

Die traurigen Folgen, welche ein Belagerungszustand, der schon mehr als 4 Monate andauert, auch für unsere Mitbürger hatte, werden noch längere Zeit ihren bedenklichen Einfluss ausüben, und daher auch fortgesetzte Unterstützungen nothwendig machen.

Möge das Ende dieses furchtbaren Krieges und die von ganz Europa so sehnlich gewünschte Wiederherstellung des Friedens nicht mehr lange auf sich warten lassen!

319

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Confidentiell

Berlin, 27. Januar 1871

In theilweiser Beantwortung Ihrer geehrten, mir sehr willkommenen Depesche, für welche ich Ihnen meinen verbindlichsten Dank ausspreche, habe ich die Ehre Ihnen folgendes zu erwiedern:

In meiner confidentiellen Depesche von (Anfangs) Dez. 1870 schrieb ich Ihnen: «Was die Stimmung an massgebender Stelle in Berlin hinsichtlich einer möglichen Besetzung Savoyen's Seitens der Schweiz in Folge des Wiener u. Pariser Vertrages betrifft, so kann ich aus neuerlichen Wahrnehmungen bestätigen, dass eine solche Besetzung hier gebilligt würde¹.»

Ich allegirte damals keine speziellen Äusserungen der betreffenden Persönlichkeiten, weil ich solche Mittheilungen während der Session der Bundesversammlung, wo alle Aktenstücke auf den Kanzleitisch gelegt werden, sowohl mit Rücksicht auf die möglichen Missdeutungen in Bern, als auch mit Rücksicht auf die allgemeine Zeitlage u. die mir obliegende Diskretion nicht für angemessen hielt.

Jetzt, da Sie in Ihrer Depesche quasi den Wunsch äussern, über hierauf bezügliche unzweideutige Äusserungen Kenntniss zu erhalten, um in dieser Beziehung vollständig ins Klare zu kommen, so stehe ich in Folge einer mit Hr. v. Thile heute gepflogenen Unterhaltung nicht an, einige hierauf bezügliche Äusserungen des Hr. v. Thile selbst anzuführen, wobei ich bemerke, dass ich immerhin wünschen muss, dass über den Inhalt dieser *rein persönlichen* Unterhaltungen dorten das nöthige Stillschweigen bewahrt werde.

In einer Unterhaltung v. Anfangs Dezb. über die Kriegsbegebenheiten in Burgund äusserte ich meine Ansicht dahin, dass die Schweiz in den Fall kommen

1. Cf. n° 309.

könnte, bei einer weiteren Verschiebung des Kriegstheaters nach Süden von ihrem Besetzungsrecht in Savoyen Gebrauch zu machen, worauf mir Hr. v. Thile erwiederte: «Faites, nous l'approuvons!» — Heute, die Situation Bourbaki's besprechend, u. die fernen Kriegseventualitäten ins Auge fassend, erinnerte ich ihn an die angeführten Worte u. fragte ihn, ob er heute noch in der Lage sey, den nämlichen Ausspruch zu thun. Er antwortete mir: «Jawohl, vollständig, u. zwar nicht bloss für den Fall, dass sich der Krieg noch mehr nach dem Süden ziehe, sondern auch für jetzt sofort. Ihre Regierung steht zu uns in guten Beziehungen. Sie haben ein vertragsmässiges Recht der Besetzung, u. wenn ich Ihnen dieses sage, so brauche ich vorerst gar nicht in Versailles anzufragen.»

Sollte diese Versicherung etwas dazu beitragen können, herrschende Bedenken zu beseitigen, so wird die Zeit, eine Besetzung noch vollziehen zu können, voraussichtlich eine kurz zugemessene sein. Die in der Schweiz herrschenden politischen Sympathien u. Antipathien verhindern nun vielleicht, einen wahrscheinlich nie wiederkehrenden Moment zur Wahrung unserer reellen nationalen Interessen u. Rechte zu benutzen. Sympathien u. Antipathien wechseln aber mit allen politischen Zufälligkeiten, u. wenn morgen in Frankreich wieder das Kaiserreich restaurirt wird, so wechseln auch wieder unsere politische Empfindungen zur Kriegsfrage; und wenn auch Frankreich Republik bliebe, so bliebe solches in der Savoyerfrage doch unser Schuldner. Ob Frankreich Republik oder Monarchie, unsere Rechte, Interessen u. Beschwerden hinsichtlich Savoyens werden durch den Unterschied der Staatsform nicht berührt u. möge man nie sagen müssen, die Schweizerischen Staatsmänner hätten die Interessen u. die Rechte *ihres Landes* aus Sympathie für einen politischen Namen verscherzt, den sich ein *fremdes* Land vorübergehend beigelegt. Seit Jahrhunderten arbeitet die Schweiz schon an dieser Savoyerfrage u. jetzt, wo sie einen Schritt vorwärts gebracht werden könnte, soll sie wieder unwiederbringlich den Berg hinunter rollen!

Zur Ergänzung meiner heutigen Depesche dann kurz folgendes: Auf dem auswärtigen Amt wird zugegeben, dass Friedens- resp. Capitulationsunterhandlungen im Gange. Über Bedingungen verlautet noch nichts bestimmtes. Aus London u. Brüssel jubeln die Imperialisten Restauration; die kaiserlichen berühmten Namen tauchen da u. dort wieder auf. Lavalette sei in Versailles gewesen. Fleury sey v. Brüssel nach Wilhelmshöhe ab. Überall die lachendste Zuversicht. Wie ich Ihnen letzthin schon andeutete, erwahre es sich, dass Bismark die Vorlage seiner Friedensvorschläge an die einzuberufenden, noch zu Recht bestehenden Kammern des Kaiserreichs durchsetzen wolle, es letztern überlassend, über Staatsform u. dynastische Frage zu entscheiden. Dagegen habe Gambetta in Lille Fortsetzung des Krieges auch nach dem Fall v. Paris proclamirt u. gedroht, die Regierungsdelegation v. Bordeaux würde die Einberufung dieser Kammer zu hindern wissen etc. Vielerseits erwartet man für morgen die Nachricht der Capitulation v. Paris.

P. S. Zur Kaiserwürde hat Botschafter v. England bereits der Kaiserin gratulirt. Italienischer Gesandte fragte in Florenz wegen Beglückwünschung an. Ich sprach heute mit Hr. v. Thile hierüber u. sagte ihm, die Kaiserproklamation habe bei uns einen guten Eindruck gemacht. Für eine weitere Kundgebung warten wir Circularnote ab, was er billigte.

320

E 1004 1/84

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 31 janvier 1871

461. Vorbereitungen für die Aufnahme französischer Truppen.

Das Präsidium hat die Sizung auf den Wunsch des Militärdepartements angeordnet, dessen Vorsteher unter Mittheilung verschiedener Telegramme¹ Aufschlüsse über die *militärischen Verhältnisse im französischen Jura* gibt, nach welchen die *Möglichkeit eines massenhaften Übertrittes französischer Truppen auf herwärtiges Gebiet* immer wahrscheinlicher wird. In dieser Voraussicht und für den Fall, dass die Mannschaftszahl der über die Gränze gedrängten Franzosen nicht über 8.500 sich belaufen werde, hat das Departement bereits unterm 26. diess Anordnungen² für die Unterbringung der Leute in den der Eidgenossenschaft zur Verfügung stehenden Kasernen getroffen. Sollte indessen ein Übertritt in grossen Massen erfolgen, so müsste zum Mittel der Vertheilung der Mannschaft auf die Kantone, gegen Kostenersaz, nach Verhältniss ihrer Bevölkerungszahl, gegriffen werden. Um nun für alle Fälle, wenigstens hinsichtlich der nöthigsten Verproviantirung, vorzusehen, beantragt der Departements-Vorsteher:

ermächtigt zu werden, das Oberkriegskommissariat anzuweisen, hier heute noch soviel Brod baken zu lassen als möglich. Sollte der Übertritt gar nicht oder nur in beschränktem Masse erfolgen, so wäre das Departement zu ermächtigen, der allen Berichten zufolge ganz ausgesogenen und Mangel leidenden Bevölkerung der Gegend von Pontarlier und Morteau den Brodvorrath zuzuwenden und in Begleit von 1.000 Zentner Mehl und 500 Zentner Reis, nach vorgängiger Verständigung mit der preussischen Militärbehörde, durch Vermittlung des Hilfscomité in Neuenburg den Maires von Pontarlier und Morteau behufs Vertheilung an die Nothleidenden zur Verfügung zu stellen.

Der Antrag wird genehmigt und dem Departement die gewünschte Ermächtigung in der einen und der andern Richtung ertheilt.

1. *Non reproduits.* Cf. E 27/13324 et 13345 Band 2.

2. *Non reproduits.* Cf. E 27/13345 Band 2.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 1^{er} février 1871

467. Übertritt der I. französischen Armee auf Schweizergebiet,
Konvention u. Anordnungen.

Militärdepartement. Vortrag mündlich.

Anknüpfend an die gestrige Berichterstattung über den Rückzug der französischen Ostarmee auf Pontarlier, theilt der Departements-Vorsteher unter Vorlegung eines Berichts des Generals vom 31.¹ abhin über die Absendung eines Parlamentärs nach Pontarlier zur Eröffnung der herwärtigen Verfügung vom 27. v. Mts. betreffend die Rückweisung übertretender Truppentheile und einzelner Militärs mit, dass *heute Morgens fünf Uhr zwischen General Herzog und dem französischen, befehlenden General Clinchant in Verrières eine Konvention² betreffend den Übergang der gesamten unter Clinchant stehenden Armee, mit der Bedingung der Waffenstreckung beim Einmarsch, abgeschlossen worden ist* und letzterer sofort mit der Artillerie und den Kriegsfuhrwerken begonnen hat. Da die Armee auf 80.000 Mann veranschlagt werde, so könne von einer Verlegung in die Kasernen, wie das Kreisschreiben des Departements vom 26. Januar³ sie vorgesehen habe, nicht mehr die Rede sein, sondern es müsse eine Vertheilung auf die Kantone erfolgen, für welche folgendes Zahlenverhältniss zu Grunde zu legen wäre:

Zürich	11.000	Zug	700	St. Gallen	7.000
Bern	20.000	Freiburg	4.000	Graubünden	1.000
Luzern	5.000	Solothurn	3.000	Aargau	8.800
Uri	400	Basel-Stadt	1.500	Thurgau	3.900
Schwyz	1.000	Baselland	1.500	Waadt	8.000
Obwalden	400	Schaffhausen	1.200	Wallis	1.000
Nidwalden	300	Ausserrhoden	1.500	Neuenburg	1.000
Glarus	1.000	Innerrhoden	200	Genf	1.500

Von Morteau aus habe man im Weitern um die Gestattung des *Durchtransports von Kranken nach Genf* und weiter nachgesucht und es sei derselbe vom Hauptquartier zugestanden worden. Es habe sich dabei jedoch gezeigt, dass auch Blatternkranke mitgeführt wurden, wesshalb vom Hauptquartier nach Neuenburg und Genf die nöthigen Weisungen für gehörige Überwachung und ununterbrochene Weiterführung gegeben worden seien. Immerhin werde es gut sein, wenn das Departement des Innern zur Sicherung des öffentlichen Gesundheitszustandes Massnahmen treffe.

Sodann dürfte es am Orte sein, dass vom politischen Departement in Erwägung gezogen werde, wie eine möglichst rasche Abschiebung zu bewirken sei und die

1. *Non reproduit.* Cf. E 27/13345 Band 2.

2. *Reproduite en annexe.*

3. *Non reproduite.* Cf. E 27/13345 Band 2.

nöthigen diplomatischen Schritte sofort einzuleiten, um ein diessfälliges Ergebniss zu erzielen.

Nach Anhörung dieses mündlich erstatteten Berichts hat der Bundesrath beschlossen:

1. Die von der Militärbehörde getroffenen und vorgeschlagenen Vorkehrungen werden gebilligt.

2. Das Departement des Innern ist eingeladen, für Sicherung des öffentlichen Gesundheitszustandes das Geeignete vorzukehren.

3. Dessgleichen ist das politische Departement eingeladen, in der vom Vorsteher des Militärdepartements angedeuteten Richtung Einleitungen zu treffen.

ANNEXE

K I 633

Convention entre le Commandant de l'Armée suisse, le Général H. Herzog, et le Commandant de l'Armée française de l'Est, le Général J. Clinchant

Accord

Les Verrières, 1^{er} février 1871

Entre Monsieur le Général Herzog, général en chef de l'armée de la Confédération Suisse et Monsieur le Général de division Clinchant, général en chef de la 1^{ère} armée française, il a été fait les conventions suivantes:

1. L'armée française demandant à passer sur le territoire suisse, déposera ses armes, équipements et munitions en y pénétrant.

2. Ces armes, équipements et munitions seront restitués à la France après la paix, et après le règlement définitif des dépenses occasionnées à la Suisse par le séjour des troupes françaises.

3. Il en sera de même pour le matériel d'artillerie et ses munitions.

4. Les chevaux, armes et effets des officiers seront laissés à leur disposition.

5. Des dispositions ultérieures seront prises à l'égard des chevaux de la troupe.

6. Les voitures de vivres et de bagages, après avoir déposé leur contenu, retourneront immédiatement en France avec leurs conducteurs et leurs chevaux.

7. Les voitures du trésor et des postes seront remises avec tout leur contenu à la Confédération Helvétique, qui en tiendra compte lors du règlement des dépenses.

8. L'exécution de ces dispositions aura lieu en présence d'officiers français et suisses, désignés à cet effet.

9. La Confédération se réserve la désignation des lieux d'internement pour les officiers et pour la troupe.

10. Il appartient au Conseil fédéral d'indiquer les prescriptions de détail destinées à compléter la présente convention.

*Proposition du Chef du Département politique, K. Schenk,
au Conseil fédéral*

Bern, 1. Februar 1871

Die für die Verhältnisse unseres Landes ungeheure Zahl von in unser Gebiet übergetretenen Truppen einer der kriegführenden Mächte macht dringend eine Schlussfassung des Bundesrathes nöthig über den Umfang der Pflichten, welche er bezüglich dieser Truppen auf sich zu nehmen gedenkt.

Was zunächst die Aufnahme solcher vom Feinde verfolgten, ihre einzige Rettung in dem Übertritt in das neutrale Land findenden Truppenkörper anbelangt, so ist dieselbe ein *Recht*, welches wir ausüben, *keine völkerrechtliche oder vertragsrechtliche Pflicht*. Vollkommen befugt, sie von dem Eintritt in unser Land abzuweisen, erfüllen wir ein Gebot der Humanität, indem wir diess nicht thun, sondern ihnen Schutz und Asyl gewähren.

Von diesem Augenblick an aber beginnt für uns die *völkerrechtliche Pflicht*. Sie besteht darin, dafür zu sorgen, dass das gewährte Asyl nicht zum *Kriegsmittel* der kriegführenden Parteien werde. Das würde unzweifelhaft dadurch geschehen, wenn gestattet würde, dass die geflüchteten und aufgenommenen Truppen, nachdem sie in Folge der Neutralität des Landes Schutz gefunden, sich wieder in ihre Heimath begeben u. von dort aus neuerdings sich an dem Kriege betheiligen würden.

Das zu verhüten bieten sich *zwei* Wege dar:

Entweder werden die geflüchteten Truppen durch Internirung von dem Schauplatz des Krieges entfernt und so lange im neutralen Land, das sie aufgenommen, zurückbehalten, bis der Krieg beendet ist.

Oder aber es verpflichtet sich die heimathliche Regierung, dass sie die fraglichen Mannschaften während der Dauer des Krieges in keinerlei Weise mehr zum Kriege verwenden werde, in welchem Falle die betreffenden Mannschaften als dem Kriege vollkommen fremd gewordene Individuen wieder in ihre Heimath entlassen werden können.

Der neutrale Staat hat unzweifelhaft das Recht, je nach Umständen den einen oder den andern Weg einzuschlagen. Die Schweiz hat *praktisch* sowol das Eine als das Andere gethan, das *Letztere namentlich im Jahre 1859*¹ auf die Proposition von Frankreich und unter ausdrücklicher Anerkennung des Grundsatzes durch die andern kriegführenden Parteien.

In dem Falle, in welchem wir uns heute befinden, scheint uns ausschliesslich der zweite Weg ebenso wol unsern Pflichten und deren möglichst loyaler Erfüllung, als unseren Interessen zu entsprechen.

Ohne feste Plätze, welche es uns möglich machen würden, eine grössere Zahl sicher zu überwachen, sind wir absolut ausser Stand, dafür ausreichende Sorge und Garantie zu übernehmen, dass nicht nur Einzelne, sondern sogar grössere

1. *Sur la guerre de 1859 et la neutralité suisse, cf. E 2/404 et 414.*

Massen das Land verlassen und neuerdings an dem Kriege, sofern er fortgeführt wird, sich betheiligen. Mit Sicherheit müssen wir voraussehen, dass, wenn der Krieg wieder aufgenommen werden sollte, ein sehr namhafter Theil sich durch Flucht entziehen und auf den Ruf ihres Landes hin, und ausgerüstet mit dessen Geld sich wieder zu dessen Disposition stellen würde. Es könnten uns dadurch sehr unangenehme Verlegenheiten bereitet werden.

Mehr Garantie für die wirkliche Neutralisirung dieser Geflüchteten, als wir sie faktisch bieten können, liegt offenbar darin, wenn *ihr eigenes Land sie neutralisirt*, respective von jeder fernern Antheilnahme am Kriege sie fern hält. Die in solchem Falle von Staat gegenüber Staat zu übernehmende Verpflichtung ist ganz etwas anderes, als das Ehrenwort des einzelnen seiner Offiziere oder Soldaten. Als neutraler Staat, der mit den beiden kriegführenden Staaten in vielfachen Vertragsverhältnissen steht, welche fortwährend beobachtet werden, haben wir ein unzweideutiges Recht, Verpflichtungen, die diese Staaten gegen uns als Staat übernehmen, vollen Glauben und volles Vertrauen zu schenken und sollten je dieselben missachtet werden, so wäre die nächste Folge die, dass wir dessen Truppen die Grenze für alle Zukunft schliessen würden; nicht aber, dass *wir* der Neutralitätsverletzung angeklagt werden könnten. Ist, wie gerade jetzt, der eine der beiden Kriegführenden, welcher möglicherweise die Zuverlässigkeit oder ausreichende Macht der Regierung des sich verpflichtenden Staates anzweifeln könnte, selbst im Falle, mit dieser Regierung Verpflichtungen zu wechseln und diesen vollen Glauben beizumessen, so wäre es höchst auffallend, wenn Verpflichtungen dieser Regierung gegen einen Dritten, und zwar mit ihr in Freundschaft und Frieden lebenden Staat, von gleicher Seite als unzureichend und unsicher missachtet werden wollten.

Wir sind also der Ansicht, dass wir vollständig innerhalb unserer Rechte und Pflichten bleiben, wenn wir der französischen Regierung erklären, dass wir auf eine von ihr abzugebende und uns gegenüber zu übernehmende Verpflichtung, die auf unser Gebiet übergetretenen Mannschaften weder mittelbar noch unmittelbar an der fernern Kriegführung theilnehmen zu lassen, diese Mannschaften in ihre Heimath zurückinstradiren werden und diese Erklärung auch zur Ausführung bringen.

Diesen Weg wirklich zu betreten, liegen sehr ernste Gründe vor: die Last, die durch die ungeheure Truppenzahl dem Lande erwächst und nur zum kleinern Theil zur Verrechnung kommt; die sanitarischen Gefahren, die Gefahr von mannigfachen Conflicten, welche längere Beherbergung theilweise zügelloser Schaa ren mit sich bringt, die bereits oben erwähnte Unmöglichkeit, dieselben an fernerer Betheiligung am Krieg sicher zu hindern — das alles sind Momente, welche uns die ernsteste Verpflichtung auferlegen, die eingetretenen Massen baldmöglichst dem Lande wieder abzunehmen.

Obschon berechtigt, ohne Weiteres in der angegebenen Weise vorzugehen, halten wir es doch für angemessen, dem deutschen Hauptquartier von der Sachlage und unserer Auffassung Kenntniss und danach auch zu allfälligen Bemerkungen Gelegenheit zu geben, bevor wir, nach Empfang der franz. Verpflichtung zur Evacuation schreiten.

Wir würden es für sehr zweckmässig halten, wenn diese Angelegenheit durch einen schweiz. Bevollmächtigten mit der franz. Regierung und dem Hauptquar-

tier von Versailles verhandelt, und baldmöglichst ins Reine gebracht würde. Es würde sich hierzu in jeder Beziehung am besten Herr Minister Kern eignen, welcher zu diesem Zweck bei Graf Bismark besonders beglaubigt würde.

Wir stellen demgemäss den Antrag:

Es sei Herr Minister Kern zu beauftragen, mit möglichster Beförderung bei dem Präsidenten der franz. Regierung in Paris und dem deutschen Reichskanzler in Versailles Audienz zu verlangen, ihnen in obigem Sinne Eröffnungen zu machen und wenn, was unter den vorhandenen Umständen erwartet werden kann, Zustimmung zu dem vorgeschlagenen Verfahren erfolgt, von der franz. Regierung eine schriftliche Erklärung zu unsern Händen zu verlangen, wonach dieselbe dem Bundesrath gegenüber die Zusicherung ertheilt, dass die auf unser Gebiet übergetretenen Offiziere und Mannschaften, wenn sie nach Frankreich zurückgelassen werden, für die ganze eventuelle Dauer des Krieges mit Deutschland von jeder activen Theilnahme an dem Kriege werden fern gehalten werden u. dieselbe einzuschicken, für den Fall aber, dass sich wesentliche Anstände französischer oder deutscherseits ergeben würden, unter Berichterstattung weitere Instruktionen einzuholen.

Beglaubigungsschreiben an H. Kern für diese Mission bei dem deutschen Reichskanzler².

2. *Adoptée avec une légère modification lors de la séance du 2 février 1871. Cf. E 1004 1/84, 508.*

323

E 2/475

*Proposition du Chef du Département politique, K. Schenk,
au Conseil fédéral*

Bern, 2. Februar 1871

Das politische Departement hat bereits in einem frühern Stadium des Krieges zwischen Deutschland und Frankreich die Rückwirkungen zur Sprache gebracht¹, welche ein Friedensschluss mit Abtretung von Lothringen u. Elsass an Deutschland auf die Schweiz haben werde und die Berathung der Frage veranlasst, ob nicht Schritte gethan werden sollten, um bei Zeiten gewissen Nachtheilen zu begegnen, welche eine solche Territorialveränderung für unser Land mit sich bringen würde.

Nach einlässlicher Erwägung der Verhältnisse kam der Bundesrath damals zum Schlusse, vor der Hand von den beantragten Vorkehren Umgang zu nehmen.

Der in den letzten Tagen erfolgte Fall von Paris, die Proclamirung eines dreiwöchentlichen Waffenstillstandes, die Einberufung einer Constituante, welche über Krieg oder Frieden entscheiden soll, verbunden mit der allgemeinen Lage des

1. *Cf. n° 292.*

Landes, lassen es höchst wahrscheinlich erscheinen, dass ein baldiger Friedensschluss bevorsteht und dass über die wesentlichen Bedingungen desselben bereits Verhandlungen gepflogen worden sind, wobei jezt wohl als sicher angenommen werden muss, dass deutscherseits auf Abtretung von Elsass und Lothringen wirklich bestanden werden wird.

Es ist damit für uns der Moment gekommen, wo ein definitiver Entschluss darüber gefasst werden muss, ob ein ernstlicher Versuch gemacht werden soll, auf den im Werden begriffenen Friedensschluss zu Gunsten der Schweiz einzuwirken, oder ob jeder solche Schritt unterbleiben solle.

Es handelt sich, um Bekanntes zu resümiren, dabei wesentlich um zweierlei:

1. Betreffend unsere südwestliche Gränze: Aufhebung unseres Verhältnisses zu den neutralisirten savoyischen Provinzen und Ersetzung desselben durch vollständige Einverleibung eines zu bestimmenden Rayons savoyischen Landes mit der Schweiz behufs Herstellung einer bessern strategischen Grenze.

2. Betreffend unsere nördliche Grenze: Abtretung einer bestimmten Gebietsstrecke des Oberelsasses an die Schweiz behufs grösserer Sicherung unserer nördlichen Grenze, namentlich der Stadt Basel.

Wenn wir uns fragen, wie bei einem Friedensschlusse zwischen Deutschland und Frankreich das erste Postulat zur Geltung gebracht werden sollte, so ist zuvörderst klar, dass zu einer Gebietsveränderung der Schweiz durch zwei dritte Staaten hierseits nicht nur nicht Hand geboten werden könnte, sondern gegen eine solche, und wäre sie noch so vortheilhaft, in entschiedenster Weise protestirt werden müsste. Eine Veränderung des Gebiets der Schweiz kann nur durch einen Vertrag geschehen, bei welchem die Schweiz selbst direkt mitwirkt. Da nun keine Rede davon sein kann, dass die Schweiz bei dem Friedensvertrag zwischen Frankreich u. Deutschland als mitpactirender Stat eintreten könnte oder wollte, so ist schon damit jede Möglichkeit ausgeschlossen, dass die fragliche wünschbare Gebietsveränderung in dem Friedensvertrage zwischen Frankreich und Deutschland ihre definitive Erledigung finden könnte.

Was als Maximum uns möglich erscheint, ist das, dass Frankreich in dem Friedensvertrage mit Deutschland sich verpflichtete, zu einer Aufhebung des bisherigen Neutralitätsverhältnisses von Savoyen und Ersetzung desselben durch Überlassung eines bestimmten Rayons von savoyischem Gebiet an die Schweiz auf dem Wege eines Vertrages mit diesem State und den Garantiemächten mitzuwirken.

Gegen den Gedanken, diess anzustreben, sprechen aber eine Reihe von Bedenken.

Zunächst könnte der Schweiz nichts, diese Angelegenheit Compromittirendes begegnen, als dass deutscherseits in den Friedensverhandlungen diese Forderung gestellt und bei Widerstreben Frankreichs fallen gelassen würde. Denn alsdann wäre jede spätere direkte Aufnahme der Angelegenheit durch die Schweiz selbst unmöglich gemacht.

Es müsste somit an den deutschen Friedensunterhändler nicht nur die Zumuthung gemacht werden, die Frage zur Sprache zu bringen und *wo möglich* zur entsprechenden Erledigung zu bringen, sondern, diess in dem Sinne zu thun, dass auf der Forderung unabänderlich beharrt und dieselbe unter allen Bedingungen durchgesetzt würde.

Ob man aber deutscher Seits sich je herbeilassen würde, die Forderung in diesem Sinne aufzunehmen und zu einer *conditio sine qua non* zu machen, das ist im höchsten Grade zu bezweifeln; hat doch der deutsche Unterhändler für Deutschland selbst der härtesten Ansprüche so viele durchzusetzen, dass er kaum geneigt sein dürfte, diese Schwierigkeiten noch zu vermehren durch Geltendmachung von Forderungen, an denen Deutschland selbst ein unmittelbares Interesse nicht hat und für Dritte, von denen er irgend ein Aequivalent nicht erwarten kann.

Aber gesetzt auch, dass man deutscherseits in dem genannten Sinne die schweizerische Forderung aufnahm und wirklich durchsetzte, so wären wir an einen Vertrag gewiesen, den Frankreich später mit uns abzuschliessen haben würde. Guten Willen zur Erfüllung eines aufgenöthigten Artikels, der einen schwächern Stat angeht, welcher diesen Weg der Benutzung des Feindes eingeschlagen hat, von Frankreich hoffen zu wollen, wäre mehr als naiv.

Bösen Willen und endlose Schwierigkeiten zu erwarten, wäre erfahrungsgemäss richtiger gerechnet.

Das Ende also wäre das, dass das Ziel nicht erreicht würde, dass eine kleine Wunde sich in eine Eiterbeule verwandelte, dass wir gegenüber Frankreich in eine sehr schiefe Lage versetzt wären, gegenüber Deutschland Verbindlichkeiten auf uns genommen und wenigstens einen grossen Theil unseres eigenen Volkes, welches in einem solchen Verfahren eine wenig aufrichtige und edle Handlungsweise erblicken würde, empfindlich verletzt hätten.

Darüber machen wir uns keinen Hehl, dass auch von einer neuen späteren direkten Verhandlung mit Frankreich zum Zweck entsprechender Lösung des Savoyerverhältnisses nicht viel zu erwarten ist; allein soviel ist sicher, dass auf diesem Wege für die Schweiz nie so viel zu verlieren ist, als auf dem oben besprochenen Wege.

Wir stehen demgemäss nicht an, unsere bestimmte Ansicht dahin auszusprechen, dass in der Savoyerfrage jeder weitere Schritt bei Deutschland u. bei Frankreich dermalen zu unterlassen ist.

Von dem Friedensschluss direkt berührt wird unsere nördliche Grenze, insofern durch die Annexion des ganzen Elsasses an Deutschland der Anfang der schweizerisch-französischen Grenze von Basel etwa 45 Kilometer weiter westlich geschoben und das deutsche Reich auf dieser Streke unser unmittelbarer Grenz Nachbar wird.

Die Veränderungen, welche dieser Territorialwechsel für uns in militärischer u. wirtschaftlicher Beziehung mit sich bringt, sind in dem oben angerufenen frühern Rapport¹ des politischen Departements näher dargelegt worden.

Zwei Möglichkeiten schienen sich darzubieten, um den Nachtheilen zu begegnen, welche mit jener Territorialveränderung für das schweizerische Gebiet verbunden wären.

Die erste würde darin bestehen, dass von einer Abtrennung des obern Elsasses, wenigstens des südlichsten Theiles desselben von Frankreich abstrahirt würde.

Die zweite bestände darin, dass dieser Theil des Elsasses zum schweizerischen Gebiet geschlagen würde.

Die erste der beiden Alternativen ist nach unserer Ansicht unmöglich. So viel auch vom commerciellen Gesichtspunkt aus dafür spräche, Basel die unmittelbare Verbindung mit Frankreich zu erhalten, so würden diese Vortheile weit auf-

gewogen durch die offenbaren militärischen Nachtheile, die wir uns durch dieses Projekt selbst bereiten würden. Ebensovienig als wir könnte auch Deutschland dazu Hand bieten, aus Gründen die keiner nähern Erörterung bedürfen.

Es kann sich also, wenn etwas geschehen soll, nur um die Bestrebungen im Sinne der zweiten Alternative handeln.

Hierauf bezüglich wiederholen wir vorerst, was wir schon bei der Besprechung der südwestlichen Grenzfrage betont haben, dass selbstverständlich eine Veränderung der Grenze unseres Landes nur unter direkter Mitwirkung desselben denkbar ist, in was auch immer die beiden kontrahirenden fremden Staten betreffend die Zuscheidung des oberen Elsasses oder eines Theiles desselben an die Schweiz conveniren wollten, nur ein zwischen der Schweiz und den sämmtlichen Garantiemächten der schweiz. Neutralität abzuschliessender Vertrag diese Angelegenheit definitiv regliren könnte.

Unser vorläufiges Ziel könnte also nur das sein, dass in dem Friedensvertrag zwischen Deutschland u. Frankreich eine solche Zuscheidung u. ein darüber mit der Schweiz abzuschliessender Vertrag vorbehalten würde.

Von Frankreich wird gegen die Aufnahme einer solchen Bestimmung, wenn es anders nicht darin eine neue Demütigung erblicken würde, dass ein Theil seines Gebietes selbst an einen kleinen Stat übergehen solle, der gegen ihn nicht im Kampfe gestanden, nicht grosser Widerspruch, aber ebensowienig das zu erwarten, dass es eine solche Bestimmung von sich aus fordern würde. Alles hienge somit, da unzweifelhaft keine andern Mächte zur Mitverhandlung des Friedensschlusses zugelassen werden, lediglich davon ab, ob deutscherseits das fragliche Postulat acceptirt u. demselben durch Aufnahme einer bezüglichlichen Bestimmung Rechnung getragen werden wollte.

Es ist sehr wol möglich, dass von dieser Seite ein solches Ansinnen der Schweiz einiges Entgegenkommen finden würde, ein Entgegenkommen indessen, das keineswegs Sorge für die schweizerischen Interessen zum Hintergrund haben dürfte. Es lässt sich vielmehr mit Rücksicht auf die mancherlei Kundgebungen während des Krieges fast mit Sicherheit annehmen, dass jenes Begehren der Schweiz dazu gebraucht würde, um uns in Verhandlungen über die rechtsrheinischen schweizerischen Gebiete zu bringen u. Kompensationen zu verlangen. Diese Befürchtung namentlich ist es, welche das bei der bevorstehenden Territorialveränderung so eminent betheiligte Basel bis jezt abgehalten hat, einen Schritt zur Wahrung seiner bedrohten Interessen zu thun, und wir glauben auch mit Sicherheit annehmen zu dürfen, dass weder die Bundesversammlung, noch das schweizerische Volk es dem Bundesrath danken würde, wenn er *[in]* dem gegenwärtigen Moment zu irgend einer offiziellen Verhandlung über jene Frage Anlass geben würde. Selbst dadurch dürfte man sich nicht täuschen lassen, dass vielleicht jezt von jenen Kompensationen deutscherseits nicht gesprochen würde, indem dann immer noch die Absicht walten könnte, diese Forderungen erst dannzumal kund zu geben u. zu betreiben, wenn die Zuscheidung der elsässischen Gebietstheile an die Schweiz der Gegenstand der Vertragsverhandlungen mit der Schweiz geworden sein würden.

Diese Bedenken scheinen uns indessen nicht bedeutend genug, um den Bundesrath zu bestimmen, von vorneherein jeden Schritt zur Geltendmachung unserer Interessen zu unterlassen. Dagegen reduziert sich das, was nach unserer

Ansicht in dieser Richtung jetzt zu thun ist, darauf, in rein confidencieller Weise die Angelegenheit sowohl bei dem französischen Minister des Auswärtigen als dem deutschen Reichskanzler zur Sprache [zu] bringen, die hierseitigen Anschauungen über die nachtheiligen Rückwirkungen einer Annexion des ganzen Elsass an Deutschland auf die schweizerische Neutralitätsstellung offen darzulegen; die Wünsche, zu denen diese Sachlage schweizerischerseits veranlasse, andeuten und ermitteln zu lassen, welcher Erfolg von einem bezüglichen offiziellen Schritte des Bundesrathes zu erwarten sein dürfte, wobei indessen auch bestimmt angedeutet werden müsste, dass sobald deutscherseits mit der Grenzregulirung gegen das deutsche Elsass die Frage einer Kompensation auf baslerischem oder schaffhausischem Gebiete verbunden werden wollte, hierseits auf alle weiteren Schritte verzichtet würde.

Demgemäss beantragt das Departement:

1. es sei in Betreff der Savoyerfrage dermalen kein weiterer Schritt zu thun.
2. es seien bezüglich der schweizerisch-elsässischen Grenze dem französischen Minister des Auswärtigen und dem deutschen Reichskanzler mündliche confidencielle Eröffnungen in obigem Sinn zu machen.
3. es sei Herr Minister Kern in Paris mit dieser Mission zu beauftragen und einzuladen, diesen Auftrag mit möglichster Beschleunigung zu vollziehen und über das Ergebnis sofort Bericht zu erstatten mit der Ermächtigung, wenn nöthig, behufs sicherer und rascherer Überbringung des Berichts einen eigenen Courier hieher abzufertigen.
4. es sei das Militärdepartement einzuladen, die Frage, welche Grenze zwischen der Schweiz und dem Elsass unter Voraussetzung der Annexion dieses Landes an Deutschland eventuell zu postuliren wäre, zu prüfen und darüber ein Gutachten vorzulegen.²

2. *Adoptée avec certaines modifications concernant la proposition 2, lors de la séance du 2 février 1871. Cf. E 1004 1/84, 507. Ad 2: «Wird Hr. Kern angewiesen, seine Eröffnungen unter Hinweisung auf die wesentlichen Interessen und Gefahren, die für Frankreich u. A. auch in Betreff der wichtigen Verbindung mit Oesterreich hiebei in Frage kommen und unter Hervorhebung, dass die Schweiz am liebsten die Aufrechthaltung der bisherigen Gebietsverhältnisse sähe, vorerst ausschliesslich bei dem französischen Minister des Äussern anzubringen; sollte nicht eine Rückweisung erfolgen, so möge er mündliche und vertrauliche Eröffnungen auch im deutschen Hauptquartier anbringen; dabei aber von vornherein fest im Auge behalten, dass eine Rektifikation der Gränze im Elsass nie von Gegenkonzessionen der Schweiz hinsichtlich ihres rechtsrheinischen Gebiets abhängig oder damit irgend in Beziehung gebracht werden dürfe. Treffe er aber beim französischen Minister von vornherein auf einen Abschlag, so sei der Sache keinerlei weitere Folge zu geben.»*

E 1001 (E) q 1/90

*Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern**Copie*
L

Bern, 2. Februar 1871

Der Umstand, dass der am 28. Januar zwischen Deutschland und Frankreich abgeschlossene Waffenstillstand drei der Schweiz benachbarte französische Departemente: Doubs, Jura & Côte d'Or von dieser Wohlthat ausschliesst, hat zur Folge gehabt, dass die französische Ostarmee (sogenannte Armee Bourbaki) sich genöthigt sah, ihrem grössten Theil nach in der Schweiz ein Asyl zu suchen, um sich dem nachdrängenden deutschen Feinde, welchem sie nicht mehr zu widerstehen vermochte, zu entziehen.

Am 1. d. M. ist dann zwischen unserm Oberkommandanten, Hrn. General Herzog und dem Kommandirenden der genannten französischen Armee bezüglich des Übertritts dieser letztern in die Schweiz eine Übereinkunft¹ abgeschlossen worden, deren Ausführung eben im Zuge begriffen ist.

Der numerische Bestand dieser übertretenden Armee ist noch nicht vollständig oder auch nur annähernd ermittelt; er wird verschieden, von 50 bis auf 80 000 Mann geschätzt, denen eine grössere Anzahl Geschütze und einige Tausend Pferde beigegeben sein sollen.

Es ist hierin eine Anomalie, welche eine Abstellung dringend erheischt, um so mehr, als die Schweiz, welche während des ganzen deutsch-französischen Krieges mit grosser Gewissenhaftigkeit und Unpartheilichkeit, sowie mit schweren finanziellen Opfern ihre Neutralität gehandhabt hat, allen Grund hatte, anzunehmen, dass sie einer solchen Invasion sich nicht versehen musste; dass sie vielmehr damit, wenigstens in diesem Umfange, verschont bleiben dürfte.

Nachdem nun aber diese Truppenkörper veranlasst gewesen sind, ihre letzte Rettung in unserm neutralen Lande zu suchen, so wollen wir nicht ermangeln, den Gesichtspunkt näher darzulegen, unter welchem wir dieses Verhältnis glauben auffassen zu sollen.

Das von der Schweiz gewährte Asyl ist nicht sowol als eine völkerrechtliche oder vertragsmässige Pflicht, als vielmehr als ein den Attributen der Statshoheit emanirendes Recht aufzufassen. Vollkommen befugt, den Eintritt in das Land abzuweisen, erfüllt die Schweiz ein Gebot höherer Humanität, indem sie diess nicht thut, sondern der unglücklichen Armee Schutz und Asyl angedeihen lässt.

Von diesem Augenblike an beginnt aber auch die völkerrechtliche Pflicht, welche in der Sorge besteht, dass das gewährte Asyl nicht zum Kriegsmittel einer der in der Fehde begriffenen Parteien umschlage.

Diess würde aber unzweifelhaft dann geschehen, wenn gestattet würde, dass die aufgenommenen Truppen sich wieder zurück begäben und von dort aus neuerdings an dem Kriege sich beteiligten.

1. Cf. n° 321, annexe.

Während die Schweiz zwar die Anerkennung dieser mit der Asylgewährung ihr zugefallenen Pflicht keinen Augenblick verleugnet, darf sie auf der andern Seite eine zweite, ebenso gebieterische Pflicht gleichfalls nicht aus den Augen verlieren, welche darin besteht, auf eine angemessene Abschiebung der übergetretenen Truppenkörper allen Ernstes Bedacht zu nehmen. Hiezu nötigen die verschiedenen Gründe, welche hier in Betracht fallen müssen, so namentlich die grosse Last, mit welcher die Schweiz im gegebenen Falle recht eigentlich überbürdet worden ist, indem die Zal der übergetretenen und demzufolge internirten Wehrmänner verhältnissmässig bedeutend grösser sein wird, als die Zal der in Deutschland selbst internirten Kriegsgefangenen.

Es kommen ferner in Anschlag die sanitarischen Gefahren, welche mit derartigen Invasionen unvermeidlich verknüpft sind; ebenso die manigfachen Konflikte, welche eine längere Beherbergung von Kriegsschaaren mit sich bringt, die sich an eine feste und in solchen Umständen unerlässliche Disziplin nicht mehr gebunden glauben. Endlich kommt auch zu näherer Würdigung die Rücksicht, dass die Schweiz ohne feste Plätze sich befindet, welche es ihr möglich machten, eine grössere Anzahl Internirter sicher zu überwachen, und zu verhüten, dass selbst grössere Massen das Land wieder verlassen und erneuert an dem Kriege sich betheiligen, sofern dieser wieder aufgenommen werden sollte.

Hieraus ergibt sich die zwingende Nothwendigkeit, nichts zu verabsäumen, was dazu führen kann, die Schweiz von der eingedrungenen Masse französischer Militärs wieder in schicklicher Weise zu befreien, während sie keinen Anstand genommen hat, denselben momentane, menschenfreundliche Aufnahme zu gestatten.

Wir laden Sie demnach ein, beförderlichst mit dem Präsidenten der französischen Regierung in Paris sowol, als mit dem deutschen Reichskanzler in Versailles nähere Rücksprache zu pflegen, denselben unsere Situation klar darzulegen und damit in unserm Namen den Wunsch zu erkennen zu geben, dass dieser Lage durch eine Übereinkunft der kriegführenden Parteien in dieser oder jener Weise, immerhin so bald als möglich, ein Ende gemacht werde.

Dass diess thunlich ist, dass sich Wege finden lassen, um unserm, wie wir glauben, billigen Wunsche gerecht zu werden, dafür gibt gerade die neuere Kriegsgeschichte ausdrückliche Beispiele an die Hand.

Wir wollen hier nur daran erinnern, dass im italienisch-österreichischen Kriege im Jahr 1859 die vorliegende Frage eine durchaus entsprechende Lösung für alle Theile gefunden hat. Damals nemlich, und zwar auf den Antrag der französischen Regierung selbst, wurde das Verhältnis unter ausdrücklicher Beistimmung sämtlicher kriegführender Theile so geordnet, dass die heimatliche Regierung die bestimmte Verpflichtung übernahm, die aus der Schweiz zurückgekehrten, dort internirt gewesenen Mannschaften während der Dauer des Krieges in keiner Weise aktiv zu verwenden.

Durch dieses Auskunftsmedium standen die betreffenden Truppentheile zum Kriege weiter in keinem Bezuge und konnten daher unbedenklich in die Heimat entlassen, beziehungsweise von dieser aufgenommen werden, weil die heimatliche Regierung den andern kriegführenden Parteien für eine fernere Nichtbetheiligung Garantie geleistet hatte und diese Bürgschaft allseitig als eine genügende erkannt worden war.

Sie werden sodann nicht unterlassen, die Freiheit unserer Aktion förmlich und

bestens zu verwahren für den Fall, dass Bedenken getragen werden wollten, auf unsere Reklamation einzutreten. In diesem Falle und wenn sich die Lösung des Anstandes zu lange verzögern sollte, müsste es uns natürlich unbenommen bleiben, diejenigen Massnahmen zu treffen, welche den Interessen des eigenen Landes am besten entsprechen und welche zur Erleichterung einer Bevölkerung dienen können, der Niemand die Anerkennung versagen wird, in einer höchst kritischen und schwierigen Zeitlage den Anforderungen des Völkerrechts und der Humanität in sorgfältiger Weise und mit Aufwendung aller Kraft nachgekommen zu sein.

Indem wir Sie schliesslich einladen, uns über den Erfolg dieser Ihrer Verhandlungen mit thunlicher Beschleunigung Kenntnis zu geben, oder wenn diess erforderlich sein sollte, weitere Instruktionen einzuholen, benutzen wir etc.

325

E 27/13345 Band 2

*Le Ministre français de l'Intérieur et de la Guerre, L. Gambetta,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

N

Bordeaux, 3 février 1871

J'ai l'honneur d'accréditer auprès de vous M. Adolphe Gaiffe.

M. Adolphe Gaiffe est envoyé en Suisse par le gouvernement de la Défense Nationale comme son délégué auprès de l'armée française réfugiée sur votre territoire, à l'effet de nous rendre compte de l'état des troupes et des mesures à prendre, et de s'assurer de l'exécution de ces mesures et nous en rendre compte.

326

E 2/475

*Le Président du Conseil exécutif du Canton de Berne, J. Weber,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

Copie

L

Bern, 8. Februar 1871

Da die Möglichkeit eines Friedensschlusses auf Grundlage einer Abtretung des Ober-Elsasses an Deutschland nahe liegt und da eine solche Abtretung auch eine Feststellung der neuen Grenze zwischen Deutschland und Frankreich zur Folge haben wird, bei welcher die Schweiz bezüglich des südlichen Ausgangspunktes ebenfalls in Mitleidenschaft gezogen wird, so nehmen wir uns die Freiheit, an Sie das Begehren zu stellen:

«Es möchte der hohe Bundesrath dahin trachten, dass die schweizerischen und speziell die bernerischen Interessen bei dieser Demarkation nach Kräften gewahrt bleiben.»

Sollte nemlich die neue Grenze zwischen Deutschland und Frankreich so festgestellt werden, dass das ganze Arrondissement Belfort Deutschland zugeschrieben würde, so wären die bernerischen und schweizerischen Interessen in hohem Grade gefährdet.

Wenn die Ortschaften Delle, Grandvillars, Morvillars, Baucourt u. Croix zu Deutschland sollen, so wird die direkte Anknüpfung der gegenwärtig in Bau begriffenen Linie Pruntrut — Delle an das französische Eisenbahnnetz unterbrochen und damit die ganze Entwicklung der jurassischen Eisenbahnen schwer geschädigt.

Der Amtsbezirk Pruntrut unterhält in Handel und Verkehr sehr lebhaft Beziehungen mit seinen Nachbarn und dem Innern Frankreichs; das natürliche Debouché für diesen Verkehr ist Delle; fällt dieser Ort an Deutschland, so wird diese Route unterbrochen und für den Waarenverkehr nach Frankreich entweder ganz geschlossen oder doch durch zwei Zollgrenzen erschwert. Es würde daher eine solche Änderung der Verhältnisse einen schweren Rückschlag auf die industrielle und merkantile Entwicklung des Bezirks Pruntrut und des übrigen Jura ausüben.

Wir nehmen uns daher die Freiheit, das förmliche Begehren zu stellen:

«Es möchte sich der hohe Bundesrath bei den Demarkationsverhandlungen mit aller Entschiedenheit dahin verwenden, dass die Grenzlinie von dem Zusammenfluss der Allaine und des Rhein-Rhône-Kanals über die Wasserscheide zwischen dem Flussgebiet der Allaine, Cauvette-Vendeline einerseits und demjenigen der Suazine und Large anderseits geführt werde, so dass die Ortschaften Morvillars, Grandvillars, Joncherey, Delle, Faverois, Florimont, Courtelevant u. Réchésy bei Frankreich verbleiben würden, wie dies flüchtig in beiliegender Karte angedeutet ist.»¹

Für eine solche Demarkation sprechen übrigens auch noch historische und sprachliche Gründe, indem diese Ortschaften in frühern Zeiten nicht zum Elsass gehörten und deren Bewohner noch jetzt französischer Zunge sind.

Wir behalten uns vor, die heutige Eingabe in einem Memorial noch näher zu begründen².

1. Cf. carte n° IV, p. 724.

2. Cf. la lettre du 15 février 1871, transmettant un mémoire de sept notables de Porrentruy, du 12 février 1871, et adressée au Conseil fédéral (E 2/475).

327

E 27/13345 Band 2

*Le Délégué du Gouvernement français, A. Gaiffe,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

N

Berne, 8 février 1871

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la réponse faite à la date du 7 Février¹ par le Conseil Fédéral à la lettre² par laquelle Monsieur Gambetta, Ministre de l'Intérieur et de la Guerre de France, m'accrédite en qualité de délégué du Gouvernement de la Défense Nationale auprès de l'armée Française réfugiée en Suisse. Je m'empresserai, suivant le désir exprimé par le Conseil Fédéral, de faire parvenir cette réponse à sa destination.

En vous remerciant, Monsieur le Président, pour l'accueil bienveillant dont ma mission a été l'objet de la part du Conseil Fédéral, je saisis avec empressement une occasion de vous exprimer des sentiments de reconnaissance pour les soins généreux prodigués par la Suisse aux soldats de notre armée.

ANNEXE

E 1001 (E) q 1/90

Le Conseil fédéral au Ministre français de l'Intérieur et de la Guerre, L. Gambetta

N

Copie

Berne, 7 février 1871

Le Conseil fédéral suisse a eu l'honneur de recevoir la Note³ par laquelle Monsieur Gambetta, Ministre de l'Intérieur et de la Guerre, accrédite Monsieur Adolphe Gaiffe auprès de lui et l'informe qu'il est envoyé en Suisse par le Gouvernement de la Défense Nationale comme son délégué auprès de l'armée française réfugiée sur territoire suisse, à l'effet de rendre compte au Gouvernement de l'état des troupes et des mesures à prendre et de s'assurer de l'exécution des ces mesures.

Le Conseil fédéral remercie Monsieur Gambetta des dispositions qui ont été prises et il s'empresse de lui annoncer que le Département Militaire de la Confédération se fera un plaisir de donner à Monsieur Gaiffe l'occasion de se renseigner sur l'état des troupes internées. Le Conseil fédéral accueillera en tout temps les propositions de Monsieur Gaiffe en vue de subvenir aux besoins de l'armée internée et fera tout ce qui dépendra de lui pour procurer une exécution exacte et prompte des décisions provoquées par ces propositions.

1. *Reproduite en annexe.*

2. *Cf. n° 325.*

3. *Cf. n° 325.*

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

R

Confidentiel

Paris, 8 février 1871

Pour compléter le télégramme¹ que je Vous ai adressé de Versailles aujourd'hui à trois heures, je m'empresse d'ajouter quelques détails au sujet de la mission que Vous m'avez confiée auprès de MM. Favre et de Bismark dans le but d'obtenir que, par une convention entre les belligérants, *le corps d'armée de Bourbaki soit promptement rapatrié*.

J'ai reçu hier à vingt heures l'office du Conseil Fédéral du 2 Février², relatif à cette question, par l'entremise de M. Benzinger, ainsi que les autres lettres confiées au même courrier.

Immédiatement, je me suis rendu au Ministère des Affaires Etrangères, et j'eus la chance de trouver M. Favre à son cabinet, ce qui est fort difficile à cause des nombreuses occupations de ce Ministre. Je lui exposai le but de ma démarche, en me conformant strictement au sens de Votre office. Je n'ai donc pas besoin de reproduire cette partie de l'entretien. M. Jules Favre m'a répondu qu'il prenait sur lui, sans consulter le Gouvernement, de m'assurer que je ne rencontrerais de la part de la France aucune difficulté au sujet d'une convention à conclure avec M. de Bismark pour faire rentrer sur territoire français l'armée de Bourbaki, contre les garanties d'usage.

Il alla même jusqu'à exprimer l'opinion que je ne rencontrerais pas une forte opposition auprès de M. de Bismark.

Je ne pus m'empêcher de lui répondre que j'avais des motifs de douter que je recevrais un accueil favorable de la part des autorités militaires allemandes.

M. Favre m'offrit de parler lui-même de la question à M. de Bismark, qu'il devait voir le lendemain à Versailles pour discuter différentes questions de détail, soulevées par l'exécution de l'armistice.

Tout en le remerciant de son offre, je trouvai cependant plus convenable de faire une démarche personnelle au quartier-général, et cela d'autant plus que cela me paraissait devoir contribuer à accélérer une solution. En m'entendant préalablement sur les conditions d'un traité, dont l'exécution dépendrait plus ou moins de la coopération des autorités Suisses, j'ai cru agir dans le sens de Vos instructions et faciliter la réalisation du but proposé.

M. Jules Favre a compris et approuvé mon observation et m'a prié de l'accompagner le lendemain à Versailles; un train spécial était préparé pour lui ce matin à onze heures, et M. Favre mit immédiatement à ma disposition un sauf-conduit diplomatique.

Arrivés à midi à Versailles, une voiture de M. de Bismark nous a conduits au petit hôtel occupé par ce dernier, dans la rue de Provence.

1. Non reproduit.

2. Cf. n° 324.

Dès que nous fûmes annoncés, M. de Bismark est entré dans la salle d'attente. M. Jules Favre lui a exposé en quelques mots le but de ma visite. M. de Bismark est venu à moi, m'a serré la main en rappelant que nous nous étions vus pour la dernière fois lors de l'exposition universelle, et en m'invitant à déjeuner avec lui dans la salle voisine. Je l'ai remercié, en ajoutant que j'avais déjà déjeuné avant de quitter Paris.

M. Favre s'est absenté pour quelques instants. J'ai pu m'entretenir pendant un quart d'heure avec le comte Hatzfeldt, 1^{er} Secrétaire du Chancelier allemand. M. de Bismark rentra alors, et m'invita à monter avec lui dans son cabinet.

Après quelques mots d'introduction, je lui exposai, dans le même sens qu'à M. Favre, les considérations qui peuvent être invoquées en faveur de notre demande.

Voici la réponse de M. de Bismark, sinon textuellement, du moins dans son esprit:

«Je comprends les embarras que cet événement doit causer en Suisse, et si des considérations majeures ne m'en empêchaient, je n'aurais pas de motifs de contrarier le vœu que Vous venez de m'exprimer au nom de Votre Gouvernement.

Je n'hésite pas à déclarer que la Suisse a rempli très loyalement ses obligations, comme pays neutre, pendant cette guerre. Mais, malgré ce fait, il nous est absolument impossible de donner les mains à la conclusion d'une convention avec la France dont le but serait de faire rentrer sur territoire français le corps d'armée réfugié en Suisse, et dont le chiffre s'élèverait, d'après mes derniers renseignements, à 84 000 hommes environ. Nos motifs sont les suivants:

Le Gouvernement Français n'est nullement en état de nous donner des garanties suffisantes que des militaires de l'armée de Bourbaki, tant officiers que soldats, ne se laisseront pas entraîner à participer de nouveau aux hostilités, s'ils sont rendus à la France. Nous avons la preuve que des officiers français, par centaines, ne se gênent pas de prendre de nouveau les armes contre nous, malgré la parole donnée. Nous avons un nombre considérable de prisonniers français qui rentrent dans cette catégorie. Nous pourrions d'autant moins compter sur l'efficacité de pareilles assurances, que le Gouvernement Français a confié à des militaires qui avaient, à son su, manqué à leur parole, le commandement de nouvelles troupes, après que ces officiers *[eussent]* réussi à s'évader.

Plus le nombre des soldats à la charge du fisc français sera considérable à l'étranger, plus aussi il pourra se voir forcé d'accélérer la conclusion de la paix. Il est donc tout naturel que nous ne voulions pas renoncer à ce moyen efficace, lorsqu'il s'agit d'une armée aussi nombreuse que celle de Bourbaki, réfugiée en Suisse. On désire aussi la paix en Allemagne, et l'opinion publique nous ferait des reproches bien fondés si nous adhérons à une mesure qui retarderait la conclusion de la paix, plutôt qu'elle ne l'accélérerait. Votre Gouvernement lui-même ne pourra pas méconnaître la justesse des motifs qui dirigent notre ligne de conduite.»

Bien que ces déclarations très positives ne fussent guère de nature à laisser de doutes dans mon esprit au sujet de l'issue défavorable de ma démarche, je n'en ai pas moins relevé les divers points favorables à notre manière de voir. J'ai rappelé à M. de Bismark les charges énormes imposées à la Suisse, depuis le début de la guerre, pour le maintien de la neutralité.

J'ai relevé particulièrement la proportion beaucoup plus grande du nombre de Français internés en Suisse qu'en Allemagne, comparée à la population respective des deux pays. Je lui ai dit que nous n'avions pas de places fortes où l'on pût convenablement surveiller les prisonniers, que la Suisse républicaine n'avait pas de police organisée sur le pied de la police de l'ancien Empire français, ou même sur le pied de la police allemande. Il me paraissait que la Suisse ayant rempli consciencieusement et loyalement ses devoirs d'Etat neutre, comme M. de Bismark s'est plu à le reconnaître lui-même, cette considération serait de nature à engager les belligérants à faire cesser le plus tôt possible cette charge onéreuse.

Mais toutes ces considérations devaient échouer contre une résolution qui était évidemment prise d'avance. Après être revenu sur ses premiers arguments, M. de Bismark ajouta: «Toutes choses ont leurs bons côtés. Les Suisses auront l'occasion de faire connaissance plus intime avec les Français; nous avons pu le faire depuis longtemps déjà.»

Revenant sur le fond de la question, j'ai exprimé l'opinion que cette réponse ne devrait pas être comprise dans ce sens, qu'aucune modification ne serait possible avant la conclusion de la paix. J'ai exprimé l'espoir que d'ici à peu de temps, M. de Bismark pourrait se décider à faire un meilleur accueil qu'aujourd'hui à la demande de mon Gouvernement.

Le Chancelier me répondit qu'il ne croyait pas que le séjour des troupes françaises internées en Suisse durerait longtemps. Il est possible qu'un traité de paix soit conclu dans quinze jours environ, mais pour le moment, il n'y a pas de certitude sur ce point. Dans tous les cas, il faudra attendre la réunion de l'assemblée nationale, se rendre compte de l'esprit dont cette assemblée sera animée; et si cet esprit paraissait de nature à nous assurer une paix prochaine et stable, la question qui nous occupe pourrait peut-être faire l'objet d'un nouvel examen. Dans l'état actuel des choses et pour le moment, nous ne pouvons donner aucune assurance quelconque.

Je demandai à M. de Bismark de m'autoriser à Vous transmettre par le télégraphe de campagne le résumé de notre entretien. En accédant à mon désir, M. de Bismark exprima le vœu que je ne fisse pas mention, dans un télégramme ouvert, de ce qu'il m'avait dit au sujet de la manière dont les officiers français tiennent leur parole et de la conduite du Gouvernement français à l'égard de ces officiers. Il me pria de me borner à parler, dans des termes vagues, du manque de garanties efficaces de la part du Gouvernement de la Défense nationale.

A l'hôtel des Réservoirs, où je me suis rendu en sortant de la maison du Comte Bismark, j'ai rédigé le télégramme que Vous recevrez probablement cette nuit, et dans lequel j'ai tenu compte du désir qui m'avait été exprimé. Je l'ai remis au Secrétaire de M. de Bismark, qui m'a promis de Vous le faire parvenir d'office. Pour plus de sûreté, je Vous transmets sous ce pli une copie de ce télégramme.

A cinq heures, j'étais de retour à Paris avec M. Jules Favre. J'ai cru devoir Vous adresser immédiatement le présent rapport que je remettrai à un de nos compatriotes se rendant à Genève et quittant Paris demain matin.

En ce qui touche la question soulevée par Votre office daté également du 2 Février³, et les conséquences pour la Suisse de l'annexion de l'Alsace et d'une par-

3. Non reproduit. Cf. E 1001 (E) 9 1/90. A ce sujet, cf. n° 323.

tie de la Lorraine à l'Allemagne, je n'ai pas encore voulu en entretenir aujourd'hui d'une manière explicite M. Jules Favre, en raison de l'importance de cette question et surtout des difficultés qui s'y rattachent. J'ai cependant profité de notre voyage pour lui exposer les inconvénients et le préjudice que ces changements provoqueraient, non seulement pour Bâle, mais pour la Suisse entière; j'ai indiqué brièvement les motifs qui engagent la Confédération à désirer vivement le maintien de l'état actuel des choses. J'ai ajouté que si, contre le vœu de la Suisse, l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne devait être acceptée par la France comme condition de la paix, certaines concessions en faveur de la Suisse, dans les environs de Bâle, seraient extrêmement désirables pour les intérêts militaires de mon pays et pour les intérêts commerciaux des deux Etats.

M. Favre a immédiatement compris mes allusions et répondu que, quant à lui, il préférerait, par des motifs bien naturels, voir une partie de l'Alsace s'adjoindre à la Suisse, plutôt que de passer aux mains de l'Allemagne. Mais il pense que toute idée de cette nature rencontrerait de la part de la Prusse une opposition très décidée. Il m'a suffi pour le moment d'apprendre à connaître l'impression première produite par cette idée sur le Ministre Français des Affaires Etrangères. Dans tous les cas, avant d'entrer dans d'ultérieures explications sur cette grave question, il serait très désirable que je puisse apprendre à connaître Votre opinion et Vos propositions d'une manière plus positive, plus explicite, plus nette que ce ne me paraît être le cas dans Votre office du 2 Février. Pour entamer des tractations sur une question aussi difficile, il est nécessaire de désigner ce qu'on demande, et il ne serait guère possible de rester dans des termes aussi vagues, par exemple sur l'étendue du *sogeannte* «*Grenzbezirk*» soit en première ligne, soit comme concession éventuelle.

D'après tout ce que j'ai pu apprendre, soit par M. Favre, soit par le Comte Solms, ancien Chargé d'affaires de Prusse à Paris, je n'ai plus guère de doutes sur le fait que la cession de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine sera une des conditions *les plus positives* du programme de l'Allemagne dans le projet de traité de paix.

J'attends donc, *sans retard* de Votre part, des instructions ultérieures, avec un projet et des plans définis et déterminés, en Vous priant de m'indiquer, d'une manière plus complète, les motifs sur lesquels mes démarches devraient être basées. L'absence *de propositions formelles* m'a empêché d'aller plus loin dans la conversation confidentielle que j'ai eue à ce sujet avec M. Favre et d'aborder d'une manière quelconque, de près ou de loin, la question dans mon entretien avec M. de Bismark, déjà aujourd'hui.

Si je n'ai pas réussi au gré de mes désirs sur l'objet principal de la mission que j'avais entreprise aujourd'hui, Vous Vous convaincrez toutefois que j'ai apporté tout l'empressement possible à exécuter Vos instructions.

En terminant, j'ajoute que M. de Bismark s'est soigneusement abstenu de toute allusion au conflit avec le Corps diplomatique au sujet du bombardement de Paris⁴ et cela soit dans l'audience elle-même, soit dans nos conversations particulières avant et après l'audience.

4. Cf. nos 316 et 318.

J'ai l'intention de m'entretenir encore une fois avec Favre avant son départ pour Bordeaux, sur la question extrêmement délicate, concernant l'annexion éventuelle de l'Alsace à l'Allemagne. Je ne suis pas sans inquiétudes sur d'autres questions qu'elle pourrait provoquer et il est d'autant plus nécessaire de me faire parvenir des instructions positives et d'indiquer clairement ce que je dois demander en Votre nom. Il pourrait devenir nécessaire de me rendre à Bordeaux pour quelques jours pour des pourparlers de cette importance. Est-ce que Vous m'y autorisez d'avance *confidentiellement*? Lardy resterait ici pour les affaires courantes.

P.S. Veuillez m'envoyer une copie de la convention signée⁵ entre le Général Herzog et le Commandant des Troupes françaises, entrées sur le territoire Suisse, et une copie de l'arrangement conclu en 1859 dont parle Votre office.

5. Cf. n° 321, annexe.

329

E 1001 (E) q 1/90

Le Conseil fédéral
au Ministre résident du Bade à Stuttgart, F. von Dusch¹

Copie

N

Bern, 10. Februar 1871

Aus Ew. Hochwolgeboren sehr verehrter Note vom 5. diess.² hat der schweizerische Bundesrath mit besonderer Befriedigung sich überzeugt, dass die Angaben über eine Versammlung, welche den 26. Dezember v. J. in Waldshut stattgefunden und der Schweiz feindselige Beschlüsse gefasst haben sollte, jeder thatsächlichen Begründung entbehren und er wird nicht säumen, diess zu möglichster Verhütung derartiger leichtfertiger Mittheilungen zur öffentlichen Kenntniss zu bringen.

Wenn jene Nachrichten³ in der Schweiz so leicht Glauben gefunden haben, so dürfte der Grund davon wol darin zu suchen sein, dass das, was die fragliche Waldshuterversammlung besprochen und beschlossen haben sollte, lediglich vielfachen Kundgebungen zu entsprechen schien, welche im Verlaufe des gegenwärtigen Krieges von Seite deutscher Publizisten ausgegangen waren.

Hinwieder hat der Bundesrath auch nie im mindesten daran gezweifelt, dass die h. Grossherzogliche Statsregierung mit ihm in dem Bestreben einig gehe, nicht nur die guten Beziehungen zwischen den beidseitigen Staten, sondern auch das freundnachbarliche Verhältnis zwischen den Grenzbevölkerungen ungetheilt zu

1. *Accrédité également à Berne.*

2. *Non reproduite. Cf. E 2/477.*

3. *Il s'agit de nouvelles concernant des menées annexionnistes de Badois, dont l'attitude anti-suisse ne faisait aucun doute. Cf. E 2/477.*

erhalten und er ergreift gerne die Gelegenheit, der Grossherzoglichen Regierung die verschiedenen Beweise der Anerkennung höflichst und bestens zu verdanken, welche Hochdieselbe dem Bestreben der schweizerischen Behörden und Völkerschaften, freundnachbarliche Gesinnung gegen die Angehörigen des Grossherzogthums zu bekunden, hat zu Theil werden lassen.

Indem der schweiz. Bundesrath sich der angenehmen Hoffnung hingibt, dass mit dem Eintritt des auch von ihr sehnlichst gewünschten Friedens und mit der Wiederkehr gewöhnlicher Verhältnisse bald alles wieder vergessen sein dürfte, was während des Krieges das erwünschte und glücklicherweise auch bestehende gute Vernehmen zwischen den Völkerschaften beider Länder vorübergehend getrübt haben mag, benutzt er auch diesen Anlass, um etc.

330

E 1004 1/84

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 février 1871

601. Norddeutsche Gesandtschaft, Graf Bismark,

1. Ablehnung der Rückkehr der französ. Ostarmee nach Frankreich,
2. seine Anerkennung der loyalen Neutralitätswahrung durch die Schweiz.

Im Weiteren macht das Präsidium die Mittheilung, dass ihm von der *Norddeutschen Gesandtschaft* die Abschrift¹ eines Kommunikats des Grafen Bismark vom 7. diess mitgetheilt worden sei, also lautend:

«Herr Dr. Kern hat mir im Namen der schweizer. Regierung den Wunsch ausgedrückt², dass wir uns mit der französischen Regierung verständigen möchten, damit die *in die Schweiz übergetretenen 80 000 Mann* entlassen würden.

Ich habe diess unbedingt ablehnen müssen. Wir anerkennen und bedauern die Last, welche der Schweiz dadurch auferlegt ist; aber die französische Regierung ist, nach den gemachten Erfahrungen, ganz ausser Stande, Garantien zu geben, dass diese Truppen nicht sofort wieder gegen uns ins Feld marschiren, sobald sie den französischen Boden betreten.

Die Schweiz hat bisher in loyaler Weise die Neutralität aufrecht erhalten. Wir bitten, dass sie die wenigen Wochen, die hoffentlich nur noch erforderlich werden, darin fortfahren und dadurch den Frieden beschleunigen helfen möge.

Die Rückkehr jener Truppen nach Frankreich würde die Chancen des Friedens erheblich vermindern und nur gemissbraucht werden, um ihn hinauszuschieben. gez. Bismark.»

Es ist hievon Vormerkung genommen worden.

1. Cf. E 27/13345 Band 2.

2. Cf. n° 328.

*Le Commandant de l'Armée française de l'Est, le Général J. Clinchant,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

L

Berne, 12 février 1871

Les journaux publient un Ordre du jour adressé par M. le général Herzog aux troupes sous ses ordres, et dans lequel se trouve l'appréciation suivante, relative à l'armée française qui est entrée en Suisse:

«Un terrible spectacle, dit-il, s'est déroulé sous vos yeux. Vous avez pu assister à ce fait désolant d'une grande armée où les liens de la discipline étaient presque entièrement détruits, ce qui l'avait mise dans cet état de dissolution que nous avons tous constaté avec chagrin.

Puisse ce spectacle se graver dans votre mémoire, et comme un terrible exemple, augmenter en vous les convictions que sans discipline et subordination, il n'y a pas de bonne armée: le courage et les sacrifices sont vains.»

J'ignore, Monsieur le Président, quels sont les actes d'indiscipline et d'insubordination sur lesquels a pu se fonder le jugement formulé par M. le général Herzog. Pour ma part, je n'en ai constaté aucun, et aucun ne m'a été signalé.

Je reconnais d'ailleurs l'état de dissolution où en était venue l'armée de l'Est, et qui m'a décidé à demander pour elle asile sur un territoire neutre. Mais la cause en est ailleurs et surtout dans les fatigues excessives qu'elle a supportées. Depuis quatre mois, les troupes de nouvelle formation qui la composent ont combattu successivement dans les Vosges, sur la Loire, et dernièrement encore à Héricourt, marchant sans relâche, et bivouaquant le plus souvent dans la neige et dans la boue. Beaucoup de soldats avaient les mains et les pieds gelés, presque tous étaient atteints de bronchites et d'affections de poitrine, auxquelles ils résistaient dans la mesure de leurs forces pour ne point quitter leur drapeau.

Cette situation avait amené un grand nombre de traînards qui suivaient les colonnes comme ils pouvaient, et auxquels j'ai donné l'ordre de précéder l'armée en Suisse. L'évacuation brusque et forcée de nos hôpitaux de Pontarlier est encore venue en grossir le nombre et nos premières colonnes présentaient réellement un triste spectacle.

Derrière elles, sont venues les troupes encore organisées qui avaient combattu à Joux. Si toutes ne marchaient pas d'une façon bien régulière, cela tient au désordre qui se produit toujours à la suite d'un combat, même dans les armées les plus vieilles et les mieux organisées, surtout lorsque ce combat a lieu sur un terrain très accidenté. Il aurait d'ailleurs été réparé en quelques heures si l'on avait pu concentrer chaque corps de troupe *[en]* un point déterminé, comme on le fait toujours en pareil cas, et comme je l'avais demandé à M. le général Herzog.

J'ai cru de mon devoir, Monsieur le Président, de rectifier l'opinion publiquement exprimée par M. le général Herzog; j'y manquerais assurément si je ne vous adressais en même temps l'expression de ma vive reconnaissance pour la population suisse tout entière, chez laquelle nos soldats ont trouvé l'accueil le plus cordial et le plus sympathique.

332

E 2300 Vienne 18

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiel

Wien, 12. Februar 1871

Indem ich Ihnen Ihre geehrten Mittheilungen vom 8. Februar¹ samt den Beilagen auf das verbindlichste verdanke, erlaube ich mir, Ihnen mitzutheilen, dass die rasche und geordnete Durchführung der Entwaffnung und Internirung der Bourbakischen Armee, soweit dieselbe bis jetzt aus öffentlichen Blättern bekannt wurde, allgemein hier die höchste Anerkennung gefunden hat. Man zollt der Schnelligkeit und Ordnung, mit der diese militärischen Operationen ausgeführt wurden, um so unbedingteres Lob, als man ziemlich allgemein der Ansicht war, dass unser Wehrsystem ein so entscheidend promptes, präzises Ineinandergreifen nicht gestatte, oder dass wenigstens bei der verhältnismässig geringen practischen Übung unserer Truppen, Intendanzen etc. mancherlei Störungen und Unordnungen vorkommen würden.

Von meinen deutschen Collegen ist mir bei verschiedenen Anlässen ihr Bedauern ausgedrückt worden, dass manche und zum Theil angesehene deutsche Blätter eine so höhrende, verletzende u. beleidigende Sprache gegen die Schweiz führen. Wenn es auch nur vereinzelt Stimmen sind und der süddeutsche Chauvinismus nicht gerade besorgniseinflössend ist, so bewirken doch diese Aufreizungen eine gegenseitige Erbitterung, die am wenigsten bei Gränznachbarn Platz greifen sollte.

Sowohl in der hiesigen Presse, als bei der Bevölkerung im Allgemeinen, herrscht eine namenlose Erbitterung gegen das neue Ministerium, trotzdem man bis jetzt von demselben keinen anderen Act, als die dem Kaiser vorgeschlagene und gewiss sehr zweckmässige Amnestie für politische Pressvergehen, kennt.

Der Hass gegen die neue Regierung beruht vor der Hand auf blossen «Befürchtungen einer beginnenden Reaction». Sehr viel erhöht den Missmuth der Presse, der Umstand, dass sie absolut keine Ahnung von der Zusammensetzung des neuen Cabinetes hatte und ebenso, wie das grosse Publikum, durch die amtliche Wiener Zeitung, welche die Ernennung brachte, überrascht wurde. So ein officielles, undurchdrungenes Geheimniss verwinden die heutigen Journalisten eben sehr schwer.

Der neue Landesvertheidigungs-Minister, Generalmajor Freiherr von Scholl, besuchte mich am zweiten Tage nach seiner Ernennung und sagte mir im Laufe des Gespräches: «Ich hoffe, dass Sie mich aus unseren freundschaftlichen Beziehungen genau genug kennen, um überzeugt zu sein, dass ich unter keiner Bedingung in einem Ministerium, das reactionäre, ultramontane oder inconstitutionelle Tendenzen verfolgt, ein Portefeuille angenommen hätte». Er bemerkte mir fer-

1. *Non reproduites.* Cf. E 2200 Vienne 1/52.

ner, dass das Ministerium unverbrüchlich auf dem Boden der Verfassung stehen, aber auch mit unnachsichtiger Strenge den von der Reichsvertretung erlassenen Gesetzen Achtung verschaffen werde. Er meinte, es sei allerdings eine sehr schwere Aufgabe für die Regierung, stillschweigend die masslosen Angriffe der Presse über sich ergehen lassen zu müssen und einer Nation gegenüber zu treten, deren Vertrauen in die Regierung vom ersten Augenblicke ihres Amtsantrittes systematisch untergraben werde. Das Ministerium werde sich jedoch durch diese ungünstigen Umstände nicht beirren lassen, sondern mit eiserner Consequenz sein vom Kaiser gutgeheissenes Programm ausführen.

Minister von Scholl ist ein ausgezeichneter Hydrotechniker und war auch eines der einflussreichsten Mitglieder der Donauregulierungscommission. Wir hatten schon seit zwei Jahren wiederholt die Rheindurchstichsfrage zum Gegenstand eingehender Erörterungen genommen. Ich ergriff daher die Gelegenheit, ihn freundlichst zu ersuchen, mich in seiner neuen Stellung in meinen Bemühungen, die Frage einem baldigen Abschlusse entgegenzuführen, zu unterstützen und er versprach mir sowohl direct beim Minister des Innern, Grafen Hohenwart, diese Angelegenheit zu befürworten, als auch bei jeder Gelegenheit im Ministerrath dieselbe aufs wärmste zu vertreten.

PS. Die heutige «alte Presse» bringt über den Vorschlag des h. Bundesrathes beim Grafen Bismark, die franz. Armee Bourbaki zu entlassen, einen namenlos gehässigen Artikel voll Insulten u. Hohn gegen die Schweiz. Es darf diess nicht gerade Wunder nehmen, da der Eigenthümer & Chefredacteur der «Presse», *Traeger*, ein geborener Preusse (aus Königsberg) ist u. nach verlässlichen Angaben während des ganzen Krieges im Solde Preussens stand.

333

E 27/13345 Band 2

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Confidentiell

Berlin, 13. Februar 1871

Gestern hatte ich den Besuch des hiesigen Badischen Gesandten Herrn v. Türkheim. Derselbe theilte mir unter anderem mit, dass er vorgestern im Auftrag seiner Regierung das deutsche auswärtige Amt ersucht habe, bei der Schweizerischen Bundesregierung sich dahin zu verwenden, dass die in die Schweiz *übergetretenen französischen Truppen nicht nach den rechtsrheinischen Gebieten unseres Landes verlegt werden*. Als Grund dieses Ansinnens machte Hr. v. Türkheim die Befürchtung der Gränzbevölkerung hinsichtlich des möglichen Ausbrechens der Internirten geltend, für welche der Rhein, gegenüber den militärisch ganz

unbesetzten Gränzgebieten Badens, eine zweckmässige u. dortseits erwünschte Schranke bilden würde.

Ich muss gestehen, ich war durch diese eigenthümliche Hinweisung auf die Rheinlinie als Internirungsgränze etwas frappirt, obgleich ich bei näherer Überlegung des sachlichen Herganges annehmen durfte, dass die badische Regierung vielleicht wirklich nur durch die Reklamationen ihrer Gränzdistrikte veranlasst fragliches Gesuch bei Herrn v. Thile angebracht habe. Herr v. Türkheim sagte mir auch, Hr. v. Thile habe ihm die Verwendung des auswärtigen Amtes in Aussicht gestellt, jedoch beigefügt, dass dieselbe nur unter Berufung auf das Badische Begehren selbst angebracht werden würde; aus welcher Notiz ich folgerte, dass die Sache Herrn v. Thile nicht ganz genehm war. Ich habe wahrscheinlich morgen Anlass, Herrn v. Thile hierüber zu sprechen.

Ich beschränkte mich dann, Herrn v. Türkheim gegenüber mich dahin zu äussern, dass die Repartition der Internirten bereits eine vollzogene Thatsache sey, u. eine Vertheilung der Internirten, wie solche sich aus der Evacuation der Depots in Schaffhausen u. Baselstadt ergeben müsste, für uns eine mit vielen Schwierigkeiten verknüpfte Massnahme wäre. Ich sey überzeugt, die Schweiz werde es an einer gewissenhaften Überwachung der Internirten nicht fehlen lassen; es sey auch nicht anzunehmen, dass die bei uns internirten Franzosen einen besonderen Beweggrund haben sollten, unbewaffnet in Feindesland auszubrechen. Jedenfalls scheinen mir die in unserm rechtsrheinischem Gebiet internirten u. bewachten Franzosen für die badische Bevölkerung nicht gefährlicher zu sein, als die Kriegsgefangenen im Badischen Lande selbst; oder in andern deutschen Bundesländern, wo solche sogar zu bürgerlicher Arbeit in Städte, Dörfer u. Gutshöfe abgegeben werden. So sehr unsere Regierung auch wünschen werde, der badischen Bevölkerung alle Beruhigung zu gewähren, so werde es ihr möglicherweise doch der Konsequenzen wegen nicht so leicht sein, dem Wunsch Badens zu entsprechen.

Ich glaubte, Ihnen diese Unterhaltung mit Rücksicht auf die bevorstehenden amtlichen Schritte des auswärtigen Amtes mittheilen zu sollen.

334

E 13 (B) 271

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Wien, 16. Februar 1871

Durch geehrte Depesche des Herrn Bundespräsidenten d. d. 4. September 1868¹ wurde mir Copie einer Eingabe des Schweizervereines in Bukarest an das eidgenössische politische Departement mitgetheilt, in welcher die Petenten um

1. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/49.

die Errichtung eines schweizerischen Consulates in den Donaufürstenthümern ansuchten. Gleichzeitig beauftragte mich der Herr Bundespräsident, vertrauliche Erkundigungen über die Zulässigkeit u. Stellung der Consuln in Rumänien für Staaten, die mit der Türkei in keinem Vertragsverhältnisse stehen, einzuziehen.

Durch meine Depesche vom 21. October 1868² beantwortete ich die an mich gestellten Fragen nach einer Rücksprache mit dem Grafen Beust eingehend. Der österreichische Reichskanzler war der Ansicht, dass es nicht angezeigt wäre, Consulate in Rumänien zu errichten ohne Einwilligung oder wenigstens Mitwissen der Pforte, da das Suzeränitätsverhältniss derselben zu Rumänien doch noch immer in Kraft stehe. Um Gewissheit darüber zu erlangen, welche Ansichten die Pforte in Bezug auf *Errichtung schweizerischer Consulate in den Donaufürstenthümern* habe, ersuchte ich Baron Bernus, der im Dezember 1869 nach Constantinopel reiste und als Schwiegervater des ersten österreich. Botschaftsrathes öfter Gelegenheit hatte, mit dem Minister des Äussern zusammenzukommen, ganz confidentiel Erkundigungen über diesen Punkt einzuziehen.

In meiner Depesche von 14. April 1869³ berichtete ich dem Herrn Bundespräsidenten ausführlich die mir von Baron Bernus überbrachte Antwort. Sie lautete dahin, dass der Errichtung von schweizerischen Consulaten in Rumänien jedenfalls ein Handelsvertrag zwischen der Schweiz und der Türkei vorangehen müsste, dass durch Stipulationen in demselben ohne Zweifel zu Gunsten der Schweiz eine Ausnahme von dem bis jetzt festgehaltenen Grundsatz gemacht würde, demzufolge nur diejenigen Staaten ein Recht haben, in der Türkei Consulate zu errichten, welche auch einen Gesandten bei der Pforte beglaubigt haben. Die türkische Regierung zeigte bei dieser Gelegenheit ihre volle Geneigtheit zum Abschlusse eines Handelsvertrages mit der Schweiz.

Diese Mittheilungen des Baron Bernus wurden mir später vollinhaltlich vom damaligen türkischen Botschafter Haider Effendi bestätigt.

Von Seite des Herrn Bundespräsidenten wurde mir 1870 mitgetheilt, dass vorerst der Bericht der Abordnung zu der feierlichen Eröffnung des Suezcanales abzuwarten sei, ehe diese Frage in fernere Erwägung gezogen werden könne. Bei meiner letzten Anwesenheit in Bern theilte mir Herr Bundespräsident Dubs mit, Herr Minister Kern habe sich geäussert, dass die Schweizer in der Türkei noch für eine Reihe von Jahren unter dem französischen Protectorate stehen und dass er der Ansicht sei, dass es besser wäre, einen solchen Vertrag in Paris abzuschliessen.

Wenn auch die Schweizer in der Türkei vorerst noch unter französischem Protectorate stehen, so ist diess doch nicht mit den vielen unserer Landsleute in den Donaufürstenthümern der Fall, denn diese wenden sich bekanntlich vorkommenden Falles an irgend einen beliebigen anderen Consul, und wie mir versichert wird, geschieht diess auch sehr häufig in der Türkei. Warum aber ein Handelsvertrag mit der Türkei gerade in Paris abgeschlossen werden sollte und nicht ebenso gut in Wien, ist nicht leicht einzusehen.

In meiner Depesche N^o 157/1045 d. d. 14. December 1870⁴ hatte ich die Ehre,

2. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/49.

3. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Vienne 1/49.

4. *Non reproduite.*

dem Herrn Bundespräsidenten mitzutheilen, dass der neue hiesige türkische Botschafter Khalil Bey mir gegenüber die Vermuthung ausgesprochen habe, dass die Proposition zum Abschlusse eines Handelsvertrages zwischen der Schweiz und der Türkei vielleicht von Constantinopel aus wieder in Anregung gebracht werde. Diess ist nun in der That geschehen, denn vor zwei Tagen zeigte mir der türkische Botschafter Khalil Bey officiel an, dass, falls die Schweiz gewillt sei, einen Handelsvertrag mit der Türkei abzuschliessen, er von der Pforte beauftragt sei, mit mir die Praeliminarien zu einem solchen zu berathen.

Auf diese formelle Anfrage muss ich begreiflicherweise dem Botschafter auch eine bestimmte Antwort ertheilen und ich erlaube mir daher, Sie höflich zu ersuchen, mir gefälligst mittheilen zu wollen, wie dieselbe zu lauten hat.

Die Dispositionen der Pforte scheinen jedenfalls günstig zu sein, und es ist immerhin die Frage, ob wir später das nämliche Entgegenkommen finden werden.

335

E 1001 (E) q 1/90

Le Conseil fédéral à Guillaume I^{er}, Empereur d'Allemagne

Copie
N

Bern, 20. Februar 1871

Mit allerhöchstem Schreiben vom 29. v. Mts.¹ haben Ew. Kaiserliche Majestät den schweizerischen Bundesrath zu benachrichtigen die ausgezeichnete Güte gehabt, dass auf das einmüthige Ersuchen der Fürsten und freien Städte Deutschlands Ew. Majestät sich veranlasst gesehen habe, bei Wiederherstellung des deutschen Reiches die Kaiserwürde für Allerhöchst Ihre Person, sowie für die Nachfolger auf Preussens Thron anzunehmen.

Indem der schweizerische Bundesrath von diesem so bedeutungsvollen Ereignisse mit dem lebhaftesten Interesse und mit der aufrichtigsten Theilnahme Kenntnis nimmt, beeilt er sich, Ew. Majestät seine besonderen Glückwünsche ehrerbietigst darzubringen. Auch er hegt die zuversichtliche Hoffnung, dass es Ew. Majestät unter dem gnädigen Beistande der Vorsehung gegeben sein möge, die mit jener erhabenen Würde verbundenen grossen Pflichten zum Heile Deutschlands in segensreichster Weise zu erfüllen.

Stark nach Aussen, wolgekräftigt im Innern wird das wiedererstandene Reich unter Ew. Majestät ebenso fester als weiser Führung fortan diejenige Stellung einnehmen, welche ihm nach seiner providentiellen Sendung gebührt und welche einer durch alle Tugenden des Geistes und Gemüthes hervorragenden Nation für immer nicht vorenthalten bleiben durfte.

Hieran knüpft sich aber auch die fernere Hoffnung, dass es den übrigen Staaten und Völkern vergönnt sein werde, in der eben vollzogenen grossartigen politi-

1. *Non reproduite. Cf. E 2/487.*

schen Schöpfung stets einen starken Hort zu finden für Recht und Gerechtigkeit, wie für den edlen Wettstreit, in allen Bestrebungen rechter Zivilisation und wahrer Humanität.

Indem der schweizerische Bundesrath für die der Schweiz so freundschaftlichen Gesinnungen, welche Ew. Majestät auch bei diesem Anlasse Ausdruck zu geben die Gewogenheit gehabt, seinen Dank auszusprechen sich beehrt, ergreift er auch die gegenwärtige, so bedeutsame Gelegenheit, um Ew. Kaiserliche Majestät die Versicherung seiner tiefsten Hochachtung ganz ergebenst zu erneuern.

336

E 2/475

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R
Confidentiel

Paris, 24 février 1871

Ainsi que j'avais l'honneur de Vous l'annoncer dans mon rapport du 22 Février / soir et 23 Février / matin¹, je me suis rendu hier à Versailles en sortant de mon entrevue avec M. Thiers.

Je me suis rendu tout droit à l'habitation de M. de Bismark. Le comte de Hatzfeldt, Conseiller de Légation, [m'a] dit que le Chancelier avait reçu toute la matinée des députations, que trois étaient encore inscrites et qu'une d'entre elles aurait sans doute une longue audience, celle de la ville de Mulhouse. Je priai alors M. de Hatzfeldt d'informer M. de Bismark de ma présence à Versailles et de lui demander de me fixer l'heure à laquelle il pourrait me recevoir le soir, ou le lendemain matin.

Une demi-heure après, je recevais à mon hôtel l'avis que mon audience était fixée pour 9 heures du soir.

A dîner, je fis la connaissance du Comte Bray, Ministre des Affaires Etrangères de Bavière, que je rencontrai par hasard et qui me parut, comme la plupart des chefs de gouvernements secondaires de l'Allemagne, éviter avec le plus grand soin d'exposer son opinion personnelle sur une question quelconque.

Le soir, je trouvai le Comte Bismark étendu sur une chaise longue et souffrant tellement de rhumatisme, que je crus devoir lui offrir de revenir le lendemain. Il me répondit préférer encore s'entretenir ce soir avec moi, ne sachant pas si demain il lui serait possible de recevoir qui que ce fût.

J'ai donc exposé au Chancelier allemand les deux questions principales soulevées par vos offices des 2², 8³ et 18⁴ Février. Plutôt que de reproduire ici à peu près

1. *Non reproduit.*

2. *Cf. n° 324.*

3. *Non reproduit. Cf. E 2200 Paris 1/83.*

4. *Non reproduit. Cf. E 2200 Paris 1/83.*

textuellement vos instructions, je crois devoir m'étendre surtout sur les réponses qui m'ont été faites par M. de Bismark, dans la pensée que là surtout résident l'intérêt et l'importance de cet entretien.

«Vous m'avez d'abord parlé des intérêts de la défense de Votre pays, me dit M. de Bismark, et du *côté militaire* de la question. Je puis difficilement Vous cacher mon étonnement de ce que le Conseil Fédéral ait jugé nécessaire de s'occuper de ce point, et de le faire déjà actuellement. Je ne vois pas qu'il y ait plus de danger pour Votre neutralité si nous sommes Vos voisins, que si c'est la France. Est-ce que nous aurions donné à Votre gouvernement des motifs de se défier de nous? J'ajouterai qu'on nous a laissés seuls pendant la guerre à lutter contre la France; et pour la paix aussi, nous tenons à rester seuls, et à ne pas admettre l'intervention d'autres puissances.»

J'ai répondu immédiatement que non seulement la Suisse n'avait pas de motifs de défiance, mais qu'autant que j'avais pu l'apprendre, les meilleures relations existaient entre le Conseil Fédéral et les divers Etats allemands.

«Mais qu'est-ce que demande donc Votre gouvernement, reprit M. de Bismark? Si Vous voulez une cession de territoires, dites-le moi. Je répondrai par écrit, car je ne voudrais pas accepter de propositions verbales sur des questions de cette importance.»

J'ai fait observer que ma démarche était entièrement confidentielle, que des intérêts majeurs pour la Suisse se trouvaient engagés et peut-être compromis, que je ne venais pas faire de demande officielle, mais que je tenais à avoir avec lui une conversation sur la manière dont les intérêts en jeu pourraient être sauvegardés. Le but de la Suisse ne peut pas être de chercher à étendre son territoire. Elle demande une rectification de frontière, destinée à faciliter la défense de sa neutralité; elle tient aussi à sauvegarder ses intérêts commerciaux, qui pourraient éventuellement se trouver compromis par l'interposition d'un troisième territoire entre la Suisse et la France. Une troisième ligne de douanes, une législation douanière nouvelle, une troisième souveraineté cherchant à faire prévaloir ses intérêts, tels sont les obstacles que la Suisse entrevoit au point de vue commercial, si l'Allemagne prend possession définitive d'une partie de la ligne entre Bâle et Paris.

M. de Bismark m'a répondu qu'il serait assez difficile, au point de vue militaire, de considérer comme une simple rectification de frontière, et non comme une cession de territoires, la partie indiquée sur votre carte⁵ par une ligne bleue, partant du Rhin à Kembs et suivant le canal du Rhône au Rhin jusque près de Montbéliard, puis suivant le cours du Doubs jusqu'à Brémondcourt. Je ne puis pas parler au nom de tous les Gouvernements intéressés, mais je crois qu'il ne pourra jamais être question de céder, sous le nom de rectification de frontière, des territoires aussi importants.

«En tout état de choses, continua-t-il, il me paraît *prématuré* de parler de pareilles transactions et de cessions territoriales, avant que nous ayons pu nous entendre avec la France. Je ne Vous cache pas que nous demandons toute l'Alsace, et sur ce point, M. Thiers peut actuellement savoir à quoi s'en tenir. J'ai été envers lui aussi net que possible dans notre dernière conférence.

Il y a déjà longtemps du reste, que le Conseil Fédéral sait que, suivant les cir-

5. Se trouvant dans E 2200 Paris 1/83. Cf. aussi p. 724.

constances, une partie de l'Alsace, plus grande que celle indiquée sur Votre carte, aurait pu revenir à la Suisse dans certaines éventualités. Le Conseil Fédéral ne peut pas ignorer que j'ai eu autrefois l'idée de faire de cette partie de pays, que je connais fort bien, un Canton Suisse avec Mulhouse pour chef-lieu. Mais à cette époque, on avait montré peu d'empressement à entrer dans mes vues, et aujourd'hui les circonstances ne sont plus les mêmes.»

J'ai répliqué que ces offres ne me paraissaient pas avoir eu un caractère officiel, puisque je n'en avais jamais entendu parler par personne en Suisse. J'ai ajouté que la Suisse étant obligée, au prix de grands sacrifices, de faire respecter sa neutralité pendant la guerre, avait aussi l'obligation, en cas de négociations qui modifient les conditions de cette neutralité, de ne pas rester indifférente. Son devoir est de s'exprimer ouvertement, et de chercher à se rendre compte, confidentiellement d'abord, des moyens de parer aux éventualités de l'avenir. On peut d'autant moins en vouloir à la Suisse de cette conduite, que sa neutralité est d'intérêt européen, et qu'elle n'admet et ne règle définitivement des questions de cette nature qu'avec le concours des puissances garantes.

M. de Bismark répliqua alors:

«Pour terminer mes observations relatives au point de vue militaire que Vous avez invoqué, je dois me réserver, une fois que nous serons en possession de l'Alsace, d'examiner si réellement cette rectification de frontière se justifie au point de vue de la défense de Votre neutralité. Je n'en suis pas convaincu pour le moment, mais ce qui est clair, c'est qu'il ne pourrait être distrait de l'Alsace un territoire de l'étendue indiquée par Votre Département militaire.»

M. de Bismark m'a paru surtout ne vouloir à aucun prix de l'immixtion d'une autre puissance dans les négociations. Il s'est exprimé sur ce point avec une vivacité significative (*Gereiztheit*). Il me semble donc qu'il y a lieu de ne pas donner suite à l'idée de M. Thiers, de s'adresser confidentiellement à la Russie. Aussi ai-je cru devoir vous télégraphier immédiatement de Versailles: «Renoncez préalablement à l'envoi d'experts et à *toute autre démarche* comme prématurée, etc.»

Passant ensuite au *point de vue commercial*, M. de Bismark a répondu que l'Allemagne n'étant pas encore en possession, il lui était impossible de savoir ce qu'elle déciderait plus tard. Il croyait donc que sur ce point aussi, des pourparlers étaient prématurés, et qu'il y avait lieu de réserver la question.

«Le Gouvernement Fédéral doit savoir, ajouta-t-il, que, en matière commerciale, les Allemands sont plus libéraux que les Français, et surtout en matière de transit.

Si la Confédération veut *plus tard* formuler des demandes, l'Allemagne les examinera, mais dans l'état actuel, elle n'est pas en mesure de se prononcer.»

J'ai opposé au Comte Bismark les vues développées dans vos divers offices. La France nous accorde actuellement de grandes facilités pour le transit, mais ce qu'il est surtout important de relever, c'est que les traités de commerce sont faits pour un temps déterminé et assez court, tandis qu'en fixant une ligne frontière, on a la prétention qu'elle sera définitive. La Suisse a un intérêt majeur à ce que sa principale communication par voie ferrée avec la France ne puisse pas être grevée de taxes douanières allemandes, sous un titre quelconque. La question est de savoir si l'on ne pourrait pas créer une ligne neutre qui ne serait pas soumise à la législation et aux tarifs de l'Allemagne et qui serait indépendante de la conclusion ou de la

durée des traités de commerce. Il existe des exemples de conventions internationales analogues.

Restait l'idée d'une réserve conçue en termes généraux, et qui aurait pu être insérée soit comme appendice au traité de paix, soit faire l'objet de correspondances entre l'Allemagne et la Confédération. Cette réserve aurait eu pour but de garantir à la Suisse certains droits et aurait été rédigée sur la base de l'exposé de M. le Président de la Confédération, du 18 Février⁶.

J'ai soumis cette idée à M. de Bismark, et c'est celle qui m'a paru lui répugner le plus. Il m'a répondu nettement que les réserves générales étaient trop souvent une source de conflits.

C'était en prévision de cette réponse que je vous avais demandé l'envoi d'experts militaires ou commerciaux. Convaincu que M. de Bismark, s'il voulait nous faire une concession quelconque, préférerait une ligne déterminée et verrait de mauvais œil une réserve générale, j'avais désiré le concours d'hommes spéciaux qui auraient pu m'indiquer une seconde ligne frontière éventuelle, pour le cas probable où l'Allemagne nous aurait concédé une ligne beaucoup moindre que celle indiquée sur votre carte.

Mais comme j'ai pu me convaincre que, pour le moment et avant la conclusion de la paix, M. de Bismark était décidé à ne faire aucune concession ni générale ni précise, j'ai cru devoir vous télégraphier de Versailles, le matin, de ne pas donner suite à l'envoi d'experts⁷.

Bien que le Chancelier allemand laisse entrevoir la pensée que la question pourrait être soumise à un nouvel examen après la prise de possession de l'Alsace par l'Allemagne, et bien qu'il n'y ait pas de sa part de refus absolu d'entrer en matière, on se tromperait fort à mon avis en ajoutant trop de poids à ses assertions. Je crois qu'il y a là beaucoup d'eau bénite de cour, et qu'il importe de ne pas se faire d'illusions.

Dans mon dernier rapport du 23 Février⁸, j'exprimais l'opinion, partagée du reste par M. Thiers, que ma démarche présentait peu de chances de réussite. Mon entretien avec M. de Bismark a confirmé ces appréhensions, et je dois à la vérité de dire qu'aucune des missions dont j'ai été chargé jusqu'à ce jour ne m'a paru plus délicate et plus difficile.

En raison de la gravité et de l'importance de la question, il me sera permis d'exprimer en quelques mots mon opinion personnelle. Si, contre mon attente, la Suisse obtient une petite rectification de frontière, ce qui peut avoir une certaine valeur au point de vue militaire, il y a lieu pour elle de se demander si, les circonstances se modifiant, elle ne s'aliénerait pas les sympathies de la France pour toujours. La France, si elle cherche une fois à revendiquer ce qu'elle va être obligée de céder à l'Allemagne, voudra peut-être reprendre aussi ce qui aura été cédé à la Suisse. Nous risquons d'être compromis dans une lutte et d'être contraints de faire des sacrifices hors de toute proportion avec les avantages résultant d'une rectification de frontière. Il ne m'est pas possible d'apprécier le côté militaire de la ques-

6. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Paris 1/83.

7. *Non reproduit.* Cf. E 2300 Paris 24.

8. *Non retrouvé.*

tion, mais il me paraîtrait que les intérêts militaires en jeu devraient avoir une importance bien grande pour devoir l'emporter sur le côté politique.

Avant de quitter M. de Bismark, j'ai cru devoir lui rappeler que dans un entretien récent, il m'avait déclaré vouloir faciliter le rapatriement de l'armée de Bourbaki, aussitôt que les circonstances le permettraient. Je lui ai demandé si le moment ne serait pas venu de faire avec la France une convention et d'arriver à une entente sur ce point. Le Chancelier m'a répondu qu'il ne savait pas encore si la paix serait conclue ou non; M. Thiers ne s'était pas encore prononcé de manière à le rassurer complètement. Il ne lui était donc pas possible de s'engager pour le moment.

Dimanche dernier, j'avais adressé au C^{te} Bismark une lettre pour lui demander de donner les ordres pour le rapatriement gratuit de nos compatriotes indigents par la ligne de l'Est. Un certain nombre m'avait demandé, pour motifs de santé ou autres, à pouvoir regagner leur Patrie, et comme le voyage est fort coûteux par Orléans et Lyon, j'avais cru devoir demander des facilités au Quartier général allemand, tant pour les Suisses que pour les Bavares et Badois, placés sous ma protection. M. de Bismark m'a répondu que des difficultés spéciales résultaient du fait que cette ligne était employée aux transports militaires, et du fait aussi que l'administration manquait de wagons de voyageurs. M. de Bismark a renvoyé ma demande à la Commission chargée des questions de chemins de fer.

En rentrant à Paris ce matin à onze heures, je me suis immédiatement rendu chez M. Thiers. Il présidait la séance d'une section de la Commission des XV. J'ai par contre pu causer avec M. Favre et lui communiquer le sens de ma conversation avec M. de Bismark.

M. Favre me répondit: «Je ne suis pas étonné de tout ce que Vous me dites. M. de Bismark est si absolu que le mot *négociier* n'est guère applicable aux entretiens qu'on est appelé à avoir avec lui. Les députés français ont pu l'apprendre amèrement dans les derniers jours. Je crois comme Vous qu'une solution favorable aux vœux de Votre Gouvernement n'est guère possible.»

J'ai fait remarquer à M. Favre que si la France réclamait, dans ses propres intérêts, tout ou partie de ce que demande la Suisse, M. de Bismark ne pourrait pas se servir, vis-à-vis de lui, de son objection favorite: «Pas d'immixtion de puissances étrangères.» Nos intérêts sont communs et en les défendant, vous défendez ceux de votre propre pays.

M. Favre m'a promis de ne pas perdre de vue la question.

J'ajouterai que dans tous ces entretiens, il n'a pas été fait allusion d'un mot à d'autres rectifications de frontières, dans d'autres parties de la Suisse (Schaffhausen et Petit-Bâle).

Tel est, Monsieur le Président, le résumé de l'état de la question. Comme vous le voyez, j'ai tenu à me conformer exactement à vos instructions du 2 Janvier⁹, tendant à vous renseigner sur le «succès que pourraient avoir des démarches officielles de notre part.»

9. *Vraisemblablement du 2 février 1871. Cf. n° 323.*

E 2/475

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Confidentiel

Paris, 25 février 1871

Les pourparlers d'avant-hier avec le Comte de Bismark m'ont pleinement convaincu qu'il y avait parti pris de sa part de ne s'engager en rien vis-à-vis de la Suisse, puisqu'il qualifiait d'immixtion d'une puissance étrangère les réclamations de la Suisse, destinées à sauvegarder des intérêts légitimes qui peuvent être éventuellement compromis par l'annexion de l'Alsace à la France¹.

M. de Bismark nous renvoie jusqu'après la conclusion de la paix, et une fois le traité signé, nous n'obtiendrons peut-être rien, et certainement, si nous obtenons quelque chose, ce ne sera pas dans la mesure que la Suisse est en droit d'attendre.

Sachant que les plénipotentiaires français, MM. Thiers et Favre, se rendraient de nouveau, aujourd'hui, à une heure à Versailles, j'ai tenu à être une fois encore reçu par le Président, pour pouvoir lui exposer, comme je l'avais déjà fait hier vis-à-vis de Jules Favre, la situation telle que je la comprends.

J'ai déjà pu constater que la France ne ferait pas de concessions territoriales directement à la Suisse, mais qu'elle tâcherait de retenir *pour elle-même* autant de territoires que possible. M. Thiers espère même sauver pour la France, par l'intervention de l'Empereur Guillaume, la forteresse de Belfort.

J'ai remis de nouveau aujourd'hui à M. Thiers, sur sa demande, la carte de Dufour que je lui avais précédemment confiée pendant quelques heures, en lui expliquant que dans le cas où Belfort pourrait être conservée par la France, la ligne de démarcation devrait être modifiée.

Je lui ai remis en même temps, à titre de renseignement, une traduction de la ligne de démarcation, telle qu'elle a été formulée par le Gouvernement de Berne, dans une lettre qu'il vous a adressée, et dans le but principal de sauvegarder les communications directes par la ligne de Porrentruy—Delle—Montbéliard.

J'ai formulé en outre un projet éventuel de rédaction pour garantir le transit libre, et sans aggravations pour les chemins de fer, routes principales et canaux, pour les marchandises venant de Suisse ou s'y rendant par l'Est français ou les lignes du Jura.

J'ai terminé en déclarant *franchement* à M. Thiers la crainte de voir nos intérêts communs *gravement compromis*, si, *dans le traité de paix lui-même*, il ne réussissait pas à obtenir des garanties. M. Thiers m'a promis de faire son possible.

A midi et demi, il est parti avec M. Jules Favre pour Versailles, et je n'ai que le temps de vous expédier ce court rapport supplémentaire, avant le départ du courrier qui vous portera mon rapport détaillé d'hier soir².

1. *Vraisemblablement, il s'agit plutôt de l'Allemagne.*

2. *Cf. n° 336.*

La plus grande discrétion est observée sur le résultat des négociations, mais je ne crois pas me tromper en exprimant l'espoir que des *préliminaires* de paix pourront être signés, soit aujourd'hui, soit demain.

PS. Lettres de créance pas encore arrivées.

338

E 2200 Paris 1/83

*Le Président de la Confédération, K. Schenk,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

L

Vertraulich

Bern, 26. Februar 1871

Ich sehe mich veranlasst, die Instruction des Bundesrathes, welche Ihnen Herr Gruner von Winterthur überbringt, mit nachfolgenden Mittheilungen zu begleiten.

Der Bundesrath hat sich Freitag d. 24ten Nachmittags¹ in ausserordentlicher Sitzung mit der in Frage stehenden Angelegenheit beschäftigt. Wir waren damals im Besitz Ihrer beiden Telegramme², von denen das eine sofortige Absendung von Experten wünschte, das andere vorläufige Verschiebung der Abreise dieser Delegirten empfahl und uns von der unmittelbar bevorstehenden Audienz bei Graf Bismark in Kenntniss setzte. Man hatte das Materielle der Frage einlässlich discutirt, u. hatte eventuell, als abzusendende Experten die Herren Oberst Siegfried in Bern und Bürgerm. Stählin in Basel in Aussicht genommen, als ein weiteres Telegramm³ eintraf, welches uns als Resultat der Besprechung mit dem Reichscanzler meldete, dass dermalen weitere Schritte durchaus unnütz wären und der Abschluss des Friedens abgewartet werden solle.

Dieses Telegramm beunruhigte nach zwei Seiten hin. Einmal schien Gefahr vorhanden zu sein, dass wir vor Benutzung des richtigen Momentes zur Erreichung unserer Ziele weggedrängt werden, und sodann sahen wir uns auch im besten Fall ausschliesslich an Deutschland gewiesen, was uns aus naheliegenden Gründen bedenklich erscheint. Wir legen hohen Werth darauf, dass die Angelegenheit von Frankreich aufgenommen und vertreten werde, was um so eher erwartet werden kann, als es sich dabei ebenso sehr um französische, als um schweizerische Interessen handelt und, dieweil diess nur jetzt, in den Friedensverhandlungen zwischen Frankreich und Deutschland, stattfinden kann, dass dieser Moment zur Sicherstellung der in Frage stehenden Interessen auch wirklich benutzt werde.

1. *Non reproduit.* Cf. PVCFE 1004 1/84, 875.

2. *Non reproduits* Cf. E 2/475.

3. *Non retrouvé.*

Diesen Gedanken und Absichten ist der Auftrag entsprungen, welchen Ihnen das beiliegende Schreiben des Bundesrathes bringt.

Gestern Abend hatte ich über den Gegenstand eine Unterredung mit General von Röder, welche ich Ihnen ganz so wiedergebe, wie ich sie unmittelbar nachher niedergeschrieben habe.

«Ich komme zu Ihnen», sagte er, «um Ihnen eine Eröffnung zu machen, Ihnen persönlich, nicht für den Bundesrath bestimmt. Ich habe zwei Telegramme von Bismark erhalten, von denen das eine gestern Nachts halb 12 Uhr noch aufgegeben wurde. Herr Kern hat Verhandlung gepflogen mit Bismark bezüglich einer Grenzregulirung an der Nordgrenze der Schweiz für den Fall einer Annexion des Elsasses an Deutschland. Bismark musste vorläufig ablehnend antworten, da sich nicht wohl Verhandlungen über eine Frage pflegen lassen, welche etwas voraussetzen, was noch nicht fest und sicher ist, die Annexion des Elsasses. Aber es sei von dem Postulate der Schweiz Notiz genommen. Ein weiteres Eindringen in diesem Moment könnte der Schweiz und ihren Wünschen nur schaden, nicht nützen. Jede Complication muss in diesem Augenblick fern gehalten werden. Ein Eingehen in Details, wie sie der schweizerische Vorschlag erheische, sei dermalen unmöglich. Theilen Sie Herrn Kern mit, er möge diesen Augenblick weitere Schritte unterlassen». Ich erklärte ihm, diess sei schön und gut, aber ich wüsste nicht, wie ich eine Sistirung unserer Bestrebungen, welche übrigens derart seien, dass sie ganz offen dargelegt werden könnten, rechtfertigen könnte. Auch unsere Meinung sei es nicht, jetzt in Details einzugehen; was wir anstrebten, sei lediglich nur die Einfügung eines Vorbehalts in den Friedensvertrag, welcher eine Berücksichtigung der durch die Annexion bedrohten schweizerischen Interessen in Aussicht stellt. Alles Weitere sei Sache eines spätern Vertrages. Für jenes zu sorgen, sei jetzt der Moment, und ich könnte es nicht verantworten, wenn keine andern Gründe angebracht würden, die eingeleiteten Schritte zu unterbrechen. General von Röder erklärte, er habe Grund zu glauben, dass unsere Wünsche durch die Delimitation, welche der Friedensvertrag bringen werde, erfüllt werden. Es sei nicht nöthig, hiefür jetzt weitere Schritte zu thun. Bismark sei von den besten Intentionen für die Schweiz beseelt und von ihm, Röder, wisse ich, dass er für die berechtigten Interessen unseres Landes ebenso einstehe, wie für die seines eigenen Landes, und Bismark wisse, dass er so handle. Er versichere mich, dass wir ruhig sein könnten. Ich erwiderte, dass diese Eröffnungen mir sehr angenehm seien, indessen mich doch nicht vollständig beruhigten. Wenn er eine bestimmte Zusage machen und mir gestatten könnte, davon dem Bundesrath Mittheilung zu machen, so würde der Letztere seine Schritte darnach einrichten können. Er begreife selbst, dass, wenn *ich* Schritte thue, von denen möglicherweise der Erfolg in einer wichtigen Angelegenheit des Landes abhängig werden könne, ich in der Lage sein müsse, dieselben klar und deutlich zu rechtfertigen. Gen. v. Röder antwortete, es sei ein ausserordentlich critischer Augenblick. Ohne dem Bundesrath irgendwie zu nahe treten zu wollen, so sei doch nicht absolute Sicherheit vorhanden, dass ihm gemachte Eröffnungen nicht durchsickerten, und eine Indiscretion in diesem Augenblick könnte von den weitführendsten, verhängnissvollsten Folgen sein. Es solle mir genügen, dass er mir erkläre, dass weitere Schritte diesen Augenblick nicht für uns günstig wären und auch nicht nöthig seien. Ich erwiderte, dass ich unter allen Umständen mir vorbehalten müsse, wenn auch nicht

jetzt, doch später, mich auf dasjenige zu berufen, was er mir gesagt habe. Hierauf General v. Röder, dagegen habe er nichts einzuwenden. Ich könne später erklären, dass er mir die *bestimmte* Hoffnung gemacht habe, dass ohne weiteres Insistiren des Bundesraths man den schweiz. Wünschen werde gerecht werden, und als ich ihn fragte, wie diess zu verstehen sei, so antwortete er, dass die Linie Pruntrut—Montbéliard frei bleibe und dass sich Deutschland dazu verstehen werde, zwischen Pruntrut und Basel die Sache so zu legen, dass für die Schweiz eine directe Verbindung zwischen Basel und Pruntrut möglich werde. Indem ich Gen. von Röder zusagte, Ihnen sofort zu schreiben, behielt ich mir vor, Ihnen von den Äusserungen, welche den angebrachten Rath begleiteten, confidentielle Mittheilung zu machen.

Dermalen noch nicht im Besitze Ihres Berichtes⁴ über die stattgehabte Unterredung zwischen Ihnen u. Grafen Bismark, kann ich nicht beurtheilen, ob die Sache wirklich so liegt, wie aus den Andeutungen des nordd. Gesandten hervorzugehen scheint. Ich habe keinen Grund, daran zu zweifeln: indessen, was uns mit dem Kaiser Napoleon bezüglich Savoyens begegnet ist, kann uns auch mit Bismark passiren. Wäre es wirklich sicher, dass die neue Delimitation zwischen Deutschland und Frankreich die Eisenbahnverbindung Pruntrut (Schweizergrenze) nach Montbéliard auf französischem Boden liesse, so wäre diess natürlich eine wesentliche Veränderung unserer Voraussetzungen, um so mehr, als es sich herausgestellt hat, dass eine directe Verbindung von Basel über Laufen und das Lützelthal mit Pruntrut ohne grosse Schwierigkeit erstellt werden könnte.

Die Ausführung der Instruction des Bundesraths, welche eine unverzügliche neue Besprechung mit Thiers erheischt, wird am ehesten dazu führen, über die Sachlage ins Klare zu kommen. Sollte sich dabei bestätigen, oder schon aus den vom Grafen Bismark Ihnen gegebenen Erklärungen hervorgehen, dass Deutschland nicht beabsichtigt, den Canton Delle an sein Gebiet zu ziehen, so wird der Bundesrath im Fall sein, Ihnen neue Instructionen zu ertheilen, wozu Sie nicht ermangeln werden, ihm durch schleunige Berichterstattung Veranlassung zu geben.

4. Cf. n° 336.

339

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Paris, 27. Februar 1871

Nachdem mir vorgestern Abend die neuen Lettres de créance für Thiers zugekommen waren, begab ich mich gestern Vormittag ins Ministerium des Äussern. Ich wurde von Hr. Jules Favre, Ministre des Affaires Etrangères, sogleich empfangen, dem ich eine Copie des neuen Creditivs überreichte, mit der Bitte, von

demselben vorläufig Herrn Thiers Kenntniss zu geben, u. ihn zugleich in meinem Namen zu ersuchen, mir Tag u. Stunde zu bezeichnen, wo ich die Ehre haben könne, ihm das Original der Lettres de créance zu überreichen. Ich erlaubte mir beizufügen, dass es mich sehr freuen würde, wenn diess geschehen könnte, ehe Hr. Thiers nach Bordeaux abreise, in dem ich wusste, dass die Abreise nach Bordeaux für nächsten Montag, also für heute beabsichtigt ist. Hr. Favre ging ins Cabinet von Thiers und kam zurück mit der Eröffnung, dass Thiers mit Vernügen bereit sey, *sogleich* die neuen Creditive von mir in Empfang zu nehmen. In Anwesenheit von Jules Favre überreichte ich sofort Ihre Lettres de créance Herrn Thiers und begleitete diesen Akt mit folgenden Worten: «Ce n'est pas le moment, au milieu d'une crise formidable pour la France, de tenir un long discours. Je me bornerai donc, en remettant ces nouvelles lettres de créance à Votre Excellence, d'ajouter quelques mots:

Je suis heureux d'être le *premier* à remettre au Chef du Gouvernement républicain, que la France vient de se donner, les lettres de créance qui m'accréditent auprès de lui comme représentant du Gouvernement de la Confédération des républiques suisses. Je suis sûr d'être l'interprète fidèle des sentiments du Conseil fédéral et de la nation suisse tout entière en exprimant le vœu le plus sincère et le plus ardent, que la France puisse se remettre, dans un avenir prochain, des grands malheurs qui l'ont frappée pendant la dernière guerre; que la France puisse réussir à consolider ses institutions républicaines et à fonder la prospérité de la nation par le développement pacifique de ses immenses ressources.

Je me permets de rappeler à cette occasion que la Suisse est depuis plus de cinq siècles un témoignage vivant, que l'ordre et la sécurité sont bien compatibles avec des institutions républicaines, à la condition toutefois, que la loi, comme l'expression constitutionnelle de la volonté nationale, soit respectée par les citoyens, à quelque parti qu'ils appartiennent. Je me félicite que les nouveaux pouvoirs me mettront plus souvent en rapports personnels avec un homme d'état si éminent, non seulement par ses talents et son savoir, mais tout particulièrement aussi par son dévouement patriotique qu'il a prouvé tout particulièrement pendant cette crise douloureuse. Votre Excellence a constaté par des actes combien elle est pénétrée de la vérité des paroles qu'elle a prononcées, il y a peu de jours, devant l'Assemblée nationale à Bordeaux dans ces termes: «Je n'ai éprouvé qu'un sentiment, un seul, celui de l'obéissance immédiate, absolue à la volonté du pays, qui doit être d'autant plus obéi, d'autant mieux servi, d'autant plus aimé qu'il est plus malheureux».»

Die Antwort von Thiers auf meine Anrede finden Sie in der heutigen N^o. du *Journal officiel*. Dieselbe ist für meine Person zu schmeichelhaft, als dass ich mir gestatten könnte, die mich betreffenden Worte durch meine Feder zu reproduzieren. Ich füge daher die betreffende Coupure aus dem *Journal officiel* hier bei¹.

En exprimant à M. Thiers toute ma reconnaissance de ses paroles bienveillantes, j'ai terminé en déclarant, que je serai toujours heureux de faire aussi, à l'avenir, tout ce qui dépendra de moi pour raffermir l'amitié et les rapports de bon voisinage entre les deux nations.

M. Thiers était déjà prêt à partir de nouveau pour Versailles, accompagné de

1. Reproduite en annexe.

M. Jules Favre, pour continuer et, si possible, terminer les négociations sur les préliminaires de la paix.

Da ich weiss, dass die beidseitigen Bevollmächtigten sich strenges Stillschweigen über den Gang dieser Unterhandlungen auferlegt hatten, so enthielt ich mich darüber einlässlicher anzufragen. Vor der Audienz erfuhr ich *ganz vertraulich* folgendes von Favre. Mit grosser Mühe u. nur durch Verwendung beim Kaiser selbst sei es Herrn Thiers gelungen, für Frankreich Belfort zu retten. Umsonst habe er aber bisher versucht, als Grenzlinie eine Linie zu erhalten, welche sich von Krems am Rhein nördlich hinter Altkirch u. Belfort gegen Champagny zugezogen hätte. Von solchen Gebietsüberlassungen an irgend einen Staat wolle Bismark nichts hören, u. nur einen gewissen zu beengten Rayon um die Festung Belfort wolle er zugestehen. Über die Gegend von Delle im Sinne des Vorschlages der Regierung von Bern² sey noch nichts ausgemacht, so dass er (Favre) hierüber sich nicht äussern könne. Dagegen sei Aussicht vorhanden, dass *freier Transit* auf der Linie von Basel über Mühlhausen u. Belfort, so wie auf der Linie über Delle, wie ich solches *unter allen Umständen* als etwas ganz Unerlässliches nachdrucksamst verlangt habe, werde zugestanden werden. Ich wollte mich nämlich diessfalls in keiner Weise beruhigen mit den von Bismark bei Erneuerung eines Handelsvertrages in Aussicht gestellten *möglichen* u. erneuerten Zugeständnissen, sondern verlangte solche Freiheit v. allen speziellen Erschwerungen auf Eisenbahnen & Kanälen ganz unbedingt als etwas *dauerndes Permanentes u. nicht v. Handelsverträgen Abhängiges*. Ich benutzte zum Schluss diese Gelegenheit, den beyden französischen Bevollmächtigten die Wahrung der Interessen der Schweiz, die auch diejenigen Frankreichs seyen, sowohl bezüglich nationalökonomischer als militärischer Fragen *auf das wärmste zu empfehlen*.

Ganz konfidentiell: Jules Favre sagte mir, mit Bismark sei geradezu «*nicht zu negoziiren*». Mehr als einmal habe er ihnen gesagt: «Hierüber diskutire ich mit Ihnen gar nicht». Es handelt sich dabei nur um Ja oder Nein!

Diesen Vormittag erhielt ich eine Antwort von *Bismark* über mein Gesuch betreffend *unentgeltlichen Transport* von dürftigen Schweizern über Strassburg nach Basel. Er hat solchen zugestanden, wünscht aber sehr, dass nicht zu viele Personen auf den gleichen Tag in dieser Richtung transportirt werden, weil grosser Mangel an Waggons herrsche u. die Linie für Militärdienst *sehr* in Anspruch genommen sey. Ich werde ihm heute antworten, dass seinem Wunsche entsprochen werde. Wir werden nicht mehr als etwa 6, höchstens 10 Individuen in dieser Richtung per Tag instradiren. Es bringt diese immerhin eine erhebliche Reduktion in den Kosten für Départs für uns mit sich.

[PS:] Nachrichten über die Friedenspreliminarien erhalten Sie weit schneller v. Versailles aus per Telegramm als von hier aus. Da ich vernehme, dass die Briefe nach der Schweiz sehr oft verspätet werden, lasse ich diese Depesche durch Herrn W. de la Rive abgehen, der morgen abreist.

2. Cf. n° 326.

ANNEXE

Extrait du «Journal officiel» français, du 26 février 1871³

Ce matin, à l'hôtel des Affaires étrangères, M. Kern, Ministre plénipotentiaire de la République helvétique, a présenté au Président, chef du pouvoir exécutif de la République française, les lettres de créance que son Gouvernement lui a expédiées pour l'accréditer près du Gouvernement nommé par l'Assemblée nationale. Il a exprimé toute sa satisfaction d'être le premier à saluer officiellement, au nom de la République helvétique, le Gouvernement républicain que la France vient de se donner. Il a ajouté que nul plus que lui n'avait le droit de faire des vœux sincères pour son succès, puisqu'il avait l'honneur de représenter une République qui avait su garantir à son pays l'indépendance, l'ordre et la prospérité; mais, si elle est parvenue à ce résultat désirable, c'est en veillant à l'exécution des lois avec une fermeté qui ne s'est jamais démentie. M. Kern a terminé son allocution en rappelant à M. Thiers qu'il l'avait toujours suivi avec une vive sympathie dans toutes les phases de sa carrière politique et qu'il était particulièrement heureux de l'avoir vu accepter, avec tant de courage et de dévouement, la tâche difficile que lui a confiée l'Assemblée, de réparer les maux de la patrie et d'y fonder des institutions libres.

Le Président du Conseil a répondu cordialement à ces excellentes paroles. Il a prié M. Kern de donner au Gouvernement de la République helvétique l'assurance de ses sentiments de vive et profonde amitié.

«Nos deux pays, a-t-il dit, n'auront aucune peine à vivre étroitement unis: ils s'aiment, se respectent et n'ont que des intérêts communs. La Suisse nous donne de si bons exemples que nous serions coupables de ne pas lui être reconnaissants, plus coupables encore de ne pas l'imiter dans ce qu'elle fait de bien. Elle ne peut du reste être représentée par un homme à la fois plus sûr et plus distingué que son Ministre actuel, et la France n'oubliera pas qu'il a vaillamment partagé les douleurs et les périls de Paris. C'est un lien nouveau entre la Suisse et nous, et le Président du Conseil attache un grand prix à en témoigner sa gratitude à M. Kern.»

3. *Se trouvant comme annexe au rapport de Kern.*

340

E 2300 Vienne 19

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP
Confidentiel

Wien, 1. März 1871

Gestern besuchte mich mein Collega der hessische Gesandte, Baron Heinrich von Gagern, und bemerkte mir, dass er eigens komme, um mit mir über die gegenwärtige deutsche Politik zu sprechen. Er sagte, er wisse genau, dass die Sympathien der Schweiz im grossen Ganzen weit mehr für Frankreich, als für Deutschland gestimmt seien; es liege ihm natürlich ferne, untersuchen zu wollen, ob mit

Recht oder Unrecht, aber es sei ihm auch bekannt, dass mit ein Grund der geringen Sympathien für Deutschland in der Furcht einer möglichen aggressiven Politik Deutschlands gegen die Schweiz liege. Gegen eine solche Voraussetzung aber möchte er sich namens der aufrichtigen liberalen Parthei Deutschlands verhalten. Der süddeutsche Chauvinismus habe nicht den geringsten Boden beim Volke, und von der Speichellekerei einer gewissen Clique in Baden und Württemberg gegen Preussen wende sich südlich vom Main ein jeder wahre deutsche Mann mit Ekel und Abscheu ab. Deutschland sei trotz der Einigung und der Militärconventionen doch noch nicht «preussisch» geworden, und dass es nicht der reactionären Junkerparthei anheimfalle, dafür werde das deutsche Parlament schon sorgen. Gagern fügte bei, dass er hoffe, es werde in vierzehn Tagen zusammentreten, dann werde er sich nach Berlin begeben und mit allem Nachdrucke seine Stimme gegen die miserablen badensischen Umtriebe erheben und über das Verhältniss Deutschlands zur Schweiz sprechen. Eine freie Schweiz müsse von Deutschland geachtet und geehrt werden; sie sei für das neuerstandene Deutschland eine Nothwendigkeit. Gagern sagte, es freue ihn aufrichtig, von mir zu vernehmen, dass sich Graf Beust mir gegenüber geäußert (wie ich Ihnen schon früher mitzutheilen die Ehre hatte), dass die gewaltigen Opfer, die die Schweiz in dem gegenwärtigen Kriege brachte, und ihre streng neutrale Haltung ihr gewiss noch reiche Zinsen tragen werde. Er sei ganz der nämlichen Ansicht und könne mir nur seine grösste Achtung darüber ausdrücken.

Diese Äusserungen aus dem Munde eines Mannes wie Heinrich von Gagern, der eine so ehrenvolle politische Vergangenheit hat und auch in nächster Zukunft im deutschen Parlamente auch eine bedeutende Rolle spielen wird, sind jedenfalls sehr beachtenswerth.

341

E 1004 1/84

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 7 mars 1871

1057. Grenzverhältnisse zwischen Pruntrut u. Basel gegenüber Frankreich.

Politisches Departement.

Im Hinblike darauf, dass in der Angelegenheit der *Gränzverhältnisse zwischen der Schweiz und Frankreich* seit der Unterzeichnung und Ratifikation der Friedenspräliminarien *Modifikationen* sich ergeben haben, welche in der letzten Berathung des Bundesrathes in dieser Sache vom 24. v. Mts.¹ nicht bekannt sein konnten, ist diese Gränzangelegenheit von Seite des politischen Departements aufs Neue angeregt und zur Verhandlung gebracht worden.

1. *Non reproduit.* Cf. E 1004 1/84, 860.

Nach abermaliger, einlässlicher Diskussion wurde beschlossen: es sei dem Hrn. Minister Kern im Wesentlichen Folgendes als Instruktion mitzutheilen: Der Hr. Minister sei eingeladen, hinsichtlich der Gebietsabtretung östlich von Belfort und Pruntrut in seinen diessfälligen Bemühungen zu beharren und immer, jedoch durch das Organ der französischen Unterhändler, neue Schritte zu thun, die bei Anlass des eigentlichen Friedensvertrages im weitem oder engern Rahmen doch noch zu einem erwünschten Ziele führen dürften. Für diese seine fernern Schritte möge er Folgendes als Direktion beachten:

1. Festhaltend an dem Standpunkte, dass eine möglichst direkte und ungestörte Verbindung von Basel über schweizerisches Gebiet mit Frankreich für beide Länder von höchster Wichtigkeit bleibe, besonders im Hinblick auf den österreichisch-französischen Verkehr, welchen die französische Regierung wohl nicht unter deutscher Kontrolle werde sehen wollen, sei darauf hinzuweisen, dass der Leitung desselben über neutrales, schweizerisches Gebiet eine Gränzberichtigung im südlichen Elsass am förderlichsten sein würde, nach welcher der Theil südlich einer Linie, ausgehend von der jezigen Gränzspitze östlich von Bonfol, nördlich bei Mornach, Werenzhausen, Folgenburg, Allenschwyler auf Hüningen verlaufend, an die Schweiz fallen würde, durch welche Gegend jezt schon die grosse Strasse von Hüningen über Pfirt nach Miécourt führe und für die Anlage einer Eisenbahn nach Belfort die günstigsten Bedingungen geboten wären.

2. Wenn dieses Projekt keine Aussicht auf wirklichen Erfolg haben sollte, so würde ein zweites, beschränkteres sich darbieten, auf welches die Schweiz schon in Folge bereits bestehender Vorkommnisse mit dem bisherigen französischen Landesherrn über freie Benetzung der Strasse von Lucelle über Kiffis und Klösterlein nach Kleinlüzell für den gewöhnlichen Postverkehr, sowie für den Zolldienst ein gewisses Anrecht besitze und wodurch eine leichte Verbindung von Basel nach Pruntrut, sowie durch Erstellung einer Eisenbahn über Delsberg erzielt würde; es handle sich dabei um die unbedeutende Streke, die von einer nordwestlich von Lucelle bei Charmoille ausgehenden und südlich von Winkel und über die Höhe des Glassberges bis nordöstlich von Kiffis und Klösterlein zum Punkte «Räme» (in der topographischen Karte)² führenden Linie begränzt wird. Sollte weder das eine, noch das andere dieser Projekte bei den französischen Unterhändlern Eingang finden, oder dass dieselben nicht in erwünschter Weise durchzubringen wären, so müsste wenigstens darauf beharrt werden, dass

3. der Transitverkehr zwischen Basel und Belfort über Mühlhausen in jeder Beziehung, hinsichtlich der zollamtlichen Behandlung überhaupt, in Bezug auf Gebühren und in Betreff ungestörter Anschlüsse, jederzeit ungehemmt und unbelästigt bleibe. Auch bei Beschränkung auf diesem Punkt falle dann noch immer in Betracht, dass zwei elsässische Dörfer (Leymen und Neuwyler) beinahe vollständig von schweizerischem Gebiete umschlossen bleiben. Der freie diessseitige Verkehr über deren Gebiet sei zwar französischerseits von jeher anerkannt worden, allein es läge unbestreitbar im Interesse der dortigen Einwohner, wenn es den französischen Unterhändlern gelänge, wenigstens für diese zwei Gemeinden eine direkte Gränzlinie von Rodersdorf nach Schönenbuch zu erzielen, um dadurch künftigen Anständen und Schwierigkeiten vorzubeugen. Der Bundes-

2. Cf. p. 724.

rath halte dafür, dass auch diese Frage in eventuelle Anregung bei der französischen Regierung gebracht werden dürfte.

Endlich sei die diessseitige Rechtstellung in kurzem als solche aufzufassen: dass eine aus den diessfälligen Verhandlungen eventuell sich ergebende Änderung im Gebietsbestand und im Verlauf der Landesgränze der Eidgenossenschaft — seien die daherigen Bestimmungen im eigentlichen Friedensvertrage oder in einem Zusazvertrage niedergelegt — für die Schweiz nicht bindend sein könne, so lange diese nicht aus selbsteigener, freier Entschliessung in einem hernach zwischen den beteiligten Regierungen zu vereinbarenden, besondern Vertrage ihre Zustimmung zur Übernahme des betreffenden Gebietsabschnittes und zu den Modalitäten dieser Übernahme gegeben habe. Um in dieser Richtung aber freie Hand zu behalten, sei es nöthig, dass das Zugeständniss der Abtretung ohne unser direktes Zuthun allein durch Frankreich, bezw. dessen Unterhändler erreicht werde, wesshalb die bereits im Schreiben vom 2. v. Mts.³ gegebene Instruktion ausdrücklich wiederholt werde, dass von einer direkten Verwendung schweizerischerseits bei der deutschen Regierung oder deren Vertretern in dieser Frage nicht die Rede sein könne.

3. Cf. n° 323.

342

E 1001 (E) q 1/90

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern

Copie

L

Bern, 7. März 1871

Wir sind im Besize Ihres verehrlichen Schreibens vom 24. abhin¹, in welchem Sie uns u. A. melden, dass Sie in einer Unterredung mit Graf Bismark auch die Frage der Heimkehr der bei uns internirten französischen Ostarmee zur Sprache gebracht; ferner der Telegramme vom 5. und 6. diess², aus welchen wir ersehen, dass über diesen Punkt neuerdings zwischen Ihnen und Hrn. von Bismark Verhandlungen stattgefunden, vom Standpunkte ausgehend, als ob selbst jezt, nach Abschluss und Ratifikation der Friedenspräliminarien, die Schweiz noch einer besondern Einwilligung des deutschen Hauptquartiers bedürfte, um zur Heimweisung der Internirten zu schreiten, und zwar unter Bedingungen, welche deutscherseits aufgestellt werden wollten. Diese Mittheilungen erfordern eine Beantwortung unsererseits zur Wahrung der dem neutralen Staate unter allen Umständen den Kriegführenden gegenüber zukommenden Stellung und Rechtsstandpunktes, und wir beehren uns daher, Ihnen folgende Eröffnungen zugehen zu lassen.

1. Cf. n° 336.

2. *Non retrouvés.*

Vor Allem können wir nicht darauf eingehen, unsere Zustimmung zu der von Graf Bismark gestellten Bedingung zu geben, wonach die Waffen der Internirten bis zum definitiven Friedensschlusse zurückbehalten werden sollen. Dieser Weigerung liegt nicht etwa zu Grunde, dass hierseits beabsichtigt würde, den abziehenden Franzosen die Waffen sofort mitzugeben, was aus verschiedenen Rücksichten unthunlich erscheint; sie beruht vielmehr in dem Umstande, dass wir uns nicht in der Stellung befinden, die uns von Graf Bismark scheint zugemuthet werden zu wollen. Wir haben selbst für den Fall einer Fortdauer des Krieges nicht daran gedacht, unser Verhalten in Betreff der auf Schweizer Gebiet geflüchteten Franzosen von dem Ermessen der beiden kriegführenden Staaten abhängig zu machen. Es geht diess bereits aus der Ihnen unterm 2. vor. Mts.³ sachbezüglich ertheilten Instruktion hervor, die für den Fall, als Bedenken getragen werden wollte, auf unsere Reklamation einzutreten, für uns freie Hand vorbehält, diejenigen Massnahmen zu treffen, welche den Interessen des eigenen Landes am besten entsprechen. Noch weniger sind wir jezt, nachdem der Kriegszustand aufgehört hat, im Falle, uns für die Heimweisung der auf unserm Gebiete befindlichen Franzosen Bedingungen dieser oder jener Art vorschreiben zu lassen.

Wir haben es lediglich im Interesse eines raschen und ungehinderten Abzugs sowie einer geordneten Verpflegung der betreffenden Mannschaften für geboten erachtet, uns mit der französischen Regierung und dem deutschen Hauptquartier diessfalls ins Benehmen zu setzen. Erstere haben wir unter Bezeichnung des Tages, auf wann wir den Beginn des Rücktransportes anzusezen gedenken, ersucht, die nöthigen Anordnungen für eine geordnete Abnahme der zugeführten Truppen zu treffen, worüber wir uns durch das am 3. diess⁴ an Sie erlassene Telegramm Gewissheit zu verschaffen bezwekten, und im deutschen Hauptquartier haben wir mit Rücksicht auf die dermalen noch bestehende Okkupation angränzenden Gebiets durch die Deutschen vermittels der hiesigen Norddeutschen Gesandtschaft anfragen lassen, ob einer Einbahnung eines Theils der französischen Truppen über Pontarlier Hindernisse entgegenstünden, worauf im Auftrage des Grafen Bismark eröffnet worden ist, dass besagte Linie zu gedachtem Zwecke offen stehe und General Mannteuffel angewiesen sei, sich behufs Erleichterung der Evakuirung mit den schweizerischen Behörden direkt zu verständigen.

Nach diesem Allem hat es uns überraschen müssen, von Verhandlungen zu hören, welche über die Zuverlässigkeit des Abzugs und über Bedingungen desselben mit dem deutschen Bundeskanzler gepflogen worden, und die Zumuthung zu erhalten, eine Erklärung über unsere Zustimmung zu der von ihm gestellten Bedingung des Rückhalts der Waffen bis zum definitiven Friedensschlusse abzugeben.

Wir legen mit Ihnen, Herr Minister, Werth darauf, keine den Rechten der Neutralen zu nahe tretenden Doktrinen aufkommen zu lassen und müssen Sie daher ersuchen, sich jeder fernern Verhandlung mit Hrn. von Bismark in dieser Sache zu enthalten, wofern Ihnen dafür nicht ein spezieller Auftrag ertheilt wird.

3. Cf. n° 324.

4. *Non retrouvé.*

E 2/1641

Proposition du Chef du Département politique, K. Schenk, au Conseil fédéral

Bern, 8. März 1871

Savoyerfrage

Nachdem wir über gewisse Vorfälle in Savoyen und bezügliche Unterredungen mit dem franz. Gesandten, Herrn Marquis de Châteaurenard, theilweise bereits mündlich Bericht erstattet haben, beehren wir uns, unter schriftlicher Recapitulation der wichtigsten Punkte und Beifügung unserer Anträge, die Angelegenheit Ihrer Berathung und Schlussfassung zu unterstellen.

Am 23. Februar fand sich Herr Marquis v. Châteaurenard bei dem Bundespräsidenten ein und brachte sofort die Occupation Savoyens zur Sprache. Er habe gelesen, sagte er, dass sich Savoyen in einer Adresse an den Grafen v. Bismark gewendet hätte, um die künftige vollständige Neutralisation dieses Landes zu erwirken. Gleichzeitig hätten die Journale die Nachricht gebracht, dass sich ein Comité républicain von Bonneville an den Bundesrath gewendet habe, um die Besetzung von Savoyen zu veranlassen. Von Genf her vernahm er, dass dort mit Bestimmtheit gesagt werde, die Occupation von Savoyen sei vom Bundesrath beschlossen und die in Genf zusammengezogenen Truppen seien dazu bestimmt, diese Occupation auch nächstens auszuführen. Er komme, um um Auskunft zu bitten, wie es sich damit verhalte.

Ich erwiederte ihm, von der fraglichen Adresse Savoyens an den deutschen Bundeskanzler hätten wir nur durch die Journale Kenntniss erhalten; dagegen sei allerdings von dem Comité républicain von Bonneville eine Zuschrift an den Bundesrath eingegangen¹, in welcher demselben ein von besagtem Comité am 16. Febr. gefasster und den Gemeinden des Arrondissement von Bonneville zur Unterzeichnung zugestellter Beschluss mitgetheilt werde, dahin gehend, de demander l'exécution des traités de 1815 en ce qui concerne la neutralité de ce pays et de faire instance auprès de la Confédération suisse pour occuper immédiatement le territoire neutralisé, eine Zuschrift, auf welche Seitens des Bundesrathes eine Antwort nicht ertheilt worden sei. Was endlich die von Genf ihm zugekommenen Gerüchte betreffe, so entbehrten dieselben jedes thatsächlichen Grundes, indem der Bundesrath einen Beschluss zur Occupation Savoyens nicht gefasst habe.

Herr Châteaurenard antwortete, er freue sich, diess zu vernehmen. Bekanntlich schwebten über die Frage einer Occupation Savoyens Seitens der Schweiz Differenzen zwischen der französischen und schweizerischen Auffassung. Er habe schon früher meinem Amtsvorgänger zu bemerken Anlass gehabt, dass aus der Nichtbeantwortung der letzten Note von Herrn Kern an den Herzog von Gramont nicht geschlossen werden dürfe, als sei die franz. Regierung mit der darin ausgesprochenen Ansicht einverstanden; er müsse wiederholt darauf aufmerk-

1. *Non reproduite.*

sam machen, dass französischerseits der Standpunkt, welcher in der Note Gramonts² enthalten sei, festgehalten werde. Eine Occupation Savoyens ohne vorherige Entente mit Frankreich würde zu Schwierigkeiten führen. Man betrachte die Neutralisation Savoyens als eine faveur für Savoyen zu Lasten der Schweiz. Es folge daraus, dass, wenn eine Occupation eintreten solle, diess nur auf Verlangen Savoyens, beziehungsweise Frankreichs, geschehen könne. Er habe sich übrigens aus den Verhandlungen der Bundesversammlung³ über diese Frage überzeugt, dass man auch schweizerischerseits darin keineswegs einig sei, und es dürfe nach diesen Verhandlungen wohl als gewiss angenommen werden, dass ohne Einberufung der Bundesversammlung ein definitiver Schritt in dieser question grave nicht werde gethan werden.

Ich erwiederte, was diesen letzten Punkt anbelange, so werde dem Gesandten aus denselben Verhandlungen der Bundesversammlung auch bekannt sein, dass letztere die dem Bundesrath zu Anfang des Krieges ertheilten unbeschränkten Vollmachten erneuert habe, über deren Gebrauch sich dieser den eidgenössischen Räthen gegenüber zu rechtfertigen wissen werde. Ich sei im Übrigen erstaunt, von ihm zu hören, dass französischerseits der Schweiz das Recht abgesprochen werde, von sich aus zu entscheiden, ob und wann eine Occupation Savoyens durch ihre Truppen einzutreten habe. Nicht dieses Recht sei streitig gewesen, sondern es sei lediglich die Frage unausgetragen geblieben, ob über die behufs Effectuirung der Occupation zu treffenden Massregeln vorheriges Einverständnis zwischen der Schweiz und Frankreich stattfinden müsse. Wir hätten erklärt, dass wir die Ausübung unseres Rechtes nicht von einem solchen Einverständnis abhängig machen, indem dadurch dieses Recht selbst mit der blossen Weigerung oder Zurückhaltung Frankreichs illusorisch gemacht werden könnte. Es habe uns seinerzeit gefreut, zu vernehmen, dass die französische Regierung einen Repräsentanten⁴ hieher geschickt habe, um in dieser Angelegenheit mit uns zu verhandeln, und wir könnten nur bedauern, dass das gehoffte Entgegenkommen ausgeblieben sei. Es scheine uns ein ganz ungewöhnliches Verfahren zu sein, stillzuschweigen und uns zu sagen, dass wir aus diesem Stillschweigen nicht die Consequenz ziehen sollen, als ob man mit uns einverstanden wäre. Obschon nicht der Ansicht, als ob die Ausübung unseres Rechtes von einem vorherigen Abkommen mit Frankreich abhängig sei, hätten wir doch unsererseits zu einer solchen Verständigung uns bereit erklärt, da wir den aufrichtigen Wunsch hegten, wie bisher in gutem Einvernehmen mit Frankreich zu bleiben. Dieses dürfte umso eher dazu Hand bieten, als die Schweiz keineswegs beabsichtige, eine vorübergehende Occupation Savoyens als ein Mittel zu gebrauchen, um sich in den definitiven Besitz von Savoyen zu setzen. Es erscheine allerdings höchst wünschenswerth, das gegenwärtig noch zu Recht bestehende Neutralitätsverhältniss von Savoyen, welches unter Voraussetzungen entstanden sei, welche dermalen nicht mehr existirten, aufzulösen und dasselbe durch ein der jetzigen Sachlage und dem ursprünglichen Zwecke entsprechenderes Verhältniss zu ersetzen, dagegen

2. Cf. n° 260.

3. Du 19 décembre 1870 (au Conseil national, cf. E 1001 (C)d 1/46) et du 22 décembre 1870 (au Conseil des Etats, cf. E 1001 (D)d 1/43).

4. Cf. n° 325.

würde es ein Irrthum sein, zu glauben, die Schweiz nehme unter diesem Titel weitgreifende Territorialveränderungen in Aussicht. Es sollte sich nach hierseitiger Ansicht unschwer eine Demarcationslinie finden lassen, welche, ohne einen grossen Theil von Savoyen in Anspruch zu nehmen, den Interessen der schweiz. Neutralität die wünschbare Befriedigung gewähren und gleichzeitig auch Frankreich von einer lästigen Servitut befreien würde.

Hierauf bemerkte Herr v. Châteaurenard, als im Anfang des Krieges von der Occupation Savoyens durch die Schweiz die Rede gewesen, habe man diess in Frankreich als einen im Einverständnisse mit Preussen gefassten Plan angesehen, dahin gehend, durch Occupation im Sinne der Neutralisation sich dieser Provinzen zu versichern, um hernach durch Vermittlung des Siegers sie in definitiven schweiz. Besitz zu bringen. Man sei zu dieser Auffassung durch die Erwägung gekommen, zur Sicherung des eigenen Landes, dessen Unverletzbarkeit von keiner Seite angefochten worden sei, bedürfe die Schweiz einer Besetzung Savoyens nicht, auch dazu nicht, um ein Recht zu constatiren, welches principiell niemand bestritten habe; wenn also gleichwohl die Schweiz zur Occupation Savoyens schreite, so könne diess nur mit der Absicht geschehen, Savoyen schliesslich auf diesem Wege und unter Benützung der Kriegslage in seinen Besitz zu bringen. Diess sei die Auffassung der Regierung gewesen im Augenblick, wo er hieher abgeordnet worden sei. Bezüglich der Ausführung der Occupation müsse er sich lediglich auf das Schreiben Gramonts berufen, dessen Nichterwiderung der schweiz. Antwortsnote nicht als Zustimmung aufgefasst werden dürfe. Was die definitive Regelung des Verhältnisses anbelange, so seien in beiden Ländern extreme Meinungen: in der Schweiz die, das ganze neutralisirte Savoyen in schweizerischen Besitz zu bringen⁵, und in Frankreich die, aus der Neutralisation Savoyens seien der Schweiz gar keine Rechte erwachsen, mit deren Regelung man sich zu befassen habe. Er halte dafür, dass Frankreich zu einer Verständigung in geeigneter Zeit Hand bieten werde, wie übrigens schon im Jahr 1860 Vorschläge in dieser Richtung gemacht, von der Schweiz aber zurückgewiesen worden seien⁶.

Unter Nachweis, warum diess habe geschehen müssen, ersuchte ich den Gesandten, die Frage einer Auflösung des Neutralitätsverhältnisses und dessen Ersetzung durch andere Stipulationen bei seiner Regierung förmlich zur Sprache zu bringen, was er zusagte.

Tags darauf, am 24. Febr., fand sich Herr v. Châteaurenard wieder bei dem Unterzeichneten ein. Es bestätige sich, bemerkte er, dass in Genf eine auffallende Ansammlung von Truppen stattfinde. Gleichzeitig seien in der A. A. Zeitung⁷ gewisse Artikel erschienen, welche sich bestrebten, die Schweiz zu veranlassen, den Augenblick zu benutzen, um sich in den Besitz von Savoyen zu setzen. Die franz. Regierung sei auf diese Vorgänge aufmerksam geworden. Sie musste es höchst auffallend finden, wenn jetzt eine Occupation Savoyens beabsichtigt werden wollte, derer die Schweiz zum Schutze ihrer eigenen Neutralität jetzt weniger als je bedürfe: Er sei nun von seiner Regierung beauftragt, zu eröffnen, qu'elle regarderait un tel procédé comme contraire aux bons rapports, qui jusqu'à pré-

5. Cf. n° 300.

6. Sur cette question, cf. E 2/1629—1640.

7. Augsburger Allgemeine Zeitung.

sent ont existé entre les deux pays. Es sei ihm sehr daran gelegen, jede Störung des guten Einvernehmens zu vermeiden und er wünschte sehr, seine Regierung vollkommen beruhigen zu können.

Ich erwiederte ihm, die Schweiz lege auf die Aufrechterhaltung des freundlichen Verhältnisses, in dem sie zu Frankreich stehe, nicht minder Werth und glaube, diese loyale freundliche Gesinnung während des Krieges mannigfach bewiesen zu haben, so weit diess immer mit ihrer neutralen Stellung vereinbar gewesen sei. Ihr Recht aber, das sie im Anfang des Krieges in offener Weise dargelegt, müsse sie festhalten und könne nicht annehmen, dass die Ausübung desselben als ein feindseliger Act aufgefasst werden wolle. Im Übrigen könne ich ihm nur wiederholen, was ich ihm bereits gestern eröffnet hätte, dass nämlich der Bundesrath weder bei dem Act, der nach Berichten öffentl. Blätter von Savoyen bei dem Hauptquartier gethan worden, betheiligte sei, noch mit dem letztern irgendwelche Verhandlungen, Savoyen betreffend, gepflogen, noch überhaupt neue, auf diese Frage bezügliche Beschlüsse gefasst habe. Wie es sich mit den Truppen, welche nach Genf verlegt seien, verhalte, könne ich ihm mit Bestimmtheit nicht sagen, ich würde mich darüber informiren: allein so viel liege auf der Hand, dass eine stärkere Besetzung Genfs schon aus dem Grund geboten sei, um für den Fall eines Wiederbeginns der Feindseligkeiten eine Evasion grösserer internirter Truppenkörper mit Erfolg verhindern zu können.

Am 25. Febr. meldete ein Schreiben des Staatsraths von Genf⁸, dass ein eben erhaltener Brief einer sehr glaubwürdigen Persönlichkeit von Bonneville folgende Mittheilung enthalte:

«Le Gouvernement français masse des troupes à Annecy, même de l'artillerie, et 6'000 hommes sont déjà arrivés, on en attend encore 4'000. Entre Bonneville et La Roche, on a fait demander 40'000 rations de pain. On soupçonne ici que l'on veuille l'opposer à notre neutralité, soit à l'occupation suisse».

Genf befand sich in Folge dieser Nachricht mehrere Tage hindurch in lebhafter Aufregung. Da dieselbe bis dahin noch als unverbürgt angesehen werden musste, so wurde der Staatsrath von Genf eingeladen, in ganz sicherer, zuverlässiger Weise Erkundigungen über den wirklichen Thatbestand einzuziehen zu lassen, welche später herausstellten, dass in Chambéry 12'000 Mann verschiedener Waffengattungen, fast alles frühere Bestandtheile des Corps von General Cremer, liegen; dass in Annecy 5—6'000 Mann desselben Corps u. überdiess ein Bataillon Gardes mobilisés aus Artillerierecruten von Haute-Savoyen sich befänden, letztere seit 2½ Monaten; dass jeden Tag Detaschemente anlangen, welche sich zu ihrem Corps verfügen, andere abgehen; dass keine Rede davon sei, weiter vorzugehen u. s. w.

Ich hielt am 27. Februar mit Herrn Châteaurenard eine Unterredung. Indem ich ihm die erhaltenen Nachrichten mittheilte, machte ich ihn darauf aufmerksam, dass dieses Einziehen französischer Truppen den Vertragsbestimmungen über die Neutralität von Savoyen, wonach, so oft die der Schweiz benachbarten Mächte sich im Zustand wirklich ausgebrochener oder unmittelbar bevorstehender Feindseligkeiten befinden, keine andern Truppen irgend einer Macht sich in dem neutralisirten Gebiete aufhalten oder durchziehen können, mit Ausnahme

8. Du 24 février 1871, non reproduite.

derjenigen, welche die schweiz. Eidgenossenschaft dort aufzustellen für gut finden würde, zuwider sei, und ich mich im Falle befinde, über dieses auffallende Vorgehen, welchem gegenüber die Schweiz ihre Rechte und die zu deren Aufrechterhaltung nothwendig scheinenden Massregeln vorbehalten müsse, Auskunft zu verlangen.

Herr von Châteaurenard erwiederte, er habe nur aus der «Suisse radicale» Kenntniss von der fraglichen Truppenbewegung erhalten. Er glaube nicht an die Richtigkeit der Nachrichten, jedenfalls sei Übertreibung dabei im Spiel. Offenbar habe es die rothe Partei von Savoyen, welche mit dem Ausfall der Wahlen und der Entwicklung der Dinge nicht einverstanden sei, in Verbindung mit der Cosmo-Democratischen Partei von Genf darauf abgesehen, eine Verwicklung zu schaffen, ein incident fâcheux; es sei möglich, dass, um die antifranzösische Bewegung u. Tendenz in Savoyen, welche sich von der Mittragung der Kriegskosten frei machen möchte, niederzuhalten und die öffentliche Ordnung zu sichern, Truppen hingeschickt worden seien, wobei aber noch berücksichtigt werden müsse, dass die Gendarmerie fort und auch die Nationalgarde ins Feld gerückt sei. Er werde übrigens sofort nach Bordeaux berichten und sich Auskunft verschaffen.

Am 2. März fand sich Herr Châteaurenard wieder bei mir ein. Er habe auf die ihm an der letzten Unterredung gemachten Mittheilungen und Bemerkungen sich bei der Regierung über die Vorgänge sich erkundigt. Herr Favre habe ihm nun geantwortet, dass ihm dieselben vollständig unbekannt seien, er indessen bei dem Kriegsministerium Nachfrage halten werde, wie es sich damit verhalte. Der franz. Consul in Genf, den er ebenfalls zum Berichte eingeladen habe, schreibe ihm, dass die Berichte der Zeitungen sehr übertrieben seien und dass, wenn ein Einrücken von Bewaffneten in Bonneville und Annecy stattgefunden habe, diess wohl in keinem andern Sinn geschehen sei, als um gegenüber der Agitation einer gewissen antinationalen Partei daselbst die innere Ordnung aufrecht zu erhalten.

Ich bemerkte ihm hierauf, dass ich allerdings gerne diesen Mittheilungen entnehme, dass wir es hier mit keiner beabsichtigten Verletzung unseres Rechtsverhältnisses zu Savoyen zu thun hätten: hingegen böten die gemachten Mittheilungen nicht die gewünschte Befriedigung und es müsse sich der Bundesrath vorbehalten, durch seinen Vertreter in Paris die weitem, nothwendig scheinenden Schritte zu thun.

Herr Châteaurenard fuhr dann fort: ich hätte ihm in einer frühern Unterredung den Wunsch ausgesprochen, dass die Savoyerfrage im Interesse der beiden Länder u. der Aufrechterhaltung ihrer guten Beziehungen möglichst bald zu einer definitiven Lösung gebracht werden möchte, und ihn ersucht, anzufragen, ob die franz. Regierung geneigt wäre, in einer nicht entfernten Zeit mit dem Bundesrath in Verhandlungen zu dem genannten Zwecke einzugehen. Er habe diesen Wunsch angebracht und unterstützt und sei nun von Herrn Favre ermächtigt, mir zu eröffnen, *dass auch er das Missliche und Unhaltbare des gegenwärtigen Zustandes anerkenne, und dass die Regierung gerne, und zwar sobald es die Umstände erlaubten, Hand bieten werde, um mit der Schweiz in freundschaftlicher Weise ein, die Interessen der beiden Länder befriedigendes Arrangement zu suchen, und dass Frankreich zu diesen Unterhandlungen einen esprit de conciliation bringen werde, auf welchen die Schweiz durch ihre ganze Haltung gegenüber Frankreich während des Krieges sich ein Anrecht erworben habe.*

Ich verdanke ihm sehr diese wohlwollenden und erfreulichen Eröffnungen u. fragte ihn, ob er mir nicht eine Abschrift von der bezüglichlichen Depesche des Ministers des Auswärtigen lassen könne. Herr Châteaurenard erwiederte, es sei diess nicht wohl thunlich, da die Depesche von Herrn Favre noch Mittheilungen über andere Punkte, wie den Frieden und dessen Bedingungen, enthalte. Ob er mir nicht eine Note übersenden könne, welche dasjenige, was er mir betreffend Savoyen mitgetheilt, zusammenfassen würde? Der Gesandte erwiederte, es sei die ganze Angelegenheit mündlich besprochen, auch meinerseits die Frage mündlich gestellt worden, und so dürfte auch diese mündliche Eröffnung (deren Übereinstimmung übrigens mit der Depesche des Herrn Favre er mir durch Ableesen der bezüglichlichen Stelle bewies) genügen.

Nach dieser Berichterstattung beehrt sich der Unterzeichnete zu *beantragen*:

1. Es sei Herr Kern durch eine Abschrift des vorstehenden Berichts von dem Geschehenen in Kenntniss zu setzen und zu beauftragen, baldmöglichst den Inhalt desselben zum Gegenstand einer Besprechung mit Herrn Favre zu machen. Der Bundesrath lege dabei auf zwei Punkte Werth:

a. dass über den, noch vor dem Friedensschluss erfolgten Einmarsch französischen Truppen in das neutralisirte Savoyen solche Erklärungen abgegeben werden, welche die Verbindlichkeit der durch fragliche Besetzung berührten Bestimmungen des Turinervertrags vom 16. Merz 1816, bez.weise des Art. 92 der Wienercongressacte für Frankreich, und die Rechtstellung der Schweiz zu dem neutralisirten Savoyen unzweideutig wahren;

b. noch mehr darauf, dass sobald als möglich die definitive Reglirung der Savoyerfrage an die Hand genommen, bez.weise bezüglichliche Verhandlung mit dem Bundesrathe acceptirt werde. Zu diesem Behuf wolle Herr Kern dem Minister des Auswärtigen mittheilen, der Bundesrath habe ihm von der bezüglichlichen, zwischen dem Bundespräsidenten und dem franz. Gesandten in Bern stattgehabten Unterredung Kenntniss gegeben u. ihn beauftragt, die von Herrn Châteaurenard gemachten entgegenkommenden Eröffnungen bestens zu verdanken. Der Bundesrath halte dafür, dass eine baldige glückliche Erledigung der Frage im Interesse beider Länder liege, und spreche den angelegentlichen Wunsch aus, dass in möglichst naher Zeit eine Conferenz zur Verhandlung derselben zusammen treten möchte.

2. Es sei das politische Departement eingeladen, unter Mitwirkung des in der Frage theiligten Militär-, sowie des H. u. Zolldepartements, die von der Schweiz bei diesen Verhandlungen einzunehmende Stellung zum Gegenstande eines Berichtes an den Bundesrath zu machen; bez.weise die, den schweiz. Vertretern eventuell zu ertheilende Instruction für die Verhandlungen vorzulegen⁹.

9. *Ces propositions ont été approuvées lors de la séance du Conseil fédéral du 13 mars 1871, cf. E 1004 1/84, 1158.*

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 10 mars 1871

1124. Ruhestörung in Zürich durch französ. Offiziere.

Militärdepartement.

In Folge zweier von Zürich an Hrn. Bundesrath Dubs eingelangter *Telegramme*¹ vom 10. l. Mts., die Meldung enthaltend, dass *der daselbst gefeierte Friedenscommer der Deutschen durch internirte französische Offiziere in der Weise gestört worden sei, dass letztere mit blanken Säbeln in das Lokale eingedrungen* und die darin Befindlichen belagert seien; Brandlegungsversuch am Pavillion und Ausbruch der Internirten werde befürchtet; das Bewachungsmilitär zu schwach; die Erbitterung gegen die französischen Offiziere sei fürchterlich; ein blutiger Zusammenstoss sei zu befürchten und die Entfernung der Offiziere dringend geboten, — wurde beschlossen: es sei das Militärdepartement ermächtigt, von sich aus das Nöthigfindende zur Wiederherstellung der Ruhe und Ordnung in Zürich in Bezug auf die Internirten vorzukehren.

N.B. Obenerwähnte Telegramme sind an Hrn. Bundesrath Dubs wieder ausgehändigt worden.

1. *Non reproduits.* Cf. E 21/13108.

Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, K. Schenk

R

Wien, 18. März 1871

Ich hatte die Ehre, Ihnen in meiner confidentiellen Depesche dd. 13. Februar¹ mitzutheilen, dass ich mit dem Minister Scholl über die *Rhein correction* gesprochen und er mir versprochen habe, sowohl beim Minister des Innern Graf Hohenwart, als auch vorkommenden Falles im Ministerrathe die endliche Erledigung dieser Angelegenheit auf das angelegentlichste zu befürworten. Einige Tage später bemerkte mir Minister Scholl, er habe schon mit dem Grafen Hohenwart

1. *Non reproduite.*

Rücksprache darüber genommen. Ich erachtete nun diesen Moment als passend, um von neuem vom Ministerium des Äusseren eine baldige Antwort auf die bündesrätlichen Propositionen zu verlangen. Meine Note² wurde auch beförderlichst vom Grafen Beust, und dringend befürwortet, an den Grafen Hohenwart «zur eigenhändigen Eröffnung» übersandt. Man sagte mir auf dem Ministerium des Äusseren, dass das Einlaufen meiner Note daselbst sehr erwünscht war, da gerade wenig Berührungspunkte zwischen dem Ministerium des Äusseren und dem des Innern vorlagen. Vor drei Tagen sprach ich nun eingehend mit dem Grafen Hohenwart selbst; er versicherte mir, dass er sich in Folge meiner Note die Acten habe vorlegen lassen und gab mir die positivsten Versicherungen, dass er die Angelegenheit möglichst beschleunigen werde.

Ich gebe mir alle erdenkliche Mühe, um diese wichtige Frage zu fördern, und ich kann, ohne die Grenzen des *Zulässigen* zu verletzen, nicht häufiger und dringender reclamiren, als ich es bis jetzt gethan habe.

Die nun schon seit langen Monaten andauernden unerquicklichen Zustände im Innern tragen jedenfalls auch das ihrige dazu bei, dass das Ministerium des Innern, von anderweitigen Geschäften fast erdrückt, unserer Frage nicht die gewünschte Aufmerksamkeit schenkt. Der grösste Hemmschuh aber, der sich einer rascheren Erledigung dieser Angelegenheit entgegensetzt, ist das unglückliche System des Ministeriums, eine jede unserer Propositionen der Statthalterei von Tirol zur Begutachtung, selbst der untergeordnetsten Organe in Vorarlberg, zu übermitteln. Dort wird dann Monate lang hin und her berathen, ehe die Berichte an die Statthalterei und von dieser wiederum nach langem Zögern an das Ministerium gelangen.

Ich habe wiederholt beim Ministerium des Innern die Bemerkung geäussert, dass die Frage sich gegenwärtig schon in einem Stadium befinde, dass die Entschiede ohne weitere Consultationen vom Ministerium des Innern gefällt werden könnten, es wurde mir aber jedesmal erwiedert, dass die Rheincorrection eine specielle Angelegenheit des Landes Vorarlberg sei und die Ansichten der dortigen Behörden bis zum Abschlusse des Vertrages über jeden einzelnen Punkt eingeholt werden müssen.

2. *Note verbale du 28 février 1871, non reproduite. Cf. E 2200 Vienne 1/52.*

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Paris, 19 mars 1871

Comme Vous l'avez appris par les journaux et par mes précédentes communications, l'état de Paris depuis quelques semaines était de nature à inquiéter beaucoup d'esprits. La garde nationale, guidée par un «comité central», dont les membres étaient inconnus, s'était emparée d'un certain nombre de canons sous le prétexte d'empêcher le gouvernement de les livrer aux Prussiens. Ces canons avaient été placés au sommet de la butte Montmartre, appelée aujourd'hui le Mont-Aventin, et aux Buttes-Chaumont, dans le quartier de la Villette.

Diverses tentatives eurent lieu pour arriver à une solution amiable. Elles échouèrent devant les refus du «comité central».

En attendant, les manifestations continuaient sur la place de la Bastille, où le drapeau rouge flottait au sommet de la colonne de Juillet. Chaque jour, des détachements de la garde nationale venaient y déposer des couronnes d'immortelles, en signe de deuil pour la République menacée.

Plusieurs individus, soupçonnés d'avoir des relations avec la police, ont été jetés à l'eau par une foule aveugle.

Vendredi, le Gouvernement remplaça le Préfet de Police par un Général, et fit afficher dans la soirée une proclamation annonçant qu'il était décidé à mettre un terme à l'existence de ce comité anonyme qui s'arrogeait la direction de la garde nationale.

Le parti rouge, dont la force s'était accentuée par les dernières élections à l'assemblée constituante, et dont les adhérents augmentaient chaque jour dans la mesure de la faiblesse du Gouvernement, avait de son côté organisé la résistance.

Hier matin Samedi, une attaque fut essayée au point du jour contre la butte Montmartre, afin d'y enlever les canons gardés par la garde nationale. Autant qu'on a pu l'apprendre, les premiers efforts furent heureux. Mais vers les neuf heures, une partie de l'armée refusa d'obéir, et ne tarda pas à fraterniser avec les insurgés. Il s'ensuivit une collision entre la gendarmerie, d'une part, les insurgés et la ligne d'autre part. Un officier fut tué, ainsi que son cheval. Le cheval fut immédiatement dépecé et les morceaux distribués entre les assistants. La gendarmerie se retira. Plusieurs officiers furent alors faits prisonniers, entre autres le Général Lecomte, puis le Général Clément Thomas, arrêté en bourgeois, et qui avait commandé la garde nationale pendant le siège. — Dans la journée, le bruit se répandit que ces deux officiers supérieurs avaient été fusillés dans un jardin de Montmartre. Le fait est malheureusement confirmé.

A Belleville, des barricades furent immédiatement élevées dans toutes les rues. La caserne du Prince Eugène fut enlevée sans résistance, et la troupe de ligne livra ses armes à la garde nationale. Les soldats désarmés, et fraternisant avec les insurgés, se répandirent dans la ville.

Le Général Vinoy avait transporté son quartier général au Ministère des Affaires Etrangères.

Dans la soirée, la garde nationale de Montmartre descendit en ville. L'Etat-major de la place fut occupé sans résistance, ainsi que l'Hôtel de Ville.

A sept heures, M. Jules Favre et les autres Ministres quittèrent Paris, pour rejoindre à Versailles M. Thiers, qui était parti dans la journée.

On s'attendait à de sanglantes collisions pendant la nuit entre les troupes et la garde nationale insurgées, et celles qui s'étaient rangées du côté du Gouvernement. C'est à ce moment que je Vous ai adressé le télégramme chiffré¹ que Vous avez dû recevoir.

L'ordre de ne pas résister ayant été donné, tous les Ministères et les édifices publics ont été occupés dans la matinée d'aujourd'hui. Le Gouvernement avait fait, hier soir encore, un appel énergique à la population parisienne, mais sans résultat.

En ce moment, le «comité central de la garde nationale» est maître de la situation dans toute l'étendue de la capitale. Il vient de faire afficher une proclamation annonçant que les électeurs vont être convoqués pour procéder aux «élections communales», et qu'en attendant il s'installe à l'Hôtel de Ville. Vous trouverez sous ce pli une copie² de ce document, signé par Assy, l'un des chefs de la grève du Creuzot, et par d'autres chefs de l'internationale.

Je me suis immédiatement rendu au Ministère des Affaires Etrangères, où j'ai rencontré le chef du Cabinet, M. Pontecoulant. Il m'a confirmé le fait du départ de M. Thiers et de tous les Ministres pour Versailles. Il a ajouté qu'il était chargé par M. Jules Favre d'en informer les membres du Corps diplomatique, et d'exprimer en même temps l'espoir que tous les représentants des Etats qui ont reconnu la République Française, se rendraient au siège du Gouvernement.

En sortant, je Vous ai transmis, *non sans peine*, mon second télégramme, dont je Vous envoie copie, ainsi que de mon télégramme d'hier soir.

De là, je me suis rendu chez Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre. J'ai rencontré chez lui l'Ambassadeur de Turquie, Djemil Pacha, le Ministre d'Italie, M. Nigra, le chargé d'Affaires de Russie, M. Okunev, et le chargé d'Affaires d'Autriche, qui remplace le prince Metternich, actuellement à Vienne. Pendant que j'étais chez Lord Lyons, M. Washburne, Ministre des Etats-Unis, s'était rendu chez moi.

L'opinion unanime des assistants était qu'il y a lieu de déférer au désir exprimé par M. Jules Favre, au nom du Gouvernement Français, et qu'aucun des chefs de missions diplomatiques ne doit rester à Paris dans les circonstances actuelles.

En effet, la position n'est plus la même qu'au début du siège de Paris. A cette époque, le siège du Gouvernement était Paris; le Ministre des Affaires Etrangères y restait; une délégation seulement était envoyée en province. Rester dans la capitale m'a paru être un devoir.

Aujourd'hui, le Gouvernement tout entier s'est rendu à Versailles. Pas un seul de ses membres n'est ici. De plus, il exprime formellement le vœu de se voir entouré des représentants des Etats avec lesquels la France soutient des relations

1. Non reproduit.

2. Non reproduite.

officielles. Le Gouvernement, présidé par M. Thiers et sorti du suffrage national, est le seul Gouvernement constitutionnel en France, et c'est à ce titre que Vous m'avez accrédité auprès de lui. — A Paris, par contre, il n'y a qu'un «comité central de la garde nationale». Le comité ne se pose même pas en Gouvernement provisoire; il déclare vouloir attendre des élections, et ces élections sont seulement des élections «communales» ou locales.

Dans ces circonstances, une considération domine pour moi toutes les autres, c'est celle-ci: le devoir du représentant officiel du Gouvernement fédéral est de se rendre au siège du Gouvernement auprès duquel il est officiellement accrédité. En présence de l'accord unanime de tous les chefs de missions diplomatiques, je n'hésite pas à exprimer l'opinion que si le représentant de la Suisse restait seul à Paris, l'effet produit serait des plus fâcheux, et qu'à tous les points de vue, l'intérêt de notre pays réclame que son représentant n'ait pas l'apparence d'approuver, même indirectement et par sa présence à Paris, les événements dont cette ville vient d'être le théâtre.

M. Washburne, que je viens de rencontrer, partage de tous points cette manière de voir. Il est décidé à se rendre dès demain matin à Versailles, et personne ne met ici en doute que tous les chefs de missions en feront autant, autant que j'ai pu m'en rendre compte.

Je n'hésite pas à déclarer d'autre part que s'il ne m'était pas possible de rester au milieu de la colonie Suisse, et de partager sa vie comme je l'ai fait pendant tout le siège, ce serait pour moi un vif et profond regret. Cependant, la position de la Suisse vis-à-vis du Gouvernement qu'elle a officiellement reconnu il y a quelques jours, et des considérations politiques d'ordre supérieur, m'obligent à Vous proposer de quitter Paris pour ne pas faire une exception parmi mes collègues. En Vous exposant les considérations qui précèdent, je crois du reste me conformer aux instructions que Vous m'avez fait parvenir par télégramme chiffré, le 8 Septembre 1870: «Nous envisageons qu'il est convenable que le Corps diplomatique reste là où est le siège du Gouvernement.»³

Comme le télégraphe est actuellement aux mains des insurgés à Paris, et que c'est avec la plus grande peine que j'ai pu Vous transmettre aujourd'hui un télégramme, je Vous serais très obligé de m'expédier la réponse par télégramme à l'adresse que je Vous indiquerai plus tard, demain ou après-demain par voie télégraphique.

Dans le cas où Vous partageriez ma manière de voir sur la situation actuelle, il va sans dire que le 1^{er} Secrétaire de ma Légation, M. le D^r Lardy, resterait à Paris pour veiller aux affaires courantes, à la distribution des secours extraordinaires aux indigents, et surtout à la protection de nos compatriotes. Je suis heureux de pouvoir lui donner ce témoignage de confiance après les longs mois de travail excessif que la Légation a traversés. Comme je suis en même temps chargé de la protection des Bavaois et des Badois, M. Lardy serait appelé provisoirement à prendre en leur faveur les mesures nécessaires. Je Vous serais obligé en conséquence de vouloir bien informer de ce fait les représentants à Berne des deux Gouvernements intéressés.

J'espère du reste pouvoir revenir fréquemment de Versailles à Paris, tant que

3. Non retrouvé. Cf. *PVCFE* 1004 1/82, 3830.

l'assemblée nationale restera à Versailles. Mais si, comme plusieurs le craignent, une tentative est faite de Paris pour entraver les délibérations de l'assemblée, il me paraîtrait nécessaire de suivre le Gouvernement dans le lieu où il croira devoir se transporter. Plusieurs membres du Conseil des Ministres exprimaient hier l'opinion, entre autres M. Picard, que d'ici à quelques jours l'ordre serait entièrement rétabli; d'autre part, le mécontentement paraît être assez vif dans la population parisienne et dans la Bourgeoisie en particulier qui rend, à tort ou à raison, le Gouvernement responsable de tout ce qui se passe. Comme il n'y a pas eu de résistance ni de nouveau sang versé, le parti de l'opposition contre l'état de choses actuel ne s'accroît en aucune manière à Paris, de sorte que cela laisse place à la supposition que cet état de choses pourra durer un certain temps.

Bien que la plupart de mes collègues soient décidés, à ce que j'ai appris, à se rendre demain ou après-demain déjà à Versailles, j'ai tenu cependant à Vous exposer la situation telle que je la juge, et à demander Vos instructions.

Quoiqu'il arrive, il est *indispensable* que je me rende au siège du Gouvernement pour me mettre en rapports personnels, au sujet des questions importantes et urgentes que Vous m'avez chargé de traiter dans les derniers temps avec M. Favre et si possible avec M. Thiers. Je fais spécialement allusion à Vos instructions relatives à la position faite à la Suisse par l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne, cette question me paraissant d'autant plus urgente que les négociations vont prochainement s'ouvrir à Bruxelles.

347

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Paris, 21 mars 1871

Les communications recommencent à être peu sûres et je profite du départ d'un de nos compatriotes pour Vous transmettre un court rapport complémentaire sur la situation.

Les événements dont Paris vient d'être le théâtre sont généralement attribués à deux causes. 1° L'idée qui s'est emparée d'une très grande partie de la population qu'elle a été trahie par le Gouvernement et par les officiers supérieurs pendant et depuis le siège. 2° L'appréhension d'une réaction monarchique de la part de l'assemblée nationale et de M. Thiers, chef du pouvoir exécutif.

C'est de cette manière seulement qu'on peut s'expliquer l'absence de résistance de la part de la plupart des habitants de Paris.

La journée d'hier a été calme, en apparence du moins. Dans un certain nombre de proclamations, le «Comité directeur ou central de la garde nationale» annonce que les services ministériels sont réorganisés, et cherche à rassurer le public sur ses intentions. Il déclare n'avoir point participé au meurtre de Clément Thomas et de

Lecomte, sans trouver cependant un mot de blâme contre les auteurs de ces crimes. Enfin, il a fait brûler tous les dossiers de la Préfecture de Police pour faire disparaître toutes les traces des antécédents de certains d'entre ses membres.

Peu à peu cependant, certains symptômes plus rassurants se font jour.

Tous les maires de Paris viennent de déclarer qu'ils ne reconnaissent d'autre Gouvernement régulier que l'assemblée nationale, et qu'ils n'auraient aucune relation quelconque avec le «Comité central».

En outre, les députés de Paris, presque sans aucune exception, ont, sur la proposition de Louis Blanc, dans une réunion tenue hier, «été d'accord sur ce point qu'il fallait à tout prix conserver le Gouvernement à la tête duquel se trouve M. Thiers.»

Enfin, quelques chefs de bataillons de la garde nationale, malheureusement moins nombreux qu'on ne pourrait le désirer, ont déclaré qu'ils refuseraient d'obéir aux ordres du «Comité central».

D'autre part, les nouvelles de Versailles paraissent satisfaisantes. La crainte de voir l'assemblée nationale émigrer à Orléans ou à Tours a disparu pour le moment. M. Washburne, que j'ai vu hier soir et qui arrivait de Versailles, annonce que l'assemblée est unanime pour soutenir le Gouvernement de M. Thiers, que celui-ci dispose de forces militaires assez considérables et qu'il peut compter à peu près sûrement sur leur concours.

Dans cet état de choses, j'espère qu'il me sera possible de ne pas m'éloigner définitivement de Paris. Mon intention serait de prendre seulement un pied-à-terre à Versailles, et de n'y séjourner que pour les besoins du service. Toute la Chancellerie de la Légation, ainsi que ma famille, resteraient à Paris, où je pourrais, je l'espère, passer la majeure partie de mon temps.

J'irai demain à Versailles voir M. Jules Favre et peut-être M. Thiers pour chercher, ce qui ne sera guère possible, à les entretenir sur les deux questions de la Savoie et de l'Alsace. Je pourrai me rendre compte par moi-même de la situation et je profiterai de cette occasion pour Vous faire parvenir un télégramme, les relations télégraphiques ayant été complètement interrompues entre Paris et les départements.

Si, comme je l'espère, l'esprit de résistance se maintient et se développe, il ne sera pas nécessaire de prendre de mesures exceptionnelles et de scinder en deux la Légation. Demain doivent avoir lieu à Paris les élections pour la Commune. Tous les journaux modérés, et même un certain nombre de feuilles appartenant aux opinions extrêmes, comme le *Rappel*, engagent les électeurs à s'abstenir, attendu «que le Comité de l'Hôtel de Ville n'a ni droit ni qualité pour faire cette convocation», et que cette dernière doit être «considérée comme nulle et non avenue.»

En résumé, je suis décidé à n'entrer en relation ni de près ni de loin avec le «Comité central» de Paris, et à me rendre à Versailles et à y rester dans la mesure des besoins du service. Pour le reste du temps, j'espère pouvoir continuer à le passer à Paris. Si cependant je constate demain à Versailles que le Gouvernement compte y rester quelque temps, je suis décidé à y prendre un logement provisoire pour le cas où je serais obligé d'y passer la nuit.

Si, comme j'ai lieu de le croire, Vous êtes d'accord avec ce mode de procéder, il me paraît qu'il ne sera même pas nécessaire de prendre une résolution formelle au sujet de mes propositions d'avant-hier.

Comme, d'après des renseignements privés, j'apprends que les journaux de Paris ne parviennent qu'irrégulièrement en Suisse, je Vous envoie sous ce pli des extraits du *Temps* d'hier soir et des *Débats* de ce matin.

348

E 2200 Florence 1/10

*Le Ministre des Affaires étrangères d'Italie, E. Visconti-Venosta,
à la Légation de Suisse à Florence*

N

Florence, 23 mars 1871

En me référant à la Note que j'ai eu l'honneur d'adresser à M. le Ministre Pioda, en date du 21 Janvier dernier¹, ainsi qu'aux communications relatives aux fonds de masse et aux pensions de militaires Suisses, ci-devant au Service du Saint-Siège, je m'empresse de Vous annoncer, qu'à la suite d'une décision prise par mon collègue, M. le Ministre de la Guerre, et approuvée au Conseil des Ministres, les militaires susdits sont admis à faire valoir leurs droits à une pension, selon la loi Pontificale, du 7 Janvier 1852, touchant l'organisation des Corps Etrangers et les conventions spéciales établies par le Gouvernement Pontifical en faveur de la Légion Romaine.

Les demandes relatives, ainsi que les documents nécessaires à l'appui, pourront être adressés par les intéressés, originaires Suisses, soit directement à la Cour Royale des Comptes, à laquelle il appartient de pourvoir à cet égard, soit au Ministère des Affaires Etrangères, par l'obligeante entremise de la Légation Suisse.

1. *Non retrouvée.*

349

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Paris, 27 mars 1871

Vous aurez reçu, je l'espère, les deux télégrammes¹ que j'ai eu l'honneur de Vous adresser hier de Versailles. Comme j'avais terminé les affaires pour lesquelles je m'étais rendu au siège du Gouvernement, je suis rentré hier soir à Paris, et je me permets de compléter le rapport politique que je Vous ai envoyé dans la journée d'hier².

1. *Un télégramme non retrouvé, l'autre non reproduit.*

2. *Non reproduit.*

Dans la journée de Samedi, un accord est intervenu, comme Vous le savez, entre les Maires élus de Paris et le «Comité central de la Garde Nationale», pour la fixation à Dimanche des élections communales. Les Maires, qui pendant huit jours avaient fait les plus grands efforts pour amener une conciliation, s'étaient vus repoussés par l'assemblée nationale de Versailles. Dans leur opinion, partagée du reste par un certain nombre de députés de Paris, la convocation immédiate des électeurs était le seul moyen d'éviter la lutte armée. Ils se sont donc décidés à se passer de l'assemblée nationale et de faire procéder au vote, de leur autorité personnelle et d'accord avec le Comité central.

La journée d'hier s'est passée sans troubles. Il est certain que le résultat sera favorable au Comité central, et ce qui contribuera à donner de l'importance à ce succès du Comité, c'est qu'un certain nombre de membres du parti de l'ordre ont cru devoir prendre part au vote, dans la pensée que Paris devait chercher à se sauver lui-même, puisque le Gouvernement de Versailles renonçait à toute action sur la capitale.

Aussitôt la Commune définitivement constituée, le Comité Central n'hésitera pas à se proclamer pouvoir régulier, et à essayer la lutte contre l'assemblée de Versailles. Il importe donc de chercher à se rendre compte, dans la mesure du possible, des tendances de ce Comité pour le moment actuel du moins.

Pendant la semaine dernière, le Comité se posait simplement comme conseil municipal provisoire; sa plus haute ambition, disaient ses organes officieux, *Le Cri du Peuple* et *La Commune*, était de faire respecter les droits de Paris, d'assurer à la capitale la rentrée dans le droit commun, et s'il le fallait, de constituer Paris en ville libre comme autrefois les villes impériales de l'Allemagne. Il parlait d'élections «municipales», puis d'élections communales, et dans toutes ses proclamations, employait des termes très modérés, cherchant, par tous les moyens, à rassurer la population.

Dans la journée d'hier, probablement comme manœuvre électorale de dernière heure, il a fait afficher une proclamation de la «Commune de Lyon» aux citoyens de cette ville, dans laquelle l'adhésion au Comité central de Paris est indiquée comme un fait accompli. Cette proclamation lyonnaise ne porte pas de date, et se trouve en contradiction directe avec le *Journal officiel* (édition de Versailles), d'après laquelle le parti de l'ordre l'aurait de nouveau emporté à Lyon.

En même temps, apparaissaient sur les murs de la capitale de grandes affiches avec l'en-tête «Association internationale des travailleurs», et signées 1^o par le *Conseil Fédéral* et 2^o par la *Chambre fédérale* des Associations ouvrières parisiennes, affiliées à l'Internationale. Chacun savait, par les noms de quelques-uns des membres du Comité de la garde nationale, que l'Internationale avait principalement la main dans le mouvement; hier, le voile a été complètement déchiré.

La position est donc, à l'heure qu'il est, celle-ci: le parti républicain modéré est débordé complètement. La Commune veut non pas simplement la République, mais la République *Sociale*. En présence d'eux, se trouve à Versailles une assemblée dont les tendances sont évidemment monarchiques et qui, en diverses circonstances, a donné des preuves de manque de tact ou de violente intolérance.

La lutte est inévitable³.

3. Le terme «nécessaire» a été biffé.

Chacun des deux partis cherche à gagner des partisans en gagnant du temps.

Le Comité de Paris, fort de la sanction qu'il aura reçue hier, ne va pas tarder à sortir de son rôle municipal et local. Il annonce ce matin, dans le *Journal officiel* (édition de Paris), que la Commune a été proclamée à Marseille, et «veillera nuit et jour sur la République, jusqu'à ce qu'une autorité régulière, émanée d'un *gouvernement régulier siégeant à Paris*, vienne la relever de ses fonctions». En d'autres termes, le lien politique s'affirme entre la Commune de Paris et celle de Marseille. S'il est vrai que Lyon soit rentré dans l'ordre, les élections de Paris ne peuvent tarder à y provoquer de nouveaux mouvements. Partout où l'Internationale a des sections, elle fera agir ses puissants moyens d'action. On peut être certain que le Comité de Paris ne négligera rien pour chercher à entraîner à sa suite la population des grandes villes, si cruellement éprouvée depuis six mois par l'absence de travail.

De son côté, l'assemblée de Versailles appelle les volontaires et les troupes de la province et cherche à organiser la résistance. Seulement, le Comité de Paris semble avoir l'intention de provoquer de nouvelles élections générales, en soutenant que l'assemblée nationale a été nommée pour faire la paix seulement, et sous le coup de préoccupations d'un ordre tout spécial. Il demandera une constituante, et il est probable que, aujourd'hui déjà, la composition de l'assemblée serait assez notablement modifiée.

La lutte continuera ainsi de part et d'autre pendant quelque temps, chacun cherchant à se compter et à rallier ses partisans. Cette lutte deviendra-t-elle une lutte armée? La plupart le craignent. Quand cette lutte armée aura-t-elle lieu? C'est surtout une question de temps, répondent un très grand nombre de personnes.

Comme la plupart des affaires de la Légation sont à Paris, je crois pouvoir rester dans la capitale, où se trouve aussi ma famille, pour autant que des affaires de service ne m'appellent pas à Versailles. Je m'y rendrai aussi souvent que cela sera nécessaire, ou je chargerai un des Secrétaires de la Légation de s'y transporter pour régler les affaires courantes à traiter avec les Ministères. Celui d'entre ceux qui s'y rendra pourra profiter de cette occasion pour Vous transmettre des nouvelles télégraphiques, soit sur les événements de l'intérieur de Paris, soit sur ce qu'ils auront appris à Versailles. A cet effet, je les autorise à signer directement les télégrammes partant de Versailles, tandis que je me trouverais à Paris.

Je ferai tous mes efforts pour Vous tenir au courant de la situation politique extrêmement tendue, et de suffire, autant que possible, à l'expédition des affaires à Paris et à Versailles. Jusqu'à nouvel avis, je Vous prie de continuer à m'adresser Vos lettres à Paris, et les télégrammes à Versailles, à l'adresse qui Vous est connue. Mes collègues procèdent de la même manière que moi; seulement, comme la plupart des affaires courantes sont traitées par les Consuls, leur présence à Paris est moins souvent nécessaire.

Je Vous envoie ci-joint un certain nombre de journaux appartenant au mouvement actuel et représentant ses tendances.

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Paris, 28 mars 1871

Le rapport N° 589¹ que j'ai eu l'honneur de Vous adresser hier n'ayant pu partir, je me fais un devoir de le compléter par quelques renseignements.

Le résultat du vote de Dimanche n'est pas encore complètement connu. Cependant, d'après les indications partielles fournies par les journaux du soir et ceux qui ont paru ce matin, il est évident que le parti du «Comité Central» aura une forte majorité au sein du Conseil Communal. Flourens, Blanqui, Vermorel, Félix Pyat sont élus. Le plus grand nombre des autres noms mis en avant sont inconnus du public et il m'est impossible de me prononcer à leur égard. On peut toutefois dire, dès à présent, qu'une certaine opposition sera faite dans le Conseil aux tendances socialistes. Plusieurs des anciens maires ont été réélus, entre autres M. Desmarest, ancien Bâtonnier de l'ordre des avocats, M. Tirard, Maire du II^{ème} arrondissement, qui avait organisé la résistance et n'a jamais remis sa mairie aux partisans de la Commune, et quelques autres.

Pour le moment du reste, l'ordre extérieur et apparent règne dans Paris.

La tendance du Comité Central paraît s'accroître de plus en plus dans le sens suivant:

Paris, et les grandes villes en général ont depuis 80 ans en France des tendances politiques différentes de celles des campagnes. On a toujours étouffé les villes sous l'étreinte des ruraux qui sont venus à coups de fusils ou à coups de plébiscites, empêcher le développement de la «civilisation supérieure» des villes. Paris ne veut pas se laisser jouer une fois encore. Il importe donc de prendre des mesures pour faciliter l'entente entre les grandes villes, et pour leur permettre de conquérir, non pas seulement l'autonomie municipale, mais une certaine compétence ou une certaine souveraineté concurrente avec celle du pouvoir central. En d'autres termes, ce qui paraît ressortir de plus clair du langage des organes du Comité central, c'est le désir avoué du fédéralisme. La «Commune» définit un peu confusément ce programme comme suit: «Restreindre le plus possible les attributions du pouvoir central, accroître le plus possible les attributions du pouvoir municipal, non pour Paris seulement, mais pour toutes les villes de France». Dans d'autres articles, les grandes villes se constitueraient en villes libres, indépendantes, véritables Etats dans l'Etat, et qui ne reconnaîtraient au pouvoir central qu'une compétence très limitée.

Une fois lancés sur cette voie, où s'arrêteraient les auteurs du projet? Une fois l'union entre les grandes villes opérée, se contenteraient-ils du dessein de laisser les villes agir à leur guise et les campagnes de leur côté? C'est peu probable. Mais, si leur projet réussissait, il est permis de dire dès aujourd'hui qu'il en résulterait

1. Cf. n° 349. Ce rapport est arrivé à Berne, le 31 mars 1871.

pour la France une ruine plus grande encore que celle produite par ses défaites des six derniers mois. Ce ne serait pas du fédéralisme, ce serait la scission entre la ville et la campagne, la guerre entre l'ouvrier et le paysan, la mort définitive de la France comme grande puissance continentale.

Si quelque chose est de nature à faciliter une entente, et à maintenir la concorde, c'est le discours de M. Thiers à l'assemblée de Versailles dans la séance d'hier. Ses déclarations positives sur le but qu'il s'est proposé, sur ses intentions envers la République, qu'il jure de ne pas trahir, pourront peut-être, dans les villes de la province, ramener la confiance. Seulement, si M. Thiers demande le silence, s'il supplie l'assemblée de lui laisser sa liberté d'action et de ne pas exiger des explications sur sa ligne de conduite, c'est par le motif qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour lutter. Jamais un gouvernement en France n'a été aussi faible, n'a conservé aussi peu de forces militaires et réuni aussi peu d'éléments de résistances que l'assemblée de Versailles. M. Thiers ne peut se le dissimuler, mais il ne peut et ne doit pas l'avouer ouvertement à la face du pays. En tous cas, le discours de M. Thiers mérite toute votre attention, spécialement en ce qui concerne les projets de reconstitution future de la France. Il déclare qu'il laissera de côté ces questions constitutionnelles qui auraient pour résultat de confisquer la France au profit d'un parti, et qu'il demand[era] le concours de tous pour relever et faire renaître la grande blessée. Mais que d'autre part une ville, quelque glorieuse et grande qu'elle soit, ne peut se placer au-dessus des droits de la France. Il ne trahira pas la République, il le jure. Si la France veut se donner une autre forme gouvernementale, le pays décidera lui-même. Tel est à peu près le résumé de ce remarquable discours du Président du Conseil.

Je Vous envoie sous ce pli un certain nombre de journaux de Paris, appartenant au parti de la Commune, le *Rappel*, le *Cri du Peuple*, et *La Commune*, ainsi que le *Journal officiel* de Versailles.

351

E 1001 (E) q 1/90

Le Conseil fédéral au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern

Copie

L

Bern, 29. März 1871

Mit Schreiben vom 11., 12. und 15. diess¹ haben Sie uns über die in Ausführung unserer Instruktionen vom 2. Februar² u. 7. März³ gethanen Schritte Bericht erstattet und Abschrift der Note übersendet, welche Sie unterm 10. März⁴ in der

1. *Non reproduits. Cf. E 2/475.*

2. *Non reproduite. Proposition au Conseil fédéral, cf. n° 323.*

3. *Non reproduite. Cf aussi n° 341.*

4. *Non reproduite. Cf. E 2/475.*

fraglichen Angelegenheit an das französische Ministerium der auswärtigen Angelegenheiten gerichtet haben. Unterdessen ist Ihnen unser Schreiben vom 16. diess⁵ zugekommen, welches Ihnen die von uns adoptirte Fassung des Artikels brachte, der behufs Sicherung eines unbelästigten französisch-schweizerischen Verkehrs über das annexirte elsässische Territorium in den Friedensvertrag aufzunehmen wäre. Diesem Vorschlage sowohl, welcher nur unwesentlich von dem von Ihnen vorgelegten Projekt abweicht, als auch unserem bezüglichen Begleitschreiben werden Sie entnommen haben, dass wir mit der Voranstellung des Postulates vollständiger Freihaltung des französisch-schweizerischen Verkehrs *über deutsches Gebiet* und den zur Geltendmachung dieses Postulates gethanen Schritten einverstanden sind. In Übereinstimmung hiemit billigen wir auch die, abschriftlich uns mitgetheilte, von Ihnen an Herrn Minister Favre erlassene Note.

Es lässt sich nicht verkennen, dass eine Stipulation im Sinne des vorgeschlagenen Artikels die Nachteile, welche die Annexion des Elsasses an Deutschland den schweizerisch-französischen Interessen zu bereiten droht, sehr wesentlich verringern würde und als nicht zu verachtende Konzession begrüsst werden müsste.

Gleichwohl könnten wir uns dabei nicht vollständig beruhigen. Immerhin bliebe zwischen Frankreich und die Schweiz ein dritter Staat eingeschoben mit einer grossen, eigenen Verkehrspolitik und Eisenbahninteressen, welche mit denjenigen des französisch-schweizerischen Verkehrs nicht identisch sind und deren natürliches Widerstreben sich durch den Vertragsartikel kaum ganz paralisieren lassen würde. Durch ungünstige Interpretationen, gegen welche schwer aufzukommen wäre, könnte das, was durch den Vertragsartikel gewonnen schien, geschmälert u. theilweise illusorisch gemacht werden, und träte gar, was nicht ausserhalb der Möglichkeit liegt, nochmals Kriegszustand zwischen Deutschland und Frankreich ein, so wäre mit einem Male alle Garantie dahin und der Handel u. Verkehr des neutralen Landes mit Frankreich und durch Frankreich mit den französischen Meerhäfen auf der in Frage stehenden Route gestört und aufgehoben. Überdiess bliebe das militärische Interesse der Schweiz dabei gänzlich unberücksichtigt, da man für die Verbindung zwischen dem jezt mehr als je exponirten Pruntrut und Basel, welche wie an den zwei Endpunkten eines tief eingebuchteten Sees liegende Plätze betrachtet werden müssen, nach wie vor auf den tief landeinwärts gelegenen, mehrere Tagemärsche erheischenden Weg angewiesen wäre.

Selbst unter Voraussetzung der Annahme des proponirten Artikels bliebe also immerhin Unsicherheit u. Abhängigkeit in Betreff der kommerziellen Beziehungen und sehr wesentliche Unvollkommenheit unserer Lage in militärischer Hinsicht.

Eine ausreichende Sicherung nach beiden Richtungen wird uns dadurch geboten, wenn durch vorausgehende Territorialveränderung die Erstellung einer möglichst kurzen Verbindung zwischen Belfort und Basel ohne Inanspruchnahme deutschen Gebiets ermöglicht wird. Hiefür bieten sich die beiden Projekte dar, welche in unserem Schreiben vom 7. März unter 1 u. 2 aufgeführt und in die beiliegenden Karten eingezeichnet sind. Erheischt das zweite eine sowohl in

5. Du 15 mars 1871. Non reproduit.

Beziehung auf Landgebiet als auf Einwohnerzahl nur höchst geringe Cession, so ist dasselbe auch verhältnissmässig weniger günstig zur Erreichung des angestrebten Zwekes, als das erste, welches allerdings eine grössere Abtretung erforderlich macht, dafür aber eine möglichst direkte Verbindung zwischen Pruntrut u. Basel, beziehungsweise zwischen dem französischen Eisenbahnez und den in Basel auslaufenden schweizerischen Linien gestatten würde.

Diese Forderung, welche schon *neben* dem Postulate unbelästigten Durchgangs des französisch-schweizerischen Verkehrs über das annexirte deutsche Gebiet volle Berechtigung u. geltend zu machen ist, wird zur dringenden Nothwendigkeit für den Fall, als deutscherseits auf jenes Postulat nicht eingegangen werden wollte. Wir haben um so weniger nöthig, Ihnen die Nachtheile auseinander zu setzen, welche eine solche Verweigerung für Frankreich u. die Schweiz mit sich bringen würde, als Sie selbst in Ihren mündlichen Erörterungen und in Ihrer Note vom 10. diess dem französischen Ministerium des Äussern diese bereits in treffender und überzeugender Weise dargelegt haben. Wäre noch etwas zur Bestärkung des von Ihnen Angebrachten hinzuzufügen, so wäre es das, dass deutsche Publizisten als einen nicht geringen Vortheil der Annexion des Elsasses das hervorheben, dass dadurch die Konkurrenz der französischen Häfen und der französischen Eisenbahnlinien mit den deutschen für den bedeutenden, aus der Schweiz kommenden Exportverkehr beseitigt werde.

Wenn die deutschen Bevollmächtigten in der Absicht, die durch Annexion des Elsasses gewonnene Verkehrsstellung in dem angekündigten Sinne auszunutzen, den ihnen zu proponirenden Artikel betreffend Erleichterung des direkten französisch-schweizerischen Verkehrs über deutsches Gebiet ablehnten, so ist förmlich wenig wahrscheinlich, dass bei denselben Geneigtheit zu finden sein werde, deutsches Gebiet an die Schweiz abzutreten, damit auf diesem Wege die Konkurrenzfähigkeit französischer Linien u. Häfen für den in Frage liegenden Verkehr wieder hergestellt werden könne. Allein die grösseren oder geringeren Schwierigkeiten, welche der Erreichung der in Aussicht genommenen Ziele entgegentreten mögen, können uns um so weniger hindern, für unsere Interessen mit allem Nachdruck einzustehen, als dieselben ebenso wichtig, als höchst berechtigt sind.

Wir haben schon wiederholt hervorgehoben und finden uns durch eine Stelle Ihres letzten Briefes, in welcher Sie zur Dekung Ihrer Verantwortlichkeit genaueste Bezeichnung der zu proponirenden Gränze wünschen, veranlasst, darauf zurückzukommen, dass es sich in dem Friedensvertrag zwischen Frankreich und Deutschland nicht um eine neue Fixirung, beziehungsweise definitive Veränderung unserer Gränze handeln kann, da solche definitive Veränderung der schweizerischen Landesgränze, beziehungsweise Einverleibung eines grössern oder kleineren neuen Gebietes selbstverständlich Sache eines Vertrags mit der Schweiz selbst sein muss. Indessen ist es sehr natürlich, — und in diesem Sinne fassen wir Ihre Äusserungen auf —, dass, wenn auch eventuell in dem Friedensvertrag selbst nur eine allgemein gehaltene Bestimmung betreffend eine in dem Interesse des schweizerisch-französischen Verkehrs vorzunehmende Gränzveränderung eine Stelle finden kann, die Bevollmächtigten, welche darin zu verhandeln haben, über die beabsichtigte Tragweite einer derartigen Bestimmung möglichst ins Klare gesetzt werden müssen.

Ihrem Wunsche, eine bestimmte Fassung des daherigen Postulates, welches bei

der französischen Regierung zu empfehlen wäre, zu erhalten Rechnung tragend, sprechen wir dasselbe aus, wie folgt:

«Die vertragschliessenden Theile kommen überein, dass unter Vorbehalt vertragsmässiger Vereinbarung mit der Schweiz von dem südlichsten Theil des Elssasses

I. dasjenige Gebiet, welches sich südlich einer von der jezigen Gränzspize östlich von Bonfol ausgehenden, nördlich bei Mornach, Werenzhausen, Folgenburg, Attenschwyler auf Hüningen verlaufenden Linie befindet,

II. diejenige Streke, welche von einer nordwestlich von Lucelle ausgehenden und südlich von Winkel und über die Höhe des Glasberges bis nordwestlich von Kiffis und Klösterlein zum Punkte «Rämel» führenden Linie begränzt wird,

an die Schweiz fallen und in ihrer Neutralität inbegriffen sein solle.»

Da wir für die Geltendmachung der in Frage liegenden Ansprüche bei den in Brüssel stattfindenden Friedensverhandlungen ausschliesslich an die französische Regierung gewiesen sind, so müssen wir uns darauf beschränken, derselben unsere Gesichtspunkte in aller Offenheit vorzulegen, was wir um so weniger Bedenken tragen können zu thun, als dasjenige, was wir erstreben, wenigstens ebenso sehr in dem Interesse Frankreichs als in demjenigen der Schweiz liegt.

Indem wir uns der Hoffnung hingeben, dass die in dem Sinne dieses Schreibens der Regierung von Frankreich zu machenden Eröffnungen sich einer günstigen Aufnahme erfreuen werden, u. Ihren weiteren Berichten entgegensehen, benutzen wir etc.

352

E 2/475

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Confidentiell

Berlin, 1. April 1871

Seit meinem confidentiellen Schreiben vom 7. März¹ abhin habe ich keine politischen Berichte mehr an Sie gelangen lassen; ich wollte einen umfassenderen Bericht an Sie abgehen lassen können, u. bin an der Zusammenstellung desselben durch verschiedene Umstände verhindert worden. Auch heute beschränke ich mich im Wesentlichen darauf, Ihr confidentielles Schreiben von vorgestern² kurz zu beantworten.

Auf die mir gestellte Frage erkläre ich Folgendes: Bundeskanzler v. Bismark hat mir das Elsass betreffend nie Eröffnungen der von Ihnen berührten Art gemacht; seit dem März 1870, wo ich krank wurde, bis zum März 1871, nach seiner Rückkunft aus Versailles habe ich ihn auch nie gesprochen.

1. *Non reproduit.* Cf. E 2300 Berlin 1.

2. *Non retrouvée.*

Unterm 14. Januar³ schrieb ich Ihnen ebenfalls confidentiell, dass anlässlich einer Conversation über die angebliche Waldshuter Petition Herr von Thile mir sagte: «man dachte, der Schweiz entweder Oberelsass oder Chablais & Faucigny zuzuwenden.»

Herr Staatsminister Delbrück, der andere Stellvertreter des Bundeskanzlers, mit dem ich nach seiner Rückkunft aus Versailles (vor Neujahr 1871) eine Conversation über die Annexion des Elsasses an Deutschland führte, hat damals schon diese Annexion als eine abgemachte im Gespräche behandelt, wie übrigens im September 1870 ja schon der Staatsanzeiger officiel proklamirt hatte. Über diese Conversation, soweit sie sich auf die Gotthardangelegenheit u. die durch die Annexion des ganzen Elsasses berührten Interessen Basel's erstreckte, gab ich Ihnen in meinem confidentiellen Schreiben vom 22. Dezember⁴ kurze Notiz. Obgleich ich vom politischen Departement hiezu nicht beauftragt worden und ich im Gegentheile aus den Erklärungen desselben in der Bundesversammlung vom *Nov. Dezb.* 1870 entnehmen konnte, dass dasselbe für eine diplomatische Aktion in dieser Richtung den Zeitpunkt noch nicht gekommen erachtete, so glaubte ich doch die Conversation so führen zu dürfen, dass Herr Delbrück Anlass gehabt hätte, über der Schweiz allfällig zgedachte Territorialzuwendungen Andeutungen zu geben. Obgleich Herr Delbrück die Neutralitätsbotschaft und die darüber gepflogenen Verhandlungen in der Bundesversammlung kannte, gieng er doch nicht im Geringsten in die von mir gewünschte Richtung ein und schien er gegen theils fast einige Ungeduld zu empfinden, dass man in der Schweiz die Einverleibung des Elsasses in Deutschland nicht ganz willkommen heisse.

Nach dem Inhalt Ihres Schreibens hätte ich mich darauf beschränken können, die Frage, ob mir vom Bundeskanzler je Eröffnungen das Elsass betreffend gemacht worden, einfach zu verneinen. Ich zog aber vor, auch zu wiederholen, was mir Herr von Thile angedeutet, und beizufügen, was Herr Delbrück nicht andeuten wollte.

Kurz nach dieser Unterhaltung mit Herr Delbrück unterm 28. Dezb. 1870 liess ich einen grössern politischen Bericht⁵ an das Departement abgehen, in welchem ich, gestützt auf Quellen, aus denen mir schon viel glaubwürdiges Material zugeflossen, mittheilte, «dass (praemissis praemittendis) man, wie zu Anfang des Krieges, wieder von der Eventualität einer Überlassung des Oberelsasses an die Schweiz spreche» etc.

Ich knüpfte an diese Mittheilung eine persönliche Bemerkung über die Bedeutung dieser neuen Stimmung und finde meine damalige Ansicht durch die Conversation des Bundeskanzlers mit Minister Kern⁶ bestätigt.

Gedenke ich endlich der Unterhaltung mit einem süddeutschen Staatsmann, der kurz vorher aus Versailles nach Berlin gekommen, Anfangs Dezember 70 mit mir die politische Situation besprach, so ist mir die Zweifellosigkeit, mit welcher er die Annexion von ganz Elsass besprach, noch sehr gut erinnerlich. Aus meinem

3. *Non reproduit.* Cf. E 2300 Berlin 1.

4. Cf. n^o 311.

5. *Non reproduit.* Cf. E 2300 Berlin 1.

6. Cf. n^o 336.

confidentiellen Bericht von ? (Anfangs) Dezb.⁷, welchem diese Unterredung zu Grunde lag — obgleich derselbe nur die Savoyerfrage berührt — lässt sich diese Zweifellosigkeit deutlich entnehmen.

Fasse ich alles zusammen, so ergeben sich für mich folgende Resultate:

1. Die *einzig*e Eröffnung, die mir hinsichtlich des Oberelsasses je von Seite des Bundeskanzleramtes resp. des auswärtigen Amtes gemacht wurde, ist die in meiner confidentiellen Depesche vom 14. Januar sofort gemeldete Äusserung des Herrn von Thile;

2. Von meiner Ankunft in Berlin (Anfangs Oktob. 1870) bis zum Schluss des Krieges war die für mich erkennbare Stimmung in der Presse, in den mir zugänglichen Gesellschaftskreisen, bei massgebenden höher gestellten Persönlichkeiten vorherrschend auf Erwerbung von ganz Elsass gerichtet. Das zu Gunsten einer Überlassung des Oberelsasses an die Schweiz eingetretene und in meinen confidentiellen Depeschen vom 28. Dezb. 70 und 14. Januar 71 berührte Schwanken der Stimmung fällt mit der Periode zusammen, welche *möglicherweise* für die deutsche Kriegführung bedrohlich werden konnte, und hörte mit dieser Periode auch wieder auf. Ich glaube auch, dass eine Besetzung Savoyens durch die Schweiz in jener Periode der deutschen Kriegführung als nützliche Diversion oder möglicherweise Cooperation sehr erwünscht gewesen wäre.

3. Ohne in eine nähere Erörterung der Worte des Herrn Bundeskanzlers in der mit Herrn Minister Kern geführten Unterhaltung, oder in eine nähere Charakteristik seiner Politik einzutreten, beschränke ich mich, darauf hinzuweisen,

a. dass er von der Bildung eines 23. Kantons Mühlhausen nur als von einer unter gewissen Umständen möglichen Eventualität sprach, welche bei Wegfall dieser Umstände in sich selbst zusammenfällt;

b. dass ohne entsprechenden Vortheil für Deutschland die deutsche Politik von deutschen Waffen erobertes Land nie der Schweiz überlassen könnte (findet ja doch die Überlassung des Kreises Weissenburg an das verbündete Bayern den hartnäckigsten Widerspruch), es wäre denn gewesen, dass nach Kriegslage die Annexion an Deutschland nicht erzwingbar war;

c. dass man hier die Worte dieses Staatsmannes mehr nach dem Gewichte seiner subjektiven Absicht, als nach dem der objektiven Richtigkeit zu wägen hat, und dass sie hier vorwiegend den ablehnenden Bescheid nicht motiviren, sondern nur ausschmücken sollten;

d. dass der Bundeskanzler, falls er hinsichtlich des Oberelsasses gewisse Eröffnungen nach Bern machen wollte, kaum von Versailles aus den Umweg über Berlin und die Vermittlung durch mehr Zwischenpersonen hätte der kurzhandigen Verhandlung oder Insinuation in Bern vorziehen sollen.

7. Du 10 décembre 1870. Cf. n° 309.

353

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Berlin, 2. April 1871

Ratifikation des Vertrages über Eisenbahnanschluss in Constanz.

In Ausführung des mir am Schluss Ihres Geehrtesten vom 11. März¹ gegebenen Auftrages habe ich mich in Betreff der Verzögerung der Badischen Ratifikation des Vertrages über den Anschluss in Constanz bei dem hier anwesenden Badischen Ministerialrath Eisenlohr erkundigt u. von demselben die Auskunft erhalten, dass ein materieller Verzögerungsgrund nicht vorhanden sey, wohl aber unterliege die Verlegung der deutschen Zollgränze auf Schweizergebiet der Genehmigung des deutschen Bundesrathes, u. diese war zur Zeit unserer Besprechung — vor 8 Tagen — noch nicht ertheilt. Seither wollte ich Hr. Staatsminister Delbrück wiederholt besuchen; konnte aber theils wegen Reichstagssitzung, theils wegen Erkrankung desselben ihn nicht persönlich sprechen, so dass ich zur Stunde noch nicht sagen kann, ob die Genehmigung schon erfolgt oder auf wann sie zu gewärtigen sey.

Neues Beglaubigungsschreiben.

Dieser Tage werden Sie das neue Beglaubigungsschreiben des Gesandten des deutschen Reiches überreicht erhalten oder schon erhalten haben². Ich bitte Sie, mein Beglaubigungsschreiben für den «*deutschen Kaiser*» baldigst ausfertigen zu lassen, u. mir nebst Copie einzusenden, wobei ich bitte, Sie möchten im Begleitschreiben mich beauftragen, ich möchte zur persönlichen Überreichung der Akkreditive um Audienz nachsuchen, bei welchem Anlasse ich dann in der üblichen Anrede an den Kaiser dasjenige anbringen könnte, was Sie für zweckmässig halten. Meine frühere Accreditive, soweit sie sich auf die Krone Preussen bezieht, folglich auch meine Beglaubigungsschreiben bei den süddeutschen Fürsten bleiben in Kraft.

Ogleich laut Reichsverfassung der Kaiser die Bundesstaaten völkerrechtlich vertritt, so behalten letztere doch das Recht, eigene Gesandte für die gewöhnlichen Geschäfte zu halten u. zu empfangen.

Evakuierung der französischen Gefangenen.

Bei einer Unterhaltung mit Herrn v. Thile über die Abschiebung der französischen Internirten aus der Schweiz sprach mir derselbe auch von dem mit uns getroffenen *Abkommen*, die Internirten *ohne Waffen* abzuliefern, u. letztere bis

1. *Cette lettre se trouve dans le fonds privé de la famille Hammer à Olten.*

2. *Le Général von Röder remit ses nouvelles lettres de créance au Président de la Confédération, le 4 avril 1871. Cf. E 2/704.*

zum definitiven Friedensschluss zurückzubehalten. Ich beschränkte mich darauf, ihm zu erwiedern, dass, die Waffen der Internirten betreffend, unsere Interessen coincidirten, indem wir dieselben als Pfand bis zur Regulirung der Kosten zurückzubehalten ein Recht u. Interesse hätten.

Freisprechung v. Bühler.

Laut Telegramm v. gestern³, meldet mir Herr Oberlieutenant Bühler v. Davos, dass er vom Schwurgericht in Mannheim von der Anklage auf Majestätsbeleidigung frei gesprochen worden.

Reklamation von Belegstücken.

Mittelst Schreiben v. 27. März 1871⁴ erhalte ich vom hohen Bundesrath den Auftrag, mehrere Forderungen von Schweizern wegen Kriegsbeschädigung hier geltend zu machen. Die als Anlagen avisirten 3 Belegstücke ad N^o 2 u. 7 Belegstücke zu N^o 3 der Forderungen sind mir bis *heute* nicht zugekommen.

3. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Berlin 1/2. *Dans une auberge, Bühler avait défendu la Suisse contre les attaques menées par des Badois. Il fut appréhendé par la police et passa huit jours en prison. Le Gouvernement des Grisons demanda au Conseil fédéral d'entreprendre une démarche diplomatique en sa faveur.*

4. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/90.

354

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiell

Berlin, 3. April 1871

Seit Ihrem confidentiellen Schreiben v. 11. März¹ hat die Störung des deutschen Friedensfestes in Zürich die öffentliche Meinung in Deutschland in die leidenschaftlichste Erregung versetzt. Fast noch mehr als das Ereigniss selbst, hat das verhängnissvolle Sulzer'sche Schlagwort «Deutschenhass» unglückselige Missverständnisse wach gerufen, die sich jetzt in der Presse in der bittersten Weise gegen die Schweiz, ihre Institutionen, ihr Volk und ihre Presse aussprechen. Auch persönlich werde ich von Personen jeder Stellung über die Sache interpellirt, u. wenn es mir auch gelingt, die Interpellanten zu einer ruhigeren Auffassung u. Beurtheilung zu bekehren, so kann ich doch nicht übersehen, dass die Verstimmung und theilweise Verbitterung der Gemüther eine Breite und Tiefe erlangt hat, die mich nicht für die unmittelbare Gegenwart, wohl aber für Eventualitäten der

1. *Cette lettre se trouve dans le fonds privé de la famille Hammer à Olten.*

Zukunft besorgt macht. Das Nationalgefühl der Deutschen ist durch die jüngste Zeitgeschichte in einer Weise gesteigert worden, dass man mit ihm in der Schweiz in der sorgfältigsten Weise wird rechnen müssen. In der letzten Zeit haben nun auch offiziöse Zeitungen, wie die Spener'sche, Norddeutsche, die Correspondance de Berlin, die sich anfänglich enthielten, an den Kundgebungen gegen die Schweiz Theil genommen. Ich lege beispielsweise N° 35 der Correspondance bei.

Meine Beziehungen zum auswärtigen Amt sind zwar durchaus freundlich geblieben, u. habe ich in dieser Beziehung keine Verstimmung bisher wahr zu nehmen gehabt. Graf Bismark, den ich am 22. März (Geburtsfest des Kaisers) beim Diner sah u. dem ich mein Bedauern aussprach, dass die Zeitgeschichte, soweit sie die Schweiz betreffe, mit einem so peinlichen Zwischenfall, wie dem von Zürich, ihren Abschluss finden müsste, versicherte mich aufs verbindlichste, dass er zwischen der Haltung der Regierung u. solchen Vorfällen, die sich der Beherrschung durch die öffentliche Gewalt entziehen, zu unterscheiden wisse, u. sprach neuerdings in der wohlwollendsten Weise seine Befriedigung und Anerkennung über unsere Haltung während dem Kriege aus. Ich gebe es Ihnen anheim zu ermessen, ob Sie mich mit einer den Umständen entsprechenden Kundgebung anlässlich der Überreichung meines neuen Beglaubigungsschreiben an den Kaiser beauftragen wollen.

Zur Beruhigung der Gemüther in Deutschland wird eine ruhigere und wohlwollendere Haltung der Schweizerischen Presse u. eine prompte gerechte Urtheilsfällung in der schwebenden Strafuntersuchung² vieles beitragen. Nicht zu unterschätzen ist auch das Verhalten der Schweizerischen Bevölkerung, soweit solche mit deutschen Reisenden in der bevorstehenden Reisesaison in Berührung treten wird. Obgleich das bundesrätliche Circular zu Anfang des Krieges unempfindlichen Boden fand, so würde ein solches heute gewiss willigere Ohren finden.

Ich fürchtete, dass anlässlich der letzten Freitag gepflogenen Adressdebatte im Reichstag die Verhandlung eine für unser Land unliebsame Wendung nehmen könnte; — ich überzeugte mich aber durch persönliche Beiwohnung, dass meine Besorgniss unbegründet war, obgleich der Adressenentwurf Anlass zu Ausfällen gegen die Zürcher Ereignisse hätte bieten können. Dagegen erzählt man sich im Publikum gewisse Äusserungen des Fürsten Bismark, die derselbe hinsichtlich des Schutzes der Deutschen gegen die Wiederholung derartiger Kränkungen gethan haben soll.

2. *Sur l'affaire des émeutes de la Tonhalle, cf. E 21/13108.*

355

E 2200 Paris 1/83

*Le Délégué aux relations extérieures de la Commune de Paris,
P. Grousset, au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern¹*

N

Paris, 5 avril 1871

Le soussigné, Membre de la Commune de Paris et Délégué par Elle aux Relations Extérieures, a l'honneur de vous notifier officiellement la Constitution du Gouvernement Communal de Paris.

Il vous prie d'en porter la connaissance à Votre Gouvernement, et saisit cette occasion de vous exprimer le désir de la Commune de resserrer les liens fraternels qui unissent le Peuple de Paris au Peuple Suisse.

1. Kern se trouvant à Versailles, c'est le secrétaire de la Légation, C. Lardy, qui reçut la notification citée. Cf. Note de Lardy au Président de la Confédération, du 5 avril 1871, E 2300 Paris 24.

356

E 2/475

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Versailles, 10 avril 1871

Ainsi que je vous l'ai écrit hier¹, il m'a paru utile de profiter du séjour à Versailles de M. de Goulard, membre de l'Assemblée Nationale, et plénipotentiaire de France pour les négociations qui se traitent à Bruxelles dans le but de conclure le traité définitif de paix, pour m'entretenir verbalement avec lui sur les deux questions pour lesquelles vous m'avez transmis des instructions, savoir:

- 1^o celle qui touche la garantie du libre transit par le territoire alsacien,
- 2^o celle qui concerne la rectification de la frontière.

Je me suis efforcé de lui exposer les motifs qui militent en faveur des demandes formulées par le Conseil Fédéral, et j'ai tout particulièrement insisté sur le fait que ce que nous demandons est tout aussi bien dans l'intérêt de la France que dans celui de la Suisse. Je m'abstiens de reproduire ici cette partie de notre conversation, parce que ces motifs vous sont connus. M. Goulard m'a répondu que la note² adressée par moi sur la première question au Ministère des Affaires Etrangères a été transmise par ce dernier au plénipotentiaire avec des instructions tout à fait

1. Non reproduit. Cf. E 2300 Paris 24.

2. Du 10 mars, non reproduite.

conformes au vœu de la Suisse. Par contre, le plénipotentiaire n'aurait pas encore reçu communication de ma note sur la rectification de frontière ni de la carte qui s'y trouvait jointe. Il m'a assuré que je pouvais compter avec certitude que les plénipotentiaires se donneront toute la peine possible pour obtenir dans le traité une stipulation garantissant les intérêts commerciaux des deux pays. Cette question n'aurait pas encore été abordée dans la Conférence et dans une conversation que M. Goulard aurait eue à ce sujet avec les plénipotentiaires allemands, ces derniers auraient observé une certaine réserve, sans se prononcer en manière quelconque sur le fond de la question. M. Goulard doute même qu'ils aient déjà reçu des instructions positives à cet égard.

Quant à la rectification de frontière, M. Goulard s'est montré très favorablement disposé à appuyer notre demande. Mais il a dû réserver tout naturellement les instructions qu'il attend sur cette question de son Gouvernement. Je lui ai dit que j'étais en très bons termes avec le plénipotentiaire de la Bavière, M. de Quadt, et que je pourrais peut-être, dans une lettre officieuse, lui recommander les intérêts Suisses dans ces deux questions. M. Goulard m'a répondu qu'il approuverait fort une pareille démarche; il m'a paru qu'il la désirerait. Avant de la faire, j'attends cependant d'abord votre direction, si vous trouvez la démarche convenable. Je ne crois pas me tromper en supposant que la solution de ces questions est beaucoup plus à Berlin qu'à Bruxelles et que les plénipotentiaires allemands n'oseront faire de concessions ni sur l'une ni sur l'autre de ces questions, sans instructions formelles de M. de Bismark. Je m'en remets entièrement à l'arbitre du Conseil Fédéral de décider s'il ne serait pas utile d'engager M. le Colonel Hammer à Berlin, à intervenir auprès de M. de Bismark pour obtenir des instructions favorables à la Suisse sur ces deux questions.

Je me fais un plaisir d'ajouter en terminant que la personnalité de M. Goulard a fait sur moi la meilleure impression. C'est un homme sérieux, très calme et très attentif à tout ce qui peut contribuer à élucider les questions pour lesquelles il s'intéresse. Il m'a assuré qu'il ne manquerait pas de faire tout ce qui dépendra de lui pour obtenir une solution favorable aux intérêts de la Suisse qu'il reconnaît être d'accord avec ceux de la France. En le quittant, je me suis mis à la disposition de M. Goulard pour tous les renseignements dont il pourrait encore avoir besoin, offre qu'il a acceptée avec remerciements.

P.S. Vu l'irrégularité des correspondances, il me paraîtrait utile de me répondre à la question ci-dessus, mentionnée par le télégraphe. Si je reçois un télégramme contenant les mots «d'accord», j'écrirai immédiatement à M. de Quadt.³

3. Réponse du Conseil fédéral du 14. 4. 1871: «pas d'accord». Cf. PVCFE 1004 1/85, 1729.

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 11 avril 1871*¹

1659. Bern, Gotthardbahn.

Departement des Innern. Randantrag.

Unterm 5. diess² ersucht die Regierung von *Bern* um Auskunft über den gegenwärtigen Stand der *Gotthardbahn-Angelegenheit*.

Auf den Antrag des Departements wurde beschlossen, hierauf, unter Hinweisung auf die bundesrätliche Botschaft vom 30. Juni 1870 (Bundesblatt 1870 II.809)³, auf den Bundesbeschluss, betreffend den Vertrag mit Italien über die Erstellung der Gotthardbahn vom 22. Juni 1870 (amtl. Gesezesammlung X.230)⁴ zu antworten, dass, soviel diessorts bekannt, während des deutsch-französischen Krieges und auch seit der Beendigung desselben in der Sache selbst weiter nichts geschehen sei, als dass die im Gotthardvertrage vom 15. Oktober 1869⁵ festgesetzte Frist für die Beibringung der 85 Millionen Subsidien für die Erstellung der Gotthardbahn mit Rücksicht auf die ungünstigen Zeitverhältnisse bis zum 31. Oktober 1871 verlängert wurde (Botschaft des Bundesrathes vom 6. Februar 1871 nebst Übereinkunft mit Italien und dem norddeutschen Bunde vom 27. Januar 1871, B. Blatt 1871 I.209)⁶. Was die Bildung einer Finanzgesellschaft für die Ausführung des Unternehmens betreffe, so seien lt. sr. Zt.⁷ erhaltenen Mittheilungen die bezüglichen vorbereitenden Schritte vor Ausbruch des Krieges bereits ziemlich weit gediehen gewesen; seither jedoch sei, wie nicht anders zu erwarten, auch in dieser Beziehung ein Stillstand eingetreten; wenigstens seien dem Bundesrathe bis jezt keinerlei weitere Mittheilungen hierüber mehr zugekommen.

1. Absents: W. M. Naeff, J. J. Challet-Venel.

2. Non reproduit. Cf. E 53/238.

3. Cf. FF 1870/II, pp. 925—984.

4. En fait, du 22 juillet 1870. Cf. RO X, pp. 206—208.

5. Cf. n° 212, note 3.

6. Cf. FF 1871/I, pp. 204—208.

7. Laut seiner Zeit.

358

E 2200 Paris 1/83

Le Secrétaire du Département politique, E. Secretan, au Secrétaire de la Légation de Suisse à Paris, C. Lardy

L

Berne, 17 avril 1871

Dans sa séance de ce matin¹, le Conseil fédéral a pris connaissance de la note² de M. Pascal Grousset, relativement à la reconnaissance de la Commune de Paris par les gouvernements étrangers. Les fêtes de Pâques ont empêché le Conseil de se réunir plus tôt. Ce matin, j'ai expédié une dépêche³ à M. Kern, lui disant de ne pas répondre avant d'avoir reçu des instructions ultérieures. M. de Châteaurenard a eu ce matin une conférence avec M. le Président à ce sujet. Ces Messieurs sont naturellement d'avis qu'il y a là, de la part d'un gouvernement *communal* en révolution contre le reste du pays, une prétention un peu exagérée, pour ne pas dire davantage.

Nous avons reçu également vos journaux et l'article concernant les bons offices offerts par MM. Washburne et Kern à M. Thiers nous a beaucoup étonnés. La même dépêche chiffrée dont je viens de vous parler demande à M. Kern des explications sur le bien-fondé de cette nouvelle. Quant à moi, je pense que c'est une nouvelle à effets; Monsieur Schenk est aussi, je crois, de cet avis.

Nous n'avons du reste pas reçu de nouvelles directes de M. Kern depuis le 8 avril, ni lettre, ni dépêche. Tout ce qui nous arrive de France, c'est de temps en temps une adresse de remerciements de telle ou telle commune de France pour les soins donnés aux troupes internées et la sympathie témoignée à la France pendant la guerre.

Comme du reste on ne peut pas contenter tout le monde et son père, les journaux allemands tombent à bras raccourcis sur le peuple suisse et lui font porter la responsabilité du mouvement de Zurich dont on fait un véritable événement. Ce sont des insultes et des grossièretés incroyables. Monsieur Hammer nous écrit⁴ que depuis cette malheureuse histoire, sa position à Berlin ne s'est pas améliorée. Ce qui a surtout excité l'indignation de cette brave presse allemande, c'est le discours imprudent prononcé dans le Grand Conseil de Zurich par M. le député Sulzer où il dit entre autres que depuis la guerre, la «haine des Allemands (*Deutschenhass*) n'a fait que grandir dans le peuple de Zurich et que désormais c'est un élément avec lequel il faudra compter». Ce mot les a exaspérés et vraiment on le comprend. Quelques journaux suisses déplorent cette maladresse et je vous envoie ci-joint un petit extrait d'un article du Colonel Rothpletz pour vous en donner une idée.

Il n'y a du reste rien de nouveau ni d'intéressant dans les affaires. On attend avec

1. *Non reproduite.* Cf. PVCFE 1004 1/85, 1756.

2. Cf. n° 355.

3. *Non retrouvée.*

4. Cf. n° 354.

impatience l'issue de la lutte entre le gouvernement Thiers et la Commune de Paris et l'on commence à craindre que le mouvement ne se généralise si Versailles ne prend pas son parti: ou bien capituler et faire des concessions, ou bien aller de l'avant avec ses troupes.

359

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiel

Versailles, 18 avril 1871

J'ai eu avant-hier la visite de M. Spörri, ancien Consul Suisse à Mulhouse, et comme Vous le savez un des adversaires acharnés des admissions temporaires pour la toile écrue. Il se trouve à Versailles comme délégué pour obtenir du Gouvernement français la libre circulation des produits de l'Alsace en France, interdite provisoirement par une mesure de l'administration des douanes.

M. Spörri s'est efforcé de m'expliquer les intérêts que la Suisse aurait à ce que la partie méridionale de l'Alsace, avec Mulhouse, reste à la France. Je lui ai répondu que les autorités suisses ne partagent pas seulement cette opinion, mais qu'elles auraient préféré de beaucoup que toute l'Alsace restât territoire français. Il m'a dit alors qu'il se rendra, avec ses collègues de la délégation alsacienne, de Versailles à Bruxelles pour agir dans l'intérêt de Mulhouse, auprès des plénipotentiaires des deux pays.

J'ai pu voir, dans mon entretien avec M. Spörri, que le motif principal qui fait désirer à Mulhouse de devenir encore plutôt allemand que suisse est dans le fait que les habitants de cette ville trouveraient en faveur de leur industrie la protection à laquelle ils tiennent avant tout, plutôt par l'annexion à l'Allemagne que par l'annexion à la Suisse.

J'ai répondu à M. Spörri que la Suisse n'aurait jamais l'intention de profiter des désastres de la France pour obtenir une extension de son territoire. Ce que la Suisse demande, c'est une garantie pour le transit par l'Alsace et une rectification de la frontière, conforme à ses intérêts commerciaux et militaires.

D'après les renseignements que m'a donnés M. Spörri, les délégués de Mulhouse ont réussi [à] obtenir provisoirement la libre importation de leurs marchandises en France, jusqu'à la conclusion de la paix.

Mais cela ne suffit pas à ces Messieurs, trop gâtés par les avantages de la protection. Ils cherchent à s'assurer en outre cette même facilité au moins pour trois ans après la conclusion de la paix.

L'un des principaux buts de leur voyage à Bruxelles tend à obtenir une stipulation dans ce sens dans le traité définitif de paix. M. Spörri m'a remis un mémoire¹

1. Non reproduit.

dont il est le rédacteur et qui contient des données statistiques très intéressantes sur l'industrie alsacienne pour constater la concurrence dangereuse que l'Alsace ferait à l'industrie allemande, si les contrées essentiellement industrielles de l'Alsace devaient être annexées à l'Allemagne. M. Spörri, en me remettant ce mémoire, a ajouté qu'il ne désire pas qu'on en parle en aucun sens dans les journaux. Je ne veux pas cependant m'abstenir de le transmettre au Conseil Fédéral, mais dans le même sens et avec la même restriction que j'ai reçu moi-même ce mémoire. Il est toujours d'un grand intérêt pour les autorités suisses d'être bien informées de tout ce qui se passe sur le terrain de l'industrie dans cette partie de la France, en vue de la concurrence que l'industrie de l'Alsace a toujours faite et fera encore aux industriels suisses dans leur commerce avec la France et avec l'Allemagne. Ils ne tendent à rien moins qu'à obtenir pour les produits de leur fabrication, pour quelques années du moins, la libre importation de leurs marchandises aussi bien en France qu'en Allemagne. J'ai eu l'occasion de parler hier sur cette question avec des représentants à l'assemblée nationale qui étaient autrefois membres de la Commission d'enquête sur l'importation temporaire, entre autres avec M. Johnston (gendre de feu Dassier, banquier suisse), député de Bordeaux. Il m'a dit que je pouvais être sûr que les industriels français s'opposeraient de toutes leurs forces à cette position privilégiée que les industriels de Mulhouse voudraient se créer. Autant il trouve équitable qu'on leur accorde, contre des certificats d'origine, l'importation en franchise jusqu'à la conclusion définitive de la paix, autant on trouverait exorbitant de laisser subsister cette faveur après l'annexion définitive de l'Alsace à l'Allemagne.

Post-script.

La situation militaire n'est pas sensiblement changée. M. Picard a donné hier à l'Assemblée nationale connaissance de l'occupation du château de Bécon, enlevé avec beaucoup d'entrain par les troupes du gouvernement. Le second blocus de Paris est établi par l'occupation de la ligne du chemin de fer d'Orléans et il paraît que les troupes allemandes ont des ordres de favoriser ce nouvel investissement. Il arrive tous les jours de nouvelles troupes revenant de l'Allemagne et on établit de nouvelles batteries avec des canons de gros calibre pour une attaque de l'enceinte, dès que le moment favorable se présentera. Le projet de la loi sur les loyers a provoqué une discussion générale très longue que Vous trouvez dans l'*Officiel* d'aujourd'hui. Beaucoup de membres de l'Assemblée nationale ne sont pas contents de cette lenteur dans les opérations militaires, mais le plan de Thiers que je Vous ai exposé dans une autre lettre prévaut toujours encore.

E 2200 Paris 1/83

*Le Président de la Confédération, K. Schenk,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

L

Confidentiell

Bern, 18. April 1871

Ihr letzter Brief¹ lässt leider wenig Hoffnung auf baldige Wiedergewinnung der Stadt Paris und Wiederherstellung eines gesetzlichen Zustandes daselbst. Wenn die Verlängerung des jetzigen Zustandes nicht durch den Mangel an den nöthigen Kräften zur directen Bezwungung von Paris gerechtfertigt ist, so kommt mir das Verfahren von Thiers ganz unbegreiflich vor. Paris nochmals dem Hunger und dessen verheerenden Folgen Preis zu geben, es darauf ankommen zu lassen, dass unter dem Druck der Noth und dem Stachel leidenschaftlicher Rache aus der Herrschaft des Communal-Regimes ein wahrhaftes Schreckensregiment werde, welches von einem extremen Act in den andern sich stürzt und dem Wohlstande von Tausenden verderblich wird, erscheint Einem grausamer als die Anwendung selbst der äussersten Waffengewalt. Wie ungemein penibel es für Sie sein muss, von Paris abgeschnitten, von den Ihrigen getrennt, isolirt in Versailles sich aufzuhalten und in diesen critischen Zeiten verhindert zu sein, den Ihrem Schutze Anbefohlenen die gewohnte, jetzt mehr als je nöthige Berathung und Hülfe zu gewähren, fühlen wir aufs Lebhafteste und begreifen vollkommen, wenn Sie diese Zeit die Traurigste nennen, welche Sie während Ihrer Amtsführung durchlebt haben.

Unser letztes Telegramm², mit welchem wir Ihre Anfrage betreffend Erlass eines confidentiellen Schreibens an den bayerischen Gesandten in Sachen unserer Grenzpostulate verneinten, ist Ihnen vielleicht etwas auffallend vorgekommen. Der Bundesrath hielt es für bedenklich, die Verwendung des bayerischen Gesandten zu veranlassen und gegenüber Berlin zu schweigen. Sollte das Erstere geschehen, so musste nothwendig auch ein Schritt bei dem deutschen Bundeskanzleramte erfolgen. Beides zusammengenommen hiess den Standpunkt verlassen, auf den der Bundesrath sich bezüglich der Behandlung der Frage gestellt. Was der Bundeskanzler zu wissen nöthig hat, dass nämlich auch schweizerischerseits auf ungehinderte Verkehrsverbindung mit Frankreich hoher Werth gelegt wird und dass, wenn von Frankreich darauf gedrungen wird, diess in Übereinstimmung mit den Wünschen der Schweiz geschieht, das weiss er aus den ersten in Versailles stattgehabten Besprechungen. In directer Weise bei Deutschland als Postulant aufzutreten und sich dadurch der Gefahr auszusetzen, dass nach Äquivalenten gesucht und gefragt wird, das möchte der Bundesrath vermeiden. Er hält es zudem auch überflüssig, indem er glaubt annehmen zu müssen, dass, wenn deutscherseits Frankreichs Interesse nicht berücksichtigt werden will, das schweizerische Interesse diesen Standpunkt nicht ändert.

1. Du 15 avril 1871, non reproduite. Cf. E 2300 Paris 24.

2. Cf. n° 356, note 3.

Ich habe letzter Tage den Besuch von Herrn *Alfred Köchlin* von *Mülhausen* gehabt, welcher seither auch bei Ihnen sich eingefunden haben wird. Er hat mir mitgetheilt, dass man in Mülhausen entschlossen sei, die ernstlichsten Schritte zu thun, um eine solche Grenzgestaltung zu erwirken, dass Mülhausen auf französischem Territorium bleibt. Nach dem von ihm uns vorgelegten Projecte würde Mülhausen die äusserste Spitze eines vorspringenden Dreiecks bilden, dessen südlicher Schenkel von Mülhausen gegen Delle hin sich zöge und dessen nördlicher Schenkel von Mülhausen aus nordwestlich das Elsass durchschneide. Mit Rücksicht auf den ernstlichen Widerspruch, den in Deutschland selbst das Herinnehen von der Industrie Mülhausens in den deutschen Zollverein finde, halte man es nicht für unmöglich, dass von der Annexion Mülhausens abstrahirt werde. In diesem Falle, meinte Köchlin, könnte dann die Frage auftauchen, ob nicht der abgeschnittene Sundgau, bez.weise das Dreieck Basel—Mülhausen—Delle, welches nur durch eine schmale Zunge mit dem übrigen deutschen Elsass zusammenhängen würde, der Schweiz überlassen werden sollte.

Er wünschte zu wissen, wie man sich schweizerischerseits zu einem solchen Gedanken verhalten würde. Ich erwiderte ihm, dass je näher gerückt uns Frankreich bleibe, desto lieber sei es uns; dass, wenn die Sachlage sich wirklich in der von ihm angedeuteten Weise gestalten sollte, die Schweiz die Übernahme des fraglichen Gebiets in ernstliche Erwägung ziehen würde, ich aber nach dem, was wir erfahren, nicht viel Hoffnung hätte, dass wir in den Fall gesetzt werden, uns über diese Frage auszusprechen. Von Basel her in Kenntniss, dass wir uns bemühten, den directen Verkehrszusammenhang zwischen der Schweiz mit Frankreich trotz der Annexion möglichst aufrechtzuerhalten, und dass von Ihnen in diesem Interesse schon mannigfache Besprechungen und Verhandlungen gepflogen worden seien, wünschte er, bei Ihnen vorsprechen und sich mit Ihnen in Verbindung setzen zu dürfen. Ich nahm keinen Anstand, ihn dazu aufzumuntern; da er während der Verhandlungen des Friedens in Brüssel sein wird, so kann er uns durch Informationen u.s.w. von Nutzen sein.

Was die *Savoyerfrage* anbelangt, so sind die Umstände nicht der Art, dass auf eine baldige Anhandnahme derselben gehofft werden könnte: Immerhin ersuche ich Sie, die Angelegenheit nicht aus dem Auge zu verlieren. In Savoyen selbst steht die Stimmung so, dass die Bevölkerung französisch bleiben will, sofern Frankreich Republik bleibt, dagegen Trennung anzustreben entschlossen ist, wenn monarchische Restauration eingeleitet werden sollte. Allgemein wird diese letztere befürchtet und es hat deshalb die Einladung zur Bildung von Freiwilligencorps zur Unterstützung der Rep. von Versailles das bezeichnende Fiasco gemacht, dass sich in Savoyen, wie gemeldet wird, nicht mehr als 17 Mann eingeschrieben haben.

Aus den Journalen habe ich entnommen, dass die Nationalversammlung den Beschluss gefasst habe, den *Schaden, welcher Gemeinden u. Particularen in den vom Krieg unmittelbar heimgesuchten Gegenden* getroffen, nicht lediglich den Einzelnen zu überlassen, sondern auf das ganze Land zu nehmen. Ich nehme als selbstverständlich an, dass, wenn von Staats wegen für erlittene Zerstörungen Einzelnen Vergütung geleistet werden sollte, hievon kein Unterschied zwischen Franzosen und niedergelassenen Angehörigen neutraler Staaten werde gemacht werden. Es sind in letzter Zeit mehrere Begehren eingegangen von Schweizern,

welche furchtbar mitgenommen worden sind. Hat die Regierung bereits Einleitungen getroffen, um den fraglichen Beschluss zur Vollziehung zu bringen, wenigstens dessen Vollziehung vorzubereiten? Existirt eine Behörde, welche beauftragt ist, in den einzelnen Gemeinden den erlittenen Schaden der Corporationen und Privaten zu ermitteln, und nach welchen Grundsätzen wird bejahendfalls dabei verfahren? Es wäre mir sehr lieb, wenn Sie über diese Angelegenheit Informationen einziehen und berichten wollten.

Der franz. Gesandte in Bern, Herr Châteaurenard, hat mir letzter Tage *Andeutungen gemacht, dass in der Besetzung der hiesigen Gesandtschaft möglicherweise bald eine Änderung eintreten könnte*. Man würde es, offen gestanden, nicht eben sehr bedauern, wenn der Marquis durch eine andere Persönlichkeit ersetzt würde. Sein ganzes Auftreten und Handeln während der Zeit seines Hierseins war nicht der Art, um sich unsere Sympathien zu erwerben und wenn man Alles Mögliche gethan hat, um Frankreich, so weit es nur immer unsere Neutralität zuliess, gefällig und dienstbereit zu sein, so war er *jedenfalls nicht daran* Schuld. Wenn Sie *in geeigneter Weise eine Änderung insinuiren könnten*, so handeln Sie nicht nur im Sinne *des dermaligen Bundespräsidiums*, sondern *sämmtlicher* Mitglieder des Bundesrathes, speciell meines Vorgängers sowol als meines Nachfolgers.

Die vielen Geschäfte haben die Beantwortung Ihres Schreibens betreffend die Verhandlung mit Bismark über die Evacuation der internirten franz. Armee bis jetzt verzögert. Die Darstellung des Verlaufs der Angelegenheit, über welche wir wegen unzuverlässiger Communication Sie nicht vollständig au courant halten konnten, wird Ihnen Manches in einem andern Lichte erscheinen lassen.

361

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Berlin, 25. April 1871

Gotthard.

Da Herr Staatsminister Delbrük stetsfort durch Reichstag u. Bundesrath in Anspruch genommen ist, so konnte ich die auf letzten Sonntag erwartete Audienz zur weitem Besprechung der Gotthard-Angelegenheit nicht erhalten. Der Italienische Gesandte, Graf v. Launay, den ich ersucht hatte, den Gotthard im Bundeskanzleramte gelegentlich zur Sprache zu bringen, theilte mir vorgestern mit, dass Minister Delbrük in einer jüngst gepflogenen Unterhaltung ihm gesagt, dass die Reichsregierung hinsichtlich des Gotthards ihren Gesandten in Florenz mit den nöthigen Instruktionen versehen habe (oder versehen werde). Welche Stimmung

hinsichtlich des Gotthards im Reichstag herrscht, wollen Sie aus den Anlagen ad Gotthard ersehen¹.

Verhältnisse Deutschlands zu Frankreich.

Anlässlich der Verhandlungen über die Beschaffung der weitem Geldmittel zur Bestreitung der Kriegsausgaben hat Fürst Bismark im Reichstag bemerkenswerthe Eröffnungen gemacht. Der Kürze u. Vollständigkeit wegen erlaube ich mir, auf die daherige Debatte in Anlage zu verweisen.

Stimmung hinsichtlich der Zürchervorfälle.

Bei Vorberathung der jüngst gemeldeten Sympathiebezeugung an die Deutschen im Auslande in den sogenannten Fraktionsversammlungen wurden im Schooss der nationalliberalen Fraktion die Zürcher-Ereignisse zur Sprache gebracht, u. sollten auch im Reichstag selbst zur Sprache gebracht werden. Es ist aber hauptsächlich der Insinuation des Fürsten Bismarks zuzuschreiben, dass die nationalliberale Fraktion auf der Besprechung dieser Vorgänge im Schooss des Reichstages verzichtete. In neuerer Zeit ist die Presse u. die öffentliche Meinung ruhiger u. billiger geworden u. erlaube ich mir einen bezüglichen Artikel² der Berliner autographirten Correspondenz von gestern beizulegen, hinsichtlich dessen man mir folgendes schreibt: «das Blatt ist Organ der nationalliberalen Parthei u. steht unter dem direkten Einfluss des Vorstandes.» Es scheint somit «Feuer einstellen» geblasen zu werden.

1. *Interpellation du député Elben, du 23 avril 1871, demandant si les mesures nécessaires seront prises: «Die definitive Sicherung eines grossartigen Friedenswerkes [...], dessen Vollendung ganz Deutschland zu wesentlichem Vortheil gereichen wird.» (E 13 (B) 72).*

2. *Non reproduit.*

362

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiell

Berlin, 2. Mai 1871

Anlässlich des Festdiners, welches zu Ehren des Geburtstages des Kaisers Alexander auf der russischen Gesandtschaft vorgestern stattfand, führte nach Tisch Fürst Bismark mit mir eine längere Unterhaltung, deren Hauptinhalt nach Weglassung meines eigenen dazu gelieferten Beitrages etwa in Folgendem besteht:

«Die Schweiz hatte in dem so eben beendeten Kriege eine schwierige Aufgabe zu erfüllen u. hat sie auch trotz innerer und äusserer Schwierigkeiten in anerken-

nenswerther Weise erfüllt, u. Deutschland anerkennt auch die loyale Handhabung schweizerischer Neutralität.

Von diesem Standpunkt aus lassen wir hüben u. drüben gehässige Hetzereien beiderseits unbeachtet, u. die Schweiz insbesondere mag auch etwa feindliche Stimmungen bei den Badensern übersehen. Hier im Norden u. speziell an massgebender Stelle werden Sie keine übelwollenden Gesinnungen wahrgenommen haben.

Es ist die härteste Probe gewesen, welche die Schweizerische Neutralität je bestanden, aber auch mit Ehren bestanden hat. Es genügt in solchen Lagen nicht, durch eigenes correctes Verhalten bloss dem Gewissen der Kriegsführenden einen Zügel anzulegen, sondern der Neutrale muss ihnen auch durch die tatsächliche bewaffnete Haltung den Wahlspruch des Schottischen Distelordens in Erinnerung bringen: «Nemo me impune lacessit.»

Deutschland hat vom Beginn bis zum Schluss des Krieges nicht den leisesten Gedanken je gehabt, die Neutralität der Schweiz irgendwie oder irgendwann zu beeinträchtigen. Qui se respecte, respecte aussi les autres.

Die Schweiz hat ihre internationalen Pflichten nach allen Seiten zu erfüllen gewusst u. hat es verstanden, Deutschland zufrieden zu stellen, ohne Frankreich sich zu entfremden.

Ich ersuche Sie auch, diese meine Gesinnungen u. Ansichten dem Herrn Bundespräsidenten zur Kenntniss zu bringen» etc...

Fürst Bismark war sonst den Abend über für viele Gesandte nicht oder nur kurz zugänglich; mir kam er, um diese Unterhaltung mit mir zu führen, in freundlichster Weise entgegen: — er *beabsichtigte* also eine Kundgebung an den Schweizerischen Bundesrath.

Am nämlichen Abend u. Ort unterhielt ich mich auch mit General v. Moltke. Derselbe äusserte sich in sehr anerkennender Weise über die Art u. Weise, wie die Schweiz die Internirung der Bourbakischen Armee fertig gebracht, sprach sich dann aber in einer von Bitterkeit nicht ganz freien Weise über die Wahrnehmung aus, dass alle Neutralen: Holländer, Belgier, Schweizer, Engländer, Amerikaner entweder in ihrer Handlungsweise, oder doch in ihren Gefühlen gegen Deutschland gewesen. Obgleich diese Verstimmung gegen die Neutralen eine bekannte und ziemlich allgemeine ist, so hat mich diesselbe bei Moltke insbesondere u. auch wegen der Hartnäckigkeit, mir der er sie festhielt, genug frappirt, um sie nicht zu verschweigen.

363

E 13 (B) 72

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Confidentiel

Florence, 6 mai 1871

A l'occasion du dernier dîner au Palais Royal, je fus entouré par plusieurs Ministres, entr'autres Lanza, Castagnola, Correnti, qui m'informèrent que dans un Conseil des Ministres on avait décidé de pousser l'affaire du St-Gothard, à la condition pourtant que l'Italie puisse mettre à compte des subsides auxquels elle s'est engagée, les machines, outils et instruments de la propriété de l'Etat qui ont servi à la percée du Mont-Cenis. En même temps, ils recommandèrent le personnel employé aux travaux du Mont-Cenis comme propre à donner une garantie de bonne exécution. Ils ajoutèrent qu'on en aurait donné communication au Conseil Fédéral par l'entremise de M. Melegari et exprimèrent l'espoir que si le Conseil Fédéral venait à m'interpeller, j'aurais bien voulu appuyer leurs demandes.

Je répondis que si la cession devait se borner aux machines et instruments qui pourraient rendre encore des services réels au percement du Gothard, et d'après l'estimation qu'en auraient faite des experts communs, je n'aurais pas manqué d'appuyer une telle équitable combinaison, le cas échéant; et quant au personnel, je pensais qu'il était de l'intérêt de l'entreprise de s'en servir.

Mais n'ayant jamais rien reçu de Votre part, je sus, à mon retour du Tessin, que les Ministres, renonçant à la voie diplomatique, ont cru pouvoir mieux atteindre leur but en traitant directement avec le comité du St-Gothard qui envoya ici, dans les premiers jours d'Avril, Monsieur de Gonzenbach.

J'avoue que le brusque procédé du Ministre Sella doit paraître quelque peu étrange et que je ne suis pas étonné de l'impression peu favorable qu'il a produite en Suisse, où les circonstances qui peuvent l'expliquer n'y sont pas assez connues, et par conséquent n'y peuvent pas être convenablement appréciées.

L'opinion publique en Italie se confirme de plus en plus que la somme de 45.000.000 de francs pour laquelle elle s'est engagée à participer à l'entreprise est beaucoup trop forte, et tout à fait hors de proportion avec les sommes auxquelles se sont engagées la Suisse et l'Allemagne qui ont un intérêt égal ou supérieur à celui de l'Italie à la construction du chemin de fer par le Gothard. On comprend que cet argument a du poids, surtout dans la situation actuelle des finances italiennes. Dès lors, on comprendra aussi que le Gouvernement Italien cherche quelque compensation qui d'un côté lui fournirait des facilités pour le paiement des subsides, et de l'autre le mettrait à même de pouvoir garantir du succès de l'entreprise en confiant la direction des travaux du tunnel du St-Gothard à M. Grattoni, ce qui aurait en même temps l'avantage de satisfaire l'amour propre national des Italiens.

Les difficultés contre lesquelles on a à lutter au sein du Parlement sont sérieuses.

Le Ministère Menabrea qui a fait la Convention est tombé quelques mois après l'avoir signée. Si Monsieur Correnti a été appelé à faire parti du nouveau Minis-

tère, entrèrent avec lui, au Ministère des Affaires Etrangères, M. Visconti-Venosta, adversaire déclaré, et au Ministère des Travaux Publics, M. Gadda, lui aussi ancien Splugiste. Les deux se rangèrent par devoir, mais leur inertie, surtout du premier, ne manqua pas de se faire sentir en maintes occasions.

La gauche, qui dans la dernière session força la main au Ministère et l'obligea à présenter le projet de loi, n'est plus dans les mêmes dispositions. Comme membres de l'opposition, il y en a qui étaient favorables au Gothard par la raison qu'ils croyaient que le Gouvernement était contraire; par la même raison, ils se prononceront contre s'ils voient que le Gouvernement est réellement pour. Plusieurs entre les Députés méridionaux ont déclaré ne vouloir voter un centime pour le St-Gothard, avant que leurs réseaux de chemin de fer et même de routes ordinaires ne soient achevés.

Une partie des Députés de la Toscane trouve que l'Italie n'est pas en condition de dépenser de l'argent pour le percement du Gothard, et que le Mont-Cenis et le Brenner suffisent aux besoins.

Les Vénitiens sont ou indifférents ou contraires.

Le Ministère se trouve donc dans la nécessité de travailler pour faire disparaître autant que possible ces éléments d'opposition. Il espère gagner les Méridionaux en leur donnant encore des subsides pour leurs réseaux Calabro-Siciliens, les Vénitiens, en leur accordant la ligne de la Ponteba pour concourir à la ligne Autrichienne du Prédiel.

Gênes et toute la Haute Italie tiendraient à la chose en elle-même et aux mouvements de capitaux et d'industrie auxquels donnera lieu une participation proportionnelle à l'affaire.

Voilà, je crois, le véritable aspect sous lequel il faut voir la chose. Messieurs Sella et ses collègues sont trop au-dessus des soupçons pour qu'on puisse de certaines apparences inférer à certaines conséquences vulgaires. D'ailleurs tout a été fait avec la plus grande publicité.

On attend ici le retour de M. de Gonzenbach et il n'y a pas de temps à perdre. Dans un mois, tout au plus, tout sera dit à Florence, et il faudra pour reprendre les affaires attendre la réouverture du Parlement à Rome qui, à part quelques séances de parade, ne peut avoir lieu à cause de la *malaria*, sinon vers la fin de l'automne.

Je crois qu'il faudrait, tant qu'on peut, user de facilités au Gouvernement Italien qui est réellement dans une des positions les plus difficiles, en patronnant un ouvrage gigantesque hors de son territoire, en attendant que ses finances sont aux abois [*sic*], et qu'il n'y a presque plus moyen de lever les impôts.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 17 mai 1871¹

2252. Florenz, Gesandtschaft. Gotthard-Angelegenheit betr.

Departement des Innern. Randantrag.

Mit Zuschrift vom 6. diess² berichtet die eidg. *Gesandtschaft in Florenz* konfidentiell über den gegenwärtigen Stand der *Gotthard-Angelegenheit* im Königreiche im wesentlichen dahin, dass das jezige Ministerium, unter dem Druk der italienischen Finanzlage, der Sache nicht mehr so günstig sei, da der Betrag von fr. 45 Millionen an dieses Werk nicht im Verhältnisse stehe zu den Vortheilen, welche das Land von demselben erwarten dürfe, und dass nur dann von weiterer Verfolgung der Angelegenheit noch die Rede sein könne, wenn Italien seine beim Tunnelbau des Mont Cenis verwendeten, noch brauchbaren Maschinen und Geräthschaften als Abschlagszahlung in Rechnung bringen dürfte und zur Ausführung die Arbeiten des Gotthard-Tunnels dem Personal der Mont-Cenisarbeiten übertragen würden usw.

Der italienische Gesandte in Bern sei angewiesen, dem Bundesrathe hievon Kenntniss zu geben.

Ein Telegramm des Hrn. Pioda vom 16. diess³ fügt bei, dass die italienische Kammer die Alpenbahnfrage an die Hand nehmen werde in der Voraussetzung der Annahme der zwei an uns gestellten Begehren; wenn nicht, werde die Kammer selbst sie in etwas modifizirter Form aussprechen.

Auf den Antrag des Departements wurde beschlossen, telegraphisch zu erwidern: das Telegramm spreche von zwei an uns gestellte Begehren, ähnlich wie im Schreiben vom 6. diess; man müsse ihm (Hrn. Pioda) jedoch mittheilen, dass wir bisher keinerlei offizielle Eröffnungen von Bedingungen erhalten haben, welche das italienische Ministerium an die Behandlung des Gotthardvertrages in den Kammern knüpfe. Nach Mittheilungen, die dem Bundesrath aus andern Quellen zugekommen seien, würde es scheinen, dass das Ministerium nur dann auf beförderliche Behandlung dringen wollte, wenn Hrn. Grattoni Zusicherung bezüglich der Tunnelbaute gegeben würde; wir ersuchen Sie, offiziell von dem Ministerium eine präzis formulierte Erklärung zu verlangen, ob und welche Bedingungen von ihm gestellt werden und die diessfällige Antwort telegraphisch einzusenden.

1. *Absent: J. J. Challet-Venel.*

2. *Cf. n° 363.*

3. *Non reproduit. Cf. E 13 (B) 72.*

365

E 1004 1/85

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 mai 1871¹

2371. Die geflüchteten Führer der Pariser Commune betr.

Politisches Departement. Vortrag mündlich.

Nach vernommener Mittheilung des Präsidiums, dass ihm von Seite der *Belgischen Gesandtschaft* eröffnet worden sei, dass *die Belgische Regierung den Führern der Commune von Paris, welche sich per Ballon geflüchtet haben, den Eintritt in Belgien im Voraus verweigere*, wurde beschlossen: es sei das eidgenössische Justiz- u. Polizeidepartement beauftragt, Bericht darüber zu erstatten, wie die Schweiz in Bezug auf die in Rede stehenden Personen vorzugehen in der Lage sein dürfte, wenn dieselben Zuflucht auf eidgenöss. Gebiete suchen sollten.

1. Absents: J. J. Challet-Venel, J. Dubs.

366

E 1004 1/85

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 26 mai 1871¹

2372. Gotthard-Vertrag mit Italien betr.

Departement des Innern.

Im Namen des *bundesrätlichen Ausschusses in der Gotthard-Bahnangelegenheit* berichtet das Departement, dass derselbe, nachdem der Bundesrath Herrn Minister Pioda in Florenz in Erwiderung seines Berichtes vom 10. diess² über den Stand der Gotthardangelegenheit beauftragt hatte, vom italienischen Ministerium eine präzis formulierte Erklärung zu verlangen, ob und welche *Bedingungen für beförderliche empfehlende Vorlage des Gotthardvertrages an das italienische Parlament* gestellt werden, von Hrn. Minister Melegari in Kenntniss gesetzt worden sei, dass seine Regierung laut Note vom 19. diess³ glaube, dass eine Erklärung, durch welche der Bundesrath die Zusicherung gäbe, den Ingenieuren, welche die Tunnelbauten am Mont Cenis geleitet haben, eine *part convenable* an der

1. Absents: J. Dubs, J. J. Challet-Venel.

2. Cette date se rapporte sans doute à l'arrivée du rapport du 6 mai 1871, cf. n° 363.

3. Non reproduite. Cf. E 13 (B) 72.

Durchbrechung des Gotthard zuzugestehen und das am Mont Cenis verwendete Material, soweit dasselbe noch brauchbar wäre, auf Rechnung der italienischen Subventionsquote zu aquiriren, die Gutheissung des Vertrages vom 15. Oktober dem italienischen Parlamente wesentlich erleichtern würde und gleichzeitig vorschlagsweise das Projekt einer Deklaration vorgelegt habe, wie sie nach der Ansicht des italienischen Ministeriums dem gedachten Zwecke entsprechen würde.

Nachdem hierauf die Vernehmlassung des Gotthard-Comité und die Ansicht des deutschen Reichskanzleramtes eingeholt und erstere sub 22/24. diess⁴ und letztere sub 23. diess (vermittelt durch Hrn. Hammer sub gl. Tag⁵) eingelangt sei, stelle das Departement nunmehr den Antrag:

1. Es sei Hr. Minister Pioda zu beauftragen, dem italienischen Ministerium nachfolgende Erklärung abzugeben:

Le Conseil fédéral, déférant au vœu exprimé par le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie et désireux d'utiliser autant que possible les expériences faites à l'occasion du percement du Mont-Cenis, veillera en vertu de l'article onze du traité du 15 Oct. 1869, qui l'autorise à se prononcer sur toutes les questions ayant rapport à la grande galerie, à ce que la Société du St. Gotthard ou telle autre société, qui lui sera substituée, accorde aux ingénieurs et au personnel technique, dépositaires de ces expériences, une part équitable aux travaux du grand tunnel du St. Gotthard, que ces travaux soient exécutés en entreprise, en régie ou d'après un système mixte. Toutefois, il demeure entendu que cette déclaration n'exclut pas la libre concurrence et que le Conseil fédéral, en se prononçant en vertu de l'art. 11 du traité de 1869 pour une des offres faites dans le concours, accorderait au personnel, qui a été employé au percement du Mont-Cenis, une part équitable dans le contrat à conclure sur la base de cette offre. De plus le Conseil fédéral informe que le Comité du St. Gotthard est disposé à teneur de sa déclaration, dont copie est ajoutée à cette note, à acquérir le matériel, qui a servi au percement du Mont-Cenis, n'a pas d'objection à ce que la somme stipulée pour l'achat dudit matériel, soit déduite du montant des subsides que l'Italie aura à payer conformément aux articles 12, 16, 17, 18 et 20 du traité du 15 Oct. 1869⁶.

2. Vollziehung per Telegramm und Schreiben. Im Telegramm Weisung, die obige Deklaration mit entsprechender Begleitnote, welcher eine Kopie der von Hrn. Gonzenbach bereits abgegebenen Erklärung des Gotthardkomite betreffend Ankauf der Maschinen beizufügen ist, unverzüglich einzureichen.

2. *[sic!]* Mittheilung der abgegebenen Erklärung an das Gotthardkomite und an Hrn. Minister Hammer zuhanden des Reichskanzleramts.

4. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 72.

5. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 72.

6. Cf. *RO X*, pp. 536—538.

Le Conseil exécutif du Canton de Bâle-Ville, au Conseil fédéral

L

Basel, 27. Mai 1871

Nach § 7 Art. 2 des Frankfurter Friedensvertrags, wie derselbe in den öffentlichen Blättern mitgetheilt worden ist, sollen die Rechte und das Eigenthum der französischen Ostbahngesellschaft an der Verbindungsbahn St. Louis—Basel auf Schweizergebiet für die Summe von zwei Millionen Franken an Deutschland abgetreten werden, wenn die französische Regierung binnen eines Monats (also bis zum 10. Juni 1871) die Zustimmung dazu beibringen kann. Wir sind nun der Ansicht, es sollten jetzt schon sowohl gegenüber der französischen, als gegenüber der deutschen Regierung die Rechte des Bundes und insbesondere unsres Kantons gewahrt werden. Es scheint uns diess um so nothwendiger, da die französische Ostbahngesellschaft notorisch, übrigens sehr begreiflicher Weise, sich in einem Zustand von Desorganisation befindet, der von ihr nicht erwarten lässt, dass sie ihrerseits bei den schwebenden Verhandlungen diejenige Stellung einnehme, die ihr von Rechts wegen zukommt. Wir ersuchen daher um bald gefällige Prüfung dieser Frage und beziehungsweise um geeignete Schritte zur Wahrung unserer Rechte.

Durch die Neugestaltung der Dinge in unserer Umgebung wird noch ein andres Verhältniss betroffen, welches der Schweiz und dem Kanton Basel-Stadt nicht gleichgültig sein kann, nämlich das durch Art. 3 des Pariser Vertrags vom 20. November 1815 aufgestellte Verbot, auf drei Meilen von der Stadt Basel Festungswerke zu errichten. Wir begnügen uns, in dieser Hinsicht dasjenige zu bestätigen, was unser Amtsbürgermeister unterm 25. d. M. dem Tit. Herrn Bundespräsidenten mitzutheilen die Ehre gehabt hat¹. Für alle Aufschlüsse, welche Sie uns in dieser Beziehung geben können, werden wir dankbar sein².

1. *Lettre de J. J. Stehlin à K. Schenk, non reproduite.*

2. Cf. *PVCF du 13 octobre 1871*: «Mit Schreiben vom 25. Mai 1871 hat der Bürgermeister von Baselstadt die Frage [...] angeregt und die Regierung von Basel-Stadt in einem weitem Schreiben vom 27. Mai [...] diese Anregung bestätigt, derzufolge sodann vom politischen Departement einerseits ein geschichtlicher Bericht des eidgenöss. Archivars (vom 26. Juni) [*non reproduit*], andererseits ein Rechtsgutachten des Prof. Gustav Vogt in Zürich (vom 3. Juli) [*non reproduit*] eingeholt worden ist, welch' letzteres dahin schliesst:

Die im Art. 3 des zweiten Pariser Friedens vom 20. November 1815 bezüglich Hüningens und der Anlegung von Festungswerken um Basel ausgesprochene Verpflichtung bestehe unverändert fort und sei von Rechts wegen auf die deutsche Reichsregierung übergegangen; es sei aber auch in der Rechtsstellung der Schweiz zu dieser Vertragsbestimmung eine Veränderung nicht eingetreten.

Nach Kenntnissnahme von diesen Akten hat der Bundesrath gemäss Antrag des Departements beschlossen: es sei vorläufig der Sache keine weitere Folge zu geben und davon bis auf weiteres lediglich im Protokoll Vormerkung zu nehmen.» (E 1004 1/87, 4622).

368

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiel

Paris, 27 juin 1871

Ainsi que j'ai eu l'honneur de Vous en informer le 23 de ce mois¹ (N° 1134), j'avais demandé à M. Jules Favre une audience pour l'entretien des diverses questions soulevées dans vos offices des 9 et 20 Juin².

Je me suis rendu hier, Lundi, chez M. le Ministre des Affaires Etrangères à Versailles, et je m'empresse de venir Vous rendre compte aujourd'hui de quelques-uns des points abordés dans cet entretien.

Dans le présent rapport, je m'attacherai surtout à Vous exposer la partie de notre conversation relative au *remplacement du Marquis de Châteaurenard*, Ministre actuel de France en Suisse.

Je me suis exprimé vis-à-vis de M. Jules Favre, en me conformant strictement aux instructions contenues dans Votre office du 20 Juin, reçu par l'entremise de M. de Villeneuve, Chargé d'Affaires du Brésil à Berne.

J'ai exposé que le Conseil fédéral désirait qu'il fût donné suite à la demande de remplacement, aussitôt que faire se pourra, afin de faciliter la tractation des affaires pendantes entre les deux pays. J'ai ajouté que la candidature de M. Guizot, et la persistance avec laquelle le bruit de sa nomination était répandu, avait fait en Suisse une impression fâcheuse. Le Président de la Confédération m'avait donc chargé de m'entretenir avec M. Favre, afin de pouvoir lui transmettre des renseignements certains, et de calmer les appréhensions provoquées par cette prétendue nomination.

M. Favre m'a déclaré immédiatement, que ces bruits étaient entièrement dénués de fondement. M. Thiers est aujourd'hui revenu de cette idée. Il est encore question de M. Guizot fils, pour un poste diplomatique, mais on ne songe plus à l'envoyer à Berne. Il a ajouté qu'à aucune époque il n'aurait prêté les mains à cette nomination, qu'il me l'avait déclaré, et qu'il n'avait nullement changé d'idée sur ce point.

«Je suis heureux, répondis-je à M. Favre, de pouvoir transmettre cette assurance à mon Gouvernement. Si j'avais rapporté de cet entretien un doute sur les intentions de M. le Chef du Pouvoir Exécutif, mon intention aurait été d'exposer confidentiellement à M. Thiers l'impression que produirait en Suisse la nomination de M. Guizot fils au poste de Ministre à Berne. Vos paroles sont si positives, que je crois pouvoir renoncer à cette idée, mais je Vous autorise en tout état de cause à répéter à M. Thiers tout ce que j'ai eu l'honneur de Vous dire.»

M. Favre me répliqua aussitôt: «Comme je sais positivement que M. Thiers a complètement renoncé à envoyer M. Guizot fils en Suisse, je ne pourrais pas vous

1. *Non reproduit.*

2. *Non reproduits.* Cf. E 2200 Paris 1/83.

conseiller de demander une audience à M. Thiers; je ne crois pas que cela serait utile pour atteindre le but que vous vous proposez.»

«En présence de Vos assurances si positives, je renonce à cette audience», dis-je en terminant à M. Favre; «je Vous prie néanmoins de m'informer confidentiellement de l'état de la question, surtout dans le cas où le nom de M. Guizot fils devrait de nouveau être prononcé, et cela avant qu'une décision soit prise, afin de me permettre de réclamer immédiatement un entretien avec M. Thiers, et de faire valoir auprès de lui les objections du Conseil fédéral contre ce candidat.»

«Je vous le promets volontiers», répondit le Ministre des Affaires Etrangères.

Les réponses de M. Favre étaient conçues en termes si positifs, qu'il aurait presque été offensant pour lui d'insister sur une demande d'audience auprès du Chef du Pouvoir Exécutif. J'aurais craint de paraître n'avoir pas confiance en ses assurances, et mettre ses réponses en suspicion. Je me suis cru d'autant plus facilement autorisé à le faire, que j'avais la promesse de M. Favre qu'il m'avertirait confidentiellement si le nom de M. Guizot fils était de nouveau prononcé.

M. Favre s'est excusé de ce que le Gouvernement n'avait pu encore prendre de décision au sujet du remplacement de M. de Châteaurenard, en invoquant la masse des affaires et les préoccupations de toute nature dont il était assiégé. Il a ajouté aussi que, lors de notre dernier entretien sur cette question, sa position comme Ministre des Affaires Etrangères ne lui avait pas paru suffisamment assurée pour procéder à des modifications importantes dans le corps diplomatique français.

369

E 2/110

*Le Ministre résident des Etats-Unis à Berne, H. Rublee,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

N

Berne, June 29th, 1871

The Undersigned, Minister Resident of the United States, has the honor to inform you that he has acquainted his Government with the desire expressed by your Excellency, that the Diplomatic & Consular Agents of the United States, in places in which there are no such representatives of Switzerland, might be instructed to extend protection to such citizens of Switzerland as may seek such protection. In reply, I am notified by the Secretary of State of the United States, that Circular instructions, in compliance with the wishes of the Government of Switzerland, will be addressed to the Ministers & Consular representatives of the United States directing them to extend such protection.

ANNEXE

Circulaire¹ du Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, H. Fish, aux fonctionnaires diplomatiques et consulaires des Etats-Unis

Washington, 16 juin 1871

Son Excellence le Président de la Confédération Suisse a exprimé à notre Département, par l'organe du Ministre des Etats-Unis accrédité auprès de ce gouvernement, le désir que vous étendiez votre protection aux citoyens suisses qui y feraient appel et qui seraient établis dans des contrées (places) où il n'y a pas de représentants diplomatiques ou consulaires de cette république.

Ce gouvernement a dans plus d'une occasion, sur la requête de puissances amies, donné à ses représentants diplomatiques et consulaires la permission de se charger, avec le consentement du gouvernement dans la juridiction duquel ils résident, des fonctions de représentants de ces puissances sur les places où ces dernières n'ont pas de pareils fonctionnaires. Il a entendu accorder simplement la garantie des services de nos agents, avec leur propre consentement, pour aller à l'encontre de ce qui ordinairement n'était qu'une mesure exceptionnelle et temporaire de la puissance amie. Si cette fonction est acceptée, le fonctionnaire diplomatique ou consulaire devient l'agent du gouvernement étranger pour les devoirs qu'il peut accomplir en faveur de ses citoyens ou sujets; il devient responsable envers lui pour la décharge de ces devoirs, et ce gouvernement est seul responsable pour ses actes.

Avec ces instructions vous êtes autorisés, avec le consentement des autorités du pays dans lequel vous résidez officiellement, à étendre votre protection aux citoyens suisses, toutes les fois que celle-ci vous sera demandée ou qu'elle sera nécessaire. Cependant, j'espère que dans vos rapports avec cette autorité vous observerez une juste discrétion et ferez en sorte de ne donner, en aucun lieu, une juste raison de plainte.

1. Copie traduite dans un rapport du 31 octobre 1871, rédigé par le secrétaire du Département politique, E. Secretan. Non reproduit.

370

E 2/1641

*Le Ministre de France à Berne, le Marquis de Châteaurenard,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

N

Berne, 4 juillet 1871

Le message du Conseil fédéral à la Haute assemblée fédérale¹ concernant le maintien de la neutralité pendant la Guerre entre la France et l'Allemagne dit à propos de la question de la Savoie: «Nous apprîmes avec plaisir par le Ministre plénipotentiaire Français que, sur sa demande, son Gouvernement l'avait autorisé à déclarer qu'il considérait comme favorable aux intérêts des deux pays une transformation des conditions de neutralité de la Savoie conforme au nouvel état de choses et que non seulement il était prêt à entrer en négociations à ce sujet avec

1. Du 28 juin 1871. FF 1871/III, pp. 781—834.

la Suisse, le plus promptement possible, mais encore qu'il prêterait volontiers la main à un arrangement.»

La Déclaration officielle qui m'est attribuée dans ce passage n'est pas entièrement conforme à celle que j'ai été chargé de vous faire, et pour éviter toute confusion à ce sujet, je crois utile de reproduire ici par écrit la communication du Gouvernement Français. M. Jules Favre m'a donné l'ordre de vous déclarer «qu'il était prêt à entrer en pourparlers avec le Gouvernement fédéral sur la situation des districts neutralisés de la Savoie et qu'il avait le désir sincère de prêter les mains à un arrangement satisfaisant pour les deux pays.»

Vous m'aviez exprimé, dans un entretien² qui remonte au mois de Février, le désir du Conseil fédéral que le Gouvernement Français lui fit savoir s'il était disposé à entrer, dans un délai pas trop éloigné, en négociations avec la Suisse pour arriver à un règlement de la question, et c'est en réponse à cette demande, que j'ai eu l'honneur de vous faire, à la date du 4 Mars, la communication qui précède.

2. Cf. n° 343.

371

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Très confidentiel

Paris, 6 juillet 1871

Le 27 Juin¹ (Rapport n° 1277), j'ai eu l'honneur de Vous rendre compte d'un entretien que j'avais eu la veille avec M. Jules Favre, Ministre des Affaires Etrangères, au sujet du *remplacement* du Marquis de Châteaurenard, *Ministre de France en Suisse*.

A l'occasion d'une entrevue que j'avais hier avec M. Favre pour la tractation de diverses autres affaires, j'ai demandé à celui-ci s'il avait entretenu M. Thiers de la question du remplacement de M. de Châteaurenard, en rappelant que le Conseil fédéral tenait à ce qu'une résolution pût être prise dès que les circonstances le permettront.

M. Favre me répondit qu'il n'avait point oublié notre conversation à ce sujet, et qu'il espérait pouvoir pleinement rassurer le Conseil fédéral. M. Thiers lui a tout récemment proposé M. Guizot fils pour un poste diplomatique, mais ce poste n'est pas celui de Ministre en Suisse.

M. le Ministre des Affaires Etrangères m'a annoncé, *de la manière la plus confidentielle*, que M. Thiers aurait, pour le poste de Berne, une autre personnalité en vue. Il a prononcé le nom de M. Lanfrey.

M. Favre croit que la Suisse n'aurait qu'à se féliciter de ce choix. M. Lanfrey est

1. Cf. n° 368.

membre de l'Assemblée Nationale; il appartient, au dire de M. Favre, au parti républicain modéré, et serait un homme de beaucoup de talent. En tout cas, il est connu dans le monde politique français par un livre remarquable sur la «Vie de Napoléon I^{er}», dans lequel il attaque assez vivement l'Empereur et qui a fait sensation sous le régime déchu.

Il me paraît résulter des termes dans lesquels M. Favre s'est exprimé, qu'il serait d'accord avec M. Thiers sur le nom de ce candidat.

J'ai donc lieu de croire que le remplacement demandé par le Conseil fédéral est assez prochain, et qu'il portera sur le nom de M. Lanfrey.

La communication de M. Favre étant faite à titre *absolument confidentiel*, je compte que le même caractère lui sera conservé de la part de Votre Département et du Conseil fédéral.

372

E 2/110

*Le Conseil fédéral aux Cantons et aux Agents diplomatiques
et consulaires de la Confédération*

*Copie
Circulaire*¹

Berne, 8 juillet 1871

Déjà plusieurs fois nous avons été nantis de pétitions de citoyens ou de maisons de commerce suisses, établis dans des pays où la Suisse n'a ni agents diplomatiques ni Consuls, demandant notre intervention auprès de telle ou telle puissance étrangère pour obtenir en leur faveur sa protection consulaire.

A propos d'un cas de ce genre, la Légation d'*Allemagne* à Berne nous fit remarquer² qu'il serait beaucoup plus facile et plus expéditif d'éviter par une mesure générale les correspondances nécessitées jusqu'à présent pour chaque cas particulier, et émit l'idée de régler une fois pour toutes cette matière, en déclarant que le Gouvernement impérial était disposé à donner à ses agents diplomatiques et consulaires pour instruction générale d'accorder, dans les localités où il n'y a pas de représentants officiels de la Confédération, leur protection aux citoyens suisses qui la demanderaient.

Nous primes acte de cette offre du Gouvernement allemand et l'acceptâmes, tout en déclarant que nous ne voulions pas par là obliger les Suisses à l'étranger à se placer sous la protection consulaire allemande, ni même la leur recommander spécialement.

Les mêmes négociations eurent lieu entre M. le Président de la Confédération et M. le Ministre-Résident des *Etats-Unis* à Berne, à la suite desquelles le Gouver-

1. *Publiée dans FF 1871/II, pp. 1089–1090.*

2. *Note du 27 avril 1871, non reproduite. Cf. E 2/111.*

nement américain donna à ses agents diplomatiques et consulaires une instruction générale³ identique à celle du Gouvernement impérial allemand.

En portant cela à votre connaissance, nous vous faisons remarquer qu'il reste bien entendu qu'il ne s'agit ici que des places où il n'y a pas de représentants officiels de la Confédération et qu'en aucune façon, il ne pourrait être admis qu'un citoyen se soustraie à la protection du Consul de son pays pour recourir à celle d'un Consul étranger, ni que celui-ci la lui accorde lorsqu'elle lui serait demandée. Nous le répétons en terminant: si une mesure générale de ce genre a été acceptée par nous, c'est uniquement afin d'éviter les longueurs d'une correspondance pour chaque cas particulier et afin de garantir aux citoyens suisses une protection efficace, lorsqu'il est impossible à la Confédération de la leur fournir directement par ses propres agents.

3. Cf. n° 369, annexe.

373

E 1001 (E) q 1/92

Le Conseil fédéral au Ministre résident des Etats-Unis à Berne, H. Rublee

Copie
N

Berne, 8 juillet 1871

Le Conseil fédéral a l'honneur de transmettre ci-jointe, à Monsieur le Ministre-Résident des Etats-Unis d'Amérique près la Confédération Suisse, une plainte que le Gouvernement du Canton d'Argovie lui a adressée le 6 courant¹ contre M. Erni, Consul des Etats-Unis à Bâle, au sujet d'un article qu'il a fait insérer dans le journal *Schweizerbote* N° 157 du 5 de ce mois, et dans lequel il accuse différentes autorités communales dudit Canton d'avoir favorisé dernièrement l'émigration de personnes faibles d'esprit, de pauvres, etc.

En se référant à la lettre du Gouvernement d'Argovie, le Conseil fédéral doit déclarer à Monsieur Rublee qu'il est entièrement de la même opinion que ce Gouvernement et il prie, en conséquence, Monsieur le Ministre-Résident de bien vouloir lui procurer des renseignements et des explications officiels sur la nature des faits incriminés.

Enfin, le Conseil fédéral sera très reconnaissant à Monsieur Rublee de donner à M. Erni les directions nécessaires pour qu'à l'avenir celui-ci ne fasse plus usage de ce mode étrange de communiquer avec le Gouvernement du pays où il a sa résidence.

1. Non reproduite. Cf. E 2/2116.

*Proposition du Chef du Département politique, K. Schenk, au Conseil fédéral**Copie*

Berne, 10 juillet 1871

En réponse aux offices du Conseil fédéral du 15 mai et 14 juin¹ lui transmettant les demandes des Compagnies genevoises des colonies de Sétif et d'Oued-Deheb pour des indemnités à obtenir du gouvernement français en faveur des colons ruinés par la guerre², M. le Ministre Kern rend compte, sous date du 30 juin³, des démarches qu'il a faites à ce propos et envoie copie d'une note à lui adressée par le Ministre des Affaires étrangères.

Il résulte de cette note que le gouvernement français reconnaît qu'en vertu de l'acte de concession des Compagnies et du décret de 1853, il s'est engagé «à prendre toutes les mesures propres à maintenir la sécurité dans la localité», mais estime qu'il n'entendait qu'affirmer par là son intention de faire bénéficier les colons de Sétif, au même titre que tous les autres, des moyens généraux de force et de police dont il dispose dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publique et pour la défense du pays. D'après le rapport de M. le Contre-amiral de Gueydon, les mesures prises à ce sujet dépendent entièrement de l'engagement conclu.

Le gouvernement français estime par conséquent que les colons de Sétif ne peuvent prétendre à un traitement exceptionnel sans s'exagérer la portée de l'acte constitutif de la Compagnie et méconnaître les intentions du gouvernement qui cependant reconnaît entièrement le principe de la réparation. L'indemnité sera formée de contributions imposées aux rebelles et proportionnellement réparties entre tous les ayants droit; les compagnies suisses de Sétif et d'Oued-Deheb seront admises à cette répartition, à dire d'experts, et sur le même pied que les autres indemnitaires.

Le Département soussigné a l'honneur de vous proposer: 1° de porter la réponse du gouvernement français à la connaissance des Compagnies genevoises des Colonies de Sétif et de l'Oued-Deheb, ainsi qu'aux gouvernements des Cantons de Genève et de Vaud qui sont aussi intervenus⁴ en cette affaire, en leur disant que le Conseil fédéral, après examen des actes, admet le point de vue adopté par le gouvernement français;

2° d'inviter MM. les Consuls d'Alger et Philippeville à faire rapport au Conseil fédéral sur l'exécution des engagements pris par le gouvernement français en leur communiquant également ceux-ci.⁵

1. *Non reproduits.* Cf. E 1001 (E) q 1/91.

2. *Les colonies furent détruites par les rebelles en Algérie.* Cf. E 2/203.

3. *Non reproduit.*

4. *Non reproduits.*

5. *Proposition adoptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 12 juillet 1871.* Cf. PVCF E 1004 1/86, 3175.

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Confidentiel

Paris, 13 juillet 1871

Le 27 Juin, j'ai eu l'honneur de Vous adresser un rapport détaillé¹ (N° 1283) sur un entretien que j'eus à cette époque avec M. Jules Favre au sujet des garanties à obtenir pour le libre transit entre la Suisse et la France, par les territoires récemment annexés à l'Allemagne. J'avais cru devoir compléter ce rapport par quelques considérations tirées des renseignements fournis par M. Sauvage, Directeur des Chemins de fer de l'Est français.

M. Jules Favre vient de me communiquer, tout à fait confidentiellement, un passage du rapport qui lui a été adressé à ce sujet par MM. de Goulard et de Clercq, plénipotentiaires français à Francfort.

J'ai l'honneur de Vous envoyer sous ce pli copie de ce document². Comme Vous le verrez, M. Jules Favre a donné à ses agents des instructions conformes à Votre désir, et ceux-ci ont obtenu des plénipotentiaires allemands qu'ils demanderaient au Chancelier de l'Empire «si l'on ne pourrait pas, par un paragraphe additionnel, ajouté à l'article 18 du traité général, stipuler le maintien réciproque de la liberté de transit qui existe aujourd'hui.»

Je me suis empressé d'adresser à M. Favre mes remerciements pour son obligeante communication; j'ai fait de nouveau ressortir, à cette occasion, la nécessité de ne pas s'en tenir aux traités de commerce actuellement existants, mais de chercher à obtenir des garanties permanentes par l'insertion, à titre additionnel, de stipulations formelles dans le traité de paix.

J'aurai soin de Vous tenir au courant des nouvelles démarches faites à Francfort par MM. de Goulard et de Clercq.

ANNEXE

*Les Plénipotentiaires français à Francfort, de Clercq et de Goulard,
au Ministre des Affaires étrangères de France, J. Favre*

Copie

L

Francfort, 7 juillet 1871

[...] A propos du transit par chemin de fer (art. 18), nous avons incidemment produit la demande de M. Kern, que vous nous avez signalée à titre particulier. Comme vous l'avez pressenti, on nous a de suite répondu que les alarmes conçues à ce sujet n'avaient nul fondement, attendu que la législa-

1. Non reproduit.

2. Reproduit en annexe.

tion du Zollverein, corroborée par une clause spéciale du traité de commerce avec la Suisse, met obstacle à toute gêne ou entrave imposée arbitrairement à la franchise absolue du transit des marchandises étrangères à travers le territoire de l'Empire. D'après une suggestion de nous, les Plénipotentiaires Allemands vont demander à leur Gouvernement si l'on ne pourrait pas, par un paragraphe additionnel ajouté à l'art. 18, stipuler à titre général le maintien réciproque de la liberté de transit qui existe aujourd'hui. [...]

376

E 27/13384 Band 2

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Chef du Département des Finances, P. Cérésolle*

R

Paris, 15 juillet 1871

Je Vous confirme le télégramme¹ que j'ai eu l'honneur de Vous adresser ce matin et dont Vous trouverez copie sous ce pli.

Quelques détails sur l'entretien que j'ai eu ce matin à 8 heures avec M. Pouyer-Quertier, Ministre des finances, me paraissent indispensables.

J'ai fait part à celui-ci de Votre désir que les paiements soient à l'avenir faits à Berne. La règle est que le débiteur paie au domicile du créancier. Le créancier étant Berne, la dette me paraît payable à Berne, en *francs suisses*.

M. Pouyer-Quertier n'a soulevé aucune objection contre ce mode de procéder, ce qui implique non seulement le remboursement des frais de transmission de Paris en Suisse, des deux millions déjà payés, mais encore le remboursement de la perte éventuelle sur le change des billets de banque français.

Ce point admis, j'ai fait observer qu'il était dans l'intérêt de la France elle-même, de mettre le Département fédéral des Finances en mesure de faire face aux frais causés à la Suisse par l'internement de l'Armée française de l'Est, sans être obligé de recourir à l'emprunt. Sinon, les frais de cet emprunt spécial tomberaient évidemment à la charge de la France. J'ai donc exprimé l'attente que les paiements prochains pourraient avoir lieu et que la liquidation du compte étant très avancée, j'ai déclaré pouvoir avec confiance espérer du Gouvernement français une prompte solution.

M. Pouyer-Quertier, dont l'accueil a été du reste, pour une première entrevue, exceptionnellement gracieux, m'a proposé alors le paiement de deux millions à la fin du mois de Juillet et de deux millions au 15 Août, une entente ultérieure étant réservée pour le paiement du solde.

Ces conditions me paraissant satisfaisantes, j'ai cru devoir les accepter immédiatement.

M. Pouyer-Quertier s'est réservé d'étudier le moyen le plus avantageux de faire passer ces valeurs en Suisse et m'a promis de faire tous ses efforts pour faire parvenir au Département fédéral des Finances les valeurs payables en Suisse.

1. *Non reproduit.*

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 31 juillet 1871*¹

3480. Nachricht der Daily News betreffend Blattern.

Departement des Innern. Randanträge v. 31. diess.

Nachdem einerseits der Besitzer der Pension Schänzli-Viktoria in Bern, Herr Lanz-Moser, mit Schreiben vom 30. dies² und anderseits der Generalkonsul in London unter Mittheilung des Blattes mit Schreiben vom 27. dies³ auf eine Korrespondenz der *Daily News* vom 26. Juli, N^o 7875, aufmerksam gemacht⁴, welche vom Besuche der Schweiz während der gegenwärtigen Reisezeit abmahnt, weil hier die Blattern in bedenklichem Masse herrschen sollen, wird zufolge Antrags des Departements beschlossen:

Den Generalkonsul in London sowie die Gesandtschaften in Berlin und Paris zu beauftragen, in einigen der gelesenen Blättern der betreffenden Länder ohne Verzug die Erklärung zu veröffentlichen: es beruhe fragliche Warnung sehr wahrscheinlich nur auf Gründen niedrigen Eigennuzes; denn nachdem die Blattern im Frühjahr allerdings sporadisch in der Schweiz aufgetreten, seien dieselben jetzt so viel als verschwunden und namentlich seien die von den Fremden besuchten Gegenden durchaus blatternfrei.

Gegen den Generalkonsul in London ist des fernern zu bemerken, es sei hier kein Fall bekannt, dass ein Fremder in einem schweizerischen Gasthof an den Blattern erkrankt wäre; was die Impfungen betreffe, so sei dieselbe schon seit Anfang dieses Jahrhunderts in der Schweiz amtlich eingeführt, wenn auch mit Abweichungen in den verschiedenen kantonalen Gesetzgebungen; beim Auftreten der Seuche sei überdies Wiederimpfung vorgeschrieben.

1. *Absent: E. Welti.*

2. *Non reproduite. Cf. E 8 (L) 18.*

3. *Non reproduit. Cf. E 8 (L) 18.*

4. *Cf. E 8 (L) 18.*

378

E 2/107

Proposition du Chef du Département politique, K. Schenk, au Conseil fédéral

Bern, 4. August 1871

Die Gesandten von England und Nordamerica haben dem Unterzeichneten gestern persönlich die beiden inliegenden Noten, beide d. d. 3. August 1871¹, übergeben, in welchen sie zur Kenntniss bringen, dass die genannten Staaten durch Vertrag von Washington vom Mai 1871² übereingekommen seien, die aus der Zeit des nordamerikanischen Krieges herstammenden und unter dem Namen der «Alabamafrage» bekannten Beschwerden der Vereinigten Staaten gegen England durch ein internationales Schiedsgericht auf der Grundlage der Bestimmungen des genannten Vertrages erledigen zu lassen. Gemäss Art. 2 desselben solle dieses Schiedsgericht aus 5 Mitgliedern bestehen, von denen zwei durch den Präsidenten der Vereinigten Staaten und die Königin von England gewählt werden und die drei andern durch den König von Italien, den Präsidenten der schweiz. Eidgenossenschaft und den Kaiser von Brasilien zu bezeichnen seien. Indem die Repräsentanten der beiden Staaten unter Einsendung des bezüglichen Vertrages den Präsidenten der schw. Eidgenossenschaft ersuchen, dem Wunsche ihrer Regierungen um Übernahme der Wahl eines der fünf Schiedsrichter entsprechen zu wollen, bitten sie um baldige Mittheilung der hierseitigen Entschliessungen.

Der Unterzeichnete beehrt sich, zu beantragen:

Der Bundesrath wolle ihn ermächtigen, den Gesandtschaften von England u. Nordamerica eine zusagende Antwort zu ertheilen und die Wahl eines Schiedsrichters, im Einverständniss mit dem Bundesrathe, zu treffen³.

ANNEXE

*Le Ministre de Grande-Bretagne en Suisse, A. G. Bonar,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

N⁴Berne, August 3^d 1871

Differences having arisen between the Government of Her Britannic Majesty and the Government of the United States of America growing out of the acts committed by the several vessels which have given rise to the claims generically known as the «Alabama» Claims, the High Contracting Parties in order to remove and adjust all complaints and claims on the part of the United States, and to provide for the speedy settlement of such claims, have agreed by the first Article of the Treaty signed at Washington on the 8th of May 1871, of which a copy is annexed, to refer all the said claims

1. Cf. *annexe*.

2. *Du 8 mai 1871, traduction française. Cf. E 2/107.*

3. *Adoptée par le Conseil fédéral dans sa séance du 9 août 1871, cf. E 1004 1/86, 3604.*

4. *Une note identique fut déposée par le Ministre résident des Etats-Unis, H. Rublee. Cf. E 2/107.*

growing out of acts committed by the aforesaid vessels and generically known as the «Alabama» Claims, to a Tribunal of Arbitration to be composed of five Arbitrators to be appointed in the following manner: That is to say: one shall be named by Her Britannic Majesty; one shall be named by the President of the United States; His Majesty the King of Italy shall be requested to name one; the President of the Swiss Confederation shall be requested to name one; and His Majesty the Emperor of Brazil shall be requested to name one.

The High Contracting Parties, therefore, reposing entire confidence in the spirit of justice and impartiality which distinguishes the President of the Swiss Confederation, the common friend of the two States, have agreed in pursuance of the said Treaty, respectively to request him to be pleased to appoint an Arbitrator to form, with the Arbitrators to be named by the other Powers above-named, the Tribunal of Arbitration to which the reference agreed upon in the first Article of the Treaty shall be made.

The Undersigned, Her Britannic Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Confederation, having received the orders of his Court to communicate to the President of the Swiss Confederation the agreement thus made on the part of the Queen His Sovereign, has been further charged to express Her Majesty's earnest desire that the President will be willing to afford his good offices on the present occasion and will be pleased to appoint arbitrator to act in the premises.

The Undersigned has therefore the honor to lay this communication directly before His Excellency the President of the Swiss Confederation, as holding at the same time the office of Federal Councillor for the Political Department and for Foreign Affairs, and to request that His Excellency may be pleased to make known to the Undersigned his determination with regard to the request therein set forth.

379

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiel

Paris, 16 août 1871

Avant de quitter Paris, j'ai jugé nécessaire de faire encore une visite chez M. de Rémusat, Ministre des Affaires Etrangères, et d'appeler principalement son attention sur trois questions: le remplacement du M[inistre] de Châteaurenard, les questions relatives au traité de commerce, et l'instruction si lente du procès intenté aux individus compromis dans le mouvement communaliste de Paris.

Je me suis rendu à cet effet à Versailles Samedi dernier, et j'ai l'honneur de Vous rendre compte de l'entretien que j'ai eu avec M. de Rémusat.

1°. J'ai déclaré au Ministre des Affaires Etrangères qu'il était difficile au Conseil Fédéral de ne pas insister de nouveau pour obtenir le prompt *remplacement de M. de Châteaurenard*, Ministre de France en Suisse. Je lui ai fait part de la manière de penser du Conseil Fédéral, d'une manière confidentielle, mais avec la plus entière *franchise* et dans des termes aussi positifs que possible. Il m'a paru nécessaire de m'exprimer d'une manière catégorique, et de faire usage de Vos diverses communications¹ au sujet de cette délicate question.

1. Cf. n° 360.

M. de Rémusat s'est empressé de me déclarer qu'il rappellerait la question à M. Thiers, et cela très prochainement.

J'ai demandé au Ministre que sa promesse fût promptement mise à exécution, attendu que je me réservais d'en parler avant mon départ au Chef du Pouvoir Exécutif.

En sortant du Cabinet de M. de Rémusat, je me suis rendu en effet auprès de M. Barthélemy St-Hilaire, et M. Thiers a fixé à hier Mardi l'audience que je réclamais de lui. Vous trouverez plus loin le récit de mon entretien avec M. Thiers.

2°. Je me suis fait un devoir de profiter de mon entretien avec M. de Rémusat pour lui exposer quelle position la Suisse compte prendre en présence des projets financiers du Gouvernement et de l'Assemblée nationale, en tant qu'ils porteraient atteinte au *traité de commerce franco-suisse*. «La Commission du budget, ai-je ajouté, se propose de frapper d'une surtaxe de 3% de la valeur toutes les marchandises soumises au droit, sans distinction entre les matières premières et les produits manufacturés. Ce mode de procéder serait, selon moi, entièrement contraire aux stipulations du traité de 1864². Les articles 1^{er}, 3, 28 et 30 sont formels, et la Suisse ne pourrait à aucun point de vue donner les mains à des modifications de ce traité. Les industriels Suisses ont pris leurs mesures sur la foi d'une convention librement consentie pour douze années, et le Gouvernement fédéral ne pourrait sur ce point qu'appuyer les légitimes réclamations du commerce Suisse. Il me paraît utile de bien préciser la position de la Suisse, et de porter à la connaissance du Gouvernement Français les dispositions de mon Gouvernement.»

M. de Rémusat s'est exprimé aussitôt dans ce sens que les réclamations de la Suisse lui paraissaient fort naturelles. «Les intentions du Gouvernement ne sont du reste pas définitivement arrêtées et sont, comme Vous le savez, fort différentes de celles de la Commission. Le but de celle-ci serait du reste de ne frapper les produits étrangers que dans la mesure en laquelle les produits similaires seraient grevés à l'intérieur. Les pourparlers continuent entre la Commission et le Gouvernement; il ne m'est donc pas possible de Vous donner à ce sujet de réponse définitive.»

3°. Avant de quitter M. de Rémusat, j'ai abordé encore la question des *Suisses détenus dans les pontons*. «Je ne puis me décider à rentrer en Suisse sans avoir reçu de Vous des déclarations rassurantes au sujet de ceux de mes compatriotes arrêtés à la suite de l'insurrection de Paris. J'ai acquis la conviction morale, à en juger par les documents restés entre mes mains, que bon nombre d'entre eux sont innocents et que, pour beaucoup d'autres, les charges qui pèsent sur eux sont peu graves. — Dans quelle position se trouve placée la Légation Suisse, lorsque des femmes, des fils de détenus viennent demander le résultat de mes démarches? Depuis bientôt trois mois, la détention continue, et je ne puis m'empêcher d'exprimer, dans les termes les plus positifs dont je puisse faire usage vis-à-vis de Vous, la conviction que ces lenteurs pourraient et devraient avoir enfin un terme. Que répondre aux familles des détenus, alors que j'ai la preuve à peu près certaine de l'innocence de la personne incarcérée?»

M. de Rémusat m'a paru impressionné par ce langage; il m'a promis de prendre

2. RO VIII, pp. 201—216.

note de mon instante réclamation et de faire son possible pour y satisfaire. La suite donnée par lui à ma demande est de nature à me faire espérer un résultat satisfaisant, comme Vous le verrez plus loin.

Ainsi que j'ai eu l'honneur de Vous en informer, j'avais réclamé de M. le Chef du Pouvoir Exécutif une audience pour l'entretenir de diverses questions actuellement pendantes entre les deux Gouvernements, et cette audience avait été fixée à hier Mardi 15 Août, à dix heures du matin.

Arrivé hier à dix heures à Versailles, je trouvai M. Barthélemy St-Hilaire devant la porte de la Préfecture. M. St-Hilaire m'annonça que M. Thiers était précisément en conférence avec les délégués d'une fraction de la Chambre, au sujet de la prorogation des pouvoirs. La question était si importante que M. Thiers me pria de l'excuser s'il ne pouvait me recevoir. Plutôt que de me faire attendre, il me demandait de venir déjeuner avec lui à midi et demi.

Immédiatement avant de se mettre à table, M. Thiers me conduisit dans une salle voisine, où nous pûmes nous promener ensemble, tout en parlant d'affaires.

«Eh bien, quelle affaire motive votre demande d'audience, et quel désir avez-vous à exprimer?» me dit M. Thiers, dès que nous fûmes seuls. «Ce que je demande avant tout, c'est une mesure déjà décidée depuis longtemps en principe, et à l'exécution de laquelle le Conseil Fédéral attache une véritable importance. Je veux parler du *remplacement du Ministre de France à Berne*. Le Conseil Fédéral a appris avec satisfaction Votre intention de choisir un autre représentant en Suisse, et il est convaincu que Vous saurez choisir un homme agréable à la fois aux uns et aux autres.» — «Quant [à] ce point, je puis Vous répondre sur le champ. M. Lanfrey est nommé Ministre à Berne.» — «Oui, mais on prétend qu'il refuse sa nomination.»

«Depuis que Vous avez vu M. de Rémusat», dit M. Thiers, «j'ai parlé de nouveau de la question à M. Lanfrey. Il acceptera.» — «Dans ce cas, il ne me reste qu'à exprimer le désir que la nomination officielle ne se fasse plus longtemps attendre.»

Passant ensuite à la *question du traité de commerce*, j'ai appelé l'attention de M. Thiers sur le bruit des journaux que l'intention de la Commission du budget serait de surtaxer de 3% toutes les matières premières ou manufacturées. «Je ne puis m'empêcher d'ajouter que si cette disposition devait être acceptée dans l'étendue qui lui est attribuée par les journaux, elle constituerait à mes yeux une violation flagrante du traité de commerce.»

M. Thiers s'est empressé de me déclarer que la proposition du Gouvernement différerait entièrement de celle de la Commission. Il a ajouté que cette proposition de la Commission avait été mal reproduite par la presse. La surtaxe de 3% de la valeur ne frapperait pas seulement les produits étrangers, mais serait aussi étendue à l'intérieur, sous forme de droit de consommation ou autre droit sur les marchandises françaises. A cette occasion, M. Thiers a *concedé nettement le principe que l'aggravation des tarifs devait coïncider avec une aggravation proportionnelle des droits à l'intérieur*. Il a déclaré en terminant que la question n'était pas encore mûre, et que l'étude était loin d'en être terminée.

J'ai répliqué que si j'avais cru devoir aborder ce terrain vis-à-vis de lui, c'était

dans la conviction qu'il était important de lui faire savoir que la Suisse entendait s'en tenir exclusivement aux dispositions du traité de 1864. «J'ai cru qu'il était utile pour Vous de connaître clairement nos intentions et de savoir que le commerce suisse, après s'être imposé bien des sacrifices et avoir fait des efforts considérables pour pouvoir soutenir la concurrence française, s'opposerait, à juste titre, à toute négociation de nature à altérer l'esprit de ce traité.»

Après le déjeuner chez M. Thiers, je me suis rendu chez M. de Rémusat, qui habite le même hôtel que le Chef du Pouvoir Exécutif. M. de Rémusat était à son cabinet, bien que le 15 Août soit encore actuellement un grand jour férié en France.

Je lui ai demandé ce qu'il avait cru pouvoir faire en faveur des *Suisses détenus*. Les assurances qu'il m'avait données le Samedi précédent étaient si positives que j'espérais pouvoir obtenir une réponse satisfaisante.

M. de Rémusat m'a déclaré que mes dernières observations avaient produit sur lui une grande impression. Il avait cru devoir écrire immédiatement au Ministre de la Guerre pour lui en faire part, et avait demandé au Général de Cissey: 1°. que les Suisses non encore élargis fussent immédiatement interrogés avant tous les autres; 2°. que tous ceux dont l'arrestation n'est pas suffisamment motivée fussent mis en liberté, aussitôt après avoir été interrogés, dès le moment où l'interrogatoire et les certificats joints à leurs dossiers établiraient l'insuffisance des motifs de leur arrestation; 3°. pour tous les autres Suisses, qu'ils fussent mis en liberté et expulsés par voie administrative, s'il *existait des doutes* à leur égard; 4°. ne renvoyer devant la Cour Martiale que les individus contre lesquels il existe des charges graves et spéciales.

«Cet ordre n'a pas encore été exécuté, a ajouté M. de Rémusat, parce que je l'ai signé hier seulement. Vous pouvez néanmoins constater que j'ai fait tout ce qui dépendait de moi pour accéder à Votre désir.»

J'ai immédiatement exprimé à M. de Rémusat ma reconnaissance pour l'accueil fait par lui à ma réclamation. Je me permettrai d'ajouter que cet accueil aurait dû, depuis fort longtemps déjà, être réservé à une requête aussi légitime. M. de Rémusat étant tout récemment arrivé aux affaires, cette observation ne réduit en rien le mérite de la décision prise par le nouveau Ministre des Affaires Etrangères.

Vous m'obligeriez, Monsieur le Président, en regardant comme confidentielle la communication qui m'a été faite par M. de Rémusat au sujet de nos compatriotes détenus. Les avantages qu'il assure aux Suisses pourraient, s'ils devenaient publics, provoquer des réclamations de la part des autres Gouvernements Etrangers. Il en résulterait pour M. de Rémusat des désagréments dont nos compatriotes eux-mêmes pourraient avoir à souffrir. La Belgique, par exemple, compte encore *quatre cents* de ses nationaux au nombre des détenus, et il importe que l'interrogatoire des Suisses puisse précéder celui de ces 400 Belges. Afin de rassurer les familles des intéressés, il suffirait de mentionner que la procédure relative aux détenus va être considérablement activée, sans mentionner le fait que les Suisses seront l'objet d'une préférence.

J'ai annoncé à M. de Rémusat que M. Lardy se rendrait un des jours de cette semaine auprès du Bureau de la Justice Militaire à Versailles, avec un extrait du dossier réuni par la Légation Suisse pour chacun des citoyens Suisses détenus. Il

comparera ces dossiers avec ceux du Bureau de la Justice Militaire, s'assurera de l'exactitude et de la concordance des renseignements recueillis, et cherchera à obtenir des détails sur le lieu de détention de huit ou dix de nos compatriotes *disparus*.

M. de Rémusat s'est déclaré prêt à faciliter la tâche de M. Lardy, et l'accueil exceptionnellement gracieux dont j'ai été chaque fois l'objet auprès de lui est pour moi un garant de la réalisation de sa promesse.

380

E 2/110

*Le Ministre d'Italie à Berne, L. A. Melegari,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

N

Berne, 22 août 1871

Le Ministre des Etats-Unis en Italie a été chargé de demander au Gouvernement Royal de reconnaître dans les Agents Diplomatiques et Consulaires de l'Amérique la faculté d'étendre, d'après le désir manifesté par le Conseil Fédéral¹, leur protection aux citoyens Suisses qui la réclameraient et cela, dans toutes les *localités* où la Confédération n'aurait pas ses propres représentants.

Une pareille demande a surpris le Ministre Royal des Affaires Etrangères qui, jusqu'à plus ample informé, n'a pu y voir que l'effet d'un malentendu, car si la protection accordée à ceux qui la demandent est dans certaines limites possible dans les Pays d'Orient et autres, où les Consuls des différentes Nations ont d'après les Capitulations et les usages la faculté d'accorder leur protection aux sujets d'autres nations, cela ne pourrait se comprendre pour ce qui concerne l'Italie, où la Suisse a une Légation et des Consuls, dont la juridiction sur toute la péninsule est réglée par de récents traités² sur la base territoriale.

Le système par conséquence de la *protection volontaire* ne saurait y recevoir une application quelconque.

C'est pourquoi le Soussigné, Envoyé Extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi d'Italie, a été chargé de prier Son Excellence le Président de la Confédération de vouloir bien lui fournir les informations qui peuvent servir à expliquer la demande précitée du Ministre des Etats-Unis, laquelle du reste aurait dû, il semble, lui être adressée par le Ministre de la Confédération³.

1. A ce sujet, cf. n° 369.

2. Conventions d'établissement et consulaire du 22 juillet 1868. Cf. RO IX, pp. 624—637.

3. Pour la suite de cette question, cf. n° 387.

381

E 27/13384 Band 2

*Le Chargé d'Affaires a. i. de Suisse à Paris, C. Lardy,
au Chef du Département des Finances, P. Cérésolle*

R

Paris, 18 septembre 1871

M. Thiers recevait hier un certain nombre de membres du Corps diplomatique à Versailles. M. de Rémusat ne m'ayant pas encore donné de réponse, j'ai cru devoir appeler l'attention du Président de la République sur la question du remboursement des frais occasionnés à la Suisse par l'internement de l'Armée française de l'Est.

J'ai fait observer en particulier que, sur l'offre faite par la Légation de France à Berne de payer un million chaque quinze jours, la Suisse avait rendu toutes les armes déposées dans ses arsenaux et appartenant à la France; l'équité d'une part, le bon ordre de nos finances d'autre part, exigent qu'il soit donné suite à ces offres dans le délai et aux époques fixés par la Légation de France elle-même.

M. Thiers qui avait provoqué lui-même cette déclaration en me demandant si je n'avais rien de spécial à réclamer de lui, m'a répondu textuellement: «Vous serez payé, et prochainement. Vous pouvez le faire savoir au Conseil fédéral.»

Comme il importe de ne pas s'en tenir à de simples promesses, j'ai l'intention de me rendre de nouveau Jeudi prochain chez M. de Rémusat, pour lui demander le résultat des démarches qu'il m'avait promis de faire.

Vous aurez reçu les numéros du *Temps* et des *Débats* du 17 Septembre, que j'ai eu l'honneur de Vous adresser hier. Les entrefilets relatifs à la réclamation de la Suisse sont un peu plus raides que je ne les eusse désirés. Comme il y a, à l'heure qu'il est, trois termes arriérés, il est cependant permis d'employer un langage ferme.

382

E 13 (B) 72

*Le Ministre de Suisse à Florence, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Florence, 24 septembre 1871

J'ai reçu hier dans la journée Votre billet du 19 court.¹ et je me suis immédiatement rendu chez M. De Vincenzi, le Ministre des Travaux Publics, auquel j'exposai le doute que Vous m'aviez communiqué, ainsi que l'importance d'une démarche de la part de la Légation Italienne à Berlin, analogue à celle qui sera faite par la Légation Suisse.

1. *Non reproduit. Cf. E 2200 Rome 1/160.*

Le Ministre prit la chose avec beaucoup de zèle et il donna ordre sur le champ, en ma présence, de rédiger une Note au Min. des Aff. Etr. pour le prier de vouer son attention à l'affaire et d'inviter le Ministre Italien, M. de Launay, à abréger son congé. Il donna de plus l'ordre de rédiger une lettre particulière à ce dernier pour le prier de rentrer à son poste à Berlin au plus tôt.

J'avais en même temps envoyé le Cons. Secr. de la Légation chez M. Sella qui, tout en prenant la chose à cœur, déclara cependant qu'il était sans crainte et il citait pour preuve la conversation qu'il avait eue avec M. de Launay, qui dit avoir laissé la chose en très bon état à Berlin, et le toast porté par le Comte de Wesdehlen, le 18 court., au Dîner Municipal à Turin, dans lequel il fit une allusion, quoique délicate, à la réalisation du projet du St-Gothard.

En sortant du Ministère des Travaux Publics, je passai à la Légation Allemande, où je trouvai le Comte de Wesdehlen (Chargé d'affaires ad interim pendant l'absence du Comte Brassier de St-Simon qui est malade à Savone) sur le point de venir chez moi, pour causer de l'affaire. Je lui dis alors qu'en Suisse, aussi bien qu'en Italie, on serait fort déconcerté si l'Allemagne n'arrivait pas avant l'expiration du délai, c'est-à-dire avant le 31 Octobre prochain, avec son vote définitif. Il me répondit que lui-même serait bien aise d'avoir une assurance sur ce point et qu'il allait en écrire immédiatement à Berlin.

M. De Vincenzi m'a en sus promis de me faire connaître depuis Rome, où il ira incessamment, le résultat de ses démarches auprès de son Collègue des Aff. Etr., mais je crois que dès à présent, Vous pouvez compter que le Gouv't. Italien donnera suite au désir que je lui ai fait connaître en Votre nom.

383

E 2/478

*Le Président du Conseil d'Etat du Canton de Neuchâtel, G. Guillaume,
au Conseil fédéral*

L

Confidentielle

Neuchâtel, 5 octobre 1871

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre confidentielle du 2 ct.¹, concernant les prétendues manifestations de «royalistes» neuchâtelois en faveur des Prussiens, à Pontarlier. M. Eugène Borel, Conseiller d'Etat, s'est rendu hier à Pontarlier, sans caractère officiel, afin d'obtenir privément *[sic]* des renseignements exacts et précis, et il se rendra demain à Berne pour vous en rendre un compte détaillé.

Mais je suis heureux de pouvoir dès à présent, et sans attendre son retour, vous rassurer complètement, Monsieur le Président, sur la portée des faits dont les journaux ont parlé.

Le jour du Jeûne fédéral, les établissements publics étant fermés, beaucoup d'habitants de notre canton, surtout ceux qui résident près de la frontière, ont

1. Non reproduite.

l'habitude d'aller se promener sur territoire français; ceux des Montagnes vont à Morteau, et ceux du Val-de-Travers à Pontarlier. Cette année-ci, la présence de troupes allemandes dans cette dernière ville, y attira un beaucoup plus grand nombre de promeneurs, désireux de profiter de cette occasion unique de voir de près des troupes dont on avait tant parlé depuis un an. Le bruit qui se répandit qu'il devait y avoir une revue et de grandes manœuvres militaires, y attira encore les deux jours suivants un grand nombre de curieux, non seulement des Verrières, mais de tout le Val-de-Travers et même d'autres parties du canton. Mais on peut hardiment affirmer que le mobile unique qui attirait tout ce monde à Pontarlier, c'était la curiosité; que ces curieux, à très peu d'exceptions près, étaient d'excellents républicains, et qu'il n'y a rien eu, absolument rien, qui pût ressembler à une manifestation.

Mais la population française a pu être froissée de voir des Suisses venir contempler l'armée allemande, et plus encore de voir les Suisses connaissant la langue allemande s'entretenir avec des militaires prussiens et leur adresser des questions auxquelles ces soldats répondaient, heureux de trouver des étrangers à qui ils pussent parler. Les Français auraient voulu que les Suisses regardassent les Allemands avec la même froideur hostile avec laquelle ils les regardent eux-mêmes.

On peut reprocher, sous ce rapport, à quelques individus isolés, de n'avoir pas observé toute la réserve qu'ils auraient dû s'imposer pour ne pas froisser la susceptibilité assez légitime de la population française; ainsi, quelques-uns ont payé à boire à des soldats prussiens et quelques demoiselles, dit-on, leur ont offert des cigares. Mais ces faits isolés et sans importance n'ont eu pour résultat que de faire rire, aux dépens de leurs auteurs. Pour mieux les tourner en ridicule, un plaisant du Val-de-Travers a imaginé d'insérer dans une feuille d'avis (*Courrier du Val-de-Travers*, N° 38) un communiqué qui remerciait, au nom des soldats prussiens, leurs «loyaux et fidèles compatriotes des Verrières et des Bayards» qui étaient allés les voir. Cette pièce apocryphe, qui a beaucoup amusé les lecteurs du *Courrier*, a été prise au sérieux par quelques journaux qui l'ont reproduite comme authentique.

Dans nos populations, où chacun sait comment les choses se sont passées, personne ne s'en est préoccupé. Notre Grand Conseil, qui a été réuni les trois premiers jours de cette semaine, n'a vu se produire dans son sein aucune interpellation, ni aucune allusion à ces faits.

En terminant, Monsieur le Président, je puis vous affirmer, comme nous avons déjà été dans le cas de le faire dans une précédente occasion, que tous les Neuchâtelais sont maintenant attachés de cœur à nos institutions. Les désastres de la guerre Franco-Allemande, dont ils ont pu voir de près les tristes résultats, leur ont fait sentir et apprécier le bonheur d'être Suisses et républicains, et il n'en est pas un qui ne rende grâces à Dieu de ce que notre position actuelle nous ait préservés des horreurs de la guerre.

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

R

Berlin, 28. Oktober 1871

Heute Nachmittags 2³/₄Uhr liess Fürst Bismark den Grafen de Launay u. mich zu sich auf 3 Uhr zur Unterzeichnung des Gotthardvertrages berufen. Um 4 Uhr, unmittelbar nachdem wir den Fürsten verlassen, expedirte ich das Telegramm¹, welches Ihnen die geschehene Unterzeichnung mittheilte, u. liess den Staatsvertrag selbst sofort in einem chargirten Pli der Briefpost übergeben, so dass Sie also spätestens im Laufe des 30. October in Besitz des Aktenstückes kommen werden.

Einige Minuten nachher wurde mir auch Ihr Telegramm² zugetragen, welches den Zweifel hinsichtlich des Vertragsdatums erörterte. Wirklich hatte vorgestern Abend spät Graf Launay, als ich gerade bei ihm zu Besuch war, aus Rom ein Telegramm im nämlichen Sinne erhalten u. im Laufe des gestrigen Tages wurde zwischen ihm und dem Reichskanzleramt vereinbart, dass Graf Launay das italienische Ministerium ersuchen sollte, das dortige Ratifikationsinstrument entweder mit offen gehaltenem Datum oder mit Datum vom 28. ausfertigen und abgehen zu lassen, u. Graf Launay hat auch, dem entsprechend, gestern noch nach Rom telegraphirt.

Dass das Reichskanzleramt vor dem 28. nicht zur Unterzeichnung schreiten wollte, hat seinen Grund darin, dass es die Frage zuerst im Bundesrath zur Schlussnahme bringen wollte u. letzterer erst *heute* dazu gelangte, über die Sache im Plenum zu beschliessen. Dann war Fürst Bismark selbst vorgestern u. gestern mit dem Kaiser auf Jagd abwesend. Eine Antedatierung war mit Rücksicht auf die erst *heute* erhältliche Schlussnahme des Bundesraths nicht thunlich.

Ogleich ich von dem Verlauf aller dieser discrimina rerum Kenntniss hatte, wollte ich doch hierüber an Sie keine besonderen Mittheilungen machen, um die Reibung der einander kreuzenden Telegramme nicht zu vermehren, sicher, wie ich war, dass die Unterzeichnung mit Rücksicht auf uns in Bern u. die dortige Ausfertigung der Ratifikationsurkunde zeitig genug vollzogen werden würde.

Wie ich höre, ist vom Reichskanzleramt beim auswärtigen Amt auf morgen ein Cabinetscourrier bestellt worden, von dem ich annehme, dass er die Bestimmung habe, die hiesige Ratifikationsurkunde nach Bern zu bringen³.

1. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 72.

2. *Non retrouvé.*

3. *Ratifié par la Suisse, le 31 octobre 1871.* Cf. RO X, pp. 545—548.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 6 novembre 1871

5045. Instruktionen für den Gesandten in Paris
betr. Abschluss eines Niederlassungsvertrages mit Dänemark.

Politisches Departement. November. Vortrag v. 3. Nov.

Auf eine Anfrage des schweiz. *Gesandten in Paris* vom 10. Juli a.c.¹, dahin gehend, ob es im Wunsche des Bundesrathes liege, dass bei Anlass der zwischen ihm, dem Hrn. Minister Kern, und dem Gesandten von Dänemark in Paris zu pflegenden Unterhandlungen über Abschluss eines *dänisch-schweizerischen Handelsvertrages* auch daraufhin gewirkt werde, eine Verständigung betreffend den *Abschluss eines Niederlassungsvertrages* zwischen beiden Ländern zu erzielen, wird nach Antrag des Departements beschlossen:

1. Hrn. Minister Kern zu beauftragen, dem dänischen Gesandten in Paris zu erklären, der schweiz. Bundesrath sei damit einverstanden, dass die Unterhandlungen hinsichtlich des Handelsvertrages mit Dänemark wieder aufgenommen werden und dass dabei auch der Abschluss eines Niederlassungsvertrages zur Sprache komme.

2. Hrn. Kern damit zu betrauen, die Unterhandlungen Namens der Schweiz zu führen und dabei auf folgende sachbezügliche Instruktionen Rücksicht zu nehmen.

A. Bezüglich der Handelsbeziehungen sichern sich die beiden Staaten gegenseitig die Stellung meistbegünstigter Nationen in dem Sinne zu, wie diess in den Art. 8 u. 9 des schweiz.-englischen Handelsvertrages² geschehen ist.

B. Die Niederlassungsverhältnisse betreffend, wird Hr. Minister Kern sich vor Allem darüber Gewissheit verschaffen, ob in Dänemark die Gewerbefreiheit besteht. Im Bejahungsfalle wären dann, mit angemessenen Abänderungen, diejenigen Bestimmungen zu wiederholen, welche im Niederlassungsvertrage mit Baden³ enthalten sind.

C. Der Bundesrath erachtet es nicht für nothwendig, dass noch andere Verhältnisse, wie die Auslieferung von Verbrechern, der Vollzug von Urtheilen, der Schuz des schriftstellerischen und künstlerischen Eigenthums, die Beziehungen des internationalen Zivilrechts usw. geregelt werden.

D. Die Vertragsdauer wird auf zehn Jahre festgesetzt, nach deren Ablauf der Vertrag in Kraft bleibt, bis Kündigung erfolgt.

E. Wenn von Seite Dänemarks noch andere Fragen aufgeworfen werden, so hat Hr. Minister Kern darüber an den Bundesrath zu berichten und weitere Instruktionen einzuholen.

1. *Non reproduite*. Cf. E 21/24511.

2. *Ratifié le 8 février 1856*. Cf. RO V, pp. 266—267.

3. *Ratifié le 24 décembre 1863*. Cf. RO VIII, pp. 2—6.

F. Die schliessliche Ratifikation des Vertrages ist in demselben vorbehalten.

3. Hrn. Kern die nöthige Vollmacht nebst Abschriften der Berichte des Hrn. Bundesrath Dubs vom 25. Februar 1865, des eidg. Handels- u. Zolldepartements vom 31. Juli und 22. August 1871 und des Justiz- u. Polizeidepartements vom 31. Oktober gl. Js. zuzustellen⁴.

4. *Non reproduits. Cf. E 21/24511.*

386

E 2300 Vienne 19

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiel

Wien, 18. November 1871

Graf Andrassy hat heute das diplomatische Corps zum erstenmale empfangen. Nach den uns von ihm gemachten Mittheilungen wird er in der äusseren Politik sich strenge an die vom Grafen Beust befolgten Grundsätze halten und es wird sein eifrigstes Bestreben sein, zu allen Mächten in den möglichst freundschaftlichen Beziehungen zu stehen. Er versicherte, dass alle bis jezt in den Zeitungen gebrachten Notizen, er werde in Bezug auf die orientalische Frage oder Russland gegenüber eine andere Stellung einnehmen als sein Vorgänger, vollkommen aus der Luft gegriffen seien.

Hinsichtlich der inneren Fragen und der sich so sehr hinschleppenden Minister-crisis sagte mir Graf Andrassy, dass ich meiner Regierung mittheilen könne, dass alle die verschiedenen Nachrichten, die die in- und ausländischen Journale über diese wichtige Frage tagtäglich bringen, rein erdichtet seien. Er fügte bei: «Warten Sie noch einige Tage, bis ich mit Thaten hervortrete, und dann erst urtheilen Sie, dann aber urtheilen Sie auch *scharf*. Je dümmer die Zeitungen jezt schreiben, desto angenehmer ist es mir. Man wird dem Kaiser und auch mir wohl die Berechtigung zugestehen, ehe neue Thatsachen in's Leben treten, dieselben vorerst nach allen Richtungen hin auf das genaueste zu erwägen; man kann ja nicht in wenigen Tagen gut machen, was durch Jahre verdorben wurde. Es ist ein Unsinn, wenn man glaubt und es auch schreibt, dass, während ich irgend einen Einfluss nehmen kann, eine Hohenwart'sche oder Taaff'sche Epoche zurückkehren werde. Ich habe während fünf Jahren unter schwierigen Verhältnissen in Ungarn stets strengst constitutionel regiert und werde auch in Wien meinen Grundsätzen nicht untreu werden.»

[...]¹

Den Meisten von uns ist Graf Andrassy seit Jahren bekannt; wir haben ihn auch

1. *Suit une partie consacrée à la politique intérieure autrichienne.*

immer hochgeschätzt. Bei den heutigen ersten officiellen Beziehungen hat er uns allen einen entschieden günstigen Eindruck gemacht und die Überzeugung erweckt, dass die diplomatischen Beziehungen mit ihm eben so angenehm sein werden als mit seinem Vorgänger. Die Klippe, an der Graf Andrassy möglicherweise scheitern kann, liegt, nach meiner Ansicht, in seiner Nationalität und seinem Temperamente; er ist sehr rasch in Wort und That.

Beim Abschied sagte mir Andrassy, es werde sein eifrigstes Bestreben sein, dass sich die Beziehungen Österreichs zu der Schweiz womöglich noch freundlicher gestalten, als sie es bisher waren; er liebe und bewundere die Schweiz und ihre Institutionen und die letzteren haben ihm schon oft als Richtschnur seiner Handlungen gedient. Ich versicherte natürlich Graf Andrassy, dass seine freundschaftlichen Gesinnungen in der Schweiz einen sympathischen Widerklang finden werden.

387

E 1004 1/87

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 novembre 1871

5283. Schuz der Schweizer durch amerik. Konsularvertreter.

Politisches Departement. Vortrag v. 17. diess.

Als auf Ansuchen des Bundesrathes die Regierung der *Vereinigten Staaten von Nordamerika* ihre Konsularvertreter ermächtigte¹, überall da, *wo keine schweizerischen Konsulate sind, ihren Konsularschuz auf Schweizer auszudehnen, welche um denselben sich bewerben*, wurden von einzelnen nordamerikanischen Konsuln die ihnen hierüber gegebenen Instruktionen nicht gänzlich richtig verstanden², indem dieselben von ihnen so aufgefasst wurden, als sei ihnen von nun an der Gesamtschuz über die an ihrem Konsulatssiz niedergelassenen Schweizer übertragen. Um diesen Irrthum zu heben, beantragt das Departement, sowohl der nordamerikanischen Gesandtschaft als den einzelnen nordamerikanischen Konsuln, welche der Schweiz ihre Dienste angeboten haben, schriftliche Erklärungen über den Standpunkt zukommen zu lassen, welchen der Bundesrath in dieser Frage einnimmt und welcher im Wesentlichen der folgende ist:

Der Bundesrath habe keineswegs die Absicht, dort wo die Schweiz keine eigenen Konsuln habe, sich in den amerikanischen Konsulaten offizielle, schweizerische Vertretungen zu schaffen; seine Meinung sei vielmehr nur die, dass es ihm wünschenswerth erscheine, dass Schweizer, die es wünschen, in Ermangelung einheimischer Konsulate, sich jederzeit unter nordamerikanischen Konsular-

1. Cf. n° 369, annexe.

2. Par exemple en Italie, cf. n° 380.

schutz stellen können, ohne hiefür den Weg diplomatischer Intervention betreten zu müssen. Der Bundesrath werde eben in jedem einzelnen Falle, in welchem ein nordamerikanischer Konsul seine Schuzthätigkeit zu Gunsten eines Schweizers, welcher ihn darum angegangen hat, geltend gemacht haben werde, alle vom Konsul in der betreffenden Angelegenheit gethanen Schritte gerade so anerkennen, als seien sie von einem nationalen Vertreter ausgegangen.

Das Departement beantragt im Fernern, dem schweizer. Generalkonsul in Rio de Janeiro, in Beantwortung seiner Depesche vom 22. September abhin³, von Obigem Kenntniss zu geben mit dem Bemerken, der Bundesrath hoffe, die von ihm getroffenen Massregeln werden genügen, um zu verhindern, dass den schweiz. Konsuln in Brasilien, in ihrer Stellung gegenüber denjenigen anderer Staaten, Verwicklungen erwachsen. Wo nicht, so werde der Bundesrath nach wirksamern Mitteln sich umsehen und zu diesem Zweck das Generalkonsulat einladen, Vorschläge darüber zu machen, wie es glaube, dass in Sachen am erfolgreichsten vorgegangen werden könne.

Der Antrag des Departementes wird genehmigt.

3. *Non reproduite.* Cf. E 2/110.

388

E 22/1665

*Le Chargé d'Affaires du Saint-Siège à Lucerne, G. B. Agnozzi,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

N

Lucerne, 25 novembre 1871

Le Soussigné, Chargé d'Affaires du St-Siège Apostolique près la Confédération Suisse, faisant suite à la note du 21 Octobre dernier¹, a l'honneur de porter à la connaissance des Hautes Autorités Fédérales, qu'ayant soumis au St-Père, par l'entremise de Son Eminence le Card. Antonelli, Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté, la note fédérale du 16 Octobre dernier², concernant la Question Diocésaine dans le Canton du Tessin, le St-Père a appris avec une vive satisfaction le contenu de cette note, et en même temps a autorisé le Soussigné de déclarer au Haut Conseil Fédéral, que le St-Siège, non seulement est bien disposé à *entrer en négociations* pour régler définitivement l'Administration Ecclésiastique Supérieure dans le Canton du Tessin, mais qu'il désire aussi vivement voir bientôt, par un heureux résultat des susdites négociations, convenablement arrangée une question qui est pendante depuis plusieurs années au grand préjudice des Catholiques Tessinois.

1. *Non reproduite.* Cf. E 22/1665.

2. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/93.

C'est avec le plus grand plaisir que le Soussigné annonce au Haut Conseil Fédéral une réponse si favorable de la part de Sa Sainteté à la susdite note fédérale du 16 Octobre.³

3. *Note en marge du Chef du Département politique, K. Schenk, faite le 4 décembre 1871*: «Proposition: Communiquer au gouvernement tessinois copie de la présente note, en ajoutant que grâce à la nature de la question, qui devra être réglée par l'Eglise sous réserve de l'approbation de l'Etat, c'est au Saint-Siège qu'il appartient de faire des propositions sur lesquelles c'est le canton du Tessin qui devra se prononcer en premier lieu. Dans le cas où sur les bases proposées une entente paraîtrait possible, il pourrait être procédé à des négociations orales entre plénipotentiaires, dans lesquelles il va sans dire que le canton du Tessin serait représenté. Si le Conseil d'Etat du Tessin est d'accord avec ce mode de procéder, le Conseil fédéral adressera une note au Chargé des Affaires du Saint-Siège dans ce sens; il attend par conséquent les communications du Conseil d'Etat.» *Adoptée par le Conseil fédéral, lors de sa séance du 6 décembre 1871. Cf. PVCF E 1004 1/87, 5568.*

389

E 13 (B) 89

Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern, au Conseil fédéral

R
Confidentielle

Paris, 30 novembre 1871

Aussitôt après avoir reçu l'office que Vous m'avez fait l'honneur de m'adresser le 9 de ce mois¹ au sujet de la *ligne d'Annecy à Annemasse avec embranchement sur Genève*, j'ai adressé une nouvelle note² au Ministère des Affaires Etrangères pour rendre M. de Rémusat attentif au vote du Conseil Général de la Haute-Savoie. J'ai rappelé que le Gouvernement Français ayant paru, avec raison, tenir à se conformer aux vœux des populations intéressées, il n'existerait plus guère d'obstacles à l'échange des ratifications de la Convention de Juillet 1869³, en présence de la décision du Conseil Général. J'ai insisté en même temps sur la nécessité de ne pas laisser périmer la Convention entre l'Etat Français et la Compagnie Paris-Lyon, et de proclamer avant la fin de l'année l'utilité publique de cette ligne.

A l'occasion d'une visite que j'avais à faire hier chez M. Thiers, je me suis rendu, en quittant l'hôtel de la Présidence, chez le Ministre des Affaires Etrangères.

J'ai exposé à M. de Rémusat l'historique de la question et insisté sur ce que je croyais le moment venu, en raison de l'accord existant entre les populations intéressées des deux pays, de passer à l'échange des ratifications de la Convention. J'ai demandé ensuite au Ministre si, comme je le pensais, il avait reçu du Ministère de l'Intérieur notification du vote du Conseil Général de la Haute-Savoie en faveur de la ligne d'Annemasse et contre la ligne de Collonges.

1. *Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/93.*

2. *Non reproduite. Cf. E 2200 Paris 1/80.*

3. *Cette Convention n'a pas été ratifiée par la France; le projet se trouve dans E 13 (B) 89.*

A mon grand étonnement, M. de Rémusat m'a répondu qu'il n'avait eu connaissance de ce fait que par ma note.

Je me suis alors permis de lui dire, à titre tout à fait confidentiel, que si des retards étaient apportés à la solution de cette affaire, je craignais qu'ils ne dussent être attribués en bonne partie au Directeur des chemins de fer au Ministère des Travaux Publics. Dans une autre question déjà, j'avais rencontré des difficultés analogues chez M. de Franqueville, et dans mes pourparlers avec ce fonctionnaire, les termes dont il s'est servi, ainsi que l'ensemble de ses objections contre l'attitude de la Suisse lors des négociations en Juillet 1869⁴, étaient de nature à m'autoriser à me permettre cette observation.

M. de Rémusat m'a remercié de ma franchise en ajoutant qu'il n'abuserait pas de cette communication.

Il a pris note de mon exposé et promis de provoquer sans retard une communication sur les deux questions de l'échange des ratifications et de la déclaration d'utilité publique de la ligne avant le 1^{er} Janvier.

Après cette visite, je me suis transporté chez le Ministre des Travaux Publics, M. de Larcy. Comme d'habitude, il m'a fort gracieusement accueilli. Je n'ai toutefois pas tardé à me convaincre qu'il ne connaissait *absolument rien* de la Convention de Juillet 1869 ni de la décision du Conseil Général de la Haute-Savoie!

J'ai cherché à le mettre au courant des pourparlers antérieurs et lui ai recommandé l'accélération des propositions que M. de Franqueville ne manquerait pas de lui soumettre.

Restait à voir *M. de Franqueville*, afin de s'assurer si mes craintes étaient fondées.

J'avoue avoir dû reconnaître que l'opinion émise par moi vis-à-vis de M. de Rémusat n'était que *trop conforme à la réalité*.

Le Directeur des chemins de fer au Ministère des Travaux Publics m'a présenté un énorme paquet de résolutions des Conseils Généraux; parmi celles-ci se trouvait le procès-verbal du vote du Conseil de la Haute-Savoie, que M. de Franqueville connaissait parfaitement.

Il a fait observer immédiatement que l'exposé du Gouvernement de Genève était incomplet, et que le Conseil Général avait dans la même séance, et sur la proposition de la minorité, demandé que la France insistât pour obtenir que le crédit annuel d'importation en franchise de tout droit d'entrée, ouvert en Suisse aux vins de la zone Savoyarde, fût porté de dix mille à vingt mille hectolitres. (Voir art. 1^{er} de la Convention de Juillet 1869).

J'ai fait observer aussitôt à M. de Franqueville que les instructions du Conseil Fédéral avaient été trop expresses et trop positives pour que je puisse prêter actuellement les mains à des concessions. J'ai tout lieu de croire, ai-je ajouté, que des demandes de ce genre ne seraient pas accueillies avec faveur par le Conseil et par l'Assemblée Fédérale, et que surtout le Gouvernement du Canton de Vaud ne les verrait pas de bon œil. Il me paraît du reste, ai-je ajouté, qu'il y a d'autant moins lieu à hésiter à ratifier la Convention que les plénipotentiaires français, MM. Meurand et Ozenne, étaient certainement aptes à défendre avec énergie et compétence les intérêts de leur pays. Ils se sont toujours distingués par leur zèle et leur

4. Cf. n° 201.

connaissance des affaires dans les négociations analogues qui leur ont été confiées, et ils n'auraient pas signé la Convention s'ils avaient dû y reconnaître des inconvénients majeurs.

M. de Franqueville a fait observer que MM. Ozenne et Meurand s'étaient au contraire montrés fort mécontents de l'issue des négociations. Le chiffre des hectolitres pouvant entrer en franchise de la Savoie en Suisse est insuffisant, et le Gouvernement fédéral s'est refusé à accorder des facilités analogues pour les vins du pays de Gex. — «Nous devons prendre toutes nos précautions, a ajouté le Directeur des chemins de fer, avant de proposer à l'Assemblée Nationale un décret d'utilité publique. Nous rencontrerons de l'opposition, non seulement chez les députés savoisiens qui appartiennent à la minorité du Conseil Général, mais aussi chez les députés de l'Ain. Les membres de l'Assemblée Nationale vont rentrer à Versailles dans le courant de la semaine prochaine. Ils viendront me voir et j'entendrai leurs observations. La raideur du Conseil Fédéral a engagé les membres de l'opposition en Savoie et dans le Pays de Gex à demander le renvoi de toute ratification et a engagé le Gouvernement à déférer à leur vœu.»

Passant ensuite à la question financière, M. de Franqueville a déclaré que le budget de la France ne permettait plus de sacrifices aussi considérables pour des lignes secondaires. J'ai fait immédiatement observer que ces sacrifices ne me paraissaient pas devoir grever bien lourdement les finances françaises, puisque aux termes de l'art. 4 de la Convention du 18 Juillet 1868, la Compagnie Paris-Lyon «s'engage à verser au Trésor Public, en seize termes semestriels égaux, 14 millions pour le chemin d'Annemasse à Annecy, et 1 million et demi pour le chemin d'Annemasse à la frontière suisse.»

M. de Franqueville a répliqué que la Suisse avait obtenu quelques fois plus de facilités que ne le comportaient les intérêts français. Aujourd'hui, l'Assemblée Nationale discute et doit émettre son avis; aussi les choses ne vont-elles plus aussi facilement que sous l'Empire.

Je n'ai pu m'empêcher de répondre que j'étais étonné d'entendre de sa part des objections qui ne touchent en aucune manière à la partie technique de la question. Les meilleurs juges sont les populations intéressées, représentées par leurs députés au Conseil Général, et à deux reprises, sous l'Empire et sous la République, le Conseil Général s'est prononcé pour la ligne d'Annemasse.

Lorsque j'ai parlé à M. de Franqueville de la nécessité de provoquer une déclaration d'utilité publique avant le 1^{er} Janvier 1872, il m'a répondu que nous n'avions rien à craindre. «Le Gouvernement pourra toujours forcer la Compagnie Paris-Lyon à construire la ligne de Collonges. S'il le faut, nous pourrons aussi, par correspondance, faire le nécessaire pour empêcher la prescription de la Convention de 1868.»

Comme Vous le voyez, nous trouvons chez M. de Franqueville les mêmes résistances que nous avons rencontrées autrefois dans l'affaire de Jougne. Les observations faites à M. de Rémusat sur l'attitude de ce fonctionnaire ne se trouvent que trop justifiées par ce qu'il m'a dit dans le cours de cette conversation.

Il faut évidemment s'attendre à de nouvelles demandes de concessions. Je me suis, pour le moment, formellement refusé à m'engager sur ce terrain, en raison de

Vos instructions antérieures. Prévoyant toutefois que je recevrai prochainement la visite de membres de l'Assemblée Nationale ou que j'aurai de nouveaux pourparlers avec M. de Franqueville, dans lesquels cette demande pourrait être renouvelée, je Vous prie de me faire savoir si Vous êtes d'accord que je persévère dans cette attitude, et que je maintienne fermement les dispositions de la Convention internationale de Juillet 1869⁵.

5. *Proposition manuscrite du Chef du Département de l'Intérieur, J. Dubs, du 7 décembre 1871*: «Antrag: Es sei Herrn Minister Kern zu erwiedern, der Bundesrath wünsche, dass in erster Linie einfach an der Konvention vom Juli 1869 festgehalten werde. Dagegen möge Herr Kern, falls dieser Standpunkt keine Aussicht auf Erfolg bieten sollte, die Unterhandlungen nicht zum Abbruch kommen lassen. Der Bundesrath würde aber eventuell vorziehen, statt die freie Einfuhr von Wein von Savoyen her noch mehr zu begünstigen, für das Pays de Gex einige weitere Vortheile zu gewähren, wie sie bei den frühern Verhandlungen französischerseits in Aussicht genommen worden seien. Der Bundesrath würde Werth auf einen raschen Abschluss dieses Geschäftes legen.» *Approuvée par le Conseil fédéral, lors de sa séance du 8 décembre 1871. Cf. PVCF E 1004 1/87, 5605.*

390

E 2300 Paris 24

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, K. Schenk*

RP

Confidentiel

Paris, 8 décembre 1871

Le Message du Président de la République était attendu avec impatience. Il a été lu, hier soir, par M. Thiers à l'Assemblée de Versailles; je ne Vous en donne pas le résumé que le télégraphe Vous aura déjà communiqué. Je crois néanmoins devoir dès aujourd'hui Vous faire part de l'impression qu'il a produite sur l'opinion à Paris et à Versailles.

De prime abord, je crois pouvoir déclarer que l'opinion du correspondant des *Débats* dans le numéro de ce matin, n'est pas conforme aux sentiments du public. Elle est évidemment trop optimiste et contient plus d'une contradiction.

M. Thiers a été très bref sur le terrain de la *politique extérieure*. Il a rappelé les négociations avec l'Allemagne pour l'évacuation de six départements, et avec l'Angleterre pour chercher à résoudre la question du traité de commerce. Quelques mots destinés à ménager l'Italie et le St-Siège. La Suisse est comprise sous la rubrique: «pour toutes les autres puissances», et M. Thiers déclare qu'avec elles, les relations de la France sont celles du bon voisinage. Le Président ne parle ni de l'entrée de l'armée de l'Est sur notre territoire, l'Assemblée Nationale ayant du reste voté à l'unanimité des remerciements à la Suisse, ni des négociations pour le remboursement partiel des frais occasionnés par l'internement.

Le Message est par contre très long et très détaillé sur la *politique intérieure*.

C'est cette partie du discours de M. Thiers qui a provoqué à différentes reprises

le mécontentement de l'Assemblée, et qui n'a satisfait ni la gauche ni le parti monarchique.

Le *parti républicain* a été froissé, en ce qui le concerne, de ce que le mot de République n'ait été prononcé nulle part, et de ce qu'on n'ait point insisté sur cette forme constitutionnelle qui devrait cependant être le but principal des efforts du pouvoir.

Il a également vu avec peine l'affirmation des sentiments protectionnistes de M. Thiers, qui propose, comme base des nouvelles négociations commerciales, une augmentation de 3 et 5 % sur les filés et tissus de coton, et de 12 à 18 % sur les tissus laine et coton. M. Thiers qualifie ces augmentations de «simples» et de «modestes» ! Il interprète les intentions des négociateurs des traités de commerce dans ce sens qu'à l'expiration de la durée du traité, les tarifs devraient être tout naturellement augmentés, tandis que la plupart d'entre eux avaient plutôt en vue leur réduction.

Enfin, ce qui a surtout provoqué le mécontentement de la gauche, c'est le retour à la conscription proposé par M. Thiers sous le nom de «substitution», et son opposition ouverte contre le service militaire obligatoire. Lorsque M. Thiers déclara que le service obligatoire était «la désorganisation de la société civile et la ruine absolue des finances», une grande partie de la droite se joignit aux protestations du parti républicain.

M. Thiers a fait du reste un certain nombre de concessions à la *droite royaliste*. La première a été de confirmer, par une déclaration solennelle et plus explicite que cela n'avait eu lieu jusqu'à ce jour, le pouvoir constituant de l'Assemblée. En second lieu, il n'a pas dit un mot du projet de retour du gouvernement à Paris, bien que tous les Ministres, dans leurs entretiens particuliers, fussent unanimes pour le réclamer. En dernier lieu, il n'a pas fait la moindre allusion à l'instruction obligatoire ou gratuite, tandis que chacun s'attendait à le voir insister pour l'adoption de ce principal remède aux maux de la France.

Malgré toutes ces concessions formelles ou tacites, la droite n'a pas dissimulé son mécontentement, lorsque M. Thiers s'est félicité des heureux choix du gouvernement pour le renouvellement du personnel préfectoral puis, lorsqu'il a parlé de rétablir la garde nationale sous le nom de *garde des cités*.

Le bruit des conversations particulières et les murmures sur la plupart des bancs de la Chambre ont couvert la voix de l'orateur, qui a, par un de ces mouvements d'impatience que ses amis lui ont souvent reproché, déclaré alors: «Si la majorité me donne tort, je sais ce qui me reste à faire.»

Vous remarquerez sans doute avec regret que le discours de M. Thiers ne fait aucun appel à la clémence ni aucune allusion à l'amnistie de tout ou partie des 18 000 individus encore détenus.

Je ne crois pas me tromper en affirmant que le message primitif de M. Thiers a dû subir quelques modifications, et en particulier quelques retranchements, sans doute à la suite de conversations avec des membres de la majorité à leur retour à Versailles. D'après tout ce que j'ai entendu, ils y seraient revenus plus anti-républicains qu'au début des vacances de l'Assemblée. C'est sans doute pour sonder leurs dispositions que M. Thiers, contrairement aux usages des autres pays, n'a pas présenté son message au début de la Session, mais seulement à la quatrième séance.

Pour me résumer, je crois pouvoir dire que le *Journal des Débats* se trompe en assurant que l'Assemblée a eu hier «une séance d'affaires inaugurant une session d'affaires, une séance qui fait prévoir des débats, mais non des différends.» Je crains malheureusement que le discours de M. Thiers, par ce qu'il contient et par ce qu'il ne contient pas, porte au contraire le germe de différends qui promettent une session très orageuse.

391

E 2/1395

*Proposition du Chef du Département politique, K. Schenk,
au Conseil fédéral*

Berne, 9 décembre 1871

La question de la réorganisation du Consulat suisse à New-York et de la nomination d'un agent spécial pour la protection de l'émigration est pendante depuis plusieurs années déjà, sans être arrivée à une solution¹.

Cette question est en connexion intime avec celle de l'émigration, car le Consulat de New-York serait suffisant pour la sauvegarde des intérêts suisses si les affaires d'émigration lui étaient enlevées et confiées à un agent spécial. Aussi le Département soussigné estime-t-il que le moment actuel serait fort mal choisi pour s'occuper de cette réorganisation et prendre une décision sur une question aussi délicate qu'importante. En effet il y a lieu, pensions-nous, d'attendre le résultat des discussions de l'Assemblée fédérale qui, à l'heure qu'il est, est nantie d'une proposition tendant à placer toute la matière de l'émigration dans la compétence fédérale. Il ne serait pas rationnel de prendre des décisions au moment où tout est remis en question et de s'exposer ainsi au danger de faire une œuvre stérile, sinon impossible à conserver. Une fois que la question de la surveillance et de l'organisation de l'émigration par le pouvoir fédéral sera tranchée, toute cette matière devra être organisée sur des bases nouvelles et à cette occasion, le Consulat de New-York et sa réorganisation éventuelle viendront tout naturellement à l'ordre du jour.

Comme du reste il n'y a point péril en la demeure, le Département a l'honneur de vous proposer de mettre provisoirement ad acta le dossier concernant cette affaire².

1. A ce sujet, cf. aussi n° 14.

2. Approuvée par le Conseil fédéral dans sa séance du 11 décembre 1871. Cf. E 1004 1/87, 5636.

Le Conseil fédéral à Charles, Roi du Wurtemberg

Copie
N

Bern, 29. Dezember 1871

Der sehr verehrten Mittheilung, welche Ew. Königliche Majestät unterm 19. Dezember l. Js.¹ hieher zu richten die Gewogenheit hatten, ist der schweizerische Bundesrath zu entnehmen in der Lage gewesen, dass die durch die Verfassung des deutschen Reiches in Betreff der völkerrechtlichen Vertretung der Bundesstaaten vorgesehenen, nunmehr ins Leben getretenen Bestimmungen² Ew. Königliche Majestät veranlasst haben, eine Beschränkung im Bestande Höchststürer bei befreundeten Regierungen des Auslandes bisher gehaltenen Gesandtschaften eintreten zu lassen und infolge dessen den seit mehreren Jahren bei der schweizerischen Eidgenossenschaft als ausserordentlicher Gesandten und bevollmächtigten Minister des Königreichs Würtemberg beglaubigten Kammerherrn und Statsrath Freiherrn Adolf von Ow von diesem Posten abzuberufen.

Indem der Bundesrath hievon ergebenst Kenntnis zu nehmen und die Gründe der Entschliessung vollkommen zu würdigen die Ehre hat, kann er in persönlicher Beziehung nur mit lebhaftem Bedauern einen auswärtigen Vertreter scheidend sehen, welcher sich durch die Gewissenhaftigkeit und Geschäftsgewandtheit, mit dem er seine Mission erfüllte, in dem Lande, das ihm zur Wirksamkeit angewiesen war, die ungetheilteste Hochachtung zu erwerben gewusst hat. Der Bundesrath erachtet es als einen Akt der Gerechtigkeit, wenn er dem Scheidenden das Zeugnis gibt, dass er zur Erhaltung und Befestigung der zwischen beiden Ländern in so erfreulicher Weise bestehenden freundschaftlichen Beziehungen redlich und unermüdet beizutragen bestrebt gewesen ist, und es gereicht dem Bundesrath zu wahrer Befriedigung dieser seiner aufrichtigsten Anerkennung auch vor Ew. Königlicher Majestät Ausdruck zu verleihen.

Mit besonderer Genugthuung nimmt sodann der Bundesrath wahr, dass es im Wunsche Ew. Königlicher Majestät liegt, dass auch nach Abberufung des besondern Vertreters der vertrauensvolle Verkehr der beiden Regierungen in bisherigen Weise fortbestehe und er erlaubt sich hinwieder, an Ew. Königliche Majestät das ergebenste Gesuch zu richten, die Versicherung genehmigen zu wollen, dass er mit Vergnügen Hand dazu bieten wird, um auch in Zukunft das glücklich bestehende Wohlverhalten der beiden benachbarten Staaten zu sichern und zu wahren.

1. *Non reproduite.* Cf. E 2/681.

2. *Après la constitution de l'Empire allemand, le Wurtemberg et le Bade supprimèrent leurs Légations près la Confédération. Leurs intérêts furent dorénavant représentés par la Légation impériale d'Allemagne à Berne.*

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Confidentiell

Berlin, 1. Februar 1872

Bei einem Besuche, den ich letzte Woche im Auswärtigen Amte [*machte*], brachte ich bei Herrn v. Thile die Sprache unter anderem auch auf die von französischen Zeitungen gebrachte Ente, hinsichtlich einer russisch-preussischen Intervention gegen die Internationale in der Schweiz u.s.w. Herr v. Thile behandelte die Sache, in gleicher Weise, wie ich sie berührt hatte, als Ente. Ich legte der Sache nicht die entfernteste Wesenhaftigkeit bei u. ermächtigte den mir befreundeten Berliner Correspondenten der Kölnischen Zeitung, in Erwiderung auf seine Einfrage bei mir, die fragliche Nachricht als eine lächerliche Ente zu erklären, was er auch zu thun nicht unterlassen hat. Eine Mittheilung hierüber an Sie zu machen, hielt ich, bei der Grundlosigkeit der Sache, für nicht gerechtfertigt.

Da das Gerücht nun aber seither auch in der «Times» u. gestern auch in der «Indépendance belge», im «Echo du Parlement» u. heute auch in Berliner Zeitungen reproduziert wird, u. sich, wie ich sehe, auch die Schweizerzeitungen mit demselben befassen, und auch einzelne meiner Kollegen des diplomatischen Corps mich darüber interpellirten, so glaubte ich doch, noch eingehender mich über die Sache informiren zu sollen, u. sprach heute nochmals bei Herr v. Thile vor, der in der unumwundensten Weise sich dahin erklärte, dass weder Hr. General v. Roeder Auftrag erhalten habe, derartige Eröffnungen in der Schweiz zu machen, noch dass überhaupt das Ministerium etwas Hieraufbezügliches vorbereite.

Herr v. Thile war vor kurzem während 4 Wochen krank und den laufenden Geschäften fern gewesen. Er gieng deshalb während unsrer Unterredung u., wie er es nannte, pour acquit de conscience, ins Nebenzimmer, um mit dem Rathe, welcher die «brennenden Fragen» behandelt, Rücksprache zu nehmen, u. kam zurück, seinen früheren Ausspruch bestätigend u. folgendes noch beifügend:

Weit entfernt, der Schweiz zu nahe zu treten zu wollen, habe das auswärtige Amt des deutschen Reiches, als vor einigen Monaten unter einigen Grossmächten die Rede davon war, politische Verbrechen, die von Mitgliedern der Internationale begangen würden, auf gesetzgeberischem Wege zu gemeinen Verbrechen zu stempeln, gegentheils daran festgehalten, dass der Schweiz eine bezügliche Insinuation nicht zu machen sey. Seither sei auch das oben berührte Vorhaben einiger Grossmächte ins Stoken gerathen, u. dermalen habe das auswärtige Amt nur das Studium der Frage der Internationalen im Allgemeinen auf seinen Traktanden, wie solches durch das bekannte österreichische Memorial in Berlin angeregt worden u. wobei es mehr auf das Auffinden gemeinsamer socialer Präventiv-Massregeln für Deutschland-Österreich abgesehen sey, als auf Durchführung von polizeilichen Repressivmassregeln.

Ich erlaube mir, diesem Bericht noch eine rein persönliche Ansicht beizufügen. Ich glaube nicht, dass die Reichsregierung in den sozialistischen Bestrebungen

eine imminente Gefahr erblickt. Am meisten ist diesselbe gegenwärtig von der Haltung der katholischen, resp. ultramontanen Parthey, sowohl im deutschen Reiche, als im Partikularstaat Preussen afficirt, u. in dieser Hinsicht könnte uns nach meiner Auffassung allerdings einmal die «Correspondance de Genève» Ungelegenheiten bereiten, indem sie die Stimmung der leitenden deutschen Staatsmänner gegen unser Land zu verbittern vermöchte, obgleich unser Land u. unsere Regierung nicht die moralische u. nicht die rechtliche Verantwortung für die Haltung dieses Blattes zu tragen hat. Einen interessanten Einblick in die Stimmung Bismark's, u. seiner Stellung zu der katholischen Parthey gewährt seine Rede in der Sitzung des Abgeordnetenhauses d. d. 30. Januar, deren Lesung ich Ihnen (in N^o 26 der Norddeutschen Allg. Zeitung) sehr empfehle.

394

E 1001 (E) q 1/94

*Le Conseil fédéral au Consul général de Suisse à Yokohama, K. Brennwald**Copie**L*

Bern, 2. Februar 1872

Wir verdanken Ihre gefällige Mittheilung vom 2. Dezember 1871¹, betreffend die Anzeige des japanesischen Ministeriums des Äussern vom 25. November, dass die kaiserl. Regierung sich entschlossen habe, eine besondere Gesandtschaft nach Amerika und Europa abzuordnen, um mit den Regierungen der Staten, welche in Vertragsverhältnissen mit Japan stehen, über eine Revision dieser Verträge Unterhandlungen einzuleiten, und wir beauftragen Sie, jene Anzeige in nachstehendem Sinne zu beantworten.

Der Bundesrath habe ihrem Wunsche, die auf den 1. Juli 1872 angesetzte Revision des zwischen der Eidgenossenschaft und Japan bestehenden Vertrags² auf einen spätern Zeitpunkt zu verschieben, der erst nach der Rückkehr der Gesandtschaft festzustellen sei, Akt genommen und pflichte dieser Vertagung bei. Er begrüsse mit lebhafter Befriedigung die Abordnung dieser Gesandtschaft und werde ihr in einer Weise entgegenkommen, welche thatsächlich darthun werde, dass er die Beziehungen guten Einvernehmens zwischen beiden Staten, für das im bestehenden Verträge die ersten Grundlagen gegeben seien, aufrichtigst zu kräftigen und zu entwickeln bestrebt sei; er werde zu diesem Ende sich angelegen sein lassen, der Gesandtschaft alle Nachweisungen und Aufschlüsse an die Hand zu geben, welche sie über die politischen, volkswirtschaftlichen und gewerblichen Einrichtungen und Verhältnisse der Schweiz zu wünschen im Falle sein möchte. Auch sollen auf Grund der amtlichen Mittheilungen der kaiserl. Regierung vom 25. November 1871 durch die schweizerischen diplomatischen Vertreter und die

1. *Non retrouvé.*

2. *Traité d'amitié et de commerce du 6 février 1864. Cf. RO VIII, pp. 618—632.*

Konsuln bei den Mächten, mit welchen die Gesandtschaft in Unterhandlung zu treten habe, die geeigneten Schritte gethan werden, damit die Gesandtschaft zum Voraus den Zeitpunkt für ihren Besuch in der Schweiz bestimmen und danach alle Vorbereitungen zur Bereithaltung der ihr wünschenswerthen Nachweisungen und Mittheilungen getroffen werden können.

Wir haben in gleicher Weise auch unsere Gesandtschaften in Berlin und Paris, ferner die Generalkonsulate in London und Washington und den Konsuln in Amsterdam benachrichtigt mit dem Auftrage³, bei sich bietendem Anlasse die Leiter der Gesandtschaften von dem Beschlusse in angemessener Weise zu verständigen und uns über die Absichten derselben unterrichtet zu halten.

3. *Non reproduit.* Cf. E 1001 (E) q 1/94.

395

E 13 (B) 271

*Proposition du Chef du Département politique, E. Welti,
au Conseil fédéral*

Bern, 3. Februar 1872

Unterm 20 Nov. v.J.¹ wurde Ihnen von dem politischen Departement der Entwurf eines «Memoire» an die türkische Regierung vorgelegt, welches die Zulassung der Schweizer zum Erwerb von Grundbesitz zum Gegenstand hatte. In diesem Aktenstücke wurde gegenüber der türkischen Regierung folgendes Gesuch gestellt:

«Es möchte dieselbe den Schweizern, welche sich als Schutzbefohlene einer dem betreffenden Protocolle beigetretenen Macht legitimiren und als solche unter den Bestimmungen desselben stehen, die in dem Gesetz vom 18. Juni 1867 enthaltene Berechtigung zuerkennen. Wenn diesem Ansuchen nur unter der Bedingung entsprochen werden könne, dass die Schweiz dem Protokolle beitrete, so sei sie dazu geneigt.

Werde aber auch unter dieser Voraussetzung das Gesuch als unthunlich erachtet, so bleibe dem Bundesrathe nur übrig, die Frage anzuregen, ob die Türkische Regierung geneigt wäre, mit der Schweiz einen Niederlassungs- und Handelsvertrag abzuschliessen und dadurch die Gleichstellung der Schweizer mit den Angehörigen anderer Staaten zu erzielen». Der Bundesrath ermächtigte das Departement, dieses Memoire vor weiterer Schlussfassung an Herrn Kern zur Begutachtung zu überweisen.

Am 17. Dez. v.J.² berichtete Herr Kern, dass er dem türkischen Gesandten das

1. *Non reproduit.*

2. *Non reproduit.*

Memoire mitgetheilt und dass dieser versprochen habe, die «Desiderata» des Bundesrathes seiner Regierung offiziös zur Kenntniss zu bringen und eine offiziöse und unvorgreifliche Antwort auf dieselben zu veranlassen. Er selbst (der türkische Gesandte) habe sich bis dorthin seine Meinung ebenfalls vorbehalten.

Unterm 25. d.Mts.³ nun schickte Herr Kern die Abschrift eines Schreibens ein, welches von dem türkischen Minister des Auswärtigen an den Gesandten in Paris gerichtet ist und aus welchem hervorgeht:

1. dass die türkische Regierung auf die erste und hauptsächliche Frage wegen der Eigenthumserwerbung gar keine Antwort giebt, sondern nur die eventuell gestellte Frage wegen des Handelsvertrages bejaht.

2. dass diese Regierung schon voriges Jahr dieselbe Bereitwilligkeit durch ihren Gesandten in Wien dem Herrn von Tschudi habe mittheilen lassen und dass dieser vorher die Frage gestellt habe.

3. dass sie auf eine Erwiderung von Seite ihres Gesandten in Wien resp. des H. von Tschudi umsonst gewartet habe.

In Bezug auf die Betheiligung der schweizerischen Gesandtschaft in Wien geben die Akten folgenden Aufschluss:

Am 16 Febr. v.J.⁴ schrieb H. von Tschudi: er habe sich durch einen österreichischen Diplomaten in Constantinopel erkundigen lassen, unter welchen Bedingungen die Pforte geneigt wäre, schweizerische Consulate in Rumänien errichten zu lassen.

Die Antwort laute dahin, dass der Abschluss eines Handelsvertrages zu dem die Türkei gern Hand biete, der Errichtung von Consulaten vorausgehen müsse; am 14. Febr. v.J. habe dann der türkische Gesandte ihm (H. von Tschudi) offiziell angezeigt, dass er bereit sei, mit ihm die Präliminarien eines Handelsvertrages zu berathen. In diesem Briefe ersucht H. von Tschudi um Instruktionen, welche Antwort er hierauf dem türkischen Gesandten zu geben habe.

Mit Schreiben vom 27. Jan. d.J.⁵ berichtet nun H. von Tschudi neuerdings: der türkische Botschafter habe von seiner Regierung den Auftrag erhalten, ihn zu fragen, ob die Schweiz noch nicht geneigt sei, einen Handelsvertrag mit der Pforte abzuschliessen.

Aus dem Gesagten geht die Nothwendigkeit hervor, sich vor allem aus darüber ins Klare zu setzen, wo die künftigen Verhandlungen, gleichviel über welchen Gegenstand, geführt werden sollen, da der gleichzeitige Betrieb derselben in Paris und Wien der Sache selbst offenbar nicht sehr förderlich sein kann.

Soweit aus den Akten ersichtlich, hat weder der eine noch der andere der schweizerischen Gesandten den Auftrag erhalten, mit den betreffenden türkischen Gesandtschaften in Unterhandlung zu treten; einzig H. Kern wurde durch das politische Departement am 22. Nov. v.J.⁶ angegangen, nötigenfalls mit dem türkischen Gesandten in Paris über das eingangs erwähnte Memorial zu conferiren, was denn auch geschehen ist. Wenn der Bundesrath daher auch in dieser Beziehung vollkommen frei wäre, so kommt in Betracht, dass die türkische Regie-

3. *Non reproduit.*

4. *Cf. n° 334.*

5. *Non reproduit.*

6. *Non reproduit.*

rung schon am 14. Februar durch ihren Gesandten in Wien dem Herrn von Tschudi *offiziell* die Bereitwilligkeit zum Abschluss eines Vertrages hat erklären lassen und dass diese Erklärung nach der Behauptung des türkischen Ministers des Äussern auf die Anfrage des H. von Tschudi geschah; ferner dass die türkische Regierung in ihrem neuesten Schreiben an ihren Gesandten in Paris sich auf diesen Vorgang beruft und dass endlich der türkische Gesandte in Wien wieder im Auftrag seines Ministers die Erklärung vom vorigen Jahre wiederholt und eine Antwort darauf verlangt.

Unter diesen Verhältnissen geht es nicht an, dass anderswo als in Wien durch H. von Tschudi verhandelt werde, was übrigens H. Kern in seinem Schreiben vom 27. v.J.⁷ auch als ganz angemessen erklärt.

Was nun die materielle Seite der Sache anbelangt, so ist, wie schon gesagt, der Abschluss eines Handelsvertrages von Seite der Schweiz nur in dem Memorialentwurf und dort auch nur für den Fall in Aussicht genommen worden, als ohne einen solchen Vertrag die Vergünstigungen betreffend den Eigenthumserwerb nicht erlangt werden könnten. Da nun aber von Seite der Türkei förmlich die Frage gestellt wird, ob wir einen Handelsvertrag abschliessen wollen oder nicht, so werden wir darauf eine Antwort geben müssen, um so mehr als wir auch durch ein Postulat der Bundesversammlung beauftragt sind, darüber zu berichten, ob der Abschluss von Niederlassungs- und Handelsverträgen mit der Türkei geboten erscheine.

Das Departement hält dafür, dass nach den jahrelangen Untersuchungen nun die Unterhandlungen über einen Vertrag einfach begonnen werden sollten; es wird sich im Verlaufe der Besprechungen von selbst ergeben, unter welchen Modalitäten dieses zu geschehen habe. Was die Sache im gegebenen Falle erschwert, ist der Umstand, dass wir zur Zeit immer noch nicht wissen, ob die Türkei sowohl den Handels- als den sogenannten Eigenthumsvertrag von einer Consulatsorganisation und diese wieder von der Errichtung eines diplomatischen Postens in Constantinopel wird abhängig machen. Wären wir darüber im Klaren, dass diese Forderungen nicht gestellt werden, so würde ein Vertrag wohl schon längst abgeschlossen sein. Um aber darüber ins Klare zu kommen, sind förmliche Verhandlungen das geeignetste Mittel. Nach Ansicht des Departementes sollte daher H. von Tschudi bevollmächtigt werden, die Unterhandlungen mit dem türkischen Gesandten zu beginnen, in der Meinung, dass in erster Linie diejenigen Punkte zu besprechen und zu ordnen wären, welche auf die Consulate und die diplomatische Vertretung sich beziehen, und dass dann erst, wenn eine vorläufige Verständigung hierüber stattgefunden hat, die Unterhandlungen über die materiellen Punkte des Vertrages beginnen würden. Was speziell die Consulate und die diplomatische Vertretung anbelangt, so wäre H. von Tschudi dahin zu instruiren, dass er das Begehren einer solchen Vertretung, deren Kosten mit den zu erlangenden Vortheilen nicht im Verhältnisse stünden, abzulehnen habe. Am 14. April 1868⁸ schrieb hierüber H. von Tschudi, er habe den Diplomaten Baron Bernus ersucht, sich in Constantinopel *confidentiell* zu erkundigen, ob die türkische Regierung ihre Einwilligung zur Errichtung Schweiz. Consulate in den Do-

7. *La date n'est pas exacte. Il s'agit de la lettre du 25 janvier 1872, non reproduite.*

8. *Non reproduit, cf. E 2200 Vienne 1/49.*

naufürstenthümern geben würde. Die Antwort laute dahin: Ali Pascha, Minister des Äussern, erwiedere hierauf, dass jedenfalls der Erlaubniss zur Errichtung von schweizerischen Consulaten im osmanischen Reiche ein Handelsvertrag zwischen der Schweiz und der Türkei vorangehen müsste, dass dann in demselben ohne Zweifel zu Gunsten der Schweiz eine Ausnahme von dem bis jetzt festgehaltenen Grundsatz gemacht würde, dass nur diejenigen Staaten das Recht haben, in der Türkei Consulate zu errichten, welche auch einen Gesandten bei der Pforte beglaubigt haben.

Diese Zusage wäre von uns zu verwerthen und daran bestimmt festzuhalten.

In Bezug auf die Organisation der Consulate sind ebenfalls verschiedene Fragen von Wichtigkeit, die sich auf keinem bessern Wege als durch persönliche Unterhandlung regeln lassen. Schon am 20. Sept. 1868⁹ kamen verschiedene Kaufleute in Zürich, Glarus und dem Toggenburg mit identischen Petitionen bei dem Bundesrathe ein: «es möge ein schweizerisches Consulat in Egypten errichtet werden». Die daherigen Unterhandlungen, welche mit den Schweizern in Egypten geführt wurden, sind Ihnen bekannt. Allseitig war dabei die Meinung vorherrschend, es müsse der Consul ein «homo novus» sein, ohne Antecedentien und ohne Verpflichtungen im Lande. Seine Unabhängigkeit müsse durch liberale Honorirung gesichert und ihm jede Art von Handel untersagt werden. Dieselbe Meinung sprachen auch die Schweizer in Bucharest aus (18. Dec. 1868)¹⁰. Sie reflectiren nur dann auf ein Consulat, wenn demselben auch die Jurisdiktion übertragen werde, im entgegengesetzten Falle würden sie lieber darauf verzichten. Früher (30. Mai 1868)¹¹ waren dieselben anderer Ansicht; es sei unnöthig, so wurde behauptet, das schw. Consulat mit Jurisdictionsbefugnissen auszurüsten und zwar um so mehr, als diese Verhältnisse einer völligen Umgestaltung entgegengehen; es genüge vollkommen, wenn der Consul diejenigen Attribute besitze, die den Consuln in den übrigen europäischen Ländern zukommen. In Bucharest seien verschiedene Schweizer, welche zur Übernahme eines Consulates ohne oder wenigstens mit geringer Subvention aus Staatsmitteln sich bereit finden würden.

Bei der Stellung, welche die türkische Staatsordnung gegenüber den Fremden einnimmt, ist es unschwer, sich über diesen Punkt eine wenigstens grundsätzliche Meinung zu bilden. Der türkische Staat betrachtet jeden Fremden als rechtlos, welchem er nicht vertragsmässig ein Recht zugesichert hat, darum kann ein Fremder in diesem Lande überhaupt nur dann existiren, wenn sein Heimathland in derartigem Vertragsverhältnisse mit der Türkei steht oder wenn er als Schutzbefehlener eines fremden Staates an den Rechten dieses letzten Theil nimmt. Dagegen ist ein Zustand offenbar undenkbar, wonach die Schweizer in Bezug auf die Jurisdiktion von fremden Consulaten, in Bezug auf alle andern Verhältnisse aber von den eignen Consuln abhängig wären, und noch viel weniger ist daran zu denken, die Schweizer zwar unter eigene Consulate, dagegen aber unter türkische Civil- und Strafsjurisdiction zu stellen.

Mit der Consulatsfrage steht auch diejenige des Eigenthumserwerbes in

9. *Non reproduit.* Cf. E 2/1319.

10. *Non retrouvé.*

11. *Non retrouvé.*

genauem Zusammenhang. Die Pforte verweigert nämlich den unter fremdem Schutz stehenden Fremden das Recht des Eigenthumserwerbes auch in dem Fall, wenn die Angehörigen des Schutz-Staates dieses Recht besitzen. Es wurde darum von den Schweizern im Orient und auch von schweizerischen Handelskammern mehrfach das Begehren gestellt, es möchte die Schweiz demjenigen Protocolle beitreten, durch dessen Unterzeichnung der Eigenthumserwerb resp. die Vortheile des daherigen Gesetzes erworben werden. Einem solchen Beitritt steht aber die grosse Schwierigkeit entgegen, dass dieses Gesetz sowohl als das Protokoll für die beitretenden Staaten den Bestand von eigenen Consulaten voraussetzt. Es ergeben sich bezüglich der Consulate folgende Eventualitäten:

- a) die Schweiz errichtet eigene Consulate mit Jurisdiktion, oder
- b) es bleiben die Schweizer unter der Protektion der fremden Consuln und es wird ihnen durch speziellen Vertrag zwischen der Schweiz und der Pforte das Recht zum Eigenthumserwerb eingeräumt.

Der letztere Weg wird aber Schwierigkeiten haben, insofern man mehr als die Begünstigung in Betreff des Eigenthumserwerbes, nämlich auch den Abschluss eines Handelsvertrages im Auge hat. Ein solcher Vertrag wäre nämlich ganz ohne Gegenstand, solange die Schweizer unter fremdem Schutz stünden oder, mit andern Worten, so lange sie der Türkei gegenüber als Engländer, Franzosen etc. gelten würden. Der Abschluss eines jeden Vertrages mit der Pforte setzt die äusserliche Organisation der schweizerischen Nation vermittelt Errichtung eigener Consulate mit eigener Gerichtsbarkeit voraus. Aus diesen Gründen hält es äusserst schwer, sich jetzt schon eine bestimmte Vorstellung über die berührten Verhältnisse zu machen, und es kann sich daher nur darum handeln, den H. v. Tschudi vorerst dahin zu instruiren, mit dem türkischen Gesandten über alle diese Fragen Besprechungen von informativem Charakter zu veranstalten und dann je nach dem Resultat derselben entweder die Verhandlungen abzubrechen oder weiter zu führen. Während in Wien diese Verhandlungen stattfinden, würde das Handels- und Zolldepartement die Instructionen vorbereiten, die für den Abschluss des eigentlichen Handelsvertrages nothwendig sind.

Das Departement ist sich sehr wohl bewusst, dass die besprochene Art der Geschäftsbehandlung von dem hergebrachten Modus abweicht; es glaubt aber, dass die Umstände dies hinlänglich rechtfertigen. Die rechtlichen und factischen Verhältnisse des türkischen Reiches sind uns so wenig bekannt, dass *[wir]* hier unmöglich bestimmte Begehren und Instruktionen formuliren können, so dass uns nichts weiter übrig bleibt als die nöthigen Informationen durch die Verhandlungen selbst zu erhalten.

Das Departement stellt folgende Anträge:

1. Es sei in Beantwortung der Zuschrift vom 27. v. Mts. Herr Minister v. Tschudi zu Händen des türkischen Gesandten in Wien zu erklären, dass der Bundesrath die Geneigtheit der türkischen Regierung zum Abschluss eines Handelsvertrages verdanke und bereit sei, daherige Verhandlungen zu eröffnen.

2. Herr von Tschudi sei zu diesem Zweck mit Vollmacht zu versehen und dahin zu instruiren, dass er die Verhandlungen mit informatorischen Eröffnungen über die in diesem Bericht besprochenen Fragen betreffend die diplomatische Vertretung der Schweiz in Constantinopel und die Einrichtung der Consulate in der Türkei und deren Vasallenstaaten Egypten und Rumänien einleite, wonach ihm,

je nach dem Resultat dieser Besprechungen, weitere Instruktionen für den Abschluss des Vertrages zugehen werden.

3. Das Handels- und Zolldepartement sei einzuladen die Instruktionen für den Abschluss des Vertrages vorzubereiten.

4. Herr Minister Kern sei von diesen Beschlüssen angemessen zu verständigen¹².

12. *Adoptées par le Conseil fédéral le 9 février 1872. Cf. PVCF E 1004 1/88, 556.*

396

E 2300 Paris 25

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Paris, 8 février 1872

Le Ministre des Affaires Etrangères avait renvoyé à hier Mercredi l'audience qu'il accorde habituellement chaque semaine aux membres du Corps diplomatique.

Je me suis rendu chez M. de Rémusat et lui ai remis une note rédigée sur la base de l'office du Conseil Fédéral en date du 5 de ce mois¹, au sujet de l'envoi en Suisse de Français et d'Etrangers expulsés de France pour participation à l'insurrection de Paris.

M. de Rémusat m'a exprimé son étonnement de cette mesure. Il a émis l'opinion qu'il devait y avoir eu précipitation ou erreur, et m'a promis d'agir auprès de qui de droit pour qu'il fût tenu compte de la réclamation du Conseil Fédéral. J'ai demandé alors, ce que j'avais déjà fait par écrit dans la note adressée au Ministre, que cette affaire fût l'objet de mesures d'urgence, afin d'éviter de nouvelles difficultés à la frontière si, contre l'attente du Gouvernement Fédéral, de nouveaux convois d'expulsés français devaient être dirigés sur notre territoire.

J'ai profité de l'occasion qui s'offrait à moi pour demander au Ministre s'il avait reçu les renseignements que je lui avais demandés le 15 Décembre (voir ma lettre de ce jour au Conseil Fédéral N° 3375)² sur le lieu et le canton d'origine d'un certain nombre d'individus portés comme Suisses dans les communications des autorités françaises, sans qu'il soit possible de contrôler ces assertions du Service de la Justice Militaire. J'ai rappelé que ma Légation avait, déjà le 16 Octobre³, exprimé un vœu semblable au Colonel Gaillard, Chef de ce Service, et ajouté que si les magistrats instructeurs se contentaient, en ce qui concerne la nationalité, de la

1. *Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/94.*

2. *Non reproduite. Cf. E 2200 Paris 1/086.*

3. *Non reproduit. Cf. E 2200 Paris 1/085.*

simple déclaration des prévenus, ils pouvaient provoquer par là de fausses affirmations et donner naissance à des conflits.

Dimanche dernier, dans un entretien que j'avais eu à Versailles avec M. Barthélemy St-Hilaire, je lui avais demandé aussi ce qu'il était advenu de la liste des mêmes individus, liste qui m'avait été demandée le 13 Décembre par M. Lanfrey. Le Ministre de France à Berne m'avait dit à cette époque, qu'il soumettrait les noms des Suisses encore détenus à M. Thiers, selon le vœu que M. Schenk lui en avait exprimé, dans le but d'obtenir l'accélération de la procédure commencée contre eux. M. Barthélemy St-Hilaire m'a répondu que, si ses souvenirs étaient exacts, il avait transmis à M. Lanfrey, il y a plusieurs semaines déjà, les renseignements fournis par M. le Général Appert sur le compte de ces prévenus.

Quant à M. de Rémusat, il m'a avoué ne rien savoir de la suite donnée par le Bureau de la Justice Militaire à cette question. Si donc la réponse de M. Barthélemy St-Hilaire est exacte, ce que j'ignore, il paraîtrait que M. Thiers entretient des correspondances directes avec les représentants de la France près les puissances étrangères, sans recourir à l'intermédiaire de son Ministre des Relations Extérieures, et qu'ainsi, il n'est pas exempt du reproche fait si souvent à l'ex-empereur d'avoir une politique extra-ministérielle. En tout état de choses, je Vous serais très obligé de me communiquer les renseignements qui ont pu Vous parvenir au sujet de cette affaire par la Légation de France à Berne.

Traité de commerce.

Il m'a paru nécessaire de profiter de cette audience pour rappeler à M. de Rémusat nos précédents entretiens sur les intentions de la Suisse au sujet des projets de modifications aux tarifs douaniers. J'ai ajouté que, d'après de récentes communications du Conseil Fédéral, j'étais autorisé à lui déclarer que mon Gouvernement approuvait complètement mes démarches antérieures, et m'avait chargé de réclamer le maintien strict des stipulations du traité de 1864. «J'apprends qu'on parle beaucoup, dans les couloirs de l'Assemblée Nationale et même au sein de la Chambre, de négociations à ouvrir avec les Cabinets étrangers. Je dois Vous déclarer, avec la franchise dont j'use toujours vis-à-vis du Gouvernement auprès duquel je suis accrédité, qu'en ce qui concerne la Suisse, je ne crois pas au succès de négociations qui auraient pour but de faire modifier le traité. Le Conseil Fédéral sait à quoi l'engagent l'esprit et la lettre des stipulations de l'art. 6⁴ du traité; il n'admettrait de discussion que sur la base du texte et de l'esprit de cet article auquel il a souscrit, ainsi que j'ai déjà été appelé à Vous en informer en Août dernier et tout récemment encore. L'Assemblée Fédérale de son côté se placerait, à n'en pas douter, exactement au même point de vue. Je Vous prie surtout de tenir compte de cette considération que les autorités suisses ne jouiraient même pas de la compétence suffisante pour priver l'industrie nationale des avantages qui lui sont assurés par le traité. Les fabricants suisses se sont mis en mesure d'exploiter le marché français et ont fait pour cela de grands sacrifices. Ils ont en quelque sorte des droits acquis et seraient fondés à se plaindre de ce que l'état de choses actuel fût changé à leur préjudice.»

4. Cf. *RO VIII*, pp. 203—206.

«Le Conseil Fédéral comprend la nécessité pour la France de se procurer de nouvelles ressources financières. Mais je ne crois pas que la dette de guerre puisse être imposée à l'industrie étrangère. En Suisse, lorsqu'une Commune ou un Canton ont des charges extraordinaires, elles sont couvertes au moyen d'une augmentation de l'impôt direct. Si la France recourait à ce moyen, les ressources dont elle dispose seraient, dans mon intime conviction, plus que suffisantes.»

Dans le salon d'attente du Ministère, j'ai rencontré l'Ambassadeur d'Angleterre et le Ministre de Belgique. Tous deux se tiennent sur la réserve, et attendent des instructions. M. Nigra, que j'ai vu également, s'est borné à faire une réserve portant qu'il ne saurait, en ce qui concerne l'Italie, admettre l'interprétation donnée à l'art. 6 du traité par M. Thiers, et qu'il doit réserver tous les arguments que son Gouvernement pourrait devoir objecter à ceux du Président de la République. M. Nigra n'a pas reçu d'instructions, mais «personnellement», il croit que l'Italie ne fera pas de concessions. Les Pays-Bas ont fait comme l'Italie, mais le Ministre de Hollande m'a dit avoir déclaré à M. de Rémusat, verbalement et personnellement, qu'il interprétait le traité dans le même sens que nous.

M. Thiers, à ce que j'ai appris, ne fera pas immédiatement usage du droit que lui a conféré l'Assemblée Nationale de dénoncer le traité franco-anglais. On essayera encore de négocier. Mais il est certain d'avance qu'entre les mains de protectionnistes, comme M. Pouyer-Quertier et M. Thiers, l'arme de la dénonciation ne restera pas à l'arsenal.

[...]⁵

5. *Suivent encore plusieurs observations de Kern sur différents sujets.*

397

E 2300 Berlin 1

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Confidentiell

Berlin, 10. Februar 1872

Im Besitz Ihrer Depesche vom 1. diess¹, welche sich mit der meinigen gleichen Datums² u. Gegenstandes gekreuzt, liess ich es mir angelegen sein, über die Provenienz des fraglichen Zeitungserüchtes Anhaltspunkte zu gewinnen, bin jedoch zu *positiven* Resultaten in meinen Nachforschungen *nicht* gelangt.

Was den Inhalt des Gerüchtes betrifft, so bin ich im Falle, auch heute noch den Inhalt meiner Depesche vom 1. diess zu bestätigen u. insbesondere zu betonen, dass die Reichsregierung, dermalen weit entfernt von jeder Absicht, der Schweiz

1. *Non retrouvée.*

2. *Cf. n° 393.*

Ungelegenheiten zu bereiten, gegentheils, wie mir scheint, sich angelegen sein lässt, das Vertrauen der öffentlichen Meinung in der Schweiz zu gewinnen. Es beruht diess Bestreben wohl zum guten Theil auf der klaren Einsicht in die europäische Situation u. auf dem Wunsche, sich für den zweiten deutsch-französischen Krieg die neutrale u. loyale Haltung der Schweiz wieder zu sichern. Ich folgere diese Ansicht sowohl aus der objektiven Betrachtung der Lage, als auch aus wörtlichen Kundgebungen massgebender Persönlichkeiten.

Diese Stimmung schliesst nicht aus, dass man hier allerdings der vielfach übertriebenen Ansicht begegnet, Genf sey dormalen der Bloksberg, auf dem die europäischen Revolutionspartheyen (die Ultramontanen inbegriffen) ihre Wallpurgsnächte feiern, u. es wird desswegen für uns immerhin indicirt sein, auch abgesehen von unsern eigenen und inneren Interessen, auf die Ansammlung fremder Elemente in Genf ein wachsames Auge zu haben.

Sie haben seit meiner Depesche vom 1. diess aus den Versammlungen des preussischen Landtages entnehmen können, wie auffallend scharf u. bitter der Kampf zwischen der sog. Centrumspartey u. dem Fürsten Bismark entbrannt ist (Vide insbesondere Verhandlung des Abgeordnetenhauses vom 9. Februar). Es entwickelt sich auch immer mehr die Gewissheit, dass die ultramontanen u. socialistischen Bestrebungen stark convergiren, u. so könnte es allerdings einmal in der Gereiztheit des Kampfes möglich werden, dass Fürst Bismark, der «Genfer Correspondenz» sich erinnernd, reklamirend gegen die «Internationale» aufträte. Ich wiederhole diess ausdrücklich nur als meine persönliche Ansicht.

Sie haben seit Ihrer Depesche v. 1. Februar wahrnehmen können, dass das Dementi in den Zeitungen nun die Runde macht, wie früher das Gerücht einer diplomatischen Intervention gegen die Schweiz. Ich bin überzeugt, beides geschah ohne Zuthun oder Veranlassung Seitens der *preussischen* Regierung. Hr. v. Thile spricht sich auch in Übereinstimmung hiermit aus. Hr. v. Oubril [*sic*], der russische Botschafter, mit dem ich mich über die Angelegenheit unterhielt, versicherte mich, dass er von seiner Regierung hinsichtlich einer gemeinsamen diplomatischen Aktion gegenüber der Schweiz absolut keine Aufträge erhalten habe. Er sey auch überzeugt, dass Fürst Gortschakow nur wohlwollende Gesinnungen gegen die Schweiz hege, u. falls er wirklich veranlasst sein könnte, der Schweiz hinsichtlich der Internationalen Vorstellungen zu machen, solches nur im Interesse der Schweiz selbst thun würde!

Die Äusserungen des Fürsten Gortschakoff betreffend, enthalte ich mich jeder persönlichen Erörterung u. beschränke mich darauf, eines Umstandes zu erwähnen, der vielleicht mit diesen Äusserungen in innerem Zusammenhange steht.

Der Sohn des russischen Reichskanzlers, der junge Fürst Michael Gortschakow, welcher als Legationsrath der russischen Botschaft hier beigegeben ist, machte vor einiger Zeit eine Reise in der Schweiz u. konnte sich unter fictivem Namen und unter dem Dekmantel der Gesinnungsverwandtschaft in die Kreise der zahlreich am Genfer See lebenden russischen Nihilisten und Communisten einführen etc. So wenigstens, wird erzählt, berühme sich hier der junge Gortschakow selbst. Es liegt nun in der Natur der Dinge u. der handelnden Personen, dass diese angeblichen Erlebnisse und Berichte des Sohnes auf den Vater Reichskanzler einen mehr als gewöhnlichen Eindruck hervorbringen mussten, u. fügt man noch bei, dass, nach dem Beispiel von Catacazy zu schliessen, der Fürst Gortscha-

kow die Schwäche zu haben scheint, sich in die Leute seiner Wahl zu verlieben, so kann es, wie Ihre Depesche andeutet, erklärlich werden, wie dieser Staatsmann, der es überhaupt lieben soll, einen hohen Ton anzustimmen, dazu gelangt, Herrn Mercier gegenüber sich in der angegebenen Weise auszudrücken.

398

E 1004 1/88

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 16 février 1872

706. Zollerhöhung in Frankreich. (Droit dit de statistique).

Handels- und Zolldepartement. Vortrag v. 16. diess.

Unterm 29. Januar l.J. hat die *französische Nationalversammlung* einen Gesetzsavorschlag zum Beschluss erhoben, wonach die *auf Zucker und Zukererzeugnissen erhobene Zollgebühr um 2/10 und diejenige auf Zündhölzchen um 4 cent. vom Paket zu 100 Stück erhöht* wurde.

Das Departement ist der Ansicht, dass mit Rücksicht auf die geringe Ausfuhr solcher Waaren von der Schweiz nach Frankreich von einer Beschwerdeführung bei der französischen Regierung hinsichtlich dieser Bestimmungen des neuen Gesetzes Umgang zu nehmen sei.

Ein anderer Artikel desselben Gesetzes schreibt vor, dass eine Kontrolgebühr (Droit de statistique) von 10 Cent. von jedem Colli und jeder Tonne unverpakter Waaren, welche ein- oder ausgeführt werden, zu erheben sei.

Das Departement erklärt diese Bestimmung, trotz der Benennung droit de statistique, welche der neuen Gebühr gegeben wird, als im Widerspruch stehend mit Artikel 1 des Handelsvertrages von 1864¹.

Es stellt infolge dessen folgende Anträge:

1. Es sei Hr. Minister Kern zu beauftragen, sich bei den diplomatischen Vertretern derjenigen Staaten (Grossbritannien, Italien, Belgien), welche mit Frankreich Handelsverträge abgeschlossen haben, zu erkundigen, wie sie den Bezug dieser neuen Kontrolgebühr auffassen, und sei dem Hrn. Minister anheimzustellen, ob er nicht jezt schon die genannten Agentschaften zur Einreichung eines gemeinschaftlichen Protestes gegen das neue Gesetz bei der französischen Regierung veranlassen wolle. Jedenfalls sei Hr. Kern einzuladen, bei der französischen Regierung gegen die lästige Art und Weise, wie das neue Gesetz in Bellegarde vollzogen wird, ernstlich zu remonstriren.

2. Es sei die Entscheidung der Frage, wie die Schweiz hinsichtlich des Bezugs des neuen droit de statistique der französischen Regierung gegenüber sich zu verhalten habe, bis zum Eingang des bezügl. Berichts des Hrn. Kern zu verschieben.

Die beiden Anträge des Departements erhalten die Zustimmung des Bundesrathes.

1. Cf. RO VIII, p. 202.

E 2200 Berlin 1/2

*Le Président de la Confédération, E. Welte,
au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer*

L

Berne, 26 février 1872

Sous date du 26 juin dernier¹, vous nous avez transmis la réponse du Gouvernement allemand² à propos de la réclamation de la maison Sprüngli et Kaiser à Arequipa, dont les marchandises ont été capturées par un vaisseau français lors de la prise du vaisseau «Augusta». Le Gouvernement allemand portait du point de vue que cette réclamation devait être portée devant le Gouvernement français.

Nous nous sommes dès lors adressés audit Gouvernement par l'intermédiaire de Monsieur Kern et lui avons transmis les actes relatifs à cette affaire, ainsi que ceux relatifs à une demande du même genre des frères Geilinger³ à Winterthour, dont les marchandises ont été également saisies sur le vaisseau le «Turandot».

Le 3 du courant, M. le Ministre Kern nous répond⁴ qu'un arrangement a été conclu entre les deux Gouvernements français et allemand, d'après lequel, en exécution de l'article 13 du traité de Francfort, la France remet à l'Allemagne toutes les valeurs provenant des prises faites pendant la guerre, à la charge pour l'Allemagne d'en faire le partage parmi les ayants droit et cela, suivant le droit maritime allemand. Nous avons demandé en prévision de ce cas que le Gouvernement voulût bien nous donner la garantie que les réclamations de la Suisse seraient prises en considération à Berlin et qu'on ne nous répondrait pas que le traité de Francfort est pour nous une «res inter alios acta», dont les stipulations ne peuvent constituer aucune base de réclamations pour la Suisse. Le Ministère des Affaires étrangères, sans se refuser à cela catégoriquement, évite cependant de se prononcer en sorte que force nous est faite de prendre autre part nos renseignements. En effet, avant de présenter de nouveau au Gouvernement impérial les mêmes réclamations, nous désirerions savoir comment elles seront accueillies.

En nous fondant sur l'article 3 de la déclaration de 1856 qui dit: «la marchandise neutre ne peut être prise, même sous pavillon ennemi», il est évident que c'est au Gouvernement français à réparer le dommage que ses vaisseaux ont causé, en violation des principes du droit maritime moderne. Comme cependant le montant du produit de la vente des marchandises neutres a été remis à l'Allemagne, en même temps que celui provenant de la vente des marchandises allemandes, il nous semble que l'équité exige que ce soit elle qui restitue ce produit sur lequel elle n'a aucun droit.

Vous voudrez bien, Monsieur le Ministre, vous informer officieusement et lorsque l'occasion s'en présentera, du point de vue des autorités allemandes à cet égard, nous faire rapport sur la question de savoir si une réclamation de notre part dans le sens sus-indiqué serait prise en considération.

1. *Non reproduit.* Cf. E 2/503.

2. *Du 23 juin 1871, non reproduite.*

3. *Non reproduite.* Cf. E 2/503.

4. *Non reproduite.* Cf. E 2/503.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 18 mars 1872¹

1211. Allgemeine Ausstellung in Wien im Jahr 1873.

Departement des Innern. Vortrag vom 18. diess.

Unter Bezugnahme auf ihre frühern Eröffnungen² betreffend die Abhaltung einer allgemeinen Ausstellung zu Wien im Jahr 1873 übermachtet die österreichische Gesandtschaft mit Note vom 6. Januar³ eine Anzahl Spezialprogramme für verschiedene Gewerbe und sodann in Erwiderung des Herwärtigen vom 10. Januar 1872⁴ unterm 10. März⁵ siebenzig Exemplare (deutsch, französisch und italienisch) des «allgemeinen Reglements für die Betheiligung des Auslandes an der Wiener Weltausstellung», indem sie die Zusendung noch weiterer auf die Ausstellung bezüglicher Veröffentlichungen in Aussicht stellt und der Erwartung Ausdruck gibt, dass die Mittheilung des allgemeinen Reglements schon vorläufig hinreichen dürfte, um die nöthigen Vorkehrungen für die Betheiligung der Schweiz zu treffen.

Des Fernern hat sich ein Herr Pollak, Vertreter der schweizerischen Kreditanstalt in Zürich zu Wien, mit Empfehlungen der Kreditanstalt und des Herrn Nationalrath Feer-Herzog dem Bundespräsidenten und dem Vorstände des Departements vorgestellt⁶, um seine Dienste in dieser Angelegenheit der Bundesbehörde anzubieten:

Das Departement nimmt von diesen Vorgängen Veranlassung, über die bisherigen vorbereitenden Verhandlungen in der Sache Bericht zu erstatten, an welchen es den Vorschlag knüpft, es seien folgende Beschlüsse zu fassen:

1. Der schweizerische Gesante in Wien wird ersucht:

a. den in Artikel 6 des allgemeinen Reglements erwähnten Plan der für die Ausstellung bestimmten Gebäude in wo möglich 30 Exemplaren einzusenden.

b. sich nach Herrn Julius Pollak, Repräsentanten der schweizerischen Kreditanstalt in Wien (Wigglingerstrasse 20), der dem Bundesrathe seine Dienste für die Ausstellung angetragen, und welche der Bundesrath unter Umständen nicht abgeneigt sei, anzunehmen, — zu erkundigen und namentlich sich zu vergewissern, ob er sich zu dem Artikel 28 des allgemeinen Reglements bezeichneten Mandat eines Bevollmächtigten der Ausstellungskommission eignen würde, und darüber zu berichten.

c. der kaiserlichen Ausstellungskommission die Mittheilung zu machen, dass

1. *Absent: J. J. Challet-Venel.*

2. *Cf. n° 241.*

3. *Non reproduite. Cf. E 14/16.*

4. *Non reproduit. PVCF du 10 janvier 1872, E 1004 1/88, 106.*

5. *Non reproduit. Cf. E 14/16.*

6. *Non reproduit. Cf. E 14/16.*

die Bildung einer schweizerischen Ausstellungskommission demnächst erfolgen werde. Inzwischen werde sich das eidgenössische Departement des Innern direkt mit dem Generaldirektor in Verkehr setzen.

2. Zur Ausführung der Art. 9, Lemma 2 des allgemeinen Reglements ausgesprochenen Einladung wendet sich der Bundesrath an die Verwaltungen der schweizerischen Eisenbahnen, beziehungsweise deren Vorort (Centralbahn), mit dem Ersuchen, unter Verständigung mit den deutsch-österreichischen Bahnen eine Erleichterung der Transportkosten für die schweizerischen Ausstellungsgegenstände eintreten zu lassen und bis spätestens Ende April den Bundesrath von ihren Beschlüssen in Kenntnis zu setzen.

3. Den Kantonsregierungen werden sämmtliche gedruckten Aktenstücke nebst dem allgemeinen Reglement (welche nunmehr in genügender Anzahl in drei Sprachen vorhanden sind) mitgetheilt und dieselben aufgefordert, *sofort* zur Bildung von *kantonalen Spezialkommissionen*, wo dies nicht schon geschehen (Genf), zu schreiten. Diese sollten sich zunächst mit dem eidgenössischen Departement des Innern in Verbindung setzen und darüber sich aussprechen, in welcher Richtung sie sich zu betheiligen wünschen, sowie welche Gewerbezweige ihres Kantons besonders auszustellen geneigt sind.

4. Das allgemeine Reglement wird im Bundesblatt veröffentlicht und 2000 Separatabzüge des deutschen und 1000 des französischen Textes desselben genommen.

5. Der Vorstand des schweizerischen Handels- und Industrievereins wird ersucht, Vorschläge bezüglich der Bildung einer schweizerischen Ausstellungskommission zu machen und dieselben mit möglichster Beschleunigung, spätestens bis Mitte April, einzusenden.

6. Der österreichisch-ungarischen Gesandtschaft in Bern die durch Note vom 10. März d.J. gemachte Übermittlung der ausreichenden Anzahl von allgemeinen Reglementen in drei Sprachen angemessen zu verdanken und damit die Anzeige zu verknüpfen, dass der Bundesrath unverzüglich zur Bildung der schweizerischen Ausstellungskommission schreiten werde und das Departement des Innern beauftragt habe, sich inzwischen mit dem Generaldirektor der Ausstellung direkt ins Benehmen zu setzen.

Nach angehörter Verlesung des Berichts hat der Bundesrath die gemachten Vorschläge genehmigt.

401

E 13 (B) 271

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Confidentiel

Wien, 19. März 1872

Der englische Botschafter Buchanan erzählte mir gestern, er habe den türkischen Botschafter Khalil Pascha gefragt, auf welcher Basis die Türkei mit der Schweiz einen Handelsvertrag abschliessen würde. Khalil Pascha habe ihm erwidert, die Pforte würde der Schweiz alle Vorrechte der am meisten begünstigten Nationen einräumen und zudem auch noch den Vortheil einer modificirten diplomatischen Vertretung. Er hoffe indessen noch immer, dass sich die Schweiz entschliessen würde, von der Capitulation Umgang zu nehmen und ihre Angehörigen der türkischen Gerichtsbarkeit zu überlassen; die Regierung würde dafür Sorge tragen, dass die Schweizer besser als alle übrigen Fremden behandelt würden und den anderen Nationen den Beweis liefern, dass die Fremden, die sich türkischen Gerichten anvertrauen, «ne seront pas mangés.»

Ich erwiderte dem brittischen Botschafter, dass sich Khalil Pascha ganz falschen Hoffnungen hingebe, indem der Bundesrath auf diese Proposition nicht eintreten werde.

Ich hoffe nur, dass Khalil Pascha sich bei den weiteren Verhandlungen durch Zerstörung seines Lieblingsplanes, die ich ihm übrigens so mundgerecht als möglich zu machen suche, nicht etwas schwieriger zeigen wird als bisher.

402

E 21/125

Le Conseil d'Etat du Canton de Genève au Conseil fédéral

L

Genève, 20 mars 1872

Nous avons reçu il y a déjà quelques jours, à propos des bruits de complot qui ont couru dans un certain rayon autour de Genève, une lettre de quelques proscrits français agissant au nom d'une réunion de la plupart d'entre eux. Cette lettre, dont nous avons l'honneur de vous adresser la copie¹, a été renvoyée à notre Département de Justice et Police qui suivait depuis quelque temps déjà les allures d'Agents provocateurs, intéressés à compromettre à la fois les réfugiés français et le Gouvernement de Genève.

Aujourd'hui, Fidèles et Chers Confédérés, nous pouvons vous donner l'assu-

1. Du 14 mars 1872, non reproduite.

rance la plus positive que, jusqu'à ce jour du moins, il ne s'est absolument rien passé, dans notre Canton, qui d'une manière ou d'une autre ait pu le moins du monde donner lieu, de la part des proscrits, aux bruits absurdes auxquels nous faisons allusion.

L'origine de ces bruits n'est toutefois pas douteuse pour nous; ils sont partis du Consulat français dont les alarmes, naturelles ou feintes, incessamment entretenues et grossies par des Agents sans pudeur et sans probité aucune, sont l'unique cause de toute cette affaire des prétendus complots communards.

403

E 2200 Berlin 1/2

*Le Président de la Confédération, E. Welti,
au Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer*

L

Bern, 3. April 1872

Es ist jüngsthin die vertrauliche Anfrage von Seite des deutschen Gesandten an uns gestellt worden, ob wir bereit wären, einen Auslieferungsvertrag mit dem deutschen Reiche abzuschliessen. Der Bundesrath hat die Frage bejaht und wir sehen nun einer daherigen Eröffnung von Seite der deutschen Regierung entgegen. In bezug auf den Niederlassungsvertrag sind wir ebenfalls jeden Augenblick bereit, die Verhandlungen zu beginnen, immerhin unter der Voraussetzung, dass Baiern im Falle sein werde, uns materielle Reciprocität zuzusichern, insofern der Vertrag auf diesen Staat ausgedehnt werden soll. Da seinerzeit ein Abschluss mit Baiern nicht zu Stande kommen konnte, weil seine Gewerbsgesetzgebung entgegenstand, so wäre es an Deutschland, zu erklären, dass das Hinderniss nun gehoben sei, wie wir denn überhaupt aus verschiedenen andern Gründen wünschen müssen, dass die Initiative von Deutschland ausgehe, das ohnehin ein viel grösseres Interesse hat als wir. Ich ersuche Sie, von diesem Standpuncte aus Ihr Vorgehen in der Sache einzurichten. Dabei muss ich noch bemerken, dass es angemessen erscheint, dass einer der beiden Verträge hier in Bern abgeschlossen werde, wobei wir dann die Wahl völlig der deutschen Regierung anheimstellen wollen.

Von Ihrem sehr interessanten politischen Berichte haben wir Kenntniss genommen u. ersuchen Sie, den darin besprochenen Fragen auch fernerhin in gleicher Weise Ihre Aufmerksamkeit schenken zu wollen.

Vorgestern hat die Wahl des Obergeringens der Gotthardbahn durch den Verwaltungsrath stattgefunden und es ist Herr Oberbaurath Gerwig in Carlsruhe zu der Stelle berufen worden, was Sie gelegentlich an geeigneter Stelle mittheilen wollen. Es ist kein Zweifel, dass nunmehr die Arbeiten demnächst mit aller Energie beginnen werden.

Über den Stand der Revisionsangelegenheit¹ bin ich nicht im Falle, Sie besser zu

1. La votation populaire concernant la révision de la Constitution fédérale eut lieu le 12 mai 1872.

unterrichten, als diess durch die Presse geschieht; es ist wohl unzweifelhaft, dass eine erhebliche Volksmehrheit sich für die Verfassung aussprechen wird, dagegen ist eine Majorität von Standesstimmen noch keineswegs als sicher anzunehmen.

404

E 1004 1/89

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 8 avril 1872¹

1545. Vertragsunterhandlungen mit der Türkei.

Politisches Departement. Vorträge vom 2. u. 6. diess.

Der schweiz. *Gesandte* in *Wien* berichtet mit Schreiben vom 22. Febr., 10.² und 19. März³ über die Vollziehung der laut Beschluss vom 9. Febr.⁴ lezthin vom politischen Departement erhaltenen Weisungen für Eröffnung von *Vertragsunterhandlungen* mit dem türkischen Botschafter und übermacht unterm 3. diess⁵ eine Mittheilung des russischen Ministeriums über die Gründe, warum Russland dem Protokoll zum Gesez v. 18. Juni 1867 betr. Erwerbung von Grundeigenthum durch Ausländer nicht beigetreten ist.

Ferner liegen vor:

1. ein Schreiben des *Gesandten* in *Rom* vom 18. v. Mts.⁶, welches Auskunft gibt, wesshalb Italien bis anhin dem erwähnten Protokoll fremd geblieben.

2. ein vom 19. v. Mts.⁷ datirtes Gesuch von *Schweizern*, die in *Konstantinopel* unter französischem Schuze sich aufhalten, um Annahme des fraglichen Protokolls auch Seitens der Schweiz und

3. eine vom französischen *Gesandten* dem Präsidium persönlich zugestellte Abschrift einer Eingabe⁸ der nämlichen Schweizer an den französischen Botschafter in *Konstantinopel* und eines Berichts des leztern an das Ministerium des Äussern in *Paris* vom 19. November 1871, das gleiche Verhältniss betreffend. Bei Übergabe dieser Aktenstücke hat Herr Lanfrey dem Herrn Bundespräsidenten eröffnet, es sei die französische Regierung bereit, durch ihren Botschafter im Namen der Schweiz das Protokoll unterzeichnen zu lassen.

Nach Prüfung dieser Vorlagen und des zudienenden Berichts des Departements hat der Bundesrath in Genehmigung der gestellten Anträge beschlossen:

1. *Absent: J. Dubs.*

2. *Non reproduits. Cf. E 13 (B) 271.*

3. *Cf. n° 401.*

4. *Non reproduit. Cf. PVCF E 1004 1/89, 556.*

5. *Non reproduit. Cf. E 13 (B) 271.*

6. *Non reproduit. Cf. E 13 (B) 271.*

7. *Reproduit en annexe.*

8. *Non reproduite. Cf. E 13 (B) 271.*

1. Herrn von Tschudi zu beauftragen, seine Verhandlungen mit dem türkischen Gesandten auf den Beitritt der in der Türkei niedergelassenen Schweizer zu dem Geseze vom Jahr 1867 zu beschränken und zur Zeit von dem Abschlusse weiterer Verträge abzusehen.

2. Der französischen Gesandtschaft zu antworten, der Bundesrath verdanke der französischen Regierung, bez.weise dem Botschafter in Konstantinopel, die bis anhin in Sachen gethanen Schritte; nachdem aber von der türkischen Regierung direkte Unterhandlungen angeboten worden seien, so sei für den Bundesrath die Möglichkeit abgeschnitten, das Anerbieten der französischen Vermittlung für den Beitritt zum Protokoll anzunehmen.

ANNEXE

E 13 (B) 271

Des Suisses établis à Constantinople⁹ au Président de la Confédération, E. Welti

L

Constantinople, 19 mars 1872

Nous, Suisses, sous la protection française à Constantinople, avons l'honneur, Monsieur le Président, de vous exposer:

1. Que le Gouvernement Impérial Ottoman, mû *[par des]* sentiments généreux, a accordé aux étrangers, par une loi promulguée en 1867, en exécution du Hatt-I-Humayoun, la faculté d'acquérir des biens immeubles dans ses Etats, à la condition que les puissances amies dont ils relèvent, y adhèrent (Art. V).

2. Que le protocole, corollaire de cette loi, déjà revêtu de l'adhésion des puissances: France, Angleterre, Autriche, Prusse, Hollande, Belgique, sera unanimement sanctionné, à part la Russie. Inclus ces deux documents.

3. Que le retard d'accession au protocole, par le Gouvernement Fédéral, prolongeant, sans raison appréciable, la durée d'une situation entourée de périls, qui n'a plus lieu d'être, nous avons en Novembre dernier, par requête, dont ci-joint copie¹⁰, prié Monsieur le Comte de Vogué, Ambassadeur de France, de bien vouloir nous assimiler à ses nationaux, afin que nous puissions avoir comme eux nos propriétés en notre nom; le transfert des titres par l'autorité locale n'a lieu que sur un visa de la Légation dont relève le tenancier, en constatation de l'identité de sa nationalité.

Monsieur l'Ambassadeur, en nous comblant de toute sa bienveillance, a jugé avec le tact qui le distingue, que nous devions préférer que le Gouvernement Fédéral soit d'abord consulté en la matière, et attendre de ses méditations, sa sanction à la loi.

Approuvant qu'il soit ainsi fait, par déférence aux droits helvétiques, nous avons confiance, Monsieur le Président, que le Gouvernement Fédéral, tenant compte des communications du Cabinet de Paris, provoquées par nos légitimes aspirations, délibérera comme il convient, en faveur de la loi et, sans frais, se fera représenter au protocole par la France qui nous comprend dans ses traités de douane.

Notre adhésion suisse, ainsi offerte, sera accueillie favorablement par la Sublime Porte. Elle contribuera à soulager celles des Puissances amies, qui, en l'escomptant, ont placé de leurs protégés sur le pied de leurs nationaux, et nous avec reconnaissance, nous saurons nous en prévaloir.

Fidèles aux traditions d'amour pour notre chère Suisse, sous la devise: liberté, patrie, fraternité, égalité, intégrité, force du droit, rangés en Turquie sous plusieurs drapeaux protecteurs, envers les-

9. *II signatures ont été apposées au bas de ce document. 9 seulement sont lisibles, à savoir: E. Hänni, F. Heer, J. Jenny, D. Lebet, E. Monnier, F. Schindler, J. Schuler, A. Trümpy, G. Vogel.*

10. *Non reproduite.*

quels nous sommes pleins de gratitude, veuillez, Monsieur le Président, nous prêter encore une minute d'attention.

Campés sur ce sol Ottoman, où nos familles et nos intérêts s'accroissent graduellement, le besoin de nous trouver réunis sous la sauvegarde du sceptre helvétique, comme sous la houlette du berger, est de plus en plus senti. Aussi comptons-nous que notre mère-patrie, dans sa sollicitude pour nous ses enfants, avisera enfin à accréditer un représentant auprès de la Sublime Porte, que nous accueillerons comme notre rédempteur.

Il est bon de tenir compte que ce pays n'est plus, comme autrefois, isolé du reste du monde, qu'il est un grand consommateur de nos produits manufacturés, nous fournit en revanche des matières premières appréciées, devient de plus en plus le point d'attraction de forts capitaux, et nous offre une culture d'affaires qui sera d'autant plus productive, qu'elle sera bien tutelée *[sic]*.

Il ne nous semble pas que les ressources budgétaires fédérales aient à être grossies d'un fort appoint pour subvenir aux frais de représentation, que la question d'argent doive en tel cas continuer de primer celles de nos avantages et d'indépendance, mais si avant d'opter, des renseignements étaient utiles, nous nous empresserions de les fournir.

405

E 2/574

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Confidentiel

Wien, 13. April 1872

In meiner Depesche vom 10ten diess¹ habe ich Ihnen Mittheilung über den Wunsch des Grafen Andrassy gemacht, das diplomatische Corps in Pest zu begrüßen und dabei bemerkt, dass ein Theil desselben dieser quasi Einladung nicht folgen werde, und ich glaube das Richtige zu treffen, wenn ich mich denselben anschliesse und hier in Wien bleibe. Am 11ten diess begab ich mich zu Sectionschef Baron Orczy und sagte ihm, ich habe den Bundesrath um Instructionen ersucht und werde höchst wahrscheinlich nicht nach Pest gehen. Baron Orczy war sichtlich sehr unangenehm berührt und theilte mir mit, dass er bereits von allen Gesandten, mit Ausnahme des württembergischen, dessen beide Söhne schwer krank darnieder liegen, die Zusicherung erhalten habe, dass sie sich nach Pest begeben werden; selbst diejenigen, von denen es noch zweifelhaft war, seien von ihren Regierungen dazu beauftragt worden. Ich telegraphirte Ihnen daher diese Mittheilung², da sie nicht in Übereinstimmung mit meinem, den Tag vorher per Post abgegangenen Brief war; erkundigte mich aber auch noch persönlich bei meinen Collegen, die mir Baron Orczy's Angabe bestätigten. Es wurde nämlich, theils von Mitgliedern des Ministeriums des Äusseren gesprächsweise, theils von mehreren Gesandten und deren Regierungen geltend gemacht, dass das diploma-

1. *Non reproduite.* Cf. E 2300 Vienne 19.

2. *Non reproduite.*

tische Corps beim Kaiser von Österreich und beim König von Ungarn accreditirt sei, dass, wenn also der König sein Hoflager in Pest halte und seinen Minister des Äusseren bei sich habe, die Gesandten dem ausgesprochenen Wunsche des Ministers, sich an das Hoflager zu begeben, Folge leisten sollten.

Es sind vorzüglich zwei offen darliegende Gründe, welche es dem Grafen Andrassy besonders wünschenswerth machten, das diplomatische Corps für ein Paar Tage in Pest zu sehen. Erstens findet den 16ten diess die feierliche Schliessung des ungarischen Reichstages durch den Kaiser persönlich statt. Da nun in Wien, wenn der Reichsrath der diesseitigen Kronländer durch den Monarchen eröffnet oder geschlossen wird, das diplomatische Corps jedesmal zu der Feierlichkeit eingeladen wird und auch erscheint, so war es den massgebenden Kreisen daran gelegen, um auch in diesem Punkte die Parität beider Reichshälften zu manifestiren, dass *wenigstens einmal* die fremden Gesandten dieser Ceremonie in Pest beiwohnen. Der zweite Grund bildet die Verlobung der Kaiserlichen Tochter, die bei dieser Gelegenheit zum ersten Male öffentlich auftreten und dem diplomatischen Corps vorgestellt werden soll.

Die ganze Angelegenheit ist zwar nur eine Sache der Etiquette, aber man legt hier einen grossen Werth darauf. Da nun sämmtliche Gesandte im Auftrage ihrer Regierungen sich nach Pest begeben, so sah ich mich veranlasst, Ihnen auf Ihr heute erhaltenes Telegramm diess noch einmal zu telegraphiren³. Wenn ich mich nicht den übrigen Diplomaten anschliesse, komme ich in eine Ausnahmestellung, die mir sowohl hier, als besonders auch in Ungarn übel vermerkt werden wird. Die Ungarn haben bei jeder Gelegenheit eine grosse Sympathie für die Schweiz an den Tag gelegt (ich erinnere nur an die grossen Geldbeiträge, die s.Z. bei der Rheinüberschwemmung aus Ungarn nach der Schweiz gesendet wurden) und werden es bei ihrer bekannten Empfindlichkeit sehr unfreundlich aufnehmen, wenn gerade der Gesandte der Schweiz bei den Feierlichkeiten fehlt. Ich muss mich natürlich auch beim Grafen Andrassy, der die Empfindlichkeit mit seinen Landsleuten gemein hat, nach seiner Rückkehr entschuldigen und muss es gewissermassen motiviren, warum der hohe Bundesrath nicht wünschte, dass ich nach Pest ging.

Würden von den zwei und zwanzig hier beglaubigten fremden Gesandten nun 4 oder 5 nicht nach Pest gehen, so würde ich mich ihnen, wie Sie meiner Depesche vom 10ten diess entnehmen können, mit Freuden angeschlossen haben, denn die ganze Excursion ist ja nur mit persönlichen Unannehmlichkeiten verbunden.

Ich erwarte im Laufe des heutigen Tages Ihr Antworttelegramm, an dessen Bestimmungen ich mich strenge halten werde.

P.S. Das Telegramm⁴ ist eingetroffen und ich werde morgen Nachts (14ten) nach Pest fahren.

3. *Non reproduit.*

4. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Vienne 1/53. *Déchiffré*, cf. E 1004 1/89, 1667.

E 21/15712

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R
Confidentielle

Paris, 16 avril 1872

[..]¹

A l'occasion d'un grand dîner offert hier à Paris, au palais de l'Élysée, par M. Thiers aux membres du Corps diplomatique, j'ai eu diverses conversations avec de hauts fonctionnaires français ou avec des personnes que j'ai lieu de croire bien informées. Je considère comme un devoir de Vous renseigner sur ce que j'ai appris dans cette réunion.

Il paraîtrait que la non-suppression du régime des passeports à l'égard de la Suisse, résulte décidément des appréhensions suscitées, dans les régions gouvernementales, par l'attitude de la police genevoise à l'égard des réfugiés de la Commune de Paris.

D'après ce que me disait un de ces fonctionnaires français, les réfugiés recevraient à Genève non seulement un asile, mais auraient un lieu de réunion dans lequel, chaque soir, seraient tenus contre le Gouvernement de M. Thiers, des propos violents, provocateurs même. La police française ayant des agents à Genève, il est évident que ces propos sont rapportés à Versailles, et sans doute souvent exagérés. Sur ce point, il me paraîtrait nécessaire d'obtenir des renseignements précis, pour le cas où, dans un nouvel entretien, M. de Rémusat, sortant des généralités, me citerait des faits.

Une autre personne s'étonnait hier de ce que les réfugiés de la Commune n'eussent pas été internés, comme cela avait eu lieu en 1853, à la demande de l'ex-gouvernement impérial, à l'égard d'un certain nombre d'individus.

Une troisième personne, enfin, qui par sa position me paraît devoir être très bien renseignée, me disait qu'une certaine tension avait existé entre le Cabinet de Versailles et la Légation de France à Berne d'une part, et le Conseil Fédéral et le Conseil d'Etat de Genève d'autre part². Ce personnage n'est entré dans aucun détail; il s'est borné à me laisser entendre que l'attitude du Gouvernement de Genève, au sujet des réfugiés politiques français, n'aurait pas paru suffisamment franche et énergique à Versailles, et qu'il en était résulté une certaine froideur dans les relations.

Comme je ne possède à ce sujet aucun détail officiel, je me vois obligé de recourir à Votre extrême obligeance, Monsieur le Président, pour être renseigné d'une manière précise au sujet des faits qui ont pu amener cette tension. *Spécialement*, je désirerais savoir si le Cabinet de Versailles a jamais réclamé de la Suisse l'interne-

1. La première partie du rapport donne des informations sur le projet d'abolition du régime des passeports entre la France et l'Angleterre.

2. Cf. n° 402.

ment d'un ou de plusieurs complices de la Commune de Paris, et si cette mesure lui a été refusée.

La prochaine audience de M. de Rémusat étant fixée à Vendredi prochain, 19 Avril, je Vous serais reconnaissant de me faire parvenir, d'ici à cette date, quelques indications confidentielles sur les diverses questions que j'ai eu l'honneur de Vous poser.[...]³

3. *Suivent des informations ayant trait à la politique intérieure française.*

407

E 2200 Vienne 1/53

Le Chef du Département politique, E. Welte, aux Agents diplomatiques de la Confédération

Circulaire N° 1
Confidentielle

Berne, 17 avril 1872

Le Département soussigné commence aujourd'hui la série des communications confidentielles qu'à l'avenir il aura l'honneur de vous adresser pour vous tenir au courant de la situation politique intérieure et extérieure du pays, ainsi que des principales affaires en tractation dont la connaissance peut être pour vous de quelque intérêt.

Le Tribunal international de l'Alabama s'est réuni ces jours derniers à Genève. Lord Tenterden, le représentant anglais, a remis au secrétaire du Tribunal le mémoire de son Gouvernement contre la plainte du Gouvernement de Washington. A ce document fut jointe une protestation formelle et écrite, déclarant que le Tribunal arbitral n'est pas compétent pour connaître des demandes de «dommages indirects». Une contre-déclaration déposée par le représentant des Etats-Unis établit au contraire la compétence du Tribunal. Aucune autre affaire ne fut traitée.

Les deux représentants américains déclarèrent au soussigné que malgré les difficultés de la position actuelle, ils espéraient encore une solution à l'amiable du conflit et que l'Amérique fera dans ce but tout ce qui sera conciliable avec son honneur national. Ils ajoutèrent qu'ils n'avaient du reste aucun motif pour soupçonner du Gouvernement anglais des dispositions moins favorables. La difficulté proviendrait surtout de la circonstance qu'en Angleterre on a fait de toute cette question de l'Alabama une question de politique intérieure et que le Ministère ne paraît plus avoir une position assez forte dans le Parlement.

Aucune communication n'a été faite au soussigné par l'autre partie. Les documents resteront lettre close jusqu'au 15 Juin; si à cette époque le conflit de compétence n'est pas vidé, le compromis sera considéré comme nul et non avenu.

Le Gouvernement impérial allemand a exprimé à plusieurs reprises au Conseil fédéral son désir *de conclure des traités d'établissement et d'extradition avec la*

Confédération. Le 7 Mars dernier, le soussigné a déclaré à Monsieur le Général de Röder que le Conseil fédéral est prêt à répondre au désir exprimé par son Gouvernement en ouvrant des négociations pour la conclusion d'un traité d'extradition. Le 15 Avril, le Conseil fédéral a pris connaissance d'une lettre¹ de notre Légation à Berlin dans laquelle M. le Colonel Hammer rend compte d'une conversation qu'il a eue avec M. le Ministre Delbrück au sujet de la conclusion d'un traité d'établissement. M. Delbrück pria notre représentant d'exprimer au Conseil fédéral le désir de son Gouvernement de conclure un traité de ce genre sur le modèle du traité franco-suisse. Il déclara en réponse à une demande qui lui a été faite sur ce point que la position particulière de la Bavière et la législation spéciale sur l'exercice des industries ne seraient pas un obstacle aux négociations. Il fut décidé de charger M. le Ministre Hammer de déclarer au Gouvernement impérial que le Conseil fédéral est prêt à entrer en négociations avec lui pour la conclusion d'un traité d'établissement. Ces négociations auraient lieu à Berne, tandis que les négociations pour le traité d'extradition auraient leur cours à Berlin. Le Département fédéral de Justice et Police a été chargé desdites négociations et en général de la suite de cette affaire.

Les journaux ont fait il y a quelque temps passablement de bruit *[au sujet] d'une donation de 80.000 acres de terres qui aurait été faite à la Confédération par une Compagnie de chemins de fer de la Floride.* Voici ce qui en est de cette affaire dont vous aurez certainement déjà connaissance jusqu'à un certain point. Le 29 Février dernier, M. George O. Glavis a offert² à la Confédération au nom de l'Atlantic Gulf and West-India Transit Company (119, Wall Street, New York), concessionnaire de la voie ferrée de Fernandina à Cedarkeys, 80.000 acres de terrains situés le long de la voie, dans le but d'y fonder et organiser des colonies. La Confédération a une année pour se décider entre l'acceptation et le refus de cette offre. La compagnie donatrice se charge des frais d'une expertise, si celle-ci était jugée nécessaire.

Le 11 Mars, le Conseil fédéral décida de ne pas entrer en négociations directes avec ladite Compagnie pour le moment³. Les actes ont été transmis à M. le Consul Général Hitz à Washington qui a été invité⁴ à présenter au Conseil un rapport détaillé sur la question de savoir si l'offre faite par la Compagnie de New York mérite d'être prise en considération et si oui, quelles mesures devraient être prises pour pouvoir réunir les renseignements et les motifs de décision nécessaires. Il importe avant tout de savoir si les terrains offerts sont propres à la colonisation et si ce pays peut être recommandé aux émigrants suisses, de préférence à d'autres. Toute cette affaire est encore dans le vague puisque jusqu'à présent nous n'avons pu recueillir de renseignements ni sur la Compagnie qui nous a offert les terres, ni sur les terres elles-mêmes.

Dans une dépêche datée de St-Petersbourg du 24 Mars/5 Avril⁵, M. Ch. Mercier, Chargé d'affaires ad interim de la Confédération pendant la vacance du

1. *Non retrouvée.*

2. *Non reproduit, cf. E 2/2120.*

3. *Non reproduit. Cf. PVCFE 1004 1/88, 1091.*

4. *Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/94.*

5. *Non retrouvée.*

Consulat Général de cette ville, nous écrivait, en nous parlant du Prince Michel Gortschakoff qui vient en Suisse remplacer en qualité de Ministre plénipotentiaire M. de Giers, qui se rend à Stockholm, les lignes qui suivent:

«Le Prince Michel Gortschakoff (fils du Prince-Chancelier) fera encore à St-Pétersbourg ses dévotions de Pâques et partira pour la Suisse vers fin Avril. J'ai eu l'occasion de voir plusieurs fois le nouveau Ministre et nous avons beaucoup parlé de sa nouvelle position. Il m'a dit qu'il aurait à interpeller le Conseil fédéral sur la position que ce dernier prendrait vis-à-vis de *l'Internationale* pour le cas d'un accord entre les puissances contre cette association.»

Le 28 Février⁶ déjà, nous avons reçu du Gouvernement espagnol une note circulaire adressée aux puissances européennes concernant des mesures à prendre en commun contre cette société. Nous nous sommes bornés à accuser réception de cet envoi, n'ayant pas encore jugé nécessaire de nous occuper officiellement de cette question et voulant garder toute notre liberté d'action pour l'avenir. Cette question semble être une des préoccupations actuelles des Gouvernements, je vous prie par conséquent de bien vouloir y vouer votre attention et nous communiquer dans vos futures correspondances les renseignements que vous pourriez accidentellement recueillir à ce sujet et qui pourraient présenter quelque intérêt pour le Conseil fédéral.

M. Ch. Mercier a terminé sa mission à St-Pétersbourg; il a présenté ses lettres de rappel au Gouvernement impérial, le 4 du courant. M. Philippin Duval de Genève a été nommé Consul Général de la Confédération⁷, en remplacement du Consul décédé.

La politique intérieure est tout entière dominée par la grave question de la *révision constitutionnelle*⁸. Partout règne une sorte d'impatience de voir enfin la souveraineté populaire résoudre ce problème, à la solution duquel on travaille depuis tant d'années. On est d'autant plus impatient que jusqu'à présent il serait présomptueux de vouloir prophétiser avec quelque certitude un résultat dans un sens ou dans l'autre. Ce que l'on peut annoncer comme fort probable, c'est l'acceptation de la nouvelle Constitution par le peuple. Telle est, on peut le dire, l'impression générale des hommes qui connaissent le pays et qui sont en rapports fréquents avec les diverses parties de la Confédération. On peut même prévoir une majorité assez forte pour que la nouvelle Constitution soit acceptée de tous comme ayant décidément répondu à des besoins réels et sentis par la grande partie de la nation. Il est à peine nécessaire de dire qu'une telle majorité est désirable, afin que la nouvelle œuvre soit dès l'abord solidement assise et ait bien son fondement dans la volonté indiscutable du peuple.

Quant au vote des Cantons, l'issue en est bien plus problématique. Un certain nombre d'Etats sont décidément acquis à la Constitution nouvelle, d'autres au contraire la rejeteront sans hésitation. Mais il est quelques Etats dont le vote est encore aujourd'hui impossible à prévoir; ils sont peu nombreux, cinq ou six au plus, mais ils le sont cependant suffisamment pour décider de l'acceptation ou du rejet, suivant la voix qu'ils émettront.

6. Non retrouvée.

7. Non reproduit. Cf. PVCF E 1004 1/89, 1455.

8. A ce sujet, cf. n° 403, note 1.

Le débat est resté jusqu'à présent très calme; quelques journaux ont en vain tenté d'en changer le caractère en faisant appel aux préjugés populaires et aux questions qui passionnent. Tout fait espérer que la transition se fera sans secousse violente et par le jeu régulier des institutions constitutionnelles.

Les 650.000 exemplaires de la Constitution sont, à l'heure qu'il est, expédiés et presque tous distribués aux citoyens. La proclamation de l'Assemblée fédérale sera distribuée de même dans quelques jours. Le Département aura l'honneur de vous la transmettre dès qu'elle aura reçu sa forme définitive et qu'elle aura été imprimée.

La question de la révision étant du reste discutée au long dans tous les journaux du pays, il est inutile d'en parler plus au long ici.

408

E 21/15712

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Confidentielle

Paris, 25 avril 1872

Je me suis rendu avant-hier à Versailles, pour chercher à voir M. Thiers. Bien qu'indisposé et souffrant d'une légère bronchite, le Président de la République m'a reçu, et je dois le dire, son accueil a été très amical.

Je lui ai parlé de la *question des passeports*, en lui signalant le mécontentement général provoqué en Suisse par l'inégalité du traitement suivi à notre égard, depuis les nouvelles facilités accordées aux Belges et aux Anglais. Je me suis exprimé envers lui dans les mêmes termes que vis-à-vis de M. de Rémusat. Je puis donc m'en référer, sous le double point de vue de la sûreté publique et de la taxe, à mes rapports des 13¹, 16² et 20 Avril³, nos 906, 944 et 987.

En ce qui concerne la police de Genève, et sur mon observation que le Gouvernement Français n'avait à aucune époque fait de cette question l'objet de démarches verbales ou écrites, M. Thiers m'a répondu: «Il est de fait qu'il y a une conspiration permanente des communards à Genève. Si nous n'avons pas demandé leur internement, c'est que nous avons quelques doutes au sujet des intentions du Conseil Fédéral, qui aurait pu ne pas nous accorder cette demande.»

Quant aux droits quasi-conventionnels assurés à la Suisse par la déclaration du 30 Juin 1864⁴, M. Thiers m'a répondu que «l'affaire s'arrangera très probablement et très prochainement, de manière à faire droit aux réclamations soulevées

1. Non reproduit.

2. Cf. n° 406.

3. Non reproduit.

4. Déclaration relative aux passeports. Cf. RO VIII, p. 333.

par la Suisse.» Je puis ajouter que M. Thiers s'est exprimé à cette occasion dans des termes plus affirmatifs que M. de Rémusat lui-même.

Il m'a paru du reste ressortir de mon entretien avec le Président de la République, que, lui aussi, n'était pas au courant de l'historique de la question des permis de séjour et des passeports. Ce motif, joint à la mise à l'ordre du jour de Samedi à l'Assemblée nationale d'une interpellation de M. le Comte Jaubert, m'a engagé à adresser à M. de Rémusat une note complète et détaillée des diverses phases par lesquelles cette affaire a passé, et des correspondances échangées à ce sujet entre les deux Gouvernements. J'ai tenu spécialement à ce que le Ministre des Affaires étrangères pût, dans sa réponse au Comte Jaubert, dont Vous connaissez les intentions peu bienveillantes à l'égard de la Suisse, se baser sur des communications écrites et officielles. J'ai l'honneur de Vous adresser ci-joint copie de cette note, basée sur Votre office du 19 Avril⁵ et sur les instructions antérieures du Conseil Fédéral.

La teneur de cette note m'engage à attirer Votre attention sur un point spécial. Il ne m'a pas paru utile de déclarer, *dès maintenant*, que la Suisse se contenterait éventuellement «de la suppression de la taxe, dans le cas où cette mesure viendrait à être décidée vis-à-vis *d'un autre état*.» Dans mon opinion, le Gouvernement Français ne manquerait pas, je le crains, de s'emparer de cette concession éventuelle. Le traitement inégal imposé actuellement aux Suisses, comparés aux Anglais ou aux Belges, n'en subsisterait pas moins, et c'est précisément cette inégalité qui provoque le plus de plaintes, parce qu'elle blesse dans une certaine mesure notre honneur national. L'obligation de prendre un passeport et de le faire viser par une autorité française resterait encore et occasionnerait de grandes pertes de temps. Enfin, s'il faut faire cette concession, nous pourrions toujours la faire plus tard. C'est cette dernière considération qui m'a surtout engagé à demander, pour le moment, l'application pure et simple à la Suisse de toutes les facilités accordées à la Grande-Bretagne et à la Belgique. Une concession aussi considérable, *faite dans le moment actuel*, me paraîtrait décidément *prématurée*, et cela d'autant plus, qu'après mes entretiens avec MM. Thiers et de Rémusat, j'ai bon espoir d'obtenir l'égalité de traitement en notre faveur.

Je remettrai demain personnellement à M. de Rémusat la note dont copie est jointe, en lui demandant d'accélérer autant que possible la solution de cette question.

Je me permettrai, à l'occasion du présent rapport, de Vous remercier de la circulaire que Vous avez bien voulu m'adresser le 17 de ce mois⁶. J'ai la conviction que chacune de ces communications politiques et confidentielles sera d'une grande utilité, non seulement pour moi, mais encore pour les diverses Légations Suisses à l'Etranger. J'ai pris bonne note des questions sur lesquelles Vous voulez bien appeler mon attention, et j'aurai l'honneur de Vous faire part, lorsque les circonstances me mettront en mesure de le faire, des renseignements que j'aurai pu recueillir.

5. *Non reproduit*. Cf. E 1001 (E) q 1/95.

6. Cf. n° 407.

ANNEXE

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Ministre français des Affaires étrangères, C. de Rémusat*

Copie

N

Paris, 23 avril 1872

J'ai eu l'honneur d'entretenir à diverses reprises Votre Excellence de l'abolition du régime des passeports entre la France et la Suisse. Si je me permets, sur l'ordre du Conseil Fédéral, de revenir aujourd'hui sur cette question, qui a fait l'objet d'un échange nombreux de correspondances entre nos deux Gouvernements, c'est afin de mettre Votre Excellence en mesure de fournir éventuellement à l'Assemblée nationale des renseignements historiques précis et détaillés à l'occasion de l'interpellation annoncée par Monsieur le Comte Jaubert, et mise à l'ordre du jour de Samedi prochain, 27 Avril.

Le régime des passeports présente deux côtés bien distincts: son maintien peut être réclamé dans l'intérêt de la sûreté générale de la France, comme aussi des considérations administratives ou fiscales ont été invoquées pour en expliquer la conservation.

Au point de vue de la sûreté, le Conseil Fédéral me charge de rappeler que depuis la dernière insurrection de Paris, le Gouvernement Français ne lui a fait parvenir aucune réclamation verbale ou écrite contre l'attitude des autorités suisses ou la police du canton de Genève en particulier. Mon Gouvernement ajoute que si le cabinet de Versailles croit avoir à se plaindre de quelques faits spéciaux, le Conseil Fédéral doit insister pour que ces faits soient portés à sa connaissance, afin qu'il ait l'occasion d'en vérifier l'exactitude. Au cas où il résulterait de cette enquête que la police se fait à Genève d'une manière défectueuse et nuisible à la France, le Conseil Fédéral prendrait de lui-même les mesures nécessaires, sans que le Gouvernement Français se vît obligé de punir le pays tout entier.

Le second point de vue, auquel la question des passeports doit être examinée, est le côté administratif et fiscal.

Dans un récent entretien, Votre Excellence a rappelé la connexité qui existait entre la taxe des passeports établis en France au préjudice de mes compatriotes, et le régime des permis de séjour tel qu'il existait en Suisse.

Votre Excellence me permettra de rappeler ici que cette partie de la question a fait l'objet d'un sérieux examen, lors des négociations qui ont précédé la signature du traité de commerce franco-suisse du 30 Juin 1864. Je me bornerai à indiquer les procès-verbaux des 1^{ère}, 14^{ème}, 15^{ème}, 17^{ème}, 19^{ème}, 21^{ème} et 28^{ème} conférences⁷. Leur lecture suffira pour convaincre Votre Excellence de la volonté des parties contractantes, d'établir une connexité étroite entre l'abolition de la taxe des passeports en France et la réduction au profit des classes ouvrières, de la taxe des permis de séjour prélevée dans certains cantons suisses. Ces négociations ont abouti à la déclaration signée par les plénipotentiaires des deux pays, en même temps que les traités du 30 Juin 1864, annexée à ce traité.

A côté de ces négociations, une correspondance suivie s'engageait entre les deux Gouvernements, et je crois devoir indiquer ci-dessous la date des principales lettres reçues ou expédiées à ce sujet par le Département Français des Affaires Etrangères.

Le 24 Mars 1861⁸, une tentative fut faite par mon Gouvernement pour obtenir la suppression en faveur de la Suisse du régime des passeports. Monsieur Thouvenel me répondit le 25 Avril⁹ de la même année par un refus longuement motivé.

Le 23 Avril 1862¹⁰, j'annonçais à M. Thouvenel que le Conseil Fédéral, par arrêté du 16 du même mois, renonçait à exiger la présentation d'un passeport pour entrer et voyager en Suisse, et le 1^{er}

7. Cf. E 2200 Paris 1/61.

8. Cf. E 2200 Paris 1/59.

9. Cf. E 2200 Paris 1/59.

10. Cf. E 2200 Paris 1/59.

Mai, M. le Ministre des Affaires Etrangères me donnait acte de cette décision¹¹, en rappelant du reste les considérations développées dans sa lettre du 25 Avril 1861. Le 16 Juillet de la même année, je crus devoir répondre¹² en détail aux objections soulevées par le Gouvernement Impérial, en rappelant que le Conseil Fédéral avait aboli en faveur des Français la formalité du passeport et du visa.

Pendant les négociations du traité de commerce, la question des passeports resta en suspens. Les deux Gouvernements arriv[erent] à se mettre d'accord sur les termes de la déclaration pré-rappelée du 30 Juin 1864, qui devient désormais la base acceptée par les deux Hautes Parties contractantes.

A partir de ce moment, les correspondances suivantes furent échangées:

- 1) Lettre de ma Légation à M. Drouyn de Lhuys, le 28 Juin 1866¹³.
- 2) Réponse du Département des Affaires Etrangères, du 13 Juillet 1866¹⁴.
- 3) Lettre de ma Légation à M. le Marquis de Moustier, le 15 Décembre 1867¹⁵.

L'examen de ces documents fait ressortir un certain nombre de faits sur lesquels je crois pouvoir attirer l'attention de Votre Excellence.

En Suisse, chaque commune ou Bourgeoisie possède une fortune propre, dont les revenus sont en partie destinés à subvenir aux dépenses d'intérêt public, placées par la loi dans le domaine de l'autorité locale. Tous les Bourgeois de la Commune sont «propriétaires» de cette fortune; le sacrifice qu'ils font, en consacrant aux dépenses d'utilité publique une partie de leurs revenus, constitue un avantage dont tous les habitants de la commune sont appelés à bénéficier. En échange, l'autorité locale exige des non-bourgeois une taxe modique connue sous le nom de *permis de séjour*. Cette taxe est payée par les non-bourgeois sans distinction. Elle est payée par le citoyen du même canton, s'il ne réside pas sur le territoire de la commune dont il est bourgeois. Elle est payée par le Suisse d'un autre canton; elle est payée enfin par les étrangers à la Suisse. Aux termes de l'article 41, chiffre 5 de la Constitution fédérale, les communes «ne peuvent imposer aux habitants établis sur leur territoire et appartenant à d'autres cantons une taxe de permis de séjour plus forte qu'aux habitants appartenant à d'autres communes de leur propre canton.»

Pour prendre un exemple, la Bourgeoisie de la ville de Berne ne peut imposer aux Genevois résidant à Berne une taxe de permis de séjour plus considérable qu'aux citoyens du canton de Berne résidant dans cette ville, mais n'y possédant pas la qualité de bourgeois de la ville de Berne.

En élargissant le cercle, les Français résidant en Suisse ont le droit d'exiger, à teneur de l'article 1^{er} du traité d'établissement du 30 Juin 1864¹⁶, d'être traités dans chaque canton en Suisse sur le même pied et de la même manière que le sont, ou pourront l'être à l'avenir, les citoyens des autres cantons.

En matière de permis de séjour, et pour continuer l'exemple ci-dessus, un Français résidant à Berne ne pourra être tenu de payer une taxe plus considérable qu'un citoyen du canton de Berne, non-bourgeois de la ville de Berne, mais y résidant. Pour le Français, comme pour tout autre citoyen suisse qui ne serait pas bourgeois de Berne, cette taxe est la contre-prestation des charges que les «bourgeois» de Berne s'imposent en consacrant une partie de la fortune de la ville, fortune dont ils sont les «propriétaires», à des dépenses d'intérêt public dont tous les habitants bénéficient. Il en serait de même dans toute autre commune et sur toute l'étendue du territoire de la Confédération.

L'état de choses consacré par le jeu séculaire du régime communal en Suisse, par la Constitution fédérale et par le traité d'établissement de 1864 entre la Suisse et la France, repose donc, non pas sur un traitement inégal, mais sur le principe de l'égalité la plus entière. Tout individu non-bourgeois, qu'il soit citoyen du canton, qu'il appartienne à un autre canton de la Suisse, ou qu'il soit Français, paie à l'autorité locale exactement la même taxe pour permis de séjour. D'après le recensement fédéral du 10 Décembre 1860, sur 2 510 494 citoyens suisses, près de la moitié, soit 1 036 483 ne résident pas dans la commune dont ils sont bourgeois, et paient par conséquent la taxe des permis de séjour.

11. Cf. E 2200 Paris 1/59.

12. Cf. E 2200 Paris 1/59.

13. *Non reproduite*. Cf. E 2200 Paris 1/069.

14. *Non retrouvée*.

15. *Non retrouvée*.

16. Cf. RO VIII, p. 301.

Ces taxes varient suivant les cantons, et des plaintes étaient, avant 1864, parvenues au Gouvernement Français contre le prix élevé des permis de séjour à Genève et à Neuchâtel. Le Conseil Fédéral n'était, aux termes de la Constitution, pas compétent pour obliger les autorités cantonales à diminuer ces taxes. Il avait la seule mission de veiller à ce que l'égalité fut observée entre les Français et les Suisses établis ailleurs que dans leur commune d'origine. Mon Gouvernement a néanmoins promis de chercher à user de son influence auprès des Gouvernements cantonaux pour obtenir des réductions sérieuses en matière de permis de séjour, et c'est avec la loyale intention d'user de tous les moyens moraux mis à sa disposition qu'il a signé la déclaration du 30 Juin 1864. En échange, et si le Conseil Fédéral réussissait, le Gouvernement Français s'engageait à appliquer à la Suisse, en matière de passeports, les règles adoptées par lui à l'égard de l'Angleterre et de la Belgique.

Le Conseil Fédéral croit avoir réussi dans cette mission, et cela précisément dans les cantons où résident le plus grand nombre de Français. A Genève, où habitent, en y comprenant les Savoyards, plus de 25 000 Français, la taxe des permis de séjour pour personnes mariées a été réduite de 11 fr. 50 par an, à 1 fr. 50. A Neuchâtel, où résident environ 5 000 Français, le coût des permis de séjour a été abaissé de 1 fr. 50 à 1 fr. par an. Ces concessions ont été faites non pas seulement au profit des classes ouvrières, comme l'avait demandé le Gouvernement Français, mais en faveur de tous les Français sans distinction. La perte qui en résulte pour les finances du canton de Genève s'élève annuellement, pour les Français seuls, à plus de 40 000 fr. Il a néanmoins consenti à faire ce sacrifice pour assurer à tous les Suisses le bénéfice de l'abolition de la taxe sur les passeports à l'entrée en France. Les deux tiers des Français résidant en Suisse habitent les cantons de Neuchâtel et de Genève; aussi M. Drouyn de Lhuys, lorsque je lui eus fait part, le 28 Juin 1866, du texte des lois votées dans ces deux cantons, s'est-il empressé de me répondre le 13 Juillet suivant, que le Conseil Fédéral avait pleinement satisfait aux conditions stipulées dans la déclaration du 30 Juin 1864. Je me permettrai de citer textuellement les passages suivants de cette réponse:

«... Ces communications et ces observations m'ont permis de reconnaître que les dispositions législatives récemment votées, par le Grand Conseil du canton de Genève notamment, *répondent entièrement* aux vues du Gouvernement de l'Empereur et aux espérances que lui avait fait concevoir la haute intervention du Conseil Fédéral. J'ai donc la satisfaction de vous annoncer, Monsieur, que les citoyens suisses vont être immédiatement admis à jouir des améliorations apportées par un récent décret au régime des passeports. Ces améliorations consistent dans la suppression des taxes prélevées pour la délivrance ou le visa des titres de voyage.... Ce traitement de réciprocité ayant été assuré aux voyageurs Français en Suisse par l'abolition générale du régime des passeports, et d'un autre côté, *les conditions stipulées par la déclaration du 30 Juin 1864 se trouvant remplies par suite des dispositions législatives récemment votées dans les cantons limitrophes*, le bénéfice du décret précité a pu être étendu aux citoyens suisses, et des instructions dans ce sens viennent d'être adressées à l'Ambassade de l'Empereur à Berne et aux agents consulaires de France.»

Tel est l'état de la question. De l'avis du Département des Affaires Etrangères lui-même, la Suisse a rempli les conditions auxquelles le Gouvernement Français avait consenti à *lui appliquer « en matière de passeports, les règles précédemment adoptées à l'égard de l'Angleterre et de la Belgique. »*

Le Gouvernement de la République ayant jugé nécessaire de rétablir, pendant l'insurrection de Paris, le régime des passeports et la perception de la taxe vis-à-vis de tous les Gouvernements étrangers, le Conseil Fédéral ne pouvait se plaindre d'un traitement appliqué sans distinction aux divers Etats limitrophes de la France. Aujourd'hui, par contre, la formalité du passeport et la taxe de chancellerie ont été supprimées vis-à-vis de l'Angleterre et de la Belgique, et la situation se trouve replacée exactement sur les bases antérieures. Les Gouvernements cantonaux se voient obligés de faire face d'une autre manière au déficit considérable résultant pour leurs finances de la réduction de la taxe des permis de séjour. La lettre pré-rappelée de M. Drouyn de Lhuys conserve toute son actualité, et le Conseil Fédéral se croit autorisé à insister pour que l'assimilation de la Suisse à la Belgique et à la Grande-Bretagne, en matière de passeports, ne subisse pas de nouveaux retards.

A l'occasion d'une discussion précédente, M. le Comte Jaubert a du reste émis au sein de l'Assemblée nationale l'opinion qu'il serait peut-être opportun d'établir en France une taxe analogue aux permis de séjour usités en Suisse.

Je n'ai pas à examiner les difficultés que l'introduction de ce nouvel impôt pourrait amener vis-à-

vis d'autres Gouvernements étrangers. Envers mes compatriotes, je n'hésite pas à le déclarer incompatible avec l'article 3 du traité d'établissement du 30 Juin 1864. D'après cet article, les Suisses doivent être traités en France, en ce qui concerne les personnes et les propriétés, sur le même pied et de la même manière que le sont ou pourront l'être à l'avenir les Français. Pour que les conditions requises par le traité fussent observées, tout en percevant des Suisses résidant en France une taxe pour permis de séjour, il faudrait d'abord que le système des bourgeoisies, dont les membres sont propriétaires d'une fortune consacrée en tout ou en partie à subvenir aux charges publiques, existât en France comme en Suisse; il faudrait ensuite que cette taxe fût exigée aussi de *tous les Français qui ne résident pas dans leur commune d'origine*. L'introduction d'un impôt de ce genre nécessiterait la réorganisation, sur des bases entièrement nouvelles, du régime municipal de la France, et du système admis en matière d'établissement.

Votre Excellence n'ignore pas, du reste, que les impôts sont en moyenne beaucoup moins lourds en Suisse que dans la plupart des Grands Etats voisins. D'après les dernières statistiques, chaque tête d'habitant paie en moyenne dans la Confédération une somme annuelle de 10 francs pour toutes les contributions, tandis qu'en France, cette moyenne s'élevait, il y a quelques années, à 50 francs par tête au moins. Si je me suis permis cette observation, c'est uniquement pour faire ressortir que les Français résidant en Suisse sont non seulement traités sur le même pied que les Suisses séjournant hors de leur commune d'origine, mais encore paient en moyenne des contributions notablement moins élevées que s'ils étaient restés en France.

En résumé, je crois pouvoir exprimer avec confiance au nom du Conseil Fédéral, l'espoir que les Suisses ne tarderont pas à être assimilés, en matière de passeports, aux Anglais et aux Belges. Cette mesure paraît d'autant plus naturelle à mon Gouvernement qu'il suffirait aujourd'hui, au lieu d'entrer en France par la frontière Suisse, d'y pénétrer par la Belgique ou l'Angleterre pour se soustraire à la formalité du passeport.

Si cependant le Gouvernement Français croyait devoir, dans l'intérêt de la sûreté publique, remplacer vis-à-vis des états limitrophes le régime des passeports par l'inscription des noms des voyageurs ou par la présentation d'une pièce quelconque établissant l'identité de la personne, le Conseil Fédéral n'aurait pas d'objections à soulever.

Votre Excellence voudra bien m'excuser d'avoir développé aussi longuement les considérations qui militent en faveur de la demande du Conseil Fédéral. Si je me suis permis de le faire, c'est dans la conviction sincère que l'inégalité du traitement suivi à l'égard de mes compatriotes, comparés aux Belges ou aux Anglais, provoque un vif mécontentement dans les diverses parties de la Confédération. D'après les informations qui me parviennent, soit du Conseil Fédéral, soit de sources privées parfaitement sûres, la suppression de cette inégalité contribuerait d'une manière notable à l'affermissement des bonnes relations que les deux Gouvernements ont toujours tenu à maintenir entre deux peuples amis, et unis par une multitude de liens.

409

E 2/48

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Confidentielle

Paris, 30 avril 1872

Aux courses de Dimanche dernier, j'avais été invité à me joindre à Mme Thiers pour y assister du Pavillon réservé au Président de la République.

Deux ou trois autres de mes collègues se trouvaient également invités. Du nombre était M. de *Olozaga*, Ambassadeur d'Espagne.

A titre tout à fait personnel et confidentiel, M. Olozaga m'a dit que son Gouvernement regrettait vivement que le Ministre d'Espagne à Berne ne fut pas actuellement à son poste. Le fait que *don Carlos* a daté de Genève un manifeste révolutionnaire adressé au peuple espagnol, a péniblement impressionné le cabinet de Madrid. Le texte de ce manifeste a été publié par tous les journaux. Le Gouvernement espagnol se plaît à espérer, a ajouté M. Olozaga, que le Conseil fédéral considérera la conduite de don Carlos comme contraire au droit des gens et comme constituant un abus du droit d'asile, dont il a joui en Suisse jusqu'à ce jour. L'expulsion de ce prétendant paraîtrait à M. Olozaga légitimée par l'attitude de don Carlos et par les égards dus à un Gouvernement ami.

M. Olozaga, avec lequel j'entretiens depuis longtemps d'excellents rapports, m'a annoncé que le Conseil fédéral recevrait sous peu une communication directe du Gouvernement espagnol, au sujet de cette affaire. Je m'empresse de Vous informer de notre entretien, pour le cas où ce document ne Vous serait pas encore parvenu. Il me paraîtrait qu'avant tout, il y aurait lieu de savoir si don Carlos est encore à Genève et cela, aussitôt que possible.

[PS:] *Le Temps* de ce soir publiera, sous forme de «correspondance suisse», une réfutation de l'article de la *Liberté* que je Vous ai envoyé hier. Je tâcherai de Vous l'envoyer, si possible, par le courrier d'aujourd'hui.

410

E 27/13384 Band 1

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R
Confidentielle

Paris, 7 mai 1872

Ainsi que j'ai eu l'honneur de Vous l'annoncer hier¹, j'avais deux motifs pour me rendre à Versailles: la *question des passeports*, et les attaques de la *Liberté* au sujet des *frais d'internement de l'armée française de l'Est*.

I. J'aborde d'abord la *question des passeports*.

M. de Rémusat m'avait déclaré qu'il attendait une réponse de M. Lefranc, Ministre de l'Intérieur, avant de me faire connaître les intentions définitives du Gouvernement (voir mon rapport du 4 Mai²).

M. Victor Lefranc, que j'ai vu *hier matin*, m'a assuré n'avoir reçu à ce sujet aucune communication du Ministre des Affaires étrangères; il n'a pas eu connaissance de ma note détaillée. Il a ajouté que ces communications étaient probablement dans ses Bureaux. J'ai profité de l'occasion pour dire à M. Lefranc que le

1. Non reproduit.

2. Non reproduit.

Préfet de Police m'avait, dans une conversation récente, déclaré qu'au point de vue de la sûreté, il n'avait pas d'objection à faire contre le remplacement des passeports et des visas par une pièce de légitimation quelconque, émanant même de l'autorité municipale. M. Lefranc m'a paru disposé à adopter cette manière de voir, et a promis de faire son possible pour accélérer une solution.

Sur ces entrefaites, je me suis rendu chez M. de Rémusat, que j'ai trouvé au sortir de son déjeuner, et avant la séance du Conseil des Ministres. Je lui ai fait part de la réponse de M. Lefranc, et je l'ai prié de donner des ordres pour que M. le Ministre de l'Intérieur fût nanti sans retard des demandes de la Suisse. La saison d'été et le grand nombre de voyageurs qui se rendent en Suisse à cette époque de l'année, rendent nécessaire une prompte décision. — Tout en répétant qu'il était certain de la transmission de l'affaire à son collègue de l'Intérieur, M. de Rémusat m'a de nouveau assuré qu'il ferait tout son possible pour me donner très prochainement une réponse satisfaisante.

J'ai alors abordé avec M. le Ministre des Affaires étrangères le principal objet de ma visite.

II. *Les attaques de la « Liberté » contre la Suisse au sujet des frais d'internement de l'armée de l'Est.*

1°. J'ai demandé à M. de Rémusat s'il avait reçu de M. Lanfrey la lettre annoncée par M. Cérésolle, et dans laquelle le Ministre de France à Berne devait faire part à M. de Rémusat de son indignation au sujet de ces attaques, et demander que le *Journal officiel* se fît l'organe de ce sentiment.

M. de Rémusat m'a répondu négativement.

Je l'ai alors rendu attentif au dernier article publié Dimanche dernier 5 Mai, par la *Liberté*. « Je ne parle pas des critiques de ce journal, j'y ai répondu très officiellement dans le journal *Le Temps*. Je peux donc passer outre sur ce point. Mais il est de mon devoir de Vous signaler les procédés de cette feuille. Elle ose dire que le *Gouvernement Français* a demandé une réduction de 1 182 010 francs 20 c. Elle ose dire qu'elle « tient à la disposition de son contradicteur les *Documents officiels* ». Elle termine en déclarant qu'elle est en mesure de prouver ses assertions « pièces en mains ». Je pense que le *Gouvernement* lui-même appréciera comme il convient cette conduite, et fera le nécessaire en présence d'un semblable procédé. N'est-il pas contre tous les usages, je Vous le demande, qu'un journal publie des attaques aussi odieuses contre un *Gouvernement étranger*, ou se donnant des airs officiels, et en prétendant se baser sur des *documents officiels*, alors que ce *Gouvernement étranger* ne sait absolument rien? Quant à moi personnellement, je crois le fait assez important pour que l'idée de M. Lanfrey, d'insérer une rectification dans le *Journal officiel*, soit prise en sérieuse considération. »

M. de Rémusat qui allait se rendre au Conseil des Ministres, m'a dit qu'il en parlerait sur le champ à MM. Thiers et de Cissey. Il m'a paru personnellement assez disposé à accorder l'insertion d'un désaveu dans le *Journal officiel*, sans cependant s'exprimer formellement dans ce sens.

2°. En quittant M. le Ministre des Affaires étrangères, je me suis rendu chez M. *Barthélemy St-Hilaire*. Je lui ai fait exactement les mêmes déclarations qu'à M. de Rémusat, et je puis dire que je l'ai trouvé également bien disposé. Il m'a annoncé son intention d'en parler à M. de Rémusat et de se mettre d'accord avec lui.

3°. Après la séance du Conseil des Ministres, j'ai été voir M. de Goulard, Ministre des Finances. J'avais du reste déjà eu l'occasion de l'entretenir Dimanche dernier de la question, m'étant trouvé à côté de lui dans le Pavillon réservé à Mad[ame] Thiers, aux courses de Longchamps. M. de Goulard a fortement blâmé les articles de la *Liberté*. Il a exprimé sa conviction que ce journal avait dû, par suite d'une indiscretion, recevoir des communications d'un employé ministériel. Il fera une enquête au Ministère des Finances. Il considère la *Liberté* comme une feuille détestable.

4°. La *Liberté* ayant déclaré que les frais de surveillance des internés s'élèvent à 1 901 000 francs, tandis que d'après la notice du Commissariat Central des guerres, ces frais sont seulement de 1 571 947 francs 40 c., j'ai été aux renseignements chez le *Ministre de la Guerre* et chez son chef de cabinet. — M. le Général de Cissesey m'a dit que les comptes étaient actuellement à Paris entre les mains de l'Intendant général Guillot, Directeur général du Contrôle et de la Comptabilité générale, 86, rue St-Dominique. M. de Cissesey a exprimé de son côté «l'indignation» que lui font éprouver les attaques de la *Liberté*. Il fera des recherches pour savoir quel peut être l'auteur des communications faites à la *Liberté*, en violation de tous les usages admis de Gouvernement à Gouvernement. «Si le coupable peut être découvert, m'a dit le Ministre, je le chasserai de mes bureaux. Pour le passé, le mal est fait; pour l'avenir, j'ai un trop grand intérêt à ce que des pièces officielles ne soient pas enlevées et communiquées à des journaux pour ne pas réprimer un abus de cette gravité.»

5°. Ce matin, le *Ministre des Finances* ayant cru, par une erreur de son chef de cabinet, que je lui avais fait demander une audience à Paris, m'a annoncé qu'il me recevrait de 9 à 11 heures. Je me suis de nouveau rendu, aujourd'hui Mardi, chez M. de Goulard. Je l'ai prié de dire nettement au Président de la République que mes déclarations n'avaient en aucune manière pour but d'obtenir un paiement plus prompt du *solde*, dû à la Suisse. «Je n'ai aucune instruction de réclamer ce paiement. J'ai simplement reçu communication des comptes. Le Conseil fédéral est prêt, au contraire, à donner toutes les explications que la France pourrait demander, si celles des officiers qu'il a délégués à Berne n'étaient pas jugées suffisantes. Mais je dois ajouter que ni le Conseil fédéral ni la Légation suisse à Paris ne peuvent rester indifférents à des attaques contre la loyauté de la Suisse, surtout lorsque le journal qui les publie vient affirmer qu'il a en mains des documents officiels à l'appui de ses insinuations.» J'ai insisté de nouveau auprès de M. de Goulard sur l'irrégularité de ce procédé, et j'ai rappelé, comme je l'avais fait la veille vis-à-vis de M. de Rémusat, que le Gouvernement Français était intéressé, au même titre que le Conseil fédéral, à ce que le public ne crût pas à l'origine officieuse des articles de la *Liberté*. Le premier article dirigé par ce journal contre la Suisse a paru le 28 Avril au soir, et le *Journal officiel*, pas plus que les journaux officieux, n'ont élevé la voix pour désavouer cette conduite.

M. de Goulard m'a répondu que le Gouvernement évitait autant que possible de s'engager dans des polémiques avec les journaux. J'ai répliqué immédiatement que dans un cas analogue, et il y a peu de semaines, le *Journal officiel* avait cependant ouvert ses colonnes à une rectification. Seulement, la position était inverse. Des journaux français et suisses avaient signalé la raideur des officiers français, délégués à Berne pour examiner les comptes de l'internement, et avaient soutenu

que l'esprit de critique n'était pas de mise après ce que la Suisse avait fait en faveur des soldats français. Là-dessus, le *Journal officiels* s'était empressé de déclarer mal fondées les assertions de la presse, et d'ajouter qu'il n'existait aucun différend entre le Département Militaire fédéral et les officiers français délégués à Berne.

M. de Goulard s'est alors rappelé avoir lu dans le *Journal officiel* la rectification à laquelle je faisais allusion. Il m'a annoncé qu'il en parlerait de nouveau aujourd'hui à M. Thiers, au Conseil des Ministres. «Il serait bien possible, a-t-il dit, en terminant, qu'une rectification formelle fut jugée nécessaire, à cause de l'affirmation de la *Liberté*, qu'elle a en mains des documents officiels, alors que ces documents n'ont jamais dû sortir des bureaux des Ministères».

6°. Je me suis enfin rendu aujourd'hui chez l'*Intendant général Guillot*, ensuite de l'avis du Ministre de la Guerre que les comptes de l'internement se trouvaient entre les mains de ce fonctionnaire. Je désirais en particulier savoir si les *frais de surveillances* s'élevaient à 1 901 000 francs et non pas, comme me l'indiquait M. le Colonel Denzler, à 1 501 947 francs 40 c. M. Guillot m'a répondu qu'il venait d'envoyer ces comptes au Ministre de la Guerre à Versailles, en raison de leur portée internationale, et dans la pensée qu'ils devraient être soumis au Conseil des Ministres. Il a ajouté:

- a) qu'il en avait proposé l'approbation complète;
- b) que les officiers français délégués à Berne, aussitôt après avoir eu connaissance des articles de la *Liberté*, étaient venus lui déclarer qu'ils y étaient absolument étrangers;
- c) qu'il est indigné des attaques de ce journal contre la Suisse et surtout du fait que des communications ont pu être faites par un employé du Ministère à ce journal;
- d) qu'il fait une enquête pour découvrir l'auteur de ces communications;
- e) enfin qu'il proposera aujourd'hui au Général de Ciskey de déférer les articles de la *Liberté* au Procureur de la République.

Il est inadmissible, a terminé M. Guillot, qu'un journal prétende avoir eu en mains des actes officiels, alors que ces documents n'ont pas dû sortir du Ministère de la Guerre.

Je n'ai pas l'intention d'insérer, pour le moment, une nouvelle réfutation dans le journal *Le Temps*. Elle ne pourrait consister qu'en une affirmation nouvelle des faits que j'ai avancés dans mes deux précédentes lettres à ce journal. Il me paraît qu'il faut attendre ce que fera le Gouvernement.

En ce qui concerne la *Liberté*, je dois dire que tous les Ministres ont exprimé leur mépris au sujet de ce journal. M. Nefftzer, rédacteur en chef du *Temps* m'a dit textuellement: «Quelle sale presse! quelle gale!»

En résumé, ma conviction est que tout dépend dans cette question de M. Thiers lui-même, auquel tous les Ministres croient devoir en référer.

Quoiqu'il en soit, il me paraît que le Gouvernement Français eût pu et dû, depuis le 29 Avril, faire quelque chose pour montrer au public que ce mépris du journal la *Liberté* n'est pas de l'eau bénite de cour. Quoiqu'on fasse du reste, il restera toujours, dans l'esprit des Français, une impression préjudiciable à la Suisse.

Ces attaques ont été d'autant plus pénibles pour moi, qu'elles portaient atteinte à la loyauté même de la Suisse et de son administration militaire. Lorsqu'on sait les

efforts surhumains que le Département Militaire fédéral a dû faire l'année dernière pour faire face à tant de besoins, on ne peut que difficilement réprimer son indignation.

Il me paraîtrait en tout cas extrêmement utile que, soit Vous, Monsieur le Président, soit M. le Chef du Département Militaire, exprimiez en toute franchise Votre manière de penser à M. Lanfrey, en le priant d'écrire à M. de Rémusat et M. Thiers combien l'opinion publique de la Suisse a été péniblement affectée de ces attaques injurieuses, et combien l'attitude passive du cabinet de Versailles exercerait une fâcheuse influence sur les bons rapports entre les deux pays.

Entièrement confidentiel pour éviter des désagréments à M. Nefftzer.

P.S. Si j'ai dit, dans mon rapport du 4 Mai, n° 1130: «J'ai du reste terminé ma réplique par quelques mots dont je l'espère, M. Lanfrey ne sera pas mécontent», c'est que dans mon manuscrit, j'avais ajouté à peu près ce qui suit, à la fin: «La Suisse sera reconnaissante à M. Lanfrey de l'attitude qu'il a prise et qui fait honneur à son impartialité.» *Le Temps* a supprimé cette phrase.

411

E 1004 1/89

CONSEIL FÉDÉRAL Procès-verbal de la séance du 20 mai 1872¹

2288. Vertragsunterhandlungen mit der Türkei.

Politisches Departement. Vortrag v. 18. ds.

Seit der Schlussnahme vom 8. v. Mts. P. Nr. 1545² betr. die *Vertragsunterhandlungen mit der türkischen* Regierung sind vom schweiz. *Gesandten in Wien* eingegangen:

1. mit *Bericht vom 8. April* Nr. 42/338 Abschrift³ einer Note des Ministers des Äussern Server Pascha an den Botschafter Khalil Pascha in Wien vom 20. März betr. die im Handels-Vertrage zwischen der Türkei und Frankreich von 1861, Art. 17, vorgesehene Gleichstellung der Schweiz mit Frankreich bezüglich des Zolltarifs und ferner Einleitungen, welche der franz. Vertreter bei der Pforte, Graf von Vogué, getroffen habe, um Namens der Schweiz, deren Interessen und Angehörige in der Türkei dem Schutze der franz. Agentschaften unterstellt seien, das Protokoll über Erwerbung von Grundeigenthum zu unterzeichnen; Herr von Tschudi hebt im Bericht hervor, dass er die in der Note dargelegte Auffassung des

1. *Absents: P. Cérésolle, J. Dubs.*

2. *Cf. n° 404.*

3. *Non reproduit. Cf. E 13 (B) 271.*

Schutzverhältnisses gegenüber dem Botschafter bereits von sich aus berichtigt habe.

2. mit *Bericht vom 28. v. Mts.* Nr. 52/388⁴ Abschrift des Protokolls vom 5. November 1868 über den Beitritt der österr.-ungar. Monarchie zu den Bestimmungen des türkischen Gesezes vom 7. Sepher 1284 (18. Juni 1867) betr. Erwerbung von Grundeigenthum im ottomanischen Reiche durch Ausländer. Der Gesandte schlägt zugleich die Formel vor für den durch die Schutzstellung der Schweizer unter fremden Konsulaten bedingten und von der türkischen Regierung verlangten Zusaz und gibt Kenntniss von dem Wunsche des türkischen Botschafters, dass mittels direkten Schreibens des Bundesrathes an das Ministerium des Äussern das Verhältnis der Schweizer im Oriente zur s. g. französischen Protection ins Klare gesetzt würde.

Indem das Departement von diesen Mittheilungen Kenntniss gibt, knüpft es daran die Anregung, dass angesichts der momentanen Unmöglichkeit, einen Handelsvertrag abzuschliessen, wenigstens eine Reciprozitätserklärung ausgewirkt werden sollte, wonach die beiderseitigen Angehörigen und die in den beiden Ländern eingehenden und transitirenden Waaren auf dem Fusse der meistbegünstigten Nationen zu behandeln wären und welche Erklärung sich in der Form an die seiner Zeit mit dem Kirchenstaate ausgewechselte (A. S. IX 396)⁵ anschliessen könnte.

Nach Anhörung der Berichterstattung des Departements hat der Bundesrath in Genehmigung der gestellten Anträge beschlossen:

1. Den Gesandten in Wien Herrn v. Tschudi zu ermächtigen, das Protokoll betr. das türkische Eigenthumsgesetz vom 18. Juni 1867 nach dem vorliegenden österr. Abschluss und mit dem im Departementsberichte bez. weise von Herrn Tschudi vorgeschlagenen Zusaz zu unterzeichnen.

2. An das türkische Ministerium über das Schutzverhältnis der Schweizer eine Note nach dem eingebrachten Entwurf zu richten.

3. Herrn von Tschudi zu beauftragen, wenn immer möglich die Ausstellung einer Reciprozitätserklärung im Sinne des Departementsberichts zu erwirken, ohne dass jedoch die Unterzeichnung des Protokolls von dieser Erklärung abhängig gemacht werde.

4. *Non reproduit.* Cf. E 13 (B) 271.

5. *Du 15 et 16 juillet 1868.* Cf. RO IX, pp. 378—379.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 20 mai 1872¹

2289. Rheinkorrektion, Eingabe des Verwaltungsrathes
der Vorarlbergbahnen.

Departement des Innern. Vortrag v. 18. diess.

Mit Note vom 15. v. Mts.² hat die *österr. Gesandtschaft* eine Eingabe des Verwaltungsrathes der Vorarlbergerbahnen an das K. K. Handelsministerium vom 15. September 1871 befürwortend mitgetheilt, in welcher zunächst die Beseitigung eines in der Nähe der Eisenbahnbrücke bei Buchs voriges Jahr in den Rhein gemachten Einbaues und im Weitern die Sistirung der st. gallischen Uferbauten am Rhein, sobald sie Bendern erreicht haben, verlangt wird. Die Gesandtschaft bemerkt dazu, sie hoffe um so mehr auf die Berücksichtigung der gestellten Begehren, als durch gegenseitiges freundliches Entgegenkommen eine befriedigende Lösung der noch schwebenden Detailfragen in der grossen Angelegenheit der Rheinkorrektion nur mächtig gefördert werden könne.

Die Akten wurden der Regierung von St. Gallen vom Departement zur Vernehmlassung mitgetheilt, die mit Schreiben vom 3. ds erfolgt³ ist. Die Regierung berichtet darin, dass dem letztern Begehren, welches von der Bahnverwaltung übrigens vermöge ihrer Stellung als Inhaberin einer st. gallischen Konzession bei der st. gallischen Behörde direkte hätte angebracht werden sollen, bereits nach Möglichkeit entsprochen sei, und dem zweiten unter obwaltenden, im Berichte des nähern dargelegten Verhältnisses nicht willfahrt werden könne. In Bezug auf die Schlussstelle der Gesandtschafts-Note verweist die Regierung auf Verhandlungen zwischen ihr und der K. K. Statthalterei zu Innsbruk, welche sie zu dem Gesuche veranlassen, es wolle der Bundesrath der Sachlage seine volle Aufmerksamkeit schenken und dafür sorgen, dass die Lösung der Durchstichfrage nicht wieder in eine unheilvolle Stokung gerathe.

Unter Vorlegung dieser Vernehmlassung sammt übrigen Akten beantragt das Departement:

1. Die Note der Gesandtschaft durch eine einlässliche Darlegung der in Betracht fallenden Verhältnisse nach eingebrachtem Entwurf zu beantworten und der Gesandtschaft als Schlussfolgerung bemerklich zu machen, dass der Bundesrath in den gemachten Erfahrungen und den für die beiderseitigen Gebiete bestehenden dringenden Gefahren ganz besonders die Mahnung zum schleunigsten Zusammenwirken für die Ausführung des Durchstichprojektes erblicken müsse und auch nicht bezweifle, der in dieser Sache zufolge gegenseitigen freund-

1. *Absents: P. Cérésolle, J. Dubs.*

2. *Non reproduite. Cf. E 20/110.*

3. *Non reproduit. Cf. E 20/110.*

lichen Übereinkommens betretene Weg werde beförderlich zu der den beiderseitigen Interessen entsprechenden Erledigung führen.

2. Der Gesandtschaft in Wien die Antwort abschriftlich mitzutheilen.

Der Antrag wird genehmigt.

413

E 2200 Vienne 1/53

*Le Chef du Département politique, E. Welti,
aux Agents diplomatiques de la Confédération*

Circulaire N° 2
Confidentielle

Berne, 22 mai 1872

Le résultat de la votation populaire du 12 Mai sur la *révision de la Constitution fédérale* vous a déjà été télégraphiquement communiqué par le Département. Les chiffres officiels ne sont pas encore définitivement fixés, mais on peut cependant prévoir qu'ils ne différeront que fort peu de ceux actuellement connus. Le nombre des citoyens qui ont pris part au scrutin a été très remarquable; nous dirons la même chose de l'ordre parfait qui, malgré la grande excitation des esprits, a régné partout pendant cette importante opération. Comme vous le comprendrez aisément, la situation actuelle est encore fort peu claire, mais ce qui peut toutefois être admis comme passablement certain, c'est que l'œuvre sera reprise, et cela avec l'assentiment d'une partie même des rejetants actuels. Ce n'est cependant guère qu'après les nouvelles élections du Conseil national que cela pourra avoir lieu. Jusqu'à ce moment, les passions des deux partis s'apaiseront, en sorte qu'il n'est pas à craindre que d'aucune manière l'ordre public soit troublé.

Les journaux ont publié, comme vous le savez, une *lettre du secrétaire de don Carlos, Duc de Madrid*, datée de Genève le 20 Avril dernier et devant servir de programme pour l'exécution des plans du Prétendant contre l'ordre de choses actuellement établi en Espagne. Cette lettre posait ouvertement le Duc de Madrid en chef de parti, prenant les armes pour défendre l'honneur, la dignité et l'indépendance du peuple espagnol, revendiquant pour lui l'honneur de commander la grande armée catholique etc. etc.

En effet, don Carlos quitta Genève avec son secrétaire et se rendit en Espagne pour se mettre à la tête de l'insurrection. Un pareil appel à la révolte, parti du territoire d'un Etat neutre, sembla au Conseil fédéral incompatible avec le principe de la neutralité et impossible à tolérer par un Etat qui vit en bonne intelligence avec celui contre lequel des machinations de ce genre sont dirigées. En conséquence, par office du 3 Mai¹, le Conseil fédéral invita le Gouvernement du Canton de Genève à attirer l'attention du Duc de Madrid et de son secrétaire sur l'inconvenance de leur procédé et à les inviter à renoncer à tout appel à la révolte en

1. Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/95. Sur l'affaire «don Carlos», cf. aussi n° 409.

Espagne, parti du territoire suisse, à défaut de quoi le séjour en Suisse devrait leur être interdit.

Pour le cas où les deux personnages en question auraient déjà quitté le territoire genevois, le Conseil d'Etat fut prié de leur faire cette communication aussitôt après leur retour.

Par office du 17 du courant², le Gouvernement de Genève répondit en ces termes: «Nous n'avions pas attendu votre recommandation pour nous occuper de cette affaire. Le jour même où a paru dans le *Journal de Genève*, seul journal genevois qui n'ait pas craint de la reproduire, la lettre manifeste du secrétaire du Prétendant, notre Département de Justice et Police en a mandé le signataire et lui a déclaré qu'un pareil procédé appellerait, s'il devait se renouveler, l'expulsion du Canton de Genève et du territoire suisse du ou des auteurs d'actes incompatibles avec la neutralité de la Confédération.»

«Nous avons donc, en ce qui nous concerne, fait tout ce que nous commandait notre devoir d'Etat et nous n'estimons pas avoir besoin de vous assurer qu'à l'avenir, il en sera toujours de même.»

Par note du 9 du courant³, la Légation d'Espagne en Suisse nous annonça que le Duc de Madrid avait quitté l'Espagne pour rentrer en France et nous pria de l'informer de son retour à Genève, aussitôt qu'il aurait eu lieu.

Aujourd'hui même, le Conseil fédéral a autorisé⁴ le soussigné à déclarer à la Légation espagnole que dans le moment actuel il lui semble que rien ne peut être fait dans cette affaire et qu'il ne manquera pas de lui donner connaissance immédiate du retour de don Carlos à Genève, lorsque celui-ci aura eu lieu.

Pour terminer ce sujet disons encore que, le 17 Mai, M. le Ministre Olozaga à Paris a communiqué à M. le Ministre Kern l'ordre donné par le Gouvernement français d'arrêter le Prétendant et de le conduire à la frontière allemande à titre d'expulsion du territoire français. Cette mesure aurait été prise sur la demande expresse du Gouvernement espagnol qui espère aussi, a ajouté M. Olozaga, que la Suisse n'accordera plus d'asile à ce prince, le contraire devant produire l'impression la plus fâcheuse tant auprès du Cabinet de Madrid, qu'auprès de la nation espagnole. Aucune décision n'a encore été prise par le Conseil fédéral sur ce point.

La discussion par les deux journaux français, la *Liberté* et le *Figaro*, du compte des frais de l'internement de l'armée de l'Est a été un incident désagréable. Sans aucun doute, les rédactions de ces deux feuilles avaient pour cela à leur disposition des documents officiels, mais d'un autre côté on peut également affirmer que le Gouvernement français n'y a été pour rien. Soit M. le Ministre de France à Berne, soit M. le Ministre des Affaires étrangères ont blâmé en termes non équivoques cet abus; une enquête officielle a même été ouverte pour en découvrir et punir les auteurs. Il est cependant assez surprenant que le Gouvernement français n'ait pas voulu consentir à exprimer ouvertement sa désapprobation et donner par là satisfaction suffisante à l'opinion publique suisse. Du reste, d'après la déclara-

2. Non reproduit. Cf. E 2/48.

3. Non reproduite. Cf. E 2/48.

4. Non reproduit. Cf. PVCFE 1004 1/89, 2323.

tion de M. le Ministre de Rémusat, la reconnaissance et le paiement du total des sommes réclamées par nous auront lieu incessamment.

Dans l'affaire des *passports pour la France*, M. le Ministre Kern n'a pas encore réussi, malgré tous ses efforts, à obtenir pour la Suisse les mêmes facilités qui ont été accordées à la Belgique et à l'Angleterre. Le Ministère de l'Intérieur déclare que, abstraction faite des motifs administratifs, il désirerait « que le Ministère des Affaires étrangères obtînt de la Suisse une garantie contre les hommes d'action du parti communal qui se trouvent actuellement à Genève. »

La réponse de M. le Ministre Kern à cette exigence est en parfaite harmonie avec nos idées. « J'ai répliqué, écrit-il au Conseil fédéral dans sa dépêche du 18 du courant⁵, que la Suisse ne pouvait pas donner d'avance une garantie. Je me suis référé sur ce point à ma note du 23 Avril⁶, reproduisant textuellement les déclarations du Conseil fédéral dans son office du 19 du même mois⁷, dans les termes suivants: « Si le Cabinet de Versailles croit avoir à se plaindre de quelques faits spéciaux, le Conseil fédéral doit insister pour que ces faits soient portés à sa connaissance, afin qu'il ait l'occasion d'en vérifier l'exactitude. Le Conseil fédéral prendrait de lui-même les mesures nécessaires. » — La Suisse a du reste le droit d'être traitée à cet égard sur le même pied que la Belgique et l'Angleterre, [auxquelles] la France n'a pas demandé de garanties. »

Nous faisons seulement remarquer que jusqu'à ce moment la France n'a pas fait la moindre plainte et qu'à notre su, les fugitifs français n'y ont pas non plus donné lieu.

Une nouvelle offre de *terrains pour la colonisation* a été faite au Conseil fédéral depuis le moment où nous vous adressions notre circulaire N° 1⁸. Par dépêche du 23 Avril⁹, M. J. Hitz, Consul général de la Confédération à Washington, nous communiqua une lettre d'un M. J. B. Price à La Nouvelle-Orléans, du 16 du même mois, offrant à la Confédération 100'000 Acres de terre dans le Texas, sous la condition que le Gouvernement fédéral établisse sur chaque lot de 160 Acres un colon de sexe masculin, dans la force de l'âge, et qu'alternativement de deux lots, un reste à la disposition du donateur.

Nous avons procédé pour cette offre, comme pour la précédente, en la renvoyant pour enquête et rapport à M. le Consul Hitz. Nous nous référons en outre à ce que nous vous écrivions à ce propos pour répondre à certains journaux allemands qui annoncent que le Conseil fédéral aurait d'ores et déjà accepté les propositions qui lui ont été faites.

La *République de Honduras* a accredité auprès de la Confédération suisse, en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire, Monsieur le Général de division E. Viada¹⁰. Les grandes constructions de chemins de fer qui se font actuellement dans cet Etat pour relier le Golfe du Mexique avec l'Océan Pacifique ont conduit le Gouvernement à nouer des relations plus intimes avec les Etats

5. Non reproduite, Cf. E 22/15712.

6. Cf. n° 408, annexe.

7. Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/95.

8. Cf. n° 407.

9. Non reproduite, cf. E 2/2121.

10. Cf. E 2/965.

européens en vue du commerce international. M. Viada est également porteur de lettres de créance pour les Gouvernements autrichien et français. Ce dernier n'est cependant pas encore entré en relations avec lui, sa réception paraissant présenter quelques obstacles sur lesquels nous ne pouvons encore insister à l'heure qu'il est, mais sur lesquels nous aurons peut-être l'occasion de revenir plus tard. C'est pour cette éventualité que nous vous donnons dès à présent connaissance de ce qui précède.

Nous ne parlons pas des négociations pour les traités d'établissement et d'extradition à conclure entre l'Allemagne et la Suisse, ni du traité avec la Turquie, ces deux affaires n'ayant pas fait des progrès suffisants pour que nous ayons à ajouter quelque chose à ce que nous vous écrivions dans notre Circulaire N°1.

414

E 21/15712

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Confidentiel

Paris, 25 mai 1872

Suivant l'usage, je me suis rendu hier à la réception habituelle du Ministre des Affaires Etrangères. L'objet de notre entretien a été à nouveau la *question des passeports*. J'ai eu, sur la même question, un entretien avec le Président de la République. Enfin, M. Olozaga, Ambassadeur d'Espagne, m'a parlé aussi de l'attitude de la Suisse envers le prétendant *Don Carlos*.

J'aborderai en premier lieu la question des passeports.

M. de Rémusat m'a remercié des notes explicatives¹ que je lui avais adressées au sujet de la connexité de cette question avec la taxe des permis de séjour, prélevée dans les divers cantons. Il m'a déclaré qu'il était, par suite de ces renseignements, complètement en mesure de répondre à la Commission chargée par l'Assemblée nationale d'étudier la proposition de M. le C[omte] Jaubert sur l'introduction des permis de séjour en France. Il a ajouté que mes notes, dont j'ai eu l'honneur de Vous adresser une copie le 22 Mai² (rapport n° 1306), avaient également fortifié son opinion antérieure qu'il y avait lieu de traiter la Suisse, en matière de passeports, sur le même pied que la Belgique et l'Angleterre.

Je me suis permis alors d'insister de nouveau pour obtenir une prompte décision.

M. de Rémusat a répliqué que la principale résistance venait du Ministère de l'Intérieur. Les Bureaux de ce Ministère ne peuvent s'empêcher d'exprimer des craintes au sujet de la présence à Genève d'un assez grand nombre d'individus

1. Cf. n° 408, annexe.

2. Non reproduite.

ayant notoirement pris part à l'insurrection de la Commune de Paris, et restés en relations constantes avec leurs coreligionnaires politiques.

J'ai cru devoir faire de nouveau observer à M. le Ministre des Affaires Etrangères qu'une garantie générale ne pouvait pas être donnée par la Suisse au sujet de l'attitude des réfugiés politiques français, que cette garantie n'avait du reste pas été réclamée de l'Angleterre ou de la Belgique.

J'ai répété que dans la note officielle que j'avais adressée le 23 Avril³ au Département des Affaires Etrangères, j'avais reproduit les termes mêmes d'un office du Conseil Fédéral, et demandé en son nom que, «si le Cabinet de Versailles croit avoir à se plaindre de quelques faits spéciaux, ces faits soient portés à sa connaissance, afin qu'il ait l'occasion d'en vérifier l'exactitude.» J'ajoutais dans cette dépêche que «le Conseil Fédéral prendrait de lui-même les mesures jugées nécessaires.» Dans cet état de choses, ai-je dit hier à M. de Rémusat, il me paraît que le Gouvernement Français ne doit pas se préoccuper ultérieurement des craintes vagues des Bureaux du Ministère de l'Intérieur. Si des faits spéciaux sont signalés à l'attention du Conseil Fédéral, il les examinera, et le Gouvernement Français peut être certain que les principes admis jusqu'à ce jour par la Suisse, dans les cas de ce genre, seront appliqués.

Du reste, ai-je ajouté, cette question des réfugiés politiques Français est entièrement différente de la question des passeports. Par la déclaration du 30 Juin 1864⁴, la France s'est engagée à traiter la Suisse comme l'Angleterre et la Belgique, si la Confédération obtenait des réductions sérieuses sur le coût des permis de séjour. Ces réductions ont été obtenues et M. Drouyn de Lhuys l'a officiellement constaté. Ce que la Suisse réclame et est fondée à réclamer, c'est que la France exécute les stipulations de la Convention conditionnelle du 30 Juin 1864.

M. de Rémusat m'a renouvelé l'assurance qu'il était personnellement favorable à ma réclamation et qu'il interviendrait de nouveau dans le sens de la demande de la Suisse auprès du Ministère de l'Intérieur.

Avant-hier soir, je me suis rendu chez le Président de la République. Je me suis exprimé vis-à-vis de M. Thiers, à peu près dans les mêmes termes que vis-à-vis du Ministre des Affaires Etrangères. Résumant notre conversation, M. Thiers a dit en terminant: «Nous arrangerons cette affaire. Mais pour le moment, les événements d'Espagne nécessitent une surveillance spéciale. Nous avons un intérêt particulier à savoir qui entre et sort de France aux frontières de la Suisse et de l'Allemagne.» Comme Vous le voyez, M. Thiers semble être dans les mêmes dispositions favorables que lors de ma dernière conversation avec lui à ce sujet (voir mon rapport du 25 Avril, n° 1035)⁵. M. Thiers ayant touché en quelques mots la présence des communards Français à Genève, je lui ai répondu exactement dans le même sens qu'à M. de Rémusat.

Je dois ajouter, pour compléter ces indications, que l'Italie rencontre les mêmes difficultés que nous. M. Nigra n'a pas mieux réussi dans les démarches qu'il a faites pour obtenir en faveur de ses compatriotes un traitement égal à celui des Anglais et des Belges.

3. Cf. n° 408, annexe.

4. Déclaration relative aux passeports. Cf. RO VIII, p. 333.

5. Cf. n° 408.

Dans la salle d'attente du Palais du Quai d'Orsay, j'ai rencontré hier M. Olozaga, Ambassadeur d'Espagne.

M. Olozaga m'a confirmé le fait de la décroissance des forces carlistes, et exprime de nouveau l'assurance que l'insurrection touchait à sa fin. Il a ajouté que, d'après les renseignements parvenus au Gouvernement Français, comme aussi d'après ceux qu'il avait reçus lui-même de ses agents, *Don Carlos* se trouverait en France. Il m'a dit de plus que M. de Rémusat lui avait, le jour même, donné la nouvelle assurance qu'en cas d'arrestation sur territoire français, Don Carlos serait expulsé et conduit à la frontière *belge* ou *allemande*. Il a répété que le Cabinet de Madrid verrait avec peine la Suisse accorder éventuellement un nouvel asile à ce personnage, après la *violation manifeste* du droit des gens, dont il s'est rendu coupable.

J'ai reçu *ce matin* les intéressants détails contenus dans Votre circulaire N° 2, datée du 22 Mai⁶. Je Vous exprime tous mes remerciements de cette communication, très utile à tous les points de vue, pour l'activité des diverses Légations Suisses à l'Étranger.

En ce qui concerne Don Carlos, je ne puis m'empêcher d'émettre l'opinion que ce prince s'étant rendu coupable d'un grave abus du droit d'asile, et ayant sur notre territoire adressé, ou fait adresser des appels à la guerre civile contre un Gouvernement ami, ne devrait plus être toléré. Il me paraîtrait en particulier utile, en présence d'une violation aussi flagrante du droit des gens, de ne pas attendre les réclamations que le Gouvernement Espagnol ne manquerait pas de formuler, si Don Carlos était de nouveau signalé au nombre des étrangers résidant en Suisse.

Confidentiel

En ce qui concerne les attaques de la *Liberté* au sujet des *comptes de l'internement de l'armée de l'Est*, j'ai cru devoir me rendre aujourd'hui chez l'Intendant général Guillot, pour apprendre quelles mesures avaient été prises contre l'auteur des communications faites à ce journal. M. Guillot m'a répondu: «Je n'ai pas eu beaucoup de peine à découvrir le coupable. J'ai reçu les comptes, je les ai remis à mon Sous-Directeur, et le soir je les ai cachetés moi-même et adressés au Ministre de la Guerre à Versailles. Le coupable a été puni. Mais je puis Vous dire qu'il n'y a pas eu de mauvaise intention de sa part. Il a eu seulement des conversations avec M. Detroyat de la *Liberté*. C'est un individu «bavard» et «stupide» ». J'ai insisté à deux reprises pour connaître le genre de punition infligée, mais M. Guillot a évité de se prononcer sur ce point.

Je ne puis que me joindre aux termes dont Vous Vous êtes servis dans Votre circulaire N° 2⁷, au sujet de l'attitude passive du Gouvernement Français dans cette affaire. Comme Vous le savez par mes précédents rapports, je me suis exprimé dans le même sens envers M. de Rémusat dans nos divers entretiens relatifs à ces attaques de la presse française.

6. Cf. n° 413.

7. Cf. n° 413.

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Confidentiell

Berlin, 31. Mai 1872

Schweiz. Asylrecht.

Ihr confidentielles Circular N° 2¹, für das ich verbindlich danke, enthält die Andeutung, dass dem Herzog von Madrid nach dem Missbrauch, den er vom Asylrecht in der Schweiz gemacht, die Wiederkehr in unser Land möglicherweise versagt werden dürfte. Nach den Eindrücken, die ich von verschiedener Seite hinsichtlich der bezüglichen Stimmungen empfangen, muss ich eine früher wiederholt ausgesprochene Meinung² neuerdings bestätigen, dass die Ansammlung conspirirender fremder Elemente in Genf (heissen solche Ultramontane, Legitimisten oder Communisten) uns über kurz oder lang Schwierigkeiten zu bereiten geeignet sey.

Stimmungen gegen Genf.

Ich glaube auch, nach empfangenen Andeutungen versichern zu dürfen, dass ein leitender Staatsmann hier durch die Haltung der Correspondance de Genève u. deren Beziehungen zu Bischoff Mermillod empfindlich berührt zu werden scheint. Es wird Ihnen bei Lesung der Norddeutschen Allgemeinen nicht entgangen sein, dass seit einiger Zeit Entrefilets ministeriellen Ursprungs (aus dem ministeriellen Pressebüro stammend) gegen Genf erscheinen, zu welchen ich eines hier zur Erinnerung beilege³. Wenn man sich erinnert, welchen Gebrauch der leitende Staatsmann von der Presse macht, so wird man kaum fehl gehen, anzunehmen, dass man sich betreffenden Ortes mit Genf beschäftigt. In welcher Weise das Russische Cabinet hinsichtlich Genf's disponirt ist, kann nach den Mittheilungen, die Sie mir früher schon zugehen liessen, kaum zweifelhaft sein.

Conferenz über Sociale Frage.

Die Zeitungsgerüchte einer internationalen Conferenz, die sociale Frage betreffend, sind nach Mittheilungen, die mir gestern Herr v. Thile gemacht, inso-

1. Cf. n° 413.

2. Cf. n° 397.

3. «In der *Spener'schen Zeitung* lesen wir: «Genf erscheint mehr und mehr als der Mittelpunkt mannigfaltiger Bewegungen. Die «Germania» pflegt zwar einen besonderen Ton darauf zu legen, dass in Genf «keine Jesuiten» sind und waren. Das Dasein der *Correspondance de Genève* ist indessen noch nicht bestritten worden; der Jesuitismus nistet also jedenfalls in Genf. Dorthin verzweigen sich auch die Beziehungen der anderen Internationalen. Jetzt erweist sich, dass der Aufstand in Spanien das Genfer Ursprungs-Zertifikat an sich trägt. Genfer Telegramme melden nach Spanien, wann und wo in Spanien der Prätendent sich vor 24 Stunden befand. Die Art und Weise, wie Don Carlos sein Pronunciamento von Genf aus erlassen, giebt Anlass zu reiflichem Nachdenken.»

weit begründet, als wirklich zwischen Östreich-Ungarn und dem deutschen Reich die Abhaltung einer Conferenz verabredet ist. Diesselbe soll diesen Sommer (?) noch in Berlin stattfinden u. sollen dann die auf derselben gewonnenen Resultate denjenigen Regierungen, die sich für die Sache interessiren, «zur Vernehmlassung mitgetheilt werden». Da nun, wie bekannt, schon mehrere Staaten, wie z.B. Russland, Spanien, Dänemark, Frankreich etc. sich dem Gedanken gemeinsamer Massregeln günstig gezeigt, so würde eine europäische Conferenz, sobald nur einmal die Deutsch-Österreichische Separatconferenz die Basis zu gemeinsamen Vorschlägen geliefert haben wird, allerdings in Aussicht genommen werden können. Es wird diese Frage für uns um so mehr von Interesse sein, als verschiedene Staaten ihre Gesinnungen mit Rücksicht auf die Ausübung des Schweizerischen Asylrechts überhaupt, oder in einzelnen Kantonen insbesondere schon markirt haben. Die immer wieder auftretenden Arbeiterstrikes, die Verurtheilung v. Bebel und Liebknecht, die massenhaften Auswanderungen der Agrambevölkerungen in den preussischen Ostprovinzen, die litterarischen Arbeiten des s. g. Kathedersozialismus u. die vermuthete Convergence der sozialistischen u. kirchlichen Partheytendenzen, haben hier die Aufmerksamkeit für die socialen Fragen sehr geschärft.

Unterhandlungen über Auslieferungs- u. Niederlassungs-Vertrag.

Mit den Vorarbeiten zu den Unterhandlungen über den Auslieferungsvertrag ist vom Reichskanzleramt Herr Geheimrath Koenig betraut worden. Ich werde nächstens von demselben hierauf bezügliche Bemerkungen zur Mittheilung nach Bern erhalten. Ich glaube, Ihren Intentionen gemäss zu handeln, wenn ich in dieser Angelegenheit absolut nicht dränge, um so mehr, als auch deutscherseits ein besonderer Eifer, die Sache vorwärts zu bringen, nicht bekundet wird. Ich vermuthete, dass sich Deutschland auch hinsichtlich des Niederlassungsvertrages Zeit lassen werde, was vielleicht mit der Optionsfragen in Elsass-Lothringen einen gewissen Zusammenhang hat.

Anfragen aus dem Elsass.

Ich bekomme seit einiger Zeit Anfragen aus diesem Reichsland von solchen, die in Folge der Annexion das Schweizerische Bürgerrecht sich erworben haben, oder erwerben wollen, u. es liegt in der Natur der Dinge, dass sich Erscheinungen, wie sie bei der Einverleibung Frankfurts vorkamen, hier wiederholen werden. Ich werde nächster Tage mit Staatsminister Delbrück über solche u. andere schwebende Angelegenheiten mich unterhalten u. verschiebe meinen Bericht auf später.

Verhältnisse zu Frankreich.

Die Verhältnisse zu Frankreich betreffend sind neue Thatsachen nicht zu melden. Noch gestern theilte mir Herr v. Thile mit, dass alle Gerüchte, die von einer *demnächstigen* Vereinbarung über beschleunigte Zahlung und Gebietsräumung sprechen, unbegründet seien. Frankreich habe allerdings Eröffnungen gemacht, bisher jedoch keine solchen, die von der kaiserlichen Regierung als annehmbar erachtet werden. Es sey deutscher Seits überhaupt in dieser Beziehung noch keine Erklärung abgegeben worden.

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Confidentiel

Paris, 1^{er} juin 1872

Je suis enfin en mesure de Vous transmettre copie de la réponse du Ministre des Affaires Etrangères sur la *question des passeports*.

Cette réponse est datée du 22 Mai. Elle n'est parvenue à ma Légation que ce matin à 10 heures. Avant d'obtenir cette réponse de M. de Rémusat dans sa rédaction actuelle, il a été nécessaire de faire un certain nombre de démarches sur lesquelles je me réserve de revenir dans un rapport détaillé, et que je suis obligé d'exposer aujourd'hui très brièvement.

Dans la journée du Dimanche 26 Mai, j'ai reçu du Ministère des Affaires Etrangères, dans un pli portant le cachet de cette administration et dans le format d'usage, une dépêche *non signée*, datée du 22 Mai, et qui différait de la dépêche dont Vous recevrez aujourd'hui copie par la seule phrase suivante, insérée à la fin de la dépêche: «M. le Ministre de l'Intérieur s'est montré disposé à examiner la question; *mais il croit devoir subordonner sa décision aux garanties que le Conseil Fédéral offrirait contre les hommes dangereux qui se sont réfugiés sur le territoire suisse*; il désire, en outre, recevoir au préalable, l'assurance que, pour obtenir un permis de séjour etc.»

J'ai cru devoir me rendre immédiatement à Versailles pour réclamer contre une pareille exigence, et rendre le Ministre des Affaires Etrangères attentif aux conséquences probables de cette demande de garanties. J'étais d'autant plus autorisé à le faire, que cette dépêche n'était revêtue d'aucune signature.

Pour aujourd'hui, je me borne à Vous annoncer que M. de Rémusat m'a déclaré aussitôt que cette dépêche devait être modifiée, dans la partie relative aux garanties à offrir par la Suisse, qu'il aurait pour ce motif refusé de la signer et qu'elle n'aurait pas dû être expédiée. En même temps, et pendant que j'étais encore à Versailles, il parvenait à ma Légation à Paris une lettre signée par M. Meurand, Directeur des Consuls au Ministère des Affaires Etrangères, me priant de lui retourner cette dépêche, qui devait être modifiée, et de la considérer comme «non avenue.»

Sur cette réponse de M. de Rémusat, et en prévision des modifications à introduire, j'ai fait immédiatement observer au Ministre que la demande de la France serait contraire à tous les précédents; qu'à ma connaissance, jamais une réclamation de ce genre n'avait été adressée à la Suisse par aucun Gouvernement; à ma connaissance, il n'a jamais été demandé au Gouvernement Fédéral, en matière d'asile, «*d'offrir des garanties*.» J'ai ajouté que cette manière de voir était pleinement partagée par le Conseil Fédéral, et j'ai donné lecture à M. de Rémusat d'un passage de Votre dernière circulaire confidentielle (n° 2, 22 Mai 1872)¹, ainsi

1. Cf. n° 413.

conçu: «Le Ministère de l'Intérieur... désirerait que le Ministère des Affaires Etrangères obtînt de la Suisse une garantie contre les hommes d'action du parti communal qui se trouvent actuellement à Genève. La réponse de M. le Ministre Kern à cette exigence *est en parfaite harmonie avec nos idées.* » J'ai répliqué, écrit-il au Conseil Fédéral dans sa dépêche du 18 Mai, que: «*La Suisse ne pourrait pas donner d'avance une garantie etc. ... La Suisse a du reste le droit d'être traitée à cet égard sur le même pied que la Belgique et l'Angleterre, auxquelles la France n'a pas demandé de garanties.*» J'ai terminé en disant à M. de Rémusat qu'il pouvait déjà juger d'avance du sens probable de la réponse du Conseil Fédéral. Je lui ai alors restitué la dépêche non signée, dont j'avais du reste eu soin de garder copie.

Hier Vendredi, à l'audience habituelle du Ministre des Affaires Etrangères, j'ai insisté de nouveau pour obtenir une réponse favorable. Je lui ai remis de nouvelles notes complémentaires, dont je Vous remets ci-joint copie, et dans lesquelles, aussi bien que dans l'explication verbale, j'ai tenu compte des observations contenues dans Votre office du 29 Mai². Si j'ai cru pouvoir affirmer, dans mes notes précédentes, que les personnes munies d'un permis de séjour ne paient pas d'autre taxe, c'est que le Département Fédéral de Justice et Police, dans une correspondance en date du 12 Avril 1863, déclare textuellement ce qui suit: «*En ce qui concerne les taxes et les impôts, les législations cantonales ne grèvent d'impôts directs ordinaires que les personnes effectivement établies, tandis que les personnes qui séjournent sans être établies ne paient que la taxe de séjour.*» J'ai d'autant moins hésité à reproduire ces termes, que cet office du Département Fédéral de Justice et Police (traduit et expédié par le D^r Roth) a été inséré *en extrait* au procès-verbal de la 15^{ème} conférence³ pour le traité de commerce franco-suisse, [lors de la]séance du 4 Juin 1863 (page 85 des négociations commerciales, imprimées comme copie pour les membres de l'Assemblée Fédérale). Aucun des membres du Conseil Fédéral, des commissions des Chambres ou de l'Assemblée Fédérale n'ayant rectifié cette assertion, je pouvais à juste titre me croire fondé à la reproduire.

Je suis aussi allé, dans le courant de la semaine, chez M. Victor Lefranc, Ministre de l'Intérieur, pour obtenir le retrait de la demande de garanties de la part de la Suisse, et réclamer en tout cas l'entrée en vigueur immédiate de la suppression de la taxe. M. Victor Lefranc m'a répondu qu'il était disposé à entrer en matière sur ces bases, et *qu'en général les difficultés venaient plutôt du Ministère des Affaires Etrangères que de son administration.*

Ce matin Samedi, avant d'avoir reçu la dépêche de M. de Rémusat, je suis allé de nouveau à Versailles, et j'ai fait de nouvelles démarches auprès des Ministres des Affaires Etrangères et de l'Intérieur. J'ai trouvé ce dernier beaucoup mieux disposé que M. de Rémusat, qui cependant ne s'est pas prononcé dans le sens d'un refus.

Pour essayer d'arriver enfin à une solution sur la double question de l'entrée en vigueur immédiate de la suppression de la taxe, et de l'égalité de traitements des Suisses et des Anglais ou Belges en matière de passeports, je me suis aussi rendu ce matin chez M. Thiers. Le Président de la République était très occupé: [il] devait

2. Non retrouvé.

3. Cf. E 2200 Paris 1/61.

assister dans la matinée à plusieurs commissions. Il m'a demandé de venir dîner chez lui «en famille», ce soir à 8 heures à Versailles. Je Vous rendrai compte dans le courant de la semaine prochaine du résultat de notre entretien de ce soir.

Rentré à Paris à une heure, j'y ai trouvé la dépêche de M. de Rémusat, *dans laquelle la phrase relative aux garanties est supprimée.(!)*

Je Vous adresse ce rapport préalable et me réserve, ainsi que je le disais en commençant, de compléter très prochainement les renseignements qui précèdent dans un nouveau rapport détaillé.

En parcourant les notes remises hier à M. de Rémusat (chiff. 2 et 3), Vous remarquerez qu'elles sont rédigées de telle sorte que, s'il y a des cantons où les individus munis de simples permis de séjour ont d'autres contributions à payer, *la même obligation incombe aussi aux Français placés dans la même position*. Si mes souvenirs ne me trompent pas, à Genève et dans les autres cantons limitrophes, les personnes munies de simples permis de séjour ne paient pas d'autres taxes. Du reste, la portée de cette question me paraît relativement secondaire, *puisque la déclaration du 30 Juin 1864⁴ est relative à la seule réduction de la taxe des permis de séjour*, et ne concerne pas les autres taxes que les *Aufenthalter* peuvent être tenus de payer. En outre, la France, par la dépêche du 13 Juillet 1866⁵, *s'est déclarée satisfaite*.

ANNEXE

*Le Ministre français des Affaires étrangères, C. de Rémusat,
au Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern*

*Copie
N*

Versailles, 22 mai 1872

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, le 23 du mois dernier⁶, et par laquelle vous m'exprimiez, au nom de votre Gouvernement, le désir de voir supprimer, au profit des voyageurs suisses, la formalité du passeport.

Après m'être concerté avec M. le Ministre de l'Intérieur, je me trouve en mesure de vous faire connaître, Monsieur, le résultat de l'examen dont la question a été l'objet de la part du Gouvernement.

En remontant, pour justifier la demande du Conseil Fédéral, à l'origine des négociations engagées sur ce sujet, depuis 1860, entre la France et la Suisse, vous avez bien voulu rappeler les nombreuses correspondances échangées avec votre Légation, et vous avez cru pouvoir en tirer cette conclusion qu'antérieurement à la décision du mois d'Août 1870, qui a remis en vigueur le régime des passeports à toutes les frontières de France, les voyageurs suisses se trouvaient complètement assimilés aux voyageurs anglais et belges, c'est-à-dire admis à pénétrer et à circuler sur notre territoire sans être astreints à aucune formalité de police.

Permettez-moi de vous faire observer, Monsieur, que cette assertion repose sur une erreur. La situation, avant le rétablissement du régime des passeports, était celle-ci: quelques Etats étaient, à titre de réciprocité, affranchis de toute formalité; d'autres étaient soumis encore à l'obligation du passeport, mais dispensés du paiement de la taxe; à l'égard des autres, enfin, aucune concession

4. *Déclaration relative aux passeports. Cf. RO VIII, p. 333.*

5. *Non retrouvée.*

6. *Cf. n° 408, annexe.*

n'avait été faite, et l'ancienne législation conservait tous ses effets. En ce qui concerne la Suisse en particulier, le régime qui lui était applicable avait été défini dans la lettre que M. Drouyn de Lhuys vous adressait le 13 Juillet 1866⁷, et à laquelle vous avez bien voulu vous référer vous-même dans votre dernière communication; il y était expressément établi que l'obligation du passeport était maintenue pour les voyageurs suisses, la seule facilité qui leur fût accordée, en retour de la diminution des droits cantonaux pour permis de séjour, étant l'abolition de la taxe afférente au visa. Si, en fait, dans les derniers temps, un certain relâchement s'est produit dans l'application de ce régime, cette tolérance uniquement due aux Agents chargés du Service de la police à la frontière Suisse, n'a jamais été autorisée par aucune instruction spéciale de l'administration centrale.

Le Conseil Fédéral ne pouvant prétendre à un traitement différent de celui qui avait été accordé à la Suisse avant la décision du mois d'Août 1870, la seule mesure qu'il puisse être fondé à réclamer aujourd'hui est le rétablissement pur et simple de l'ordre de choses antérieur. Le Gouvernement Français est prêt, à cet égard, à lui donner satisfaction et à dispenser de nouveau les voyageurs suisses du paiement de la taxe de visa des passeports. La question se trouve ainsi dégagée de son caractère fiscal et redevient uniquement une question de sûreté publique, dont l'appréciation est de la compétence exclusive de M. le Ministre de l'Intérieur.

Désireux, d'ailleurs, de faciliter le développement des relations commerciales entre les deux Pays et de faire disparaître, autant que possible, les entraves qui peuvent gêner la circulation des voyageurs, j'ai prié M. Victor Lefranc de rechercher tout au moins les moyens d'améliorer le régime applicable à la Suisse, en adoptant, par exemple, un système de cartes qui permettrait de constater l'identité des voyageurs, sans les astreindre aux formalités qu'entraîne l'obligation du passeport. M. le Ministre de l'Intérieur s'est montré disposé à examiner la question; mais il désire recevoir, au préalable, l'assurance que pour obtenir un permis de séjour dans l'un ou l'autre des cantons de la Confédération, nos nationaux ne soient pas eux-mêmes astreints à l'obligation de présenter un titre régulier de voyage.

Je ne puis, Monsieur, que vous prier de faire part de cette réponse au Conseil Fédéral, pour qu'il me mette à même, s'il y a lieu, de lever les difficultés qui peuvent encore s'opposer à l'amélioration du régime des passeports entre la France et la Suisse.

7. *Non retrouvée.*

417

E 2/694

*Le Président de la Confédération, E. Welti,
au Ministre d'Allemagne à Berne, le Général von Röder*

Copie

L

privatim

Bern, 7. Juni 1872

Nun zu einem andern Geschäft. Ich bitte Sie, die inliegende Nummer des *Berliner Tagblattes* zu lesen (17. Mai 1872, n° 137)¹. Grösserer Unfug ist mir noch nicht vorgekommen, entweder ist der Mensch, der diese Artikel schreibt, in höchstem Masse bornirt, oder aber, was mir wahrscheinlicher scheint, er bezweckt das Gegentheil dessen, was er zur Schau trägt, er will einen Theil des Schweizervolkes

1. *Non retrouvé.*

und seiner Führer compromittiren. Sie werden sehen, was aus dieser Schmiererei wieder für ein Spektakel gemacht wird. Diese Art von Publicistik sät nicht bloss im Innern Zwietracht, sondern sie muss notwendig auch sehr übel auf die öffentliche Meinung der Schweiz gegenüber Deutschland einwirken. Ich behaupte, dass in der ganzen Schweiz niemand an einen frühern oder spätern Anschluss an Deutschland auch nur denkt und es ist sicher, dass man so unsinnigen Zeitungsartikeln gegenüber diesen Gesinnungen einen Ausdruck verleihen wird, der nicht geeignet ist, gute Beziehungen zwischen den beiden Ländern zu schaffen. Ich weiss sehr wohl, dass Sie diese Vorfälle so gut wie ich bedauern und dass die massgebenden Kreise in Berlin weit davon entfernt sind, diesen Chauvinismus gutzuheissen. Aber es ist zu bedenken, dass die Mehrzahl der Leser diesen Unterschied nicht macht und der Sache eine weit grössere Wichtigkeit beilegt, als sie es verdient. Vielleicht findet man in Berlin ein Mittel, um diesen Leuten begreiflich zu machen, einen wie schlechten Dienst man mit solchen Artikeln dem eigenen Lande erweist. Wenn Sie etwas dazu beitragen können, so möchte ich Sie sehr darum gebeten haben. Sie würden damit sich und unserm Lande einen neuen Dienst erweisen.

Darf ich Sie bitten, mir das Blatt wieder zurückzuschicken.

418

E 21/15712

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Confidentielle

Paris, 14 juin 1872

J'ai eu l'honneur de recevoir les deux offices que le Conseil Fédéral m'a adressés les 3 et 5 juin¹, au sujet de la *question des passeports*. Par le dernier de ces documents, le Conseil Fédéral m'annonçait qu'il insistait pour l'abolition immédiate de la taxe des visas de passeports, et qu'il ne pouvait adhérer au système des cartes d'identité, proposé par le Ministère Français de l'Intérieur.

En exécution des instructions contenues dans les offices précités, j'ai adressé à M. de Rémusat une dépêche² dont je crois devoir Vous communiquer la teneur, afin que Vous possédiez tous les documents relatifs à cette affaire³.

Après les démarches de toute espèce que j'ai cru devoir faire pour activer une solution, soit auprès de M. Thiers, soit auprès du Ministre de l'Intérieur, soit auprès de M. de Rémusat, il m'a paru qu'il y avait une question de dignité à m'abstenir de nouvelles visites et de nouvelles démarches personnelles. Comme Vous le

1. *Non reproduits*. Cf. E 1001 (E) q 1/95.

2. *Non reproduite*.

3. *Concernant cette question, cf. aussi nos 408, 414 et 416.*

verrez, la note que j'ai rédigée est aussi énergique et concise que possible. J'ai cru devoir me borner à l'envoyer au Ministère des Affaires Etrangères, au lieu de la remettre à M. de Rémusat, comme cela avait été le cas pour les dépêches [et] notes verbales antérieures.

A plusieurs reprises, j'ai eu l'occasion de voir depuis cette époque le Président de la République et le Ministre des Affaires Etrangères. Par les motifs que je viens d'indiquer, je me suis abstenu, vis-à-vis de ces personnages, de toute allusion à la question des passeports. La même réserve a du reste été observée par eux à mon égard.

Post-script. : Mon attitude dans l'affaire des passeports est dictée d'une part par l'esprit de nos instructions et d'autre part par la *conviction personnelle* que nous possédons un *droit conventionnel* d'être traités sur le même pied que les Anglais et les Belges. Je pense que la dignité du pays, que j'ai l'honneur de représenter, m'impose un langage ferme et énergique, pour que l'on ne croie pas ici que nous [les] priions de nous accorder une *faveur*, là où nous sommes *parfaitement autorisés* à réclamer l'égalité avec l'Angleterre et la Belgique.

419

E 2300 Paris 25

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Confidentiel

Paris, 6 juillet 1872

Par suite du discours de M. Thiers, j'ai jugé nécessaire de me rendre hier à l'audience habituelle du Ministre des Affaires Etrangères. Il m'avait paru que quelques-unes des paroles du Président de la République, comme aussi les intérêts de la Suisse et les instructions formelles que Vous m'avez fait parvenir en matière commerciale, ne me permettaient pas de m'abstenir.

Les trois points sur lesquels j'avais l'intention d'avoir un entretien avec M. de Rémusat étaient les suivants:

1. L'interprétation donnée par M. Thiers aux art. [6], 8 et 9 du traité de commerce franco-suisse¹.

2. Les projets de M. Thiers au sujet de négociations à ouvrir avec la Suisse pour le rétablissement du système des certificats d'origine entre les deux pays, et sur un chiffre maximum d'importations à fixer éventuellement, dans le cas où l'Assemblée Nationale adopterait le projet d'impôt sur les matières brutes.

3. Les paroles plus ou moins menaçantes prononcées par M. Thiers à l'adresse de la Suisse, pour le cas où elle maintiendrait la position prise jusqu'à présent.

1. Du 30 juin 1864. Cf. RO VIII, p. 206.

En ce qui concerne le premier point (*interprétation des art. 6, 8 et 9 du traité de commerce*), j'ai exposé encore une fois au Ministre des Affaires Etrangères l'attitude de la Suisse, telle que je la lui ai déjà développée à plusieurs reprises, spécialement en Août 1871 et Janvier 1872 (voir mes rapports des 16 Août 1871², n° 1845, et 19 Janvier 1872³, n° 147). J'ai maintenu les explications fournies à cette époque, et ajouté que les correspondances échangées depuis lors avec le Conseil Fédéral, démontraient que mon attitude était complètement en harmonie avec celle de mon Gouvernement. Je me suis borné à faire observer que M. Thiers paraissait confondre les droits d'importation avec les droits d'accises. Le texte des traités concorde en tous points avec la portée donnée partout aux mots «droit d'accises ou droit de consommation» (*Verbrauchsteuer*). Du fait que le traité permet de frapper d'une surtaxe les marchandises étrangères à l'importation, lorsqu'on a préalablement créé de nouveaux droits à l'intérieur ou augmenté à l'intérieur les droits existants, M. Thiers en conclut que la France a le droit d'imposer les matières brutes. Ce serait mettre entre les mains d'un des Etats contractants le pouvoir de changer chaque année tous les tarifs et de bouleverser toutes les conditions de la concurrence. Si telle eût été l'intention des Gouvernements respectifs, ils auraient formellement déclaré dans le traité, qu'il est permis de frapper d'une taxe les produits fabriqués, aussitôt qu'on aura perçu une nouvelle taxe lors de l'introduction des matières brutes ou des matières premières.

Sur la seconde question, ai-je continué, «M. Thiers aurait l'intention de prescrire à la Suisse, pour les marchandises venant d'autres pays, un certain chiffre maximum, à déterminer ultérieurement. Il prendrait pour base, par exemple, le chiffre des importations de coton de Suisse en France, depuis l'entrée en vigueur du traité de commerce, et prétendrait nous imposer l'obligation de ne pas en importer davantage à l'avenir. En même temps, M. Thiers voudrait réintroduire, vis-à-vis de nous, le système des certificats d'origine.»

«Je n'hésite pas à penser que les deux choses sont également inadmissibles. Le but du traité de commerce a été, en effet, le développement croissant et successif du commerce des deux pays pendant toute la durée du traité. On ne saurait donc poser, avant l'expiration de celui-ci, une limite au chiffre des affaires engagées sur la foi du traité.» Quant aux certificats d'origine, j'ai rappelé à M. de Rémusat l'art. 13 du traité, qui exempte un grand nombre de marchandises de la production de ces certificats. J'ai invoqué en outre une déclaration en date du 29 Juin 1865⁴, signée entre M. Drouyn de Lhuys et moi quelques jours avant l'entrée en vigueur du traité de commerce, et dont l'art. 3 est conçu comme suit:

«*Les importateurs de marchandises françaises ou suisses seront réciproquement dispensés de l'obligation de produire les certificats d'origine ou les factures, prévus par les art. 13 et 14 du traité...*»

En présence de ce texte aussi précis, ai-je ajouté, je pourrais m'abstenir de nouveaux développements, d'autant plus qu'un des membres de la Commission, M. le Duc Decazes, a récemment cité cette convention dans une des dernières séances de l'Assemblée nationale. Je crois devoir cependant rappeler que la Suisse avait

2. Cf. 379.

3. Non retrouvé.

4. Cf. *RO VIII*, pp. 428—429.

surtout demandé l'abolition des certificats d'origine dans l'intérêt du commerce international (*Zwischenhandel*). J'ai expliqué qu'une grande partie de la Suisse attache autant d'intérêt au commerce de marchandises étrangères qu'à l'exportation de produits suisses p[ro]prement dits. Genève, par exemple, fournit la Savoie et les Départements français voisins de marchandises de toutes provenances: italienne, autrichienne, française, etc. Il a été déclaré dans les négociations qui ont précédé la déclaration du 29 Juin 1865, que les marchandises introduites en Suisse et qui y avaient payé les droits d'entrée, étaient par ce fait «nationalisées» et devaient par conséquent être admises comme marchandises «suisses.»

«Sur ce point, M. Thiers est donc en contradiction directe avec les garanties que la Suisse a demandées et obtenues.»

«Je considère comme un devoir vis-à-vis de la France elle-même, ai-je dit en terminant, de déclarer en toute franchise, avant le vote de l'Assemblée nationale, combien M. Thiers commet [une] erreur, en parlant des négociations à engager, en disant qu'il «est sûr d'un succès complet». En ce qui concerne la Suisse, le Conseil Fédéral et l'Assemblée Fédérale ne pourront en aucune manière, avant l'expiration du traité, supprimer et abroger les *droits acquis* au commerce ou à l'industrie suisses.»

3. J'ai dirigé ensuite l'entretien sur les paroles de menaces, prononcées par M. Thiers contre la Suisse et que je Vous ai signalées dans mon rapport du 3 de ce mois⁵ (n° 1714).

J'ai dit à M. de Rémusat que je n'avais pu retenir mon étonnement lorsque j'ai lu, dans un discours publié au *Journal officiel*, des paroles comme celles-ci: «Il ne faut pas se persuader que la France, quoique malheureuse, ne soit pas prête à se faire respecter de tout le monde. Si quelqu'un oubliait ce qu'on lui doit, notre devoir serait de faire respecter les droits de la France.» J'ai été d'autant plus étonné qu'à ma connaissance, ni le Conseil Fédéral, ni son représentant, n'ont jamais dit ou écrit un seul mot qui pût faire croire à l'intention de méconnaître les droits assurés à la France par le traité de commerce. Il n'y avait donc, à mon avis, pas le moindre motif d'employer à l'adresse de la Suisse ces expressions plus ou moins menaçantes.

M. de Rémusat. — «Mais quel discours avez-vous en vue?»

Réponse. — «Je n'ai pas nommé l'orateur, parce que j'ai supposé que Vous assistiez à la séance. Je n'hésite pas cependant à Vous dire que je fais allusion au discours de M. Thiers.» — J'ai alors tiré de ma poche le *Journal officiel* et relu le passage du discours du Président de la République.

M. de Rémusat. — «Il ne faut pas attribuer trop d'importance à ces expressions. Je ne crois pas qu'elles fussent spécialement dirigées contre la Suisse. C'était plutôt une observation générale.»

Réponse. — «Je suis bien aise d'entendre cette explication. Cependant, tout lecteur du *Journal officiel* devait nécessairement, en étudiant le contexte, penser comme moi; et je puis Vous dire que des personnes impartiales viennent de me déclarer: «mais il y avait là presque une déclaration éventuelle de guerre contre la Suisse». — Je ne suis donc pas seul à trouver que ces paroles pouvaient froisser le sentiment national en Suisse.»

5. Non reproduit.

J'ai demandé ensuite à M. de Rémusat: «Avez-vous reçu d'une source quelconque, officielle ou officieuse, un avis quelconque de nature à Vous faire supposer que la Suisse voulût méconnaître les droits commerciaux de la France?»

M. de Rémusat. — «Oh, non!»

Réponse. — «J'en étais sûr d'avance. Le 16 Août 1871, et le 15 Janvier dernier, j'ai déjà déclaré que la Suisse reconnaissait à la France le droit, alors à l'ordre du jour, d'augmenter les tarifs, pourvu que les produits similaires français fussent frappés à l'intérieur d'un droit égal d'accises ou de consommation. Il n'y a pas de contestation sur ce point, mais d'autre part, nous désirerions que les droits de la Suisse ne fussent pas méconnus. S'il existe des interprétations différentes, l'une des parties ne peut pas prétendre *imposer* à l'autre sa manière de voir. Il y aurait donc erreur de la part de l'orateur dont j'ai parlé, à prétendre que la Suisse veut porter atteinte aux droits de la France.»

«La France a si vivement combattu l'aphorisme que «la force prime le droit», que je suis convaincu qu'elle ne viendra pas appliquer elle-même un principe, auquel elle a si justement résisté, à un pays que tant de liens unissent à la France, et dont les droits sont aussi clairement garantis par les stipulations des traités.»

«V. Exc. me permettra d'ajouter, comme l'expression d'une profonde conviction *personnelle*, que la France agirait contre les intérêts de sa politique et de son commerce, en retournant au protectionnisme, ou en cherchant à donner aux traités de commerce une interprétation combattue, non seulement par la Suisse, mais aussi, *je le sais positivement*, par tous les autres Etats qui ont des traités de commerce avec la France. Je sais, Monsieur le Ministre, que Vous n'êtes pas partisan d'une politique réactionnaire en matière commerciale, et j'espère que, grâce à Votre haute influence, les projets actuels ne deviendront pas des réalités.»

Le Comte d'Arnim était venu prendre congé de moi avant-hier et ne m'avait pas trouvé. Je tenais beaucoup à le voir avant son congé et, en lui rendant sa visite, j'étais décidé à l'entretenir de la question des nouveaux tarifs si opiniâtrement défendus par M. Thiers. M. d'Arnim avait été si préoccupé des négociations au sujet du paiement de l'indemnité de guerre, qu'il n'avait pas suivi, ce qui est bien pardonnable, les débats des derniers jours avec le même intérêt spécial que les représentants d'autres Etats. Je lui ai rappelé que le commerce de l'Allemagne a complètement les mêmes intérêts que nous puisque, par la paix de Francfort, l'Allemagne s'est fait assurer le traitement de la nation la plus favorisée. Or le traité franco-suisse, spécialement en ce qui concerne les certificats d'origine, est généralement considéré comme un des plus larges. La Suisse est donc un avant-poste dans la lutte contre les tendances protectionnistes, hautement proclamées par M. Thiers. Si la France nous refusait tel ou tel des avantages concédés par le traité franco-suisse, le contrecoup s'en ferait immédiatement sentir sur le commerce allemand.

M. d'Arnim m'a répondu qu'en raison de son énorme créance contre la France, l'Allemagne était tenue d'observer une certaine réserve. Mais: «Soyez convaincu, a-t-il ajouté, que l'Allemagne ne restera pas indifférente si implicitement on voulait la priver des avantages du traité de Francfort.» J'ai répondu que j'en étais certain d'avance, et j'ai émis l'opinion que pendant son voyage en Allemagne,

M. d'Arnim pourrait aisément se convaincre de l'identité des intérêts commerciaux des deux pays pour la plupart des articles de quelque importance.

Dans la salle d'attente du Ministère des Affaires Etrangères, j'ai rencontré hier les Ambassadeurs d'Angleterre et d'Espagne, le Ministre d'Italie et le Chargé d'Affaires des Pays-Bas. Les représentants de l'Autriche et de la Belgique, dont les intérêts commerciaux sont du reste semblables à ceux de l'Angleterre, étaient absents.

Tous les diplomates présents n'ont pas hésité à déclarer que leurs Gouvernements interprétaient l'article 8 du traité exactement dans le même sens que nous. Si donc M. Thiers a pu dire que la France obtiendrait un *succès complet* dans ses négociations avec les puissances étrangères, on se demande à quelle source il a puisé ses renseignements. En ce qui concerne l'Italie, dont M. Thiers avait dit spécialement «qu'elle ne susciterait pas de difficultés à la France», M. Nigra m'a déclaré en termes exprès que le Cabinet de Rome donnait à l'art. 8 du traité de commerce le même sens et la même portée que la Suisse.

Les paroles de M. Thiers contre la Suisse ont été regardées par mes collègues comme portant un certain caractère de menace.

Pour compléter mes rapports précédents, j'ai l'honneur de Vous transmettre ci-joint⁶ le projet de tarifs élaboré par le Gouvernement. J'ai pu l'obtenir à grand-peine d'un député libre-échangiste. Ce document doit donc être considéré comme confidentiel. Vous Vous convaincrez immédiatement, en parcourant les droits projetés sur les soies, les laines, les bois et les cotons, que le projet du Gouvernement était franchement protectionniste, et que même les propositions excessivement réduites de la commission portent le même caractère. Je me permets d'attirer Votre attention spéciale sur l'art. 2 du projet de loi (page 188). Le drawbacks et le régime des admissions temporaires laissent une place immense à l'arbitraire de l'administration, au plus grand préjudice de l'industrie des deux pays.

J'ai l'honneur de Vous transmettre également un numéro de la *Presse de Paris* (6 Juillet), blâmant l'attitude menaçante prise par M. Thiers à l'adresse de notre pays.

P.S. Les derniers renseignements sont que l'impôt sur les matières premières a des chances d'être rejeté. La *République Française*, organe de M. Gambetta, se prononce en faveur de la proposition de M. Casimir Périer d'un impôt sur le revenu. Si la gauche se range à cette opinion, le rejet de l'impôt sur les matières premières est de plus en plus assuré (voir le rapport du 28 Juin⁷, n° 1670).

6. Non reproduit.

7. Non reproduit.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 22 juillet 1872¹

3422. Grenzstände bei Brusio und auf Cravairola.

Nach Prüfung des vom Departement vorgelegten Entwurfs einer Instruktion² für die durch Beschluss vom 17. Mai ds. Js.³ zu Mitgliedern der internationalen Kommission für die Grenzbereinigung zwischen Brusio und Tirano und auf der Alp Cravairola ernannten Herren Oberst Delarageaz, Altständerath Planta und Nationalrath Battaglini, hat der Bundesrath beschlossen:

1. Den genannten Kommissären je eine Ausfertigung besagter Instruktion sammt Beglaubigung zuzustellen. Die Instruktion lautet wie folgt:

FRONTIÈRE ITALO-SUISSE.

INSTRUCTIONS À REMETTRE À MM. LES COMMISSAIRES SUISSES.

MM. les Commissaires se rendront à Baveno de manière à s'y rencontrer avec MM. les Commissaires italiens, le 23 Août 1872, dans le but d'examiner:

1°. La réclamation formulée par le Gouvernement italien contre le bornage de la frontière italo-suisse, tel qu'il a été exécuté en Août 1865, entre le château de Piatta Mala et le Mont Masaccio, en exécution de la Convention conclue le 27 Août 1863⁴ entre la Suisse et l'Italie pour le règlement de la frontière entre le Canton des Grisons et la Valteline.

2°. La question de la fixation définitive de la ligne-frontière entre le Canton du Tessin et le Royaume d'Italie, au lieu-dit Alpe Cravairola⁵.

Après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ils s'entendront avec MM. les Commissaires italiens sur la manière la plus pratique et la plus expéditive d'examiner les documents relatifs à la question, de parcourir les lieux, d'interroger les habitants du pays, en un mot de compléter leurs connaissances par tous les moyens possibles, ne négligeant rien qui soit de nature à éclairer le débat. Les Gouvernements des Cantons du Tessin et des Grisons seront invités par le Conseil fédéral à leur prêter aide et secours, de manière à leur faciliter autant que possible leurs opérations, et MM. les Commissaires sont autorisés dans ce but à se mettre directement en rapport avec eux.

La question de la frontière d'Etat devra, dans les négociations, rester indépendante des questions de propriété privée, ou de biens appartenant à des Corporations, ou d'autres semblables, dont MM. les Commissaires refuseront de s'occuper si on voulait les leur soumettre.

Dans les tractations pour la première question (frontière Grisons-Italie),

1. Absents: J. J. Challet-Venel, K. Schenk et J. J. Scherer.

2. Non reproduite. Cf. E 2/1878.

3. Cf. PVCFE 1004 1/89, 2250.

4. Cf. RO VIII, pp. 405—420.

5. Cravairola: *alpage et col conduisant de Campo (Val Maggia) dans le Val d'Ossola; cf. la carte, p. 725.*

MM. les Commissaires commenceront par prendre connaissance de la réclamation de l'Italie. Dans les tractations, ils partiront du principe que le Conseil fédéral désire que les stipulations de la Convention de Piatta Mala, du 27 Août 1863, soient exécutées strictement et loyalement et si l'on découvrait des erreurs commises dans leur exécution, qu'il soit donné la main à une rectification de la limite sur le point désigné.

D'un autre côté, MM. les Commissaires ne permettront pas que la ligne-frontière elle-même, telle qu'elle est fixée et décrite dans la Convention susmentionnée, soit remise en question, l'expertise qu'ils devront faire ne devant avoir d'autre but que celui de constater si réellement, comme paraît le supposer le Gouvernement italien, les bornes-frontières placées en 1865 ne répondent pas à la ligne acceptée par les deux Gouvernements en 1863.

Dans le cas où MM. les Commissaires se persuaderaient du bien-fondé de la réclamation du Gouvernement italien, ils proposeront aux Commissaires italiens de régler la question au moyen d'un nouveau procès-verbal de bornage, corrigeant celui de 1865 et sans pour cela toucher au texte de la Convention de 1863. Ils rédigeront de concert avec MM. les Commissaires italiens un projet de procès-verbal aussi exact que possible, avec indication précise des lieux où devront être placées les bornes, qui devront être assez nombreuses pour prévenir à l'avenir toute contestation. Ce projet de procès-verbal sera soumis au Conseil fédéral avec rapport détaillé, comprenant un exposé des motifs et si cela est nécessaire un plan descriptif.

Le Conseil fédéral s'entendra alors avec le Gouvernement italien pour l'acceptation du projet et sa mise à exécution.

Dans le cas susmentionné, MM. les Commissaires feront comprendre que s'ils adoptent le point de vue de l'Italie, c'est pour se conformer au principe des limites naturelles, ainsi que pour faire cesser des contestations qui ne manqueraient pas de se renouveler sur ce point et qu'ils attendent de MM. les Commissaires italiens une entière réciprocité pour la solution de la question de l'Alpe Cravairola au Tessin.

Dans le cas contraire, si MM. les Commissaires se persuadaient de la conformité du bornage de 1865 avec la Convention de 1863, ils feront également rapport sur les motifs de leur décision au Conseil fédéral, abandonnant ainsi la solution de la question aux négociations ultérieures des deux Gouvernements intéressés.

Dans les négociations au sujet de la seconde question soumise à la Commission internationale, soit celle de l'Alpe Cravairola, MM. les Commissaires s'inspireront des principes suivants, qu'ils chercheront à faire admettre par MM. les Commissaires italiens comme base de discussion:

1°. Le droit de propriété des Communes de Crodo, Monte Crestere et Pontemaglio sur l'Alpe Cravairola, dans les limites de l'acte de bornage de 1650 et réserve faite des droits et servitudes actives de pâturage, fermage et bocherage, reconnus à la Commune de Campo, est incontestable.

2°. Les documents qui constatent ce droit de propriété (des 30 Juin 1554 et 3 Juin 1650)⁶ ont laissé intacte et ont expressément réservé la question de souverai-

6. Cf. E 2/1878.

neté d'Etat et de juridiction sur ladite Alpe, [question] qui n'a jamais été réglée jusqu'à présent entre les deux parties intéressées.

3°. La souveraineté et la juridiction n'ont jamais été exercées par l'Italie d'une manière continue, exclusive et ininterrompue; au contraire, les juges suisses ont toujours agi comme si la juridiction leur appartenait. Il ne saurait donc en aucune façon être parlé d'une renonciation tacite de la Suisse à la réserve de l'article 7 de l'acte du 3 Juin 1650, ni d'une prescription, puisqu'il s'agit d'une question de droit international et puisqu'un acte unilatéral, consommé par l'une des parties à l'insu de l'autre et contre la déclaration expresse et conventionnelle de laisser la question de souveraineté en suspens, ne saurait être considéré comme acte possessoire.

MM. les Commissaires soutiendront, dans la discussion des moyens de solution de la question, le principe des frontières naturelles qui doit servir de règle dans les débats de ce genre, lorsque des conventions spéciales ne viennent pas y déroger expressément.

Ils chercheront à faire prévaloir le droit de la Suisse à la souveraineté sur l'Alpe Cravairola, en faisant ressortir les arguments tirés de la configuration du sol et le fait que cette montagne se trouve tout entière sur le versant suisse des Alpes. Ils feront en outre remarquer de combien la question de souveraineté diminue de valeur pour l'Italie, dès que celle de la propriété privée est laissée intacte. Si la question de Brusio-Tirano est résolue en faveur de l'Italie, MM. les Commissaires se serviront de ce fait comme argument en faveur du principe des frontières naturelles.

MM. les Commissaires sont autorisés à conclure et à signer avec MM. les Commissaires italiens une convention, sous réserve de la ratification du Conseil fédéral, sur la base de la cession de la souveraineté sur l'Alpe Cravairola à la Suisse, suivant le principe des limites naturelles, soit en faisant passer la limite d'Etat par les crêtes des hautes montagnes.

Dans le cas où les négociations entre les représentants des deux parties n'aboutiraient pas, MM. les Commissaires feront rapport au Conseil fédéral en laissant aux deux Gouvernements intéressés le soin de résoudre la question.

Si des modifications aux présentes instructions paraissaient utiles à MM. les Commissaires pour la bonne réussite de leur mission, ils en référeront au Conseil fédéral par un rapport accompagné de propositions.

Le Conseil fédéral se réserve, après s'être entendu à ce sujet avec le Gouvernement italien, de soumettre, cas échéant, à la Commission internationale la question de la frontière d'Etat entre les Communes d'Onsernone et de Craveggia.

Pour tous autres renseignements, demandes d'informations et communications d'actes, MM. les Commissaires correspondront directement avec le Département politique fédéral, qu'ils auront soin en outre de tenir au courant de la marche de leurs opérations.

[...]

421

E 1004 1/90

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 31 juillet 1872¹

3581. Genf, Bisthumsverhältnisse.

Politisches Departement. Randantrag vom 30. diess.

Die Regierung des Kantons Genf nimmt von einer Mittheilung der Gazette de Lausanne², dass der hl. Stuhl den Kanton Genf durch einen neuerlichen Spruch vom Bisthum Lausanne abtrennt und Herrn Mermillod zum Haupt des neuen Bisthums ernannt habe, Veranlassung, mit Schreiben vom 26. diess³ das Ansuchen zu stellen, über die Begründetheit dieser Nachricht geeigneten Orts Erkundigung zu pflegen und das Ergebniss ihr mitzuthemen.

Nach Antrag des Departements wird beschlossen:

Der Regierung von Genf zu antworten, der Bundesrath werde der Angelegenheit seine volle Aufmerksamkeit widmen, erachte es aber nicht für thunlich, diessfalls beim päpstlichen Geschäftsträger in Luzern einen Schritt zu thun, bevor gewichtigere Beweise oder Urkunden in der Sache vorliegen als die in Rede stehende Zeitungsnachricht. Übrigens könnte eine derartige Massnahme nicht ohne die Mitwirkung und Zustimmung der Landesbehörden getroffen werden und wären diese in gehöriger Weise davon vorerst in Kenntniss zu setzen, ohne dass sie nach dieser Seite hin um Aufschlusserteilung sich zu bemühen hätten. Der Bundesrath werde indessen auch anderweitige Schritte thun, um der Sache näher auf den Grund zu kommen und, gestützt auf das Ergebniss, mit mehr Aussicht auf Erfolg später vorgehen zu können.

1. Absents: K. Schenk, J. J. Scherer.

2. Du 24 juillet 1872.

3. Non reproduit. Cf. E 22/1669.

422

E 22/1669

Notice du Secrétaire du Département politique, E. Secretan

No

Berne, 5 août 1872

Me trouvant à Lucerne, le Vendredi 2 Août 1872, je me rendis dans l'après-midi (4½ h.) auprès de Monseigneur Agnozzi, Chargé d'Affaires du Saint-Siège auprès de la Confédération. Après avoir échangé quelques phrases de politesse, Mgr Agnozzi me dit qu'il se proposait d'aller à Berne sous peu, pour conférer avec M. le Président de la Confédération sur la question de l'organisation épisco-

pale du Canton du Tessin. «Je suis muni des pleins pouvoirs nécessaires pour traiter cette question, me dit-il; je serais déjà venu à Berne plus tôt, mais la présence de l'Assemblée fédérale m'en a retenu; j'ai pensé que M. le Président devait avoir beaucoup à faire et puis je préférerais ne pas m'y rencontrer avec MM. les Députés du Canton du Tessin. Avec M. le Président, nous tomberons d'accord plus facilement, si du moins de bonne foi nous désirons tous les deux le règlement de cette question. Lorsqu'une fois nous serons d'accord sur la base des négociations, il sera plus facile d'arriver à un résultat avec le Gouvernement du Tessin; sinon à quoi bon commencer à travailler si l'on est certain de ne pas aboutir.»

Je lui demandai alors quelle était son idée et si le Saint-Siège avait une préférence pour l'un ou l'autre des systèmes possibles: l'érection d'un Evêché spécial pour le Tessin, l'annexion de ce Canton à l'Evêché de Bâle ou à celui de Coire, ou bien la nomination d'un Administrateur apostolique.

Msgr Agnozzi exposa alors les arguments qui à son avis militent en faveur de l'érection d'un Evêché tessinois: l'étendue du pays et le nombre considérable de ses habitants, la différence de langue d'avec les autres Cantons suisses, l'espèce d'humiliation qu'éprouverait le Canton du Tessin si on l'annexait à un diocèse déjà existant, la configuration topographique du pays, etc.

«Si au lieu d'un Evêque on établissait au Tessin un Administrateur apostolique, le Canton aurait bien moins de garanties quant à la personne de ce dignitaire. Si le Saint-Siège nomme un Evêque, celui-ci sera Suisse et sera beaucoup plus indépendant de la Curie romaine qu'un Administrateur apostolique que le Saint-Père peut changer et rappeler suivant son bon plaisir. Un Evêque, une fois investi de son diocèse, ne peut plus être éloigné que s'il se rend coupable de fautes graves contre la discipline de l'Eglise. Et puis il faut rallier le Tessin à la Suisse. Jusqu'à présent, son intérêt est de ce côté, parce que l'Italie marche vers l'abîme; mais si un jour cela venait à changer, il serait utile d'avoir su à temps séparer entièrement les destinées du Tessin de celles du reste de la Péninsule.»

«L'annexion aux Evêchés de Coire ou de Bâle est impossible à cause de la différence de langues et de la trop grande étendue de ces diocèses. Déjà maintenant, ces deux Evêques ne peuvent pas suffire à la tâche.»

Je demandai alors à Msgr Agnozzi si les Evêchés du Valais et de Lausanne donnaient autant de travail et d'occupation que les deux dont il venait de parler. Mon interlocuteur, sans répondre directement à ma question, me dit tout à coup: «A propos, puisque vous parlez de l'Evêché de Lausanne, j'ai été très content de la décision discrète que le Conseil fédéral a prise hier¹ au sujet de la nouvelle, publiée par la *Gazette de Lausanne*, de la séparation du Canton de Genève du diocèse de Lausanne et de son érection en Evêché spécial.»

Il va sans dire, lui répliquai-je, que le Conseil fédéral ne pouvait pas faire des démarches officielles auprès de vous sur la foi d'un seul article de journal, mais puisque vous entamez ce sujet, que croyez-vous qu'il y ait de fondé dans cette nouvelle et d'où peut-elle provenir?

«Je n'ai aucune instruction sur cette affaire, me dit Msgr Agnozzi; Msgr Marilley est Evêque de Lausanne et de Genève; je lui ai encore écrit en cette qualité ce

1. Cf. n° 421.

matin. Je ne crois pas que la nouvelle de la *Gazette de Lausanne* soit vraie, à moins qu'une décision n'ait été prise par le St-Siège, ces derniers jours.»

Dans ce cas, lui dis-je, vous ne seriez pas le dernier à en être informé; mais croyez-vous qu'il soit dans l'intention du Saint-Père ou dans ses désirs de prendre une mesure de ce genre? Rome doit attacher une certaine importance à l'érection d'un Evêché à Genève, cette ville si importante en Suisse: la Cité de Calvin.

«Il n'est pas nécessaire d'ériger un Evêché à Genève puisqu'il subsiste déjà, répliqua Msgr Agnozzi; Msgr Marilley n'est-il pas Evêque de Lausanne et Evêque de Genève depuis 1819. Comme il lui était impossible de suffire à la tâche, on lui a donné un auxiliaire en 1864 dans la personne de Msgr Mermillod. Celui-ci a toujours rempli à Genève toutes les fonctions épiscopales; le Gouvernement genevois, du temps de M. Camperio, a correspondu directement avec lui en cette qualité. Il y a bien un Evêque de Genève; le titulaire est le même que celui de Lausanne, mais cela n'a point d'importance quant au fait.»

Il y a pourtant une certaine différence, lui dis-je, entre l'existence de deux Evêchés distincts et l'état de choses actuel. Msgr Marilley est Evêque *du* diocèse de Lausanne et Genève, mais non pas *des* diocèses de Lausanne et de Genève. Neuchâtel et Fribourg seraient alors aussi des Evêchés, car en réalité le titre ne fait rien à la chose.

Msgr Agnozzi ne voulut pas admettre cela et s'en tint au titre d'Evêque de Lausanne et d'Evêque de Genève. Une discussion sur ce point me paraissant inutile, je le laissai parler.

«Depuis que M. Carteret est au Gouvernement, la position a changé; elle est devenue intolérable pour les Catholiques qui sont pourtant en majorité dans le Canton. On ne veut plus correspondre avec Msgr Mermillod, mais seulement avec Fribourg. Vous comprenez que ceci met Msgr Marilley dans une position désagréable vis-à-vis du St-Siège lui-même et peut-être, comme il est âgé, demandera-t-il au St-Siège de lui accorder sa démission d'Evêque de Genève. Alors, que voulez-vous que fasse le Saint-Père? Il ne peut pas laisser le Canton de Genève sans direction épiscopale et il séparera sur deux personnes deux dignités réunies jusqu'à présent en une seule. C'est une question de personnes, rien d'autre, puisque la chose existe.»

Msgr Agnozzi parlant d'abondance, je le laissai continuer sans l'interrompre.

«Si cela arrive, ce sera la faute du Gouvernement de Genève. Pourquoi nous persécute-t-il? Pourquoi expulse-t-il les Frères et les Sœurs de la Doctrine chrétienne? J'ai reçu des instructions de Rome m'ordonnant de protester auprès du Conseil fédéral contre cette mesure. C'est désagréable toutes ces choses-là, quand on pourrait vivre en bons voisins, mais le Saint-Père ne peut pas laisser ses fidèles sans protection.»

«C'est comme le disait M. Pictet, dans le Grand Conseil de Genève, à M. Carteret et ses amis, [*ce sont*] eux qui frayent la route à la nomination d'un Evêque de Genève. Moi, je ne suis pas là pour dormir, j'ai dû raconter toutes ces choses-là à Rome et Msgr Mermillod qui est très zélé raconte aussi de son côté.»

Vous pensez donc que la nouvelle de la *Gazette de Lausanne* est plutôt prématurée qu'entièrement fausse, lui dis-je?

«Je n'ai point d'instructions, je ne sais rien; mais ce que je vous ai dit peut arriver par la faute de M. Carteret avec ses amis.»

Qui croyez-vous qui ait fait cette communication à la presse? Croyez-vous que ce soit un personnage bien informé, haut placé?

Msgr Agnozzi ne répondit pas directement à cette question que je lui répétai à plusieurs reprises.

«C'est un bruit, rien d'autre, me dit-il; je ne sais d'où il peut venir, du moins je ne suis pas informé. A moins d'une décision prise dernière^{ment} à Rome, Msgr Marilley est à présent Evêque de Genève, je ne connais que lui en cette qualité.»

Si M. le Président me demandait quelle est votre opinion sur ce point, que pourrais-je lui répondre?

«Dites-lui que je ne sais rien, que je n'ai pas d'instructions sur cette affaire, que je ne connais qu'un seul Evêque de Genève, c'est Msgr Marilley.»

Il me semble résulter de mon entretien avec Msgr Agnozzi que le plan de séparer Genève du diocèse de Lausanne n'est pas perdu de vue par la Curie romaine, qu'au contraire, celle-ci ne cherche qu'une occasion pour en venir à ses fins. La nouvelle de la *Gazette de Lausanne* me semble prématurée en tous cas. C'est le fait d'un ennemi qui avertit, ou peut-être un ballon d'essai destiné à tâter l'opinion publique.

423

E 2/1073

*Des citoyens suisses enrôlés en France dans le service étranger,
au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Saïda, Province d'Oran¹

Les jeunes gens soussignés, tous au Régiment Etranger en Afrique, ont l'honneur de s'adresser au Conseil fédéral par la présente pétition, afin de demander à cette autorité de bien vouloir faire les démarches auprès du Gouvernement français pour obtenir de lui la nullité de notre acte d'engagement et notre rapatriement.

Les soussignés exposent au Conseil fédéral que se trouvant en France au commencement de la guerre, le travail étant tombé tout à coup dans l'état léthargique, éloignés de nos parents et ne pouvant se procurer les ressources nécessaires pour parer aux inconvénients du moment, ne voulant non plus pas nous les procurer par des moyens réprouvés, nous n'avons trouvé que le seul chemin qui nous restât ouvert: l'enrôlement pour le Régiment Etranger en Afrique.

Maintenant que l'expérience et les souffrances de toutes natures ont démontré notre amère folie, nous venons nous recommander à notre chère patrie, sachant qu'elle fera tout ce qui lui sera possible pour sortir ses enfants du malheur où ils sont tombés.

Quant aux frais de voyage de Marseille en Suisse, nous sommes en mesure d'y

1. Sans date, arrivée à Berne le 14 août 1872.

pourvoir et si cela est nécessaire, nous pourrions fournir à Monsieur le Consul suisse des récépissés constatant que les valeurs suffisantes sont déposées soit chez Monsieur le Trésorier du Régiment Etranger, soit chez Monsieur le Directeur des postes à Oran.

Ci-dessous l'état civil des signataires:

[...].²

Tous du quatrième Bataillon.

Dans l'espoir, Monsieur le Président du Conseil fédéral, que notre demande soit prise en considération et que le Conseil fédéral voudra bien avoir égard à notre malheureuse position, nous avons l'honneur [...].³

2. Les signataires de cette pétition sont au nombre de dix.

3. Le Président de la Confédération, E. Welti, ne fit aucune proposition devant le Conseil fédéral, relativement à cette affaire.

424

E 2300 Washington 9

*Le Consul général de Suisse à Washington, J. Hitz,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Washington, 16. August 1872

Die japanesische Gesandtschaft, die sich längere Zeit dahier aufgehalten hat, und deren Haupt Iwakura ist, hat sich endlich am vergangenen Dienstag, den 6ten August, nach Liverpool eingeschifft. Ehe dieselbe Washington verliess, habe ich mir eine Audienz einräumen lassen; vermittelt des Dollmetschers des Herrn Arinori Mori, japanesischer Gesandter hier, welcher die Gesandtschaft nach Europa begleiten wird, wurde den Herren manche ersichtliche und genaue Aufklärung über die Schweiz gegeben, die in ihrer Weise von Nutzen sein möchte.

Eine der ersten Fragen, welche Iwakura stellte, war: «Welche Interessen können die Schweizer in Japan haben?» Ich erwiderte: «Gegenseitige vortheilhafte. Wir wünschen, die Rohproducte Japans zur Fabrikation auf möglichst billige Weise zu beziehen, und die fabricirte Waare wollen wir Ihnen zu den billigsten und annehmbarsten Bedingungen liefern.»

Der Umfang und die Grossartigkeit der Schweizer Industrie fiel den Herren Japanesen auf, und erregte, wegen deren inländischer Lage, deren höchstes Erstaunen, ebenso war für sie der Umstand, dass in der Schweiz schon vor 500 Jahren die republikanische Regierungsform schon bestanden, sehr interessant.

Im Laufe der Conferenz wurden verschiedene Fragen zur Sprache gebracht, über alle staatlichen Einrichtungen der Schweiz gesprochen, vorzüglich bekundeten sie aber ein lebhaftes Interesse für die Einrichtung der dortigen Schulen und für das Militairwesen. Es wird die Gesandtschaft die Schweiz besuchen, da solche auf ihrem Programm verzeichnet steht, bis wann aber dies geschehen wird, liess

sich nicht ermitteln. In den Vereinigten Staaten hat man dieser Gesandtschaft jede erdenkliche Aufmerksamkeit gewidmet, und hat sich dieselbe darüber sehr dankbar geäußert.

Als ich den Herren erklärte, dass ein Schweizer Herr Aimé Humbert¹ gewesen, welcher als der Verfasser eines der prachtvollsten Werke über ihr Land einen Weltruf genieße, erstaunten solche nicht wenig, nach ihrer Meinung glaubten sie, es sei ein Franzose gewesen.

Im Übrigen sind die Herren der Gesandtschaft und besonders die Herren Iwakura und Mori äusserst bescheiden, und besonders der Letztere, der auch etwas Schriftsteller ist (er ist Verfasser eines Werkchens über die «Union Americas» in der japanesischen Sprache) ein streng republikanisch und volksthümlich gesinnter Mann.

1. A. Humbert-Droz *se rendit au Japon, en 1862.*

425

E 1004 1/90

CONSEIL FÉDÉRAL
*Procès-verbal de la séance du 23 août 1872*¹

3989. Sergius Netschajeff oder Stephan Groydanowe, Verhaftung in Zürich.

Justiz- u. Polizeidepartement. Antrag vom 21. diess.

Nach mündlichen Mittheilungen des russischen Gesandten an den Herrn Bundespräsidenten soll *Sergius Netschajeff*, dessen *Auslieferung die russischen Behörden bereits 1870 nachgesucht hatten*, wobei indessen die Identität des Verhafteten mit dem Gesuchten nicht festgestellt werden konnte (Vergl. Prot. v. 3. Juni 1871, N° 2195)², sich seit einiger Zeit in Zürich aufhalten. Das eidg. Justiz- u. Polizei-Departement ersuchte in Folge dieser Anzeige die Justiz- u. Polizeidirektion Zürich unterm 11. dies³, vorläufig mit aller Vorsicht ihre Aufmerksamkeit dieser Angelegenheit zuzuwenden, sofort aber zur Verhaftung des Verfolgten zu schreiten, wenn ihr noch von Seite der russischen Polizei direkt (durch einen Hrn. Konyewitsch) diejenige Nachweise werden beigebracht werden, welche geeignet seien, sie über die Identität der Person aufzuklären.

Am 14. dies wurde sodann in Zürich ein Individuum verhaftet, das von Hrn. Konyewitsch als identisch mit Sergius Netschajeff bezeichnet und auch von

1. Absents: K. Schenk, W. M. Naeff.

2. Non reproduit. Cf. E 1004 1/81. *La séance eut lieu en 1870.*

3. Non reproduit. Cf. E 21/3029.

dem wirklichen Statsrath von Kolyschkin, der zur Rekognoszirung des Verhafteten von Petersburg nach Zürich gekommen, als derselbe erkannt wurde, selbst aber dieses verneint und ein Stephan Groydanowe aus Belgrad (Serbien) zu sein behauptet, von wo er wegen Betheiligung an politischen Umtrieben gegen den Fürsten Michael zuerst nach Rumänien, in der Folge Belgien, Paris und endlich nach Zürich sich begeben habe.

Nach angehörtem (mündlichem) Berichte des Departements wird auf dessen Antrag in etwelcher Erweiterung beschlossen:

1. Der russischen Gesandtschaft von der stattgehabten Verhaftung und den Angaben des Verhafteten Kenntnis zu geben und sie behufs Behandlung der Frage, in wie fern die Anschuldigung gegen Netschajeff, wie vielfach behauptet werde, politischer Natur sei, um möglich beförderlichste Zustellung in beglaubigter französischer Übersetzung:

1. einer Abschrift der Anklageakte der Statsanwaltschaft, welche den schwurgerichtlichen Verhandlungen zur Grundlage gedient,

2. einer Abschrift des Urtheils gegen die übrigen Angeklagten zu ersuchen.

Wenn sodann die erwähnte Anklageakte über die Betheiligung von Sergius Netschajeff an gewissen Vorgängen im Jahr 1866 keine genügenden Aufschlüsse gäbe, so müsste der Bundesrath wünschen, dass ihm auch hierüber irgend ein amtliches Aktenstück zukomme, das Art und Zweck jener Vorgänge klar darlegen würde. Überhaupt müsse der Bundesrath wünschen, nach jeder hier in Frage kommenden Richtung vollständige Klarheit zu erhalten;

2. Der Regierung von Zürich unter Hinweisung auf die Verhandlungen des Departements mit der dortigen Polizei-Direktion und auf die zur Rechtfertigung der vorläufigen Verhaftung des angeblichen Stephan Groydanowe der Direktion übersandte Abschrift des Verhaftsbefehls gegen Sergius Netschajeff mitzutheilen, dass und in welchem Sinne von der russischen Regierung genauere Angaben und Nachweisungen verlangt worden seien. In Gewärtigung dieser Aufschlüsse und derjenigen, welche von der serbischen Regierung erbeten werden sollen, finde sich der Bundesrath veranlasst, diesfalls vorläufig mit der Regierung von Zürich in Verbindung zu treten, damit sie vom Stande der Sache unterrichtet sei und den angeblichen Groydanowe jedenfalls in Haft behalte, bis alle Verhältnisse so aufgeklärt seien, dass mit voller Sachkenntnis ein Entscheid gefällt werden könne.

3. Das schweizerische Generalkonsulat in St. Petersburg zu ersuchen, beförderlichst ein Exemplar einer nicht russisch geschriebenen Zeitung zu übersenden, in welcher über den Verlauf der verschiedenen Abtheilungen des Prozesses Netschajeff im Juli v. J. möglichst genau berichtet und auch die Anklageakte der Statsanwaltschaft mitgetheilt worden sei; diesbezügl. Auslagen seien der B. C.⁴ zu verrechnen.

4. Das serbische Ministerium unter Kenntnissgabe von der Verhaftung des Stephan Groydanowe um Veranstaltung von Erhebungen zur Richtigstellung seiner Angaben und um thunlich baldige Mittheilung des Ergebnisses zu ersuchen.

4. *Bundescanzlei.*

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Rome, 27 août 1872

Votre Office du 29 Juillet¹ dernier, par lequel Vous m'avez chargé de demander au Gouvernement Italien l'inventaire complet des machines et du matériel qui ont servi au percement du tunnel du Mont-Cenis, a été reçu à la Légation le 2 cour., et transmis par Note du même jour au Ministre des Affaires Etrangères, et Votre recharge du 22² de ce mois, parvenue le 25, fut aussi communiquée le jour même.

En confirmation de mon télégramme d'hier³, j'ai maintenant l'honneur de Vous informer que j'ai reçu Votre dépêche du 23⁴ avec la Note à l'adresse du Ministre des Affaires Etrangères concernant la Convention conclue le 7 courant entre la Direction du chemin de fer du St-Gothard et Mr. L. Favre de Genève, pour l'exécution du Grand Tunnel; et que je me suis empressé de remettre, sous la date du 26, ladite Note avec les pièces annexées, en l'absence de Mr. le Ministre Visconti-Venosta, au Secrétaire général, Mr. le Comm^r. Artom.

Je n'ai pas manqué à cette occasion d'insister sur l'urgence de l'affaire.

Mr. Artom répondit que quant à lui personnellement, il aurait fait de son mieux pour répondre au désir du Conseil fédéral, qu'il se croyait cependant en devoir de me faire observer qu'il ne pouvait admettre que le Gouvernement Italien fût lié par les délais fixés dans la Convention précitée, faite sans sa participation, ni que le Conseil fédéral pût se décharger sur d'autres des obligations qu'il a contractées vis-à-vis de l'Italie; et il a conclu en faisant ses réserves pour tous les droits qui découlent en faveur de l'Italie, en suite des engagements que le Conseil fédéral a acceptés par la Déclaration du 26 Mai 1871⁵, faite en son nom par cette Légation.

J'ai fait remarquer à Mr. Artom que les décisions du Conseil fédéral n'avaient évidemment d'autre but que celui d'accélérer l'exécution de la grande entreprise et que l'Italie aussi bien que la Suisse et l'Allemagne avaient lieu de se réjouir d'une énergie qui faisait bien augurer de la réussite finale de ladite entreprise.

Mr. Artom ne se montra pas très persuadé de ces arguments. Il me donna à entendre que Votre décision du 23⁶, prise sans aucune entente préalable, ne lui semble pas une preuve de déférence aux désirs du Gouvernement Italien, qui doivent d'ailleurs avoir été portés à la connaissance du Conseil fédéral par l'organe de Mr. Melegari. Il insista sur les délais tout à fait insuffisants et sur l'absence de toute obligation pour le Gouvernement Italien de s'y conformer.

Le Ministère fit sa réponse hier même, comme Vous le verrez, par la Note dont

1. *Non reproduit.* Cf. E 1001 (E) q 1/90.

2. *Non reproduite.* Cf. E 1001 (E) q 1/90.

3. *Non reproduit.*

4. *Non reproduite.*

5. Cf. n° 366 et RO X, pp. 562—563.

6. *Non reproduite.* Cf. PVCFE 1004 1/90, 3984.

j'ai l'honneur de Vous remettre copie, Note que je reçus bien avant dans la nuit.

Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il sera prudent de ménager ces susceptibilités, pour détruire les espérances des anciens opposants de la ligne du St-Gothard, qui pourraient faire une guerre tracassière, et même dangereuse, au sein du Parlement, toutes les fois qu'il s'agira de donner suite à la décision favorable portant le subside, à l'occasion des délibérations qui reviennent chaque année pendant la discussion du budget.

Je crois de plus qu'il ne serait pas inutile si Vous vouliez bien me fournir quelques renseignements de nature à calmer les appréhensions et l'amour-propre de l'Italie et de son Gouvernement.

427

E 2200 Vienne 1/53

*Le Chef du Département politique, E. Welte,
aux Agents diplomatiques de la Confédération*

Circulaire N° 3
Confidentielle

Berne, 31 août 1872

Pendant les quelques semaines qui se sont écoulées depuis l'envoi de notre dernière circulaire¹, nous n'avons eu à enregistrer aucun événement qui fût vraiment digne d'une mention spéciale, en sorte que nous avons préféré en interrompre momentanément l'envoi. Aujourd'hui, nous croyons cependant le moment venu d'en reprendre la série en portant à votre connaissance, sinon des faits nouveaux, au moins des détails et des renseignements qui présentent de l'intérêt et en reprenant les quelques points que nos précédentes circulaires laissent en suspens.

Nous commencerons par dire quelques mots *des négociations relatives aux divers traités qui sont actuellement en voie d'élaboration entre la Suisse et quelques Etats de l'Europe*. Quoique depuis ce printemps les progrès n'aient pas été très sensibles, on peut cependant dire qu'il a été fait des travaux préparatoires, en sorte que nous pouvons espérer qu'une fois les vacances de l'été terminées et les affaires reprises, toutes ces questions pourront être traitées activement et poussées avec vigueur à leur solution. Nous croyons utile de joindre ici quelques renseignements sur la position respective de chacune d'elles.

Le Département fédéral de Justice et Police, chargé des négociations avec l'Allemagne, a reçu du Gouvernement impérial allemand un projet de traité d'extradition, pendant que lui-même préparait les matériaux nécessaires à la rédaction du traité d'établissement qui sera conclu à Berne.

Le Prince M. Gortchacow, Ministre de Russie, a annoncé au soussigné qu'il était porteur d'un projet de traité d'extradition et d'un contre-projet de traité de commerce et d'établissement, en réponse à celui qui déjà, en novembre 1870²,

1. Cf. n° 413.

2. Cf. n° 303.

avait été remis au Gouvernement russe par le Département politique fédéral. Le Conseil fédéral, prenant note des ouvertures faites oralement par le Ministre Gortchacow, chargea par décision du 11 juillet³ le Département de Justice et Police de négocier le traité d'extradition et le Département soussigné des négociations concernant le traité d'établissement. Ces travaux commenceront incessamment.

Donnant suite au vœu exprimé par l'Assemblée fédérale et animé du désir d'aboutir à un résultat pratique dans la question depuis si longtemps pendante d'un traité à conclure avec la *Turquie*, le Conseil fédéral a autorisé, le 20 mai 1872⁴, M. le Ministre de Tschudi à signer le protocole du 17 juin 1867 accordant aux étrangers établis dans le territoire de l'Empire ottoman le droit d'acquérir des immeubles. Pour remédier à l'absence de représentation diplomatique ou consulaire suisse à Constantinople, il a cependant été nécessaire d'ajouter à la formule ordinaire du protocole, tel qu'il a été souscrit par la plupart des Etats qui ont conclu des traités avec la Turquie, une réserve qui restreint la jouissance des droits qu'il procure aux Suisses qui se trouvent sous la protection d'une puissance qui y a pareillement adhéré. En outre, nous avons donné à M. de Tschudi pour instructions de faire ses efforts pour amener la Turquie à échanger avec la Confédération une déclaration, semblable à celle échangée en 1868 avec le St-Siège⁵, accordant aux marchandises suisses en importation et en transit le traitement de celle de la nation la plus favorisée et réciproquement.

Le 4 juin, M. de Tschudi nous écrivit que Khalil Pacha, Ambassadeur de Turquie à Vienne, lui avait donné l'assurance que nos propositions seraient probablement acceptées par le Ministère turc. Quoique jusqu'à présent nous n'ayons pas encore reçu de réponse, nous avons lieu d'espérer que cette fois-ci nous aboutirons à un résultat.

Quant au traité de commerce et d'établissement à conclure avec le *Danemark [sic]*, nous n'avons reçu aucune communication y relative depuis que, par décision du 24 mai⁶, le Conseil fédéral a donné à M. le Ministre Kern des instructions et des pleins pouvoirs pour conclure et signer le traité, sous réserve de ratification.

Enfin, le Gouvernement impérial du *Japon* qui nous avait annoncé son intention de dénoncer les traités conclus par lui avec les Etats d'Europe, et entre autres le traité conclu par lui avec la Confédération en 1864⁷, aussitôt que l'époque fixée pour la dénonciation (juillet 1872) serait arrivée, paraît vouloir attendre le retour de l'Ambassade envoyée par lui en Amérique et en Europe pour étudier les vœux des Etats co-contractants⁸.

Depuis quelque temps, les journaux suisses et étrangers s'occupent beaucoup de la situation de l'*Eglise catholique dans le Canton de Genève*. Déjà au mois de février, on en avait parlé beaucoup à l'occasion de la loi obligeant les corporations religieuses à demander l'autorisation expresse de l'Etat pour s'établir dans le Canton. Au mois de juin, un arrêté législatif refusant aux Frères de la Doctrine

3. La décision fut prise le 10 juillet 1872. Cf. PVCFE 1004 1/90, 3184.

4. Cf. n° 411.

5. Cf. n° 149.

6. La décision fut prise le 27 mai 1872. Cf. PVCFE 1004 1/89, 2406.

7. Cf. RO VIII, pp. 618—632.

8. Concernant cette Ambassade japonaise, cf. aussi n° 424.

chrétienne l'autorisation exigée par ladite loi de février et la circulaire du Conseil d'Etat du 10 juillet, leur donnant jusqu'au 15 août pour se conformer à cette décision en rompant leur association, ont non-seulement soutenu l'intérêt, mais l'ont encore fait grandir en provoquant des démarches officielles de la part des représentants de la France et du St-Siège, en faveur des religieux frappés.

Le 7 août⁹, M. le Ministre Lanfrey informa le Conseil fédéral que son Gouvernement avait vu avec regret la mesure un peu imprévue qui frappe ses nationaux, (les Frères et Sœurs de la Doctrine chrétienne sont presque tous ressortissants français), sans toutefois en contester la légalité, mais en pensant que les bons offices de l'autorité fédérale auprès du Gouvernement de Genève pourraient adoucir dans la pratique ce que cet arrêt a de rigoureux, par exemple au point de vue des délais. Ce vœu, dit la note, est motivé par le fait que les membres de ces communautés ont encore à Genève des intérêts importants qui peuvent être plus ou moins compromis ou sauvegardés selon les facultés qui leur seront accordées.

Le Gouvernement de Genève, auquel le Conseil fédéral transmet avec recommandation le vœu émis par la Légation de France, répondit par office du 14 août¹⁰ qu'il ne s'agissait pas d'une expulsion, comme la note française semble le croire, puisque les Frères de la Doctrine chrétienne peuvent continuer à vivre isolément et individuellement dans toutes les parties du Canton de Genève, sauf dans les bâtiments qui jusqu'à présent ont servi de siège de la société. Les permis de séjour délivrés antérieurement ne leur ont pas été retirés. Ce qui leur est défendu, c'est de vivre en corporation et d'enseigner, et même les Sœurs peuvent encore ouvrir des écoles enfantines dans les Communes où il n'y en a pas d'officielles.

Cette réponse de Genève fut communiquée à M. le Ministre Lanfrey qui, jusqu'à présent, n'a pas répliqué; d'où nous pouvons conclure qu'il n'insistera pas d'avantage et que la question est vidée.

Le St-Siège a été beaucoup plus loin. Par note du 10 août¹¹, Monseigneur Agnozzi informe le Conseil fédéral que le Saint-Père a été très peiné de voir comme les autorités genevoises, nonobstant l'opposition rencontrée même chez un grand nombre de protestants, ont agi contre la liberté de l'Eglise et des catholiques genevois et que, par conséquent, il a reçu l'ordre de la part de sa Sainteté, de protester auprès des autorités fédérales contre la loi du 3 février et le décret du 29 juin, en réservant au St-Siège les mesures à prendre pour sauvegarder les intérêts des catholiques. Sur la demande de Monseigneur Agnozzi, le Conseil fédéral a communiqué cette note au Gouvernement de Genève, sans prendre pour le moment aucune autre décision.

C'est pendant que se passait ce que nous venons d'exposer que tout à coup un «Communiqué» publié par la *Gazette de Lausanne*, dans son N° 174 du 24 juillet 1872, annonça comme un fait accompli la séparation du Canton de Genève du diocèse de Lausanne et sa constitution en Evêché spécial, sous la direction spirituelle de M. le Vicaire général Mermillod, Evêque d'Hébron.

Le Gouvernement de Genève, ému à juste titre par cette grave nouvelle, demanda immédiatement au Conseil fédéral de prendre des informations sur son

9. Non reproduit. Cf. E 22/1757.

10. Non reproduit. Cf. E 22/1757.

11. Non reproduite. Cf. E 22/1657.

bien-fondé¹². Le Conseil fédéral répondit¹³ qu'il ne lui paraissait pas possible de faire des démarches officielles sur la seule base d'une publication de journal, que du reste une décision de ce genre ne pouvant être prise que du consentement du pouvoir temporel, elle devait avant tout lui être soumise et que ce n'est pas à l'Etat à aller à la recherche des informations.

Dès lors, rien n'est venu confirmer l'exactitude de la nouvelle publiée comme quasi-officielle par la *Gazette de Lausanne*, en sorte qu'il nous serait impossible de dire quoi que ce soit de précis à ce sujet. Toutefois, on peut affirmer sans crainte que la tendance du St-Siège est de fortifier l'organisation ecclésiastique du Canton de Genève et de la rendre aussi indépendante, que faire se pourra, de celle du diocèse de Lausanne. Depuis de longues années, Rome travaille à transformer la ville qui a toujours été considérée comme la capitale du protestantisme en une importante station catholique. A l'heure qu'il est, déjà la majorité de la population lui est acquise et elle a pour la diriger un Evêque actif et de grands talents au cœur même de la place. Les soi-disant persécutions auxquelles la religion est en butte de la part du Gouvernement lui serviront de prétexte pour prendre des mesures de protection en faveur de ses coreligionnaires et dans tous les cas lui seront un moyen pour donner à son troupeau plus de cohésion et d'unité, en groupant ses forces pour résister à l'attaque de l'ennemi. Quoiqu'il en soit, la question est soulevée à l'heure qu'il est; il en peut résulter un avantage, c'est que le Gouvernement de Genève soumette enfin la question au Grand Conseil et fasse des efforts pour régler une situation que depuis quelques années, il a laissé considérablement entamer en ne précisant pas assez la nature de ses rapports avec l'autorité diocésaine et son représentant à Genève. Jusqu'à présent, l'autorité fédérale n'a pas encore été appelée à s'occuper de la question, à laquelle elle ne cesse cependant de vouer une attention toute spéciale.

Sous date du 18 août, le Gouvernement français a promulgué *la loi d'imposition des matières premières*, votée le 26 juillet dernier par l'Assemblée nationale, mais dont l'article 7 suspend l'exécution en la subordonnant à des arrêtés ultérieurs du Président de la République. Or un arrêté du Président accompagne la promulgation et déclare la loi du 26 juillet applicable à un certain nombre d'articles, sans cependant prescrire aucune disposition spéciale pour son application aux marchandises provenant des pays avec lesquels la France a des traités de commerce. Comme il est difficile de croire que l'administration française ait voulu violer les stipulations expresses des traités, on pourrait supposer qu'elle croit que les articles auxquels s'applique l'arrêté du 18 août n'y sont pas mentionnés.

Comme d'un autre côté les termes dont se servent la loi et l'arrêté ne sont pas identiques à ceux du tarif annexé au traité de 1864, nous pouvons avoir là une source de conflits fréquents entre la douane française et nos importateurs, si l'administration supérieure ne donne pas à ses bureaux des instructions catégoriques pour sauvegarder les stipulations du traité.

Aussi le 28 août¹⁴, le Conseil fédéral a-t-il chargé M. le Ministre Kern de demander au Gouvernement français de compléter son arrêté du 18 août par des

12. Cf. n° 421, note 3.

13. Du 31 juillet, non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/96.

14. Non reproduit. Cf. E 1001 (E) q 1/96.

instructions, données à ses bureaux de douane, qui écartent toute éventualité de fausse application de cet arrêté aux marchandises importées de Suisse.

Il nous est impossible de savoir quelle sera la réponse de la France. Comme cependant les autres Etats liés avec elle par des traités de commerce élèveront aussi de leur côté la voix, le Gouvernement français ne pourra pas facilement faire abstraction de toutes ces réclamations et ne rien ordonner pour leur donner satisfaction.

Dans notre circulaire précédente du 22 mai 1872¹⁵, nous attirions votre attention sur la personne de M. le Général Viada, Ministre du Honduras en Suisse, en vous parlant des difficultés que ledit personnage éprouvait à se faire reconnaître en sa qualité officielle par le Gouvernement français. D'après les renseignements qui nous sont parvenus dès lors, le Général Viada ferait partie d'une bande de chevaliers d'industrie qui exploitent la place de Paris; quelques-uns d'entre eux ayant été poursuivis, et un certain Boustelli, Prince de Foscolo, grand ami de Viada, ayant été condamné à un an de prison pour avoir pris des fausses qualités et usurpé des fonctions officielles, ce dernier jugea prudent de s'éloigner et quitta précipitamment Paris, laissant après lui un certain nombre de dettes non payées. Le Président de la République du Honduras, qui doit avoir accrédité Viada en Europe, viendrait du reste d'être renversé.

Le Conseil fédéral ne prendra probablement aucune mesure en cette affaire qui en réalité n'a pas assez d'importance pour qu'on s'en occupe. C'est uniquement pour compléter ce que nous vous disions dans notre précédente dépêche, que nous vous reparlons de cette aventure. Il va sans dire cependant que si Viada venait à compromettre la situation, ou à se réclamer de sa qualité de Ministre pour entrer avec le Conseil fédéral en relations d'affaires, celui-ci verrait à agir suivant les circonstances.

15. Cf. n° 413.

428

E 2/107

*Les Membres de la délégation des Etats-Unis
au Tribunal d'arbitrage concernant l'affaire de l'«Alabama»,
G. Bancroft-Davis, C. Cushing et M. Evarts,
au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Genève, 15 septembre 1872

Avant de quitter la Suisse, nous saisissons avec joie l'occasion que nous offre la fin des travaux du Tribunal d'Arbitrage, pour vous exprimer les sentiments de profonde reconnaissance que nous éprouvons pour vous, Monsieur, pour le Conseil fédéral, et pour la Confédération Suisse tout entière.

Comme Américains, nous désirons vous parler d'abord de nos vives sympathies pour la Confédération.

La ressemblance qui existe entre les institutions de nos deux pays est en effet frappante. Tous les deux ont à leur tête des gouvernements fédéraux. Dans tous les deux, chacun des Etats qui composent la fédération possède une existence politique plus ou moins particulière et indépendante. Dans tous les deux, aussi, la sève de la vie publique circule à travers les villes, les villages, les campagnes, comme le sang à travers l'organisme humain, et atteint le peuple jusque dans ses plus humbles individus. Car au fond de tout, il y a la liberté conquise et il y a le suffrage universel comme moyen de conserver cette liberté. Et de cette manière, chaque citoyen est par le fait un membre actif et conscient de la République.

Il y a plus. Toutes deux, nos Républiques sont dévouées à une politique de neutralité internationale, l'une en raison de son isolement et de son éloignement de l'ancien continent, l'autre à cause de sa position géographique au milieu des grandes puissances militaires de l'Europe.

Il n'est donc pas étonnant que nous admirions la Confédération suisse comme le miroir dans lequel se reflète l'image de l'Union Américaine.

Voilà pourquoi les Etats-Unis, d'accord avec l'Angleterre, ont fait valoir avec empressement les raisons qui pouvaient leur permettre de choisir Genève pour siège de l'auguste Tribunal, qui fait époque dans l'histoire internationale de l'Europe et de l'Amérique.

En effet, votre pays est le pays neutre par excellence, et en même temps le sol hospitalier ouvert au monde entier. Quel est l'autre pays qui aurait présenté l'ensemble de ces qualités particulières, et où l'on eût été sûr d'éviter tout soupçon local fâcheux et de rester à l'abri de toute influence étrangère au but poursuivi par le Tribunal? Nous ne le connaissons pas.

Aussi sommes-nous heureux et fiers d'avoir été les hôtes obligés de la Confédération et d'avoir pu habiter pendant un temps malheureusement trop court, mais rempli de plaisir aussi bien que de labeur, cette Suisse si vieille au point de vue de sa liberté publique, et si jeune au point de vue de sa force actuelle, cette Suisse qui résume dans son sein tout ce que la nature offre de pittoresque, de beau, de majestueux, de sublime, dans cette Suisse, le joyau et la merveille de l'Europe.

Nous sommes à même d'émettre en toute sûreté ces appréciations aujourd'hui, surtout après avoir assisté aux fêtes données par le Conseil fédéral en l'honneur du Tribunal d'Arbitrage, à Interlaken et à Berne.

Tout semblait concourir au succès de ces fêtes; et le temps a été si beau qu'on serait tenté de croire le Conseil fédéral en possession d'une baguette magique, sous la puissance de laquelle le ciel et la terre s'empressent de rehausser les charmes des lacs et des montagnes de la Suisse.

Ce sera à notre Gouvernement d'exprimer, d'une manière digne de lui et de la Confédération, sa profonde reconnaissance pour l'hospitalité de la Suisse, car cette hospitalité a puissamment contribué à faciliter la réalisation d'une grande œuvre de conciliation et de paix entre l'Angleterre et l'Amérique.

E 2200 Rome 1/160

*Le Président de la Confédération, E. Welti,
au Ministre de Suisse à Rome, G. B. Pioda*

L

Confidentielle

Bern, 16. September 1872

Ich bin Ihnen für Ihre Mittheilung¹, die ich nach Ihrem Wunsche streng confidenciell behandeln werde, sehr verbunden. Wie Sie selbst sagen, kann die Mittheilung des Herrn Melegari, «que rien ne se ferait sinon d'accord avec le gouvernement italien», nur auf einem argen Missverständniss beruhen. Ich habe Herrn M. wiederholt mündlich u. sogar schriftlich (in einem Privat-Billet) gesagt, es werde der Bundesrath der ital. Regierung den Vertrag mittheilen, gemäss der Declaration vom 26. Mai 1871². Herr M. scheint nun diese Mittheilung, so klar sie war, missverstanden u. geglaubt zu haben, es werde der Bundesrath überhaupt, bevor er etwas beschliesse, den Vertrag an das italien. Ministerium überschicken und die Bemerkungen desselben darüber einholen. Eine solche Erklärung habe ich nie gegeben u. konnte sie vernünftigerweise auch nie geben. Der Bundesrath würde sich nie zu einem solchen Procedere hergegeben haben, welches unsere ganze Stellung gefährdet hätte. Wir haben die Verantwortlichkeit u. wollen sie tragen, aber ohne dass wir uns an die Rätthe von Dritten halten. Deutschland hätte ein solches Begehren auch stellen u. Bemerkungen machen können. Wie aber, wenn seine Bemerkungen im entgegengesetzten Sinne gelautet hätten? Es kam mir nie in den Sinn, dass Herr Melegari nur so etwas gemeint hatte. Erst hintennach stellte es sich dann heraus.

Ich bitte Sie, nun allen Gerüchten dieser Art, wo sie auftauchen, bestimmt entgegenzutreten. Solche Sachen lasse ich weder über mich noch über den Bundesrath cursiren.

Nächster Tage bekommen Sie wieder eine neue amtliche Mittheilung.

1. Du 9 septembre 1872. Non reproduite.

2. Cf. n° 366.

*Le Ministre de Suisse à Vienne, J. J. von Tschudi,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Wien, 19. September 1872

Ich beehre mich, Ihnen beigeschlossen eine wichtige Note¹ des K. u. K. Ministeriums des Äusseren in Bezug auf die *Rhein correction* im Originale mitzutheilen. Sie werden aus derselben ersehen, dass das K. K. Ministerium des Inneren der Linie des oberen Durchstiches, wie sie 1865 ausgemittelt und 1872 gutgeheissen wurde, definitiv zustimmt, hingegen mit der von den Experten proponirten Reihenfolge der Arbeiten nicht einverstanden ist, sondern insbesondere Werth darauf legt, dass die neuen Brücken und Wege möglichst bald und nicht erst im fünften Baujahr ausgeführt werden. Dass endlich die K. K. Regierung wiederholt und auf das bestimmteste die ihr schon im Correspondenzwege und durch das Praeliminarübereinkommen² unsererseits zugesicherte Gleichzeitigkeit der Eröffnung beider Durchstiche betont und von der Schweiz eine dieselbe ausser Frage stellende Erklärung baldigst wünscht.

Es ist letztere Frage der Angelpunkt, um den sich jetzt die Rhein correctionsangelegenheit dreht. Die Bevölkerung Vorarlbergs hat ihr Misstrauen noch nicht verloren und übt auf die Regierung eine solche Pression, dass sie nur gestützt auf die bündigsten Versicherungen unserer Seite vorwärts zu gehen wagt. Die Schweiz ist durch die früheren Erklärungen und das Praeliminarübereinkommen gebunden, und wenn die K. K. Regierung nicht den gegen die Gleichzeitigkeit der Eröffnung beider Durchstiche vorgebrachten Gründen der Expertencommission Gehör schenkt, sondern auf unserem ihr gegebenen Versprechen beharrt, so bleibt uns weiter nichts übrig, als etwa unter Verwahrung wegen der aus der gleichzeitigen Eröffnung entspringenden möglichen Nachtheile und Schäden die früher gegebene Zustimmung aufrecht zu erhalten. Im Praeliminarübereinkommen ist die Gleichzeitigkeit des Beginnes und der Vollendung beider Durchstiche *nicht* von dem Gutachten der Experten abhängig gemacht, sondern als festvereinbarter Vertragspunkt an die Spitze des Übereinkommens gestellt. Die K. K. Regierung hat auch auf dem Correspondenzwege wiederholt und unumwunden erklärt, dass sie nur unter der Bedingung der Gleichzeitigkeit der Eröffnung beider Durchstiche in Verhandlungen mit der Schweiz eintrete. Ich glaube daher, dass wir durchaus nicht anders können, als die von der K. K. Regierung gewünschte Erklärung bei dieser Gelegenheit nochmals zu wiederholen.

1. Du 13 septembre 1872, non reproduite. Cf. E 2200 Vienne 1/53.

2. Du 19 septembre 1871, RO X, pp. 520–527.

431

E 1001 (E) q 1/97

Le Conseil fédéral au Ministre d'Italie à Berne, L. A. Melegari

N

Berne, 11 octobre 1872

En réponse à la Note que Monsieur le Ministre d'Italie lui a adressée le 29 Août¹ dernier, dans le but d'obtenir quelques exemplaires des lois et règlements qui ont été promulgués en Suisse sur les *grèves d'ouvriers*, le Conseil fédéral a l'honneur de faire connaître à Son Excellence le résumé des renseignements qu'il a obtenus à ce sujet des gouvernements cantonaux comme suit:

Il n'existe dans aucun Canton suisse des lois et règlements sur les grèves.

Le plus grand nombre des Cantons ne se sont jamais occupés de cette matière, n'ayant jusqu'à présent pas encore vu de phénomène social de ce genre se produire sur leur territoire.

Les Cantons de Zurich, Berne, Lucerne, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, St-Gall, Vaud et Genève ont eu des grèves où parfois l'autorité a dû intervenir, mais toujours dans le même but: d'abord pour essayer de concilier les parties en offrant sa médiation, puis, cas échéant, en protégeant au moyen de la force publique les ouvriers qui désirent continuer leur travail. La liberté d'association existant de par la Constitution fédérale, les ouvriers sont libres de se constituer en sociétés et d'exiger de ceux qui en font partie une certaine obéissance aux décisions prises par elles. Ils peuvent s'abstenir de travailler et engager par tous les moyens légitimes en leur pouvoir leurs camarades à en faire autant. Les Conventions conclues entre eux et les donneurs d'ouvrage peuvent seules servir de règles en cette matière, les rapports de droit civil qui en résultent sont du reste du domaine des tribunaux civils. Dans le cas seulement où par la violence on empêcherait les ouvriers qui veulent continuer à travailler, à se rendre, ou à rester à leur ouvrage, l'autorité intervient pour protéger la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile.

Les Cantons de Bâle-Ville et de Zurich sont les seuls Cantons qui aient une loi spéciale sur les ouvriers.

La loi zurichoise, qui date de 1844, défend aux ouvriers de fonder des sociétés ayant pour but de résister à l'autorité, d'obtenir par la force des concessions, de nuire aux droits de leurs patrons ou de leur porter dommage, ou enfin [*quelque*] autre but immoral que ce soit (articles 20, 21, 22 et 48). Par décision du 2 Mai dernier, le Département de Justice et Police du Canton de Zurich a déclaré que les dispositions ci-dessus ne sont plus applicables, vu la teneur des articles 46 de la Constitution cantonale, garantissant aux citoyens le droit de libre association.

La loi bâloise statue à son article 10 que les propriétaires de fabriques sont tenus de rendre une ordonnance sur leurs rapports avec les ouvriers. Les ouvriers à la semaine doivent dénoncer leurs engagements au moins quinze jours à l'avance et vice versa; les ouvriers à la pièce sont en tous cas tenus de finir l'ouvrage commencé. Les contraventions à la loi sont punies d'une amende qui ne peut excéder 300 francs.

1. *Non reproduite. Cf. E 2/599.*

Le Grand Conseil du Canton de St-Gall est occupé aujourd'hui de l'élaboration d'une loi sur les fabriques qui soumettra à la surveillance de l'Etat les rapports entre patrons et ouvriers.

Le Canton du Tessin règle cette matière par le droit pénal qui contient des peines contre ceux qui troublent le travail des professions permises.

Le Conseil fédéral transmet en même temps à Monsieur le Sénateur Melegari un exemplaire de la loi bâloise du 15 Novembre 1869 et copie des articles 20, 21, 22 et 48 de la loi zurichoise du 16 Décembre 1844, ainsi que de l'arrêté y relatif du Département de Justice et Police du Canton de Zurich, du 2 Mai 1872.

432

E 22/1665

*Le Président de la Confédération, E. Welte,
au Président du Conseil d'Etat du Canton du Tessin, E. Rossi*

*Copie**L*

Berne, 12 octobre 1872

J'ai eu dernièrement une entrevue avec Monseigneur Agnozzi, Chargé d'Affaires du Saint-Siège, dans laquelle nous nous sommes occupés de la question de l'organisation épiscopale de votre Canton.

Lui ayant demandé quelles étaient les propositions que le Saint-Siège comptait faire, en réponse aux ouvertures qui lui ont été faites par le Conseil fédéral au sujet de cette question, il me répondit qu'avant d'entrer en négociations, il importait de se mettre bien d'accord sur la base à donner à celles-ci. Jamais, me dit-il, le Saint-Siège ne pourra consentir à une annexion du Canton du Tessin à un Evêché suisse déjà existant. La seule chose à laquelle nous puissions prêter les mains est la création d'un Evêché spécial ou d'un Vicariat apostolique pour ce Canton. Nous ferions un traité analogue à celui qui a été conclu lors de la création de l'Evêché de St-Gall, ainsi nous prendrions l'engagement de ne nommer jamais qu'un citoyen suisse en qualité d'Evêque qui devrait toujours être une «*persona grata*». Monseigneur Agnozzi déclara qu'il considérait comme inutile tout essai de négociations portant sur d'autres bases que celles ci-dessus.

En portant ces déclarations confidentiellement à votre connaissance, je n'ai pas pour but de provoquer une décision du Conseil d'Etat du Canton du Tessin, ni même un prononcé officiel et définitif sur la question. Considérant cependant la manière catégorique dont s'est prononcé le représentant de la Cour de Rome, je désirerais avoir quelques informations de vous sur la possibilité plus ou moins grande d'arriver à une entente sur les bases présentées par le Saint-Siège et les chances de réussite que pourraient avoir des négociations.

E 22/1665

*Le Président du Conseil d'Etat du Canton du Tessin, E. Rossi,
au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Bellinzona, 16 ottobre 1872

Colla pregiata vostra 11. corrente mese¹, ieri pervenutami, avete la bontà di farmi sapere in via confidenziale che di recente ebbe luogo tra Voi e l'Incaricato d'Affari della S. Sede un abboccamento in cui si trattò della questione dell'organizzazione vescovile del Cantone Ticino. Mr. Agnozzi vi avrebbe dichiarato che la S. Sede non sarà mai per acconsentire all'annessione del Ticino ad un vescovado Svizzero già esistente e che la sola combinazione cui potrebbe dar la mano sarebbe la creazione d'un vescovado speciale o d'un Vicariato Apostolico per questo Cantone. Qualsiasi tentativo di negoziati sopra altre basi, all'infuori delle accennate, sarebbe da Mr. Agnozzi ritenuto frustraneo.

Nel portare confidenzialmente a mia conoscenza le anzidette dichiarazioni del Rappresentante della Corte di Roma, esprimete il desiderio che io vi fornisca delle informazioni ed indicazioni circa la probabilità di riuscita delle trattative che venissero intavolate sulle basi presentate dalla S. Sede. E poichè non è vostro intendimento di provocare una decisione del Consiglio di Stato del Cantone Ticino nè un dichiarato ufficiale e definitivo sulla questione, io mi limiterò ad esporre la personale mia opinione, spiacente di non avere potuto, in argomento così delicato ed importante, consultare nemmeno in via officiosa gli Onorevoli miei Colleghi.

Ho motivi per credere che la popolazione ed il V^o. Clero di questo Cantone accetterebbero con soddisfazione un accomodamento dell'ormai troppo prolungata vertenza diocesana, sia sulla base d'un Vescovado speciale che su quella d'un Vicariato Apostolico. Ma rispetto all'autorità politica, da cui dovrebbe emanare la ratifica dell'accordo, cioè il Gran Consiglio, sono d'avviso che respingerebbe qualsiasi convenzione la quale avesse per base la creazione d'un Vescovado speciale pel Cantone Ticino e ciò per considerazioni politiche ed anche finanziarie che alla S. V. non è d'uopo rammentare. Quanto alla creazione d'un Vicariato apostolico, opino che il Gran Consiglio non la respingerebbe a priori, visto che l'annessione delle parrocchie ticinesi ad un vescovado svizzero esistente, da molti Deputati accarezzata, dovrebbe essere posta fuori di questione. Sono però persuaso che il Gran Consiglio non farebbe buon viso neppure ad un accordo basato sulla creazione d'un Vicariato Apostolico, qualora la forma della nuova istituzione e le attribuzioni della medesima, specialmente ne' rapporti collo Stato avessero a derogare alle principali disposizioni delle leggi civili ed ecclesiastiche attualmente vigenti. Certo è che se la S. Sede insistesse nel reclamare pel Vicario apostolico ticinese, i diritti e la giurisdizione stati formulati nella nota 3 gennaio 1862² di Mr. Bovieri al Consiglio federale, in tale caso converrebbe troncare ogni

1. Cf. n° 432; la copie de la lettre est datée du 12 octobre 1872.

2. Cf. E 22/1659.

trattativa poichè nè il Consiglio di Stato nè il Gran Consiglio sarebbero mai per aderire a simili pretese. Non conosco il preciso tenore della Convenzione stata conchiusa in occasione della erezione del Vescovado di S. Gallo. Ma se questa Convenzione, come inclino a ritenere, salvaguardasse in modo conveniente e decoroso i diritti sovrani della civile podestà giusta i principi del diritto Pubblico in oggi comunemente ricevuti anche presso la più parte degli Stati retti a forme monarchico-costituzionali, credo che un trattato analogo alla citata Convenzione con S. Gallo non incontrerebbe seria opposizione.

Per quanto riflette la nomina del Vicario, è mia opinione che le divergenze in proposito non sarebbero di grave momento e che in ogni caso non farebbero fallire le trattative come avvenne nel 1860. Penso che il diritto di nomina potrebbe anche lasciarsi alla S. Sede purchè la nomina avesse a cadere sopra un cittadino svizzero, da scegliersi sopra una terna presentata dal Governo Ticinese, oppure fosse a questo riservato il diritto di placitazione. A tale diritto di presentazione o di placitazione parmi già avere assentito la S. Sede dal momento che si obbligherebbe ad eleggere sempre una «persona grata». La riuscita delle trattative sarebbe poi non poco facilitata qualora la S. Sede, nella Convenzione a stipularsi, aderisse ad una nuova riduzione delle feste, riduzione altamente reclamata dalle tristi condizioni economiche in cui versa il Cantone Ticino.

È dunque mia opinione che le trattative colla S. Sede per l'organizzazione vescovile di questo Cantone sulla base d'un Vicariato apostolico speciale, dipendente direttamente da Roma, presentino probabilità di riuscita ove avessero a verificarsi le condizioni da me indicate. Di conseguenza è a desiderarsi che l'ultima recente apertura di Mr. Agnozzi colla S. V., sia assecondata, rinnovando al medesimo lo invito a presentare un progetto pratico completo sulla base sovraccennata.

434

E 53/150

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R
Confidentielle

Rome, 24 octobre 1872

Vous devez avoir reçu ma lettre confidentielle du 18¹.

Mr. Melegari vint me voir lundi, après avoir eu une audience auprès du Ministre des Affaires Etrangères.

Ce haut personnage, étant de sa nature excessivement réservé, se contenta de lui dire qu'il aurait à s'expliquer sur les contradictions contenues dans ses dépêches. Ce n'est qu'après avoir vu Mr. Sella, le jour suivant, que Mr. M. commença à

1. *Non reproduite.*

entrevoir la gravité de sa situation. Il fut reçu, dit-il, avec emportement. Et, il ajoutait, la lecture du rapport écrit, présenté par Mr. Sella, Dimanche 13 courant au Conseil des Ministres, est bien faite pour prouver le ressentiment qui dominait l'auteur vis-à-vis des prétendus mauvais procédés de Berne envers le Gouvernement Italien. Mr. Melegari me mentionna, en outre de la proposition de supprimer la somme portée au budget, celle de rappeler le Ministre Italien à Berne.

Le Conseil des Ministres, plus calme, n'agréa point la première proposition et modifia la seconde dans le sens d'un *appel* pour donner les explications orales sur les dépêches incongruentes [*sic*]. Mr. M. me montra le document qu'il tenait à la main, mais il ne s'offrit point de me le lire ou de me le laisser lire. J'ai lieu de croire que Mr. M. expliqua ses contradictions en disant que Mr. le Président de la Confédération avait bien donné les assurances, voulant et croyant pouvoir les tenir, mais qu'en fin de compte, la majorité du Conseil fédéral n'aurait pas été du même avis, et aurait passé outre.

Si cela peut servir à expliquer les assurances données le 12 et les jours subséquents jusqu'au 23 Août, il est évident que cela n'explique pas les assurances qui auraient été données après cette date, c'est-à-dire après la décision du Conseil fédéral².

Cependant, Mr. Sella fut beaucoup plus abordable dans une seconde audience le jour suivant, Mr. Favre étant heureusement arrivé sur ces entrefaites pour coopérer à une prompte et bonne solution.

Mr. Sella ne croyant pourtant pas pouvoir changer si subitement de ton et d'allure, se montra disposé à accepter la médiation officieuse de quelque personnage bien placé pour intervenir, par ex. celle du Général Menabrea. Il désirait en même temps que le soussigné lui exprimât ce même désir. Après avoir examiné la chose, je trouvai qu'il n'y aurait point d'inconvénients à y satisfaire, pour ce qui concerne le matériel, Mr. Favre, l'entrepreneur (qui au fond est le seul véritable intéressé), étant là et donnant de grand cœur son adhésion. Je crus par contre devoir m'abstenir quant au personnel, la chose étant beaucoup plus compliquée et la Direction de la Société du St-Gothard, qui est la principale intéressée, ne pouvant être par moi consultée.

Le billet que j'écrivis en conséquence en date d'avant-hier (dont Vous trouverez ci-joint copie), ne contenta pas tout-à-fait Mr. Sella et je le repris, après qu'il en eût pris connaissance; mais il n'en eut pas moins son effet.

Le Général Menabrea se rendit immédiatement à l'invitation que Mr. Sella lui envoya à Florence ensuite de ces pourparlers. Il se trouve maintenant ici et il espère, après avoir tâté son terrain, pouvoir arriver à des propositions acceptables, soit sur le matériel, soit sur le personnel. J'ai vu aujourd'hui les 6 Ministres présents dans la capitale. Mr. le Président du Conseil et Mr. Sella m'ont témoigné de leur désir et de leur confiance dans la réussite d'une entente amiable. Les autres m'ont paru être plus ou moins animés des mêmes sentiments.

Mr. Favre, convaincu de l'importance de sa présence pendant cette tractation, s'est décidé, contre son intention primitive, de prolonger son séjour à Rome, espérant par là de hâter, aussi bien que de faciliter, la conclusion.

2. Cf. PVCFE 1004 1/90, 3984. A ce sujet, cf. aussi n° 429.

CONSEIL FÉDÉRAL
Procès-verbal de la séance du 4 novembre 1872

5111. Verkommniss mit Deutschland & Italien betr. Transport
von Auszuliefernden.

Justiz-u. Polizeidepartement. Randantrag v. 2. diess.

Nach Kenntnissnahme von der mit Schreiben vom 30. Oktober¹ durch die *Gesandtschaft in Berlin* eingesandten Rückäusserung des auswärtigen Amts der Reichregierung vom 28. Oktober² auf die unterm 9. August lezthin³ von hier aus gemachten Vorschläge i. S. des *Transports zwischen Deutschland und Italien auszuliefernder Individuen durch die Schweiz*, hat der Bundesrath gemäss Vorschlag des Departements beschlossen:

Es sei die Gesandtschaft in Berlin angewiesen, die Note vom 28. v. Mts. in folgender Weise zu beantworten: der Bundesrath habe von den italienischer Seits bezeichneten Stationen (nämlich die Douane auf dem Berge Splügen, oder die Präfektur in Como, oder das Gendarmerie-Commando in Cannobio), Vormerkung genommen, so dass nun allseitig bezüglich der sämtlichen Stationen Übereinstimmung walte.

Was dagegen die von der italienischen Regierung in Vorschlag gebrachte Abänderung von Ziff. 3 des Entwurfes betreffe, so bedaure der Bundesrath, darauf nicht eingehen zu können.

Er sei mit den beteiligten Kantonen gerne bereit, den Regierungen von Deutschland und Italien die Vollziehung des zwischen ihnen bestehenden Auslieferungsvertrages möglichst zu erleichtern, aber er müsse doch auch seinerseits wünschen, dass dieses nicht in einer für die schweiz. Behörden zu lästigen Weise verlangt werden möchte. Nun sei beiden Regierungen bestens bekannt, dass die Schweiz keine allgemeine Landespolizei besitze, sondern dass sie sich der Polizei eines jeden einzelnen Kantons, durch welche ein Polizeitransport gehe, bedienen müsse. Der Vorschlag von Italien hätte zur Folge, dass jeder Kanton, dem ein solcher Transport Auslagen bereiten würde, eine Rechnung an das schweiz. Justiz-u. Polizeidepartement senden müsste; dieses müsste alle Rechnungen zusammenstellen u. der italienischen Gesandtschaft mittheilen; dann die erhaltene Rückvergütung vertheilen, für Quittungen sorgen etc. Es würde also jeder einzelne Fall den kantonalen und den Bundesbehörden zahlreiche Korrespondenzen veranlassen, die leicht u. ohne irgend welchen Nachtheil durch das in Ziff. 3 des Entwurfes vorgesehene Verfahren vermieden werden.

Wenn die italienische Regierung darauf hinweise, dass das alte System, wonach

1. *Non reproduit.* Cf. E 21/24623 Band 1.

2. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Berlin 1/3.

3. *Non reproduit.* Cf. PVCFE 1004 1/90, 3738.

von ihrer Gesandtschaft in Bern gegen Beibringung der Rechnungen lediglich die erwachsenen Kosten bezahlt worden seien, keine Nachtheile gebracht habe, so sei dieses allerdings von ihrem Standpunkte aus erklärlich, denn die dadurch veranlassten vielen Schreibereien seien lediglich den schweiz. Behörden obgelegen. Der Bundesrath habe daher den im Jahr 1869 gebotenen Anlass benutzen müssen, um auch seinerseits dieselbe Einfachheit des Verfahrens zu erzielen, dessen sich Italien erfreut habe.

Die Inkonvenienzen, welche für die italienische Verwaltung aus der Nothwendigkeit von Kostenvorschüssen erwachsen, seien für Italien jedenfalls nicht grösser, als diejenigen seien, welche für die tessinischen Gendarmerieposten auf dem St. Gotthard oder im Dorfe Airolo, oder für den graubündenschen Polizeiposten im Dorfe Splügen entstehen, wenn sie alle Kosten eines aus Deutschland kommenden Transportes bis in ihre einsamen Stationen vorschiesen und noch für die Fortsetzung der Reise sorgen müssten. Das Einfachste werde eben sein, dass beidseitig zu rechter Zeit die nöthigen Vorkehren getroffen werden.

Übrigens müsse der Bundesrath noch bemerken, dass der Entwurf den Regierungen aller Kantone, deren Gebiet an beiden Routen benutzt werden müsse, mitgetheilt worden sei, und dass mehrere derselben gerade das System der direkten Abrechnung als Bedingung für ihre Zustimmung aufgestellt haben. Es würde daher dem Bundesrathe unangenehm sein, wenn die Regulirung des Verfahrens an einem Punkte scheitern sollte, der ganz besonders geeignet sei, dieses Verfahren möglichst zu vereinfachen, wodurch es der Schweiz zum grössten Theile sich empfehle. Der Bundesrath müsse daher wünschen, dass der vorliegende Entwurf nicht weiter abgeändert und dass bezüglich der Kostendeckung das in der Übereinkunft mit Württemberg u. Italien aufgestellte Verfahren beibehalten werde.

436

E 53/150

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, E. Welti*

L

Confidentiell

Berlin, 9. November 1872

Ich bin im Besitze Ihrer Depesche vom 5. Nov.¹, welche mir hinsichtlich gewisser Anstände, die sich über die Declaration des Schweiz. Bundesrathes d. d. 26. Mai 1871² ergeben haben, einlässliche Instruktionen ertheilt.

Schon vor Empfang dieser letztern hatte ich bei einem neulichen Besuch Anlass, mit Staatsminister Delbrück über die aufgetauchten Schwierigkeiten in Berücksichtigung resp. in Beanspruchung der part équitable mich zu unterhalten.

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. n° 366.*

Der Herr Staatsminister billigte vollständig die Vergebung der Entreprise an Herrn Favre, fand jedoch die der Italienischen Regierung, oder den die part équitable beanspruchenden Personen gesetzte Frist zu kurz bemessen u. zu kategorisch, wobei er allerdings von der irrthümlichen Voraussetzung ausgieng, es sei eine zweite, besondere Frist (von einem Monat) zur Erzielung der Verständigung zwischen Hr. Favre u. der allfällig neu in den Vertrag eintretenden Personen nicht gegeben gewesen (Art. 13 lemma 3 des Bauvertrages v. 7. Aug. 1872), welchen Irrthum ich allerdings augenblicklich zu berichtigen im Fall war, da ich unmittelbar vor der Unterhaltung den Vertrag mit Favre nachgelesen hatte. Der Eindruck eines allzu categorischen Vorgehens schien jedoch mit diesem Nachweis nicht ganz gehoben werden zu können.

Vorgestern Nachmittag hatte ich Gelegenheit, den Italienischen Gesandten hier, den Grafen Launay, der soeben von Rom zurückkehrte (wohin er von seinem Aufenthalt am Comersee eigens berufen worden war), zu sprechen. Nach unser ersten Begrüssung überraschte er mich gleich mit folgenden Worten: «Eh, nous venons de passer *une crise très sérieuse.*» (Und auf meine Frage: «Laquelle?») «La crise du St-Gothard. Heureusement l'affaire s'est apaisée. J'en suis content, car en cas contraire j'aurais été obligé d'agir ici contre vous. Mais il restera à Rome une pénible impression, un sentiment de défiance à l'égard des procédés de la Suisse, et il faudra un certain temps pour en effacer les traces, etc. etc. Je regrette cela sincèrement pour d'autres choses.»³

Troz dieser Mittheilung werde ich Herrn Staatsminister Delbrük (u. auch Hr. Direktor Weisshaupt) den neuen Umständen entsprechende Kenntniss vom Thatsächlichen geben, u. bei dem erstgenannten den bei ihm entstandenen ungünstigen Eindruck durch Klarlegung der Schweizerischen Auffassungsweise zu verwischen suchen.

3. A ce sujet, cf. aussi nos 429 et 434.

Proposition du Chef du Département politique, E. Welti, au Conseil fédéral

Berne, 14 novembre 1872

Par dépêche du 28 août dernier, M. Kübly, Consul de la Confédération suisse à Buenos Ayres, fait rapport¹ au Conseil fédéral sur la nécessité de l'érection de Consulats suisses dans quelques villes de la République argentine, et spécialement dans les chefs-lieux des provinces de Córdoba, de Santa Fé et d'Entre-Rios, où se trouvent un grand nombre de Suisses. M. Kübly dit qu'il a déjà fait des

1. Non reproduit.

recherches dans différentes villes pour y trouver des personnes disposées à accepter les fonctions d'agents consulaires suisses et propose pour la ville de Santa Fé, chef-lieu de la province du même nom, M. Rudolphe Gessler de Bâle, négociant, qui déjà depuis quelque temps a rendu à M. Kübly des services, en l'aidant dans l'exercice de ses fonctions.

Le Département soussigné estime aussi que l'érection de Consuls suisses, dans les provinces de la Confédération argentine les plus fréquentées par l'immigration, serait très utile. Ces provinces sont celles citées par M. le Consul Kübly dans son rapport, c'est-à-dire celles de Córdoba, de Santa Fé et d'Entre-Rios qui, avec la province de Buenos Ayres, forment la partie habitée et cultivée de la République de La Plata. C'est à travers cette contrée que passe le chemin de fer de Rosario à Córdoba (Chemin de fer du Central argentin) qui distribue des terrains et attire un grand nombre d'immigrants.

Dans l'idée du Département, l'organisation consulaire suisse à La Plata pourrait être faite sur les bases suivantes:

Erection de Consuls dans les chefs-lieux des quatre provinces de Buenos Ayres, Entre-Rios, Santa Fé et Córdoba, c'est-à-dire dans les villes de Buenos Ayres, Concepción, Santa Fé et Córdoba. Chacun de ces postes aurait pour arrondissement consulaire la province elle-même et serait occupé par un Consul. Chacun de ces Consuls pourrait alors, si le besoin s'en faisait sentir, proposer au Conseil fédéral la création de vice-consulats dans les autres villes importantes de sa province. Afin de donner à cette organisation une certaine unité d'action, on pourrait donner au Consul de Buenos Ayres le titre de Consul général; les autres postes lui seraient alors subordonnés dans les limites du règlement de 1851².

M. Kübly parlait dans son rapport d'agents consulaires qui auraient été directement sous les ordres du Consulat de Buenos Ayres, mais le Département estime qu'il vaut mieux créer des Consuls indépendants. Dans telle ou telle circonstance donnée, le Conseil fédéral pourrait avoir besoin d'un Consul indépendant qui ne fût pas hiérarchiquement subordonné à un collègue et qui pût agir par lui-même. Cette circonstance pourrait aussi être utile pour la position de ce fonctionnaire vis-à-vis du Gouvernement argentin.

En dehors des quatre provinces dont il a été fait mention ci-dessus, le territoire de la République argentine n'est que peu habité et exploité par les Européens, en sorte que l'érection de Consuls n'y paraît pas nécessaire. Si cependant il en était autrement, M. le Consul Kübly serait invité à faire d'autres propositions sur ce point.

Considérant ce qui précède, le Département soussigné, après avoir reçu du Gouvernement du Canton de Bâle des renseignements favorables sur la personnalité de M. Rudolphe Gessler à Santa Fé, a l'honneur de proposer au Conseil fédéral:

1°. D'ériger dans la ville de Santa Fé et pour la province de ce nom un Consulat suisse.

2°. De nommer à ces fonctions M. Rudolphe Gessler de Bâle, négociant à Santa Fé.

3°. De charger M. le Consul Kübly à Buenos Ayres de demander, pour la nomi-

2. Cf. RO II, pp. 285—298.

nation de M. Gessler, l'exequatur du Gouvernement argentin et de lui envoyer à cet effet le brevet consulaire avec mission de le transmettre à M. Gessler, en avertissant celui-ci qu'il pourra entrer en fonction aussitôt qu'il aura communiqué au Conseil fédéral le serment prévu à l'article 6 du règlement consulaire de 1851.

4°. De charger la Chancellerie fédérale de remettre au nouveau Consul les lois, règlements, sceaux, timbres etc., nécessaires pour la Chancellerie du Consulat.

5°. D'inviter M. le Consul Kübly à présenter au Conseil fédéral un rapport et des propositions sur l'organisation consulaire ultérieure des provinces de la République argentine où se trouvent des citoyens suisses en nombre suffisant, en lui indiquant pour bases de son rapport les idées exposées par le Département dans le présent rapport, en en exceptant toutefois ce qui concerne l'érection d'un Consulat général à Buenos Ayres et ce qui est dit au sujet des rapports des Consuls entre eux³.

3. Approuvée par le Conseil fédéral, dans sa séance du 15 novembre 1872. Cf. E 1004 1/91, 5296.

438

E 2200 Rome 1/160

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. B. Pioda,
au Président de la Confédération, E. Welti*

Copie

R

Confidentielle et personnelle

Rome, 15 novembre 1872

Vous devez, à l'heure qu'il est, être en possession de mon rapport du 12 cour.¹ au Départ. Politique et de la copie de la Note que j'ai adressée le même jour au Ministre des Affaires Etr². Cette Note a été lue hier au Conseil des Ministres. Il paraîtrait, si je suis bien renseigné, que Mr. Visconti-Venosta a été chargé de faire la réponse dans laquelle le manque de confiance dans l'exécution ponctuelle des conditions de la Convention du 7 Août avec Mr. Favre, serait l'idée prédominante.

L'Italie ferait donc toutes réserves de ses droits pour cette éventualité, et en laisserait toute la responsabilité au Conseil fédéral qui a eu tant de hâte à accorder son approbation. Cependant, il faudra attendre d'avoir ce document sous les yeux pour savoir au juste à quoi s'en tenir, car dans ces choses la bonne ou la mauvaise volonté des rédacteurs est pour beaucoup.

Une réponse à l'art. de l'*Opinione* N° 314 paraîtra demain dans le même journal, et sera signée par Mr. Maraini, agent de la Société du St-Gothard.

L'ingénieur Croso n'ayant pas voulu assumer seul la responsabilité de traiter

1. Non reproduit. Cf. E 53/150.

2. Reproduite en annexe.

avec Mr. Favre sur le matériel du Mont-Cenis, deux autres personnes lui ont été adjointes; elles ont en faculté de s'entendre directement avec Mr. Favre sur l'époque et les lieux de la conférence. On paraît ici ne plus s'en occuper, en attendant jusqu'au moment où les commissaires feront leur rapport. Il Vous sera donc peut-être plus aisé de savoir par Mr. Favre à quel point en est l'affaire. Du haut personnel du Mont-Cenis, Mr. l'ingénieur Copello seul, paraîtrait disposé à accepter une place dans le personnel du St-Gothard, les autres personnages étant morts, frappés d'incapacité, ou avantageusement placés ailleurs.

Le Général Menabrea doit en avoir écrit à Mr. Escher pour demander qu'il soit placé comme inspecteur du tunnel, ou qu'il lui soit adjugé, en société avec l'ing. Borelli, une autre entreprise, p. e. celle des tunnels de moindre importance. Mr. Escher paraît avoir répondu négativement à l'une et à l'autre demande.

Mr. Melegari est indisposé depuis quelques jours.

ANNEXE

E 53/150

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. B. Pioda,
au Ministre italien des Affaires étrangères, E. Visconti-Venosta*

*Copie
N*

Rome, 12 novembre 1872

Sous date du 26 Août dernier³, j'ai eu l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement de S. M. que, en suite de l'art. 11 du Traité du 15 Octobre 1869⁴, le Conseil fédéral avait donné son consentement à ce que les travaux du grand tunnel du St-Gothard soient exécutés en entreprise, et que par décision du 23 Août 1872⁵, il avait accordé son approbation au contrat que la Direction du chemin de fer du St-Gothard avait passé le 7 du même mois, à la suite d'un concours, avec Mr. Louis Favre.

Je communiquai en même temps les ouvertures que le Conseil fédéral crut devoir faire au Gouv. du Roi pour s'acquitter des obligations par lui contractées en vertu de la déclaration du 26 Mai 1871⁶, tendant à ce qu'une part équitable dans le contrat fût accordée au personnel qui avait été employé au percement du Mont-Cenis.

V. E. m'accusa réception de ma communication par Note du même jour⁷, et me fit observer que le Gouvernement du Roi ne saurait accepter, par la clause d'un contrat auquel il demeure étranger, l'assignation d'un terme dont il n'y a aucune trace dans la déclaration du 26 Mai 1871, et qu'il entend que le Conseil fédéral, et non pas un tiers qui se serait subrogé, continue à répondre envers lui, des engagements qu'il a contractés.

M'étant empressé de communiquer Votre Note au Conseil fédéral, il s'empressa à son tour de me fournir les explications qui font l'objet de ma Note du 5 Octobre⁸ à V. E. qui aura pu se persuader que sur les deux points sus-énoncés, il n'y avait pas de désaccord entre la manière de voir du Gouv. Royal et celle du Conseil fédéral, attendu que celui-ci déclare d'une part, que son intention ne pouvait tendre en aucune façon à une mise en demeure du Gouv. Royal, la fixation du délai mentionné dans ma Note du 26 Août, s'adressant uniquement aux personnes privées; et que d'autre

3. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Rome 1/160.

4. *RO X*, pp. 535—536.

5. *Non reproduite.* Cf. E 1004 1/90, 3984.

6. Cf. n° 366.

7. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Rome 1/160.

8. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Rome 1/160.

part, le Conseil fédéral, en faisant insérer dans la Convention avec Mr. Favre l'art. 13, reconnaît que cet article ne crée des droits et des devoirs que pour les parties contractantes, et qu'il ne lui a jamais attribué l'effet de faire entrer, vis-à-vis du Gouv't. Royal, la Compagnie du Gothard dans les obligations résultant de la déclaration du 26 Mai 1871.

N'ayant pas reçu de réponse à ma Note du 5 Octobre, j'ai lieu de croire que le Gouv't. de S. M. a trouvé satisfaisantes les explications que je lui ai données au nom du Conseil fédéral.

Par la Note du 26 Août, V. E. témoigne aussi quelque surprise de ce que le Conseil fédéral, avant de donner sa ratification, n'ait pas laissé au Gouv't. Italien le temps de prendre connaissance du contrat passé avec Mr. Favre, et d'exprimer, le cas échéant, son appréciation des clauses contenues dans ce contrat, procédé qui, d'après V. E., empruntait à la situation spéciale, créée aux deux Gouvernements par la déclaration du 26 Mai 1871, un caractère d'opportunité que V. E. s'était empressée, par l'entremise du Ministre du Roi à Berne, de signaler au Gouvernement fédéral. Après les documents qui Vous ont été remis et les explications verbales qui suivirent jusqu'à ce jour, V. E. aura pu se convaincre que la procédure du Conseil fédéral lui a été dictée par la position que les parties contractantes lui ont faite dans les traités et que pour ce qui regarde spécialement le Gouv't. Italien, il n'a pas manqué de faire en sa faveur les réserves nécessaires.

En effet, comme Vous avez pu le voir dans le Mémoire du 30 Août dernier⁹, adressé par le Président de la Confédération Suisse à cette Légation (dont je Vous ai donné communication officielle, avec le Recueil des pièces relatives au chemin de fer par le St-Gothard, par ma Note du 8 Octobre¹⁰) le Conseil fédéral a approuvé le contrat Favre le 23 Août, *sous réserve des négociations subséquentes avec l'Italie concernant l'exécution de la déclaration du 26 Mai 1871.*

Cette décision a été communiquée le 23 Août à la Direction du chemin de fer du St-Gothard. Dans cette communication, il est dit: «Le Conseil fédéral attendra la réponse du Gouv't. Italien et se réserve, d'après la teneur de cette réponse, de régler en son temps la question encore pendante concernant le personnel qui doit être considéré comme co-contractant, par son approbation définitive.»

Le Conseil fédéral estime avoir par là tenu la promesse faite à Mr. le Ministre d'Italie à Berne, dont les instances pour la présentation du contrat ne pouvaient, dans son opinion, se référer qu'à la situation *spéciale* créée au Gouv't. Italien par la déclaration précitée.

Le Conseil fédéral ne saurait supposer qu'en dehors de ce but spécial et à lui particulier, le Gouv't. Royal exigeât la présentation et la discussion préalable du contrat Favre, cette manière de voir étant, selon lui, inadmissible avec les dispositifs des traités et en face des autres hauts Gouvernements et parties co-contractantes qui évidemment auraient eu le même droit.

L'opinion du Conseil fédéral au reste, paraît avoir été partagée par les membres italiens du Conseil d'Administration qui se trouvèrent à Lucerne, lors de l'approbation du contrat Favre, contrat approuvé à l'unanimité des membres présents, y compris Mrs. Menabrea et Servadio. L'illustre Général Menabrea avait fait la proposition suivante: «En engageant la Direction à faire son possible pour que les ingénieurs du Mont-Cenis viennent à un accord avec l'entrepreneur, Mr. Favre, *aux termes mêmes de la Convention*, le Conseil d'Administration passe à la votation de la Convention.»

Mr. le Général Menabrea a donc aussi approuvé le contrat Favre et ne demandait autre chose à la Direction, sinon la réalisation de l'accord entre les ingénieurs du Mont-Cenis et Mr. Favre.

Or, ce que le Général demandait à la Direction a été fait par le Conseil fédéral. Celui-ci a approuvé définitivement le contrat en ce qui concerne Mr. Favre, mais il ne l'a approuvé que sous réserve des négociations avec l'Italie en ce qui concerne la part équitable dans le contrat à accorder au personnel qui a été employé au Mont-Cenis, et par ma Note du 26 Août, le Conseil fédéral a fait au Gouv't. Italien les ouvertures analogues. C'est dans ce sens spécial qu'il en a été parlé à plusieurs reprises au Représentant de S. M. à Berne qui doit avoir compris la chose dans un sens plus général, ce qui donna lieu à un regrettable malentendu.

Après m'être fait un devoir de Vous donner ces explications pour dissiper toute version erronée, je viens prier V. E. de vouloir bien m'informer sur la réponse qui doit avoir été donnée par le personnel technique du Mont-Cenis, à l'offre de participation pour la moitié, au contrat avec Mr. Favre.

9. *Non reproduit.* Cf. E 2200 Rome 1/160.

10. *Non reproduite.* Cf. E 2200 Rome 1/160.

Pour le cas de refus, le Conseil fédéral avait, le 25 Septembre dernier¹¹, déclaré au Représentant de S. M. à Berne qui s'était chargé d'en donner connaissance à son Gouvernement que: «Les ouvriers venant du Mont-Cenis, qui, toute chose égale d'ailleurs, se conformeront aux mêmes conditions et règlements que les autres ouvriers, seront non seulement les bienvenus, mais dans l'intérêt même de la bonne marche des travaux, ils seront occupés de préférence aux autres qui se présenteraient en concurrence avec eux.

Quant au personnel technique proprement dit, le Conseil fédéral fait observer qu'à la suite du concours public qui a été ouvert et auquel se sont présentés un grand nombre d'ingénieurs, il a été pourvu à la plus grande partie des places. Le nombre des ressortissants italiens qui, à la suite de ce concours sont entrés au service de la Compagnie, est déjà aujourd'hui assez considérable, comme S. E., Mr. le Ministre Melegari, a pu s'en convaincre par l'examen de la liste que le Président de la Confédération a eu l'honneur de lui remettre. Si cependant le Gouv. Royal désirait proposer certaines personnes pour les places encore disponibles, le Conseil fédéral prie S. E., Mr. le Sénateur Melegari, de bien vouloir insister pour que ces propositions soient communiquées au Conseil fédéral, aussitôt que faire se pourra, et de manière à ne pas causer de retard préjudiciable dans la composition définitive du personnel technique du Mont St-Gothard.»

Or, je dois également Vous prier de me faire savoir quelles sont, [le] cas échéant, Vos intentions relativement à cette offre subordonnée.

Je devrais enfin Vous prier de bien vouloir compléter l'inventaire des machines et du matériel ayant servi à la percée du Mont-Cenis, qui a fait l'objet de la demande contenue dans mes Notes du 2 et du 25 Août dernier¹², et à laquelle Vous n'avez pu satisfaire par Votre Note du 8 Septembre¹³ que d'une manière incomplète, le retard mettant l'entrepreneur, Mr. Favre, dans l'impossibilité de savoir quelles sont les machines et autre matériel nécessaires pour la percée qu'il devra se procurer ailleurs; mais je pense pouvoir m'en abstenir, attendu que des informations officieuses me donnent lieu de croire que tout est en voie d'être régularisé directement entre les Commissaires du Ministère des Travaux Publics et l'entrepreneur, Mr. Favre.

11. Cf. l'annexe de la lettre de Welti du 25 septembre, non reproduite. Cf. E 2200 Rome 1/160.

12. Non reproduites. Cf. E 2200 Rome 1/160.

13. Non reproduite. Cf. E 2200 Rome 1/160.

439

E 2/1878

*Le Président de la Commission pour la rectification de la frontière,
L. H. Delarageaz, au Conseil fédéral*

R

Préverenges, 17 novembre 1872

J'ai l'honneur de vous adresser un *projet de Convention*, arrêté à Lugano le 3 oct. dernier, concernant la difficulté de frontière, soulevée par la réclamation de l'Italie, contre l'emplacement des bornes entre *Brusio et Tirano*, en application de la Convention de Piattamala, du 26 août 1863¹.

Les Commissaires que vous avez désignés pour examiner cette réclamation, conjointement avec des Délégués de l'Italie, étaient aussi chargés de réclamer une

1. Cf. RO VIII, pp. 405—420.

solution pour la question pendante, sur la frontière tessinoise, à l'alpe de Cravairola².

Prévoyant qu'il serait bien difficile d'arriver à une solution favorable à la Suisse, sur ce dernier point, j'ai cru devoir dresser un procès-verbal des délibérations de la Commission Italo-Suisse, sous forme de mémorial, pour mettre sous les yeux du haut Conseil fédéral, les arguments, pour ou contre, mis en avant par les deux parties et lui donner ainsi le moyen d'apprécier la valeur de ces arguments. Ce procédé m'a permis aussi de restreindre mon rapport à un simple communiqué des faits.

Ainsi que nous l'avions prévu, MM. les Commissaires italiens n'ont voulu prendre aucun engagement concernant Cravairola; il est vrai que sur ce point, les titres et les faits sont peu favorables à la Suisse: ils militent en faveur de l'Italie. Ces MM. se sont bornés à nous donner l'assurance qu'ils appelleraient l'attention de leur Gouvernement sur la convenance d'admettre, en cet endroit, la limite naturelle des hautes sommités.

Il en est de même de la question de Brusio, quoique les faits soient plus favorables à la Suisse; les traités, les conventions, les titres en général et l'intention formelle de l'une des parties, font décidément pencher la balance du côté de l'Italie. La nécessité de faire cesser des difficultés sans cesse renaissantes, la proximité d'une frontière naturelle, la circonstance que par la Convention de 1863, la Suisse a obtenu un grand territoire contesté, ont été autant de motifs qui ont, en quelque sorte, obligé vos délégués à adhérer au projet de convention qui est soumis à votre sanction. La rédaction indique assez l'embarras où ils se trouvaient, en face de ces deux questions et des circonstances qui s'y rattachent. Nous avons fait ce qui dépendait de nous pour maintenir à la Suisse une position aussi favorable que possible, pour poursuivre les négociations, en nous conformant à l'esprit de nos instructions.

Par cette nouvelle convention, le terrain, près de la Douane, appartenant à la Confédération, se trouve sensiblement augmenté, mais une partie du plateau de Reffregio resterait à l'Italie.

Nous regrettons de n'avoir pas été plus heureux et désirons que cet objet puisse recevoir une solution, même au prix d'un léger sacrifice.

Les populations du District de Poschiavo attachent une certaine importance au maintien de la limite actuelle; le Gouvernement des Grisons les appuie fortement dans leurs prétentions. Elles redoutent la construction d'établissements militaires sur le plateau de Reffregio, et la perte de quelques facilités pour les échanges. Il conviendrait pour leur donner une satisfaction d'obtenir du Gouvernement italien, l'engagement qu'aucune construction militaire ne sera élevée sur ce point. Et pour ce qui concerne le Gouvernement des Grisons et la Commune de Brusio, vos Commissaires croient que, si la Confédération accordait un subside à cette commune pour l'incorporation des habitants de Cavayonne, à titre de Bourgeois, et pour l'établissement d'une école dans ce hameau, ils renonceraient à leurs réclamations ou à leurs protestations. J'aurai l'honneur de vous adresser un rapport succinct sur cette question.

2. Commune de Campo, dans le Val Maggia. Cf. aussi document n° 420.

*Le Conseil fédéral
à la Chancellerie de l'Empire allemand et au Gouvernement italien*

Copie
N

Bern, 29. November 1872

Nach Inhalt des Art. 11, letztes Lemma des internationalen Vertrages, betreffend den Bau und Betrieb der Gotthard-Eisenbahn, vom 15. Oktober 1869¹, hat sich der schweizerische Bundesrath verpflichtet, den hohen Subventionsstaaten periodische Berichte über den Gang und den Stand der Arbeiten, sowie später über die Betriebsergebnisse vorzulegen. Ferner hat er Hochdensenben nach Art. 17 des gleichen Vertrages für jedes Baujahr zu geeigneter Zeit ein Programm und einen Voranschlag der in dem grossen Gotthardtunnel auszuführenden Arbeiten zu überreichen und den Zeitpunkt des Beginnes des ersten Baujahres festzusezen.

Nachdem die definitive Bestimmung der Tunnelaxe stattgefunden hat, die Aushebung der Voreinschnitte stark vorgerückt und der eigentliche Tunnelbetrieb bereits in Gang gesetzt ist, sezt der Bundesrath hierauf gestützt den Beginn des ersten Tunnelbaujahres auf den 1. Oktober 1872 fest und erachtet diesen Zeitpunkt für angemessen, auch den weitem, von ihm übernommenen oben erwähnten Verpflichtungen nachzukommen. Zu diesem Ende beehrt sich der schweizerische Bundesrath, Ew. Durchlaucht anliegend

1. einen kurzen Bericht² über die Konstituierung der Gotthardbahngesellschaft, die Verrichtungen der Direktion und den Stand der Arbeiten mit bezüglichen Zeichnungen,
2. das Programm und den Voranschlag für das erste Tunnelbaujahr, endlich
3. eine Sammlung aller wichtigern, das Unternehmen betreffenden Aktenstücke zu übermitteln.

Indem der schweizerische Bundesrath damit das ergebene Ansuchen verbindet, es wolle Ew. Durchlaucht von dem Beginne des ersten Baujahres und dem Voranschlage Vormerkung nehmen, wird er nicht ermangeln, nach Mitgabe des Art. 17 am Schlusse desselben von derjenigen Summe Kenntnis zu geben, welche in diesem ersten Baujahre wirklich wird verausgabt worden sein.

Der Verpflichtung zu periodischer Berichterstattung über den Gang und Stand der Arbeiten gedenkt er inzwischen in der Weise gerecht zu werden, dass er monatlich einen kurzen Nachweis über das Fortschreiten der Arbeiten und von 3 zu 3 Monaten eine einlässlichere Berichterstattung über den Gang des Unternehmens folgen lässt.

Der schweizerische Bundesrath gibt sich der angenehmen Erwartung hin, es werde dieses Verfahren den Wünschen der hohen vertragsschliessenden Regierungen entsprechen.

1. Cf. RO X, p. 536.

2. Reproduit en annexe.

ANNEXE

E 53/139

Rapport du Conseil fédéral suisse aux Gouvernements des Etats qui ont participé à la subvention de la Ligne du St-Gothard sur l'état actuel de l'entreprise.

Fondation et constitution de la Compagnie.

Une convention ayant été conclue le 10 octobre 1871 entre l'Union du St-Gothard, représentée par M. le Conseiller national D^r Alfred Escher, de Zurich, et M. le Conseiller intime Adolphe Hansemann, de Berlin (Recueil des actes n^o 25), convention par laquelle ce dernier, agissant au nom de plusieurs établissements financiers allemands, a pris l'engagement de fournir le capital d'établissement nécessaire au moyen de la formation d'un consortium international et de créer une société par actions pour la construction et l'exploitation du chemin de fer du St-Gothard; les statuts de cette Société, datés du 1^{er} novembre 1871 (Rec. des actes n^o 27), ont été présentés au Conseil fédéral, qui les a approuvés par arrêté du 3 novembre 1871 (Rec. des actes n^o 28).

En conformité de l'art. 36 des statuts, il a été procédé à la formation du *Conseil d'administration*, et les 24 membres dont les noms suivent ont été nommés pour toute la durée de la construction, savoir:

Par l'Union du St-Gothard:

Messieurs

le D^r Alfred Escher, Conseiller national, à Zurich,
J. Zingg, Conseiller d'Etat, à Lucerne,
W. Schmidlin, directeur du Central, à Bâle,
de Hettlingen, Landammann, à Schwyz,
le colonel fédéral Arnold, Conseiller national, à Altorf,
Franchini, Conseiller d'Etat, à Bellinzone.

Par le Conseil fédéral suisse:

Messieurs

Weber, membre du Conseil des Etats, à Berne,
Feer-Herzog, Conseiller national, à Aarau,
le colonel fédéral Stehlin, Conseiller national, à Bâle,
Anderwert, Conseiller national, à Frauenfeld,
le colonel fédéral A. Stocker, à Lucerne,
Karrer, Conseiller national, à Berne.

Par le Consortium international du chemin de fer du St-Gothard,
a. par le groupe suisse:

Messieurs

A. Hansemann, Conseiller intime, à Berlin,
Stoll, directeur du Nord-Est, à Zurich,
Köchlin, membre du Conseil des Etats, à Bâle,
le colonel Rieter, à Winterthour;

b. par le groupe allemand:

Messieurs

le baron Charles de Rothschild, à Francfort s./M.,
Mevisen, Conseiller de commerce, à Cologne,
le baron A. de Oppenheim, Conseiller de commerce, à Cologne,
Wendelstadt, Conseiller de commerce, à Cologne;

c. par le groupe italien:

Messieurs

Servadio, président de la «Società di credito provinciale e comunale», à Florence,
 Bombrini, directeur général de la «Banca nazionale del Regno d'Italia», à Florence,
 le général comte Menabrea, Sénateur, à Rome,
 Mordini, ancien Ministre des Travaux publics, à Rome.

Conformément à l'art. 39 des statuts, le comité de l'Union du St-Gothard a adressé aux membres prénommés du Conseil d'administration l'invitation de se rencontrer le 6 décembre 1871 à Lucerne, siège de la Compagnie désigné par les statuts, aux fins de se constituer, de nommer la Direction et de s'occuper des autres affaires de la compétence du Conseil d'administration. Répondant à cette invitation, 19 membres se sont présentés à la première séance du Conseil d'administration; les cinq autres ont excusé leur absence pour cause de maladie, d'affaires ou autres motifs d'empêchement. Par suite de délégation, 21 voix étaient présentes.

Après que M. le Conseiller d'Etat Zingg, président du comité du St-Gothard, eut ouvert les délibérations, il a été procédé aux nominations prévues par l'art. 39 des statuts et, par 19 voix sur 20, M. le Conseiller national *Feer-Herzog*, à Aarau, a été élu *Président du Conseil d'administration*.

Puis, par 18 voix sur 21, M. le Conseiller national *Stehlin*, colonel, à Bâle, a été élu *Vice-Président du Conseil d'administration*.

L'assemblée étant ainsi constituée, il a été procédé à la nomination des membres de la Direction; ont été nommés:

M. le Conseiller national *D^r Alfred Escher*, premier membre et président,
 M. le Conseiller d'Etat *J. Zingg*, second membre et vice-président,
 M. *Weber*, membre du Conseil des Etats, troisième membre.

Remplaçants de la Direction:

M. *Köchlin*, membre du Conseil des Etats,
 M. le colonel fédéral *A. Stocker*.

Dans cette première séance du Conseil d'administration, il a été pris, en outre, des décisions concernant la publicité à donner à la constitution de la Société, la fixation des honoraires de la Direction, le terme du premier versement sur les actions et obligations (à teneur des art. 7 et 9 des statuts), la part revenant aux actionnaires sur les économies de l'entreprise du tunnel, enfin la mise au concours, soit les démarches à faire en vue de la nomination à la place d'ingénieur en chef.

Formation du capital.

La convention du 10 octobre 1871, relative à la formation du capital de construction, a été approuvée le 23 octobre 1871 par la Commission permanente de l'Union du St-Gothard, soit dans le délai fixé par l'art. 20 de la convention. Le Consortium international qui, à teneur de la convention mentionnée, s'est engagé à se charger du capital-actions de 34 millions et du capital d'obligations à émettre, au montant de 68 millions, a été constitué de la manière suivante, après que les groupes suisse et italien eurent accepté la proposition de participer chacun pour un tiers à l'entreprise dans son ensemble:

a. Le groupe allemand:

La Société d'escompte, à Berlin,	pour	23%,	soit fr.	7,820,000
La Banque du commerce et de l'industrie, à Darmstadt,	pour	17%,	soit fr.	5,780,000
A. de Rothschild & fils, à Francfort s./M.,	pour	17%,	soit fr.	5,780,000
Société financière A. Schaaffhausen, à Cologne,	pour	12%,	soit fr.	4,080,000
S. Oppenheim jun. & C ^{ie} , à Cologne,	pour	12%,	soit fr.	4,080,000
Direction générale de la Société de commerce maritime, à Berlin,	pour	10%,	soit fr.	3,400,000
J. Bleichröder, à Berlin,	pour	9%,	soit fr.	3,060,000
				<u>100%, soit fr. 34,000,000</u>

b. Le groupe italien:

Société générale du crédit provincial et communal, à Florence,	pour fr. 16,600,000
Banque nationale, à Florence,	pour fr. 15,000,000
A. Uzielli, à Livourne,	pour fr. 400,000
Banque de Turin, à Turin,	pour fr. 750,000
U. Geiser & C ^{ie} , à Turin,	pour fr. 1,100,000
C.-F. Brot, à Milan,	pour fr. 150,000
	<u>fr. 34,000,000</u>

c. Le groupe suisse:

Compagnie du Nord-Est suisse, à Zurich,	pour fr. 9,000,000
Compagnie du Central suisse, à Bâle,	pour fr. 9,000,000
Etablissement de crédit suisse, à Zurich,	pour fr. 8,500,000
Banque commerciale de Bâle, à Bâle,	pour fr. 1,500,000
Bischoff, à St-Alban, à Bâle,	pour fr. 1,500,000
Rodolphe Kaufmann, à Bâle,	pour fr. 1,000,000
Banque de Lucerne,	pour fr. 1,000,000
Banque argovienne, à Aarau,	pour fr. 1,000,000
Banque commerciale de Berne, à Berne,	pour fr. 500,000
Banque de Schaffhouse,	pour fr. 750,000
Banque hypothécaire thurgovienne, à Frauenfeld,	pour fr. 250,000
	<u>fr. 34,000,000</u>

Les établissements ci-dessus ont dressé des actes d'engagement en due forme pour l'accession au Consortium.

Après que la Société du St-Gothard se fut constituée le 6 décembre 1871, il a été adressé, d'accord avec le syndicat du Consortium, en date du 8/11 décembre, une circulaire aux membres du Consortium international, avec invitation:

de verser 40 % du capital-actions de 34 millions, soit fr. 13,600,000
plus la première série des obligations, au montant de fr. 12,000,000
 formant en somme fr. 25,600,000 qui ont été effectivement versés par tous les membres au 21 décembre 1871.

Pour ces versements, le Consortium a reçu des titres provisoires datés du 1^{er} janvier 1872 et un nombre correspondant de titres d'obligations libérées. La souscription publique ouverte plus tard (22 janvier et 14 juin) pour les actions et la première série des obligations, n'était pas du ressort de la Société, mais du Consortium, lequel a par cette voie mis à la disposition du public une partie des actions et obligations dont il s'était chargé.

A teneur de l'art. 11 de la convention relative à la formation du capital de construction, du 10 octobre 1871, les membres du Consortium ont fourni en bons titres, à la caisse de la compagnie, le *cautionnement* prescrit pour la prise des obligations, au montant de fr. 11,200,000, soit 20 % de la partie des obligations non encore libérées.

Cautionnement de la Société. Aux termes de l'art. 11 de la convention internationale du 15 octobre 1869, le Conseil fédéral est tenu d'exiger de la Société du St-Gothard un cautionnement en espèces ou en bonnes valeurs, correspondant aux obligations contractées par elle. Le Conseil fédéral a fixé ce cautionnement à la somme de 10 millions de francs, que la Société a déposée en bonnes valeurs à la caisse d'Etat fédérale, après qu'il en eut été dressé par écrit un acte en bonne et due forme. Par son arrêté du 1^{er} juillet courant, le Conseil fédéral a déclaré l'affaire définitivement terminée.

[...]³

3. *Suivent les paragraphes sur le personnel, les études et travaux techniques préparatoires, ainsi que sur les travaux de construction proprement dits.*

Proposition du Chef du Département politique, E. Welte, au Conseil fédéral

Bern, 12. Dezember 1872

Die Unterhandlungen des Pol. Departementes mit dem russischen Gesandten über den Abschluss eines Niederlassungsvertrages sind beendet u. es legt Ihnen das Departement die daherige Vereinbarung mit nachstehendem Berichte vor:

Den Verhandlungen wurde das Project zu Grunde gelegt, welches dem Bundesrathe am 11. Nov. 1870¹ vorlag und von ihm als Vertragsbasis angenommen wurde. Infolge des Beschlusses vom gleichen Tage hatte das Pol. Departement dem russischen Gesandten auch eine Abänderung des russischen Zolltarifes zu beantragen, über dessen Einzelheiten die beiliegenden Noten² das Nähere enthalten.

Nach Mittheilung dieser Actenstücke zogen sich die Unterhandlungen sehr in die Länge. Die russische Regierung wartete mit ihrer Antwort bis zur Ankunft des jetzigen russischen Gesandten, d. h. bis zum Juli d. J. In diesem Momente wurde die Sache wieder an die Hand genommen u. vorerst zwischen den beiden Bevollmächtigten bereinigt. Heute endlich ist von dem Fürsten Gortschakow die Mittheilung eingelangt, dass das russische Ministerium unter zwei später zu besprechenden Bedingungen mit den Vorschlägen seines Bevollmächtigten einverstanden sei.

Was vorerst die Aenderungen des russischen Zolltarifes anbelangt, so erklärte der russische Unterhändler von vorn herein, sich darauf nicht einlassen zu können, indem das russische Zollsystem die Conventionalzölle nicht kenne und eine Abweichung zu Gunsten der Schweiz nothwendig auch die Gestattung der gleichen Vortheile an die übrigen Staaten und damit die Aufhebung des ganzen Zoll- u. Steuersystemes nach sich ziehen müsste. Spätere Versuche, die Sache wieder zur Sprache zu bringen, fanden den gleichen categorischen Widerstand, auf welchen wir uns übrigens schon von Anfang an gefasst machten.

In Bezug auf den Niederlassungsvertrag zeigte sich Russland bei weitem mehr entgegenkommend. Die wesentlichste Schwierigkeit bestand in der *Steuerfrage*. Beim Beginn der Unterhandlungen schon hatte nämlich die russ. Regierung das Begehren gestellt, dass in dem Vertrage festgestellt werde, es hätten die in der Schweiz befindlichen Russen nur von demjenigen Vermögen Steuern zu entrichten, *welches in der Schweiz liege, dagegen sei alles Vermögen von der Besteuerung auszuschliessen, welches ein in der Schweiz wohnender Russe ausser unserm Territorium besitze und zwar ohne Unterschied*, ob dieses Vermögen in Mobilien oder in Immobilien bestehe. Dieser Grundsatz versties sich so sehr gegen alle cantonalen Gesetzgebungen, dass die über den Vertrag angefragten Regierungen³ beinahe ohne Ausnahme erklärten, lieber auf den Vertrag überhaupt zu ver-

1. Cf. n° 303.

2. Non reproduites.

3. Les réponses des gouvernements cantonaux n'ont pas été reproduites.

zichten als einen solchen Grundsatz aufzunehmen. In der That würde eine solche Bestimmung die Russen nicht bloss besser als die eigenen Angehörigen gestellt haben, sondern es wäre darin die Nötigung gelegen, auch die Angehörigen derjenigen Staaten, welchen die Rechte der meistbegünstigten Nationen eingeräumt sind, auf den gleichen Fuss zu stellen. Nach langer Opposition billigte endlich Russland ein, diese Forderung fallen zu lassen und dieselbe auf die Erbschaftssteuer zu beschränken. Nach Mitgabe des Art. 4 des Entwurfes, der bereits Ihre vorläufige Zustimmung erhalten hat, soll nämlich die Erbschaftssteuer nur von demjenigen Vermögen bezahlt werden, welches in der Schweiz liegt, insofern der Erblasser nicht gesetzlich in der Schweiz domicilirt ist. War derselbe gesetzlich domicilirt, so tritt die Gesetzgebung des betr. Cantones ein und es ist die Möglichkeit gegeben, auch das ausser dem Canton hinterlassene Vermögen mit der Erbschaftssteuer zu belegen. In Bezug auf die *allgemeine* Steuerpflicht tritt der Grundsatz von Art. 6 alinea 2 ein, wonach die beidseitigen Niedergelassenen wie die Bürger des meistbegünstigten Landes behandelt werden.

Als materieller Unterschied zwischen unserm ursprünglichen Entwurfe und den russischen Vorschlägen ist die Redaction in Art. 1 anzuführen, wonach die Russen auf dem gleichen Fusse «que les citoyens des autres cantons suisses» behandelt werden sollen. Russland verlangte nämlich mit Hartnäckigkeit, auf dem gleichen Fuss behandelt zu werden wie die Schweizer (sur le même pied que les nationaux suisses). Diese Redaction hätte aber dazugeführt, den Russen in jedem Canton die Rechte eines Cantonsangehörigen zu gewähren, während die einem andern Canton angehörigen Schweizer anders, d.h. schlechter gehalten worden wären. Die endlich zum Durchbruch gekommene Einsicht in unsere eigene innere Organisation machte den Bedenklichkeiten Russlands ein Ende.

Die genannte Frage und die Bestimmung über die Besteuerung bildeten die einzigen Punkte, über welche eine materielle Abweichung bestand. Die sonstigen Änderungen bestehen in Redactionsverbesserungen und in Weglassung einzelner Artikel.

Art. 1 des ursprünglichen Entwurfes. Art. 1. des Vorschlages.

Die ersten Alinea enthalten nur Redactionsänderungen. Der Zusatz «il est entendu toutefois que etc.» ist selbstverständlich.

Art. 2. Entwurf u. Vorschlag identisch.

Art. 3. bessere Redaction.

Art. 4. Die Alinea 1.2.u.4. des Vorschlages enthalten gegenüber dem Entwurf eine veränderte u. nach unserm Dafürhalten verbesserte Redaction, ohne materielle Änderung.

Alinea 3. ist schon oben besprochen. Im Weitern wird auf dasjenige verwiesen, was ad.art.XV. des Entwurfes gesagt wird.

Art. 5. des Entwurfes ist dem schweiz.-ital. Vertrag entnommen (art. 4)⁴, der in dem Vorschlage enthaltene Zusatz (ainsi que les charges qui sont attachées etc») dem ital.-russischen Niederlassungsvertrag; die Sache selbst scheint dem Departement ohne Bedenken.

Art. 6. Im Entwurf u. Vorschlag übereinstimmend.

4. Du 22 juillet 1868, cf. RO IX, p. 629.

Art. 7. des Entwurfes betr. die Geschäftsreisenden wurde von Russland beanstandet u. wird nach specieller Erklärung des Ministeriums an den Gesandten nicht acceptirt, weil 1. der Grundsatz in Art. 1 ausreiche und weil 2. in einigen Theilen von Russland, z. B. in Finnland, von den Geschäftsreisenden eine (wie gesagt wird unbedeutende) Steuer erhoben werde. Das Departement beantragt, auf diesem Punkte nicht weiter zu beharren, da eine ähnliche Bestimmung auch in den andern Niederlassungsverträgen sich nicht findet.

Art. 8 des Entwurfes, art. 7 des Vorschlages. Blosser Redactionsunterschied.

Art. IX. des Entwurfes, art. VIII. des Vorschlages. Dieser Artikel hat in dem Vorschlage eine bessere Redaction u. einen Zusatz erhalten, dessen Annahme unsererseits keinen Anstand finden sollte. Es ist nämlich darin der Grundsatz ausgesprochen, dass diejenigen Handelsleute, welche das Amt eines Consuls bekleiden, in ihren Handelsgeschäften keinerlei Privilegium geniessen.

Art. X. des Entwurfes ist in dem Vorschlage weggelassen. Dieser Artikel ist dem schweiz.-ital. Vertrag entnommen u. wurde in diesen auf Verlangen von Italien aufgenommen. Da nach unserm Consularreglement⁵ die Ernennung von Vice-Consuln dem Bundesrath zusteht u. kein Grund vorhanden ist, auch in der Zukunft dieses Recht zu vergeben, so besteht für uns auch keinerlei Interesse, diesen Art. X. gegenüber Russland aufrecht zu erhalten.

Art. IX. des Vorschlages ist neu u. stellt den Grundsatz auf, dass die Angehörigen des einen Staates, welche zu Consuln des andern Staates ernannt werden, damit nicht aufhören, den Gesetzen ihres Heimathlandes unterworfen zu sein, ohne dass dadurch den consularischen Rechten und der Unverletzlichkeit der Archive irgendwelcher Eintrag geschehen soll.

Art. XI. des Entwurfes u. Art. X. des Vorschlages, das erste Alinea übereinstimmend. Alinea 3, welches von dem Rechte spricht, bei öffentlichen Solennitäten die Nationalfahne auf dem Consulatsgebäude aufzupflanzen, ist auf den Wunsch der russischen Regierung weggelassen. In dem Schlusssatz des Vorschlages ist die selbstverständliche Bestimmung enthalten, dass das Nationalwappen an dem Consulatsgebäude für dieses nicht den Character eines Asyls schaffen dürfe.

Art. XII. des Entwurfes ist weggelassen u. zwar vollständig u. in Übereinstimmung mit unsern Anschauungen, wonach den Consuln durchaus keine persönlichen Privilegien zukommen sollen. In den Entwurf kam die Bestimmung aus dem schweiz.-ital. Vertrag, in welchen sie auf das Begehren von Italien aufgenommen worden war.

Art. XIII. des Entwurfes und Art. XI. des Vorschlages sind identisch u. sichern die Unverletzlichkeit der Consulatsarchive.

Art. XIV. u. XV. des Entwurfes. Der erste dieser Artikel stammt aus dem schweiz.-italienischen Verträge; beide Artikel beschlagen die notarialische Thätigkeit der Consuln. Diese sollen berechtigt sein:

a. Testamente zu errichten.

b. Verträge abzuschliessen u. zwar zwischen Nationalen u. Fremden u. sogar zwischen Fremden allein, wenn der Vertrag sich auf Grundstücke im Heimatland des Consuls oder dort zu vollziehende Geschäfte bezieht (*affaires à traiter sur le territoire de la nation à laquelle appartient le consul*).

5. Du 1^{er} mai 1851, cf. RO II, pp. 285—296.

c. Urkunden zu beglaubigen mit dem Effect, dass sie vor den Gerichten des andern Landes Gültigkeit haben.

d. rechtsverbindliche Übersetzungen u. Legalisationen zu besorgen.

e. in Verbindung mit den Landesbehörden in Erbschaftsfällen die Siegel anzulegen u. die Inventarien zu errichten.

f. alle Schritte vorzunehmen, welche zum Schutz u. zur Liquidation einer Erbschaft nötig sind, insofern weder ein Testament vorliegt noch ein Testamentsexecutor bezeichnet ist.

In Bezug auf alle diese Befugnisse erklärt nun die russische Regierung, dass dieselben mit ihrer eigenen Gesetzgebung im Widerspruch stehen und darum nicht acceptirt werden können. Das Pol. Departement ist der Ansicht, dass auch die Schweiz darauf keinen Werth zu legen habe. Es handelt sich nämlich nicht darum, die Rechte u. Pflichten zu alteriren, welche in art. 16—28 unseres Consularreglementes vorgesehen sind, sondern es wird die Weglassung dieser beiden Artikel des Entwurfes nur die Folge haben, dass die Gesetzgebung beider Länder in dieser Beziehung völlig frei ist u. dass die Consularreglemente des einen Landes für das andere keine Verbindlichkeit haben. Bei einer Revision des Consularreglementes werden wir ohne Zweifel in den Fall kommen, von uns aus die civilrechtlichen Befugnisse der Consuln zu beschränken, u. wir haben daher kein Interesse, uns durch einen Staatsvertrag in dieser Richtung die Hände zu binden. Vielfältige schlimme Erfahrungen haben uns zur Genüge bewiesen, dass gerade auf diesem Gebiet die grössten Übelstände entstehen, wovon uns die Consulatsführung von Glinz⁶ das neueste Beispiel geliefert hat.

Art. XII. des Vorschlages enthält die Bestimmung, dass der Vertrag 10 Jahre in Kraft bleibe u. fortbestehe, bis er auf einen zwölfmonatlichen Termin gekündigt wird.

Antrag.

Es wolle der Bundesrath der Vorlage seine Genehmigung ertheilen u. den Unterzeichneten zur Unterschrift ermächtigen.⁷

6. Cf. E 2/1425 et *Rapport de gestion du Conseil fédéral 1871*, pp. 57—59.

7. *Adoptée par le Conseil fédéral, lors de sa séance du 23 décembre 1872. PVCFE 1004 1/91, 5970. Le Traité fut conclu le 26 décembre 1872 et ratifié par les deux Etats le 1^{er} août 1873, cf. RO XI, pp. 379—389.*

E 12/15

*Le Vorort de l'Union Suisse du Commerce et de l'Industrie
au Secrétaire de la Légation de Grande-Bretagne à Berne, G. F. Gould*

Copie

L

Zurich, 14 décembre 1872

Nous avons l'honneur de vous accuser réception de la note, que vous avez bien voulu nous adresser sous la date du 31 Août, et de vous remercier de votre empressement à satisfaire au désir exprimé dans notre lettre du 14 du même mois.

En l'attente des communications, que vous nous faites espérer, nous avons l'honneur de vous adresser la présente pour porter à votre connaissance les résultats de l'enquête ouverte chez les Sociétés appartenant à notre Union, au sujet des diverses questions que vous avez soumises à notre examen.

Quant à la première question qui s'informe des effets qu'ont eus sur le commerce et l'industrie Suisses les traités de commerce conclus par notre pays, nous pouvons résumer les réponses reçues en ceci: que la réduction ou l'abolition des droits d'entrée obtenue sur divers produits de nos industries nationales a naturellement développé nos relations commerciales avec les pays qui l'ont accordée, en raison directe de leur libéralité.

Notre pays, vous le savez, Monsieur, est dédié aux principes du Libre-Echange, malgré sa position défavorable au milieu de grands pays en partie protectionnistes; aussi n'avons-nous qu'à souhaiter, qu'à l'expiration des traités actuellement en vigueur, les idées du free-trade aient fait des progrès chez nos voisins et qu'il préside au renouvellement des traités un esprit encore plus libéral, que celui qui a dicté les traités actuels.

En disant cela, nous ne voulons pas parler du traité¹ que la Suisse a conclu avec le Gouvernement de S.M. Britannique et qui porte déjà l'empreinte d'un esprit presque absolu de Libre-Echange; au contraire, nous rendons un hommage sincère au grand exemple donné par votre pays, exemple digne d'être suivi par tout le monde, et nous vous dirons franchement, que les effets du traité conclu entre la Suisse et la Grande-Bretagne ont été très favorables au développement de nos relations commerciales avec votre pays. S'il y a à regretter quelque chose, c'est la grande distance qui nous sépare, sans laquelle nos relations seraient encore bien plus importantes, surtout dans l'industrie cotonnière, entravée malheureusement dans l'échange de ses produits par les frais de transport, proportionnellement très considérables.

Quant à la seconde question qui demande par quels moyens le développement des relations commerciales entre la Suisse et la Grande-Bretagne pourrait être favorisé [?]- voilà, Monsieur, le résumé des opinions énoncées à cet égard par les sections de notre Union.

On trouve que de la part du Gouvernement, il reste très peu à faire dans cette

1. Du 6 septembre 1855. Cf. RO V, pp. 255—270.

direction, en tant qu'il s'agit de questions de droits d'entrée; par contre, il y a d'autres obstacles qui s'opposent, à un certain degré, au développement des relations commerciales entre votre pays et le nôtre et dont la suppression, fort difficile d'ailleurs, serait certainement désirable.

L'un de ces obstacles, c'est le système des poids et mesures, qui est en usage chez vous. Sans que nous y attachions une trop grande importance sous le rapport du développement de nos relations commerciales, il serait pourtant à souhaiter que la Grande-Bretagne adoptât le système métrique.

Nous aimerions aussi vous parler de réformes dans votre système monétaire; mais malheureusement en ce moment-ci, le continent ne donne pas un exemple digne d'imitation en fait de questions monétaires et nous nous abstenons donc de discuter cette matière.

Par contre, nous vous signalerons un autre point, où une amélioration serait profitable au développement de nos relations commerciales: c'est le procédé judiciaire anglais, qui est si lent et si coûteux, que s'il ne s'agit pas d'une somme bien grande, on préfère s'abstenir plutôt que de poursuivre une cause, quelque bonne qu'elle soit.

Notez bien, Monsieur, que nous ne voulons pas dire par là qu'il y ait injustice dans votre procédé contre les étrangers; nous savons que Messieurs vos Compatriotes souffrent également comme nous de cet état de choses; mais nous voulons vous dire tout simplement, puisque vous nous y invitez, qu'il y a là un obstacle sérieux au développement des relations commerciales de votre pays avec le nôtre et avec l'étranger en général.

Nous savons fort bien en Suisse combien il est difficile de réformer en matière de droit; aussi n'est-ce qu'un pieux désir que nous exprimons, que des Tribunaux de Commerce, avec un procédé à la fois prompt et à bon marché, soient introduits dans votre pays.

Cette institution, Monsieur, qui fonctionne depuis quelque temps dans plusieurs Cantons de la Suisse, a réalisé un véritable progrès, et nous dirons franchement, que la moralité dans le commerce en a profité.

Nous vous signalons encore, pour être des Chronistes *[sic]* fidèles, quelques désirs individuels d'une certaine importance.

De Zurich, un négociant en soie nous fait les observations suivantes, qui nous semblent très justes, qu'il serait désirable que les Importeurs *[sic]* de Soies Asiaticques à Londres prescrivissent à leurs agents de Chine et du Japon des soins plus scrupuleux au choix et au triage des soies qu'ils expédient en Europe; qu'ils achetassent en un mot, comme le pratiquent les maisons françaises avec un succès éclatant, pour la consommation et non pas pour la spéculation. En outre, le même membre désirerait que dans le commerce des soies moulinées anglaises, il fût introduit le poids conditionné à la «Talabot», tel qu'il est déjà en usage à Londres pour les Soies d'Italie et du Levant, et que les mouliniers anglais garantissent le degré de la surcharge employée à la confection de leurs produits. Ces deux circonstances — le poids non conditionné et la surcharge (le Savonnage) non garantie des soies moulinées anglaises — forment un grand obstacle à leur usage dans les fabriques continentales.

De St-Gall, on nous exprime le désir, que les Exporteurs *[sic]* anglais s'occupassent encore plus spécialement des articles suisses pouvant leur offrir de la conve-

nance; par exemple, on nous cite les articles en rouge d'Andrinople qui pourraient être cultivés par les maisons anglaises sans le moindre détriment pour leur industrie nationale similaire, étant tout à fait différents en nuance du rouge d'Andrinople anglais, à tel point que sur les marchés d'outre-mer, on distingue exactement entre le rouge anglais et le rouge suisse, et les amateurs de l'un ne veulent pas savoir de l'autre.

Voilà, Monsieur, le résumé des jugements prononcés par les sections de notre Société sur les différentes matières soumises à leur examen, à la suite de votre invitation. Nous avons supprimé une quantité de détails, qui nous ont été communiqués, parce que nous jugeons inutile de vous en entretenir — lorsque vous voulez être renseigné —, si nous avons bien saisi l'esprit de votre demande sur le *total* des effets des traités de commerce conclus par la Suisse et connaître les moyens de première importance pour développer les relations commerciales de notre pays avec le vôtre.

Nous vous remercions, Monsieur, de l'occasion que vous nous avez procurée de nous prononcer par votre entremise envers le Gouvernement de S.M. Britannique sur ces questions importantes et en l'attente des communications de même nature que vous avez bien voulu nous promettre de la part de votre commerce, nous vous prions [...].

443

E 22/1665

*Le Président de la Confédération, E. Welti,
au Chargé d'Affaires du Saint-Siège à Lucerne, G. B. Agnozzi*

Copie

L

Berne, 16 décembre 1872

Le Soussigné, Président de la Confédération, a l'honneur de porter à la connaissance de Monseigneur Agnozzi, Chargé d'Affaires du Saint-Siège apostolique à Lucerne, qu'après renseignements pris, il a pu se convaincre que les propositions présentées par Monseigneur Agnozzi, concernant l'organisation épiscopale des Etats de Genève et du Tessin, rencontreraient dans ces Cantons une opposition catégorique.

Le Soussigné prie Monseigneur Agnozzi de bien vouloir lui dire s'il lui serait agréable de continuer les entretiens commencés et dans ce cas, quel est le jour de cette semaine qu'il lui conviendrait le mieux de désigner.

ANNEXE

E 22/1669

Communications

faites par le Chargé d'affaires du St-Siège à Son Excellence M. le Président de la Confédération Suisse dans les conférences des mois de novembre et décembre 1872. (Traduction littérale du texte original italien)¹.

C'est en vertu de traités conclus au Congrès de Vienne que le canton de Genève a pris naissance. Le gouvernement de cette république obtint alors (1815) une augmentation de territoire, formé de dix-neuf paroisses du diocèse de Chambéry, ce qui valut à cet Etat la faveur d'être érigé en un canton indépendant et incorporé à la Confédération Suisse.

Dans le protocole du Congrès de Vienne, du 19 Mars 1815, on lit à l'art. III.:

«Il est reconnu, que:

§.I. La religion catholique sera maintenue et protégée de la même manière qu'elle l'est maintenant, dans toutes les communes cédées par Sa Majesté le Roi de Sardaigne et qui seront réunies au canton de Genève.

§.III. Dans les mêmes communes cédées par Sa Majesté, si les habitants protestants n'égalent point en nombre les habitants catholiques, les maîtres d'école seront toujours catholiques. Il ne sera établi aucun temple protestant, à l'exception de la ville de Carouge, qui pourra en avoir un.

§. V. Le gouvernement fournira aux mêmes frais que fournit le gouvernement actuel pour l'entretien des ecclésiastiques et du culte.

§.VI. L'Eglise catholique actuellement existant à Genève y sera maintenue telle qu'elle existe, à la charge de l'Etat, ainsi que les lois éventuelles de la Constitution l'avaient déjà décrété. Le curé sera logé et doté convenablement.

§.VII. Les communes catholiques et la paroisse de Genève continueront à faire partie du diocèse qui régira les provinces du Chablais et du Faucigny, sauf qu'il en soit réglé autrement par l'autorité du St-Siège.»²

Le roi de Sardaigne, en cédant cette portion de ses Etats pour former le nouveau Canton Suisse, mit à l'acte de cession (art. XII. du traité de Turin, signé le 16 Mars 1816) la condition suivante:

«Et attendu que ledit protocole a arrêté (l'art. 3, §1^{er}) que la religion catholique sera maintenue et protégée de la même manière qu'elle l'est maintenant, dans toutes les communes cédées par Sa Majesté le Roi de Sardaigne, et qui seront réunies au canton de Genève, il est convenu que les lois et usages en vigueur au 19 Mars 1815, relativement à la religion catholique dans tout le territoire cédé, seront maintenus, sauf qu'il en soit réglé autrement par l'autorité du St-Siège.

En exécution du §.VI dudit article 3, lequel a arrêté que le curé de l'Eglise catholique de Genève sera logé et doté convenablement, cet objet est réglé conformément à la stipulation contenue dans l'acte privé en date de ce jour.»³

A peine le Conseil d'Etat de Genève se vit-il libre, indépendant et seul maître de ce territoire, qu'il commença à faire de vives instances pour obtenir du St-Siège l'incorporation des paroisses susmentionnées à un diocèse Suisse. La Confédération et les puissances alliées appuyèrent cette demande; mais le St-Siège et avec lui la Cour de Turin, craignant avec raison la pression d'un gouvernement protestant dans les affaires religieuses d'une minorité catholique, résistèrent longtemps aux demandes réitérées des susdites autorités; le clergé de Genève lui-même y répugnait et l'archevêque de Chambéry refusait son consentement. Ce ne fut qu'après deux années de négociations que le St-Père Pie VII consentit enfin au démembrement de ces paroisses du diocèse de Chambéry et à leur incorporation au diocèse de Lausanne par le Bref «Inter Multiplices», du 20 Septembre 1819.

Ce qui engagea pourtant le Souverain Pontife à cette gracieuse concession, ce furent les garanties

1. Cette traduction est en fait une annexe à une note de G. B. Agnozzi au Conseil fédéral, en date du 21 juillet 1873, reproduite dans les DDS III.

2. Cf. *Offizielle Sammlung der das schweizerische Staatsrecht betreffenden Aktenstücke. Band 1, Zürich 1820, pp. 77—78.*

3. *Ibid.*, pp. 162—163.

stipulées, dans les traités susmentionnés, en faveur de la religion catholique, c'est-à-dire qu'elle serait maintenue et protégée comme sous le gouvernement du Roi de Sardaigne. Ces garanties furent rappelées à dessein dans le Bref, et sans cela, jamais le Souverain Pontife ne se serait décidé à faire usage de la plénitude de ses pouvoirs pour suppléer au défaut de consentement de l'archevêque de Chambéry.

Le gouvernement de Genève, par son acte du 1^{er} Novembre, déclarait solennellement qu'il acceptait avec reconnaissance le Bref du Souverain Pontife; il n'y mettait aucune condition et il annonçait que les susdits traités seraient considérés par lui comme la règle de ses obligations. Le Bref fut inscrit au bulletin des lois, afin de lui donner sans retard sa pleine et entière exécution. De tout cela, il résulte:

1° Que les puissances alliées réunies au Congrès de Vienne reconnaissent au St-Siège seul le droit de décider si les paroisses en question devraient ou non continuer à faire partie du diocèse de Chambéry.

2° Que les autorités fédérales reconnaissent au Chef de l'Eglise le pouvoir de trancher cette question et de satisfaire en cela au vœu des Genevois.

3° Qu'en accueillant la prière du Conseil d'Etat de Genève de séparer de Chambéry les paroisses réunies au canton de Genève, le Souverain Pontife faisait un acte qu'il était libre de ne pas faire.

4° Que les magistrats de Genève accueillirent la concession qui leur était faite, avec reconnaissance, comme une pure faveur.

5° Qu'il n'y eut aucun contrat, aucune convention entre le St-Siège et l'Etat de Genève, ni avant l'incorporation des paroisses au nouveau diocèse, ni au moment où le Bref reçut son exécution.

Que le St-Siège se soit lié pour toujours en employant dans le Bref l'expression: «Nous réunissons et incorporons à perpétuité», c'est ce qu'on ne peut pas dire, car, de même qu'une loi est dite perpétuelle, bien qu'elle soit révocable et puisse être révoquée par le législateur ou ses successeurs, de même l'expression citée signifie simplement que le Décret de séparation et d'incorporation doit durer *jusqu'à ce qu'il soit révoqué par le St-Siège*. De plus, quand il s'agit d'une concession purement ecclésiastique, que le St-Siège était libre de refuser ou d'accorder, le Souverain Pontife est seul compétent pour juger s'il doit ou la modifier ou la révoquer, selon que le bien des âmes et les intérêts de l'Eglise réclament l'une ou l'autre de ces mesures.

Toute idée de contrat et de convention entre le St-Siège et l'Etat de Genève étant donc écartée, il devient manifeste que ce qui décida Pie VII à se rendre aux instances du gouvernement de Genève, ce furent uniquement les garanties sanctionnées par les traités.

Mais ces traités, et les obligations qui en découlent et que le gouvernement de Genève a acceptées, ont été violés de la manière la plus flagrante par le même gouvernement de Genève. Au mépris de tous les droits des catholiques, l'exercice du culte extérieur dans la paroisse de Chêne a été interdit; on a enlevé au collège et aux écoles de Carouge leur caractère catholique, malgré l'engagement solennel de le maintenir; dans les écoles catholiques, on a mis des maîtres et des maîtresses protestants; dans les communes détachées de la Savoie, on a introduit le mariage civil; on a accompli enfin des actes ouvertement contraires aux susdits traités et aux Constitutions fédérale (art. 44) et cantonale (art. 10, 129, 132, 134). Entre tous ces actes, ceux qui méritent une mention spéciale sont: la loi du 3 Février 1872 sur les corporations religieuses; les deux décrets du 20 Septembre 1872; et plus particulièrement la proclamation au peuple Genevois, en date du 22 Octobre 1872, par laquelle le Conseil d'Etat annonce qu'il proposera des modifications importantes dans la forme organique de l'Eglise catholique Genevoise. Si ces modifications étaient votées, elles apporteraient la destruction totale du catholicisme dans la république de Genève.

En présence de si nombreuses violations, qui rendent vaines les dispositions contenues dans les Traités de Vienne et de Turin et dans le Bref de Pie VII, violations qui placent l'Eglise et ses pasteurs sous la domination du pouvoir laïque, il est de toute évidence que le St-Siège aurait le droit, indépendamment du Conseil fédéral, surtout après la démission de Mgr Marilley, de pourvoir d'une manière stable et définitive au gouvernement spirituel des catholiques de la ville et du canton de Genève.

Toutefois, le St-Père, dans le but d'éviter tout conflit avec l'autorité fédérale, a préféré procéder d'accord avec elle et faire accepter dans ce but, par son représentant en Suisse, les entretiens demandés par le Président de la Confédération.

Le parti le plus naturel et le plus ordinaire serait la nomination d'un évêque de Genève. Cette proposition ne serait pas contraire au Bref de Pie VII:

I°. Parce que la réunion des paroisses catholiques de Genève au diocèse de Lausanne n'eut pas lieu, en vertu d'une convention ou d'un contrat quelconque entre le St-Siège et le gouvernement de Genève. En effet, dans le Bref, après avoir rappelé et les vives instances du gouvernement Genevois et les bons offices des puissances, le Souverain Pontife déclare qu'il réunit les paroisses, non en vertu d'un concordat ou d'une convention, mais de son propre mouvement et uniquement en vertu des droits qu'il tient et de son suprême magistère apostolique et de l'art. 7 du protocole de Vienne.

II°. Parce que l'érection d'un évêché pour les paroisses catholiques de Genève n'est point contraire à l'esprit du Bref. Ce qu'avaient en vue le gouvernement de Genève et le St-Père Pie VII, l'un en demandant, l'autre en accordant le démembrement des paroisses catholiques, fut que les catholiques de Genève n'eussent pas à dépendre de la juridiction d'un évêque étranger. La question de les faire dépendre de l'évêque de Lausanne, ou d'un autre évêque suisse, ou d'un évêque spécial, était une affaire secondaire. D'ailleurs, on ne pouvait pas alors penser à un évêque spécial résidant à Genève, attendu que les catholiques étaient à cette époque en trop petit nombre.

III°. Toute idée d'une stipulation bilatérale antérieure étant écartée, on ne voit pas comment le gouvernement Genevois pourrait aujourd'hui s'opposer à la nomination d'un évêque spécial à Genève, sans violer la liberté du culte, liberté solennellement promise et garantie aux catholiques de Genève par les Traités de Vienne et de Turin, ainsi que par les Constitutions fédérale et cantonale.

Pour le moment, le St-Siège ne prendra pas ce parti, non qu'il doute de son droit, mais pour ne donner aucune occasion à des nouvelles complications. Cependant, il ne dissimule pas que, tôt ou tard, cette mesure devra être adoptée, soit en considération du nombre toujours croissant des catholiques qui forment déjà plus de la moitié de la population du canton, soit en considération des difficultés toujours plus graves auxquelles sont exposés ces catholiques; c'est là ce qui rend toujours plus nécessaire la présence à Genève d'un évêque pour les défendre.

Par conséquent, le St-Siège se propose de nommer provisoirement Mgr Mermillod vicaire apostolique de Genève, et il a la ferme confiance que le Président de la Confédération Suisse, non seulement ne s'opposera pas à une telle mesure, mais fera en sorte de la faire accepter par le gouvernement de Genève.

Pour dissiper tous les doutes et ne pas laisser croire que le St-Siège ait directement confié à Mgr Mermillod l'administration ecclésiastique du canton de Genève, il est à rappeler qu'en 1864, le nombre des catholiques du canton de Genève s'étant considérablement accru, le St-Père conféra à Mgr Mermillod le titre d'évêque d'Hébron «in partibus infidelium» et d'auxiliaire de l'évêque de Lausanne, pour aider Mgr Marilley dans l'administration spirituelle du canton de Genève; que pour faire participer l'évêque de Lausanne à une si sage détermination, le St-Père lui laissa la liberté de déléguer à l'auxiliaire les pouvoirs qu'il jugerait convenables selon les besoins, tout en plaçant l'exercice de ces pouvoirs sous sa dépendance. A peine Mgr l'évêque de Lausanne eut-il reçu cet avis, qu'il nomma Mgr Mermillod son vicaire général pour Genève, et lui communiqua sa juridiction. Plus tard encore, par une circulaire du 5 Juillet 1865, il notifiait au clergé et aux fidèles du canton de Genève la délégation la plus complète de ses pouvoirs à l'évêque auxiliaire.

De cette exposition, il résulte:

1° Que Mgr Mermillod n'avait reçu du St-Siège que le titre d'évêque d'Hébron «in partibus infidelium», et, en vertu de sa consécration comme évêque, les pouvoirs d'ordre correspondants, mais que les pouvoirs de juridiction ne lui furent confiés que par l'évêque de Lausanne.

2° Que Mgr Marilley, en nommant Mgr Mermillod son vicaire général, ne faisait qu'user du droit qu'ont tous les évêques d'exercer leur juridiction au moyen de vicaires généraux qu'ils choisissent et nomment eux-mêmes.

3° Que la nomination de Mgr Mermillod, comme vicaire général, et la délégation de pouvoirs étendus que lui fit Mgr Marilley, n'apportèrent aucun changement à l'administration spirituelle du canton de Genève, parce que Mgr Mermillod exerçant la juridiction au nom et en place de Mgr Marilley, ce dernier continuait à être, et était comme avant, l'unique et vrai Ordinaire du canton de Genève, selon l'axiome de droit très connu: «Ille videtur facere cujus nomine fit.»

Ces vérités furent reconnues de fait par le gouvernement de Genève qui, pendant sept ans, ne fit aucune opposition aux actes exercés par Mgr Mermillod en qualité d'auxiliaire et de vicaire général de l'évêque de Lausanne.

444

E 2200 Rome 1/160

*Le Ministre de Suisse à Rome, G. B. Pioda,
au Ministre italien des Affaires étrangères, E. Visconti-Venosta*

Copie

N

Rome, 23 décembre 1872

J'ai reçu le 16 cour. la réponse que Vous avez bien voulu faire, datée du 14¹, à ma Note du 12 Novembre², et j'en ai donné immédiatement connaissance au Haut Conseil fédéral, qui se réserve de Vous faire parvenir une communication ultérieure.

Mais dès à présent, je dois, sur l'invitation de Mr. le Président de la Confédération, Vous signaler que le narré des faits contenus dans Votre Note, contient des erreurs qu'il tient particulièrement à faire disparaître.

Je suis donc dans le cas de Vous affirmer que jamais Mr. le Président de la Confédération n'a déclaré que la percée du St-Gothard ne pourrait être confiée à d'autres qu'aux ingénieurs ayant travaillé à la percée du Mont-Cenis, ni que le Conseil fédéral ne se prononcerait sur le contrat stipulé le 7 Août avec l'entrepreneur, Mr. Favre, qu'après avoir pris en considération les appréciations du Gouvernement Italien. Enfin, je dois également Vous affirmer que jamais le Président de la Confédération n'a vu un télégramme de Votre Représentant, contenant cette déclaration.

L'explication que j'ai donnée dans ma Note du 12 Novembre est en tous points exacte, et V.E. y verra de quelle manière les affirmations contraires peuvent avoir été engendrées par un déplorable malentendu.

En faisant cette déclaration, le soussigné espère que le Gouv. du Roi y verra non seulement une sauvegarde de la dignité du Président de la Confédération, mais aussi une preuve du désir de démontrer que les actes de cet éminent magistrat n'ont jamais pu avoir le caractère d'un manque d'égard à un Gouvernement d'un pays auquel nous sommes liés par tant de liens d'intérêt et d'amitié.³

1. *Non reproduite.*

2. *Cf. n° 438, annexe.*

3. *Note en marge du document de G. B. Pioda: «NB. Cette Note n'a pas été présentée.»*

*Le Ministre de Suisse à Berlin, B. Hammer,
au Président de la Confédération, E. Welti*

R

Confidentiell

Berlin, 24. Dezember 1872

In Ausführung des mir mit chiffrierter Depesche vom 17. Dezb.¹ ertheilten Auftrages habe ich am 19. Dezb. mit Herrn Geheimrath Weisshaupt u. gestern mit Staatsminister Delbrück bezügliche Besprechungen gehabt, als deren Ergebniss ich Ihnen melden kann, dass eine Antwort des Reichskanzleramtes auf den bundesrätlichen Bericht² über den Stand des Gotthard-Unternehmens in längstens 14 Tagen zu erwarten steht. Nach den mir gemachten Eröffnungen muss ich annehmen, dass das Reichskanzleramt in seiner bevorstehenden Antwort keineswegs ermangeln wird, seiner Befriedigung über den Gang des Unternehmens insoweit Ausdruck zu geben, als solches mit Rücksicht auf die Stimmung in Rom u. das Interesse der Unternehmung selbst angänglich erscheint.³

1. «Setze voraus, dass Reichskanzleramt durch unsern Bericht betr. Stand der Gotthardfrage befriedigt sei. Es wäre sehr wünschenswerth, wenn diess uns gegenüber förmlich und bald ausgesprochen würde. Bitte in dieser Richtung, besonders auch bei Weisshaupt, angemessene Schritte zu thun. Welti.» (E 53/139).

2. Cf. n° 440, annexe.

3. *A ce rapport, une lettre privée de Hammer à Welti était annexée (non retrouvée), dont un extrait a été copié comme suit par le secrétaire du Département politique, E. Secretan:*

«Meiner heutigen confidentiellen Depesche habe ich privatim folgendes beizufügen: Weisshaupt sprach sich unverholen zu Gunsten Eures Vorgehens aus. Staatsminister Delbrück stand nicht an, mir zu bestätigen, dass der Schweiz. Bundesrath nicht als ein Gehülff der Italienschen Privatspeculation erscheinen dürfte. Wenn er (Delbrück) in seiner Antwort auf Euren Bericht im Ausdruck seiner Befriedigung eine gewisse Reserve beobachten müsse, so erkläre sich solches durch die gebotene Rücksichtnahme auf Italien und die Interessen der Schweiz und der Gotthardbahn selbst. Hinsichtlich Eurer Antwort auf die Italienische Note gab er den freundschaftlichen Rath, dieselbe recht «zärtlich» zu halten und mit «verbindlichen Tournüren» nicht sparsam zu sein.» (E 53/139).

*Le Ministre de Suisse à Paris, J. C. Kern,
au Président de la Confédération, E. Welti*

RP

Paris, 24 décembre 1872

M. de Goulard, ancien Ministre des Finances, étant entré en fonctions comme Ministre de l'Intérieur, je lui ai fait la visite d'usage. Entré en relation avec M. de Goulard à l'époque où il représentait la France à Bruxelles, dans les négociations qui ont abouti à la paix de Francfort, je l'ai trouvé, comme toujours, très accueillant et très courtois.

Un certain nombre de journaux ayant annoncé que les passeports seraient abolis entre la France et l'Allemagne à partir du 1^{er} Janvier 1873, j'ai cru devoir aborder cette question avec M. de Goulard. Il m'a répondu que rien n'était décidé en ce qui concerne la frontière d'Alsace-Lorraine.

Je lui ai rappelé alors la convention, soit déclaration du 30 Juin 1864¹, entre la Suisse et la France en matière de passeports, et j'ai ajouté que l'impression produite en Suisse serait excellente s'il inaugurerait son entrée au Ministère de l'Intérieur par la suppression des passeports entre nos deux pays.

M. de Goulard m'a paru, lui aussi, préoccupé du séjour de partisans de la Commune de Paris à Genève. Il m'a dit savoir fort bien que ces «communards» étaient en relations continues avec leurs coreligionnaires politiques de Lyon *et de la Savoie*.

Je n'ai pu m'empêcher de répondre que les passeports n'empêchaient pas ces relations, et de rappeler le fait rapporté par les journaux de Paris d'un communard muni d'un passeport parfaitement en règle et franchissant librement la frontière, tandis qu'un monsieur fort conservateur, mais sans passeport visé, éprouvait de grandes difficultés pour sortir de France. Les passeports ne sont donc pas un remède efficace contre ceux qu'il veut atteindre.

M. de Goulard m'a promis d'étudier le dossier et de s'occuper de cette affaire avec le désir d'arriver à une solution satisfaisante.

M. Thiers étant venu s'installer à l'Élysée à Paris, pendant les vacances de l'Assemblée nationale, je me suis rendu chez lui hier soir, et j'ai eu avec lui un assez long entretien sur la principale question à l'ordre du jour: l'organisation d'une seconde Chambre.

M. Thiers m'a demandé quelques explications sur les rapports entre le Conseil National et le Conseil des États, sur la formation, la compétence de chacune de ces Chambres, et sur la marche générale du système des deux Chambres en Suisse.

Sans indiquer en aucune manière ses idées personnelles sur ce grave sujet, il a manifesté son étonnement de la résistance que rencontre en France «la création de ce rouage si indispensable au fonctionnement régulier des pouvoirs publics.»

M. Odillon-Barrot, vice-président du Conseil d'Etat, qui était présent,

1. Cf. RO VIII, p. 333.

repousse complètement l'idée, aujourd'hui en circulation, de faire sortir la seconde Chambre du sein de l'Assemblée nationale actuelle, soit en prenant les plus âgés, soit de toute autre manière. Il veut un corps électoral différent de celui qui a nommé la Chambre actuelle. Il paraît préférer la nomination de la seconde Chambre par les Conseils généraux, avec adjonction de ce qu'il a appelé l'élément des capacités, c.-à-d. la nomination d'un certain nombre de membres par l'Institut, l'Université de France, des grands corps enseignants etc. Mais M. Odillon-Barrot ajoute que cette idée rencontre une double opposition: 1^o de la part des radicaux qui, dans tous les temps, ont nié la nécessité d'une garantie contre les entraînements de la Chambre unique, et qui conserveront cette attitude, 2^o ce qui est bien plus étonnant, de la part de nombreux députés de la droite et du centre-droit, dont on ne s'explique guère les répugnances.

A la réception de M. Thiers assistaient encore M. Gavard, jadis Secrétaire des conférences franco-suissees sur le traité de commerce, et actuellement Chargé d'affaires de France à Londres et signataire du projet de traité anglo-français, et M. Kindely, Commissaire délégué par l'Angleterre pour la fixation des droits compensateurs.

M. Kindely m'a dit que la Commission anglo-française espérait terminer son travail dans le courant de la semaine prochaine. Les Commissaires sont tombés d'accord sur un grand nombre d'articles, mais il s'est produit, pour la fixation du droit sur les cotons, une évaluation tellement divergente, qu'il a dû adresser un rapport spécial à ce sujet à Londres. La divergence porte surtout sur le déchet qui se produit dans la fabrication. M. Kindely ne désespère cependant pas du résultat final. Il ajoute qu'il a rencontré, de la part des négociateurs français, des dispositions qui prouvent combien la France tient à arriver à une entente avec la Grande-Bretagne.

M. Kindely a appris que M. Ozenne, après avoir achevé les pourparlers engagés à Bruxelles avec le Cabinet Belge, se rendrait ensuite à La Haye pour chercher à amener le Gouvernement néerlandais à négocier.

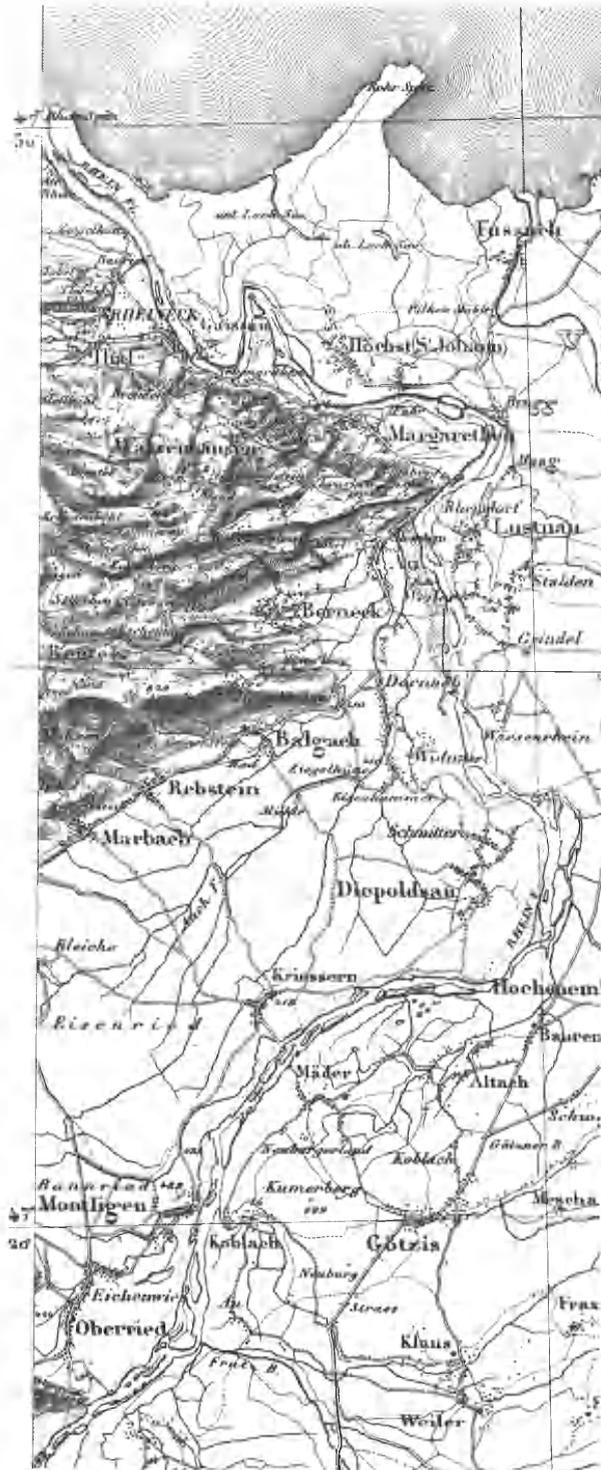
M. Gavard m'a déclaré de la façon la plus positive «qu'il avait reçu du Gouvernement français pour instructions d'établir des droits véritablement et strictement compensateurs, de manière à ne pas modifier les conditions actuelles de la concurrence entre le commerce ou l'industrie française, et le commerce ou l'industrie des autres pays.»

A cette occasion, j'ajouterai que M. de Goulard, après avoir parlé de la question des passeports, m'a dit à peu près textuellement: «Nous aurons aussi, je le pense, des négociations commerciales avec la Suisse. Nous espérons que Votre pays, si sympathique à la France, manifesterà à cette occasion les mêmes sentiments conciliants et les mêmes dispositions bienveillantes que nous rencontrons de la part de l'Angleterre.»

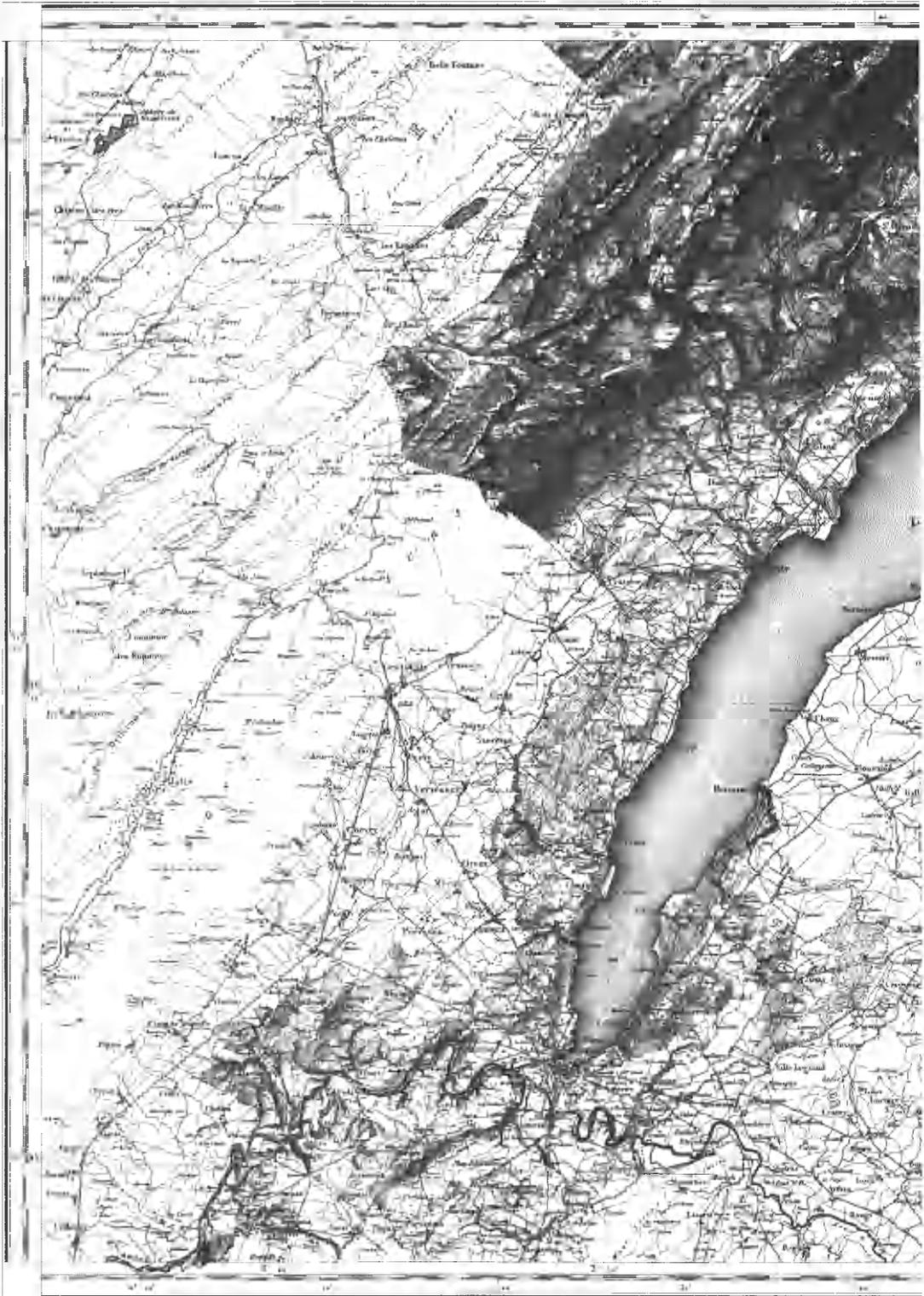
J'ai répondu à M. le Ministre de l'Intérieur que, sans vouloir préjuger en aucune manière la position que la Suisse pourra être appelée à prendre dans cette question, je devais le rendre néanmoins attentif au fait que la Suisse, dont le traité expire seulement le 24 Novembre 1876, se trouve dans une situation entièrement différente de l'Angleterre ou de la Belgique, dont les traités de commerce avec la France ont pu être dénoncés.

M. de Goulard a fait alors passer l'entretien sur un autre objet.

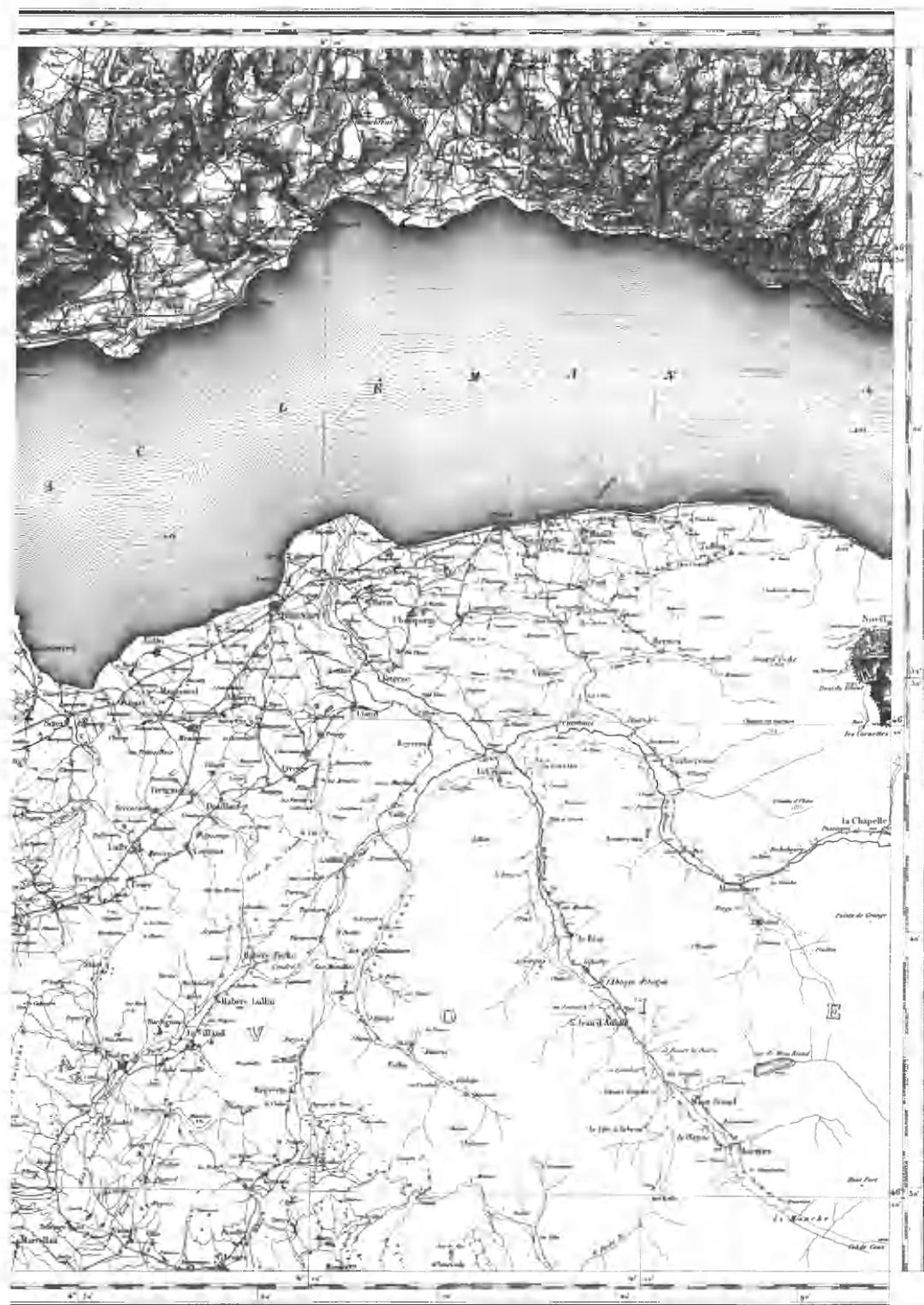
VII. ANNEXES

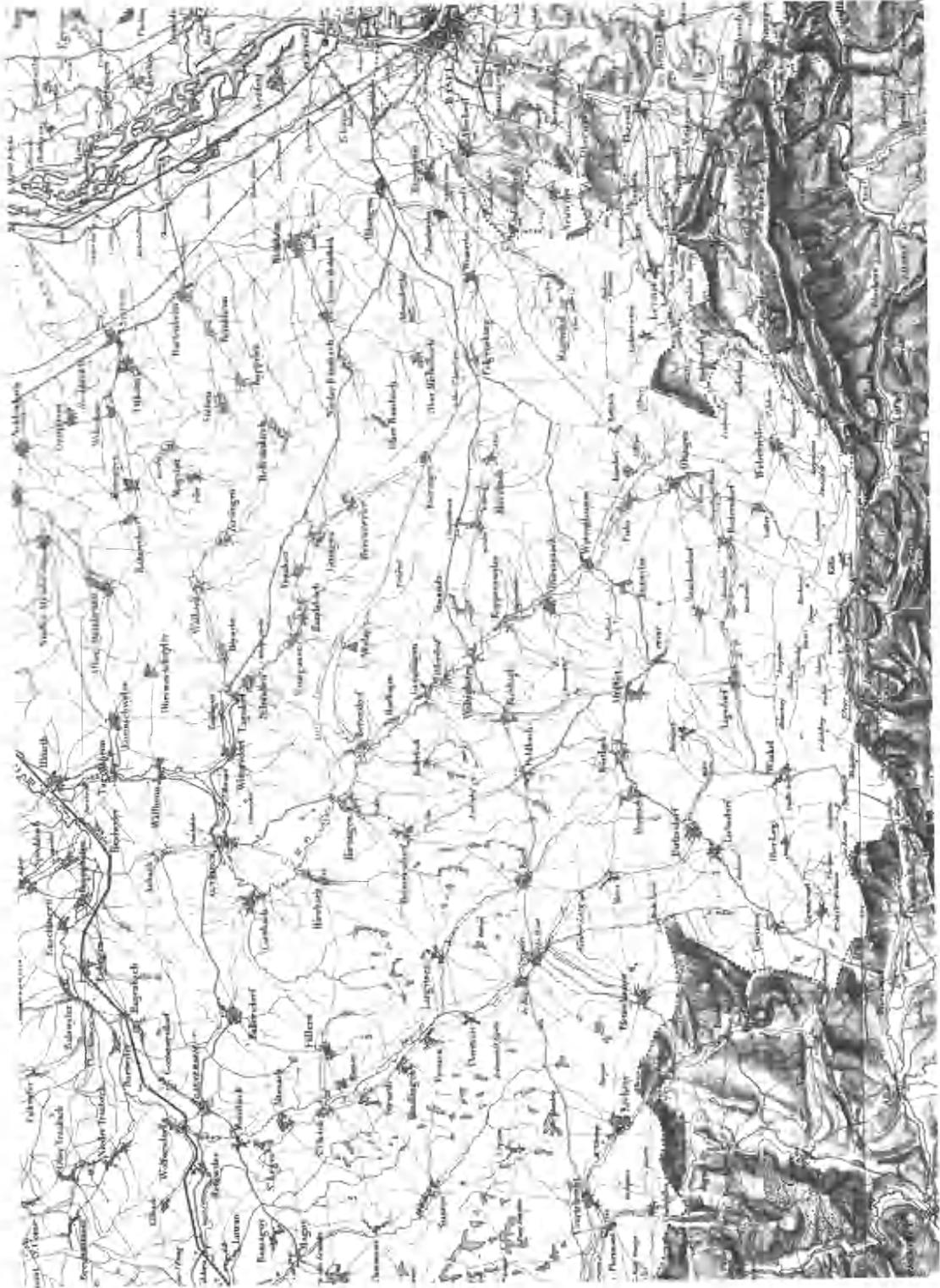


Carte 1:25 000 Baurriet et Rheineck (n^{os} 81 et 82)



Carte Dufour / Genève-Lausanne





Carte Dufour / Bâle



Carte 1:50 000 Cerentino (n° 499)

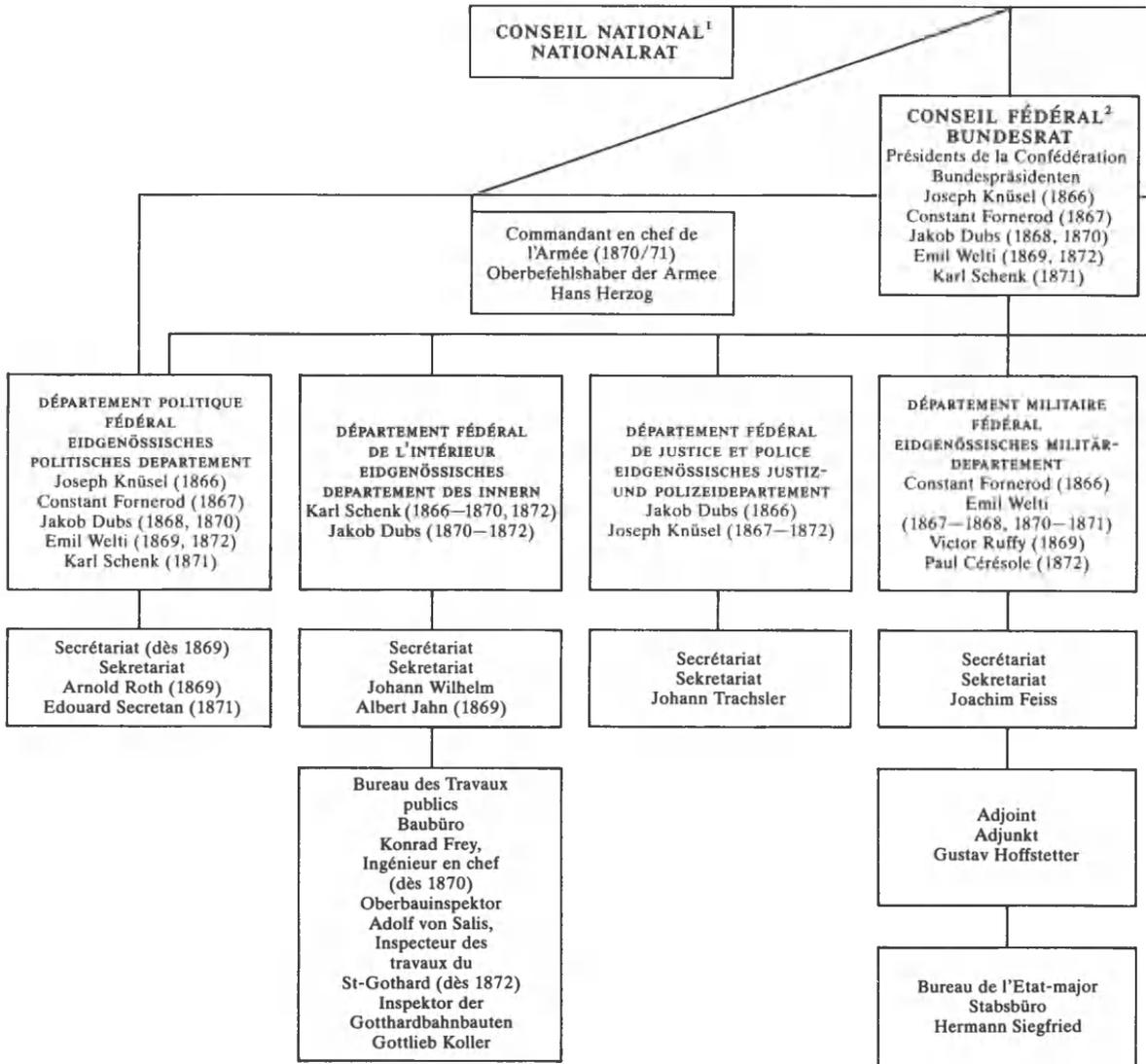
1866–1872

VII.1 ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE CONCERNÉE
PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES

VII.2 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES
À L'ÉTRANGER

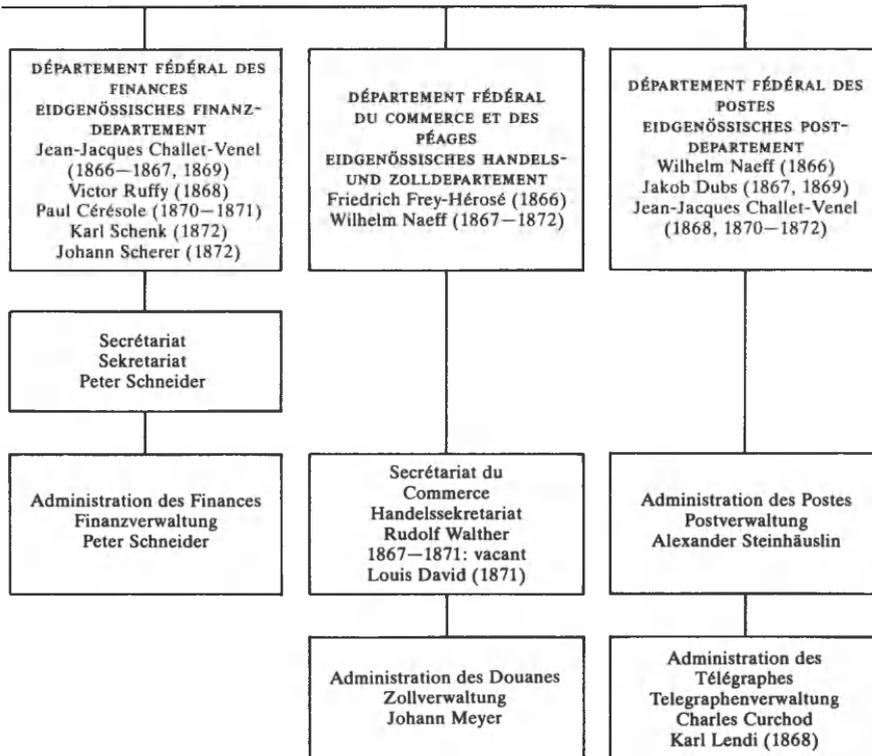
VII.3 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS
EN SUISSE

VII.1 ORGANIGRAMME DE L'ADMINISTRATION FÉDÉRALE
 CONCERNÉE PAR LES RELATIONS INTERNATIONALES
 1866—1872



CONSEIL DES ÉTATS¹
STÄNDERAT

CHANCELLERIE FÉDÉRALE³
BUNDESKANZLEI
Chancelier de la Confédération
Bundeskanzler
Johann Ulrich Schiess



1. Sous réserve des droits du peuple et des cantons, l'autorité suprême de la Confédération est exercée par l'Assemblée fédérale, qui se compose du Conseil national et du Conseil des Etats.

2. Le Conseil fédéral est l'autorité directoriale et exécutive supérieure de la Confédération. Il comprend sept membres élus par l'Assemblée fédérale. Le système collégial est la règle. Les tâches du collège gouvernemental sont réparties par départements entre ses membres.

3. La Chancellerie s'occupe des procès-verbaux de l'Assemblée fédérale et du Conseil fédéral; elle tient le livre des missives et enregistre la correspondance du Conseil fédéral.

VII. 2 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES SUISSES À L'ÉTRANGER 1866—1872

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
EUROPE				
1. Allemagne (1867—1871, cf. Prusse)	Berlin	Bernhard Hammer (1871)		Brême, Hambourg, Leipzig
2. Autriche-Hongrie	Vienne	Johann Jakob von Tschudi (1868)	Ludwig Steiger (jusqu'en 1866) Arnold Aepli (1866) Johann Jakob von Tschudi (1866—1868)	Budapest (1871), Trieste
3. Bade	Berlin	Joachim Heer (1867—1868) Bernhard Hammer (1868—1871)		
4. Bavière	Berlin	Joachim Heer (1867—1868) Bernhard Hammer (1868—1871)		
5. Belgique				Anvers, Bruxelles
6. Espagne et possessions espagnoles				Madrid (Consulat général), Barcelone, La Havanne, Manille, Séville
7. Etats pontificaux (jusqu'en 1870)				Rome (Consulat général)
8. France et Algérie	Paris	Johann-Conrad Kern		Alger, Bastia, Bordeaux, Le Havre, Marseille, Mulhouse (fermé 1871), Nice (1867), Oran (Vice-consulat, 1870), Philippeville (Vice-consulat, 1870) Londres (Consulat général), Liverpool, Port Louis
9. Grande-Bretagne et possessions britanniques				

10. Italie	Florence (fermée 1871) Rome (1871)	Giovanni Battista Pioda	Milan (Consulat général jusqu'en 1871), Naples (Consulat général), Rome (Consulat général), Turin (Consulat général), Ancône (1867), Gênes, Livourne, Messine, Païerme, Venise (jusqu'en 1866, possession de l'Autriche) Amsterdam, Batavia, Rotterdam
11. Pays-Bas et possessions néerlandaises			
12. Portugal			Lisbonne (Consulat général jusqu'en 1867)
13. Prusse et Confédération de l'Allemagne du Nord	Berlin (1867)	Joachim Heer (1867—1868) Bernhard Hammer (1868—1871)	St-Pétersbourg (Consulat général), Moscou, Odessa, Riga (1868) Leipzig (Consulat général jusqu'en 1866, après Consulat) Christiana
14. Russie			
15. Saxe			
16. Suède et Norvège			
1. Argentine			Buenos Aires
2. Brésil			Rio de Janeiro (Consulat général), Bahia, Campinas (Vice-consulat, fermé 1868), Desterro, Leopoldina (Vice-consulat), Pará (fermé 1870), Pernambuco, Rio Grande do Sul Valparaiso
3. Chili			
4. Cuba, cf. Espagne			
5. Etats-Unis d'Amérique		John Hitz, Consul général et agent politique (1868)	Washington (Consulat général), Charleston, Cincinnati, Galveston, New Orleans, New York, Philadelphie, San Francisco, St Louis, Knoxville (Agence consulaire)
6. Mexique			Mexico (Consulat général)
7. Uruguay			Montevideo

AMÉRIQUE

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
ASIE				
1. Japon 2. Possessions espagnoles, cf. Espagne 3. Possessions néerlandaises, cf. Pays-Bas				Yokohama (Consulat général), Hakodate (fermé 1868), Nagasaki (fermé 1869), Ôsaka et Hiogo (1870, Agence consulaire)
AFRIQUE				
1. Possessions britanniques, cf. Grande-Bretagne 2. Possession française de l'Algérie, cf. France				

VII. 3 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE 1866—1872

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
EUROPE				
1. Allemagne (1871)	Berne	Max von Röder (1871)		Bâle, Genève (1871), Zurich (1871)
2. Autriche-Hongrie	Berne	Ferdinand von Mensshengen (jusqu'en 1867) Moritz von Ottenfels (1869)	Niklaus Zulauf von Pottenburg (1867-1869)	Genève, St-Gall (1872), Zurich (1872)
3. Bade	Stuttgart (fermée 1871)	Ferdinand von Dusch, Ministre résident (jusqu'en 1871)		Genève (1869--1871)
4. Bavière	Berne	Eduard von Riederer, Ministre résident (1866—1867) Wilhelm von Doenniges (1867—1870) Alfred von Bibra, Ministre résident (1871—1872) Friedrich von Niethammer (1872)	Alfred von Bibra (1870—1871)	Berne (1870—1871), Winterthour (fermé 1871)
5. Belgique	Berne		Jules Greindl (jusqu'en 1867) Joseph de Carman-Chimay (1868—1870) Hubert Dolez (1871)	Bâle (fermé 1869), Berne, Genève
6. Brême				Winterthour (fermé 1872)
7. Danemark				Genève

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
8. Espagne	Berne	<p>José Heriberto Garcia de Quevedo, Ministre résident (jusqu'en 1866)</p> <p>Jesus Munoz y Sanches de Remisa (1866—1867)</p> <p>Alexandre Mon (1867, à Paris)</p> <p>Manuel Cortina y Rodriguez, Ministre résident (1869—1871), puis Ministre (1871)</p>	<p>Manuel Cortina y Rodriguez (1868—1869)</p>	Genève
9. France	Berne, Ambassade	<p>Louis-Félix-Etienne, Marquis de Turgot, Ambassadeur (jusqu'en 1866)</p> <p>Gaston-Robert Morin, Marquis de Banneville, Ambassadeur (1866—1868)</p> <p>René de Comminges-Guitaud (1868—1870)</p> <p>Pierre-François d'Aymard d'Alby, Marquis de Châteaurenard (1870—1871)</p> <p>Pierre Lanfrey</p>		Bâle, Genève, Neuchâtel
10. Grande-Bretagne	Berne	<p>Edward A. J. Harris (jusqu'en 1867)</p> <p>John S. Lumley (1867—1868)</p> <p>Alfred G. G. Bonar (1869)</p>		Genève
11. Grèce				Genève

VII.3 LES POSTES DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES ÉTRANGERS EN SUISSE 1866—1872

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
EUROPE				
1. Allemagne (1871)	Berne	Max von Röder (1871)		Bâle, Genève (1871), Zurich (1871)
2. Autriche-Hongrie	Berne	Ferdinand von Mensshengen (jusqu'en 1867) Moritz von Ottenfels (1869) Ferdinand von Dusch, Ministre résident (jusqu'en 1871)	Niklaus Zulauf von Pottenburg (1867-1869)	Genève, St-Gall (1872), Zurich (1872)
3. Bade	Stuttgart (fermé 1871)	Eduard von Riederer, Ministre résident (1866—1867) Wilhelm von Doenniges (1867—1870)		Genève (1869—1871)
4. Bavière	Berne	Alfred von Bibra, Ministre résident (1871—1872) Friedrich von Niethammer (1872)	Alfred von Bibra (1870—1871)	Berne (1870—1871), Winterthour (fermé 1871)
5. Belgique	Berne		Jules Greindl (jusqu'en 1867) Joseph de Carman-Chimay (1868—1870) Hubert Dolez (1871)	Bâle (fermé 1869), Berne, Genève
6. Brême				Winterthour (fermé 1872)
7. Danemark				Genève

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
8. Espagne	Berne	<p>José Heriberto Garcia de Quevedo, Ministre résident (jusqu'en 1866)</p> <p>Jesus Munoz y Sanches de Remisa (1866—1867)</p> <p>Alexandre Mon (1867, à Paris)</p> <p>Manuel Cortina y Rodriguez, Ministre résident (1869—1871), puis Ministre (1871)</p>	<p>Manuel Cortina y Rodriguez (1868—1869)</p>	Genève
9. France	Berne, Ambassade	<p>Louis-Félix-Etienne, Marquis de Turgot, Ambassadeur (jusqu'en 1866)</p> <p>Gaston-Robert Morin, Marquis de Banneville, Ambassadeur (1866—1868)</p> <p>René de Comminges-Guitaud (1868—1870)</p> <p>Pierre-François d'Aymard d'Alby, Marquis de Châteaurenard (1870—1871)</p> <p>Pierre Lanfrey</p> <p>Edward A. J. Harris (jusqu'en 1867)</p> <p>John S. Lumley (1867—1868)</p> <p>Alfred G. G. Bonar (1869)</p>		Bâle, Genève, Neuchâtel
10. Grande-Bretagne	Berne			Genève
11. Grèce				Genève

12. Italie	Berne	Camillo Caracciolo de Bella (jusqu'en 1866) Terenzio Mamiani della Rovere (1866–1867) Marcello Cerrutti (1867) Louis-Amédée Melegari (1867)	Genève, Lugano
13. Nassau			Genève (fermé 1867)
14. Pays-Bas			Berne, Genève, Zurich
15. Portugal	Berne	Julio Augusto Ferreira, Viscomte de Santa Isabel (1872)	Genève (1868)
16. Prusse (1868–1871)/Prusse et Confédération de l'Allemagne du Nord, 1871, cf. Allemagne)	Berne	Karl von Kamptz (jusqu'en 1867) Max von Röder (1867–1871)	
17. Russie	Berne	Alexandre d'Ozeroff (jusqu'en 1869) Nicolas von Giers (1869–1872) Michael Gortschakow (1872)	
18. Saint-Siège	Lucerne, Nonciature		Angelo Bianchi (jusqu'en 1868) Giovanni Battista Agnozzi (1868)
19. San Marino			Genève (1872)
20. Saxe			Zurich (fermé 1868)
21. Suède et Norvège			Genève (1867)
22. Wurtemberg	Berne (fermée 1871)	Adolf von Ow (1866–1871)	Berne (fermé 1871), Genève (fermé 1872)
			Karl von Spitzemberg (jusqu'en 1866)

Etats	Légations	Ministres plénipotentiaires	Chargés d'Affaires	Consulats
AMÉRIQUE				
1. Argentine				Bâle (jusqu'en 1869), Lausanne (1869), San Simone/Chiasso (1872)
2. Brésil	Berne	Julio Constancio de Villeneuve, Ministre résident (1872)	Julio Constancio de Villeneuve (1866—1872)	Berne (1871), Genève
3. Etats-Unis d'Amérique	Berne	George Harrington, Ministre résident (jusqu'en 1869) Horace Rublee, Ministre résident (1869)		Bâle, Genève, St-Gall (1866), Zurich
4. Honduras	Paris	Eduardo Viada (1872)		
5. Mexique	Turin	Gregorio Barandiaran (jusqu'en 1867)		
6. Uruguay				Bâle (fermé 1868, 1872), Genève (1869), Lugano (1872)

VIII. INDEX

1. NOMS DE PERSONNES¹

- Abdul Aziz (Sultan de l'Empire ottoman), 311, 370
- Adelswaerd, Georg Niklaus de (Ministre de Suède et de Norvège à Paris), 485
- Aepli, Arnold Otto (Chargé d'Affaires a.i. de Suisse à Vienne, Conseiller d'Etat de Saint-Gall), 48, 49, 52, 53, 57-59, 63, 69, 323, 326
- Agnozzi, Giovanni Battista (Chargé d'Affaires du St-Siège à Lucerne), 288, 324, 325, 604, 605, 671-674, 681, 688, 689, 711-713
- Albrecht (Archiduc d'Autriche), 194
- Alexandre (Prince de Prusse), 335
- Alexandre II (Tsar de Russie), 149, 396, 573
- Ali Pacha (Ministre ottoman des Affaires étrangères), 615-617
- Alpiger, E. (Commerçant de Gams/SG), 2
- Alvensleben, Gustav von (Général prussien), 152
- Anderwert, Josef Fridolin (Conseiller national de Thurgovie), 702
- Andrássy, Julius, Comte d' (Premier Ministre de Hongrie, 1867-1871, puis Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie), 219, 602, 603, 631, 632
- Antonelli, Giacomo (Cardinal, Secrétaire d'Etat), 347, 348, 604
- Appert, Félix-Antoine (Général français), 620
- Apponyi, Rudolf, Comte d' (Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Londres), 422
- Arago, Etienne (Maire de Paris), 456
- Armand, Ernest, Comte d' (Chef de Cabinet au Ministère français des Affaires étrangères), 311
- Arnim, Harry, Comte d' (Ministre de la Confédération d'Allemagne du Nord près le St-Siège, Ambassadeur impérial à Paris), 441, 464, 666, 667,
- Arnold, Josef (Conseiller national d'Uri), 702
- Arosemena, Lopez d' (Chargé d'Affaires du Honduras et du Salvador à Paris), 485
- Artom, Isacco (Secrétaire général au Ministère italien des Affaires étrangères), 678
- Assi, Adolphe (Socialiste français), 547
- Aubert, Jean-Louis (Commandant de la III^e Division de l'Armée fédérale en 1870), 481, 486
- Augusta (Reine de Prusse et Impératrice d'Allemagne), 203, 204, 335, 494
- Avigdor, Duc d'Aquaviva, Comte d' (Chargé d'Affaires de St-Marin et de Monaco à Paris), 485
- Babinet, Jean-Charles (Chef des Affaires criminelles au Ministère français de la Justice), 203
- Bader, Martin (Forçat suisse, extradé aux Etats-Unis), 13
- Ballivian y Roxas, V. (Ministre de Bolivie à Paris), 485
- Bancroft-Davis, George (Délégué des Etats-Unis, lors de l'arbitrage de l'«Alabama»), 683
- Bancroft-Davis, J.C. (Secrétaire d'Etat adjoint des Etats-Unis), 412, 413
- Banneville, Gaston-Robert Morin, Marquis de (Ambassadeur de France à Berne, de 1866 à 1868, puis près le St-Siège), 75-78, 103, 110, 118, 181, 222, 223, 237, 241, 347
- Barandiaran, Gregorio (Ministre impérial du Mexique à Turin, accredité auprès des autorités helvétiques), 183
- Baroche, Pierre-Jules (Ministre français de la Justice et de l'Instruction publique), 296
- Barrot, Camille-Odilon (Vice-président du Conseil d'Etat de la République française), 717, 718
- Barthélemy Saint-Hilaire, Jules (Homme politique français), 593, 594, 620, 644
- Battaglini, Carlo (Conseiller national du Tessin), 668
- Bazaine, François-Achille (Maréchal de France), 456
- Bebel, August (Socialiste allemand), 657
- Béhic, Louis-Henri-Armand (Ministre français du Commerce), 90, 286
- Belcredi, Richard, Comte de (Premier Ministre d'Autriche), 70

¹ Pour les personnes vivantes entre 1866 et 1872, l'index n'a pris en considération, en principe, que la (ou les) fonction(s) exercée(s) pendant cette période.

- Benedetti, Vincent, Comte de (Ambassadeur de France à Berlin), 99, 100, 142, 300 341, 372, 398, 404
- Benziger, Adelerich («Courrier» de la Légation suisse à Paris), 510
- Bergenou (Expert financier), 342
- Bernstorff, Albrecht von (Ambassadeur de la Confédération d'Allemagne du Nord à Londres), 398
- Bernus, Baron de (Diplomate autrichien), 616
- Beust, Ferdinand von (Ministre autrichien des Affaires étrangères jusqu'en 1867, Président du Conseil en 1867, puis Ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, 1867-1871), 36, 80, 91, 96, 114, 146, 155, 157, 158, 160, 179, 195, 205, 214, 215, 218, 219, 236, 273, 274, 296-298, 300, 392, 393, 422, 473, 520, 534, 545, 602
- Beyens, Eugène, Baron de (Ministre de Belgique à Paris), 485, 621
- Bianchi, Angelo (Chargé d'Affaires du St-Siège à Lucerne), 86, 88
- Bibra, Alfred von (Chargé d'Affaires, puis Ministre résident de Bavière à Berne), 296, 306
- Bischoff, Gottlieb (Secrétaire d'Etat de Bâle-Ville), 425, 704
- Bismarck-Bohlen, Friedrich Alexander von (Gouverneur allemand de l'Alsace), 388, 452, 453
- Bismarck-Schönhausen, Otto von (Ministre des Affaires étrangères et Chancelier de Prusse, de la Confédération d'Allemagne du Nord et, dès 1871, de l'Empire allemand), 36, 52, 57, 116, 120, 121, 135, 136, 138, 139, 145, 147, 151, 157, 162, 164, 166, 175, 184, 185, 204, 210, 211, 213, 232, 256, 261, 269, 272, 294, 295, 304, 305, 316, 335, 339-341, 345, 363, 364, 373, 380, 391, 393, 398, 399, 404, 406, 453, 457, 470-473, 482, 485, 487-492, 494, 500, 504, 506, 510-513, 515, 518, 522-530, 532, 536-538, 558, 560, 563, 565, 572-574, 588, 600, 613, 622
- Bixio, Gerolamo detto Nino (Général italien), 440
- Blanc, Louis (Communard français), 550
- Blanqui, Louis-Auguste (Communard français), 457, 554
- Bleichröder, Gerson (Banquier allemand), 335, 703
- Blücher, Gerhard-Leberecht von (Feld-maréchal des Armées prussiennes), 124
- Blumenau, Hermann (Colon allemand établi au Brésil), 190, 192
- Bluntschli, Johann Caspar (Juriste et homme politique zurichois, professeur à Heidelberg), 45, 254, 490
- Bombrini, Carlo (Banquier italien à Florence), 703
- Bonar, Alfred Guthrie G. (Ministre de Grande-Bretagne en Suisse), 256, 402, 591, 592
- Bongard, Edouard (Citoyen suisse, condamné à une détention en Sibérie), 149
- Bonifaz, C. (Chargé d'Affaires du Pérou à Paris), 485
- Borel, Eugène (Conseiller d'Etat de Neuchâtel), 427, 598
- Borelli (Ingénieur italien), 697
- Bosset, Frédéric-Louis de (Secrétaire personnel de J.C. Kern), 368
- Bourbaki, Charles-Denis (Général français), 486, 494, 505, 510, 511, 517, 518, 526, 574
- Boustelli, «Prince de Foscolo» (Arrêté à Paris pour escroquerie), 683
- Bovieri, Giuseppe (Ancien Chargé d'Affaires du St-Siège en Suisse), 689
- Brandt, Max von (Consul général de Prusse à Yokohama), 60
- Brassier de Saint-Simon Vallade, Maria Anton Josef, Comte de (Ministre de Prusse en Italie), 344, 400, 598
- Bray-Steinburg, Otto, Comte de (Ministre de Bavière à Vienne, puis Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères), 81, 298, 522
- Brennwald, Kaspar (Consul général de Suisse à Yokohama), 60, 61-63, 147, 148, 150, 151, 166, 613
- Brot, C. F. (Banquier italien établi à Milan), 704
- Brown, J. Mc Leavy (Secrétaire de la délégation chinoise, en mission diplomatique aux Etats-Unis), 240
- Bruck, Karl Ludwig, Baron de (Ministre d'Autriche-Hongrie en Bavière), 392
- Brück, Ludwig von (Directeur général des Transports publics bavarois), 163
- Brunner von Wattenwyl, Karl (Citoyen suisse établi à Vienne, Directeur des Postes), 55, 58, 59
- Buchanan, Andrew (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Vienne), 627
- Budberg, Andreas, Baron de (Ambassadeur de Russie à Paris), 39, 40, 116
- Bühler (Premier lieutenant dans l'Armée suisse), 562
- Burlingame, Anson (Membre de la délégation chinoise, en mission diplomatique aux Etats-Unis), 240

- Burnand, Edouard (Industriel, Colonel fédéral), 278
- Cadorna, Raffaele (Général italien), 440, 441
- Calvin, Jean (Réformateur), 673
- Calvo y Feruel, José (Consul d'Espagne à Paris), 486
- Cambray-Digny, Luigi Guglielmo (Ancien Ministre italien des Finances, Sénateur), 343
- Cameron, Simon (Ancien Ministre de la Guerre des Etats-Unis), 95
- Campello, Pompeo di (Ministre italien des Affaires étrangères), 176
- Camperio, Philippe (Conseiller d'Etat de Genève), 338, 673
- Camphausen, Otto (Ministre prussien des Finances), 335
- Cantelli, Gerolamo, Comte de (Ministre italien des Travaux publics, puis Ministre de l'Intérieur), 234, 235
- Caracciolo de Bella, Camillo (Ministre d'Italie à Berne, puis à Lisbonne), 175
- Caraman-Chimay, Joseph de (Chargé d'Affaires de Belgique à Berne), 256
- Carlos, don (Prétendant au trône d'Espagne), 643, 650, 651, 653, 655, 656
- Carteret, Antoine (Conseiller d'Etat de Genève), 673
- Casserly, Bend (Agent général des Commissaires d'émigration à New York), 17
- Casserly, Eugene (Sénateur américain de Californie), 277
- Castagnola, Stefano (Ministre italien de l'Agriculture et du Commerce), 575
- Cérésola, Paul (Conseiller fédéral), 481, 589, 597, 644, 647, 649
- Cerrutti, Luigi (Consul général d'Italie à Paris), 486
- Cerrutti, Marcello (Secrétaire général au Ministère italien des Affaires étrangères, puis Ministre d'Italie à Berne), 29, 172, 258, 269, 464
- Challet-Venel, Jean-Jacques (Conseiller fédéral), 78, 110, 111, 238, 268, 280, 305, 308, 566, 577, 578, 625, 668
- Chapuy, Paul (Consul général de Suisse à Madrid), 242, 243, 249, 250
- Charette de La Contrée, Athanase, Baron de (Commandant des Zouaves au service du St-Siège), 440
- Charles (Roi du Wurtemberg), 152, 160, 162, 165, 246, 611
- Charlotte de Belgique (Impératrice du Mexique), 58
- Chasseloup-Laubat, Justin de (Ministre français de la Navigation), 185
- Châteaurenard, Pierre-François d'Aymard d'Alby, Marquis de (Ministre de France à Berne), 538-543, 567, 572, 581-584, 592, 594
- Chenevière, Arthur (Conseiller d'Etat de Genève), 41, 47, 290, 292
- Cherbuliez, Joël (Editeur et libraire à Genève), 129
- Chevalier, Michel (Sénateur français), 268, 349
- Chevreau, Henri (Membre du Corps législatif, Ministre français de l'Intérieur), 417-419
- Chigi, Flavio de (Nonce apostolique à Paris), 184, 442-444, 483
- Chih Tajen (Membre de la délégation chinoise, en mission diplomatique aux Etats-Unis), 240
- Cissey, Ernest-Louis de (Général, Ministre français de la Guerre), 595, 644-646, 655
- Claremont, Edward Stopford (Colonel, Attaché militaire de l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris), 471
- Clarendon Villiers, Georg, Comte de (Ministre britannique des Affaires étrangères), 277
- Clercq, Alexandre J. de (Plénipotentiaire français à Bruxelles et à Francfort), 588
- Clinchant, Justin (Général français, Commandant de l'Armée de l'Est), 496, 497, 505, 514, 516
- Comminges-Guitaud, René, Comte de (Ministre de France à Berne), 251, 411
- Conforti, Raffaele (Procureur général d'Italie), 343
- Conti, Charles-Etienne (Chef du Cabinet de l'Empereur Louis-Napoléon), 278
- Copello (Ingénieur italien au Mont-Cenis), 697
- Correnti, Cesare (Ministre italien de l'Education), 341, 342, 575
- Cortina y Rodriguez, Manuel (Chargé d'Affaires, puis Ministre résident et Ministre d'Espagne à Berne), 243, 244
- Cowley, Henry Richard, Lord (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris), 1, 35, 116
- Cramer, Michael John (Consul des Etats-Unis à Leipzig), 277
- Cremer, Camille (Général français), 541
- Crispi, Francesco (Membre du Parlement italien), 27
- Crivelli, Albert, Comte de (Ambassadeur d'Autriche-Hongrie près le St-Siège), 214
- Croso (Ingénieur italien au Mont-Cenis), 696
- Curtin, Andrew Gregg (Ministre des Etats-Unis à St-Petersbourg), 276

- Curtopassi, Francesco (Chargé d'Affaires d'Italie à Vienne), 422
 Cushing, Caleb (Diplomate des Etats-Unis, délégué lors de l'arbitrage de l'«Alabama»), 683
 Dalwigk, Reinhard de (Ministre d'Etat de Hesse), 399
 D'Amico (Capitaine de vaisseau italien), 30
 Daru, Napoléon, Comte de (Ministre français des Affaires étrangères), 335, 336, 345-348
 Dassier, Auguste (Banquier suisse en France), 569
 Decazes, Louis-Charles, Duc de (Homme politique français), 664
 Degenova, Ignazio, Comte de Pettinengo (Ministre italien de la Guerre), 26
 Deggeller, Ulrich Albert (Consul général de Suisse à Lisbonne), 281
 De Graeff van Polsbroek, Daniel (Consul de Prusse a. i. à Yokohama, ancien Consul général de Suisse à Yokohama), 60-63
 Delangle, Claude-Alphonse (Ministre français de l'Intérieur), 47
 Delarageaz, Louis-Henri (Colonel fédéral, délégué suisse aux conférences sur les corrections de frontières, Conseiller d'Etat vaudois), 251, 356-358, 668, 699
 Delbrück, Rudolf (Ministre d'Etat prussien), 81, 143, 198, 210, 211, 246, 261, 265, 266, 282, 283, 333, 335, 351, 354, 355, 363, 381, 478, 559, 561, 572, 635, 657, 693, 694, 716
 Demarchi, Agostino (Vice-président du Conseil d'Etat du Tessin), 361
 De Martino, René (Chargé d'Affaires a. i. d'Italie à Berne), 172
 Denton, E. (Editeur parisien), 302
 Denzler, Ludwig (Colonel, Commissaire en chef de l'Armée fédérale), 646
 Desmarest, Ernest-Joseph (Maire d'un arrondissement de Paris), 554
 Desprez, Félix-Hippolyte (Directeur de la Section politique au Ministère français des Affaires étrangères), 183-185
 Detroyat (Journaliste français), 655
 De Vincenzi, Giuseppe (Ministre italien des Travaux publics), 269, 344, 597, 598
 Diemer, Joseph Patriz (Citoyen allemand ayant obtenu la bourgeoisie de Degersheim/SG), 310
 Djémil Mehmed Pacha (Ambassadeur de l'Empire ottoman en France), 353, 369, 547, 614, 615
 Drouyn de L'Huys, Edouard (Ministre français des Affaires étrangères), 31, 32, 34-38, 41, 640, 641, 654, 661, 664
 Dubruel, E. (Consul général de France à Genève), 542
 Dubs, Jakob (Conseiller fédéral), 6, 149, 179, 181, 183, 185, 186, 189, 190, 192, 195, 196, 202, 203, 206, 209, 210, 214, 215, 217, 218, 225, 226, 232, 236, 237, 241, 242, 244, 245, 246, 251, 255, 261, 263, 264, 307, 335, 336, 338, 340, 345, 347, 350, 352-354, 358, 360, 362, 364, 367, 370, 372, 375, 378-380, 386, 388, 389, 391-394, 396, 398, 401, 403-406, 413, 421, 423, 426-429, 435, 436, 442, 445, 452, 454, 455, 457, 461, 465, 467, 472, 474-478, 491, 520, 521, 544, 578, 602, 608, 629, 647, 649
 Dufour, Guillaume-Henri (Général, délégué suisse à la conférence sur la Convention de Genève), 239, 241, 428, 429, 438, 527
 Dumont, Joseph-Charles, Baron de (Général français), 174, 175
 Durner, Joseph Fidel (Citoyen allemand ayant obtenu la bourgeoisie de Steinach/SG), 310
 Dusch, Ferdinand von (Ministre de Bade en Suisse, résidant à Stuttgart), 246, 419, 424, 514
 Effinger, Albrecht von (Ancien Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne), 39
 Eisenlohr, August (Conseiller ministériel du Duché de Bade), 561
 Elben (Député au Reichstag allemand), 573
 Elisabeth (Impératrice d'Autriche, Reine de Hongrie), 92
 Ellstätter, Moritz (Ministre badois des Finances), 245
 Epp, Dominik (Landammann du Canton d'Uri), 468
 Erbe, Alfred (Intendant du «Labour Exchange Castle Garden» à New York), 210
 Erni, Henry (Consul des Etats-Unis à Bâle) 277, 586
 Escher, Alfred (Industriel, Conseiller national zurichois, Président du Conseil d'administration du chemin de fer du St-Gothard), 341, 343, 697, 702, 703
 Escher, Hans Konrad von (Colonel fédéral, Commandant de division en 1866), 51
 Eugénie (Impératrice des Français), 1, 58, 175, 311, 326
 Evarts, William Maxwell (Diplomate des Etats-Unis, délégué lors de l'arbitrage de l'«Alabama»), 683

- Falcinelli-Antoniacci, Mariano (Nonce apostolique à Vienne), 180, 273, 296
- Faverney, de (Chef du Cabinet de M. de Gramont), 377, 378
- Favre, François-Edmond (Colonel fédéral), 41
- Favre, Jules (Ministre français des Affaires étrangères), 432-435, 443, 471, 472, 475, 476, 483, 490, 504, 510-514, 526, 527, 530-532, 542, 543, 547, 549, 550, 556, 581, 582, 584, 585, 587, 588
- Favre, Louis (Ingénieur en chef du St-Gothard), 678, 691, 694, 696-699, 715
- Fay, Théodore S. (Ancien Ministre résident des Etats-Unis à Berne), 276
- Feer-Herzog, Carl (Industriel, Conseiller national d'Argovie), 349, 366, 402, 415, 419, 625, 702, 703
- Feiss, Joachim (Colonel fédéral), 261
- Felkerzam, Fëdor Egorovič (Consul général de Russie à Paris), 486
- Fenger, Carl Emil (Conseiller d'Etat du Danemark), 6
- Finsler, Hans Konrad (Général et homme politique suisse), 438
- Fish, Hamilton (Secrétaire d'Etat des Etats-Unis), 277, 371, 467, 582, 583
- Fleury, Emile-Félix (Général, homme politique français), 494
- Flourens, Gustave (Communard français), 456, 457, 554
- Forcade de la Roquette, Jean-Louis de (Ministre français de l'Intérieur), 203, 325
- Fornerod, Constant (Conseiller fédéral), 8, 87-89, 91-93, 100, 105, 107, 109, 110, 114, 118, 128, 135, 139, 141, 143, 145, 147, 150-152, 155-157, 159, 160, 166, 173, 457, 470
- Franchini, Alessandro (Conseiller d'Etat du Tessin), 702
- François-Joseph (Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie), 20, 41, 155, 157, 175, 194, 236, 294, 367, 517, 518, 632
- Franqueville, Alfred-C. de (Inspecteur français des Ponts et Chaussées), 606-608
- Frédéric (Grand Duc de Bade), 161, 270, 399
- Frédéric-Charles (Prince de Prusse), 152
- Frédéric-Guillaume (Prince royal de Prusse), 46, 116, 152, 381
- Frère-Orban, Hubert-Joseph (Ministre belge des Finances), 268, 280
- Freydorf, Rudolf von (Ministre badois des Affaires étrangères), 160, 161, 246, 378, 399
- Frey-Hérosé, Friedrich (Conseiller fédéral), 12, 16, 60, 65, 215
- Fuchs (Contrôleur en chef des Postes autrichiennes), 219, 220
- Gadda, Giuseppe (Ministre italien des Constructions), 342, 576
- Gagern, Heinrich von (Ministre de Hesse à Vienne), 533, 534
- Gagern, Maximilian von (Conseiller aulique à la Section commerciale du Ministère autrichien des Affaires étrangères), 91, 146, 158, 189, 192, 193, 218, 293, 294, 427
- Gaiffe, Adolphe (Délégué du Gouvernement français auprès de l'Armée française, internée en Suisse), 507, 509, 539
- Gaillard (Colonel français, Chef du service de la Justice militaire), 619
- Gambetta, Léon (Homme politique français, membre du Gouvernement de la «Défense nationale»), 349, 475, 494, 507, 509, 667
- Ganahl, Karl (Citoyen autrichien établi à Vienne), 358, 359
- Garibaldi, Giuseppe (Patriote italien), 26, 180
- Gastine (Armurier impérial français), 278, 279
- Gavard, Ch. (Ancien secrétaire français aux négociations relatives au Traité de commerce franco-suisse de 1864), 718
- Geilinger Frères (Commerçants suisses), 624
- Geiser, U. (Banquier établi à Turin), 704
- Geofroy (Directeur de la section du Contentieux au Ministère français des Affaires étrangères), 93, 94
- Gervery (Directeur des Postes autrichiennes), 219
- Gerwig, Robert (Conseiller supérieur des Constructions de Carlsruhe), 628
- Gessler, Rudolf (Négociant suisse établi à Santa Fé/Argentine), 695, 696
- Giers, Nicolas de (Ministre de Russie à Berne), 396, 636
- Gildemeister, Martin Hermann (Agent consulaire de Prusse à Yokohama), 61, 62
- Gisèle (Archiduchesse d'Autriche), 632
- Giskra, Karl von (Ministre autrichien de l'Intérieur), 193, 293
- Glavis, George O. (Citoyen américain offrant des terres à la Confédération helvétique), 635
- Glinz, Adolf (Vice-consul, puis Consul général de Suisse à St-Petersbourg, 1868-1871), 186, 465, 636, 708
- Goltz, Robert Heinrich Ludwig, Comte de (Ambassadeur de Prusse à Paris), 98-100, 115-118, 175, 184, 223, 232
- Gonzenbach, August (Industriel, Président du

- Directoire commercial de St-Gall), 341, 345, 575, 576, 579
- Gortschakóv, Alexandre, Prince de (Chancelier de Russie, Ministre des Affaires étrangères), 473, 622, 636
- Gortschakóv, Michael, Prince de (Ministre de Russie en Suisse), 622, 636, 679, 680, 705
- Goulard, Marc-Thomas de (Membre de l'Assemblée nationale, Ministre français des Finances), 564, 565, 588, 645 646, 717, 718
- Gould, Gerard Francis (Secrétaire de la Légation de Grande-Bretagne à Berne), 709
- Govone, Giuseppe (Ministre italien de la Guerre), 343, 399, 400
- Gramont, Antoine-Alfred-Agénor, Duc de (Ambassadeur de France à Vienne, puis Ministre des Affaires étrangères, 1870), 88, 365-368, 372-374, 377-379, 387, 394, 395, 411, 413, 414, 538-540
- Grant, Ulysses Sidney (Président des Etats-Unis), 276, 413, 591, 592
- Granville, George Leveson-Gower, Earl of (Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Grande-Bretagne), 403, 422
- Grattoni, Severino (Directeur italien des travaux du St-Gothard), 575, 577
- Graty, A. du (Chargé d'Affaires du Paraguay à Berlin), 294
- Greffier (Délégué français lors de la conférence portant sur le Traité d'Etat entre la Suisse et la France de 1828), 254
- Greindl, Jules, Baron de (Chargé d'Affaires de Belgique à Berne), 68, 97
- Gressier, Edouard-Valéry (Ministre français des Travaux publics), 289, 290, 292
- Grousset, Pascal (Délégué aux relations extérieures de la Commune de Paris), 564, 567
- Groydanowe, Stephan (Pseudonyme de Sergej Netschajeff), 676, 677
- Gruner (Citoyen suisse de Winterthour), 528
- Guay (Vice-directeur du Contentieux au Ministère français des Affaires étrangères), 203
- Gueydon, Louis-Henri, Comte de (Contre-amiral français), 587
- Guillaume (Roi de Prusse, Empereur d'Allemagne), 36, 99, 116, 120, 121, 127, 128, 135, 136, 138, 139, 145, 152, 175, 184, 185, 203, 204, 261, 335, 336, 373, 375, 422, 453, 521, 522, 527, 532, 561, 563, 600
- Guillaume III (Roi des Pays-Bas), 99
- Guillaume, Georges (Conseiller d'Etat de Neuchâtel), 598
- Guillot, Léon (Intendant général français au Ministère de la Guerre), 645, 646, 655
- Guiter, Eugène (Préfet du Département de la Savoie), 454, 455, 457, 460, 463, 475
- Guizot, Maurice (Candidat au poste de Ministre de France à Berne), 581, 582, 584
- Gysi (Agitateur autrichien dans la question de la correction du Rhin), 159
- Hammer, Bernhard (Ministre de Suisse à Berlin), 245, 246, 255, 256, 260, 261, 265, 266, 275, 282, 294, 296, 299, 300, 310, 332-335, 339, 340, 349, 354, 363, 452, 474, 477, 478, 493, 518, 558, 561, 562, 565, 567, 572, 573, 579, 600, 612, 621, 624, 628, 635, 656, 693, 716
- Hänni, E. (Citoyen suisse établi à Constantinople), 630
- Hansemann, Adolf (Conseiller intime près l'Empire allemand), 702
- Harrington, Georges (Ministre résident des Etats-Unis à Berne), 186, 188, 256, 276
- Hartmann, von (Colonel allemand), 452
- Hasner von Artha, Leopold, Ritter (Ministre autrichien de l'Instruction publique), 274, 298
- Hatzfeldt, Paul, Comte de (Premier secrétaire du Chancelier von Bismarck), 511, 522
- Havas, Auguste (Directeur d'agence de presse) 41, 116
- Hayder Effendi (Ambassadeur de l'Empire ottoman à Vienne), 520
- Heer, F. (Citoyen suisse établi à Constantinople), 630
- Heer, Joachim (Landammann de Glaris, Ministre de Suisse à Berlin), 107, 111, 117, 130, 133, 135, 139, 141-143, 147, 150, 160, 166, 196, 199, 202, 203, 206, 210, 220, 232, 267
- Hell, Charles-Joseph de (Chargé d'Affaires a.i. de France à Berne), 237
- Henning (Conseiller secret de la Prusse), 212
- Henri (Prince des Pays-Bas), 311
- Herbet, Hippolyte (Directeur de la Division commerciale au Ministère français des Affaires étrangères), 43, 44, 47, 56
- Herzog, Hans (Général, Commandant de l'Armée suisse), 385, 486, 487, 496, 497, 505, 514, 516
- Hess, Rudolf (Colonel fédéral), 361
- Hettlingen, Josef von (Ancien Conseiller d'Etat de Schwyz), 702
- Heydt, August von (Ministre prussien des Finances), 141, 142, 260, 261
- Hiller (Imprimeur suisse), 149
- Hirzel, Conrad (Consul provisoire de Suisse à Leipzig), 140

- Hirzel, Salomon (Libraire suisse établi à Leipzig), 140
- Hitz, John (Consul général de Suisse à Washington), 13, 75, 94, 187, 188, 194, 209, 239, 276, 277, 370, 412, 467, 635, 652, 675
- Hoffstetter, Gustav (Colonel fédéral), 261
- Höfliger, Benedikt (Landammann de Saint-Gall), 293
- Hohenlohe-Schillingsfürst, Chlodwig, Prince de (Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères de Bavière), 145, 282, 296–300, 302–307, 346, 348
- Hohenwart, Karl, Comte de (Président du Conseil des Ministres et Ministre autrichien de l'Intérieur), 518, 544, 545, 602
- Hohenzollern-Sigmaringen, Léopold, Prince de (Prétendant au trône d'Espagne), 372–374, 384, 398
- Hormann (Commerçant suisse établi à Leipzig), 140
- Huber-Saladin, Jean (Colonel, confident de Napoléon III), 279
- Humbert, Aimé (Homme politique suisse), 676
- Humboldt, W., 439
- Hunger, Sebastian (Avocat et promoteur du chemin de fer dans les Grisons), 351
- Hungerbühler, Johann Matthias (Conseiller national de St-Gall, délégué à la conférence sur la question diocésaine tessinoise), 86
- Husni-Fevfik Effendi (Attaché militaire de l'Empire ottoman à Paris), 485
- Hussein Pacha (Révolutionnaire turc), 353, 369
- Hye-Glunneck, Anton von (Ministre autrichien de la Justice), 155
- Ibrâhîm Pacha (Khédivé d'Egypte), 311
- Imboden, John Daniel (Ancien Général des Etats-Unis, Commissaire d'émigration de l'Etat de Virginie), 210
- Ingelheim, Friedrich Hugo (Ministre d'Autriche-Hongrie à Munich), 300
- Itzenplitz, Heinrich, Comte de (Ministre prussien du Commerce), 187
- Iwakura (Diplomate japonais), 675, 676
- Jägerschmidt, Charles (Fonctionnaire à la Division des Affaires commerciales du Ministère français des Affaires étrangères), 56, 57
- Jaubert, Hippolyte (Député français), 638, 639, 641, 653
- Jay, John (Ministre des Etats-Unis à Vienne), 276
- Jenni (Industriel autrichien, agitateur dans la question de la correction du Rhin), 159, 160
- Jenny, J. (Citoyen suisse établi à Constantino-ple), 630
- Johnson, Andrew (Président des Etats-Unis), 95, 96, 276, 277
- Johnston, Nathaniel (Député de Bordeaux), 569
- Joly, Eugène (Consul de Suisse à Alger), 587
- Juarez, Benito (Président de la République mexicaine), 157
- Kahn (Employé de la Légation de Bade à Paris), 388
- Karrer, Karl (Conseiller national de Berne), 702
- Kaufmann, Rudolf (Financier bâlois), 704
- Kern, Johann-Conrad (Ministre de Suisse à Paris), 1, 4–6, 8, 31, 32, 34, 37, 41, 43, 46, 48, 56, 61, 62, 65, 75, 78, 82, 89, 93, 98, 100, 103–105, 115, 128, 173, 181, 183, 202, 222, 232, 253, 255, 278, 285, 289, 290, 296, 302, 325, 335, 340, 345, 347, 356, 364, 367, 372, 377–379, 386, 394, 396, 409, 411, 413, 415, 416, 419, 422, 424, 431, 432, 434, 435, 442, 455, 469, 480, 482, 483, 485, 487, 500, 504, 505, 510, 515, 520, 522, 527–530, 533, 535, 536–538, 543, 546, 549, 551, 554, 555, 559, 560, 564, 567, 568, 570, 581, 584, 587–589, 592, 601, 602, 605, 608, 614–616, 619, 623, 624, 633, 637, 639, 642, 643, 651–653, 658–660, 662, 663, 680, 682, 717
- Khalil Bey (Ambassadeur de l'Empire ottoman à Vienne), 521, 615, 616, 627, 647, 648, 680
- Kindely (Commissaire de Grande-Bretagne à Paris), 718
- Kink, Martin (Conseiller supérieur autrichien des Constructions), 159
- Knüsel, Josef Martin (Conseiller fédéral), 1, 3, 6, 7, 11, 17, 20, 24, 26–29, 32, 34, 37, 40, 41, 43, 44, 46, 48, 52, 53, 56, 58, 69, 71, 75, 77, 79, 80, 82, 87, 238
- Köchlin, Alfred (Industriel de Mulhouse), 571
- Köchlin-Geigy, Alphons (Conseiller aux Etats de Bâle-Ville), 702, 703
- Koenig (Conseiller privé du Royaume de Prusse), 147, 657
- Kolyschkin (Conseiller russe), 677
- Komers, Emanuel von (Ministre autrichien de la Justice), 155
- Konyewitsch (Agent de la police impériale russe), 676
- Kubly, Friedrich (Consul de Suisse à Buenos Aires), 694–696
- Lachat, Eugène (Evêque de Bâle), 288
- La Marmora, Alfonso Ferrero, Chevalier de

- (Président du Conseil italien des Ministres), 7, 21, 23, 29, 30
- Lanfrey, Pierre (Ministre de France à Berne), 584, 585, 594, 620, 629, 644, 647, 651, 681
- Langenbeck, Bernhard (Médecin prussien), 283
- Lanza, Giovanni (Président du Conseil italien des Ministres), 342-344, 382, 400, 441, 464, 575, 691
- Lanz-Moser (Aubergiste en ville de Berne), 590
- La Posta, Luigi (Député italien), 382
- Larcy, Charles-Paulin de Saubert, Baron de (Ministre français des Travaux publics), 606
- Lardy, Charles (Attaché à la Légation suisse de Paris), 254, 310, 368, 470, 514, 548, 564, 567, 595-597
- Latour d'Auvergne-Lauraquais, Henri, Prince de (Ambassadeur de France en Autriche-Hongrie, puis Ministre des Affaires étrangères), 393, 417, 420
- Launay, Edoardo, Comte de (Ministre d'Italie à Berlin), 260, 261, 351, 363, 494, 572, 598, 600, 694
- La Valette, Adrien, Comte de (Homme politique français, spécialiste des questions ferroviaires), 79
- La Valette, Charles-Jean, Marquis de (Ministre français des Affaires étrangères), 76, 278-280, 289, 292, 302, 494
- Lavallée, Théophile-Sébastien (Auteur d'un livre de géographie), 447
- Lebet, D. (Citoyen suisse établi à Constantinople), 630
- Lecomte, Claude-Martin (Général français), 546, 550
- Lefranc, Victor (Ministre français de l'Intérieur), 643, 644, 652, 654, 659-661, 662
- Lehmann, Samuel (Colonel, Médecin en chef de l'Armée suisse), 239, 241
- Léopold II (Roi des Belges), 52, 53
- Lequin & Yersin (Entreprise suisse à Turin), 151
- Lessing, Wolf von (Conseiller privé, Plénipotentiaire du Zollverein), 405, 406, 409
- Liebknecht, Wilhelm (Socialiste allemand), 657
- Lincoln, Abraham (Ancien Président des Etats-Unis), 95
- Lindau, Rudolf (Consul général de Prusse à Yokohama), 2, 60-63, 147, 150, 166
- Linden, Joseph von (Ministre du Wurtemberg à Berlin), 143, 145
- López, Francisco Solano (Président du Paraguay), 295
- Lorenzana, Juan Alvarez (Ministre espagnol des Affaires étrangères), 242, 244
- Louis-Philippe (Roi de France), 374
- Luze, Louis-Philippe (Consul de Suisse à New York), 17
- Lyons, Richard, Lord (Ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris), 184, 434, 547, 621
- Mamiani della Rovere, Terenzio, Comte de (Ministre d'Italie à Berne), 6, 7, 11, 15
- Manteuffel, Edwin (Général prussien), 537
- Maraini (Agent italien de la Société du St-Gothard), 696
- Marilley, Etienne (Evêque de Genève, Lausanne et Fribourg), 672-674, 713, 714
- Martens, Georg Friedrich von (Juriste allemand), 490
- Mathy, Karl (Président du Conseil des Ministres de Bade), 161-164
- Maximilien de Habsbourg-Lorraine, (Empereur du Mexique), 77, 155, 157, 175
- Mazzini, Giuseppe (Patriote italien), 284, 352, 360, 362
- Mehemmed Bey (Révolutionnaire turc), 353
- Melegari, Louis-Amédée (Ministre d'Italie en Suisse), 215, 217, 270, 271, 341, 344, 351, 352, 360, 405, 480, 575, 577, 578, 596, 678, 685, 687, 688, 690, 691, 697-699, 715
- Menabrea, Federico Luigi, Comte de (Ministre italien des Affaires étrangères et Président du Conseil des Ministres), 58, 229, 230, 234, 235, 248, 257, 268, 270, 343, 575, 691, 697, 698, 703
- Mensdorff-Pouilly, Alexandre, Comte de (Ministre autrichien des Affaires étrangères), 3, 20, 27-29, 70
- Mensshengen, Ferdinand von (Ministre d'Autriche à Berne), 3, 28, 40, 91
- Mercier, Charles-Philippe (Attaché à la Légation suisse de Berlin, Chargé d'Affaires a. i.), 148, 197, 350, 380, 388, 389, 393, 398, 404, 623, 635, 636
- Mercier, Emile (Consul de Suisse à Hambourg), 148
- Mercier, Henri (Ambassadeur de France à Madrid), 372
- Mermillod, Gaspard (Evêque titulaire d'Hébron), 656, 671, 673, 681, 714, 715
- Metternich-Winneburg, Richard, Prince de (Ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris), 434, 547
- Meurand, Jean-Louis-Joachim (Fonctionnaire à la Division des Affaires commerciales du Ministère français des Affaires étrangères), 56, 291, 606, 607, 658
- Mevissen, Gustav (Conseiller commercial de l'Empire allemand), 702

- Meyer, Johann Karl (Directeur général des Péages de la Confédération suisse), 406
- Meyer, Johann Ulrich (Conseiller national d'Appenzell/Rhodes-Extérieures), 193
- Meyer, Renward (Conseiller d'Etat de Lucerne, Conseiller national, délégué à la conférence sur la question diocésaine tessinoise), 86, 324
- Meysenbug, Otto von (Sous-secrétaire d'Etat autrichien), 59
- Michel (Prince de Serbie), 677
- Mieroslawski (Opposant polonais), 149
- Minghetti, Marco (Ancien Président du Conseil italien des Ministres), 235, 382
- Molitor, Pierre-Olivier, Vicomte de (Chargé d'Affaires a. i. de France à Berne), 238
- Moltke, Helmuth Karl Bernhard, Comte de (Général prussien), 92, 127, 152, 390, 574
- Moltke-Hvitfeldt zu Moltkenborg, Gebhard Léon, Comte de (Ministre du Danemark à Paris), 6, 444, 485
- Moncini, Gaetano (Député italien), 343
- Monnier, E. (Citoyen suisse établi à Constantinople), 630
- Monroe, James (Ancien Président des Etats-Unis), 159
- Monti (Citoyen italien exécuté à Rome), 257
- Mordini, Antonio (Ancien Ministre italien des Travaux publics), 703
- Mori, Arinori (Ministre du Japon à Washington), 675, 676
- Morny, Charles-Auguste, Comte de (Député français), 365
- Mosbourg, Comte de (Ministre de France à Carlsruhe), 399
- Motley, John Lothrop (Ministre désigné des Etats-Unis à Londres), 276
- Moustier, Lionel, Marquis de (Ministre français des Affaires étrangères), 75, 77, 90, 99, 100, 102, 110, 115-118, 175, 181-184, 203, 640
- Moynier, Gustave (Président du Comité international de la Croix-Rouge), 239, 241, 242, 287
- Mülinen, Rudolf, Comte de (Diplomate austro-hongrois), 196
- Naeff, Wilhelm Matthias (Conseiller fédéral), 188, 224, 247, 268, 311, 405, 406, 465, 566, 676
- Napoléon I^{er} (Empereur des Français), 343, 585
- Napoléon III (Empereur des Français), 1, 27, 32, 47, 52, 53, 57, 76, 77, 98-100, 118, 120, 125, 175, 180, 182, 185, 274, 278, 279, 296, 326, 335, 349, 357, 358, 373-375, 422, 446, 456, 474, 530, 620
- Napoléon, Joseph-Charles-Paul, Prince de (Cousin de Napoléon III), 1, 118, 357
- Nathan, Josef (Anarchiste italien), 382
- Nefftzer, Auguste (Rédacteur en chef du *Temps*), 646, 647
- Nélaton, Auguste (Médecin français), 184
- Netschajeff, Sergej (Anarchiste russe), 338, 676, 677
- Neutsch (Banquier français), 415
- Niel, Adolphe (Maréchal, Ministre français de la Guerre), 175, 185, 237
- Nigra, Constantino (Ministre d'Italie à Paris), 34, 82, 175, 184, 285, 286, 364, 365, 547, 621, 654, 667
- Noël, Alexis-Léon (Directeur du Contentieux au Ministère français des Affaires étrangères), 93
- Okunev, Grigorij Nikolaevič (Secrétaire et Conseiller à l'Ambassade de Russie à Paris), 417, 547
- Ollivier, Emile (Homme politique français, Ministre des Affaires étrangères a. i.), 296, 347, 348, 375
- Olozaga, Salustiano (Ambassadeur d'Espagne à Paris), 255, 372-375, 642, 643, 651, 653, 655
- Oppenheim, Abraham von (Banquier allemand), 702
- Oppenheim, Salomon (Banquier allemand), 703
- Oppizzoni, Rati (Diplomate italien à Vienne), 87
- Orczy, Béla, Baron d' (Chef de section au Ministère austro-hongrois des Affaires étrangères), 631
- Orloff, Nicolaj, Prince d' (Diplomate russe), 422
- Orsich, Robert, Comte de (Capitaine dans l'Armée austro-hongroise), 225
- Ottensfels-Gschwind, Moritz von (Ministre d'Autriche-Hongrie à Berne), 214, 293, 294, 359, 367
- Otto (Prince de Bavière), 160
- Ow, Adolf von (Ministre du Wurtemberg à Berne) 165, 611
- Ozenne, Jules-Antoine (Secrétaire général au Ministère français du Commerce), 222, 223, 290-292, 326, 606, 607, 718
- Ozeroff, Alexandre d' (Ministre de Russie à Berne), 121 134, 135, 149
- Paravicini, Rudolf (Chef de l'Etat-major général de l'Armée suisse, 1870/71), 385
- Parieu, Marie-Louis de (Economiste français), 268, 366
- Pasetti von Friedenburg, Florian (Conseiller au Ministère autrichien des Constructions), 70, 159, 160, 193, 195

- Paulmier, Charles-Henri (Député français), 349
Périer, Auguste-Casimir (Homme politique français), 667
Perrot, Louis de (Major fédéral de Neuchâtel), 153
Persano, Carlo, Comte de (Amiral italien), 30
Petri (Commandant au service des Etats pontificaux), 204
Pfyffer, Ludwig von (Commandant de brigade dans l'Armée suisse, 1870/71), 482
Philippin, Jules (Conseiller d'Etat de Neuchâtel, Conseiller national), 140
Philippin-Duval, Jacob-François-Louis de (Consul général de Suisse à St-Petersbourg), 636
Philippsborn, Maximilian von (Conseiller secret prussien, Directeur au Ministère des Affaires étrangères), 81, 143-155
Picard, Louis-Joseph-Ernest (Membre du Gouvernement français de la «Défense nationale»), 476, 549, 569
Pictet, Gustave (Député au Grand Conseil genevois), 673
Pictet de Rochemont, Charles (Diplomate suisse), 438, 439
Pie VII (Pape), 712-714
Pie IX (Pape), 36, 180, 183, 230, 257, 298-300, 304, 345, 347, 430, 441, 468, 469, 604, 673, 681, 713, 714
Pierre II (Empereur du Brésil), 591, 592
Pioda, Giovanni Battista (Ministre de Suisse à Florence, puis à Rome, 1871), 10, 16, 17, 20, 26, 29, 30, 35, 37, 51, 59, 65, 71-73, 79, 82, 83, 87, 104, 106, 151, 172, 173, 176, 178, 215, 224, 227, 229, 234, 248, 255, 257, 258, 264, 268, 269, 285, 299, 302, 340-345, 350, 360, 362, 399, 401, 405, 430, 440, 450, 451, 463, 551, 575, 577-579, 597, 629, 678, 685, 690, 696, 715
Plan (Capitaine, secrétaire de la Conférence de Genève de 1868), 241
Planta, Peter Conradin von (Conseiller aux Etats des Grisons, délégué suisse aux conférences sur les corrections de frontières), 251, 343, 668
Plichon, Charles-Ignace (Ministre français des Travaux publics), 356, 357, 365
Plümacher, E.H. (Capitaine de cavalerie, agent d'émigration), 241
Pollak, Julius (Agent du Crédit suisse à Vienne), 625
Pontécoulant, Jean-Philippe le Doucet de (Chef de Cabinet au Ministère français des Affaires étrangères), 547
Ponza di San Martino, Gustavo, Comte de (Sénateur italien), 430, 441
Posen, Saly (Ressortissante allemande), 333
Pouyer-Quertier, Auguste-Thomas (Homme politique français), 325, 326, 589, 621
Pretis-Cagnodo, Sisinio von (Chef de section au Ministère autrichien du Commerce, puis Ministre du Commerce), 146, 189, 218, 219, 359, 367
Price, J.B. (Citoyen américain offrant des terres à la Confédération helvétique), 652
Prim, Juan (Maréchal, Président du Conseil espagnol), 372-376
Proença de Vieira, Joaquin Joze (Consul général du Portugal à Paris), 486
Proudhon, Léon (Maire de Besançon/F), 203
Pyat, Félix (Communard français), 457, 554
Quadt, Friedrich, Comte de (Ministre de Bavière à Paris), 311, 388, 565, 570
Raffard, Eugène-Emile (Consul général de Suisse à Rio de Janeiro), 604
Rattazzi, Urbano (Ancien Président du Conseil italien des Ministres), 137, 175
Ratton, Henriquo Luiz (Chargé d'Affaires du Brésil à Paris), 485
Rauss, Marie-Léonie (Jeune fille de Fribourg/CH), 225
Reinach, Charles-Frédéric, Baron de (Chargé d'Affaires a. i. de France à Berne), 66, 67
Rémusat, Charles-François, Comte de (Ministre français des Affaires étrangères), 592-597, 605-607, 619-621, 633, 634, 637-639, 643-645, 647, 651-655, 658-660, 662-666
Richard, Albert (Conseiller d'Etat de Genève), 82
Ricotti-Magnani, Cesare Francesco (Ministre italien de la Guerre), 551
Rieter, Heinrich Peter (Industriel zurichois), 702
Ring, Maximilien-Napoléon, Baron de (Sous-chef du Cabinet de M. de Gramont), 377, 386-388, 397, 414
Ritter, Peter (Conseiller au Ministère autrichien des Constructions), 159, 170
Rive, W. de La (Citoyen suisse), 532
Röder, Eugen von (Chef du Protocole du Royaume de Prusse), 139
Röder, Max von (Général, Ministre de Prusse ainsi que de la Confédération d'Allemagne du Nord dès 1868, puis de l'Empire allemand à Berne, en 1871), 53, 119-121, 127, 128, 134, 139, 148, 150, 151, 166, 185, 221, 260-262, 269, 272, 295, 297, 304, 305, 332, 334, 351,

- 356, 389, 391, 416, 424, 480, 529, 530, 561, 612, 628, 635, 661
- Roon, Albrecht von (Général, Ministre prussien de la Guerre), 152, 335
- Rossi, Ermenegildo (Président du Conseil d'Etat du Tessin), 688, 689
- Roth, Arnold (Premier secrétaire de la Légation suisse à Paris, puis secrétaire au Département politique fédéral, 1869-1871), 253, 254, 308, 457, 461, 659
- Rothpletz, Emil (Colonel fédéral), 567
- Rothschild, Alphonse (Banquier français), 342
- Rothschild, Amschel (Banquier allemand), 703
- Rothschild, Gustave, Baron de (Consul général d'Autriche-Hongrie à Paris), 485
- Rothschild, Karl von (Banquier à Francfort), 702
- Rouher, Eugène (Président du Conseil français des Ministres), 116, 118, 175, 183, 285, 286, 325, 366-368
- Rublee, Horace (Ministre résident des Etats-Unis à Berne), 256, 277, 427, 582, 583, 585, 586, 591
- Ruch, Eduard (Ancien Vice-consul de Suisse à Hambourg), 148
- Ruchonnet, Louis (Conseiller d'Etat de Vaud et Conseiller national), 357, 358
- Ruffy, Victor (Conseiller fédéral), 221, 224, 308, 311, 317, 334, 335
- Runkel Fils (Anciens sujets allemands), 332
- Salignac-Fénelon, Jean-Raymond-Sigismond, Comte de (Ministre de France à Berne, de 1852 à 1858), 76
- Salis, Jakob von (Colonel fédéral, Commandant de division), 51, 52
- Sauvage, François-Clément (Directeur des chemins de fer de l'Est français), 588
- Schenk, Karl (Conseiller fédéral), 5, 110, 111, 120, 130, 268, 307, 320, 367, 487, 493, 498, 500, 507, 509, 516-519, 522, 525, 527, 528, 530, 533, 538, 544, 546, 549, 551, 554, 558, 561, 562, 564, 567, 568, 570, 572-575, 580-585, 587, 588, 591, 592, 595-600, 602, 604, 605, 608, 610, 620, 668, 671, 676
- Schennis, Johann Kaspar (Consul de Suisse à Milan), 50, 51
- Scherer, Johann Jakob (Conseiller fédéral), 668, 671
- Schindler (Industriel, Député au Reichstag autrichien), 155, 159, 160
- Schindler, F. (Citoyen suisse établi à Constantinople), 630
- Schlatter, Ludwig (Consul général de Suisse à Rome), 190, 204, 230, 256, 280, 281, 441, 450-452
- Schmidlin, Wilhelm (Directeur du Centralbahn), 702
- Schmitz, Isidore-Pierre (Général français), 470, 471
- Schneider, Joseph-Eugène (Président du Corps législatif français), 98
- Scholl, Heinrich von (Ministre autrichien de la Défense), 517, 518, 544
- Schrenk, Karl von (Ministre de Bavière à Vienne), 472, 473
- Schuler, J. (Citoyen suisse établi à Constantinople), 630
- Schumacher, A. (Président de la Société allemande de Baltimore), 210
- Schwarzenberg, Charles-Philippe, Prince de (Feld-maréchal et diplomate autrichien), 124
- Schweinitz, Hans Lothar von (Ministre de la Confédération d'Allemagne du Nord en Autriche-Hongrie), 393
- Schweitzer, Ferdinand Allesina, Baron de (Ministre de Bade à Paris), 347, 388, 399
- Schwertling (Préfet de Bregenz), 392
- Schwuger (Citoyen badois), 344
- Secretan, Edouard (Secrétaire au Département politique fédéral), 567, 583, 671, 716
- Seebach, Albin Leo von (Ministre de Saxe à Paris), 48
- Seiffertitz, Baron de (Député du Vorarlberg au Reichsrat autrichien), 158, 159
- Sella, Quintino (Ministre italien des Finances), 341, 575, 576, 598, 690, 691
- Serrano y Domínguez, Francisco (Régent d'Espagne), 347
- Servadio, Giuseppe (Banquier italien établi à Florence), 698, 703
- Server Pacha (Ministre ottoman des Affaires étrangères), 647
- Seward, William Henry (Secrétaire d'Etat des Etats-Unis), 186, 259, 370
- Shakespeare, William (Poète dramatique anglais), 145
- Sherman, John (Sénateur américain de l'Ohio), 277
- Sider, Friedrich (Vice-consul de la Confédération suisse à Philippeville/Algérie), 587
- Siegfried, Hermann (Colonel fédéral), 436, 528
- Sigel, Franz (Général américain), 277
- Simson, Eduard (Président du Reichstag allemand), 404
- Solms-Sonnenwalde, Eberhard, Comte de (Chargé d'Affaires a. i. de Prusse à Paris), 184, 232, 513

- Sophie de Bavière (Mère de François-Joseph, Empereur d'Autriche, et de Maximilien, Empereur du Mexique), 157
- Spitzemberg, Hugo von (Ministre du Wurtemberg à Berlin), 246
- Spörry, Heinrich (Consul de Suisse à Mulhouse), 568, 569
- Sprüngli & Kaiser (Entreprise suisse), 624
- Stadler, Albert (Colonel fédéral), 153
- Stähelin-Brunner, August (Homme politique suisse, délégué aux négociations commerciales avec l'Allemagne), 197, 198, 213, 267
- Stahel & Jäggli (Entreprise de coton à Winterthour), 8
- Stämpfli, Jakob (Ancien Conseiller fédéral, Conseiller national), 159
- Stehlin, Johann Jakob (Bourgmestre de Bâle), 528, 580, 702, 703
- Steiger, Ludwig Eduard (Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne), 3, 20, 27, 28, 29, 35, 37, 114, 154
- Stevens, B.F. (Collaborateur d'une agence britannique d'informations), 457, 476
- Stevens, Thaddeus (Homme politique des Etats-Unis), 95
- Stocker, Abraham (Colonel fédéral), 702, 703
- Stoll, Georg (Directeur du chemin de fer du Nord-Est), 702
- Stoppani, Leone de (Conseiller aux Etats tessinois), 248, 264
- Streckeisen, Albert (Consul général de Suisse à Londres), 395, 401-403, 590
- Sulzer, Johann Jakob (Député de Zurich), 562, 567
- Sumner, Charles (Sénateur des Etats-Unis), 96, 276, 277
- Sun Tajen (Membre de la délégation chinoise, en mission diplomatique aux Etats-Unis), 240
- Sutter, Arnold (Consul général de Suisse à Mexico), 182
- Sybel, von (Adjoint au Commissaire civil allemand en Alsace), 452
- Sybel, Alexander von (Financier allemand), 335
- Sydow, Rudolf von (Diplomate prussien), 389
- Taaffe, Eduard, Comte de (Ministre autrichien de l'Intérieur), 155, 602
- Talhouet, Auguste, Marquis de (Homme politique français), 357
- Talleyrand-Périgord, Charles-Angélique, Baron de (Ambassadeur de France à St-Petersbourg), 115
- Tancredi (Vice-président de la Junte romaine), 452
- Tegethoff, Wilhelm von (Amiral autrichien), 157
- Tenterden, Charles Stuart Aubray Abbott, Lord (Sous-secrétaire d'Etat au Ministère britannique des Affaires étrangères), 634
- Thiele, Hermann von (Secrétaire d'Etat du Royaume de Prusse), 139, 147, 148, 150, 261, 282, 297, 380, 381, 388-390, 404, 453, 454, 477-479, 483, 493, 494, 559-561, 612, 622, 656, 657
- Thiers, Adolphe (Homme politique français, Président de la République), 27, 456, 457, 500, 506, 522-527, 530-533, 547-550, 555, 567-570, 581, 582, 584, 585, 593-595, 597, 605, 608-610, 620, 621, 633, 637, 638, 644-647, 653, 654, 659, 662-667, 717, 718
- Thiers, Mme, 642, 645
- Thirion, Julio (Chargé d'Affaires de Saint-Domingue à Paris), 485
- Thomas, Clément (Général français, Commandant de la Garde nationale), 546, 549
- Thouvenel, Edouard-Antoine (Ancien Ministre français des Affaires étrangères), 446, 639, 640
- Thurn und Taxis (Entreprise postale), 163
- Tirard, Pierre-Emmanuel (Maire du II^e arrondissement de Paris), 554
- Tognetti (Citoyen italien exécuté à Rome), 257
- Tokugawa Akitake (Frère de l'Empereur du Japon, en mission diplomatique à Paris), 173, 174
- Traeger (Journaliste, Rédacteur en chef de *La Presse de Vienne*), 518
- Trani, Comtesse de (Sœur de l'Impératrice Elisabeth d'Autriche), 92
- Trochu, Louis-Jules (Général français), 456, 457, 470-472, 491
- Tronchin, Louis (Colonel fédéral), 152
- Troplong, Raymond-Théodore (Président du Sénat français), 98
- Trümper, A. (Citoyen suisse établi à Constantinople), 630
- Tschudi, Johann Jakob von (Chargé d'Affaires de Suisse à Vienne, de 1866 à 1868, puis Ministre), 80, 87, 88, 91, 92, 96, 103, 106, 114, 146, 153, 155-157, 159, 167, 188-190, 192, 195, 205, 214, 218, 220, 225, 226, 231, 235, 236, 253, 255, 273, 293, 296, 297, 336, 358, 392, 421, 426, 472, 517, 519, 533, 544, 602, 615, 616, 618, 625, 627, 629-631, 647, 648, 680, 686
- Türckheim, Hans von (Ministre de Bade à Berlin), 261, 380, 518, 519
- Turgot, Louis-Félix-Etienne, Marquis de (Am-

- bassadeur de France à Berne), 47, 66, 67, 76, 93
- Turis, Guy de (Délégué français lors de la conférence portant sur le Traité d'Etat entre la Suisse et la France, de 1828), 254
- Ubri, Pavel Patrovič (Ambassadeur de Russie à Berlin), 622
- Uzielli, A. (Banquier italien établi à Livourne), 704
- Valera y Alcalá Galiano, Juan (Sous-secrétaire d'Etat espagnol), 242
- Varnbüler, Friedrich von (Ministre des Affaires étrangères du Wurtemberg), 162, 164, 165, 246
- Vattel, Emer de (Jurisconsulte et diplomate d'origine neuchâtelaise), 483
- Vermorel, Auguste-Jean-Marie (Communard français), 554
- Vesque, Alexandre von Püttlingen, Baron de (Conseiller au Ministère autrichien du Commerce), 214, 226
- Vestman, Vladimir Il'ič (Adjoint au Ministère russe des Affaires étrangères), 396
- Vetterli, Friedrich (Industriel, Directeur de la fabrique d'armes de Neuhausen), 278, 279
- Viada, Edouard (Ministre du Honduras à Paris), 652, 653, 683
- Victor-Emmanuel (Roi d'Italie), 382, 441, 463, 468, 591, 592
- Victoria (Reine de Grande-Bretagne et d'Irlande), 591, 592
- Villefort (Délégué français lors de la conférence portant sur le Traité d'Etat entre la Suisse et la France, de 1828), 254
- Villeneuve, Julio Constancio de (Chargé d'Affaires, puis Ministre résident du Brésil à Berne), 119, 581
- Vimercati, Ottaviano Galeazzo, Comte de (Homme politique italien), 400
- Vinoy, Joseph (Général français), 547
- Visconti-Venosta, Emilio (Ministre italien des Affaires étrangères), 83, 342, 343, 345, 361, 382, 399, 405, 441, 464, 551, 576, 678, 690, 696, 697, 715
- Vogel, G. (Citoyen suisse établi à Constantinople), 630
- Vogt, Gustav (Professeur de droit public à l'Université de Zurich), 49, 59, 88, 580
- Vogüé, Eugène-Melchior, Vicomte de (Ambassadeur de France à Constantinople), 630, 647
- Vuitry, Adolphe (Vice-président du Conseil d'Etat de la République française), 203
- Vuzos, Georges A. (Vice-consul gérant de Grèce à Paris), 486
- Waldersee, Alfred, Comte de (Gouverneur de Berlin), 152
- Wanner, Emil (Consul de Suisse au Havre), 449
- Washburne, Elihu Benjamin (Ministre des Etats-Unis à Paris), 276, 416, 417, 419, 420, 432, 444, 457, 476, 482, 483, 485, 489, 547, 548, 550, 567
- Weber, Johann (Conseiller d'Etat de Berne), 50, 507, 702, 703
- Weber, Johann Jakob (Consul de Suisse à Leipzig), 140
- Weber, Jost (Conseiller aux Etats de Lucerne, délégué suisse à la conférence sur le chemin de fer du Vorarlberg), 323
- Weisshaupt, T. (Directeur en chef des Constructions et membre du Bundesrat de la Confédération de l'Allemagne du Nord), 335, 351, 355, 694, 716
- Wells, David Amer (Commissaire américain aux Impôts), 95
- Welti, Emil (Conseiller fédéral), 112, 220, 221, 238, 251, 253, 256, 257, 259, 260, 262, 265, 266, 269, 271-273, 278, 282, 285, 287, 288, 293, 295, 306-308, 310, 312, 324, 325, 332-334, 341, 355, 368, 436, 520, 590, 612, 614, 619, 621, 624, 625, 627-631, 633, 634, 637, 642, 643, 647, 650, 651, 653, 656, 658, 661-663, 671, 672, 674, 675, 678, 679, 683, 685, 686, 688-691, 693, 694, 696, 698, 699, 705, 710-717
- Wendelstadt (Conseiller commercial de l'Empire allemand), 702
- Werder, (Commerçant suisse en Allemagne), 140
- Wermuth, J. (Chef de la Chancellerie au Consulat général de Suisse à Washington), 276
- Werther, Karl von (Ambassadeur de Prusse à Vienne, puis à Paris), 20, 93, 157, 335, 365, 373-375
- Wesdehlen, Ludwig, Comte de (Chargé d'Affaires de l'Empire allemand à Florence), 598
- Wilson, Henry (Sénateur du Massachusetts), 194
- Winterfeld von (Citoyen prussien établi à Berlin), 261
- Wodehouse, Henry (Secrétaire à l'Ambassade de Grande-Bretagne à Paris), 470
- Wolff, Auguste-Louis (Consul des Etats-Unis à Bâle), 13
- Wüllerstorff-Urbair, Bernhard von (Ministre autrichien du Commerce), 81, 82, 87

- Wurstemberger, Rudolf E. von (Colonel fédéral), 122
- Zia Bey (Révolutionnaire turc), 353
- Zingg, Josef (Conseiller d'Etat de Lucerne), 702, 703
- Zulauf, Niklaus, Ritter von Pottenburg (Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie à Berne), 193, 196, 214
- Zuylen van Nijevelt, Jacob Pieter Pompeius, Baron de (Ministre des Pays-Bas à Paris), 184, 311, 444, 485

2. NOMS GÉOGRAPHIQUES¹

- Aar, 439
- Aarau, 385, 702-704
- Adige, 49, 54
- Afrique, 674
- Ain, 607
- Airolo, 313, 693
- Alabama (Affaire de l'), 277, 592, 634, 683
- Alger, 587
- Algérie, 396, 397, 587
- Allaine, L' (Riv.), 508
- Allemagne (Empire d'), 7, 36, 48, 64, 77, 90, 93, 99-101, 103-105, 107, 119, 122, 124, 130, 132, 133, 142, 152, 161, 163, 192, 200, 201, 207-209, 211-214, 221, 254, 267, 279, 286, 312, 314, 317, 327, 329, 335, 340, 374, 375, 380, 381, 384, 390, 391, 394, 395, 398, 405, 409, 410, 414-420, 423, 427-430, 436, 437, 439, 440, 443, 445-448, 452, 453, 456, 458, 459, 461, 464, 465, 471, 473-475, 477-484, 486, 489, 500-508, 510-514, 517-519, 521-530, 533, 534, 535-537, 544, 549, 552, 556, 557, 559-563, 565-571, 573-575, 579, 580, 583, 585, 586, 588-590, 598-600, 608, 611-613, 621, 622, 624, 626, 628, 634, 651-655, 657, 661, 662, 666, 678, 685, 692, 693, 701, 703, 717
- Allemagne du Nord (Confédération de l'), 137, 142, 144, 145, 161, 163, 185, 196, 199, 219, 221, 260, 269, 272, 274, 275, 282, 305-307, 312, 316, 318, 319, 327, 331-334, 336, 339, 340, 345, 348, 350, 355, 356, 363-365, 389-393, 398, 399, 406, 408, 409, 413, 416, 418, 419, 424, 454, 463, 470, 471, 473, 479, 480, 482, 485, 487, 515, 530, 537, 566
- Allemagne du Sud, 117, 120, 137, 142-145, 163, 184, 198, 260, 265, 340, 351, 356, 380, 381, 390, 393, 426, 436, 447, 453, 454, 463, 473, 517, 534, 561
- Allemands (Etats), 24, 81, 87, 107, 111, 123, 131, 200, 270, 328, 339, 351, 364, 447, 448, 466, 489, 523
- Alpnach, 138
- Alsace, 286, 325, 436, 439, 440, 445, 447, 448, 452, 453, 473, 477-479, 481, 500-504, 507, 508, 512-514, 523-525, 527, 529, 549, 550, 556-560, 564, 568, 569, 657, 717
- Altdorf, 468, 702
- Altkirch, 532
- Altstaetten, 313
- Amiens, 475
- Amsterdam, 83, 614
- Ancône, 27
- Andelfingen, 330
- Andrinople, 711
- Angleterre (cf. Grande-Bretagne)
- Annecy, 267, 291, 292, 439, 541, 542, 605, 607
- Annemasse, 267, 605, 607
- Aoste (Vallée d'), 382
- Apennins, 431
- Appenzell, Rhodes-Extérieures, 21, 73, 193, 496
- Appenzell, Rhodes-Intérieures, 21, 73, 496
- Ardennes, 124
- Arequipa, 624
- Argentine, 294, 694-696
- Argovie, 73, 75, 416, 482, 496, 586
- Arly (Val d'), 438
- Arve, 438
- Assomption, 295
- Attenschwyler, 535, 558
- Augsbourg, 145, 540
- Autriche, 3, 20, 24, 27-29, 31, 33, 34, 36, 38-41, 48, 49, 51, 53-55, 58, 59, 64, 77, 80, 81, 87, 88, 90-92, 97, 103, 112, 115, 118, 122, 125, 137, 138, 146, 153-156, 162-164, 167-171, 174-176, 179, 188-190, 193-196, 200, 201, 205, 208, 211, 214, 215, 218-221, 223, 226-231, 236, 250, 253, 255-257, 293, 296,

¹ N'ont pas été retenues les voix «Berne» (ville fédérale) et «Suisse» dont la répétition était trop fréquente pour pouvoir être utilement mentionnées.

- 297, 299–302, 320–323, 326, 336, 337, 363, 375, 409, 422, 426, 427, 433, 442, 456, 470, 504, 506, 520, 535, 547, 576, 602, 603, 612, 615, 625, 626, 630, 631, 648, 649, 665, 667
- Autriche-Hongrie, 235, 236, 300–302, 322, 348, 367, 473, 485, 626, 648, 657
- Bade, 21, 44–46, 110, 111, 144, 145, 161, 162, 164, 165, 201, 206, 208, 232, 245–247, 261, 266, 270, 272, 274, 285, 306, 307, 312, 313, 316–318, 327–331, 344, 348, 378, 380, 387, 388, 396, 397, 399, 405–407, 415–420, 452, 478, 489, 514, 515, 518, 526, 534, 548, 561, 562, 574, 601, 611
- Bâle-Campagne, 13, 75, 284, 331, 416, 496, 687
- Bâle-Ville, 41, 44–46, 73, 116, 123, 124, 161, 213, 245, 246, 277, 284, 288, 313, 328, 329, 385, 408, 415, 416, 419, 423–425, 429, 437, 439, 447, 448, 477–479, 486, 496, 501, 503, 504, 513, 519, 523, 526, 528, 530, 532, 534, 535, 556, 557, 559, 571, 580, 586, 672, 687, 695, 702–704
- Baltimore, 209, 210
- Banat, 81
- Baveno, 668
- Bavière, 21, 81, 97, 111, 138, 144, 145, 163, 179, 206, 267, 282, 296, 297, 299, 303–307, 311, 320–322, 323, 348, 380, 387, 388, 392, 396, 397, 416–420, 426, 454, 472, 473, 489, 522, 526, 548, 560, 565, 570, 628, 635
- Bayards, Les, 599
- Beaucourt, 508
- Bécon (Château de), 569
- Belfort, 436, 440, 447, 481, 508, 527, 532, 535, 556
- Belgique, 12, 47, 52, 53, 57, 68, 69, 78, 83, 84, 88, 93, 97, 98, 115, 120, 124, 137, 138, 173, 177, 184, 202, 215, 256, 268, 280, 348, 381, 383, 398, 404, 415, 416, 422, 428, 429, 453, 471, 477, 485, 491, 574, 578, 595, 612, 621, 623, 630, 637, 641, 642, 652–655, 659, 660, 663, 667, 677, 718
- Belgrade, 677
- Bellegarde, 623
- Belleville, 546
- Bellinzone, 312, 313, 319, 328, 329, 352, 360, 361, 702
- Bendern, 649
- Berlin, 22, 32, 34, 52, 57, 59, 64, 99, 103–105, 107–111, 115–117, 120, 130, 133, 135, 139, 141–144, 147, 148, 150–152, 160, 161, 163, 164, 166, 168, 184, 185, 189, 196–199, 203, 206, 210, 213, 215, 218–220, 232, 245, 246, 255, 256, 260, 265–267, 269, 273, 275, 279, 282, 286, 287, 294, 295, 300, 310, 332, 333, 335, 336, 339–341, 345, 349, 350, 354, 363, 364, 372, 373, 376, 380, 383, 388, 389, 392, 398, 399, 404, 452, 453, 474, 477–479, 483, 493, 518, 534, 558–563, 565, 567, 570, 572, 573, 590, 598, 600, 612, 614, 621, 624, 628, 635, 656, 657, 661, 662, 692, 693, 702, 703, 716
- Berne (Canton de), 75, 284, 416, 419, 496, 507, 508, 566, 640, 687
- Besançon, 203, 440
- Biarritz, 52
- Biasca, 312, 313
- Bludenz, 320, 322, 358, 359
- Bolivie, 194, 485
- Boncourt, 481
- Bonfol, 440, 481, 535, 558
- Bonhomme (Col du), 438
- Bonneville, 457, 460, 538, 541, 542
- Bordeaux, 326, 494, 514, 531, 542, 569
- Bormio, 50–52, 54, 55, 88
- Boston, 240
- Bourget, Le, 456, 457
- Bourgogne, 124, 493
- Bregenz, 92, 320–322, 358, 359, 392, 426
- Brême, 133, 210
- Brémencourt, 523
- Brenets, Les, 439
- Brenner, 162, 195, 235, 270, 272, 322, 576
- Bésil, 93, 94, 119, 190–192, 273, 294, 485, 581, 591, 592, 604
- Brindisi, 270
- Brixen, 81
- Brusio, 86, 89, 324, 668, 670, 699, 700
- Bruxelles, 78, 388, 494, 549, 558, 564, 565, 568, 571, 717, 718
- Bucarest, 519, 617
- Buchs, 320–323, 359, 649
- Buenos Aires, 694–696
- Buet, 438
- Bülach, 330
- Buttes-Chaumont, Les, 546
- Californie, 277
- Camerlata, 313, 316
- Camonica (Val), 54
- Campo, 668, 669, 700
- Campocologno, 52
- Canobbio, 692
- Carlsruhe, 22, 130, 160, 161, 164, 245, 246, 269, 282, 378, 399, 628
- Carouge, 712, 713
- Castle Garden, 17, 18, 209, 210
- Catanzaro, 363

- Cauvette, 508
 Cavargna (Val), 362
 Cavayonne, 700
 Cedarkeys, 635
 Ceppina, 54
 Chablais, 290, 292, 438, 446, 458, 559, 712
 Chambéry, 454, 457, 459, 460, 463, 541, 712, 713
 Champagne, 124
 Champagny, 532
 Charmoille, 535
 Chêne, 713
 Chiasso, 178, 312, 313, 316
 Chiavenna, 55, 88
 Chine, 239, 240, 710
 Cività-Castellana, 440
 Civitavecchia, 400, 440, 441
 Coire, 86, 220, 324, 344, 350, 351, 356, 672
 Collonges, 605, 607
 Cologne, 354, 702, 703
 Colorado, 95
 Côme, 27, 86, 89, 179, 324, 352, 360, 692
 Côme (Lac de), 361, 694
 Compiègne, 75, 76
 Concepción, 695
 Confédération germanique, 33, 38, 45, 52, 85, 98, 107, 122
 Constance, 46, 158, 159, 161, 162, 245-247, 330, 331, 378, 561
 Constance (Lac de), 81, 123, 320, 408, 472
 Constantinople, 326, 520, 521, 615, 616, 618, 629, 630, 680
 Córdoba (Argentine), 694, 695
 Corse, 258
 Côte d'Or, 505
 Courtelevant, 508
 Cravairola (Alpage de), 668-670, 700
 Craveggia, 670
 Crestere (Monte), 669
 Créteil, 470
 Crimée, 38
 Croatie, 225
 Crodo, 251, 669
 Croix, 508

 Dalmatie, 326
 Damvant, 481
 Danemark, 5, 6, 174, 175, 194, 422, 444, 485, 491, 601, 657, 680
 Danube, 124, 125, 518
 Danube (Principautés du), 616, 617
 Dappes (Vallée des), 156, 437, 439
 Darmstadt, 246
 Davos, 562

 Degersheim, 310
 Delémont, 448, 535
 Delle, 508, 527, 530, 532, 571
 Dijon, 289
 Donaueschingen, 330, 331
 Dos Dé, 54
 Doubs, 75, 124, 203, 439, 505, 523

 Ecluse (Fort de l'), 437, 440
 Eglise, Etats de l' (cf. aussi Saint-Siège, Etats du), 182, 190, 204, 230, 250, 256, 400, 430, 440, 450-452, 468, 469, 551, 604, 605, 608, 648
 Egypte, 311, 326, 617, 618
 Elbe, 124
 Elbe (Duchés de l'), 33, 38
 Ellwangen, 310
 Ems, 138, 175, 375
 Engadine, 51, 195, 196, 205
 Entre-Rios, 694, 695
 Equateur, 194
 Espagne, 38, 39, 179, 242-244, 249, 250, 255, 326, 348, 372-375, 383, 384, 391, 486, 636, 642, 643, 650, 651, 653-655, 656, 657, 667
 Etats-Unis d'Amérique, 12, 13, 18, 62, 75, 78, 85, 102, 126, 141, 159, 182, 183, 186, 188, 191, 192, 194, 195, 209, 240, 242, 256, 259, 276, 277, 371, 410, 412, 413, 416, 427, 432, 444, 457, 467, 468, 470, 471, 476, 482, 483, 485, 547, 574, 582, 583, 585, 586, 591, 592, 596, 603, 604, 613, 634, 676, 680, 683, 684
 Etna, 431

 Faucigny, 290, 292, 446, 457, 458, 559, 712
 Faverge (Col de), 438
 Faverois, 508
 Feldkirch, 320-323, 358
 Fernandina, 635
 Fiassone (Monte), 440
 Fier, 438, 439
 Finlande, 707
 Finstermünz, 114, 153-156, 158, 205, 226, 231, 236
 Fleurier, 151
 Florence, 7, 10, 16, 20, 22, 23, 26, 29-32, 34, 36, 50, 51, 56, 59, 65, 71-73, 78-80, 83, 104-106, 111, 128, 132, 151, 172, 173, 176, 178, 215, 224, 227, 229, 234, 235, 248, 251, 255, 257, 258, 264, 268-270, 273, 285, 295, 300, 302, 340-342, 344, 345, 350, 351, 360, 362, 363, 373, 382, 383, 399-401, 421, 422, 430, 440, 441, 450, 451, 463, 479, 494, 551, 572, 575-578, 597, 691, 703, 704
 Floride, 635
 Florimont, 508

- Flüelen, 312, 313
 Folgenburg, 535, 558
 France, 1, 4, 8, 24, 27, 32, 33, 35-39, 41-44, 52, 53, 56, 57, 59, 61, 62, 64, 66-69, 77, 80, 83-85, 88, 90, 92-94, 99-105, 110, 112, 115-125, 128, 129, 136-138, 141, 142, 151, 156, 162, 164, 167, 168, 171, 172, 174-181, 183-185, 188, 190, 198, 200-204, 208, 211, 212, 222, 223, 227-229, 232, 237, 242, 247, 251, 252, 267, 268, 270, 274, 279-282, 284-286, 289, 290, 292, 296, 298, 302, 311, 326, 335, 336, 340, 341, 346-349, 365, 366, 368, 372, 373, 375, 377-384, 386-400, 402-420, 422-425, 427-440, 443, 445-449, 453-456, 458-462, 464, 466, 470, 471, 474-479, 481-484, 486, 488-492, 494-516, 518-520, 523-528, 530-544, 547, 548, 554-558, 561, 564-574, 580-585, 587-589, 592-595, 597, 599, 605-609, 612, 619-624, 627-630, 633-635, 637-648, 651-655, 657-667, 674, 681-683, 710, 717, 718
 Francfort/M., 32, 57, 332, 333, 335, 580, 588, 624, 657, 666, 702, 703, 717
 Frauenfeld, 482, 485, 487, 702, 704
 Fribourg, 225, 226, 416, 496, 673
 Friedrichshafen, 165, 166, 322, 415, 426
 Fünfkirchen, 81
 Fussach, 70, 158-160, 193, 294
 Galtür, 153
 Gams, 2
 Gènes, 56, 258, 270, 313, 342, 363, 441, 576
 Genève, 21, 41, 47, 73, 76, 79, 82, 116, 123, 129, 178, 233, 234, 237, 238, 241, 252, 267, 268, 277, 283, 284, 287, 290, 338, 353, 369, 391, 392, 415, 428, 436-439, 448, 466, 484, 493, 496, 512, 538, 540-542, 587, 605, 606, 613, 622, 626, 633, 634, 637, 639-641, 643, 650-654, 656, 659, 660, 665, 671-674, 678, 680-684, 687, 711-715, 717
 Genevois, 290, 292, 458
 Gex (Pays de), 290-292, 437, 439, 607, 608
 Giffre (Riv.), 438
 Giornico, 234, 270
 Glaris, 21, 73, 75, 198, 213, 496, 617
 Glassberg, 535, 558
 Goldau, 312, 313
 Gondo, 361
 Göschenen, 313
 Grande-Bretagne, 1, 21, 32, 36, 38, 61, 62, 71, 90, 93, 118, 127, 137, 141, 149, 167, 226, 240, 242, 256, 259, 270, 298, 348, 353, 370, 371, 373, 375, 382, 383, 391, 392, 398, 402, 403, 409, 410, 422, 433, 442, 453, 456, 457, 470, 471, 494, 547, 574, 591, 592, 608, 621, 623, 627, 630, 633, 634, 637, 638, 641, 642, 652-654, 659, 660, 663, 667, 684, 709-711, 718
 Grandvillars, 508
 Grèce, 194, 254, 280, 486
 Grisons, 3, 17, 21, 26, 53, 70, 72, 73, 86, 154, 156, 195, 196, 251, 263, 284, 324, 359, 361, 496, 562, 668, 693, 700
 Gross, 81
 Grosseto, 363
 Haag, 321, 323
 Haïti, 468
 Hambourg, 83, 133, 148
 Haut-Rhin (Département du), 447
 Havre, Le, 449, 478
 Haye, La, 718
 Hébron, 681, 714
 Heidelberg, 254, 490
 Héricourt, 516
 Héry (Pierre d'), 438
 Hesse, 144, 145, 167, 179, 355, 478, 533
 Hiogo, 3
 Hollande (cf. Pays-Bas)
 Honduras, 485, 652, 683
 Hongrie, 81, 120, 157, 214, 215, 219, 225, 226, 393, 408, 602, 632
 Huningue, 437, 440, 535, 558, 580
 Immensee, 312
 Inde(s), 270
 Ingolstadt, 125
 Inn, 153, 154, 195, 205
 Innsbruck, 70, 81, 146, 159, 293, 294, 322, 392, 649
 Intelvi (Val d'), 352
 Interlaken, 684
 Ischgl, 153
 Istrie, 258
 Italie, 6, 7, 10, 11, 14-16, 20-24, 27, 29-31, 33, 34, 36, 39-41, 48, 49, 51-56, 58, 59, 64-68, 71-73, 78-84, 86-88, 90, 91, 93, 94, 103, 112, 126, 137, 151, 156, 162, 168, 171, 174-181, 183, 184, 190, 199, 202, 211, 215, 217, 223, 224, 227-229, 233-235, 242, 247-249, 251, 257, 260-265, 268-272, 274, 275, 280, 284-286, 298, 299, 302, 304, 306, 307, 311-319, 322, 327-329, 331, 339-345, 348, 350-352, 355, 361-365, 375, 382, 391, 393, 399-401, 405, 422, 430, 433, 436, 437, 440-442, 450, 451, 456, 459, 463, 464, 479, 480, 486, 494, 506, 547, 551, 566, 572, 575-579, 591, 592, 596-598, 600, 603, 608, 621, 623, 654,

- 665, 667-670, 672, 678, 679, 685, 687, 691-694, 696-701, 703, 704, 706, 707, 710, 715, 716
- Japon, 2, 3, 60-63, 147, 148, 150, 166, 173, 174, 613, 675, 676, 680, 710
- Joncherey, 508
- Jougne, 289, 291, 292, 356-358, 607
- Joux (Fort de), 437, 440, 516
- Jura, 124, 439, 440, 447, 459, 486, 505, 508, 527
- Kanagawa, 61
- Kaniza, 81
- Kastels, 154
- Kehl, 452
- Kembs, 523
- Kiffis, 535, 558
- Kleinlützel, 535
- Klösterlein, 535, 558
- Königgrätz, 375
- Königsberg, 518
- Krems, 532
- Kreuzlingen, 245
- Küsnacht, 312, 313
- Lacroma, 157
- Langres, 124
- Large (Riv.), 508
- Laufon, 530
- Lausanne, 358, 671-674, 681, 682, 712, 714, 715
- Lautrach, 320, 321
- Lavigny-près-Aubonne, 152
- Lavordo, 313
- Lehnstrich, 154
- Leipzig, 83, 140, 143, 277
- Léman (Lac), 436, 437
- Léonine (Cité), 441
- Leopoldshöhe, 247
- Levant, 710
- Leymen, 535
- Libéria, 468
- Lille, 494
- Lindau, 219, 321, 322, 415, 419, 426
- Lisbonne, 83, 175, 281
- Liverpool, 240, 675
- Livourne, 704
- Locarno, 312, 313, 328
- Loiblach, 320
- Loire, 124, 516
- Lombardie, 156, 263
- Londres, 3, 32, 34, 83, 115, 140, 142, 353, 371, 374, 395, 401, 402, 415, 421, 422, 457, 476, 494, 590, 614, 710, 718
- Longchamp, 645
- Lorraine, 445, 447, 453, 473, 479, 500, 513, 657, 717
- Lucelle, 535, 558
- Lucerne, 9, 15, 16, 21, 23, 73, 86, 88, 138, 274, 285, 288, 307, 312, 313, 323, 324, 327, 496, 604, 671, 687, 698, 702-704, 711
- Lugano, 178, 284, 312, 313, 352, 360, 361, 699
- Luino, 312
- Lukmanier, 7, 9, 15, 22, 162, 235, 262
- Lützel (Vallée de la), 530
- Luxembourg, 98-100, 103, 106, 115, 118, 120, 137, 381, 398
- Lyon, 286, 292, 356, 357, 415, 440, 526, 552, 553, 605, 607, 717
- Madison, 277
- Madonna di Tirano, 52
- Madrid, 83, 242, 243, 249, 372-374, 643, 650, 651, 655, 656
- Magadino, 178, 312, 319, 328, 329
- Maggia (Val), 668, 700
- Main, 534
- Majeur (Lac), 313, 316
- Mals, 154
- Malte, 258
- Mannheim (Convention de), 165
- Mantoue, 235, 270
- Marienburg, 115, 118
- Marne, 124
- Marseille, 286, 478, 553, 674
- Martigny, 437
- Martinsbruck, 3, 114, 153, 154, 158, 205
- Masaccio (Mont), 668
- Massachusetts, 194
- Maurienne, 438
- Méditerranée, 286, 289
- Menoge (Riv.), 438
- Mentana, 204
- Metz, 456, 458
- Mexique, 58, 77, 90, 155, 157, 182, 183, 186
- Mexique (Golfe du), 652
- Miécourt, 440, 535
- Milan, 50, 51, 89, 270, 284, 341-343, 400, 704
- Minden, 354
- Modène, 235, 270
- Monaco, 485
- Montbéliard, 486, 523, 527, 530
- Mont-Blanc, 438
- Mont-Cenis, 7, 162, 235, 270, 272, 365, 458, 575-577, 579, 678, 697-699, 715
- Monte-Cenere, 308, 316, 361, 362, 476
- Montmartre, 546, 547
- Montmélian (Fort de), 438
- Moravie, 81

- Morbegno, 72
 Mornach, 535, 558
 Mornex, 438
 Morteau, 203, 495, 496, 599
 Morvillars, 508
 Moscou, 187
 Moselle, 446
 Mulhouse, 4, 101, 368, 447, 522, 524, 532, 535, 560, 568, 569, 571
 Munich, 130, 160, 163, 164, 269, 297, 300, 381, 388, 392, 426
 Münstertal, 51, 54, 195

 Nagold, 330
 Naples, 343, 382
 Nauders, 205
 Nebraska, 95
 Neckar, 330
 Neuchâtel, 47, 73, 149, 225, 226, 254, 284, 290, 368, 415, 427, 428, 493, 495, 496, 598, 599, 641, 673
 Neuwyler, 535
 New York, 17-19, 75, 191, 209, 240, 372, 610, 635
 Nice, 270
 Nidwald, 73, 331, 496
 Noire (Mer), 473
 Nord (Département du), 325
 Norfolk, 210
 Normandie, 325
 Norvège, 485
 Nouvelle-Orléans, 652

 Oberriet, 321
 Obwald, 331, 496
 Odessa, 38, 408
 Ohio, 277
 Olten, 561, 562
 Onsernone (Val d'), 670
 Oran, 674, 675
 Orient, 408, 602, 618, 648
 Orléans, 475, 526, 550, 569
 Ôsaka, 3
 Ossola (Val d'), 79, 80, 668
 Ostende, 270
 Ottoman, Empire (cf. Turquie)
 Ouchy, 142
 Oued-Deheb, 587

 Pacifique, 652
 Palerme, 363
 Paraguay, 94, 294, 295
 Paris, 1, 4, 5, 31, 32, 34, 37, 41, 43, 46-48, 50, 56, 65, 75, 76, 78, 82, 84, 85, 89, 93, 98, 100, 104, 105, 111, 115, 128-130, 132, 137, 141, 142, 149, 162, 165, 173, 181, 183, 202, 222, 223, 232, 233, 241, 253-255, 273, 276, 278, 279, 285, 286, 290, 292, 295, 302, 310, 311, 325, 335, 340, 341, 347-349, 353, 356-358, 364, 367, 369, 372-374, 376-379, 384, 386, 388, 392, 394, 396-398, 400-402, 411-416, 418-420, 422, 430-432, 434, 435, 437, 439, 442-444, 453, 455-457, 469-477, 480, 482-485, 487-494, 500, 504-506, 510, 512, 513, 520, 522, 523, 526-528, 530, 533, 536, 542, 546-555, 564, 567, 568, 570, 578, 581, 584, 588-592, 597, 601, 605, 607-609, 614-616, 619, 630, 633, 634, 637, 639, 642, 643, 645, 651, 653, 654, 658, 660-663, 677, 683, 717
 Pavie, 343, 363
 Paysandú, 93
 Pays-Bas, 6, 12, 61, 138, 184, 194, 311, 383, 390, 415, 422, 444, 471, 472, 485, 491, 574, 621, 630, 667, 718
 Pennsylvanie, 95
 Pérou, 485
 Pest, 157, 214, 219, 631, 632
 Pfirt (Ferette), 440, 535
 Philippeville (Algérie), 587
 Philippeville (Belgique), 115, 118
 Pia Porta, 441
 Piattamala, 668, 669, 699
 Piémont, 438
 Pino, 313
 Pistoie, 270
 Plaisance, 343, 363
 Plata, La, 695
 Plata, La (Etats de), 217
 Pô, 7, 9
 Pologne, 149, 150, 253, 423
 Pontarlier, 415, 419, 439, 495, 496, 516, 537, 598, 599
 Ponteba, 576
 Pontemaglio, 669
 Porlezza, 362
 Porrentruy, 437, 440, 448, 508, 527, 530, 534, 535, 556, 557
 Porte, La (cf. Turquie)
 Portugal, 179, 194, 242, 281, 282, 348, 450, 451, 457, 486
 Poschiavo, 51, 72, 86, 89, 251, 324, 700
 Posen, 137
 Prague, 175
 Prédiel, 576
 Préverenges, 699
 Prusse, 20, 24, 27, 33, 34, 36, 39-41, 45, 57-60, 62-64, 77, 81, 87, 90-92, 94, 98-102, 110-112, 115-117, 120, 121, 123-128, 134, 136,

- 137, 139, 141-145, 147, 148, 152, 157, 161-167, 175, 180, 184, 187, 188, 193, 198, 200, 201, 213, 216, 217, 222, 223, 232, 242, 245, 246, 260, 262, 265, 266, 269, 272, 282, 285, 294-297, 299, 300, 304, 306, 333-336, 338, 341, 344, 355, 370, 373-375, 381-383, 393, 394, 398-400, 403, 405, 413, 420, 422, 443, 452-454, 459, 473, 474, 478, 479, 481, 495, 513, 518, 521, 534, 540, 546, 561, 598, 599, 612, 613, 622, 630, 657
- Ragaz, 127
 Râmel, 535, 558
 Rastadt, 380
 Ravensburg, 310
 Réchésy, 508
 Reffregio, 700
 Reggio, 235
 Rhin, 3, 7, 9, 69, 70, 81, 91, 124, 146, 158, 192, 195, 196, 227, 247, 293, 294, 313, 320-322, 359, 436, 439, 440, 463, 503, 508, 518, 519, 523, 532, 544, 545, 632, 649, 686
 Rhône, 7, 437-439, 508, 523
 Rio de Janeiro, 191, 192, 604
 Rio Grande, 94
 Riva di Chiavenna, 344, 350
 Rocca d'Anfo (Fort de), 54
 Roche, La, 541
 Rodersdorf, 535
 Romanshorn, 162, 330, 331, 407, 409, 419
 Rome, 77, 83, 180, 181, 183, 184, 190, 204, 214, 230, 256, 257, 273, 280, 296-298, 300-302, 306, 346-348, 400, 430, 440, 441, 450-452, 464, 468, 469, 551, 576, 598, 600, 629, 667, 678, 685, 690, 691, 694, 696, 703, 715, 716
 Rorschach, 407, 409
 Rosario, 695
 Rosenheim, 270
 Rouen, 325, 475
 Roumanie, 393, 520, 615, 618, 677
 Rousses (Fort des), 437, 439, 440
 Russie, 32, 36, 71, 90, 116, 118, 121, 126, 127, 134, 135, 137, 149, 186, 187, 298, 338, 348, 371, 383, 391, 396, 417, 422, 433, 442, 456, 464, 465, 473, 486, 524, 547, 573, 602, 612, 622, 629, 630, 656, 657, 676, 677, 679, 680, 705-708
 Rütli (SG), 320-323, 359
- Saïda, 674
 Saint-Adrien, 312, 313
 Saint-Ange (Château), 441
 Saint-Bernard (Grand-), 436
 Saint-Cloud, 374, 377, 387
 Saint-Cyr, 447
 Saint-Dominique, 485
 Saint-Gall, 4, 15, 17, 21, 69, 70, 92, 171, 172, 187, 253, 310, 321-324, 359, 416, 496, 649, 687, 688, 690, 710
 Saint-Gingolph, 437
 Saint-Gothard, 6, 9, 10, 11, 14-16, 21-23, 235, 262, 263, 269-272, 274, 285, 286, 305, 307-309, 311-319, 327-331, 335, 339-345, 350, 351, 354, 361, 364-368, 375, 382, 436, 478, 479, 559, 566, 572, 573, 575-579, 598, 600, 678, 679, 691, 693, 694, 696-699, 701-704, 715, 716
 Saint-Louis, 247, 580
 Saint-Marin, 485
 Saint-Moritz, 161, 355
 Saint-Pétersbourg, 32, 83, 115, 126, 186, 276, 338, 371, 421, 422, 465, 473, 635, 636, 677
 Saint-Siège, Etats du (cf. aussi Eglise, Etats de l'), 88, 89, 190, 274, 280, 288, 295-297, 300, 301, 306, 324, 325, 347, 348, 671-674, 680-682, 688-690, 711-714
 Salara (Porta), 441
 Salève (Mont), 438
 Salzbouurg, 125, 175
 San Bernardino, 263
 Sandwich (Îles), 211
 Sankt Margarethen, 320-322, 359
 San Luzio, 362
 San Salvador, 485
 Santa Catarina, 192
 Santa Fé (Argentine), 694, 695
 Santa Maria, 51
 Saône, 124
 Sardaigne, 15, 24, 25, 228, 263, 290, 383, 384, 438, 446, 712, 713
 Sarrelouis, 381
 Savoie, 25, 251, 252, 289, 290, 292, 383, 384, 386, 387, 394, 403, 411, 414, 436-439, 445-448, 454, 455, 457-464, 474-477, 493, 494, 501, 502, 504, 530, 538-543, 550, 560, 571, 583, 584, 605-608, 641, 665, 713, 717
 Savone, 270, 598
 Saxe, 36, 48, 97, 124, 167, 350
 Saxon, 127
 Schaffhouse, 44-46, 73, 75, 237, 245, 330, 331, 407, 409, 416, 482, 496, 504, 519, 526, 704
 Schalkenhof (Schergenhof), 153, 154, 205
 Schleswig, 175
 Schönenbuch, 535
 Schwyz, 174, 496, 702
 Sedan, 473
 Seine, 124
 Semmering, 270

- Serbie, 677
 Sétif, 587
 Seyssel, 438
 Shanghai, 148
 Simplon, 7, 22, 235, 365, 436, 437
 Singen, 162, 245, 247, 330
 Sion (Mont), 438
 Sixt, 438
 Soleure, 73, 256, 284, 416, 496
 Sondrio, 178, 352
 Spandau, 152
 Spezia, La, 270
 Spiess, 205
 Splügen, 7, 9, 11, 14, 15, 264, 318, 343-345, 350, 351, 354-356, 576, 692, 693
 Steckborn, 245
 Stein, 162, 245
 Steinach, 310
 Stelvio (Col du), 49, 51, 54, 55
 Stockholm, 636
 Strasbourg, 423-425, 429, 433, 436, 449, 452, 470, 476, 532
 Stuttgart, 111, 130, 149, 160, 164, 200, 206, 207, 212, 246, 266, 269, 282, 356, 514
 Suazine (Riv.), 508
 Suède, 485, 491
 Suez (Canal de), 310, 311, 337, 520
 Sundgau, 571

 Tarentaise, 438
 Tarente, 30
 Tessin, 17, 26, 29, 49, 53, 74, 86, 88, 89, 217, 251, 284, 284, 319, 344, 352, 360-363, 476, 575, 604, 605, 668, 669, 672, 688-690, 693, 700, 711
 Texas, 652
 Thoune, 28
 Thurgovie, 162, 246, 288, 331, 416, 482, 496, 704
 Thuringe, 124
 Tirano, 49, 51, 52, 72, 668, 670, 699
 Toggenbourg, 617
 Toscane, 450, 576
 Touillon (Col de), 356
 Tours, 455, 459-463, 475, 550
 Tour Salière, 438
 Travers (Val de), 599
 Trieste, 81, 336, 408
 Tunis, 151
 Turin, 74, 151, 258, 270, 383, 384, 446, 543, 598, 704, 712-714
 Turquie, 151, 254, 280, 311, 353, 354, 369, 370, 442, 473, 485, 520, 521, 547, 614-618, 627, 629-631, 647, 648, 653, 680

 Tyrol, 48, 49, 53, 58, 81, 114, 125, 158, 165, 195, 205, 258, 293, 321, 545

 Ugine, 438
 Ulm, 125
 Umbrail (Col de l'), 51
 Uri, 17, 73, 468, 469, 496
 Uruguay, 93, 94, 294
 Ussets, Les (Riv.), 438

 Valais, 17, 21, 217, 284, 361, 437, 438, 496, 672
 Vallorbe, 289
 Valparaíso, 38, 39
 Valserine, 439
 Valteline, 49-52, 54, 55, 58, 59, 72, 88, 343, 344, 352, 360, 668
 Varsovie, 149
 Vatican (cf. aussi Eglise, Etats de l', ainsi que Saint-Siège, Etats du)
 Vaud, 21, 22, 73, 225, 226, 284, 289, 290, 292, 334, 356-358, 416, 436, 439, 493, 496, 587, 606, 687
 Vendeline, 508
 Venise, 33, 34, 36, 39, 47, 48, 162, 474, 576
 Veracruz, 77
 Vermont, 277
 Verrières, Les, 415, 439, 496, 497, 599
 Versailles, 470, 473, 474, 479, 494, 500, 506, 510, 522, 524, 525, 527, 531, 532, 547-553, 555, 558, 559, 564, 568, 570, 571, 581, 592, 594, 595, 597, 607-609, 620, 633, 637, 639, 643, 646, 647, 652, 654, 655, 658-660
 Vaison, 438
 Vichy, 355
 Vienne, 3, 20, 27-29, 31, 32, 34, 36, 39, 48, 50, 52-55, 58, 59, 63, 64, 69, 80, 87, 88, 91-93, 96, 97, 105, 106, 111, 114, 122, 128, 131, 132, 146, 153, 155-157, 159, 160, 167, 174, 179, 188-190, 192-196, 214, 218, 220, 225-227, 231, 235, 236, 253, 255, 273, 276, 293, 295, 296, 302, 336, 345, 358, 371, 373, 383, 384, 392, 400, 421, 426, 455, 460, 472, 474, 493, 517, 519, 520, 533, 543, 544, 547, 602, 615, 616, 618, 625, 627, 629, 631, 647, 648, 650, 680, 686, 712-714
 Villach, 81
 Villette, La, 419, 546
 Vintschgau (Venosta, Val), 54
 Virginie, 210
 Viso (Mont), 431
 Vorarlberg, 70, 81, 91, 146, 158-160, 165, 195, 293, 320, 358, 426, 545, 649, 686
 Vosges, 124, 436, 446, 481, 516
 Vuache (Mont), 438

- Waldshut, 245, 270, 514, 559
 Warasdin, 225
 Ward Island, 209
 Washington, 13, 83, 94, 155, 186-188, 194, 209,
 239, 276, 370-372, 383, 412, 417, 467, 591,
 614, 634, 635, 652, 675
 Weissenburg (Wissembourg), 413, 560
 Werdenberg, 322
 Werenzhausen, 535, 558
 Wilhelmshöhe, 494
 Winkel, 558
 Winterthour, 8, 247, 528, 624, 702
 Wisconsin, 277
 Wurtemberg, 21, 111, 143-145, 161, 164, 165,
 167, 179, 190, 200, 202, 213, 246, 247, 265,
 266, 310, 312, 316, 317, 318, 327, 330, 333,
 348, 354, 380, 426, 427, 454, 534, 611, 631,
 693
 Yokohama, 2, 60, 62, 63, 147, 148, 150, 166,
 613
 Zollverein (Etats du), 142-144, 157, 161, 163,
 164, 167-169, 171, 176, 184, 188, 197, 199,
 201, 202, 210, 211, 213, 218, 219, 221, 227,
 229, 232, 245, 256, 266, 275, 283, 405-409,
 571, 589
 Zoug, 312, 313, 496
 Zurich, 48, 92, 140, 147, 149, 165, 174, 277,
 330, 331, 361, 409, 410, 416, 482, 496, 544,
 562, 563, 567, 573, 617, 625, 676, 677, 687,
 688, 702, 704, 710

IX. LISTE DES FONDS DES ARCHIVES FÉDÉRALES
D'OU PROVIENNENT LES DOCUMENTS PUBLIÉS

FONDS OFFICIELS

A. FONDS DE MATIÈRES

E 2	Affaires extérieures
E 6	Commerce
E 7	Transports
E 8	Affaires intérieures
E 9	Affaires financières
E 11	Douanes
E 12	Affaires monétaires
E 13 (B)	Actes relatifs aux traités bilatéraux
E 14	Expositions et congrès
E 20	Constructions
E 21	Police
E 22	Justice
E 27	Affaires militaires
E 53	Chemins de fer

B. FONDS DE PROVENANCE

Chancellerie fédérale

E 1001 1	Propositions des Départements au Conseil fédéral
E 1001 (C) d 1	Procès-verbaux du Conseil national
E 1001 (D) d 1	Procès-verbaux du Conseil des Etats
E 1001 (E) q 1	Missives du Conseil fédéral
E 1001 (E) t 1/1	Instructions du Conseil fédéral
E 1004 1	Procès-verbaux du Conseil fédéral

Département politique

E 2200	Représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2300	Rapports politiques et consulaires des représentations diplomatiques et consulaires de la Suisse
E 2400	Rapports de gestion des représentations consulaires de la Suisse

C. ACTES JURIDIQUES (URKUNDEN)

KI	Traités, dès 1848
----	-------------------

FONDS PRIVÉ

J.I.2

Emil Welti

DOCUMENTS OFFICIELS CONSULTÉS ET CITÉS

- Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse
- Rapport du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale sur sa gestion
- Feuille fédérale de la Confédération suisse